LES OPÉRATIONS D'INFLUENCE CHINOISES

Un moment machiavélien

Paul CHARON & Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER





09.2021

Auteurs



Dr Paul CHARON est directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM depuis 2020. Docteur en études politiques de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine), qualifié en études chinoises, titulaire d'un MBA (HEC), il a également été formé en langue et civilisation chinoises (université Paris Diderot et Beijing Language and Culture University, BLCU), en rhétorique (Harvard, Université Paris-Nanterre) ainsi qu'en droit (université Panthéon-Assas). Avant de rejoindre l'IRSEM, il a travaillé plus de dix ans en qualité d'analyste du renseignement puis de conseiller prospective au sein du ministère de la Défense/des Armées. Il a également été chercheur associé à l'antenne franco-chinoise de sciences humaines et sociales de l'université Qinghua à Pékin pendant trois ans. Ses travaux portent sur la Chine (services de renseignement, opérations d'influence) et les méthodes d'analyse du renseignement et d'anticipation des surprises stratégiques. Il prépare actuellement une habilitation à diriger des recherches (HDR) en études chinoises et enseigne à Sciences Po Paris, Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, l'université Panthéon-Assas, l'IHEDN et l'université Rey Juan Carlos de Madrid.



Dr Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER est directeur de l'IRSEM depuis 2016. Formé dans trois disciplines – la philosophie (licence, master, Ph.D.), le droit (licence, LL.M., postdoctorat) et la science politique (doctorat) – en France et à l'étranger, il a notamment été chargé de mission « Affaires transversales et sécurité » au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères, chercheur postdoctoral et enseignant à la faculté de droit de McGill University, *Lecturer* au département de War Studies du King's College London, *postgraduate fellow* à Yale University et attaché à l'ambassade de France au Turkménistan. *Honorary Ancien* du Collège de défense de l'OTAN, il est aussi *nonresident Senior Fellow* du Europe Center de l'Atlantic Council, et enseigne à Sciences Po. Auteur d'une vingtaine de livres, récipiendaire de plusieurs distinctions (prix du maréchal Foch de l'Académie française, Chancellerie de Paris, Munich Young Leader), ses recherches portent sur les relations internationales et les nouvelles formes de conflictualité. Sur les menaces hybrides et les manipulations de l'information, il a publié plusieurs rapports : *Les Manipulations de l'information* (CAPS/IRSEM, 2018), *The 'Macron Leaks' Operation* (IRSEM/Atlantic Council, 2019), *Information Defense* (Atlantic Council, 2021) et *Effective State Practices Against Disinformation* (European Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats, 2021).

Les auteurs remercient chaleureusement Carine Monteiro Da Silva (doctorante associée à l'IRSEM), qui a été la principale assistante de recherche, Fabien Laurençon (chercheur associé à l'IRSEM), Maxime Audinet (chercheur à l'IRSEM), Pierre Sel (East Is Red) et Jeanne Savey (stagiaire à l'IRSEM), qui ont ponctuellement contribué à la préparation de ce rapport, ainsi que Maxime Chervaux (Institut français de géopolitique, univ. Paris 8) pour la relecture de la version anglaise et Chantal Dukers (éditrice à l'IRSEM) pour la mise en page.

À propos de l'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, est un institut de recherche du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'IRSEM produit des analyses indépendantes qui ne constituent pas des positions officielles. Les opinions exprimées dans ce rapport n'engagent donc que leurs auteurs et aucunement l'IRSEM ni le ministère des Armées ni, *a fortiori*, le gouvernement français.

Pour citer ce rapport

P. Charon et J.-B. Jeangène Vilmer, *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, rapport de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), Paris, ministère des Armées, septembre 2021.

Ce rapport est publié en français et en anglais (original en français et traduction en anglais).

Texte à jour au 12 septembre 2021.
Imprimé à Paris en septembre 2021.
ISBN : 978-2-11-155493-1

LES OPÉRATIONS D'INFLUENCE CHINOISES

Un moment machiavélien

Paul CHARON & Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)



SOMMAIRE

Deuxième partie

AVERTISSEMENT

Les stratégies et les opérations d'influence présentées dans ce rapport sont celles du régime chinois, et non de la Chine ou du peuple chinois. C'est pourquoi, de la même manière que nous recommandions dans le rapport CAPS-IRSEM de 2018 de parler du Kremlin plutôt que de « la Russie », pour ne pas permettre l'amalgame entre le pouvoir et le peuple[1], nous utiliserons de préférence « le Parti-État » ou « Pékin » plutôt que « la Chine ». « Le Parti-État » désigne le régime dans son ensemble (Parti communiste chinois [PCC], État et Armée populaire de libération qui en constituent les trois piliers). Toute occurrence de « la Chine », qui reste utilisée par commodité, désigne le régime et non la société ou le peuple chinois.

Cette précaution de langage est devenue nécessaire tant ceux qui osent critiquer les pratiques du PCC sont immédiatement accusés par les autorités chinoises, les médias d'État et les trolls sur les réseaux sociaux d'être « anti-Chine » （反华)[2], « anti-chinois », « racistes », « xénophobes » ou « sinophobes » – exactement comme le Kremlin reproche à ses détracteurs d'être « russophobes » –, « ce qui polarise et tue le débat[3] ». Anticipant que nous serons la cible de telles attaques, nous précisons d'emblée que, dans un cas comme dans l'autre, ce qui est en cause n'est ni une population ni un pays mais bien les pratiques d'un pouvoir autoritaire. On peut critiquer l'un sans dénigrer l'autre. En confondant les deux, le régime s'approprie d'ailleurs la voix du « peuple chinois » qui, en Chine comme à l'étranger quoique par des voies différentes, est souvent le premier à critiquer les pratiques du PCC.

De ce point de vue, il faut renvoyer dos à dos ceux qui nient la réalité ou l'impact des opérations d'influence décrites dans ce volume et ceux qui, à l'autre extrémité du spectre, décrivent « la Chine » comme un « ennemi » ou parlent d'un « choc des civilisations ». Car en réalité, les deux font le jeu de Pékin : une attitude ouvertement hostile amalgamant le pouvoir et le peuple entretient un sentiment anti-chinois dont il ne faut pas nier la réalité à certains endroits (en général là où les diasporas sont les plus importantes) et à certains moments (durant la pandémie de Covid-19 par exemple). Cela permet au Parti-État de faire d'une pierre deux coups : se présenter en sauveur et protecteur des Chinois de l'étranger, donc étendre son influence sur eux, et dénoncer toute critique du régime comme étant « anti-chinoise » donc « raciste ».

---

1. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escorcia, Marine Guillaume, Janaina Herrera, *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018, p. 51.

2. Le China Media Project a recensé 79 occurrences du terme « anti-Chine » dans *Le Quotidien du peuple* en 2020, une nette augmentation au regard de ce que l'on a connu dans les années 2010 (où il y avait en moyenne entre 10 et 30 occurrences). La fréquence d'utilisation de ce terme est un marqueur du niveau de tension au sein du régime et de la perception des risques par les dirigeants du Parti. Il faut remonter à 2008 pour trouver un niveau d'occurrences comparable (82). Malgré l'augmentation significative, on demeure bien en deçà de périodes de tensions telles que sous Jiang Zemin avec le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en 1999, et l'incident de l'EP-3 en 2001 (plus de 100 occurrences), ou la guerre sino-indienne de 1962-1963 (plus de 200). Voir Bill Bishop, « China's Political Discourse in 2020: China Media Project », *Sinocism*, 22 février 2021.

3. John Garnaut, « How China Interferes in Australia. And How Democracies Can Push Back », *Foreign Affairs*, 9 mars 2018.

D'où l'importance de clarifier le propos dès le début : le problème n'est pas « la Chine », elle n'est pas un « ennemi » (c'est au contraire le Parti qui divise le monde en « amis » – ceux qui défendent ses intérêts – et « ennemis » – ceux qui osent le critiquer)[4] et il n'y a pas de « choc des civilisations ». Le problème n'est pas un différend philosophique entre deux options également valables, une Chine prétendument « confucianiste » et l'ordre international « libéral ». Le problème, comme le résume l'historien Frank Dikötter, est que « le PCC reste, structurellement, un parti unique léniniste [qui] cherche à saper toute opposition tant au pays qu'à l'étranger[5] ». Ce à quoi nous sommes confrontés, ajoutent Clive Hamilton et Mareike Ohlberg, n'est pas « un "autre" confucéen, mais un régime autoritaire, un parti politique léniniste […] soutenu par d'énormes ressources économiques, technologiques et militaires. Le vrai choc est entre les valeurs et pratiques répressives du PCC, et les libertés consacrées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU : la liberté d'expression, de réunion, de religion et de croyance ; celle de ne pas être persécuté ; le droit à la vie privée et à la protection égale devant la loi. Le PCC rejette chacun de ces droits et libertés, en paroles comme en actes[6] ».

4. Matt Schrader, *Friends and Enemies: A Framework for understanding Chinese political interference in democratic countries*, Alliance for Securing Democracy, GMF, 22 avril 2020, p. 1.

5. Frank Dikötter cité par Clive Hamilton, *Silent Invasion: China's influence in Australia*, Richmond (Victoria), Hardie Grant Books, 2018, p. 276.

6. Clive Hamilton et Mareike Ohlberg, *Hidden Hand: Exposing how the Chinese Communist Party is Reshaping the World*, Oneworld Publications, 2020, p. xi.

NOTE LIMINAIRE

Dans ce rapport, tous les termes chinois (i.e. de Chine continentale) sont translittérés selon les règles du *hanyu pinyin* à l'exclusion de quelques mots, entrés dans le langage courant, que l'usage de ce mode de translittération pourrait rendre incompréhensible. Ainsi, à titre d'exemple, Canton est conservé à la place de Guangzhou, Pékin pour Beijing, Nankin pour Nanjing. En revanche, nous avons adopté la transcription du *hanyu pinyin* pour Mao Zedong à la place de Mao Tse-toung qui nous semble désormais tombé en désuétude. Pour les termes et noms propres taïwanais, la situation est plus complexe. Taïwan a longtemps utilisé le système de translittération anglophone dit Wade-Giles. En 2002, la République de Chine a élaboré un système de translittération indigène, le *tongyong pinyin*, mais qui n'est pas parvenu à s'imposer : certaines municipalités ont en effet préféré adopter le *pinyin* continental et la plupart des médias continuent d'employer le Wade-Giles. Nous nous sommes donc efforcés de nous plier aux usages les plus courants. Enfin, pour les noms hongkongais, nous nous sommes fondés sur les règles de la romanisation du cantonais établies par le gouvernement hongkongais.

Les œuvres sont citées d'abord dans la langue originale et ensuite, entre parenthèses, en français. Sauf mention du contraire, les traductions en français sont les nôtres. En général, nous avons traduit tous les noms d'institutions chinoises en français, sauf lorsqu'il existe une traduction officielle en anglais, ou que l'institution est connue sous son nom anglais.

Les départements du Comité central du PCC sont parfois dénommés « départements centraux » (Organisation, Propagande, Front uni, Liaisons internationales). Dans ce rapport, le rattachement au Comité central est implicite : nous ne préciserons donc pas toujours qu'il s'agit d'un département « central ».

Lorsque non précisé, « dollar » est le dollar américain. Les montants en dollars américains ne sont généralement pas convertis en euros, mais toutes les autres devises le sont.

RÉSUMÉ

Pendant longtemps, on a pu dire que la Chine, contrairement à la Russie, cherchait davantage à être aimée que crainte ; qu'elle voulait séduire, projeter une image positive d'elle-même dans le monde, susciter l'admiration. Pékin n'a pas renoncé à séduire, à son attractivité ni à son ambition de façonner les normes internationales, et il reste très important pour le PCC de ne pas « perdre la face ». Mais, en même temps, Pékin assume de plus en plus d'infiltrer et de contraindre : ses opérations d'influence se sont considérablement durcies ces dernières années et ses méthodes ressemblent de plus en plus à celles employées par Moscou. C'est **un « moment machiavélien »** au sens où Pékin semble désormais estimer que, comme l'écrivait Machiavel dans *Le Prince*, « il est plus sûr d'être craint que d'être aimé ». Ce qui correspond donc à **une « russianisation » des opérations d'influence chinoises**. Ce rapport s'intéresse à cette évolution, avec l'ambition de couvrir tout le spectre de l'influence, de la plus bénigne (diplomatie publique) à la plus maligne, c'est-à-dire l'ingérence (activités clandestines). Pour ce faire, il procède en quatre parties, présentant successivement les concepts, les acteurs, les actions et quelques cas.

1. Les concepts importants pour comprendre les opérations d'influence chinoises sont notamment ceux de « **Front uni »** – une politique du PCC qui consiste à éliminer ses ennemis intérieurs comme extérieurs, contrôler les groupes qui peuvent défier son autorité, construire une coalition autour du Parti pour servir ses intérêts, et projeter son influence jusqu'à l'étranger – et des « **Trois guerres** », qui représentent l'essentiel de la « guerre politique » chinoise, une forme de conflictualité non cinétique visant à vaincre sans combattre, en façonnant un environnement favorable à la Chine. Entreprise en temps de guerre comme en temps de paix, elle est composée de la guerre de l'opinion publique, la guerre psychologique et la guerre du droit (qui s'apparente, sans correspondre complètement, à ce que l'on appelle en anglais le *lawfare*).

Un autre concept, d'importation soviétique, est également utile pour décrire le répertoire utilisé par Pékin : celui de « **mesures actives** », dont font notamment partie la désinformation, les contrefaçons, le sabotage, les opérations de discrédit, la déstabilisation de gouvernements étrangers, les provocations, les opérations sous fausse bannière et les manipulations destinées à fragiliser la cohésion sociale, le recrutement d'« idiots utiles » et la création de structures de façade (organisations de front).

2. Les acteurs principaux mettant en œuvre les opérations d'influence chinoises sont des émanations du Parti, de l'État, de l'Armée comme des entreprises. **Au sein du Parti**, il s'agit en particulier du département de Propagande, en charge de l'idéologie, qui contrôle tout le spectre des médias et toute la production culturelle du pays ; du département du Travail de Front uni (DTFU), qui comporte douze bureaux, reflétant ses principales cibles ; du département des Liaisons internationales (DLI), qui entretient des relations avec les partis politiques étrangers ; du Bureau 610, qui a des agents dans le monde entier agissant en dehors de tout cadre légal pour éradiquer le mouvement Falun Gong ; il faut inclure dans ce groupe la Ligue de la jeunesse communiste (LJC), tout à la fois courroie de transmission vers la jeunesse, pépinière pour de futurs cadres du Parti et force mobilisable en cas de besoin, même si elle n'est pas formellement une structure du Parti mais une organisation de masse.

Au sein de l'État, deux structures en particulier sont impliquées dans les opérations d'influence : le ministère de la Sécurité d'État (MSE), qui est la principale agence civile de renseignement, et le bureau des Affaires taïwanaises (BAT), qui a la charge de la propagande à destination de Taïwan.

Au sein de l'Armée populaire de libération (APL), c'est la Force de soutien stratégique (FSS), et notamment le département des Systèmes de réseaux, qui dispose des capacités et missions dans le domaine informationnel. Plus précisément, le principal acteur identifié dans ce domaine est la base 311, qui a son quartier général dans la ville de Fuzhou, et qui est dédiée à l'application de la stratégie des « Trois guerres ». Elle gère aussi des entreprises de médias qui servent de couvertures civiles et un faux hôtel qui est en réalité un centre de formation.

Enfin, **les entreprises publiques comme privées** jouent un rôle important dans la collecte des données dont l'efficacité des opérations d'influence dépend puisqu'il faut savoir qui influencer, quand et comment. Peuvent en particulier servir à la collecte des données les infrastructures, notamment les bâtiments et les câbles sous-marins ; ainsi que les nouvelles technologies, dont les plateformes numériques WeChat, Weibo et TikTok, des entreprises comme Beidou et Huawei, et des bases de données offrant un aperçu de ce que des chercheurs appellent le « techno-autoritarisme », ou « autoritarisme numérique » chinois, et qui sont utilisées pour alimenter et préparer des opérations d'influence à l'étranger. Il faudrait ajouter le département d'état-major interarmes qui semble avoir hérité des missions de renseignement humain de l'ancien 2APL. Faute de sources celui-ci n'est toutefois pas abordé dans le présent rapport.

3. Les actions mises en œuvre par Pékin dans ses opérations d'influence à l'étranger relèvent de deux objectifs principaux et non exclusifs l'un de l'autre : **d'une part, séduire et subjuguer** les publics étrangers, en faisant une narration positive de la Chine, dont témoignent notamment quatre récits (le « modèle » chinois, la tradition, la bienveillance et la puissance) ; **d'autre part et surtout, infiltrer et contraindre**. L'infiltration vise à pénétrer lentement les sociétés adverses afin d'entraver toute velléité d'action contraire aux intérêts du Parti. La contrainte correspond à l'élargissement progressif de la diplomatie « punitive » ou « coercitive » pour devenir une politique de sanction systématique contre tout État, organisation, entreprise ou individu menaçant les intérêts du Parti. L'une comme l'autre passent généralement par une nébuleuse d'intermédiaires. Ces pratiques visent en particulier les catégories suivantes :

- les diasporas, avec le double objectif de les contrôler pour qu'elles ne représentent pas de menace pour le pouvoir (Pékin mène une campagne de répression transnationale qui, selon l'ONG Freedom House, est « la plus sophistiquée, globale et complète dans le monde ») et de les mobiliser pour servir ses intérêts.

- les médias, l'objectif explicite de Pékin étant d'établir « un nouvel ordre mondial des médias ». Pour ce faire, le pouvoir a investi 1,3 milliard d'euros par an depuis 2008 pour mieux contrôler son image dans le monde. Les grands médias chinois ont une présence mondiale, dans plusieurs langues, sur plusieurs continents, et sur tous les réseaux sociaux, y compris ceux bloqués en Chine (Twitter, Facebook, YouTube, Instagram), et ils investissent beaucoup d'argent pour amplifier artificiellement leur audience en ligne. Pékin cherche aussi à contrôler les médias sinophones à l'étranger, avec succès puisque le PCC a de fait une situation de quasi-monopole, et les médias *mainstream*. Enfin, le Parti-État s'intéresse aussi au contrôle du contenant, influençant chaque étape de la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'information, avec la télévision, les plateformes numériques et les smartphones.

- la diplomatie, et notamment deux éléments. D'une part, l'influence sur les organisations et les normes internationales : Pékin déploie non seulement des efforts diplomatiques classiques mais aussi des opérations d'influence clandestines (pressions économiques et politiques, cooptation, coercition et corruption) afin de renforcer son influence. D'autre part, la diplomatie dite du « loup guerrier » désigne les postures du porte-parolat du ministère des Affaires étrangères et d'une dizaine de diplomates qui font preuve d'une agressivité croissante. Les attaques adoptent des formes classiques mais aussi relativement nouvelles, reposant notamment sur une utilisation des réseaux sociaux et un recours décomplexé à l'invective, l'admonestation voire l'intimidation. Globalement,

ce tournant agressif de la diplomatie chinoise est contre-productif et a largement contribué à la dégradation brutale de l'image de la Chine dans le monde ces dernières années, mais l'évolution est sans doute durable parce que l'objectif de cette stratégie est moins de conquérir les cœurs et les esprits que de plaire à Pékin.

- l'économie, la dépendance économique à l'égard de la Chine étant bien souvent le premier levier utilisé. La coercition économique chinoise prend des formes extrêmement variées : déni d'accès au marché chinois, embargos, sanctions commerciales, restrictions aux investissements, contingentement du tourisme chinois dont dépendent certaines régions, organisations de boycotts populaires. Pékin fait de plus en plus de la censure un prérequis pour l'accès à son marché. Et beaucoup d'entreprises finissent par plier sous la pression.

- la politique, avec l'objectif de pénétrer les sociétés cibles afin d'influencer les mécanismes d'élaboration des politiques publiques. Entretenir des relations directes avec des partis et des personnalités politiques influentes permet d'infiltrer les sociétés cibles, de recueillir des soutiens officiels et officieux, et de contourner d'éventuels blocages au sein du pouvoir en jouant sur des personnalités politiques de l'opposition ou à la « retraite ». Pékin pratique également l'ingérence électorale (au cours de la dernière décennie, la Chine se serait ingérée dans au moins 10 scrutins dans 7 pays).

- l'éducation, d'abord et en premier lieu via les universités, qui sont l'une des principales cibles des efforts d'influence du Parti. Ses principaux leviers sont la dépendance financière, engendrant de l'autocensure dans les établissements concernés ; la surveillance et l'intimidation, sur les campus étrangers, des étudiants chinois, mais aussi des enseignants et administrateurs de l'université, pour faire modifier le contenu des cours, le matériel pédagogique ou la programmation d'événements ; et le façonnement des études chinoises, en incitant à l'autocensure et en punissant les chercheurs critiques. Le Parti-État utilise également les universités pour acquérir des connaissances et des technologies, par des moyens légaux et non dissimulés comme des programmes de recherche conjoints, ou des moyens illégaux et dissimulés comme le vol et l'espionnage. Dans un contexte de fusion civilo-militaire, certains programmes conjoints ou des chercheurs cumulant des postes dans des dizaines d'universités occidentales aident involontairement Pékin à construire des armes de destruction massive ou développer des technologies de surveillance qui serviront à opprimer la population chinoise – plusieurs scandales ont éclaté en 2020 et 2021.

Enfin, il existe un autre acteur important de l'influence chinoise dans le domaine de l'éducation, qui est d'ailleurs lié aux universités : les instituts et classes Confucius qui sont implantés partout dans le monde et qui, sous couvert d'enseigner la langue et la culture chinoises, accroissent la dépendance voire la sujétion de certains établissements, portent atteinte à la liberté académique et pourraient aussi servir occasionnellement à faire de l'espionnage.

- les think tanks, la stratégie chinoise dans ce domaine étant duale, Pékin cherchant à implanter à l'étranger des antennes de think tanks chinois, et à exploiter des relais locaux qui peuvent être eux-mêmes des think tanks, avec trois cas de figure : les partenaires ponctuels servant de caisse de résonance sur les marchés des idées locaux, les alliés de circonstance qui travaillent avec le PCC de manière régulière et les complices qui partagent avec lui une vision commune du monde et dont les intérêts sont convergents.

- la culture, d'abord par la production et l'exportation de produits culturels, tels que les films et les séries télévisées, la musique ou encore les livres, qui sont de puissants vecteurs de séduction. L'influence s'exerce aussi sur les productions culturelles étrangères, notamment sur le cinéma, avec l'exemple d'Hollywood : pour ne pas contrarier Pékin et maintenir leur accès au gigantesque marché chinois, beaucoup de studios de cinéma américains pratiquent l'autocensure, coupant, modifiant des scènes, voire font du zèle, en donnant aux personnages chinois le « bon » rôle. Le déni d'accès au marché chinois est une pratique généralisée pour tous les artistes critiquant le Parti-État. Par d'autres types de pressions, Pékin espère également inciter les artistes à modifier leurs œuvres, ou ceux qui les montrent ailleurs dans le monde à cesser de le faire, voire à faire le travail des censeurs chinois.

- les manipulations de l'information, en créant de fausses identités pour diffuser la propagande du Parti dans les médias, en ayant recours à de faux comptes sur les réseaux sociaux, des trolls et de l'*astrosurfing* (pour simuler un mouvement populaire spontané), en utilisant un grand nombre de « commentateurs internet » (labellisés à tort « armée des 50 centimes »), payés pour « guider » l'opinion publique. En général contrôlés par l'APL ou la LJC, les trolls défendent, attaquent, entretiennent des polémiques, insultent, harcèlent. Une autre manière de simuler l'authenticité est de faire publier des contenus par des tiers, contre de l'argent (fermes de contenu, achat d'un message ponctuel, d'une influence sur un compte, d'un compte ou d'une page, ou recrutement d'un « influenceur »). Depuis 2019, Twitter, Facebook et YouTube n'hésitent plus à identifier des campagnes coordonnées comme étant originaires de Chine. Des dizaines de milliers de faux comptes ont ainsi été suspendus, certains « dormants » depuis longtemps, d'autres achetés ou volés, amplifiant la propagande chinoise et attaquant les États-Unis, en chinois et en anglais. Certains comptes ont des images de profil générées par intelligence artificielle – une pratique désormais régulièrement observée dans les opérations chinoises sur les réseaux sociaux. Un aspect important de ces campagnes est qu'elles ne se contentent pas de défendre la Chine : la promotion du modèle chinois passe par la dégradation des autres modèles, en particulier de celui des démocraties libérales, comme le font les opérations d'influence russes depuis des années. L'APL est au cœur de ces manœuvres : elle utilise les réseaux sociaux pour, d'une part, de l'influence « ouverte », en diffusant de la propagande, souvent à des fins de dissuasion et de guerre psychologique et, d'autre part, des opérations clandestines et hostiles contre des cibles étrangères.

- Parmi **les autres leviers** utilisés par Pékin dans ses opérations d'influence, figurent notamment des mouvements citoyens, en particulier indépendantistes (Nouvelle-Calédonie, Okinawa) et pacifistes (groupe No Cold War), les touristes chinois, les influenceurs, notamment les Youtubeurs occidentaux et les universitaires étrangers, mais aussi les otages puisque Pékin pratique une « diplomatie des otages ».

4. Les études de cas prennent la forme de cercles concentriques. Taïwan et Hong Kong constituent le premier front de la « guerre politique » de Pékin : ce sont des avant-postes, des terrains d'entraînement, des « laboratoires de R&D » des opérations chinoises, qui peuvent ensuite être affinées et appliquées à d'autres cibles dans le monde – comme la Géorgie et l'Ukraine ont pu l'être pour les opérations russes. La première étape de l'élargissement du cercle des opérations chinoises a porté sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La seconde étape a porté sur le reste du monde, en particulier, mais pas seulement, l'Europe et l'Amérique du Nord. Cette partie présente quatre situations : Taïwan, Singapour, Suède, Canada – et deux opérations : celle ayant visé les manifestants hongkongais en 2019 et celle ayant cherché à faire croire à l'origine américaine de la Covid-19 en 2020.

Enfin, **la conclusion** revient sur ce « moment machiavélien » en deux temps. D'abord, pour confirmer qu'il s'agit bien d'une « russianisation » des opérations d'influence chinoises depuis 2017 environ : le parallèle avait déjà été fait en 2018 au moment des élections municipales taïwanaises, puis en 2019 lors de la crise hongkongaise, et c'est en 2020, pendant la pandémie de Covid-19, que le monde entier a pris conscience du problème. Cette russianisation a trois composantes, qui sont développées : Pékin s'inspire de Moscou dans plusieurs registres (et la littérature militaire chinoise reconnaît que, pour l'APL, la Russie est un modèle à imiter en la matière) ; il subsiste évidemment des différences entre les deux ; et il existe aussi un certain degré de coopération.

Ensuite, la conclusion cherche aussi à faire une évaluation de l'efficacité de cette nouvelle posture chinoise et conclut que, si elle implique certains succès tactiques, elle constitue un échec stratégique, la Chine étant son meilleur ennemi en matière d'influence. La dégradation brutale de l'image de Pékin depuis l'arrivée de Xi Jinping, en particulier ces derniers années, pose à la Chine un problème d'impopularité qui prend des proportions telles qu'il pourrait à terme indirectement affaiblir le Parti, y compris vis-à-vis de sa propre population.

INTRODUCTION

Pendant longtemps, les meilleurs observateurs de la Chine, en particulier ceux situés aux avant-postes que sont Taïwan et Hong Kong, ainsi que les services de renseignement d'un certain nombre de pays occidentaux, ont alerté sur **l'ambition hégémonique et révisionniste[1] du PCC**. Ils n'ont pas été pris au sérieux par la plupart des décideurs, victimes à la fois d'une forme de naïveté face à la thèse chinoise de « l'émergence pacifique », et d'un excès de confiance quant à la supériorité morale du modèle démocratique : à force de s'ouvrir au monde, pensait-on, de s'intégrer économiquement, le PCC finirait par se « normaliser », c'est-à-dire se libéraliser politiquement. Ceux qui n'y croyaient pas étaient en général trop obnubilés par la menace russe ou le terrorisme pour prêter attention à la Chine.

Profitant donc de l'esprit d'engagement du reste du monde, **le PCC a pu, dans une tranquillité à peu près totale, consolider son influence dans le monde entier** en investissant massivement partout, en créant des dépendances économiques, en développant dans chaque pays des relations commerciales mais aussi culturelles, via un réseau extraordinairement dense d'associations chinoises locales, et en prenant le contrôle d'un nombre croissant d'organisations internationales, de médias, etc. Aujourd'hui, face à l'étendue et la densité de ce maillage, dans toutes les régions et tous les secteurs, beaucoup comprennent que **la mondialisation n'a pas libéralisé le régime chinois : elle a formidablement développé l'économie chinoise, donc sa puissance, sans pour autant affaiblir le Parti.** Comme l'un de nous l'écrivait ailleurs, « l'idée selon laquelle la Chine allait s'adoucir avec le développement des échanges économiques était une illusion. Elle devient plus agressive[2] ».

Il y a d'abord eu une phase d'assurance ou d'affirmation de soi à la suite de la crise de 2008, dont Pékin a profité pour consolider sa puissance. **Puis une seconde avec l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012.** Avec lui, le contrôle du PCC sur la société chinoise s'est considérablement accru, dans toutes ses dimensions, mettant fin ainsi aux efforts d'ingénierie subtile du consentement mis en place par Jiang Zemin et surtout Hu Jintao. Sur la scène internationale, Xi a également renforcé la tendance historique du Parti à concevoir ses interlocuteurs dans une dichotomie entre « amis » (ceux qui défendent les intérêts du Parti) et « ennemis » (ceux qui se montrent le moindrement critiques)[3]. Il a par ailleurs poursuivi la politique de militarisation[4] et adopté une posture plus agressive. Enfin, depuis la loi sur le renseignement national de 2017, les citoyens et les entreprises chinoises privées comme publiques doivent collaborer avec les services de renseignement chinois. Cette obligation brouille encore plus les lignes de ce qui relève de l'étatique et du privé dans le comportement de ces citoyens et de ces

1. Révisionniste au sens où le PCC aspire à une reconfiguration du système international selon ses normes, valeurs et institutions (→ p. 146).
2. Paul Charon, cité dans Vincent Nouzille, « La grande offensive des espions chinois », *Le Figaro Magazine*, 17 juillet 2020, p. 32.
3. Matt Schrader, *Friends and Enemies: A Framework for understanding Chinese political interference in democratic countries*, Alliance for Securing Democracy, GMF, 22 avril 2020, p. 1.
4. *NIDS China Security Report 2021, China's Military Strategy in the New Era*, NIDS, Japon, 2020.

entreprises à l'étranger. Tout citoyen, toute entreprise peuvent être contraints de devenir des agents du PCC, c'est-à-dire à tout le moins des informateurs, parfois des espions.

Nous assistons depuis 2017 environ à une troisième phase, qui s'est accélérée avec la crise hongkongaise de 2019 et la pandémie de 2020. Andrew Small et Dhruva Jaishankar[5] envisagent quatre théories pour l'expliquer : 1) la théorie de l'assurance opportuniste (Pékin profite des problèmes politiques et économiques dans le reste du monde, occidental en particulier, pour pousser ses pions – à ce titre il y aurait à Pékin une conviction profonde que le déclin des démocraties est inexorable, déjà commencé, et accéléré par la pandémie – d'où une incitation à saisir ce moment opportun [*kairos*]) ; 2) la théorie de l'assurance impérieuse ou de l'*hybris* (« les dirigeants chinois ont intériorisé leur propre succès à un degré démesuré. Ils croient sincèrement que la Chine offre désormais une alternative viable aux États-Unis en tant que puissance mondiale et que toute critique est injustifiée ou hypocrite[6] ». C'est la rivalité assumée. Cet excès de confiance est à la fois infondé, la Chine ayant de nombreuses fragilités, et dangereux, car il peut développer l'agressivité) ; 3) la théorie de l'« assurance réactive[7] » (le comportement chinois serait une « réponse escalatoire aux défis économiques, réputationnels, sécuritaires et politiques auxquels la Chine est confrontée avec la pandémie et ses conséquences[8] ») ; et 4) la théorie de l'assurance insécure (le comportement chinois s'expliquerait par une crainte du leadership que la Chine entre dans « une période prolongée de vulnérabilité » : les actions de Pékin n'exprimeraient pas « un sentiment de force, mais de faiblesse[9] »). Ces théories sont non exclusives, la combinaison étant possible et même probable.

Quelle que soit l'explication, le fait est que **Pékin a fait preuve d'une agressivité croissante ces dernières années**, d'abord dans son environnement régional (Hong Kong, Taïwan, Inde, Australie, Vietnam, Philippines et dans une moindre mesure Malaisie et Japon), mais aussi dans le reste du monde (Amérique du Nord et Europe en premier lieu). Ce comportement, qui rompt avec la tradition de « non-intervention » de la politique étrangère chinoise, est parfois appelé ***sharp power***. Alors que le *soft power*, selon la définition de Joseph Nye, est « la capacité à influencer les autres par l'attraction et la persuasion[10] », le *sharp power* est **le recours à « la subversion, l'intimidation et les pressions, qui se combinent afin de promouvoir l'autocensure**[11] ». Le terme est ancien mais il a été popularisé par un rapport de la National Endowment for Democracy (NED) qui, en décembre 2017, l'applique à la Chine et à la Russie. Le *sharp power*, expliquent les auteurs, ne cherche pas attirer à lui (contrairement au *soft power*) mais à « percer, pénétrer ou perforer les environnements politiques et informationnels des pays cibles[12] ». Le terme est à la mode mais il est discutable (le *sharp power* est-il finalement autre chose qu'« un type de *hard power* », comme le pense Joseph Nye[13] ?). Comme J. Michael Cole[14], nous préférons donc parler de « guerre politique » ou d'« **opérations d'influence** ».

L'objectif de ces opérations est, d'une part, d'**empêcher tout discours négatif sur le PCC**, en prévenant et contrôlant tout discours sur les « cinq poisons » (Ouïghours, Tibétains, Falun Gong, « militants pro-démocratie », « indépendantistes taïwanais »), et plus généralement

5. Andrew Small et Dhruva Jaishankar, « 'For our enemies, we have shotguns': explaining China's new assertiveness », *War on the Rocks*, 20 juillet 2020.

6. *Ibid.*

7. Stephanie Kleine-Ahlbrandt, « China takes the gloves off », International Crisis Group, Op-ed Asia, 25 juillet 2012.

8. Small et Jaishankar, « 'For our enemies, we have shotguns' », *op. cit.*

9. *Ibid.*

10. Joseph S. Nye, « Le soft et le sharp power de la Chine », *Project Syndicate*, 4 janvier 2018.

11. « What to do about China's 'sharp power' », *The Economist*, 14 décembre 2017.

12. National Endowment for Democracy, *Sharp Power: Rising Authoritarian Influence*, 2017, p. 6. Voir aussi Christopher Walker et Jessica Ludwig, « The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence », *Foreign Affairs*, 16 novembre 2017 et Christopher Walker, « What Is 'Sharp Power'? », *Journal of Democracy*, 29:3, 2018, p. 9-23.

13. Joseph S. Nye, « How sharp power threatens soft power », *Foreign Affairs*, 24 janvier 2018.

14. J. Michael Cole, « A conversation about China's sharp power and Taiwan », brookings.edu, 11 septembre 2018, p. 12.

toute critique du Parti et, d'autre part, de **produire un discours positif**, sur la prospérité, la puissance, l'émergence pacifique de la Chine. Le tout en visant **plusieurs cibles** : d'abord et avant tout les citoyens chinois vivant à l'étranger (étudiants, chercheurs, hommes d'affaires, etc.) qui vont revenir, voire faire des allers-retours et peuvent donc importer en Chine des idées corruptrices (démocratiques et libérales) ; ensuite, ceux qui sont présentés comme formant une « communauté » des Chinois outre-mer, « les fils et les filles de la Chine », qui sont les étrangers d'origine chinoise, au sens large, quels que soient leur citoyenneté actuelle et le nombre de générations depuis leur émigration (ethnonationalisme) ; et, enfin, le reste du monde, c'est-à-dire les opinions publiques nationales, en priorité des pays qui comptent pour Pékin, pour des raisons variables. Dans tous les cas, l'influence vers l'extérieur a d'abord et avant tout des motivations intérieures : **la priorité absolue du PCC est de rester au pouvoir**. Tout le reste en découle et doit s'interpréter en fonction.

Cette question de l'influence chinoise, dans le monde en général ou dans tel pays en particulier, a suscité ces dernières années **un nombre exponentiel de publications**, dont le lecteur trouvera un aperçu dans les quelque 3 000 notes de bas de page du présent volume. La « littérature » sur l'influence chinoise couvre tout le spectre des publications, de l'article scientifique à l'article de presse en passant par le livre[15] et les (nombreux) rapports des think tanks et centres de recherche dont certains, comme l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI) à Canberra, ont développé ces dernières années une véritable expertise et une production régulière sur le sujet. En dépit de cette extraordinaire profusion, qui pour l'essentiel se développe en langue anglaise et sur quelques cas – dont l'Australie, Taïwan, Hong Kong, les États-Unis et le Canada –, **notre connaissance de ces opérations complexes, mises en œuvre par une nébuleuse d'acteurs, reste parcellaire**. Comme Antoine Bondaz, nous estimons qu'« une meilleure compréhension des mécanismes d'influence chinois à l'étranger, et plus spécifiquement en Europe et en France, est fondamentale[16] ».

Dans l'analyse de ces activités, **la frontière entre l'influence (légitime) et l'ingérence (illégitime) est fine et floue**. « Comme souvent avec la Chine, il y a un continuum allant de l'acceptable à l'inacceptable », explique David Mulroney, ancien ambassadeur du Canada en Chine[17]. L'un des enjeux pour les États est donc de tracer des lignes rouges. Comme l'a expliqué le Premier ministre australien Malcolm Turnbull, on peut considérer que la ligne rouge est tracée par les « activités d'influence étrangère qui sont de quelque manière secrètes, coercitives ou corrompues[18] ». Cet ensemble inclut les comportements trompeurs et les activités qui corrompent « les processus politiques, les médias, le débat public et la liberté académique, par exemple en recourant à des incitations inappropriées qui ne sont pas des cas de corruption au sens pénal du terme[19] ». Les définitions étant toutes critiquables, une manière plus pragmatique de comprendre où se situe la frontière entre l'influence acceptable et l'ingérence inacceptable est, comme le suggère Charles Parton, de se poser la question de la réciprocité : le PCC tolérerait-il que nous fassions en Chine ce qu'il fait chez nous[20] ? La comparaison a évidemment ses limites, puisqu'il est normal qu'une démocratie libérale ne se comporte pas de la même manière

15. Parmi les livres récents les plus complets sur le sujet, voir en particulier Clive Hamilton et Mareike Ohlberg, *Hidden Hand: Exposing how the Chinese Communist Party is Reshaping the World*, Oneworld Publications, 2020 et Hsu Szu-Chien et J. Michael Cole (eds.), *Insidious Power: How China Undermines Global Democracy*, Eastbridge, 2020.

16. Antoine Bondaz, « "Faire entendre la voix de la Chine" : les recommandations des experts chinois pour atténuer la perception d'une menace chinoise », *Revue internationale et stratégique*, 2019/3, 115, p. 106.

17. Gerry Shih et Emily Rauhala, « Angry over campus speech by Uighur activist, Chinese students in Canada contact their consulate, film presentation », *The Washington Post*, 14 février 2019.

18. Malcolm Turnbull, *Speech introducing the National Security Legislation Amendment (Espionage and Foreign Interference) Bill 2017*, 7 décembre 2017.

19. Charles Parton, *China-UK Relations: Where to Draw the Border Between Influence and Interference?*, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), Occasional Paper, février 2019, p. 3.

20. *Ibid.*

qu'un régime autoritaire. Ultimement, c'est à chaque État de tracer la limite de l'acceptable, en fonction de ses intérêts et de ses valeurs.

Quoi qu'il en soit, **ce rapport couvre tout le spectre de l'influence, de l'influence bénigne** (diplomatie publique) **à l'influence maligne, c'est-à-dire l'ingérence** (les activités « clandestines, coercitives et corrompues[21] »). Pour le préparer, nous avons mené de nombreux entretiens au cours de missions au Sri Lanka, Inde et Pakistan (novembre 2018), Kenya (janvier 2019), Japon (mars 2019), Vietnam (avril 2019), Canada et États-Unis (avril-mai 2019), Singapour (avril, août et novembre 2019), Taïwan (avril 2019 et janvier 2020), Corée du Sud (avril et juin 2019), Mongolie (juin 2019), Australie (août 2019), République tchèque (novembre 2019), Danemark (janvier-février 2020), Suède (février 2020), Allemagne (mars 2020) et Royaume-Uni (mars 2020). Nous avons également travaillé à partir de la littérature scientifique disponible, en plusieurs langues, et avec des outils d'analyse du renseignement d'origine source ouverte (OSINT).

Ce rapport procède en **quatre grandes parties : concepts, acteurs, actions et cas**. Sans bien entendu prétendre à l'exhaustivité, en particulier pour les actions et les cas qui ne sont que des illustrations de ce que Pékin est capable de faire, ce rapport ambitionne tout de même de dresser **un panorama relativement complet des opérations d'influence chinoises dans le monde** – en évitant autant que possible le défaut du « qui trop embrasse mal étreint ». Il va donc en profondeur sur certains sujets. Quelques enquêtes, notamment celles sur la base 311 (→ p. 87), les opérations d'influence de la LJC (→ p. 70), l'écosystème des think tanks et éditeurs relais d'influence du Parti en France (→ p. 312), et sur Larry Romanoff (→ p. 597), sont, à notre connaissance, les plus complètes à ce jour, toutes langues confondues.

Notre approche est descriptive, elle n'est pas normative : l'objectif de ce rapport est de décrire, comprendre et analyser les opérations d'influence chinoises, de la façon la plus précise possible. Bien sûr, il y a, implicitement, une dimension normative[22], au sens où cette description contribue à la prise de conscience graduelle des risques que ces pratiques présentent pour les libertés publiques, les droits humains et la souveraineté des États, partout dans le monde. Cependant, nous ne nous positionnons pas sur « ce qu'il faudrait faire » : **ce rapport ne contient pas de recommandations. Il laisse à d'autres le soin d'en tirer les conséquences politiques** qui s'imposent et qui ne sont évidemment pas les mêmes pour tous.

21. Turnbull, *Speech introducing the National Security Legislation Amendment (Espionage and Foreign Interference) op. cit.*

22. La normativité est partout car toutes les approches ont « un point de vue, une perspective, même lorsqu'elles ne le reconnaissent pas ». La question est de savoir dans quelle mesure elle est assumée (Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Théories des relations internationales*, Que sais-je ?, 2020, p. 15-16).

Première partie

CONCEPTS

Le recours aux opérations d’influence n’est pas nouveau pour le régime chinois ; nombre de travaux ont souligné l’existence, dès la constitution des bases rouges à la fin des années 1920, d’une politique de propagande interne et externe particulièrement active[1]. **Inspirées en partie de l’expérience soviétique en la matière, les opérations d’influence chinoises puisent à deux sources doctrinales majeures : d’abord, le Front uni** (统一战线) qui, né avec le Parti lui-même, irrigue puissamment l’ensemble de son appareil ; **puis, la doctrine des « Trois guerres »** (三种战法), plus récente et plus restrictive dans son usage, forgée pour l’Armée populaire de libération (APL) mais dont les applications vont bien au-delà du champ militaire, l’APL assumant en l’espèce son rôle traditionnel de multiplicateur d’influence du Parti. Au-delà de ces cadres de référence, les acteurs des opérations d’influence chinoises ont forgé de nombreux concepts liés à leurs stratégies d’influence dont il faut présenter succinctement les plus importants. Après avoir exposé brièvement les concepts pertinents (Front uni, Trois guerres, opérations dans le domaine cognitif, pouvoir discursif, guerre politique et mesures actives), nous développerons les deux principales sources théoriques des opérations d’influence chinoises, que sont le Front uni et les Trois guerres.

Le lecteur pourrait s’étonner de ne pas trouver dans les pages suivantes des références familières, couramment mobilisées pour décrire la stratégie chinoise. Si les théoriciens chinois mobilisent parfois les auteurs classiques, en premier lieu Sun Zi, ils le font essentiellement pour donner une assise historique et de la crédibilité à leur travail, dont les dettes à l’égard de cet héritage doivent être nuancées. Nous n’utilisons pas non plus dans ce rapport le livre fameux des colonels chinois Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La guerre hors limite* (1999)[2], fréquemment cité comme une référence incontournable de la pensée stratégique chinoise contemporaine, alors qu’il n’est précisément pas représentatif. Comme le note Peter Mattis, « l’un des premiers indices pour savoir si quelqu’un est un analyste crédible de l’APL se trouve dans la source qu’il privilégie pour appréhender la pensée et la stratégie militaires chinoises. Si quelqu’un place *La Guerre hors limite* au-dessus de *La science de la stratégie militaire* [le manuel de référence de l’Académie des sciences militaires][3], ou peut-être même ne fait pas référence à ce dernier ouvrage, alors son analyse offrira peu d’informations sur la manière dont l’armée chinoise s’est réellement décidée à faire la guerre et à protéger ses intérêts nationaux[4] ».

De la même manière, le concept de « guerre de l’information », ou « guerre informationnelle », central dans d’autres traditions stratégiques, dont l’américaine (*information warfare*) et la russe (информационная война), ne sera pas utilisé comme tel dans ce rapport parce qu’il a,

1. Timothy Cheek, *Propaganda and culture in Mao’s China*, Oxford, Clarendon Press, 1997 ; Anne-Marie Brady, *Marketing dictatorship*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2008.

2. 乔良 (Qiao Liang) et 王湘穗 (Wang Xiangsui), 超限战 (*La guerre hors limite*), Pékin, People’s Liberation Army Literature and Arts Publishing House, 1999 ; traduit en français en 2003 chez Rivages poche.

3. 寿晓松 (Shou Xiaosong) (dir.), 战略学 (*La science de la sratégie militaire*), 军事科学出版社 (Academy of Military Science Press), 2013, https://fas.org/nuke/guide/china/sms-2013.pdf.

4. Peter Mattis, « So you want to be a PLA expert? », *War on the Rocks*, 19 novembre 2019.

dans le contexte chinois, une signification beaucoup plus large. Le champ de la guerre informationnelle (信息战) inclut non seulement la guerre psychologique (→ p. 47) et la guerre politique (→ p. 31), mais aussi et surtout la guerre électronique qui en constitue sans doute la part essentielle. Comme l'affirment les auteurs de *La science de la stratégie militaire*, la guerre informationnelle vise d'abord à « mettre en œuvre des attaques électroniques en réseau, des attaques informationnelles de haute intensité, du brouillage et des activités de dégradation des systèmes opérationnels de l'adversaire afin de le rendre incapable de voir, d'entendre clairement et incapable de se connecter, et ce afin de créer les conditions pour les frappes ultérieures[5] ». Dans ce rapport, nous utiliserons plutôt la notion de « manipulations de l'information » (→ p. 356), qui est à la fois plus étroite puisqu'elle se limite aux opérations informationnelles au sens strict (sans inclure la guerre électronique et les opérations cyber), et plus large puisqu'elle ne se limite pas aux actions mises en œuvre par l'APL.

5. 寿晓松 (Shou Xiaosong) (dir.), 战略学 (*La science de la sratégie militaire*), 军事科学出版社 (Academy of Military Science Press), 2013, https://fas.org/nuke/guide/china/sms-2013.pdf.

Chapitre 1

LES MOTS DE L'INFLUENCE CHINOISE

I. Le Front uni

Pour le sens commun, le terme de Front uni renvoie d'abord à l'alliance forgée par les communistes et les nationalistes pour affronter l'ennemi commun japonais durant la Seconde Guerre mondiale, mais en réalité le Front uni ne se limite pas à cette coalition, ni même à celles construites avec des forces non communistes afin de conquérir le pouvoir et de faire advenir la révolution. Le Front uni a perduré après la révolution, jusqu'à nos jours, et consiste avant tout à « **mobiliser les amis du Parti pour frapper ses ennemis**[1] ». Autrement dit, il s'agit de **façonner les forces externes au Parti pour assurer sa pérennité**. Élaborée à l'origine par Lénine dans son essai *La maladie infantile du communisme* (1920), dans lequel il critique les communistes qui refusent, au nom de la pureté idéologique, d'exploiter les tribunes offertes par la vie démocratique en régime parlementaire, le Front uni est l'une des « trois armes magiques » (法宝) théorisées par Mao Zedong en 1938[2], les deux autres étant la lutte armée et la construction du Parti. Ces stratégies ne relèvent pas du seul département du Travail de Front uni (DTFU), mais irriguent l'ensemble de l'appareil du Parti dont toutes les branches ont pour mission de mettre en œuvre cette politique (→ p. 33).

II. Les « Trois guerres »

La doctrine des « Trois guerres » a été formulée en 2003. Elle se compose de **la guerre psychologique** (心理战), de **la guerre de l'opinion publique** (舆论战) et de **la guerre du droit** (法律战). Ces trois dimensions, qui visent respectivement à influencer les décisions de l'adversaire, à modeler son opinion publique et à forger un environnement normatif favorable à la Chine, ne doivent pas être comprises comme une version chinoise de la « guerre hybride », mais comme **une continuité de l'action du Parti**. Bras armé du Parti communiste chinois (PCC), plutôt qu'armée nationale, l'Armée populaire de libération (APL) a en effet pour mission première d'assurer la pérennité du régime en décuplant le pouvoir politique du PCC. C'est dans ce cadre que doivent être interprétées les « Trois guerres » (→ p. 43).

1. Peter Mattis, « China's Digital Authoritarianism: Surveillance, Influence, and Political Control », *Hearing Before the House Permanent Select Committee on Intelligence*, Washington, 16 mai 2019.
2. 毛泽东 (Mao Zedong), « 共产党人 » (Communistes), 毛泽东选集 (*Anthologie des travaux de Mao Zedong*), octobre 1938.

A. La guerre de l'opinion publique

Un article paru en 2004 dans le *PLA Daily*, média anglophone de l'APL, définissait la guerre de l'opinion publique (→ p. 46) comme « l'utilisation intégrée des journaux, de la radio, de la télévision, d'internet et des autres médias d'information [de] manière planifiée et ciblée [pour encourager] le moral au combat de son propre camp [et] faire s'effondrer la volonté de combattre de l'ennemi [tout en] orientant l'opinion publique internationale[3] ». En 2011, le *Dictionnaire de terminologie militaire* chinois expliquait qu'elle consiste à **« créer un environnement d'opinion publique favorable à l'initiative politique et à la victoire militaire [par] l'utilisation de divers moyens médiatiques et ressources informationnelles pour combattre l'ennemi[4] »**. Les Chinois traduisent également la « guerre de l'opinion publique » (舆论战) par « guerre de consensus ».

L'APL s'intéresse beaucoup également aux moyens d'orienter les opinions publiques sur internet. Deux termes différents sont ici utilisés pour renvoyer à l'idée générale d'opinion publique, 舆情 (*yuqing*) et 舆论 (*yulun*), que nous avons rendus respectivement par « émotion publique » et « opinion publique ». Selon Li Changzu (李昌祖), du département de Propagande de l'université technologique du Zhejiang, et son collègue Xu Tianlei (许天雷)[5], le premier terme renvoie à l'interprétation subjective de certaines réalités sociales ; le second à l'idée d'une attitude socio-politique générée par les interactions sociales. L'émotion publique peut donc être individuelle quand l'opinion publique est l'opinion collective majoritaire ; l'émotion publique peut être de nature implicite, quand l'opinion publique est explicite ; une émotion publique ne se transforme pas nécessairement en opinion publique et celle-ci ne repose pas toujours sur une émotion publique ; enfin, le contrôle des émotions publiques est une part importante du travail d'orientation de l'opinion publique. Dans ce cadre, **l'APL s'intéresse aux techniques qui permettent de manipuler les opinions et émotions**.

B. La guerre psychologique

Selon le *Dictionnaire de terminologie militaire* de 2011, la guerre psychologique (→ p. 47) consiste avant tout à **« utiliser des informations spécifiques et des médias [pour] des actions de combat qui affectent la psychologie et le comportement du public cible[6] »**. Elle comporte plusieurs aspects dont **la dissuasion** (« encourager un adversaire potentiel à la prudence avant de se lancer dans une guerre ou, idéalement, l'encourager à s'opposer au fait de faire la guerre ») et **la tromperie** (« nuire à sa prise de décision en utilisant de fausses informations »)[7].

---

3. 王林 (Wang Lin), 王贵滨 (Wang Guibin), « 舆论战与心理战辨析 » (Une analyse de la guerre de l'opinion publique et de la guerre psychologique), 解放军报 (*PLA Daily*), 8 juin 2004.
4. 全军军事术语管理委员会 (Comité de gestion de la terminologie militaire), 中国人民解放军军语 (*Terminologie militaire de l'Armée populaire de libération),* 北京：军事科学出版社 (Pékin, maison d'édition des sciences militaires), 2011.
5. 李昌祖 (Li Changzu), 许天雷 (Xu Tianlei), « 舆论与舆情的关系辨析 » (Analyse des relations entre opinion publique et émotion publique), 浙江工业大学学报 (*Revue de l'université technologique du Zhejiang*), 8:4, 2009, p. 393-398.
6. 全军军事术语管理委员会 (Comité de gestion de la terminologie militaire), 中国人民解放军军语 (*Terminologie militaire de l'Armée populaire de libération*), *op. cit*
7. Jeffrey Engstrom, *Systems Confrontation and System Destruction Warfare: How the Chinese People's Liberation Army Seeks to Wage Modern Warfare*, Santa Monica, RAND, 2018, p. 71-72.

C. La guerre du droit

La guerre du droit chinoise (→ p. 49), qui fait écho aux débats occidentaux sur le *lawfare*[8], fait référence à **un usage stratégique du droit**. C'est l'un des moyens de la guerre non cinétique, permettant d'influencer le comportement d'un acteur dans un but stratégique. Comme les deux autres volets des « Trois guerres », une guerre du droit réussie permet de **limiter la liberté d'action de l'autre et d'accroître la sienne**, car elle offre à la Chine une base pour affirmer la légitimité de ses revendications. Il s'agit moins d'une « guerre » de nature juridique que d'un affrontement de discours. L'enjeu est de **montrer que le droit est de son côté**, quel que soit ce droit, international ou national, même si cela signifie instrumentaliser la justice à des fins politiques. Les militaires sont en effet incités à repérer et exploiter autant que possible les dispositions juridiques en faveur des intérêts chinois, ignorer celles qui vont à l'encontre de ces derniers, et soutenir une interprétation du droit international qui leur est favorable même si celle-ci diffère de l'interprétation générale[9].

III. Les « opérations dans le domaine cognitif »

La lutte dans le domaine cognitif (认知领域作战) est l'un des concepts développés ces dernières années par l'APL. Le but de ces opérations est de constituer un « pouvoir de contrôle du cerveau » (制脑权), c'est-à-dire une capacité d'« utiliser la guerre psychologique pour **façonner et même contrôler les capacités cognitives de l'ennemi et de prise de décision**[10] ». Ces concepts (opérations du domaine cognitif et pouvoir de contrôle du cerveau) sont apparus en 2012[11] et le second a été théorisé dans un livre paru en janvier 2014[12] dont l'un des deux co-auteurs est le professeur Zeng Huafeng (曾华锋), doyen de l'école des Humanités et des Sciences sociales à l'Université nationale des technologies de défense (国防科技大学). Zeng définit le pouvoir de contrôle du cerveau comme « le fait d'utiliser des informations spirituelles/psychologiques véhiculées par les médias de propagande, la langue nationale, les produits culturels, etc., comme une arme pour infiltrer, influencer et même diriger la connaissance, l'émotion et la conscience du public et des élites de la nation. Le [but] ultime est de **manipuler les valeurs, l'esprit/l'éthos national, les idéologies, les traditions culturelles, les croyances historiques, etc., d'un pays pour les inciter à abandonner leur compréhension théorique, leur système social et leur voie de développement**

8. Le concept de *lawfare* ne fait cependant pas encore l'objet d'une définition unanime. Pour une discussion sur ce concept, voir entre autres : Charles J. Dunlap, « Law and Military Interventions : Preserving Humanitarian Values in 21st Conflicts », préparé pour la Humanitarian Challenges in Military Intervention Conference, Carr Center for Human Rights Policy, Kennedy School of Government, Harvard University, 2001 ; Orde F. Kittrie, *Lawfare: Law as a Weapon of War*, Oxford, Oxford University Press, 2016 ; ainsi que les contributions au volume 43:1 (2010) du *Case Western Reserve Journal of International Law*.

9. 赵培英 (Zhao Peiying), 当代军人国际法基础 (*Les fondements du droit international à l'usage du soldat contemporain*), 解放军出版社 (Éditions de l'APL), 1996, cité dans Kittrie, *Lawfare: Law as a Weapon of War*, *op. cit.*, p. 165.

10. Nathan Beauchamp-Mustafaga et Michael S. Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea: The Chinese Military's Use of Social Media for Influence Operations*, Johns Hopkins School of Advanced International Studies, Foreign Policy Institute, Policy Papers, 2019, p. 10.

11. 心战之巅的光芒:现代战争中的认知域作战研究 (*La lumière au sommet de la guerre psychologique : une étude des opérations du domaine cognitif dans la guerre moderne*), 白山出版社 (Shenyang, Baishan éditions), 2012.

12. 曾华锋 (Zeng Huafeng), 石海明 (Shi Haiming), 制脑权: 全球媒体时代的战争法则与国家安全战略 (*Le pouvoir de contrôle des cerveaux : les lois de la guerre et la stratégie de sécurité nationale à l'ère des médias mondiaux*), 军事科学院出版社 (Academy of Military Science Press), 2014.

et d'atteindre des objectifs stratégiques sans victoire[13] ». Les travaux dans ces domaines sont **intimement liés aux avancées en matière d'intelligence artificielle**.

IV. Le pouvoir discursif

La notion de pouvoir discursif (话语权) apparaît en Chine à la fin des années 2000[14]. Elle vise à remplacer celle de *soft power* (软实力), qui avait donné lieu à un débat soutenu à la suite de la traduction de l'ouvrage de Joseph Nye au début des années 2000. L'émergence de cette ambition discursive du Parti relève en effet du constat de **l'échec – ou à tout le moins des insuffisances – de la politique de construction d'un *soft power* chinois ; échec attribué non pas aux défaillances du Parti mais à la domination discursive des grandes puissances occidentales**. Zhang Zhizhou (张志洲), dans un article publié sur le site du bureau d'Information du gouvernement chinois[15], évoque **l'influence de la pensée de Michel Foucault** dans le processus d'émergence de ce concept. Foucault est l'un des philosophes français les plus connus en Chine, même si la compréhension de sa pensée demeure le plus souvent « superficielle et mondaine[16] ». La notion de pouvoir discursif construite par les intellectuels chinois et le Parti semble ainsi s'inspirer de la leçon inaugurale de Michel Foucault au Collège de France intitulée *L'ordre du discours*. Foucault y défend notamment l'idée que l'accès à l'espace de la parole est soumis à des conditions et que « **le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer**[17] ». S'emparer de la parole, c'est s'emparer du pouvoir, s'emparer du pouvoir c'est exclure la parole de l'autre. C'est bien ainsi que le Parti se représente sur la scène internationale, incapable de faire valoir ses intérêts faute d'une parole suffisamment audible.

Dans ce contexte, l'ambition du Parti est donc de **développer sa capacité à influencer l'élaboration des normes, la construction des valeurs, les structures de gouvernance, etc. Autrement dit, faute de pouvoir séduire le monde, il faut que le Parti le domine en imposant sa parole et ses récits**. La notion de pouvoir discursif, omniprésente dans le champ diplomatique et culturel, a connu également des applications dans le domaine militaire. Pour l'APL, le pouvoir discursif repose sur l'aptitude à modeler informations, croyances et mentalités (信息—信仰—心智) en temps de paix comme en temps de guerre, y compris en situation d'urgence[18]. La réflexion sur le pouvoir discursif dans le champ militaire a donc partie liée avec la doctrine des « Trois guerres »[19].

---

13. 黄昆仑 (Huang Kunlun), « 夺取未来战争 制脑权 » (Seizing Mind Superiority in Future Wars), 解放军报 (*PLA Daily*), 16 juin 2014.

14. Emmanuel Dubois de Prisque, Jean-Yves Heurtebise, « L'ordre néo-maoïste du discours (analyse d'un usage récent de Foucault en Chine) », *Monde chinois*, 60:4, 2019, p. 83-101.

15. 张志洲 (Zhang Zhizhou), « 国际话语权建设中几大基础性理论问题 » (Plusieurs questions théoriques fondamentales dans la construction du pouvoir discursif international), 国务院新闻办公室 (Bureau d'information du Conseil des Affaires d'État), 27 février 2017, https://archive.vn/LlsTv.

16. Jean-Louis Rocca, *Foucault en Chine. Les enseignements du « séminaire itinérant Michel Foucault »*, Ateliers doctoraux franco-chinois en sciences sociales et humaines de l'université Tsinghua, 2006.

17. Michel Foucault, *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.

18. 寿晓松 (Shou Xiaosong) (dir.), 战略学 (*La science de la stratégie militaire*), 军事科学出版社 (Academy of Military Science Press), 2013, https://fas.org/nuke/guide/china/sms-2013.pdf.

19. Elsa B. Kania, « The Right to Speak: Discourse and Chinese Power », Center for Advanced China Research, 27 novembre 2018.

V. La guerre politique

Dans leur publication sur la guerre politique (政治战) menée par l'APL, Mark Stokes et Russell Hsiao définissent plus précisément ce concept comme l'ensemble des méthodes d'influence des émotions, motivations, raisonnements objectifs et comportements des gouvernements, organisations, groupes et individus d'un pays étranger de manière favorable aux objectifs politiques et militaires de son pays[20]. Cela fait écho à la définition qu'en donnait George Kennan dans son célèbre télégramme de 1948, à savoir que dans son acception la plus large elle désigne **l'emploi de tous les moyens à la disposition d'une nation, autre que la guerre, pour atteindre ses objectifs**[21].

VI. Les mesures actives

Quoique la notion de « mesures » actives ne soit pas originaire de Chine mais d'Union soviétique, elle est utile et complète bien les notions précédentes pour comprendre le répertoire d'actions des acteurs chinois.

Les mesures actives (*активные тероприятия*) sont « le cœur et l'âme du renseignement soviétique », selon les mots du général du KGB Oleg Kalugin[22]. Elles sont définies par Vassili Mitrokhine, un ancien cadre des archives du KGB, comme des « mesures opérationnelles visant à exercer une influence utile sur les différents aspects de la vie politique d'un pays cible qui présentent un intérêt, sa politique étrangère, la résolution de problèmes internationaux, à tromper l'adversaire, à saper et à affaiblir ses positions, à perturber ses plans hostiles et à atteindre d'autres objectifs[23]. » Le *Dictionnaire du contre-espionnage* de l'école du KGB publié en 1972 parle de son côté d'« actes de contre-espionnage permettant de **pénétrer les intentions de l'ennemi, d'anticiper ses actions non désirées, de le conduire dans l'erreur, de prendre des initiatives, de contrecarrer ses actions de sabotage**[24] ». Dans la terminologie soviétique, les mesures actives sont des opérations d'influence fabriquées et menées par le KGB et notamment par le service A de la Première direction générale (ancêtre du SVR)[25]. Elles sont menées à l'étranger dans le but de fabriquer un environnement favorable à l'URSS. La qualification d'opération de contre-espionnage peut surprendre, mais ne doit pas conduire à intégrer les mesures actives dans les mesures défensives : il s'agit plutôt d'opérations qui relèvent de l'oxymore des **mesures de défense offensives**. Les mesures actives étaient largement intégrées au sein du dispositif de politique étrangère d'URSS dont elles constituaient un mode d'action perçu comme normal et légitime[26], contrairement aux États-Unis, et les autres pays occidentaux, où les actions clandestines relèvent d'un régime dérogatoire du droit commun et sont pensées comme une exception.

20. Mark Stokes et Russel Hsiao, « The People's Liberation Army General Political Department: Political Warfare with Chinese Characteristics », Project 2049 Institute, 2013, p. 3.

21. « George F. Kennan on Organizing Political Warfare », 30 avril 1948, History and Public Policy Program Digital Archive, Woodrow Wilson Center: Digital Archive International History Declassified, http://bit.ly/GKennan1948.

22. David V. Gioe, Richard Lovering et Tyler Pachesny, « The Soviet legacy of Russian active measures: new vodka from old stills? », *International Journal of Intelligence and Counterintelligence*, 33:3, 2020, p. 3.

23. Vasiliy Mitrokhin, *KGB Lexicon: The Soviet Intelligence Officers Handbook*, Routledge, 2002.

24. Citée par Jolanta Darczewska, Piotr Żochowski, « Active measures. Russia's key export », *Point of View*, 64, juin 2017.

25. Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine, *Le KGB contre l'Ouest 1917-1991*, Paris, Fayard, 2000, p. 334-335.

26. Richard H. Shultz, Roy Godson, *Dezinformatsia, The strategy of Soviet disinformation*, Berkley Books, New York, 1986.

Les mesures actives constituent un répertoire vaste – et variable selon les auteurs – d'outils d'influence entre les mains du Parti. **En font notamment partie la désinformation, les contrefaçons, le sabotage, les opérations de discrédit** contre des personnes ou des organisations, **la déstabilisation** de gouvernements étrangers par l'organisation de protestation par exemple, **les provocations, les opérations sous fausse bannière et les manipulations destinées à fragiliser la cohésion sociale ; le recrutement d'« idiots utiles »** souvent utilisés pour propager les récits forgés par le KGB et **la création de structures de façade (organisations de front)** officiellement indépendantes mais œuvrant au bénéfice du KGB et de l'URSS. Certains incluent également **les assassinats et les actions terroristes**[27]. Quel que soit le moyen employé, l'ambition est toujours d'influencer les politiques menées par un acteur étranger.

La notion de mesures actives est réinvestie par certains chercheurs et experts depuis la crise ukrainienne pour qualifier les opérations d'influence menées par les services de renseignement russes (GRU, SVR, FSB) à l'ère post-soviétique. En Chine cependant, elle est rarement utilisée, mais les acteurs chinois semblent bien puiser dans le répertoire des instruments forgés par le KGB pour mener leurs opérations d'influence, comme on le verra avec le cas de l'opération que nous avons appelée « Infektion 2.0 » visant à faire croire à l'origine américaine de la pandémie de Covid-19 (→ p. 583), et plus généralement dans la conclusion sur la « russianisation » (→ p. 614).

27. On trouvera de nombreux exemples de ce répertoire dans Thomas Rid, *Active Measures: the secret history of disinformation and political warfare*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020.

Chapitre 2

LE FRONT UNI : L'« ARME MAGIQUE » DU PARTI

Le Front uni est une notion qui demeure insuffisamment comprise alors qu'elle est une inestimable clé de lecture des opérations d'influence du parti communiste. La première difficulté relève sans doute de la confusion qui peut naître du caractère équivoque de l'expression « Front uni ». Pour reprendre la formulation d'Emmanuel Jourda, dont la thèse de doctorat constitue le travail le plus complet sur le sujet, le Front uni désigne **un triple « dispositif de pensée du social, d'organisation du PCC et d'action politique[1] »**. De son côté, Alex Joske distingue « **le Front uni** (统一战线), une coalition de groupes et d'individus travaillant à la réalisation des objectifs du PCC ; **le travail du Front uni** (统一战线工作), qui fait référence aux efforts du PCC pour renforcer et étendre le Front uni en influençant et en cooptant des cibles ; **le département du Travail du Front uni** (中央 统一战线工作部), un département du Comité central du PCC qui coordonne et effectue ce travail ; **et le système du Front uni** (统一战线系统 ou 统一战线工作系统), qui est le regroupement d'agences, d'organisations sociales, d'entreprises, d'universités, d'instituts de recherche et d'individus menant ce travail[2] ». **À la fois structure dédiée au sein de l'appareil du Parti-État chinois et galaxie d'acteurs gravitant autour, le Front uni est difficilement saisissable**.

Une autre difficulté tient à son **large spectre**, dont l'amplitude est souvent sous-estimée, **allant des opérations « ouvertes »** comme la diplomatie publique, telle qu'elle est notamment mise en œuvre par les ambassades à travers le monde, **à des opérations clandestines** dans le but de « miner la cohésion sociale, exacerber les tensions raciales, influencer la politique, nuire à l'intégrité des médias, faciliter l'espionnage et accroître le [vol] de technologie[3] ». Quoique le DTFU ne soit pas un service de renseignement *per se*, il peut toutefois offrir des structures de couverture à des officiers de renseignement menant des actions clandestines et même procéder au « recrutement » d'agents taïwanais[4]. Comprendre le Front uni implique enfin de prendre en compte la trajectoire historique de ce concept central pour le PCC.

Nous présenterons un bref rappel des phases de construction du concept de Front uni, avant d'évoquer les objectifs, puis le dispositif sur lequel s'appuient les opérations de Front uni ; et enfin nous proposerons une typologie des opérations de Front uni.

1. Emmanuel Jourda, *Les usages postrévolutionnaires d'un canon orthodoxe : le Front uni et l'invention politique de l'après-révolution en Chine*, thèse de doctorat, EHESS, 2012, note 3, p. 6.
2. Alex Joske, *The Party speaks for you. Foreign interference and the Chinese Communist Party's united front system*, Policy brief, Report No. 32, ASPI, 2020, p. 6.
3. *Ibid.*, p. 3.
4. *Ibid.*, p. 16.

I. Un concept d'origine léniniste

Le concept de Front uni en Chine est issu d'une greffe opérée par le Komintern au début des années 1920. Ses racines se trouvent dans le *Manifeste du parti communiste* (1848), dans lequel Marx et Engels envisagent la possibilité de générer des alliances temporaires entre les communistes et les partis démocratiques afin d'accélérer le cours de l'histoire et de prendre le pouvoir. C'est cependant **Lénine qui est considéré comme « le vrai père du Front uni[5] »**. Dans sa critique de *La maladie infantile du communisme* (1920)[6], il martèle que, pour aboutir à la victoire du communisme, il est parfois nécessaire d'accepter certains compromis, de s'emparer de « la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr ». Pour Lénine, le Front uni est une collaboration tactique, pensée comme une étape intermédiaire avant le triomphe du communisme. Le Komintern a ensuite promu l'utilisation de ce concept d'alignement temporaire limité, permettant de réconcilier les exigences de court terme aux objectifs de long terme, autant en Europe qu'en Asie. **Le Front uni n'est donc pas un concept proprement chinois**.

En Chine, ce concept est d'abord associé à l'alliance anti-japonaise avec le Guomindang de 1924 et 1927, puis entre 1937 et 1945. Le terme utilisé en chinois fut d'abord *lianhe zhanxian* (聯合戰線) avant d'être remplacé par *tongyi zhanxian* (統一戰線)[7]. Dès la fin des années 1930, le Parti s'approprie le concept léniniste, en modifie le cadre théorique et l'utilise comme vecteur de prise de pouvoir. Dès 1938, **Mao affirme que le Front uni, avec l'édification du Parti et la lutte armée, sont les « armes magiques[8] » (法宝) qui permettront aux communistes de triompher**, expression qui sera reprise par plusieurs de ses successeurs (jusqu'à Xi Jinping) pour bénéficier de son aura symbolique.

Lorsque la République populaire de Chine est proclamée le 1er octobre 1949, le Front uni devient **l'outil permettant de rallier la majorité autour du Parti**. La première conférence nationale du travail de Front uni se tient de mars à avril 1950. La consécration normative du Front uni est obtenue en 1954, avec l'intégration de celui-ci **dans le préambule de la Constitution**. Ce dernier dispose que « le Front uni démocratique populaire » se rend utile en permettant de mobiliser et rallier « l'ensemble du peuple dans la lutte commune pour réaliser la tâche fondamentale de l'État durant la transition », mais aussi de **« s'opposer aux ennemis internes et externes[9] »**. Le PCC met alors en place une stratégie que l'on retrouve peu ou prou dans le monde communiste : les partis communistes pratiquent en effet l'association avec ce que Robert Havemann appelle les « **sigles vides**[10] », à savoir des partis sans position réelle et littéralement domestiqués par les PC. Cette tactique se développe notamment à partir du septième congrès du Komintern de 1935 qui érige la constitution de fronts nationaux en stratégie mondiale[11]. La théorie de la démocratie nouvelle de Mao est ainsi l'application à la Chine de cette politique de Front uni. Une fois le régime établi, le rôle du Front uni n'est plus la conquête du pouvoir mais la pérennisation du contrôle du PCC. Pour ce faire, le Front uni va être à la fois **le cadre intellectuel, politique et organique permettant de rallier au PCC les alliés dont il a besoin tout en muselant ceux qu'il ne peut convaincre**.

5. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires*, *op. cit.*, p. 17.
6. Lénine, *La maladie infantile du communisme*, Éditions Science marxiste, 1920.
7. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires*, *op. cit.*, p. 21.
8. 毛泽东(Mao Zedong), « 共产党人 » (Communistes), 毛泽东选集 (*Anthologie des travaux de Mao Zedong*), octobre 1938.
9. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires, op. cit.*, p. 46-48.
10. Robert Havemann, *Être communiste en Allemagne de l'Est*, Paris, La Découverte, 1979.
11. La première démocratie populaire est la Mongolie qui adopte ce label en 1924.

Après l'éclipse du Front uni pendant la Révolution culturelle, l'institution est à nouveau qualifiée d'« arme magique » en 1983. Elle est réutilisée par le Parti pour sa souplesse, sa capacité à créer du liant, c'est-à-dire pour « sa fonction première de force de cohésion[12] », mais aussi pour lutter contre les critiques internationales à l'issue des événements de Tian'anmen[13]. La dix-huitième conférence nationale du travail de Front uni de 1993 marque le retour de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) comme entité en charge du Front uni. Celle-ci, créée en 1949, était alors considérée comme la « structure de Front uni de tout le peuple chinois démocratique[14] » avant que le département du Travail de Front uni ne prenne l'ascendant. Réunissant les représentants des partis minoritaires et d'autres groupes ethniques, religieux ou indépendants, elle est le symbole d'un semblant de pluralité politique et de représentativité. Le Front uni accompagne enfin la croissance de l'empreinte internationale du pays en s'efforçant de renforcer les liens avec les diasporas chinoises et de faire taire les oppositions au PCC à l'étranger.

II. Retour en force et diversification du Front uni sous Xi Jinping

Depuis son arrivée au pouvoir en 2012, Xi Jinping a revigoré le Front uni, dont il était déjà très familier puisque son père y avait contribué au Tibet, et Xi lui-même y avait consacré un article en 1995, sur le travail du Front uni vis-à-vis de la diaspora, alors qu'il était secrétaire du comité du Parti de la ville de Fuzhou. Le nouveau secrétaire du Parti a entrepris de réformer le Front uni, après avoir purgé, en décembre 2014, le directeur du département central, Ling Jihua (令计划), proche du précédent secrétaire Hu Jintao (胡锦涛). Son ambition est de corriger ce qu'il interprète comme les travers du Front uni et de le placer de nouveau au cœur de l'action du Parti. Xi a fait remarquer que le Front uni n'était lui-même pas assez uni, et martelé qu'il devait être un travail mené par l'ensemble des membres du Parti[15].

En mai 2015, la conférence nationale du travail de Front uni est élevée au rang de conférence centrale, symbolisant ainsi l'accroissement de son importance. La même année, un groupe dirigeant du Comité central pour le travail de Front uni est mis sur pied, et un premier règlement provisoire sur le travail de Front uni publié[16]. **Le département du Travail de Front uni voit le nombre de ses bureaux s'accroître** afin de prendre en compte de nouvelles cibles (→ p. 66). Le but des réformes est d'assurer une meilleure coordination de la politique de Front uni et de renforcer le contrôle du Parti. Il est aussi d'élargir son champ d'action afin d'assurer la protection du Parti : dans son rapport au 19e Congrès, Xi Jinping parle de **dessiner, avec le Front uni, le cercle concentrique le plus large possible autour du Parti**[17].

---

12. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires, op. cit.*, p. 121.

13. Anne-Marie Brady, « Magic Weapons: China's political influence activities under Xi Jinping », Conference paper presented at the conference on "The corrosion of democracy under China's global influence", supported by the Taiwan Foundation for Democracy, and hosted in Arlington, Virginia, USA, 16-17 septembre, 2017.

14. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires, op. cit.*, p. 43.

15. « 统战工作要靠全党共同来做 » (Le travail de Front uni doit être mené par l'ensemble du Parti), 天津统一战线 (*Front uni de Tianjin*), 25 mai 2015, http://archive.vn/akR11.

16. « 习近平主持中央政治局会议 决定设立中央统一战线工作领导小组 » (Xi Jinping préside la réunion du bureau politique et décide d'établir un groupe dirigeant pour le travail de Front uni), *Xinhuanet*, 30 juillet 2015, http://archive.vn/7KOcs. « 中共中央印发"中国共产党统一战线工作条例（试行）" » (Le Comité central du PCC publie un règlement provisoire sur le travail de Front uni), *Gouvernement de la République populaire de Chine*, 22 septembre 2015, http://archive.vn/pwh3q.

17. « 习近平十九大报告全文 » (« Discours de Xi Jinping au 19e Congrès du Parti), *Ifeng*, 27 octobre 2017, https://archive.vn/yTzEg.

D'un point de vue rhétorique, la référence à « l'arme magique » est à nouveau activée. Xi Jinping remet également au goût du jour l'expression de « Grand Front uni » (大统战), initialement promue en 1993 par un théoricien de l'Institut central du socialisme. Sa signification semble cependant avoir évolué. Pour un théoricien du même institut, il s'agit de la caractéristique la plus distincte de la pensée du Front uni de l'ère Xi Jinping[18]. Elle insiste plus que jamais sur l'importance stratégique du Front uni et la nécessité d'en améliorer la coordination[19]. Pour Gerry Groot, le nouveau « Grand Front uni » n'est plus seulement une représentation et un moyen de contact avec divers groupes sociaux pour les contrôler, il s'agit d'**une pratique qui peut aller jusqu'à forcer l'assimilation à la culture han dominante, en utilisant des méthodes comme l'internement de masse**[20].

Le Front uni est donc **une politique du parti communiste dont le but est de construire et renforcer son hégémonie**. Le travail de Front uni consiste à s'allier avec ou neutraliser les groupes qui se situent en dehors du giron du PCC pour faire de celui-ci le seul et unique représentant légitime du peuple chinois. Concrètement, cela signifie **éliminer ses ennemis intérieurs et extérieurs, contrôler les groupes qui peuvent défier l'autorité du PCC, construire une coalition autour du Parti pour servir les intérêts de celui-ci, et projeter son influence jusqu'à l'étranger de telle sorte que même des individus et groupes vivant dans des sociétés libérales s'autocensurent et évitent de prendre position contre le PCC**[21]. En ce sens, le Front uni assume une part importante des opérations d'influence menées par le Parti.

III. Les objectifs

Le Front uni est une politique qui vise, en substance, à « utiliser les amis du Parti pour lutter contre ses ennemis ». Il doit être pensé comme **une stratégie qui se déploie par cercles concentriques et dont l'ambition est de rallier la population la plus large possible**. Ce n'est donc pas une politique de la Chine mais bien du Parti qui est mise en œuvre sur le sol de la Chine comme à l'étranger. Partout où le Parti est menacé, le système de Front uni est actif.

Le Parti distingue **douze cibles prioritaires** qui correspondent aux douze bureaux du DTFU (→ p. 66) : les membres des huit partis minoritaires (dits les huit partis démocratiques), les individus sans affiliation à un parti, les intellectuels non liés au Parti, les minorités ethniques, les personnes religieuses, les entreprises privées, les professionnels urbains, les étudiants à l'étranger et rentrés de l'étranger, les résidents à Hong Kong et Macao, les Taïwanais et leurs proches en Chine continentale, les personnes d'origine chinoise dans le monde (diasporas) et leurs proches en Chine continentale, et toute autre personne qui a besoin « d'unité et de

18. « 冯海波：十八大以来习近平对统一战线理论的丰富和发展 » (Feng Haibo : enrichissement et développement de la théorie du Front uni par Xi Jinping depuis le 18e Congrès du PCC), 光明思想理论网 (*Guangming sixiang lilun wang*), 8 octobre 2017, http://archive.vn/6faQG.

19. 李仁质 (Li Renzhi), « 关于"大统战"的几点思考 » (Quelques points d'analyse du concept de Grand Front uni), 中共社会主义学院 (*Institut central du socialisme*), 8 mai 2017, http://archive.vn/y0uh7. « 从2015统战工作会议看"大统战"思维的升级 » (Analyse de la promotion du concept de "Grand Front uni" depuis la Conférence centrale du Travail de Front uni de 2015), 中国农工民主党 (*Site du Parti démocrate des paysans et ouvriers de Chine*), 24 septembre 2015, http://archive.vn/1Gvkg.

20. Gerry Groot, « The CCP's Grand United Front abroad », *Sinopsis*, 24 septembre 2019, p. 2.

21. Voir également Gerry Groot, « United Front Work after the 19th Party Congress », *China Brief*, 17:17, Jamestown Foundation, 22 décembre 2017 ; Peter Mattis et Alex Joske, « The Third Magic Weapon: Reforming China's United Front », *War on the Rocks*, 24 juin 2019.

liaison[22] ». On voit dans cette liste **la continuité entre l'intérieur et l'extérieur : la seule distinction qui compte pour le Front uni qui opère partout, dedans comme dehors, est celle entre le Parti et le reste**. L'objectif est de contrôler ces douze cibles prioritaires, autrement dit les empêcher de nuire d'une part, et les inciter ou les contraindre à servir de relais du Parti d'autre part.

À ce titre, les objectifs du Front uni doivent être également compris à l'aune de **la loi sur la sécurité nationale de 2015** (中华人民共和国国家安全法)[23]. Comme le rappelle très justement Peter Mattis[24], cette loi précise dans son article 2 que **la sécurité est conçue comme l'absence de menace à l'intérieur et à l'extérieur** (没有危险和不受内外威胁的状态), ce qui légitime des actions préventives pour réduire cette menace. Cette loi adopte du reste une conception particulièrement extensive de la sécurité nationale – bien plus large que dans la version de 1993 qui visait essentiellement la protection contre l'espionnage. **Cette loi inclut ainsi la culture car le Parti craint « l'infiltration culturelle »** (文化渗透)[25], autrement dit la pénétration en Chine de valeurs occidentales jugées subversives (État de droit, démocratie, libéralisme), mais aussi d'idées qui peuvent entamer la légitimité du PCC et son monopole. Il est donc fondamental pour le Parti de **contrôler le monde des idées** et, par voie de conséquence, les récits qui construisent l'image de la Chine à l'étranger ou qui modèlent l'environnement dans lequel celle-ci évolue. Dans ce schème d'interprétation, on comprend que **la diaspora constitue une cible prioritaire du Parti ; les Chinois des diasporas, par leur maîtrise des codes culturels, sont en effet les plus à même d'importer en Chine les valeurs démocratiques et donc de menacer le Parti**[26]. Le contrôle de ces diasporas, et par extension l'élimination de toute menace culturelle, fait donc des missions du Front uni une priorité absolue du Parti. À cette fin, les activités de Front uni sont coordonnées par le DTFU mais peuvent être mises en œuvre par un large spectre d'acteurs du Parti, que l'on peut désigner par « système de Front uni ».

IV. Le dispositif : un « système de Front uni »

Partout où se trouve le Parti, du Comité central aux bureaux provinciaux et municipaux, des ligues de la Jeunesse aux syndicats, des diplomates déployés à l'étranger aux antennes de l'agence de presse Xinhua, mais aussi dans les grandes entreprises d'État et nombre d'universités et de centres de recherche, se trouvent des acteurs qui mettent en œuvre le travail de Front uni.

La Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) est l'organe le plus élevé de supervision et de coordination du système de Front uni. Le DTFU doit suivre ses directives. Ensuite, de nombreuses organisations sont directement subordonnées au DTFU ou entretiennent des liens étroits avec celui-ci. Il n'est pas aisé d'en dresser une liste exhaustive tant ces ramifications peuvent être tentaculaires – et ce dès la naissance du régime : un rapport de la CIA de 1957, déclassifié en 1999, en présente une liste édifiante qui révèle la capacité du Front

22. « 中共中央印发"中国共产党统一战线工作条例（试行）" » (Le Comité central du PCC publie un règlement provisoire sur le travail de Front uni), *Gouvernement de la République populaire de Chine*, 22 septembre 2015, http://archive.vn/pwh3q.
23. Texte en chinois à cette adresse : http://www.gov.cn/xinwen/2015-07/01/content_2888316.htm.
24. Peter Mattis, « China's Digital Authoritarianism: Surveillance, Influence, and Political Control », *Hearing Before the House Permanent Select Committee on Intelligence*, 16 mai 2019.
25. Sur le sujet voir : 李士珍 (Li Shizhen), 曹渊清 (Cao Yuanqing), 杨丽君 (Yang Lijun), « 警惕西方对我国的文化渗透 » (Prendre garde à l'infiltration culturelle occidentale), 红旗文稿 (*Manuscrits du drapeau rouge*), mai 2018.
26. *Ibid.*

uni à pénétrer tous les espaces sociaux[27]. **On trouve les organisations relevant du Front uni dans tous les secteurs et en premier lieu dans[28] :**

• **Les médias :**

La China News Service (中国新闻社), la principale agence de presse du Comité central, qui a des dizaines de bureaux dans le monde et qui organise avec des médias étrangers un Forum on the Global Chinese Language Media bisannuel ; les revues *China Religion* (中国宗教), *China Tibet* (中国西藏), etc.

La Western Returned Scholars Association

La **Western Returned Scholars Association** (WRSA), établie en 1913 par des intellectuels chinois réformateurs, et dont le nom signifie littéralement association des étudiants d'Europe et d'Amérique (欧美同学会)[29], réunit actuellement 40 000 étudiants et universitaires chinois et dispose de branches dans une quinzaine de pays dont la France (le siège est basé à Marseille). Son secrétaire général est un cadre du DTFU. Elle sert notamment à développer des relations avec des think tanks étrangers et, via le programme « Mille Talents » mis en place en 2008 (→ p. 289), contribue à recruter dans des centres de recherche et des entreprises chinoises des chercheurs étrangers. La WRSA a aussi créé le Center for China and Globalization (CCG), qui se présente comme un think tank « non gouvernemental » basé à Pékin, et dont le président, Wang Huiyao (王辉耀), lui-même membre de plusieurs groupes de Front uni, est un conseiller du DTFU et l'un des penseurs de la stratégie chinoise en matière de recrutement international[30].

• **L'éducation et la recherche :**

Le Beijing Chinese Language and Culture College (北京华文学院), dédié aux étudiants d'origine chinoise de retour en Chine ; l'université Jinan (暨南大学) basée à Guangzhou (Canton), qui est l'une des plus anciennes universités chinoises, l'une des premières à s'être ouvertes aux étudiants étrangers et actuellement l'une des universités qui comptent le plus d'étudiants internationaux en Chine ; l'université Huaqiao (华侨大学) basée à Xiamen et à Quanzhou dans le Fujian, et dont le nom signifie littéralement « université pour les Chinois outre-mer » ; le China Tibetan Language High Institute of Buddhism (中国藏语系高级佛学院), qui enseigne un bouddhisme tibétain « patriotique », etc. En outre, **la plupart des universités chinoises ont en leur sein des sections du DTFU qui surveillent les étudiants comme les enseignants, traitent les étudiants informateurs et constituent des bases de données sur les uns et les autres**[31]. L'Académie chinoise des sciences a également en son sein une section du DTFU qui joue le même rôle à l'égard des plus de 60 000 chercheurs travaillant pour cet organisme. Et, à travers le monde, **les Associations**

27. « The United Front in Communist China. A Technique for Controlling, Mobilizing, and Utilizing non-Communist Masses », *Central Intelligence Agency*, mai 1957, https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP78-00915R000600210003-9.pdf

28. « 中央统战部直属事业单位2019年度公开招聘应届高校毕业生公告 » (Recrutement 2019 des organisations subordonnées au DTFU), *DTFU*, 17 avril 2019, http://archive.vn/u09Ts ; « 中央统战部直属事业单位2020年度公开招聘应届高校毕业生公告 » (Recrutement 2020 des organisations subordonnées au DTFU), 中央和国家机关所属事业单位公开招聘服务平台 (*Plateforme de recrutement des organisations du Parti et de l'État*), 14 avril 2020, http://archive.vn/fneI3 ; « 国家机构改革后，暨南大学归属中央统战部、国务院侨办领导 » (Avec les réformes, l'université de Jinan est maintenant sous la direction du DTFU et du conseil d'Affaires d'État), *Sohu*, 29 juin 2018, https://archive.vn/2d4YV ; « 中国藏语系高级佛学院 » (China Tibetan Language High Institute of Buddhism), *Baidu*, http://archive.vn/2FhQU.

29. Au début des années 2000, l'institution s'est vu adjoindre le nom d'Association d'amitié des étudiants et chercheurs expatriés (中国留学人员联谊会).

30. Joske, *The Party speaks for you*, *op. cit.*, p. 29.

31. *Ibid.*, p. 13.

des étudiants et chercheurs chinois (CSSA, 中国学生学者联合会) (→ p. 277) dans la plupart des universités accueillant des étudiants chinois mènent un travail de Front uni en coordination avec le ministère de l'Éducation : l'un de ces CSSA a d'ailleurs reconnu que c'est le DTFU qui est responsable de « l'orientation générale des associations étudiantes à l'étranger[32] ».

• Les affaires de la diaspora :

Depuis mars 2018, la diaspora relève de la responsabilité directe du DTFU, alors qu'auparavant la responsabilité était partagée avec le bureau des Affaires outre-mer et le ministère des Affaires étrangères[33]. La diaspora étant **une communauté imaginaire** puisque dans les faits elle est extrêmement diverse, les efforts du Front uni consistent à **façonner, contrôler et homogénéiser** les groupes qui la composent. Relèvent ainsi du Front uni la Fédération nationale des Chinois revenus d'outre-mer (中华全国归国华侨联合会), l'Amicale des Chinois outre-mer (中华海外联谊会), l'Association des anciens de l'académie militaire de Huangpu (黄埔军校同学会统战), la Fédération nationale des compatriotes de Taïwan (中华全国台湾同胞联谊会) et l'Association pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine (中国和平统一促进会) qui pilote un réseau d'antennes à travers le monde[34] (→ p. 122).

• L'économie :

Plusieurs structures contribuent au travail de Front uni, dont le Huaxing Economic Advisory Service Center (华兴经济咨询服务中心), qui fournit des services en conseil économique[35], et la Fédération pan-chinoise de l'industrie et du commerce (中华全国工商业联合会). **Les grandes entreprises d'État ont généralement en leur sein une section du Front uni** à l'image du premier fabricant mondial d'acier, China Baowu Steel Group, dont l'ancien PDG (2007-2016) est devenu vice-ministre du DTFU. **Les entreprises privées, y compris étrangères**, constituent également, et de plus en plus, une cible. Deloitte Chine, par exemple, a en son sein depuis 2016 une association de Front uni, dirigée par le PDG lui-même[36].

• La culture :

Le secteur de la culture fait lui aussi l'objet d'actions importantes du Front uni. La Fédération chinoise des cercles de la littérature et des arts (中国文学艺术联合会)[37], tout comme les Instituts Confucius (→ p. 296), relèvent du Front uni et représentent de puissants leviers de mobilisation, de collecte de renseignement ou de guerre informationnelle à travers le monde.

Les acteurs de ce système de Front uni tendent parfois, lorsqu'ils agissent à l'étranger, à conclure des partenariats avec des institutions étrangères prestigieuses afin de « blanchir » leurs activités. C'est la démarche entreprise par exemple par la China-United States Exchange Foundation (CUSEF → p. 123), aux États-Unis, qui s'est associée entre autres avec l'université

32. « 历史沿革 » (Historique), 高丽大学中国学人学者联谊会 (*Chinese Scholars and Scholars Association of Korea University*), https://archive.vn/dhFks ; Joske, *The Party speaks for you*, *op. cit.*, p. 30.
33. *Ibid.*, p. 14.
34. John Doston, « The United Front Work Department Goes Global: The Worldwide Expansion of the Council for the Promotion of the Peaceful Reunification of China », *China Brief*, 19:9, Jamestown Foundation, 9 mai 2019.
35. D'après la page Tianyancha du Huaxing Economic Advisory Service Center : https://m.tianyancha.com/company/3227616926.
36. Joske, *The Party speaks for you*, *op. cit.*, p. 18.
37. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires*, *op. cit.*, p. 343.

Johns Hopkins, le East-West Institute, le Carnegie Endowment for Peace, l'Atlantic Council et la Brookings Institution[38].

V. Typologie des opérations de Front uni

Dans un premier temps, le travail de Front uni consiste à **identifier et classifier les cibles et les ennemis du Parti**. Il y a notamment les ennemis de premier ou de second rang, ceux que l'on ne peut que combattre et ceux avec lesquels il est possible de s'allier avant de les combattre[39]. Ce travail se concrétise dans **la recherche de soutiens au régime communiste, l'influence auprès de personnalités elles-mêmes influentes dans leur domaine voire leur pays, le contrôle de groupes défiant l'autorité du Parti, la collecte de renseignement, l'élimination ou du moins la perturbation des ennemis du Parti**[40]. Le travail de Front uni, qui est indissociable de celui du Parti-État, est toutefois « difficilement perceptible dans sa spécificité », car « tout ce qui touche à l'activité des personnalités représentatives est théoriquement lié au Front uni[41] ». Ses opérations ont par ailleurs la particularité d'être souvent menées par **des structures écrans** dont la proximité avec le Front uni n'est pas toujours manifeste[42].

Le Front uni a, en théorie, toute latitude pour mobiliser les individus et groupes sociaux en faveur des objectifs et ambitions du PCC. On peut toutefois identifier trois types principaux d'opération dont tous les autres relèvent peu ou prou.

A. Mobiliser les diasporas

Les cadres et agents du Front uni ont pour mission première à l'étranger de travailler les diasporas chinoises afin d'y faire circuler les récits du Parti ou son interprétation de l'actualité internationale, mais aussi d'être en mesure de les mobiliser lorsque c'est nécessaire. Les diasporas sont ainsi instrumentalisées pour faire pression sur un gouvernement dont la politique s'oppose aux intérêts du Parti. Il peut s'agir de s'opposer à la visite de personnalités telles que l'activiste hongkongais Joshua Wong ou le dalaï-lama, à des mouvements de sympathie à l'égard des manifestants hongkongais ou encore à l'organisation d'événements sur le Tibet ou le Xinjiang[43]. Les diasporas peuvent être mobilisées également « positivement » pour soutenir la visite d'un officiel chinois dans leur pays d'accueil.

---

38. Bethany Allen-Ebrahimian, « This Beijing-Linked Billionaire Is Funding Policy Research at Washington's Most Influential Institutions », *Foreign Policy*, 28 novembre 2017.
39. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires, op. cit.*, p. 225-226.
40. De nombreux travaux ont documenté les opérations de Front uni. Voir par exemple : Alexander Bowe, « China's Overseas United Front work. Background and Implications for the United States », *US-China Economic and Security Review Commission Staff Research Report,* 24 août 2018 ; Gerry Groot, « The CCP's Grand United Front abroad », *Sinopsis*, 24 septembre 2019 ; Takashi Suzuki, « China's United Front Work in the Xi Jinping era – institutional developments and activities », *Journal of Contemporary East Asia Studies*, 8:1, 2019 ; Martin Hála, « United Front Work by Other Means: China's "Economic Diplomacy" in Central and Eastern Europe », *China Brief*, 19:9, Jamestown Foundation, 9 mai 2019 ; Mattis, « China's Digital Authoritarianism: Surveillance, Influence, and Political Control », *op. cit.*
41. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires, op. cit.*, p. 321-323.
42. « The United Front in Communist China. A Technique for Controlling, Mobilizing, and Utilizing non-Communist Masses », *Central Intelligence Agency, op. cit.*
43. Groot, « The CCP's Grand United Front abroad », *op. cit.*, p. 12.

B. Contrôler les récits sur la Chine

Le Front uni tâche également de faire en sorte que, dans le monde entier et dans toutes les langues, la manière dont les médias, journalistes, éditorialistes, chercheurs, enseignants, etc., rendent compte de la Chine, soit conforme aux intérêts du Parti, en particulier sur les sujets les plus sensibles tels que les « cinq poisons » (Ouïghours, Tibétains, Falun Gong, militants pro-démocraties, indépendantistes taïwanais). Ce dessein de contrôle des discours sur la Chine conduit le Parti à déployer ses charmes en direction de relais d'opinion clés (chercheurs, journalistes, hommes d'affaires, politiques, influenceurs des médias sociaux). Cette stratégie prend le plus souvent la forme de voyages d'agrément aux frais du Parti au cours desquels les dirigeants chinois déploient tous leurs atours.

C. Constituer des bases de données

Le Front uni assume également une mission de collecte de données portant sur les profils et préférences politiques ou religieuses des étudiants dans les universités, des hommes et femmes politiques, personnalités publiques, etc. Qu'elles soient larges (l'une par exemple contiendrait des informations sur 2,2 millions de scientifiques chinois à l'étranger) ou très précises (ciblant spécifiquement des doctorants chinois aux États-Unis originaires de la même ville en Chine)[44], leur objectif est le même : fournir au Front uni les moyens de s'étendre, donc d'étendre l'influence du Parti. Les entreprises publiques et privées jouent un rôle important dans cette collecte de données personnelles (→ p. 127).

44. Joske, *The Party speaks for you*, *op. cit.*, p. 29.

Chapitre 3

LES « TROIS GUERRES »

La stratégie des « Trois guerres » est l'une des principales doctrines de l'Armée populaire de libération (APL) mais qui, comme le Front uni, demeure relativement peu connue ou, à tout le moins, insuffisamment prise en considération, en dépit de la publication de plusieurs travaux et articles sur le sujet[1]. **Ces « Trois guerres » – la guerre de l'opinion publique, la guerre psychologique et la guerre du droit – représentent l'essentiel de la guerre politique chinoise**, qui peut se comprendre comme l'ensemble des types d'affrontements non militaires pour atteindre un objectif stratégique[2].

Cette stratégie de guerre politique à triple front est officiellement adoptée en 2003 par le Comité central du PCC et la Commission militaire centrale (CMC), avec la révision du « Règlement sur le travail politique de l'APL ». Celui-ci indique que le travail politique en temps de guerre doit inclure la mise en œuvre de la guerre de l'opinion publique, de la guerre psychologique et de la guerre du droit[3]. La révision de 2010 ajoute que tous les militaires doivent être formés aux « Trois guerres » (Art. 14 §17) ; que le travail de propagande militaire doit inclure la guerre de l'opinion publique (Art. 14 §10) ; que le travail de liaison doit inclure la guerre psychologique (Art. 14 §14) ; et que le travail politique, juridique (Art. 14 §7) ainsi que judiciaire (Art. 14 §9) doit inclure la guerre du droit[4].

La guerre politique est comprise comme **une forme de conflictualité non cinétique**. Si celle-ci peut prendre des formes diverses, la logique reste la même : la guerre politique est menée pour **gagner sans combattre** (不战而胜) – ou à tout le moins obtenir une large vic-

---

1. Steven Halper, « China: The Three Warfares », *Office of Net Assessment, Office of the Secretary of Defense*, mai 2013 ; Dean Cheng, « Winning Without Fighting: Chinese Legal Warfare », *Backgrounder*, 2692, The Heritage Foundation, 18 mai 2012 ; Dean Cheng, « Winning Without Fighting: Chinese Public Opinion Warfare and the Need for a Robust American Response », *Backgrounder*, 2745, The Heritage Foundation, 21 novembre 2012 ; Dean Cheng, « Winning Without Fighting: The Chinese Psychological Warfare Challenge », *Backgrounder*, 2821, The Heritage Foundation, 11 juillet 2013 ; Timothy A. Walton, « China's Three Warfares », *Special Report*, 3, Delex Systems, 18 janvier 2012 ; Sangkuk Lee, « China's "Three Warfares": Origins, Applications, and Organizations », *Journal of Strategic Studies*, 37:2, 2014 ; Elsa Kania, « The PLA's Latest Strategic Thinking on the Three Warfares », *China Brief*, 16:13, Jamestown Foundation, 22 août 2016 ; Peter Mattis, « China's "Three Warfares" in Perspective », *War on the Rocks*, 30 janvier 2018.

2. « 政治战作为一种为了达成总体战略目标而采取的非军事行动的活力对抗形式，其主要作战方式是舆论战心理战法律战 ». Cf. 常艳娥 (Chang Yan'e), 欧立寿 (Ou Lishou), 王芙蓉 (Wang Furong), « "舆论战心理战法律战概论"'课程教学探析 » (Analyse des enseignements du livre « Introduction à la guerre de l'opinion publique, guerre psychologique et guerre du droit »), 国防大学 人文与社会科学学院军队政工研究所 (*Institut de recherche sur le travail politique de l'armée de l'Académie des sciences humaines et sociales de l'université de défense nationale*), 2007, http://archive.ph/IZsi7.

3. Art. 14 §18 : « 战时政治工作 […] 进行舆论战，心理战，法律战，开展瓦解敌军工作，开展发心战，反策反工作，开展军事司法和法律服务工作 ». L'intégralité du texte en chinois de la révision de 2003 du Règlement sur le travail politique de l'APL (中国人民解放军政治工作条例) est accessible à l'adresse https://archive.ph/VBOoG《中国人民解放军政治工作条例》.pdf.

4. Art. 14 §17 : « 军事训练中政治工作。 […] 会同有关机关组织开展舆论战、心理战、法律战教育训练 » ; Art. 14 §10 : « 军事宣传工作。[…] 开展舆论战工作 » ; Art. 14 §14 : « 联络工作。[…] 开展心理战工作 » ; Art. 14 §7 : « 政法工作。[…] 法律战和法律监督等工作 » ; Art. 14 §9 : « 军事审判、军事检察和司法行政工作。[…] 开展法律战工作 ». L'intégralité du texte en chinois de la révision de 2010 du Règlement est archivée à l'adresse http://archive.vn/zzrmu.

toire par un combat limité (小战大胜) – et faire en sorte que les troupes ennemies s'avouent vaincues sans même avoir combattu (不战而屈人之兵)[5]. **Elle est entreprise en temps de guerre comme en temps de paix** (平战结合). Les « Trois guerres » sont parfois qualifiées de stratégie de guerre hybride dans la mesure où elles brouillent la frontière entre guerre et paix, entre combattants et non-combattants, entre moyens militaires et non militaires[6]. La définition que Frank Hoffman propose de celle-ci fait d'ailleurs écho aux « Trois guerres », qui désignent l'usage coordonné de différents types de guerre employés conjointement et créant un effet de synergie entre les dimensions physiques et psychologiques du conflit[7]. Il importe toutefois de ne pas les confondre, *a fortiori* parce que le concept de « guerre hybride » n'est pas lui-même bien défini.

Avec le développement des technologies de l'information et de la communication, et la rapidité avec laquelle les idées peuvent circuler dans le monde, les « Trois guerres » sont comprises comme **un moyen de développer un pouvoir discursif** (话语权), c'est-à-dire la capacité à influencer les perceptions du public cible, à contrôler les récits et imposer sa version des faits[8]. C'est pourquoi elles sont **également qualifiées d'affrontement dans le domaine cognitif** (认知领域的对抗)[9]. Leur but est d'influencer les potentiels acteurs déstabilisants pour les détourner de toute action contre la Chine[10]. On pourrait également considérer l'ensemble des « Trois guerres » comme une forme de guerre psychologique, entendue au sens large. D'autres ont souligné que **cette stratégie est comparable à celle de déni d'accès et d'interdiction de zones (A2/AD)**, ici appliquée au domaine des idées[11]. Ces trois types d'opérations offensives en temps de paix poursuivent toutes un même but, celui de **façonner un environnement favorable à la Chine (c'est-à-dire au Parti) et défavorable à ses ennemis** afin de limiter leur liberté d'action et d'atteindre les objectifs du régime. Leur mission est de permettre à l'APL de saisir l'opportunité décisive (先机) et de conserver l'initiative (主动) ; elles sont **un démultiplicateur de force**[12].

Enfin et surtout, il faut comprendre les « Trois guerres » comme **une stratégie de renforcement du pouvoir politique du Parti**, au même titre que le Front uni. En tant que bras armé du PCC, l'APL a pour mission principale de garantir la survie du régime et d'accroître le pouvoir du PCC. Pour Peter Mattis, **les « Trois guerres » pourraient même être comprises comme une excroissance du système de Front uni et de propagande du Parti**[13]. Comme présenté précédemment, le travail de Front uni consiste à chercher à s'allier avec ou neutraliser les groupes qui se situent en dehors du giron du PCC pour faire de celui-ci le seul et unique représentant légitime du peuple chinois. Les « Trois guerres » s'inscrivent dans cette politique et leurs effets sont complémentaires de ceux du Front uni.

L'origine conceptuelle de cette notion n'est pas claire. Si ses principes font écho à ceux de la stratégie militaire classique chinoise, notamment à Sun Zi selon qui « le meilleur savoir-faire n'est pas de gagner cent victoires dans cent batailles, mais plutôt de vaincre l'ennemi sans

5. Chang Yan'e, Ou Lishou, Wang Furong, « Analyse des enseignements », *op. cit.*

6. « Hybrid warfare with Chinese characteristics » est le titre que Michael Raska a choisi pour un bref article présentant la stratégie des « Trois guerres », dans le *RSIS Commentary*, 262, 2015. Qualifier les « Trois guerres » de stratégie de guerre hybride ne fait cependant pas l'unanimité. Voir par exemple Michael Clarke, « China's Application of the "Three Warfares" in the South China Sea and Xinjiang », *Orbis*, janvier 2019, p. 192.

7. Frank Hoffman, « Conflict in the 21st century: The Rise of Hybrid Wars », *Potomac Institute for Policy Studies*, 2007, p. 8.

8. Nadège Rolland, « China's counteroffensive in the war of ideas », *Lowy Institute*, 24 février 2020.

9. Chang Yan'e, Ou Lishou, Wang Furong, « Analyse des enseignements », *op. cit.*

10. Voir les propos de Peter Mattis rapportés dans Tasha Wibawa, « China's national security and the "three warfares": How Beijing decides who or what to target », *ABC News*, 25 février 2019 ; et Mattis, « China's "Three Warfares" in Perspective », *op. cit.*

11. Le parallèle est proposé par N. Rolland, « China's counteroffensive in the war of ideas », *op. cit.*

12. Kania, « The PLA's Latest Strategic Thinking on the Three Warfares », *op. cit.*

13. Propos de Peter Mattis rapportés dans T. Wibawa, « China's national security and the "three warfares"... », *op. cit.*

combattre[14] », rien ne prouve que ces racines anciennes aient eu une influence décisive sur l'élaboration des « Trois guerres ». Une influence possible serait l'*Introduction à la guerre psychologique*, publié en 1990 aux éditions de l'université de défense nationale[15].

Il y a aussi, dans une certaine mesure, une origine américaine. Lorsque le Comité central du PCC et la CMC adoptent la stratégie des « Trois guerres » en 2003, celle-ci n'est pas vue comme une nouvelle stratégie élaborée pour prendre de l'avance sur les autres, mais comme une décision nécessaire pour rattraper le retard que la Chine aurait pris par rapport aux autres pays. **Du point de vue chinois, les champions de la guerre de l'opinion publique, de la guerre psychologique et de la guerre du droit sont les États-Unis**. En étudiant les dernières guerres menées par Washington, de la guerre du Golfe de 1991 qui « avait fait prendre conscience à la Chine des limites considérables de ses propres capacités » en la matière[16], à la guerre d'Irak de 2003 en passant par les Balkans, les analystes chinois ont conclu que la guerre moderne se gagne aujourd'hui grâce aux opérations non militaires et aux capacités non cinétiques[17]. Ils affirment que les États-Unis sont les premiers à employer la propagande et les techniques de manipulation de l'opinion publique, les attaques psychologiques et des manœuvres juridiques offensives de manière coordonnée pour faire plier leurs ennemis[18].

L'introduction des « Trois guerres » dans la révision de 2003 du « Règlement sur le travail politique de l'APL » ne marque pas pour autant le début de l'emploi de ces techniques par la Chine ; elle représente plutôt leur validation officielle, une injonction pour leur mise en œuvre coordonnée à tous les échelons. La mise en œuvre de la stratégie des « Trois guerres » était coordonnée par le département de Liaison de l'ancien département général Politique (DL/DGP) qui était en charge de la guerre politique. Depuis les réformes militaires de 2015, c'est sans doute le bureau de Liaison du nouveau département de Travail politique (BL/DTP) qui a hérité de cette mission. Théoriquement, **tous les échelons de l'APL sont appelés à mettre en œuvre les « Trois guerres », mais au moins une base de l'APL est spécialement dédiée à cette mission : la base 311**, ou unité 61716, située à Fuzhou dans le Fujian en face de Taïwan (→ p. 87). **La stratégie des « Trois guerres » s'adresse autant aux menaces extérieures qu'aux menaces intérieures**, comme celle représentée par le mouvement indépendantiste de Taïwan, qui est l'une de ses principales cibles. Et elle concerne autant les militaires que les civils, le Parti mobilisant toutes ses branches mais aussi des intermédiaires pour renforcer son pouvoir. Le ministère des Affaires étrangères joue par exemple un rôle particulier dans la diffusion du discours chinois à l'étranger via son réseau d'ambassades – rôle relevant à la fois du Front uni et des « Trois guerres ».

Les « Trois guerres » sont considérées comme un tout, comme **trois bras d'un même corps**. Elles servent un même objectif stratégique, sont mises en œuvre suivant une même logique et se renforcent mutuellement, chacune d'entre elles créant une base favorable au développement des deux autres. La guerre de l'opinion publique offre une plateforme de combat à la guerre psychologique et à la guerre du droit. La guerre du droit fournit les bases juridiques nécessaires à la guerre de l'opinion publique et à la guerre psychologique. Enfin, la guerre de

14. 孫子 (Sun Zi), 孫子兵法 (L'art de la guerre) in 中國大百科全書 (*Grande encyclopédie de Chine*), 2, p. 1066-1069. La meilleure traduction en français est sans doute celle de Jean Levi.

15. 温金权 (Wen Jinquan), 杜汝波 (Du Rubo), 周敏 (Zhou Min), 心理战概论 (*Introduction to Psychological Warfare*), 解放军出版社 (Éditions de l'APL), 1990 ; Mark Stokes et Russell Hsiao, « The People's Liberation Army General Political Department: Political Warfare with Chinese Characteristics », Project 2049 Institute, 2013, note 176, p. 67.

16. Valérie Niquet, « La Chine : une modernisation des pratiques de guerre de l'information », in Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, p. 152.

17. Chang Yan'e, Ou Lishou, Wang Furong, « Analyse des enseignements », *op. cit.* ; Sangkuk Lee, « China's "Three Warfares": Origins, Applications, and Organizations », *Journal of Strategic Studies*, 37:2, 2014.

18. « 美军无不是将舆论宣传, 心理攻击和法理斗争融为一体 ». Cf. Chang Yan'e, Ou Lishou, Wang Furong, « Analyse des enseignements », *op. cit.*

l'opinion publique et la guerre du droit ont, toutes deux, besoin de l'influence psychologique sur le public pour être efficaces[19].

I. La guerre de l'opinion publique

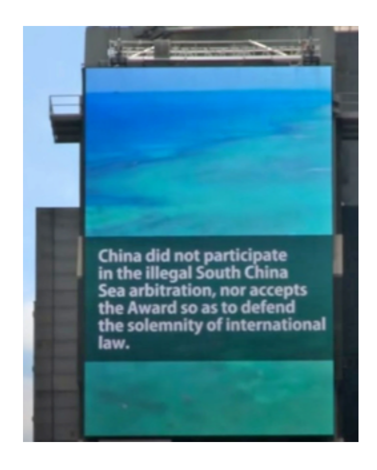
L'objectif de la guerre de l'opinion publique est de **rallier les publics cibles** – celui du pays ennemi mais aussi la communauté internationale de manière générale – à la position défendue par le pouvoir. L'enjeu n'est pas tant de savoir quelle force armée va gagner, mais quel récit, quelle version des faits va l'emporter auprès de l'opinion publique. Concrètement, la guerre de l'opinion publique telle que pensée par les Chinois consiste à **faire de « l'orientation cognitive » (引导认知) des masses, « d'exciter leurs émotions » (激发情感) et de « contraindre leur comportement » (约束行为)**[20]. C'est une activité qui peut demeurer de basse intensité car elle est continue et constante, et s'inscrit dans le temps long : son but est de **subrepticement modeler les esprits**.

Les outils mobilisés sont tous les types de médias tels que la presse, la radio, la télévision, les réseaux sociaux (Facebook, YouTube, Twitter, WeChat, Weibo, TikTok, Plurk, etc.), le cinéma et les livres. Ils sont utilisés pour **imposer le plus tôt possible une version des faits et cadrer le débat** – car la première impression, même erronée, marque davantage que les suivantes (c'est ce que l'on appelle **le biais d'ancrage** en psychologie cognitive). Pour mener une guerre de l'opinion publique réussie, il faut donc être le premier à réagir, multiplier les sources défendant sa version des faits, tout en dissimulant éventuellement (mais non systématiquement) les liens qui pourraient remonter jusqu'au pouvoir politique, afin d'influencer les perceptions et comportements des publics cibles. Pour imposer son récit, les acteurs des Trois guerres peuvent également s'appuyer sur le **phénomène de vérité illusoire** (*illusion-of-thruth effect*), un biais selon lequel la probabilité que l'on croie à une fausse information ne dépend pas de son caractère logique mais de notre familiarité avec cette idée[21].

À titre d'exemple, une vidéo défendant la souveraineté chinoise en mer de Chine du Sud a été diffusée environ 120 fois par jour sur un écran de 200 m² de Times Square à New York entre le 23 juillet et le 3 août 2016[22]. Le 12 juillet, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye avait désavoué Pékin en indiquant entre autres que la Chine n'avait pas de droits historiques sur la mer de Chine du Sud. Dans cette vidéo de trois minutes, il est suggéré que la parlementaire britannique Catherine West soutient la position chinoise, alors qu'elle avait accepté l'entretien seulement pour exprimer son soutien à une résolution pacifique des tensions et ne s'attendait pas à un usage détourné de ses propos[23]. Les auteurs de la vidéo ont sélectionné quelques mots de son intervention, et placé celle-ci entre celles de trois autres personnes dont le propos est on ne peut plus clair, la parlementaire semble approuver : Wu Shicun, président de l'Institut national des études de la mer de Chine du Sud ; John Ross, présenté seulement comme l'ancien directeur du Département de politique économique de la municipalité de Londres, alors qu'il

19. *Ibid.*
20. *Ibid.*
21. Lynn Hasher, David Goldstein, Thomas Toppino, « Frequency and the conference of referential validity », *Journal of Verbal Learning and Verbal Behavior,* 16:1, 2017, p. 107-112.
22. https://www.youtube.com/watch?v=y4KIWLgUSmc.
23. Will Worley, « Labour MP says she was misrepresented in China's Times Square propaganda video », *Independent*, 31 juillet 2016. Les propos de Catherine West rapportés dans la vidéo sont : « *I think talks are crucial. And that's why we have to be careful that yes, we need to resolve something very locally, and have a grown-up approach to dialogue.* » Sa réaction après la publication de la vidéo : « *I was unaware that these comments would be used in this manner. Although I was of course happy to give an interview on my concerns regarding the militarization of the South China Sea and the need to work together to secure a peaceful resolution, I am not happy for the footage to be used in a way that suggests that I support the current approach adopted by China towards these islands.* »

est également chroniqueur du média China.org, *senior fellow* de l'Institut Chongyang des études financières de l'université de Renmin et ancien membre d'un groupe marxiste[24] ; et Masood Khalid, ambassadeur du Pakistan en Chine[25]. La structure narrative est trompeuse et induit le public en erreur[26]. En diffusant son message en anglais de manière répétitive dans un lieu fréquenté par quelque 350 000 touristes du monde entier quotidiennement, la Chine ciblait un public international et montrait qu'elle était prête à **investir l'argent nécessaire pour façonner les opinions**. L'efficacité de la manœuvre laisse cependant perplexe, étant donné la concentration des panneaux publicitaires à Times Square[27] et le peu de subtilité du message.





Vidéo défendant la souveraineté chinoise en mer de Chine du Sud diffusée sur Times Square, New York, en 2016, avec la parlementaire britannique Catherine West (à droite). Extraits de la vidéo mise en ligne par CCTV sur YouTube le 28 juillet 2016 (https://www.youtube.com/watch?v=XPe_TIYTn7c).

II. La guerre psychologique

La guerre psychologique est employée pour **démoraliser les forces ennemies, les dissuader, les faire douter, voire les terroriser** pour miner leur capacité et leur volonté de combattre. Elle est employée pour **briser le lien de confiance entre gouvernants et gouvernés, perturber le processus décisionnel** du pays ennemi. Autrement dit, elle est employée pour vaincre son ennemi sans même avoir à le combattre. Au sens strict, la guerre psychologique s'utilise davantage en temps de guerre qu'en temps de paix, contrairement à la guerre de l'opinion publique qui est constamment mise en œuvre, quel que soit le niveau de tensions, et qui cible une plus large audience que la guerre psychologique.

Un ouvrage aux éditions de l'APL distingue **quatre types de guerre psychologique : « la coercition »** (威慑), qui cherche à forcer l'autre à adopter un certain comportement ; **« la mystification »** (欺诈), qui sème la confusion et induit en erreur ; **« la division »** (离间) en exploitant toutes les potentielles failles et dissensions au sein du pays ennemi et y paralyse le processus décisionnel, brise la motivation des combattants et la confiance du peuple ; et enfin,

24. Voir le profil de John Ross sur le site de *China.org*, http://archive.vn/ZaupG. John Ross était membre du groupe trotskyste International Marxist Group.

25. « South China Sea video playing in Times Square », *China Daily*, 27 juillet 2016, http://archive.vn/OnCic.

26. Pour reprendre les mots de Joseph Nye, « *all persuasion involves choices about how to frame information. Only when that framing shades into deception, which limits the subject's voluntary choices, does it cross the line into coercion* ». Cf. Joseph Nye, « How Sharp Power Threatens Soft Power », *Foreign Affairs*, 24 janvier 2018.

27. Fang Bing et Zhang Zhen, « China Airs Propaganda Video Over New York's Times Square », *VOA*, 7 août 2016.

« la défense » (防护) pour garantir le moral de ses propres troupes, lorsqu'elles sont la cible d'efforts ennemis similaires[28].

L'ensemble des actions menées à l'encontre de l'ethnie minoritaire ouïghoure autant en Chine qu'à l'étranger par le régime communiste chinois **est un exemple de guerre psychologique** (mais aussi physique), qui correspondrait au type coercitif présenté ci-dessus. Arrestations aléatoires, internement de masse, travail forcé, traçage numérique, contrôles fréquents, sinisation forcée, « rééducation » des enfants, destruction de lieux de culte, harcèlement, sédentarisation… les Ouïghours, ethnie turcophone majoritairement musulmane, font l'objet d'une répression violente, au nom de la lutte contre l'extrémisme religieux[29]. On estime qu'un à trois millions de Ouïghours sont aujourd'hui internés. Les femmes subissent une stérilisation forcée[30], et autres « mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe[31] » qui font partie des actes constituant un crime de génocide[32]. Les prisonniers seraient également victimes de prélèvement d'organes (comme Pékin le faisait ouvertement sur ses condamnés à mort jusqu'en 2015 → p. 212) servant à alimenter un vaste trafic d'organes « halal » à destination des pays du Golfe[33]. Nombreux sont les témoignages qui prouvent que les Ouïghours sont terrorisés, craignent que leur moindre geste ou parole puisse être utilisé contre eux, n'osent pas adresser la parole aux étrangers, ne savent pas s'ils pourront un jour revoir leurs proches disparus. Leur crainte du pouvoir central les suit au-delà des frontières chinoises, même lorsque certains d'entre eux parviennent à fuir vers un autre pays[34]. Cette guerre psychologique a pour but de forcer les Ouïghours à adopter le comportement que le pouvoir central veut : se soumettre à lui. Cet exemple rappelle d'ailleurs que les « Trois guerres » ne sont pas adressées seulement aux menaces extérieures : toute menace au Parti, qu'elle soit intérieure ou extérieure, doit être annihilée.

Autre exemple : les actions menées par Pékin pour paralyser le pouvoir décisionnel ennemi lors de **la confrontation sino-indienne sur le plateau du Doklam à l'été 2017** répondent à différents types de guerre psychologique présentés *supra*. Le Parti-État n'a pas hésité à régulièrement proférer des menaces telles que : « le conflit va escalader si l'Inde ne retire pas ses troupes[35] », « les provocations indiennes vont déclencher un conflit ouvert[36] », « le compte à

---

28. 郝唯学 (Hao Weixue), 心理战100例：经典案例分析 (*Cent exemples de guerre psychologique : analyse de cas classiques*), Éditions de l'APL, 2011. Pour une présentation plus détaillée de ces quatre catégories, voir Dean Cheng, « Winning Without Fighting: The Chinese Psychological Warfare Challenge », *op. cit.*, p. 6-9.

29. Voir notamment Sylvie Lasserre, *Voyage au pays des Ouïghours. De la persécution invisible à l'enfer orwellien*, Paris, Éditions Hesse, 2020 ; Sean R. Roberts, *The War on the Uyghurs: China's Internal Campaign against a Muslim Minority*, Princeton University Press, 2020 et le travail des ONG de défense des droits de l'homme sur le sujet, notamment Amnesty International et Human Rights Watch. Sur le Xinjiang voir les travaux de Rémi Castets.

30. Adrian Zenz, « Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Supress Uyghur Birthrates in Xinjiang », *China Brief*, 20:12, The Jamestown Foundation, juin 2020 (révisé le 21 juillet 2020).

31. Article 6(d) du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

32. *The Uyghur Genocide: An Examination of China's Breaches of the 1948 Genocide Convention*, Newlines Institute for Strategy and Policy et Raoul Wallenberg Centre for Human Rights, mars 2021 ; Peter Mattis, « Yes, the Atrocities in Xinjiang Constitute a Genocide », *Foreign Policy*, 15 avril 2021.

33. Justine Reix, « Comment la Chine vend les "organes halal" de ses prisonniers ouïghours aux riches », *Vice*, 19 juin 2020.

34. Sur ce sujet, voir notamment les China Cables et Xinjiang Papers publiés en fin 2019 ; Bethany Allen-Ebrahimian, « Exposed: China's Operating Manuals For Mass Internment And Arrest By Algorithm », *ICIJ*, 24 novembre 2019 ; Scilla Alecci, « How China Targets Uighurs "One by One" For Using a Mobile App », China Cables, *ICIJ*, 24 novembre 2019 ; Austin Ramzy et Chris Buckley, « "Absolutely No Mercy": Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims », *New York Times*, 16 novembre 2019 ; « Nowhere Feels Safe, Uyghurs Tell of China-led Intimidation Campaign Abroad », *Amnesty International*.

35. « Military conflicts to escalate if India refuses to withdraw troops », *Global Times*, 21 juillet 2017, http://archive.vn/mwChi.

36. Duo Mu, « India's provocation will trigger all-out confrontation on LAC », *Global Times*, 18 juillet 2017, http://archive.vn/5gtJQ.

rebours est lancé[37] », notamment via son média le *Global Times*. Ce journal a également accusé la ministre indienne des Affaires étrangères de l'époque, Sushma Swaraj, d'avoir menti devant le Parlement lorsqu'elle a prétendu que l'Inde bénéficiait du soutien de la communauté internationale[38]. La Chine ne s'est pas limitée aux simples paroles pour tenter d'intimider son adversaire : des vidéos montrant des exercices militaires chinois au Tibet, non loin de la frontière avec l'Inde, ont été diffusées ; des équipements militaires et du matériel logistique ont été déplacés près de la ligne de conflit, suggérant ainsi une possible escalade des hostilités ; et les souvenirs de la victoire chinoise lors du conflit sino-indien de 1962 ont été ravivés pour démoraliser les combattants[39]. Le rôle qu'a joué cette campagne de guerre psychologique sur la résolution du conflit demeure cependant incertain et difficile à mesurer.

On trouvera un troisième exemple de guerre psychologique instrumentalisant les exercices militaires dans **l'étude de cas sur Taïwan** (→ p. 417).

III. La guerre du droit

Plusieurs articles chinois définissent la guerre du droit comme **l'usage du droit comme « arme de guerre »** (以法律为武器), **c'est-à-dire pour dissuader, attaquer, contre-attaquer, contraindre et sanctionner**. Sa mise en œuvre consiste à instrumentaliser les principes juridiques pour avoir l'avantage, acquérir une supériorité normative et permettre à l'APL de conserver l'initiative[40]. Pour acquérir cette supériorité normative, il n'est pas seulement question de droit positif, mais bien de tous les principes juridiques et moraux sur lesquels les Chinois peuvent s'appuyer pour justifier leurs actions. La guerre du droit est mise en œuvre tout au long du continuum guerre-paix : avant le conflit, elle sert à préparer les bonnes conditions et permettre à la Chine d'avoir le droit « de son côté » ; pendant le conflit, elle permet de justifier l'usage de la force et de légitimer les actions de l'APL ; après le conflit, elle est employée pour conserver les gains ou réclamer son dû.

C'est une pratique qui n'est pas nouvelle en soi, mais plusieurs facteurs, dont la judiciarisation des relations internationales, la démocratisation des régimes politiques ainsi que la montée des nouvelles technologies de l'information et de la communication, expliquent qu'elle soit de plus en plus utilisée[41]. Dans le cas de la Chine, les exemples les plus cités sont ses actions en faveur d'**une interprétation révisionniste du droit de la mer** pour servir ses intérêts en mer de Chine du Sud et interdire l'accès de la zone, notamment aux États-Unis. Concrètement, Pékin « cherche à tirer parti de son pouvoir militaire croissant pour contraindre les États côtiers de la mer de Chine du Sud à renoncer à exercer leurs droits légitimes garantis par la Convention de l'ONU, à savoir exploiter les ressources situées dans leur zone économique exclusive », explique Collin Koh de RSIS (Singapour)[42]. À la convention des Nations unies sur le droit de la

37. « Countdown to India-China military clash has begun: Chinese daily on Doklam standoff », *India Today*, 9 août 2017.
38. Sutirtho Patranobis, « Sikkim standoff: Chinese daily says Sushma lied about support from other nations, warns India of war », *Hindustan Times*, 21 juillet 2017.
39. « PLA brigade holds live-fire military drills in Tibet: CCTV », *Global Times*, 16 juillet 2017, http://archive.vn/Y8EcH ; Liu Zhen, « Was China's military drill in Tibet really just an exercise in logistics? », *South China Morning Post*, 18 juillet 2017 ; Indrani Bagchi, « Doklam standoff: China playing out its "Three Warfares" strategy against India », *Times of India*, 13 août 2017.
40. 刘继贤 (Liu Jixian), 刘铮 (Liu Zheng), 新军事变革与军事法制建设 (*Les nouvelles évolutions militaires et la construction juridique militaire*), 解放军出版社 (Éditions de l'APL), p. 325.
41. Julian Fernandez, « Lawfare : le droit comme continuation de la guerre par d'autres moyens ? », Blog, *Mediapart*, 7 octobre 2019.
42. Nathalie Guibert, « La Chine, un empire à l'assaut du droit de la mer », *Le Monde*, 5 mars 2021.

mer, le Parti-État oppose des « droits historiques » dépourvus de base légale. Il ne reconnaît pas le jugement de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye qui estimait en 2016 que la « ligne en neuf traits » (revendication territoriale chinoise) n'avait « aucun fondement juridique » ; et il multiplie les incidents, avec ses flottes civiles, dont les garde-côtes[43] et des milices maritimes dans le cadre d'une offensive en zone grise[44] qui relève de la « guerre hybride ». C'est cette politique du fait accompli qui fait de la Chine « un État révisionniste du droit maritime international »[45]. Cette guerre du droit inclut aussi la participation à **l'élaboration des normes au sein des instances internationales**, les efforts pour favoriser l'émergence d'une interprétation de celles-ci favorables aux revendications chinoises, l'influence auprès de personnalités qui jouent un rôle normatif, ou encore la création de cas de jurisprudence pour servir de futures bases normatives.

Le Parti utilise **des intermédiaires** pour mettre en œuvre les « Trois guerres ». Dans le cas de la guerre du droit, on peut supposer que des organisations du Front uni comme la All China Lawyers Association (ANAC, 中华全国律师协会) pourraient jouer un rôle[46]. L'ANAC a d'ailleurs organisé en décembre 2019 un Forum mondial des avocats, réunissant quelque 800 organisations et individus, et fondé l'Association internationale des avocats de la Nouvelle route de la soie (一带一路律师联盟) dans le but de promouvoir la coopération juridique entre les États membres de la BRI[47]. On peut supposer que ce genre de plateforme pourrait servir de relai au Parti pour mettre en œuvre la guerre du droit, par exemple en permettant d'imposer plus aisément à ses interlocuteurs son interprétation du droit international.

Un exemple récent de guerre du droit de type défensif est l'initiative prise séparément par deux avocats chinois, Liang Xuguang à Wuhan et Chen Yueqin à Pékin, de **porter plainte contre les États-Unis dans le cadre de la pandémie de Covid-19**, en réponse aux plaintes déposées par des Américains qui accusent la Chine d'être responsable du désastre sanitaire. Même s'il est peu probable que ce genre de plainte aboutisse à une condamnation d'un côté comme de l'autre, il est utile pour les Chinois d'**apporter un contre-récit et de renvoyer la faute sur celui qui les calomnie**. Liang et Chen accusent notamment les États-Unis d'avoir dissimulé l'émergence de l'épidémie sur leur territoire et nui à l'image de la Chine en qualifiant la Covid-19 de « virus chinois[48] ». Dans un scénario de guerre du droit de type offensif, mais hypothétique, on pourrait imaginer que la Chine incite des États du Pacifique menacés par la montée des eaux à déposer plainte contre les États-Unis au motif que ces derniers, par leurs efforts insuffisants en matière de respect de l'environnement, seraient responsables des conséquences environnementales désastreuses pour ces États.

Un autre exemple est **la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong adoptée par Pékin le 30 juin 2020 et en particulier l'extraterritorialité de son article 38, qui criminalise les violations de la loi commises par n'importe qui, n'importe où dans le monde**. Les premiers à être inquiétés sont les Hongkongais se trouvant temporairement à l'étranger, en particulier les milliers d'étudiants qui, sur les campus australiens, américains, canadiens ou européens, ont manifesté leur soutien aux militants pro-démocratie, ainsi que tous ceux qui

43. Benoît de Tréglodé et Eric Frécon (dir.), *La diplomatie des garde-côtes en Asie du Sud-Est*, Étude de l'IRSEM, n° 73, mars 2020.

44. Andrew S. Erickson et Ryan D. Martinson (dir.), *China's Maritime Gray Zone Operations,* Annapolis, China Maritime Studies Institute / Naval Institute Press, 2019.

45. Guibert, « La Chine, un empire à l'assaut du droit de la mer », *op. cit.*

46. Le PCC s'inspire sans doute en l'espèce de l'expérience de l'URSS qui avait créé en 1946 l'International Association of Democratic Lawyers pour infléchir le droit international vers des positions favorables aux Soviétiques.

47. « Lawyers association serving BRI established in Guangzhou », *Ministry of Justice of the People's Republic of China*, 10 décembre 2019, http://archive.vn/rN68n ; Zhang Yangfei, « Body for Belt, Road lawyers launched », *China Daily*, 9 décembre 2019, http://archive.vn/Ar8ih.

48. « Chinese Lawyers Sue U.S. Over "Coronavirus Cover-up" », *Radio Free Asia,* 26 mars 2020 ; « Civil complaint, lawsuits filed from Wuhan against US over racist terminology hard to proceed », *Global Times*, 29 mars 2020.

l'ont fait sur les médias sociaux, et qui hésitent à rentrer chez eux au cas où cette loi serait rétroactivement invoquée par les autorités pour les poursuivre. Certains enseignants en études chinoises ont rapidement réagi en se demandant comment adapter les cours pour diminuer les risques pour les étudiants concernés sans faire de concession sur le fond[49]. Certaines universités, comme Dartmouth College aux États-Unis et l'université d'Oxford au Royaume-Uni, ont pris des mesures : les étudiants peuvent ne pas suivre certaines classes et peuvent rendre leurs travaux de façon anonyme, ce qui limite les risques de dénonciation[50].

Cette loi ne s'applique pas qu'aux étudiants mais à absolument tout le monde, partout : **tous ceux qui critiquent le PCC, y compris bien sûr les auteurs de ces lignes, peuvent désormais être arrêtés et poursuivis s'ils se rendent à Hong Kong, en Chine continentale, mais aussi dans des pays tiers qui pourraient laisser les autorités chinoises agir sur leur sol**. Le professeur de droit Donald Clarke termine ainsi une analyse de l'article 38 : « je ne recommande pas la Thaïlande si vous êtes dans la mire du gouvernement de la RPC[51] ».

Plus généralement, la guerre du droit chinoise est **« l'utilisation ou la menace de poursuites judiciaires pour intimider, faire taire et imposer des coûts financiers et psychologiques » à ceux – souvent des chercheurs et des journalistes – qui révèlent ce que Pékin voudrait dissimuler**[52]. En France, par exemple, la chercheuse Valérie Niquet est poursuivie pour diffamation par Huawei France pour avoir dit, dans une émission télévisée (dont l'animatrice et la société de production sont également poursuivies), que « Huawei est directement sous le contrôle de l'État et du PCC qui a une vraie stratégie de puissance[53] ». **À Taïwan**, les poursuites ou menaces de poursuites judiciaires comme manœuvres d'intimidation sont courantes : « le *Financial Times*, l'Agence centrale de presse (CNA) du gouvernement taïwanais, le secrétaire général du PDP, Luo Wen-jia (羅文嘉), ainsi que He Qinglian (何清漣), l'auteur du livre *Infiltration rouge : la vérité sur l'expansion mondiale des médias chinois* (紅色滲透:中國媒體全球擴張的真相), ont fait l'objet d'un tel "*lawfare*"[54] », rapporte **le chercheur canadien J. Michael Cole**, l'un des tout meilleurs experts mondiaux des opérations d'influence chinoises. Il a lui-même été poursuivi par le China Energy Fund Committee (CEFC) pour s'être intéressé au rôle que cette organisation se présentant comme « non gouvernementale » joue dans la « guerre politique » chinoise[55]. La même chose est arrivée à plusieurs de ses collègues **en République tchèque, en Slovaquie, aux États-Unis et en Australie**. Autre exemple notable : **le chercheur allemand Adrian Zenz**, docteur en anthropologie sociale, qui a été l'un des premiers à démontrer l'ampleur de la répression des Ouïghours, en confirmant l'existence des camps d'internement et d'une campagne de stérilisation forcée des femmes[56]. Zenz était depuis « dans le viseur de Pékin », s'employant « à discréditer l'homme pour nier la répression »[57]. En mars

49. Dimitar D. Gueorguiev, Xiaobo Lü, Kerry Ratigan, Meg Rithmire, Rory Truex, « How To Teach China This Fall », *China File*, 20 août 2020.

50. Kyle Mullins, « Dartmouth encourages faculty to safeguard students as Chinese law targets free speech globally », *The Dartmouth*, 24 septembre 2020 ; Bill Bostock, « Oxford is asking students specializing in China to submit papers anonymously so they don't fall foul of Hong Kong's draconian national security law », *Business Insider France*, 29 septembre 2020.

51. Donald Clarke, « Hong Kong's National Security Law: how dangerous is Article 38? », *The China Collection*, 3 juillet 2020.

52. J. Michael Cole, « China is using our legal systems against us », *National Post*, 12 avril 2021.

53. Brice Pedroletti, « Une chercheuse française poursuivie par Huawei France », *Le Monde*, 26 novembre 2019.

54. Ketty W. Chen et J. Michael Cole, « CCP and proxy disinformation: Means, practices, and impact on democracies », *Sinopsis*, 26 juillet 2019.

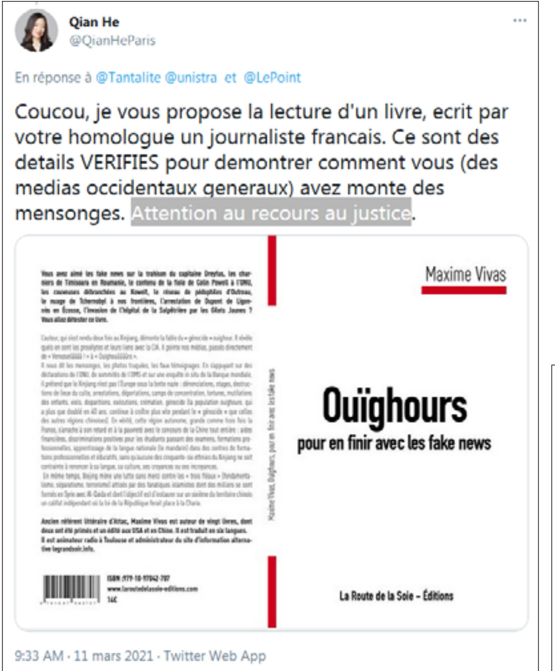
55. J. Michael Cole, « Unstoppable: China's secret plan to subvert Taiwan », *National Interest*, 23 mars 2015 ; « Chinese propaganda: Coming soon to a conference near you », *The Diplomat*, 23 septembre 2015.

56. Voir notamment Adrian Zenz, « Break Their Roots: Evidence for China's Parent-Child Separation Campaign in Xinjiang », *Journal of Political Risk*, 7:7, juillet 2019 ; *Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control*, *op. cit.* ; *Coercive Labor and Forced Displacement in Xinjiang's Cross-Regional Labor Transfer Program: A Process-Oriented Evaluation*, The Jamestown Foundation, mars 2021.

57. Laurence Defranoux, « Adrian Zenz, un chercheur dans le viseur de Pékin », *Libération*, 14 décembre 2020.

2021, les médias chinois ont révélé que Zenz était poursuivi devant des tribunaux chinois, par des individus et des entreprises du Xinjiang (non nommés, qui servent de paravent au Parti)[58]. Selon le *Global Times*, les prochains à faire l'objet de poursuites judiciaires pour « produire des *fake news* et diffuser des rumeurs sur le Xinjiang » serait… la BBC[59].

L'objectif de ces poursuites n'est pas de gagner mais d'« imposer un coût ». Ces sociétés, dont les moyens sont colossaux, sont capables de recruter les meilleurs cabinets d'avocats et de financer des procédures longues. En face, les journalistes ou les chercheurs qu'elles attaquent sont seuls, avec peu de moyens. **L'effet est dissuasif**, en premier lieu pour les personnes visées. J. Michael Cole lui-même confie que, même s'il a gagné son procès sur toute la ligne, jusqu'à la plus haute juridiction du pays, « d'une certaine manière ce sont eux qui gagnent parce qu'aujourd'hui je suis réticent à écrire sur eux[60] ». L'effet dissuasif s'étend également – c'est en tout cas l'objectif poursuivi – à l'ensemble du milieu concerné : des affaires comme celles-ci font grand bruit dans les milieux journalistiques et académiques, contribuant à renforcer des tendances souvent préexistantes à l'autocensure, la plupart des gens ne souhaitant pas « avoir d'ennuis ». Pour cette raison, **il n'est même pas nécessaire de poursuivre effectivement : souvent, la menace de le faire suffit**. C'est pourquoi les autorités chinoises ou leurs supplétifs, des entreprises ou des médias, ne font souvent qu'évoquer la menace en passant, sans toujours donner suite. En France, par exemple, la directrice du *Quotidien du peuple* en ligne a proféré cette menace à plusieurs reprises, contre des journalistes notamment[61].





Cette pratique bien connue, dite des **poursuites ou procédures « bâillons »**, également appelées poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (*Strategic Lawsuit against Public Participation*) aux États-Unis dans les années 1980, est un grand classique de la guerre du droit, qui n'est évidemment pas propre à la Chine. C'est un problème croissant, notamment pour les

58. Zhang Han et Fan Lingzhi, « Xinjiang companies, individuals sue rumormonger Adrian Zenz for reputational, economic losses », *Global Times*, 9 mars 2021 (https://archive.vn/0vMzo).

59. « Xinjiang residents to sue BBC over fake news on region », *Global Times*, 18 mars 2021 (https://archive.vn/6uM2i).

60. J. Michael Cole, « A conversation about China's Sharp Power and Taiwan », Brookings, 11 septembre 2018

61. https://twitter.com/QianHeParis/status/1369929474872016896 ; https://twitter.com/QianHeParis/status/1378181148459732994. Voir aussi https://twitter.com/QianHeParis/status/1377822477284298757 et https://twitter.com/QianHeParis/status/1373920150949273603.

journalistes, chercheurs, ONG et lanceurs d'alerte qui, dans de nombreux pays, sont régulièrement visés par des entreprises privées ou des institutions publiques voulant les faire taire.

Les concepts chinois de l'influence s'inscrivent dans un cadre global. Le PCC se perçoit en effet comme engagé dans une rivalité idéologique avec l'Occident et en premier lieu les États-Unis. La concurrence avec Washington ne porte donc pas seulement sur la domination matérielle, mais aussi sur **l'imposition de valeurs, de normes et d'institutions à l'adversaire**. C'est là que la lutte entre Pékin et Washington diffère de la guerre froide : les États-Unis et la Chine partagent un même monde, ils ne peuvent vivre séparément dans deux mondes aux normes divergentes. L'ambition du PCC est donc d'**imposer la mondialisation sous l'égide des normes chinoises.** C'est précisément l'essence du leitmotiv du Parti d'une « communauté de destin pour l'humanité » (→ p. 147).

SYNTHÈSE DE LA PREMIÈRE PARTIE

Les deux plus importants concepts des opérations d'influence chinoises sont :

• **Le Front uni**, une politique du PCC dont le but est de construire et renforcer son hégémonie en façonnant les forces externes au Parti et en « mobilisant les amis du Parti pour frapper ses ennemis ». L'expression est relativement insaisissable car elle désigne tout à la fois une structure dédiée (le département du Travail de Front uni, DTFU, sous l'autorité de la Conférence consultative politique du peuple chinois, CCPPC), une activité (le travail de Front uni) et un système (la nébuleuse d'organisations, d'institutions, d'agences et d'individus menant ce travail, dans tous les secteurs : médias, éducation et recherche, diaspora, économie, culture, etc.).

Concrètement, son travail consiste à éliminer ses ennemis intérieurs et extérieurs, contrôler les groupes qui peuvent défier l'autorité du PCC, construire une coalition autour du Parti pour servir les intérêts de celui-ci, et projeter son influence jusqu'à l'étranger de telle sorte que même des individus et groupes vivant dans des sociétés libérales s'autocensurent et évitent de prendre position contre le PCC. Ces opérations – sur un spectre très large puisqu'elles vont de l'« ouvert » comme la diplomatie publique aux actions clandestines – visent généralement l'un des trois objectifs suivants : mobiliser les diasporas, contrôler les récits sur la Chine et constituer des bases de données.

• **Les Trois guerres**, qui représentent l'essentiel de la « guerre politique » menée par l'APL, une forme de conflictualité non cinétique visant à gagner sans combattre, en façonnant un environnement favorable à la Chine (c'est-à-dire au Parti) et défavorable à ses ennemis. Entreprise en temps de guerre comme en temps de paix, elle est composée de trois bras d'un même corps :

- **la guerre de l'opinion publique**, dont l'objectif est de rallier les publics cibles, de modeler les esprits (« l'orientation cognitive » des masses), « d'exciter leurs émotions » et de « contraindre leur comportement » ;

- **la guerre psychologique**, employée pour démoraliser les forces ennemies, les dissuader, les faire douter, voire les terroriser pour miner leur capacité et leur volonté de combattre, et briser le lien de confiance entre gouvernants et gouvernés, perturber le processus décisionnel du pays ennemi ;

- **la guerre du droit**, qui est l'usage du droit comme arme de guerre, c'est-à-dire pour dissuader, attaquer, contre-attaquer, contraindre et sanctionner comme en témoignent notamment une interprétation révisionniste du droit de la mer, la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong de 2020, ainsi qu'un nombre croissant de poursuites judiciaires, le PCC s'attaquant autant que possible à toute personne s'opposant à ses intérêts, le plus souvent en l'accusant de diffamation (des procédures « bâillons » dont l'objectif n'est pas de gagner mais d'imposer un coût donc d'avoir un effet dissuasif).

• **D'autres concepts pertinents** pour comprendre les opérations d'influence chinoises sont le concept d'**opérations dans le domaine cognitif,** qui visent à « façonner et même contrôler les capacités cognitives de l'ennemi et de prise de décision » en manipulant « les valeurs, l'esprit/l'éthos national, les idéologies, les traditions culturelles, les croyances historiques, etc., d'un pays pour les

inciter à abandonner leur compréhension théorique, leur système social et leur voie de développement » ; le concept de **pouvoir discursif**, qui vise à dominer en imposant sa parole et ses récits ; le concept de **guerre politique**, qui désigne l'emploi de tous les moyens à la disposition d'une nation, autre que la guerre, pour atteindre ses objectifs ; et le concept de **mesures actives** qui, contrairement aux concepts précédents, n'est pas issu de la pensée stratégique chinoise mais de l'Union soviétique. En font notamment partie la désinformation, les contrefaçons, le sabotage, les opérations de discrédit, la déstabilisation de gouvernements étrangers, les provocations, les opérations sous fausse bannière et les manipulations destinées à fragiliser la cohésion sociale ; le recrutement d'« idiots utiles » et la création de structures de façade (organisations de front). Certains incluent également les assassinats et les actions terroristes.

Deuxième partie

ACTEURS

Derrière la face publique de l'influence chinoise, composée essentiellement des actions des médias (→ p. 170) et des diplomates (→ p. 203), que nous analyserons en détail dans la partie suivante, se trouvent des acteurs institutionnels dont il est nécessaire de comprendre le rôle et la nature[1]. Leur diversité, leur fragmentation, leurs rivalités bureaucratiques, le chevauchement de leurs missions parfois[2], permettent aussi de comprendre que, contrairement à un préjugé répandu – en général à propos des États autoritaires –, **« la Chine » n'est pas un acteur unitaire**. Nombre d'observateurs manifestent en effet « une propension excessive à évaluer l'État chinois à partir du critère unique de son régime politique[3] ». Mais « la nature du régime renseigne avant tout sur les fondements de la souveraineté et les voies d'accès au pouvoir. Or, pour se forger une image plus fidèle de l'État chinois, il faut porter notre regard non pas sur le régime, mais sur l'État en tant qu'il constitue un centre politique[4] », autrement dit une bureaucratie. Pour le dire en une formule ramassée : si le régime est fort, le centre politique souffre d'un morcellement significatif. Or, **cette fragmentation peut avoir un impact sur la nature des opérations d'influence mises en œuvre par Pékin**. C'est la raison pour laquelle nous avons souhaité consacrer de nombreuses pages à disséquer, autant que possible, le rôle et la nature des différents acteurs impliqués dans ces opérations. Autrement dit, avant d'analyser en détail les types d'actions concernées (3e partie → p. 141), il faut **savoir qui fait quoi**. Comme le rappelle Anne-Marie Brady, « Les activités d'ingérence politique du PCC s'appuient sur les ressources du Parti, de l'État chinois, de l'APL et du secteur privé en Chine, ainsi que des entreprises chinoises à l'étranger – un ensemble que j'appelle **le lien Parti-État-Armée-Marché**[5] ». Nous distinguerons donc dans les pages suivantes ces quatre catégories principales – Parti, État, Armée, entreprises – et à chaque fois, en leur sein, les agences, départements et services les plus impliqués dans les opérations d'influence à l'étranger.

1. Antoine Bondaz, « "Faire entendre la voix de la Chine" : les recommandations des experts chinois pour atténuer la perception d'une menace chinoise », *Revue internationale et stratégique*, 2019/3, 115, p. 106.

2. Sur ces aspects, voir par exemple Mathieu Duchâtel, « La politique étrangère de la Chine sous Xi Jinping », *Hérodote*, 150, 2013/3, p. 172-190 ; Linda Jakobson, « Domestic actors and the fragmentation of China's foreign policy », in Robert Ross et Jo Inge Bekkevold (dir.), *China in the Era of Xi Jinping: Domestic and Foreign Policy Challenges*, 2016 ; Huang Yanzhong, « The Sick Man of Asia: China's Health Crisis », *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2011.

3. Paul Charon, « Pour une sociologie de l'État chinois ou comment interpréter les faiblesses d'un géant », *Le Banquet*, 31, 2013, p. 15.

4. *Ibid.*

5. Anne-Marie Brady, *Holding a Pen in One Hand, Gripping a Gun in the Other: China's Exploitation of Civilian Channels for Military Purposes in New Zealand*, Kissinger Institute, Asia Program, juillet 2020, p. 4.

Chapitre 1

LE PARTI

Au moins cinq entités sont des acteurs importants des opérations d’influence au sein du Parti : le département de Propagande, le département du Travail de Front uni, le département des Liaisons internationales, la Ligue de la jeunesse communiste et le Bureau 610.

I. Le département de Propagande

Le département de Propagande[1] (中央宣传部) a la charge du travail sur **l’idéologie**[2], tant dans sa conception que dans la coordination des structures qui l’enseignent aux membres du Parti et qui la diffusent aux masses[3]. **Il élabore les programmes de formation des membres du Parti et ceux de l’éducation nationale**, établit les politiques de propagande à mettre en œuvre et joue un rôle dans la nomination, la promotion ou le licenciement des cadres des bureaucraties qui forment le système de propagande. **Le département contrôle également tout le spectre des médias** – presse, livre, radio, télévision, internet – auxquels il indique les sujets d’actualité à traiter et ceux à passer sous silence, autant à l’attention du public domestique qu’à l’étranger[4].

Promoteur de l’unification de la pensée, le département de Propagande ne contrôle pas seulement l’information mais également **toute la production culturelle du pays**, laissant aussi peu de place que possible à la critique et à la créativité. Avec les réformes de 2018, le Parti a récupéré certaines prérogatives qui étaient aux mains de l’État, renforçant ainsi davantage son contrôle sur l’élaboration des stratégies narratives du Parti. Le département de Propagande a notamment hérité de **l’autorité de supervision et de régulation de l’industrie audiovisuelle**[5], ce qui permet par exemple au Parti de promouvoir des films patriotiques ou qui présentent la Chine comme une puissance responsable[6] et censurer ceux qui ne seraient pas

1. Le PCC a modifié la traduction en anglais du nom de ce département pour remplacer *propaganda* par *publicity* sans changer le nom chinois, *xuanchuan* 宣传, qui renvoie à l’idée de communiquer, diffuser, annoncer, déclarer publiquement.

2. En chinois, *yishi xintai* (意识心态). L’expression est communément traduite par « idéologie », mais *yishi* désigne l’idée de conscience, le fait d’être conscient de quelque chose, et *xintai* désigne l’état, la mentalité.

3. Pour plus de détails sur le département de Propagande, voir l’ouvrage de référence d’Anne-Marie Brady, qui a seulement le défaut de ne pas avoir été mis à jour depuis sa publication : *Marketing dictatorship: propaganda and thought work in contemporary China*, Rowman & Littlefield Publishers, 2008. Voir également David Shambaugh, « China’s Propaganda System: Institutions, Processes and Efficacy », *The China Journal*, 57, 2007.

4. « 中共中央宣传部主要职能 » (Principales fonctions du département central de Propagande), 人民日报 (*Quotidien du peuple*), 6 juin 2013, http://archive.vn/nWZBK.

5. « 中共中央印发“深化党和国家机构改革方案” » (Le Comité central du Parti a publié le « Plan d’approfondissement des réformes des institutions du Parti et de l’État »), Xinhua, 21 mars 2018, http://archive.vn/qBoDP. Voir l’analyse et la traduction de David Bandurski, « When Reform Means Tighter Controls », *China Media Project*, 22 mars 2018.

6. On peut citer par exemple *Wolf Warrior 2* (2017) ou *The Wandering Earth* (2019).

conformes à la vision du Parti[7] (→ p. 344). Ce département est donc une puissante machine du Parti pour **modeler le discours dominant, contrôler les médias de masse, restreindre la liberté d'expression et l'esprit critique, orienter – manipuler – l'opinion publique, défendre ses intérêts, justifier ses actions et se présenter sous son meilleur jour**.

Créé en 1924, supprimé pendant la Révolution culturelle puis rétabli en 1977, le département de Propagande occupe une place d'une importance croissante depuis la prise de pouvoir par Xi Jinping. Son directeur actuel, Huang Kunming (黄坤明), est l'un des membres du Bureau politique, à l'instar de ses prédécesseurs, et un proche de Xi Jinping avec lequel il a travaillé vingt ans au Fujian et au Zhejiang[8]. Le département de Propagande, dont les locaux sont situés au 5 avenue Chang'an Ouest (西长安街5号) à Pékin, demeure une institution opaque, mais on sait néanmoins qu'elle accueille entre deux à trois cents employés, tous membres du Parti, et qu'elle serait composée d'une dizaine de bureaux[9]. Son budget serait de l'ordre de 2,5 milliards de RMB, soit 317 millions d'euros[10].

Le département de Propagande est au cœur du vaste ensemble bureaucratique du **système de propagande** (宣传系统). À la tête de celui-ci se trouvent plusieurs petits groupes dirigeants et commissions. Le secrétariat du Comité central du Parti sert d'intermédiaire entre ces derniers et le département de Propagande, dont le directeur est habituellement un membre du Secrétariat, ce qui est le cas du directeur actuel[11]. Le département sert ensuite d'agence coordinatrice entre toutes les structures en charge de mettre en œuvre la propagande.

Le petit groupe dirigeant pour la propagande et l'idéologie (中央宣传思想工作领导小组), dont les origines remontent aux années 1980, est la principale autorité qui élabore la politique dont la mise en œuvre est coordonnée par le département de Propagande. Il est actuellement dirigé par Wang Huning (王沪宁), cinquième membre du comité permanent du Bureau politique du Parti, dont Huang Kunming est l'adjoint. **En 2018, le petit groupe dirigeant pour la Sécurité des réseaux et l'informatisation a été élevé au rang de commission** (中央网络安全和信息化委员会), **aujourd'hui présidée par Xi Jinping**. Internet étant une plateforme incontournable pour la diffusion de la propagande, il ne fait pas de doute que le département de Propagande suive les directives de cette commission. Le bureau des Affaires courantes de cette commission est d'ailleurs dirigé par un directeur adjoint du département de Propagande, Zhuang Rongwen (庄荣文)[12]. De même, le département se tourne vraisemblablement vers le petit groupe dirigeant, devenu commission également en 2018, des Affaires étrangères (中央外事工作委员会) en ce qui concerne la propagande vers l'étranger. On peut également citer la commission centrale pour la construction et l'orientation de la « civilisation spirituelle » (中央精神文明建设指导委员会) qui, elle aussi, est présidée par Wang Huning avec Huang Kunming comme adjoint, et dont le bureau est géré par le département de Propagande. Ces groupes dirigeants permettent de garantir que les structures subordonnées, ici le département de Propagande, appliquent correctement les directives venant des plus hautes autorités du Parti.

Pour assurer la mise en œuvre des politiques de propagande et de l'idéologie du Parti, le département éponyme exerce un contrôle direct sur, ou supervise un large spectre d'organisa-

7. James Griffiths, « The rise of the Chinese Communist Party-approved blockbuster », CNN, 1er octobre 2019.

8. « 黄坤明同志简历 » (CV du camarade Huang Kunming), 中央领导机构资料库 (*Base de données sur les organes du Comité central*), http://archive.vn/MEzdz.

9. Pour une présentation, certes datée, de la structure interne du département, voir Shambaugh, « China's Propaganda System », *op. cit.*

10. D'après l'une des rares sources sur les finances du Parti, voir : 杨志锦 (Yang Zhijin), « 学习党部预算：五部门公共预算支出37.68亿 » (Étudier le budget des départements du Parti : cinq départements publient leur budget de 3,768 milliards), 21财经 (*21 Caijing*), 18 mars 2015, http://archive.vn/Oqqzm. Cité dans Damien Ma, Neil Thomas. « In Xi We Trust: How Propaganda Might Be Working in the New Era », Macro Polo, 12 septembre 2018.

11. Shambaugh, « China's Propaganda System », *op. cit.*

12. « CPC releases plan on deepening reform of Party and state institutions », 人民网 (*Quotidien du peuple*), 22 mars 2018, http://archive.vn/ahF8c.

tions, qui ont chacune des moyens propres d'influence sur la société. La liste suivante, qui n'est pas exhaustive, en présente les principales.

• L'administration nationale pour la **Presse et les Publications** (国家新闻出版署) met en œuvre la politique de propagande en supervisant l'ensemble du secteur de la presse et des publications. Elle gère entre autres le contenu et la qualité des publications, les impressions, les droits d'auteur et les importations de publications.

• Le **bureau d'Information** du conseil des Affaires d'État (国务院新闻办公室) est en réalité la même structure que le bureau de Propagande vers l'étranger du Comité central (中央对外宣传办公室)[13]. Le directeur adjoint du département de Propagande, Zhuang Rongwen, est également le directeur adjoint de ce bureau. Celui-ci, qui organise régulièrement des conférences de presse, s'assure que les médias chinois présentent correctement la Chine à l'étranger et fassent un travail de pédagogie pour « expliquer » et « raconter » la Chine, mais il veille également à ce qu'ils communiquent les actualités de l'étranger au public national selon un angle favorable aux intérêts du Parti.

• L'**administration du Cyberespace** (国家互联网信息办公室), une autre structure portant deux noms différents, correspond au bureau de la commission pour la Sécurité des réseaux et l'informatisation évoquée précédemment. Son directeur est également Zhuang Rongwen, directeur adjoint du département de Propagande. Cette administration met en œuvre les politiques de propagande sur les réseaux.

• Le bureau de la commission centrale pour la **Construction et l'orientation de la « civilisation spirituelle »** (中央精神文明建设指导委员会办公室) est généralement dirigé par le directeur adjoint exécutif (常务副部长) du département de Propagande, actuellement Wang Xiaohui (王晓晖). Le département de Propagande et le bureau de cette commission gèrent ensemble le portail de « Civilisation chinoise » (中国文明网) qui est présenté comme la principale plateforme pour la promotion du travail de propagande et de « civilisation spirituelle[14] » ; cette dernière fait référence à la promotion, entre autres, des règles de savoir-vivre, de morale et d'hygiène.

• L'administration pour les **Publications en langues étrangères** (中国外文出版发行事业局), aussi connue sous le nom de China International Publishing Group (中国国际出版集团), est la plus grande organisation de publication en langues étrangères de Chine.

• Le département de Propagande supervise de nombreux **journaux et agences de presse** tels que le *Quotidien du peuple*, le bimensuel *Qiushi*, le *Guangming Daily*, ou encore Xinhua, et se trouve à la tête du China Media Group – aussi appelé Voice of China – qui regroupe depuis 2018 les principaux médias chinois comme CCTV, China National Radio, et Radio Chine internationale.

• On sait par ailleurs que le département de Propagande est influent auprès d'institutions telles que le ministère de la **Culture** et du **Tourisme**, ou l'**Académie des sciences sociales**, mais également certaines **associations professionnelles** telles que l'association des Écrivains chinois (中国作家协会) ou encore celle des Journalistes (中华全国新闻工作者协会).

• Enfin, le département de Propagande a des **ramifications locales** à l'échelon provincial, des villes, des arrondissements et s'étendant même jusqu'aux comités de quartier ou de village. Les départements locaux ont une large palette d'activités dont le contrôle des journaux,

13. « 国务院关于机构设置的通知 » (Directive du conseil des Affaires d'État sur la mise en place de structures), 中华人民共和国中央人民政府 (*Site du gouvernement central de la RPC*), 2018, http://archive.vn/5AHU4.
14. « 关于我们 » (À propos), 中国文明网 (*Portail Civilisation chinoise*), http://archive.vn/OXGpZ.

des médias et des associations culturelles locales. Ils s'occupent également de l'éducation à leur échelle et des politiques de santé à travers les centres antiépidémiques ou les cliniques.

Le département de Propagande gère donc **un vaste réseau de structures qui contrôlent différents vecteurs de l'information pouvant influencer la population chinoise mais également l'étranger**. Les contenus véhiculés par chacun d'entre eux sont le résultat de la politique de propagande du département et doivent être conformes à l'idéologie du Parti. **La manière la plus souvent employée pour faire savoir ce qui est à dire ou à taire est l'émission de directives orales ou écrites**. Ces directives ont un statut qui serait supérieur à celui des lois nationales[15] : le simple fait de les remettre en cause est passible de punitions telles que destitutions, licenciements pour les journalistes, fermetures de structures médiatiques affiliées, voire de la prison, et peuvent même parfois contenir des menaces en cas de non-exécution[16]. De telles directives seraient décidées par des groupes de cinq à six personnes chaque semaine au sein du département et seraient délivrées lors de rendez-vous hebdomadaires avec des rédacteurs en chef et des journalistes, suivis d'un appel téléphonique dans les jours suivants pour faire le point[17].

Le département de Propagande est à la tête d'**un système qui manipule quotidiennement l'information qui est délivrée aux Chinois, et qui ose aujourd'hui devenir plus offensif à l'étranger également**. L'importance accordée à la propagande à destination de l'étranger est croissante, bien que celle-ci soit de moins en moins évidente à distinguer de la propagande interne au vu de la part croissante de Chinois qui sont capables d'accéder à la presse en langue étrangère, de la taille de la diaspora chinoise et de la capacité croissante des étrangers à lire la presse en langue chinoise.

II. Le département du Travail de Front uni (DTFU)

Le département du Travail de Front uni (DTFU) du Comité central du Parti (中央统一战线工作部) est le seul département constituant **l'incarnation bureaucratique d'un concept politique**, que nous avons introduit dans la partie précédente (→ p. 33). Emmanuel Jourda présente le DTFU comme « une sorte de secrétariat permanent pour les questions de **Front uni », bien qu'il n'ait pas le monopole de cette action politique**[18]. Depuis 2017, le DTFU est dirigé par You Quan (尤权), qui est également membre du Secrétariat général du PCC dirigé par Wang Huning qui chapeaute les activités idéologiques et de propagande[19].

15. Anne-Marie Brady, « China's Foreign Propaganda Machine », *Wilson Center*, 26 octobre 2015, p. 17.

16. Dean Cheng, *Cyber Dragon: Inside China's Information Warfare and Cyber Operations*, Praeger, 2017, p. 10-11.

17. Brady, *Marketing dictatorship*, *op. cit.*, p. 19.

18. Emmanuel Jourda, *Les usages postrévolutionnaires d'un canon orthodoxe : le Front uni et l'invention politique de l'après-révolution en Chine*, Thèse de doctorat, EHESS, 2012, p. 193.

19. Ancien professeur à l'université Fudan, conseiller de Jiang Zemin puis de Hu Jintao, Wang Huning est aujourd'hui membre du comité permanent du Bureau politique et dirige, au sein du Comité central, le secrétariat et le Bureau de recherche politique (中共中央政策研究室).

Bref historique du DTFU

• **En 1937**, au début du Front uni anti-japonais, le PCC envoie une délégation à Wuhan auprès du KMT pour gérer les relations avec celui-ci ; c'est la première forme de structure de Front uni[20].
• **En janvier 1939**, le Secrétariat général du PCC décide de créer un département central de Front uni dirigé par Wang Ming (王明) et, en mars, ordonne à tous les services, comités provinciaux et comités spéciaux de créer une structure à leur échelle et de mettre en œuvre le travail de Front uni[21].
• **De mai 1944 à avril 1945**, le PCC établit le département central du Travail des villes (中央城市工作部) dirigé par Peng Zhen (彭真), qui prend la direction du travail de Front uni de résistance contre le Japon. Il cesse de fonctionner après la victoire sur les Japonais[22].
• **En avril 1946**, le Comité central réactive le département central du Travail des villes, avec Zhou Enlai à sa tête[23].
• **En septembre 1948,** celui-ci est renommé département du Travail de Front uni. Lei Weihan (李维汉) en prend la direction[24].
• **En 1949**, le DTFU contribue à la préparation de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) qui est établie en juin[25].
• **Avec la Révolution culturelle**, le travail du DTFU est interrompu[26].
• **En juillet 1968**, deux officiers de l'APL se chargent secrètement de remettre en place le DTFU[27].
• **En juin 1973**, le Comité central du Parti redémarre officiellement le DTFU en nommant provisoirement Liu Youfa (刘友法) à sa tête[28].
• **En 1979**, la 14e Conférence nationale de travail de Front Uni finit de rétablir les structures du DTFU[29].
• **En mars 2018**, les réformes lancées sous l'impulsion de Xi Jinping résolvent les problèmes de chevauchement des responsabilités et le manque de coordination qui gênaient l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de Front uni. Le DTFU récupère notamment l'autorité sur l'administration d'État pour les Affaires religieuses, la commission des Affaires ethniques d'État et le bureau des Affaires des Chinois outre-mer. Son autorité sur les attachés et consuls en charge du travail de Front uni en direction de la diaspora chinoise s'accroît également, positionnant le ministère des Affaires étrangères en relative subordination au DTFU sur ces questions.

Les bureaux du DTFU sont représentatifs des cibles du Front uni. Certaines d'entre elles le sont depuis longtemps : en 1948, le jeune DTFU s'intéressait déjà aux minorités ethniques et à la diaspora chinoise des territoires contrôlés par le KMT[30]. Avec les réformes, le nombre de branches a augmenté avec la création de bureaux pour le Xinjiang ou encore la diaspora chinoise, passant de neuf en 2017 à **douze en 2018**. Les étudiants chinois à l'étranger sont également devenus une cible explicite de la politique de Front uni.

20. « 本部介绍 » (Présentation de notre département), 中共中央统一战线工作部 (*The United Front Work Department of CPC Central Committee*), 10 décembre 2010, https://archive.vn/8ilPa.
21. *Ibid.*
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*
25. Jourda, *Les usages postrévolutionnaires*, *op. cit.*, p. 42.
26. *Ibid.*, p. 55.
27. *Ibid.*, p. 197.
28. *Ibid.*
29. *Ibid.*, p. 91.
30. *Ibid.*, p. 196.

Les 12 bureaux du département du Travail de Front uni (DTFU), avec les noms des derniers directeurs identifiés à ces postes

1. Bureau du Travail [de Front uni] vers les partis politiques 党派工作局 Dir : Sang Fuhua 桑福华 Cibles : les « huit partis démocratiques » alliés du PCC [a]	**2. Bureau du Travail [de Front uni] vers les ethnies minoritaires** 民族工作局 Dir : Ma Lihuai 马利怀 Cibles : les 55 « ethnies minoritaires » de Chine [b]	**3. Bureau du Travail de Front uni vers Hong Kong, Macao et Taïwan** 港澳台统战工作局 Dir : Wang Ping 王萍 Cibles : les « compatriotes » de Hong Kong, Macao et Taïwan [c]
4. Bureau du Travail [de Front uni] vers le [secteur] de l'économie non publique 非公有制经济工作局 Dir : Zhang Tianyu 张天昱 Cibles : les cadres d'entreprises privées [d]	**5. Bureau du Travail [de Front uni] vers les intellectuels non-membres du PCC** 无党派、党外知识分子工作局 Dir : Li Li 李莉 Cibles : les intellectuels qui ne sont pas membres du PCC [e]	**6. Bureau du Travail [de Front uni] vers les membres des nouvelles classes sociales** 新的社会阶层人士工作局 Dir : Zhang Ming 张明 Cibles : cadres d'entreprises étrangères, d'ONG, indépendants, des « nouveaux médias » [f]…
7. Bureau [du Travail de Front uni] pour le Tibet 西藏工作局 (?) Dir : Zhang Dongliang 张东亮 Cibles : les populations du Tibet [g]	**8. Bureau du [Travail de Front uni] pour le Xinjiang** 新疆工作局 (?) Dir : Yang Bingjian 杨丙见 Cibles : les populations du Xinjiang [h]	**9. Bureau général pour les Chinois outre-mer** 侨务综合局 Dir : Liu Yujiang 刘玉江 Sous-bureaux régionaux (ex. Amérique et Pacifique) [i]
10. Bureau des Affaires des Chinois outre-mer 侨务事务局 Dir : Xu Yuming 许玉明 Responsabilités inclues : médias, éducation, culture [j]	**11. Bureau général des Affaires religieuses** 宗教综合局 Dir : Han Song 韩松 Responsabilités générales, dont la supervision d'écoles religieuses [k]	**12. Bureau des Affaires religieuses** 宗教业务局 Dir : ? Divisions dédiées aux protestantisme, taoïsme, bouddhisme, catholicisme et à l'islam [l]

a. « 中央统战部一局局长桑福华来我省 作专题辅导报告 » (Le directeur du 1er bureau du DTFU Sang Fuhua visite notre province), 根在中原 (*Root in Henan*), 24 octobre 2019, http://archive.vn/OdCh1 ; « 中央统战部调研组来我区调研 » (Une équipe de recherche du DTFU visite notre quartier), 中共南京市鼓楼区委统一战线工作部 (*Comité du DTFU du quartier de Gulou, Nanjing*), 9 mars 2017, https://archive.vn/4ADS8.

b. « 中央统战部二局局长马利怀一行到我盟调研 » (Le directeur du 2e bureau du DTFU Ma Lihuai visite notre Ligue), 兴安盟委统战部 (*Comité du DTFU de la Ligue de Xing'an*), 17 octobre 2019, http://archive.vn/8cqLV ; « 中央统战部调研组来我市调研民族工作 » (Une équipe de recherche du DTFU visite notre ville dans le cadre de leur travail sur les ethnies), 中共张掖市委统战部 (*Comité du DTFU de la ville de Zhangye*), 24 juillet 2018, https://archive.vn/0fKzD.

c. « 张荣顺出席第十届世界缅华同侨联谊大会暨第二十四届澳门缅华泼水节开幕式 » (Zhang Rongshun assiste à la 10e Conférence mondiale de l'amitié des Chinois outre-mer au Myanmar et à la cérémonie d'ouverture du 24e Festival de l'eau des Chinois de Macao et du Myanmar), 雪花新闻 (*Xuehua Xinwen*), 1er mai 2019, https://archive.vn/INBGd.

d. « 全国工商联十二届三次执委会议在南昌开幕 » (La troisième réunion du 12e comité exécutif de la Fédération pan-chinoise de l'industrie et du commerce s'est ouverte à Nanchang), 人民网 (*Quotidien du peuple*), 18 décembre 2019, http://archive.vn/JL0DZ.

e. « 中央统战部副部长邹晓东来山东大学调研 » (Le directeur adjoint du DTFU Zou Xiaodong visite l'université du Shandong), 山大视点 (*Shandashidian*), 5 mai 2019, http://archive.vn/zq5XQ ; « 中央统战部五局调研组来鄞 » (Le directeur du 5e bureau du DTFU visite Yinzhou »), 鄞州新闻网 (*Yinzhou xinwenwang*), 8 mars 2019, http://archive.vn/MnuoN.

f. « 中央统战部六局局长张明考察调研新城区民营企业新社会阶层统战工作 » (Le directeur du 6e bureau du DTFU Zhang Ming inspecte le travail de Front uni du quartier de Xincheng en direction de la nouvelle classe des entrepreneurs privés), *Sohu*, 31 juillet 2019, http://archive.vn/GTdJ4 ; « 中央统战部正式组建八局，全名叫"新的社会阶层人士工

作局" » (Le DTFU établit officiellement un huitième bureau, dont le nom complet est « Bureau du Travail envers les individus des nouvelles classes sociales »), 澎湃 (*The Paper*), 4 juillet 2016, https://archive.vn/1TLVc.

g. « 近视防控工作委员会成立，陈楠华任主任、李格华任秘书长 » (« La commission de travail sur la prévention et le contrôle de la myopie est créée, avec Chen Nanhua comme directeur et Li Gehua comme secrétaire général »), 国际财经 (*Guoji caijing*), 30 décembre 2019, http://archive.vn/757sT.

h. « 鼓楼区2019年12月大事记 » (« Événements du quartier Gulou de décembre 2019 »), 南京市鼓楼区人民政府 (*Gouvernement civil du quartier Gulou de la ville de Nanjing*), 22 janvier 2020, http://archive.vn/eLwVW.

i. « 中央统战部侨务综合局（九局）巡视员张健青一行赴玉壶侨联调研侨务工作 » (« L'inspecteur du 9e bureau du DTFU Zhang Jianqing visite la Fédération des Chinois outre-mer de Yuhu »), 文成县人民政府 (*Gouvernement civil de Wenchengxian*), 12 novembre 2018, https://archive.vn/akoQU. Liu Yujiang a quitté son poste en 2020 mais le nom de son remplaçant ne semble pas avoir été rendu public, « 中央统战部九局局长刘玉江转岗河南省政府党组成员 » (« Le directeur du 9e bureau du DTFU Liu Yujiang est devenu membre du comité du Parti du gouvernement provincial du Henan »), 财新 (*Caixin*), 16 avril 2020, http://archive.vn/4GPhH. Alex Joske, « Reorganizing the United Front Work Department: New Structures for a New Era of Diaspora and Religious Affairs Work », *Jamestown Foundation*, 19:9, 9 mai 2019.

j. « 2019中国•济南华侨华人创新创业大会隆重举行 » (« La Conférence 2019 de l'innovation et de l'entreprenariat des Chinois outre-mer du Jinan a eu lieu »), 中共中央统一战线工作部 (*The United Front Work Department of CPC Central Committee*), 3 juillet 2019, http://archive.vn/4ylt4 ; « 官方证实潘岳出任国侨办主任 » (« Confirmation officielle que Pan Yue devient directeur du bureau des Affaires des Chinois outre-mer »), 星島日報 (*Sing Tao Daily*), 5 novembre 2020, https://archive.vn/JXy9R. Hypothèses de Joske, « Reorganizing the United Front Work Department... », *op. cit.*

k. « "我国宗教治理体系和治理能力现代化"理论研讨会观点摘编 » (« Retours sur le séminaire théorique "Le système de gouvernance religieuse de notre pays et la modernisation des capacités de gouvernance" »), 中央社会主义学院 (*Central Institute of Socialism*), 18 juillet 2019, http://archive.vn/UmVvi ; « 卢献匾率队赴中央统战部和全国人大汇报工作 » (« Lu Xianbian et son équipe rapportent au DTFU et à l'Assemblée nationale populaire »), 广西壮族自治区人大常委会 (*Comité permanent de l'Assemblée populaire de la région autonome du Guangxi*), 4 mars 2019, https://archive.vn/sDODd. Voir Joske, « Reorganizing the United Front Work Department... », *op. cit.*

l. « 文件16 » (« Document 16 »), 人民日报 (*People's Daily*), 25 novembre 2020, https://archive.vn/Xgn2i ; voir Joske, « Reorganizing the United Front Work Department... », *op. cit.*

Un réseau de « centres de services » dans le monde entier

En 2014, le State Council Overseas Chinese Affairs Office (depuis intégré au DTFU) a créé des « Overseas Chinese Service Centers » (华助中心), avec l'objectif d'en établir dans 60 pays. Fin 2018, il y en avait 45 dans 39 pays[31]. Leur raison d'être est de fournir des services à la communauté chinoise, en particulier aux nouveaux arrivants. Il s'agit pour la plupart de centres préexistants qui ont été labellisés OCSC par la suite. Par exemple, en Afrique du Sud, ce sont 13 « Chinese Community and Police Cooperation Centres » qui existaient depuis 2004 et ont été labellisés OCSC depuis. Leur objectif est de « protéger les vies et les biens des Sud-Africains d'origine chinoise en facilitant une relation plus productive avec la police sud-africaine[32] ». Pendant longtemps, ils ont été financés par l'ambassade de Chine en Afrique du Sud. Les dirigeants de ce réseau (l'actuel, Li Xinzhu (李新铸), et le précédent, Wu Shaokang (吴少康)), deux hommes d'affaires chinois ayant fait carrière en Afrique du Sud, dirigent également la filiale africaine de l'Association pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine (中国和平统一促进会), qui relève directement du DTFU.

31. Matt Schrader, « 'Chinese Assistance Centers' Grow United Front Work Department Global Presence », Jamestown.org, 5 janvier 2019.

32. *Ibid.*

III. Le département des Liaisons internationales

Le département des Liaisons internationales (DLI, 中共中央对外联络部) est un organe du Comité central en charge du travail extérieur du Parti (党的对外工作). Ce travail consiste à **entretenir les relations de parti à parti, aussi appelé « diplomatie de parti »**, et est une composante de la « diplomatie générale » (总体外交) de la RPC. « Diplomatie discrète mais efficace » pour reprendre les mots de David Shambaugh[33], le travail du DLI attire peu l'attention pour au moins trois raisons : parce qu'en matière de diplomatie, nous pensons essentiellement au ministère des Affaires étrangères ; parce que les relations de parti à parti ne sont généralement pas considérées comme un élément important de la politique étrangère d'un pays ; et parce que le DLI fait volontairement profil bas[34]. Ses actions ne sont cependant pas à négliger : le DLI a notamment servi de **canal diplomatique parallèle** pour mener des négociations sensibles et secrètes, de **promoteur de la révolution** en soutenant des groupes armés à qui il a envoyé de l'argent et des armes, mais aussi d'**agent de propagande** ou encore de **collecteur de renseignement**[35].

Le DLI est l'héritier de plusieurs institutions successives : le bureau des Communications (交通局) créé en 1927, la commission du Travail outre-mer (海外工作委员会) qui l'aurait remplacé en 1942, puis le 3e bureau du Front uni qui aurait pris le relais du travail de liaison en 1948[36]. En 1951, le département des Liaisons internationales est créé et marque une rupture avec les structures du Front uni. Il prend le nom de « département international » en 1995 dans sa version en anglais, bien que son nom en chinois demeure identique[37]. À l'origine, le DLI était en charge des relations avec les autres partis communistes dans le monde : dans les années 1950, il s'intéresse d'une part aux partis asiatiques, d'autre part aux partis d'Europe de l'Est et soviétique. Avec la conférence de Bandung en 1955, le DLI développe également des liens avec les partis socialistes d'Afrique et du Moyen-Orient[38]. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que le DLI élargit la palette de ses interlocuteurs pour dialoguer avec tout type de parti, quelle que soit sa couleur politique. Le but du DLI a en effet évolué : il ne s'agit plus d'exporter la révolution, conformément à l'abandon de cette ambition marqué par l'émergence de la théorie des « Trois représentations » sous Jiang Zemin – sorte de Thermidor chinois – mais de contribuer à **construire un consensus mondial en faveur de la Chine**[39]. Les quatre objectifs actuels du DLI sont d'**entretenir des relations** avec les partis politiques étrangers ; de **servir de plateforme d'analyse et d'observation** pour que le Parti puisse mieux comprendre le monde ; d'**accroître le nombre « d'amis » de la Chine** indépendamment de leur couleur politique ; et de **renforcer le *soft power* ainsi que le pouvoir discursif** de la Chine à l'étranger[40].

Depuis que Xi Jinping est au pouvoir, le Parti a affirmé sa volonté de centraliser davantage la mise en œuvre de la diplomatie générale[41] et de renforcer la diplomatie de parti qui entame

---

33. David L. Shambaugh, « China's "Quiet Diplomacy": The International Department of the Chinese Communist Party », *China: An International Journal*, 5:1, 2007, p. 54.
34. *Ibid.*, p. 28.
35. *Ibid.*, p. 27 et 38.
36. *Ibid.*, p. 34-35.
37. *Ibid.*, p. 29.
38. *Ibid.*, p. 35.
39. « Press conference: CPC's united front and international relations », *The State Council Information Office of the People's Republic of China*, 23 octobre 2017, https://archive.vn/TiDqv ; Julia G. Bowie, « International Liaison Work for the New Era: Generating Global Consensus? », *Party Watch Annual Report*, 2018, p. 43-44 ; « How China's Communist Party trains foreign politicians », *The Economist*, 10 décembre 2020.
40. Ces objectifs sont cités dans la page de présentation du DLI, archivée à cette adresse : https://archive.vn/aFVh7.
41. Bowie, « International Liaison Work for the New Era... », *op. cit.* ; « Xi stresses centralized, unified leadership of CPC Central Committee over foreign affairs », Xinhua, 15 mai 2018 ; « Xi urges breaking new ground in major country diplomacy with Chinese characteristics », Xinhua, 24 juin 2018.

une « nouvelle phase » (党的对外工作新局面) pour construire un « nouveau type de relations de partis politiques » (新型政党关系)[42]. Cette « diplomatie de parti aux caractéristiques chinoises » doit permettre aux partis politiques étrangers de « comprendre et respecter les valeurs et les intérêts chinois[43] », elle sert de vecteur de diffusion d'une bonne image et de la bonne histoire du Parti à l'étranger[44].

Basé à Pékin, le DLI est dirigé depuis 2015 par Song Tao (宋涛), docteur en économie ayant exercé des fonctions au sein du ministère des Affaires étrangères et de l'ancien petit groupe dirigeant du Comité central pour les Affaires étrangères. En termes d'organisation interne, le DLI est actuellement composé de 16 bureaux, dont 8 bureaux géographiques respectivement spécialisés sur les régions suivantes : Asie du Sud et du Sud-Est ; Asie du Nord-Est et Indochine ; Asie centrale et Afrique du Nord ; Afrique subsaharienne ; Amérique latine et caraïbéenne ; Europe de l'Est, pays baltes, CEI ; Amérique du Nord, Océanie, Europe du Nord ; Europe occidentale. Des attachés du DLI sont parfois en poste dans certaines ambassades – dont Washington, Londres, Paris, Bruxelles, Berlin – sans nécessairement se déclarer autrement qu'en tant que personnel du ministère des Affaires étrangères[45]. **Le DLI pilote également une organisation de front** créée en 1981, la Chinese Association for international understanding (中国国际交流友好协会) dont le nom en chinois signifie « association chinoise pour les échanges internationaux amicaux » ; **une maison d'édition, « Monde contemporain »** (当代世界出版社) fondée en 1993, **et le think tank China Center for Contemporary World Studies** (当代世界研究中心) fondé en 1994[46].

Aujourd'hui, le DLI affirme entretenir **des relations avec plus de 600 partis et groupes politiques dans pas moins de 160 pays et régions**[47]. David Shambaugh distingue sept types d'activités du DLI : l'envoi de dirigeants du Parti à l'étranger ; la réception de dirigeants de partis étrangers, notamment des pays socialistes ; la participation à ou l'organisation de conférences internationales de partis politiques ; la promotion des politiques et des réussites de la Chine à l'étranger ; la contribution à la « bataille » contre Taïwan sur la scène diplomatique ; les activités qui font avancer la modernisation économique de la Chine ; et des visites à l'étranger pour étudier spécifiquement un sujet, tel que les causes de l'effondrement de l'URSS[48]. Entre 1983 et 2003, le DLI aurait reçu quelque 4 500 délégations de partis politiques étrangers pour un total de 26 000 personnes et envoyé à l'étranger plus de 1 500 délégations composées en tout de 10 000 personnes[49]. Depuis Xi Jinping, plus de 158 « séances de présentation » (宣介会) pour expliquer à des personnalités politiques étrangères comment la Chine « réussit » ont été organisées à travers le monde, dont plus des trois quarts se sont tenues depuis 2016[50]. En 2017, le DLI a organisé pour la première fois un sommet mondial, le « Sommet de haut niveau :

42. « 不断推进党的对外工作理论和实践创新 » (Promouvoir en permanence l'innovation de la théorie et de la mise en pratique du travail extérieur du Parti), *Site du Gouvernement central de la RPC*, 28 septembre 2019, https://archive.vn/hm85K.

43. 于洪君 (Yu Hongjun), 中国特色政党外交 (*Party-to-Party Diplomacy with Chinese Characteristics*), Beijing, Social Sciences Academic Press, juin 2017, p. 36-37, cité par Bowie, « International Liaison Work for the New Era... », *op. cit.*, p. 43.

44. 金鑫 (Jin Xin), « 国内外关于中国共产党对外交往的研究综述 » (Un résumé des recherches chinoises et étrangères sur la diplomatie du Parti), *CPC News*, 16 mars 2015, https://archive.vn/8bf89.

45. Shambaugh, « China's "Quiet Diplomacy" », *op. cit.,* p. 45.

46. *Ibid.*, p. 43 ; David Shambaugh, « China's External Propaganda Work: Missions, Messengers, Mediums », *Party Watch Annual Report*, 2018, p. 32 ; site du *China Center for Contemporary World Studies* : http://www.cccws.org.cn/list.aspx?clmId=89.

47. « 我部简绍 » (Présentation du département), 中共中央对外联络部 (*International Department. Central Committee of CPC*), https://archive.vn/aFVh7.

48. Shambaugh, « China's "Quiet Diplomacy" », *op. cit.,* p. 48-51.

49. *Ibid.*, p. 46.

50. D'après les données collectées par Macro Polo : https://macropolo.org/wp-content/uploads/2020/01/ILD-Foreign-Briefings-List-Updated.xlsx.

le PCC en dialogue avec les partis politiques du monde » (中国共产党与世界政党高层对话会), et réuni plus de 600 dirigeants politiques de quelque 300 partis en provenance de 120 pays (→ p. 253)[51].

IV. La Ligue de la jeunesse communiste

La Ligue de la jeunesse communiste chinoise – LJC – (中国共产主义青年团) voit le jour en 1920 (avant le PCC donc), sous le nom de Ligue de la jeunesse socialiste (社会主义青年团). À l'instar du parti communiste, elle est le fruit de trois tendances : elle émerge d'abord de « l'iconoclasme occidentaliste[52] » des années 1910. L'une des figures phares de ce mouvement, Chen Duxiu (陈独秀), qui sera aussi le fondateur du PCC, attribue l'échec de la révolution de 1911 à la posture de la génération précédente qui pensait sauver la Chine en utilisant « le savoir chinois pour l'essentiel et le savoir occidental pour les applications pratiques » (中学为体，西学为用). Pour Chen et les intellectuels qui fondent ce « mouvement pour la nouvelle culture » (Hu Shi (胡适), Li Dazhao (李大钊), Lu Xun (鲁迅)), seule l'adoption de la culture occidentale pourrait sauver la Chine. Ils diffusent leurs idées via la revue *Xin qingnian* (新青年) (*Nouvelle Jeunesse*) – dont le sous-titre, *La Jeunesse,* est inscrit en français – et connaissent un succès rapide, notamment auprès des jeunes. Ensuite, la LJC est fille du Quatre Mai 1919, vaste mouvement de protestation qui résulte de l'injustice ressentie par la jeunesse chinoise face à la décision du traité de Versailles d'attribuer la province du Shandong (sous domination allemande) au Japon. Ce soubresaut nationaliste encourage une fièvre intellectuelle qui était en germe et marque la naissance d'une forme d'activisme de la jeunesse éduquée. Enfin, dès 1920, le Komintern (créé l'année précédente) envoie des conseillers en Chine afin de faciliter la création d'une section chinoise de l'internationale communiste : Grigori Voitinsky (né Zarkhin), le directeur adjoint du bureau du Komintern d'Extrême-Orient, d'abord, puis Hendricus Sneevliet (alias Hans Maring) dont les efforts conduiront à la création du PCC et de la LJC. C'est en 1925, que la Ligue prend son nom actuel.

Comme le PCC, la LJC présente donc **des homologies de structures importantes avec le système soviétique**, et en l'espèce avec les Komsomols. La LJC est une organisation dite de masse qui sert de relais au Parti en direction d'une fraction de la population chinoise. Officiellement, elle a pour rôle d'assister le Parti et sert également de force de réserve à celui-ci (后备军). Elle a donc tout à la fois vocation à servir de **courroie de transmission en direction de la jeunesse** – la LJC assure la diffusion des mots d'ordre et de la propagande du Parti –, à constituer **une pépinière pour de futurs cadres du Parti** (un quart des membres du PCC en est issu[53]), et à être **une force mobilisable** en cas de besoin. Lieu idéal pour identifier des cadres prometteurs, la LJC a longtemps constitué un organe de promotion sociale pour la jeunesse. Elle est toutefois vue par certains aujourd'hui comme une structure en déclin qui ne procure plus d'avantages significatifs aux ambitieux[54].

La LJC accueille des jeunes âgés de 14 à 28 ans et compte un peu plus de 80 millions de membres (contre 90 millions pour le PCC). Un jeune sur cinq environ en est membre. Elle représente donc une force colossale au sein de cette tranche d'âge.

51. La page de l'événement est archivée à l'adresse : https://archive.vn/HhyXW.
52. Yves Chevrier, *La Chine moderne*, PUF, 1983.
53. Jérôme Doyon, *Rejuvenating communism, The Communist Youth League as a Political Promotion Channel in Post-Mao China*, PhD Thesis, Sciences Po, Columbia University, 2016.
54. *Ibid.*

A. Fonctionnement et organisation

Le fonctionnement et l'organisation de la LJC sont similaires à ceux du PCC. Elle est régie par une charte datant de 1957. Un congrès national a lieu tous les quatre ans, après celui du PCC dont il reprend les thèmes. Le congrès est inauguré par un discours du membre du Bureau politique du Parti en charge des relations avec la LJC[55], ce qui est le moyen symbolique de rappeler la mainmise du Parti et de véhiculer les grandes lignes des attentes à l'égard de l'organisation de masse. C'est également le Parti qui désigne les dirigeants de la LJC. Elle est dirigée par un Premier secrétaire, un secrétaire exécutif et cinq secrétaires. Elle ne dispose que d'une très faible autonomie au regard du Parti et d'aucun pouvoir administratif. Elle n'est pas en mesure de mettre en place des politiques publiques. Elle est donc avant tout **un organe de mobilisation et de diffusion de la propagande**. À l'instar du Parti, la LJC dispose de comités locaux à chaque échelon de l'architecture du Parti-État ; ceux-ci sont sous la double tutelle du comité de la LJC de l'échelon supérieur et du comité du parti du même échelon.

La LJC supervise d'autres organisations de la jeunesse affiliées au Parti : la Fédération panchinoise de la jeunesse (中华全国青年联合会) – une structure de Front uni de la jeunesse – Les Jeunes Pionniers de Chine (中国少年先锋队) – qui concerne les jeunes de 6 à 14 ans – et la Fédération étudiante panchinoise (中华全国学生联合会[56]).

La LJC dispose de ses propres moyens de propagande dont notamment *Le Quotidien de la jeunesse chinoise* (中国青年报[57]) – relativement libéral et diffusé à près de 600 000 exemplaires **– et la maison d'édition de la Jeunesse de Chine** (中国青年出版社[58]). Cette dernière a publié plus de 10 000 ouvrages à plus de 700 millions d'exemplaires depuis sa création en 1950[59]. **Elle publie également une dizaine de magazines**, dont *Jeunesse chinoise* (中国青年) et *Dossier jeunesse* (青年文摘) diffusés tous deux mensuellement à plus de 3 millions d'exemplaires. En 2007, la maison d'édition de la LJC s'est implantée à Londres. La succursale londonienne (中国青年出版总社伦敦分社 – CYPI PRESS) a reçu pour mission d'établir **une plateforme d'édition internationale en langue anglaise** (et d'autres langues) et un réseau de marketing international. Elle doit « présenter au monde une Chine plus réelle, plus moderne et plus belle[60] ». La LJC dispose également d'une école centrale au sein de laquelle sont formées ses cadres.

Ces deux dernières décennies, la LJC a été marquée par un développement rapide des structures lui étant affiliées. Elle s'est ainsi dotée d'unités pouvant agir en son nom et a pu de la sorte développer le périmètre de ses missions. La LJC a du reste **renforcé son action en direction des universités où elle s'efforce de mieux contrôler les étudiants**[61]. Malgré ces développements la LJC demeure une organisation faiblement dotée sur le plan budgétaire avec une enveloppe limitée à 583 millions de RMB en 2015 (82,4 millions d'euros de l'époque), loin derrière d'autres organisations de masse du régime.

55. *Ibid.*
56. Cf. la page internet de la Fédération : https://qgxl.youth.cn/ et également la page Baidu : https://urlz.fr/dvlO
57. Site du journal : http://www.cyol.net/.
58. Site internet : http://www.cyp.com.cn/.
59. « 中国青年出版社 » (Presses de la Jeunesse de Chine), *Baidu* : https://baike.baidu.com/item/中国青年出版社
60. *Ibid.* « 中国青年出版社伦敦分社将逐步构建一个国际化的出版平台和面向全球的营销网络，努力把一个更加真实、现代、美好的中国呈现给世界，同时也将面向国际出版市场采购图书或版权，把英国、欧洲乃至世界文化介绍给中国读者。 ».
61. Yan Xiaojun date ce regain d'influence des années 1990 comme une conséquence du traumatisme des événements de Tian'anmen (Yan Xiaojun, « Engineering Stability: Authoritarian Political Control over University Students in Post-Deng China », *The China Quarterly*, 218, juin 2014, p. 493-513).

B. Les opérations d'influence de la LJC

À l'évidence, **le cœur des actions d'influence de la LJC a lieu sur le territoire de la RPC**. L'organisation de masse participe en effet d'abord de l'effort de légitimation du Parti auprès de la jeunesse chinoise. C'est la raison pour laquelle l'essentiel des moyens est déployé en Chine même. Cette mission inclut bien évidemment la défense contre les agressions extérieures. À ce titre, il est utile de rappeler qu'entre le 21 et le 24 janvier 2019, le PCC a tenu un séminaire à l'école centrale du Parti sur le risque et la stabilité. Dans son discours d'ouverture du 21 janvier, Xi Jinping a souligné deux objectifs primordiaux : la prévention des risques majeurs et la sauvegarde de la stabilité économique et sociale. Le leader du Parti a ainsi exhorté les cadres à se prémunir contre d'éventuels « cygnes noirs » et à se garder des « rhinocéros gris » (警惕黑天鹅, 防范灰犀牛)[62] pour assurer la sécurité politique du régime[63]. La convocation de ce séminaire a probablement été motivée par les troubles au Venezuela à la suite de l'arrivée de Juan Guaidó à la tête de l'Assemblée nationale, début janvier, et sa campagne de contestation du pouvoir du président Maduro. Ces événements ont en effet exhumé **les craintes du PCC d'une révolution de couleur en Chine encouragée par Washington**. Bien que Xi Jinping ait fait allusion à d'autres types de cygnes noirs, liés à la technologie ou à la finance par exemple, c'est le risque d'une révolution de couleur qui hante le régime. Le Parti accuse régulièrement les États-Unis de favoriser les révolutions démocratiques dans le monde et de nourrir de telles ambitions en Chine. Le Parti a sans doute estimé que la notion de cygne noir offrait un moyen efficace de rappeler aux cadres du Parti la nécessité de combattre cette menace insidieuse pour le monopole de son pouvoir.

On note avec intérêt que le compte WeChat intitulé « L'île des chevaliers » (侠客島), compte animé par le *China Daily* et dont le nom renvoie à un roman de cape et d'épée, *La balade des paladins* (侠客行), de Jin Yong (金庸), a fait écho au discours de Xi du 21 janvier en expliquant que la lutte idéologique devait être menée d'abord sur internet et que le premier public d'internet était les jeunes[64]. **Le travail sur la jeunesse est donc une priorité pour la survie du régime**.

Pour mener ce travail à bien, **la LJC a accru singulièrement sa présence sur les réseaux sociaux** en privilégiant naturellement les médias les plus populaires parmi les jeunes. Une étude de Ma Xiaoxuan et Anna Strelkova[65] révèle l'étendue de cette présence. Elle révèle également **la surreprésentation de Bilibili** (哔哩哔哩)[66], une plateforme de partage de vidéos qui autorise la diffusion de contenus mais aussi de commentaires qui sont incrustés dans les vidéos. Les deux auteurs expliquent que le public de cette plateforme est très jeune et correspond à la génération Z. Pas étonnant dès lors que la LJC y consacre des efforts importants.

La LJC utilise Bilibili comme un vecteur de choix pour la diffusion de matériels narratifs très divers mais dont la visée générale demeure **la promotion du Parti, de la patrie et la critique des États-Unis**. Sur ce dernier plan, la plateforme s'est illustrée durant le mois de juin 2020

62. L'expression « cygne noir » renvoie à l'idée d'un événement ou phénomène à faible probabilité et fort impact, celle de « rhinocéros gris » à un événement à forte probabilité mais ignorée par les décideurs.

63. «习近平：警惕 «黑天鹅» 防范 «灰犀牛» « (Xi Jinping: Prenez garde aux « cygnes noirs » et protégez-vous des « rhinocéros gris »), *Renmin ribao*, 22 janvier, 2019, http://paper.people.com.cn/rmrbhwb/html/2019-01/22/content_1905265.htm.

64. « 習近平提七大風險　嚴防「灰犀牛」與「黑天鵝」» (Xi Jinping évoque sept risques majeurs pour prévenir les « rhinocéros gris » et les « cygnes noirs »), *Radio Free Asia*, 23 janvier 2019, https://www.rfa.org/cantonese/news/risk-01232019082604.html.

65. Ma Xiaoxuan, Anna Strelkova, « Chinese Communist Youth League: Your Next Influencer », *Master of Media*, 24 octobre 2019.

66. Bilibili est la propriété de Shanghai Media Group (上海东方传媒集团), le second opérateur audiovisuel chinois. Le groupe est à capitaux publics, l'actionnaire étant la municipalité de Shanghai.

en diffusant des vidéos exploitant la mort de George Floyd pour « dénoncer » le racisme du gouvernement américain (→ p. 383).

Les récits diffusés par la LJC sur Bilibili, comme sur les autres réseaux sociaux, usent de tous les ressorts rhétoriques pour emporter l'adhésion des jeunes et notamment **l'humour**. Les messages diffusés font ainsi souvent preuve de **sarcasme** (→ p. 389).

Pour mener son travail à bien, la LJC s'est également dotée, en 1993, via le journal de la jeunesse communiste, d'**un centre de sondage public**. Au fil des ans, ce centre a mené plusieurs enquêtes sur l'attitude des jeunes Chinois envers l'Occident. Selon certains chercheurs chinois[67], une étude publiée par ce centre après que les États-Unis eurent bombardé l'ambassade de Chine à Belgrade et montrant que les États-Unis étaient le pays le plus détesté par la jeunesse chinoise, aurait influencé la politique de Clinton à l'égard de la Chine. Il n'est pas possible d'établir la robustesse de l'enquête en question mais ce cas illustre bien comment **la LJC tente de se doter d'outils pour comprendre la jeunesse et mieux l'orienter**.

La LJC joue donc un rôle clé dans le travail de propagande du PCC et constitue un soutien de taille du département éponyme. Si les actions de la LJC visent en priorité à conquérir la jeunesse chinoise, à en faire un allié indéfectible du Parti, elles cherchent également à **utiliser la jeunesse pour diffuser le matériel narratif produit par le Parti vers d'autres segments de la société**.

Les agents de la LJC sont ainsi devenus de véritables experts dans l'utilisation des réseaux sociaux, d'une part, et dans l'exploitation des sous-cultures susceptibles de véhiculer leurs messages tels que le rap. Ainsi, le 4 août 2016, **le groupe de rap CD Rev** (en chinois 天府事变) originaire de la ville de Chengdu, a mis en ligne **une chanson intitulée « Prenez garde aux révolutions de couleur »** (警惕颜色革命)[68] **dont le leitmotiv est que les États-Unis promeuvent la démocratie pour mieux imposer leur force et contrôler le monde**. La production de cette chanson est en fait une opération de propagande menée par la LJC. Le groupe de rap **CD Rev collabore d'ailleurs régulièrement avec la LJC** dont elle reprend les slogans et récits dans ses chansons[69]. Il déclare s'inscrire dans la filiation du rappeur américain Eminem et adopte tous les codes du *gangsta rap* mais le propos, en faisant l'apologie du PCC, s'éloigne manifestement de l'esprit du mouvement de rap américain. **L'imitation des codes américains** contraste également avec la critique acerbe de Washington dont aucun acte ne trouve grâce aux yeux des rappeurs. « Prenez garde aux révolutions de couleur » a rencontré un véritable succès et s'est imposé rapidement comme **l'un des instruments les plus efficaces du discours anti-américain auprès de la jeunesse chinoise**. Il révèle la capacité du Parti à détourner les codes culturels américains contre les États-Unis eux-mêmes.

67. Feng Huiyun (dir.), *How China Sees the World: Insights from China's International Relations Scholars*, Palgrave Macmillan, 2019.
68. Le clip est visible à cette adresse : https://youtu.be/9NO9vXkCdLM.
69. Voir notamment le titre « La force rouge » (红色力量), https://archive.vn/MTirN.





À gauche, les chanteurs du groupe CD Rev[70] ; à droite, capture d'écran du clip.

C'est également la LJC qui est responsable de la mise en ligne d'**une vidéo**, le 1er août 2016, **accusant les États-Unis de fomenter une révolution de couleur en Chine** à l'instar de celles de Géorgie, d'Ukraine et des Printemps arabes[71]. La vidéo, mise en ligne sur le site Weibo du Parquet populaire suprême, a été **vue plus de 10 millions de fois en seulement 24 heures**[72]. La date de sa diffusion, un 1er août, n'est pas un hasard puisqu'il s'agit de la date anniversaire de la création de l'APL : comme l'explique son auteur, la vidéo a vocation à soutenir le développement de l'armée et son rôle dissuasif face aux actions des États-Unis[73]. Elle est l'œuvre de **Lei Xiying** (雷希颖), à l'époque doctorant à l'Université nationale australienne. Membre de la LJC, dont il est un acteur particulièrement actif sur le sol australien, il est décrit par le PCC comme « un jeune représentant exceptionnel de la construction idéologique en ligne[74] ». Sa thèse porte d'ailleurs sur les représentations de la Chine dans les médias du pays. Selon la fiche biographique que lui consacre Baidu[75], Lei est né en 1987 dans la province du Fujian. Depuis 2014, il s'est illustré dans de nombreuses activités « patriotiques » destinées à fédérer le peuple chinois derrière les objectifs du Parti : en 2014, il crée une carte commémorative de la guerre patriotique contre le Japon (抗战爱国纪念地图) ; en 2015, il produit sa première vidéo de propagande intitulée « Le moteur de mon pays et moi » (我和我的国家引擎) ; et en juillet 2015, il participe à la 12e session plénière du 26e congrès de la Fédération panchinoise de la jeunesse. Il déclare à cette occasion :

> Je suis très enthousiaste à l'idée de retourner en Chine pour participer à la conférence de la Ligue de la jeunesse. Je me sens vraiment investi par la direction centrale. J'étudie et je vis à l'étranger depuis longtemps, et je comprends mieux le rêve chinois. L'année dernière, j'ai lancé l'événement « Partager une photo avec le drapeau national » qui a suscité la participation inattendue de centaines de millions de citoyens chinois et étrangers, ce qui montre bien que le rêve chinois est le rêve commun de centaines de millions de personnes. En tant qu'étudiant étranger, j'ai hâte d'apprendre et de retourner en Chine dès que possible. Le savoir contribue au développement de la mère patrie[76].

70. « Pump是谁 Lil Pump新歌辱华中国歌手回怼 美国说唱歌手Lil » (Qui est Pump ? La nouvelle chanson de Lil Pump insulte la Chine, le chanteur chinois répond au rappeur américain Lil), 好查网,18 décembre 2018, http://www.haocaa.com/2/32520.htm.
71. Cette vidéo est accessible à cette adresse : https://www.youtube.com/watch?v=9uBXypPR1yI&feature=youtu.be.
72. Philip Wen, « The Australian connection behind China's ultra-nationalist viral video », *The Sydney Morning Herald*, 4 août 2016.
73. https://archive.vn/0N67I.
74. Tina Faulk, « China, red in tooth and claw », *The Spectator Australia*, 5 avril 2018.
75. « 雷希颖 » (Lei Xiying), *Baidu*. La page est archivée à cette adresse : http://archive.vn/0N67I
76. *Ibid.*





À gauche, Lei Xiying avec Brian Schmidt, vice-président de l'Université nationale australienne[77] ;
à droite, capture d'écran de la vidéo de Lei Xiying[78].

Dans la vidéo diffusée par le compte du Parquet suprême mentionnée précédemment, Lei Xiying suggère que les désordres au Moyen-Orient sont le résultat direct des interventions américaines, des révolutions qu'ils ont fomentées. La Chine est présentée comme un pays stable et prospère mais sur lequel plane la menace américaine. La bannière étoilée (voir la capture d'écran ci-dessus) serait derrière les séparatistes tibétains, ouïghours, hongkongais et taïwanais, derrière les activistes des droits humains, derrière les attaques contre les casques bleus chinois, derrière les actions japonaises ou philippines en mer de Chine méridionale. Leur objectif est de détruire l'harmonie chinoise par tous les moyens. Ils pratiquent la subversion et tentent d'attiser les tensions présentes au sein de la société chinoise. **La vidéo joue sur le registre du *pathos* en montrant de nombreuses images d'enfants et d'adultes victimes des désordres que les interventions américaines auraient créés**[79]. Il s'agit d'infliger à l'auditoire une véritable « commotion[80] » destinée à faire fléchir les volontés et emporter l'adhésion sans avoir recours à la dimension rationnelle du *logos*[81]. Mais cet objectif demeure caché derrière une démonstration qui se veut avant tout « instructive » et argumentée. Le processus de persuasion est par ailleurs renforcé par l'abondance des éléments de preuve (ce que la rhétorique latine appelle *copiosus*) produits dans un style particulièrement ornementé.

Les différentes activités menées par Lei au nom de la LJC lui ont valu d'obtenir, le 4 mai 2017, la médaille du 4 mai de la jeunesse chinoise[82]. Lei Xiying est également un contributeur du **site « Internet d'avril**[83] » (四月网) dont le nom à l'origine était « Anti-CNN ». Le site, lancé en avril 2008 et inaccessible depuis fin 2020, avait pour ambition de contrer le discours des médias américains, et par extension occidentaux, « arrogants » et « imbus de préjugés »[84]. C'est le traitement des « incidents » au Tibet par les médias occidentaux qui auraient en effet motivé la création de ce site qui propose des articles qui « battent en brèche » le « centralisme » (中心主义) et « l'hégémonisme » occidental (霸权). Le site a été créé par Rao Jin (饶谨), qui

77. Source : Baidu, reproduit dans Clive Hamilton, *Silent Invasion: China's influence in Australia*, Richmond (Victoria), Hardie Grant Books, 2018, p. 8 du cahier central.

78. La vidéo est disponible à cette adresse : https://www.youtube.com/watch?v=9uBXypPR1yI&feature=youtu.be.

79. Le verbe *patheîn* en grec signifie « subir ».

80. Gisèle Mathieu-Castellani, « Portraits de l'orateur », in Gisèle Mathieu-Castellani (dir.), *La rhétorique des passions*, PUF, 2000.

81. « Rien en effet n'est plus important pour l'orateur, Catulus, que de gagner la faveur de celui qui écoute, surtout d'exciter en lui de telles émotions qu'au lieu de suivre le jugement et la raison, il cède à l'entraînement de la passion et au trouble de son âme » (Cicéron, *De Oratore*).

82. Médaille remise aux personnes qui se sont illustrées par une « contribution exceptionnelle » au profit du Parti.

83. Le site était accessible à l'adresse suivante : http://www.m4.cn/ ; voir également la page Weibo du site qui, elle, semble toujours active : https://www.weibo.com/acm4?is_all=1.

84. « 四月网 » (Internet d'avril), *Baidu*, https://baike.baidu.com/item/%E5%9B%9B%E6%9C%88%E7%BD%91.

est également le producteur du groupe de rap CD Rev – ce qui prouve **un certain niveau de coordination dans les opérations informationnelles menées par la LJC**. Le public visé est, plus encore que les Chinois de Chine, ceux résidant à l'étranger (notamment les étudiants) ainsi que ceux d'ascendance chinoise (*huaqiao*). Rao Jin appelle les internautes à **dénoncer les cas de traitements biaisés de l'information liée à la Chine dans les médias occidentaux**. Le site publie également des articles reprenant les récits de la propagande officielle, par exemple au sujet du coronavirus[85], et reproduisant tout ou partie des propos de personnalités étrangères qui peuvent contribuer à construire une image positive de la Chine, comme c'est le cas par exemple d'une interview du sinologue britannique Martin Jacques soutenant les mesures prises par la Chine dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus[86].



Capture d'écran du 30 novembre 2020 du site « Internet d'avril », inaccessible depuis fin 2020[87].

En termes d'opérations d'influence, **la LJC peut donc jouer deux rôles clés : d'abord, manipuler la population chinoise** pour se prémunir des actions menées depuis l'extérieur qui pourraient déstabiliser le Parti ; **ensuite, mobiliser les jeunes Chinois, notamment ceux vivant à l'étranger**, afin de contribuer à des opérations coordonnées. Nous verrons plus tard dans ce rapport des exemples d'opérations de ce type entreprises par la LJC (→ p. 359).

V. Le Bureau 610

Le Bureau 610 (610 办公室) est une structure particulièrement occulte **en charge de la lutte contre le mouvement Falun Gong** (法轮功) et par extension contre l'ensemble des « sectes religieuses ». Peu d'informations recoupées sont disponibles sur ses objectifs précis, la chaîne de commandement, son organisation ou encore ses effectifs et son *modus operandi*. L'origine de ce bureau remonte à 1999, lorsque Jiang Zemin décide, le 7 juin, de provoquer une réunion extraordinaire du Bureau politique du Parti afin de prendre des mesures contre la

85. 储贺军 (Chu Hejun), « 中国是人类文明的吹哨人 » (La Chine est le lanceur d'alerte de la civilisation humaine), 四月网 (*Internet d'avril*), 29 avril 2020, http://www.m4.cn/opinion/2020-04/1365314.shtml.
86. http://news.m4.cn/2020-05/1365445.shtml.
87. https://web.archive.org/web/20201130103833/http://m4.cn/.

montée en puissance spectaculaire du mouvement Falun Gong au sein de la société chinoise[88]. Les activités de gymnastique spirituelle rassemblent alors des dizaines de millions d'adeptes y compris à des rangs élevés du PCC. Jiang Zemin y décèle **une menace pour la survie du Parti** qui ne peut tolérer l'existence d'une structure sociale hors de son contrôle[89]. À l'issue de la réunion, une directive met en place un petit groupe dirigeant rattaché au Comité central du Parti et placé sous la direction de Li Lanqing (李岚清), membre du Bureau politique, responsable du règlement du « problème » Falun Gong. Le 10 juin, le Bureau 610 (dont le nom reflète la date de sa création) est créé afin de mettre en œuvre les directives formulées par le groupe dirigeant. Aucun texte ne semble avoir été promulgué au sujet du Bureau 610 qui est littéralement une structure extra-légale.

Dans les mois qui suivent la décision du Parti, le Bureau 610 ouvre des branches à tous les échelons de l'architecture du Parti-État afin d'obtenir **un maillage étroit du territoire**. À chaque niveau, le directeur local du bureau 610 occupe également les fonctions de secrétaire, ou secrétaire adjoint, du comité des Affaires politico-légales (政法委) du même échelon[90]. Le Parti a également créé des bureaux de maintien de la stabilité (维稳办公室), notamment dans les grandes villes côtières, qui semblent travailler en étroite collaboration avec les émanations du Bureau 610 et partagent parfois les mêmes locaux[91]. Selon *The Epoch Times* – dont les informations doivent être exploitées avec la plus grande prudence –, en mars 2010, le gouvernement du district de Pingyang, dans la province du Zhejiang, aurait annoncé la nomination d'un seul et même cadre à la tête des bureaux locaux des deux administrations prouvant ainsi leur intégration et le partage d'objectifs communs. Le Bureau 610 compterait **environ 15 000 personnes sur l'ensemble du territoire chinois et à l'étranger**. Les agents de cette « administration » **agissent sans aucune base légale pour éradiquer le mouvement Falun Gong**.

On en sait beaucoup plus sur ce bureau, notamment au sujet de ses activités à l'étranger, depuis **la défection en 2005 de Chen Yonglin**, alors consul à Sydney et responsable des questions liées au Falun Gong. Devant un sous-comité de la Chambre des représentants à Washington, en juillet 2005, il décrit dans le détail les pratiques de Pékin pour détecter, surveiller et persécuter les adeptes du Falun Gong partout dans le monde[92]. Il explique qu'à la suite de la création du Bureau 610, le ministère chinois des Affaires étrangères a mis en place un bureau sur la question du Falun Gong qui s'insérait dans le dispositif national de lutte contre la « secte ». Ce service a pris le nom, en 2004, de département des Affaires de sécurité extérieures. En février 2001, le consulat de Chine à Sydney a créé un groupe spécial en charge de la lutte contre Falun Gong. Le groupe était dirigé par le consul général lui-même et se réunissait deux fois par mois.

Selon le diplomate, des groupes similaires auraient été créés aux États-Unis et dans les pays où la secte est active[93]. « La guerre au Falun Gong s'est étendue à l'étranger en 2000. **Dans chaque mission diplomatique chinoise, il devait y avoir au moins un officiel responsable du dossier Falun Gong** », explique Chen Yonglin, qui occupait précisément ce poste à Sydney dont la tâche consistait à « **surveiller et persécuter** » les membres du Falun Gong

88. Sarah Cook, Leeshai Lemish, « The 610 Office: Policing the Chinese Spirit », *China Brief*, 11:17, 16 septembre 2011.

89. Sur le mouvement Falun Gong et sa répression à partir de 1999, voir Maria Hsia Chang, *Falun Gong: The end of days*, Yale University Press, 2004.

90. 章洪 (Zhang Hong), « 中共政法委黑幕："610"秘密机构内幕 » (Les intrigues du comité des affaires politico-légales du PCC : les coulisses de l'organisation secrète « 610 »), 大纪元 (*The Epoch Times*), 10 juin 2016.

91. *Ibid.*

92. « Falun gong and China's continuing war on Human rights », 21 juillet 2005. Le rapport est archivé ici : https://archive.vn/EzvOZ .

93. *Ibid.*

en Australie[94]. Chen affirme en outre que le système de collecte de renseignement sur le Falun Gong en Australie reposait à l'époque sur quelque « 1 000 agents et informateurs ». Leur nombre serait au moins équivalent aux États-Unis ; ces deux pays faisant l'objet d'efforts particuliers de la part du Parti du fait de la forte présence de membres du Falun Gong. Les actions de surveillance et de répression à l'encontre des adeptes de la secte s'accompagnent d'**une propagande importante en direction des gouvernements étrangers**, des élus, médias, universités, etc., afin de les convaincre de la légitimité des actions chinoises et du caractère nocif du Falun Gong. Les diplomates ont également pour tâche de **détecter et ficher les adeptes de ce mouvement** pour les inscrire sur une liste noire les empêchant de retourner en Chine. Les autorités chinoises tentent aussi de réduire les capacités de diffusion des médias créés par le Falun Gong tel que New Tang Dynasty Television – qui porte le nom aujourd'hui de NTD – et financent la diffusion d'émissions de radio et de télévision anti-Falun Gong. Enfin, les émanations du bureau 610, comme d'autres acteurs du Parti-État, s'appuient sur les diasporas chinoises en Occident pour étouffer les activités du Falun Gong. Les universitaires susceptibles de soutenir l'action du PCC sont incités à prendre publiquement position contre la secte.

Même si le bureau 610 n'est pas un acteur de premier plan des opérations d'influence chinoises, ses activités dans les pays abritant de nombreux adeptes du Falun Gong constituent une véritable ingérence.

94. Fabrice de Pierrebourg et Michel Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs. Enquête sur les activités d'espionnage au Canada*, Montréal, Stanké, 2009, p. 220.

Chapitre 2

L'ÉTAT

Au sein de l'État, deux structures en particulier sont impliquées dans les opérations d'influence : le ministère de la Sécurité d'État et le bureau des Affaires taïwanaises.

I. Le ministère de la Sécurité d'État

Dans cette revue des acteurs impliqués dans les opérations chinoises, le ministère de la Sécurité d'État (MSE中华人民共和国国家安全部), **la principale agence civile de renseignement**, présente deux singularités : d'abord, il est l'institution sur laquelle il est le plus difficile de travailler à partir de sources ouvertes. Si nos recherches sur l'internet sinophone nous ont permis de recueillir de nombreux éléments au sujet du Front uni, du Bureau des Affaires taïwanaises ou même de l'APL – toutes ces institutions laissant sur internet des documents contenant de nombreuses informations précieuses – le MSE semble beaucoup plus prudent. Peu d'informations sont donc accessibles dans l'ouvert. Ensuite, les manipulations de l'information ne semblent pas figurer parmi les missions premières du MSE. À ce jour, aucune structure dédiée à ces questions (à l'instar du service A du KGB) n'a pu être identifiée au sein du service chinois.

Le MSE voit le jour le 1er juillet 1983. Il est le résultat de la fusion du département central d'Enquêtes (DCE,中共中央调查部) – service de renseignement créé en 1955 et placé directement sous la direction du Comité central du Parti –, du premier bureau du ministère de la Sécurité publique (MSP, 公安部) – qui avait la charge du contre-espionnage (反间谍) et que l'on appelait également bureau de Sécurité politique (政治保卫局) –, probablement des second et troisième bureaux du MSP, et enfin de plusieurs unités du département du Travail de Front uni (统战部) ainsi que de la commission pour la Science, la Technologie et l'Industrie de Défense nationale (国防科工委). Le directeur adjoint du MSP, Ling Yun (凌云)[1], devient le premier ministre de la Sécurité d'État.

Plusieurs facteurs ont pu présider à la création du MSE et conduire à la décision de placer ce nouveau service sous la direction du conseil des Affaires d'État en lieu et place du Comité central du Parti. La création du MSE permettait d'abord de faire disparaître le DCE, dont le directeur, Luo Qingchang (罗青长), s'était opposé à l'arrivée au pouvoir de Deng – soutenant Hua Guofeng (华国锋) ; cela offrait dans le même temps l'opportunité de réduire l'influence du 2APL, une branche du renseignement militaire, sur le DCE[2]. Mais d'autres raisons méritent d'être évoquées : le MSE reçoit également pour mission de développer les opérations sous

1. De son vrai nom Wu Peilin (吴沛霖). Après avoir rejoint la base de Yan'an en 1939, Ling Yun intègre le premier service de renseignement du PCC désigné par l'euphémisme de département central des Affaires sociales (中央社会部) dirigé par Kang Sheng (康生).

2. 翁衍庆 (Weng Yanqing), 中共情報組織與間諜活動 (*Les services de renseignement et activités d'espionnage du Parti communiste chinois*), 新銳文創, 2018.

couvertures non diplomatiques, évolution que le DCE sous la direction de Luo avait refusée demeurant fidèle à l'approche développée sous Mao[3]. C'est aussi la transformation de l'environnement international et sécuritaire de la Chine à la fin des années 1970 et au début des années 1980 qui peut expliquer la création du MSE[4].

Placé officiellement sous la direction du conseil des Affaires d'État, le travail du MSE est toutefois supervisé par deux commissions importantes : la commission pour les Affaires politico-légales (政法委员会) – qui encadre les acteurs chargés de faire appliquer la loi – et la commission de Sécurité nationale (中央国家安全委员会), qui a été créée lors du 3e plenum du 18e congrès du Parti en 2013 afin de renforcer la cohérence de l'appareil sécuritaire du PCC.

L'organisation du MSE n'est que superficiellement connue, de nombreux doutes subsistent quant aux fonctions réelles des différents bureaux qui le composent. Le MSE compte 17 ou 18 bureaux/directions auxquels doivent être ajoutés des organes affiliés (voir infographie ci-contre). Tous les bureaux/directions disposent en outre de **structures de couverture pour mener des opérations à l'étranger**. À titre d'exemple, le 4e bureau utilise la couverture du bureau de Coopération scientifique avec Taïwan, Hong Kong et Macao de l'Académie des sciences (港澳台办公室----中国科学院国际合作局). Le 14e bureau, quant à lui, pourrait instrumentaliser l'Institut des sciences et du développement de la CAS (中国科学院科技战略咨询研究院). L'Association nationale de recherche sur Taïwan (全国台湾研究会) serait également, selon certaines sources[5], une structure dépendant du MSE et utilisée à la fois pour recueillir du renseignement et comme structure de couverture. Les agents du MSE peuvent également bénéficier de couvertures par différentes agences publiques telles que les agences de presse Xinhua et China News Service ou de l'agence de voyage CITS (中国国际旅行社)[6]. Le 17e bureau supervise les activités de plusieurs entreprises, dont l'hôtel Beijing Yanshan (北京燕山大酒店), qui servent d'écrans lors d'opérations de renseignement.

3. *Ibid.*
4. Peter Mattis, Matthew Brazil, *Chinese communist espionage, An Intelligence primer*, Naval Institute Press, 2019.
5. Russell Hsiao, « Changing of the Guard at the CASS-Institute of Taiwan Studies », *Global Taiwan Brief*, 2:7, 15 février 2017.
6. 翁衍庆 (Weng Yanqing), 中共情報組織與間諜活動 (*Les services de renseignement et activités d'espionnage du Parti communiste chinois*), *op. cit.*

Organigramme supposé du MSE

1er Bureau : Actions secrètes
机要局
(Gestion des agents sous couverture à l'étranger)

2ème Bureau : Renseignement international
国际情报局
(Recueil de renseignement à l'étranger)

3ème Bureau : Renseignement économique, politique, scientifique et technique
政经情报局

4ème Bureau : Taïwan, Hong Kong et Macao
台香澳情报局

5ème Bureau : Analyse et diffusion
情报分析通报局

6ème Bureau : Orientations opérationnelles
业务指导局
(Oriente le travail des antennes locales)

7ème Bureau : Contre-espionnage
反间谍情报局
(Connaissance et recueil à l'encontre des services adverses)

8ème Bureau : Enquêtes de contre-espionnage
反间谍侦察局
(En charge des investigations et arrestations)

9ème Bureau : Enquêtes de sécurité intérieure
对内保防侦察局
(Surveillance et prévention des activités d'espionnage des entités étrangères en Chine)

10ème Bureau : Enquêtes et sécurité extérieure
对外保防侦察局
(Surveillance à l'étranger des étudiants chinois et activités anti-communistes)

11ème Bureau : Centre de données du renseignement
情报资料中心局
(collecte et gère les documents du MSE)

12ème Bureau : Enquêtes sociales
社会调查局
(Enquêtes sociales et sondages. Pourrait travailler au profit du Front uni)

13ème Bureau : Techniques d'investigation
技侦科技局
(Recherche et développement sur les technologies d'investigation)

14ème Bureau : Enquêtes technologiques
技术科技局
(Investigations à l'encontre de messageries courriels et autres moyens de télécommunication)

15ème Bureau : Synthèse analytique
综合情报分析局

16ème Bureau : Renseignement image
影像情报局

17ème Bureau : Entreprises
企业局

18ème Bureau : Contre-terrorisme ?

Institut des relations internationales
国际关系学院
(Forme le personnel du MSE)

Institut de Sociologie de Suzhou
苏州江南社会学院
(Serait également rattaché au MSE)

II. Le bureau des Affaires taïwanaises

Le bureau des Affaires taïwanaises (BAT) est également impliqué dans des opérations d'influence, quoique cela ne constitue pas le cœur de ses activités. Comme souvent dans la bureaucratie chinoise, il s'agit d'une structure à deux façades : c'est à la fois le bureau des Affaires taïwanaises du conseil des Affaires d'État (国务院台湾事务办公室) et le bureau du Travail vers Taïwan du Comité central du Parti (中共中央台湾工作办公室). L'actuel directeur de cette structure à deux visages est Liu Jieyi (刘结一), qui a occupé par le passé le poste de directeur adjoint du département de Liaison du Comité central. L'actuel ministre des Affaires étrangères, Wang Yi (王毅), a occupé ces fonctions entre 2008 et 2013.

Créé en 1988, **ce bureau met en œuvre la politique du Comité central du Parti vis-à-vis de Taïwan**. Celle-ci est très largement élaborée par le petit groupe dirigeant du Comité central dédié à Taïwan (中央对台工作领导小组), structure aujourd'hui présidée par Xi Jinping, avec Wang Yang (汪洋) comme adjoint. En tant qu'agence coordinatrice, le BAT oriente et inspecte toutes les structures centrales du Parti-État et des divers échelons locaux (régions autonomes, municipalités et régions administratives spéciales) dans la gestion des affaires taïwanaises (对台工作)[7].

Le BAT sert de secrétariat permanent à une large palette de politiques liées à Taïwan. Les échanges inter-détroit dans tous les domaines (culture, éducation, science, cinéma, édition, sport, santé…) sont organisés, gérés et coordonnés par le bureau des Échanges du BAT. Le bureau d'Économie coordonne les questions économiques, étudie les politiques d'investissement en provenance et à destination de Taïwan, mais gère aussi les différents flux inter-détroit – terrestres, maritimes, électroniques. Le bureau de Recherche se charge de suivre et d'étudier l'évolution de la situation à Taïwan, le développement des relations inter-détroit, les politiques vis-à-vis de Taïwan et tout autre sujet majeur concernant l'île. Le bureau de Liaison est responsable de l'accueil des organisations et des personnalités taïwanaises d'importance et de la coordination du travail de liaison de toutes les structures concernées. Le BAT coordonne également toutes les affaires juridiques concernant Taïwan, gère le travail de préparation à toute négociation ou signature d'accord avec les autorités taïwanaises et assume la responsabilité, de manière générale, de la gestion de tout événement majeur impliquant Taïwan[8].

Plus particulièrement, **le BAT a la charge de la propagande à destination de Taïwan**. Son bureau d'Information joue un rôle important à ce propos dans la mesure où il organise la conférence de presse du BAT, s'occupe des journalistes taïwanais qui viennent en Chine, gère la coopération inter-détroit en matière d'information et forme les différents départements et échelons locaux aux questions taïwanaises[9]. Le BAT a également un site internet qui est utilisé pour **diffuser des informations à l'attention des « compatriotes taïwanais »** (台湾同胞) qui souhaiteraient investir, entreprendre, étudier, travailler ou vivre en Chine continentale[10]. Le site relaie enfin les actualités concernant les politiques de la RPC vis-à-vis de Taïwan et le développement des relations inter-détroit.

Le BAT supervise divers médias – à travers le centre Jiuzhou de communication culturelle (九州文化传播中心)[11] – comme l'entreprise audiovisuelle Jiuzhou (九洲音像出版公司), la maison d'édition Jiuzhou (九州出版社有限公司), la revue *Relations across Taiwan Straits*

7. « 主要职责 » (Principales missions), 中共中央台湾工作办公室 (*Bureau des Affaires taïwanaises*), 9 janvier 2011, http://archive.vn/6pose.
8. « 内设机构 » (Structure interne), 中共中央台湾工作办公室 (*Bureau des Affaires taïwanaises*), 28 janvier 2011, http://archive.vn/USeQy.
9. *Ibid.*
10. http://www.gwytb.gov.cn.
11. « 直属事业单位 » (Organes subordonnés), 中共中央台湾工作办公室 (*Bureau des Affaires taïwanaises*), 9 janvier 2011, http://archive.vn/iBW7B ; « 九州文化传播中心 » (Centre Jiuzhou de communication culturelle), *Bureau des Affaires taïwanaises*, 1er septembre 2017, http://archive.vn/sAiaC.

(两岸关系), ou encore le site internet www.Taiwan.cn (中国台湾网) qui relaie des actualités liées à Taïwan – et qui sont tous des vecteurs de diffusion de la propagande du Parti.

Enfin, on peut également noter que **plusieurs organismes sont affiliés au BAT**[12], dont le Centre de recherche des relations inter-détroit (海峡两岸关系研究中心), le Centre d'échanges inter-détroit (海峡两岸交流中心), le Centre de coopération économique et technologique inter-détroit (海峡经济科技合作中心) et le Centre national de formation des cadres des affaires taïwanaises (全国对台干部培训中心).

Bien qu'il soit difficile d'identifier l'exacte implication du BAT dans les opérations d'influence à l'encontre de l'île, du fait de l'absence d'études spécifiques sur cet acteur jugé secondaire, son rôle dans ce type de manœuvre a été repéré par les experts taïwanais[13].

12. « 直属事业单位 » (Organismes subordonnés), 中共中央台湾工作办公室 (*Bureau des Affaires taïwanaises*), 9 janvier 2011, http://archive.vn/iBW7B.

13. Entretien des auteurs à Taipei en janvier 2020.

Chapitre 3

L'ARMÉE POPULAIRE DE LIBÉRATION

L'Armée populaire de libération (APL) n'est pas une armée nationale mais le bras armé du Parti et, à ce titre, joue un rôle dans les opérations d'influence ; aux yeux du Parti, ces manœuvres s'inscrivent en effet dans ce que les Chinois nomment **la « guerre politique »** (政治战), qui peut être définie comme l'ensemble des manœuvres cherchant à influencer les émotions, les opinions et les comportements de gouvernements, groupes ou individus à l'étranger[1] (→ p. 31). Le rôle de l'APL dans la guerre politique s'appuie notamment sur la résolution de la conférence de Gutian (古田会议) de décembre 1929, connue également sous le nom de « Comment éliminer les conceptions erronées dans le Parti » ; Mao y critique le « point de vue exclusivement militaire » de Zhu De :

> On s'imagine que les tâches de l'Armée rouge sont semblables à celle de l'armée blanche, qu'elles consistent seulement à faire la guerre. On ne comprend pas que l'Armée rouge chinoise est une organisation armée chargée d'exécuter les tâches politiques de la révolution […] ; outre les combats qu'elle doit livrer pour anéantir les forces armées de l'adversaire, elle assume encore nombre d'autres tâches importantes : la propagande parmi les masses […], l'aide donnée aux masses pour créer le pouvoir révolutionnaire et même l'établissement des organisations du Parti communiste[2].

L'APL joue donc un rôle clé dans le processus de création du pouvoir politique du Parti. C'est dans ce cadre conceptuel que les opérations d'influence – informationnelle en particulier – doivent être entendues : elles constituent l'un des instruments de l'APL pour créer du pouvoir politique.

De tous les acteurs évoqués jusqu'à présent, l'APL est peut-être celui pour lequel on trouve le plus d'informations en sources ouvertes. Les recherches qui ont été menées dans le cadre de ce rapport, mais également par des travaux précédents, prouvent qu'il est possible de récupérer une quantité significative d'informations depuis l'internet sinophone.

I. L'organisation pré-réforme

L'ancien département de Liaison du département général Politique (总政治部联络部) de l'APL (DL/DGP) était la principale organisation en charge de la guerre politique au sein de l'APL. Il était autrefois connu sous le nom de département de Travail ennemi (敌工部). D'après le Règlement sur le travail politique de l'APL, le travail de liaison (联络工作) consiste plus précisément à entretenir le contact avec les forces amies, perturber les forces ennemies ;

1. Mark Stokes et Russell Hsiao, « The People's Liberation Army General Political Department: Political Warfare with Chinese Characteristics », Project 2049 Institute, 2013, p. 4.

2. Mao Tsé-toung, *Écrits choisis en trois volumes*, I, Paris, François Maspero, 1969, p. 29-42. Pour le texte original en chinois : https://www.marxists.org/chinese/maozedong/marxist.org-chinese-mao-192912.htm. Sur le contexte politique, voir Alain Roux, *Le Singe et le Tigre. Mao, un destin chinois*, Paris, Larousse, 2009.

effectuer tout le travail pertinent à destination de Taïwan ; étudier les forces étrangères, les armées ennemies et la situation des forces indépendantistes des minorités ethniques ; ainsi que mener la guerre psychologique[3].

Les autres acteurs de l'APL susceptibles de jouer un rôle dans les opérations d'influence étaient les deuxième (2APL) et troisième (3APL) départements de l'ancien département général de l'État-major de l'APL, peut-être également le quatrième (4APL). Ces **branches du renseignement militaire** étaient en charge, entre autres, du renseignement d'origine humaine (HUMINT) et d'origine image (IMINT) pour le 2APL ; du renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT) pour le 3APL ; ainsi que de la guerre électronique (EW) et du renseignement d'origine électronique (ELINT)[4].

II. L'organisation post-réforme

Avec les réformes militaires de 2015[5], les quatre départements généraux de l'APL, dont le département général Politique, ont été refondus en **quinze départements placés directement sous l'autorité de la Commission militaire centrale (CMC)**. Une partie des missions de l'ancien DL/DGP a été attribuée au bureau de Liaison du nouveau département de Travail politique (BL/DTP). Quant au renseignement d'origine humaine, il a été confié au nouveau département d'état-major interarmes. Le rôle de ces deux dernières institutions dans les opérations d'influence n'est pas étudié dans le présent rapport faute de sources. Une nouvelle branche de l'APL a été créée à la suite des réformes : il s'agit de **la Force de soutien stratégique (FSS)** de l'APL (解放军战略支援部队) qui a pris en charge les domaines du cyber, de la guerre électronique et du spatial, en héritant notamment des 3APL et 4APL. La FSS pourrait également avoir récupéré une partie des compétences techniques de l'ancien 2APL, dont l'essentiel des missions de renseignement humain a été transféré au nouveau département de l'État-major interarmes (中央军委联合参谋部), ainsi qu'une partie des missions du DL/DGP.

En sus des quatre départements administratifs habituels que sont l'état-major, l'équipement, le travail politique et la logistique, la FSS est composée d'un département des Systèmes de réseaux (网络系统部) et d'un département des Systèmes spatiaux (航天系统部). C'est le département des Systèmes de réseaux, dirigé dernièrement (2019-2021) par le commandant Ju Qiansheng (巨乾生)[6] et le commissaire politique Ding Xingnong (丁兴农)[7], qui aurait hérité des capacités et missions dans le domaine informationnel, en plus du cyber et de l'électromagnétique[8].

3. Article 14§14 du Règlement sur le travail politique de l'APL (中国人民解放军政治工作条例), révision de 2010. Le texte en chinois est archivé à l'adresse : http://archive.vn/zzrmu.

4. Peter Mattis, « China's Military Intelligence System is Changing », *War on the Rocks*, 29 décembre 2015.

5. Sur les réformes de l'APL, voir Juliette Genevaz, *La réforme de l'Armée populaire de libération, au cœur de la rénovation de l'État chinois*, Note de recherche stratégique, 29, IRSEM, 16 août 2016.

6. Ju Qiansheng a été nommé à la tête de la FSS en 2021, et le nom de son successeur à la tête du département des Systèmes de réseaux ne semble pas avoir été révélé pour le moment. Il est probable que Ding Xingnong ait également été remplacé (Marcus Clay, « General Ju Qiansheng Takes Command of the PLA Strategic Support Force », *The Diplomat*, 27 juillet 2021).

7. « 2019年晋升中将 » (Liste des officiers promus au grade de lieutenant-général en 2019), *Sina*, 2 décembre 2019, http://archive.ph/d91VK. Le département des Systèmes de réseaux a un rang immédiatement inférieur à celui de commandement de théâtre (副战区职) et correspond au matricule de l'unité 32069 : voir la transcription du discours de 周仲义 (Zhou Zhongyi), « 追思丁石孙先生 » (À la mémoire de M. Ding Shisun), Peking University School of Mathematical Sciences, 11 novembre 2019, http://www.math.pku.edu.cn/docs/20191113155913480164.pdf.

8. Sur la FSS, voir John Costello et Joe McReynolds, « China's Strategic Support Force: A Force for a new era », *China Strategic Perspectives*, 13, 2018 ; Mark Stokes et Rachaele Burton, « The People's Liberation Army Strategic Support Force: Leadership and Structure », Project 2049 Institute, 2018.

La FSS est une arme (军种) au même titre que l'Armée de terre, l'Armée de l'air, la Marine et la nouvelle Force des missiles. Elle jouit donc d'un rang équivalent à celui d'un commandement de théâtre (正战区级), qui est le rang le plus élevé en dessous de celui de la Commission militaire centrale (CMC)[9]. Son commandant porte un grade de général (上将) ou lieutenant-général (中将). Depuis 2021, le poste de commandant de la FSS est occupé par le général Ju Qiansheng (巨乾生)[10], précédemment commandant du département des Systèmes de réseaux (2019-2021)[11] et succédant au général Li Fengbiao (李凤彪). Le poste de commissaire politique, quant à lui, est occupé depuis 2020 par le général Li Wei (李伟)[12], anciennement commissaire politique de la région militaire du Xinjiang[13], qui succède à Zheng Weiping (郑卫平).

III. La base 311



L'unité 61716 de l'APL, aussi surnommée « la base de la guerre de l'opinion publique, de la guerre psychologique et de la guerre du droit » (舆论战心理战法律战基地) **ou base 311**, a été créée en 2005 dans la province du Fujian. La date de création, non rendue publique, peut être déduite des prises de fonction des premiers commandant et commissaire politique connus de cette base. Avant les réformes militaires entamées en 2015, la base 311 dépendait du département de Liaison du département général de Politique de l'APL (DL/DGP → p. 85). Depuis les réformes, **la base 311 aurait été intégrée à la Force de soutien stratégique (FSS) de l'APL**, comme les rattachements officiels de certains personnels le laissent supposer[14], mais on ignore encore son positionnement dans la structure de celle-ci. Deux hypothèses semblent plausibles : la base 311 pourrait être liée au département politique de la FSS, ou

9. Sur le système des rangs, voir Kenneth Allen, « China Announces Reform of Military Ranks », *Jamestown China Brief,* 17:2, 30 janvier 2017.

10. « 4名"60后"将军晋升上将！现役最年轻上将是他 » (« Quatre généraux 'post-60' sont promus ! Voici le général le plus jeune »), *Sina*, 6 juillet 2021, https://archive.ph/pJHJs. Marcus Clay, « General Ju Qiansheng Takes Command of the PLA Strategic Support Force », *The Diplomat*, 27 juillet 2021.

11. « 2019年晋升中将 » (Liste des officiers promus au grade de lieutenant-général en 2019), *Sina*, 2 décembre 2019, http://archive.ph/d91VK.

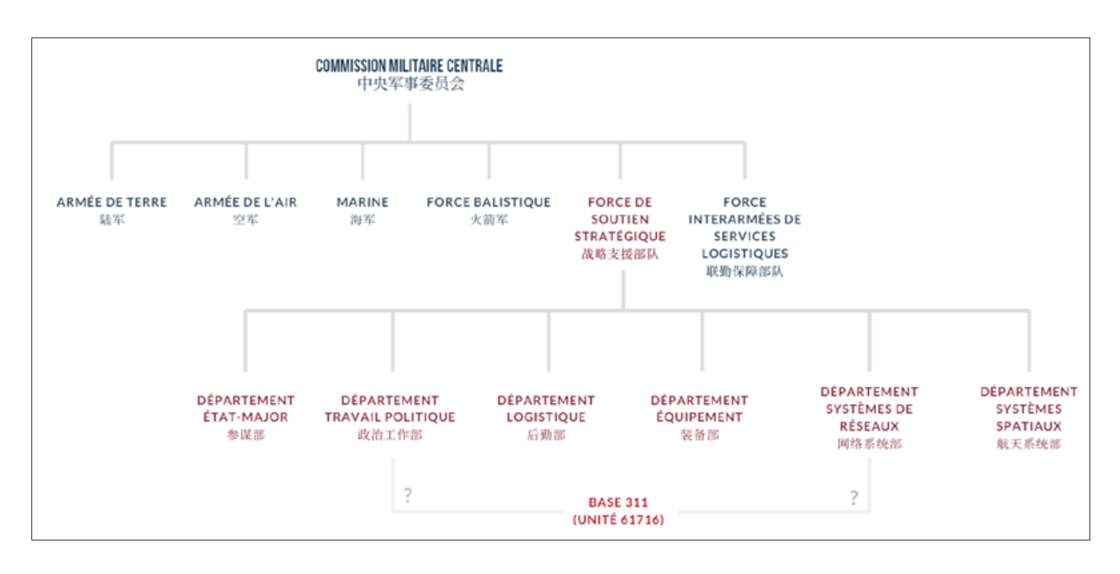
12. « 5年晋升30名上将！中国最年轻"60后"上将纪录打破 » (« En 5 ans, 30 officiers sont promus au grade de général ! Record de généraux 'post-60' en Chine »), 凤凰网(Ifeng), 19 décembre 2020, https://archive.ph/tVLHt.

13. « 陆军举行晋衔仪式：8人晋升中将　32人晋升少将 » (« L'Armée de terre organise sa cérémonie de promotion : 8 officiers promus au grade de lieutenant-général, 32 au grade de major-général »), 观察 (Guangcha), 4 août 2016, https://archive.ph/DTptk.

14. Au moins deux personnes affiliées à la base 311 (unité 61716) ont été identifiées comme travaillant également au sein de la FSS : Mou Shan (牟珊) et Wu Gang (吴刚). Pour une référence à Mou Shan en qualité de membre affilié à la FSS en 2016, voir 牟珊 (Mou Shan), « 北约战略传播策略探析 » (Analyse de la stratégie de communication de l'OTAN), 军事记者 (*Junshi Jizhe*), 6, 2016, http://archive.vn/wGjpf ; pour une référence à Mou Shan comme membre affilié à l'unité 61716 la même année, voir 牟珊 (Mou Shan) et 左伊 (Zuo Yi), « 菲律宾军队民事与军事行动探析 » (Une analyse des opérations civiles et militaires de l'armée philippine), 军事政工理论研究 (*Theoretical Studies on PLA Political Work*), 17:1, 2016, http://archive.ph/6RQRv. Pour une référence à Wu Gang comme membre affilié à la FSS en 2016, voir 吴刚 (Wu Gang), « 基于大数据的新闻传播探析 » (Analyse de la communication fondée sur le big data), *Junshi Jizhe*, 2, 2016, http://archive.ph/bcjvp ; comme affilié à la FSS en 2019, voir 吴刚 (Wu Gang), « 联合作战中党委领导的时代创新 » (Une ère d'innovation dans les opérations interarmées sous la direction du comité du Parti), 政工学刊 (*Zhenggong Xue Kan*), 9, 2019, http://archive.ph/ceYv6 ; pour une référence à Wu Gang comme membre affilié à l'unité 61716 en 2017, voir : 吴刚 (Wu Gang), « 大数据在美军的运用探析 » (Analyse de l'utilisation du big data dans l'armée américaine), 军事政工理论研究 (*Theoretical Studies on PLA Political Work*), 18:2, 2017, http://archive.vn/F2u2o.

au département des Systèmes de réseaux. La base aurait un rang équivalent à celui d'adjoint de chef de corps (副军职), c'est-à-dire qu'elle est dirigée par un major-général ou par un colonel supérieur, et selon Mark Stokes son statut équivaudrait à celui des six brigades combinées de missiles conventionnels de la base 52 de la Force balistique de l'APL[15].

Quoi qu'il en soit, il s'agit d'**une base dédiée à l'application de la stratégie des « Trois guerres »** (→ p. 43), la seule de ce genre qui ait été identifiée pour le moment. Elle est donc en charge de l'aspect opérationnel de la guerre politique. Depuis 2011, **elle centraliserait tout le travail de guerre psychologique contre Taïwan**[16], qui est la cible faisant le plus l'objet de tentatives de manipulation de l'information venant de la RPC. C'est cette base, notamment, qui serait derrière la campagne de désinformation visant l'élection taïwanaise de 2018[17]. Il apparaît cependant que **la base 311 mène aussi des recherches sur l'environnement informationnel aux États-Unis**[18]. Des chercheurs de la base publient ainsi des recherches portant sur ce pays (notamment sur les effets potentiels des mesures législatives prises pour lutter contre la propagande, le rôle des médias sociaux dans la vie politique américaine, par exemple en termes de polarisation, etc.).



La base 311 est sous l'autorité de la FSS, probablement sous le département de Travail politique ou le département de Systèmes de réseaux.

Cette base est un bon cas d'étude à approfondir pour comprendre comment l'APL procède dans ses opérations d'influence et en particulier de manipulations de l'information. Bien que cette unité fasse évidemment profil bas et reste relativement opaque, il est possible d'utiliser l'internet sinophone pour récupérer de nombreuses informations[19].

Cette base a son quartier général dans la ville de Fuzhou, chef-lieu de la province du Fujian situé en face de Taïwan. Plusieurs sites officiels récents[20] indiquent que son adresse est

15. Mark Stokes cité dans J. Michael Cole, *Convergence or Conflict in the Taiwan Strait: The Illusion of peace?*, Routledge, 2016, p. 68.

16. Cette information a été relayée sur diverses plateformes chinoises mais la source initiale serait un média japonais. Voir l'article « 日媒称"高新七号"大幅提升解放军心理战能力 » (Médias japonais : le Y-8 Gaoxin 7 améliore considérablement les capacités de guerre psychologique de l'APL), 参考消息 (*Reference News*), 17 août 2013, http://archive.ph/43797. Extrait : « 2011年，该基地被指定为所有对台心理战工作的焦点 » (En 2011, [la base 311] a été désignée comme point focal pour tout le travail de guerre psychologique contre Taïwan).

17. Nathan Beauchamp-Mustafaga et Michael S. Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea: The Chinese Military's Use of Social Media for Influence Operations*, Johns Hopkins School of Advanced International Studies, Foreign Policy Institute, Policy Papers, 2019, p. 22.

18. *Ibid.*, p. 97.

19. Comme l'ont montré Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army General Political Department », *op. cit.*

20. En faisant une recherche « 61716部队 » sur Google en janvier 2021, on retrouve, parmi les premiers résultats, plusieurs pages de la plateforme de marchés publics du gouvernement chinois (中国政府采购网) qui confirment que

le 77 de la rue Meizhu, dans le quartier Gulou de la ville (福州鼓楼区梅竹路77号) (image 1). Cette adresse semble toutefois aussi correspondre à celle d'une piscine (« la piscine des dauphins »), plusieurs fois mentionnée sur des sites internet comme étant au 77 de la rue Meizhu[21], ce que semble confirmer la présence d'un panneau « piscine » à l'entrée du site (image 2). En outre, la photo de l'intérieur du bâtiment (image 3) laisse apparaître un toit qui semble correspondre à celui du bâtiment sur la photo satellite du quartier (image 4). Si le 77 de la rue Meizhu est l'adresse d'une piscine mais est aussi indiqué comme étant l'adresse officielle de la base 311, cela pourrait vouloir dire que **cette adresse n'est qu'une boîte aux lettres** et que la base elle-même se trouve ailleurs. Une étude attentive des photos satellites de l'environnement immédiat de la piscine laisse entrevoir un site, quelques dizaines de mètres au nord du bâtiment, ressemblant à une emprise militaire (image 5). Cette présomption s'appuie sur plusieurs indices : l'inexistence de l'option « streetview » sur BaiduMap sur l'ensemble du périmètre (la fonction s'arrête à l'entrée supposée de la base, voir image 6) ; et la présence de véhicules ressemblant à des véhicules militaires dans la cour de l'un des bâtiments avec, au centre, l'ombre portée par ce qui pourrait être le mât d'un drapeau (image 7). En outre, cette emprise est à proximité immédiate du centre de formation Huaxin rattaché à la base 311 (→ p. 114) (image 5).



1. 77 rue Meizhu (selon BaiduMap), adresse officielle de la base 311 et de la piscine des dauphins.



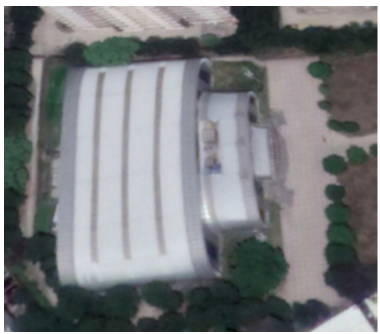
2. Entrée du 77 rue Meizhu : sur le poteau de gauche, on peut lire « piscine ».

---

l'adresse de l'unité 61716 est bien le 77 de la rue Meizhu à Fuzhou. Voir par exemple cet appel d'offres du 5 juin 2019 : http://archive.fo/OSgWI ; ou encore celui-ci du 11 juin 2019 : http://archive.fo/w81KV.

21. Par exemple https://zi.media/@yidianzixun/post/8tNfCX.





3 et 4. Le toit du bâtiment (à droite) semble bien correspondre à celui de la piscine des dauphins (à gauche[22]).



5. Emprise supposée de la base 311, avec le centre de formation Huaxin à proximité – capture d'écran sur Google Earth.



6. Capture d'écran « streetview » sur BaiduMap de l'entrée supposée de la base 311. Il est impossible de s'approcher plus.

22. Source : https://zi.media/@yidianzixun/post/8tNfCX.



7. Zoom sur une partie de l'emprise supposée – capture d'écran BaiduMap.

A. Une structure opaque

1. Le commandement



Récapitulatif des commissaires politiques et commandants de la base 311 identifiés, ces derniers occupant généralement également le poste de président de la China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC) en utilisant ou non un pseudonyme. Il est fort probable que la base ait changé de direction, mais aucun nom ne semble avoir été dévoilé pour le moment[23].

23. Photo de Song Haihang : http://archive.vn/JkrgZ. Deng Changyu (militaire) : http://archive.vn/Nu5jL. Deng Changyu (civil) : http://archive.ph/PjMkA. Yin Hongwen : http://archive.vn/yim1l. Wang Shu (militaire) : http://archive.vn/nWXcS. Wang Shu (CHBC) : http://archive.vn/RWGXN. Mei Huabo : http://archive.vn/3pX5q. Yue Lei : http://archive.ph/sYfww. Qiu Yu : http://archive.ph/0Wrdf. Contrairement aux photos de Wang Shu et Qiu Yu, la photo de Deng Changyu en civil n'est pas tirée d'une source le citant comme président de CHBC, mais sert uniquement un but d'illustration. Nos recherches n'ayant pas permis de vérifier que Deng Changyu était effectivement identifié comme président de CHBC dans les années 2005-2010, sous son vrai nom ou via un pseudonyme, nous nous fondons sur les travaux de Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 68, note 184.

Si l'on n'a qu'une compréhension limitée de la structure de cette base, qui demeure extrêmement opaque, on peut, en revanche, en apprendre davantage sur les cadres qui y officient. Aucune information officielle n'est fournie, mais le croisement de différentes sources en ligne permet de recomposer une partie du puzzle. Comme dans toutes les unités de l'APL, **le commandement est bicéphale**. Au sein de la base 311, **un commandant et un commissaire politique**, du grade de major-général ou colonel supérieur, forment un duo dirigeant, généralement pendant quatre ou cinq ans. Le premier duo était composé du commandant Deng Changyu (邓长宇) et du commissaire politique Song Haihang (宋海航) qui ont servi entre 2005 et 2010-2011. Vinrent par la suite le commandant Wang Shu (王树), alias Wang Shu (汪澍), et le commissaire politique Yin Hongwen (尹洪文) jusqu'aux années 2014-2015, puis le commandant Yue Lei (岳雷), alias Qiu Yu (邱雨), et le commissaire politique Mei Huabo (梅华波)[24]. Un nouveau duo devrait bientôt être affecté à la tête de la base 311 ou, si c'est déjà le cas, les noms demeurent pour l'heure inconnus.

Sans surprise, l'internet sinophone est avare de détails sur les parcours de ces officiers, alors que les hauts-gradés de l'APL ont en général une page Baidu retraçant l'historique des fonctions qu'ils ont occupées. Hormis Yue Lei, tous ceux précédemment cités ont une page Baidu qui donne quelques maigres informations biographiques. On y apprend par exemple que le MG Deng Changyu, né en 1954 et originaire du Shandong, a servi comme commissaire politique adjoint dans la région militaire de Lanzhou, puis comme secrétaire du département politique de la région militaire de Lanzhou avant de commander une unité dépendante du département général de Politique, qui correspond sans doute à la base 311 ; depuis, il serait retourné au Xinjiang[25]. Né en 1955 dans le Henan, le MG Song Haihang est celui dont la page Baidu est la plus détaillée : on y découvre toutes les fonctions qu'il a occupées entre 1969 et 2015, dont celle de commissaire politique entre 2005 et 2011 au sein de la base de la guerre médiatique, guerre psychologique et guerre du droit du département général de Politique de l'APL, c'est-à-dire la base 311[26]. Song a également occupé le poste de président de la China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC), une structure de couverture de la base 311 (→ p. 101)[27]. Quant au MG Wang Shu, né en 1958 dans le Hebei, on apprend qu'il est diplômé de l'académie politique de Nankin de l'APL (中国人民解放军南京政治学院) et qu'hormis sa fonction de commandant de la base 311, il a également été le commissaire politique de l'Université de la défense nationale et délégué de l'APL aux 12e et 13e sessions de l'Assemblée nationale populaire de la RPC[28]. La page Baidu du MG Yin Hongwen, en revanche, ne mentionne pas son affectation à la base 311[29]. Enfin, on apprend que le MG Mei Huabo, qui a été affecté à une certaine unité de la FSS pour ne pas dire la base 311, était précédemment le commissaire politique de l'académie des troupes aéroportées de l'Armée de l'air (中国人民解放军空军空降兵学院)[30]. Ailleurs sur internet, un message du forum *Sina* aujourd'hui effacé mais dont on a gardé une capture d'écran confirmait la nomination

24. Tous ces noms, à l'exception de Yue Lei, ont déjà été identifiés par de précédents travaux, notamment Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, et Elsa B. Kania, « The Role of PLA Base 311 in Political Warfare against Taiwan (Part 3) », *Global Taiwan Brief*, 2:7, 15 février 2017.

25. Page de Deng Changyu sur Baidu : https://baike.baidu.com/item/邓长宇. Voir également Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 68, note 184, pour les références de Deng Changyu comme premier commandant de la base 311 et président de CHBC.

26. Page de Song Haihang sur Baidu : https://baike.baidu.com/item/宋海航.

27. « 纪念红军长征胜利七十周年采访报道活动胜利结束 » (Clôture de la commémoration du 70e anniversaire de la victoire de la Longue Marche de l'Armée rouge), Voice of the Strait, 31 août 2006, http://archive.ph/ZNbA1.

28. Page de Wang Shu sur Baidu : https://baike.baidu.com/item/王树/7254233.

29. Page de Yin Hongwen sur Baidu : https://bkso.baidu.com/item/尹洪文.

30. Page de Mei Huabo sur Baidu : https://baike.baidu.com/item/梅华波.

de Mei Huabo au poste de commissaire politique de la base 311[31]. C'est le dernier à avoir été identifié à ce poste, même s'il est fort probable qu'il ait été remplacé depuis.


正文

梅华波任总政治部311基地政委 (2015-07-29 11:57:44)

标签：副军 分类：军队人事

来源：福州日报（2015年7月29日第A1版）

61716部队与永泰县岭路乡开展结对共建活动

本报讯昨日，61716部队与永泰县岭路乡举行结对共建签字仪式，共同签订《结对共建活动三年规划》和"一对一"结对助学协议，并向困难学生捐赠了助学金。61716部队政委梅华波、政治部主任曹曙斌及市委副书记陈元邦参加此次活动。

在签字仪式上，梅华波指出，61716部队与永泰县岭路乡开展结对共建活动，是贯彻落实习总书记关于深入推进军民融合深度发展指示精神的重要举措，也是巩固发展军政军民团结的具体行动。军地双方要相互支持、互助共赢，共同完成帮建班子建设、援建基础设施、结对助学兴教、扶助社会福利等10项结对共建任务，有力形成"双拥双奉献、共建共提高"的良好格局，为福州市争创全国双拥模范城"八连冠"助力。

陈元邦强调，开展结对共建活动是我市近期启动的"军民同创双拥模范城"系列活动中的一项重要内容。全市各级各部门要提高思想认识，充分认识开展这项活动的重要意义，把部队的支持和帮助转化成推动发展的动力，转化为拥军爱民的动力；要积极主动对接，按照"地方能做、部队能帮"的要求，及时协调解决活动实施过程中遇到的困难和问题；要做好服务保障，营造好双拥共建氛围。

签字仪式后，梅华波、曹曙斌、陈元邦一行慰问当地的五老人员及烈士子女，61716部队门诊部在岭路乡文化服务中心开展送医巡诊活动。

梅华波空军大校简历

梅华波，曾任广州军区空军襄樊雷达旅政治委员。2013年6月任空降兵学院政治委员。2015年3月任总政治部311基地（61716部队）政治委员。空军大校军衔。

总政治部311基地原政治委员尹洪文少将调离。

Capture d'écran du message posté sur Sina en juillet 2015, aujourd'hui effacé, annonçant la nomination de Mei Huabo au poste de commissaire politique de la base 311[32].



Mise en évidence des liens entre les noms Yue Lei et Qiu Yu.

Quant au dernier commandant identifié, nos recherches ont permis de révéler que Qiu Yu, président de la CHBC, est en réalité le MG Yue Lei, commandant de la base 311. **La base 311 opère en utilisant des entreprises qui constituent ses façades civiles, notamment la China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC)**. Tous les commandants de la base 311 ont porté la double casquette de président de CHBC. **L'utilisation d'un pseudonyme** permet aux officiers qui en ont un d'afficher publiquement leur visage sur les sites qui relaient les actualités de CHBC. Pour les observateurs extérieurs, il est difficile de retrouver le véritable nom à partir du pseudonyme mais pas impossible car, jusqu'ici du moins, ces officiers ont choisi des pseudonymes qui ont toujours un lien avec leur véritable nom. C'était le cas du major-général Wang Shu (王树), qui avait choisi un pseudonyme, Wang Shu (汪澍), dont les caractères chinois se lisent de la même manière – aux tons près – et s'écrivent presque de la même façon[33]. Même si les orthographes en *pinyin* sont identiques, la différence des caractères chinois suffit pourtant à compliquer les recherches sur internet.

Quant au successeur de Wang Shu, les travaux précédents[34] avaient seulement réussi à repérer qu'un certain Qiu Yu (邱雨) était devenu président de CHBC en 2015[35], sans pouvoir retrouver le véritable nom de ce nouveau commandant de la base 311. Il nous a néanmoins été possible de retrouver son identité réelle, ou du moins de trouver une hypothèse fortement

31. L'adresse de la page où le message a été posté puis effacé : http://blog.sina.com.cn/s/blog_8c0e29aa0102vqei.html.
32. *Ibid.*
33. Pour une référence à Wang Shu en tant que commandant de la base 311, voir par exemple sa page Baidu : http://archive.fo/nWXcS ; pour une référence à lui en qualité de président de CHBC sous son pseudonyme, voir « "台湾文化人在大陆"报道活动圆满落幕 发行同名图书 » (Clôture de la conférence de presse de l'événement « La culture taïwanaise en Chine continentale »), China Huayi Broadcasting Corporation, 2 décembre 2013, http://archive.fo/0Ww8B.
34. Kania, « The Role of PLA Base 311 », *op. cit.*
35. Pour une référence de Qiu Yu comme président de CHBC voir par exemple « 大陆成台湾学子求学就业"新选项" » (La Chine devient la « nouvelle option » des étudiants taïwanais en termes d'opportunités académiques et professionnelles), *Bureau des Affaires taïwanaises*, 16 mai 2015, http://archive.md/qcUrH.

plausible. C'est d'abord un forum militaire qui nous a mis sur la piste[36]. À la question « Qui a succédé à Wang Shu à la tête de la base 311 ? », un internaute livre le nom du major-général Yue Lei (岳雷), dont les caractères sont subtilement liés à ceux de Qiu Yu. Pour chacun de ces caractères, une même « clé » – ou partie du caractère – est conservée. Le « 丘 » est utilisé pour former le caractère « 邱 » (Qiu), de même que le « 雨 » (Yu) qui forme à lui tout seul un autre mot. Ce lien cesse de n'être qu'une simple coïncidence lorsque **la comparaison des photos** permet de voir qu'il s'agit en effet de la même personne (voir ci-dessous).

Très peu d'informations sont disponibles en sources ouvertes sur le parcours de Yue Lei. On apprend seulement qu'il est devenu le commissaire politique de l'unité 63650, une base de test nucléaire dans le Xinjiang, depuis août 2018[37]. Le dernier article mentionnant Qiu Yu comme président de CHBC, date de début septembre 2018[38]. Si Yue Lei, alias Qiu Yu, a effectivement changé de poste à ce moment-là, alors la base 311 connaît un nouveau commandant et Yue Lei ne serait resté en poste que trois ans.



Échanges sur le forum Xilu datant de juillet 2017[39]
jst119 : « Qui a succédé à Wang Shu à la tête de la base 311 ? ». hdcdh : « Yue Lei ».





Notre hypothèse : le major-général Yue Lei (à gauche) est la même personne que Qiu Yu, président de CHBC (à droite)[40].

36. Messages échangés les 29 et 30 juillet 2019 sur le forum militaire Xilu (西陆), page archivée ici : http://archive.fo/g9NqL.

37. « 63650部队政委换将：岳雷接棒孔令才 » (L'unité 63650 change de commissaire politique : Yue Lei prend le relais de Kong Lingcai), *JSTV*, 20 août 2018, http://archive.fo/sYfww.

38. « 第四届"中华文化发展论坛"举行 聚焦两岸青年传承中华文化 » (4e édition du Forum du développement de la culture chinoise : Focus sur l'héritage de la culture chinoise au sein de la jeunesse inter-détroit), 中国台湾网 (*Taiwan.cn*), 4 septembre 2018, http://archive.fo/6CAvT.

39. http://archive.fo/g9NqL.

40. Photo de Yue Lei, datant de 2018 : http://archive.ph/sYfww. Photo de Qiu Yu, datant de 2017 : http://archive.ph/0Wrdf.

2. Les contours de la structure interne

Le pouvoir chinois ne communique évidemment pas au sujet de l'organisation interne des bases de l'APL ; il est néanmoins possible de **reconstituer une partie de l'organisation de la base 311 par des investigations en sources ouvertes**. La majeure partie des éléments présentés ci-dessous ont pu être collectés à partir d'articles accessibles en ligne et rédigés par des auteurs affiliés aux unités ciblées. La plupart de ces articles sont en effet référencés dans la base de données chinoise CNKI (中国知网) et leur contenu est souvent disponible sur la plateforme iXueshu (爱学术). L'accès au contenu de l'article offre souvent le nom de l'organisme auquel l'auteur est affilié, parfois la fonction qu'il y occupe et plus rarement quelques informations biographiques comme sa date de naissance, son département d'origine, la nature de son diplôme et ses axes de recherche. En parcourant la page CNKI de l'unité 61716, nous avons pu identifier de nombreux membres affiliés à celle-ci, mais également dresser un portrait, qui demeure incomplet, de la structure interne de la base 311.

La base 311 est au moins composée des entités suivantes : un département politique (政治部), un bureau d'édition et de traduction (编译室), un bureau de recherche sur l'information (信息研究室), un département[41] équipement (装备保障), ainsi qu'un service de consultation médicale (门诊部). Le département politique supervise au moins deux bureaux (处), un secrétariat pour les relations avec les pouvoirs locaux (秘群处, ou 秘书群联处) et un bureau de gestion des cadres (组干处, ou 组织干部处), qu'on retrouve habituellement dans les départements politiques[42]. Dans la mesure où la plupart des unités de l'APL sont composées des quatre mêmes départements, on peut supposer que la base 311 a également un département d'état-major et un département de logistique en plus des départements politique et équipement. Il semble au reste que l'unité 61716 soit composée de sous-unités (分队). Bien que nous ne connaissions pas le nombre exact de sous-unités ni leurs fonctions respectives, nous avons pu identifier neuf d'entre elles : les sous-unités portant les numéros 4, 5, 6, 8, 9, 10, 61, 64 et 66[43]. Plusieurs d'entre elles ont pour adresse le 77 rue Meizhu, c'est-à-dire la même

---

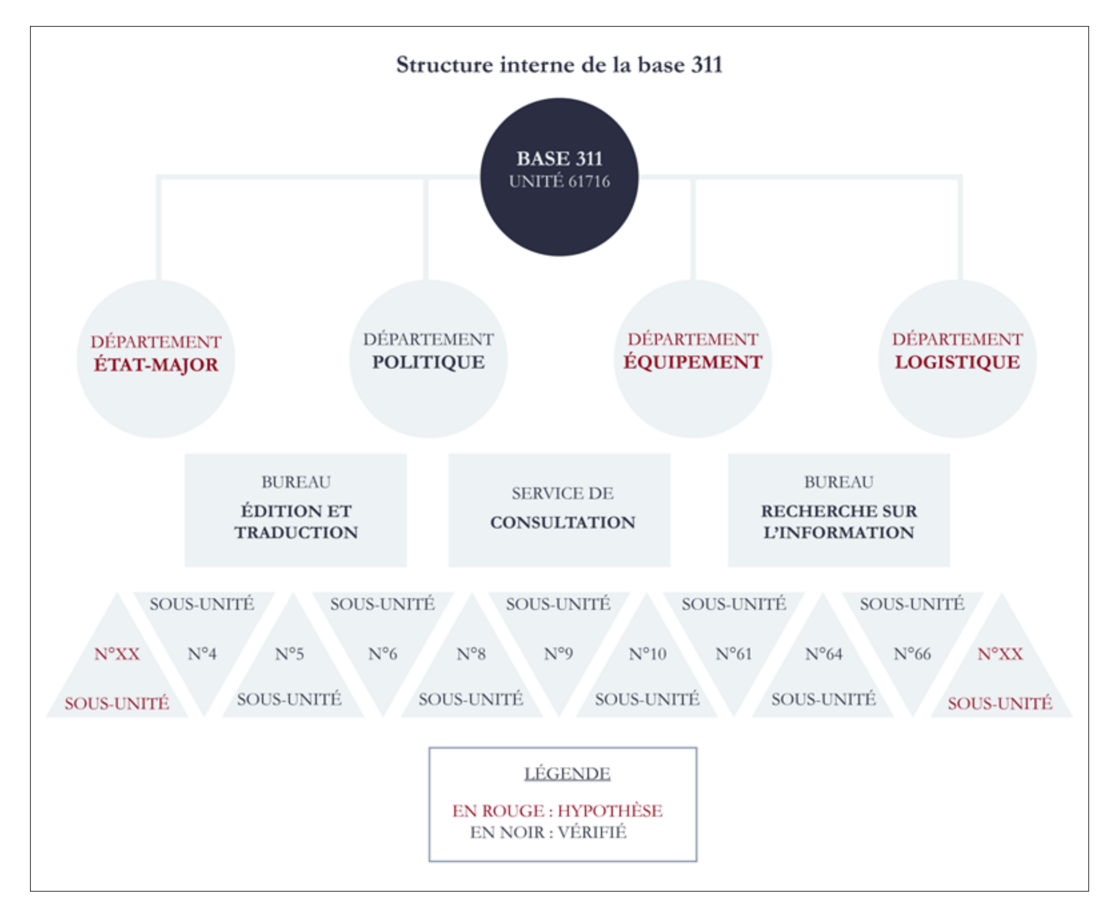
41. La source ne précise pas s'il s'agit d'un département ou d'une entité d'un autre rang, mais nous faisons la supposition qu'il s'agit effectivement d'un département (部), étant donné qu'on retrouve habituellement quatre départements au sein des unités de l'APL : état-major, politique, équipement et logistique. 张学明 (Zhang Xueming), 张书启 (Zhang Shuqi), « 解读美国空军新版小型无人机发展路线图 » (A study on the new SUAS roadmap of USAF), 国防科技 (*National Science and Defense Technology*), 37:4, 2016, http://archive.ph/ZF1kE.

42. 纪兵 (Ji Bing) et 房新印 (Fang Xinyin), « 新型军事人才培育的几个着力点 » (Quelques points sur la formation de nouveaux talents militaires), 军队政工理论研究 (*Theoretical Studies on PLA Political Work*), 6, 2014, http://archive.ph/iPwfs.

43. Sous-unité 4 : « 61716部队4分队网络安全防护设备采购项目公开招标公告 » (Appel d'offre de la sous-unité 4 de l'unité 61716 pour l'acquisition d'équipement de protection pour la sécurité des réseaux), 中国政府采购网 (*Site des marchés publics chinois*), 27 janvier 2019, http://archive.ph/pZpX0. Sous-unité 5 : 陈泽欣 (Chen Zexin), « 区域文化和亚洲经济发展相关性探析 » (Analyse de la corrélation entre culture régionale et développement économique en Asie), 黑河学刊 (*Heihe Journal*), 4, 2019, http://archive.ph/Yoyfb. Sous-unité 6 : « 中国人民解放军61716部队6分队LED屏幕采购项目询价公告 » (Requête de la sous-unité 6 de l'unité 61716 de l'APL pour un projet d'achat d'écrans LED), 国诚招标 (*Guocheng Zhaobiao*), 25 avril 2019, http://archive.ph/FCD2H. Sous-unité 8 : « 作战研究资料室、图形视频工作站、技术士官训练室家具及电子设备采购询价公告 » (Requête de la sous-unité 8 de l'unité 61716 de l'APL pour l'acquisition d'une salle de recherche pour le combat, d'un poste de travail vidéo, et d'une salle de formation des troupes techniques avec l'équipement électronique nécessaire), *Site des marchés publics chinois*, 2 avril 2018, http://archive.ph/SbnTP. Sous-unité 9 : « 福建灿鑫工程管理中国人民解放军61716部队九分队设备采购项目中标通知 » (Appel d'offre de la sous-unité 9 de l'unité 61716 de l'APL via l'entreprise *Fujian Canxin Gongcheng Guanli* pour l'achat d'équipement), 中国工程建设招标网 (*Zhongguo Gongcheng Jianshe Zhaobiao wang*), 16 avril 2018, http://archive.ph/x9LG7. Sous-unité 10 : 张作农 (Zhang Zuonong), « "军队律师条例"的立法构想 » (Conception législative du « Règlement sur les avocats militaires »), 西安政治学院学报 (*Journal of Xi'an Politics Institute*), 22:1, 2009, http://archive.ph/66HrO. Sous-unité 61 : 胡建华 (Hu Jianhua), 张晓西 (Zhang Xiaoxi), « 浅析对外汉语口语课教学存在的问题与对策 » (Analyse des défis et solutions dans l'enseignement du chinois oral comme langue étrangère), 河南教育 (*Henan Jiaoyu*), décembre 2010, http://archive.ph/ypUtF. Sous-unité 64 : « 2015年度"全国五四红旗团委(团支部)"名单 » (Liste 2015 des « Ligues nationales de la jeunesse du drapeau rouge du

adresse que la base 311[44]. On peut supposer qu'il y en a d'autres. Il est difficile de déterminer leurs fonctions respectives, mais les quelques appels d'offre que certaines d'entre elles ont lancé au monde civil permettent de repérer leurs sujets d'intérêt telles que la surveillance vidéo ou encore la sécurité des réseaux. Un membre de la sous-unité 10, Zhang Zuonong (张作农), a publié de nombreux articles sur des sujets juridiques, ce qui laisse penser que cette sous-unité joue un rôle dans le volet « guerre du droit » de la stratégie des « Trois guerres ».

Les membres identifiés comme étant affiliés à l'unité 61716 sont en général présentés comme des chercheurs ou des ingénieurs. Les ingénieurs écrivent notamment sur des sujets liés aux questions de sécurité informatique, communications réseaux et autres sujets techniques. Les chercheurs, quant à eux, écrivent sur des sujets en lien avec la guerre de **l'opinion publique et la guerre psychologique, très souvent à propos des États-Unis et de Taïwan**[45]. Certains de ces chercheurs sont identifiés comme étant des militaires, comme le colonel Zhang Xueming et le lieutenant-colonel Zhang Shuqi du département équipement ou encore le colonel supérieur Zhang Zuonong, affilié à la sous-unité 10[46], mais on peut supposer que tous les membres de l'unité 61716 ne le sont pas forcément. Enfin, il y a, pour les ingénieurs comme pour les chercheurs, une organisation hiérarchique. Nous avons repéré au moins trois échelons : chercheur, chercheur adjoint et assistant de recherche d'une part ; ingénieur principal, ingénieur et assistant ingénieur d'autre part.



Leurs articles permettent de mieux identifier les sujets d'intérêt de la base 311, voire de mieux comprendre son mode d'action. Un article datant de 2019 illustre par exemple com-

4 mai »), 中国共产党新闻网 (*CPC News*), 4 mai 2016, http://archive.ph/n4Gnl. Sous-unité 66 : « 王云会 » (Wang Yunhui), *Baidu*, http://archive.ph/Pjkdi.

44. C'est par exemple le cas des sous-unités 4, 6 et 8.

45. Les membres du service de consultation écrivent sur des sujets médicaux, ils sortent du champ de cette étude.

46. Zhang, Zhang, « A study on the new SUAS roadmap of USAF », *op. cit.* ; Zhang, « Analyse de la pratique de la justice militaire chez les Taliban en Afghanistan », *op. cit.*

ment la base 311 cherche à utiliser internet comme outil pour mener sa guerre de l'opinion publique. Cet article part du constat que les méthodes traditionnelles d'orientation des émotions publiques sur internet (网络舆情引导) sont inefficaces. Pour gagner la guerre de l'opinion publique sur internet (网络舆论斗争), traduit parfois aussi par guerre de consensus, **les auteurs prônent l'utilisation de l'intelligence artificielle pour une méthode d'orientation dite intelligente de l'opinion publique**[47]. Les auteurs de cet article sont Hu Huaping, membre affilié à l'unité 61716 et précédemment affilié à l'unité 61070, une unité subordonnée à la base 311, et deux membres de l'université Huaqiao, une université sous la supervision directe du département de Front uni[48]. L'étude des articles publiés par des membres affiliés à la base 311 fait ressortir trois points clés :

- Tout d'abord, ces articles reflètent l'intérêt certain de la base 311 pour **les technologies de l'information et de la communication**. Presque tous les ingénieurs identifiés de la base 311 ont pour axe de recherche la communication en réseau ou la sécurité des communications.

- Celles-ci doivent être mises **au service de la guerre de l'opinion publique** qui se joue sur toutes les plateformes, notamment sur internet, les réseaux sociaux et via les « nouveaux médias ».

- Enfin, l'objectif de cette guerre de l'opinion publique est de parvenir à **persuader et rallier la population, notamment de Taïwan**, autour des récits produits par Pékin.

Pour mettre en œuvre les « Trois guerres », **la base 311 mobilise trois types d'organisations : des entreprises-façades du secteur médiatique, des unités de l'APL qui lui sont subordonnées, ainsi que des plateformes-relais** avec lesquelles les liens sont davantage distendus et flous. Cet ensemble forme **une nébuleuse tentaculaire** difficile à analyser pour l'observateur extérieur.

Les entreprises-façades du secteur médiatique sont des organisations civiles pilotées dans l'ombre par la base 311 et qui lui servent donc d'écran pour opérer publiquement. Deux d'entre elles sont déjà connues : **Voice of the Strait (VTS)** et la **China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC)** qui étaient toutes deux d'anciennes stations radio de l'APL et sont aujourd'hui des médias multicanaux dont le public cible est la population de Taïwan. Nos recherches ont permis de repérer une troisième entreprise-façade pilotée par la base 311 qui, à notre connaissance, n'avait pas encore été identifiée : **la maison d'édition Haifeng**. Toutes ces entreprises ont **un potentiel d'influence à travers la radio, la télévision, internet, les réseaux sociaux ou encore les livres**.

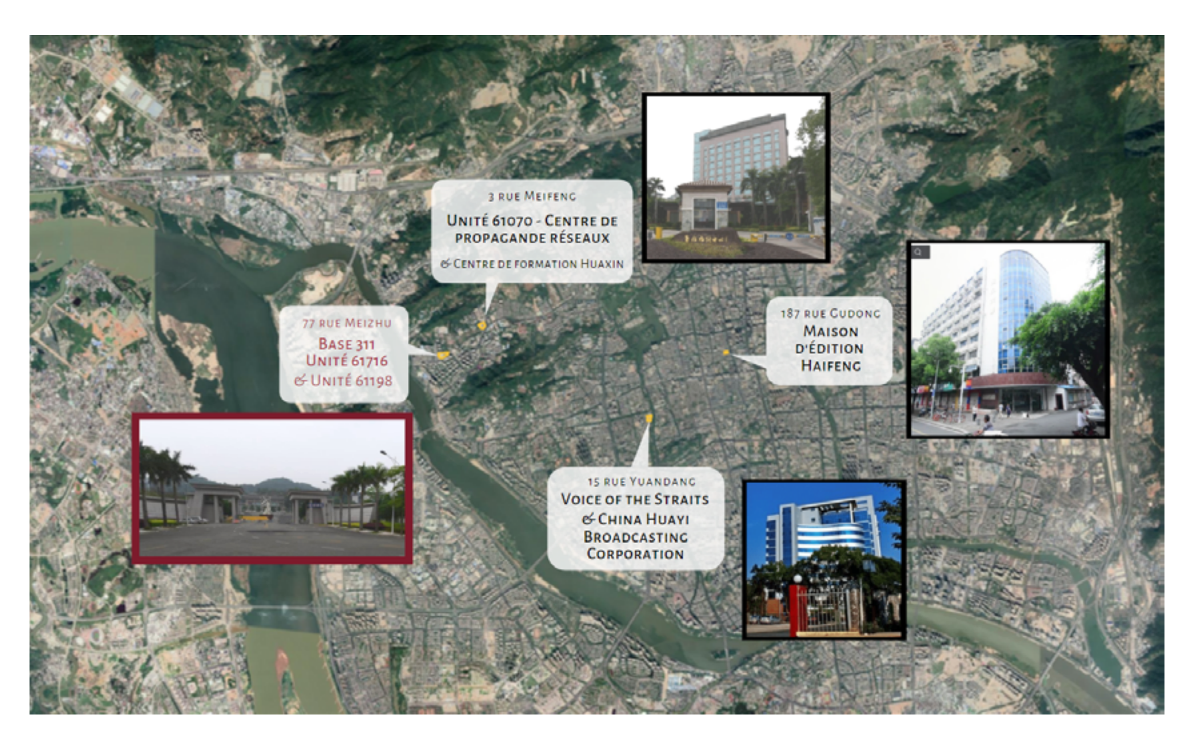
Plusieurs unités de l'APL ont été repérées comme étant subordonnées ou du moins affiliées à la base 311, notamment **les unités 61070 et 61198**. On ne connaît pas leurs missions exactes, ni les activités qu'elles mènent, mais on arrive à repérer des membres affiliés et parfois à accéder au contenu des articles que ces derniers publient, ce qui permet au moins d'identifier les sujets d'intérêt.

Enfin, **un ensemble de plateformes-relais telle que la China Association for International Friendly Contact (CAIFC**, 中国国际友好联络会) gravite autour de la base 311. Ces plateformes, dont plusieurs cadres sont souvent issus de l'APL, servent sans doute

47. Deux termes différents sont utilisés ici pour renvoyer à l'idée générale d'opinion publique, 舆情 et 舆论, que nous avons rendus respectivement par « émotion publique » et « opinion publique ». Voir la première partie (→ p. 28).

48. 胡华平 (Hu Huaping), 李弼程 (Li Bicheng), 熊尧 (Xiong Yao), « 网络舆情引导智能代理模型 » (Un modèle intelligent pour orienter l'émotion publique sur internet), 国防科技 (*National Defense Science and Technology*), 3, 2019, http://archive.ph/DQ4Xw.

de relais aux opérations de la base. En étudiant chacune de ces catégories d'organisations, nous pouvons ainsi tracer les contours des activités, intérêts et priorités de la base des « Trois guerres ».



Vue satellite Google Earth[49] de la ville de Fuzhou, centrée sur le quartier de Gulou, où se situent la base 311 et ses unités subordonnées et affiliées. Les images des façades de bâtiments sont tirées, pour les trois premières, de Baidu maps street view (captures d'écran qui datent de février 2020), et de la page Baidu de VTS pour la dernière.

B. VTS et CHBC : deux médias de l'APL pour influencer Taïwan

Voice of the Strait Broadcasting Station (**VTS**, 海峡之声广播电台), dont le nom signifie littéralement « la voix du détroit », et la China Huayi Broadcasting Corporation (**CHBC**, 中国华艺广播公司) sont en réalité **les noms de couverture de deux unités de l'APL**. Il suffit de retracer leur historique, que l'on trouve facilement en sources ouvertes, pour en avoir la preuve. La Station de radiodiffusion de la ligne de front du Fujian (中国人民解放军福建前线广播电台) a été créée en 1958, à Xiamen, par le comité du parti de la province du Fujian et par la région militaire de Fuzhou, avant de prendre le nom de Voice of the Strait en 1984[50]. La CHBC, quant à elle, était à l'origine une station subordonnée à cette chaîne de radiodiffusion de la ligne de front du Fujian[51]. C'est le 1er novembre 1991 que cette unité de l'APL s'est dotée d'une façade publique avec le nom de China Huayi Broadcasting Corporation.

VTS et CHBC sont toutes les deux **des unités de l'APL destinées à la « communication vers Taïwan »** (对台广播) **et dont l'objectif ultime est de contribuer à parvenir à la**

49. https://earth.google.com/web/@26.09195319,119.28017382,17.12812488a,18058.19351457d,35y,-0h,0t,0r.

50. Voir par exemple la présentation de VTS faite par Taiwan.cn (中国台湾网) en 2006 : http://archive.vn/2kbP1; ou encore la page Baidu de VTS : http://archive.ph/THkSb.

51. Le lien entre CHBC et VTS est confirmé entre autres par le compte rendu d'un procès intenté à l'encontre de CHBC et VTS en 2013. Ce document, intitulé « 董卫强与中国华艺广播公司、海峡之声广播电台劳动争议纠纷一审民事判决书 » (Jugement civil de première instance en matière de conflits du travail entre Dong Weiqiang, CHBC et VTS), est accessible sur le site http://bit.ly/chbcvts2013 qui a été archivé à l'adresse http://archive.is/R2Sks. Extrait : « 证据A8. 《聘用合同书》证明被告中国华艺广播公司是被告海峡之声广播电台的下属机构 [...] 被告中国华艺广播公司的前身是中国人民解放军海峡之声广播电台调频台 » (Preuve A8. Le contrat de travail prouve que CHBC est un organe subordonné à VTS […]. CHBC était précédemment une station FM de la radio Voice of the Strait de l'APL).

réunification. Elles ont commencé en tant que simples stations de radio, avant de diversifier leurs modes de communication pour toucher le plus de Taïwanais possible. Depuis la création de leurs sites internet respectifs, VTS et CHBC mobilisent ainsi tous les supports à leur disposition : texte, son, image et vidéo, en plus d'une présence sur les réseaux sociaux. Pour s'adapter aux spécificités locales, elles proposent également des programmes en dialectes locaux, en plus du chinois mandarin, qui est également la langue officielle à Taïwan. Il s'agit des dialectes minnan et hakka, parlés autant dans la province chinoise du Fujian qu'à Taïwan, où près de 20 % et plus de 70 % de sa population parle respectivement le hakka et le minnan.



Envers et avers d'une même pièce, CHBC et VTS semblent toujours partager les mêmes locaux, au 15 rue Yuandang de la ville de Fuzhou, dans un bâtiment baptisé « immeuble du détroit » (海峡大楼), sans doute en référence aux occupants des lieux. VTS serait une unité d'un rang équivalent à une division (正师级)[52]. On sait, d'après le compte rendu d'un procès intenté à l'encontre de VTS et de CHBC, que CHBC est toujours une unité administrativement subordonnée à VTS mais on ignore son rang exact. On peut supposer qu'en tant qu'unité subordonnée à VTS, l'unité de l'APL qui se cache derrière CHBC a un rang équivalent à celui de chef adjoint de division.

1. Voice of the Strait (VTS)

La Station de radiodiffusion de la ligne de front du Fujian de l'APL, qui a pris le nom de Voice of the Strait (VTS) en 1984, a initialement été créée sous l'autorité de l'ancien département général Politique de l'APL à l'occasion de l'offensive chinoise à Quemoy (Jinmen) pour soutenir celle-ci[53]. Cette offensive de 1958 a marqué le début de la deuxième crise du détroit de Taïwan, dans laquelle la Chine communiste cherchait de nouveau à récupérer Taïwan des mains

52. Cette information n'est pas confirmée, mais elle est relayée au moins par les pages Wikipedia, http://archive.vn/b7Ak9, et Baidu de VTS.

53. « 第四节 解放后军事机构和驻军 » (Chapitre 4 : Structure des organisations militaires et garnisons post-libération), 厦门市地方志 (*Site de l'histoire locale de la ville de Xiamen*), 7 octobre 2012, http://archive.ph/3ygjv.

des forces nationalistes. C’est en août 1964 qu’un matricule lui est officiellement attribué[54]. Depuis les réformes de l’APL datant de 2015 et la dissolution de l’ancien département général Politique, il est difficile de savoir à quelle autorité VTS est aujourd’hui rattachée. On sait du moins que la base 311 se serait vu attribuer le rôle de centraliser tout le travail psychologique à l’encontre de Taïwan en 2011 et qu’elle participerait à l’élaboration du contenu des programmes de VTS[55]. On peut faire **l’hypothèse que VTS est maintenant rattachée à la base 311**.

Depuis 2016, VTS est dirigée par le commandant Ran Jiye (冉继业) et le commissaire politique Wang Shuangyang (王双阳). Depuis au moins 2013, Wang Shuangyang est affilié à l’unité 61716, donc à la base 311[56]. Ran Jiye, quant à lui, travaillait déjà à VTS en tant que commissaire politique auprès du précédent commandant Zhong Zhigang (钟志刚)[57]. En 2016, Ran et Zhong étaient tous les deux présentés comme les dirigeants de l’unité 61023, ce qui laisse à penser que le matricule de VTS n’est autre que **61023**[58]. L’unité 61023 est d’ailleurs enregistrée à la même adresse que VTS[59]. Cependant, le matricule **61985** est également lié à VTS étant donné que la précédente directrice de VTS, Liu Linlan (柳林岚), était identifiée comme commandant de l’unité 61985 en 2013[60]. Stokes et Hsiao faisaient donc l’hypothèse que l’unité 61985 correspondrait au matricule de VTS[61]. Selon eux, l’unité 61023 superviserait des départements d’édition (编辑部) et technique (技术部), et aurait un bureau à Pékin (北京记者站)[62]. On peut supposer que **les deux matricules sont liés à VTS** ou qu’il y a eu une nouvelle attribution de matricule. Nos recherches nous laissent penser que VTS dispose également de **deux antennes locales : l’unité 61275 à Gutian et l’unité 61839 à Xiamen**[63].

54. « 1964年8月，解放军总部正式授予上述番号 ». L’information est disponible sur la page Baidu de VTS et a été relayée par le site de la CNR également, voir : « 海峡之声广播电台简介 » (Présentation de Voice of the Strait), 央广网 (*China National Radio*), *n.d.*, http://archive.ph/vv6LJ.

55. Voir « 日媒称“高新七号”大幅提升解放军心理战能力 » (Médias japonais : le Y-8 Gaoxin 7 améliore considérablement les capacités de guerre psychologique de l’APL), 参考消息网 (*Reference News*), 17 août 2013, http://archive.ph/43797.

56. « 廉政短信 » (SMS d’intégrité), 新浪军事 (*Sina military*), 17 mars 2013, http://archive.ph/XYw6G.

57. Hong Yanan (洪亚男), « “闽台走亲乡镇行”大型图片展在泉州举办 » (L’exposition photographique « Le Fujian et Taïwan parcourent les villes » s’est tenue à Quanzhou), 搜狐 (*Sohu*), 11 juin 2016, http://archive.ph/to9jk.

58. 丁蕾 (Ding Lei), « 钟声副厅长走访慰问61023部队 » (Le chef adjoint Zhong Sheng visite l’unité 61023), 中国海洋在线 (*China Ocean News*), 1er février 2016, http://archive.md/JiGQL.

59. « 中国人民解放军61023部队通用设备采购公开招标公告 » (Appel d’offres public de l’unité 61023 de l’APL pour l’achat d’équipement général), 中国政府采购网 (*Site des marchés publics chinois*), 27 mars 2018, https://archive.ph/KS9E1 ; « 第四节 解放后军事机构和驻军 » (Chapitre 4 : Structure des organisations militaires et garnisons post-libération), *op. cit.*

60. « 五、拟表彰拥政爱民模范 » (5. Honorer les citoyens modèles qui soutiennent le gouvernement), 搜狐 (*Sohu*), 2 juillet 2013, http://archive.ph/Ndz6z.

61. Stokes et Hsiao, « The People’s Liberation Army », *op. cit.*, p. 68, note 185.

62. *Ibid.*, p. 68, note 183.

63. Pour une référence à l’unité 61275 comme antenne de VTS à Gutian, voir « 罗华中心小学 古二小入围2017年国家国防教育特色学校 » (École primaire centrale de Luohua : La deuxième école primaire de Gutian a été présélectionnée dans la liste des écoles spéciales d’éducation pour la défense nationale de 2017), 古田新闻网 (*Gutian xinwenwang*), 31 juillet 2017, http://archive.ph/YcUBA. Pour les liens entre unité 61275 et base 311 voir : « 2016年全县工作会议召开 » (La conférence de travail du district de 2016), *Gutian xinwenwang*, 17 mai 2017, http://archive.fo/T1hk4. Pour une référence à l’unité 61839 comme antenne de VTS à Xiamen, voir : « 林长泉等与中国人民解放军61839部队物权保护纠纷上诉案 » (Dossier d’appel de Lin Changquan et autres contre l’unité 61839 de l’APL concernant un litige relatif aux droits de propriété), 东方律师 (*Shanghai Bar Association*), 2011, http://archive.md/9bb2j. Pour les liens entre l’unité 61839 et l’unité 61023, voir : « 61839部队营区机房改造工程项目施工招标招标公告 » (Appel d’offres de l’unité 61839 de l’APL pour la rénovation de salles informatiques), 中国政府采购网 (*Site des marchés publics chinois*), 19 novembre 2018, http://archive.ph/gnMg7.

Cadres de VTS. De gauche à droite : Zhong Zhigang, Liu Linlan, Ran Jiye, Wang Shuangyang[64].

En outre, **VTS a des liens avec CHBC** : l'ancienne directrice de VTS, Liu Linlan, a d'ailleurs servi à CHBC entre les années 2010 et 2014 au poste de directrice générale du centre de télévision (电视总经理)[65]. L'actuel directeur de VTS, Ran Jiye, est également cadre exécutif de CHBC. Ses liens avec CHBC remontent au moins à 2010, lorsqu'il était directeur du centre des réseaux de la CHBC[66]. En 2012, il est devenu l'un des directeurs exécutifs (总经理)[67] et l'année suivante il était déjà président du comité de direction (董事)[68].

2. China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC)

À l'origine, CHBC était, comme VTS, uniquement une station de radio. Elle l'est toujours : son site internet indique que ses programmes radio peuvent être écoutés à Fuzhou, siège de la base 311, et plusieurs autres villes de la province du Fujian comme Xiamen, Quanzhou et Zhangzhou, de même que les villes taïwanaises de Taipei, Kaohsiung et Alishan. En plus de Pékin et Shanghai, certaines villes étrangères comme Bangkok et Toronto sont également citées. CHBC s'adresse donc autant à son public intérieur et à sa diaspora qu'à la population taïwanaise. Ces programmes radio sont, depuis la mise en service du site de CHBC en 2009[69], accessibles depuis internet également. **D'une simple station de radio, CHBC s'est transformée en quelques années, comme VTS, en une entreprise multicanal jonglant entre podcasts, reportages, tribunes et présence sur les réseaux sociaux** pour toucher son public. Un de ses membres écrivait en 2009 que CHBC était un exemple de réussite en matière d'intégration des « nouveaux médias » car elle avait réussi à les utiliser pour enrichir l'interactivité de ses émissions[70].

---

64. Photos de Zhong Zhigang : http://archive.ph/F6mW8 ; Liu Linlan : http://archive.vn/W0lWN ; Ran Jiye : http://archive.ph/IC0pW ; Wang Shuangyang : http://archive.ph/U7a5a.

65. Pour une référence à Liu comme membre de CHBC dès 2010, voir Liu Linlan, « "钻石体系"与中国广播竞争力 » (Le « modèle du diamant » et la compétitivité du secteur de la radio en Chine), 声屏世界 (*Voice and Screen World*), 10, 2010, http://archive.vn/NjFMc. Pour une référence à Liu comme membre de CHBC encore en 2014, voir : Liu Linlan, « 中国电视娱乐节目季播制模式之分析 » (Analyse des modes de diffusion des programmes de divertissement télévisés chinois), *Voice and Screen World*, 5, 2014, http://archive.vn/PoZNA.

66. « 2010年两岸互联网发展论坛嘉宾 » (Liste des invités au Forum du développement de l'internet inter-détroit de 2010), 中国台湾网 (Taiwan.cn), 2 septembre 2010, http://archive.ph/nIRUM.

67. « 中国华艺广播公司参访团拜会台湾中评 » (La China Huayi Broadcasting Corporation visite le média taïwanais CRNTT), 中国评论通讯社 (China Review News Agency), 26 mai 2012, http://archive.ph/2gbyc.

68. « 我校台湾学生参加"少年西北行 盛世中国梦"两岸大学生唐诗朗诵会 » (Nos étudiants taïwanais ont participé au Récital de poèmes Tang inter-détroit), 福建中医药大学 (Fujian University of Traditional Chinese Medicine), 3 octobre 2013, http://archive.ph/KFp92.

69. « 中国华艺广播公司网站改版 "华广网"正式开通 » (Le site de CHBC est officiellement en ligne), Voice of the Strait, 29 avril 2009, http://archive.vn/iFZNj.

70. 张扬 (Zhang Yang), « 浅谈媒体融合变革下的广播节目互动——以中国华艺广播公司的娱乐节目为例 » (Sur l'interaction des programmes radio à l'époque de la fusion des médias : l'exemple de la China Huayi Broadcasting Corporation), 东南传播 (*Southeast Communication*), 5, 2009, http://archive.vn/26pUe.

Les informations recueillies dans des articles signés par des membres de CHBC ont montré que CHBC est aujourd'hui au moins composée d'un département Information (新闻部)[71], d'un département Art et littérature (文艺部)[72], d'un centre de réseaux (网络中心)[73], d'un centre de télévision (电视中心)[74] auquel l'unité 61590 de l'APL serait affiliée[75], ainsi que d'un centre de recherche sur les politiques (政策研究中心)[76]. Les membres affiliés à CHBC occupent des postes de rédacteurs, de journalistes de télévision ou de radio, de chercheurs ou encore d'ingénieurs.





À gauche, portail d'entrée des locaux de VTS et CHBC rue Yuandang[77]. On y voit le logo et le nom de VTS (海峡之聲).
À droite, vue Google Earth du bâtiment (janvier 2021)[78].

CHBC affirme défendre l'objectif de développer et faire rayonner la culture chinoise, de même que celui de renforcer le sentiment d'appartenance à une même patrie (弘扬中华文化，凝聚同胞情感)[79]. **La culture est utilisée comme vecteur de rapprochement entre les deux rives**[80] : c'est un leitmotiv que l'on retrouve également dans les publications des membres affiliés à VTS.

a. Des cadres spécialistes de la guerre psychologique

Comme évoqué précédemment, **le président de CHBC est en réalité le commandant de la base 311**. Le dernier identifié à ce poste est le major-général Yue Lei, utilisant le pseudonyme Qiu Yu pour ses activités au sein de CHBC (→ p. 93). Il n'est pas le seul militaire portant une double casquette. Le directeur exécutif de CHBC, Chen Guojun (陈国军), est également un officier de la base 311. En 2015, il était identifié comme le chef d'état-major adjoint de l'unité

71. 施会毅 (Shi Huiyi), 韦冀宁 (Wei Jining), « 微博在广播节目中的应用及其影响探析 » (Analyse de l'utilisation de Weibo par les émissions radio), 东南传播 (*Southeast Communications*), 2, 2012, http://archive.ph/zvnA1.
72. 张扬 (Zhang Yang), « 浅谈媒体融合变革下的广播节目互动——以中国华艺广播公司的娱乐节目为例 » (Sur l'interaction des programmes radio à l'époque de la fusion des médias : l'exemple de la China Huayi Broadcasting Corporation), *op. cit.*, http://archive.vn/26pUe.
73. 艾然 (Ai Ran), « 台湾微博的发展特点及对两岸新闻交流的启示 » (Les caractéristiques du développement de Weibo à Taïwan et ce qu'elles signifient pour les échanges inter-détroit en matière d'informations), 东南传播 (*Southeast Communications*), 9, 2011, http://archive.vn/TAUps.
74. 何志华 (He Zhihua), « 从"京杭运河·两岸行"拍摄看两岸电视媒体的合作 » (La coopération inter-détroit des médias de la télévision à travers la réalisation du film *Canal Pékin-Hangzhou – Traversée du détroit*), 东南传播 (*Southeast Communications*), 2, 2011, http://archive.ph/rkkMc.
75. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 68, note 183.
76. 黄晓伟 (Huang Xiaowei), 牟珊 (Mou Shan), « 台军招募文宣广告及其效果评析 » (Commentaires sur la publicité pour le recrutement dans l'armée taïwanaise et son efficacité), 现代台湾研究 (*Modern Taiwan Studies*), 1, 2014, http://archive.vn/KSVw5.
77. Page de VTS sur Baidu : http://archive.vn/Kbhpw.
78. https://earth.google.com/web/@26.08266593,119.28521175,10.91894476a,307.41277471d,35y,0h,0t,0r.
79. « 华广概况 » (Présentation de CHBC), *China Huayi Broadcasting Corporation*, http://archive.vn/Nhezm.
80. 艾松如 (Ai Songru), « 两岸心灵契合要靠文化引领 » (L'harmonie spirituelle inter-détroit doit se fonder sur la culture), 台声 (*Taisheng*), 2015, http://archive.vn/R1zhK. Texte accessible sur *Huaxia* (华夏经纬网) : http://archive.vn/3NztJ.

61716[81]. Comme il est passé de directeur général adjoint (副总经理)[82] de CHBC à directeur exécutif (执行董事)[83] en 2018, on peut supposer que sa promotion au sein de CHBC reflète une promotion au sein de la base 311 également. On retrouve un article de lui en libre accès sur internet datant de 2015, dans lequel il s'intéresse à la guerre psychologique pratiquée par les États-Unis. Publié dans la *Revue d'études théoriques du travail politique* de l'APL, son article a été commandé par le département de liaison du département général de Politique[84]. Chen Guojun y analyse l'évolution de la doctrine américaine, en montrant que **la guerre psychologique est devenue une composante cruciale de la guerre informationnelle**. Les opérations psychologiques ont d'ailleurs pris le nom d'opérations de « soutien à l'information militaire » pendant quelques années. L'information, commente Chen, est considérée comme une arme de guerre qu'il faut savoir exploiter. Il centre son propos sur le rôle de premier plan que joue **l'Armée de l'air** dans cette guerre, d'abord par l'effet dissuasif de la démonstration, mais aussi par la possibilité d'**utiliser les aéronefs comme vecteurs de communication** (ce qu'illustrent les nombreuses intrusions dans la zone d'identification de défense aérienne taïwanaise → p. 473). L'intérêt de Chen et de bien d'autres pour les États-Unis rappelle que l'APL voit ces derniers comme les principaux utilisateurs de guerre psychologique et ne veut pas se laisser distancer.





À gauche, Chen Guojun[85] ; à droite, Ai Songru, alias Ai Ke[86].

Un autre officier, Ai Songru (艾松如), aussi connu sous le pseudonyme de Ai Ke (艾克), qui a servi CHBC pendant presque une décennie, était particulièrement intéressé par les questions de guerre psychologique. Occupant le double poste de directeur exécutif et de directeur général (执行董事兼总经理) de CHBC depuis au moins 2012, il était déjà le représentant légal du centre de télévision de CHBC depuis au moins 2010[87]. D'après Stokes et Hsiao, Ai Songru a précédemment servi dans le département politique de l'unité 65301, c'est-à-dire dans le 16e groupe armé de l'Armée de terre[88]. Étant donné qu'on ne trouve plus aucune trace de son nom associé à CHBC sur internet après 2017, il est fort probable qu'il ait quitté ses fonctions vers 2018, après au moins huit ans de service dans cette unité.

Ses publications semblent montrer qu'il est un spécialiste de la guerre psychologique. Il a notamment coécrit un ouvrage sur l'emploi de la guerre psychologique pendant la guerre d'Irak dans lequel il présente les stratégies de chaque camp – américain et irakien – et le rôle

81. 陈国军 (Chen Guojun), « 美空军军事信息支援行动力量体系建设 » (The Construction of U.S. Air Force Military Information Support Operations (MISO)), 军队政工理论研究 (*Theoretical Studies on PLA Political Work*), 16:4, août 2015, http://archive.vn/m7KqA.
82. « 第五届中华文化发展论坛圆满落幕 » (Le 5e Forum sur le développement de la culture chinoise se termine avec succès), 环球网 (*Huanqiu*), 30 décembre 2017, http://archive.fo/pItRi.
83. « 中国华艺广播公司执行董事陈国军致辞 » (Discours du directeur exécutif de CHBC Chen Guojun), China Huayi Broadcasting Corporation, 7 juin 2018, http://archive.vn/jM9ai.
84. Chen Guojun, « The Construction of U.S. Air Force Military Information Support Operations (MISO) », *op. cit.*
85. Photo datant de 2018, Chen Guojun y apparaît en tant que cadre de CHBC : https://bit.ly/2OXveLD.
86. Photo datant de 2016, Ai Songru y apparaît en tant que cadre de CHBC : https://bit.ly/2OXveLD.
87. « 重要地点 » (Lieux importants), *China Daily*, 26 novembre 2010, https://bit.ly/2OUXoqz.
88. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 69, note 187.

des technologies de communication, après avoir analysé l'emploi des deux autres volets des « Trois guerres », la guerre du droit et la guerre de l'opinion publique[89]. **Les États-Unis sont considérés comme un acteur incontournable de la guerre psychologique** et les publications de Ai Songru montrent que les Chinois étudient les dernières guerres dans lesquelles les États-Unis se sont impliqués pour **en tirer autant de leçons que possible**[90]. Dans un article sur la guerre au Kosovo, Ai Songru conclut que, « dans les conflits futurs, l'ennemi utilisera tous les moyens possibles et propagera toutes sortes de rumeurs pour mettre en œuvre la guerre psychologique » et que, par conséquent, « il faut se préparer à faire de la contre-propagande et, surtout, renforcer l'organisation de notre système de communication en temps de guerre, pour conserver l'initiative[91] ».

Dans un autre article[92], Ai Songru estime que les soldats de l'armée taïwanaise ont été profondément perturbés depuis la prise du pouvoir par Chen Shui-bian (陳水扁) en l'an 2000. Premier président membre du Parti démocrate progressiste (PDP) pro-indépendance, Chen Shui-bian a mis fin à des décennies de gouvernance par le Kuomintang (KMT). Selon Ai Songru, les soldats taïwanais, qui auraient toujours été contre l'indépendance de Taïwan, ne savent plus, depuis ce changement de couleur politique à la tête de l'État, « pour qui ils se battent, ni pour quoi ils se battent » (不知为谁而战，为何而战), une idée que l'on retrouve chez d'autres comme Zhong Zhigang (→ p. 426). Ai Songru **dépeint les militaires taïwanais comme confus et craintifs**. Confus, car depuis qu'il n'y a plus « d'éducation contre l'indépendantisme » au sein de l'armée, ils sont divisés – et donc paralysés – entre ceux qui défendent la réunification, ceux qui favorisent l'indépendance et les autres. Craintifs, car ils douteraient de la réelle capacité de combat de leur armée et ne voudraient pas être les « premiers sacrifiés » dans un conflit qui les opposerait à l'APL, qui leur serait bien supérieure. Ai Songru estime ainsi que c'est depuis la prise du pouvoir du PDP que « la mentalité politique » (政治心态) de l'armée taïwanaise est devenu plus confuse, compliquée et, par conséquent, plus difficile à contrôler.

C. Haifeng, la maison d'édition de la base 311

La base 311 a sa propre maison d'édition : Haifeng (海风出版社), ou Haifeng Publishing House, qui est située non loin du quartier général de la base, au 187 de la rue Gudong (鼓东路187号), dans le quartier Gulou de Fuzhou (→ p. 98)[93]. Haifeng est un nom courant, la maison

89. 艾松如 (Ai Songru), 胡凤伟 (Hu Fengwei), 杨军强 (Yang Junqiang), 伊拉克战争心理战 (*La guerre psychologique pendant la guerre en Irak*), 白山出版社 (Éditions Baishan), 2004, http://archive.vn/ULJGV.

90. Autres articles de Ai Songru, signés avec Yang Junqiang (杨军强) : « 心理战: 美军又有新动作 » (Guerre psychologique : du nouveau au sein de l'armée américaine), 环球军事 (*Global Military*), 2004, http://archive.vn/SqV89 ; « 美国"倒萨"心病多 » (L'opération américaine pour renverser Saddam Hussein crée beaucoup d'anxiété), 环球军事 (*Global Military*), 2003, http://archive.vn/P07Aj ; « 大战在即,美军没有好心情 » (Face à l'imminence de la guerre, l'armée américaine n'a pas le moral), 世界军事 (*World Military Affairs*), 2003, http://archive.vn/nu0g2.

91. 艾松如 (Ai Songru), « 从科索沃危机看现代战争心理战的运用 » (Analyse de l'application de la guerre psychologique moderne depuis la crise du Kosovo), 知远战略与防务研究所 (*Knowfare Institute for Strategic and Defence Studies*), 22 avril 2005, http://archive.fo/snRPY.

92. « 台军乱了精气神 » (L'armée taïwanaise en plein désarroi), 环球军事 (*Global Military*), 2002, http://archive.vn/mF7tg.

93. Profil Tianyancha de Haifeng, mis à jour le 20 décembre 2019 : https://www.tianyancha.com/company/270887829. Voir aussi : « 海风出版社企业信用报告-天眼查 » (Rapport Tianyancha de l'entreprise Haifeng Publishing), 百度文库 (*Baidu Wenku*), 27 novembre 2018, https://archive.vn/0mbcP. Tianyancha (天眼查) est une plateforme chinoise gratuite qui agrège des données en sources ouvertes relatives aux entreprises chinoises comme le nom du représentant légal, les coordonnées, le nom des actionnaires, la description de l'activité, dans le but d'améliorer la transparence des informations à destination des investisseurs. Le site de Tianyancha est bloqué en dehors de la Chine, mais son contenu est parfois archivé sur d'autres plateformes comme, ici, Baidu Wenku.

d'édition pourrait donc être confondue avec d'autres sociétés portant le même nom[94]. Si les liens entre VTS et CHBC, d'une part, et l'APL, d'autre part, étaient connus depuis plusieurs années, **cette maison d'édition n'avait pas encore été identifiée**, à tout le moins à notre connaissance. Il s'agit pourtant d'une entreprise dont l'unique actionnaire était, jusqu'en 2019, la base des « Trois guerres » de l'APL – l'unité 61716, qui lui aurait apporté un capital de 480 millions de RMB (61 millions d'euros)[95]. L'ancien directeur de Haifeng, Jiao Honghui (焦红辉), était identifié en 2016 comme le chef d'un centre d'édition des supports de propagande de l'APL (解放军某部宣传品编辑中心主任)[96]. Ce centre correspond sans doute au bureau d'édition des supports de propagande de l'APL à destination de Taïwan basé à Fuzhou (福州73720部队中国人民解放军对台湾宣传品编辑部), qui est situé à la même adresse que la maison d'édition Haifeng[97]. Il s'agit de l'unité de l'APL qui portait le matricule 73720[98] mais dont le nouveau matricule nous demeure inconnu ; on sait seulement que le 73 fait référence aux unités de l'ancienne région militaire de Nankin qui a été refondue par les réformes de 2015. **De même que derrière VTS et CHBC se cachent deux unités de l'APL, il est fort probable que Haifeng en abrite une autre, elle aussi sous l'autorité de la base 311**. Étant donné que la date de création de la maison d'édition Haifeng remonte à 1993, on peut supposer que son rattachement à la base 311 s'est fait soit en 2005, quand la base a été créée, soit au début des années 2010 quand la base a été désignée comme organe centralisateur du travail de guerre psychologique à l'encontre de Taïwan.



Extrait du profil Qichacha de Haifeng, consulté le 25 janvier 2021.

94. À ne pas confondre avec la maison d'édition Haifeng – Hong Kong : « 海風出版社 – 香港 » (La maison d'édition Haifeng – Hong Kong), *HKTDC*, http://archive.vn/WflIN ; la maison d'édition Haifeng – Taïwan : « 马 建 著 作 出 版 年 表 » (Publications de Ma Jian), 独立中文笔会 (*Independent Chinese Pen Center*), http://archive.vn/wAyip ; ou encore la maison d'édition Haifeng – Corée : « 中国五位诗人诗集在韩国出版 » (Un recueil de poèmes de cinq auteurs chinois est publié en Corée), 中文书刊网 (*Zhongwen shukan wang*), 12 septembre 2019, http://archive.vn/4AFya.

95. D'après la dernière version du profil Tianyancha de Haifeng, l'unique actionnaire de l'entreprise est, depuis 2019, le 7e bureau du gouvernement provincial du Fujian (福建省政府第七办公室). Plutôt que de suggérer un éloignement de la base 311, ce changement de propriétaire vers un bureau qui avait déjà des liens avec Haifeng à une époque où celle-ci était la propriété de l'unité 61716 suggère qu'il s'agit seulement d'un changement de façade. Pour une référence au lien entre Haifeng et le 7e bureau avant 2019, voir : « 2015国内出版社信息 附2008年ISBN出版社代码 » (Informations sur les maisons d'édition chinoises datant de 2015 avec les codes ISBN de 2008), *Douban*, 18 novembre 2015, http://archive.ph/ccKhD. Extrait du tableau : « ISBN出版社代码 : 978-7-80597 ; 出版机构名称 : 海风出版社 ; 地区 : 总政 ; 主管单位 : 福建省政府第七办公室 » (Code ISBN : 978-7-80597 ; Maison d'édition : Haifeng ; Territoire : département général politique de l'APL ; Organisme de rattachement : 7e Bureau du gouvernement provincial du Fujian).

96. « 姓焦的军事将领有哪些 焦姓军事将领大全 » (Quels sont les généraux du nom de famille Jiao ?), *Wenxuehui*, 11 octobre 2016, http://archive.md/ZMXUK.

97. Message posté le 15 mars 2010 sur le forum *Tiexue* à l'adresse http://archive.md/ETYdM#selection-1313.0-1317.19. Pour l'adresse, voir « 73720部队中国人民解放军对台湾宣传品编辑部183号邮政信箱 » (Boîte aux lettres n° 183 de l'unité 73720 centre d'édition des supports de propagande à destination de Taïwan de l'APL), *Youbian*, http://archive.ph/eTTJp.

98. *Ibid.*

1. Les directeurs de Haifeng

À première vue, l'ancien directeur Jiao Honghui est photographe[99]. On retrouve en effet facilement des informations sur ses activités de photographe, telle une vidéo d'une vingtaine de minutes postée sur YouTube par la China Southeast TV en novembre 2018 dans laquelle il présente ses travaux promouvant la préservation de la culture traditionnelle de l'ethnie Hakka[100]. On retrouve également plusieurs articles sur des projets photographiques qu'il a menés au nom de la maison d'édition Haifeng, tels que l'initiative « Photographes des deux rives – Voyages de part et d'autre du détroit » (两岸摄影家·两岸行) qui réunit depuis 2002 des photographes chinois et taïwanais, le temps d'un voyage, pour capturer puis exposer ensemble la richesse de la culture chinoise[101]. En creusant davantage, on apprend qu'un certain Jiao Honghui – vraisemblablement la même personne – est **militaire, membre du PCC, diplômé de l'école centrale du PCC** dans la spécialité économie et gestion et a été le délégué de l'APL à la 11e session de l'Assemblée nationale populaire[102]. Directeur de Haifeng depuis au moins 2010[103], mais y travaillant déjà depuis probablement le début des années 2000, Jiao aurait quitté ses fonctions vers 2014, date à laquelle Fu Guoqiang (傅国强) est identifié comme directeur de la maison d'édition. Depuis, Jiao Honghui occupe toujours la position de président adjoint de l'association des photographes du Fujian (福建省摄影家协会)[104] et participe tout de même régulièrement aux projets de Haifeng[105]. La dernière version du profil Tianyancha de Haifeng, datant de décembre 2019, le présente toujours comme le responsable légal de la maison d'édition.

Peu d'informations circulent sur son successeur, Fu Guoqiang. Né en 1964, Fu fait des études de communication, spécialité « radio » (无线电共专业), avant de poursuivre des études littéraires, et devient directeur de Haifeng vers 2014[106]. On trouve cependant des références à un certain Fu Guoqiang – les homonymes étant fréquents en chinois, il n'est pas aisé, avec le peu d'informations disponibles, d'affirmer qu'il s'agit de la même personne – affilié à l'Institut d'inspection de l'équipement (装检所) de la Force balistique de l'APL localisé à Baoji dans le Sha'anxi[107], c'est-à-dire à l'unité qui correspondait au matricule pré-ré-

99. « 焦红辉 讲师 » (Jiao Honghui, conférencier), 海峡摄影艺术培训学校 (*Straits Photographic Arts Training School*), 25 mars 2013, http://archive.ph/8Jjan.

100. « 海峡艺术名家 焦红辉 用镜头守护传统文化 » (Le célèbre artiste Jiao Honghui utilise son objectif pour préserver la culture traditionnelle), 中国东南卫视官方频道 (China Southeast TV Official Chanel), postée le 11 novembre 2018, https://www.youtube.com/watch?v=Q9Q8Jx8CRpA&t=274s.

101. « 两岸光影 星辉相映 » (Ombres et lumière sur les deux rives), 凤凰网 (*Ifeng*), 21 mars 2013, http://archive.ph/Fq3NY et « 重走茶马古道，探寻人类千年文明的记忆 6月，海风与您相约台湾 » (Reprenez l'ancienne route du thé et des chevaux – en juin, Haifeng vous donne rendez-vous à Taïwan), 搜狐 (*Sohu*), 19 juin 2017, http://archive.ph/esljz.

102. « 姓焦的军事将领有哪些 焦姓军事将领大全 » (Quels sont les généraux du nom de famille Jiao ?), *op. cit.*

103. « 两岸摄影家聚焦世博：将盛会之美展示给更多民众 » (Exposition des photographes des deux rives), Taiwan.cn, 7 mai 2010, http://archive.vn/RugOU. Jiao Honghui était même probablement directeur de Haifeng depuis 2007, voir : « 请问福建省有哪些出版社 » (Quelles sont les maisons d'édition du Fujian ?), 百度知道 (*Baidu zhidao*), Réponse postée le 25 juillet 2007, http://archive.vn/WHzSn.

104. Jiao était identifié à ce poste dès 2007 : « 副主席 焦红辉 » (Directeur adjoint Jiao Honghui), 福建省摄影家协会 (*Fujian Photographers Association*), http://archive.vn/ASAps. Il l'était encore en 2019 : « 省摄协副主席焦红辉到光泽县指导摄影工作 » (Le directeur adjoint de l'association provinciale de photographie Jiao Honghui s'est rendu dans le district de Guangxian pour diriger le travail de photographie), 南平文艺网 (*Nanping Wenyi wang*), 16 décembre 2019, http://archive.vn/IBNIl. Voir également : « 焦红辉 讲师 » (Jiao Honghui, conférencier), 海峡摄影艺术培训学校 (*Straits Photographic Arts Training School*), 25 mars 2013, http://archive.ph/8Jjan.

105. « 传播文化 增进情谊 » (Diffuser la culture et promouvoir l'amitié : clôture du voyage en territoire hakka des photographes des deux rives), *China News*, 30 juillet 2019, http://archive.vn/SE7ba.

106. « 海風出版社社長傅國強：推動兩岸交流更深入 » (Le directeur de la maison d'édition Haifeng, Fu Guoqiang : il faut promouvoir davantage les échanges inter-détroit), China Review News Agency, 29 avril 2014, http://archive.vn/WmknI.

107. Mark A. Stokes, « China's Nuclear Warhead Storage and Handling System », Project 2049 Institute, 2010, p. 9.

forme 96411[108]. Ailleurs, un Fu Guoqiang est identifié comme délégué de l'APL à la 13e Assemblée nationale populaire[109]. Quoi qu'il en soit, pour ces deux références précédentes, il semble fort probable que l'ancien directeur de Haifeng correspond au Fu Guoqiang qui a occupé des fonctions au sein de l'unité 61839 de l'APL, puisqu'il s'agit de l'antenne de VTS à Xiamen[110]. Les références à Fu Guoqiang comme directeur de Haifeng ne datant que de 2014, on peut supposer qu'il n'est resté que très peu de temps à la tête de la maison d'édition. Dès 2015, Lü Fengtang a pris le relai.

On ne trouve que peu d'éléments biographiques concernant Lü Fengtang (吕凤堂), qui n'est peut-être plus le directeur de Haifeng dans la mesure où l'on ne trouve plus aucune référence à lui occupant ce poste sur internet depuis 2018[111]. Une seule référence, relayée sur plusieurs sites chinois, mentionne un officier de l'APL du nom de Lü Fengtang, affilié à l'ancien département général Politique[112]. S'il s'agit bien de la même personne, cela irait dans le sens de **l'hypothèse que le directeur de la maison d'édition Haifeng est en réalité un officier de l'APL**.



Directeurs de la maison d'édition Haifeng identifiés[113].

108. 吴凡 (Wu Fan), 王国庆 (Wang Guoqing), 傅国强 (Fu Guoqiang), « 基于人工智能的机电设备智能保障系统研究 » (Research on Intelligent Guarantee System of Mechanical Electronic Equipment Based on Artificial Intelligence), 计算机测量与控制 (*Computer Measurement and Control*), 14:8, 2006, http://archive.vn/5mBya.

109. « 市领导参加解放军代表团和思明区代表团分组审议 » (Les autorités municipales ont participé à l'examen des délégations de l'APL et du district de Siming), 厦门人民政府 (Gouvernement municipal de Xiamen), 21 janvier 2010, http://archive.vn/g6Qg3.

110. « 福建省厦门市中级人民法院民事判决书 » (Jugement civil du Tribunal populaire intermédiaire de Xiamen, Fujian), 汇法网 (*Huifa wang*), 2011, http://archive.vn/CahGF.

111. « 两岸摄影家作品联展亮相台北 » (Inauguration de l'exposition des photographes des deux rives), *Huanqiu*, 20 juin 2015, http://archive.vn/rnmum ; « 两岸大学生共话丝路征文大赛评审结束 » (Clôture du concours d'écriture sur les routes de la soie pour les étudiants des deux rives), *Sohu*, 24 novembre 2016, http://archive.vn/Fzbfb ; « "两岸交流30周年影像记忆" 交流创作活动在湄洲岛启动 » (Lancement du projet « portrait de 30 ans d'échanges inter-détroit » sur l'île de Meizhou), 华夏经纬网 (*Huaxia jingwei wang*), 30 octobre 2017, http://archive.vn/HCg0c.

112. « 解放军四总部表彰全军优秀指挥军官和参谋人才 » (Officiers exceptionnels de l'APL), 华夏经纬 (*Huaxia jingwei*), 15 février 2011, http://archive.vn/ro7Xs.

113. Photo de Jiao Honghui : https://www.sohu.com/a/219482503_178999. Photo de Fu Guoqiang : http://archive.vn/WmknI. Photo de Lü Fengtang : https://www.meipian.cn/855299v.

Une partie de l'équipe de Haifeng en 2016

Hu Guoxian (胡国贤)
Directeur adjoint

Liang Xiyi (梁希毅)
Rédacteur-en-chef adjoint

Zhao Qiming (赵启明)
Dir. adj. du dpt. des échanges

Wan Suhang (万苏杭)
Dir. adj. du bureau d'édition

Xiong Ye (熊烨)
Editrice

Liu Yidan (刘一丹)
Editrice

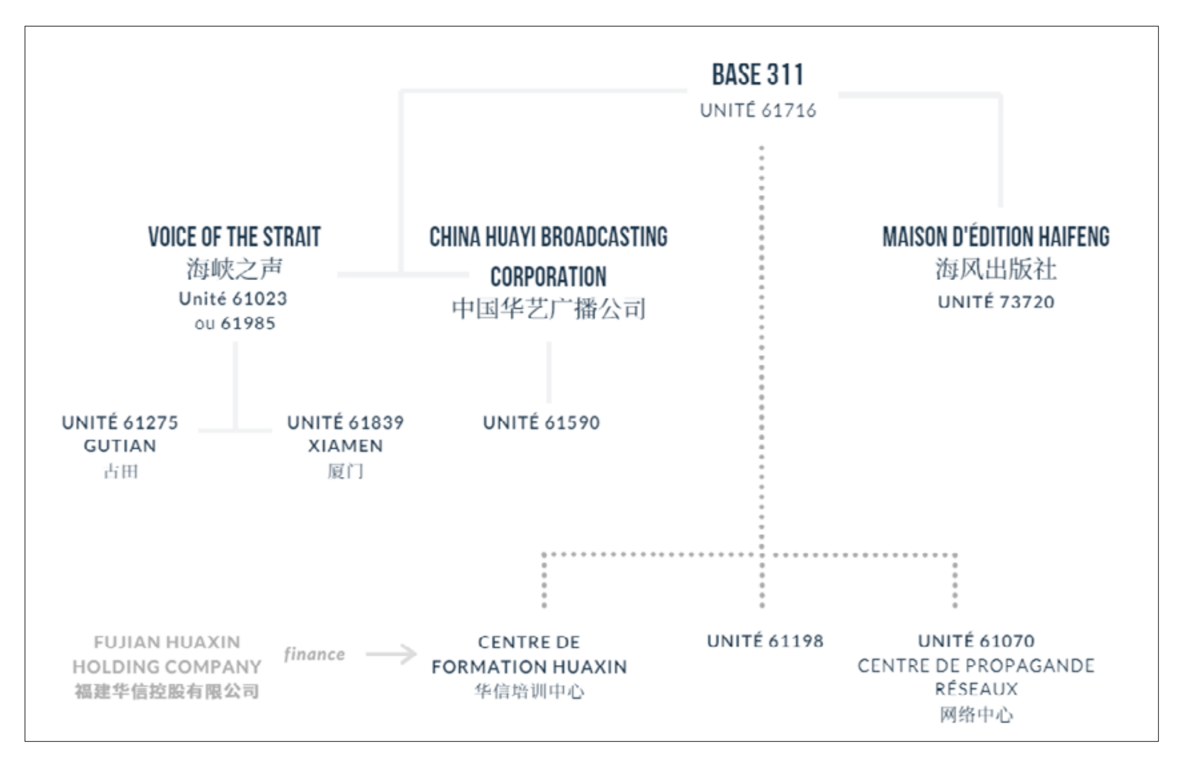
Membres de Haifeng ayant participé au voyage « Photographes des deux rives » en 2016[114].

D. Autres unités subordonnées et affiliées à la base 311

Au moins deux autres unités sont subordonnées à la base 311[115]. Il s'agit des unités 61070 et 61198 qui, comme les unités précédemment citées (61716, 61023, 61985, 61275, 61590), ont un matricule de couverture (部队代号) commençant par le numéro 61 en raison de leur appartenance, avant la réforme de 2015, au département état-major de l'APL. La réforme ne semble pas avoir encore conduit à une refonte complète du système d'attribution des matricules de couverture, nous ne savons donc pas si la FSS dispose d'un numéro spécifique. Le centre de formation Huaxin, lié à la CEFC China Energy, est également affilié à la base 311.

114. « 两岸摄影家•两岸行风采录，看看有没有你 » (Photographes des deux côtés du détroit. Un enregistrement des voyages à travers le détroit, regardez si vous y êtes), *Meipian*, 30 octobre 2016, https://www.meipian.cn/855299v.

115. Stokes et Hsiao identifiaient six régiments subordonnés à la base 311. Les quatre autres unités ont déjà été citées dans les sections précédentes. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 29, et p. 68, note 183.



Unités affiliées à la base 311.

1. L'unité 61070 : centre de propagande réseaux

L'unité 61070 se situe à quelques numéros de la base 311, au 3 de la rue Meifeng[116]. Elle est identifiée comme étant **un centre de propagande réseaux de la base 311** (311基地网络中心), dont le directeur en 2009 était Zhu Leiming (朱磊明)[117]. Stokes et Hsiao supposaient que cette unité, en plus d'avoir pour mission d'utiliser internet comme outil de diffusion de propagande, était en charge d'opérations cyber[118]. Les écrits d'un scientifique identifié comme étant rattaché à cette unité vont dans le sens de cette hypothèse. Affilié à l'unité 61070 au moins entre 2007 et 2017, **le professeur Hu Huaping** (胡华平), né en 1967 et ingénieur en chef (总工) de cette unité, a en effet publié de nombreux articles qui témoignent de son expertise en sécurité des réseaux informatiques, cryptographie et communications réseaux[119]. Expert mobilisé pour plusieurs programmes nationaux de recherche comme le programme 863, Hu Huaping a été plusieurs fois récompensé : il a notamment reçu le deuxième prix du National Science and Technology Progress Award du Conseil des Affaires d'État, et le premier prix du Military Science and Technology Progress Award[120].

Ses publications en accès libre montrent que ses recherches ont abouti entre autres à l'élaboration d'un système de recherche de texte intégral pour améliorer la détection de contenu

116. « 实验室揭牌成立 » (Inauguration d'un laboratoire), 福建省网络安全与密码技术重点实验室 (Fujian Provincial Key Lab of Network Security and Cryptology), http://archive.md/rSNFp.

117. « 全省网络新闻宣传干部培训班在连城开班 » (La formation en propagande sur internet pour les cadres de la province a été lancée à Liancheng), *FJSEN*, 5 novembre 2009, http://archive.ph/S8dmS.

118. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 68, note 182.

119. Pour une référence à Hu Huaping en tant que membre affilié à l'unité 61070 en 2007, voir : 胡华平 (Hu Huaping), 胡光明 (Hu Guangming), 董攀 (Dong Pan), 陈新 (Chen Xin), « 大规模移动自组网络安全技术综述 » (Survey of Security Technology for Large Scale MANET), 计算机研究与发展 (*Journal of Computer Research and Development*), 44:4, 2007, http://archive.ph/O4HJY ; en 2017, voir : « 学术报告 » (Présentation de travaux scientifiques), 经管之家 (*Jingguan zhi jia*), 11 décembre 2017, http://archive.ph/zV8fZ.

120. « 国防科技大胡华平教授来我校进行学术交流 » (Le professeur Hu Huaping de l'Université nationale des technologies de défense est venu dans notre université pour un échange académique), 兰州理工大学 (Lanzhou University of Technology), 20 novembre 2009, http://archive.ph/KYcvD.

pertinent à l'ère du big data[121] ; d'un algorithme capable de détecter une attaque par déni de service[122] ; d'un système de détection d'intrusion[123] ; d'un modèle de détection de ver informatique[124] ; ou encore d'un modèle d'alerte de sécurité réseau[125]. Ses travaux incluent également une étude sur une technique d'usurpation de contrôle d'accès aux médias[126], et une autre sur les réseaux mobiles *ad hoc*[127]. Hu Huaping ne s'intéresse pas seulement aux aspects techniques de la guerre de l'information : dans une conférence donnée en 2009 à la Lanzhou University of Technology, il discute de la guerre psychologique menée sur les réseaux, en s'intéressant notamment à celles menées par les États-Unis et par l'armée taïwanaise[128].

L'une des organisations avec laquelle l'unité 61070 semble entretenir des liens particulièrement étroits est **l'Université nationale de technologie de défense (NUDT) de Changsha**. Hu Huaping, lui-même professeur à la NUDT, a coécrit la plupart des articles mentionnés avec des collègues de cette université. Cette dernière n'est pas n'importe quelle université chinoise : d'après le China Defence Universities Tracker élaboré par l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI) dans le but de révéler les liens entre les universités et le complexe militaro-industriel chinois (→ p. 293), la NUDT de Changsha est **l'une des principales institutions de recherche scientifique de l'APL et l'une des mieux financées**. Elle est classée dans la catégorie de risques « très élevés » du fait de la nature de ses liens avec l'armée[129]. D'après l'ASPI, la NUDT, qui est directement subordonnée à la CMC, serait **également impliquée dans des activités d'espionnage** et entretient des liens avec de nombreuses universités étrangères et entreprises du secteur de la défense. Hu Huaping a également collaboré avec des collègues[130] de **la Huazhong University of Science and Technology basée à Wuhan**, une autre université classée dans la catégorie de risques « très élevés » pour ses liens avec le complexe militaro-industriel chinois par le Tracker de l'ASPI[131]. L'université est supervisée depuis 2012 par l'Administration d'État pour la Science, la Technologie et l'Industrie de la Défense nationale, la SASTIND (国家国防科技工业局), qui soutient les universités et supervise la base industrielle de défense.

---

121. 胡华平 (Hu Huaping), 周敬才 (Zhou Jingcai), 岳虹 (Yue Hong), « 基于Lucene 全文检索系统的设计与实现 (Design and implementation of Lucene-based full-text retrieval system), 计算机工程与科学 (*Computer Engineering and Science*), 37:2, février 2015, http://archive.ph/ndzvB.

122. 胡华平 (Hu Huaping), 张静 (Zhang Jing), 刘波 (Liu Bo), 肖枫涛 (Xiao Fengtao), « 基于ASPQ的LDoS攻击检测方法 » (Detecting LDoS attack based on ASPQ), 通信学报 (*Journal on Communications*), 33:5, mai 2012, http://archive.ph/zSWRE.

123. 胡华平 (Hu Huaping), 蒋少华 (Jiang Shaohua), « IDS警报危急度的定义与建模 « (Modeling and definition of alert urgent degree in IDS), 计算机工程与应用 (*Computer Engineering and Applications*), 45:15, 2009, http://archive.ph/yxdeK.

124. 胡华平 (Hu Huaping), 肖枫涛 (Xiao Fengtao), 刘波 (Liu Bo), 陈新 (Chen Xin), « HPBR : 用于蠕虫检测的主机报文行为评级模型 » (HPBR : host packet behaviour ranking model used in worm detection), 通信学报 (*Journal on Communications*), 29:10, octobre 2008, http://archive.ph/GCHjT.

125. 胡华平 (Huaping), 何利民 (He Limin), 肖枫涛 (Xiao Fengtao), 张怡 (Zhang Yi), « 网络安全预警模型的研究 » (Study of a Network Security Fore-Warning Model), 计算机研究与发展 (*Journal of Computer Research and Development*), 43 (Suppl.), 2006, http://archive.ph/pMtKj.

126. 胡华平 (Hu Huaping), 陈信男 (Chen Xinnan), 岳虹 (Yue Hong), « 基于MAC欺骗技术的嗅探器原型设计与实现 » (Design and Implementation of the Sniffer Prototype Based on the MAC Spoofing), 计算机工程与科学 (*Computer Engineering & Science*), 32:12, 2010, http://archive.ph/7f7dQ.

127. 胡华平 (Hu Huaping), 胡光明 (Hu Guangming), 董攀 (Dong Pan), 陈新 (Chen Xin), « 大规模移动自组网络安全技术综述 » (Survey of Security Technology for Large Scale MANET), *op. cit.*

128. « 国防科技大胡华平教授来我校进行学术交流 » (Le professeur Hu Huaping visite notre université), *op. cit.*

129. « National University of Defence Technology », *China Defence Universities Trackers*, ASPI, 25 novembre 2019, https://unitracker.aspi.org.au/universities/national-university-of-defense-technology/.

130. Jiang, Hu, « Modeling and definition », *op. cit.*, http://archive.ph/yxdeK.

131. « Huazhong University of Science and Technology », *China Defence Universities Tracker*, 18 novembre 2019, https://unitracker.aspi.org.au/universities/huazhong-university-of-science-and-technology/.

Parmi les articles cités, nombreux sont le fruit de recherches financées par le programme national 863[132]. Ce dernier a été lancé en mars 1983 dans le but de stimuler le développement des technologies de pointe dans sept secteurs clés, dont celui de l'informatique. Les recherches menées par Hu Huaping ont également été soutenues par d'autres fonds tels que les fonds ouverts des laboratoires clés en sécurité des réseaux et cryptologie de la province du Fujian[133], ou encore de la Fondation nationale pour les sciences naturelles[134].

Les articles de Hu ont permis également d'identifier les noms et parfois les profils de plusieurs autres membres de l'unité 61070. Par exemple, Dong Hailiang (董海量) et Liu Jianfeng (刘建锋), tous deux nés en 1984, sont identifiés comme travaillant sur la sécurité informatique et la cryptographie. Yu Xinping (虞欣平), né en 1963, est ingénieur principal (高级工程师) et étudie l'ingénierie et l'assurance réseau (网络工程与保障). Tous trois étaient affiliés à l'unité 61070 en 2010[135]. Quatre autres personnes ont été identifiées comme membres de l'unité 61070 plus récemment, en 2015-2016 : Zhou Jingcai (周敬才), Yue Hong (岳虹), Zhang Zhi (张智) et Yang Ke (杨科)[136]. Zhou Jingcai, né en 1982, et Yue Hong, née en 1980, sont tous les deux originaires du Hubei et travaillent sur la sécurité de l'information sur les réseaux[137]. Yue Hong est docteure, ingénieure principale et membre de la Société d'informatique de Chine (中国计算机学会)[138]. Un autre membre de l'unité 61070, Ai Ran (艾然), semble travailler davantage sur les questions de techniques de communication et de propagande. Il s'est par exemple intéressé au style d'écriture à employer pour la communication externe en prenant l'édition outre-mer du *Quotidien du peuple* comme étude de cas[139] ; ou encore à l'efficacité des procédés narratifs dans les reportages sur les affaires militaires en étudiant la manière avec laquelle le défilé militaire de la fête nationale a été couvert par les médias[140].

132. Nom du programme en chinois : 国家高技术研究发展863计划. Sur le sujet, voir Emmanuel Puig, « Le techno-nationalisme chinois évaluation des grands programmes de développement scientifique et technologique en chine », *AFRI*, XIII, 2012.

133. Nom de ces fonds en chinois : 网络安全与密码技术建省高校重点实验室开放课题基金资助项目. Hu, Chen, Yue, « Design and Implementation », *op. cit.,* http://archive.ph/7f7dQ ; Hu, Jiang, « Modeling and definition », *op. cit.,* http://archive.ph/yxdeK.

134. Nom de la fondation en chinois : 国家自然科学基金委员会. Hu, Xiao, Liu, Chen, « HPBR: host packet behaviour », *op. cit.,* http://archive.ph/GCHjT. Hu, Hu, Dong, Chen, « Survey of Security », *op. cit.,* http://archive.ph/O4HJY.

135. 董海量 (Dong Hailiang), 胡华平 (Hu Huaping), 刘建锋 (Liu Jianfeng), 虞欣平 (Yu Xinping), « 基于大规模网络信息发送的任务调度策略的研究 » (The Study of Strategy for Task Scheduling Based on Large-Scale Message Group Sending), 微电子学与计算机 (*Microelectronics and Computer*), 27:8, août 2010, http://archive.ph/1c4dO.

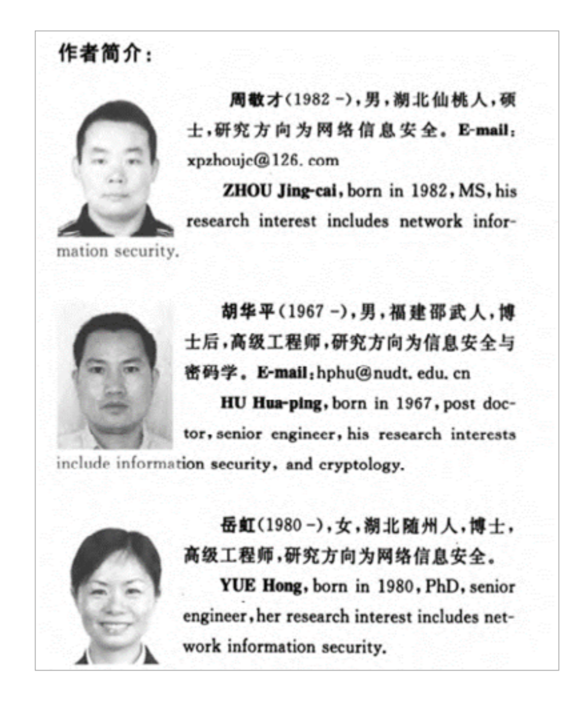
136. Hu, Zhou, Yue, « Design and implementation », *op. cit.,* http://archive.ph/ndzvB ; 岳虹 (Yue Hong), 张智 (Zhang Zhi), 杨科 (Yang Ke), « 基于磷虾群免疫神经网络的微博僵尸粉检测 » (Detecting Microblogging Zombie Fans Based on Krill Herd Immune Neural Network), 计算机应用与软件 (*Computer Applications and Software*), 32:12, décembre 2015, http://bit.ly/2tZ47Wi.

137. En chinois, 网络信息安全.

138. 岳虹 (Yue Hong), 王蕾 (Wang Lei), 邓宇 (Deng Yu), 刘磊 (Liu Lei), « 一种基于软硬件协同的程序安全关键数据动态保护机制 » (A dynamic mechanism of critical data protection based on hardware-software cooperation), 计算机工程与科学 (*Computer Engineering and Science*), 38:2, février 2016, http://archive.ph/BeaTC.

139. 艾然 (Ai Ran), « 对外传播评论写作风格初探——以《人民日报·海外版》望海楼»栏目为例 » (Analyse préliminaire du style d'écriture et de commentaire de la communication externe : l'exemple de la tribune Wanghailou de l'édition outre-mer du *Quotidien du peuple*), 东南传播 (*Southeast communication*), 11, 2010, http://archive.ph/L5cvw.

140. 艾然 (Ai Ran), « 新闻故事化在军事报道中的运用 » (L'utilisation des procédés narratifs dans les reportages sur les affaires militaires), 东南传播 (*Southeast communication*), 12, 2009, http://archive.ph/Ajcjx.



作者简介：

周敬才（1982 –），男，湖北仙桃人，硕士，研究方向为网络信息安全。E-mail：xpzhoujc@126. com

ZHOU Jing-cai, born in 1982, MS, his research interest includes network information security.

胡华平（1967 –），男，福建邵武人，博士后，高级工程师，研究方向为信息安全与密码学。E-mail：hphu@nudt. edu. cn

HU Hua-ping, born in 1967, post doctor, senior engineer, his research interests include information security, and cryptology.

岳虹（1980 –），女，湖北随州人，博士，高级工程师，研究方向为网络信息安全。

YUE Hong, born in 1980, PhD, senior engineer, her research interest includes network information security.

Notices biographiques des auteurs de l'article « Design and Implementation of Lucene-based full-text retrieval system » (2015), qui sont membres de l'unité 61070[141].



岳虹（1980 –），女，湖北随州人，博士，高级工程师，CCF 会员（41036M），研究方向为计算机体系结构。E-mail：yuehong@nudt. edu. cn

YUE Hong, born in 1980, PhD, senior engineer, CCF member（41036M）, her research interest includes computer architecture.

Autre notice biographique de Yue Hong, membre de l'unité 61070[142].

On note enfin que c'est l'adresse de la base 311, le 77 rue Meizhu, plutôt que celle de l'unité 61070, au 3 rue Meifeng, qui est indiquée en référence pour plusieurs de ces articles, ce qui confirme **les liens entre l'unité 61070 et la base 311**[143]. Les sujets étudiés par les membres identifiés de l'unité 61070, brièvement évoqués dans cette section, vont dans le sens de ce que l'on sait de la base 311 ; ils font notamment écho au volet de la guerre de l'opinion publique et dans une moindre mesure à celui de la guerre psychologique.

2. L'unité 61198

L'unité 61198 est enregistrée à la même adresse que le quartier général de la base 311, au 77 de la rue Meizhu. Elle serait peut-être affiliée au bureau de traduction de l'unité 61716[144]. De même que pour l'unité 61070, on peut retrouver sur internet quelques articles d'auteurs affiliés à l'unité 61198, ce qui permet d'identifier les membres et les sujets d'intérêt. Wang Wei (王维), née en 1970 et ingénieure principale affiliée à l'unité 61198 de 2011 et 2017 au moins, travaille également, comme beaucoup de membres de l'unité 61070

141. L'article est accessible à cette adresse : http://archive.ph/ndzvB.
142. http://archive.ph/BeaTC.
143. Hu, Zhou, Yue, « Design and implementation », *op. cit.*, http://archive.ph/ndzvB ; Yue, Wang, Deng, Liu, « A dynamic mechanism », *op. cit.*, http://archive.ph/BeaTC.
144. Hypothèse de Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 68, note 183.

présentés précédemment, sur **la sécurité des réseaux**. Ses articles, qui sont également le plus souvent coécrits avec des chercheurs de la NUDT, traitent par exemple d'architecture de communication[145], de système de détection de ver informatique[146], de modèle de confiance pour choisir un service de cloud[147], ou encore d'algorithme de recherche[148]. Les commanditaires de ses recherches sont également les mêmes que pour l'unité 61070 : le programme national 863, la Fondation nationale pour les sciences naturelles, ou encore les fonds ouverts des laboratoires principaux en sécurité des réseaux et cryptologie de la province du Fujian. Un autre membre affilié à l'unité 61198 publiait en 2015 un article sur une méthode de positionnement satellite[149], un autre plaidait en 2016 pour l'informatisation des services de finance des armées[150].

On retrouve également des articles sur des sujets moins techniques : en 2010, quatre membres affiliés à l'unité 61198 s'intéressaient respectivement à la mise en place d'un mécanisme favorisant la confiance et l'approfondissement dans les relations militaires entre la Chine et Taïwan[151] ; un autre, au mouvement « d'intégration à l'empire » que les Japonais ont lancé à Taïwan pendant leur occupation de l'île[152] ; deux autres s'intéressaient à la guerre psychologique pratiquée par l'armée américaine en dehors des conflits armés[153]. Plus récemment, en 2016, trois membres de l'unité 61198 cosignaient un article dans lequel ils plaident pour la construction d'une armée forte capable de gagner les guerres[154]. **De même que pour l'unité 61070, on note que les sujets d'intérêt de l'unité 61198 sont les communications réseau, la guerre psychologique et Taïwan, ce qui, encore une fois, est en cohérence avec les intérêts de la base 311**.

145. 陈新 (Chen Xin), 王维 (Wang Wei), 刘波 (Liu Bo), 肖枫涛 (Xiao Fengtao), 黄遵国 (Huang Zunguo), « 一种匿名等级按需可调的分层匿名通信架构 » (An Anonymity-Level Selectable Hierarchical Anonymous Communication Framework), 计算机工程与科学 (*Computer engineering and science*), 33:2, 2011, http://archive.vn/mvL6G.

146. 肖枫涛 (Xiao Fengtao), 王维 (Wang Wei), 刘波 (Liu Bo), 陈新 (Chen Xin), « 一种基于进程流量行为的蠕虫检测系统 » (A Worm Detection System Based on Process Traffic Behaviors), 计算机工程与科学 (*Computer engineering and science*), 33:4, 2011, http://archive.ph/Abimc.

147. 廖子渊 (Liao Ziyuan), 王维 (Wang Wei), 陈明志 (Chen Mingzhi), « 一种用于云计算系统安全强度评估的信任模型研究 » (Research on Trust Model for Security Strength evaluation of Cloud Computing), 信息网络安全 (*Netinfo security*), 16:7, 2016, http://archive.ph/kG8dy ; 王维 (Wang Wei), 肖传奇 (Xiao Chuanqi), 冯映燕 (Feng Yingyan), 陈明志 (Chen Mingzhi), « 一种基于AIFS权重计算的信任模型的研究 » (Research on a Trust Model Based on AIFS Weighting), 信息网络安全 (*Netinfo security*), 16:12, 2016, http://archive.ph/rZLip.

148. 林要华 (Lin Yaohua), 王维 (Wang Wei), « 基于逐维策略的布谷鸟搜索增强算法 » (An enhanced cuckoo search algorithm based on dimension by dimension strategy), 计算机工程与科学 (*Computer engineering and science*), 1, 2017, http://archive.ph/7Gsg3.

149. 钦垚磊 (Qin Yaolei), « 基于统一参考卫星的多星座融合伪距差分定位方法 » (Une méthode de positionnement différentiel par satellite), *Industry A* (工业A), 8, 2015, http://archive.ph/Y2q69.

150. Liao Ziyuan, Wang Wei, Chen Mingzhi, « Research on Trust Model », *op. cit.*, http://archive.ph/kG8dy.

151. 万苏杭 (Wan Suhang), « 论建立两岸军事互信机制的问题 » (De la construction d'un mécanisme de confiance mutuelle inter-détroit militaire), 新一代 (*New Generation*), 420, août 2010, http://archive.ph/V9PCh.

152. 张力 (Zhang Li), « 日据时期台湾"皇民化运动"及其影响 » (Le mouvement d'intégration à l'empire à Taïwan pendant l'occupation japonaise et ses conséquences), 经营管理者 (*Manager Journal*), 23, 2010, http://archive.ph/ZhOEm.

153. 夏蒙山 (Xia Mengshan), 吴刚 (Wu Gang), « 试析美军非战争军事行动中的心理战 » (Une analyse de la guerre psychologique employée par l'armée américaine dans des opérations militaires en dehors d'un conflit armé), 南京政治学院学报 (*Journal of PLA Nanjing Institute of Politics*), 26, 2010, http://archive.ph/iFaZy. On apprend que Xia Mengshan est le chef de la section 22 (22分队主任) et Wu Gang, l'assistant de recherche de la section 61 (61分队助理研究员).

154. 夏蒙山 (Xia Mengshan), 李强 (Li Qiang), 赵启庸 (Zhao Qiyong), « 聚焦能打胜仗加强部队建设 » (Se concentrer sur les capacités de gagner la guerre et renforcer la construction de notre armée), 政工导刊 (*Guide de travail politique*), 2, 2016, http://archive.ph/djn8s.

3. Le centre de formation Huaxin

Selon Stokes et Hsiao, **la base 311 serait soutenue par le centre de formation Huaxin** (华信培训中心)[155], qui se situe à la même adresse que l'unité 61070, au 3 rue Meifeng (梅峰路3号)[156]. On sait peu de choses de ce centre de formation, et encore moins de la nature exacte du soutien qu'il apporte à la base. On apprend seulement qu'à ce nom et à cette adresse correspond **un hôtel** de 74 chambres réparties sur 13 étages, et dont le service aurait commencé en 2011 : le Huaxin Training Centre Hotel[157]. On remarque cependant que, quel que soit le site de réservation que l'on choisit, il est **impossible de réserver une chambre** – ce qui ne semble pas être lié à la situation actuelle de pandémie de Covid-19 car d'autres hôtels du quartier indiquent qu'il est possible de réserver certaines de leurs chambres – et l'on ne retrouve pas non plus d'avis de clients passés[158]. À cela s'ajoute que le site qui semble être dédié à cet hôtel n'est pas très professionnel et que la carte censée montrer l'emplacement de l'hôtel est centrée sur un autre quartier de Fuzhou. Ces informations sont peu concluantes et suggèrent seulement que **le centre de formation Huaxin n'est probablement pas ce qu'il semble être, car il serait en réalité rattaché à une unité de l'APL** – ce que l'on sait déjà.



Entrée du centre de formation Huaxin, dont on voit le bâtiment principal en arrière-plan (Baidu Maps).

155. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 29. Pour une référence à l'affiliation du centre Huaxin à l'unité 61716, voir : « 企业简介 » (Présentation de l'entreprise), 福州市鼓楼区金海阁餐饮会所 (*Restaurant Jinhaige du quartier de Gulou, Fuzhou*), http://archive.vn/q2TGJ.

156. « 福州市鼓楼区金海阁餐饮会所 » (Restaurant Jinhaige, quartier de Gulou, Fuzhou), 福建新工商名录 – 名录集 (*Nouvel annuaire des entreprises du Fujian*), http://archive.ph/5GIlj. Note : les numéros 3 et 302 de la rue Meifeng semblent correspondre à la même adresse.

157. Page d'accueil du site 福州华信培训中心酒店 (Hôtel du Fuzhou Huaxin Training centre), http://archive.vn/qqApe.

158. « 福州华信培训中心酒店 » (Hôtel du Fuzhou Huaxin Training centre), 价格线 (*Jiagexian*), http://archive.vn/UAtj3.

Le centre de formation Huaxin serait affilié à l'ancienne société Fujian Huaxin Holdings Co. Ltd. (福建华信控股有限公司)[159] et peut-être financé par elle. Celle-ci, fondée en septembre 2005 – même année que la base 311 – par la puissante société **CEFC China Energy Co. Ltd** (中国华信能源有限公司) surnommée Huaxin, est passée aux mains de Lan Huasheng (兰华升) en 2014 en prenant le nom de Fujian Dasheng Holdings Co. Ltd. (福建大生控股有限公司)[160]. Cela ne signifie pourtant pas que les liens avec la CEFC China Energy sont rompus : Lan Huasheng est un ancien collaborateur de Ye Jianming (叶简明), le fondateur de Huaxin, étant donné qu'il y a siégé en tant qu'administrateur indépendant (独立董事) à partir de 2006[161]. Cette entreprise, créée par Ye Jianming qui n'avait alors que 20 ans[162], s'est imposée en quelques années comme **l'une des entreprises privées les plus importantes de Chine**. Lan est également le directeur exécutif de l'Académie de la culture de Chine (中国文化院)[163], qui fait partie de la « nébuleuse Huaxin » étant donné qu'elle a été fondée par le China Energy Fund Committee (CEFC, 中国能源基金委员会), le think tank de la CEFC China Energy[164].

Ce think tank CEFC a été identifié comme une plateforme de guerre politique affiliée à l'ancien département général Politique. Ses liens avec le parti et l'APL sont déjà bien documentés[165]. J. Michael Cole explique notamment que **le think tank de la CEFC China Energy louait des locaux sur le site de la base 311**[166]. Le fondateur de Huaxin, Ye Jianming, était lui-même membre dans les années 2000 d'une autre organisation connue pour ses liens avec l'ancien département général de Politique, la CAIFC[167]. Le think tank de Huaxin a fait plusieurs fois la une des journaux : en 2011, un ancien officier de l'APL qui y travaillait s'était fait remarquer pour sa tribune publiée au *Global Times* dans laquelle il plaidait pour une plus grande démonstration de force en mer de Chine du Sud[168]. Plus scandaleux, l'ancien directeur du think tank, Patrick Ho (何志平), a été arrêté en 2017 puis déclaré coupable de complot,

159. Pour une référence à l'affiliation du centre de formation Huaxin à la *CEFC China Energy*, voir la revue bimensuelle de l'entreprise, 华信新视野 (*CEFC China New Vision*), par exemple le numéro 4 de l'année 2011, p. 26, https://bit.ly/3cFhN9v. Voir également Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 29 ; et Cole, *Convergence or Conflict in the Taiwan Strait: The illusion of peace*, *op. cit.*, p. 68.

160. Entre 2005 et 2014, l'actionnaire principal de la Fujian Huaxin Holdings était le CEFC (Shanghai) Group Co. Ltd. (上海石油集团有限公司 puis 上海华信国际有限公司), une filiale de la CEFC China Energy créée en 2003. Depuis 2014, l'actionnaire principal de la Fujian Huaxin Holdings, qui est devenue la Fujian Dasheng Holdings, est une entreprise détenue à 90 % par Lan Huasheng, dont le nom peut être traduit par Shanghai Zhongmao Chuangfu Equity Investment Fund Co., Ltd. (上海中茂创富股权资基金有限公司) ; le profil Tianyancha de cette dernière, mis à jour le 7 avril 2020 : https://www.tianyancha.com/company/339639036. L'adresse actuelle de Fujian Dasheng Holdings est le 318 rue Wushangxi, quartier de Gulou, Fuzhou (福建省福州市鼓楼区乌山西路318号洪山科技园创业中心大厦第2层213). Voir le profil Tianyancha de la Fujian Dasheng Holdings mis à jour le 26 février 2020 : https://www.tianyancha.com/company/2344250825. Le profil Tianyancha de CEFC (Shanghai) Group Co. Ltd – ou CEFC Shanghai International Group Limited – mis à jour le 7 avril 2020 : https://www.tianyancha.com/company/149845647. Voir également « '神秘富豪'兰华升旗下版图扩张遇阻 » (Des obstacles sur le chemin du mystérieux et puissant Lan Huasheng), *Xinhuanet*, 26 juin 2018, http://archive.vn/upJGY.

161. « Des obstacles sur le chemin du mystérieux et puissant Lan Huasheng », *op. cit.*, http://archive.vn/upJGY.

162. En 2016, Ye Jianming était classé au deuxième rang par *Fortune* dans « 40 under 40 », le classement des 40 plus grosses fortunes mondiales tenues par des moins de 40 ans. Scott Cendrowski, « The Unusual Journey of China's Newest Oil Baron », *Fortune*, 28 septembre 2016, http://archive.vn/LSd8f.

163. Stokes et Hsiao ont préféré la traduction « China Institute of Culture ». Nous reprenons celle utilisée par les Chinois.

164. « 中国文化院 » (Académie de la culture de Chine), *Baidu*, http://archive.vn/4biGL.

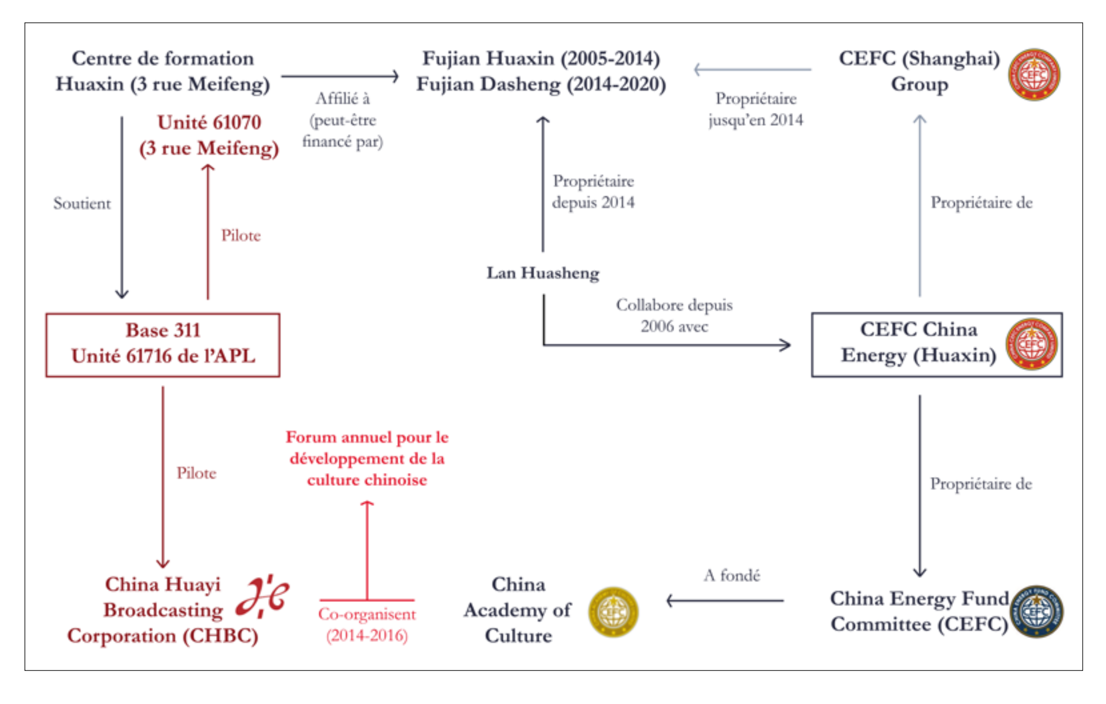
165. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army » *op. cit.*, p. 26-29 ; Anne-Mary Brady, « Submission to the Inquiry on Foreign Interference », *New Zealand Parliament, Justice Select Committee,* 2019, p. 2, https://bit.ly/2ywdOgO ; Anne-Marie Brady, « On the Correct Use of Terms », *China Brief*, Jamestown Foundation, 19:9, 9 mai 2019 ; J. Michael Cole, « Unstoppable: China's Secret Plan to Subvert Taiwan », *National Interest*, 23 mars 2015.

166. J. Michael Cole, « A conversation about China's sharp power and Taiwan », brookings.edu, 11 septembre 2018, p. 15.

167. Stokes et Hsiao supposent que Ye Jianming était le secrétaire général adjoint de CAIFC ou de CAIFC Shanghai entre 2003 et 2005 (« The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 26).

168. Andrew Chubb, « "A golden opportunity to use force": mysterious China Energy Fund Committee attack-dog », *South sea conversations*, 29 septembre 2011.

blanchiment d'argent et violation de la loi sur la corruption à l'étranger[169]. Homme d'affaires et ancien secrétaire des Affaires intérieures de Hong Kong (2002-2007), Patrick Ho a été accusé de verser de généreuses sommes à des dirigeants étrangers – dont deux millions de dollars en 2014 au président tchadien – via la façade non gouvernementale et à but non lucratif de la CEFC China Energy – le China Energy Fund Committee – pour favoriser l'implantation de celle-ci[170]. Les **nombreux scandales de corruption en Afrique et en Europe de l'Est** – Ye Jianming a d'ailleurs été nommé conseiller spécial du président tchèque Miloš Zeman en 2015[171] (→ p. 262) – jusqu'au sein des instances des Nations unies[172], ont finalement poussé le Comité des ONG à retirer en 2019 le statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC qui avait été attribué au think tank CEFC en 2011[173]. Avec **l'arrestation de Ye Jianming** quelque temps après celle de Patrick Ho, le sort de l'un des plus puissants conglomérats chinois était scellé[174] ; **la compagnie a été déclarée officiellement en banqueroute au mois de mars 2020**[175].



Mise en évidence des liens entre la base 311 et la CEFC China Energy (Huaxin).

Si la Fujian Huaxin Holdings a été fondée la même année que la base 311, en 2005, on ignore cependant quand le centre de formation Huaxin a été mis au service de la base 311. On sait en revanche que Huaxin et CHBC ont commencé à collaborer au plus tard en 2014, avec la coorganisation de ce qui est devenu le Forum pour le développement de la culture

169. Mathieu Olivier, « Justice : le Hongkongais Patrick Ho déclaré coupable de corruption au Tchad et en Ouganda », *Jeune Afrique,* 6 décembre 2018.

170. Alvin Lum, « Patrick Ho US bribery case: CEFC China Energy identified in evidence against ex-Hong Kong minister », *South China Morning Post*, 29 avril 2018 ; Jenni Marsh, « How a Hong Kong millionaire's bribery case exposes China's corruption problem in Africa », CNN, 10 février 2018.

171. Martin Hála, « United Front Work by Other Means: China's "Economic Diplomacy" in Central and Eastern Europe », *China Brief*, Jamestown Foundation, 19:9, 2019.

172. Jichang Lulu, « United Nations with Chinese Characteristics: Elite Capture and Discourse Management on a global scale », *Sinopsis*, 25 juin 2018.

173. « Le Comité des ONG retire le statut consultatif spécial à "China Energy Fund Committee" pour des faits de corruption en Ouganda et au Tchad », *Couverture des réunions, Session de 2019, 9e et 10e séances,* Nations unies, ECOSOC/6958-ONG/882, 25 janvier 2019.

174. Eric Ng, Xie Yu, « China detains CEFC's founder Ye Jianming, wiping out US$153 million in value off stocks », *South China Morning Post*, 1er mars 2018 ; Don Weinland, « Chinese state brokerage takes over CEFC securities arm », *Financial Times*, 15 novembre 2019.

175. « Fallen Energy Conglomerate CEFC Declared Bankrupt – Caixin Global », *Caixin,* 25 avril 2020.

chinoise (→ p. 427)[176]. À l'origine de ce forum était l'Académie de la culture de Chine[177] qui, comme évoqué plus haut, est une émanation du think tank CEFC. La relation entre Huaxin et CHBC a sans doute été entamée quelques années plus tôt, on retrouve d'ailleurs un discours datant de 2012 d'un cadre de CHBC, Ai Songru, remerciant chaleureusement Huaxin pour le soutien apporté à l'organisation d'un événement auquel CHBC était convié[178]. On peut également noter que l'hôtel qui porte le nom du centre de formation Huaxin a commencé son service en **2011**[179], **date qu'on pourrait supposer marquer le début de la collaboration entre Huaxin et CHBC**. À cela s'ajoute que Zheng Yong (郑永), cadre du groupe Dasheng (大生) appartenant à Lan Huasheng, a occupé des fonctions au sein de CHBC entre 2012 et 2014[180].

IV. Une nébuleuse de plateformes-relais

Une nébuleuse d'associations, d'organisations non gouvernementales à but non lucratif, et autres façades civiles, dont les liens avec les autorités sont plus ou moins difficiles à identifier, joue un rôle dans la mise en œuvre des opérations d'influence. Les organisations de cette nébuleuse, qu'elles « gravitent » plus ou moins près du centre du pouvoir, **partagent le point commun de servir de relais aux opérations d'influence de la RPC ou du moins de les faciliter**, d'où le choix de qualifier ces différentes organisations de « plateformes-relais ». Il n'est pas question ici d'en faire une liste exhaustive ; nous présenterons seulement les deux principales plateformes dont les liens directs avec l'APL sont connus : la China Association for International Friendly Contact (**CAIFC**) et la China Association for Promotion of Chinese Culture (**CAPCC**) ; ainsi que l'Association pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine (**APRPC**) qui entretient des liens étroits avec le Parti ; et la China-United States Exchange Foundation (**CUSEF**) qui, en étant capable d'apporter un solide soutien financier, est un exemple d'organisation « gravitant » loin du centre de la nébuleuse mais qui mérite une attention particulière.

Cette nébuleuse est tentaculaire : de nombreuses personnes cumulent ou enchaînent les postes clés dans plusieurs de ces organisations. L'ancien vice-président de l'Assemblée nationale populaire (ANP), **Xu Jialu** (许嘉璐), en est l'une des personnalités centrales. Autorité intellectuelle engagée pour la promotion des valeurs et de la culture chinoises à travers le monde, Xu Jialu a entre autres occupé les postes de président de la CAPCC, président d'honneur de l'APRPC, fondateur et président du comité d'organisation du Nishan Forum on World Civilizations, conseiller principal de la CAIFC, président du comité consultatif du China Energy Fund Committee et président de l'Académie de la culture de Chine[181].

176. « 第二届"两岸四地文化沙龙"将于福州召开 » (La deuxième édition du Salon culturel des deux rives est inaugurée à Fuzhou), *Taihainet*, 13 octobre 2014, http://archive.vn/cLMUt ; « 第二届 "两岸四地文化沙龙"在榕开幕 » (Inauguration de la deuxième édition du Salon culturel des deux rives), Voice of the Strait, 26 octobre 2014, http://archive.vn/RWGXN.

177. « 首届"中华文化发展方略——两岸四地文化沙龙"形成共识 » (La première édition de l'initiative « Stratégie pour le développement de la culture chinoise – salon culturel des deux rives » aboutit à un consensus), 网易 (*Wang yi*), 7 novembre 2013, http://archive.vn/Pyg3X.

178. « 中国华艺广播公司执行董事总经理艾松如的讲话 » (Discours de Ai Songru, directeur exécutif de la China Huayi Broadcasting Corporation), 五缘文化 (*Blog sina de Wuyuan wenhua*), 19 mai 2012, http://archive.vn/mSf1O.

179. Page d'accueil du site 福州华信培训中心酒店 (Hôtel du Fuzhou Huaxin Training centre), http://archive.vn/qqApe.

180. « 大生农业金融 : 高管简介 » (Shanghai Dasheng : Présentation des cadres), 同花顺 (*Tonghuashun*), http://archive.vn/o5cH2.

181. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, notamment p. 20-29.

De nombreux officiers du département de Liaison de l'ancien département général Politique (DL/DGP) ont tour à tour occupé des fonctions dans ces organisations, notamment au sein de la CAIFC qui était directement sous l'autorité du DL/DGP[182].

• **Jin Li** (金黎) était directeur du DL/DGP (1985-1990), directeur exécutif adjoint de la CAIFC, secrétaire général adjoint de la China-Japan Association For Friendly Contact (中日友协), et membre de la Foreign Affairs Association (外交学会)[183].

• **Ye Xuanning** (叶选宁) alias Yue Feng (岳枫) était directeur du DL/DGP (1990- 1998), directeur adjoint de la CAIFC et a supervisé la fraîchement établie Carrie Enterprise Corporation (中国凯利实业有限公司), l'une des entreprises offrant au DGP une présence à Hong Kong pour faire du travail de liaison et conduire entre autres des opérations contre Taïwan[184]. Il est le fils du maréchal Ye Jianying (叶剑英).

• **Liang Hongchang** (梁宏昌) alias Liang Shi (梁湜) était directeur du DL/DGP (1999-2007), directeur exécutif de CAIFC et premier président de la CAPCC[185].

• **Xing Yunming** (邢运明) était directeur du DL/DGP (2007-2015), directeur adjoint de la CAIFC, directeur de la CAPCC, vice-président du comité d'organisation du forum de Nishan créé en 2008 et directeur exécutif du China Philanthropy Forum (中国公益论坛), qui est le produit d'une coopération entre le DL/DGP et le magazine *Caijing*[186].

• **Xin Qi** (辛旗) était directeur adjoint du DL/DGP au moins à partir de 2011, directeur adjoint de la CAPCC, affilié à la China Painting Academy for Friendly Contact (中国友联画院), le Tsinghua International Broadcasting Research Center (清华大学国际传播研究中心), ou encore la National Society of Taiwan Studies (全国台湾研究会) qui réunit quelques-uns des experts chinois de Taïwan et qui soutient entre autres le BAT et le DTFU[187]. Il est toujours vice-président de la CAIFC[188].

• **Li Xiaohua** (李晓华) a servi comme directeur adjoint du DL/DGP, de la CAIFC, de la Chinese Association for South Asian Studies (中国南亚学会) et de la White Jade Research Association (中国白玉研究会)[189].

• **Du Rubo** (杜汝波) était directeur adjoint du DL/DGP, président d'honneur du China Red Cultural Institute (中国红色文化研究会), membre du United Front Theory Research Association (中国统一战线理论研究会), secrétaire général adjoint de la CAIFC et a également géré les activités de la Dongfang Yi Cultural Expansion Association (东方毅拓展文化协会) considérée comme plateforme néo-maoïste et anti-américaine qui aurait soutenu l'ancien département général de Politique dans le développement des « Trois guerres ». Les écrits de Du Rubo, comme son *Introduction à la guerre psychologique* (心理战概论) datant de 1990 aux éditions de l'APL et coécrite avec Wen Jinquan (温金权) et Zhou Min (周敏), auraient contribué au développement de la stratégie des « Trois guerres »[190].

• **Chen Zuming** (陈祖明) a servi comme directeur du bureau de Liaison du DL/DGP, secrétaire général de CAIFC, directeur exécutif du forum de Nishan et directeur adjoint

182. *Ibid.*
183. *Ibid.*, p. 52, note 53.
184. *Ibid.*, p. 11-12.
185. *Ibid.*, p. 14 et p. 63, note 141.
186. *Ibid.*, p. 26.
187. *Ibid.*, p. 21 et 34.
188. http://www.caifc.org.cn/index.php?m=content&c=index&a=lists&catid=25.
189. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 21.
190. *Ibid.*, p. 29.

de la China Association of Southeast Asian Studies (中国东南亚研究会) et de la China Painting Academy for Friendly Contact[191].

• **Zheng Jian** (郑剑) a servi comme secrétaire général de CAPCC, directeur à la China Strategic Culture Promotion Association (中国战略文化促进会), membre du conseil d'administration de la CAIFC, membre du Center for Peace and Development (CPSD, 和平与发展研究中心), de la National Society of Taiwan Studies et du Cross-Strait Relations Research Center (海峡两岸关系研究中心)[192].

A. CAIFC – China Association for Friendly International Contact (中国国际友好联络会)

Créée en 1984 sur le modèle de la Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries (CPAFFC, 中国人民对外友好协会)[193], la CAIFC est, d'après Stokes et Hsiao, **l'une des plus importantes plateformes de relais des opérations d'influence du Parti, de l'État et de l'APL**. Elle a été placée sous l'autorité directe d'un bureau de l'ancien DL/DGP, sans doute le bureau d'enquête et de recherche[194], ce qui explique que plusieurs officiers du DL/DGP aient occupé des fonctions au sein de la CAIFC. Aujourd'hui, elle répond probablement au bureau de Liaison du nouveau département de Travail politique (BL/DTP) et est présidée par Chen Yuan (陈元). Xin Qi est toujours vice-président de la CAIFC, de même que Deng Rong (邓榕), la fille de Deng Xiaoping, et Yi Xian (乙先) qui est également vice-président de la CAPCC. Liang Hongchang est également toujours membre du conseil d'administration de la CAIFC sous son pseudonyme Liang Shi[195].



Le mode d'action de la CAIFC consiste à **prendre contact et cultiver des relations avec des membres des élites de pays étrangers**, notamment dans le secteur de la défense, mais aussi parmi les législateurs et autres acteurs influents du pays ciblé, dans le but de diffuser à travers eux une image positive de la Chine[196]. L'ancien secrétaire d'État **Henry Kissinger est par exemple un « vieil ami » de la CAIFC**[197]. Le dialogue US-China Sanya Initiative est un exemple de projet de la CAIFC organisé pour cultiver des relations au sein de l'élite militaire américaine (voir ci-dessous).

Il existe également des Associations for International Friendly Contact (AIFC) au niveau provincial. Les directeurs des départements de Liaison des départements Politiques des anciennes régions militaires occupaient les postes de directeurs adjoints de ces AIFC[198]. On peut suppo-

191. *Ibid.*, p. 21.
192. *Ibid.*, p. 61, note 131.
193. *Ibid.*, p. 37. Leur site : https://www.cpaffc.org.cn/. Leur page « À propos » est archivée à l'adresse : http://archive.vn/J4hdc.
194. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 24.
195. La page des membres de CAIFC est archivée à l'adresse : http://archive.ph/ftefX.
196. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 11-12 et 24.
197. « President Chen Yuan Meets with Forme US Secretary of State Dr. Kissinger », *CAIFC*, 11 novembre 2011, http://archive.ph/cCymZ.
198. Hypothèse de Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 25.

ser qu'il en est de même avec les nouveaux théâtres de commandement qui ont remplacé les régions militaires après la réforme de 2015. La Jiangsu Association for International Friendly Contact était par exemple reliée à la région militaire de Nankin[199].

Enfin, le CPDS**,** affilié à la CAIFC, a été fondé la même année, en 1984[200]. D'après Stokes et Hsiao, le CPDS était le principal think tank de l'ancien DL/DGP et l'est sans doute toujours pour l'actuel BL/DTP, et apporterait également son soutien au MSE[201]. Le CPDS publie une revue bimensuelle, *Paix et Développement* (和平与发展), sur les affaires internationales.

1. L'exemple de la US-China Sanya Initiative, ou comment influencer des généraux américains

Depuis 2008, la CAIFC organise avec le EastWest Institute (EWI), ONG promouvant le dialogue dans le monde entier et servant de plateforme pour faire de la diplomatie informelle, la US-China Sanya Initiative (中美高级退役将领交流活动), qu'on pourrait plus fidèlement traduire par la « US-China High-Ranking Retired Generals Exchange Initiative ». Le nom en anglais vient de la ville de Sanya, de la province de Hainan en Chine, où s'est tenu le premier dialogue en 2008. Ils ont fêté en 2018 leur 10e dialogue. L'événement est sponsorisé par la CUSEF (→ p. 123).

Les buts affichés par les organisateurs et participants sont d'améliorer la communication et la compréhension mutuelle, et de créer un environnement propice à la coopération en cas de crise[202]. Ces dialogues consistent en général en **une ou deux journées d'échanges informels, le plus souvent à Pékin**. Les délégations chinoises et américaines échangent sur un certain nombre de sujets d'intérêt allant, le plus souvent, des relations militaires sino-américaines, aux questions maritimes en mers de Chine du Sud et de l'Est, à la péninsule coréenne, en passant par le contreterrorisme, la cybersécurité, mais aussi Taïwan et ses relations avec la Chine. Ces échanges se font toujours en écho à l'actualité, comme avec la visite de Xi Jinping aux États-Unis, les élections américaines, ou encore le verdict de 2016 de la Cour permanente d'arbitrage concernant le différend en mer de Chine du Sud[203].

La journée est ponctuée par une ou plusieurs rencontres avec de hautes personnalités chinoises ou américaines. On note que **les délégations de la US-China Sanya Initiative ont plusieurs fois été invitées à rencontrer le directeur du département général Politique** : le général Zhang Yang (张阳) en 2013 puis à nouveau en 2015, et le général Miao Hua (苗华) en 2017 et 2018. Elles ont également eu l'occasion de rencontrer **d'autres hauts gradés chinois** comme le général Xu Qiliang (许其亮), vice-président de la CMC, en 2015 et le lieutenant-général Li Zuocheng (李作成) en 2013, alors commandant de la région militaire de Chengdu mais aujourd'hui général et chef d'état-major interarmées. **En 2016, le 7e dialogue s'est tenu à Washington DC et New York**. Ce fut l'occasion pour les participants de rencontrer plusieurs personnalités américaines comme les sénateurs John McCain et Tom Cotton, le membre du Congrès Rick Larsen, mais aussi Daniel Russel, qui était secrétaire d'État adjoint en charge du bureau des Affaires Asie de l'Est et Pacifique, et Maurice R. Greenberg, président de CV Starr & Co. Inc.

La délégation américaine était menée par **l'amiral William A. Owens**, ancien vice-président de l'état-major interarmées. Celui-ci a plusieurs fois exprimé publiquement son souhait de voir

199. *Ibid.*, p. 30.
200. « 和平与发展研究中心简介 » (Présentation du Center for Peace and Development Studies), 和平与发展 (*Paix et Développement*), 3, 1996, http://archive.ph/I7iZd.
201. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 27.
202. « A Briefing on the Sanya Initiative », *Center for Strategic and International Studies*, 6 juin 2008.
203. Les comptes rendus de ces dialogues, avec la liste des participants et les thèmes abordés, sont accessibles sur le site du EastWest Institute. Celui de 2018 est par exemple accessible à l'adresse suivante : https://www.eastwest.ngo/idea/us-china-sanya-initiative-dialogue-report-10th-anniversary-meeting.

les relations sino-américaines s'améliorer, manifesté son opposition au *Taiwan Relations Act* qu'il considère comme néfaste pour les États-Unis, pris position en faveur de l'arrêt de la vente des armes à Taïwan et encouragé le développement des relations commerciales sino-américaines : des positions que naturellement Pékin agrée[204]. Depuis son départ à la retraite, l'amiral Owens aurait également, dans ses activités de membre des conseils d'administration de multiples entreprises, défendu certains intérêts chinois. À la tête du cabinet Amerilink qu'il a créé en 2009, l'amiral Owens a par exemple essayé d'aider son premier client, Huawei, à décrocher un contrat avec l'entreprise de télécommunications Sprint Nextel pour pénétrer le marché américain. En recrutant l'ancien membre du Congrès Richard Gephardt et l'ancien président de la Banque mondiale James Wolfensohn, l'amiral Owens espérait sans doute rassurer les décideurs américains inquiets des liens entre Huawei et Pékin. Si ses efforts ont permis à Huawei de faire partie des six dernières entreprises finalistes, le contrat fut finalement accordé à Alcatel et Samsung[205].

Parmi les influents officiers américains qui ont accepté de suivre l'amiral Owens pour participer à ces dialogues, on trouve par exemple le général Ronald R. Fogleman, ancien chef d'état-major de l'Armée de l'air, l'amiral Timothy J. Keating, ancien commandant du Commandement du Pacifique (PACOM), le général Charles H. Jacoby, ancien commandant du Commandement du Nord (NORCOM), le général John Abizaid, ancien commandant du Commandement central (CENTCOM), ou encore le général Walter L. Sharp, ancien commandant des forces armées américaines en Corée. Côté chinois, la US-China Sanya Initiative est généralement gérée par le trio Xin Qi et Yi Xian, tous deux vice-présidents de la CAIFC, et Li Haoyu (李浩宇), secrétaire général de la CAIFC. Selon l'hypothèse que faisaient Stokes et Hsiao, ce dernier occupait probablement l'ancien poste de directeur du bureau d'enquête et de recherche du DL/DGP[206].

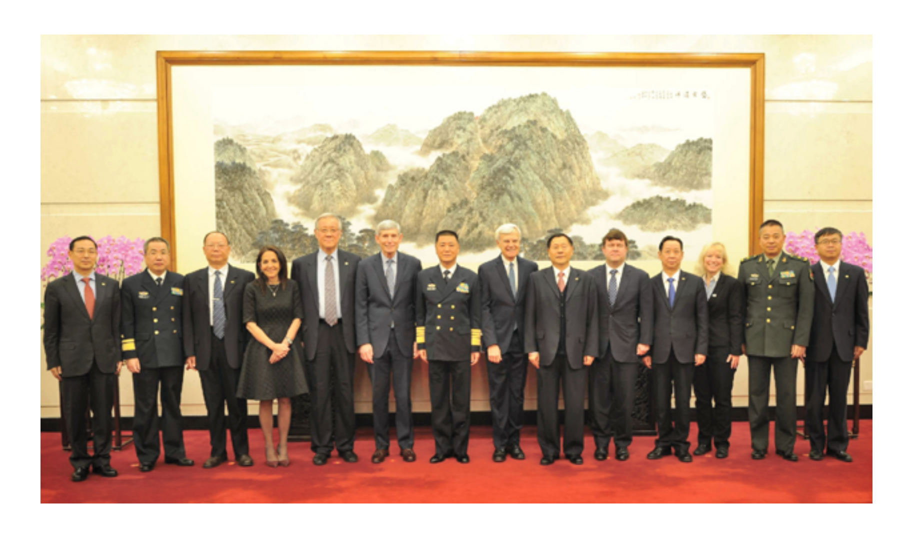


Photo officielle du 10e dialogue US-China Sanya Initiative (2018). En partant de la gauche : Xin Qi (1er), Li Andong (5e), Miao Hua (7e), William A. Owens (8e), Yi Xian (11e), Li Haoyu (14e)[207].

204. Bill Owens, « America must start treating China as a friend », *Financial Times*, 17 novembre 2009, http://archive.ph/bKXl0 ; « Admiral Bill Owens: Leadership, 'togertheness' and what is required for China and the U.S. to avoid the Thucydides' Trap », *China-US Focus*, vidéo publiée le 9 janvier 2020, https://www.chinausfocus.com/videos/interview-with-admiral-bill-owens.

205. William Lowther, « Owens' links to PRC firm ring alarm », *Taipei Times*, 9 septembre 2010, http://archive.ph/on53P ; Spencer E. Ante et Shayndi Raice, « Dignitaries Come on Board to Ease Huawei Into U.S. », *The Wall Street Journal*, 21 septembre 2010, http://archive.ph/Dqy5w ; Winter Nie et William Dowell, *In the Shadow of the Dragon: The Global Expansion of Chinese Companies and How It Will Change Business Forever*, AMACOM American Management Association, 2012.

206. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 24.

207. Source : https://www.eastwest.ngo/idea/us-china-sanya-initiative-dialogue-report-10th-anniversary-meeting.

B. CAPCC – China Association for Promotion of Chinese Culture (中华文化发展促进会)



D'après Stokes et Hsiao, la Commission militaire centrale (CMC) a été directement à l'origine de la création de la CAPCC en 2001. Celle-ci aurait été créée dans le but de servir de **principale plateforme de l'APL pour les opérations de guerre politique à destination de Taïwan**, et était par conséquent sous l'autorité de l'ancien DL/DGP[208]. Il ne faut pas la confondre avec la Chinese Culture Promotion Society (中华文化促进会) qui a un nom quasi identique en chinois. Pour une raison inconnue, son site internet, qui fonctionnait encore à l'été 2019, n'est plus accessible en 2020[209]. La CAPCC a fait partie des organisateurs du Forum pour le développement de la culture chinoise (→ p. 427) aux côtés de l'Académie de la culture de Chine de la CEFC China Energy, mais aussi de CHBC, de la All-China Federation of Taiwan Compatriots qui est affiliée au DTFU, ou encore le *Want Daily* et la *China Review News*[210]. La CAPCC gérerait l'entreprise Huayi Audio Visual (中国华艺音像实业有限公司) dont le PDG, Bao Lixian (鲍立衔), fut également directeur adjoint de la CAPCC[211]. Elle entretiendrait d'étroits liens avec le média China Review News Agency et l'Académie de sciences militaires[212]. Le dernier président de la CAPCC identifié à ce poste est Wang Zhengwei (王正伟), qui a fait l'essentiel de sa carrière dans sa province natale, la région autonome du Ningxia, avant d'occuper les postes de vice-président de la CCPPC et directeur adjoint du DTFU[213].

C. APRPC – Association pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine (中国和平统一促进会)



Créée en 1988, l'Association pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine (APRPC) entretient **des liens particulièrement étroits avec l'autorité politique** : les membres de son bureau cumulent des fonctions au sein de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP), et du département du Travail de Front uni (DTFU).

Tous les ans, en même temps que l'ANP, la CCPPC réunit divers partis politiques, représentants de groupes ethniques et autres organisations dans le but de les consulter. Le président

208. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 15.
209. Adresse du site internet : http://www.chinaapc.org/. Voir également sa page Baidu : http://archive.vn/8oY8D.
210. « 中评现场：叶克冬谴责"去中国化"行径 » (Ye Kedong dénonce les pratiques de « désinicisation »), China Review News Agency, 18 décembre 2016, http://archive.vn/FQKOp.
211. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 62, note 133.
212. *Ibid.*, p. 25.
213. Voir la page Baidu de Wang Zhengwei : http://archive.vn/8U8R3.

de la CCPPC, Wang Yang (汪洋), est l'actuel président de l'APRPC. **Les présidents des huit partis démocratiques qui ont le droit d'exister aux côtés du PCC sont tous vice-présidents de la CCPPC et de l'APRPC**. Certains d'entre eux sont également membres du comité permanent de l'ANP. Ces huit partis sont :

- Revolutionary Committee of the Chinese Kuomintang (RCCK, 中国国民党革命委员会) – Président : Wan Exiang (万鄂湘)
- China Democratic League (CDL, 中国民主同盟) – Président : Ding Zhongli (丁仲礼)
- China National Democratic Construction Association (CDNCA, 中国民主建国会) – Président : Hao Mingjin (郝明金)
- China Association for Promoting Democracy (CAPD, 中国民主促进会) – Président : Cai Dafeng (蔡达峰)
- Chinese Peasants' and Workers' Democratic Party (CPWDP, 中国农工民主党) – Président : Chen Zhu (陈 竺)
- China Zhi Gong Party (CZGP, 中国致公党) – Président : Wan Gang (万钢)
- Jiusan Society (JS, 九三学社) – Président : Wu Weihua (武维华)
- Taiwan Democratic Self-Government League (TDSGL, 台湾民主自治同盟) – Présidente : Su Hui (苏辉)

Les autres personnalités politiques qui cumulent la vice-présidence de la CCPPC et de l'APRPC sont Pagbalha Geleg Namgyai (帕巴拉·格列朗杰), président de la région autonome du Tibet, Zheng Jianbang (郑建邦), membre du RCCK et Gao Yunlong (高云龙) membre de la CDNCA[214].

L'Assemblée nationale populaire (全国人民代表大会) est composée de quelque 3000 représentants élus indirectement pour un mandat de cinq ans, pendant lequel ils se réunissent une fois par an. Les sièges sont essentiellement occupés par les membres du PCC, mais on y trouve également des représentants des huit partis autorisés ainsi que des indépendants. L'ANP n'a cependant pas de réel pouvoir de législation ou de décision, elle demeure sous l'autorité du PCC, son rôle est tout d'abord symbolique. Le comité permanent de l'ANP est composé de 175 personnes, dont plusieurs vice-présidents de l'APRPC : Wan Exiang (RCCK), Chen Zhu (CPWDP), Ding Zhongli (CDL), Hao Mingjin (CDNCA), Cai Dafeng (CAPD) et Wu Weihua (JS).

Enfin, le numéro deux et le secrétaire général de l'APRPC, You Quan (尤 权) et Tan Tianxing (谭天星), sont respectivement directeur et directeur adjoint du DTFU du Comité central du PCC. You Quan est également le secrétaire du Secrétariat du PCC.

L'APRPC a développé un réseau d'antennes sur tous les continents. D'après une étude de 2019 de la Jamestown Foundation, elle est aujourd'hui **présente dans 91 pays**, dont la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada et l'Australie[215].

D. CUSEF China-United-States Exchange Foundation (中美交流基金会)

La China-United-States Exchange Foundation (CUSEF), qui sponsorise de nombreux événements de la CAIFC comme la US-China Sanya Initiative, a également financé nombre d'autres **dialogues, programmes et échanges entre les États-Unis et la Chine**. Créée en 2008 à Hong Kong, la CUSEF se présente comme une fondation indépendante, non gouvernementale et à but non lucratif, financée par des fonds privés, œuvrant à offrir des plateformes

214. Pour consulter la liste des membres de l'APRPC : http://archive.vn/wmk12.
215. John Dotson, « The United Front Work Department Goes Global: The Worldwide Expansion of the Council for the Promotion of the Peaceful Reunification of China », Jamestown Foundation, 9 mai 2019.

de dialogues et d'échanges constructifs entre les États-Unis et la Chine. En réalité, elle « fonctionne *de facto* comme **une organisation de façade pour le gouvernement chinois**[216] », et est **l'une des plus actives accomplissant un travail de Front uni aux États-Unis**. **Les liens entre la CUSEF et le DTFU sont bien établis** : le fondateur et président de CUSEF, Tung Chee-Hwa (董建華), ancien chef exécutif de Hong Kong (1997-2005), fut également vice-président du 12e comité national de la CCPPC. Le conseil d'administration de CUSEF comprend d'autres membres connus du DTFU et/ou du PCC[217]. On note aussi la présence de Liu Changle, le PDG de Phoenix Media Investment (Holdings) Ltd. et fondateur de Phoenix Television, l'une des rares chaînes non gouvernementales acceptée en Chine, ce qui témoigne des liens étroits entretenus avec le Parti[218]. **Henry Kissinger est conseiller d'honneur de la CUSEF**[219].



Mis à part la US-China Sanya Initiative qu'elle soutient depuis ses débuts, la CUSEF sponsorise de nombreux autres dialogues de haut niveau. Dans la même veine que le dialogue de Sanya, le **US-China High-Level Political Party Leaders Dialogue** (中美政党对话) fait rencontrer, non pas des officiers généraux, mais des dirigeants politiques. Organisé avec le département des Liaisons internationales (DLI) du Comité central du PCC et le EastWest Institute (EWI), ce dialogue propose à une délégation de dirigeants des partis démocrate et républicains américains de rencontrer et d'échanger avec des membres du Parti sur des sujets d'actualité. Les délégations chinoise et américaine présentes au 10e dialogue qui s'est tenu en 2017 à Pékin étaient respectivement menées par Song Tao, le ministre du DLI du PCC, et par Martin O'Malley, ancien gouverneur démocrate du Maryland, ainsi qu'Alphonso Jackson, ancien secrétaire au logement et au développement urbain républicain[220].

La CUSEF organise également avec le EWI et le China Institute of International Studies un **US-China High-Level Security Dialogue** qui propose à des universitaires, d'anciens ou d'actuels représentants du gouvernement, des militaires et des dirigeants d'entreprises chinois et américains d'échanger, dans le but de produire des recommandations pour les décideurs politiques des deux pays et favoriser la compréhension mutuelle[221]. La CUSEF a en outre sponsorisé la Conference on U.S.-China Infrastructure Cooperation (中美基础设施建设合作研讨会) en 2017 avec le EWI et le Chinese Institutes of Contemporary International Relations (CICIR), think tank considéré comme une branche du MSE[222]. Avec la Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries (CPAFFC), le Shanghai Institute for International Studies, et le Carter Center (think tank américain), la CUSEF a également soutenu le Forum on China-U.S. Relations organisé à Suzhou en 2016. La CUSEF appuie également **l'organisation des « China Forums » dans les meilleures universités américaines** comme New York University, The University of Chicago ou encore Johns Hopkins. Plus récemment, la CUSEF et le China Center for International Economic Exchanges ont organisé ensemble le « U.S.-China

216. John Dotson, « The China-U.S. Exchange Foundation and United Front 'Lobbying Laundering' in American Politics », *China Brief*, Jamestown Foundation, 20:16, 16 septembre 2020, p. 9.
217. *Ibid.*, p. 4.
218. Liste complète des directeurs de la CUSEF sur leur site : http://archive.vn/LSxD9.
219. Selon le rapport annuel de 2019 de la CUSEF.
220. Alex W. Schulman, « 10th U.S.-China High-Level Political Party Leaders Dialogue », *EastWest Institute*, 12 décembre 2017, http://archive.ph/uESaZ.
221. « 9th U.S.-China High-Level Security Dialogue », *EastWest Institute*, 2015, https://www.eastwest.ngo/sites/default/files/ideas-files/HLSD9_FINAL.pdf.
222. « Profile of MSS-Affiliated PRC Foreign Policy Think Tank CICIR », *Open Source Center*, 25 août 2011, https://fas.org/irp/dni/osc/cicir.pdf

Trade and Economic Exchanges : What Now, What Next » (中美经贸关系现状与前景) à Hong Kong en 2019[223].

Tout en étant enregistrée aux États-Unis comme « agent de l'étranger », **l'organisation finance des centres de recherche ou des projets dans des universités et des think tanks américains, y compris certains des plus influents à Washington**. Ce rôle suscite une controverse depuis 2017, notamment depuis qu'il a été révélé qu'elle finançait en partie une nouvelle chaire d'études chinoises créée en août 2017 à la prestigieuse School of Advanced International Studies (SAIS) de l'université Johns Hopkins[224]. Son implication dans les milieux académiques n'est toutefois que « la partie émergée de l'iceberg » : CUSEF est en réalité impliquée dans « **un effort beaucoup plus large et multiforme pour exercer une influence sur la politique américaine », notamment en commanditant des activités de lobbying auprès du Congrès et des autorités locales et fédérales**[225].

Pour cela, elle passe notamment par **des intermédiaires, dont des firmes américaines de relations publiques** (au moins sept depuis 2010)[226]. Ces firmes gèrent notamment un site internet que CUSEF finance, chinausfocus.com, créé en 2011 (puis 2015 pour la version chinoise), en plus d'autres publications[227]. « Cette pratique – qui consiste à faire appel à une société de relations publiques pour gérer une publication […], qui à son tour publie du contenu aligné sur les récits de propagande de la RPC – correspond à un modèle observé ailleurs dans le monde, comme avec le site Web Sinoskop lancé en République tchèque en 2019 », explique John Dotson[228]. Ces activités, ajoute-t-il, « représentent **une sorte de "blanchiment de lobbying", dans lequel une organisation tierce apparemment indépendante agit en tant qu'agent principal pour le financement et la gestion des efforts de lobbying au nom de la RPC**[229] ».

En 2015 et 2016, la CUSEF a également fait venir en Chine des délégations du Center for American Progress, un think tank washingtonien. En 2016, la délégation a notamment rencontré « Zhang Gaoli (张高丽), alors vice-Premier ministre de la RPC et membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC ; Jin Liqun (金立群), président de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ; et l'amiral Sun Jianguo (孙建国), chef adjoint du département État-major interarmées de l'APL[230] ».

Les programmes de rencontres et d'échanges de la CUSEF ne ciblent pas uniquement les dirigeants militaires et politiques, nombre d'entre eux proposent par exemple aux étudiants américains de venir découvrir la Chine. Des étudiants des universités de Columbia, Chicago, Harvard (Kennedy School of Government), de l'université de Californie à Berkeley, de Georgetown University ou encore de l'université Johns Hopkins (SAIS) ont par exemple déjà été invités par ces programmes, qui sont le plus souvent organisés avec la collaboration de la CPAFFC. D'autres programmes ciblent également des représentants des **médias américains** : *The Philadelphia Inquirer*, *The Chicago Tribute*, la National Public Radio, Vox, Bloomberg, Reuters, et *Forbes*, par exemple, y ont déjà participé.

223. Voir la liste complète sur leur site : https://www.cusef.org.hk/en/what-we-do/high-level-dialogues/us-china-trade-economic-relations-what-now-what-next#article-header.

224. Bethany Allen-Ebrahimian, « This Beijing-Linked Billionaire is funding policy research at Washington's most influential institutions », *Foreign Policy*, 28 novembre 2017.

225. Dotson, « The China-U.S. Exchange Foundation and United Front », *op. cit.*, p. 3.

226. *Ibid.*, p. 4.

227. La revue *China-US Focus Digest* est fondée en 2014, et en 2017 pour sa version chinoise ; le podcast hebdomadaire « At Large » présenté en anglais par le célèbre journaliste et ambassadeur de bonne volonté de l'ONU James Chau est créé en 2018 ; enfin, la plateforme de « storytelling dynamique » le « China Current with James Chau » est lancée en 2019.

228. Dotson, « The China-U.S. Exchange Foundation and United Front », *op. cit.*, p. 5.

229. *Ibid.*, p. 9.

230. *Ibid.*, p. 7.

Chapitre 4

LES ENTREPRISES PUBLIQUES ET PRIVÉES COMME INSTRUMENTS DE COLLECTE DE DONNÉES

Les opérations d'influence consomment un grand nombre de données, dont leur efficacité dépend puisqu'il faut savoir qui influencer, quand et comment. Pékin utilise « deux approches combinées, la "collecte de masse" et le ciblage spécifique[1] ». La collecte de masse est l'utilisation d'un grand nombre de capteurs pour collecter un grand nombre d'informations – que les services chinois, par leur main-d'œuvre importante mais aussi l'utilisation d'algorithmes poussés, sont particulièrement bien équipés pour traiter. **La collecte de données s'opère par l'espionnage et les cyberattaques** (par exemple celles ayant visé l'Université nationale australienne en 2018 et le Parlement australien en 2019 dont l'objectif était sans doute d'accumuler de l'information pour bâtir une bibliothèque de profils), **mais aussi la cooptation de régimes, la construction d'infrastructures et les nouvelles technologies**. **Elle s'appuie donc en grande partie sur des entreprises publiques et privées**. Comme l'explique Samantha Hoffman, « Pour accéder aux données mondiales, le Parti fait appel à des entreprises publiques, chinoises et étrangères, ainsi qu'à des partenaires tels que des chercheurs universitaires. **[Le PCC] utilise le capitalisme comme un moyen d'accéder aux données** qui peuvent l'aider à perturber les processus démocratiques et à créer un environnement mondial plus favorable à son pouvoir[2] ».

La nature du régime chinois, un Parti-État au sein duquel l'État n'est qu'une façade institutionnelle sans pouvoir réel, contraint toutes les entreprises d'une certaine taille à entretenir une étroite relation avec le Parti. Ces liens offrent un accès aux cadres qui eux-mêmes facilitent le financement des entreprises, les banques obéissant en effet d'abord à des logiques politiques. On peut ainsi dire qu'**aucune compagnie importante en Chine ne peut prospérer sans être sur la ligne du Parti**. **Sous le mandat de Xi Jinping, cette tendance s'est même renforcée** avec le programme Made in China 2025, la Belt and Road Initiative et les plans de développement en matière d'intelligence artificielle ou d'informatisation. Le renforcement du contrôle du Parti sur les stratégies des compagnies de haute technologie a conduit les entreprises chinoises de ce secteur à recruter des membres du Parti pour décupler leur surface de contact et obtenir des protections politiques et donc des avantages concurrentiels.

En 2015, Pékin élève **la fusion civilo-militaire** (军民融合) au rang de stratégie nationale[3]. Élan confirmé par l'établissement, en janvier 2017, de la Commission centrale pour le développement des fusions civilo-militaires (中央军民融合发展委员会) et la publication, au mois de septembre de la même année, d'un Plan spécial pour le développement des fusions civilo-militaires technologiques et scientifiques (科技军民融合发展专项规划). Ce système est destiné à **faciliter les innovations**

1. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 147.
2. Samantha Hoffman, *in* Rohan Thomson, « How China surveils the world », *MIT Technology Review*, 19 août 2020.
3. Antoine Bondaz, *Un tournant pour l'intégration civilo-militaire en Chine*, FRS, recherches & documents, n°07/2017, octobre 2017.

technologiques duales dans des secteurs tels que la biologie, le spatial, l'intelligence artificielle et les technologies de l'information[4]. Le gouvernement incite ainsi les entreprises privées et les centres de recherche à coopérer avec les industries publiques de défense. Ce programme découle de la volonté du pouvoir chinois d'**accélérer la modernisation de l'APL** et de **convertir les innovations technologiques civiles en gains militaires**.

Ces efforts s'inscrivent du reste dans une stratégie plus globale de **renforcement du contrôle du secteur privé**. En 2016, Xi Jinping avait plaidé pour une modernisation du système de gestion des entreprises d'État, autrement dit pour l'intégration de « la direction du Parti dans tous les aspects de la gouvernance d'entreprise », ce qui a conduit nombre d'entreprises à modifier leurs statuts afin de prévoir un rôle pour le Parti dans la gestion quotidienne[5]. Puis, en 2017, **l'article 7 de la loi sur le renseignement a contraint toutes les entreprises chinoises, publiques comme privées, et également les citoyens, à « soutenir, aider et coopérer aux efforts nationaux de renseignement**, conformément à la loi, et protéger les secrets nationaux liés aux activités de renseignement dont ils ont connaissance[6] ». Comme l'explique le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), cette loi qui « s'applique aussi aux entités chinoises et aux particuliers chinois qui œuvrent à l'extérieur de la Chine […] crée un cadre juridique évident de coopération entre les Services de renseignement de la RPC et les entreprises et les particuliers chinois[7] ». Enfin, cette tendance a été renforcée le 15 septembre 2020 par la publication de **« l'avis sur le renforcement du travail de Front uni dans l'économie privée de la nouvelle ère[8] » qui organise l'influence du Parti sur les entreprises**. Comme le souligne Scott Livingston, la promulgation d'un tel règlement au cœur d'une crise avec les États-Unis et d'une campagne internationale qui souligne les liens entre Huawei et le Parti pour suggérer que l'entreprise chinoise ne peut être indépendante est significative. Le Parti semble prêt, en fin de compte, à assumer ouvertement ces liens et **l'absence d'autonomie du secteur privé** à l'égard des intérêts supérieurs du Parti[9].

I. Les infrastructures

A. Les bâtiments (l'exemple de l'Afrique)

En janvier 2018, *Le Monde* révélait une information confirmée trois jours plus tard par le *Financial Times*[10] : **le siège de l'Union africaine** (UA) à Addis-Abeba, construit en 2012 par la China State Construction Engineering Corporation (CSCEC), était truffé de micros et les systèmes informatiques, livrés avec le bâtiment, étaient équipés de portes dérobées (*backdoors*) per-

4. Elsa B. Kania, « In Military-Civil Fusion, China Is Learning Lessons From the United States and Starting to Innovate », *The Bridge*, 27 août 2019, https://thestrategybridge.org/the-bridge/2019/8/27/in-military-civil-fusion-china-is-learning-lessons-from-the-united-states-and-starting-to-innovate.

5. Lin Yu-Hsin, Curtis Milhaupt, « Party Building or Noisy Signaling? The Contours of Political Conformity in Chinese Corporate Governance », European Corporate Governance Institute – Law Working Paper 493/2020, Stanford Law and Economics Olin Working Paper 545, City University of Hong Kong Centre for Chinese and Comparative Law Research Paper Series Paper 2020/005, http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3510342

6. « 任何组织和公民都应当依法支持、协助和配合国家情报工作，保守所知悉的国家情报工作秘密。 » La loi est archivée ici : https://archive.vn/6zb0B.

7. SCRS, cité dans Parlement canadien, Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, *Rapport annuel 2019*, 2020, §126, p. 68.

8. 中共中央办公厅印发« 关于加强新时代民营经济统战工作的意见 ». Le document est archivé ici : https://archive.vn/6LN93.

9. Scott Livingston, « The Chinese Communist Party Targets the Private Sector », CSIS, 8 octobre 2020.

10. John Aglionby, Emily Feng et Yuan Yang, « African Union Accuses China of Hacking Headquarters », *Financial Times*, 29 janvier 2018.

mettant aux services chinois d'aspirer « l'intégralité des échanges et des productions internes de l'organisation[11] ». L'UA s'en est rendu compte en 2017 parce que ses serveurs étaient saturés la nuit alors que les bureaux étaient vides : **chaque nuit, les données de l'UA étaient transférées sur des serveurs à Shanghai**. Cette affaire a attiré l'attention de la communauté internationale sur les risques posés par les infrastructures chinoises, notamment en Afrique où elles sont particulièrement nombreuses, mais pas seulement.

Un rapport de 2020 rappelle que, depuis 1966, **des compagnies chinoises ont construit ou rénové en Afrique au moins 186 bâtiments gouvernementaux**, dont « au moins 24 palais présidentiels, résidences ou bureaux du Premier ministre, au moins 26 bâtiments parlementaires, au moins 32 installations militaires ou de la police, et au moins 19 bâtiments de ministères des Affaires étrangères[12] ». En outre, **des compagnies chinoises dont Huawei et ZTE ont également créé au moins 14 réseaux de télécommunications gouvernementaux sensibles**, dont des systèmes pour la police et les forces armées ; et **le gouvernement chinois a aussi donné de l'équipement de bureau, dont des ordinateurs, à au moins 35 gouvernements africains**. La plupart des compagnies chinoises impliquées sont des entreprises étatiques ; et même celles qui ne le sont pas sont désormais contraintes par la loi de collaborer avec le PCC, notamment dans la collecte de renseignement. Or, **les informations récoltées par ces infrastructures et ces matériels** – y compris des informations personnelles sur les habitudes et les préférences de nombreux responsables politiques – **peuvent être utilisées non seulement pour recruter de potentiels agents, ou compromettre et contraindre certains dirigeants, mais aussi pour « faciliter les opérations d'influence de Pékin** sur le continent[13] », notamment en contribuant à les tailler sur mesure en fonction des cibles. On peut même supposer que, dans certains cas, Pékin a cherché à remporter ces marchés de construction pour cette seule raison, quitte à les financer entièrement. **Au moins 40 des 54 pays africains sont concernés**, notamment la Namibie (25 bâtiments gouvernementaux), l'Angola (15), la Guinée équatoriale (11), le Ghana (11), l'Ouganda (11), la Sierra Leone (8), le Mozambique (7) et la Zambie (7)[14].

B. Les câbles sous-marins

Les câbles sous-marins assurent une part colossale du transit des télécommunications ; c'est en effet **près de 95 % des communications mondiales** qui empruntent ce canal, plus véloce que l'option satellitaire (40 millisecondes pour les câbles en fibre optique contre 540 pour les satellites)[15]. Ils constituent donc (avec les centres de stockage des données) **l'ossature de la couche physique d'internet** et, à ce titre, représentent un enjeu géopolitique de premier plan.

La cartographie des câbles révèle le positionnement privilégié, hérité de l'histoire, des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Ces deux pays forment en effet les deux principaux nœuds de communication, même si la situation évolue depuis quelques années. Le Royaume-Uni est ainsi connecté à 49 des 265 câbles existants et assure la quasi-totalité des échanges entre l'Europe et l'Amérique du Nord[16]. Les États-Unis, quant à eux, sont un nœud presque incontournable. Cela

11. Joan Tilouine et Ghalia Kadiri, « À Addis-Abeba, le siège de l'Union africaine espionné par Pékin », *Le Monde*, 26 janvier 2018.
12. Joshua Meservey, *Government Buildings in Africa Are a Likely Vector for Chinese Spying*, The Heritage Foundation, Backgrounder, 3476, 20 mai 2020, p. 6.
13. *Ibid.*, p. 1.
14. *Ibid.*, p. 2.
15. Camille Morel, « Protéger nos infrastructures vitales pour assurer notre résilience : les câbles sous-marins, entre invisibilité et vulnérabilité », *Les Champs de Mars*, 30, 2018, p. 419-426.
16. David Fayon, « Trafic au fond des océans », *Reliefs*, 4, 2019.

ne s'explique pas seulement par la densité des connexions américaines, mais aussi par la qualité du réseau : les routeurs définissent en effet le trajet des données sur la base du seul critère de la vitesse ; or, les infrastructures américaines étant plus performantes de ce point de vue, une part gigantesque de l'information est « détournée » vers les États-Unis, même lorsqu'un autre trajet est « physiquement » plus court, comme cela pourrait être le cas de données transférées de l'Europe à l'Asie par exemple[17].

Le contrôle des câbles sous-marins peut constituer un avantage politique et stratégique en offrant la possibilité, d'abord, de capter l'information transitant par ces câbles, à l'instar de la NSA (programme *Upstream*) et du GCHQ (programme *Tempora*), et ensuite, de couper les communications en cas de tensions politiques ou de conflit armé. L'histoire offre en l'espèce un rappel intéressant : développé dans le cadre d'une véritable politique commerciale, les câbles télégraphiques sont dès le lendemain de la déclaration de guerre en 1914, convertis en arme de guerre par la Grande-Bretagne qui est en mesure de couper une partie non négligeable des communications allemandes. Il faut dire que Londres contrôle alors plus des trois quarts des câbles télégraphiques installés, a su imposer ses standards en la matière et dispose d'un quasi-monopole dans l'expertise nécessaire à la pose et l'entretien de ces câbles[18].

Compte tenu de ces enjeux, il n'est pas étonnant que la Chine ait fait des câbles sous-marins **l'une des priorités des routes digitales de la soie**. Plusieurs entreprises, dont Huawei Marine Networks, ont donc été encouragées à investir massivement dans ce secteur. **Les progrès ont été extrêmement rapides** et, même si la Chine détient seulement 11,4 % des câbles sous-marins existants, elle possède 24 % des câbles en construction. Elle domine l'Asie avec 30 % des câbles installés et plus de la moitié des câbles en cours d'édification. Huawei a par ailleurs obtenu un contrat remarqué avec la construction du câble reliant le Brésil au Cameroun auquel, du reste, l'opérateur China Unicom est associé[19].

Le pouvoir chinois souhaite **accroître ses capacités de captation des données transitant sur ces câbles et jouir d'un moyen de pression** supplémentaire en cas de différend politique ou commercial, notamment face aux pays de la région. Surtout, la domination câblière chinoise en Asie vient renforcer les capacités opérationnelles de **coupure de câbles** dont s'est dotée la Chine et qui pourraient être employées contre Taïwan[20]. Ces développements sont également congruents avec le déploiement par Pékin d'un système de surveillance de l'activité sous-marine offrant de meilleures capacités de détection des sous-marins, notamment américains, en mer de Chine méridionale[21].

Cette politique d'expansion et de développement capacitaire rencontre toutefois de sérieuses difficultés. L'administration américaine a ainsi fait capoter, en 2013, un projet de câble transatlantique entre New York et Londres dont Huawei était partie prenante[22]. Plus récemment, les mesures prises par Washington pour enrayer la montée en puissance de Huawei sur la 5G ont conduit la société à revendre ses parts de Huawei Marine Systems (qui détient Huawei Marine Networks) à une autre société chinoise, Hengtong Optic-Electric[23] afin d'éviter le ralentissement de la pénétration de la Chine sur ce secteur clé.

---

17. Amaël Cattaruzza, *Géopolitique des données numériques*, Le Cavalier bleu, 2019.
18. Intervention de Jonathan E. Hillman lors de la conférence « China's Digital Silk Road », CSIS, 5 février 2019.
19. James Stavridis, « China's Next Naval Target is the Internet's Underwater Cables », *Bloomberg Opinion*, 9 avril 2019.
20. Conformément à la doctrine des « Trois guerres ». Voir Eli Huang, « China's cable strategy: exploring global undersea dominance », *The Strategist*, ASPI, 4 décembre 2017 ; 吴杰明 (Wu Jieming) , 刘志富 (Liu Zhifu), 舆论战心理战法律战概论 (*Introduction à la guerre de l'opinion publique, la guerre psychologique et la guerre du droit*), National Defense University Press, 2014 ; Stefan Halper (dir.), « China: the three warfares », Report for Andy Marshall, director, Office of net assessment, office of the secretary of defense, mai 2013.
21. James Griffiths, « Beijing plans underwater observation system in South China Sea », CNN, 30 mai 2017.
22. Félix Blanc, « Géopolitique des câbles : une vision sous-marine de l'Internet », *Les carnets du CAPS*, juin 2018.
23. Yang Yuan, Louise Lucas, « Huawei to offload undersea telecoms cable business », *Financial Times*, 3 juin 2019.

II. Les nouvelles technologies

Les cas des plateformes numériques chinoises **WeChat, Weibo et TikTok**, utilisées pour la collecte de données, sont traitées dans d'autres sections du présent rapport (→ p. 194). Nous donnerons ici les exemples de Beidou, Huawei et de deux compagnies de bases de données.

A. Beidou

Le système de navigation BDS (Beidou Navigation Satellite System), mis en œuvre par la société Wuhan Optics Valley Beidou Holding Group, est opérationnel depuis 2012. Ce système de positionnement par satellite a permis à la Chine de rejoindre **le groupe très fermé des puissances disposant d'un système de navigation globale** (Global Navigation Satellite Systems, GNSS) dont font partie les États-Unis (GPS), l'Union européenne (GALILEO) et la Russie (GLONASS). À la fin de l'année 2020, la société chinoise devait compter près d'**une cinquantaine de satellites** couvrant l'ensemble des pays des Nouvelles routes de la soie et offrant ainsi la possibilité à la Chine de pénétrer ces marchés.

Beidou offre à la Chine l'indépendance dont elle ne disposait pas lorsqu'elle était contrainte d'utiliser le système américain GPS[24]. Washington pouvait alors **couper les accès** à certaines zones en cas de conflit avec Pékin. À son tour, la Chine pourrait exercer le même type de **pressions sur les nations qui décident d'adopter le système Beidou** en lieu et place du GPS. Outil d'indépendance, le système de positionnement par satellite Beidou est donc également un indéniable **instrument d'influence** qui occupe une place essentielle dans la construction des routes numériques de la soie[25]. De son côté, le ministère taïwanais des Sciences et Techniques a évoqué des **risques d'espionnage**, arguant que le gouvernement chinois pourrait utiliser Beidou afin de suivre ses utilisateurs en déployant des logiciels malveillants par messagerie ou en utilisant le signal de navigation[26], mais une telle capacité ne semble pas avérée pour l'heure[27]. Quoi qu'il en soit, le « corridor d'information spatial des routes de la soie », ainsi dénommé par Pékin, devrait *in fine* accélérer **la partition de la planète en deux zones d'influence, américaine et chinoise**[28].

B. Huawei

Depuis l'arrestation au Canada de Meng Wanzhou (孟晚舟, directrice financière de Huawei et fille de son PDG Ren Zhengfei 任正非), à la demande du gouvernement des États-Unis, et les mesures de rétorsion décidées par Pékin (notamment l'arrestation de deux citoyens canadiens, Michael Kovrig et Michael Spavor → p. 540), **le différend sino-américain au sujet de Huawei** a éclaté au grand jour. Au-delà des jeux de puissance, cette affaire a mis au jour les ambitions de Pékin en matière de 5G et a poussé ses partenaires potentiels partout dans le monde à en interroger la dimension sécuritaire.

La Chine a fait de la 5G un objectif prioritaire de son développement et des routes numériques de la soie et a consacré des moyens colossaux pour soutenir les entreprises nationales du secteur des télécommunications. Ces efforts ont assuré à la Chine une accrétion extrêmement

24. Pratik Jakhar, « How China's GPS 'rival' Beidou is plotting to go global », BBC, 20 septembre 2018.
25. Echo Huang, « China is building its new Silk Road in space, too », *Quartz*, 18 juin 2018.
26. Lo Tien-pin, Jake Chung, « China Can Track Mobiles through Satellite System », *Taipei Times*, 5 mai 2016.
27. Jordan Wilson, *China's Alternative to GPS and its Implications for the United States*, US-China Economic and Security Review Commission, Staff Research Report, 5 janvier 2017.
28. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Vers une bipolarité fluide États-Unis/Chine ? », *Revue Défense Nationale*, 781, juin 2015, p. 58-63.

INTRODUCTION CONCEPTS ACTEURS ACTIONS CAS CONCLUSION

rapide dans ce secteur très concurrentiel. Huawei est certainement la compagnie chinoise qui a le plus bénéficié de cette émergence de la Chine dans les télécoms. La société s'est imposée en Chine, bien sûr, mais a su également conquérir des parts de marché importantes ailleurs dans le monde[29]. Contrairement à ses concurrents européens, Nokia et Ericsson, essentiellement des fabricants de téléphones, **Huawei est une société intégrée présente sur l'ensemble de la chaîne de valeur**. Sur le continent, Huawei est ainsi par exemple le fournisseur de Deutsche Telekom, Vodafone et Telefónica[30].

Même si ce sont l'affaire Meng Wanzhou et l'adoption d'une nouvelle posture par le gouvernement américain vis-à-vis des sociétés chinoises dans des secteurs jugés sensibles qui ont fait naître en Occident un débat sur les enjeux sécuritaires des activités de Huawei et de la 5G, la montée en puissance de l'espionnage industriel chinois et la proximité de certaines sociétés avec l'appareil de sécurité et de défense chinois avaient préparé la prise de conscience des autorités et de l'opinion publique dans de nombreux pays.

Bien entendu, le positionnement américain ne relève pas simplement d'une volonté de protéger son patrimoine scientifique et industriel mais également d'un désir de freiner, voire de faire avorter, l'ascension des sociétés chinoises dans des secteurs stratégiques. La menace peut parfois faire l'objet d'exagération, il n'en reste pas moins que **Huawei pose de véritables dilemmes de sécurité pour les pays qui acceptent de lui confier la construction de tout ou partie de leurs infrastructures 5G[31]**.

Les questions de sécurité sont multiples. **Le risque d'espionnage** en est une. Par exemple, lorsque l'opérateur téléphonique néerlandais KPN s'est équipé de technologie Huawei en 2009, en dépit des avertissements répétés du Service général de renseignement et de sécurité des Pays-Bas (AIVD) sur le risque d'espionnage, il a demandé à Capgemini de procéder à une analyse de risque. Le rapport produit par ce cabinet de conseil estimait que Huawei était en capacité **d'écouter les conversations « des numéros mobiles de KPN de manière illimitée, incontrôlée et non autorisée », y compris celles du Premier ministre et des ministres**, et avait également accès à la base de données de tous les numéros de téléphone. Le rapport concluait que « les autorités et entreprises pourraient retirer la confiance placée en KPN s'il était rendu public que le gouvernement chinois peut mettre sur écoute des numéros mobiles de KPN et paralyser le réseau[32] ». Ce rapport est donc resté secret, jusqu'à ce que le quotidien *de Volkskrant*, qui a pu le consulter, en rende compte en avril 2021[33]. Autre exemple : en Pologne, un ancien responsable de Huawei a été interpellé en janvier 2019 ; il est accusé d'être un « officier du renseignement chinois placé sous une couverture commerciale à Huawei Polska » et « d'avoir fourni à ces services des informations qui pourraient être préjudiciables pour la République de Pologne[34] »

Une autre préoccupation est **la nature de l'entreprise et ses relations avec les services de sécurité et l'APL**. La collaboration de Huawei avec l'APL dès la naissance de l'entreprise a été évoquée par plusieurs articles, Ren Zhengfei aurait notamment contribué à la construction d'un réseau d'infrastructures de communication dans les années 1990[35]. Ce contrat initial pourrait avoir permis d'établir une relation privilégiée avec l'armée. De plus, la politique de fusion menée par le pouvoir chinois concernant les secteurs dans lesquels exerce Huawei, il semble logique que l'entreprise soit impliquée dans des programmes menés de concert avec

---

29. « China's Digital Silk road », table ronde organisée par le CSIS, 5 février 2019.
30. Laurens Cerulus, Lauren Bishop, « Europe's 5G Stumbles », *Politico*, 8 juillet 2019.
31. Mathieu Duchâtel, François Godement, « L'Europe et la 5G : le cas Huawei. Partie 2 », Institut Montaigne, mai 2019.
32. « Pays-Bas : Huawei a pu écouter les conversations des clients de l'opérateur KPN », RTBF, 17 avril 2021.
33. « Huawei kon alle gesprekken van mobiele KPN-klanten afluisteren, inclusief die van de premier », *de Volkskrant*, 17 avril 2021.
34. « Pologne : procès d'un ex-responsable de Huawei accusé d'espionnage », *Le Figaro*, 1er juin 2021.
35. Keith Johnson, Elias Groll, « The Improbable Rise of Huawei », *Foreign Policy*, 3 avril 2019.

le secteur de la défense chinois. En 2013, l'Intelligence Bureau indien (services intérieurs) a affirmé que Huawei et ZTE faisaient partie du programme 863 de l'APL, lequel confiait à l'entreprise de Ren Zhengfei des responsabilités en matière de routeurs et de commutateurs. Les services indiens craignaient notamment l'implantation de malwares que la Chine pourrait ensuite exploiter en cas de conflit[36]. *Forbes* a affirmé, de son côté, que Huawei a travaillé avec Bo Yu Guangzhou Information Technology Co, société considérée comme l'un des groupes de hackers travaillant pour le gouvernement chinois[37]. La compagnie est listée dans un acte d'accusation du département de la Justice comme responsable d'attaques sur des entreprises américaines. Huawei n'a pas démenti son lien avec Boyusec mais prétend qu'il se limite à une évaluation du système de Huawei.

Il est par ailleurs avéré que l'entreprise, qui fournit « des systèmes de surveillance de villes entières », a « **un partenariat avec les forces de police »**, y compris au Xinjiang, Huawei ayant « signé un "accord de coopération stratégique" avec le ministère de la sécurité publique du Xinjiang[38] » : le chercheur allemand Adrian Zenz, qui affirme que « cette région est un laboratoire pour l'État policier du XXIe siècle auquel Huawei collabore étroitement », estime probable « que la technologie de Huawei ait été directement mise au service de l'identification des personnes ouïghoures et contribua ensuite à leur internement ». Il conclut que « **Huawei est une arme stratégique de l'État chinois pour réprimer les Ouïghours, et probablement un cheval de Troie majeur menaçant la sécurité des télécommunications ailleurs dans le monde »**[39].

Dans un article de juillet 2019[40], Christopher Balding a évoqué un lien fort entre Huawei et les services de renseignement chinois qui légitimerait les inquiétudes des États-Unis et de leurs alliés. Son étude repose sur l'exploitation de CV d'employés de l'entreprise de télécommunications chinoise qui révèlent une expérience antérieure au sein des services de renseignement. Si la démarche est intéressante et innovante pour aborder le terrain chinois, les trois CV présentés par l'auteur ne peuvent en aucun cas permettre de soutenir les conclusions de l'article. Même le cas de Li Jingguo qui aurait travaillé en qualité de représentant du ministère de la Sécurité d'État (sous contrat) auprès de Huawei ne peut suffire à conclure à des liens intimes entre les deux institutions ou à une quelconque instrumentalisation de Huawei par le MSE.

À vrai dire, les services de renseignement n'ont aucun intérêt à établir un contrôle direct sur Huawei en y implantant des agents sous couverture. La loi sur le renseignement, promulguée en 2017, offre déjà le cadre légal pour contraindre les entreprises chinoises à collaborer avec les services de renseignement. Pour sa défense, Huawei, qui a fait appel au cabinet d'avocats Zhong Lun[41], explique qu'aucune loi ne lui demande d'implanter des portes dérobées, que le droit chinois protège les intérêts des entreprises, que les succursales et filiales de Huawei à l'étranger ne sont pas soumises à la loi chinoise, et que Pékin ne peut demander l'assistance de Huawei que pour des objectifs de contre-espionnage précis et clairs. La faiblesse de cette argumentation vient d'abord de **la nature du régime chinois, qui n'assure aucune protection réelle des citoyens et entreprises face au pouvoir** : l'État de droit n'existe pas en Chine – le droit relève plutôt de ce que la doctrine allemande nomme un État de police –, il est donc difficile d'imaginer que les

36. Joji Thomas Philip, « NSC points to Huawei, ZTE's links with Chinese military », *The Economic Times*, 15 mai 2013.
37. Thomas Brewster, « Chinese Trio Linked To Dangerous APT3 Hackers Charged With Stealing 407GB Of Data From Siemens », *Forbes*, 27 novembre 2017.
38. L'auteur fait référence à la direction provinciale du MSP.
39. Adrian Zenz, « "Huawei est une arme stratégique de l'État chinois pour réprimer les Ouïgours" », *Le Monde*, 4 mars 2021 (pour les six dernières citations).
40. Christopher Balding, « Huawei Technologies' Links to Chinese State Security Services », *SSRN*, 5 juillet 2019.
41. Declaration of Jihong Chen and Jianwei Fang Before the Federal Communications Commission May 27, 2018, https://thechinacollection.org/wp-content/uploads/2019/03/Huawei-Declaration.pdf.

dirigeants de Huawei pourraient refuser de donner satisfaction aux services chinois. En outre, on notera la proximité du cabinet d'avocats Zhong Lun avec le Parti ; le président de cette firme, Zhang Xuebing, occupant également le siège de secrétaire du Parti de l'Association des avocats de Pékin. Cette dernière s'est illustrée après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en contribuant à mettre au pas les avocats spécialisés dans la défense des libertés publiques.

Par ailleurs, Christopher Balding et Donald Clarke ont questionné **la structure financière de l'entreprise** en soulignant que l'on ne pouvait connaître son véritable propriétaire. Ren Zhengfei, présenté comme son propriétaire, n'en possède en réalité qu'une part infime. Huawei – dont le nom complet est Huawei Technologies Inc. – est détenu intégralement par Huawei Investment & Holding, une autre société beaucoup plus petite qui ne compte que quelques centaines d'employés. Cette holding est à son tour co-détenue par le fondateur Ren Zhengfei, avec « près de 1,01 % » et un syndicat du Parti, appelé Huawei Investment & Holding Company Trade Union Committee (HHTUC), qui détient les 98,99 % restants. Selon les deux auteurs, l'opacité de ce système rend impossible la compréhensin de l'articulation des responsabilités entre les différentes structures.

Enfin, deux anciens managers de la branche tchèque de Huawei ont déclaré sous anonymat à la radio locale qu'ils devaient intégrer dans **la base de données de la société** des éléments personnels sur leurs interlocuteurs tels que le nombre d'enfants, leurs goûts et situation financière. Cette base était gérée par le siège et ils ignoraient qui y avait accès. Les informations recueillies étaient par ailleurs régulièrement discutées avec des membres de l'ambassade de Chine. Les informations sur les fonctionnaires tchèques étaient également collectées et certains faisaient ensuite l'objet d'invitation en Chine[42].

C. Bases de données

Les autorités chinoises ont compris depuis longtemps que, pour **« guider » le peuple, le « canaliser » dans une approche quasi hydrologique de l'opinion publique**[43], il fallait en premier lieu le connaître, donc le surveiller, et **commencer par collecter et traiter une masse considérable de données** sur ses habitudes et ses préférences. Pour ce faire, l'utilisation d'outils automatisés est indispensable – d'où une fusion très étroite, en Chine, entre le contrôle de l'opinion et **les technologies relatives aux mégadonnées**[44] ; et, par la même occasion, entre le Parti-État et les entreprises privées du secteur. C'est le cas d'abord et avant tout pour le contrôle de l'opinion intérieure, mais aussi – et de façon croissante – pour l'opinion internationale. Et, selon Jessica Blake et Mareike Ohlberg, cela donne « **un aperçu de ce à quoi le techno-autoritarisme [chinois] pourrait ressembler** : l'utilisation par le Parti-État des entreprises de technologie privées, et sa dépendance à leur égard, pour gérer l'interaction volatile entre les idées, la parole et la société[45] ». Ce qui est également appelé **l'« autoritarisme numérique » chinois donne lieu à un nombre croissant d'études**[46]. Dans ce cadre, l'utilisation par Pékin de bases de données pour alimenter et préparer des opérations d'influence à l'étranger peut être illustré par deux exemples.

42. « Huawei's Czech employees share sensitive information with Chinese embassy », *Kafkadesk*, 23 juillet 2019.
43. David Bandurski, « How China's government controls the news: a primer », *Foreign Policy*, 21 juillet 2015.
44. Rogier Creemers, « Cyber China: Upgrading propaganda, public opinion work and social management for the Twenty-First century », *Journal of Contemporary China*, 26:103, p. 85-100.
45. Jessica Blake et Mareike Ohlberg, « Message Control », *ChinaFile*, 20 décembre 2020.
46. Voir notamment Alina Polyakova et Chris Meserole, « Exporting digital authoritarianism: The Russian and Chinese models », Policy Brief, Brookings, août 2019, qui comparent les modèles chinois et russe.

1. GTCOM

Global Tone Communications Technology Co. Ltd (GTCOM) est **une société de méga-données et d'intelligence artificielle qui dépend du département de Propagande**, dont l'un des produits « prétend collecter 10 téraoctets de données par jour, ou deux à trois pétaoctets par an, à partir de pages Web, de forums, de Twitter, Facebook, WeChat et d'autres sources. En termes de taille, c'est l'équivalent de 20 milliards de photos Facebook. L'entreprise décrit son travail comme contribuant directement à la sécurité nationale de la Chine, y compris le renseignement militaire et la propagande[47] », explique Samantha Hoffman, auteure d'un rapport de l'ASPI sur cette société[48]. GTCOM a notamment un accord avec Alibaba Cloud qui utilise ses services de traduction et l'autorise à récolter toutes les données que ces services génèrent.

2. OKIBD

Une étude de septembre 2020[49] fournit pour la première fois **la preuve directe que Pékin « collecte des données sur des personnes et des institutions étrangères à des fins d'opérations de renseignement et d'influence »**. Les auteurs ont eu accès à une base de données créée par la compagnie Shenzhen Zhenhua Data Information Technology Co. nommée Overseas Key Information Database (OKIDB). Elle contient « 2,4 millions d'individus, 650 000 organisations, 2,3 milliards d'articles de presse et 2,1 milliards de publications sur les réseaux sociaux[50] ». Les données ont été aspirées de diverses autres bases, dont Factiva, et des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, LinkedIn et d'autres, que China Revival semble explorer pour reconstruire **des profils personnels, des liens familiaux et professionnels**. La base contient des photos des individus en question. L'étude estime que la plupart des informations compilées sont publiques mais que 10 à 20 % ne semble pas l'être et les auteurs estiment « que **certaines données proviennent d'un accès non autorisé tel que le piratage**[51] ». Parmi les individus recensés figurent de nombreux employés du secteur public : « tout le monde, des politiciens connus aux assistants politiques en passant par le personnel militaire de bas niveau[52] ». Mais aussi des milieux d'affaires, universitaires, scientifiques, think tanks et même du crime organisé. Ce qu'ils ont en commun : « tous sont **des individus et des institutions qui sont ciblés par les opérations chinoises de sécurité, de renseignement et d'influence**[53] ».

Cette base a des fonctionnalités de recherche : « Conçue pour aider le gouvernement chinois, les services de sécurité et de renseignement, OKIDB ajoute des fonctionnalités multicouches pour aider à cibler et à relier les individus. Bien que peu détaillées, nous avons trouvé des notes d'analystes sur certaines cibles. Certains index avaient des classificateurs pour les individus ou les institutions en fonction de leur importance[54] ». Elle permet aussi d'établir des cartographies, des liens entre relations personnelles et professionnelles.

OKIDB ne semble pas être un cas isolé, les auteurs ayant trouvé que cette base avait « des liens avec d'autres bases connexes » et que les institutions et individus semblent classés dans des bases séparées. Les auteurs affirment que « l'État chinois utilise les données d'OKIDB », ce dont d'ailleurs Shenzhen Zhenhua ne se cache pas puisque **la compagnie assume être**

47. Samantha Hoffman, in Rohan Thomson, « How China surveils the world », *MIT Technology Review*, 19 août 2020.
48. Samantha Hoffman, *Engineering Global Consent: The Chinese Communist Party's data-driven power expansion*, ASPI's International Cyber Policy Centre, Policy Brief, Report 21/2019.
49. Christopher Balding, « Chinese Open Source Data Collection, Big Data, And Private Enterprise Work For State Intelligence and Security: The Case of Shenzhen Zhenhua », SSRN, 13 septembre 2020.
50. *Ibid.*, p. 2.
51. *Ibid.*, p. 3.
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*, p. 4.
54. *Ibid.*, p. 3.

proche de l'APL et du MSE. Il est probable qu'OKIDB aide ces structures à planifier leurs opérations de renseignement et d'influence, en collectant des informations sur les cibles potentielles. Les auteurs concluent que « Le mélange unique de fusion civilo-militaire poussé par la Chine qui travaille avec des entreprises privées pour s'engager dans des activités de politique étatique telles que la collecte de renseignements devrait être préoccupant. Les personnes et institutions étrangères travaillant dans des secteurs sensibles ou influents doivent savoir comment la Chine les cible pour des opérations d'influence. **La Chine utilise une variété d'entreprises et de canaux pour collecter des données afin d'éclairer son influence et ses opérations de renseignement[55] ».**

55. *Ibid.*, p. 5.

SYNTHÈSE DE LA DEUXIÈME PARTIE

Contrairement à un préjugé répandu – en général à propos des États autoritaires –, **« la Chine » n'est pas un acteur unitaire et la relative fragmentation du régime peut avoir** un impact sur la nature de ses opérations d'influence. **Celles-ci sont mises en œuvre par quatre grandes catégories d'acteurs institutionnels : le Parti, l'État, l'Armée et les entreprises.**

• **Au sein du Parti**, cinq entités sont des acteurs importants des opérations d'influence :

- le département de Propagande, en charge de l'idéologie, qui contrôle tout le spectre des médias et toute la production culturelle du pays. C'est une puissante machine à modeler le discours dominant, contrôler les médias de masse, restreindre la liberté d'expression et l'esprit critique, orienter – manipuler – l'opinion publique, défendre ses intérêts, justifier ses actions et se présenter sous son meilleur jour. Le département de Propagande est à la tête d'un vaste réseau contrôlant différents vecteurs de l'information non seulement en Chine mais aussi à l'étranger, où il se montre même de plus en plus agressif ;

- le département du Travail de Front uni (DTFU), qui a douze bureaux, reflétant ses principales cibles : les partis politiques ; les minorités ethniques ; Hong Kong, Macao et Taïwan ; l'économie non publique ; les intellectuels non membres du PCC ; les nouvelles classes sociales ; le Tibet ; le Xinjiang ; les Chinois outre-mer (deux bureaux) et les affaires religieuses (*idem*).

- le département des Liaisons internationales (DLI), qui entretient des relations avec les partis politiques étrangers, dans le cadre d'une « diplomatie de parti » dont l'objectif est non seulement de construire un consensus mondial en faveur de Pékin (accroître le nombre d'« amis » de la Chine, renforcer le *soft power* et le pouvoir discursif) mais aussi de servir de plateforme d'analyse et d'observation, voire de collecte de renseignement ;

- la Ligue de la jeunesse communiste (LJC), tout à la fois courroie de transmission vers la jeunesse, pépinière pour de futurs cadres du Parti et force mobilisable en cas de besoin (avec ses plus de 80 millions de membres âgés de 14 à 28 ans). La LJC dispose de ses propres moyens de propagande en chinois et en anglais et a accru sa présence sur les réseaux sociaux où elle fait la promotion du Parti, de la patrie et la critique des États-Unis en utilisant notamment l'humour et le sarcasme. Un exemple d'agent de la LJC est le groupe de rap CD Rev qui est l'un des instruments les plus efficaces du discours anti-américain auprès de la jeunesse chinoise dans le monde. Plusieurs exemples d'actions menées par la LJC témoignent d'une capacité à manipuler la population chinoise et à mobiliser les jeunes Chinois, notamment ceux vivant à l'étranger, afin de contribuer à des opérations coordonnées ;

- le Bureau 610, qui compterait environ 15 000 personnes sur l'ensemble du territoire chinois et à l'étranger agissant en dehors de tout cadre légal pour éradiquer le mouvement Falun Gong. Il y a notamment un membre du Bureau 610 dans chaque mission diplomatique chinoise, dont la mission est de détecter, ficher et persécuter les adeptes de ce mouvement, tout en menant des actions de propagande en direction des gouvernements étrangers pour les dissuader d'entretenir des relations avec eux.

• **Au sein de l'État, deux structures en particulier sont impliquées dans les opérations d'influence :**

- le ministère de la Sécurité d'État (MSE), qui est la principale agence civile de renseignement, constituée de 17 ou 18 bureaux ou directions dont certains utilisent des couvertures pour mener des opérations à l'étranger (par exemple, le 4e bureau utilise la couverture du bureau de Coopération scientifique avec Taïwan, Hong Kong et Macao de l'Académie des sciences) ;

- le bureau des Affaires taïwanaises (BAT), qui a la charge de la propagande à destination de Taïwan et supervise divers médias à cette fin.

• **Au sein de l'Armée populaire de libération (APL)**, qui n'est pas une armée nationale mais le bras armé du Parti, c'est **la Force de soutien stratégique (FSS)**, et notamment le département des Systèmes de réseaux, qui depuis les réformes militaires de 2015 aurait hérité des capacités et missions dans le domaine informationnel, en plus du cyber et de l'électromagnétique.

Plus précisément, l'un des acteurs clés dans ce domaine est l'unité 61716 de l'APL, aussi surnommée « base de la guerre de l'opinion publique, de la guerre psychologique et de la guerre du droit » ou **base 311**. Dédiée à l'application de la stratégie des « Trois guerres », elle centraliserait tout le travail de guerre psychologique contre Taïwan, mais pas seulement (la base 311 mène aussi des recherches sur l'environnement informationnel aux États-Unis). Cette base a son quartier général dans la ville de Fuzhou. Elle est dirigée par un duo composé d'un commandant et d'un commissaire politique. Elle est essentiellement composée de chercheurs et d'ingénieurs, qui s'intéressent aux technologies de l'information et de la communication qui peuvent être mises au service de la guerre de l'opinion publique, notamment l'intelligence artificielle.

La base 311 gère aussi des entreprises qui servent de couvertures civiles dont Voice of the Strait (VTS), la China Huayi Broadcasting Corporation (dont le président a toujours été le commandant de la base 311) et la maison d'édition Haifeng (nous formulons l'hypothèse que son directeur est lui aussi un officier de l'APL) – qui ont toutes un potentiel d'influence à travers la radio, la télévision, internet, les réseaux sociaux ou encore les livres. La base supervise aussi d'autres unités de l'APL (notamment les unités 61070 et 61198, dont les centres d'intérêt sont aussi les communications réseau, la guerre psychologique et Taïwan) et a des relations étroites avec une nébuleuse de plateformes-relais telle que la China Association for International Friendly Contact (CAIFC) dont la mission est de cultiver des relations avec des membres des élites de pays étrangers. La base accueille aussi un centre de formation qui utilise un faux hôtel comme couverture.

• Enfin, **les entreprises publiques comme privées** jouent un rôle important dans la collecte des données dont l'efficacité des opérations d'influence dépend puisqu'il faut savoir qui influencer, quand et comment. La collecte de données s'opère de diverses manières, dont l'espionnage et le piratage, mais aussi la cooptation de régimes, la construction d'infrastructures et les nouvelles technologies – ce pour quoi le Parti mobilise les entreprises. Que ce soit dans le cadre de la fusion civilo-militaire visant à convertir les innovations technologiques civiles en gains militaires, ou de l'article 7 de la loi sur le renseignement, qui contraint toutes les entreprises chinoises, publiques comme privées, et également les citoyens, à « soutenir, aider et coopérer aux efforts nationaux de renseignement », le Parti-État met en œuvre une stratégie de renforcement du contrôle du secteur privé. **Peuvent en particulier servir à la collecte des données :**

- les infrastructures, notamment les bâtiments (à la suite du scandale du siège de l'Union africaine, construit par une société chinoise, qui s'est avéré truffé de micros et dont les systèmes informatiques étaient équipés de portes dérobées permettant aux services chinois d'aspirer l'intégralité des échanges, il a été établi que des compagnies chinoises avaient construit ou rénové pas moins de 186 bâtiments gouvernementaux ne serait-ce qu'en Afrique, et créé au moins 14 réseaux de télécommunications gouvernementaux sensibles, qui présentent donc des risques similaires – ces informations pouvant être utilisées non seulement pour recruter de potentiels agents, ou compromettre et contraindre certains dirigeants, mais aussi pour « faciliter les opérations d'influence de Pékin) **et les**

câbles sous-marins, qui constituent l'une des priorités des routes digitales de la soie, Pékin souhaitant accroître ses capacités de captation des données transitant sur ces câbles et jouir d'un moyen de pression supplémentaire en cas de différend politique ou commercial ;

- les nouvelles technologies, dont les plateformes numériques WeChat, Weibo et TikTok (traitées dans une autre section de ce rapport) ; **Beidou**, qui non seulement permet d'exercer des pressions sur les États ayant adopté ce système de navigation, mais qui présenterait aussi des risques d'espionnage ; **Huawei**, une société intégrée présente sur l'ensemble de la chaîne de valeur, qui suscite des inquiétudes en raison de la nature de l'entreprise et les relations qu'elle pourrait entretenir avec les services de sécurité et l'APL ; et enfin **des bases de données** offrant un aperçu de ce que des chercheurs appellent le « techno-autoritarisme », ou « autoritarisme numérique » chinois, qui sont utilisées pour alimenter et préparer des opérations d'influence à l'étranger comme l'illustrent les exemples de GTCOM, une société de mégadonnées et d'intelligence artificielle qui dépend du département de Propagande, et d'OKIBD, une base de données d'une compagnie assumant sa proximité avec l'APL et du MSE qui rassemble des millions de profils personnels, avec leurs liens familiaux et professionnels, d'individus « ciblés par les opérations chinoises de sécurité, de renseignement et d'influence ».



Troisième partie

ACTIONS

Cette partie, qui est la plus longue du présent rapport, sans pour autant être exhaustive, témoigne du nombre et de la diversité des types d'actions mises en œuvre par le Parti-État dans ses opérations d'influence à l'étranger. Elles peuvent être classées en **deux approches : Pékin vise dans le même temps à séduire et subjuguer, d'une part, et à infiltrer et contraindre, d'autre part**. Ces deux catégories sont utiles dans l'analyse, pour comprendre que les opérations d'influence chinoises marchent sur deux jambes, mais elles sont loin d'être toujours distinguables en pratique et elles ne sont certainement pas mutuellement exclusives. Par exemple, la langue et la culture font partie intégrante de l'entreprise de séduction mais, par l'enseignement dans les Instituts Confucius ou les pressions sur l'industrie cinématographique et les musées, par exemple, elles sont aussi des moyens d'infiltration et de contrainte. La répartition que nous avons choisie est donc discutable, elle aurait pu être différente. Ce qui compte, davantage que de savoir si tel moyen se trouve dans telle catégorie – puisqu'ils sont nombreux à relever des deux en même temps – est de percevoir l'extraordinaire diversité des moyens de séduction, de subjugation, d'infiltration et de contrainte que possède Pékin.

A priori, ces deux approches sont complémentaires. En pratique cependant, la seconde a clairement pris le pas sur la première ces dernières années – une réalité reflétée par le déséquilibre entre les deux chapitres de cette partie, le second étant quinze fois plus long que le premier. D'où la perception largement partagée sur la scène internationale de l'agressivité croissante de la Chine. Pékin n'a pas renoncé à séduire, mais a désormais recours à la contrainte de façon systématique et désinhibée. Nous reviendrons en conclusion sur ce choix qui pourrait s'avérer contre-productif (→ p. 631).

Chapitre 1

SÉDUIRE ET SUBJUGUER

Le premier type de stratégie de guerre politique mise en œuvre par le PCC consiste à séduire les publics étrangers. Proches de la logique du Front uni, qui vise à éliminer les ennemis du Parti en les ralliant à sa cause, ces stratégies reposent sur **la narration d'une histoire positive de la Chine**, la mise en récit méliorative de ses réussites passées ou présentes. Ces récits doivent susciter des vagues de sympathie, voire d'adhésion, à l'égard de la Chine et ses politiques. Dans certains cas, ils peuvent conduire à une véritable subjugation (du latin *jugare* qui signifie « attacher ») des cibles de ces opérations de charme. « Ce que les stratèges chinois ont compris depuis longtemps, expliquent Fabrice de Pierrebourg et Michel Juneau-Katsuya, c'est que **l'influence est beaucoup plus efficace que le contrôle. Ultimement, le contrôle est l'aboutissement de l'influence stratégiquement utilisée**. Ainsi, plutôt que de se lancer dans une attaque de front pour prendre le contrôle sur un opposant, il vaut mieux user de patience et de stratégie en gagnant avant tout de l'influence sur lui. […] Pour ce faire, des émissaires à la langue de miel vanteront dans un premier temps les avantages à maintenir de bonnes relations, feront miroiter des marchés lucratifs, des ententes de partenariats privilégiés, etc.[1] »

Nous illustrerons ici cette stratégie de séduction chinoise à partir de **quatre récits** bien identifiables qui mettent en avant des qualités intrinsèques, des valeurs ou réalisations chinoises : **le « modèle chinois », la tradition, la bienveillance et la puissance**. Ces récits peuvent avoir pour ambition de favoriser la construction d'une vision positive de la Chine (*positive strategies*[2]), mais aussi de « corriger » les représentations erronées de la Chine en démonétisant les récits négatifs tels que la théorie de la menace chinoise (*China threat theory*). Comme Xi Jinping l'a demandé, il faut « raconter correctement l'histoire chinoise et faire entendre la voix de la Chine[3] ». **Ces récits n'ont pas tous la même cible** et peuvent parfois être diffusés à des audiences différentes par des canaux distincts. Certains vont cibler l'ensemble d'une société, d'autres des groupes spécifiques au sein de cette société (la diaspora chinoise, la communauté journalistique ou académique, etc.) ; dans des cas plus rares enfin, ces récits peuvent viser une ou quelques personnes (par exemple un homme politique).

1. Fabrice de Pierrebourg et Michel Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs. Enquête sur les activités d'espionnage au Canada*, Montréal, Stanké, 2009, p. 149.

2. James Pamment, Howard Nothhaft, Henrik Agardh-Twetman, Alicia Fjällhed, « Countering Information Influence Activities: The State of the Art », *Lund University*, juillet 2018.

3. « Raconter correctement l'histoire chinoise et faire entendre la voix de la Chine », *China.org*, 5 décembre 2018, https://archive.vn/ykA7e.

I. Le « modèle chinois »

L'entreprise de séduction chinoise repose en partie sur le modèle que, implicitement, elle offre au monde, concurrençant de ce fait la démocratie libérale. **Ce « modèle » repose avant tout sur une croissance économique spectaculaire[4], une prétendue efficacité administrative et politique** – une façon de faire « à la chinoise » qui serait bien plus efficiente que les sempiternelles palabres des démocraties – dont on trouve une illustration récente mais controversée dans la construction éclair d'hôpitaux pour prendre en charge les malades de la Covid-19, **et un système politique qui repose sur la méritocratie et la supposée sagesse des dirigeants plutôt que sur l'élection**[5].

Daniel Tobin a rappelé en mars 2020, lors de son audition par le Congrès des États-Unis[6], qu'il est erroné de se représenter le PCC comme une organisation archaïque, sur la défensive, s'évertuant à faire tenir ensemble un héritage communiste démonétisé par l'effondrement du bloc de l'Est et une économie capitaliste moderne. La production du Parti révèle au contraire **des ambitions révisionnistes qui dépassent le simple désir de rester au pouvoir et portent sur une reconfiguration du système international qui doit à terme être dominé par les normes, valeurs et institutions chinoises**. « La Chine est devenue la principale puissance révisionniste de la planète », souligne ainsi Jean-Pierre Cabestan[7]. C'est d'ailleurs une différence importante avec le Kremlin, comme l'explique Jean-Maurice Ripert, qui a été ambassadeur dans les deux pays : « là où la Chine estime que les droits humains au sens de la Déclaration universelle des Nations unies de 1948 ne s'appliquent pas dans son cas et prône des "valeurs chinoises", la Russie prétend les respecter[8] ». « La Chine tente d'imposer un autre système international, que l'on pourrait appeler le "multi-bilatéralisme". En gros, c'est comme une roue de bicyclette : les États sont des rayons qui conduisent vers un centre unique, la Chine ! Officiellement, les Chinois disent vouloir défendre le multilatéralisme, mais ce n'est pas la réalité du projet chinois. Ils défendent un schéma où chacun se définirait par rapport à la Chine, et où la juxtaposition de ces relations formerait un nouveau système international, fondé sur les valeurs chinoises[9]. » **Pékin veut façonner l'ordre international et en a les moyens, contrairement à Moscou qui, à défaut de pouvoir ordonner, adopte plutôt une « stratégie du désordre[10] »**. Nous reviendrons sur cette comparaison en conclusion (→ p. 614).

Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la promotion de ce modèle s'est incarnée dans **deux concepts phares : « la solution chinoise »** (中国方案) **et « la communauté de destin »** (人类命运共同体). La première formule illustre l'opposition de la Chine aux théories de

4. La Chine a connu une croissance du PIB réel de 9,8 % en moyenne annuelle sur une période de trente ans. Ces résultats n'en font pas une exception, mais l'inscrivent dans un schéma comparable à ceux de la Corée du Sud, du Japon et de Taïwan. Sur la période 1950-1980, la Corée a connu une croissance annuelle moyenne du PIB réel de 9,1 %, le Japon de 7,7 % et Taïwan (sur la période 1960-1990) de 8,8 % ; la Chine fait donc à peine mieux. Si l'on observe la croissance annuelle du PIB réel par habitant en parité de pouvoir d'achat, on obtient alors les résultats suivants : Chine (1978-2004) 11,7 %, Japon (1950-1980) 11,1 %, Corée du Sud (1953-1983) 9,5 %, Taïwan (1960-1990) 12,4 %. La croissance de la Chine s'inscrit donc dans un schéma de développement régional et non dans l'exception.

5. Voir la réponse faite à Daniel Bell, un intellectuel canadien soutenant le modèle méritocratique chinois : Paul Charon et Guillaume Dutournier, « Le confucianisme, un modèle politique ? Une réponse à Daniel A. Bell », *La Vie des idées*, 15 juin 2010.

6. Daniel Tobin, « How Xi Jinping's "New Era" Should Have Ended U.S. Debate on Beijing's Ambitions », *A "China Model ?" Beijing's Promotion of Alternative Global Norms and Standards*, U.S.-China Economic and Security Review Commission, 13 mars 2020.

7. Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, Paris, Gallimard, 2021.

8. Jean-Maurice Ripert, « Chine, Russie : rivales ou complices ? » (entretien), *Open Diplomacy*, 30 juillet 2020.

9. Jean-Maurice Ripert, cité dans Louis Hausalter, « Pour l'ancien ambassadeur de France à Pékin, "la Chine tente d'imposer un autre système international" », *Marianne*, 25 mai 2020.

10. Isabelle Mandraud et Julien Théron, *Poutine, la stratégie du désordre*, Paris, Taillandier, 2021.

Francis Fukuyama sur la fin de l'histoire[11]. C'est le sens de la déclaration de Xi Jinping lors des festivités autour du 95e anniversaire du Parti en 2016 : « *history never ended* ». Le parti communiste est confiant dans sa capacité à offrir à l'humanité une solution alternative dans sa quête d'un meilleur système social, autrement dit en substitution aux institutions de la démocratie libérale[12]. C'était le sens également de la déclaration de He Yiting (何毅亭), vice-présidente de l'École centrale du Parti, au mois de mai 2020 : « La nouvelle ère du socialisme aux caractéristiques chinoises de Xi Jinping est le marxisme du XXIe siècle […] Le développement de la Chine transcende les frontières géographiques nationales et acquiert une importance historique mondiale, signifiant que la Chine est qualifiée pour être le sommet idéologique et théorique qui guide le développement innovant du marxisme mondial[13]. »

La « communauté de destin », quant à elle, repose sur l'idée qu'il y a une communauté mondiale consciente de partager un même destin et qu'il est donc nécessaire de coopérer pour faire face aux défis actuels. Ce concept était déjà présent dans le répertoire de la rhétorique du Parti avant Xi Jinping, Hu Jintao l'avait ainsi évoqué dans son discours du 8 novembre 2012, lors du 18e congrès du Parti, pour affirmer qu'il était nécessaire de faire prendre conscience aux autres pays que nous faisons tous partie de cette même « communauté de destin[14] ». Le concept n'était cependant pas central pendant le mandat de Hu, qui privilégiait plutôt celui de « société harmonieuse » respectant la diversité des systèmes. Xi Jinping se démarque de Hu en offrant une place centrale au concept de « communauté de destin » qui exhorte à l'adoption du modèle chinois. L'idée d'une communauté de destin n'est pas sans lien du reste avec la notion confucéenne de *Tianxia* (天下 - « Tout-sous-le-ciel ») réactivée par Zhao Tingyang (赵汀阳) et qui fait l'objet de débats importants au sein du monde académique chinois, mais peu repris, pour l'heure, par le Parti[15].

Le concept de « communauté de destin » est intégré dans les statuts du Parti en 2017, puis dans le préambule de la constitution de la RPC en 2018[16]. Xi Jinping l'introduit à l'étranger à l'occasion de différents événements tels que sa tournée en Afrique puis dans les pays membres de l'ASEAN en 2013, au forum de Bo'ao la même année, à celui de Davos en 2017, ou encore aux Nations unies. En 2015, le terme *destiny*, dans la traduction officielle en anglais, est remplacé par « future » afin d'atténuer le caractère expansionniste de la formule et éviter ainsi la suspicion des publics étrangers[17]. La formule anglaise consacrée devient ainsi : « *community of shared future for mankind* », mais l'expression en chinois, elle, demeure inchangée. L'entreprise de rhétorique vise ainsi à **dénaturer le vocabulaire libéral** au profit de la vision du PCC, comme le souligne Stella Chan : « cette phrase intègre des éléments traditionnels de la politique étrangère chinoise qui privilégient une approche des droits de l'homme centrée sur l'État, tout en subordonnant les droits individuels à la question fondamentale de l'intérêt national[18]. »

Contrairement à Hu Jintao, **Xi Jinping a un projet pour concrétiser sa vision : les Nouvelles routes de la soie (BRI)**. **La BRI consiste à construire des plateformes et des**

11. David Kelly, « The "China Solution": Beijing responds to Trump », *The Interpreter*, 17 février 2017.

12. « 中国共产党人和中国人民完全有信心为人类对更好社会制度的探索提供中国方案 ». Discours de Xi Jinping, le 1er juillet 2016, lors du 95e anniversaire de la fondation du PCC, https://archive.vn/W6E5l.

13. He Yiting (何毅亭), « 学习时报：习近平新时代中国特色社会主义思想是21世纪马克思主义 » (Study Times : La Pensée socialiste aux caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère de Xi Jinping est le marxisme du XXIe siècle), 学习时报 (Study Times), 15 juin 2020. Citée par Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine*, *op. cit.*

14. Le discours de Hu Jintao est disponible en anglais et en chinois à l'adresse suivante : https://archive.vn/TT1ya.

15. Ji Zhe, « *Tianxia*, retour en force d'un concept oublié. Portrait des nouveaux penseurs confucianistes », *La Vie des idées*, 3 décembre 2008.

16. Le texte intégral en chinois des statuts du Parti révisés en 2017 est disponible à l'adresse : http://www.12371.cn/special/zggcdzc/zggcdzcqw/#zonggang. Le texte intégral en chinois de la Constitution de la RPC révisée en 2018 est disponible à l'adresse : http://www.gov.cn/guoqing/2018-03/22/content_5276318.htm.

17. Stella Chan, « Community of Common Destiny for Mankind 人类命运共同体 », *China Media Project*, 25 août 2021.

18. *Ibid.*

infrastructures afin de bâtir cette « communauté de destin ». La campagne de propagande pour la « communauté de destin » est accompagnée d'un arsenal de slogans mélioratifs – coopération « gagnant-gagnant », « égalité entre États », « développement pacifique », « prospérité », « respect mutuel », « amitiés entre les peuples », etc. – qui ne peuvent que susciter l'adhésion. Le **champ lexical** utilisé pour faire la promotion de la BRI est du même genre, **vague et ambigu, positif mais creux**. La BRI est régulièrement présentée innocemment comme un projet « d'inclusivité », de « connectivité », ou encore de « coopération ». La vision chinoise du monde telle qu'elle est présentée dans les médias est associée aux idées de « grande famille », de « village mondial », de travail « main dans la main », dialogue, justice, paix, progrès de l'humanité, rejet de la mentalité de guerre froide, rejet de l'hégémonie, défense des « petits » États et autres idées séduisantes.

Les premiers résultats d'une recherche Google en septembre 2020 incluant les mots clés « Belt and Road » et le nom d'un média chinois dédié à l'international tel que le *Global Times*, le *China Daily* ou encore CGTN, illustrent la prégnance de ce type de discours : la BRI… « … meilleur espoir pour un rebond de la mondialisation », « … route de vie et d'opportunité », « … guide pour une reprise mondiale », « … aide à la construction de relations économiques pérennes », « … stimule les échanges culturels et la compréhension mutuelle », « … apporte des bénéfices majeurs aux quatre continents », « … est importante pour l'Europe » et « … n'est pas une stratégie de la Chine »[19].

Cette propagande qui diffuse **l'image d'un projet chinois bénéfique pour tous, presque altruiste**, n'est pas dénuée de résultats pour Pékin. Pourtant, le pouvoir chinois ne cache pas ce que ce concept signifie concrètement : **le Parti-État cherche à imposer un nouvel ordre international, un ordre aux « caractéristiques chinoises », autrement dit servant ses intérêts**. La Chine ne souhaite pas simplement remplacer les États-Unis à la tête du système international actuel, elle a pour ambition de **devenir le chef de file d'un nouvel ordre mondial**. Pékin ne peut pas se satisfaire de l'ordre mondial actuel car non seulement il ne garantit pas la sécurité de son régime politique, mais en plus il ne l'apprécie pas à sa « juste » valeur. Le Parti ne veut pas seulement d'un ordre mondial dans lequel son régime politique peut survivre, il veut un ordre mondial dans lequel son régime politique est glorifié[20]. C'est l'ambition du « rêve chinois » pour la « grande renaissance nationale ». La construction d'une « communauté de destin » est la solution pour réaliser la « grande renaissance nationale ».

La campagne de propagande pour la « communauté de destin » cherche à **convaincre les autres États de suivre le modèle chinois, qui se présente comme une alternative au modèle occidental libéral**, un modèle supérieur, plus efficace, permettant d'assurer le développement économique tout en préservant la stabilité politique. Forte de ses « cinq millénaires de glorieuse civilisation », de près « d'un siècle de lutte du Parti communiste chinois » et de « quarante ans de développement miraculeux », la Chine a non seulement la légitimité mais également les capacités, affirme Xi Jinping, de devenir le leader du nouvel ordre mondial et de la sécurité internationale[21]. Dans son discours au 19e Congrès, Xi Jinping défend que « le socialisme à la chinoise a […] ouvert aux pays en développement une voie plus large pour leur

19. Alfred Romann, « Belt and Road best hope for globalization's rebound », *China Daily*, 6 juillet 2020 ; Wu Ken, « BRI: route of life and opportunity », *Global Times*, 6 juillet 2020 ; Huang Yongfu, « Belt and Road Initiative is a beacon for gloomy global recovery », CGTN, 14 mai 2020 ; Liu Zhihua, « Belt and Road helps build lasting economic and trade relations », *China Daily*, 12 décembre 2019 ; « China's Belt and Road Initiative boosts cultural exchanges, mutual understanding among participants: Chinese scholar », *Global Times*, 27 juin 2019 ; You Yang, Li Shiyu, « 70 Years of Diplomacy: BRI brings major benefits to four continents », CGTN, 4 octobre 2019 ; Nilay Syam, « China's Belt and Road Initiative: Why is it important to Europe? », CGTN, 13 novembre 2019 ; Ding Gang, « Why isn't the BRI a strategy of China? », *Global Times*, 22 janvier 2020.

20. Tobin, « How Xi Jinping's "New Era" Should Have Ended U.S. Debate on Beijing's Ambitions », *op. cit.*

21. « 习近平首提“两个引导”有深意 » (La première mention des « deux guides » par Xi Jinping a une signification profonde), *Sina*, 20 février 2017, https://archive.vn/E3dIr.

modernisation, offert des choix totalement nouveaux aux nations et pays désireux d'accélérer leur développement en toute indépendance et apporté à l'humanité la sagesse et la solution chinoises pour résoudre ses problèmes[22] ».

Les Chinois se félicitent que leur concept de « communauté de destin » ait été repris mot pour mot dans plusieurs résolutions des Nations unies, signe qui refléterait selon eux que les idées chinoises gagnent du terrain auprès de la communauté internationale, celle-ci reconnaissant le statut de puissance responsable de la Chine[23]. **L'ONU présente aujourd'hui la BRI comme un projet aligné sur les objectifs de développement durable de l'agenda 2030 et le secrétaire général des Nations unies a personnellement fait la promotion de la BRI** auprès des autres États membres[24], incitant ces derniers à s'y associer, en présentant la BRI telle que le fait la propagande chinoise, autrement dit comme un projet de développement de niveau mondial, plutôt que pour ce qu'elle est vraiment, c'est-à-dire une stratégie de déploiement de l'influence chinoise pour bâtir un ordre international conforme à la vision du Parti[25]. Comme le note François Godement, « **Même le Haut Commissaire des Nations unies pour les Réfugiés**, dont les missions semblent pour le moins éloignées des enjeux des Nouvelles routes de la soie, **a ressenti le besoin de signer avec Pékin un Mémorandum d'action sur la BRI[26]** ».

Que certains pays prennent part à la BRI, que d'autres décident d'adopter la « solution chinoise », qu'une majorité d'entre eux ne saisisse pas la nature révisionniste des ambitions chinoises, voire croie sincèrement à la propagande altruiste, ou qui du moins n'oppose pas de résistance à la progression chinoise, tout cela représente un succès de la campagne de propagande chinoise. Toutefois, lors de la rédaction du document célébrant le 75e anniversaire des Nations unies au mois de juin 2020, les États des « Five Eyes » et l'Inde ont refusé l'inclusion de l'expression « communauté de destin » au motif qu'elle serait l'expression de l'idéologie du PCC[27].

II. La tradition

La culture traditionnelle chinoise, qui charrie des représentations particulièrement positives dans de nombreux pays (sagesse plus que millénaire, inventions et innovations techniques et scientifiques, arts martiaux, arts graphiques, céramique, etc.), est désormais exploitée par le Parti comme un matériau extrêmement précieux pour narrer le récit de la Chine et construire une image positive du pays et du Parti qui incarne la nation. **La promotion de la médecine traditionnelle chinoise** à l'étranger et au sein des instances internationales est un bon exemple de cette stratégie narrative du Parti qui par ce truchement tente d'accroître son influence.

22. Le texte intégral du discours de Xi Jinping au 19e Congrès du Parti est disponible en français à l'adresse : https://archive.vn/QrvzM.

23. Charlotte Gao, « "A Community of Shared Future": One Short Phrase for UN, One Big Victory for China? », *The Diplomat*, 5 novembre 2017.

24. « United Nations Poised to Support Alignment of China's Belt and Road Initiative with Sustainable Development Goals, Secretary-General Says at Opening Ceremony », *Press release*, SG/SM/19556, Nations unies, 26 avril 2019.

25. Antonio Guterres, « Remarks at the opening ceremony of the Belt and Road Forum for International Cooperation », *United Nations*, 26 avril 2019.

26. François Godement, « La Chine aux Nations unies – le cas de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle », Institut Montaigne, 12 mars 2020.

27. Stella Chan, « Community of Common Destiny for Mankind », *op. cit.*

A. L'exemple de la médecine traditionnelle chinoise (MTC)

Les efforts du Parti ont d'abord porté sur la reconnaissance par les instances internationales de la valeur intrinsèque de la médecine traditionnelle chinoise (MTC). Le processus a d'ailleurs été relativement rapide. La MTC obtient un début de reconnaissance dans le milieu médical occidental lorsque le prix Nobel de médecine 2015 est attribué à Tu Youyou (屠呦呦) pour son étude sur le rôle de la molécule artémisinine, traditionnellement présente dans les herbes chinoises, dans la lutte contre la malaria[28]. Après son arrivée au pouvoir, Xi Jinping met en œuvre **deux stratégies afin de promouvoir l'utilisation de la MTC dans le monde : obtenir sa reconnaissance par l'Organisation mondiale de la santé ; et l'intégrer dans le projet des Nouvelles routes de la soie (BRI).**

1. La MTC et l'OMS

La Chinoise Margaret Chan fut directrice générale de l'OMS de 2006 à 2017. Durant son mandat, elle promeut la MTC au sein de l'organisation internationale et, en 2016, délivre un discours faisant l'éloge des avancées médicales chinoises en général et de la médecine traditionnelle en particulier qui marque un tournant : « En mobilisant médecins, médecins aux pieds nus, tradipraticiens, inspecteurs sanitaires et personnel médical dans les usines, ce pays pourtant très étendu et densément peuplé a éradiqué la variole une vingtaine d'années avant le reste du monde. […] Cette victoire a valu à ce pays une réputation à l'OMS qui persiste aujourd'hui : la Chine peut réussir tout ce qu'elle décide d'entreprendre[29]. »

La même année, Xi Jinping décide de **contraindre les gouvernements locaux à faire l'apologie et la promotion de la MTC dans les systèmes de soins**[30]. L'année suivante, lorqu'il rend visite pour la première fois à l'OMS, il offre en cadeau une statue de bronze révélant les points d'acupuncture[31], symbole des pressions du Parti pour la reconnaissance de cette pratique.

Le Parti a surtout su saisir **l'opportunité offerte par la crise de la Covid-19 pour renforcer la légitimité de la MTC à l'étranger**, soutenir son efficacité et obtenir sa reconnaissance. Après avoir mis en place tout un réseau de structures hospitalières de MTC, dès le mois de janvier 2020, afin de faciliter la prévention de la Covid-19[32], le PCC a multiplié les déclarations sur l'efficacité de la MTC dans la lutte contre la maladie[33]. Le 9 mars 2019, Yu Yanhong (余艳红), directrice adjointe de l'administration nationale de médecine traditionnelle chinoise, déclare ainsi, lors d'une conférence de presse, que la majorité des 50 000 malades guéris ont été traités avec des remèdes issus de la MTC associés à la médecine occidentale[34]. Pour l'administration chinoise, cela suffit à prouver l'efficacité de la MTC. Parallèlement, la Chine envoie des spécialistes de MTC porter secours aux pays frappés par la Covid-19[35].

28. David Cyranoski, « Why Chinese medicine is heading for Clinics around the world », *Nature*, 26 septembre 2018 ; Ewen Callaway et David Cyranoski, « Anti-parasite drugs sweep Nobel prize in medicine 2015 », *Nature*, 5 octobre 2015.

29. Margaret Chan, « La contribution croissante de la Chine à la santé publique sur la scène nationale et internationale », Organisation mondiale de la santé, 18 novembre 2016 ; Nathan Vanderklippe, « Margaret Chan reshaped the WHO and brought it closer to China », *The Globe and Mail*, 12 juin 2020.

30. Viola Zhou, « Beijing city plans to punish people for 'defaming' traditional Chinese medicine », *South China Morning Post*, 4 juin 2020.

31. « Visit by the President of the People's Republic of China to WHO », OMS, 25 janvier 2017.

32. « China tightens preventive measures to curb novel coronavirus », Xinhua, 23 janvier 2020.

33. Le pays compte aujourd'hui près de 20 000 cliniques de MTC contre quelques centaines trois ans plus tôt. « China seeks to increase supply of traditional Chinese medicine services », Xinhua, 26 août 2020.

34. « Majority of over 50,000 recovered COVID-19 patients in China receive TCM treatment: official », Xinhua, 9 mars 2020.

35. « Chinese medical experts arrive in Kuwait to help fight COVID-19 », Xinhua, 28 avril 2020.

Le mois suivant, **l'Assemblée mondiale de la santé, l'organe décisionnel de l'OMS, inclut la MTC dans le chapitre 26 de sa 11e édition de la classification internationale des maladies** (*Statistical Classification of Diseases and Related Health Problems – ICD*) avec une applicabilité au sein des pays membres à l'horizon 2022[36]. Le *ICD* est le document de référence sur lequel s'appuient de nombreux acteurs de la santé car il permet une comparabilité internationale dans la collecte, le traitement et la classification de l'information. La campagne d'influence de la Chine est donc un succès.

Mais cette reconnaissance de la MTC dans l'*ICD* n'allait pas de soi et nombre d'acteurs du secteur de la santé demeurent interdits face à cette décision. Les critiques portent notamment sur les essais cliniques qui ne permettent pas de conclure à une quelconque efficacité de la MTC, voire évoquent parfois un caractère dangereux[37]. Nombre de praticiens ne comprennent pas que l'OMS, supposée mettre en place des réglementations strictes, soit aussi tolérante envers la MTC (et la Chine en général, → p. 210). Il est probable que cette campagne de reconnaissance ait pour ambition de **positionner les acteurs chinois sur un marché colossal et de faire de la MTC un vecteur de l'influence de la Chine**. Le développement de la MTC permet en effet de promouvoir une image noble, savante et bienveillante de la Chine.

Au mois de mai, l'offensive continue, le laboratoire pharmaceutique Yiling Pharmaceutical (石家庄以岭药业股份有限公司) obtient l'autorisation de la Healthy Sciences Authority de Singapour de vendre ses capsules de Lianhua Qingwen afin de lutter contre la Covid-19. Sept autres pays ont accepté à ce jour la vente de ce traitement sur leur territoire : le Canada, le Brésil, la Thaïlande, la Roumanie, l'Indonésie, l'Équateur et le Mozambique[38]. Ces percées significatives sont à rapprocher de l'obtention par la Chine, au mois de juin 2020, de la reconnaissance internationale des diplômes de médecine délivrés par les universités chinoises. L'étape suivante sera d'obtenir la reconnaissance des spécialisations en médecine traditionnelle[39].

Si la promotion de la médecine traditionnelle à l'étranger se réalise essentiellement via la séduction, le ton peut être plus menaçant en Chine. Au mois de juin, le soutien du Parti s'est traduit par une nouvelle règlementation de la municipalité de Pékin suggérant que **toute diffamation de la MTC peut donner lieu à des poursuites judiciaires**[40].

2. La MTC et la BRI

En 2016, Xi Jinping annonce une stratégie de développement de la MTC[41] afin d'y garantir un accès universel à l'horizon 2020 et prévoit une industrie florissante en 2030. En sus du développement des zones de tourisme médical, **la Chine veut développer plus de 30 centres de MTC à l'étranger**, avec déjà 17 centres construits en 2017 en Hongrie, au Kazakhstan, en Malaisie et aux Émirats arabes unis[42]. Avec **un marché mondial estimé à 50 milliards de dollars**[43], la Chine espère accroître l'usage de la MTC et son intégration dans les services de

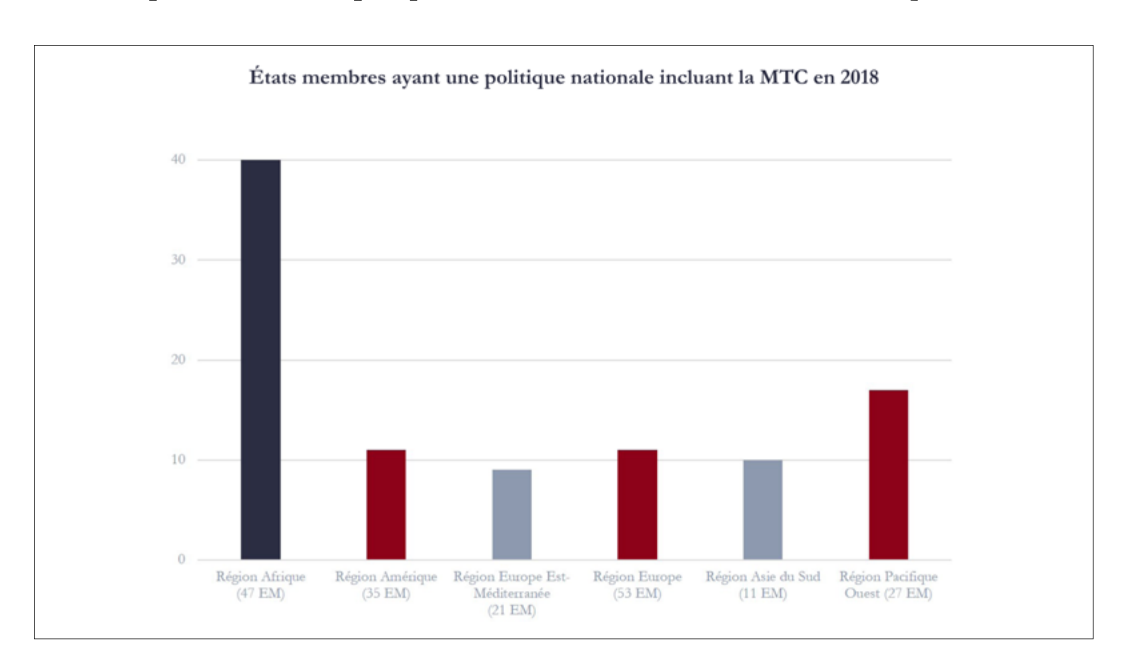
36. « ICD-11 », World Health Organization, https://www.who.int/classifications/icd/en/
37. « The World Health Organization Gives the Nod to Traditional Chinese Medicine. Bad Idea », *Scientific American*, 1er avril 2019.
38. Mo Hong'e, « Giving world's COVID-19 fight the invaluable benefit of TCM », *China Daily*, 17 juin 2020.
39. Liao Shumin, « Chinese Medical Qualifications to Be Recognized Worldwide, Ministry Says », *Yicai*, 23 juin 2020.
40. Viola Zhou, « Beijing city plans to punish people for 'defaming' traditional Chinese medicine », *South China Morning Post*, 4 juin 2020.
41. « Full text: Traditional Chinese Medicine in China », *The State Council the Republic of China*, 6 décembre 2016, http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2016/12/06/content_281475509333700.htm.
42. « TCM further incorporated into medical systems of B&R countries », *The State Council the Republic of China*, 19 décembre 2019, http://english.www.gov.cn/news/topnews/201912/19/content_WS5dfab0a1c6d0bcf8c4c1915d.html.
43. Zhuang Pinghui, « Traditional Chinese medicine closes on US$50 billion market with long-awaited nod from WHO », *The Morning Post*, 29 septembre 2018 ; Cyranoski, « Why Chinese medicine is heading for clinics around the world », *op. cit.*

santé étrangers. En 2016, 3,42 milliards de dollars de produits liés à la MTC ont été exportés dans 183 pays[44].

La vaste majorité des praticiens de médecine chinoise traditionnelle suivent des formations en Chine. Il existe peu de formation de MTC dans des universités et hôpitaux de médecine moderne, à l'exclusion de l'Australie, Hong Kong, Singapour et la Malaisie. En France, il semble qu'un seul établissement (la Sorbonne, en partenariat avec la faculté de médecine de l'université Pierre et Marie Curie) propose un diplôme universitaire des pratiques corps-esprit en médecine traditionnelle chinoise (DUPRAC)[45]. D'autres formations non diplômantes existent toutefois.

La campagne de promotion de la médecine chinoise en Europe, notamment auprès de la commission européenne, est également coordonnée par la European Traditional Chinese Medicine Association (ETCMA) qui regroupe des acteurs nationaux issus notamment de Finlande, Suède, Norvège, Danemark, Pologne, Roumanie, Grèce, Allemagne, République tchèque, Autriche, Suisse, Italie, Espagne, Portugal, France, Belgique, Royaume-Uni et Irlande[46].

Mais **c'est surtout en Afrique que la pénétration de la MTC est la plus puissante**[47]. De nombreux pays africains accueillent désormais des cliniques de MTC et quoique nombre de patients soient des Chinois expatriés, les populations locales y ont recours de manière croissante. Les États africains accueillent plutôt favorablement les investissements chinois en la matière, plusieurs producteurs sont présents sur le continent et quelques États ont même commencé d'intégrer la MTC dans leur système de santé[48]. Le sommet extraordinaire Chine-Afrique pour la solidarité face à la Covid-19 qui s'est tenu en ligne le 17 juin 2020 a sans doute été l'occasion pour Pékin de promouvoir un peu plus la médecine traditionnelle en Afrique[49].



44. Zhang Dongmiao, « China Focus: Traditional Chinese medicine gaining popularity through modern approach », Xinhua, 1er juillet 2017, https://archive.vn/CahR9.

45. « Diplôme universitaire des pratiques Corps-esprit en médecine traditionnelle chinoise », Sorbonne Université, http://www.fc.upmc.fr/plugins/upmc-fc/fc/_content/program-diplome-universitaire-des-pratiques-corps-esprit-en-medecine-traditionnelle-chinoise-duprac-2-2.pdf ; « DUMETRAC », Sorbonne Université, http://pitiesalpetriere.aphp.fr/wp content/blogs.dir/134/files/2014/06/D386.pdf.

46. « Full members of ETCMA », ETCMA, https://www.etcma.org/find-a-member/.

47. Laurent Ribadeau Dumas, « La médecine traditionnelle chinoise connaît un grand succès en Afrique », Franceinfo, 22 novembre 2018 ; C. Kantai, « Why traditional Chinese medicine is China's fastest-growing export to Africa ? », *Pandaily*, 21 avril 2019.

48. « Stratégie de l'OMS pour la médecine traditionnelle pour 2014-2023 », Organisation mondiale de la santé, 9 juillet 2020, https://apps.who.int/iris/handle/10665/95009.

49. Voir le communiqué archivé à cette adresse : https://archive.vn/lEjwB.

Bien que rarement évoquée, souvent sous le seuil du radar, la médecine traditionnelle est donc manifestement un vecteur de l'influence chinoise dans le monde en ce qu'elle permet de soutenir la stratégie narrative du Parti.

III. La bienveillance

Entrent également dans la catégorie « séduire et subjuguer », les efforts de la Chine pour **construire l'image d'une puissance bienveillante**. Cette nouvelle posture a d'abord conduit à la réappropriation de concepts confucéens – après que le PCC eut honni la figure du sage pendant plusieurs décennies. Le Parti puise ainsi son inspiration dans les notions de *ren* (仁) et de *shu* (恕). Le *ren* est l'affection que l'on éprouve à l'égard de son prochain, ce qu'Anne Cheng appelle « le sens de l'humain[50] » ; il s'agit autant d'un sentiment spontané que d'une valeur morale qui doit être cultivée par l'exemple. Se constituer en modèle de bienveillance serait donc au cœur de la « mission » de la Chine. Le concept de *shu*, quant à lui, renvoie à l'idée de mansuétude, plus « abstraite » et « universelle » que le *ren*[51]. Quoique d'aucuns aient vu des similitudes avec l'*agapé*, l'amour divin des chrétiens, le *shu* est exempt de toute dimension divine[52] et se conçoit dans la réciprocité des relations humaines.

Il n'est toutefois pas toujours aisé de **distinguer, dans cette stratégie, ce qui relève de la conviction sincère** que la politique étrangère de la Chine s'inscrit dans une démarche plus que millénaire de bienveillance et de pacifisme à l'égard de ses voisins, tel que le professe Li Anshan (李安山)[53], **et ce qui relève d'une simple rhétorique de la domination cachée, d'un paternalisme autoritaire[54] et d'un sentiment de supériorité civilisationnelle**.

Au-delà de l'image positive de Confucius et de sa morale – que le Parti tente d'incarner – la construction de l'image d'une Chine bienveillante a aussi pour fonction de **démonétiser la théorie de la « menace chinoise » qui entrave la mise en œuvre de la politique étrangère du Parti**. Pour ce faire, le Parti a promu des contre-narrations soulignant le pacifisme absolu de la Chine et le caractère inoffensif et bénéfique de son empreinte internationale croissante : c'est le cas en particulier de **la théorie de l'émergence pacifique**[55], destinée à « rassurer les partenaires de Pékin en encourageant les stratégies "d'engagement"[56] ».

Cette théorie a été adoptée comme stratégie nationale, officialisée par deux livres blancs en 2005[57] puis 2010[58]. Proposée en 2003 par Zheng Bijian (郑必坚)[59] – figure intellec-

50. Anne Cheng, *Histoire de la pensée chinoise*, Seuil, 1997.
51. Nicolas Zufferey, *La pensée des Chinois*, Marabout, 2012.
52. Cheng, *Histoire de la pensée chinoise*, *op. cit.*
53. Li Anshan, « Cultural Heritage and China's Africa Policy, » in Jing Men, Benjamin Barton (dir.), *China and the European Union in Africa: Partners or Competitors?*, Farnham, 2011, p. 41-60. Sur ce point voir également Merriden Varrall, *Chinese Diplomacy and the Social Imaginary of Chineseness*, Thèse de doctorat, Free University Amsterdam, 2013.
54. C'est cette même idée de bienveillance animant les dirigeants chinois qui justifie, chez certains penseurs chinois et occidentaux, un refus de la démocratie libérale et un encadrement conservateur des masses. Cf. Charon & Dutournier, « Le confucianisme, un modèle politique ? Une réponse à Daniel A. Bell », *op. cit.*
55. En chinois, 和平崛起 pour « émergence pacifique » et 和平发展 pour « développement pacifique ».
56. Valérie Niquet, « La Chine : une modernisation des pratiques de guerre de l'information », in Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, p. 149.
57. « 中国的和平发展道路 » (Le chemin du développement pacifique de la Chine), texte en chinois archivé à cette adresse : http://archive.vn/8cQkP.
58. « 中国的和平发展 » (Le développement pacifique de la Chine), texte en chinois archivé à cette adresse : http://archive.vn/upsDK.
59. Sur l'origine du concept d'« émergence pacifique », voir Robert L. Suettinger, « The Rise and Descent of "Peaceful Rise" », *China Leadership Monitor*, 12, Hoover Institution, 30 octobre 2004. Pour une compilation des discours de Zheng Bijian sur le sujet traduits en anglais, voir *China's Peaceful Rise: Speeches of Zheng Bijian. 1997 – 2005*, Brookings Institution Press, 14 octobre 2005.

tuelle du Parti ayant servi dans de nombreuses structures dont l'Académie des sciences sociales, l'École centrale du Parti et le département de Propagande – cette théorie soutient que la Chine se développe pacifiquement sans menacer les autres puissances, sans rechercher d'expansion territoriale, grâce à son labeur et à un environnement international pacifique. Cette rhétorique continue d'être employée depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir[60], même si le recours à la force est une option envisageable en cas de menace contre les intérêts de la Chine[61]. L'idée centrale demeure inchangée : il s'agit de **contredire tous ceux qui prédisent une guerre inéluctable entre la Chine et les États-Unis** (le fameux « piège de Thucydide[62] »), **et ceux qui se représentent le système international comme un jeu à somme nulle** – l'ascension de la Chine conduisant nécessairement à un déclin des États-Unis. Dans son dernier Livre blanc de la Défense, qui est plus un outil de communication qu'un réel document doctrinal, la Chine se présente comme chef de file de la sécurité régionale et globale. Elle y publie également son budget de défense pour prouver ses efforts en matière de transparence et expliquer que toutes ses dépenses sont justifiées, ce qui illustre une fois encore sa volonté de s'afficher comme un pays bienveillant et responsable[63].

Le Parti accompagne cette mise en récit d'actions significatives qui aspirent à donner corps à la bienveillance. **L'un des symboles les plus visibles de la bienveillance chinoise manipulée par le Parti est celle du *Peace Ark*,** ou Arche de la Paix (和平方舟), également connu sous le nom de *Daishan dao* (岱山岛).



« Le navire-hôpital de la marine chinoise *Peace Ark* (866) quitte [la base américaine] Joint Base Pearl Harbor-Hickam [à Hawaï] après la fin des exercices militaires Rim of the Pacific 2016 » (photo U.S. Navy Photo By Mass Communication Specialist 1st Class Rebecca Wolfbrandt/RELEASED – domaine public).

Ce navire-hôpital de la Flotte du sud des forces navales de l'APL a effectué une douzaine de missions humanitaires et soigné quelque 180 000 patients à travers le monde depuis sa mise en service en 2008. Ces missions permettent à la Chine de se parer des meilleures intentions et de **« conquérir les cœurs » des populations locales** qui bénéficient de soins gratuits. Les médias chinois rapportent régulièrement les « exploits » des marins du *Peace Ark*, ainsi cette patiente bangladaise ayant donné naissance à son bébé sur le bâtiment a décidé de nommer sa

60. « Speech By President Xi Jinping At the United Nations Office at Geneva: Work Together to Build a Community of Shared Future for Mankind », Embassy of the PRC in the Republic of Iraq, 23 janvier 2017, http://archive.vn/vZ2QX. Version originale de ce discours archivée à l'adresse : http://archive.vn/HL22W.

61. Jian Zhang, « China's new foreign policy under Xi Jinping: towards "Peaceful Rise 2.0"? », *Global Change, Peace and Security*, 27:1, 2015.

62. Graham Allison, *Destined for War: can America and China escape Thucydides's Trap?*, Houghton Mifflin Harcourt, 2017.

63. Paul Charon, Carine Monteiro Da Silva, « Le Livre blanc sur la Défense chinois 2019 : un effort de communication lacunaire », Note de recherche, 76, IRSEM, 26 juillet 2019.

fille « Ciin », qui signifie « Chine » en bengali, en hommage à l'équipage qui l'a prise en charge ; quant à la nouvelle-née, elle a rapidement été érigée en « symbole de l'amitié entre la Chine et le Bangladesh[64] ». Le *Peace Ark* s'engage également dans des échanges culturels avec les populations locales pour renforcer les « liens d'amitié » entre peuples et sert ainsi d'instrument de diplomatie publique[65] afin de créer des opportunités économiques et étendre l'influence politique. Plusieurs pays, tels que les Fidji ou les Tonga, ont d'ailleurs fait l'éloge de ces missions[66]. **Le navire hôpital de la marine chinoise permet en réalité de faire d'une pierre trois coups : non seulement améliorer l'image de la Chine** (généreuse, humanitaire) **mais aussi discréditer les gouvernements locaux** (la Chine vous aide car votre gouvernement en est incapable) **et faire du repérage pour savoir où ils peuvent aller avec de gros bateaux** (à des fins potentiellement militaires).

Enfin, la Chine a également **un programme d'aide au développement** qui lui permet de se présenter au monde comme une puissance bienveillante. Au forum 2018 de la coopération Chine-Afrique (FOCAC), Xi Jinping a promis une aide d'un montant de 60 milliards de dollars aux pays africains. Le gouvernement chinois aurait financé plus de trois mille projets mis en œuvre entre 2000 et 2014, d'une valeur totale de plus de 270 milliards de dollars[67]. Même si les promesses ne sont pas toujours suivies d'effets et qu'une part non négligeable des « dons » sont en réalité des prêts[68], cette **rhétorique de la Chine au chevet du monde en développement** permet au Parti de s'afficher comme un pays bienveillant.

Le projet phare contribuant à cette image est celui des Nouvelles routes de la soie (BRI), dont les discours font appel de manière récurrente aux isotopies de la « sympathie » et de l'« altruisme » : les Chinois défendent une coopération « gagnant-gagnant » et proposent l'idée d'une « communauté de destin » œuvrant ensemble pour un avenir meilleur, concepts qui sont censés construire une « vision chinoise » des relations internationales.

La rhétorique de la bienveillance s'est donc imposée, ces dernières années, comme une dimension structurante du pouvoir discursif chinois sur la scène internationale.

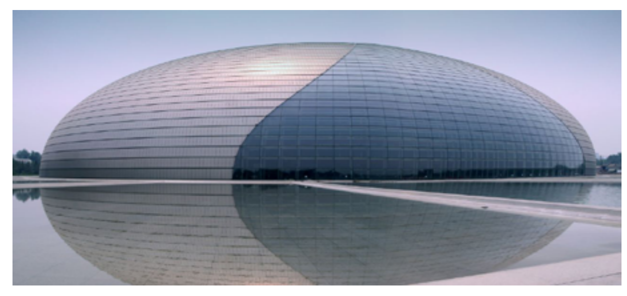
IV. La puissance

La séduction ne peut reposer seulement sur le « modèle » chinois, la tradition et la bienveillance. Ces qualités permettent de séduire un certain segment du public international mais ne peuvent suffire à établir une capacité d'influence globale. C'est la raison pour laquelle Pékin mise également sur **l'image de la puissance. Depuis deux décennies, on peut même dire qu'il s'agit du principal ressort de la séduction chinoise**. Il est d'ailleurs à ce titre assez significatif de constater que la courbe du nombre d'apprenants de la langue chinoise est très fortement corrélée à celle du développement de cette image de la puissance, les sinisants avouant majoritairement être motivés par des perspectives commerciales qu'ils imaginent monumentales.

64. Ma Zhenhuan, « Peace Ark carries cargo of goodwill », *China Daily*, 12 décembre 2019, http://archive.vn/Nz8Te.
65. Zeng Ziyi, Lan Haowei, « A look at China's 'floating hospital' Peace Ark », CGTN, 19 avril 2019, http://archive.vn/ObcbR.
66. Jiang Shan, Shi Kuiji, « Fiji prime minister highly praises hospital ship Peace Ark's second visit », *China military online*, 7 août 2018, http://archive.vn/70hcp ; Zhang Yongxing, Jiang Shan, « Chinese hospital ship Peace Ark wins praise from Tongans », *China military online*, 27 août 2018, http://archive.vn/ImWM3.
67. « AidData's Geocoded Global Chinese Official Finance, Version 1.1.1 », *AidData*, https://www.aiddata.org/data/geocoded-chinese-global-official-finance-dataset.
68. Voir à ce sujet le travail éclairant de Thierry Pairault, https://www.pairault.fr/sinaf/.

Le Parti souhaite se doter de tous les attributs de la puissance pour signifier au monde le statut qui est désormais celui de la Chine. Cette stratégie passe par une mise en récit et, plus encore, une mise en image de cette puissance. Celle-ci se doit, du reste, d'être variée : le Parti n'admettant aucune faiblesse, **la Chine doit être l'incarnation de la puissance dans tous les domaines**. Bien évidemment, **la puissance militaire**[69] qui s'exprime nulle part mieux que dans les défilés – dont l'apparat n'a rien à envier à l'Union soviétique – en est un élément indéniable mais toujours susceptible de troubler le message de paix et de bienveillance que le Parti souhaite porter. C'est la raison pour laquelle Pékin s'appuie également sur d'autres illustrations de la puissance capables de fasciner sans faire naître un sentiment de crainte.





À gauche, version montée sur camion du missile nucléaire Dongfeng 41 lors du défilé du 1er octobre 2019 pour les 70 ans du régime communiste (photo : Xinhua). À droite, Centre national des arts du spectacle de Pékin (photo : Flickr user Hui Lan).

Visuellement, l'image de la puissance se traduit tout d'abord par des prouesses architecturales. La mise en avant du patrimoine architectural de la Chine – dont la Grande Muraille et la Cité interdite sont sans doute les symboles les plus connus – permet de rappeler qu'historiquement la Chine a toujours été **un pays avancé, raffiné et puissant**. Les constructions plus modernes viennent défendre l'idée que la Chine l'est toujours. Situé en plein centre historique de la capitale, le Centre national des arts du spectacle de Pékin, aussi appelé « Opéra de Pékin » (国家大剧院), est un symbole de la modernité de la puissance chinoise. Conçu par l'architecte français Paul Andreu, le centre est recouvert d'un dôme de titane et de verre en forme d'ellipse, qui semble être délicatement posé sur l'eau formée par le lac artificiel qui l'entoure.

Bien d'autres projets architecturaux ont été mis en avant pour leur beauté, leur originalité ou leur prouesse technologique et sont utilisés par les médias comme autant de symboles de la puissance chinoise. On peut citer notamment le stade national de Pékin (北京国家体育场) – surnommé « le nid » (鸟巢) – construit pour les Jeux olympiques de 2008, le siège de CCTV à la forme atypique, l'hôpital de Huoshenshan à Wuhan construit en dix jours pour faire face à l'épidémie de Covid-19[70], ou encore les nombreux gratte-ciel qui se multiplient dans le pays et dont cinq font partie des dix plus hauts bâtiments dans le monde[71].

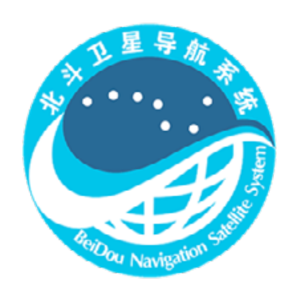
La Chine promeut également ses prouesses scientifiques et technologiques, dont certaines sont visuellement saisissantes et propices à la médiatisation. C'est le cas par exemple du radiotélescope sphérique de 500 mètres d'ouverture, construit au milieu d'une crevasse à Wuxi dans le Jiangsu, qui est le plus grand de ce genre, le plus sensible au monde et dont les

69. C'est l'une des raisons ayant poussé la jeune RPC, alors meurtrie par des décennies de guerre, à développer l'un des symboles les plus emblématiques du statut de puissance – l'arme nucléaire – qui, une fois mise au point dans les années 1960, entraîna une vague d'admiration dans le tiers-monde.

70. Zhang Ni, Chen Xi, « Wuhan's Huoshenshan Hospital a symbol of Chinese spirit », *Global Times*, 26 mars 2020, http://archive.vn/ThL3o.

71. Il s'agit de la Shanghai Tower (632 m), le Ping An Finance Center à Shenzhen (599 m), le Guangzhou CTF Finance Center (530 m), le Tianjin CTF Finance Center (530 m) et le China Zun à Pékin (528 m).

photos aériennes ont rapidement été diffusées sur la planète[72]. Les nombreuses infrastructures de transport qui cumulent les superlatifs sont également médiatisables sans peine : le pont reliant Hong Kong, Macao et Zhuhai (province du Guangdong), qui est le plus long pont maritime au monde[73] ; le pont du Beipanjiang dans la province du Guizhou qui franchit le plus haut précipice (565 mètres)[74] ; la ligne ferroviaire qui relie le plateau du Tibet au reste de la Chine qui bat les records d'altitude (4 500 mètres)[75] ; ou encore le train de la classe Fuxing et le « Shanghai Transrapid » à sustentation magnétique (Maglev), qui font partie des trains les plus rapides du monde[76].



Les prouesses dans le domaine spatial sont également largement médiatisées pour renforcer l'image d'une Chine avancée technologiquement et attiser le sentiment de fierté nationale. Pour ne citer que quelques exemples récents, la Chine a été la première à mettre en orbite un satellite quantique, le Micius, en 2016[77] ; la première à réussir à faire poser un module d'exploration, le Chang'e-4, sur la face cachée de la lune en 2019[78] ; elle a finalisé en 2020 son système de positionnement par satellite de couverture mondiale, Beidou, concurrent du GPS américain et de Galileo (→ p. 131)[79] ; et elle a envoyé, en juillet 2020, sa première sonde vers Mars, Tianwen-1, qui, en cas de succès, serait la première mission à réussir cet exploit[80]. Comme **l'image de la puissance rime en particulier avec technologies de pointe**, la Chine veut être le chef de file dans ce secteur et se félicite entre autres d'avoir mis au point le Taihu Light, le supercalculateur le plus rapide au monde lors de sa mise en service en 2016, à Wuxi dans le Jiangsu. Toujours très bien classée aujourd'hui, malgré l'avance prise par les Américains puis les Japonais, la Chine a la ferme intention de récupérer la première place de ce classement[81].

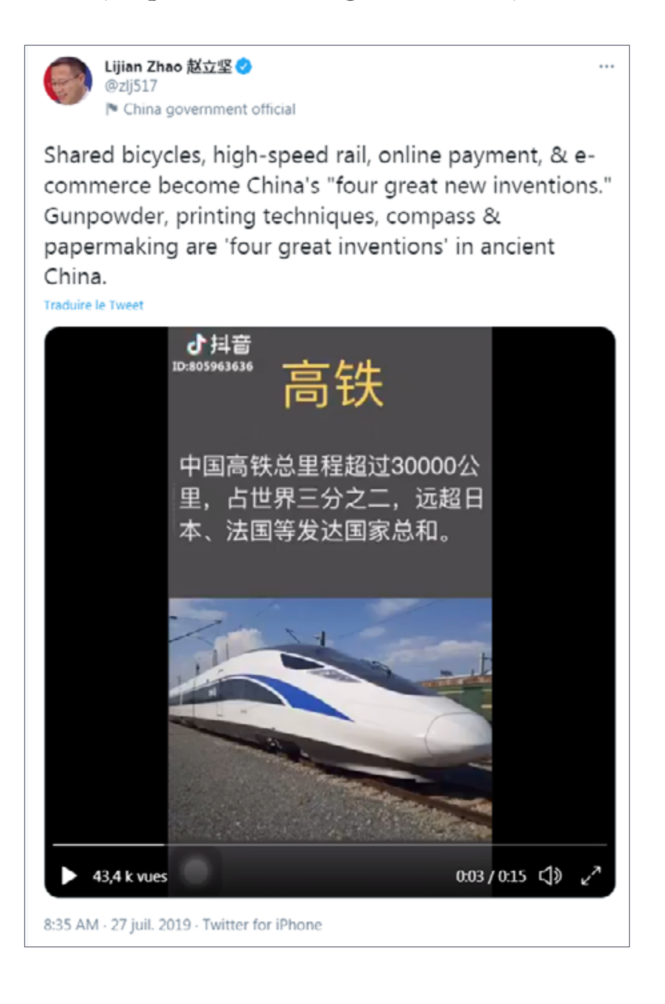
Enfin, la Chine cherche à héberger des événements d'envergure mondiale pour lui permettre de mettre en valeur sa puissance, tels que les Jeux olympiques qu'elle a organisés en 2008 et ceux d'hiver qu'elle organisera en 2022, l'Exposition universelle qui s'est tenue à Shanghai en 2010, ou encore le sommet du G20 qu'elle a accueilli pour la première fois en 2016 à Hangzhou.

Parfois, le Parti n'hésite pas à s'attribuer des innovations qui ont pourtant vu le jour sous d'autres cieux. Le porte-parolat du ministère chinois des Affaires étrangères a ainsi mené une campagne au mois de septembre 2020 destinée à souligner l'inventivité de la Chine. Pour ce faire ils ont mis en avant quatre « nouvelles inventions » : le vélo en libre-service, le train à grande vitesse, le commerce en ligne et le paiement mobile. Or, comme l'ont rappelé plusieurs comptes sur Twitter, toutes ces inventions sont nées ailleurs qu'en Chine : le vélo en

---

72. « Le FAST, le plus grand radiotélescope du monde, entre officiellement en service », *China.org*, 12 janvier 2020, http://archive.vn/n6tCb.
73. « World's longest sea bridge outperforms », *Quotidien du peuple*, 24 octobre 2019, http://archive.vn/Ycl2v.
74. « The world's highest bridge locates in southwest China », CGTN, 27 juillet 2017.
75. New China TV, « Breathtaking scenery: Aerial view of Qinghai-Tibet Railway in SW China », Youtube, 26 octobre 2017.
76. Huang Jingjing, « Fuxing high speed trains restore confidence in Chinese tech at home and abroad », *Global Times*, 19 juillet 2017, http://archive.vn/5DsUZ ; « China unveils 600 kph maglev train prototype », *Global Times*, 23 mai 2019, http://archive.vn/DB5pT.
77. Yang Sheng, Xing Xiaojing, « China launches first quantum satellite », *Global Times*, 17 août 2016, http://archive.vn/ucIop.
78. « China's lunar rover travels 367 meters on moon's far side », *Global Times*, 4 février 2020, http://archive.vn/oxQU6.
79. Deng Xiaoci, « China completes BDS navigation system, reduces reliance on GPS », *Global Times*, 23 juin 2020.
80. Deng Xiaoci, « China's successful launch of Mars mission heralds new era of deep-space probes beyond the Moon », *Global Times*, 23 juillet 2020, http://archive.vn/LSqD0.
81. « China races to regain first place in world of supercomputers », *Global Times*, 1er avril 2019, http://archive.vn/hpiF2.

libre-service aux Pays-Bas en 1965, le train à grande vitesse a vu ses débuts en Allemagne avant de connaître son essor au Japon, le commerce en ligne est une invention américaine, quant au paiement mobile, c'est le Kenya qui en est à l'origine avec le système M-Pesa.



Chapitre 2

INFILTRER ET CONTRAINDRE

La première catégorie présentée relève de stratégies narratives qui reposent sur la production et la diffusion de récits positifs au sujet de la Chine, afin de modeler les perceptions de l'étranger et éliminer les menaces potentielles contre le Parti. Cette première catégorie ne relève pas de la simple propagande, mais s'inscrit déjà dans le répertoire d'actions des mesures actives (→ p. 31). Comme nous l'avons vu, ces discours sont en effet diffusés non seulement par les moyens propres du Parti, mais aussi par des relais locaux qui agissent comme des « blanchisseurs » de propagande, la source véritable du discours étant masquée[1]. Ce qui caractérise également les opérations de la première catégorie est qu'elles font appel à des soutiens locaux volontaires, dont les motivations ne sont pas toujours altruistes.

La seconde catégorie est constituée d'**opérations plus « dures » qui ne consistent pas à séduire l'adversaire mais à le faire plier**. Deux types de ressorts doivent être distingués dans cette catégorie : infiltrer et contraindre. Infiltrer (du latin *filtrum*, « filtre ») renvoie à l'idée de « pénétrer peu à peu » une société ou un gouvernement pour peser sur les mécanismes de prises de décision. Contraindre (du latin *constringere* qui signifie « serrer avec » ou « serrer contre ») revient à imposer quelque chose à quelqu'un contre sa volonté par l'usage de la menace, de l'intimidation, du chantage, ou encore des pressions.

Dans le premier cas, il s'agit **d'opérations d'infiltration** qui visent à pénétrer lentement les sociétés adverses afin d'entraver toute velléité d'action contraire aux intérêts du Parti. Ces opérations prennent des formes extrêmement variées selon la nature de la « menace » et se déploient simultanément dans plusieurs secteurs afin de circonvenir les diasporas, les médias, la diplomatie, l'économie, la politique, l'éducation, les think tanks, la culture, etc.

Dans le second cas on parle de **diplomatie « punitive[2] » ou « coercitive[3] »**. À l'origine, le PCC l'utilisait uniquement pour la **défense de ses intérêts fondamentaux** (核心利益). Yang Jiechi (杨洁篪), le coordonnateur de la politique étrangère chinoise, a rappelé que, pour le PCC, cette notion incluait « les questions concernant Taïwan, Hong Kong, le Tibet et le Xinjiang[4] ». Sur ces sujets, le Parti ne tolère aucune ingérence et puisera dans le répertoire d'actions de la diplomatie coercitive afin d'empêcher un État d'entretenir des relations, de quelque nature qu'elles soient, avec Taïwan ou encore d'interdire à un chef d'État de

1. Certains auteurs considèrent que toute diffusion d'éléments d'information trompeurs relève des mesures actives mais nous considérons pour notre part que l'élément de clandestinité ou, à tout le moins, d'offuscation du commanditaire est une dimension essentielle qui permet de distinguer propagande et mesures actives.

2. Jamil Anderlini, « China is escalating its punishment diplomacy », *Financial Times*, 22 septembre 2020.

3. Sur le concept de coercition (discuté en relations internationales depuis Thomas Schelling, *Arms and Influence*, New Haven, Yale UP, 1966), voir la synthèse de Charles-Philippe David et Olivier Schmitt dans *La guerre et la paix. Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 136-150. Le concept de « diplomatie coercitive » est théorisé par Alexander George dans *Forceful Persuasion: Coercive Diplomacy as an Alternative to War*, Washington DC, US Institute of Peace Press, 1991. Il est régulièrement appliqué à la Chine, par exemple par Fergus Hanson, Emilia Currey et Tracy Beattie, *The Chinese Communist Party's coercive diplomacy*, ASPI, Policy Brief, Report 36/2020.

4. La citation en chinois : « 台湾、涉港、涉藏、涉疆问题涉及中国主权和领土完整，事关中方核心利益。 » Cf. : « 杨洁篪署名文章：尊重历史 面向未来 坚定不移维护和稳定中美关系 », 新华网, 7 août 2020.

recevoir le dalaï-lama. Mais, **progressivement, le PCC a élargi le champ d'application de sa diplomatie coercitive à des sujets qui ne relèvent pas de ses intérêts fondamentaux** tels que les revendications en mer de Chine méridionale ou l'obtention du statut d'économie de marché. Ces dernières années, la diplomatie coercitive s'est appliquée à des sujets de plus en plus nombreux et variés, à tel point que désormais un simple discours pouvant être interprété comme un début de critique, une mise en doute publique de l'attitude de la Chine ou même la reconnaissance du talent d'un artiste non adoubé par le Parti peut conduire à un déferlement de mesures contraignantes afin de ramener le contrevenant à une ligne plus conforme aux intérêts du PCC.

L'emploi de ces moyens coercitifs par le Parti semble **largement admis parmi les experts chinois** des relations internationales. Fergus Hanson, Emilia Currey et Tracy Beattie citent ainsi par exemple Jian Jisong (简基松), spécialiste de droit international à l'université Zhongnan[5] (中南大学), qui soutient l'application par la Chine de sanctions unilatérales, ou encore le **CICIR**, think tank du **MSE**, qui estime que Pékin doit appliquer des sanctions économiques contre ceux qui menacent ses intérêts[6]. Les médias d'État non seulement assument mais contribuent à diffuser cette politique de sanction systématique, dans l'espoir d'**instaurer une forme de dissuasion**, comme l'illustre la réaction du rédacteur en chef du *Global Times* à l'appel de certains parlementaires britanniques au boycott des Jeux olympiques d'hiver 2022 à Pékin (voir capture d'écran ci-dessous)[7].



Dès le lendemain de l'investiture de Joe Biden, le 21 janvier 2021, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a annoncé des sanctions visant 28 personnes dont de nombreux cadres de l'administration Trump (Michael R. Pompeo, Peter K. Navarro, Robert C. O'Brien, David R. Stilwell, Matthew Pottinger, Alex M. Azar II, Keith J. Krach, Kelly D. K.

5. Voir sa page sur le site de l'université : https://www.hanspub.org/journal/DetailedInforOfEditorialBoard.aspx?personID=20715.
6. Hanson, Currey et Beattie, *The Chinese Communist Party's coercive diplomacy*, *op. cit.*
7. https://twitter.com/HuXijin_GT/status/1358387752459411458.

Craft, John R. Bolton et Stephen K. Bannon). Ces « politiciens américains anti-chinois » sont accusés d'avoir « gravement violé la souveraineté du pays » et d'être « responsables d'une série de folles actions américaines sur des questions liées à la Chine »[8]. Il leur est désormais interdit, à eux et aux membres de leur famille immédiate, d'entrer sur le territoire chinois et de faire des affaires avec la Chine. L'annonce de ces sanctions en pleine transition politique à Washington est une manière pour Pékin de faire d'une pierre deux coups : **punir l'administration Trump et prévenir l'administration Biden**. Cela revient en effet à envoyer un message à l'entourage du nouveau président américain, selon lequel ceux qui mèneront une politique hostile au PCC auront du mal à se faire recruter par des entreprises américaines lorsqu'ils quitteront l'administration (puisque la plupart d'entre elles ont des intérêts en Chine). Pékin exploite habilement les vulnérabilités du système américain des *revolving doors*.

Si le champ d'application s'est élargi de manière inquiétante, comme de nombreux États ont pu s'en rendre compte, Evan Feigenbaum note toutefois que le PCC n'a pas encore établi d'échelle de réponse qui préciserait les actions susceptibles d'être prises, des plus limitées aux plus coercitives[9]. Le type de réponse que Pékin emploiera demeure donc relativement incertain, même si l'expérience semble montrer un **usage de plus en plus multiforme de la contrainte**. Le Parti s'adapte « au terrain » en identifiant les faiblesses du pays cible. Le flou entretenu par Pékin pourrait relever d'une hésitation sur la démarche à adopter ou de la volonté de dissuader ses adversaires de toute action, la nature de la réaction chinoise leur demeurant inconnue. L'idée étant que l'**on obtient souvent plus lorsque le seuil d'intolérance n'est pas clairement défini**.

L'une des manifestations les plus évidentes de la contrainte est **la rétorsion**, que Pékin pratique abondamment comme nous le verrons dans ce chapitre et les études de cas. Les États, les entreprises, les individus, qui critiquent ou s'opposent au PCC se voient infliger toutes sortes de sanctions, diplomatiques ou commerciales (comme celles frappant actuellement l'Australie) ; des expulsions du marché chinois, y compris pour des artistes (Pékin a annulé des contrats avec des acteurs et chanteurs sud-coréens comme mesure de rétorsion contre le THAAD) et des produits culturels (des stations de radio à Pékin ont reçu l'ordre de ne plus diffuser de musique suédoise) ; d'autres manières d'imposer un coût financier, par exemple en faisant diminuer le nombre de touristes et d'étudiants chinois dont dépendent certains pays (→ p. 399 et 267), ou en renonçant à diffuser les matchs de la NBA pour punir l'un de ses dirigeants d'avoir tenu des propos critiques (→ p. 247) ; mais aussi des poursuites judiciaires (*lawfare* → p. 51) ; des refus de visa (certains Suédois à qui un visa chinois a été refusé se sont vu expliquer que c'était à cause de l'attitude de Stockholm, qui devait changer) ; de la divulgation de données personnelles pour aider au harcèlement en ligne de certaines personnes (notamment des militants pro-démocratie hongkongais → p. 391) ; des cyberattaques, manœuvres d'intimidation, voire agressions physiques et enlèvements (Pékin pratiquant comme certains États parias une « diplomatie des otages », → p. 405), etc.

Le PCC utilise **une palette incroyablement large de mesures de rétorsion, dans tous les domaines, et vis-à-vis de tous les acteurs**. Un rapport de l'ASPI étudiant 152 cas ayant affecté 27 États ainsi que l'UE entre 2010 et 2020 constate « **une forte escalade de ces tactiques depuis 2018**[10] ».

Dans tous les cas, que ce soit pour infiltrer ou contraindre, nous verrons dans les pages suivantes que le Parti-État passe le plus souvent par une nébuleuse d'intermédiaires – individus, associations, entreprises, institutions, organisations diverses. Ces liens reposant généralement

8. « La Chine annonce des sanctions contre 28 Américains dont Mike Pompeo », *Xinhuanet*, 21 janvier 2021.
9. Evan A. Feigenbaum, « Is Coercion the New Normal in China's Economic Statecraft? », Macro Polo, Carnegie Endowment for International Peace, 25 juillet 2017.
10. Hanson, Currey et Beattie, *The Chinese Communist Party's coercive diplomacy*, *op. cit.*, p. 3.

sur **« le secret, la compartimentation et le déni »**, cette manière de faire présente plusieurs avantages que rappelle Matt Schrader : non seulement les intermédiaires sont des multiplicateurs de force, mais le fait que la relation avec le Parti-État ne soit le plus souvent pas assumée, c'est-à-dire que ce dernier puisse pratiquer le « déni plausible », **contribue à « obscurcir les objectifs du Parti », à « générer une incertitude quant à l'étendue de son influence », rendant difficile voire impossible « l'établissement des preuves requises pour prendre des mesures » contre ces pratiques, et cette ambiguïté contribue aussi à « éroder la confiance » dans les sociétés visées**[11].

11. Matt Schrader, *Friends and Enemies: A Framework for understanding Chinese political interference in democratic countries*, Alliance for Securing Democracy, GMF, 22 avril 2020, p. 13.

I. Les diasporas

Selon les médias officiels chinois, il y aurait entre 40 et plus de **60 millions[12] de « Chinois outre-mer[13] »** (海外华人, COM). L'estimation contraste avec celle du Bureau américain du recensement (presque 10 millions)[14]. Tout dépend à vrai dire de l'extension que l'on donne au terme, selon que l'on parle de citoyenneté ou, comme le fait Pékin, de descendance. Dans tous les cas, selon une estimation onusienne cette fois, leur nombre aurait plus que doublé entre 1990 et 2017[15]. Installés dans quelque 180 pays, plus de 80 % de ces « Chinois » auraient pris la citoyenneté de leur pays hôte[16].

Les Chinois outre-mer, qui pour l'écrasante majorité d'entre eux vivent dans des pays plus libres que la Chine, ont la particularité d'avoir accès à de nombreuses sources d'information non censurées, et donc d'être constamment exposés à des critiques sur le PCC, voire à une franche hostilité venant de certaines communautés, dont les fameux « cinq poisons », et de certains gouvernements étrangers. **Du point de vue de Pékin, cette population qui d'un côté est plus difficile à atteindre et plus exposée à une influence négative, et de l'autre est susceptible de revenir en Chine ou simplement de communiquer donc d'influencer les proches restés en Chine, est un danger potentiel.** Elle est donc logiquement l'une des cibles prioritaires de ses efforts d'influence. **L'objectif du Parti est double : contrôler ces diasporas pour qu'elles ne représentent pas de menace au pouvoir, mais également les mobiliser pour servir ses intérêts.**

A. Un nationalisme ethnique

Dans sa définition la plus large, les diasporas chinoises – le pluriel se justifie étant donné leur hétérogénéité – sont composées des *huaqiao* (华侨), c'est-à-dire les ressortissants chinois (Hongkongais, Macanais et Taïwanais inclus du point de vue de Pékin) qui vivent ou séjournent à l'étranger ; les *huaren* (华人), c'est-à-dire ceux qui ont abandonné leur passeport chinois et ont obtenu la nationalité de leur pays de résidence ; ainsi que les *huayi* (华裔), les descendants de Chinois nés à l'étranger[17]. Tous sont, du point de vue de Pékin, « chinois », « les fils et les filles de la mère-patrie », quelle que soit leur citoyenneté[18]. À l'origine, Pékin établissait une distinction relativement claire entre les uns et les autres, en particulier les *huaqiao* et les *huaren* mais, « à la faveur notamment de l'ambition de Xi Jinping de créer une "grande famille chinoise" et de son projet de grand renouveau de la nation chinoise », la ligne de démarcation a tendance à s'estomper[19].

---

12. « Premier calls on overseas Chinese to contribute to economy », Xinhua, 6 juillet 2015.
13. Dans la mesure où la Chine ne dispose pas de territoires d'outre-mer, il est préférable de parler de Chinois outre-mer pour désigner les Chinois résidant à l'étranger ou encore d'ascendance chinoise. On pourrait parler de « Chinois de l'étranger » mais ce ne serait pas une traduction littérale du terme chinois. Sur ce point voir notamment les travaux de Pierre Trolliet.
14. Daniel Goodkind, « The Chinese disaspora: historical legacies and contemporary trends », United States Census Bureau, août 2019, p. 4.
15. *Ibid.*
16. James Kynge, Lucy Hornby et Jamil Anderlini, « Inside China's secret 'magic weapon' for worldwide influence », *Financial Times*, 26 octobre 2017.
17. James Jiann Hua To, *Qiaowu: Extra-Territorial Policies for the Overseas Chinese*, Brill, 2014, p. 108.
18. John Garnaut, « How China Intereferes in Australia And How Democracies Can Push Back », *Foreign Affairs*, 9 mars 2018.
19. Laura Grunberg, « Les Chinois de l'étranger au cœur d'un réseau d'influence étendu en Asie », *Courrier international* (originellement *The Diplomat*), 13 juin 2021.

Le but est de **brouiller la ligne entre les ressortissants chinois et les Chinois outre-mer, créer et entretenir un sentiment d'appartenance à une même nation, en homogénéisant des communautés très hétérogènes**, y compris dans leur rapport à la Chine puisqu'une partie importante de ces « Chinois » que revendique Pékin sont des dissidents ayant fui le régime, notamment après Tian'anmen, ou venant d'ailleurs (Hong Kong ou Taïwan), ou sont des descendants d'immigrés n'ayant parfois plus aucun lien avec le pays, la langue ou la culture de leurs ancêtres. C'est en amalgamant tant bien que mal ces trajectoires diverses que Pékin s'efforce de constituer – voire de fabriquer artificiellement – une « communauté chinoise » dans tel pays, et de générer un sentiment identitaire pro-chinois. Cela crée la plupart du temps un décalage de perception important entre la manière dont Pékin voit « la » communauté chinoise de Thaïlande, par exemple, ou du Canada, et les Sino-Thaïs et Sino-Canadiens qui n'ont pas, eux, le sentiment d'appartenir à une communauté chinoise définie. Cela peut donner lieu à des situations étranges, comme celle rapportée par cet Américain d'origine chinoise, membre de l'US Air Force, qui, lors d'un banquet avec une délégation chinoise, s'est fait porter un toast par le chef de délégation, un général de haut rang des forces aériennes de l'APL, invitant à « se souvenir que le sang est plus épais que l'eau. Le sang chinois vous traverse. Vous nous comprenez et savez que, quel que soit le drapeau que vous portez sur vos épaules, vous êtes avant tout chinois[20] ». Cet épisode rappelle que **les plus susceptibles d'être la cible d'opérations d'influence chinoises**, qu'elles s'appuient sur la séduction ou la contrainte, **sont d'abord et avant tout ceux qui sont considérés par Pékin comme ethniquement chinois**. Les experts de la RAND Corporation, dans un rapport commissionné par l'armée de l'air américaine, ont donc raison de croire que « les premières cibles chinoises de la désinformation sur les médias sociaux seront des militaires américains d'origine chinoise[21] » – non seulement sur les réseaux sociaux mais aussi dans le monde physique, par des procédés divers.

Cette vision fondée sur « le sang » est symptomatique du fait que la politique étrangère chinoise, en particulier ses actions envers ceux considérés comme les « Chinois outre-mer », est d'abord et avant tout **une politique identitaire**, et la manifestation d'**un nationalisme ethnique** dont témoignent aussi l'intégration du bureau des Affaires des Chinois outre-mer (BACOM) dans le département du Travail de Front uni en 2018 (→ p. 166), et des initiatives comme la Conférence de dialogue sur les civilisations asiatiques à Pékin en mai 2019[22].

B. La plus grande campagne de répression transnationale dans le monde

La première priorité pour le Parti-État est de faire en sorte que ces diasporas – qui par définition comprennent de nombreux dissidents et opposants ayant fui la Chine, ou tout simplement des personnes ayant grandi dans un environnement libéral critique du régime communiste chinois – ne constituent pas une menace. Ses principales cibles de ce point de vue sont les minorités ethniques et religieuses, en particulier les Tibétains, les Ouïghours, les Mongols (originaires de la région de Mongolie-Intérieure) et les pratiquants du Falun Gong, mais aussi les indépendantistes taïwanais, les opposants politiques et militants pro-démocratie, dont les Hongkongais qui depuis 2019 font l'objet d'une attention particulière, les défenseurs des droits humains, les journalistes et d'anciens fonctionnaires recherchés pour « corruption ». Contre ces catégories de « Chinois outre-

20. Eric Chan, « Fifth column fears: the Chinese influence campaign in the United States », *The Diplomat*, 24 septembre 2019.

21. Scott W. Harold, Nathan Beauchamp-Mustafaga, Jeffrey W. Hornung, *Chinese Disinformation Efforts on Social Media*, RAND Corporation, 2021, p. 5.

22. Russell Hsiao, « A Preliminary Survey of CCP Influence Operations in Singapore », *China Brief*, 19:13, 16 juillet 2019.

mer », Pékin déploie **une campagne de répression transnationale qui, selon l'ONG Freedom House, est « la plus sophistiquée, globale et complète dans le monde[23] »**. Concrètement, il s'agit de surveiller ces communautés et individus, quelle que soit leur citoyenneté puisque le Part-État a une approche ethnique, de **les recenser, les infiltrer, maintenir une pression constante sur eux, les intimider, les menacer, les harceler, les contraindre d'une manière ou d'une autre, voire les agresser physiquement** (pas moins de 214 cas recensés par Freedom House entre 2014 et 2020), mais aussi de faire pression sur les États sur le territoire desquels ils se trouvent afin de **les faire arrêter et éventuellement extrader** (ce qui est arrivé en Inde, Thaïlande, Serbie, Malaisie, Égypte, Kazakhstan, EAU, Turquie et Népal au moins)[24].

Les études de cas de la quatrième partie, en particulier les cas suédois (→ p. 515) et canadien (→ p. 533), fourniront **des exemples précis des tactiques employées**, qui vont des menaces de mort ou de viol à l'agression physique, en passant par des cyberattaques, des pressions sur la famille ou les proches restés en Chine, des restrictions de déplacement (confiscation de passeports, révocation de visas), des filatures et des fouilles, des campagnes de harcèlement sur les réseaux sociaux, etc.

Des femmes victimes de campagnes de haine particulièrement virulentes

Tous les critiques du Parti un tant soit peu visibles font l'objet de campagnes de haine plus ou moins organisées. Ceux d'entre eux qui sont « ethniquement » chinois, quelle que soit leur citoyenneté, sont visés par des attaques d'autant plus violentes qu'ils sont perçus comme des « traîtres ». Et, parmi eux, force est de constater que les femmes sont la cible d'insultes particulièrement virulentes.

Vicky Xu, journaliste australienne d'origine chinoise, fait l'objet d'une campagne de harcèlement en ligne depuis qu'elle a publié en mars 2020 un rapport de l'ASPI sur l'oppression des Ouïghours[25]. Insultée quotidiennement sur les réseaux sociaux, accusée d'être une **« traître à la race »**, une **« traître Han femelle »**, une **« femme démon »** et une **« salope »**[26], elle aurait été « ensorcelée par les forces anti-chinoises en Occident », selon le *Global Times*, qui prétend citer l'un de ses anciens camarades de classe à l'université de Melbourne (la décrivant comme « une personne poursuivant ses intérêts personnels en vendant son propre pays[27] »). Une vidéo mise en ligne sur YouTube, depuis supprimée, spéculait sur **sa vie sexuelle**[28], forcément débridée (on dit d'elle notamment qu'elle « a des relations sexuelles simultanément avec 15 hommes et ne paie pas[29] »). Elle a reçu des **menaces de mort** (un internaute a notamment appelé à « tuer un traître[30] »), certains de ses collègues des **menaces de viol** et d'autres ont été **détenus et interrogés en Chine**[31].

Tzu-i Chuang, la femme taïwanaise d'un diplomate américain (consul général à Chengdu), a également été la cible d'une campagne de haine à partir de juillet 2020. Elle s'est notamment fait dire sur les réseaux sociaux, **en référence à ses deux fils de 7 et 9 ans : « j'espère que vos deux petits chiens seront mordus à mort et renversés par une voiture »**. Les trolls ont publié des photos de sa résidence dans le Maryland (où la famille avait été rapatriée à cause de la Covid-19), de membres de sa famille et d'elle-même, en les ridiculisant. Des journaux

23. Nate Schenkkan et Isabel Linzer, *Out of Sight, Not Out of Reach: The global scale and scope of transnational repression*, Freedom House, février 2021, p. 15.
24. *Ibid.*, p. 17.
25. Vicky Xiuzhong Xu, *Uyghurs for sale*, ASPI's International Cyber Policy Centre, Policy Brief, Report No.26/2020, mars 2021.
26. Zeyi Yang, « The anatomy of a Chinese online hate campaign », *Protocol*, 9 avril 2021.
27. « 'Bewitched' Vicky Xu who fabricates Xinjiang story stokes anti-China sentiment in Australia: observer », *Global Times*, 11 avril 2021 (https://archive.vn/tca4F).
28. https://twitter.com/xu_xiuzhong/status/1379206536287772676.
29. https://twitter.com/xu_xiuzhong/status/1376500795785445381.
30. Lily Kuo et Gerry Smith, « China researchers face abuse, sanctions as Beijing looks to silence critics », *The Washington Post*, 7 avril 2021.
31. Paul Johnson, « Q+A panellist Vicky Xu says Chinese government agents have detained her friends over her reporting on Uyghurs and human rights abuses in Xinjiang », ABC News, 15 avril 2021.

pro-Pékin à Taïwan et Hong Kong ont publié des articles formulant l'hypothèse qu'elle serait **une prostituée à la solde du gouvernement taïwanais** pour recueillir du renseignement sur les diplomates américains. Les médias chinois, en particulier le *Global Times* et le *Hubei Daily*, mais aussi la LJC, ont également participé et amplifié la campagne contre elle, qui a duré des mois. Elle a fini par ne plus sortir de chez elle et penser à se suicider[32].

On trouvera dans ce rapport plusieurs autres exemples, notamment celui de **Sheng Xue**, une militante canadienne qui a été la cible d'une campagne similaire, impliquant des spéculations sur sa vie sexuelle et **des images d'elle, photoshoppées, publiées sur Twitter** (→ p. 545). Ces attaques sexistes et misogynes contre des personnalités étrangères font écho à la manière dont les militantes féministes sont traitées en Chine[33]. C'est un problème structurel, bien résumé par la journaliste Shen Lu dans le tweet suivant.



C. La mobilisation des diasporas pour servir les intérêts du Parti

Les diasporas ne constituent pas qu'une menace potentielle pour le Parti-État : elles sont aussi une opportunité, des relais puissants pour défendre ses intérêts partout dans le monde. À ce titre, différents acteurs ont la charge du « travail des affaires de la diaspora » (华侨事务工作), notamment l'ancien bureau des Affaires des Chinois outre-mer (BACOM) qui relève aujourd'hui du DTFU, mais aussi les ministères des Affaires étrangères, de l'Éducation, ou encore le ministère de la Sécurité d'État.

Les diasporas chinoises peuvent apporter de nombreux avantages au Parti. Installés à l'étranger, les COM peuvent servir de promoteurs du *soft power* chinois : **ils sont les mieux placés pour diffuser la culture chinoise auprès des communautés dont ils ont adopté les codes**. Ils peuvent jouer un rôle d'« avant-garde » ou du moins de « pont » entre la Chine et leur pays de résidence, pour améliorer la compréhension mutuelle, voire promouvoir les objectifs diplomatiques et économiques de la RPC[34]. Celle-ci peut également **bénéficier de leur connaissance de leur pays de résidence** pour mieux comprendre le système politique local et décrypter l'actualité[35]. Tout cela est d'autant plus réalisable que les COM parviennent de plus en plus à s'assurer un statut social élevé dans leur pays de résidence et ce, dans divers domaines comme le commerce, la recherche scientifique et la politique.

32. Liza Lin, « A U.S. Diplomat's Wife Was a Social Media Star – Until Chinese Trolls, Aided by State Media, Came After Her; Tzu-i Chuang was referred to as the 'most famous diplomatic wife' before she became the target of a vicious, monthslong attack on social media », *The Wall Street Journal*, 29 mars 2021.

33. Sui-Lee Wee, « Women Are Battling China's Angry Trolls. The Trolls Are Winning », *The New York Times*, 24 avril 2021.

34. Hua To, *Qiaowu, op. cit.*, p. 40.

35. *Ibid.*, p. 41.

Cependant, plus que de simples facilitateurs d'échanges entre la Chine et les autres pays, les COM **peuvent être instrumentalisés par la RPC à des fins politiques**, de telle sorte que celle-ci est en mesure d'**influencer la vie politique locale**. Il s'agit alors d'**une forme d'ingérence**. Dans un ouvrage issu de sa thèse sur les politiques extraterritoriales à destination des COM, James Jiann Hua To cite par exemple le cas de la protection non officielle de l'APL accordée par Pékin à des membres de la diaspora chinoise aux États-Unis pour leurs intérêts commerciaux, en échange de l'acheminement de fonds pour les campagnes électorales du Parti démocrate pendant l'ère Clinton[36]. L'enquête sur les activités illégales et inappropriées en lien avec les élections fédérales de 1996 menée par le Comité sur les Affaires gouvernementales du Sénat a identifié au moins six individus impliqués dans ces donations qui entretiendraient des liens plus ou moins directs avec la RPC, dont John Huang, Maria Hsia et Yah Lin « Charlie » Trie[37]. La RPC peut également organiser, notamment à travers des organisations de Front uni, des mobilisations de COM en soutien aux intérêts de la Chine, comme l'Association pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine (APRPC, 中国和平统一促进会) le fait à propos de la réunification avec Taïwan (→ p. 122), ou pour protester contre des sujets qui fâchent Pékin tels que les visites du dalaï-lama à l'étranger, pour lesquelles les Associations des étudiants et chercheurs chinois (CSSA, 中国学生学者联合会) ont plusieurs fois mobilisé des étudiants chinois (→ p. 277)[38]. Pour entraver le déroulement d'un rassemblement en soutien à Hong Kong, l'ambassade de Chine en Lituanie a organisé le 23 août 2019, avec la coordination des services de renseignement chinois, une contre-manifestation à Vilnius dont une majorité de participants étaient des membres de l'Association des expatriés chinois en Lituanie[39].

L'ambassade de Chine impliquée dans une contre-manifestation en Lituanie

Le 23 août 2019, alors que des centaines de Lituaniens forment une chaîne humaine par solidarité avec les manifestants hongkongais (qui étaient plusieurs dizaines de milliers à faire la même chose en même temps à Hong Kong), des militants pro-Pékin font irruption et viennent troubler cette chaîne en criant « Hong Kong fait partie de la Chine ». Or, le ministère des Affaires étrangères lituanien a établi que « **du personnel de l'ambassade de Chine était impliqué dans l'organisation d'actions illicites entreprises par des citoyens chinois** durant cet incident ». L'ambassadeur lui-même, Shen Zhifei (申知非), a été vu à cette manifestation, où il observait et « dirigeait » les contre-manifestants. Le ministère des Affaires étrangères se fonderait en outre sur des informations du département de la Sécurité d'État concernant « le rôle de l'ambassade dans l'organisation ou la coordination de cette contre-manifestation[40] ». Il s'agirait d'un premier exemple d'ingérence chinoise dans une manifestation en Lituanie.

Dans les pays où les COM représentent également une part non négligeable de l'électorat, parvenir à **influencer leurs choix vers les candidats qui ont la faveur du Parti est une autre forme d'ingérence**[41]. Une étude sur la participation des COM aux élections américaines

36. *Ibid.*, p. 41-2.
37. « The China Connection: Summary of the Committee's Findings Relating to Efforts of the People's Republic of China to Influence U.S. Policies and Elections », Investigation of Illegal or Improper Activities in Connection with 1996 Federal Election Campaigns, Final report of the Committee on Governmental Affairs Senate Rept. 105-167 – 105th Congress 2d Session, 10 mars 1998, disponible sur le site de la *Federation of American Scientists*, https://fas.org/irp/congress/1998_rpt/sgo-sir/2-18.htm.
38. John Doston, « The United Front Work Department in Action Abroad: A Profile of The Council for the Promotion of the Peaceful Reunification of China », *China Brief*, 18:2, Jamestown Foundation, 13 février 2018 ; Josh Horwitz, « A visit by the Dalai Lama is dividing a US campus where 14% of students are from China », *Quartz*, 15 juin 2017.
39. « National Threat Assessment 2020 », *Second investigation department under the ministry of national defence and State security department of the republic of Lithuania*, Vilnius, 2020, p. 67.
40. Alvin Lum, « Chinese ambassador summoned in Lithuania over 'deplorable behaviour' by officials during Vilnius' show of support for Hong Kong protesters », scmp.com, 3 septembre 2019.
41. Hua To, *Qiaowu, op. cit.*, p. 42-3.

produite par le BACOM en 2004 appelait à développer la formation d'un bloc d'électeurs d'origine chinoise et à soutenir les candidats d'origine chinoise qui se présenteraient[42]. En 2015, le *Globe and Mail* affirmait que les services de renseignement canadiens s'inquiétaient depuis 2010 de l'influence du gouvernement chinois sur Michael Chan, ministre de la Citoyenneté de l'Ontario d'origine chinoise, ayant immigré au Canada à l'âge de 18 ans, se présentant comme voulant servir de « pont » entre les deux pays et n'ayant pas oublié ses origines (→ p. 551)[43]. En 2017, l'élection de deux députés italiens d'origine chinoise, mais parfaitement intégrés à la culture politique locale, avait été fêtée par les médias chinois comme une « victoire de la participation de la Chine dans la vie politique italienne[44] ».

Pour convaincre la diaspora et la pousser à l'action, le Parti utilise **des méthodes de cooptation plus ou moins « douces[45] »**. Il suffit parfois de **faire appel au sentiment de fierté nationale ou ethnique**, d'amour pour la mère patrie pour en séduire certains, dont ceux qui ont abandonné le passeport chinois et ceux qui ne l'ont jamais eu. **La « diplomatie d'assistance »** consiste à porter assistance aux *huaren* et *huayi* autant que les *huaqiao*. La RPC l'a adoptée notamment depuis les émeutes de 1998 en Indonésie qui ont coûté la vie à plus d'un millier de personnes ethniquement chinoises[46]. Cette diplomatie vise à entretenir un sentiment d'appartenance à une même nation à travers tous les membres de la diaspora. **Les bourses pour venir étudier en Chine, les programmes d'échanges avec des lycées et universités à l'étranger, mais aussi tous les camps de vacances de « recherches de ses origines »** (寻根之旅) ouverts à tous les *huayi*, montrent que la RPC est prête à investir sur le long terme pour construire ce sentiment d'appartenance auprès des futures générations[47].

La religion est un autre puissant vecteur d'influence de la diaspora, dont de nombreux membres se sont convertis au christianisme[48]. La RPC cherche à infiltrer ces groupes religieux pour influencer et mobiliser les COM qui sont plus susceptibles d'être à l'écoute dans ces cercles de sociabilité[49]. **L'incitation financière – comme la promesse d'un travail ou d'une maison** – est évidemment un autre levier utilisé pour convaincre, de même que **l'intimidation voire la menace**[50]. Des agents du MSE auraient par exemple forcé des COM à coopérer en menaçant de ne pas leur accorder de visa ou ne pas le leur renouveler, de s'en prendre à leurs proches résidant en Chine, ou encore de les considérer comme sujets de la loi chinoise même s'ils détiennent un passeport d'une autre nationalité[51].

Pékin sait également **utiliser des médias traditionnels** en direction des diasporas chinoises. En France, l'ambassade utilise ainsi la chaîne Mandarin TV qui constitue un véritable relais du discours officiel du Parti vers la diaspora chinoise en France. Le 14 mars 2020, par exemple, l'ambassadeur de Chine à Paris, Lu Shaye (→ p. 233), intervient sur la chaîne où il accuse les médias français de malveillance et d'avoir recours à des méthodes de « propagande » pour infliger à l'opinion publique « un véritable lavage de cerveau ». L'ambassadeur critique le traitement partial par les médias français de la crise du coronavirus en Chine[52].

42. *Ibid.*, p. 42.
43. Craig Offman, « CSIS warned this cabinet minister could be a threat. Ontario disagreed », *The Globe and Mail*, 16 juin 2015. Gerry Groot, 175.
44. Entretien avec une chercheuse italienne, mars 2020.
45. Hua To, *Qiaowu*, *op. cit.*, p. 200-202.
46. *Ibid.*, p. 232-4.
47. *Ibid.*, p. 136-40, 172-3.
48. *Ibid.*, p. 149.
49. *Ibid.*, p. 150.
50. *Ibid.*, p. 45.
51. *Ibid.*
52. La transcription de l'entretien a été diffusée sur le site de l'ambassade le 15 mars : « Entretien de l'Ambassadeur Lu Shaye sur l'émission "Parole d'Ambassadeur" de Mandarin TV », https://archive.vn/D5pYP.

En France, l'association pour la paix et la réunification de la chine (法国中国和平统一促进会) joue un rôle de premier plan. Elle a été établie le 5 juillet 2000[53] par l'Association des Chinois résidant en France. Elle est dirigée aujourd'hui par Wang Jiaqing (王加清) qui en est le directeur exécutif et par Yang Ming (杨明) qui en est le président. En tant qu'organisateur de l'association de promotion, Yang Ming a prêté ses locaux commerciaux pour les festivités ; 78 associations étaient conviées[54]. L'Association a pour but d'unir tous les Chinois, en faveur de la réunification de la Chine et contre l'indépendance de Taïwan, qui sont répartis dans le monde entier[55]. Elle organise pour cela des séminaires et des visites qui mettent en avant la culture chinoise[56]. Elle entretient également des liens importants avec les autres associations franco-chinoises. Elle est placée sous la direction de l'ambassade de Chine en France, du département consulaire et de l'Association chinoise pour la promotion de la réunification pacifique (中国和平统一促进会), qui en est l'association mère[57].

Le dispositif de mobilisation de la diaspora chinoise en France a été complété par la création, le 14 juillet 2020[58], de l'Association des écrivains chinois de France (AECF)[59] dont le but affiché est de « coordonner les activités entre les membres et institutions associées et promouvoir le développement d'activités littéraires ; développer les échanges entre les milieux littéraires chinois et français ». L'association, implantée à L'Haÿ-les-Roses, est présidée par Liang Yuanfa (梁源法), connu également sous le nom de François Leung (photo ci-dessous). Liang est l'ancien rédacteur en chef du quotidien *Nouvelles d'Europe* (欧洲时报)[60] qui appartient au groupe Guang Hua Media basé dans la ville voisine de Gentilly (→ p. 329). Le bureau de l'association compterait également Wu Qin[61], directeur général d'Hipotel, un groupe de 17 hôtels à Paris[62], et président de la France-China Shenzhen Association, ainsi que Huang Guanjie et Tang Tiehua, respectivement journaliste à *Nouvelles d'Europe* et cameraman pour Phoenix TV[63].



Liang Yuanfa. Source : 今日中欧.

53. https://archive.vn/y3OUZ.
54. https://archive.vn/LECHh.
55. https://archive.vn/ckB7k.
56. https://archive.vn/C0Bxn.
57. https://archive.vn/ckB7k. Adresse du site de l'association à Pékin : https://archive.vn/KJHjF .
58. Lien vers le journal officiel : https://www.journal-officiel.gouv.fr/associations/detail-annonce/associations_b/20200030/1593.
59. Reprenant le nom d'une association qui avait été créée en 1991 à Aulnay-sous-Bois.
60. « 梁源法先生《岁月的记忆》新书发布会在巴黎举行 » (Lancement du livre « Mémoires des âges » de M. Liang Yuanfa à Paris), 今日中欧 (Europe-Chine de nos jours), 11 mai 2019, https://archive.vn/H4ett.
61. « Le service spécial chargé des campagnes d'influence de Pékin à l'étranger est derrière la nouvelle Association des écrivains chinois de France, présidée par le journaliste François Leung », *Intelligence Online*, n° 862, 28 septembre 2020.
62. Marie Nicot, « Wu Qin, l'hôtelier aux quatre bras », *Le Journal du Dimanche*, 21 juin 2017.
63. « Le service spécial chargé des campagnes d'influence de Pékin à l'étranger », *Intelligence Online*, *op. cit.*

II. Les médias

« Pour façonner le contenu et les récits médiatiques à travers le monde, affectant chaque région et plusieurs langues », Pékin utilise une combinaison de « formes largement acceptées de diplomatie publique avec des activités plus secrètes, corrompues et coercitives qui sapent les normes démocratiques, réduisent la souveraineté nationale, affaiblissent la viabilité financière des médias indépendants et violent les lois de certains pays », écrit Freedom House[64].

Depuis le milieu des années 2000, le pouvoir chinois tente de hisser certains de ses organes d'« information » au niveau des plus grands médias internationaux qui jouissent d'une capacité d'influence globale afin de faire entendre une vision chinoise de l'actualité. **Le tournant date de 2008** : constatant la communication non maîtrisée autour des Jeux olympiques de Pékin, qui ont « tout autant servi de caisse de résonance pour les opposants au régime », Pékin fait **un plan à dix ans pour mieux contrôler son image dans le monde et, à cette fin, investit « 10 milliards de RMB (1,3 milliard d'euros par an)**[65] ». Au cours de la dernière décennie, le PCC a donc déployé des efforts sans précédent pour établir **« un nouvel ordre mondial des médias »**, selon l'expression utilisée par Li Congjun (李从军), ancien président de Xinhua devenu membre du Comité central du Parti[66]. RSF note que, « dans ses discours, Li Congjun ne cesse d'employer les termes "industrie des médias" et "communications de masse" mais n'utilise **pas une seule fois le mot "journalisme"**. Ce n'est pas anodin : en faisant des médias un vecteur d'influence au service des États, le "nouvel ordre mondial des médias" qu'il appelle de ses vœux signe, de fait, l'arrêt de mort du contre-pouvoir qu'ils peuvent représenter[67] ». D'ailleurs, **les communiqués officiels parlent de « travailleur des médias »** plutôt que de « journaliste » – y compris, et c'est tout le paradoxe, ceux de l'Association des journalistes de Chine (ACJA)[68].

L'agence de presse Xinhua, le réseau de chaînes de télévision CCTV, le journal *China Daily* puis le *Global Times* ou encore la Radio Chine internationale (CRI) font partie des premiers médias à avoir bénéficié du soutien du pouvoir pour leur développement à l'international. En février 2016, après avoir rendu visite aux trois principaux médias chinois à Pékin (le *Quotidien du peuple*, Xinhua et CCTV), Xi Jinping a présidé un symposium réunissant environ 180 représentants des médias étatiques auxquels il a ordonné de suivre strictement les consignes du PCC et de se concentrer sur une « couverture positive » du pays. « Tous les médias d'information gérés par le Parti doivent travailler pour diffuser la volonté et les propositions du Parti, et protéger l'autorité et l'unité du Parti », a-t-il déclaré[69].

---

64. Sarah Cook, *Beijing's Global Megaphone: The Expansion of Chinese Communist Party Media Influence since 2017*, Freedom House special report, janvier 2020, p. 1.
65. Reporters sans frontières (RSF), *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, 2019, p. 29.
66. Li Congjun, « Toward a New World Media Order », *The Wall Street Journal*, 1er juin 2011.
67. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 10.
68. *Ibid.*, p. 23.
69. Edward Wong, « Xi Jinping's News Alert: Chinese Media Must Serve the Party », *The New York Times*, 22 février 2016.



Xi Jinping applaudi dans la salle de presse du *Quotidien du peuple* à Pékin le 19 février 2016 (photo Xinhua, via AP)[70].

Ces grands médias ont progressivement multiplié les contenus en langues étrangères, développé des antennes à l'étranger, établi des partenariats avec des médias étrangers et recruté des journalistes locaux pour mieux véhiculer leur message vers différentes audiences. À ce titre, **les médias chinois bénéficient grandement de l'asymétrie qui caractérise les relations entre une autocratie et des démocraties**, comme le rappelle RSF : « Les valeurs de tolérance et d'ouverture qui caractérisent les démocraties parlementaires donnent à Pékin une grande liberté de mouvement qui n'est soumise à aucune contrepartie. La dissymétrie est frappante. Alors que l'agence de presse d'État Xinhua vise l'ouverture de 200 bureaux dans le monde d'ici 2020, Pékin distille au compte-gouttes les accréditations pour les reporters étrangers. Le groupe audiovisuel d'État China Global Television Network (CGTN) étend son influence dans plus de 100 pays, tandis que des médias internationaux comme TV5, VOA ou la BBC sont interdits en Chine en dehors des hôtels de luxe[71]. »

En plus d'utiliser ces grands médias pour se projeter dans le monde, Pékin influence les médias locaux d'un nombre croissant de pays, en priorité ceux hébergeant les plus grandes diasporas, avec des tactiques bien connues depuis longtemps. Dans le cas américain, par exemple, en 2001 on pouvait déjà écrire que « Quatre tactiques principales caractérisent les efforts du gouvernement chinois pour influencer les médias chinois en Amérique. Il y a d'abord la tentative de contrôler directement les journaux, les stations de télévision et les stations de radio en devenant propriétaire ou actionnaire majoritaire. Deuxièmement, le gouvernement [influence] les médias indépendants qui ont des relations d'affaires avec la Chine. Cet effet de levier a eu des effets majeurs sur le contenu […], supprimant effectivement tout matériel jugé “défavorable” par le gouvernement chinois. Troisièmement, il y a l'achat de temps de diffusion et d'espace publicitaire (ou plus) auprès des médias indépendants existants. Le gouvernement fournit aussi une programmation et des contenus gratuits et prêts à l'emploi. Quatrièmement, il y a le placement de personnel gouvernemental dans des médias indépendants[72] ».

70. *Ibid.*
71. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 45.
72. Mei Duzhe, « How China's government is attempting to control Chinese media in America », *China Brief*, 1:10, 21 novembre 2001.

A. Les grands médias chinois

Les efforts entrepris depuis une décennie pour renforcer les capacités et la présence à l'étranger des médias officiels d'État ont porté leurs fruits : CGTN, CCTV, *China Daily*, *People's Daily*, Radio Chine internationale (CRI), Xinhua et China News Service ont **une présence mondiale, dans plusieurs langues, sur plusieurs continents**. CRI a plus de 70 stations dans 65 langues et est l'actionnaire majoritaire de 33 autres stations dans 14 pays ; CGTN a 10 000 employés dans 70 bureaux et diffuse dans 140 pays ; *China Daily* dit tirer à 900 000 exemplaires et avoir un lectorat de 150 millions de personnes ; Xinhua a 230 bureaux dans le monde, environ 40 % de plus qu'en 2017[73] ; l'agence communique en 19 langues[74] et a multiplié par dix ses dépenses aux États-Unis entre 2009 (500 000 dollars) et 2019 (5 millions)[75]. Depuis 2018, plusieurs de ces grands médias sont réunis dans un conglomérat, le China Media Group (CMG), surnommé « Voix de la Chine » (Voice of China) et subordonné au conseil des Affaires d'État. CMG ouvrira prochainement un « imposant bureau » à Bruxelles, en plus des huit autres qu'il possède déjà ailleurs dans le monde et, en décembre 2020, le groupe ouvrait 264 nouveaux postes, dont 82 consacrés à « la propagande internationale[76] ».

La logique de ces médias est toujours la même pour se développer à l'international : diffusion de leurs produits à l'étranger facilitée par l'**implantation de bureaux sur place** et le **recrutement de journalistes locaux**, **calibrage des contenus aux actualités locales**, **multiplication des formats de communication** (texte, image, vidéo, audio) et des supports (papier, radio, télévision, internet), avec un accent mis sur la **présence sur les réseaux sociaux** et les formats adaptés aux écrans de téléphone portable afin de toucher une audience plus large, plus directement. Le site « Centre d'informations sur internet de Chine » (china.com.cn ou china.org.cn) est un exemple de plateforme spécialement dédiée à un public international cherchant à s'imposer comme site d'information de référence sur la Chine.

Les médias chinois rencontrent cependant des difficultés pour générer autant d'attractivité que les grands médias occidentaux. Beaucoup de spectateurs, auditeurs et lecteurs des contenus en langues étrangères sont des Chinois qui souhaitent améliorer leur anglais. Malgré les efforts accomplis pour faire peau neuve et pour s'afficher comme des médias indépendants, **le manque de crédibilité des informations relayées et le ton propagandiste des médias chinois jouent sans doute un rôle clé dans leurs difficultés à concurrencer les médias occidentaux et s'imposer sur le marché mondial**.

1. Xinhua

Xinhua est **l'une des plus grandes agences de presse du monde**. Basée à Pékin, elle gère plus d'une trentaine de branches nationales et quelque 180 antennes à l'étranger dans plus de 100 pays. Il s'agit de l'une des plus importantes et plus vieilles agences d'information du Parti. Créée en 1931 sous le nom d'« agence de presse Chine rouge » (红色中华通讯社), c'est en 1937 qu'elle prend le nom de Xinhua, qui se traduit littéralement par « Chine nouvelle ». Sa première diffusion d'un programme en anglais à l'étranger date de 1944 et l'implantation de sa première antenne à l'étranger de 1948. Aujourd'hui, Xinhua couvre l'Asie, l'Amérique du Nord,

73. Sébastien Falletti, « La propagande chinoise à l'assaut du monde », *Le Figaro*, 2 juin 2021, p. 11.
74. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 29-30.
75. China Daily Distribution Corporation, « Supplemental Statement Pursuant to Section 2 of the Foreign Agents Registration, Act », US Department of Justice, 19 juin 2009, https://efile.fara.gov/docs/3457-Supplemental-Statement-20090619-9.pdf ; China Daily Distribution Corporation, « Supplemental Statement Pursuant to Section 2 of the Foreign Agents Registration Act », US Department of Justice, 15 novembre 2019, https://efile.fara.gov/docs/3457-Supplemental-Statement-20191115-31.pdf.
76. Falletti, « La propagande chinoise à l'assaut du monde », *op. cit.*

l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, et propose des contenus dans une dizaine de langues – dont l'anglais, le français, l'arabe, le russe, l'allemand, le portugais et le tibétain – sur des sujets divers allant de la politique, l'économie et les relations internationales à la culture, la santé et le sport. L'agence publie également une vingtaine de journaux et magazines, dont le *Reference News* (参考消息) qui est l'un des journaux les plus diffusés dans le monde et le premier en Chine. Dans une logique de multiplication des formats de communication pour élargir son audience, Xinhua a également développé sa propre chaîne de télévision, la China Xinhua News Network Corporation (CNC), proposant des contenus en chinois et en anglais diffusés 24 heures sur 24 dans différents pays du monde. L'agence a également cherché à développer les vidéos pour téléphone, format plus adapté pour toucher directement les utilisateurs des réseaux sociaux. Son site internet, xinhuanet.com, est l'une des plateformes d'information les plus importantes de Chine disponible dans une dizaine de langues étrangères.

Placée sous l'autorité directe du conseil des Affaires d'État, Xinhua a pour rôle de relayer l'information et la propagande du Parti. Pendant deux années, entre 1980 et 1982, l'agence a d'ailleurs été sous l'autorité du département de Propagande. L'arrivée de Xi Jinping a également été perçue par les journalistes de Xinhua comme marquant l'entrée dans **une nouvelle ère dans laquelle les médias chinois « ne doivent plus avoir honte d'être des médias communistes[77] ».**

L'agence a pour objectif de s'imposer comme l'un des leaders mondiaux du secteur et d'être capable de concurrencer les grands médias tels que CNN, Bloomberg, AP, AFP, Al Jazeera pour faire porter la voix de la Chine à l'étranger et présenter sa « vraie » nature au reste du monde. En 2010, Xinhua a signé un contrat de vingt ans pour implanter ses locaux à Times Square à New York, symbole d'autant plus fort de son internationalisation qu'elle y loue un gigantesque panneau lumineux (LED) de 18 mètres sur 12, avec le logo de la marque[78]. À terme, l'idée est de faire de Xinhua un conglomérat comparable à News Corp, Viacom ou Time Warner. En mars 2021, le compte « China Xinhua News » est suivi par plus de 12 millions d'utilisateurs sur Twitter et plus de 89 millions sur Facebook – des chiffres sans doute artificiellement gonflés comme nous le verrons bientôt (→ p. 179). Pour mieux adapter son contenu aux audiences étrangères, l'agence n'hésite pas à recruter des personnels locaux maîtrisant la langue et les codes culturels[79]. **Les « journalistes » locaux ont généralement pour seule mission de traduire des dépêches (稿子) rédigées préalablement par des employés chinois**. Dans le cas des diffusions de Xinhua en français, 80 % des dépêches sont des traductions depuis l'anglais et depuis le chinois pour les 20 % restants[80]. Xinhua dispose d'un service spécifique pour l'administration des journalistes étrangers : le bureau des experts étrangers. Les dépêches traduites, et plus rarement rédigées, par les journalistes français sont toutes relues par un journaliste chinois expérimenté, parlant couramment le français et maîtrisant les attentes du Parti ainsi que les « récits à privilégier[81] ».

Les partenariats que l'agence entretient avec plusieurs organisations internationales des Nations unies, dont l'UNESCO, le PNUE, l'UNICEF, l'ONUSIDA, la FAO, ou encore le PNUD, servent à renforcer sa légitimité et sa fiabilité aux yeux de l'audience internationale[82].

77. Entretien de l'un des auteurs avec une journaliste française travaillant pour Xinhua, en 2018.
78. Stuart Elliott, « Sign of Arrival, for Xinhua, is 60 feet tall », *The New York Times*, 25 juillet 2011.
79. Exemple d'annonce de recrutement d'un anglophone natif relayée sur le compte Facebook de China Xinhua News, archivée à l'adresse : https://archive.vn/owxyl.
80. Entretien de l'un des auteurs avec une journaliste française travaillant pour Xinhua, en 2018.
81. *Ibid.* Durant cette période, les Français sont rémunérés autour de 20 000 RMB par mois (environ 2 500 euros). Les anglophones semblent percevoir des traitements un peu plus élevés.
82. « UNESCO and Xinhua Deepen Partnership », UNESCO, 2 juin 2014 ; « UNEP and Xinhua Heads Sign Agreement on Promotion of Environmental Issues », UNEP, 10 juin 2015 ; « UNICEF and Xinhua join forces to promote children's rights », UNICEF, 5 novembre 2019 ; « UNAIDS and Xinhua renew their partnership towards ending the AIDS epidemic by 2030 », UNAIDS, 18 mars 2016 ; « FAO and Xinhua News Agency sign global

L'ancien directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a d'ailleurs qualifié le partenariat entre son organisation et Xinhua de « plus important partenariat médiatique pour la FAO[83] ».

Depuis la fin des années 2000, Xinhua met également **l'accent sur le terrain africain**. Ce virage stratégique passe notamment par la multiplication des offres de formation à destination des professionnels des médias du continent (→ p. 200).

2. CCTV/CGTN

Un autre média chinois ayant également reçu pour mission de rivaliser avec les grands médias internationaux est la China Central Television (CCTV). Cette situation a d'ailleurs créé des tensions entre les deux groupes médiatiques, CCTV et Xinhua. **CCTV est le principal réseau de chaînes de télévision publiques en Chine**. Pékin TV est créé en 1958 et prend le nom de CCTV en 1978. Exploitant aujourd'hui une quarantaine de chaînes, CCTV appartient depuis 2018 au China Media Group. Le développement à l'international de CCTV s'est fait progressivement. En 1992, CCTV diffuse son premier programme en mandarin vers l'étranger à destination de la diaspora. Sa première chaîne d'information entièrement en anglais, CCTV-9, est lancée en 2000. En signant avec News Corp en 2002, CCTV assure sa présence sur le câble américain. De 2004 à 2010, cinq autres chaînes en français, espagnol, arabe, russe et portugais voient le jour. En installant un centre de production à Nairobi en 2012, CCTV entend accroître son audience en Afrique qui devient un nouvel objectif des médias chinois (→ p. 200). Deux autres centres de production sont également développés à Londres et Washington DC, ce dernier devenant le principal centre pour le traitement et la diffusion de l'information dans le monde.

CCTV souhaite se démarquer de Xinhua en changeant de ton et en proposant des contenus qui s'apparentent moins à de la propagande d'État. L'objectif étant, encore une fois, de réussir à imposer la « bonne » image de la Chine à l'étranger, de « corriger » la mauvaise représentation dont elle fait l'objet. C'est dans cette optique que CCTV-9, la division internationale de CCTV, a fait peau neuve en 2016 en changeant d'identité visuelle et en prenant le nom de China Global Television Network (CGTN). **CGTN gère aujourd'hui plusieurs chaînes d'information en anglais, français, espagnol, arabe et russe, disponibles dans plus de 170 pays et régions dans le monde**[84]. Selon son site officiel, CGTN aurait « plus de 150 millions d'abonnés dans le monde » (pour le site, les applications mobiles et les comptes sur les réseaux sociaux)[85].

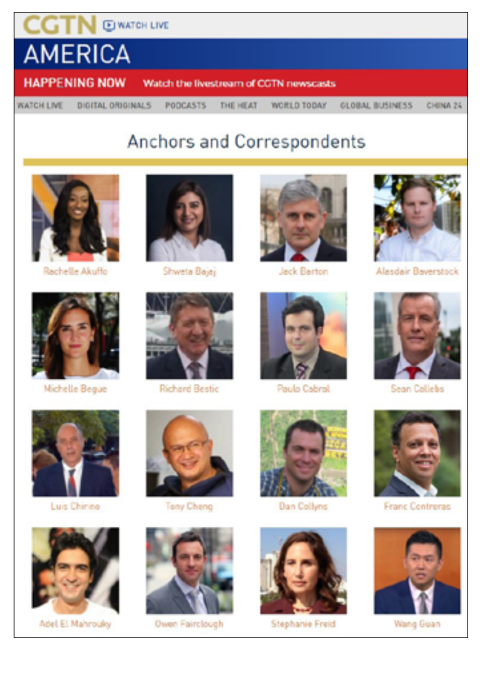
Pour augmenter l'attractivité de ses contenus, CCTV a eu recours de manière croissante à des journalistes vedettes pour présenter ses émissions, comme Yang Rui qui adopte un style dynamique et n'hésite pas à bousculer ses invités. Yang Rui était le coprésentateur de l'émission Focus, le premier magazine d'actualités en anglais de CCTV. L'accent est par ailleurs mis sur la culture et l'histoire chinoises, de nombreuses chaînes diffusent des documentaires, films et séries télévisées mettant à l'honneur la richesse de la civilisation chinoise. Les déclinaisons régionales emploient des présentateurs et journalistes locaux. En revanche, les télévisions chinoises semblent, moins que les Russes, soucieuses de recruter des « stars » occidentales pour crédibiliser leur contenu, comme RT America a pu le faire avec Larry King par exemple.

communication partnership », FAO, 14 octobre 2015 ; « Xinhua, UNDP sign MOU to forge strategic partnership », UNDP, 7 avril 2011.

83. « FAO and Xinhua News Agency sign global communication partnership », FAO, 14 octobre 2015.

84. Merriden Varrall, « Behind the News: Inside China Global Television Network », Lowy Institute, 16 janvier 2020

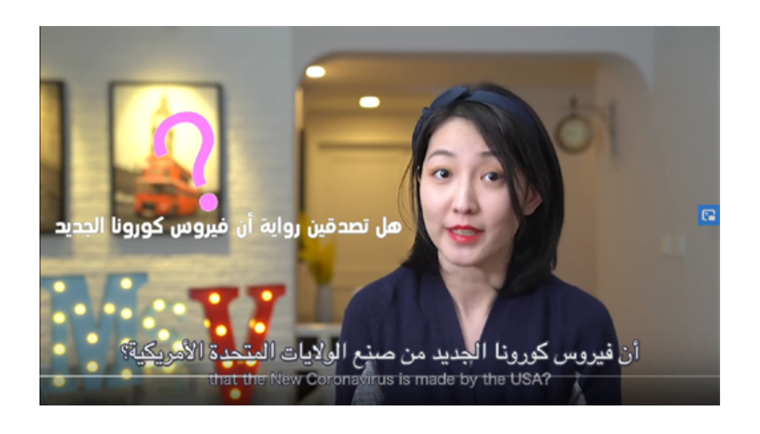
85. « About us – China Global Television Network », CGTN.





Sources : à gauche, https://america.cgtn.com/anchors-corresp; à droite, https://www.youtube.com/watch?v=_aZSHxR2qb0.

CGTN joue **un rôle clé non seulement dans la diffusion d'un discours positif sur la Chine, mais également dans la propagation de contre-narrations susceptibles de démonétiser les critiques présentes dans les médias occidentaux et enfin comme relais de récits construits par le Parti**. Sur ce dernier point, durant la crise de la Covid-19, CGTN en langue arabe a consenti des efforts importants pour rendre plausible l'hypothèse d'un virus fabriqué par l'armée américaine, notamment en utilisant la présentatrice vedette de la chaîne, MsV, parlant un arabe parfait[86]. Celle-ci reprend d'ailleurs des arguments diffusés par d'autres vecteurs chinois (→ p. 589).



86. Lien vers la video : https://www.youtube.com/watch?v=dlGj1RdUHUM. Page archivée également ici : https://archive.vn/vm2QE

L'affaire « Laurène Beaumond »

Le contexte est important : d'une part, le 3 mars 2021, le CSA français autorise CGTN, qui relève désormais de sa compétence[87], à émettre en Europe, après que, le mois précédent, son homologue britannique, l'Ofcom, a retiré à CGTN son droit d'émettre au Royaume-Uni et, quelques jours plus tard, condamnera la chaîne à une amende pour « partialité », « atteinte à la vie privée » et « traitement injuste » dans quatre affaires différentes[88]. Le fait que la chaîne chinoise « trouve refuge en France » suscite des critiques[89]. D'autre part, plusieurs éléments au cours du mois de mars, en particulier la révélation d'une pression de l'ambassade de Chine sur des sénateurs français pour qu'ils ne se rendent pas à Taïwan, l'insulte visant le chercheur Antoine Bondaz (→ p. 235) et les sanctions contre dix Européens dont l'eurodéputé français Raphaël Glucksmann, tendent nettement la relation bilatérale entre Paris et Pékin (→ p. 635). C'est dans ce contexte que, **les 27 et 28 mars 2021, CGTN Français publie deux articles relativement offensifs d'une certaine « Laurène Beaumond »** : « Visites de parlementaires français à Taïwan : les (vraies) raisons de la crispation[90] », et « "Mon" Xinjiang : halte à la tyrannie des fake news[91] ». L'auteure est présentée comme une « Journaliste indépendante basée en France, [ayant] vécu 7 ans à Beijing où elle a officié en tant que rédactrice, reporter et présentatrice de JT » puis comme « doublement diplômée d'histoire de l'art et d'archéologie à l'université de la Sorbonne-IV et détentrice d'un Master de journalisme, [ayant] travaillé dans différentes rédactions parisiennes avant de poser ses valises à Beijing ». **Son article sur le Xinjiang est rédigé comme un témoignage : « Je suis française et j'ai vécu presque 7 ans en Chine**. Les hasards de la vie ont fait que j'ai de la famille vivant à Urumqi, la capitale du Xinjiang. J'ai eu l'occasion de visiter la région à maintes reprises entre 2014 et 2019, et je ne reconnais pas le Xinjiang que l'on me décrit dans celui que je connais. » Cet article est largement relayé par les réseaux pro-Pékin, à commencer par l'ambassade de Chine.

Le 31 mars, le chercheur Antoine Bondaz interpelle CGTN sur Twitter en se demandant si « Laurène Beaumond » n'est pas un « faux profil ».



Cette hypothèse est reprise quelques heures plus tard par Nathalie Guibert dans un article du *Monde* dans lequel elle confirme « qu'aucune personne de ce nom ne figure dans le fichier de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels français[92] ».

87. « La chaîne CGTN relève, pour sa diffusion en Europe, de la compétence de la France », communiqué de presse du CSA, 3 mars 2021.
88. Ofcom, Broadcasting and on demand sanction decisions, Decision – Star China Media Limited (fairness and privacy), Decision – Star China Media Limited (due impartiality), 8 mars 2021 (https://www.ofcom.org.uk/about-ofcom/latest/bulletins/content-sanctions-adjudications).
89. Jérémy André, « CGTN, la mystérieuse télé chinoise qui trouve refuge en France », *Le Point*, 10 mars 2021.
90. https://archive.vn/imo9t ; repris sur CRI le 31 mars (https://archive.vn/ODIOX).
91. https://archive.vn/MnMwQ.
92. Nathalie Guibert, « Quand la télévision chinoise CGTN invente une journaliste française », *Le Monde*, 31 mars 2021.

L'hypothèse d'une supercherie, c'est-à-dire que CGTN aurait fabriqué une fausse personne, est largement reprise par des médias internationaux en anglais, et suscite un déluge de commentaires moqueurs et de comptes parodiques sur Twitter.
Le lendemain, 1er avril, le sujet est abordé à Pékin lors de la conférence de presse de la porte-parole du ministère des Affaires étrangères. À une question de l'AFP, Hua Chunying répond que « cette personne existe », qu'elle est bien « une citoyenne française ayant vécu des années en Chine », mais qu'elle ne peut pas révéler son identité parce que « maintenant, dans certains pays européens et aux États-Unis, chaque fois que quelqu'un dit un mot juste en faveur de la Chine, il ou elle sera attaqué vicieusement[93] ». Ce que la porte-parole dit donc sans le dire est que « Laurène Beaumond » est un pseudonyme utilisé pour protéger la personne qui l'utilise. C'est aussi la thèse diffusée, le même jour, par CGTN Français affirmant que « Laurène **Beaumond** » existe bel et bien (« CGTN Français a des preuves concrètes des différents séjours de Laurène Beaumond au Xinjiang, de très nombreuses photos et même une copie de son certificat de mariage, puisqu'elle s'est mariée à Urumqi en 2014 avec une personne originaire de cette ville ») mais qu'**il s'agit simplement d'un « nom de plume »** – et la chaîne chinoise en profite pour fustiger le « manque total de professionnalisme » de Nathalie Guibert qui n'a pas envisagé « un seul instant » cette possibilité[94]. Pourquoi utiliser un pseudonyme ? « Pour se protéger », explique la chaîne : « Laurène Beaumond a souhaité utiliser un pseudonyme et nous avons respecté son choix, parce que nous savons le risque que cela représente pour certains journalistes français d'exprimer leur opinion en faveur de la Chine » – et de citer les cas du doyen Mestre (→ p. 403) et de Maxime Vivas (→ p. 330).
Le lendemain, 2 avril, cette version est confirmée par *Le Figaro* qui publie une interview avec « "Laurène Beaumond", le nom d'emprunt d'une Française bien réelle[95] ». Le choix du *Figaro* pour cette interview exclusive est intéressant, non seulement parce qu'il s'agit du rival du *Monde* mais aussi parce que *Le Figaro* est le partenaire français du *China Daily* depuis 2015 (→ p. 185)[96]. Cela n'empêche toutefois pas l'article d'être sérieux et critique de Pékin. Le journal fournit au passage d'autres informations sur « Laurène Beaumond », le pseudonyme d'une « jeune quadragénaire » originaire de la Sarthe, ancienne présentatrice de la chaîne CCTV, ayant vécu en Chine de 2011 à 2017, où elle s'est mariée avec un homme originaire d'Urumqi. **Avec ces informations et celles initialement divulguées par CGTN, il est très aisé de retrouver son identité réelle**, sous son nom de jeune fille et son nom de femme mariée, et même une photo de mariage. Toutefois, nous ne la révélerons pas, parce que nous respectons son souhait de rester anonyme. Quelques jours plus tard, **CGTN enfonce le clou en publiant un article de Zheng Ruolin** (→ p. 622) qui, article du *Figaro* à l'appui, accuse *Le Monde* et Bondaz d'avoir « menti » et **leur demande de « s'excuser »**[97]. Une demande renouvelée en anglais par le ***Global Times***[98].
Cependant, **même si « Laurène Beaumond » est le pseudonyme d'une personne existante, quelques éléments restent troublants**. D'abord, le fait que ce « nom d'emprunt » était **déjà utilisé entre le 15 octobre et le 25 novembre 2020 pour signer cinq articles sur Radio Chine internationale** (CRI → p. 179)[99]. CGTN et CRI appartiennent tous les deux au China Media Group et partagent régulièrement des articles. Toutefois, lorsqu'elle officiait sur CRI cinq mois plus tôt, « Laurène Beaumond » n'était pas présentée comme une « journaliste » mais comme une « commentatrice », et **aucun de ses textes ne pouvait laisser croire qu'elle avait besoin de se « protéger » de la vindicte populaire française**. Si « Laurène Beaumond » est bien la Sarthoise qui, pendant des années, a montré son visage

93. « Foreign Ministry Spokesperson Hua Chunying's Regular Press Conference on April 1, 2021 », ministère des Affaires étrangères de la RPC (https://archive.vn/PiV57).
94. « Chine et "fake news" : ce manichéisme qui perdra les intellectuels français », CGTN, 1er avril 2021 (https://archive.vn/soFiK).
95. Sébastien Falletti, « Les confidences de la plume mystère au service de la Chine », *Le Figaro*, 2 avril 2021.
96. Tuo Yannan, « China Daily starts first French edition with Le Figaro », *China Daily*, 29 mai 2015.
97. Zheng Ruolin, « Chers Le Monde et M. Bondaz, il serait peut-être temps de présenter vos excuses ? », CGTN, 4 avril 2021 (https://archive.vn/rEkIL).
98. Chen Qingqing, « Le Monde owes an apology for accusing Chinese state media of creating a fake French journalist to speak the truth about Xinjiang: scholar », *Global Times*, 7 avril 2021 (https://archive.vn/7YCAT).
99. « Égalité des sexes en Chine : la montée en puissance des femmes, CRI, 15 octobre 2020 (https://archive.vn/hEeGe) ; « La Chine rejoint COVAX : la décision que le monde attendait », CRI, 19 octobre 2020 (https://archive.vn/xASUZ) ; « Lutte contre la COVID-19 : autant de pays que de méthodes », CRI, 4 novembre 2020 (https://archive.vn/WVufZ) ; « CIIE 2020 : opération séduction pour les firmes étrangères », CRI, 16 novembre 2020 (https://archive.vn/MuR83) ; « Jour des célibataires, Black Friday : à vos marques, prêts… Achetez ! », CRI, 25 novembre 2020 (https://archive.vn/nBtF2).

INTRODUCTION

CONCEPTS

ACTEURS

ACTIONS

CAS

CONCLUSION

à la télévision comme présentatrice de CCTV, pourquoi soudainement se cacher pour écrire des articles anodins sur l'égalité des sexes en Chine ou le Black Friday ? En outre, **il est anachronique d'invoquer comme CGTN le fait les affaires Mestre et Vivas**, qui datent de 2021, pour justifier le choix d'un pseudonyme qui, lui, date d'octobre 2020. Quoi qu'il en soit, **le titre de « journaliste » est trompeur pour désigner quelqu'un qui reconnaît « ne pas avoir mené d'enquête journalistique » au Xinjiang**, lors de voyages « touristiques » qui ont eu lieu « avant que la politique d'internement massive […] ne tourne à plein régime[100] ». Au fond, comme l'explique *Le Figaro*, le témoignage de « Laurène Beaumond » ne fait qu'illustrer **la stratégie du PCC qui, pour se défendre sur le Xinjiang, s'appuie « sur des "témoignages" d'Occidentaux présentés ostensiblement comme des "journalistes" professionnels, ou des "chercheurs" chevronnés[101] »**, ce qu'assurément ils ne sont pas.

3. *China Daily*

Le *China Daily* (中国日报) est **le premier journal chinois en anglais**. Créé en 1981 et opérant **sous l'autorité du département de Propagande du Comité central**, il a refondu sa maquette en 2010 pour stimuler son développement à l'international et gère aujourd'hui une quarantaine de bureaux et de centres d'imprimerie implantés à l'étranger. Une version spécifiquement américaine a été lancée en 2009, une version européenne en 2010, une asiatique la même année, puis une version africaine en 2012. Le *China Daily* diffuse un supplément gratuit, « China Watch », dans de nombreux grands journaux étrangers en anglais (→ p. 185).

Comme les autres médias étatiques chinois, China Daily a un rapport assez libre à la vérité, comme l'illustre ce message sur Twitter qui utilise une vidéo tournée à Brienz, en Suisse[102], pour faire la promotion des paysages chinois :



Source : https://twitter.com/ChinaDaily/status/1391566387185782785 (supprimé depuis).

100. Falletti, « Les confidences de la plume mystère… », *op. cit.*
101. *Ibid.*
102. Voir l'original : https://www.youtube.com/watch?v=1AOmuBUIE7w&t=104s.

4. *Global Times*

Le *Global Times*, plus jeune que le *China Daily*, est **un autre journal chinois en anglais qui gagne en influence** même s'il n'appartient pas au groupe des médias désignés par le pouvoir pour rivaliser avec les plus grands médias mondiaux. Créé en 1993 et appartenant au *Quotidien du peuple*, sa première version en anglais date de 2009. La volonté est toujours de proposer une autre manière de s'informer sur la Chine, de présenter le pays sous son meilleur angle et de défendre les intérêts du pouvoir. Les éditoriaux du quotidien adoptent souvent **un ton agressif et menaçant sur certains sujets sensibles comme Taïwan**[103], et le rédacteur en chef du journal, Hu Xijin, est présent sur Twitter qui, ironiquement, est un réseau interdit par le pouvoir en Chine[104].



5. Radio Chine internationale

La Radio Chine internationale (CRI) est l'une des plus vieilles et **la principale radio chinoise dédiée à l'international**. Créée en 1941 d'abord sous le nom de Radio Peking, elle prend son nom actuel en 1978 et appartient aujourd'hui, comme CCTV, au China Media Group qui est placé sous l'autorité du conseil des Affaires d'État. L'objectif affiché était de « promouvoir les bonnes relations entre la Chine et le monde », pour accroître le *soft power* chinois. Avec une trentaine de bureaux à l'étranger, la CRI produit aujourd'hui des contenus dans plus d'une soixantaine de langues.

6. Leur présence sur les réseaux sociaux

Les médias d'État chinois sont présents sur tous les réseaux sociaux, y compris ceux bloqués en Chine (Twitter, Facebook, YouTube, Instagram), et ils investissent beaucoup d'argent pour amplifier leur audience en ligne, avec des résultats. Ils ont commencé à créer des pages Facebook en anglais pour leurs déclinaisons internationales en 2013[105]. Aujourd'hui, elles sont de très loin celles qui comptent le plus d'abonnés : CGTN en a plus de 116 millions, *China Daily* 103,2, Xinhua 86,7, *People's Daily* 86, etc., soit beaucoup plus que CNN (34 millions) qui est pourtant un média anglophone beaucoup plus connu. Même constat en

103. « Tsai authorities deserve a stern warning from Beijing: Global Times editorial », *Global Times*, 31 août 2020, https://archive.vn/ZVPJS.
104. Il s'agit du compte Twitter @HuXijin_huanqiu.
105. Vanessa Molter et Renee DiResta, « Pandemics & Propaganda: How Chinese State Media Creates and Propagates CCP Coronavirus Narratives », *The Harvard Kennedy School Misinformation Review*, 1, juin 2020, p. 1.

français, où la page Facebook de CGTN Français (20,4 millions de fans) est dans le top 5 des pages les plus suivies, avec des stars de musique, de football et un site de cuisine, loin devant tous les autres médias francophones pourtant *a priori* beaucoup plus connus : CGTN a deux fois plus d'abonnés que France 24 (10 millions) et cinq fois plus que *Le Monde* (4,6), RFI (4,3), TF1 (4,2), *L'Équipe* (4), etc.[106].

Des études réalisées dans une langue comme dans l'autre[107] concluent que **ces scores spectaculaires sont peu crédibles**, en pointant plusieurs indices, dont **un taux de croissance exceptionnel** (de 37,8 % en moyenne pour les huit principaux médias d'État chinois en anglais, soit 5 000 fois plus que le taux de croissance moyen des sites des médias *mainstream* américains) ; **et en revanche un taux d'interaction extrêmement bas** pour leur taille (0,006 %, soit 68 fois moins que pour les médias américains)[108]. Autrement dit, il y a **un écart suspect** entre le nombre colossal d'abonnés et le nombre beaucoup plus modeste de vues des contenus postés ou de commentaires aux messages postés. Une autre étude à paraître sur le cas des médias d'État chinois francophones[109] révèle d'autres indices. Par exemple, certains posts Facebook suscitent beaucoup plus d'engagements que les autres (plus de 150 fois plus que la moyenne de la page, alors qu'en général le différentiel n'excède pas x20) sans que leur contenu puisse l'expliquer. Ainsi, un post de CGTN sur la foire de Canton présentée comme « un élan nouveau insufflé au commerce mondial » – une nouvelle ne présentant pas d'intérêt particulier pour un public francophone – a suscité 165 fois plus d'engagements que la moyenne des posts sur cette même page. Il y a aussi des écarts suspects, d'une part, entre les nombres d'abonnés à ces pages sur Facebook et sur d'autres plateformes (20 millions d'abonnés à CGTN Français sur Facebook mais seulement 100 000 à CGTN Français sur YouTube) et, d'autre part, entre le nombre d'abonnés à ces pages sur les réseaux sociaux et le trafic de leurs sites internet (entre 60 000 et 80 000 visites par mois seulement pour francais.cgtn.com)[110]. En outre, de nombreux abonnés à ces comptes sur Twitter et Facebook (qui ne postent qu'en français) ne sont visiblement pas francophones eux-mêmes.

Pris ensemble, ces indices suggèrent que, comme le notait une étude de décembre 2019, **les médias d'État chinois « pourraient avoir gonflé artificiellement leur nombre d'abonnés et de "j'aime"[111] »**. Ce n'est pas nouveau : la pratique est observée depuis au moins 2015[112] et, en 2018, le *New York Times* avait déjà révélé que Xinhua avait payé la compagnie Devumi pour gagner « des centaines de milliers d'abonnés et de retweets sur Twitter[113] ». Concrètement, cela signifie qu'**une partie substantielle des abonnés pourraient en réalité être des bots et des faux comptes**. On estime par exemple que « les 20 plus gros relais [*reposters*] de Xinhua sont des bots de diffusion ou de spam[114] ».

106. Chiffres d'audience au 8 avril 2021. Voir https://www.socialbakers.com/statistics/facebook/pages/total/france.

107. Molter et DiResta, « Pandemics & Propaganda », *op. cit.* ; Damien Leloup et Harold Thibault, « Comment la Chine impose sa propagande sur les réseaux sociaux en France », *Le Monde*, 28 juillet 2020.

108. Molter et DiResta, « Pandemics & Propaganda », *op. cit.*, p. 19.

109. *French-Language Chinese State Media: Strategies and Social Media Accounts Analysis*, EU Disinfo Lab : les auteurs ont pu consulter une version préparatoire datant d'octobre 2020.

110. Moyenne entre mai et octobre 2020 selon similarweb.com.

111. Mareike Ohlberg, « Propaganda beyond the Great Firewall », merics.org, 5 décembre 2019.

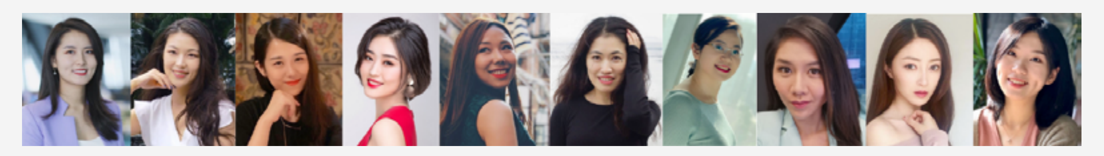
112. Tom Grundy, « Did China's StateRun News Agency Purchase Twitter Followers? », *Hong Kong Free Press*, 14 avril 2015 ; Alexa Olesen, « Where Did Chinese State Media Get All those Facebook Followers? » *Foreign Policy*, 7 juillet 2015.

113. Nicholas Confessore, Gabriel J. X. Dance, Richard Harris et Mark Hansen, « The Follower Factory », *The New York Times*, 27 janvier 2018.

114. *Beyond Hybrid War: How China Exploits Social Media to Sway American Opinion*, Recorded Future, Insikt Group, 6 mars 2019, p. 19. Sur les différentes categories de bots, voir Richard J. Oentaryo, Arinto Murdopo, Philips K. Prasetyo et Ee-Peng Lim, « On Profiling Bots in Social Media », *Social Informatics: 8th International Conference Proceedings*, 2016, p. 92-109.

C'est ce que confirme l'outil SparkToro permettant d'estimer la proportion de faux comptes parmi les abonnés d'un compte Twitter : alors qu'en moyenne les comptes Twitter sont suivis par entre 5 et 30 % de faux comptes (« bots, comptes de spam, utilisateurs inactifs, propagande ou autres utilisateurs non engagés/non réels »)[115], le compte de *People's Daily* (@PDChina) en aurait 34,3 %, *China Daily* (@ChinaDaily) 36,9 %, CGTN (@CGTNOfficial) 37,3 %, Xinhua (@XHNews) 38,4 %, Quotidien du peuple (french_renmin) 55 %, Xinhua en français (@XHChineNouvelle) 55,4 %, Radio Chine internationale (@CriFrancais) 57,2 % et @ CGTNFrancais 62,8 %[116]. On notera la très nette différence entre les comptes en anglais et les comptes en français, ces derniers étant suivis par beaucoup plus de faux comptes.

Un réseau de jeunes femmes chinoises francophones



Photos de profil des pages Facebook énumérées ci-dessous.

Les médias d'État chinois francophones rediffusent également les vidéos produites par un grand nombre de jeunes Chinoises francophones, présentées comme des « journalistes », « présentatrices », « créatrices de vidéos » ou « blogueuses », qui font la promotion de la Chine et dont les pages sur Facebook ont été créées en 2019 ou 2020 (elles ont généralement aussi des comptes sur YouTube, Twitter, Instagram)[117] : Tiantian Studio[118] ; CocoStudioenChine[119] ; Emilia_ChinaTube[120] ; Monpekinexpress[121] ; JYPenseChine[122] ; Jie Lynn[123] ; LechinoisavecXuLi[124] ; Chloe Zhou[125] ; Lena Studio[126] ; Jessica Chen[127].
Ces pages en apparence consacrées à des sujets apolitiques (la beauté de la nature chinoise, la richesse de la culture chinoise, art de vivre, cuisine, etc.) glissent parfois des messages à caractère politique – suivant la méthode identifiée par Graphika comme étant du « Spamouflage », c'est-à-dire une forme de camouflage.

Enfin, en matière de contenus, une analyse de texte automatisée des posts des pages Facebook des médias d'État chinois montre « une focalisation sur des histoires positives, un ajustement rétroactif des récits, et l'usage de publicités pour diffuser les messages, [ainsi qu']une volonté de diffuser de la mésinformation ouvertement conspirationniste[128] ». Elle révèle aussi que les médias d'État chinois sur ces pages ne font pas que louer le gouvernement chinois et montrer ses réalisations sous un jour positif : ils « révisent, éliminent et fabriquent carrément des

115. https://sparktoro.com/tools/fake-followers-audit.
116. Résultats du 23/11/2020 sur https://sparktoro.com/tools/fake-followers-audit.
117. Identifiées dans *French-Language Chinese State Media: Strategies and Social Media Accounts Analysis*, EU Disinfo Lab : les auteurs ont pu consulter une version préparatoire datant d'octobre 2020.
118. https://www.facebook.com/TiantianStudio/.
119. https://www.facebook.com/CocoStudioenChine/.
120. https://www.facebook.com/Emilia_ChinaTube-109737260611743.
121. https://www.facebook.com/Monpekinexpress/.
122. https://www.facebook.com/JYPenseChine/.
123. https://www.facebook.com/Jie-Lynn-107834970840514/.
124. https://www.facebook.com/LechinoisavecXuLi/.
125. https://www.facebook.com/Chloezhou93 (originellement créé sous le nom @Chloezhounan).
126. https://www.facebook.com/Hanyingya.
127. https://www.facebook.com/Jessica-Chen-103639557755163.
128. Molter et DiResta, « Pandemics & Propaganda », *op. cit.*, p. 2.

aspects des récits afin de renforcer l'image du PCC[129] ». En outre, depuis janvier 2020, estime une étude publiée en juin, plus de 33 % du contenu posté sur les pages Facebook des médias d'État chinois est lié à la Covid-19[130].

B. Le contrôle des médias sinophones à l'étranger

Conscient qu'une proportion importante de Chinois de l'étranger parlent chinois à la maison et consomment des médias sinophones, le PCC a entrepris de conquérir ces derniers, en s'appuyant notamment sur les nouveaux arrivants. Aux États-Unis, en Australie et au Canada (→ p. 535), la même histoire s'est répétée : dans les années 1980, les médias sinophones dans ces pays étaient pluralistes et critiques, parce que les migrants venaient principalement de Taïwan et de Hong Kong, et ceux qui venaient de Chine continentale, surtout après Tian'anmen, étaient souvent des dissidents. Depuis, des vagues d'immigration en provenance de Chine continentale ont changé non seulement le profil des communautés locales, mais aussi l'influence sur les médias sinophones qui sont aujourd'hui, dans chacun de ces pays et plus généralement partout dans le monde où la diaspora chinoise est importante, plus ou moins contrôlés par le PCC.

La conquête des médias sinophones à l'étranger se fait par différents moyens – dont des rachats et la cooptation et/ou des pressions par des associations chinoises locales – dont nous verrons des exemples dans les études de cas (→ p. 434 et 557). Pékin est parvenu de cette manière à **une situation de quasi-monopole sur le marché des médias sinophones dans le monde**. Aux États-Unis, « le marché de l'information indépendante en langue chinoise [est] monopolisé par le Qiaobao (China Press) et la chaîne SinoVision, deux médias contrôlés en sous-main par les autorités chinoises depuis leur lancement et dont les contenus proviennent directement des médias d'État chinois » ; en Australie « près de 95 % des journaux en chinois seraient noyautés par Pékin[131] », ce que reconnaît le rédacteur en chef d'un média pro-chinois[132]. Il en va de même au Canada (→ p. 557) et ailleurs dans le monde. Même les pays qui n'hébergent pourtant pas une importante diaspora ont fait l'objet d'une attention particulière : les médias sinophones en Allemagne, basés à Francfort pour la plupart, ont aussi été « harmonisés », c'est-à-dire qu'ils sont devenus très homogènes, très majoritairement pro-Pékin.

Le cas australien a fait l'objet d'un rapport de l'ASPI[133] qui montre que **le problème principal n'est pas le financement direct** (seule une compagnie, sur les 24 analysées, est officiellement détenue par le PCC – Global CAMG Media, détenue à 60 % par Radio Chine internationale (CRI), elle-même subordonnée au département de Propagande ; et deux autres compagnies – Pacific Media Group et Nan Hai Culture and Media – ont des liens financiers indirects avec le PCC, parce qu'elles sont détenues par des Australiens également propriétaires de joint-ventures avec des entreprises chinoises subordonnées au DTFU)[134]. Le problème principal, **le levier le plus efficace dont dispose le PCC pour contrôler le contenu éditorial des médias sinophones à l'étranger, est le réseau social WeChat**, qui sera présenté plus bas (→ p. 194). WeChat, qui aurait entre 700 000 et plus de 3 millions d'utilisa-

129. *Ibid.*, p. 10.
130. *Ibid.*, p. 1.
131. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 39.
132. Kelsey Munro et Philip Wen, « Chinese language newspapers in Australia : Beijing controls messaging, propaganda in press », *The Sydney Morning Herald*, 8 juillet 2016.
133. Alex Joske, Lin Li, Alexandra Pascoe et Nathan Attrill, *The influence environment: A survey of Chinese-language media in Australia*, ASPI's International Cyber Policy Centre, Policy Brief, Report 42/2020, décembre 2020.
134. *Ibid.*, p. 18.

teurs quotidiens en Australie, est devenu « le plus important medium pour [diffuser] des nouvelles en chinois dans le pays[135] ». WeChat a deux versions, que l'entreprise elle-même décrit comme des « applications sœurs » (puisqu'elles sont interopérables) : Weixin (微信), pour les utilisateurs basés en Chine continentale, soumis au droit chinois, sur laquelle la censure est plus stricte, et WeChat, la version internationale qui, comme nous le verrons plus tard, est elle aussi soumise à la censure (mais dans une moindre mesure). Or, **WeChat ne permet aux comptes « officiels » comme ceux utilisés par les médias de ne publier que quatre fois par mois**, à chaque fois huit articles maximum, alors que ces limitations n'existent pas sur Weixin, à condition d'être enregistré au nom d'un individu ou d'une organisation en Chine. Ces **règles incitent donc les médias sinophones australiens à s'enregistrer en Chine, via Weixin, où ils sont soumis à la censure directe du PCC. Comme ils en ignorent les contours exacts, ce qu'il est permis de dire, ils ont tendance à s'autocensurer pour ne pas prendre le risque d'une suspension** (un phénomène que l'on retrouve ailleurs, par exemple dans les productions hollywoodiennes espérant accéder au marché chinois → p. 344). En 2020, l'une des rédactrices en chef de l'un des comptes WeChat australiens les plus suivis a ainsi expliqué que, pour ne pas franchir involontairement une « ligne rouge », elle suivait la ligne du *People's Daily* et de Xinhua[136].

Plus généralement et indépendamment de WeChat, le rapport de l'ASPI montre que les médias sinophones australiens s'autocensurent largement, évitant toute critique à l'égard du gouvernement chinois et du PCC mais aussi les « cinq poisons » (Ouïghours, Tibétains, adeptes du Falun Gong, militants pro-démocratie et indépendantistes taïwanais). Parmi les autres leviers permettant à Pékin d'exercer une influence sur les médias sinophones australiens, figurent notamment les liens d'affaires (notamment si les groupes détenant ces médias ont par ailleurs, éventuellement dans d'autres secteurs, des intérêts financiers en Chine), la pénétration par le Front uni (les cadres de 12 des 24 groupes de médias analysés sont membres d'organisations de Front uni) et la publicité, qui est le revenu principal de la plupart de ces médias (les publications critiques sont boycottées, donc asséchées financièrement, tandis que les publications complaisantes sont récompensées). Ces méthodes ne sont pas propres au cas australien, particulièrement bien analysé par l'ASPI : elles se retrouvent partout dans le monde où Pékin a intérêt à influencer les médias sinophones. La quatrième partie en donnera d'autres exemples dans les cas taïwanais (→ p. 417) et canadien (→ p. 533).

En Europe, il y aurait **une centaine de médias sinophones**, surtout répartis en Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Espagne. À Paris, *Nouvelles d'Europe* (欧洲时报 → p. 329), fondé en 1983 avec l'aide de l'ambassade de Chine en France, qui diffuse en quatre langues (chinois, français, anglais, allemand), sert de « parapluie » à de nombreux autres médias sinophones en Europe et organise de nombreux événements[137]. Les médias sinophones en Europe ont une association fondée en 1997, la European Chinese Media Association (欧洲华文传媒协会), et se retrouvent fréquemment à des événements en Europe ou en Chine (comme le Global Chinese Language Media Forum (世界华文传媒论坛) ou le Overseas Chinese New Media Forum (海外华文新媒体高峰论坛)). Selon une étude du *People's Daily* Overseas Edition Online Data Research Center (人民日报海外网数据研究中心) évaluant l'influence de 400 médias sinophones à l'étranger, deux médias européens sont dans le top 20 : www.dolc.de (德国热线) basé en Allemagne et Xineurope.com (新欧洲) basé en France[138].

135. *Ibid.*, p. 13.
136. *Ibid.*, p. 16.
137. Didi Kirsten Tatlow, « Mapping China-in-Germany », *Sinopsis*, 2 octobre 2019, p. 11.
138. *Ibid.*, p. 12.

C. L'influence sur les médias *mainstream*

Pour toucher une audience plus large, au-delà des diasporas, et donc influencer les médias non sinophones dans un grand nombre de pays, Pékin utilise plusieurs moyens.

1. La pénétration

a. Par les diplomates

Les diplomates chinois sont très régulièrement **présents dans la presse locale** par des tribunes, articles et interviews. Liu Xiaoming (刘晓明), le précédent ambassadeur chinois à Londres, qui a eu une longévité record (2010-2021), était connu pour avoir noué d'étroites relations avec certains médias britanniques, qui lui donnaient régulièrement la parole, alors même qu'il faisait partie des diplomates chinois particulièrement véhéments. En France, l'ambassadeur Lu Shaye (卢沙野) a publié plusieurs tribunes et et entretiens dans le journal *L'Opinion* – une relation apparemment privilégiée qui commence à susciter certaines interrogations[139].


FREE LONDON THURSDAY 16 MAY 2019 24/7 ONLINE NEWS STANDARD.CO.UK
Evening Standard
Comment
China doesn't want a trade war but will fight its corner
Liu Xiaoming


The Sunday Telegraph
Britain can and must work with Huawei on 5G
The UK has a chance to show that it is ready for the responsibility of being a leader in global free trade
LIU XIAOMING
Today, no country can achieve development behind closed doors. Win-win cooperation is the only way


The Daily Telegraph
'Gunboat diplomacy' does not promote peace
It is vital that all nations work together to maintain good relations in the South China Sea
LIU XIAOMING


Tribune libre
«Espérons que Hongkong retrouvera enfin la tranquillité!». La tribune de Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France
Lu Shaye · 01 décembre 2019 à 10h00
« Maintenant que les « pan-démocrates » ont gagné les élections locales, il faut qu'ils remplissent leurs fonctions de conseillers des districts pour bien servir les populations locales, au lieu de continuer à jouer à la politique dans la rue »
© DR


Tribune libre
Hong Kong: une réaction de Pékin par l'ambassadeur de Chine à Paris
Lu Shaye · 23 septembre 2019 à 12h45
Lu Shaye. © DR


INTERVIEW
La Fabrique de l'Opinion
Lu Shaye, ambassadeur de Chine: «Nous n'en serions pas là si les Occidentaux avaient mieux réussi à endiguer l'épidémie»
Claude Leblanc
« Il y en a qui pensent toujours à la Guerre froide. Ils ont peur de perdre leur hégémonie »


EXCLUSIF
Les points sur les i
Ambassadeur Lu Shaye: «Les Etats-Unis nous provoquent mais la Chine fait preuve de retenue. Sinon il y aurait déjà eu la guerre»
Claude Leblanc
« Notre voix n'est pas entendue, comme si un mur de désinformation avait été érigé devant nous », assure l'ambassadeur de Chine à Paris, Lu Shaye


Tribune libre
«Un nouveau type de système de partis politiques à la chinoise». La tribune de Lu Shaye
Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France
« Le système de partis politiques de la Chine a créé un nouveau modèle politique. Il répond aux exigences intrinsèques de la démocratie socialiste, constitue une garantie institutionnelle importante pour le développement stable et durable de la Chine et diversifie les voies que les pays peuvent emprunter pour réaliser la démocratie »

Sources : *Evening Standard*, 16 mai 2019 ; *The Sunday Telegraph*, 28 avril 2019 ; *The Daily Telegraph*, 20 mars 2019 ; *L'Opinion*, 1er décembre 2019, 23 septembre 2019, 27 avril 2020, 17 juin 2021 et 31 juillet 2021.

139. Frédéric Lemaître et Nathalie Guibert, « L'ambassadeur de Chine en France et "la guerre de l'opinion publique" », *Le Monde*, 17 juin 2021.

b. Par le « China Watch » du China Daily

Le *China Daily* édite un supplément gratuit, « China Watch », qui est distribué à plus de 13 millions d'exemplaires dans une trentaine de quotidiens dans le monde, où sont particulièrement visés les cadres et les décideurs, principalement au Japon (6,6M dans le *Mainichi Shimbun*) et aux États-Unis (1,7M dans le *New York Times* (jusqu'à fin 2019), 1,6M dans le *Los Angeles Times*, 1,3M dans le *Wall Street Journal*, 910k dans le *Washington Post* (jusqu'à fin 2019), et beaucoup moins dans le *Des Moines Register*) mais aussi en Europe (*Le Figaro*, *El País*, *De Standaard*, *Le Soir*, *Handelsblatt*), en Russie (*Rossiskaya Gazeta*), en Australie (*Sydney Morning Herald*, *The Age*, *AFR*), en Nouvelle-Zélande (*The Dominion Post*) et en Argentine (*El Cronista*)[140]. Pour convaincre ces journaux d'accueillir ce supplément, le *China Daily* leur propose une rétribution financière. Ainsi, **entre novembre 2016 et avril 2020, le *China Daily* a payé près de 19 millions de dollars à des journaux américains pour y placer de la publicité ou des suppléments**[141], dont près de 6 millions de dollars au *Wall Street Journal*, 4,6 millions au *Washington Post*, et 50 000 dollars au *New York Times*[142].

Cette tactique du « cheval de Troie » ou du « ver dans le fruit[143] » a un effet sur le long terme, en distillant quotidiennement, ou hebdomadairement, une influence, mais peut aussi servir sur le court terme, à l'occasion d'un événement précis, comme **une élection**. Ainsi, pendant la campagne pour les élections de mi-mandat (*midterms elections*) aux États-Unis en 2018, le *China Daily* a employé son supplément vendu au *Des Moines Register* (premier quotidien de l'Iowa) pour tenter d'affaiblir Donald Trump dans l'un de ses bastions. L'un des articles soulignait la responsabilité du président dans la guerre commerciale et ses conséquences néfastes pour les fermiers américains.





À gauche, le supplément « China Watch » dans le *Des Moines Register* du 23 septembre 2018[144]. À droite, le magazine *Foreign Policy* qui accueille le supplément « China Watch » depuis 2019 a reçu 100 000 dollars pour la seule période de mai à octobre 2020[145].

La stratégie chinoise vise en réalité à produire un triple effet. Deux effets directs : d'une part, **insérer la propagande chinoise au cœur même des quotidiens les plus influents dans le monde** d'une façon relativement discrète de sorte que le lecteur n'a pas forcément conscience qu'il ne lit plus son journal – *a fortiori* lorsque l'offre inclut un espace en ligne sur le site du journal hôte, « brouillant encore plus les frontières entre le contenu des médias d'État chinois et [celui] du

140. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 36.
141. Eric Chang, « China Daily paid US papers $19 million in advertising, printing », *Taiwan News*, 10 juin 2020.
142. Mo Yu, « US Spending Report Sheds Light on China's Global Propaganda Campaign », *VOA*, 26 juin 2020.
143. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 36-37.
144. Source : https://twitter.com/JenniferJJacobs/status/1043919358752423937/photo/1.
145. John Dotson, « Xinhua Infiltrates Western Electronic Media, Part One: Online "Advertorial" Content », *China Brief*, 21:7, 12 avril 2021.

média hôte[146] ». D'autre part, pour le *China Daily*, il y a **un enjeu d'image et de crédibilisation** en étant associé aux grands titres de la presse occidentale. C'était aussi le cas pour l'équivalent russe, « Russia Beyond the Headlines », un supplément lancé en 2007 par *Rossiyskaya Gazeta* qui avait les mêmes cibles[147] mais qui n'existe plus qu'en ligne depuis 2017. Enfin, il y a aussi un effet indirect : **avoir un levier financier sur les quotidiens en question**, puisque cette manne financière les rend plus susceptibles de vouloir plaire à Pékin pour conserver leur contrat, plus vulnérables à des pressions et plus susceptibles de se livrer à de l'autocensure.

Le « China Watch » du *Daily Telegraph*

Jusqu'à récemment, *The Daily Telegraph* touchait 750 000 £ (835 000 €) par an pour diffuser le supplément « China Watch » du *China Daily*[148]. Ce supplément de huit pages était inclus dans le journal depuis 2011 et avait aussi, depuis 2015, une section dédiée sur le site internet du journal britannique[149]. Ce genre de collaboration crée **une dépendance financière qui affecte l'ensemble de la ligne éditoriale**, pas seulement les pages insérées : il a en effet été constaté qu'entre 2016 et 2018, *The Telegraph* a publié pas moins de 20 articles de l'ambassadeur chinois, soit deux fois plus que ceux publiés par le *Daily Mail*, *The Guardian* et le *Financial Times* combinés[150]. La dégradation des relations entre la Chine et le Royaume-Uni en 2019-2020, notamment pendant la pandémie de Covid-19, a mis en évidence une tension entre, d'un côté, des articles critiques sur la Chine et, de l'autre, des articles de propagande chinoise publiés dans la section dédiée au *China Daily* (tels que « Why are some framing China's heroic efforts to stop coronavirus as inhumane? » ou « Traditional Chinese medicine "helps fight coronavirus" »)[151]. Finalement, en avril 2020, *The Telegraph* a décidé de cesser sa collaboration avec le *China Daily*.

Le *Washington Post* et le *New York Times* ont également mis fin à leur partenariat avec *China Daily* fin 2019 et début 2020[152]. En Australie, le groupe Nine Entertainment (*Sydney Morning Herald*, *The Age* et la *Australian Financial Review*) a également renoncé au supplément du *China Daily* fin 2020[153]. Comme pour les Instituts Confucius (→ p. 299), c'est sans doute le début d'un reflux durable contre ce qui est de plus en plus perçu comme de la propagande, voire une ingérence inacceptable.

c. Par la fourniture de contenu

En dehors du cas particulier du « China Watch », qui est un supplément régulier, les médias chinois pénètrent aussi les médias étrangers en leur fournissant de façon plus ou moins ponctuelle du contenu, de sorte que « **des centaines de millions de consommateurs de nouvelles à travers le monde regardent, lisent ou écoutent régulièrement des informations créées ou influencées par le PCC, souvent sans en connaître les origines**[154] ». Il faut distinguer deux cas de figure. **D'une part, la fourniture gratuite de contenu**. Contrairement

146. Cook, *Beijing's Global Megaphone, op. cit.*, p. 8.
147. *The Washington Post*, *The New York Times*, *The Wall Street Journal*, *The Daily Telegraph*, *Le Figaro*, *La Repubblica*, *Süddeutsche Zeitung*.
148. Jack Hazlewood, « China spends big on propaganda in Britain… but returns are low », hongkongfp.com, 3 avril 2016.
149. Cao Yin, « China Watch to reach more online readers », *China Daily*, 29 avril 2015 (https://archive.vn/eqEYf).
150. Charles Parton, *China-UK Relations: Where to Draw the Border Between Influence and Interference?*, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), Occasional Paper, février 2019, p. 20.
151. Jim Waterson et Dean Sterling Jones, « Daily Telegraph stops publishing section paid for by China », *The Guardian*, 14 avril 2020.
152. Yuichiro Kakutani, « NYT Quietly Scrubs Chinese Propaganda », *The Washington Free Beacon*, 4 août 2020.
153. Amanda Meade, « Nine Entertainment newspapers quit carrying China Watch supplement », *The Guardian*, 8 décembre 2020.
154. Sarah Cook, *China's Global Media Footprint: Democratic Responses to Expanding Authoritarian Influence*, National Endowment for Democracy, février 2021, p. 2.

aux grandes agences occidentales (AP, AFP, Reuters, etc.), les agences chinoises (Xinhua, China News Service et CCTV) proposent du contenu gratuit. **En 2018, CCTV fournissait « des séquences vidéo et des scripts télévisés gratuits à 1700 petites agences de presse et groupes de médias étrangers[155] ». Cette pratique est particulièrement répandue en Afrique**, où les médias locaux peuvent d'autant moins se permettre de refuser qu'ils manquent souvent de moyens, de journalistes bien formés, et de contenus de qualité. En outre, les agences chinoises proposent des nouvelles internationales, alors que la plupart des médias africains n'ont pas les moyens d'envoyer des correspondants à l'étranger. Cette reprise par les médias locaux du contenu chinois pour couvrir l'actualité internationale fait que, par exemple, « l'image véhiculée par les médias sahéliens est identique à celle que la Chine présente elle-même[156] ». Cette pratique n'est pas propre à l'Afrique : partout dans le monde, y compris en Europe, en Suède par exemple, de petits médias avec peu de moyens se sont vu offrir d'utiliser gratuitement des contenus, images et bases de données chinoises[157].

D'autre part, le publireportage : les médias chinois paient des médias étrangers pour placer dans leurs pages et/ou sur leur site des articles qui sont en réalité des encarts publicitaires, plus ou moins présentés comme tels, que le lecteur aura parfois du mal à distinguer du reste. Cela vaut surtout pour la presse écrite mais aussi pour la télévision. En Allemagne, par exemple, le groupe privé de chaînes télévisées Deutsches Regionalfernsehen (DRF) qui ne diffusait jusqu'alors que des émissions animalières a depuis quelque temps « China Info », une émission quotidienne en prime time, qui fait la promotion de la Chine, y compris parfois sur des sujets politiques (pour prétendre par exemple que rien ne prouve l'origine chinoise du coronavirus). L'insertion peut paraître incongrue mais le rédacteur en chef de DRF l'assume en expliquant qu'il s'agit d'**une « source de revenus » comme une autre**. Autre exemple allemand : entre 2017 et 2019, le service public audiovisuel Norddeutscher Rundfunk (NDR) a diffusé sur la chaîne télévisée numérique tagesschau24 une émission de débat politique et économique en partenariat avec CGTN : « 40 000 téléspectateurs allemands y ont ainsi assisté sans qu'aucune question critique sur les violations des droits de l'homme ne soit jamais posée[158] ».

Cette pratique est régulière mais peut aussi donner lieu à des campagnes particulièrement intenses. Par exemple, le 17 mars 2021, le *People's Daily* publie une pleine page intitulée « Injecter de l'énergie positive dans le développement du monde », dans laquelle il se félicite de **la diffusion de 750 papiers différents** – présentés comme des « produits informationnels » (新闻产品) – **dans près de 200 médias étrangers, de plus de 40 pays, en 12 langues, le tout en moins d'une semaine** (5-11 mars)[159], la date coïncidant avec le congrès annuel des deux assemblées chinoises ANP et CCPPC. À cette occasion, correspondant au lancement du « 14e plan quinquennal », Pékin voulait diffuser dans le monde entier le récit d'une Chine efficace, qui a sorti sa population immense de la pauvreté et réalise des prouesses scientifiques. Pour ce faire, le *People's Daily* a donc placé des encarts publicitaires dans un grand nombre de journaux – certains d'entre eux dans le cadre de partenariats existants, d'autres comme

155. Emily Feng, « China and the world: how Beijing spreads the message », *Financial Times*, 12 juillet 2018.
156. « Soft Power au service de l'influence : l'exemple de la Chine en Afrique. Entretien avec Mme Selma Mihoubi », in *Soft Power. Les Cahiers du comité Asie n. 16*, Les Jeunes IHEDN, automne 2019, p. 117.
157. Entretien de l'un des auteurs à Stockholm, en février 2020.
158. Christina Brause, Anette Dowideit, Tina Kaiser, Maximilian Kalkhof, « Chinas heimliche Propagandisten », *Die Welt*, 15 juin 2021 ; traduit dans « Allemagne : les soutiens secrets à la propagande chinoise », *Le Figaro*, 25 juin 2021 (pour les deux exemples).
159. «为世界发展注入正能量» (Une énergie positive pour le développement mondial), 人民日报 (*Renmin Ribao*), 17 mars 2021 (https://archive.vn/O1GIM).

des encarts publicitaires payés, de sorte que **cette campagne de moins d'une semaine pourrait avoir coûté en tout plusieurs dizaines de millions de dollars**[160].

En France, par exemple, le 11 mars, le journal *L'Opinion* publiait sur une page deux « publi-communiqués » (avec la mention « contenu réalisé par *People's Daily* »), vantant la capacité chinoise à « réduire la pauvreté par la préservation écologique » d'une part[161], et la résilience de l'économie chinoise d'autre part (ci-dessous)[162]. À titre indicatif, sans présumer que c'est ce que le *People's Daily* a payé, une pleine page comme celle-ci dans *L'Opinion* coûte entre 18 000 et 30 000 euros[163].



为世界发展注入正能量

Réduire la pauvreté par la préservation écologique permet à la population de s'enrichir

Les investissements étrangers affichent une croissance résiliente en Chine malgré la conjoncture défavorable en 2020

À gauche, la page du *People's Daily* se félicitant de la diffusion de ses articles dans des médias étrangers (17 mars 2021).
À droite, l'exemple de deux articles placés dans le journal *L'Opinion* (11 mars 2021).

Il est intéressant de noter que **les médias hôtes n'assument pas toujours cette collaboration lorsqu'elle est exposée**, comme l'illustre le cas suivant. Le 17 mars 2021, *Jeune Afrique* publie un article de He Qian, directrice du *Quotidien du peuple* en ligne à Paris, faisant la promotion de l'ouvrage de Maxime Vivas sur les Ouïghours qui, rappelons-le, « démonte les informations de médias occidentaux accusant la Chine d'atteintes aux droits de l'homme dans cette région en plein essor » (→ p. 330). À la fin du texte figure la mention, discrète, « contenu sponsorisé ». Il s'agit visiblement d'un article placé par le *Quotidien du peuple* dans le cadre d'un accord avec *Jeune Afrique*. Sa parution est relayée par l'ambassade de Chine en France. Ce partenariat est dénoncé sur Twitter, notamment par Antoine Bondaz, qui y voit « un exemple concret de l'utilisation par les autorités [chinoises] de partenariat rémunéré avec des médias étrangers pour désinformer », et il tague @jeuneafrique[164]. La critique porte : dès le lendemain, l'article est retiré, le lien ne fonctionne plus – ce qui semble indiquer que *Jeune Afrique* a rétrospectivement mais rapidement estimé que cet article représentait **un risque réputationnel**.

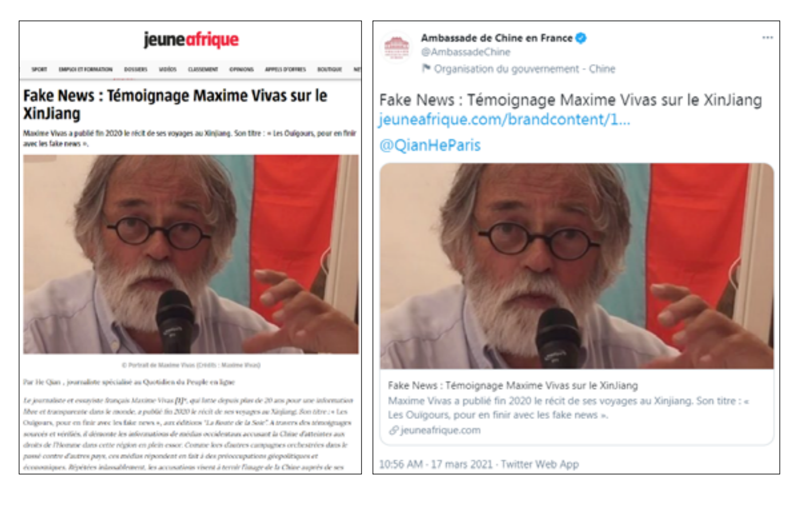
160. David Bandurski, « Dropping propaganda », *China Media Project*, 17 mars 2021.

161. Gu Zhongyang et Yu Jingxian, « Réduire la pauvreté par la préservation écologique permet à la population de s'enrichir », contenu réalisé par *People's Daily* dans *L'Opinion*, 11 mars 2021 (https://archive.vn/w8cgg).

162. Luo Shanshan, « Les investissements étrangers affichent une croissance résiliente en Chine malgré la conjoncture défavorable en 2020 », contenu réalisé par *People's Daily* dans *L'Opinion*, 11 mars 2021 (https://archive.vn/yaRgX).

163. Selon les tarifs 2021 publiés par le journal : https://drive.google.com/file/d/1S9zfofNSPLvvzYBAggc_YStZYkVtehmQ/view.

164. https://twitter.com/AntoineBondaz/status/1372067398698815488.



L'article, en ligne le 17 mars, a été retiré le 18 mars[165] mais, la page ayant été archivée, elle reste accessible[166].

2. L'acquisition

Les achats de médias étrangers se multiplient, pas seulement en Asie (voir le cas taïwanais), mais également en Europe[167], par exemple en Hongrie, en Italie et au Portugal : les deux plus vieux journaux portugais, *Diário de Notícias*, fondé en 1864, et *Jornal de Notícias,* en 1888, sont détenus par une joint-venture chinoise (comme d'autres médias dans ce pays, dont TSF radio et le journal sportif *O jogo*)[168]. Il y a généralement **des conséquences sur la ligne éditoriale**. Lorsque deux groupes de médias tchèques, Empresa Media et Médea, sont passés en 2015 sous le contrôle du consortium chinois CEFC, les médias de ces groupes « comme l'hebdomadaire *Tyden* et la chaîne privée TV Barrandov, se sont distingués par une couverture immodérément enthousiaste de la Chine[169] ».

Ce risque est plus élevé dans les milieux médiatiques les plus ouverts, où il reste des places à prendre. C'est d'ailleurs l'un des facteurs qui explique que le Japon soit pour l'instant relativement peu vulnérable à l'influence chinoise comparé à d'autres pays de la région (voir encadré).

Le contre-exemple japonais

En dépit de leur proximité géographique, l'influence de la Chine au Japon est limitée, comparée à d'autres démocraties, pour une série de raisons : **une insularité à la fois historique et économique** (le « syndrome des Galapagos ») qui rend les Japonais peu influençables par l'extérieur ; *a fortiori* par les Chinois pour lesquels la plupart éprouvent **au mieux de la méfiance, voire de l'antipathie** (85 % des Japonais auraient une opinion négative de la Chine – le pays parmi les 34 sondés par Pew qui a l'opinion de la Chine la plus négative) notamment à cause d'une histoire commune de près de 2 000 ans qui, dans la période récente, a connu **plusieurs guerres sanglantes** et, plus récemment, les tensions de 2010-2012 sur les îles Senkaku/Diaoyu et la décision subséquente de la Chine de cesser d'exporter des terres rares vers le Japon qui est régulièrement décrit comme un « tournant[170] ». D'autres facteurs sont la **très grande**

165. https://twitter.com/ambordas1/status/1372578017948663810.
166. https://web.archive.org/web/20210317021515/https://www.jeuneafrique.com/brandcontent/1137388/fake-news-temoignage-maxime-vivas-sur-le-xinjiang/.
167. Cook, *Beijing's Global Megaphone*, *op. cit.*, p. 10.
168. International Federation of Journalists (IFJ), *The China Story: Reshaping the World's Media, research report on China and its impact on media*, 2020, p. 6.
169. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 38.
170. Devin Stewart, *China's Influence in Japan: Everywhere Yet Nowhere in Particular*, CSIS, juillet 2020, p. 21.

homogénéité de la population japonaise[171] ; une **grande stabilité politique** puisqu'à deux parenthèses près (1993-1994 et 2009-2012), c'est le même parti, le PLD (自由民主党), qui est au pouvoir depuis 1955, et les autres partis ne sont pas des prises faciles (même le Parti communiste japonais, qui ne représente pas grand-chose, est relativement nationaliste et donc peu sensible à l'influence chinoise)[172] ; et **des règles très strictes**, en particulier sur le financement des partis politiques et les investissements étrangers (pour protéger les entreprises nationales). À tout cela, il faut ajouter, ces dernières années, une **plus grande conscience de la menace chinoise**, au travers d'autres exemples (Taïwan, Hong Kong, Australie), et le **renforcement des capacités de renseignement** – qui rendent encore plus difficiles qu'avant d'éventuelles tentatives d'influence chinoise.
Concernant les médias, les 810 000 Chinois vivant au Japon sont une cible privilégiée de Pékin, via notamment les médias sinophones locaux, dont la plupart ne font que reprendre les dépêches de Xinhua ou du *People's Daily*[173]. Le journal sinophone japonais au plus fort tirage, *Chubun News* (*Chinese Review Weekly*) « suit la ligne du PCC[174] ». Mais son influence est aussi limitée que son lectorat. **Le marché des médias japonais est oligopolistique** : cinq conglomérats (TBS-Mainichi, TV Asahi-Asahi, NTV-Yomiuri, Fuji TV-Sankei et TV Tokyo-Nikkei) se partagent le paysage médiatique, ne laissant presque aucune place au reste, y compris à l'influence extérieure. **Pékin ne parvient pas à pénétrer les médias en japonais**, qui d'une manière générale sont très résistants à toute influence extérieure, à l'exception peut-être de celle des États-Unis dans le cas de la version japonaise du *Wall Street Journal*. Il n'y a pas non plus eu d'acquisition notable de médias japonais par des groupes chinois. Il y a certes l'insertion du « China Watch » dans le *Mainichi Shimbun* mais, d'une part, le journal n'y accepte « que des nouvelles sur la culture et le voyage, pas sur les questions politiques ou économiques » et, d'autre part, le lectorat japonais ferait bien la part des choses, voyant ces pages pour ce qu'elles sont : de la publicité[175]. Pour l'ensemble de ces raisons, le Japon offre relativement peu de prises aux tactiques chinoises habituelles, ce qui n'empêche pas Pékin d'identifier d'autres vulnérabilités, dont les mouvements indépendantistes et pacifistes (→ p. 395).

Deux radios diffusant aux États-Unis contrôlées par Pékin



En avril 2020, *The Washington Free Beacon* a révélé que deux radios locales étaient en réalité contrôlées par Pékin : d'une part, une radio mexicaine appartenant au groupe chinois Phoenix TV, qui diffuse de la propagande en langue chinoise depuis une tour qui se trouve au Mexique mais qui permet de diffuser de l'autre côté de la frontière, dans le sud de la Californie, en contournant la réglementation américaine[176]. D'autre part, la Las Vegas Public Radio (LVPR), qui, contrairement à ce que son nom indique, n'est pas une radio publique (elle n'appartient pas au réseau de la National Public Radio), mais une radio enregistrée comme lobbyiste pour Huawei[177]. Elle l'assume d'ailleurs comme en témoigne le tweet ci-dessous. Dans ses émissions, elle tente en effet de contrer l'idée, très présente aux États-Unis, que Huawei est une menace à la sécurité nationale. Depuis sa création en 2016, elle a employé deux citoyens chinois en tant que « liaisons internationales », dont l'un est

171. En décembre 2019, 2,93 millions d'étrangers vivaient au Japon, un record comparé aux années précédentes mais qui ne fait jamais que 2,3 % de la population – la plupart (810 000) sont originaires de Chine, puis de Corée du Sud (440 000) et du Vietnam (410 000), http://www.asahi.com/ajw/articles/13256541.
172. Stewart, *China's Influence in Japan*, *op. cit.*, p. 25.
173. *Ibid.*, p. 9.
174. *Ibid.*, p. 10.
175. *Ibid.*, p. 11.
176. Adam Kredo, « Cruz Seeks to Shut Down Chinese Propaganda Station Phoenix TV », *The Washington Free Beacon*, 24 avril 2020.
177. Yuichiro Kakutani, « The Strange Story of a Las Vegas Radio Station Co-Opted by China », *The Washington Free Beacon*, 27 avril 2020.

devenu directeur des programmes. Elle ne fait pas que défendre Huawei mais, plus généralement, diffuse le discours officiel chinois sur des sujets tels que la crise hongkongaise. Son président fondateur, Gregory LaPorta, a rencontré des représentants du ministère des Affaires étrangères à Pékin en octobre 2019 et a obtenu le soutien du gouvernement chinois pour son projet d'ouvrir un bureau en Chine.

3. La cooptation

Pékin cultive des médias étrangers produisant des contenus qui lui sont favorables, en les séduisant avec **des contreparties (publicités, voyages/formations tous frais payés en Chine, contrats pour d'autres entreprises du même groupe, « et même des nominations politiques »)**[178]. Les médias privés « achetés » modifient alors leur ligne éditoriale et relaient les positions pro-Pékin. Une autre méthode produisant le même résultat est de cultiver des relais d'influence locaux (personnalités diverses, politiciens, chercheurs, etc.) qui, à leur tour, vont intervenir dans les médias locaux pour défendre des positions pro-Pékin. Dans tous les cas, l'avantage pour Pékin est que les ficelles peuvent être dissimulées puisque ces positions défendues dans des médias privés, par des personnes privées, ne lui sont pas directement attribuables.

4. La formation et la constitution de réseaux

a. La « formation » des journalistes

L'Administration nationale de la radio et de la télévision (connue jusqu'en 2018 comme Administration générale de la presse, de l'édition, de la radiodiffusion, du cinéma et de la télévision, 新闻出版总署) a ces dernières années accueilli **plus de 3 400 professionnels des médias issus de 146 pays pour des formations**[179]. **Dans certains pays, la majorité des journalistes ont été formés en Chine** : ainsi de Grenade où, depuis 2013, 70 % des professionnels des médias sont passés par la Chine, avec des conséquences sur la ligne éditoriale des médias locaux. « **Cette "rééducation" au journalisme à la chinoise a, en quelques années, eu un véritable impact sur le fonctionnement des médias locaux,** devenus beaucoup plus révérencieux qu'auparavant. La situation est similaire dans les îles de Dominique et de la Barbade, où les médias ont également pu bénéficier des largesses de la Chine[180] ».

Il y a **plusieurs programmes** : des formations spéciales BRI de 26 jours (bourses « Dongfang ») ; les bourses « tapis rouge » permettant d'inviter chaque année pendant 10 mois une centaine de journalistes du sous-continent indien, d'Asie du Sud-Est et d'Afrique qui sont « accueillis comme des stars de cinéma : logement luxueux dans le centre de Pékin, deux voyages par mois à la découverte de diverses provinces de la Chine, cours de chinois, le tout accompagné d'une allocation mensuelle pouvant atteindre les 5 000 RMB (650 euros). À la fin du projet, les journalistes reçoivent même un diplôme en relations internationales délivré par une université chinoise[181] ». RSF note que « **les journalistes ne sont pas choisis par leur hiérarchie, mais par l'ambassade de Chine avec l'approbation du Parti**. Et surtout, une contrepartie est demandée. **Les conditions sont claires : promettre de « raconter correctement la Chine », voire présenter le régime autoritaire**

178. Cook, *Beijing's Global Megaphone*, *op. cit.*, p. 9.
179. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 32.
180. *Ibid.*, p. 33.
181. *Ibid.*, p. 33.

comme une démocratie et un artisan de la paix mondiale. Les invités ne sont en revanche pas autorisés à se déplacer librement durant leur séjour[182] ».

La pratique est très répandue : la moitié des syndicats de journalisme sondés dans 58 pays et territoires partout dans le monde en septembre-octobre 2019 a répondu que des journalistes de leur pays ou territoire avaient participé à de telles formations en Chine, d'une durée de deux semaines à dix mois[183]. **Pékin semble cibler prioritairement les journalistes ayant des gouvernements « inefficaces ou répressifs[184] » mais pas seulement** : tous les pays sont visés, y compris ceux ayant des gouvernements efficaces, comme Singapour (où CGTN invite en Chine de nombreux journalistes pour des formations qu'ils appellent des « voyages de familiarisation » et que certains Singapouriens appellent ironiquement **des « voyages d'endoctrinement »**)[185] ou l'Australie (des dizaines de journalistes australiens ces dernières années). Un effort particulier a récemment été fait à destination **des journalistes musulmans**, qui ont été spécifiquement choisis y compris dans des pays non musulmans, pour visiter le Xinjiang dans le but d'**influencer leur couverture de la question ouïghoure**[186].

Pékin cherche également à formaliser les relations : 36 % des syndicats de journalisme sondés (55 % en Europe) se sont vu proposer par une entité chinoise de signer un MoU, « une stratégie classique du Front uni, […] pour coopter des entités traditionnellement perçues comme hostiles ou neutres[187] ». Par ailleurs, plus d'un tiers des répondants affirment que des accords de partage de contenu avec des médias chinois – qui soit l'offrent gratuitement, soit paient le média local pour qu'il diffuse des articles – sont en place dans leur pays[188].

b. Les réseaux

Pékin crée des réseaux, par des événements réguliers comme le **Sommet mondial des médias (World Media Forum)** créé en 2009 et « qui – comme son nom ne l'indique pas – est entièrement conçu, organisé et financé par l'agence de presse d'État Xinhua[189] ». La 10e édition en octobre 2019 a réuni plus de 400 représentants de médias sinophones de 61 pays. La All-China Journalists Association (ACJA) organise également un **Belt and Road Journalists Forum** réunissant une centaine de représentants des médias d'une cinquantaine de pays et, depuis avril 2019, un réseau formel, le **Belt and Road News Network (BRNN)**, présidé par le *People's Daily* à Pékin et qui réunit 72 médias de 42 pays[190].

5. La contrainte

Conformément à sa méthode habituelle, **pour susciter l'autocensure Pékin n'utilise pas que des carottes (ressources publicitaires, contrats, avantages en nature, etc.) mais aussi des bâtons**, en prenant un certain nombre d'actions directes comme **l'arme du visa** contre les journalistes étrangers critiques, **le levier des membres de la famille et des proches restés en Chine** des journalistes critiques à l'étranger, **des manœuvres d'intimidation** par des diplomates chinois en poste contre des journalistes et/ou des médias locaux (appels téléphoniques et courriels menaçants, *naming and shaming*, etc). Le cas suédois (→ p. 515) n'est pas isolé. Il y a de nombreux exemples à travers le monde de reportages sévères à l'égard de la Chine

182. *Ibid.*, p. 33.
183. IFJ, *The China Story, op. cit.*, p. 3.
184. *Ibid.*, p. 3.
185. Entretien de l'un des auteurs à Singapour, en novembre 2019.
186. IFJ, *The China Story, op. cit.*, p. 2.
187. *Ibid.*, p. 4.
188. *Ibid.*, p. 5.
189. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine, op. cit.*, p. 12.
190. *Ibid.*, p. 31.

qui ont été supprimés au dernier moment, ou de journalistes critiques qui ont été licenciés. En Afrique du Sud, quelques heures seulement après avoir publié un éditorial sur la persécution des Ouïghours, le journaliste Azad Essa a été congédié, son groupe Independent Online étant contrôlé à 20 % par des investisseurs chinois[191]. Bien entendu, cela ne fonctionne pas toujours. En décembre 2018, la tentative, par « des diplomates chinois », de faire déprogrammer la diffusion du documentaire *Le Monde selon Xi Jinping* prévue sur Arte « en intervenant auprès de la chaîne à Paris et auprès du Quai d'Orsay[192] », n'a finalement pas porté ses fruits.

Le PCC exerce aussi des pressions indirectes, plus subtiles, via des intermédiaires, « des annonceurs, des fournisseurs de services de télécommunication par satellite, des entreprises technologiques, des gouvernements étrangers et des organisations internationales pour empêcher ou punir la publication de contenus défavorables[193] ». **La pression est aussi judiciaire, au travers de la menace de poursuites**, ce qui relève du *lawfare* (→ p. 51).

Enfin, **elle peut aller jusqu'à l'usage de la force**. Les **cyberattaques** chinoises (déni de service et phishing essentiellement) ne visent pas que les individus et les communautés au sein de la diaspora chinoise, qui sont considérées par Pékin comme des menaces (les « cinq poisons »), même si elles restent des cibles prioritaires, mais aussi, désormais, des grands médias étrangers : les serveurs du *New York Times*, du *Wall Street Journal* et du *Washington Post*, par exemple, ont été attaqués[194]. À Hong Kong, depuis plusieurs années, **des journalistes ont été agressés physiquement** par des personnes soupçonnées d'être liées à Pékin, ce qui s'est intensifié durant la crise de 2019[195].

D. Le contrôle du contenant

Le PCC cherche « au moins autant à contrôler le contenant, i.e. le média, que le message[196] », l'un permettant l'autre. Autrement dit, Pékin développe « une stratégie sophistiquée pour **influencer chaque étape de la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'information**, des personnes qui produisent le contenu aux institutions qui le publient et aux plateformes qui le livrent directement aux consommateurs[197] ».

1. La télévision

Un fournisseur de services de télévision par satellite, par exemple, a le pouvoir de donner la priorité à telle ou telle chaîne dans ses offres. Ainsi, lorsque **le groupe chinois StarTimes**, qui a beaucoup contribué à la transition de l'analogique au numérique sur le continent africain, fournit des services à ses millions d'abonnés, il donne **la priorité aux chaînes de CCTV dans ses offres de forfait, au détriment des chaînes d'information internationales indépendantes**. « Au Kenya, en Ouganda et au Nigéria, par exemple, les forfaits incluant des options internationales comme BBC World Service coûtent plus cher que les forfaits de base avec les chaînes locales et les médias d'État chinois, parfois beaucoup trop cher pour de nombreuses

191. *Ibid.*, p. 4.
192. *La Chine démasquée*, Les dossiers du Canard enchaîné, 157, octobre 2020, p. 30.
193. Cook, *Beijing's Global Megaphone*, *op. cit.*, p. 14.
194. *Ibid.*, p. 17.
195. *Ibid.*, p. 15.
196. *Ibid.*, p. 16.
197. Rush Doshi, « China steps up its information war in Taiwan », *Foreign Affairs*, 9 janvier 2020.

familles africaines[198] » ; « de 3 à 5 euros par mois pour StarTimes contre 12 euros minimum pour Canal+ par exemple[199] ».

2. Les plateformes numériques

Dans ce domaine, Pékin est clairement dans **une démarche de conquête**. En mai 2020, l'Académie des sciences sociales proposait que Pékin utilise ses plateformes – WeChat, Weibo et TikTok – pour **contrer l'influence des plateformes américaines** – Twitter, Facebook et YouTube[200].

a. WeChat

Lancé en 2011 d'abord comme application de messagerie mobile, WeChat (微信), développé par Tencent, est rapidement devenue un véritable écosystème offrant une gamme de services très large : appels, transmission d'images, de vidéos et de messages vocaux, diffusion d'information, paiement mobile, jeux, etc.[201]. Réseau social le plus populaire en Chine, devenu indispensable pour accéder à certains services, WeChat est aussi **le troisième réseau social le plus populaire dans le monde** où il comptait, chaque mois, au troisième trimestre 2020, plus d'1,2 milliard d'utilisateurs[202]. En janvier 2019, pas moins de 45 milliards de messages étaient envoyés chaque jour sur cette plateforme[203], sans doute beaucoup plus aujourd'hui. WeChat est **de plus en plus utilisé par des non-sinophones**, notamment mais pas seulement des politiciens pour atteindre leur électorat d'origine chinoise, en Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis, Canada notamment.

WeChat pose, premièrement, un problème de surveillance et de censure. Les messages échangés (qui ne sont pas cryptés) passent par **un serveur géré par Tencent qui filtre, détecte, bloque et signale aux autorités chinoises les contenus qu'elles jugent inacceptables**. Dans plusieurs études successives depuis 2016, Citizen Lab (Université de Toronto) a montré comment les messages censurés sont ceux qui contiennent un ou plusieurs mots clés, ou combinaisons de mots, qui sont automatiquement détectés[204]. Un hacker a également montré que, sur 3,8 milliards de messages interceptés le 18 mars 2019, dont 59 millions en anglais et 19 millions envoyés de l'extérieur de la Chine, des mots clés tels que « Xi Jinping », « PCC », « Rights », « 1989 », « Tibet », « Authorities », « Crackdown », « Party », « Tian'anmen », etc., déclenchent automatiquement la capture de la conversation concernée[205]. De cette manière, **WeChat censure en temps réel**[206]. L'application est également **capable de détecter et censurer automatiquement des images** (par comparaison avec une base de données d'images

198. Cook, *Beijing's Global Megaphone*, *op. cit.*, p. 17.
199. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 28.
200. 林跃勤 (Lin Yueqin), «着力提升因应外部对华舆论攻击能力 » (Améliorons nos capacités à répondre aux attaques venant de l'extérieur contre la Chine), 中国社会科学网 (Chinese Social Sciences Net), 24 avril 2020, https://archive.vn/lT5gJ).
201. Tamara Khandaker, « The WeChat Factor », *Vice News*, 1er février 2019.
202. https://www.statista.com/statistics/255778/number-of-active-wechat-messenger-accounts/.
203. https://www.businessofapps.com/data/wechat-statistics/.
204. Rapports du Citizen Lab, Munk School of Global Affairs & Public Policy, University of Toronto : Lotus Ruan *et al.*, *One App, Two Systems: How WeChat uses one censorship policy in China and another internationally*, Research report #84, 30 novembre 2016 ; Lotus Ruan, Jeffrey Knockel et Masashi Crete-Nishihata, *We (Can't) Chat: '709 Crackdown' discussions blocked on Weibo and WeChat*, Research report #91, 13 avril 2017 ; Lotus Ruan, Jeffrey Knockel et Masashi Crete-Nishihata, *Censored Contagion: How Information on the Coronavirus is Managed on Chinese Social Media*, 3 mars 2020 ; Masashi Crete-Nishihata *et al.*, *Censored Contagion II: A Timeline of Information Control on Chinese Social Media During COVID-19*, 25 août 2020.
205. https://twitter.com/0xDUDE/status/1120374736276553728.
206. Patrick Howell O'Neill, « How WeChat censors private conversations, automatically in real time », *MIT Technology Review*, 15 juillet 2019.

interdites, considérées comme « politiquement sensibles », en utilisant un « hash MD5 », sorte d'empreinte digitale numérique)[207].

La pandémie de Covid-19 a été l'occasion d'un nouveau tour de vis sur WeChat : de nombreux utilisateurs en Amérique du Nord, en Europe et en Asie ont remarqué que, depuis février 2020, leurs interlocuteurs en Chine ne voyaient plus les messages que les autres postaient dans des groupes communs[208]. Une première étude a montré qu'entre le 1er et le 31 janvier 2020, 132 combinaisons de mots clés liés à l'épidémie, en chinois simplifié et traditionnel, déclenchaient la censure, puis 384 supplémentaires entre le 1er et le 15 février, soit 516 au total dans cette période d'un mois et demi. Parmi les sous-thèmes censurés, la réponse du PCC à la crise, en particulier toute critique des mesures prises ; les politiques mises en œuvre à Hong Kong, Taïwan, Macau ; quelques individus particuliers comme le Dr Li Wenliang (19 combinaisons à lui tout seul), l'un des premiers médecins à avoir alerté sur l'apparition du virus et qui est mort à Wuhan le 7 février[209]. Une deuxième étude a montré qu'entre le 1er janvier et le 31 mai, ce sont en tout 2 174 mots clés qui ont été censurés (162 en janvier, 645 en février, 501 en mars, 628 en avril, 238 en mai)[210].

« **Au Canada, les censeurs de WeChat ont supprimé le message d'un député à ses électeurs** faisant l'éloge des manifestants du Mouvement des parapluies de Hong Kong, **ont manipulé la diffusion de reportages** liés à l'arrestation de la dirigeante de Huawei, Meng Wanzhou, **et bloqué une couverture médiatique** plus large de la corruption du gouvernement chinois et des principaux responsables chinois. Aux États-Unis, les Américains d'origine chinoise ont signalé la censure des publications de WeChat lors de conversations de groupe sur des questions politiques locales ou ont vu leurs comptes fermés après avoir commenté la victoire des partis démocratiques aux élections du conseil de district de Hong Kong en novembre 2019[211]. » **Les messages postés par des missions diplomatiques sont aussi largement censurés** : lorsque les comptes des ambassades américaine et britannique parlent de Hong Kong, de la mer de Chine du Sud, de la pandémie et des minorités ethniques, notamment les Ouïghours ; ou lorsque le compte de l'ambassade d'Inde parle des affrontements entre les armées chinoises et indiennes au Ladakh, par exemple, ils sont censurés[212].

Citizen Lab a démontré que **la surveillance sur WeChat concerne tous les utilisateurs, y compris ceux de l'étranger**, tandis qu'on pouvait croire dans un premier temps qu'elle ne s'appliquait qu'aux comptes enregistrés en Chine[213]. Non seulement « les documents et images partagés entre des comptes non enregistrés en Chine sont soumis à une surveillance du contenu [mais ils sont aussi] utilisés pour constituer la base de données que WeChat utilise pour censurer les comptes enregistrés en Chine[214] ». En d'autres termes, **ceux qui utilisent WeChat en France, aux États-Unis, en Australie, au Canada, contribuent indirectement au perfectionnement de la surveillance de la population en Chine**.

Deuxièmement, WeChat pose aussi un problème de propagande et de désinformation. L'une de ses particularités, notamment lorsqu'on la compare à des applications telles que WhatsApp, est que les usagers peuvent créer des groupes de discussion privés mais aussi

207. Miles Kenyon, « WeChat Sirveillance Explained », The Citizen Lab, 7 mai 2020.
208. David Gilbert, « Here's How China Is Silencing Coronavirus Critics in the U.S. », *Vice*, 12 février 2020.
209. Ruan, Knockel et Crete-Nishihata, *Censored Contagion*, *op. cit.*
210. Crete-Nishihata *et al.*, *Censored Contagion II*, *op. cit.*
211. Cook, *Beijing's Global Megaphone*, *op. cit.*, p. 18.
212. Fergus Ryan, Audrey Fritz et Daria Impiombato, *TikTok and WeChat: Curating and controlling global information flows*, ASPI, International Cyber Policy Centre, Policy Brief, Report 37/2020, septembre 2020, p. 30-33.
213. Jeffrey Knockel *et al.*, *We Chat, They Watch: How international users unwittingly build up WeChat's Chinese censorship apparatus*, Research report 127, The Citizen Lab, Munk School of Global Affairs & Public Policy, University of Toronto, 7 mai 2020.
214. *Ibid.*, p. 6.

recevoir des informations de comptes officiels[215]. Cela fait de WeChat une application hybride, à la fois messagerie privée et média social rivalisant avec d'autres sources d'information. Pékin utilise donc WeChat comme **un vecteur pour atteindre les communautés chinoises à l'étranger** directement, par l'intermédiaire des comptes officiels, ou indirectement, en instrumentalisant des agents d'influence locaux. On trouvera dans les études de cas de nombreux exemples où **WeChat a été utilisé pour surveiller, intimider et mobiliser les étudiants chinois sur les campus** (→ p. 271)**, collecter des fonds afin de financer des poursuites judiciaires contre un journaliste critique de Pékin** (→ p. 570)**, diffuser des fausses nouvelles et des théories conspirationnistes**, par exemple sur l'origine de la Covid-19 (→ p. 595). **WeChat a aussi été employé à des fins d'ingérence électorale**, pour inciter à voter pour certains candidats d'origine chinoise, comme on l'a vu au Canada (→ p. 556), ou à voter contre le gouvernement en place, comme on l'a vu en Australie (→ p. 266). Lors des élections de mai 2019 en Australie, où WeChat est la principale source d'information de 26 % de citoyens d'origine chinoise, une « campagne de peur » contre le parti travailliste a été organisée sur WeChat « d'une manière qui pourrait influencer quelques sièges marginaux critiques, loin de l'attention de la campagne principale[216] ». L'application chinoise a aussi fait grand bruit en 2019 au Canada lorsque Karen Wang, candidate du Parti libéral dans la circonscription de Burnaby-Sud, en Colombie-Britannique, l'a employée pour tenter de se rallier les votes de la communauté d'origine chinoise de sa circonscription, en rappelant aux membres de la diaspora chinoise qu'elle était la « seule candidate d'origine chinoise » face à Jagmeet Singh du NDP, de « descendance indienne ». Très critiquée dans les médias et sur les réseaux sociaux, Karen Wang a été contrainte de se désister[217].

En France, les agents d'influence du Front uni, agissant par le truchement de l'association pour la réunification pacifique de la Chine[218], utilisent également WeChat pour mobiliser la population d'origine chinoise durant les élections[219], ou en faveur de manifestations, à l'instar du mouvement né « spontanément » contre « l'injustice et les violences policières » après la mort de Liu Shaoyao, abattu par la police en mars 2017. Les autorités chinoises ont demandé à la France de faire la lumière sur cette affaire mais ont également mobilisé, via WeChat notamment, la population française d'origine chinoise et les Chinois résidant en France[220] pour faire pression sur le gouvernement français.

Un travail mené par le Tow Center for Digital Journalism[221] de l'université Columbia sur les usages de WeChat aux États-Unis, montre en outre que **le niveau et la nature des opérations de désinformation sur le réseau sont similaires à ce que l'on peut observer sur Facebook** : propos hyper-partisans, caricatures, récits conduisant au renforcement du dissensus. Certains sujets font l'objet de débats récurrents comme la question de l'intégration des minorités (notamment asiatiques), les discriminations, le vote et le chômage. Les rumeurs sont fréquentes et tendent à accentuer les divisions de la société américaine[222]. L'essentiel de ces

215. On en compte environ 10 millions.

216. Steve Cannane et Echo Hui, « Federal Election 2019 : Anti-Labor scare campaign targets Chinese-Australians », ABC News, 3 mai 2019.

217. Fanny Bédard, « La candidate libérale qui devait affronter Jagmeet Singh se désiste », Radio Canada, 16 janvier 2019.

218. Un « pseudopode » du département du Travail de Front uni (中共中央统一战线工作部) dont la mission est d'accroître l'influence du Parti communiste chinois auprès des populations d'origine chinoise (→ p. 122).

219. « Les Chinois de France se sont organisés pour se rendre aux urnes », *Chine-info.com*, 24 avril 2017, https://archive.vn/QnCHT.

220. Cette mobilisation encouragée par l'ambassade de Chine a été confirmée par plusieurs étudiants chinois d'établissements universitaires parisiens.

221. Zhang Chi, « WeChatting American politics: misinformation, polarization, & immigrant Chinese media », *Tow Center for Digital Journalism*, A Tow/Knight Report, Columbia University, 2018.

222. L'association américaine No Melon, spécialisée dans la détection de fausses nouvelles et de contre-récits sur WeChat, a ainsi débusqué une fausse histoire de journée nationale d'émeutes le 3 novembre 2017. Cette rumeur aurait

rumeurs et fausses nouvelles semble provenir de groupes et d'individus privés qui ne bénéficient d'aucun appui étatique et ne paraissent d'ailleurs pas toujours disposer d'agenda politique.

b. Weibo

Deuxième réseau social en Chine après WeChat, Weibo (微博), qui en chinois signifie « microblog », est un site de microblogage similaire à Twitter, créé par la compagnie chinoise Sina Corporation, d'où son nom complet « Sina Weibo » (新浪微博). Le réseau est créé en 2009, année marquée par le vingtième anniversaire de Tian'anmen mais aussi par les émeutes de Urumqi au Xinjiang, après lesquelles les autorités chinoises décident de bloquer Twitter, Facebook et l'équivalent chinois de Twitter de l'époque, Fanfou (饭否)[223]. Avec quelque 511 millions d'utilisateurs mensuels actifs au troisième trimestre de 2020, Weibo aurait depuis quelques années **plus d'utilisateurs que Twitter**[224].

Généralement présentée comme le Twitter chinois, la plateforme Weibo ressemble pourtant davantage à Facebook. Il est possible de créer des groupes, de partager des *stories*, des textes au-delà de la limite initiale de 140 caractères (levée en 2016[225]), de faire des *live-stream*, et de faire des achats. Le partenariat stratégique signé avec Alibaba – qui acquiert 18 % des parts de Weibo en 2013, puis un total de 30 % en 2015 – a en effet permis de développer des fonctionnalités e-commerce sur la plateforme.

De même que pour WeChat, l'accès à la plateforme est de plus en plus règlementé et requiert une vérification de l'identité de l'utilisateur. Les contenus qui y circulent font l'objet d'**une surveillance toujours plus renforcée**. En 2012, le site Greatfire.org estimait déjà qu'environ **2 500 mots** y étaient bloqués[226]. En 2017, la plateforme recrutait **1 000 « contrôleurs »** (监督员) parmi ses utilisateurs pour surveiller et signaler tout contenu pornographique, nuisible et illégal. Ces contrôleurs doivent signaler au moins 200 contenus, pour une rémunération mensuelle fixe de 200 RMB, soit moins de 30€, et des récompenses en nature (téléphones portables et ordinateurs) pour les dix contrôleurs les plus performants du mois, c'est-à-dire ceux qui signalent le plus de contenu[227]. L'Administration du cyberespace a déjà sanctionné la plateforme pour dissémination d'informations illégales et autres problèmes, sans que l'on sache exactement pour quels contenus la plateforme a été punie[228].

Les efforts de censure n'épargnent pas non plus les gouvernements étrangers dont les ambassades ou officiels choisissent d'ouvrir un compte sur la plateforme. En 2011, la publication de **l'ambassade du Canada** à propos du fugitif Lai Changxing (赖昌星) a par exemple été immédiatement supprimée[229]. La censure peut prendre diverses formes allant de la suppression pure et simple de la publication, immédiate ou différée, à la désactivation temporaire des fonctionnalités de commentaires et partages des publications[230]. Pour contourner la censure,

---

émergé sur 4Chan avant de se propager sur WeChat. Cf. Daniel Funke, « On WeChat, rogue fact-checkers are tackling the app's fake news problem », *Poynter*, 3 juillet 2018.

223. Gady Epstein, « Sina Weibo », *Forbes*, 3 mars 2011.

224. D'après les données Statista : https://www.statista.com/statistics/795303/china-mau-of-sina-weibo/. « Twitter user numbers overtaken by China's Sina Weibo », *BBC News*, 17 mai 2017.

225. « Sina Weibo ends 140-character limit ahead of Twitter », *BBC News*, 20 janvier 2016.

226. « 新浪微博的新屏蔽措施及敏感词变化 » (Nouvelles mesures de blocage et évolution de mots sensibles sur Sina Weibo), *Greatfire.org*, 2 octobre 2012.

227. Charlotte Gao, « Publication du compte China's Weibo Hires 1000 "Supervisors" to Censor Content », *The Diplomat*, 29 septembre 2017 ; publication du compte 微博管理员 (Administrateur Weibo) sur Weibo, 27 septembre 2017, https://archive.vn/P5wHf ; 微博监督员 (Weibo Supervisor), « 微博监督员工作条例 » (Règlement du travail des contrôleurs de Weibo), Weibo, 28 septembre 2017, https://archive.vn/4ZvVj.

228. « China punishes microblog platform Weibo for interfering with communication », Reuters, 10 juin 2020.

229. Mark Mackinnon, « Canadian embassy's posting on Lai Changxing taken off Chinese site », *The Globe and Mail*, 5 août 2011, cité par Fergus Ryan, « Weibo diplomacy and censorship in China », *Policy Brief*, 3, ASPI, 2018.

230. Ryan, « Weibo diplomacy and censorship in China », *op. cit.*, p. 12.

le compte de **l'ambassade des États-Unis** a eu l'idée de partager un article au contenu politique relatant entre autres les efforts de Wang Lijun (王立军) et Chen Guangcheng (陈光诚), respectivement cadre de la police et activiste chinois, pour obtenir l'asile politique aux États-Unis, en publiant un post sur Michael Jackson[231]. Pour annoncer la publication du rapport 2013 sur les droits de l'homme et la démocratie malgré la censure, le compte de **l'ambassade du Royaume-Uni** a utilisé des techniques empruntées au langage « martien » (火星文)[232]. Plutôt que d'écrire « 人权 » (*renquan*) pour « droits de l'homme », l'ambassade scinde le deuxième caractère en deux, « 人 (木又) » (*ren (muyou)*), ce qui ne veut plus rien dire pour l'algorithme qui repère les mots clés surveillés, mais qui reste compréhensible pour l'œil humain. De même, plutôt que d'écrire « 民主 » (*minzhu*) pour « démocratie », les premières lettres de leur translittération en pinyin, « MZ », permettent de faire référence à ce mot.

c. TikTok

TikTok, réseau social de partage de vidéos, est la version internationale de Douyin (抖音), lancé en Chine en 2016 et développé par ByteDance. TikTok a été lancé en septembre 2017 et a depuis connu **une croissance spectaculaire** partout dans le monde, notamment aux États-Unis avec 100 millions d'utilisateurs actifs chaque mois en août 2020, soit une croissance de +800 % depuis janvier 2018. Dans le monde, TikTok comptait environ un milliard d'utilisateurs en janvier 2021[233]. **Comme WeChat et Weibo, TikTok est une plateforme surveillée et censurée**. Un rapport de l'ASPI « constate que TikTok s'engage dans la censure sur une gamme de sujets politiques et sociaux, tout en rétrogradant et en supprimant du contenu[234] ». Le rapport rappelle que « les dirigeants de ByteDance, y compris le PDG Zhang Yiming (张一鸣), ont déclaré officiellement qu'ils s'assureraient que leurs produits serviraient à promouvoir le programme de propagande du PCC. [Ils] ont clairement indiqué que **la ligne du parti devait être intégrée dans les applications de l'entreprise jusqu'au niveau de l'algorithme** ». Ainsi, en 2018, une application de partage de blagues développée par la compagnie a été supprimée : « Le produit s'est égaré, publiant un contenu qui va à l'encontre des valeurs fondamentales socialistes », a expliqué Zhang[235]. La compagnie a depuis recruté 4 000 censeurs supplémentaires et investi beaucoup d'argent pour développer **un algorithme intégrant ces « valeurs fondamentales socialistes »**.

Un autre jalon a été franchi durant la pandémie de Covid-19 en 2020 : « L'armée de modérateurs de contenu de ByteDance utilisait les outils et les algorithmes que j'ai aidé à développer pour **supprimer du contenu, changer le récit et modifier les souvenirs** de la souffrance et du traumatisme infligés aux Chinois lors de l'épidémie de COVID-19 », témoigne un ancien employé de ByteDance qui explique que, début 2020, l'entreprise employait environ 20 000 modérateurs de contenu pour surveiller le trafic chinois seulement. Il explique comment la censure automatique fonctionne en direct : les bandes-son des événements en *livestream* sont automatiquement transcrites en texte et un algorithme compare alors ce texte avec « une longue liste, constamment mise à jour, de mots, dates et noms » devant déclencher un signalement. L'administration chinoise du cyberespace envoie constamment des directives – parfois plus d'une centaine par jour – au Content Quality Center de ByteDance (内容质量中心) qui les

231. Publication du 30 mai 2012 archivée sur FreeWeibo.com, https://freeweibo.com/en/weibo/3451371632386418, cité par Fergus Ryan, « Weibo diplomacy », *op. cit.*
232. « 英駐華使館發「火星文」避審查 » (L'ambassade britannique utilise de la langue « martienne » pour contourner la censure), *Apple News*, 13 avril 2014 ; Visen Liu, « In China, internet censors are accidentally helping revive an invented "Martian" language », *Quartz*, 30 juillet 2017, cité par Fergus Ryan, « Weibo diplomacy », *op. cit.*
233. « TikTok Statistics – Updated January 2021 », Wallaroo Media, 1er janvier 2021.
234. Ryan, Fritz et Impiombato, *TikTok and WeChat*, *op. cit.*, p. 3.
235. *Ibid.*, p. 19.

intègre à sa modération. Son équipe technique recevait de multiples demandes de développer « un algorithme qui pourrait détecter automatiquement quand un utilisateur de Douyin parlait ouïghour, et interrompre la session de diffusion en direct », parce que les modérateurs humains ne comprenaient pas la langue. Il ne l'a finalement pas fait pour des raisons techniques. Il explique aussi que les contenus politiques ne représentaient qu'une infime portion des contenus supprimés, parce que « **Les internautes chinois maîtrisent couramment l'autocensure et savent ce qu'il ne faut pas dire »**[236].

La censure porte non seulement sur les sujets habituels (les vidéos mentionnant Tian'anmen, l'indépendance tibétaine ou le Falun Gong sont retirées)[237] mais aussi sur les sujets LGBTQ+ (les hashtags #гей (« gay » en russe), #ягей (« je suis gay » en russe), #ялесбиянка (« je suis une lesbienne » en russe), #مثلي_الجنس (« gay » en arabe), #المتحول جنسيا (« transgenre » en arabe), #gei (« gay » en estonien), #gej (« gay » en bosniaque) sont automatiquement supprimés de la plateforme), et sur la critique de certains leaders ou régimes politiques (« #путинвор » (« Poutine est un voleur » en russe)). Pour se justifier, TikTok invoque une « approche localisée de la modération » lui faisant restreindre l'accès à certains termes pour respecter « le droit local »[238]. Pourtant, *The Guardian* a constaté que le contenu LGBTQ+ était censuré même dans les pays dans lesquels l'homosexualité n'est pas illégale[239].

En outre, des documents de modération fuités obtenus par *The Intercept* montrent que « **TikTok a influencé le contenu de sa plateforme non seulement en censurant des vidéos et en supprimant des utilisateurs, mais en complétant les flux avec le contenu de "comptes fantômes" gérés par des employés de l'entreprise se faisant passer pour des utilisateurs normaux**. Les directives internes [...] suggèrent que les employés de ByteDance ont parcouru Instagram à la recherche de sujets populaires, téléchargé les vidéos et les ont transférées sur TikTok pour maintenir une diffusion régulière de contenu attrayant[240] ».

Samantha Hoffman, auteure d'un rapport de l'ASPI sur la collecte de données par des entreprises d'État chinoises[241], ajoute que « **TikTok est un bon exemple d'une application apparemment bénigne qui peut donner au PCC beaucoup de données utiles** [pouvant] être utilisées pour comprendre comment les gens sont influencés et comment ils pensent[242] ».

3. Les smartphones

Le hardware ayant un impact sur le software et sur les applications installables, permettant la surveillance et l'espionnage, **les fabricants chinois de smartphones, en particulier Huawei et Xiaomi, sont régulièrement mis en cause**. À propos de Huawei, RSF écrit notamment que « La firme, qui est un partenaire clé de la censure de l'internet chinois et de la répression dans la province du Xinjiang, a aussi été accusée d'intégrer dans certains de ses produits **une "porte dérobée", lui permettant d'accéder secrètement aux données des utilisateurs**, et de fournir ses technologies de surveillance au régime iranien[243] ». Le cas de Huawei a fait l'objet d'une section distincte (→ p. 131).

236. Shen Lu, « I helped build ByteDance's censorship machine », *Protocol*, 18 février 2021 (toutes les citations de ce paragraphe).
237. Alex Hern, « Revealed: how TikTok censors videos that do not please Beijing », *The Guardian*, 25 septembre 2019.
238. Ryan, Fritz et Impiombato, *TikTok and WeChat*, *op. cit.*, p. 5.
239. Alex Hern, « TikTok's local moderation guidelines ban pro-LGBT content », *The Guardian*, 26 septembre 2019.
240. Sam Biddle, Paulo Victor Ribeiro et Tatiana Dias, « Invisible Censorship », *The Intercept*, 16 mars 2020.
241. Samantha Hoffman, *Engineering Global Consent: The Chinese Communist Party's data-driven power expansion*, ASPI, International Cyber Policy Centre, Policy Brief, Report No. 21/2019.
242. Samantha Hoffman, in Rohan Thomson, « How China surveils the world », *MIT Technology Review*, 19 août 2020.
243. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 14.

E. Le cas de l'Afrique

Les principales agences – Xinhua, CGTN et *China Daily* – ont des bureaux en Afrique. Depuis 2012, Xinhua et CCTV ont un siège africain à Nairobi, d'où ils produisent des contenus en anglais et en français pour tout le continent. Radio Chine internationale (RCI) est, elle, à Dakar. En général, la structure éditoriale est duale, les projets d'articles étant d'abord relus par les éditeurs africains, puis (censurés par) les éditeurs chinois à Pékin. Il y a peu de contraintes pour les journalistes africains au moment de l'écriture mais ils se rendent compte que le texte publié peut être très différent de ce qu'ils avaient soumis[244].

La censure et les procédures chinoises pèsent lourdement sur le format des émissions et le travail quotidien du personnel, comme l'explique Selma Mihoubi : « Les journalistes et traducteurs travaillant pour RCI sont soumis à des règles strictes de respect des communiqués édités par les autorités. Ils doivent se conformer à la terminologie employée en chinois, et agissent ainsi comme porte-voix du gouvernement. Aussi, les émissions en direct sont impossibles ou très rares sur RCI, car toutes les informations doivent être revérifiées par le PCC. **Tous les sujets doivent être réécoutés avant diffusion, une tâche chronophage** empêchant la radio chinoise d'avoir la priorité dans la diffusion des informations internationales[245]. » Tout cela nuit à la popularité des émissions chinoises en Afrique, dont **la moindre réactivité et le ton toujours très officiel** tranchent avec les médias concurrents occidentaux ou russes « qui misent sur la rapidité et le sensationnalisme pour accrocher les auditeurs[246] ».

La grande majorité des journalistes africains sont critiques, ils s'accordent « pour dénoncer les mauvaises pratiques journalistiques des médias chinois, certaines étant jugées anti-démocratiques, telle la censure et la relecture systématique des articles par un officier du parti communiste chinois, ou l'interdiction du direct[247] ». **Les populations africaines ne seraient pas dupes** et n'auraient pas plus confiance dans les médias chinois que dans les médias africains[248]. « La plupart des Africains se rendent compte de la subjectivité des informations diffusées par la Chine. Ils consomment tous les types de contenus distribués par les médias chinois, mais ils se méfient des programmes d'information[249]. » **En revanche, ils apprécient la positivité des médias chinois** : l'idée est répandue selon laquelle les médias occidentaux seraient biaisés et véhiculeraient une vision catastrophiste et misérabiliste de l'Afrique, concentrée sur les conflits, les catastrophes naturelles et les problèmes de gouvernance. De ce point de vue, l'approche chinoise du « journalisme constructif » ou « positif » (pour raconter de « bonnes histoires » sur la Chine mais aussi sur les relations entre la Chine et l'Afrique, les succès sino-africains, etc.) est attractive. Il y a un besoin de positivité auquel les médias chinois répondent en mettant l'accent sur le développement économique, les travaux d'infrastructure, l'Afrique moderne, qui bouge, se développe, etc.[250].

Pékin fait des efforts importants pour séduire les journalistes africains, avec des dons de matériel aux rédactions locales (ordinateurs, imprimantes, microphones, smartphones, etc.) **et des invitations fréquentes en Chine**. Chaque année, le Forum de coopération sino-africain sur les médias invite une trentaine de journalistes africains pour des séjours de formation

---

244. « China's Influence on African Media », une rencontre organisée par International Forum for Democratic Studies (National Endowment for Democracy) et Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), 22-23 février 2018, Accra, Ghana.

245. Selma Mihoubi, « Géo-histoire de l'implantation de la radio chinoise en Afrique francophone », *Revue de Géographie historique*, mai 2018.

246. *Ibid.*

247. « Soft Power au service de l'influence », *op. cit.*, p. 116.

248. « China's Influence on African Media », *op. cit.*

249. RSF, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, *op. cit.*, p. 28.

250. « China's Influence on African Media », *op. cit.*

qui durent de six à dix mois. Les journalistes africains comprennent rapidement qu'en réalité aucune formation journalistique n'est fournie : les activités auxquelles ils participent incluent la visite de sites culturels et de projets d'infrastructures, des conférences sur le système de gouvernance chinois, et des rencontres avec des représentants des médias étatiques officiels chinois[251].

Pour séduire les populations locales, **Pékin développe aussi un discours tiers-mondiste**, rappelant à l'envi l'engagement chinois en faveur des indépendances africaines et que « du point de vue historique, il n'existe pas d'histoire coloniale entre la Chine et l'Afrique, au contraire, la Chine et l'Afrique avaient été l'objet d'agression coloniale ; elles en ont la même expérience[252] ». En dépit de leurs efforts, les médias chinois se font parfois du tort en véhiculant **une image stéréotypée voire raciste des populations locales** comme l'a notamment illustré le gala annuel de la fête du printemps sur CCTV, qui a suscité une controverse[253].



« Un acteur chinois grimé en Noir [*blackface*] dans un sketch d'une émission télévisée de gala du Nouvel an lunaire, le 15 février [2018][254]. »

La persistance de ces maladresses s'explique sans doute de la même manière que celles également commises par Pékin ailleurs dans le monde, notamment en Europe : **le but premier des médias d'État chinois est de projeter l'image d'une Chine forte et puissante à l'attention de sa propre population ; les objectifs de la propagande à l'étranger ne viennent qu'en deuxième position**[255].

En matière de contenus, comme souvent **la Chine parle beaucoup d'elle-même**, en particulier de son président (l'actualité de Xi Jinping), de ses entreprises et de leur activité en Afrique, de l'aide au développement, notamment dans les domaines agricoles et médicaux, ainsi que de son histoire et de sa culture. C'est **une couverture exclusivement méliorative** (pour la Chine), les sujets potentiellement polémiques sont évités : « des sujets tels que l'exploitation de pétrole ou d'uranium, l'exploitation des ressources halieutiques par des entreprises chinoises ne sont pas couverts[256] ». Au Sahel, leur couverture du conflit au Mali est focalisée sur la MINUSMA, c'est-à-dire, encore une fois, sur eux-mêmes puisque la MINUSMA a un contingent important (400 hommes) de Casques bleus chinois.

251. *Ibid.*
252. « Qui pratique donc le néo-colonialisme en Afrique ? », *CRI*, 24 octobre 2006.
253. Dani Madrid-Morales, « China's media is struggling to overcome its racial stereotypes of Africa », *Quartz Africa*, 27 février 2018.
254. *Ibid.*
255. « China's Influence on African Media », *op. cit.*
256. « Soft Power au service de l'influence », *op. cit.*, p. 116.

Les médias chinois ont aussi joué un rôle dans la décision du Burkina Faso d'abandonner Taïwan en mai 2018, en contribuant à isoler le Burkina dans la région : « C'est bien l'isolement, accompagné d'une offensive chinoise pour s'implanter au Sahel – par exemple avec l'ouverture d'une chambre de commerce au Burkina Faso, le recrutement de journalistes locaux et la création d'une Association des amis de la Chine au Burkina Faso – qui a emporté la décision[257]. »

Dans tous les cas, **« contrairement aux médias russes, les agences chinoises restent focalisées sur la diffusion de la parole officielle du régime chinois, sans s'adapter aux problématiques ou controverses d'intérêt local, ce qui limite fortement leur popularité et donc leur propagation en Afrique[258] »** (voir encadré).

Les médias russes beaucoup plus repris que les médias chinois

Une équipe française du laboratoire GEODE (Université Paris 8) a analysé la reprise des « contenus publiés par deux agences russes (548 articles de RT et Sputnik) et cinq agences chinoises (230 articles de Xinhua, CCTV, RCI, RCI Sénégal et *China Daily*) au sujet de l'Afrique et en langue française », soit 3 889 pages ayant reproduit tout ou partie des contenus rédigés par les médias russes et 484 pages pour les médias chinois. Premier constat : les contenus russes sont beaucoup plus repris (7,09 fois en moyenne) que les contenus chinois (2,1)[259]. Les auteurs l'expliquent par le fait que « la plupart des contenus diffusés par les médias chinois implantés en Afrique concernent plus les préoccupations de Pékin que les débats publics africains. […] **le caractère diplomatique, nationaliste et défensif des publications médiatiques chinoises entrave leur popularité** au sein des opinions publiques africaines, car leur contenu est peu adapté à leurs préoccupations. Les contenus produits par les médias russes, au contraire, traitent de thèmes et de problématiques beaucoup plus diverses et sont engagés politiquement, ce qui explique que les plateformes qui reprennent ces contenus soient beaucoup plus nombreuses[260] ». Il y a des variations par pays : c'est par exemple en Guinée, au Sénégal, en Algérie, au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Bénin que se trouvent le plus grand nombre de sites relais des médias chinois et c'est en Côte d'Ivoire, au Maroc, en Tunisie et au Niger que ces sites relais sont les plus consultés[261]. Les chercheurs estiment aussi « que la reprise des contenus chinois en Afrique n'est pas un phénomène idéologique ou militant de la part des sites relais, mais plutôt une solution de "facilité" dans la mesure où ces articles sont disponibles gratuitement et permettent aux médias africains de relayer et couvrir les relations sino-africaines[262] ».

257. *Ibid.*, p. 117.
258. Frédérick Douzet, Kévin Limonier, Selma Mihoubi et Élodie René, « Cartographier la propagation des contenus russes et chinois sur le web africain », *Hérodote*, 177-178, 2020/2, p. 97.
259. *Ibid.*, p. 84.
260. *Ibid.*, p. 84.
261. *Ibid.*, p. 86.
262. *Ibid.*, p. 97.

III. La diplomatie

A. Les organisations et les normes internationales

La République populaire de Chine (RPC) est un **membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU**, elle est donc dotée du droit de veto, elle détient en outre **plusieurs postes clés au sein de l'organisation** dont la direction de quatre des quinze agences spécialisées, fournit **l'une des plus larges contributions financières** et compte plus de **troupes de maintien de la paix déployées** dans le monde que les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité – les États-Unis, la Russie, la France et le Royaume-Uni – réunis. Elle est incontestablement devenue un acteur majeur de la scène internationale depuis son entrée à l'ONU en 1971.

Plutôt que de se socialiser aux normes internationales, la RPC a montré qu'elle cherchait au contraire à **réviser le système international** (→ p. 146). Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la RPC défend la vision d'une « communauté de destin », « d'un avenir commun pour l'humanité », où une logique de « coopération gagnant-gagnant » permettrait à tous les États de se développer et à chacun de « jouir des droits humains »[263]. Cette ambition est présentée comme un projet pour un « monde meilleur » porté par la Chine. Dans les faits, c'est un plan pour remodeler celui-ci afin qu'il soit conforme aux objectifs du PCC, un projet de « **sinisation des normes internationales**[264] ». Or, ces idées ont d'ores et déjà pénétré les institutions onusiennes. Plusieurs résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil des droits de l'homme ou encore du Conseil économique et social reprennent les éléments de langage forgés par le Parti[265]. **Le projet des Nouvelles routes de la soie (BRI)**, présenté comme un projet de connectivité globale et de coopération gagnant-gagnant, mais qui est surtout une stratégie de projection d'influence, a également été approuvé par l'ONU (→ p. 204). Le Secrétaire général António Guterres a affirmé que la BRI était alignée sur les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 de l'ONU, et que les Nations unies allaient par conséquent soutenir les États membres qui souhaiteraient intégrer les projets de la BRI dans leurs économies et sociétés[266].

Les organisations internationales sont vues par le pouvoir chinois comme **des instruments de projection d'influence**, l'ONU est donc la première plateforme que la Chine cherche à contrôler. L'une de ses stratégies est de « **Former des coalitions de vote aux Nations unies**, puis s'en servir comme levier pour propulser ses ressortissants ou ses alliés à la tête d'organisations internationales stratégiques dans le but d'imposer sa vision à l'ensemble de la communauté mondiale[267] ». Ces coalitions de vote sont notamment composées de pays africains pour lesquels la Chine est le premier partenaire commercial, voire qui sont très endettés – donc redevables – à son égard.

---

263. Voir discours de Xi Jinping aux Nations unies en 2017, http://archive.vn/kzOlM. Voir également *supra*.

264. Emmanuel Véron et Emmanuel Lincot, « Organisations internationales : le spectre d'une hégémonie chinoise se concrétise », *The Conversation*, 21 avril 2020.

265. Voir par exemple les résolutions suivantes : Conseil de sécurité, « Résolution 2344 (2017) Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7 902e séance », Nations unies, S/RES/2344 (2017), 17 mars 2017 ; Conseil économique et social, « Aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique », Nations unies, E/RES/2017/11, 8 août 2017 ; Assemblée générale, « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier », Nations unies, A/RES/72/27, 11 décembre 2017 ; Conseil des droits de l'homme, « Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme », Nations unies, A/HRC/37/L.36, 19 mars 2018 ; Assemblée générale, « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », Nations unies, A/RES/74/34, 18 décembre 2019.

266. « United Nations Poised to Support Alignment of China's Belt and Road Initiative with Sustainable Development Goals, Secretary-General Says at Opening Ceremony », United Nations, SG/SM/19556, 26 avril 2019.

267. *La Chine démasquée*, *op. cit.*, p. 14.

Pékin n'hésite pas à utiliser non seulement la diplomatie classique mais aussi les opérations d'influence clandestines, à faire pression économiquement[268] et politiquement, à utiliser cooptation, coercition et corruption, afin de renforcer sa présence aux postes clés, cadrer les débats et contrôler les discours, obtenir les soutiens dont elle a besoin, imposer son agenda et influencer l'élaboration et l'interprétation des normes internationales. Certaines opérations sont ponctuelles, comme celle qui a consisté à verser 1,3 million de dollars de **pots de vin** au diplomate antiguais John Ashe, président de la 68e session de l'Assemblée générale des Nations unies en 2013-2014, et à l'adjoint à l'ambassadeur de la République dominicaine auprès de l'ONU, pour que les deux hommes aident un entrepreneur chinois, Ng Lap Seng, à construire un centre de conférence sponsorisé par l'ONU à Macao (qui n'a finalement jamais vu le jour)[269]. Une initiative qui n'était sans doute pas privée puisque Ng Lap Seng est membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois, que Peter Mattis a décrit comme « la milice du Front uni[270] ».

D'autres opérations relèvent plutôt du façonnement sur le long terme. Par la force de ses contributions financières, la Chine a les moyens d'influencer l'agenda de l'ONU. Elle est par exemple le seul contributeur au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la paix et le développement mis en place en 2016, ce qui lui permet d'occuper quatre des cinq sièges du comité directeur. Celui-ci a pour mission de conseiller le Secrétaire général de l'ONU à propos des projets qui devraient recevoir des financements ; il est donc aisé pour la RPC de faire du lobby pour la BRI[271].

Par sa **présence croissante dans les organisations productrices de normes et de standards internationaux**, la RPC a également montré qu'elle avait les capacités, et surtout la volonté, de **changer les « règles du jeu »**, de développer un pouvoir normatif. C'est notamment le cas avec le concept de droits humains qu'elle cherche à subordonner à l'idée du droit au développement pour les États (→ p. 214), mais c'est aussi le cas avec le concept de responsabilité de protéger, les normes de la gouvernance d'internet ou le droit de la mer, pour ne citer que quelques exemples.

La stratégie d'influence de la Chine dans les organisations internationales prend donc plusieurs formes et notamment le contrôle des discours, par exemple au sein de l'OMS, **l'inhibition**, illustrée par le Conseil des droits de l'homme, **ou encore le détournement**, mis en œuvre contre le comité des ONG. Le Parti ne vise pas seulement les organisations à vocation mondiale mais aussi les organisations régionales comme nous le verrons par le truchement du cas de l'Union européenne.

1. Contrôler les postes à haute responsabilité à l'ONU

Comparativement aux autres membres permanents du Conseil de sécurité, surtout les États-Unis (en 2020, sur 170 postes de hauts fonctionnaires de l'ONU, 3 étaient occupés par des Chinois, contre une vingtaine par des Américains[272]), mais aussi la France et le Royaume-Uni, et même d'autres grands pays tels que l'Allemagne et l'Inde, **la Chine a très peu de personnel dans les instances onusiennes**, *a fortiori* en proportion de sa propre population et au regard de ses ambitions. Les raisons sont connues : son entrée tardive dans le système onusien, sa bureaucratie, ce

268. Après avoir bénéficié d'un investissement chinois, la Grèce a ainsi bloqué, en 2017, une condamnation de l'Union européenne portant sur la situation des droits humains en Chine. Cf. Helena Smith, « Greece blocks EU's criticism at UN of China's human rights record », *The Guardian*, 18 juin 2017.

269. « Corruption à l'ONU : 4 ans de prison pour un entrepreneur chinois », *Le Figaro*, 11 mai 2018.

270. Schrader, *Friends and Enemies, op. cit.*, p. 14.

271. Un projet du département des affaires économiques et sociales – contrôlé par la RPC depuis 2007 – promouvant la BRI a par exemple été accepté en 2017. Cf. Pingfan Hong, « Strengthening national policy capacity for jointly building the Belt and Road towards the Sustainable Development Goals: A capacity development project financed by UN Peace and Development Trust Fund », Department of Economic and Social Affairs, United Nations, 14-15 mai 2017.

272. Il s'agit des postes de la catégorie B à la catégorie E. « Hauts fonctionnaires des Nations unies et fonctionnaires de rang équivalent dont le lieu d'affectation est New York », Nations unies, mis à jour le 1er avril 2020, https://protocol.un.org/dgacm/pls/site.nsf/files/SeniorOfficials/$FILE/ListofUNSeniorOfficials.pdf.

qu'elle peut percevoir comme des différences culturelles, son manque d'expérience en matière de paix et de sécurité, et la méfiance croissante qu'elle suscite autour d'elle[273]. Il y a toutefois une exception pour les stagiaires dont, en tout cas en 2018, la Chine fournissait le plus grand nombre[274]. Quoi qu'il en soit, la quantité ou la proportion de postes détenus n'est pas le seul critère à prendre en compte pour évaluer le degré de pénétration de la Chine dans les instances internationales. Il faut pour cela tenir compte également de **la nature des postes**. Liu Zhenmin (刘振民), ancien vice-ministre chinois des Affaires étrangères, a succédé à Wu Hongbo (吴红波) en 2017 au poste de **secrétaire adjoint aux Affaires économiques et sociales des Nations unies**, occupé par un Chinois depuis 2007. En 2019, Xu Haoliang (徐浩良) est nommé **sous-secrétaire général au Programme des Nations unies pour le développement** (PNUD) et directeur du bureau des politiques et de l'appui aux programmes. Sa carrière au PNUD a débuté dès 1994. En 2019 également, Xia Huang (夏煌), ancien ambassadeur chinois dans plusieurs pays d'Afrique, est nommé **envoyé spécial pour la région des Grands Lacs**, malgré les tentatives de Nikki Haley, ambassadrice américaine à l'ONU, de bloquer sa nomination[275].

Ces postes, notamment celui au **département des affaires économiques et sociales (DAES)**, offrent à la RPC une visibilité, une légitimité et un semblant d'impartialité très utiles pour prendre position en faveur des intérêts du Parti, par exemple pour **promouvoir la BRI** et inciter toujours plus d'États à y prendre part[276]. En 2016, le DAES publiait une étude, conduite par un économiste chinois, Hong Pingfan, présentant dans quelle mesure la BRI pouvait aider l'ONU à réaliser ses objectifs en matière de développement[277]. Pour certains diplomates, dont les propos ont été rapportés par *Foreign Policy*, **le DAES ne serait qu'une « entreprise chinoise », qui sert les objectifs de Pékin pour s'imposer comme le leader mondial du développement, « tout le monde le sait et tout le monde l'accepte[278] ».**

Les chefs du DAES, Wu Hongbo et Liu Zhenmin, ont tous deux utilisé leur position influente pour bloquer la participation de Dolkun Isa, président du Congrès mondial ouïghour, au Forum permanent des Nations unies sur les questions autochtones en 2017 puis à nouveau en 2018[279]. Ces postes à responsabilité permettent à ceux qui les détiennent d'utiliser le pouvoir qui leur est confié pour **limiter la participation d'individus ou de groupes perçus comme défiant l'autorité du Parti**.

Invité dans une émission de la CCTV pour partager son expérience devant un jeune public chinois, Wu Hongbo a explicitement affirmé qu'en tant que fonctionnaire international, il avait le devoir de défendre les intérêts chinois[280], ce qui est tout à fait contraire aux normes de

273. Courtney J. Fung et Shing-Hon Lam, « Staffing the United Nations: China's motivations and prospects », *International Affairs*, 97:4, 2021, p. 1143-1163.

274. *Ibid.*, p. 1154.

275. Robbie Gramer, Colum Lynch, « Haley Tried to Block Appointment of Chinese Diplomat to Key U.N. Post. He Got the Job Anyway », *Foreign Policy*, 14 février 2019.

276. Liu Zhenmin, « Statement: High Level Symposium on the Belt and Road Initiative and 2030 Agenda », United Nations Department of Economic and Social Affairs, 13 juin 2018 ; Wu Hongbo, « Welcome Remarks: The Belt and Road Initiative: Advancing Progress In SDGs », UN DESA, 11 avril 2017 ; « Remarks by UNDP Asia-Pacific Regional Director Haoliang Xu at the 2nd Belt and Road Forum for International Cooperation, Thematic Forum on Green Silk Road », UNDP, 24 avril 2019. « UNDP experts suggest cooperation with China's Belt and Road Initiative in war-torn countries », CGTN, 2 mai 2017.

277. Hong Pingfan, « Jointly building the « Belt and Road » towards the Sustainable Development Goals », UN DESA, 25 juin 2016.

278. Colum Lynch, « China Enlists U.N. to Promote Its Belt and Road Project », *Foreign Policy*, 10 mai 2018.

279. « Former High-Ranking UN Official represented Chinese state interests at UN; Persecuted Chinese Minorities », UNPO, 26 avril 2019 ; « Press release: UNPO Vice President Prevented for Second Year in a Row from Participating in UN Indigenous Forum », UNPO, 17 avril 2018 ; « Dolkun Isa participates in UN Indigenous Forum despite growing Chinese influence », *European Interest*, 12 mai 2019.

280. Pour visionner l'extrait en question, voir World Uyghur Congress, « CCTV Interview with Wu Hongbo », Facebook, 25 avril 2019, https://www.facebook.com/watch/?v=649658305496919. L'émission dans son intégralité peut être visionnée sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=pmrI2n6d6VU&t=149.

conduite de la fonction publique internationale selon lesquelles tout fonctionnaire international « ne doit ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement[281] ». Pour appuyer son propos, il a rappelé qu'Interpol avait émis une notice rouge contre Dolkun Isa, qu'il présente comme un terroriste. Les notices rouges d'Interpol servent de mécanisme de partage d'information pour faciliter la coopération entre les forces de police du monde entier, les alerter et les informer des fugitifs recherchés à l'échelle internationale. Même si elles ne constituent pas des mandats d'arrêt, ces notices, une fois rendues publiques, peuvent ruiner la réputation des concernés alors que les preuves censées justifier de telles accusations ne sont, elles, pas souvent rendues publiques. Il est donc difficile de déterminer, surtout lorsque de telles accusations sont émises par des États autoritaires, si ces notices rouges cachent en réalité des manœuvres de persécution politique contre des dissidents, journalistes et activistes. Le milliardaire chinois Guo Wengui, qui a promis de faire tomber le régime communiste, fait d'ailleurs également l'objet d'une notice rouge[282]. De 2016 à 2018, **Interpol** était du reste dirigé par Meng Hongwei, de nationalité chinoise, ancien vice-ministre de la Sécurité publique. Ce n'est qu'après son « départ », en 2018, qu'Interpol a fini par lever la notice rouge concernant Dolkun Isa, lequel a pu participer au Forum permanent des Nations unies sur les questions autochtones de 2019[283].

Xu Haoliang a également cherché à faire la promotion de la BRI au sein de l'organisme onusien pour lequel il travaille. Alors qu'il était encore chef du bureau régional pour l'Asie et le Pacifique au PNUD en 2016, il aurait été celui qui a incité l'administratrice de l'époque, Helen Clark, à signer le premier mémorandum d'entente entre le PNUD et la RPC pour une meilleure coopération dans la mise en œuvre de la BRI et des ODD de l'agenda 2030[284]. On peut noter qu'à ce moment, Helen Clark était en pleine campagne pour le poste de secrétaire général de l'ONU et sensible au soutien chinois[285]. **Quel que soit leur niveau de responsabilité, les fonctionnaires de nationalité chinoise ont montré qu'ils servaient avant tout les intérêts du Parti, dont ils sont membres**.

2. Direction de quatre agences spécialisées productrices de normes

En août 2021[286], la Chine était à la tête de quatre agences onusiennes : l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). À titre de comparaison, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ne dirigent chacun qu'une seule agence, respectivement la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du travail et l'UNESCO. Si diriger une agence ne signifie pas la contrôler entièrement, il est certain qu'une telle position offre la possibilité d'y développer son influence et d'avoir un impact sur l'interprétation ou la formulation des normes produites par celles-ci.

En tant qu'agence spécialisée chargée de promouvoir le développement industriel, l'**ONUDI** aide les États membres à se conformer aux standards internationaux pour l'exportation de leurs produits, contribue à développer et uniformiser les standards dans divers domaines comme

281. Voir Article 8, « Normes de conduite de la fonction publique internationale », Commission de la fonction publique internationale, 2013.
282. Bethany Allen-Ebrahimian, « Interpol Is Helping Enforce China's Political Purges », *Foreign Policy*, 21 avril 2017.
283. « Dolkun Isa participates in UN Indigenous Forum despite growing Chinese influence », *European Interest*, 12 mai 2019 ; « Interpol lifts wanted alert for exiled Uygur leader, angering China », *South China Morning Post*, 24 février 2018.
284. « UNDP and China to Cooperate on Belt and Road Initiative », UNDP, 19 septembre 2016.
285. Colum Lynch, « China Enlists U.N. to Promote Its Belt and Road Project », *Foreign Policy*, 10 mai 2018.
286. Entre août 2019 (début du mandat de Qu Dongyu à l'OACI) et août 2021 (fin du mandat de Liu Fang à l'OACI).

le contrôle de qualité, la sécurité alimentaire, l'impact environnemental et la responsabilité sociale[287]. En plus de ce rôle normatif, l'ONUDI favorise la coopération technique entre États membres et offre des conseils en matière d'élaboration des politiques[288]. Li Yong (李勇), ancien vice-ministre des Finances de la RPC, est directeur général de l'ONUDI depuis 2013. Réélu en 2017 pour quatre ans, son mandat prend fin en 2021. Il était membre de la CCPPC, l'organe de supervision du Front uni (→ p. 37), jusqu'en 2016[289]. À la tête de l'ONUDI, M. Li a notamment créé une nouvelle direction générale des programmes, des partenariats et de l'intégration des bureaux hors siège, particulièrement puissante puisqu'elle sélectionne les pays retenus pour bénéficier d'un programme de partenariat, et il en a confié la direction à un compatriote, Cyong Zou. Avec en tout pas moins de 19 ressortissants occupant des postes d'administrateurs dans cette organisation, la Chine en contrôle la gouvernance. La même tendance s'observe ailleurs : il est prouvé que « les agences dirigées par des ressortissants chinois affichent des augmentations plus rapides du personnel chinois en termes absolus comme relatifs[290] ». Le directeur général Li Yong a plus d'une fois exprimé **la volonté de l'ONUDI de s'engager davantage dans le projet des Nouvelles routes de la soie** afin de « promouvoir et accélérer le développement industriel[291] ». Et, en novembre 2019, il a signé une déclaration commune avec le vice-président de Huawei Technologies visant à **renforcer le partenariat entre l'ONUDI et Huawei**.

L'**OACI** œuvre à l'établissement de normes, pratiques et politiques dans le secteur de l'aviation civile pour assurer sécurité et efficacité à travers le monde. Liu Fang (柳芳) est la première femme et première Chinoise à être élue au poste de secrétaire générale de l'OACI en 2015. Réélue en 2018, son mandat a pris fin en août 2021. Liu Fang a précédemment travaillé pour l'administration de l'aviation civile en Chine (CAAC). Depuis que celle-ci dirige l'agence, Taïwan s'est vu refuser sa participation à l'assemblée trisannuelle, en dépit de la protestation de certains pays[292]. En 2020, pendant la crise de la Covid-19, l'OACI a fait l'objet de vives critiques lorsque **son compte Twitter a bloqué plusieurs utilisateurs qui critiquaient sa politique d'exclusion de Taïwan**[293] (→ p. 471).

L'**UIT** établit les normes et réglementations du secteur des technologies de l'information et de la communication, attribue des bandes de fréquences radioélectriques et des orbites de satellites, et aide à l'exploitation des services de télécommunications dans le monde. Les normes de l'UIT sont fréquemment adoptées dans les pays en développement en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, dont les infrastructures sont d'ailleurs souvent fournies par les Chinois. Zhao Houlin (赵厚麟) est secrétaire général de l'UIT depuis 2015. Réélu en 2018, son mandat prend fin en 2023. Il a commencé sa carrière à l'UIT dans les années 1990 et y a précédemment occupé le poste de secrétaire général adjoint de 2007 à 2015, après avoir travaillé au ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MITI) de la RPC. Depuis qu'il est en fonction, le secrétaire général Zhao Houlin a plus d'une fois souligné l'importance de **coopérer avec la Chine, notamment dans le cadre de son projet des « Routes digitales de la soie**[294] **»**. Le MITI, pour lequel il travaillait avant de rejoindre l'UIT, a d'ailleurs signé en mai 2017 un mémo-

287. « Standard-setting and compliance », UNIDO.
288. « UNIDO in brief », UNIDO.
289. « Liste des 27 membres du 12e comité national de la CCPPC évincés pour violations disciplinaires », *Quotidien du peuple*, 6 septembre 2016, http://archive.vn/DL7Hc.
290. Fung et Lam, « Staffing the United Nations: China's motivations and prospects », *op. cit.*, p. 1147.
291. « UNIDO further engages with the Belt and Road Initiative », UNIDO, 25 avril 2019.
292. J. Michael Cole, « ICAO Refuses to Invite Taiwan to Assembly », *The News Lens*, 23 septembre 2016 ; « Ally backs Taiwan's ICAO participation », *Taipei Times*, 3 octobre 2019.
293. « U.S. denounces ICAO for blocking critics supportive of Taiwan inclusion », *Focus Taiwan*, 28 janvier 2020 ; J. Michael Cole, « ICAO Twittergate-Taiwan scandal highlights deeper problems at the UN », Macdonald-Laurier Institute, 6 février 2020.
294. « Top official says ITU can help in digital Silk Road », *China Daily*, 16 décembre 2015 ; Kong Wenzheng, « ITU vows to join hands with China », *China Daily*, 24 avril 2019.

randum d'entente avec l'UIT lors du premier forum des Nouvelles routes de la soie[295]. Zhao Houlin a par ailleurs affirmé qu'il considérait que la technologie 5G de Huawei ne posait pas de problèmes de sécurité, ce qui a alimenté les **soupçons que l'UIT pourrait faciliter l'implantation des réseaux Huawei de 5G dans le monde** (→ p. 131)[296]. L'entreprise chinoise a d'ailleurs récemment proposé à l'UIT une nouvelle vision d'internet en rupture radicale avec celle que nous avons actuellement, où les gouvernements devraient avoir plus de contrôle sur internet[297]. Le positionnement de la Chine au sein de l'UIT lui offre également la possibilité de **négocier au mieux les attributions de fréquences et de créneaux orbitaux pour son système de navigation par satellite Beidou, et de jouer d'influence en faveur des acteurs chinois du secteur des câbles sous-marins** (→ p. 129).

La **FAO** établit les standards internationaux en matière de sécurité alimentaire, assiste les États membres dans l'orientation de leurs politiques agricoles et alimentaires et élabore les réponses internationales aux crises dans ces domaines[298]. Qu Dongyu (屈冬玉) est le premier Chinois à occuper le poste de directeur général. Il était précédemment vice-ministre de l'Agriculture et des Affaires rurales de la RPC. Élu en 2019, son mandat prend fin en 2023. De nombreux médias ont rapporté que **la Chine aurait exercé des pressions politiques et économiques sur d'autres pays pour assurer la victoire de son candidat** : l'Uruguay, le Brésil et l'Argentine auraient été menacés de ne plus recevoir certaines exportations en provenance de Chine s'ils ne votaient pas en faveur du candidat chinois et le Cameroun a retiré de la course son candidat, Médi Moungui, quelque temps après que la Chine eut discrètement annulé sa dette de 70 millions de dollars[299].

3. Des postes à responsabilité dans d'autres organisations

L'ancien vice-ministre du commerce de la RPC, Yi Xiaozhun (易小准), est l'un des quatre directeurs généraux adjoints de **l'Organisation internationale du travail** (OIT). Nommé en 2013, il a été choisi à nouveau en 2017 pour un deuxième mandat de quatre ans. Xue Hanqin (薛捍勤) est devenue la première femme et première Chinoise vice-présidente de la **Cour internationale de justice** (CIJ) en 2018, pour un mandat de trois ans. Elle était membre de la CIJ depuis 2010.

Zhang Tao (张涛) est directeur général adjoint du **Fonds monétaire international** (FMI) depuis 2016[300]. Ancien gouverneur adjoint de la Banque populaire de Chine, c'est le deuxième ressortissant chinois à rejoindre la direction du FMI après Zhu Min (朱民) qui y a fait son entrée en 2011[301]. Ren Minghui (任明辉) est actuellement le sous-directeur général de l'**Organisation mondiale de la santé** (OMS) en charge de la couverture sanitaire universelle et des maladies transmissibles et non transmissibles. Dans des publications en accès libre, il présente la BRI comme une opportunité à saisir pour améliorer la santé dans le monde et la Chine comme le pays qui devrait assumer le rôle de leader dans cette entreprise[302].

295. « ITU Secretary-General: BRI helps narrow world digital divide », CGTN, 1er mai 2019.
296. Alkesh Sharma, « UN's ITU says no evidence Huawei 5G equipment poses security concerns », *The National*, 21 avril 2019 ; Tom Miles, « Huawei allegations driven by politics not evidence: U.N. telecoms chief », Reuters, 5 avril 2019.
297. Anna Gross, Madhumita Murgia, « China and Huawei propose reinvention of the internet », *Financial Times*, 27 mars 2020 ; Madhumita Murgia, Anna Gross, « Inside China's controversial mission to reinvent the internet », *Financial Times*, 27 mars 2020.
298. Colum Lynch, Robbie Gramer, « Outfoxed and Outgunned: How China Routed the U.S. in a U.N. Agency », *Foreign Policy*, 23 octobre 2019.
299. Gerardo Fortuna, « China's Qu Dongyu beats EU candidate for FAO leadership », *Euractiv*, 24 juin 2019 ; Colum Lynch, Robbie Gramer, « Outfoxed and Outgunned », *op. cit.* ; Jenni Marsh, « China just quietly wrote off a chunk of Cameroon's debt. Why the secrecy ? », CNN, 5 février 2019.
300. « Zhang Tao est nommé directeur général adjoint », CCTV, 23 août 2016.
301. « Min Zhu », Fonds monétaire international, 8 avril 2015.
302. Ren Minghui, « Global health and the Belt and Road Initiative », *Global Health Journal*, 2:4, décembre 2018.

Ces exemples montrent comment la RPC entend utiliser les postes à haute responsabilité qu'elle parvient à obtenir dans ces institutions productrices de normes pour y développer une vision positive de la Chine et de ses projets tels que la BRI, influencer le travail de ces organisations pour l'orienter vers ses propres intérêts et les faire œuvrer à **la révision de l'ordre international dominé par les États-Unis**.

La RPC n'a cependant pas besoin de contrôler tous les postes clés pour infiltrer les organisations internationales. Elle peut aussi utiliser **le levier des contributions** : Pékin est par exemple le premier contributeur extrabudgétaire du bureau des Affaires spatiales des Nations unies (avec 575 000 dollars, soit 44 % des contributions volontaires, loin devant les États-Unis qui ne contribuent qu'à hauteur de 24 %) et de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (avec une subvention d'un million de dollars pour cinq ans), ainsi que le deuxième contributeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, derrière les États-Unis.

Beaucoup de hauts fonctionnaires internationaux ont exprimé leur soutien à la Chine, souvent pour la féliciter, la remercier ou louer ses contributions, parfois même pour faire la promotion de ses projets. Pour le directeur général de **l'Organisation internationale du travail**, Guy Ryder, les « très fortes synergies » entre la BRI et les ODD de l'agenda 2030 devraient, selon lui, « donner à la Chine un rôle de leader dans le système multilatéral[303] ». Dans un entretien accordé à Xinhua, le président du **Fonds international de développement agricole**, Gilbert Houngbo, fait l'apologie du modèle chinois pour les économies en transition[304]. Plusieurs autres agences spécialisées de l'ONU ont officiellement exprimé leur intérêt et leur soutien à la BRI telles que **l'Organisation maritime internationale** et **l'Organisation mondiale du tourisme**. D'autres, comme **l'Organisation internationale du travail**, **l'UNESCO** et **l'Organisation météorologique mondiale** ont d'ores et déjà formalisé leur coopération à la BRI avec la RPC[305].

Malgré l'agressivité de certaines manœuvres chinoises, celles-ci ne réussissent pas systématiquement. En 2019, l'ancien chef de la police hongkongaise, Andy Tsang Wai-hung, n'a pas pu obtenir le poste à la tête de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime qu'il convoitait[306]. Cette année, la Chine a échoué à obtenir le poste de directeur de l'Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle (OMPI). Wang Binying, directrice générale adjointe de l'OMPI, a perdu face au candidat singapourien, Daren Tang, soutenu entre autres par les États-Unis[307]. La possibilité que la Chine puisse mettre la main sur une cinquième agence spécialisée de l'ONU, qui plus est celle en charge des ressources stratégiques que sont les brevets de propriété intellectuelle, a sans doute attiré davantage l'attention et a été comparée au fait de **« laisser un renard avoir la charge du poulailler[308] ».** L'ancien directeur de l'OMPI, Francis

303. « Guy Ryder s'adresse au forum "La ceinture et la route, pour une coopération internationale" », Organisation internationale du travail, 14 mai 2017.

304. Eric J. Lyman, « Interview: IFAD chief says China's poverty reduction model for other economies in transition », *Xinhuanet*, 4 août 2017.

305. « ILO broadens cooperation with its Chinese partners under the Belt and Road Initiative », ILO, 29 avril 2019 ; « UNESCO strengthens collaboration for science with key Chinese institutions », UNESCO, 7 novembre 2018 ; « Overview of meteorological support for Belt and Road Initiative 2017 », China Meteorological Administration, 11 janvier 2018.

306. Stuart Lau, « Former Hong Kong top cop Andy Tsang misses out on plum UN posting », *South China Morning Post*, 23 novembre 2019.

307. Nick Cumming-Bruce, « U.S.-Backed Candidate for Global Tech Post Beats China's Nominee », *New York Times*, 4 mars 2020 ; Colum Lynch, « China Bids to Lead World Agency Protecting Intellectual Property », *Foreign Policy*, 26 novembre 2019.

308. Katrina Manson, Primrose Riordan, James Kynge, « US-backed candidate nominated to lead UN body after anti-China campaign », *Financial Times*, 4 mars 2020.

Gurry, avait déjà fait l'objet de critiques en raison des négociations secrètes qu'il a menées avec la Chine et la Russie ayant abouti à l'établissement de deux antennes de l'OMPI dans ces pays[309].

Six des quinze mandats prennent fin en 2021, Pékin est déjà à la manœuvre pour maintenir sa présence à la tête de ces institutions et en conquérir de nouvelles.

L'influence de la Chine ne se limite pas aux organisations affiliées à l'ONU. Comme évoqué précédemment, **Interpol** n'est pas protégé de potentiels abus dans l'utilisation des notices rouges par certains régimes autoritaires comme la Chine. L'arrestation surprise de son ancien chef, Meng Hongwei, premier ressortissant chinois à diriger l'organisation, a soulevé un certain nombre de questions quant à la potentielle complicité d'Interpol, ou du moins sa complaisance, avec le gouvernement chinois[310]. On peut également évoquer le cas de l'**ICANN**, la société de droit californien à but non lucratif pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur internet, qui entretient une relation « peu commune » avec le gouvernement chinois[311]. La décision de son ancien PDG, Fadi Chehade, d'accepter de piloter la World Internet Conference, initiative du gouvernement chinois, a surpris[312]. L'enjeu en l'espèce, pour le Parti, est de peser sur l'élaboration des normes d'internet. Il est d'ailleurs notable que des structures telles que le CICIR, think tank du MSE, participent à la World Internet Conference aux côtés de la Cyberspace administration of China.

La Chine cherche à pénétrer et influencer autant d'institutions productrices de normes que possible, quels que soient les sujets traités. Sans doute plus qu'aucun autre pays, elle a les moyens et la volonté de former des experts pour occuper de plus en plus de postes à responsabilité. **La Chine n'a cependant pas besoin de se saisir des positions dirigeantes** dans la majorité des organisations pour réaliser ses objectifs – elle n'y a d'ailleurs pas forcément intérêt. **Il suffit que les personnes à ces postes soutiennent d'eux-mêmes la politique chinoise**, ce qui arrive souvent par cooptation des élites ou par opportunisme politique. Ces efforts pour infiltrer les organisations internationales ont permis au Parti de **faire taire certaines critiques, paralyser certaines structures et orienter l'élaboration des normes.**

4. Contrôler les discours : l'exemple de l'OMS pendant la pandémie de Covid-19

La Chine accède pour la première fois à la direction d'une agence spécialisée de l'ONU en 2006 avec l'élection de Margaret Chan à la tête de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Durant son mandat, elle est critiquée pour son manque de diligence dans la gestion de l'épidémie d'Ebola en 2014[313]. En 2016, elle **retire son statut d'observateur à Taïwan**, à la suite de l'élection de l'actuelle présidente Tsai Ing-wen. Depuis, **Taïwan a systématiquement été exclu de l'Assemblée mondiale de la santé**, forum annuel de l'OMS. Ce faisant, l'organisation s'est privée d'une expérience précieuse, car Taïwan a beaucoup appris de l'épisode du SRAS en 2003 au cours duquel « Pékin n'avait pas joué le jeu de la transparence[314] ». En 2017, Margaret Chan est remplacée par Tedros Ghebreyesus, originaire d'Ethiopie, pays avec lequel la Chine entretient d'excellentes relations. Lorsqu'il était encore ministre de la Santé en Éthiopie, le **Dr Tedros** – qui a utilisé son prénom pour faire campagne – a été critiqué pour sa gestion de plusieurs épidémies de choléra[315]. Depuis sa nomination, il a plus d'une

309. Steve Brachmann, « Whistleblowers testify on alleged Gurry abuses at WIPO to House Foreign Affairs Committee », *IPWatchdog*, 29 septembre 2016.
310. Victor Mallet, « Interpol 'complicit' in arrest of its chief in China », *Financial Times*, 7 juillet 2019.
311. Kieren McCarthy, « China's new rules may break the internet warns US government », *The Register*, 16 mai 2016.
312. Kieren McCarthy, « The Firewall Awakens: ICANN's exiting CEO takes internet governance to the dark side », *The Register*, 18 décembre 2015.
313. « Emails show the World Health Organization intentionally delayed calling Ebola a public health emergency », *Business Insider*, 20 mars 2015.
314. F. Chih-Chung Wu, interviewé par C. Leblanc, « Taïwan apparaît aujourd'hui comme le défenseur de la démocratie. Et cela mérite d'être soutenu », lopinion.fr, 10 mai 2020.
315. Donald G. McNeil Jr., « Candidate to Lead the W.H.O. Accused of Covering Up Epidemics », *The New York Times*, 13 mai 2017.

fois **pris publiquement position en faveur de la Chine – qui est le deuxième plus gros contributeur financier de l'OMS** parmi les 194 États membres derrière les États-Unis[316] – allant même jusqu'à la flagornerie. Il a notamment loué sa gestion de l'épidémie de Covid-19 en janvier 2020. Selon Tedros, on devrait « féliciter le gouvernement chinois » pour sa gestion, qui aurait permis de ralentir la diffusion du virus à l'étranger. Il salue la « rapidité impressionnante », avec laquelle la Chine aurait « détecté l'épidémie, isolé le virus, séquencé le génome et partagé celui-ci avec l'OMS et le monde entier », applaudit « l'engagement de la Chine pour la transparence » et conclut que celle-ci est en train « d'établir un nouveau standard de réponse aux épidémies »[317].

En réalité, **la Chine a au contraire fait preuve de dissimulation** au début de l'épidémie. Les premiers cas, apparus dès octobre[318], ont été passés sous silence, comme la forte contagiosité, pourtant établie dès le mois de décembre. Les autorités ont ordonné aux laboratoires de cesser de tester et de détruire tous les échantillons existants, puis de ne rien publier sur le sujet[319]. Certains hôpitaux ont falsifié les diagnostics[320]. Les lanceurs d'alerte ont été punis. Certains d'entre eux, médecins et journalistes, ont tout simplement disparu. Et, alors que la dangerosité du virus était connue, le banquet du 18 janvier qui réunissait 40 000 familles à Wuhan n'a pas été annulé. Une enquête d'Associated Press a révélé que le gouvernement chinois a renâclé pendant six jours avant de publiquement déclarer l'épidémie de coronavirus. Pendant ces six jours clés, entre le 14 et le 20 janvier 2020, plus de 3 000 personnes auraient été infectées[321]. La dissimulation de la maladie à un moment critique de son développement a coûté cher en vies humaines : une étude parue dans *Nature* estime que, si la distanciation physique avait pu être appliquée une, deux ou trois semaines plus tôt en Chine, le nombre de cas aurait pu être réduit de respectivement 66 %, 86 % et 95 %[322]. Comme souvent, cette dissimulation était d'abord motivée par des raisons de politique intérieure (la stabilité, la confiance, l'image du Parti), et ensuite seulement par la préservation de l'image du pays sur la scène internationale.

S'il faut reconnaître que la Chine a été capable de mettre en application des mesures strictes de confinement, contrôle et suivi de la population pour contenir l'épidémie dans les mois qui ont suivi le début de l'épidémie, cela n'est pas suffisant pour défendre qu'il s'agit d'un « nouveau standard » pour tous, comme l'a fait le directeur général Tedros. **Pour plaire à Pékin, l'OMS a ignoré les messages d'alerte envoyés par les centres taïwanais de contrôle des maladies dès le 31 décembre 2019 et a tardé à déclarer une urgence de santé publique de portée internationale car la Chine y était opposée**[323]. Le 12 janvier, l'organisation maintenait qu'il n'y avait « pas de preuve claire » de transmission interhumaine du virus[324]. Le 14 janvier, elle émettait seulement l'hypothèse d'une « transmission limitée[325] ». Ce n'est que le 22 janvier, trois semaines après le début de l'épidémie, lorsque la Chine a enfin accepté de laisser les experts de l'OMS visiter Wuhan, que l'organisation a confirmé qu'il y avait des preuves de transmission

316. Niall McCarthy, « Which Countries Are The Biggest Financial Contributors To The World Health Organization? [Infographic] », *Forbes*, 8 avril 2020.
317. « WHO Director-General's statement on IHR Emergency Committee on Novel Coronavirus (2019-nCoV) », World Health Organization, 30 janvier 2020.
318. Jonathan Pekar *et al.*, « Timing the SARS-CoV-2 index case in Hubei province », *Science*, 18 mars 2021.
319. G. Yu *et al.*, « How early signs of the coronavirus were spotted, spread and throttled in China », *The Straits Times*, 28 février 2020.
320. J. Zaugg, « Comment la Chine a laissé échapper le coronavirus », *Le Temps*, 17 mars 2020.
321. « China didn't warn public of likely pandemic for 6 key days », *The Associated Press*, 15 avril 2020.
322. S. Lai *et al.,* « Effect of non-pharmaceutical interventions to contain COVID-19 in China », *Nature*, 585, 2020, p. 410-413.
323. P. Benkimoun, « Coronavirus : comment la Chine a fait pression sur l'OMS », *Le Monde*, 29 janvier 2020 ; F. Godement, « L'OMS, la pandémie et l'influence chinoise : un premier bilan », Institut Montaigne, 24 mars 2020.
324. « Novel Coronavirus – China », World Health Organization, mis à jour le 12 janvier 2020.
325. « WHO Timeline – COVID-19 », World Health Organization, mis à jour le 27 avril 2020.

interhumaine[326]. Ce n'est que le 11 mars, quand l'Italie dénombrait plus de 10 000 cas confirmés et que sa population était sous confinement, que l'OMS a fini par déclarer que la Covid-19 pouvait être qualifiée de pandémie. D'après la CIA et le BND, **la Chine aurait menacé l'OMS d'arrêter toute coopération avec l'enquête de l'agence sur la Covid-19 dans le cas où celle-ci déclarerait une pandémie**[327]. Par ailleurs, alors que l'une des premières mesures que Taïwan a prises fut de suspendre le trafic aérien afin de limiter la propagation du virus, l'OMS affirmait qu'il n'y avait « pas de raison de prendre des mesures qui entraveraient inutilement le commerce et les voyages internationaux », et recommandait de ne pas limiter le commerce ni les mouvements[328] ; ce qui, à nouveau, était une position allant dans le sens de la RPC qui reprochait alors aux États-Unis d'interdire les vols en provenance de Chine.

Contrôler et façonner le discours sur le trafic d'organes

Le PCC « supervise la plus vaste entreprise étatique de trafic d'organes dans le monde : il est à peu près certain qu'un grand nombre d'organes sont extraits de prisonniers d'opinion [qui sont] exécutés à la demande pour des clients payants[329] ». Si cela ne suscite à peu près aucune réaction internationale et si, ironiquement, la Chine a même contribué à créer la task force de l'OMS contre le trafic d'organes ou encore à placer un représentant à la tête de la Transplantation Society (TTS), c'est parce qu'elle réussit à contrôler et façonner le discours sur ce sujet, avec **trois objectifs** selon Matthew Robertson : « **protéger la sécurité politique et la légitimité du régime de l'accusation selon laquelle il exploite systématiquement les prisonniers d'opinion comme source d'organes ; garantir la disponibilité continue d'organes de transplantation pour les membres de l'élite du parti ; renforcer l'image de la Chine sur la scène mondiale** en tant que chef de file dans un domaine avancé de la médecine, tout en préservant le prestige et l'accès des chirurgiens chinois aux revues médicales occidentales, aux conférences et aux sociétés professionnelles[330] ». Et, de ce point de vue, force est de constater que le PCC a plutôt réussi : l'OMS comme la TTS contribuent à diffuser le discours selon lequel la Chine a cessé ces pratiques depuis 2015, date à partir de laquelle les prélèvements seraient volontaires (en dépit du fait qu'il a été prouvé que Pékin falsifie les données concernant cette transplantation volontaire)[331].

Pékin achète la coopération des cadres des organisations internationales concernées avec des idées d'une part, en les convainquant qu'ils contribuent à réformer la Chine de ce point de vue, ce qui est gratifiant, ou que personne ne gagnerait à faire un scandale de toute façon ; mais aussi avec des bénéfices plus concrets comme des voyages en Chine tous frais payés pour visiter les installations médicales, des financements, y compris indirects (le fait que la conférence annuelle de la TTS soit financée par des compagnies pharmaceutiques dépendantes du marché chinois), ou le fait de « cultiver » certaines personnes cibles, en les aidant à obtenir des postes par exemple[332].

326. « Mission summary: WHO Field Visit to Wuhan, China 20-21 January 2020 », World Health Organization, 22 janvier 2020.
327. Naveed Jamali, Tom O'Connor, « Exclusive: As China Hoarded Medical Supplies, the CIA Believes It Tried to Stop the WHO from Sounding the Alarm on the Pandemic », *Newsweek*, 5 décembre 2020.
328. « WHO Director-General's statement on IHR Emergency Committee on Novel Coronavirus (2019-nCoV) », *op. cit.*
329. Matthew P. Robertson, « Examining China's Organ Transplantation System: The Nexus of Security, Medicine, and Predation / Part 3: China's United Front Tactics in Managing the Narrative on Organ Trafficking », *China Brief* (Jamestown Foundation), 20:16, 16 septembre 2020, p. 13.
330. *Ibid.*, p. 13.
331. *Ibid.*, p. 14.
332. *Ibid.*, p. 15.

Lorsque la Chine affichait un déclin dans le nombre de cas confirmés, l'OMS a fait le choix de confirmer ces chiffres et de féliciter encore une fois le gouvernement chinois[333], alors que de nombreuses voix soulignaient que ces chiffres étaient sans doute en décalage avec la réalité. Le gouvernement chinois a en effet décidé de changer sa méthode de comptabilisation en ignorant délibérément les cas confirmés mais asymptomatiques[334]. La communauté américaine du renseignement est même d'avis que la Chine a volontairement déclaré des chiffres – autant pour le nombre de malades que pour les décès – inférieurs à la réalité pour **masquer l'étendue de l'épidémie en Chine**[335]. Fin décembre 2020, les chiffres fournis par le Chinese Center for Disease Control and Prevention (CDC) permettent de déduire que le nombre de personnes infectées à Wuhan pourrait avoir été dix fois supérieur à ce qui était initialement annoncé (près de 500 000 au lieu de 50 000)[336]. Le chiffre officiel des décès (seulement 4 635) est aussi étrangement bas pour un pays d'1,4 milliard d'habitants.

Cette pandémie aura eu au moins le mérite de dévoiler l'étendue de l'influence chinoise au sein de l'OMS[337]. La réaction de Bruce Aylward, épidémiologiste de nationalité canadienne et chef de la mission d'observation internationale du coronavirus en Chine, à une question de la journaliste hongkongaise Yvonne Tong à propos de Taïwan est révélatrice à cet égard. Lorsque celle-ci lui demande si l'OMS considérera l'intégration de Taïwan comme État membre, Aylward, visiblement pris au dépourvu, ne sait que répondre pendant près de dix secondes puis propose de passer à une autre question, coupe l'appel vidéo qui est rétabli quelques secondes plus tard, et enfin, alors que la journaliste insiste pour qu'il commente la gestion de l'épidémie par Taïwan, rétorque qu'ils ont « déjà parlé de la Chine[338] ». Cette **négation de l'existence même de Taïwan comme entité politique distincte** est en parfaite adéquation avec la politique de la Chine unique défendue par Pékin. Plutôt que d'engager le dialogue avec un gouvernement qui a prouvé ses capacités à gérer une crise sanitaire efficacement et qui a même été salué et érigé en modèle[339], le directeur général de l'OMS accuse le gouvernement de Taïwan d'avoir orchestré une campagne raciste à son encontre sur les réseaux sociaux[340] ; campagne qui s'est par la suite révélée être une autre **opération de manipulation de l'information** vraisemblablement menée par Pékin (→ p. 468).

333. « Report of the WHO-China Joint Mission on Coronavirus Disease 2019 (COVID-19) », World Health Organization, 16-24 février 2020 ; « Steep decline in Coronavirus cases in China: WHO expert », *The Economist Times*, 25 février 2020.

334. John Xie, « In China, Officials Exclude Asymptomatic COVID-19 Carriers From Data », VOA, 28 mars 2020 ; Vivian Wang, « How Many Coronavirus Cases in China? Officials Tweak the Answer », *The New York Times*, 12 février 2020 ; Ken Moritsugu, « New Coronavirus Cases Decline in China as Counting Method Revised Again », *The Diplomat*, 20 février 2020 ; Yuan Yang, Nian Liu, Tom Mitchell, « China fall in coronavirus cases undermined by questionable data », *Financial Times*, 25 février 2020.

335. Nick Wadhams, Jennifer Jacobs, « China Concealed Extent of Virus Outbreak, U.S. Intelligence Says », *Bloomberg*, 1er avril 2020.

336. 中国疾控中心 (Chinese Center for Disease Control), 科学认识人群新冠病毒抗体流行率——全国新冠肺炎血清流行病学调查结果问答, 微信 (*Weixin*), 28 décembre 2020, https://archive.vn/4F9lz ; Bang Xiao, Alan Weedon, « Coronavirus cases in Wuhan may be far higher than thought, according to China CDC study », *ABC News*, 31 décembre 2020.

337. Hinnerk Feldwisch-Drentrup, « How WHO Became China's Coronavirus Accomplice », *Foreign Policy*, 2 avril 2020 ; Renaud Toffier, « L'OMS est-elle vendue à la Chine? », *Le Figaro*, 18 avril 2020.

338. La vidéo est en ligne à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=UlCYFh8U2xM ; Helen Davidson, « Senior WHO adviser appears to dodge question on Taiwan's Covid-19 response », *The Guardian*, 30 mars 2020 ; June Cheng, « A politicized WHO », *World Magazine*, 11 avril 2020.

339. Nick Aspinwall, « Taiwan Is Exporting Its Coronavirus Successes to the World », *Foreign Policy*, 9 avril 2020 ; Andreas Kluth, « If We Must Build a Surveillance State, Let's Do It Properly », *Bloomberg*, 22 avril 2020 ; « Taiwan: a role model for pandemic management », *Healthcare in Europe*, 3 avril 2020.

340. « Taiwan reveals emails warning WHO of disease in December; Dr. Tedros replies accusing Taipei of a hate racist campaign », *MercoPress*, 17 avril 2020.

5. Un conseil des droits de l'homme de l'ONU paralysé

Le 1er avril 2020, le Chinois Jiang Duan (蒋端) est nommé au groupe consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDHNU) aux côtés de représentants du Tchad, de la Slovénie, du Mexique et de l'Espagne pour un an (2020-2021)[341]. La nouvelle entraîne un déferlement de critiques, cette décision est comparée à la nomination « d'un pyromane comme chef pompier de la ville[342] ». Siéger au groupe consultatif n'est pas anodin en effet : les cinq membres du groupe consultatif du CDH ont **le pouvoir de choisir les experts qui auront la charge d'enquêter**, entre autres, sur les violations de droits humains, dans le cadre des procédures spéciales, et dont l'impartialité devrait être irréprochable. La Chine sera en mesure d'**influencer la sélection d'au moins 17 experts au cours de l'année, dont potentiellement le rapporteur spécial sur la promotion et la protection de la liberté d'opinion et d'expression**, ou encore des membres du groupe de travail sur la détention arbitraire. Chaque membre du groupe consultatif préside le processus de sélection pour au moins cinq mandats et, en général, le CDH nomme les experts choisis par le groupe consultatif[343]. Cela signifie que la Chine parviendra sans doute à nommer au moins cinq candidats conformes à ses critères.

Il ne faut pas confondre le groupe consultatif avec le comité consultatif du CDH, qui est le « think tank » de celui-ci. Le comité consultatif est composé de 18 experts « indépendants » dont le rôle est principalement de produire des études en fonction des intérêts du CDH[344]. Ces experts sont nommés par leurs gouvernements respectifs avant d'être élus par le CDH. L'expert nommé par la RPC est un diplomate, Liu Xinsheng (刘昕生), dont le mandat actuel ne prend fin qu'en 2022[345].

La stratégie de la Chine au sein de cet organe est de **modifier l'interprétation générale du concept des droits humains pour en faire une notion subordonnée à la souveraineté nationale**. Les deux résolutions que la Chine a fait adopter au CDH sur « la contribution du développement à la jouissance de tous les droits humains » en 2017, puis sur « la promotion d'une coopération mutuellement bénéfique dans le domaine des droits de l'homme » en 2018, défendent en réalité une vision régressive des droits[346]. Cette vision promue par la Chine est reçue positivement par d'autres régimes autoritaires qui soutiennent, sans surprise, une vision qui insiste sur le respect de la non-ingérence[347]. Pour construire un soutien à ses principes des droits humains, la Chine a déjà organisé deux éditions du Forum des droits humains Sud-Sud, au sein duquel elle défend des droits adaptés aux contextes régionaux, politiques, économiques, sociaux, culturels, historiques et religieux des différents pays ; autrement dit, **une vision qui renie l'universalité des droits humains**[348].

Avec l'adoption de la première résolution en 2017, le CDH – à la demande de la Chine – a sollicité le comité consultatif pour qu'il étudie dans quelle mesure le développement

341. « Groupe consultatif : Nomination, sélection et désignation des titulaires de mandat », Conseil des droits de l'homme des Nations unies.
342. « China joins U.N. human rights panel, will help pick experts on free speech, health, arbitrary detention », *UN Watch*, 3 avril 2020.
343. « La Chine rejoint un groupe des droits de l'homme de l'ONU, suscitant des protestations », *UN Watch*, 4 avril 2020.
344. « Background information on the Advisory Committee », Human Rights Council United Nations.
345. Andréa Worden, « The Human Rights Council Advisory Committee: A new tool in China's anti-human rights strategy », *Sinopsis*, 6 août 2019.
346. Frédéric Burnand, « À l'ONU, le travail de sape de la Chine contre les droits de l'homme », *Justice Info*, 26 mars 2018.
347. Worden, « The Human Rights Council Advisory Committee », *op. cit.*
348. Voir Melanie Hart, Testimony before the U.S.-China Economic and Security Review Commission, Hearing on « A 'China Model?' Beijing's Promotion on Alternative Global Norms and Standards », 13 mars 2020.

contribue à la jouissance de tous les droits humains par tous[349]. Il ne s'agit pas tant d'une recherche académique que d'une manœuvre pour imprimer davantage le discours chinois et imposer l'agenda du Parti dans le travail du CDH. L'étude engagée à la demande de la Chine, présidée par Liu Xinsheng et dont le rapporteur était l'expert russe du comité, a conclu que les droits humains ne peuvent être garantis pour tous que dans le cas où l'État jouit d'une situation de paix et de stabilité, que le développement et la stabilité d'un État sont intimement liés aux droits humains[350]. Comme le souligne Andréa Worden, c'est le type de discours qui peut être aisément instrumentalisé pour justifier des mesures violentes de répression, au nom de la stabilité[351]. D'après la vision promue par la RPC, **l'État – plutôt que l'individu – devient donc le principal sujet du développement et des droits humains**.

La RPC profite également de sa position au CDH pour **bloquer toute critique émise à l'encontre de sa politique**, que ce soit au sujet du Xinjiang, du Tibet ou de Hong Kong, que la critique vienne d'individus ou d'ONG. En 2019, les diplomates chinois interrompent le discours de l'activiste et chanteuse hongkongaise Denise Ho au CDH[352]. En juin de la même année, la Chine invite un officiel de l'ONU chargé du contreterrorisme, Vladimir Ivanovich Voronkov, à visiter le Xinjiang, réalisant une opération de relations publiques, suggérant que les Ouïghours sont des terroristes, et légitimant ainsi la politique de répression de Pékin dans la région[353]. Michelle Bachelet, Haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, n'a pourtant toujours pas pu s'y rendre, malgré sa volonté d'attirer l'attention sur les conditions de détention dans les camps chinois[354].

Il faut rappeler que la RPC n'est évidemment pas le seul pays à saper les travaux du CDH. D'autres régimes autoritaires comme l'Arabie Saoudite ou la Russie ont occupé ou occupent également des positions clés au sein du CDH[355]. La RPC recherche d'ailleurs régulièrement le soutien de ces régimes. La différence entre la Chine et ces derniers réside dans le fait que la Chine est plus active, et **sa capacité à influencer ou paralyser le CDH et faire évoluer l'interprétation dominante des normes internationales est réelle**.

L'influence chinoise au CDH passe essentiellement par le Sud, Pékin disposant d'importants leviers sur les pays dits en développement : c'est ainsi que, le 30 juin 2020, une déclaration soutenant la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong a été votée par 53 États (non seulement les grands autoritaires comme l'Iran, l'Arabie saoudite et la Corée du Nord mais aussi tous les membres africains du conseil) contre 27 (principalement des pays européens, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon). Une polarisation qui apparaît clairement sur la carte.

349. « Le Conseil des droits de l'homme adopte dix résolutions dont l'une demandant une étude sur le rôle de l'assistance technique », Conseil des droits de l'homme des Nations unies, 23 mars 2018.

350. « Rapport final sur la contribution du développement à la jouissance des droits de l'homme », Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, A/HRC/AC/22/CRP.4, 18-22 février 2019.

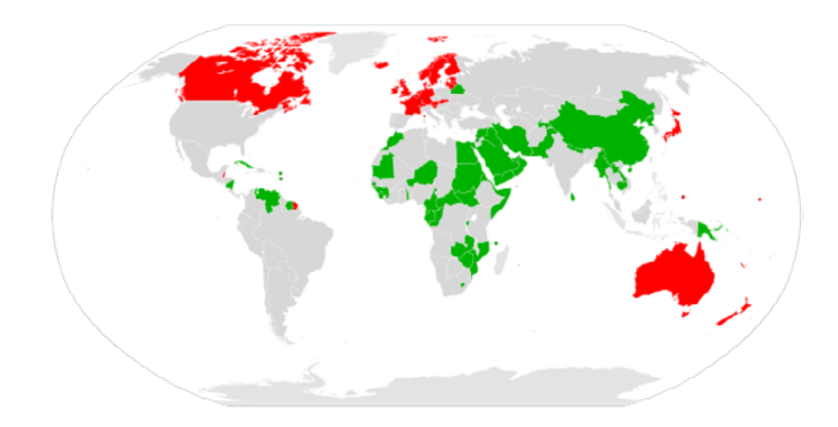
351. Worden, « The Human Rights Council Advisory Committee », *op. cit.*

352. Joshua Berlinger, « China interrupts Hong Kong pop star during UN speech », CNN, 9 juillet 2019.

353. « UN anti-terror official makes controversial trip to Xinjiang », Associated Press, 16 juin 2019.

354. Colum Lynch, Robbie Gramer, « Xinjiang Visit by U.N. Counterterrorism Official Provokes Outcry », *Foreign Policy*, 13 juin 2019.

355. En 2015, la présence de l'Arabie saoudite au groupe consultatif avait fait l'objet de critiques également.



En vert, les 53 États ayant voté pour la déclaration soutenant la loi chinoise et en rouge les 27 États ayant voté contre, le 30 juin 2020 au CDH (© image Acalycine - Own work, CC BY-SA 4.0, https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=92271312).

6. Un comité des ONG détourné de sa mission

Le comité des ONG est un comité permanent de l'ECOSOC composé de 19 membres pour un mandat de quatre ans, mais il n'y a pas de règles limitant le nombre de mandats d'un État membre. La Chine y siège actuellement pour le mandat 2019-2022. Ce comité a le pouvoir d'approuver – ou de refuser – les candidatures des ONG pour l'obtention du statut consultatif qui leur permet d'opérer au sein des Nations unies[356]. Le statut consultatif spécial octroie aux bénéficiaires le pouvoir de soumettre des communications écrites mais aussi des pétitions à l'ECOSOC, et le statut consultatif général permet en plus de proposer à l'ECOSOC l'inscription de points à l'ordre du jour[357]. Une ONG qui bénéficie du statut consultatif a la possibilité d'assister à des événements, voire d'en organiser, de développer son réseau et de mener des activités de lobbying[358]. Une ONG qui se voit refuser ce statut a donc beaucoup de difficultés pour agir au sein des Nations unies.

La RPC exerce des pressions au sein de ce comité pour **bloquer ou retarder l'attribution du statut consultatif à certaines ONG**, notamment celles qui luttent pour les droits humains, mais aussi toutes celles qui ne se conformeraient pas à la position et la terminologie qui satisfont Pékin quant au Tibet, « région autonome de la RPC », et Taïwan, « province de Chine »[359]. **En formulant et répétant des questions souvent politiquement motivées voire inappropriées, qui reportent la candidature de certaines ONG à la session suivante** – ce qui signifie deux à sept mois plus tard – la RPC parvient à suspendre des dossiers de candidatures. Par exemple, en janvier 2013, alors que l'ONG Children's Rights Network (CRIN), qui avait candidaté dès 2010 en était à son cinquième tour de questions, la RPC formule les trois demandes suivantes plutôt que de s'intéresser à la contribution du CRIN aux droits des enfants : « 1. Veuillez apporter les corrections nécessaires au site Web et aux publications de l'organisation afin de s'aligner sur la terminologie des Nations Unies en ce qui concerne la région autonome du Tibet en Chine. 2. Veuillez vous engager par écrit à respecter la terminologie des Nations unies lorsque vous faites référence à certaines régions de Chine. 3. Veuillez indiquer la position de l'organisation sur la question du Tibet[360]. »

356. https://www.un.org/esa/coordination/ngo/committee.htm.
357. « Travailler avec l'ECOSOC : Un guide pour les ONG en vue de l'obtention du statut consultatif », Nations unies, 2018.
358. « China NGO Network for International Exchanges (CNIE) », MDG World Centre of Excellence.
359. Joe Sandler Clarke, « United Nations failing to represent vulnerable people, warn NGOs », *The Guardian*, 11 août 2015.
360. « The Costs of International Advocacy: China's Interference in the United Nations Human Rights Mechanisms », Human Rights Watch, 2017.

En 2015, la délégation chinoise au comité des ONG a tenté de rendre les délibérations du comité encore plus opaques en proposant de ne pas noter le nom de l'État membre qui s'opposerait ou qui questionnerait la candidature d'une ONG pour l'obtention du statut consultatif. La proposition a été retirée, mais reflète néanmoins le désir de la RPC de masquer ses actions[361].

En revanche, les ONG chinoises qui sont plus ou moins ouvertement liées au gouvernement chinois et dont les objectifs sont plus ou moins explicitement alignés sur ceux du Parti, **ne rencontrent pas autant de difficultés à obtenir le statut consultatif** auprès de l'ECOSOC. La China Foundation for Peace and Developement et la China Women's Development Foundation l'ont obtenu dès leur première tentative, respectivement en 2014 et en 2016, alors qu'elles sont toutes deux affiliées au Front uni (→ p. 64)[362].

Près d'une trentaine d'ONG chinoises bénéficient du statut consultatif aujourd'hui, dont la United Nations Association of China (中国联合国协会)[363], la Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries (CPAFFC, 中国人民对外友好协会)[364] et le China NGO Network for International Exchanges (CNIE, 中国民间组织国际交流促进会)[365], qui ont respectivement obtenu le statut général en 2000, 2001 et 2008. La CNIE, qui est une coalition d'une trentaine d'ONG fondée en 2005, est la coordinatrice de la région Asie-Pacifique du réseau informel UN-NGO-IRENE[366] ; elle a pris ouvertement position en faveur d'un contrôle plus strict du gouvernement chinois sur les ONG et considère qu'il y a encore un petit nombre d'ONG engagées dans des activités qui violent la législation chinoise, menace la réunification, la sécurité et la solidarité ethnique de Chine[367]. La CPAFFC est quant à elle une organisation liée au Front uni[368]. Parmi les autres ONG chinoises bénéficiant du statut consultatif, on trouve la China Association for NGO Cooperation (CANGO) 中国国际民间组织合作促进会, ou encore l'Académie de la cuture de Chine. Fondée en 1992, la CANGO a obtenu ce statut en 2007 et comptait en 2018 plus de 160 membres[369]. Quant à l'Académie de la culture de Chine, il s'agit de l'organisation affiliée au conglomérat CEFC Huaxin, dont les liens avec l'APL ont été précédemment présentés (→ p. 114).

En raison de leurs liens avec le Parti-État, les ONG chinoises sont souvent présentées comme étant des « GONGOs », acronyme anglais pour l'oxymore « governement-organized non-governmental organizations[370] ». Plutôt que de représenter la société civile, les GONGOs chinoises comme la China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture (CAPDTC, 中国西藏文化保护与发展协会)[371] **défendent en réalité la politique du Parti sous couvert du sentiment de légitimité offert par le statut consultatif auprès de l'ECOSOC** qui leur est octroyé. Il suffit d'identifier les membres de la direction de la CAPDTC pour mesurer les liens qu'elle entretient avec le Parti : le président d'honneur, Raidi (热地), et le président, Pagbalha Geleg Namgyai (帕巴拉·格列朗杰), occupent tous les deux des positions

361. AFP, « UN rejects China's move to black out NGO criticism », *South China Morning Post*, 1er février 2015 ; « The Costs of International Advocacy », *op. cit.*
362. « The Costs of International Advocacy », *op. cit.*
363. http://www.unachina.org/en/.
364. https://www.cpaffc.org.cn/index/xiehui/xiehui_list/cate/11/lang/2.html.
365. « China NGO Network for International Exchanges (CNIE) », *op. cit.*
366. *Ibid.*
367. « Submission to the United Nations Human Rights Office of the High Commissioner for the Third Cycle of Universal Periodic Review of China », CNIE, mars 2018.
368. John Doston, « China Explores Economic Outreach to U.S. States Via United Front Entities », Jamestown Foundation, 26 juin 2019.
369. « 2018 Annual report », China Association for NGO Cooperation.
370. Moises Naim, « What is a GONGO ? », *Foreign Policy*, 13 octobre 2009 ; Reza Hasmath, Timothy Hildebrandt, Jennifer Y. J. Hsu, « Conceptualizing government-organized non-governmental organizations », *Journal of Civil Society*, 15:3, 2019.
371. http://www.tibetculture.org.cn.

importantes au sein du Parti ; Raidi est membre du Comité central et Pagbalha Geleg Namgyai est vice-président de la CCPPC, organe qui supervise le Front uni (→ p. 37)[372].

La CAPDTC se présente comme une organisation non gouvernementale promouvant la préservation et le développement de la culture tibétaine alors que, dans les faits, elle sert de **plateforme pour mettre en œuvre des campagnes de propagande et d'intimidation** à l'encontre de tous les individus et organisations qui formulent des critiques envers la politique chinoise au Tibet et mine le travail des ONG réellement intéressées dans la défense des droits des Tibétains et de la préservation de la culture tibétaine[373].

7. Influence dans les organisations régionales : « l'amitié » sino-européenne

L'influence du PCC dans les organisations internationales s'étend également aux organisations régionales comme **l'Union européenne**[374]. **Faute de pouvoir y siéger, la Chine tente de l'infiltrer via des plateformes informelles.** Une étude du chercheur Jichang Lulu a révélé que le groupe d'amitié UE-Chine (GAUEC, 欧洲议会欧中友好小组), l'Association pour l'amitié sino-européenne (AASE, 欧洲议会欧中友好协会), le EU-China Joint Innovation Centre (EUCJIC, 欧盟中国联合创新中心) ou encore la Europe-China Culture and Economy Commission (EUCNC, 欧盟中国经济文化委员会) sont toutes des organisations sino-européennes informelles permettant à la RPC de subrepticement **convertir les élites européennes en instruments de relais de la propagande du Parti**[375].

Ces organisations informelles d'amitié sino-européenne – que Jichang Lulu nomme *friendship cluster* – cherchent à **séduire les élites européennes dans le but de cultiver une « neutralité docile », possible en raison de l'« asymétrie de connaissances » et de l'« instrumentalisation de la médiocrité »** (*weaponizing mediocrity*)[376]. Elles entretiennent pourtant des liens explicites avec des organes du Parti tels que l'Association du Peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (APCAE, 中国人民对外友好协会) et le Conseil chinois pour la promotion du commerce international (CCPIT, 中国国际贸易促进委员会), voire directement avec le département des Liaisons du PCC et le département du Travail de Front uni (DTFU)[377].

Les élites courtisées deviennent **des vecteurs potentiels des intérêts chinois au sein du Parlement européen**. Le parlementaire britannique et président du GAUEC, Nirj Deva, est ainsi un soutien des positions chinoises. En 2019, il disait penser que la Chine n'avait pas commis « une seule erreur » pendant les quinze dernières années, cautionnant ainsi la politique de Pékin alors qu'environ un million de Ouïghours étaient internés en masse dans le Xinjiang[378]. Il a également pris position en faveur de Huawei et aurait incité ses collègues parlementaires à faire de même[379]. En 2009, il s'était fait remarquer lors de la visite de Rebiya Kadeer, présidente du Congrès mondial ouïghour. S'adressant à la Commission des droits de l'homme du Parlement européen, celle-ci a notamment dénoncé la mauvaise gestion du gouvernement

---

372. « Conseil d'administration de la CAPDTC » (中国西藏文化保护与发展协会理事会领导机构), CAPDTC, 22 avril 2019.

373. Bhuchung K. Tsering, « This is how China preserves and develops Tibetan culture », Central Tibetan Administration, 26 mars 2014 ; « China fails to shut down scrutiny of its violations as UN Council adopts China rights report », International Campaign for Tibet, 20 mars 2014 ; « Forum on Tibetan Cultural Preservation Upholds Party Development Policy », Congressional-executive Commission on China, 3 novembre 2006.

374. « La Chine à l'assaut de Bruxelles : un réseau d'organisations influentes (1/4) », *Asie Pacifique News*, 11 décembre 2018.

375. Jichang Lulu, « Repurposing democracy: The European Parliament China Friendship Cluster », *Sinopsis*, 26 novembre 2019.

376. *Ibid.*

377. *Ibid.*

378. *Ibid.*

379. Leigh Baldwin, Peter Geoghegan, « Senior Tory revealed as Huawei cheerleader in Brussels », *Open Democracy*, 2 mai 2019.

chinois lors des émeutes sanglantes de juillet à Urumqi[380]. Nirj Deva a répliqué : « Si la langue ouïghoure est effectivement interdite, comment se fait-il que Rebiya Kadeer la parle couramment aujourd'hui ? » ; « Si les droits de Rebiya Kadeer sont effectivement bafoués, comment se fait-il qu'elle ait pu devenir un membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois ? » ; « Si Rebiya Kadeer est effectivement victime de discrimination, comment se fait-il qu'elle puisse devenir l'une des plus riches femmes en Chine »[381]. Ces **attaques *ad hominem*** cherchent à délégitimer la personne plutôt que de répondre au fond des problèmes soulevés.

Ces questions auraient en réalité été soufflées à Nirj Deva par son assistant et secrétaire général du GAUEC, Gai Lin (盖琳), d'origine chinoise[382]. C'est d'ailleurs lui qui aurait suggéré l'idée à Nirj Deva de créer le GAUEC, en faisant remarquer qu'il existait un groupe d'amitié UE-Taïwan[383] mais aucun pour la RPC, et qu'il était convaincu que la méfiance voire le sentiment anti-chinois des Européens n'étaient dus qu'aux nombreux préjugés qu'ils nourrissent envers la Chine[384]. Gai Lin est **le premier fonctionnaire de l'UE de nationalité chinoise**. Né en 1981 à Shenyang dans le Liaoning, il a fait ses études supérieures en Belgique. C'est dans un bar qu'il aurait rencontré pour la première fois Nirj Deva, lequel l'a ensuite recruté comme assistant. Deva aurait fait une demande spéciale auprès du président du Parlement européen pour être autorisé à recruter Gai Lin[385].

En 2006, Gai Lin et Nirj Deva fondent le GAUEC dans le but de promouvoir une meilleure compréhension de la Chine. **Une quarantaine de parlementaires originaires d'une vingtaine de pays et de sept groupes politiques différents, dont la liste n'est pas publique, feraient partie de ce groupe d'amitié**. Une dizaine d'entre eux occuperaient des positions clés telles que présidents de groupes politiques, de comités parlementaires et de délégations au sein de l'UE[386]. Le GAUEC organise régulièrement des voyages en Chine pour ses membres, dont des voyages au Tibet alors que le groupe de travail officiel du Parlement européen sur la Chine n'y a toujours pas accès[387].

Gai Lin est secrétaire général du GAUEC mais aussi de la EU-China Friendship Association. Tandis que le groupe promeut les relations sino-européennes du point de vue politique, l'association est dédiée à tous les aspects non politiques tels que la culture, la recherche, le tourisme, le commerce, etc.[388]. Gai Lin est également enseignant associé à l'École d'affaires internationales de l'université d'Économie et de Commerce international et président fondateur d'une association des Chinois du Nord-Est (Dongbei) en Europe (欧洲东北同乡会暨商会)[389]. Cette association, dont on peut soupçonner qu'elle entretient des liens avec le Front uni, a par ailleurs mis en œuvre une campagne de « présentation de l'expérience chinoise dans la lutte contre la Covid-19 » auprès des services de santé du Parlement européen[390].

380. Qu Bing, « European Parliament's New Powers and the Implications for China », *GR:EEN Working Paper*, 11, 2011.

381. « Des eurodéputés réfutent les discours séparatistes de Rebiya Kadeer », *China.org*, 3 septembre 2009, http://archive.vn/tzMuR.

382. Gai Lin, *My Experience in the European Parliament*, Northeastern University Press, 2009, p. 63, cité dans Juchang Lulu, « Repurposing democracy », *op. cit.,* 2019.

383. « Une délégation du groupe d'amitié Parlement européen – Taiwan reçue à Taipei », *Taiwan Info*, 19 février 2019.

384. Jichang Lulu, « Repurposing democracy », *op. cit.*

385. « 盖琳：欧洲议会的中国80后 » (Gai Lin : Le trentenaire chinois du Parlement européen), *Blog sina*, 12 août 2010, http://archive.vn/fgmqd.

386. « About Group », EU-China Friendship Association.

387. Jichang Lulu, « Repurposing democracy », *op. cit.*

388. « Gai Lin », School of international relations, http://archive.vn/TzH3O ; « About Association », EU-China friendship Association, http://archive.vn/LepYg.

389. « 旅欧华人华侨积极为全球«战»疫做贡献 » (Les Chinois en Europe contribuent activement à la « guerre » contre la pandémie), Western Returned Scholars Association – Overseas educated Scholars Association of China, 13 mars 2020, http://archive.vn/0nWSl.

390. « 欧洲东北同乡会暨商会向欧盟介绍中国抗疫经验 » (L'association des Chinois du Dongbei en Europe présente à l'UE l'expérience chinoise en matière de lutte contre les épidémies), 京报网 (*Jingbaowang*), 14 mars 2020, http://archive.vn/aYOf0.

En 2009, Gai Lin publie un ouvrage qui retrace son expérience au sein du Parlement européen[391]. Son ambition personnelle était de montrer le « vrai visage » de la Chine, en particulier en ce qui concerne la situation au Tibet, aux députés européens[392]. Il se félicite des « succès » de son entreprise : le GAUEC a exprimé son soutien à la tenue des Jeux olympiques en Chine en 2008, mais également à la population chinoise après le tremblement de terre à Wenchuan, dans le Sichuan, en collectant des tentes, et il a plusieurs fois été reçu par les plus hautes autorités de la RPC, dont le président Hu Jintao. Lorsque le Parlement européen a reçu le dalaï-lama en 2012, Gai Lin a exprimé sa ferme critique de ce choix politique en signant une tribune dans *European Voice,* en tant que secrétaire général du GAUEC, dans laquelle il enjoignait à l'Europe d'« aider ses chômeurs plutôt que de s'intéresser au Tibet[393] ».

B. La diplomatie du « loup guerrier », ou comment dignifier le *trolling*

La **« diplomatie du loup guerrier »** (战狼外交, parfois traduit en « loup combattant »), dont le nom fait référence au blockbuster chinois *Wolf Warrior* (2015, 2017 → p. 342), est la version diplomatique de « l'esprit de combat » que Xi Jinping exige non seulement de l'APL mais de l'ensemble des services de l'État et du Parti pour défendre les intérêts et l'image de la Chine à l'étranger. L'expression a été forgée essentiellement pour caractériser **les postures du porte-parolat du ministère des Affaires étrangères et d'une dizaine de diplomates** qui, en 2020, ont répondu de façon particulièrement virulente aux critiques adressées à la Chine durant la pandémie de Covid-19 (qui portaient notamment sur la dénomination et l'origine du virus, la responsabilité de Pékin dans sa propagation et la gestion de l'épidémie en Chine). Leur agressivité a d'autant plus frappé qu'elle rompait avec la discrétion qui caractérisait les diplomates chinois auparavant.

Les attaques menées par ces diplomates ont adopté des formes relativement classiques (communiqués officiels sur les sites internet des ambassades, protestations officielles via les canaux diplomatiques) mais également nouvelles, reposant notamment sur **une utilisation des réseaux sociaux et un recours décomplexé à l'invective, l'admonestation voire l'intimidation**. En témoignent par exemple le consul général de Chine à Calcutta répondant à un utilisateur de Twitter qu'il sera « éradiqué comme le virus », ou encore Zhao Lijian, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui poste un photomontage figurant un soldat australien égorgeant un enfant afghan (images ci-dessous), ce qui a suscité de nombreuses réactions indignées dans le monde. Cette dernière image, intitulée *Peace Force* («和平之师») est l'œuvre de l'artiste politique Fu Yu (付昱), dit **Wuheqilin** (乌合麒麟), que les médias chinois présentent volontiers comme **un « artiste loup guerrier »**[394].

391. Gai Lin, 我在欧洲议会 *(Moi au Parlement européen)*, Éditions de l'université du Nord-Est, 2009.

392. « 首位中国籍欧盟公务员:将真实西藏传达给欧洲议员 » (Premier fonctionnaire chinois de l'UE : communiquer aux parlementaires européens la vérité au sujet du Tibet), *China news*, 25 juin 2014, http://archive.vn/1gmCj.

393. Gai Lin, « EU must prioritise China summit », European Voice, *Politico*, 8 octobre 2012.

394. Li Lei, « 'Wolf warrior artist' strives to use new art to spread truth and inspire patriotism », *Global Times*, 18 juin 2020, https://archive.vn/WhBcy.





La violence de certains propos a parfois conduit les modérateurs des plateformes à prendre des mesures. Twitter a ainsi verrouillé le compte officiel de l'ambassade de Chine aux États-Unis en janvier 2021 après un tweet décrivant les femmes ouïghoures comme des « machines à faire des bébés » (*baby-making machines*).

Le problème de cette appellation de « loup guerrier », qui a été reprise en 2020 par tous les médias et de nombreux chercheurs, est qu'elle contribue à rendre séduisante une pratique qui ne devrait pas l'être. Comme le recommande Elise Thomas, « nous devrions arrêter d'utiliser des termes comme "loup guerrier" qui rendent les choses plus cool qu'elles ne sont, pour désigner ce qui n'est essentiellement que du *trolling* diplomatique[395] ».

Son analyse est exacte pour ce qui relève du segment informationnel, que l'on observe notamment sur Twitter (de ce point de vue, la diplomatie des « loups guerriers » est une « Twiplomacy » → p. 227) – mais aussi dans des conférences de presse (au cours de l'une d'entre elles en juillet 2020, Zhao Lijian a proféré à l'égard du chercheur allemand Adrian Zenz (→ p. 51) ce qui pourrait être interprété comme une menace de mort : « ce qui est injuste est voué à la destruction »)[396]. Mais **la diplomatie dite « du loup guerrier » est aussi hors ligne, dans le monde physique**. Pour faire pression, faire taire les critiques ou imposer des prises de positions favorables au PCC, les diplomates chinois usent de nombreux moyens, dont le présent rapport fournit des exemples, lettres, appels téléphoniques, surveillance, intimidations, voire **agressions physiques** : le 8 octobre 2020, en marge d'une réception de la fête nationale taïwanaise à Fidji, deux diplomates chinois ont agressé un membre du Bureau commercial taïwanais à Suva, qui a dû être hospitalisé, ce qui a fait dire au Premier ministre taïwanais que **la diplomatie des « loups guerriers » est en réalité une diplomatie « de voyous[397] ».**

395. https://twitter.com/elisethoma5/status/1333702774454841346.

396. « Chinese FM 'not surprised' if rumormongers will be sued », *Global Times*, 9 juillet 2020 (https://archive.vn/qIWls).

397. Keoni Everington, « Taiwan premier condemns China's 'wolf warriors' in Fiji for being 'hooligans' », *Taiwan News*, 20 octobre 2020.

Quand l'ambassade de Chine fait pression sur les journalistes indiens

October 7th, 2020
Letter from Chinese Embassy

Dear media friends,
Regarding the so-called forthcoming "National Day of Taiwan", the Chinese Embassy in India would like to remind our media friends that there is only one China in the world, and the Government of the People's Republic of China is the sole legitimate government representing the whole of China. Taiwan is an inalienable part of China's territory. These facts are recognized by UN resolution and constitute the universal consensus of the international community. All countries that have diplomatic relations with China should firmly honor their commitment to the One-China policy, which is also the long-standing official position of the Indian government.
We hope Indian media can stick to Indian government's position on Taiwan question and do not violate the One-China principle. In particular, Taiwan shall not be referred to as a "country(nation)" or "Republic of China" or the leader of China's Taiwan region as "President", so as not to send the wrong signals to the general public.
The Chinese Embassy in India appreciates the good faith and efforts by friends from the media. We are willing to maintain communication with media friends on China-related reports.

Press Section
Embassy of China in India

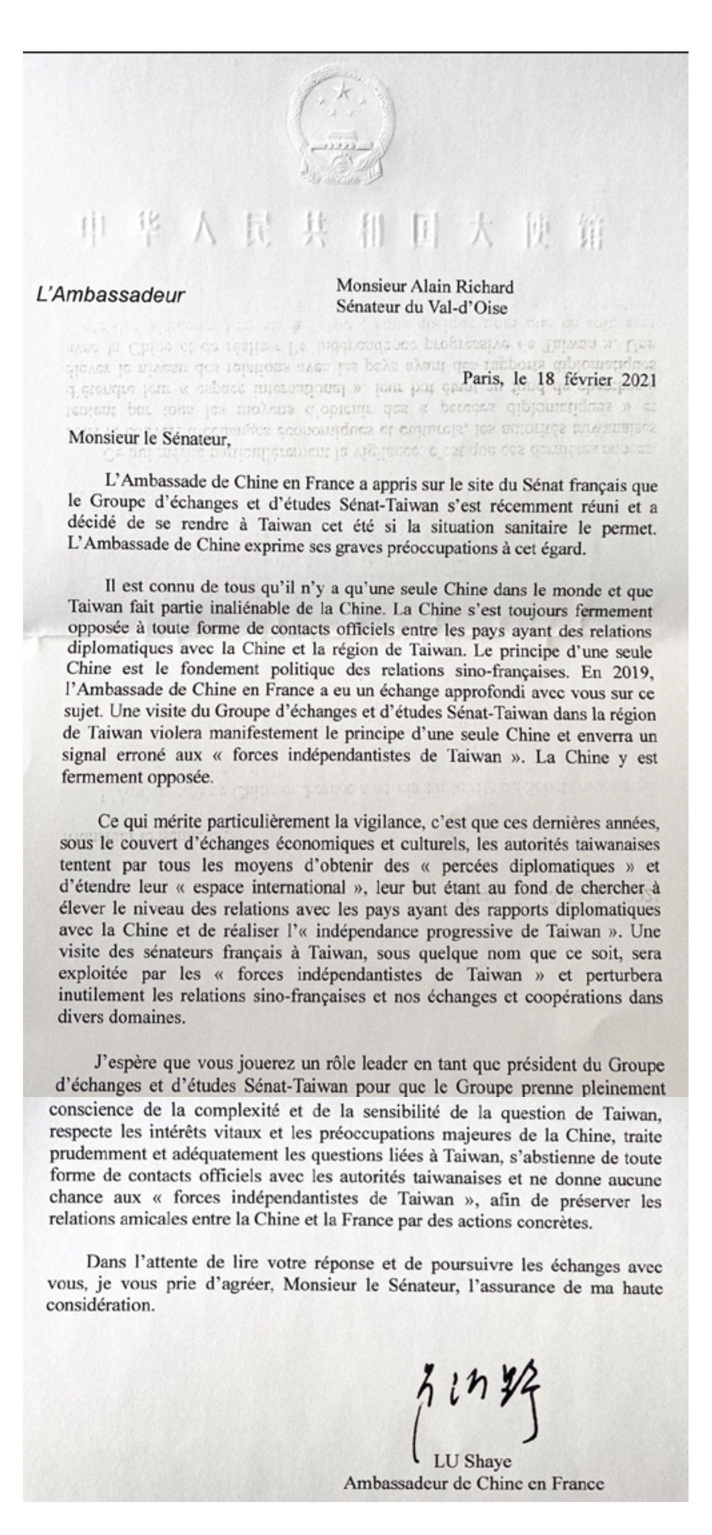
Source : https://twitter.com/AdityaRajKaul/status/1313814773830578176/photo/1.

Le 7 octobre 2020, environ 250 journalistes indiens ont reçu **une lettre de l'ambassade de Chine** au sujet de leur couverture potentielle de la « soi-disant » fête nationale taïwanaise qui devait avoir lieu trois jours plus tard (10 octobre), leur rappelant qu'il n'y a « qu'une seule Chine », que Taïwan est « une partie inaliénable du territoire chinois », ce qui était d'ailleurs « la position officielle du gouvernement indien ». L'ambassade attendait donc des médias qu'ils respectent cette position, « ne violent pas le principe d'une seule Chine », en particulier qu'ils ne désignent pas Taïwan par les mots « pays », « nation » ou « République de Chine » et qu'ils ne désignent pas le leader de ce qui n'est donc qu'une « région » comme un « président » (en l'occurrence une présidente, Tsai Ing-wen, qui n'est pas nommée dans la lettre). Comme à l'accoutumée, le courrier s'achève par **une menace à peine voilée** : en cas de non-respect de ces consignes, la communication avec les médias concernés serait rompue. Comme souvent également, cette initiative de l'ambassade s'est avérée **contre-productive** puisque l'un des journalistes destinataires a posté la lettre sur Twitter, où il était suivi par plus de 280 000 abonnés, et où elle a donc largement circulé, suscitant de nombreuses réactions, y compris du ministre taïwanais des Affaires étrangères[398]. Son homologue indien a réagi dès le lendemain, expliquant que « la presse est libre en Inde, et elle couvre les sujets qu'elle juge appropriés[399] ».

Comme les journalistes, les politiques sont des cibles courantes, notamment lorsqu'ils rencontrent des opposants : en Allemagne, la rencontre entre Joshua Wong et Heiko Maas a ainsi provoqué une réponse très dure de l'ambassade[400]. **Les parlementaires sont particulièrement visés** par les diplomates « loups guerriers », qui n'hésitent pas à les appeler ou leur envoyer des courriers insistants et menaçants, **en particulier lorsqu'ils ont le projet de visiter Taïwan** comme on l'a vu, entre autres, dans les cas tchèque (dans lequel le président du Parlement a fait l'objet d'une campagne de désinformation ciblée → p. 264) et français, comme en témoigne la lettre ci-dessous, envoyée par l'ambassadeur Lu Shaye au sénateur Alain Richard – un épisode qui a d'ailleurs déclenché la séquence ayant conduit l'ambassadeur à insulter le chercheur Antoine Bondaz et, *in fine*, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères à convoquer l'ambassadeur (→ p. 235). Seulement deux jours après les sévères remontrances du Quai d'Orsay, Lu Shaye récidive avec une seconde lettre à Alain Richard, de deux pages, datée du 25 mars, qui cette fois menace clairement de mesures de rétorsion si le voyage sur l'île, qu'il décrit comme une « rupture », est maintenu[401]. Ignorant l'avertissement qu'il venait de recevoir, l'ambassadeur chinois semble donc préférer la provocation et l'escalade. Ce projet de visite n'était pourtant pas inédit : Alain Richard avait déjà conduit une délégation sénatoriale à Taïwan en 2015 et 2018, comme ses homologues à l'Assemblée nationale. Les cinq voyages parlementaires français effectués à Taïwan depuis 2015 n'avaient pas nui aux relations entre

398. https://twitter.com/MOFA_Taiwan/status/1313838337875079169.
399. Kallol Bhattacherjee, « Indian media is free, says in MEA response to Chinese Embassy's note to press on Taiwan », *The Hindu*, 8 octobre 2020.
400. Entretien de l'un des contributeurs à Berlin, en mars 2020.
401. Régis Soubrouillard, « L'ambassadeur de Chine Lu Shaye récidive au Sénat », *La Lettre A*, 13 avril 2021.

Paris et Pékin. La réaction chinoise vis-à-vis de ce projet de voyage qui n'est pas différent des précédents et donc symptomatique de l'agressivité croissante du Parti-État, en particulier sur la question taïwanaise.



中华人民共和国大使馆

L'Ambassadeur

Monsieur Alain Richard
Sénateur du Val-d'Oise

Paris, le 18 février 2021

Monsieur le Sénateur,

L'Ambassade de Chine en France a appris sur le site du Sénat français que le Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taiwan s'est récemment réuni et a décidé de se rendre à Taiwan cet été si la situation sanitaire le permet. L'Ambassade de Chine exprime ses graves préoccupations à cet égard.

Il est connu de tous qu'il n'y a qu'une seule Chine dans le monde et que Taiwan fait partie inaliénable de la Chine. La Chine s'est toujours fermement opposée à toute forme de contacts officiels entre les pays ayant des relations diplomatiques avec la Chine et la région de Taiwan. Le principe d'une seule Chine est le fondement politique des relations sino-françaises. En 2019, l'Ambassade de Chine en France a eu un échange approfondi avec vous sur ce sujet. Une visite du Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taiwan dans la région de Taiwan violera manifestement le principe d'une seule Chine et enverra un signal erroné aux « forces indépendantistes de Taiwan ». La Chine y est fermement opposée.

Ce qui mérite particulièrement la vigilance, c'est que ces dernières années, sous le couvert d'échanges économiques et culturels, les autorités taiwanaises tentent par tous les moyens d'obtenir des « percées diplomatiques » et d'étendre leur « espace international », leur but étant au fond de chercher à élever le niveau des relations avec les pays ayant des rapports diplomatiques avec la Chine et de réaliser l'« indépendance progressive de Taiwan ». Une visite des sénateurs français à Taiwan, sous quelque nom que ce soit, sera exploitée par les « forces indépendantistes de Taiwan » et perturbera inutilement les relations sino-françaises et nos échanges et coopérations dans divers domaines.

J'espère que vous jouerez un rôle leader en tant que président du Groupe d'échanges et d'études Sénat-Taiwan pour que le Groupe prenne pleinement conscience de la complexité et de la sensibilité de la question de Taiwan, respecte les intérêts vitaux et les préoccupations majeures de la Chine, traite prudemment et adéquatement les questions liées à Taiwan, s'abstienne de toute forme de contacts officiels avec les autorités taiwanaises et ne donne aucune chance aux « forces indépendantistes de Taiwan », afin de préserver les relations amicales entre la Chine et la France par des actions concrètes.

Dans l'attente de lire votre réponse et de poursuivre les échanges avec vous, je vous prie d'agréer, Monsieur le Sénateur, l'assurance de ma haute considération.

LU Shaye
Ambassadeur de Chine en France

Source[402] : https://twitter.com/soubrou/status/1371850916320665601/.

Aux États-Unis, **le consulat de Chine à Chicago a tenté de faire pression sur des parlementaires**. Le 26 février 2020, le bureau de Roger Roth, président du Sénat du Wisconsin, reçoit un courriel d'une certaine Wu Ting du consulat lui demandant de faire voter une résolu-

402. La lettre a été envoyée le 18 février par l'ambassadeur Lu Shaye au sénateur Alain Richard, président du groupe d'études sur Taïwan au Sénat, puis révélée le 15 mars sur le site d'information Lettre A (https://bit.ly/2NRkD4z).

tion faisant l'éloge de la gestion chinoise de la crise. En pièce jointe, un projet de résolution déjà rédigé, affirmant notamment que « l'action de la Chine a été essentielle dans la lutte mondiale contre l'épidémie, la Chine a adopté des mesures rigoureuses et sans précédent, [elle] a été transparente et rapide en partageant des informations clés sur le virus avec l'OMS et la communauté internationale ». **Une tentative contre-productive** puisque, en lieu et place de cette résolution proposée par la Chine, Roger Roth a proposé au Sénat du Wisconsin une résolution intitulée « Le PCC a délibérément et intentionnellement induit le monde en erreur sur le coronavirus de Wuhan[403] ».

Avec les journalistes et les parlementaires, les chercheurs sont aussi particulièrement visés. L'ASPI, l'un des meilleurs think tanks dans le monde en matière d'analyse de l'influence chinoise, qui a publié des dizaines d'excellents rapports sur le sujet, est ainsi la cible des diplomates chinois qui en font une institution « d'extrême droite, anti-Chine, financée par les États-Unis, fabriquant de faux rapports » (voir le tweet de l'ambassade de Chine aux Pays-Bas, retweeté par l'ambassade de Chine en France, ci-dessous). L'ASPI, plus précisément le financement public australien de ce think tank présenté comme « anti-chinois », est d'ailleurs l'une des 14 « sources de mécontentement » que l'ambassade de Chine a transmises à la presse australienne en novembre 2020[404]. Le cas de l'ASPI n'est pas isolé. Au Canada, le Macdonald-Laurier Institute a également été la cible de l'ambassade de Chine[405], lui reprochant d'avoir critiqué le PCC[406]. Le cas d'Antoine Bondaz, présenté plus bas, est exemplaire du caractère contre-productif de ces attaques (→ p. 235).



Ces stratégies narratives s'inscrivent dans ce que Marc Angenot nomme **le discours agonique** – bien illustré par la satire, le pamphlet ou encore la polémique – qui relève du genre épidictique[407]. Ce dernier a pour objet le blâme ou la louange et peut endosser une fonction de

403. US Department of State, *State Legislatures and the China Challenge*, speech by Michael R. Pompeo, secretary of State, and Roger Roth, Wisconsin State senator, Wisconsin State Capitol, Madison, Wisconsin, 23 septembre 2020 (https://2017-2021.state.gov/state-legislatures-and-the-china-challenge/index.html).

404. Jonathan Kearsley, Eryk Bagshaw et Anthony Galloway, « 'If you make China the enemy, China will be the enemy': Beijing's fresh threat to Australia », *The Sydney Morning Herald*, 18 novembre 2020.

405. « Chinese Embassy Spokesperson's Remarks », 19 avril 2020 (https://archive.vn/Lxtdz).

406. En publiant une lettre ouverte signée par plus d'une centaine de chercheurs et politiques dénonçant la dissimulation dont le Parti-État avait fait preuve au début de l'épidémie de Covid-19 et parlant d'un « moment Tchernobyl » : https://www.macdonaldlaurier.ca/experts-say-chinese-government-covid-19-cover-chernobyl-moment/.

407. Marc Angenot, *La parole pamphlétaire*, Payot, 1995.

construction sociale du groupe. Dans le cas d'espèce, cette stratégie argumentative vise en effet à **consolider l'unité du groupe, de la nation, face à ses adversaires désignés**. Il s'agit bien, par la radicalité de la posture, de renforcer le clivage : ceux qui ne soutiennent pas la Chine sont donc ses ennemis. Cette rhétorique appuie également le discours du Parti vers les diasporas au sujet du traitement injuste dont font l'objet les Chinois en Occident. Elle use des procédés de la modalisation, autrement dit des marqueurs discursifs axiologiques ou déontiques (injonction, posture d'autorité), et a également partie liée avec l'éristique, la « **guerre argumentative** », qui vise à l'extermination de l'adversaire et de ses arguments. Pour ce faire, elle a recours aux sophismes, au pathos dans ce qu'il a de plus vil ainsi qu'à l'invective. Les procédés sont connus : procès d'intention, sophisme *ad baculum*, « pathos de l'indignation », etc.[408].

Les diplomates « loups-guerriers » puisent abondamment dans ce répertoire de stratégies discursives en condamnant l'hégémonisme, le colonialisme, voire le racisme des Occidentaux ; et brandissent les humiliations dont la Chine a souffert depuis le milieu du XIX[e] siècle pour justifier cette posture. Ils veulent **faire comprendre au monde que l'époque où la Chine se laissait faire est « révolue »**, comme le disent clairement l'ambassade de Chine en France et la porte-parole du ministère des Affaires étrangères (ci-dessous), et que le monde doit désormais s'adapter et s'habituer à **la puissance – *donc l'agressivité* – chinoise** (la seconde étant visiblement perçue comme une manifestation de la première).





C'est sur cette base qu'ils disqualifient tout ce qu'ils interprètent comme des critiques. Ils ne veulent donc point cultiver le débat mais priver l'adversaire de toute possibilité d'exprimer une opinion, en **contrant systématiquement toute prise de parole en désaccord avec la ligne officielle du PCC, et en jouant la stratégie du brouillage (*blurring*) entre ce qui relève du PCC et de la Chine comme pays-culture**. Dans ce schéma narratif, le Parti représente la Chine tout entière et il est le dépositaire de la culture chinoise. On est ici dans une mise en œuvre renouvelée de la rhétorique des Trois représentations (三个代表) validée sous le mandat de Jiang Zemin et dont le concepteur n'est autre que Wang Huning (王沪宁).

Cette agressivité des diplomates chinois est donc **au cœur du moment machiavélien chinois qui nous semble désormais caractériser les politiques d'influence du PCC**. La stratégie du Parti semble reposer sur l'idée que **la séduction ne peut suffire pour atteindre ses objectifs. Il faut donc contraindre et intimider ceux qui « rabaissent » ou critiquent la Chine**.

1. L'origine

Si la pratique s'est révélée au plus grand nombre durant la pandémie de Covid-19 en 2020, les prémices de cette évolution étaient observables bien avant, **certains ambassadeurs, particulièrement agressifs, faisaient déjà figure de précurseurs les années précédentes**, en

408. *Ibid.*

premier lieu Gui Congyou (桂从友) en Suède (→ p. 517) mais aussi Lu Shaye (卢沙野) au Canada (→ p. 541), deux cas qui sont étudiés dans la quatrième partie du présent rapport. **La tendance n'est donc pas nouvelle, la pandémie n'a joué qu'un rôle de catalyseur**.

C'est dans l'abandon, souhaité par Xi Jinping, de la doctrine de Deng Xiaoping dite en 24 caractères – souvent résumée en 4 caractères (韬光养晦) signifiant littéralement « cacher sa splendeur et nourrir l'obscurité[409] » mais souvent interprétée en « dissimuler ses capacités et attendre le bon moment[410] » – que se trouve l'origine de cette posture diplomatique belliqueuse[411]. Pour Xiang Lanxin (相蓝欣), le mal vient de plus loin encore : c'est dans l'ouvrage de Martin Jacques, *When China rules the world*, publié en 2009, qu'il faut rechercher l'origine de cette *hybris* diplomatique. Jacques a largement contribué à rendre populaire la théorie de la supériorité du modèle chinois. Le succès important de l'auteur britannique aurait enivré les dirigeants chinois qui ont commencé de croire à cette hypothèse s'appuyant surtout sur les succès économiques récents de la Chine. Toutefois, selon Xiang Lanxin, l'interprétation erronée de Jacques n'est qu'une version moderne de la thèse de Paul Kennedy sur « la naissance et le déclin des grandes puissances[412] ». Xiang estime au fond que Jacques est habité d'une vision culturaliste de la Chine assez similaire à celle qui animait les jésuites – à ceci près que ces derniers maîtrisaient le chinois, ce qui n'est pas le cas de Jacques. L'auteur britannique a fait de la Chine un modèle en dénigrant l'Occident (抑西扬中), conduisant à une opposition systémique dangereuse[413]. Cette lecture demeure toutefois minoritaire parmi les intellectuels chinois. Chen Dingding, par exemple, beaucoup plus proche du pouvoir, estime que la diplomatie du « loup guerrier » n'est en rien une réalité mais bien plutôt un récit produit par les États-Unis, et notamment ses faucons, dans le but de stigmatiser et d'affaiblir la Chine[414].

Quelle que soit la source à laquelle les diplomates puisent leur inspiration intellectuelle, il semble que le nouveau ton de cette diplomatie ait été **amorcé par le ministre des Affaires étrangères chinois lui-même**. Plusieurs médias soulignent en effet que c'est la réponse de Wang Yi à la question d'une journaliste canadienne, le 1er juin 2016, sur la disparition d'un libraire de Causeway Bay à Hong Kong, qui a servi d'inspiration aux diplomates[415] : « Êtes-vous déjà allé en Chine ? Savez-vous que la Chine a aidé 600 millions de personnes à s'extraire de la pauvreté ? Savez-vous que la Chine est la deuxième plus grande économie avec des revenus par habitant de 8 000 $ américains ? Savez-vous que la Chine a inclus la protection des droits de l'homme dans sa Constitution[416] ? »

---

409. Il s'agit d'une citation du *Livre des Tang* (舊唐書).

410. Popularisée comme l'interprétation officielle de la Chine, selon le Pentagone notamment, mais contestée par les spécialistes chinois. Nous avons, pour notre part, préféré conserver une traduction plus littérale et fidèle à l'origine classique, en laissant le soin au lecteur d'interpréter.

411. Les 24 caractères sont les suivants : « 冷静观察，稳住阵脚，沉着应付，韬光养晦，善于守拙，决不当头。 » Traduction : « Observer calmement, sécuriser ses positions, faire face avec placidité, cacher sa splendeur et nourrir l'obscurité, être circonspect et ne surtout pas clamer sa supériorité. »

412. Paul Kennedy, *The rise and fall of the great powers*, Random House, 1988.

413. 相蓝欣 (Xiang Lanxin), entretien avec Ma Guochuan (马国川), « 著名国际政治专家 相蓝欣教授：反思战狼文化，呼唤文明沟通 » (Le professeur Xiang Lanxin, célèbre spécialiste des relations internationales : repenser la culture de la diplomatie du loup-guerrier, invoquer une communication civilisée), 苍山夜语, 30 avril 2020.

414. Chen Dingding, Hu Junyang, « Is China Really Embracing 'Wolf Warrior' Diplomacy? », *The Diplomat*, 9 septembre 2020.

415. 安德烈 (An Delie), « 中国外交部战狼式外交 反响不太好 » (La diplomatie des loups guerriers du ministère des Affaires étrangères chinois : une mauvaise réception), RFI, 19 décembre 2019.

416. La citation en chinois : « 你去过中国吗？知道中国从一穷二白，帮助六亿摆脱贫困吗？知道中国人均8000美元的第二大经济体吗？知道中国把保护人权列入到宪法当中了吗？»



Présentation du « passeport » lors de la première du film *Wolf Warrior 2*[417].

Cette « audace » du ministre a largement circulé sur les réseaux sociaux sinophones et, devant son succès populaire et l'accord tacite du Parti, aurait pu inspirer les diplomates. Lorsque les « loups guerriers » se sont exprimés durant la crise de la Covid-19, Wang Yi s'est empressé de soutenir cette posture : « Nous riposterons avec force aux calomnies malveillantes et nous défendrons fermement l'honneur et la dignité nationale. Nous exposerons la vérité pour contrer les calomnies gratuites et pour défendre fermement la justice et la conscience[418]. »

Si **Wang Yi a pu donner le signal qu'une nouvelle posture diplomatique était souhaitable** – quoique l'on ne puisse exclure une reconstruction intellectuelle *ex post* – l'expression des « loups guerriers » n'est pas de lui mais a été empruntée à une franchise du cinéma chinois, *Wolf Warrior*, qui met en scène un agent des forces spéciales chinoises secourant ses concitoyens. Il est difficile aujourd'hui de retracer la généalogie exacte de la greffe opérée pour qualifier les diplomates de « loups guerriers » : nous nous contenterons de la constater et nous nous attacherons plutôt à la description de la posture qu'elle désigne.

Le parallèle dressé entre le film et les diplomates chinois repose sur le message que véhicule la fiction et que les diplomates incarneraient aujourd'hui. **La devise de *Wolf Warrior* est en effet : « Quiconque fait du mal à la Chine mourra, quelle que soit la distance qui l'en sépare »** (« 犯我中华者虽远必诛 »). Le message est renforcé par la scène finale qui révèle un passeport chinois sur le dos duquel figure l'inscription suivante en surimpression : « Citoyens de la République populaire de Chine : lorsque vous êtes en danger à l'étranger, ne renoncez pas. N'oubliez pas que derrière vous, il y a votre puissante mère patrie[419] » (image ci-dessus).

2. La twitterisation de la diplomatie chinoise

Tout naturellement, **cette mutation de l'habitus des diplomates a conduit à une croissance de leur présence sur les réseaux sociaux occidentaux**, ceux-là mêmes qui ne peuvent être utilisés par les citoyens chinois, en particulier Twitter. Ils y ont aussi été incités par Xi Jinping qui, dans un discours de 2018, exhortait ses troupes à « gagner le pouvoir discursif

417. « Patriotism helps Chinese military action flick 'Wolf Warrior 2' reach No.2 on list of highest single-day earnings for a domestic film », *Global Times*, 30 juillet 2017.

418. Wendy Wu, « Chinese Foreign Minister Wang Yi defends 'wolf warrior' diplomats for standing up to 'smears' », *South China Morning Post*, 24 mai 2020.

419. Des couvertures de passeports reprenant cette citation sont aujourd'hui en vente en Chine.

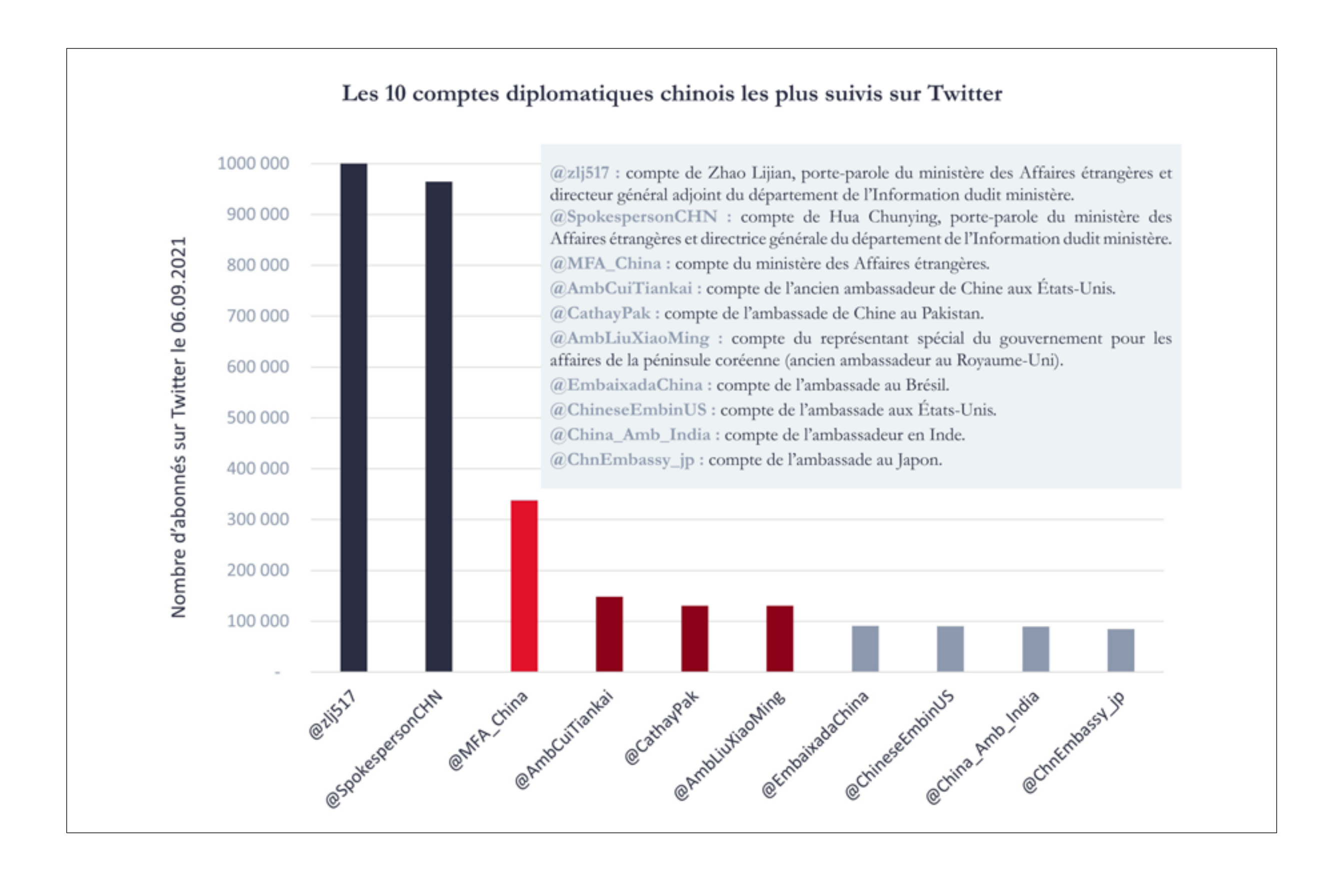
international [et] à optimiser la stratégie et la posture de communication internationale » de la Chine, notamment en « racontant bien l'histoire de la Chine et en façonnant une image nationale positive » ainsi qu'en « utilisant activement les plateformes de médias sociaux à l'étranger[420] ». Il semble avoir été entendu car à partir de 2019 les comptes officiels chinois sur Twitter et Facebook se sont multipliés.

Entre mars 2019 et mars 2020, le nombre de comptes Twitter d'ambassades, consulats et ambassadeurs chinois a crû de 250 %[421] ; 75 % des 162 comptes Twitter gouvernementaux et diplomatiques chinois que suit l'Alliance for Securing Democracy (ASD) sur son outil Hamilton 2.0 ont été créés en 2019 ou 2020[422]. Il y a eu manifestement **deux tournants**, incitant les autorités chinoises à réagir : **d'abord, la crise hongkongaise de 2019**, qui coïncide avec la création d'un grand nombre de comptes. Quarante comptes ont été créés entre septembre et décembre 2019, à peu près autant que les diplomates chinois avaient de comptes Twitter avant mars 2019[423]. Fin décembre 2019, la BBC avait recensé 55 comptes Twitter de diplomates, ambassades et consulats chinois, dont la majorité (32) ont été créés en 2019[424]. **Ensuite, la pandémie de Covid-19 en 2020**, qui coïncide avec un autre pic de création de comptes – surtout au début (février-mars), lorsque la Chine était mise en cause (4 en janvier 2020, 10 en février 2020, 9 en mars, 5 en avril, 3 en mai et 1 en juillet)[425] – ainsi qu'avec une hausse de l'activité (alors que l'ensemble des comptes diplomatiques chinois accumulaient au total 5 000 tweets en janvier 2020, ils en avaient près de 20 000 en avril)[426]. Cette inflation subite, en réponse à deux crises successives, laisse penser que la twitterisation de la diplomatie chinoise pourrait bien être **une politique, une stratégie de communication**, plutôt que « des initiatives personnelles et décentralisées[427] », même si cette hypothèse n'est pas exclue.

Dans ce processus, certaines personnalités se dégagent. Zhao Lijian (赵立坚), le premier à avoir ouvert un compte en 2010 sous le nom de « Mahomet Zhao Lijian » (« 穆罕默德赵立坚 »)[428], était alors conseiller à l'ambassade de Chine au Pakistan. Puis des ambassadeurs ont ouvert un compte, en commençant par les « petits » postes (Wei Qiang (魏强), ambassadeur au Panama, en octobre 2017), puis de plus grands (Sun Weidong (孙卫东), ambassadeur en Inde, décembre 2017) et, en 2019, après que la présence diplomatique chinoise sur Twitter fut jugée concluante, les postes les plus importants ont également investi le réseau social : l'ambassadeur aux États-Unis, Cui Tiankai (崔天凯), depuis juillet 2019 ; celui au Royaume-Uni, Liu Xiaoming (刘晓明), depuis octobre 2019. Tous n'ont pas encore de comptes individuels (en France, par exemple, c'est @AmbassadeChine qui assure la communication sur Twitter).

---

420. Speeches on Xi Jinping's Media Thought (2018 Version) [习近平新闻思想讲义(2018年版)], (Beijing: People's Press [人民出版社], 2018).
421. Laura Rosenberger, « China's Coronavirus Information Offensive », *Foreign Affairs*, 22 avril 2020.
422. Raymond Serrato et Bret Schafer, *Reply All: Inauthenticity and Coordinated Replying in pro-Chinese Communist Party Twitter Networks*, Institute for Strategic Dialogue (ISD) et Alliance for Securing Democracy (ASD), juillet 2020, p. 3.
423. Jessica Brandt et Bret Schafer, « Five Things to Know About Beijing's Disinformation Approach », securingdemocracy.gmfus.org, 30 mars 2020.
424. Feng Zhaoyin, « China and Twitter: The year China got louder on social media », bbc.com, 29 décembre 2019.
425. Alicia Fawcett, *Chinese Discourse Power: China's Use of Information Manipulation in Regional and Global Competition*, DFRLab, Atlantic Council, 2020, p. 8.
426. Serrato et Schafer, *Reply All*, *op. cit.*, p. 3.
427. Marc Julienne et Sophie Hanck, « Diplomatie chinoise : de l'"esprit combattant" au "loup guerrier" », *Politique étrangère*, 2021/1, p. 108.
428. Lai Fu, « Growling back at the West », *China Media Project*, 8 août 2021.



Tous les diplomates en ligne ne sont pas des « loups guerriers » : ils le sont en fonction de leur personnalité mais aussi du contexte, c'est-à-dire du pays hôte. Par exemple, en **Hongrie**, les comptes Twitter et Facebook de l'ambassade de Chine sont moins agressifs. Parce que ce n'est tout simplement pas nécessaire : le gouvernement hongrois est pro-chinois depuis 2010 (→ p. 310). Il l'a donc aussi été durant la pandémie de 2020, remerciant Pékin avec insistance de l'aide fournie. « Étant donné l'approche coopérative du gouvernement hongrois envers la Chine au cours des dix dernières années, le gouvernement chinois n'a aucune raison d'influencer directement ou d'intervenir activement dans le discours national pour changer les perceptions du public. C'est le gouvernement hongrois lui-même qui promeut le succès de Pékin dans la lutte contre le virus et souligne l'importance de la Chine[429]. »

429. DigiComNet, « The Chinese Covid-19 information campaign in Hungary: keeping a low profile », medium.com, 14 juin 2020.

Zhao Lijian (@zlj517), leader des diplomates « loups guerriers »

Né en 1972, diplomate chinois le plus actif sur Twitter (il est l'auteur de plus de 65 000 tweets entre mai 2010 et mai 2021), il est connu pour son style peu diplomatique et son agressivité, en particulier contre les États-Unis, qui ont fait de lui l'icône des « loups guerriers », à tel point que c'est son image qui est le plus souvent utilisée pour représenter le phénomène, comme on peut le voir dans l'illustration ci-dessous sur fond d'image du film *Wolf Warrior*.



Vue d'artiste (par Tony Bell) de Zhao Lijian comme héros du film d'action *Wof Warrior*[430].

En juillet 2019, alors qu'il est en poste à l'ambassade de Chine au Pakistan, il réagit aux condamnations internationales sur le traitement des Ouïghours en accusant les Américains d'être eux-mêmes racistes. Son tweet provoque la colère de l'élite américaine, dont l'ancienne conseillère à la Sécurité nationale du président Obama, Susan Rice, qui projette Zhao Lijian sur le devant de la scène. Son audace paie : rappelé à Pékin à l'été 2019, il est promu porte-parole et directeur général adjoint du département de l'Information du ministère des Affaires étrangères, où il joue un rôle dans la « twitterisation » des ambassadeurs chinois dans le monde. Pendant la pandémie, il véhicule également la théorie conspirationniste selon laquelle le virus viendrait des Américains (→ p. 590). Il est considéré comme l'une des principales figures, et peut-être le leader, de la génération des diplomates « loups guerriers ».



430. Philip Sherwell, « Coronavirus: China's'wolf warrior' diplomats sink teeth into the West », *The Sunday Times*, 3 mai 2020.

3. L'amplification artificielle des comptes diplomatiques

Un autre phénomène ayant pris de l'ampleur lors de l'épidémie est **la création de nombreux comptes anomymes sur les réseaux sociaux soutenant l'action des diplomates**. En suivant 36 comptes Twitter de diplomates ou d'ambassades chinoises, le Global Engagement Center (GEC) du département d'État américain a détecté **une hausse subite du nombre d'abonnés depuis mars 2020, coïncidant avec le moment où Pékin a amplifié ses efforts de propagande sur la Covid-19** : à partir de ce moment, le nombre moyen de nouveaux abonnés par jour est passé d'une trentaine à plus de 720, soit 22 fois plus, « et bon nombre de ces nouveaux abonnés étaient des comptes nouvellement créés[431] » – ce qui semble indiquer la mise en place d'**un réseau artificiel destiné à amplifier les messages des diplomates chinois**, une tendance qui s'est « intensifiée de mars à mai[432] ». Par exemple, poursuit la coordinatrice du GEC, si l'on prend deux comptes du porte-parolat du ministère des Affaires étrangères chinois, @zlj517 et @spokespersonchn, 3423 de leurs 10 000 derniers abonnés sont identiques et « près de 40 % des comptes les plus récemment abonnés ont été créés dans une période de seulement six semaines entre le 1er mars et le 15 avril 2020[433] ». Autre exemple : le compte Twitter de l'ambassade de Chine en Hongrie, créé en octobre 2019, avait 2 137 abonnés fin mai 2020, dont 98 % de non-Hongrois, un nombre anormalement élevé d'entre eux venant du Moyen-Orient, d'Asie du Sud et d'Afrique[434].

Une analyse des 828 646 abonnés de deux comptes du PCC montre qu'un grand nombre d'entre eux, qui semblent inauthentiques et coordonnés, ont été créés en mars 2020 et diffusent sur **quatre principaux thèmes : la Covid-19 (conspirations), Taïwan (indépendance), Hong Kong (manifestations), et les États-Unis (manifestations antiracistes)**[435]. Leur inauthenticité est indiquée par : leur nom (nombre d'entre eux, avec des chiffres, semblent avoir été générés automatiquement), le moment de leur création (en même temps, par blocs), leur photo de profil (volée ailleurs ou sans rapport avec le compte), leur langue (un même compte tweete dans trois à cinq langues), leur comportement (essentiellement défensif, avec un fort taux de réponse, dans certains cas 65 % des tweets sont des réponses, toujours à des critiques de la Chine, pour la défendre), etc.

Ces abonnés, dont tout semble indiquer que beaucoup sont de faux comptes, sont **localisés partout dans le monde mais de façon disproportionnée au Pakistan**, ce qui n'est pas si surprenant si l'on se souvient que le pays a servi de plateforme d'essai aux débuts de la twitterisation diplomatique chinoise, lorsque Zhao Lijian y était en poste[436], que l'ambassade chinoise à Islamabad a été l'une des premières à se créer un compte Twitter, qu'il reste aujourd'hui le compte d'une représentation diplomatique le plus suivi, devant de plus grosses ambassades, et que le consul général à Karachi, Li Bijian (李碧建) (@libijian2) est « de loin le diplomate chinois le plus actif depuis qu'il a rejoint Twitter en janvier 2020[437] ».

431. Lea Gabrielle (coordinatrice du GEC), « Briefing With Special Envoy Lea Gabrielle, Global Engagement Center Update on PRC Efforts to Push Disinformation and Propaganda around COVID », state.gov, 8 mai 2020.
432. *Ibid.*
433. *Ibid.*
434. Tamás Matura, « The Chinese Covid-19 information campaign in Hungary: keeping a low profile », DigiComNet, 14 juin 2020.
435. Serrato et Schafer, *Reply All*, *op. cit.*, p. 2.
436. *Ibid.*, p. 6.
437. *Ibid.*

4. Le cas français

La France a également pu observer **une mutation radicale de la posture de l'ambassade depuis l'arrivée à Paris de l'ambassadeur Lu Shaye** (卢沙野) fin juillet 2019. Avant, le compte Twitter de l'ambassade de Chine était avant tout préoccupé par la diffusion d'informations lénifiantes dignes d'une agence de tourisme vantant la valeur gustative des nouilles de Yangchun, les finesses de la peinture de fleurs de prunier ou encore les couleurs éblouissantes de la fête du nouvel an chez les Miaos. Depuis, notamment mais pas seulement dans le contexte de la Covid-19, l'ambassade s'attache à défendre le bilan chinois de façon **plus agressive**, répondant aux critiques, reportages ou travaux de chercheurs qui, selon elle, donnent une image infidèle de la situation en Chine. C'est le cas notamment sur les questions du traitement des Ouïghours au Xinjiang, de la liberté religieuse, de la politique à Hong Kong, etc.

Ces stratégies narratives passent souvent par des intermédiaires comme nous l'avons vu précédemment. Le 10 novembre 2020, l'ambassade a ainsi diffusé une vidéo d'un expert français, **Pierre Picquart**, un habitué des médias chinois (et russes) où il se fait le relais – et l'une des cautions « scientifiques » étrangères – des positions du PCC (→ p. 314), et dont cette fois le propos était ostensiblement lu sur un prompteur, ce qui n'a pas manqué de faire réagir[438]. Dans le même registre, elle a diffusé, le mois précédent, une vidéo d'un Occidental non identifié expliquant, en chinois, qu'avant de se rendre en Chine, il avait une vision négative de ce pays qui lui avait été inculquée par les médias occidentaux, mais avait pu se rendre compte que tout cela était faux ; et quelques jours plus tard, une interview du Dr Robert Lawrence Kuhn, un investisseur américain, qui déplorait l'incapacité des médias occidentaux à comprendre la Chine.







438. Par exemple Nicolas Hénin sur Twitter : « Dites, l'ambassade de Chine, la prochaine fois que vous tamponnez un universitaire pour faire passer vos messages, essayez de le mettre un peu à l'aise. Là, il donne vraiment l'impression d'avoir une kalachnikov pointée sur la tempe... » (https://twitter.com/N_Henin/status/1326124257127112706).

Lu Shaye, ambassadeur peu diplomate

L'actuel ambassadeur chinois en France, Lu Shaye, s'est taillé **une réputation de diplomate « remarquablement peu diplomate », « combatif » et « véhément », « pourfendeur de la presse »** avant même sa prise de poste à Paris[439]. Né en 1964 dans la province du Zhejiang, Lu débute sa carrière au ministère des Affaires étrangères en 1987[440], dans la filière francophone. Spécialiste de l'Afrique de l'Ouest, il occupe des fonctions à l'ambassade de Chine en Guinée puis au sein de la direction d'Afrique du ministère des Affaires étrangères (1988-2001), à l'ambassade de Chine en France (2001-2003), puis à nouveau à la direction d'Afrique du ministère, en qualité de directeur adjoint (2003-2005). Il est nommé ambassadeur au Sénégal (2005-2009) à 41 ans, ce qui fait de lui, à l'époque, l'un des plus jeunes ambassadeurs chinois, puis directeur général d'Afrique au ministère (2009-2014). Il sert ensuite pendant un an (2014-2015) en tant que maire adjoint de la ville de Wuhan, puis une année supplémentaire (2015-2016) en qualité de directeur général des Études politiques du Secrétariat du Groupe dirigeant du Comité central du PCC en charge des Affaires étrangères – un poste important qui lui a donné accès aux autorités centrales. Il est ensuite nommé ambassadeur au Canada (2016-2019), puis en France, depuis juillet 2019, avec rang de vice-ministre.

L'ambassadeur Lu s'est fait remarquer au Canada entre autres pour ses critiques virulentes contre les médias canadiens (→ p. 541). Après l'arrestation de la cadre de Huawei, Meng Wanzhou, par les autorités canadiennes, puis celle de deux ressortissants canadiens par la Chine, il a personnellement signé une tribune dans *The Hill Times* dans laquelle il critique ceux qui semblent estimer que « seule la liberté des Canadiens aurait de la valeur », et les accuse de faire preuve d'un arrogant deux poids, deux mesures qui s'explique par « l'égocentrisme occidental et la suprématie blanche[441] ». Dans un séminaire à Ottawa en mai 2019, il a lui-même défendu **la suprématie chinoise** (« une civilisation vieille de 5 000 ans, dont l'histoire est beaucoup plus longue que celle de tous les pays occidentaux », qui a « réalisé sa modernisation et est devenue la deuxième plus grande économie du monde en seulement quelques décennies, alors qu'il a fallu plusieurs centaines d'années à ses homologues occidentaux pour y parvenir », etc.)[442].

En mars 2020, le compte Twitter de l'ambassade de Chine en France a « liké » un tweet demandant aux « médias fascistes » de cesser « de faire la propagande du suprémacisme blanc »[443]. Le 12 avril 2020, l'ambassade met en ligne sur son site un communiqué intitulé « Rétablir des faits distordus – Observations d'un diplomate chinois en poste à Paris », en français et en chinois, dans lequel ce « diplomate », qui ne serait autre que l'ambassadeur lui-même[444], **attaque violemment la France et diffuse de fausses informations.** Il écrit notamment que « les personnels soignants des EHPAD [établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes] ont abandonné leurs postes du jour au lendemain, ont déserté collectivement, laissant mourir leurs pensionnaires de faim et de maladie[445] ». Le propos vise à montrer aux Français – et aux Chinois – la supériorité du régime autoritaire sous la coupe du PCC et à faire taire les critiques « infondées » en France. Lu

439. Keegan Elmer, « China's 'outspoken' Lu Shaye leaves Canada to become ambassador to France », *South China Morning Post*, 10 août 2019 ; Antoine Malo, « En France, un ambassadeur chinois peu diplomate », *Le Journal du dimanche*, 2 juin 2020 ; « Le diplomate chinois Lu Shaye, pourfendeur de la presse canadienne, nommé ambassadeur en France », Reporters sans frontières, 17 juin 2019.

440. « Curriculum Vitae de l'Ambassadeur », Ambassade de la République populaire de Chine en République française, 31 juillet 2019.

441. Lu Shaye, « China's ambassador: why the double standard on justice for Canadians, Chinese? », *The Hill Times*, 9 janvier 2019.

442. Ambassade de Chine au Canada, « Remarks by Ambassador Lu Shaye at the Seminar on China-Canada Relations », 24 mai 2019.

443. https://twitter.com/AntoineBondaz/status/1243140773215862784/photo/1.

444. *La Chine démasquée*, *op. cit.*, p. 12.

445. « "Rétablir des faits distordus". Observations d'un diplomate chinois en poste à Paris », Ambassade de la République populaire de Chine en République française, 12 avril 2020, https://web.archive.org/web/20200413103340/http://www.amb-chine.fr/fra/zfzj/t1768712.htm.

Shaye avait d'ailleurs déjà pris position pour expliquer que les Occidentaux, par leur négligence et leur incapacité à gérer une crise, étaient responsables en quelque sorte de la pandémie. Cet article est vivement critiqué, notamment par le chercheur Antoine Bondaz qui dénonce régulièrement les mensonges diffusés par le compte Twitter de l'ambassade.



Le 14 avril, l'ambassadeur est convoqué d'urgence par le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian qui lui exprime sa désapprobation[446]. Depuis, l'ambassade a retiré le texte incriminé de son site internet mais ni Lu Shaye, ni l'ambassade n'ont présenté d'excuses aux Français.

Les déclarations officielles sur le site internet de l'ambassade sont revenues à des contenus plus classiques et le compte Twitter a remis l'accent sur l'« utopie » chinoise – l'ambassadeur se contentant de rappeler la bonne relation entre les deux puissances en s'appuyant au besoin sur des figures jugées rassembleuses telle celle du général de Gaulle. Mais les admonestations d'opposants au « rêve chinois » n'ont pas disparu. Raphaël Glucksmann, qui mène au sein du Parlement européen une campagne d'information sur la situation au Xinjiang, est devenu l'une des cibles du compte de l'ambassade.

446. Frédéric Lemaître, « Coronavirus : la France convoque l'ambassadeur de Chine pour lui exprimer son mécontentement », *Le Monde*, 15 avril 2020. Lu Shaye avait déjà été convoqué au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en février 2020 à la suite de la publication, par l'ambassade de Chine, d'un communiqué accusant les autorités françaises de faire preuve de discrimination à l'égard de Huawei.



L'« effet Bondaz », ou la démonstration de l'effet pervers de la diplomatie des « loups guerriers »



Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), a l'habitude de dénoncer sur Twitter et dans les médias la désinformation et les ingérences de l'ambassade de Chine en France – qui l'a d'ailleurs bloqué sur ce réseau social. Le 16 mars 2021, réagissant à la publication d'une lettre de l'ambassade exhortant des sénateurs français à ne pas se rendre à Taïwan (→ p. 223), Bondaz dans un tweet écrit : « cette injonction est inadmissible. C'est une interférence flagrante[447] ». Le lendemain, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, répondant à une question lors du point presse, estime lui aussi que « Les parlementaires français décident librement de leurs projets de déplacement et de leurs contacts[448] ». Lorsque le 19 mars Bondaz relaye cette information sur Twitter, le compte officiel de l'ambassade de Chine réagit en l'insultant : **« petite frappe[449] »**.

Cette insulte suscite la condamnation immédiate de nombreux chercheurs, journalistes, parlementaires, responsables politiques, français et étrangers. **L'ambassade a même réussi le tour de force d'unir contre elle « la communauté des analystes et des chercheurs français »**, comme le note François Heisbourg[450], même ceux qui ont l'habitude de travailler avec ellle.

Pour sa défense, l'ambassade publie le 21 mars un communiqué sur son site, qui enfonce le clou en qualifiant Bondaz de « **troll idéologique** » et de « **hyène folle** »[451], tandis que le *Global Times* internationalise l'affaire en publiant, le lendemain, deux articles en anglais soutenant l'ambassade et attaquant à nouveau Bondaz[452], qui dénonce « une attaque en règle, coordonnée,

447. https://twitter.com/AntoineBondaz/status/1371857850100817932.

448. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/chine/evenements/article/chine-q-r-extrait-du-point-de-presse-17-03-21.

449. https://twitter.com/AmbassadeChine/status/1372813385688027138.

450. https://twitter.com/FHeisbourg/status/1373000916232704000.

451. https://archive.vn/N1X70.

452. Shan Renping, « The Chinese Embassy calls him 'little rascal', is that wrong ? », *Global Times*, 22 mars 2021 (https://archive.vn/H3kWM) ; Chen Qingqing, « Chinese ridicule French scholar for reigniting war of words with Chinese embassy for attacking China in pursuit of 'political correctness' », *Global Times*, 22 mars 2021 (https://archive.vn/2l5zx).

mobilisant les moyens de l'État [chinois] pour chercher à [le] discréditer et à [le] faire taire[453] ». Il reçoit encore plus d'attention et de messages de soutien.



En seulement trois jours, l'affaire a donné lieu à un grand nombre d'articles dans la presse et Bondaz, qui a gagné plus de 3 000 abonnés sur Twitter (pas tous bienveillants), a donné de nombreuses interviews à la presse, la radio et la télévision. Le 22 mars, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, réagit en déclarant que « Les propos de l'ambassade de Chine en France et les actions contre des élus, chercheurs et diplomates européens sont inadmissibles » et, pour la seconde fois en moins d'un an, il convoque l'ambassadeur de Chine non seulement pour cette affaire mais aussi pour les sanctions prises le même jour par Pékin contre plusieurs ressortissants européens, dont le Français Raphaël Glucksmann[454]. Même Jean-Pierre Raffarin, président de la FPI qui comme nous le verrons se fait habituellement le relais des positions chinoises (→ p. 315), prend ses distances avec l'ambassade.



Le 23 mars, convoqué au Quai d'Orsay, l'ambassadeur chinois est reçu par le directeur d'Asie qui lui signifie que les « méthodes de l'ambassade, la tonalité de sa communication publique étaient parfaitement inacceptables et franchissaient toutes les limites communément admises pour une ambassade, où qu'elle se trouve[455] ». Le même jour, le *Global Times* consacre un troisième article à cette affaire, estimant que « l'ambassadeur de Chine en France a obtenu un large soutien du public chinois après avoir repoussé les propos et actes radicaux de certains politiciens et pseudo-universitaires français sur les affaires intérieures de la Chine au Xinjiang[456] ». Cet argumentaire est conforme à l'interprétation largement répandue selon laquelle **l'objectif des diplomates « loups guerriers » n'est pas de plaire aux opinions locales, qu'ils**

453. https://twitter.com/antoinebondaz/status/1373690137683591172.

454. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/chine/evenements/article/chine-22-03-21.

455. Christian Chesnot, « Qui est Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France, "loup combattant" de la diplomatie chinoise ? », FranceInfo, 23 mars 2021.

456. Chen Qingqing, « Netizens hail Chinese envoy's France pushback », *Global Times*, 23 mars 2021 (https://archive.vn/BhKRO).

s'aliènent avec indifférence, mais de plaire à Pékin, en montrant qu'ils sont de bons soldats qui ne laissent pas la Chine se faire marcher sur les pieds à l'étranger.
Néanmoins, ce dont témoigne le cas d'espèce est que **cela reste contre-productif** non seulement parce qu'en **voulant discréditer un chercheur, l'ambassade a attiré l'attention sur son travail** – des milliers de gens qui ne le connaissaient pas l'ont découvert et sont désormais sensibilisés à la menace posée par l'ingérence chinoise comme à l'importance de défendre Taïwan, en l'occurrence les visites parlementaires dans l'île – mais aussi parce que, par sa brutalité et sa grossièreté, **l'ambassade a aussi perdu ou fragilisé certains de ses partenaires**, qui trouveront plus gênant à l'avenir de travailler avec elle. Ainsi, Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (→ p. 312), aurait admis « ne pas s'imaginer poursuivre un tel partenariat [avec l'ambassade de Chine] après les attaques » contre Bondaz[457].
Ce n'est pas exactement un cas d'« effet Streisand » puisqu'en attaquant Bondaz l'ambassade ne cherchait pas à empêcher la divulgation d'informations mais, comme l'effet Streisand, c'est **un cas d'effet pervers dans la mesure où les effets de l'action se retournent contre les intentions de ses auteurs**. Dans le contexte de la diplomatie dite des « loups guerriers », c'est ce que l'on pourrait désormais appeler **« l'effet Bondaz »**.

5. L'efficacité en débat

Ce tournant agressif de la diplomatie chinoise a surpris car il est évidemment contre-productif vis-à-vis des autorités et des opinions des pays hôtes : lorsque les ambassadeurs dont la mission est de développer la relation bilatérale passent leur temps à attaquer les uns et les autres sur les réseaux sociaux ou dans la presse, **les relations se dégradent, comme l'image de la Chine** qu'il s'agissait de promouvoir. Le cas suédois est typique de ce point de vue (→ p. 531). Ce qui frappe et interroge est que les diplomates chinois ne semblent pas comprendre que **cette attitude brutale et maladroite, qui consiste par exemple à appeler les journalistes pour les insulter et les menacer, non seulement ne fonctionne pas dans les démocraties libérales mais se retourne systématiquement contre eux**. Plus généralement, ce comportement a accéléré la prise de conscience de la nature du régime chinois et la constitution d'un front commun face à la Chine.

C'est paradoxal mais pas inexplicable. D'abord, **il ne faut pas présumer que l'attitude chinoise est toujours rationnelle et calculée** : elle résulte aussi parfois d'une certaine improvisation, et de l'expression de personnalités qui ne reflète pas nécessairement des politiques. Dans le cas d'espèce, toutefois, la diplomatie du « loup guerrier » semble bien être une politique décidée à Pékin, mais le fait est qu'elle est mise en œuvre de façon plus ou moins adroite à travers le monde. Ensuite, **la diplomatie n'est pas dirigée par des diplomates mais par le Parti** : l'appareil et le réseau diplomatiques lui sont subordonnés, comme l'ensemble de l'État. Autrement dit, **le Parti considère les diplomates comme des porte-parole** et cela peut générer un décalage voire des tensions. Enfin, il est important de comprendre que **l'objectif de cette stratégie n'est pas tant de nous plaire que de plaire à Pékin**. C'est, comme l'explique Camille Brugier dans une note de l'IRSEM, **une « politique extérieure à usage interne [qui] a pour but principal de légitimer le PCC aux yeux de ses propres citoyens[458] »**. D'ailleurs, les diplomates chinois ne s'en cachent pas : « Le standard pour évaluer notre travail n'est pas la façon dont les étrangers nous voient mais comment les gens en Chine nous voient », explique notamment Lu Shaye[459]. Les gens et surtout le Parti : les diplomates qui font du zèle sont généralement **des ambitieux qui espèrent que leur**

457. Nicolas Quénel, « La propagande de Pékin à la conquête de la France », *Libération*, 3 avril 2021., p. 9.
458. Camille Brugier, *La diplomatie des « loups guerriers » ou la nouvelle politique de légitimation du Parti communiste chinois*, Note de recherche 115, IRSEM, 12 avril 2021, p. 1.
459. Frédéric Lemaître et Nathalie Guibert, « L'ambassadeur de Chine en France et "la guerre de l'opinion publique" », *Le Monde*, 17 juin 2021.

agressivité sera perçue à Pékin comme une manifestation de loyauté, et aura donc l'effet d'un accélérateur de carrière. C'est ce que semblent indiquer plusieurs précédents, dont le plus connu d'entre eux, celui de Zhao Lijian qui, conseiller à l'ambassade au Pakistan, a été propulsé porte-parole adjoint (→ p. 230)[460]. Cette logique n'est pas propre aux diplomates, elle s'applique également aux étudiants qui font du zèle sur les campus par exemple. Comme le souligne Clive Hamilton, « il est important de se rappeler que les nationalistes chinois qui se livrent à des attaques patriotiques à l'étranger sont loués en Chine et récompensés pour leur patriotisme[461] ».

Pour autant, Pékin a parfois conscience d'aller trop loin et, dans certains cas, s'excuse. Ainsi, lorsqu'en février 2020 Dai Yuming, chargé d'affaires à l'ambassade de Chine en Israël, compare la pandémie de Covid-19 à l'Holocauste à la suite de la suspension des liaisons aériennes entre les deux pays (« nous n'avons pas fermé la porte aux juifs dans leurs jours les plus difficiles ; nous espérons qu'Israël ne fermera pas la porte aux Chinois »), comparaison qui a suscité l'indignation dans le pays, l'ambassade a fini par s'excuser[462].

D'une manière générale, l'importance des coûts associés – la dégradation générale de l'image de la Chine dans le monde et les mesures prises pour contrer ses ambitions – suscite un débat interne. **La diplomatie du « loup guerrier » divise et met mal à l'aise une partie de l'élite diplomatique chinoise**. En témoigne la contradiction entre, d'un côté, ceux qui revendiquent cette terminologie et, de l'autre, ceux qui la critiquent comme s'il s'agissait d'une insulte. Ainsi, un article du *Quotidien du peuple* explique que, le 5 décembre 2020 à l'université Renmin, Le Yucheng (乐玉成), vice-ministre des Affaires étrangères, « a rejeté les critiques selon lesquelles les diplomates chinois s'engagent dans la diplomatie du "loup guerrier", affirmant que le terme n'est qu'une autre version de la "théorie de la menace chinoise" et un piège rhétorique visant à empêcher la Chine de riposter lorsque sa dignité et ses intérêts sont atteints. […] L'étiquette de "diplomatie coercitive" ne peut pas être épinglée sur la Chine, a-t-il répété. Ce n'est pas la Chine qui contraint les autres, mais certains pays qui accusent la Chine de s'engager dans une "diplomatie coercitive"[463] ».

Un article très commenté du colonel Dai Xu (戴旭) constate que **les diplomates « loups guerriers » ont renforcé l'isolement de la Chine** – et ce malgré le rejet dont fait l'objet l'administration Trump – et conclut par conséquent que cette voie est une erreur[464]. Le constat de l'isolement de la Chine risque de se renforcer avec l'administration Biden qui s'efforce de reconstruire l'image des États-Unis dans le monde et de bâtir un front diplomatique face à Pékin. Il n'est donc pas étonnant que cette posture du « loup guerrier » ait pu connaître un coup d'arrêt ou, à tout le moins, une pause réflexive. Celle-ci semble confirmée, selon Bill Bishop, par la modération de la réaction chinoise – notamment celle de Wang Yi – à la fermeture du consulat de Houston au mois de juillet 2020[465], dont on aurait pu penser qu'elle donnerait lieu à des assauts vigoureux des diplomates chinois. Elle pourrait expliquer également le retour à un

---

460. D'autres exemples seraient les cas de Lin Songtian, qui s'est fait remarquer alors qu'il était ambassadeur en Afrique du Sud en s'opposant vigoureusement à la visite dans ce pays du président du gouvernement tibétain en exil, et qui en mai 2020 – peut-être en récompense de cette attitude – a été nommé président de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (APCAE) ; et de Lu Shaye (→ p. 233), le très véhément ambassadeur au Canada, notamment depuis l'affaire Huawei, qui a été nommé ambassadeur en France avec un rang protocolaire de vice-ministre (sans qu'il soit toutefois possible de connaître le poids réel de son attitude au Canada dans cette décision, qui pourrait tout aussi bien être due à ses précédentes fonctions au bureau des affaires étrangères du Comité central du PCC).

461. Clive Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », a lecture at the University of Queensland, Brisbane, 28 août 2019.

462. « China apologizes after envioy says Israel's travel ban reminiscent of Holocaust », *The Times of Israel*, 2 février 2020.

463. « Selon un responsable chinois, l'étiquette de diplomatie du "guerrier-loup" est infondée », *Le Quotidien du peuple en ligne*, 7 décembre 2020 (https://archive.vn/8dSiq).

464. Richard McGregor, « Beijing hard-liners kick against Xi Jinping's wolf warrior diplomacy », *Asia Nikkei*, 28 juillet 2020.

465. Edward Wong, Lara Jakes, Steven Lee Myers, « U.S. Orders China to Close Houston Consulate, Citing Efforts to Steal Trade Secrets », *The New York Times*, 22 juillet 2020.

discours plus modéré de l'ambassadeur Lu Shaye en France, entre sa convocation d'avril 2020 au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et celle de mars 2021.

D'autres voix chinoises ont critiqué cette *hybris* diplomatique, dont Yuan Nansheng (袁南生)[466] qui, s'appuyant sur un ouvrage de Jared Diamond, estime que **la confrontation avec plusieurs pays à la fois ne peut conduire qu'à l'échec de la diplomatie menée par le Parti**, celui-ci surestimant par trop ses capacités. Yuan accumule ainsi les exemples historiques de configurations où la lutte contre plusieurs adversaires simultanés a conduit à l'effondrement : Napoléon, la dynastie Qing et surtout le Japon militariste des années 1930[467]. Xiao Gongqin (萧功秦)[468] reprend cette comparaison avec le Japon en expliquant que c'est l'expansion excessive de l'empire japonais vers le sud qui a conduit à la guerre avec les États-Unis[469]. Il souligne également les limites de la rationalité dans la succession de décisions qui conduisent à l'affrontement[470]. C'est une autre comparaison qu'adopte Yan Xuetong (阎学通)[471] : celle de la guerre froide. Pour lui, celle-ci n'était pas une période de « ni guerre, ni paix » mais une forme spécifique de conflictualité par procuration (代理人战争). Ainsi, si une nouvelle guerre froide voit le jour, elle entravera la politique de « rajeunissement national » de la Chine[472].

Le débat interne continue. Le 14 juillet 2021, lors d'un séminaire organisé par le think tank pékinois Center for China and Globalization (CCG)[473], Chu Yin (储殷), de l'Université des relations internationales (国际关系学院), s'est lui aussi permis de critiquer ce qu'il a décrit comme **le piège** (陷阱) **d'une « propagande extérieure modelée sur la propagande intérieure »** (宣内宣化). Il estime donc que la Chine doit prêter « une attention particulière aux différences d'environnement, de contexte, d'industrie et de normes de communication, et **faire attention à la différence entre propagande interne et externe**[474] ». Son approche est semblable à celle développée par Zhang Jian (张建), chercheur au Shanghai Institutes of International Studies (SIIS – 上海国际问题研究院), lors d'un séminaire organisé par le SIIS et le DLI consacré à la pensée de Xi Jinping en matière diplomatique et repris sous la forme d'une publication dans *The Paper* (澎湃新闻), un journal contrôlé par le comité du Parti de la municipalité de Shanghai[475]. Zhang affirme ainsi que la Chine devrait **développer des récits *ad hoc*, adaptés à chacune des audiences** auxquelles il s'adresse et agrémenter ses narrations d'exemples concrets pour les rendre plus assimilables.

466. Diplomate qui fut consul général à San Francisco. Aujourd'hui vice-président du China Institute of International Studies (中国国际问题研究所) le think tank du MAE.

467. « 袁南生：与多国同时对抗：岂止是外交灾难 » (Yuan Nansheng : se confronter à plusieurs États simultanément : plus qu'un désastre diplomatique), 中美印象 (China-US Perception), 9 septembre 2020.

468. Historien membre du courant néo-autoritaire (新权威主义).

469. Katsuji Nakazawa, « Analysis: China's wolf warrior overreach draws comparison to Imperial Japan », *Nikkei Asia*, 17 septembre 2020.

470. « 萧功秦：太平洋战争是如何爆发的 ——从近代几次战争看人类决策理性的局限性限性 » (Xiao Gongqin: Comment la guerre du Pacifique a-t-elle éclaté – Les limites de la rationalité de la prise de décision humaine vues au travers de plusieurs guerres de l'époque moderne), 中美印象 (China-US Perception), 26 août 2020.

471. Diplômé de Berkeley, doyen de l'Institut de relations internationales de l'université Qinghua.

472. 阎学通 (Yan Xuetong), « 为何及如何防范中美意识形态之争加剧 » (Pourquoi et comment prévenir l'intensification du différend idéologique sino-américain), 爱思想 (*Aimer la pensée*), 7 octobre 2020.

473. Ce think tank est dirigé par Wang Huiyao (王辉耀) un économiste qui vient de publier un livre intitulé « Je parle de la Chine au monde » (我向世界说中国) et que l'on dit proche du Front uni. Voir à ce sujet : David Bandurski, « Seeking China's New Narratives », China Media Project, 16 juillet 2021.

474. Voir le compte WeChat du CCG : https://mp.weixin.qq.com/s/7Yflp6wj89vDTXE0ORvHQg.

475. David Bandurski, Strategies for the China story, *China Media Project*, 9 juillet 2021.





À gauche, Chu Yin lors du séminaire du CCG du 14 juillet 2021[476] ; à droite, Zhang Jian lors d'un séminaire en juin 2021[477].

Ces voix qui s'élèvent pour alerter le Parti du danger comparent en somme la situation du PCC à l'*hamartia* dont parle Aristote dans sa *Poétique*, cette erreur qui constitue **l'acte déclencheur de la déchéance du héros tragique**. Mais malgré ces avertissements, aucun signe ne permet de penser que cette stratégie va être abandonnée.

Si l'épidémie de la Covid-19 a révélé cette posture au monde, l'évolution de la diplomatie chinoise relève d'**une transformation lente qui s'inscrit dans la prise de conscience des dirigeants chinois de leur nouvelle puissance**[478]. De fait, aucune directive signalant un changement de stratégie diplomatique ne semble avoir été donnée pour l'heure. Au contraire, plusieurs organes et acteurs du Parti se sont efforcés de rappeler que cette posture était non seulement légitime mais efficace. Le *Renmin ribao* a ainsi publié un article, le 10 août 2020, tirant un bilan positif de la campagne menée par les diplomates durant la première phase de l'épidémie : « Lors de l'épidémie de coronavirus, certains pays ont "stigmatisé" la Chine et ont tenté de "faire fi" de la responsabilité de leur propre pays de ne pas en faire assez pour combattre l'épidémie, faisant de la Chine le "bouc émissaire". Nous avons lancé une campagne d'opinion publique avec une bannière bien visible, nous les avons réfutés avec des arguments raisonnés, nous avons exposé leurs mensonges et nous avons laissé le monde voir leurs actes méprisables et leurs visages laids[479]. »

Une interview de Le Yucheng, publiée par le site *Guancha* le 12 août 2020, confirme l'impression laissée par le *Renmin ribao* : **cette diplomatie du loup guerrier ne va pas cesser, elle est là pour durer**[480]. Les propos du ministre ont d'autant plus de poids qu'ils sont dans la ligne de ceux formulés par Wang Yi et Yang Jiechi les 6 et 7 août. L'argument central de Le Yucheng est que les responsables de cette situation sont à Washington et non à Pékin : « La série de mesures prises récemment par les États-Unis contre la Chine vise à alimenter la confrontation idéologique et à raviver la guerre froide au XXIe siècle. On a le sentiment que le spectre du maccarthysme refait surface aux États-Unis. Dans les années 1950, lorsque les États-Unis étaient en proie à l'hystérie anticommuniste, des dizaines de milliers de membres de la communauté chinoise ont été suspectés d'être des "espions". Plus de 20 millions de personnes ont dû subir des « contrôles ». Même les

476. Source : https://archive.vn/cPPIO.
477. Source : https://archive.vn/8cdkX.
478. Kathrin Hille, « 'Wolf warrior' diplomats reveal China's ambitions », *Financial Times*, 12 mai 2020.
479. Citation en chinois : « 在新冠肺炎疫情期间，某些国家对中国» 污名化 »，极力» 甩锅 »本国抗疫不力的责任，拿中国当» 替罪羊 »。我们旗帜鲜明地开展舆论斗争，有理有据地进行批驳，揭穿他们的谎言，让世人看到其卑劣行径和丑恶嘴脸。 », cf. « 凝心聚神谱新篇（中国制度面对面⑧）——社会主义先进文化制度怎么守正创新？», 人民日报, 10 août 2020.
480. « 复活冷战是时空错乱之举 » (Faire renaître la guerre froide est un acte qui engendre le chaos), Interview de Le Yucheng (乐玉成), 观察者 (*L'Observateur*), 12 août 2020.

enfants de trois ans devaient signer un "serment de fidélité". L'expression "*find reds under the beds*" [en anglais dans le texte] a été inventée pour décrire cette paranoïa démente[481]... »

En somme, **Pékin a conscience de l'ambivalence de cette diplomatie du « loup guerrier », qui est « tout autant dénoncée qu'elle est justifiée en Chine[482] »**, de façon d'ailleurs contradictoire puisqu'elle est présentée « à la fois comme le fruit de l'imagination du discours occidental sur la menace chinoise mais aussi comme une réponse à cette menace[483] ». Cette incohérence est bien illustrée par un tweet particulièrement confus de l'ambassade de Chine en Irlande qui, le 31 mars 2021, a voulu utiliser la fable « Le loup et l'agneau » pour justifier la diplomatie des « loups guerriers » (images ci-dessous).







À gauche, ces deux tweets du 31 mars 2021[484], qui ont depuis été supprimés par l'ambassade de Chine en Irlande, illustrent la confusion de Pékin à l'égard du label « loup guerrier » qui est à la fois rejeté et revendiqué.
Le message de l'ambassade a immédiatement déclenché un déluge de tweets moqueurs, comme ceux-ci (à droite), confirmant le caractère contre-productif de la démarche[485].

Il n'y a **aucune raison de croire que cette posture pourrait disparaître. Le plus probable est qu'elle perdure, avec différentes phases d'agressivité plus ou moins prononcée. Elle semble chercher également à diversifier son répertoire d'actions**. Les diplomates continueront de ferrailler sur les réseaux sociaux afin d'imposer les récits du Parti et d'admonester ceux identifiés comme des ennemis, mais tâcheront également de construire des coalitions et de s'appuyer sur des organisations de façade permettant de faire écran et dont la mission sera de

481. Citation en chinois : « 美国近期针对中国的一系列做法，是在挑动意识形态对抗，在21世纪复活» 冷战 »，让人感到» 麦卡锡主义 »的幽灵又在美重现。上世纪50年代，美国国内掀起了疯狂的反共浪潮，成千上万的华裔被怀疑为» 间谍 »，2000多万人接受了所谓» 清查 »，甚至3岁的小孩也要签署» 忠诚宣誓书 »。对于这一荒唐行径，英语里都留下了一句话叫» find reds under the beds »，意思就是» 到床底下查找赤色分子 »。 »
482. Julienne et Hanck, « Diplomatie chinoise », *op. cit.*, p. 115.
483. Brugier, *La diplomatie des « loups guerriers »*, *op. cit.*, p. 6.
484. Initialement à l'adresse https://twitter.com/ChinaEmbIreland/status/1377302554489544710.
485. Helen Davidson, « Wait, who is the wolf again? Chinese embassy's Aesop fable analogy baffles Twitter », *The Guardian*, 1er avril 2021.

fragiliser l'unité des sociétés cibles, et en premier lieu les États-Unis. **Le risque pour Pékin est double. D'une part, c'est celui de tomber dans un « piège rhétorique »** qui lui ferait perdre le contrôle des conséquences des actions de certains de ses diplomates : en ne les désavouant pas, même lorsqu'ils vont trop loin – car cela ferait perdre la face et surtout donnerait l'impression qu'il y a des voix dissonantes au sein d'un Parti qui semblerait donc fragilisé –, **le Parti-État pourrait être pris dans des engrenages dangereux**. **D'autre part, en interne, Pékin risque d'accroître la division entre les modérés** qui, comme on l'a vu, condamnent l'agressivité croissante des diplomates et plaident pour davantage de retenue **et les radicaux**, qui sont dans la surenchère et reprochent au Parti de ne pas aller assez loin. C'est le cas de la frange la plus nationaliste de l'opinion publique, qui se montre déjà déçue lorsque les autorités ne réagissent pas assez vivement à ce qu'ils considèrent comme des provocations. Ainsi, lorsqu'en juin 2021 Pékin a réagi de façon relativement contenue à la visite de sénateurs américains à Taïwan, certains internautes sur Weibo critiquaient les responsables chinois (« faibles et incompétents »), leur reprochant d'avoir manqué de fermeté (« Pourquoi on les a pas abattus ? Ils ont violé notre espace aérien »)[486]. **Coincé entre deux feux qu'il a lui-même allumés –** d'un côté, la communauté internationale et les modérés qui dénoncent l'agressivité du discours chinois et, de l'autre, les plus nationalistes qui poussent à l'escalade et n'accepteront aucun recul **– le Parti s'est condamné à décevoir**.

486. « Chine : les "loups" pris au piège de la diplomatie combattante », AFP, 29 juin 2021.

IV. L'économie

Les pressions économiques sont sans conteste l'un des principaux leviers de la diplomatie coercitive de la Chine. Cela s'explique d'abord par le **poids de l'économie chinoise** et **l'asymétrie des relations** que Pékin entretient avec la plupart des pays. Deuxième économie mondiale, qui pèse plus de 14 trillions de dollars, premier exportateur et deuxième importateur mondial de biens, il est difficile de lui résister lorsqu'elle propose du commerce et des investissements à des pays qui en ont besoin, ou qu'elle menace de réduire les échanges, même avec les plus riches. Pékin est **le premier créancier des pays pauvres**. En apparence gratuite, **l'aide chinoise est en réalité conditionnée**, à la non-reconnaissance de Taïwan en premier lieu. Quant aux prêts, ils sont particulièrement opaques. Une étude de 2021, portant sur 100 contrats entre des entités publiques chinoises et des emprunteurs publics dans 24 pays en développement sur cinq continents, a notamment montré que les **contrats de prêts contiennent des clauses de confidentialité inhabituelles et d'autres mesures permettant « aux prêteurs d'influencer les politiques intérieures et extérieures des débiteurs[487]** ».

La dépendance économique à son égard est bien souvent le premier levier utilisé par Pékin. Le dernier plan quinquennal chinois, approuvé en mars 2021, adopte d'ailleurs **une stratégie de « découplage offensif » consistant à se rendre moins dépendant du monde tout en rendant celui-ci plus dépendant de la Chine**, ce qui augmenterait mécaniquement l'effet de levier, donc l'influence, du Parti[488]. Cette stratégie s'accompagne souvent de l'insistance de Pékin à **privilégier les relations bilatérales**, notamment dans le cas de l'Europe, afin de s'imposer avec plus d'aisance.

L'usage des pressions économiques s'explique également du fait de leur **plus grande acceptation** sur la scène internationale. Quoique révélateurs d'un certain mépris pour ses partenaires commerciaux, et ayant des « aspects néfastes » (dus à l'opacité des accords conclus, la dépendance qui en résulte et la corruption dont ils sont l'opportunité)[489], **ces procédés demeurent moins intrusifs que d'autres instruments du répertoire des mesures actives** tels que la subversion ou la désinformation. Enfin, et cela est loin d'être négligeable, elles sont d'une **efficacité redoutable**.

La coercition économique chinoise prend des formes extrêmement variées[490] : déni d'accès au marché chinois, embargos, sanctions commerciales, restrictions aux investissements, contingentement du tourisme chinois dont dépendent certaines régions, organisations de boycotts populaires – autant d'actions qui ont frappé de nombreux pays ces dernières années, notamment le Japon, la Corée du Sud et désormais l'Australie.

La guerre commerciale que Pékin livre à Canberra est sans précédent, avec des sanctions visant sept produits (le charbon, le bœuf, le bois, le vin, le coton, l'orge et les langoustes), et qui pourraient demain en viser d'autres (comme la laine, le sucre ou le blé). Mais ce n'est là que la partie émergée des mesures prises car, **contre l'Australie, Pékin utilise une grande partie de son portefeuille d'actions** : sanctions commerciales, mais aussi menace de réduire les flux des étudiants et des touristes, attaques extrêmement violentes sur les réseaux sociaux (avec notamment ce photomontage diffusé par le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères d'un soldat australien égorgeant une fillette → p. 221), poursuites judi-

487. Anna Gelpern, Sebastian Horn, Scott Morris, Brad Parks et Christoph Trebesch, *How China Lends: A Rare Look into 100 Debt Contracts with Foreign Governments*, AIDDATA/Kiel Institute for the World Economy/Center for Global Development/Peterson Institute for International Economics (PIIE), mars 2021, p. 2.

488. Statement of Matt Pottinger, before the US-China economic and security review commission, Congrès américain, 15 avril 2021.

489. *Chinese Malign Influence and the Corrosion of Democracy: An Assessment of Chinese Interference in Thirteen Key Countries*, International Republican Institute (IRI), edited by David Shullman, 2019, p. 5.

490. Peter Harrell, Elizabeth Rosenberg et Edoardo Saravalle, *China's Use of Coercive Economic Measures*, Center for a New American Security, juin 2018.

ciaires pour museler les critiques (*lawfare*), blocage des navires australiens dans les ports chinois (« des dizaines de porte-conteneurs n'ont pu décharger le charbon importé d'Australie [et] des tonnes de raisin sont restées bloquées devant le port de Shenzhen[491] »), cyberattaques régulières, menaces militaires (le belliqueux *Global Times* parle d'envoyer des « missiles de longue portée[492] » sur l'Australie), et même enlèvement de ressortissants dans le cadre d'une « diplomatie des otages » (→ p. 405). En ayant, en novembre 2020, délibérément fuité à la presse australienne un document d'une page faisant la liste de 14 récriminations présentées comme étant à l'origine des tensions bilatérales, **l'ambassade de Chine à Canberra a implicitement admis être dans une logique de rétorsion, et fait de l'Australie un exemple pour la région et pour le monde**. Le cas australien est un message envoyé aux États et aux entreprises du monde entier : « La Chine a choisi l'Australie comme une sorte de bouc émissaire pour montrer aux Occidentaux ce qu'il pourrait leur en coûter de trop critiquer l'empire du Milieu », analyse l'économiste Philippe Chalmin[493]. Il n'est pas le premier (en 2017, lorsque le gouvernement sud-coréen a décidé de déployer le système de défense antimissile THAAD sur son sol, il avait fait l'objet d'une vague de cyberattaques, qui ont aussi visé les entreprises du secteur[494]) et il ne sera pas le dernier. **Cette tendance devrait inquiéter les Européens, qui pourraient à l'avenir être visés par ces pratiques**[495].

Les sanctions économiques sont parfois prises isolément mais sont **le plus souvent associées à des sanctions diplomatiques ou politiques**. La France en a fait l'expérience en 2008-2009, après que Nicolas Sarkozy eut conditionné sa participation à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à une reprise du dialogue entre Pékin et les Tibétains et annoncé qu'il rencontrerait le dalaï-lama[496]. En réponse, le PCC a déployé un arsenal de sanctions politiques (report du 11ᵉ sommet annuel Chine-UE qui devait se tenir à Paris, refus du ministre chinois des Affaires étrangères de recevoir l'ambassadeur de France en Chine alors même que l'ambassadeur de Chine à Paris continuait d'être reçu par Bernard Kouchner) et économiques (annulation d'une commande de 150 avions à Airbus, exclusion de la France de tout accord commercial pendant de longs mois) vouées à faire plier la France.

A. Des pressions économiques contre des entreprises

Les pressions économiques chinoises ne visent pas toujours des États, elles peuvent aussi frapper des entreprises et même des individus. **Pékin fait de plus en plus de la censure un prérequis pour l'accès à son marché. Et beaucoup d'entreprises finissent par plier sous la pression** : Mercedes-Benz s'est excusé d'avoir cité le dalaï-lama[497] et Zara, Qantas, Marriott et Delta Airlines ont changé leur manière de présenter Taïwan après que Pékin leur a fait du « chantage économique[498] ». Coach, Givenchy et Versace ont fait l'objet d'attaques sur les réseaux sociaux, parce que ces marques présentaient Taïwan comme un pays sur leurs vête-

491. Armelle Bohineust, « Embargos, surtaxes, intimidation, un an d'escalade entre la Chine et l'Australie », *Le Figaro*, 8 juin 2021, p. 21.
492. Hu Xijin, « China needs to make a plan to deter extreme forces of Australia », *Global Times*, 7 mai 2021, https://archive.vn/LGKzF.
493. Bohineust, « Embargos, surtaxes, intimidation », *op. cit.*
494. Yeo Jun-suk, « Cyberattacks against South Korea in protest of THAAD: former US Navy commander », *The Korea Herald*, 27 avril 2017.
495. Nicolas Regaud, « Politique de coercition économique chinoise contre l'Australie : quels enseignements pour les Européens ? », Brève stratégique, 15, IRSEM, 20 janvier 2021.
496. Ce qu'il a fait le 6 décembre 2008.
497. Sui-Lee Wee, « Mercedes-Benz Quotes the Dalai Lama. China Notices. Apology Follows », *The New York Times*, 6 février 2018.
498. Tara Francis Chan, « 'Economic blackmail': Zara, Qantas, Marriott and Delta change Taiwan references after China anger », *Business Insider Australia*, 18 janvier 2018.

ments ou dans leurs publicités, et ils ont aussi fini par céder, présenter des excuses et reconnaître la politique d'une seule Chine[499]. En avril 2018, l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a envoyé une lettre à 44 compagnies aériennes leur demandant de préciser, dans toute communication publique, que Taïwan faisait partie de la Chine, sous peine de mesures de rétorsion. Quelques semaines plus tard, une vingtaine d'entre elles s'étaient déjà exécutées[500]. **Pékin traque et condamne toute mention de Taïwan dans la communication des entreprises qui, en général, finissent par s'incliner sous la pression et présenter des excuses** que les médias chinois ont alors beau jeu de relayer, comme le *Global Times* en a fourni un exemple le 13 février 2021 au sujet du club de football du Bayern Munich (voir capture d'écran ci-dessous).



Ce sont encore les pressions économiques contre des entreprises que le Parti a employées dans la controverse sur le **coton du Xinjiang**. Au mois de mars 2020, l'ASPI publie un rapport qui révèle l'étendue du système de travail forcé mis en place par le Parti à l'encontre des Ouïghours enfermés dans des camps[501]. Le think tank australien identifie 27 usines, au Xinjiang et dans 9 autres provinces, utilisant des travailleurs forcés ouighours, usines qui entrent dans la chaîne de production de 82 entreprises étrangères dont Volkswagen, Lacoste, Nokia ou encore Alstom. À la suite de ces révélations, certaines entreprises, dont Nike, Adidas, Uniqlo et H&M, cessent d'acheter du coton du Xinjiang issu du travail forcé en faisant état publiquement de leurs motivations[502]. Elles deviennent alors la cible d'une campagne de dénigrement, menée notamment par la Ligue de la jeunesse communiste sur Weibo (avec le slogan « Le coton du Xinjiang ne mange pas de ça ! », voir l'image ci-dessous). Pékin a aussi pris d'autres mesures de

499. Iain Robertson, *Chinese Messaging Across the Strait: China-friendly narratives and the 2020 Taiwan presidential election*, DFRLab, Atlantic Council, décembre 2020, p. 22.
500. Erika Kinetz, « Airlines caving to China's demands despite White House protest », *USA Today Travel*, 22 mai 2018.
501. Vicky Xiuzhong Xu, *Uyghurs for sale. 'Re-education', forced labour and surveillance beyond Xinjiang*, ASPI, mars 2020.
502. Voir par exemple la déclaration du groupe suédois H&M : https://hmgroup.com/sustainability/fair-and-equal/human-rights/h-m-group-statement-on-due-diligence/.

rétorsion, en retirant les produits des marques concernées des plateformes en ligne, en appelant au boycott des boutiques physiques et en floutant leurs logos à la télévision. Cette campagne qui vise tout à la fois à défendre le coton chinois et à critiquer ceux qui « attaquent la Chine » semble toutefois avoir été motivée moins par la décision de ces entreprises, qui remonte alors à plusieurs mois déjà, que par la nécessité de répondre aux critiques croissantes et aux sanctions prises par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne[503].



Les sanctions économiques dans le domaine du sport professionnel sont monnaie courante de la part du PCC. En 2004, c'est la NFL qui avait subi ses foudres pour avoir accepté la diffusion d'un clip en hommage à la liberté comportant une photo de l'homme devant les chars près de la place Tian'anmen en 1989. Cet « incident » avait conduit la Chine à sanctionner la NFL en refusant toute diffusion des matchs en Chine pendant un an[504]. Si le basket constitue le marché de loin le plus important, les autres grandes ligues de sport professionnel misent sur les consommateurs chinois et sont, pour cette raison, particulièrement sensibles aux sanctions économiques. La Ligue de baseball (MLB), comme celle de hockey sur glace (NHL), ont toutes deux signé des contrats de diffusion des matchs avec Tencent.

503. Robin Brant, « Nike, H&M face China fury over Xinjiang cotton 'concerns'», BBC, 25 mars 2021.
504. Andrew Beaton, Ben Cohen, « America Obsessed Over Janet Jackson. But the NFL Secretly Enraged China », *The Wall Street Journal*, 14 octobre 2019.

Le cas de la NBA

Le 4 octobre 2019, durant les manifestations hongkongaises, Daryl Morey, directeur général des Houston Rockets, une équipe de la National Basket-ball Association (NBA) américaine, a retweeté une image sur laquelle était écrit : « Fight for freedom, stand with Hong Kong ». La sanction du Parti a été immédiate et d'autant plus forte que la franchise de Houston a accueilli de 2002 à 2011 la star du basket chinois, Yao Ming, et qu'elle est la seconde équipe préférée du public chinois[505]. **Par mesure de rétorsion, les partenaires chinois de la NBA ont suspendu leurs liens avec la ligue de basket américaine**. Les excuses de Daryl Morey n'ont pas suffi à calmer l'ire de Pékin et les médias chinois ont annoncé qu'aucun match de la pré-saison ne serait diffusé sur leurs antennes. Finalement, Tencent (leader sur ce marché) a obtenu l'autorisation du gouvernement chinois de projeter un résumé, seulement, des matchs. Le relâchement des autorités était vraisemblablement destiné à ne pas sanctionner les entreprises chinoises pour lesquelles la NBA est une source de revenu colossale[506].

Les matchs de la NBA ont pu être à nouveau diffusés sur les chaînes chinoises le 10 octobre, après un an de purgatoire, mais les raisons du retour en grâce de la NBA ne sont pas connues. CCTV a déclaré que la NBA avait fait preuve de « bonne volonté continue » (持续表达的善意) et manifesté son soutien à la Chine dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19[507]. On imagine que l'insatisfaction du public chinois a dû peser également dans cette décision, même si Sup China souligne le mécontentement de la frange la plus nationaliste face à la reprise des retransmissions[508]. Le 16 octobre dernier, Daryl Morey a annoncé qu'il quittait son poste à la tête des Houston Rockets, il a présenté cette décision comme personnelle mais on peut imaginer que le propriétaire de l'équipe, comme la NBA, étaient favorables à cette « solution ». Du côté chinois, même si le ton de CCTV est resté poli, quoique ironique, le *Global Times* (Huanqiu shibao), n'a pas hésité à signaler que nombre de fans chinois estimaient que Morey n'avait que ce qu'il mérite[509].

B. Le cas allemand

« À quoi bon mener des actions d'ingérence en Allemagne ? Les élites lui sont complètement acquises, **la Chine est en terrain conquis** » : les mots prononcés par l'un des responsables avec lesquels nous nous sommes entretenus à Berlin illustrent l'état d'esprit en Allemagne. Nombre d'entre eux, qui parlent de « naïveté totale » ou de « biais cognitif », confirment cette tendance de fond : l'attitude des milieux d'affaires et des autorités allemandes est largement déterminée par le poids de l'économie chinoise dans la balance commerciale de l'Allemagne. En 2020 et pour la cinquième année consécutive, la Chine était le principal partenaire commercial de l'Allemagne (premier importateur et second marché d'exportation[510]). Ce partenariat, ancien (dès la fin des années 1980), constitue le biais originel expliquant **la position bienveillante des élites économiques et politiques outre-Rhin**. Même si le partenariat économique est ressenti comme de plus en plus asymétrique par les entreprises allemandes, il se nourrit de liens personnels forts établis entre le patronat allemand et les cadres dirigeants (le top 100 ou 50 des cadres exécutifs des entreprises du DAX) d'un côté et les

505. Antony Tao, « Everyone is jumping on Rockets GM Daryl Morey's Hong Kong tweet », *Sup China*, 7 octobre 2019.
506. En 2018, plus de 500 millions de Chinois ont assisté, ou vu lors de programmes télévisés au moins un match de la NBA.
507. « 央视谈复播NBA :对方持续表达善意支持中国抗疫 » (CCTV sur la reprise de la NBA : l'autre partie continue d'exprimer sa bonne volonté pour soutenir la lutte de la Chine contre l'épidémie), 环球网 (*Huangqiu shibao*), 9 octobre 2020.
508. Feng Jiayun, « Chinese state television lifts yearlong ban on NBA games, but nationalists want it to stay », *Sup China*, 9 octobre 2020.
509. Wang Qi, Deng Xiaoci, « Chinese NBA fans 'wish Morey well' after resigning », *Global Times*, 16 octobre 2020.
510. Selon les statistiques de Destatis (https://www.destatis.de/EN/Themes/Economy/Foreign-Trade/_node.html).

acteurs chinois de l'autre, qui amènent une majorité d'entrepreneurs allemands à intérioriser le récit du PCC[511].

L'idée dominante, du moins jusqu'au dossier KUKA[512], est l'accord gagnant-gagnant entre les deux économies, dominé par une perception très positive du côté des entreprises et les représentants des différentes associations professionnelles. **Les signaux d'alarme émis par d'autres pays comme l'Australie concernant les risques de dépendance vis-à-vis de la Chine et les atteintes à la souveraineté ont été globalement ignorés**.

Plusieurs événements cependant font bouger la position pro-chinoise des acteurs économiques et politiques en Allemagne[513] : le rachat de KUKA par des investisseurs chinois en 2016 qui a ouvert le débat sur l'inversion des rôles entre acteurs économiques chinois et allemands, ces derniers devenant des cibles de la prédation chinoise ; la publication du programme *Made in China 2025* révélant la véritable stratégie du régime dans nombre de technologies clés ; la prise de conscience progressive du rôle réel des correspondants du PCC dans toutes les entreprises chinoises, qui devient tangible pour les managers allemands expatriés à travers leur implication croissante dans la stratégie et la vie interne de l'entreprise ; l'action des représentants de la Chine dans les comités de standardisation ; l'évolution de l'équilibre interne des pouvoirs au sein du PCC.

Sur ce dernier point, plusieurs experts allemands estiment que la concentration du pouvoir en Chine tend à engourdir le système chinois. Le régime doit donc proposer une nouvelle offre politique ou symbolique alternative à sa population : le récit de la supériorité du système chinois. C'est la tentation du « Cosmological Communism » exposée par Didi Kirsten Tatlow[514]. **L'exposition (voire la surexposition) de l'économie allemande au marché chinois est la première variable de la politique de Berlin vis-à-vis de Pékin** et explique la position modérée de la Chancelière, principale porte-parole de sa communauté d'affaires.

La communauté d'affaires en Allemagne est l'objet d'un changement significatif : elle est aujourd'hui divisée entre le camp, longtemps monocorde, voyant la Chine comme un marché exceptionnel, sans alternative possible, et celui des entreprises qui restent prudentes et vigilantes. Le rapport du BDI paru à l'automne 2019 est la traduction de ce changement d'attitude chez une partie des managers allemands. À la suite de la publication de la stratégie *Made in China 2025*, **la prise de conscience est actée que la Chine entend désormais éliminer les industriels allemands des secteurs clés, et non plus coopérer**. Sentant le vent tourner, Pékin redouble d'efforts pour influencer non seulement les chefs d'entreprises et les politiques mais aussi l'opinion publique, en recrutant des **agences de communication et des lobbystes locaux**[515]. Mais ses tentatives ne sont pas toujours adroites et, parallèlement, il y a en Allemagne (comme en France → p. 633) une prise de conscience croissante de l'ampleur des opérations d'influence chinoises, grâce notamment à quelques enquêtes approfondies dans la presse, dont un article particulièrement détaillé paru dans *Die Welt* en juin 2021[516].

Selon une étude de 2019, il y avait alors en Allemagne plus de 190 groupes chinois ayant des liens directs avec le DTFU, environ 80 CSSA dans les universités, plus de 20 instituts et classes

511. Un bon exemple de ce discours est l'argument selon lequel le régime a pu extraire 600 millions de Chinois de la pauvreté en un temps record. Un autre discours souligne « l'efficacité du PCC dans la gestion de l'épidémie de coronavirus ».

512. Rachat du leader allemand et européen de la robotique industrielle par le chinois MIDEA pour 4,5 Mds€ en juin 2016.

513. Le sujet du talk-show d'Anne Will (l'un des plus suivis sur ARD) choisi en octobre 2019 était un bon indice de ce changement d'attitude en Allemagne : « Kann man China noch vertrauen ? » (Peut-on encore faire confiance à la Chine ?).

514. https://www.merics.org/en/china-monitor/cosmological-communism.

515. Brause *et al.*, « Chinas heimliche Propagandisten », *op. cit.*

516. Christina Brause, Anette Dowideit, Tina Kaiser, Maximilian Kalkhof, « Chinas heimliche Propagandisten », *Die Welt*, 15 juin 2021 ; traduit dans « Allemagne : les soutiens secrets à la propagande chinoise », *Le Figaro*, 25 juin 2021.

Confucius, une douzaine de médias sinophones « alignés sur le Front uni » et un nombre indéterminé de « centres d'aide chinois » (华助中心). En tout, Didi Kirsten Tatlow estime qu'« il y a des centaines de groupes travaillant à maintenir, en Allemagne, l'idéologie, les valeurs, la langue et les objectifs du PCC à des degrés divers au sein d'une diaspora chinoise relativement petite mais aussi – et c'est important – plus largement au sein de la société, de la base à l'élite[517] ». L'Allemagne est aussi une base européenne : par exemple, la Federation of Chinese Professional Associations in Europe (FCPAE, 全欧华人专业协会联合会), une organisation de Front uni, est basée à Francfort. Elle opère dans toute l'Europe.

La China Brücke

La China-Brücke (« pont » en allemand) a été créée par Hans-Peter Friedrich, ancien ministre de l'Agriculture (CSU), écarté du gouvernement Merkel en 2014 pour avoir été impliqué dans des fuites sur une enquête judiciaire en cours visant un député SPD suspecté de pédophilie. Friedrich peut être considéré comme étant très proche des milieux d'affaires. La China-Brücke se présente comme un forum de dialogue entre élites économiques (surtout) chinoises et allemandes, chargé d'améliorer la connaissance de la Chine auprès des décideurs allemands. Elle entend promouvoir « l'échange entre les acteurs de la politique, de l'économie, de la science, de la société civile et de la culture indépendamment de l'actualité politique ».

La composition du directoire parle d'elle-même. Il comprend notamment l'ancien député SPD Johannes Pflug, aujourd'hui *China-Beauftragter* (en charge des relations avec la Chine) de la ville de Duisburg (considérée comme une porte d'entrée de l'influence chinoise en Allemagne, et hub de la présence chinoise dans la Ruhr) ; Carsten Senz, Head of Corporate Communications de Huawei Deutschland ; ainsi que des managers de SAP et d'Alibaba[518].

Créée début 2020, sur le modèle de l'Atlantik-Brücke, qui a été très actif dans le lobbying germano-américain, la China-Brücke se veut un levier d'influence au service du monde des affaires principalement. Elle est très discrète sur la réalité de ses manifestations (colloques, réunions à huis clos), même s'il est vrai que le contexte sanitaire a mis un coup d'arrêt à ces pratiques de réseau, à Berlin comme ailleurs.

C. Le lobbying au sein même des entreprises occidentales par des agents du PCC

Au mois de décembre 2020, un document présenté comme une fuite du PCC contenant un registre de deux millions de membres du Parti a été rendu public par la Inter-Parliamentary Alliance on China (IPAC), qui réunit environ 150 parlementaires désireux de modifier le rapport que les démocraties entretiennent avec la RPC. Le document aurait été transmis à l'IPAC, au mois de septembre, par un « dissident » chinois dont l'identité n'est pas connue. Après des vérifications, l'IPAC a transmis le registre à quatre médias. Le registre daterait de 2016 et semble compter essentiellement des membres du comité du Parti de Shanghai mentionnant leur position au sein du Parti, leur date de naissance et leur appartenance ethnique ; elle est divisée en 79 000 branches dont beaucoup sont affiliées à des entreprises[519].

517. Tatlow, « Mapping China-in-Germany », *op. cit.*, p. 2.
518. Claudia von Salzen, « Was es mit dem neuen Netzwerk auf sich hat – und warum die Mitglieder geheim bleiben », *Der Tagesspiegel*, 6 juin 2020.
519. Sharri Markson, « Names, positions of Chinese Community Party operatives revealed in major security leak », *The Weekend Australian*, 19 décembre 2020.



La liste des membres du Parti contient les noms de personnes travaillant pour de grandes entreprises telles que Volkswagen, HSBC ou encore ANZ et Boeing. Cette dernière comptait, à l'époque où la liste a été constituée, 287 employés membres du PCC dans ses 21 filiales en Chine ; QualComm, société américaine qui fabrique notamment des processeurs, compte 229 membres du Parti dans ses rangs ; Hewlett-Packard emploie, quant à elle, 390 membres du PCC répartis dans 14 succursales en Chine ; Volkswagen comptait de son côté plus de 5 700 employés répertoriés comme membres du PCC dans 131 succursales. D'autres domaines sensibles apparaissent dans cette liste tels que **le secteur pharmaceutique** : la filiale de Pfizer en Chine, Pfizer Investment Co, compte ainsi 69 membres tandis qu'AstraZeneca en emploie 54. **Le registre comprend également des noms d'universitaires**, notamment en Australie et au Royaume-Uni et un cadre du consulat britannique à Shanghai[520].

L'appartenance au PCC ne signifie pas *ipso facto* que ces personnes sont des espions chinois ni même qu'elles collaborent avec le Parti. Nombre d'employés de grandes entreprises mènent parallèlement à leur carrière des activités politiques. Cela n'est pas forcément incompatible. En Chine, comme on a pu l'évoquer avec la LJC (→ p. 70), l'adhésion au PCC peut constituer un accélérateur de carrière et c'est souvent la première motivation des impétrants. Le problème – et en cela le cas chinois diffère des démocraties – est que **l'affiliation de ces personnes constitue un levier que le Parti peut utiliser pour exiger des renseignements sur leur employeur**. Certains pourraient même être tentés de prendre l'initiative de transmettre des renseignements au PCC pour être bien vus, accroître leur influence dans le Parti, faciliter leur carrière, etc.

Le *Global Times* a répondu vivement aux révélations de la presse. Le quotidien chinois use d'un procédé de rhétorique classique consistant à parler de la « prétendue liste des membres du PCC » ; « prétendue » (*alleged*) joue ici le rôle d'opérateur argumentatif permettant de démonétiser l'énoncé adverse ou l'élément de preuve apporté en jetant un doute sur sa véracité. Cette méthode cache souvent un manque cruel d'arguments solides. Le média officiel ajoute que cette annonce s'inscrit dans une chasse aux sorcières dont serait victime la Chine. Il affirme enfin que ce type de propos relève d'une méconnaissance de la Chine, motif argumentatif récurrent du PCC[521].

520. Jake Ryan, Jonathan Bucks et Holly Bancroft, « Leaked files expose mass infiltration of UK firms by Chinese Communist Party including AstraZeneca, Rolls Royce, HSBC and Jaguar Land Rover », *The Mail on Sunday*, 12 décembre 2020.

521. « West hypes 'leaked' list of CPC members to sow discord in foreign institutions », *Global Times*, 14 décembre 2020.

V. La politique

A. Les partis

Les relations de parti à parti, ou la « diplomatie du Parti », est un important front pour le PCC et un volet significatif de la diplomatie d'État, comme nous l'avons expliqué dans la section sur le **département des Liaisons internationales (DLI)** qui en a la charge (→ p. 68). Le Parti considère que cette forme de diplomatie présente de nombreux avantages : elle renforce les relations d'État à État, elle pallie les faiblesses de la diplomatie officielle, sert de vecteur de diffusion d'une bonne image du Parti à l'étranger et renforce le pouvoir du Parti[522]. Quoique ces activités s'apparentent à de la diplomatie publique, elles relèvent en fait bien souvent de **manœuvres de pénétration des sociétés cibles afin d'influencer les mécanismes d'élaboration des politiques publiques**.

Ces relations directes entre partis politiques peuvent servir à contourner la diplomatie officielle et permettre au PCC de s'infiltrer dans la vie politique locale, ce que la RPC qualifierait sans doute d'ingérence si elle en faisait l'objet. Ces liens peuvent être exploités de différentes manières : d'une part, les relations avec le parti au pouvoir peuvent, dans certains pays, servir de canal d'influence vers le gouvernement en place ; d'autre part, les relations avec le ou les partis de l'opposition peuvent être instrumentalisées pour faire pression sur le gouvernement. De manière générale, **les relations de parti à parti permettent d'en apprendre davantage sur les dynamiques de la vie politique locale, d'identifier les sources de tensions et fragilités potentiellement exploitables**, mais également de diffuser la propagande du Parti et ses éléments de langage, de défendre l'agenda chinois et une image positive du pays, de participer au travail de ciblage des sources et « idiots utiles » potentiels.

Depuis Xi Jinping, le DLI mène de plus en plus de « séances de présentation » (宣介会) à l'attention de personnalités politiques étrangères[523] dans le but officiel de répondre à la « demande mondiale ». Le monde entier serait en effet désireux de connaître la Chine, le PCC, et de comprendre pourquoi ils « réussissent », ce serait la « nouvelle question que le monde se pose »[524]. Ces séances de présentation sont l'occasion d'exposer les politiques menées par la Chine, leurs réussites, d'expliquer « l'esprit » (精神) des congrès du Parti, de démontrer « l'avantage unique » (独特优势) du système de gouvernance chinois et du socialisme aux caractéristiques chinoises et de construire un langage commun[525]. Celui-ci s'articule autour de la rhétorique de la « communauté de destin », guidée par le « rêve chinois » jouant le rôle de « pont », et se concrétise par le truchement du projet des Nouvelles routes de la soie (BRI) (→ p. 147).

Plutôt que de simples séances de « présentation » comme le suggère le nom de ce type d'événement, il s'agit en réalité d'**un programme de « recrutement » et d'édification dont l'objectif est de rallier les partis politiques étrangers à l'agenda chinois**. Ces « séances de présentation » sont organisées par le DLI soit en Chine, en invitant des délégations de per-

522. 金鑫 (Jin Xin), « 国内外关于中国共产党对外交往的研究综述 » (Un résumé des recherches chinoises et étrangères sur la diplomatie du Parti), *CPC News*, 16 mars 2015, https://archive.vn/8bf89.

523. Neil Thomas, « Proselytizing Power: The Party Wants the World to Learn from Its Experiences », Macro Polo, 22 janvier 2020.

524. « 中国为什么能？ »« 中国共产党为什么行？ »成为新的» 世界之问 » (« Pourquoi est-ce que la Chine en est capable ? » « Pourquoi le Parti communiste chinois y arrive ? » sont devenues les nouvelles « questions du monde ») ; cf. 侯露露 (Hou Lulu), « 近三十个对外宣介团在近八十个国家和地区精准传播十九大精神 » (Près de 30 groupes de propagande ont diffusé avec précision l'esprit du 19e Congrès dans près de 80 pays et régions), *CPC News*, 2 février 2018, https://archive.vn/dw20f.

525. « 王家瑞：努力开创党的对外工作新局面 » (Wang Jiarui : efforçons-nous de créer la nouvelle phase de la diplomatie du Parti), *CPC News*, 3 juin 2014, https://archive.vn/vYyQR.

sonnalités politiques étrangères, soit à l'étranger, en envoyant des délégations du Parti visiter directement les partis ciblés.

1. Une stratégie originellement orientée vers les alliés de la Chine en voie de diversification

Les pays visés en priorité sont ceux du voisinage direct de Pékin ainsi que ceux qui, historiquement, font partie du « tiers-monde » et partagent l'héritage de Bandung, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine[526]. À la « séance de présentation » de novembre 2019 organisée à Nanchang, dans le Jiangxi, **le DLI a réuni quelque 200 personnalités politiques en provenance d'une cinquantaine de pays** pour expliquer « l'esprit » (精神) du 4e plénum du 19e Congrès du Parti. Pour saluer les « réussites » chinoises, plusieurs invités ont pris la parole : les délégués du Parti révolutionnaire populaire du Laos, du Parti démocrate de Mongolie, du Parti Baas syrien, du parti Rassemblement démocrate chypriote, et du Parti du peuple cambodgien[527]. Plusieurs événements de ce genre ont été organisés à l'échelle d'une province pour présenter les « réussites » chinoises sur un thème précis : la politique ethnique et la promotion de l'unité et de la solidarité interethniques dans le Xinjiang, en 2019 ; la politique de revitalisation rurale dans le Henan, en 2019 ; le rôle déterminant de la politique de réformes et d'ouverture dans le destin de la Chine dans le Guangdong, en 2018 ; ou encore, la promotion du développement de « haute qualité » dans le Zhejiang, en 2018[528].

À ces « séances de présentation » étaient présents des délégués du parti Keadilan de Malaisie (coalition au pouvoir), du Parti du mandat national d'Indonésie (minorité), du Parti Tehreek-e-Insaf du Pakistan (au pouvoir), du Mouvement Cœurs unis de Centrafrique (majorité présidentielle), du Parti démocratique du Botswana (au pouvoir), du Parti communiste vietnamien (au pouvoir), du parti Russie unie (au pouvoir), du Parti nationaliste de Malte (opposition)[529].

Quant aux délégations envoyées à l'étranger, leur nombre s'est sensiblement accru depuis 2013. D'après les données collectées par Macro Polo, alors que seulement six pays puis dix avaient fait l'objet de visites organisées par le DLI en 2013 et 2014, une quarantaine de pays ont été visités entre novembre 2015 et mars 2016, après le 5e plénum du 18e congrès, près d'une trentaine après le 6e plénum et une soixantaine après le 19e Congrès. Cet accroissement révèle l'intérêt porté par le Parti aujourd'hui pour ce vecteur d'influence. Ces visites sont menées par des cadres du DLI et d'autres structures du Parti-État comme le conseil des Affaires d'État, l'Assemblée nationale populaire, l'École centrale du Parti, le département de Propagande, la Conférence consultative politique du peuple chinois, etc.[530].

---

526. « En considérant les pays voisins et les pays en développement comme clés, […] réalisons un engagement complet avec les partis politiques d'Afrique, Asie et Amérique latine » (以周边和发展中国家为重点, […] 实现对亚非拉发展中国家政党政要的全面交往). Cf. « Étudions la pensée du secrétaire général Xi Jinping sur le travail extérieur du Parti et efforçons-nous de créer la nouvelle phase de la diplomatie du Parti » (深入学习习近平总书记党的对外工作重要思想 努力开创党的对外工作新局面), *Qiushi*, 15 octobre 2017, https://archive.vn/c3hh9.

527. « Le département des liaisons internationales a tenu une séance de présentation de l'esprit du 4e plénum à des partis politiques étrangers » (中联部面向外国政党举办四中全会精神宣介会), Département des liaisons internationales, 20 novembre 2019, https://archive.vn/ErZcb.

528. Sont archivées aux adresses suivantes les pages des événements organisés dans le Xinjiang : https://archive.vn/KuNHn ; Henan : https://archive.vn/VRmut ; Guangdong : https://archive.vn/EePDd ; et Zhejiang : https://archive.vn/KuNHn.

529. Sont archivées aux adresses suivantes les pages des événements faisant mention des délégués en provenance de Malaisie : https://archive.vn/WzwXI ; d'Indonésie : https://archive.vn/K4umZ ; du Pakistan : https://archive.vn/4S3Aa et https://archive.vn/uwnZw ; de Centrafrique : https://archive.vn/zJG2Z ; du Botswana : https://archive.vn/q5FS5 ; du Vietnam et de Russie : https://archive.vn/EePDd ; et de Malte : https://archive.vn/nNrAh.

530. Les données collectées par Macro Polo sont téléchargeables à l'adresse : https://macropolo.org/wp-content/uploads/2020/01/ILD-Foreign-Briefings-List-Updated.xlsx.

L'événement marquant de cette « diplomatie du Parti » est **le « Sommet de haut niveau : le PCC en dialogue avec les partis politiques du monde »** (中国共产党与世界政党高层对话会)[531]. Organisé du 30 novembre au 3 décembre 2017 à Pékin par le DLI, ce sommet **a réuni un total de 600 cadres d'environ 300 partis et groupes politiques de 120 pays**. Il s'agit du premier sommet de ce genre depuis la création du PCC où, pour reprendre les mots du directeur du DLI Song Tao (宋涛), des leaders politiques du monde entier se sont réunis autour de l'idée de la construction d'une « communauté de destin », l'un des leitmotive de la propagande chinoise que nous avons déjà évoqué (→ p. 147)[532]. Le sous-titre de l'événement est en effet « Construire une communauté de destin et un monde magnifique : la responsabilité des partis politiques ». Le sommet était structuré autour de deux plénières et d'un séminaire dans l'esprit du 19e Congrès, suivi de quatre conférences sur les défis et l'avenir de la consolidation du Parti ; l'expérience du Parti dans la construction d'un « magnifique » pays ; les contributions du Parti dans la construction commune des Nouvelles routes de la soie ; la responsabilité et le rôle de chef de file du Parti dans la construction d'une communauté de destin[533]. Dans son discours d'ouverture, Xi Jinping annonce que le PCC a l'intention d'institutionnaliser ce sommet pour en faire une plateforme de dialogue politique de haut niveau avec une large représentation et influence à l'international et qu'un total de **15 000 personnalités politiques du monde entier seront invitées en Chine** par le PCC pendant les cinq prochaines années[534].

La liste complète des délégués étrangers présents lors de ce sommet ne semble pas avoir été publiée, seuls les noms de ceux qui ont pris la parole lors de l'événement sont connus, sans toutefois que l'on ait accès au contenu de leur discours. La présence et l'intervention de **Tony Parker**, trésorier du **Comité national républicain** (CNR), ont notamment été remarquées et désapprouvées par la présidente du CNR **Ronna Romney McDaniel** qui n'aurait pas été au courant de sa participation, bien que l'intéressé affirme l'avoir informée en amont[535]. Invité et financé par le **East West Institute** (EWI), Tony Parker a précédemment pris part à d'autres événements organisés par ce think tank qui entretient des liens étroits avec la Chine[536]. En 2016, il a par exemple fait partie de la délégation américaine de la 9e édition du US-China High Level Political Party Leaders Dialogue[537]. Ont également pris la parole d'autres représentants de partis politiques déjà connus pour leur proximité avec le PCC, notamment Sergueï Jelezniak, alors secrétaire adjoint du conseil directorial du parti Russie unie (au pouvoir), Aung San Suu Kyi, présidente de la Ligue nationale pour la démocratie (au pouvoir) du Myanmar, Hun Sen, président du Parti du peuple cambodgien (au pouvoir) et Premier ministre, ou encore Demeke Mekonnen, vice-président du Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (coalition au pouvoir)[538]. Par ailleurs, il y avait également des représentants du Parti congolais du travail (majorité), du parti Fidji d'abord (au pouvoir), du parti soudanais du Congrès national

531. La page de l'événement est archivée à l'adresse : https://archive.vn/HhyXW.

532. 马小宁 (Ma Xiaoning), 孟祥麟 (Meng Xianglin), 李伟红 (Li Weihong), « 发挥政党作用 携手建设更加美好的世界 » (Révélons le rôle des partis politiques et construisons ensemble un meilleur monde), *CPC News*, 4 décembre 2017, https://archive.vn/OHYKI.

533. Le programme est disponible sur le site de l'événement, https://archive.vn/HhyXW.

534. Le discours de Xi Jinping est disponible en anglais : https://archive.vn/SEhTQ ; et en chinois : https://archive.vn/raCKw.

535. Ralph Z. Hallow, « RNC official burnishes Xi's image, tangles with Chairman McDaniel », *The Washington Times*, 1er février 2018.

536. *Ibid.*

537. Natalie Pretzer-Lin, « 9th U.S.-China High-Level Political Party Leaders Dialogue », EastWest Institute, 23 novembre 2016, https://archive.vn/XNRan.

538. Sont archivées aux adresses suivantes les pages mentionnant les interventions de Sergueï Jelezniak : https://archive.vn/FUmHR ; Aung San Suu Kyi : https://archive.vn/immjT ; Hun Sen : https://archive.vn/jo1kA ; Demeke Mekonnen : https://archive.vn/wdGxg.

(dissous en 2019) et du Parti démocratique italien[539]. L'ancien Premier ministre français, **Jean-Pierre Raffarin**, était également présent[540].

Avant la tenue de ce sommet mondial, le DLI avait déjà lancé des **forums régionaux, plus ciblés**, tels que celui entre la Chine et les États-Unis (中美政党对话), la Chine et l'Afrique (中非政党理论研讨会), la Chine et l'Asie (中亚政党论坛), ou encore la Chine et l'Europe (中欧政党高层论坛)[541]. En 2017, les dialogues Chine-Afrique et Chine-Asie en étaient respectivement à leur troisième et deuxième édition. Les deux autres, en revanche, ont été inaugurés dès 2010. Lancé avec la participation à la première édition de l'ancienne secrétaire d'État démocrate Madeleine Albright et l'ancien directeur des affaires chinoises au département d'État Richard Llewellyn Williams, le dialogue sino-américain invite à peu près une fois par an, et ce depuis 2010, une délégation américaine bipartisane[542]. Le 4 décembre 2017, ce dialogue s'est tenu autour du thème « Chine et États-Unis : nouveau départ, nouvelles opportunités, nouvelle coopération » et les délégués américains ont pu rencontrer Yang Jiechi[543]. Une onzième édition s'est tenue en novembre 2019 autour du thème « Les partis politiques chinois et américains et les relations sino-américaines », avec la participation de **Gary Locke**, démocrate, ancien secrétaire du Commerce sous l'administration Obama et premier ambassadeur américain en Chine d'ascendance chinoise, ainsi qu'**Alphonso Jackson**, républicain, ancien secrétaire au logement et au développement urbain, déjà présent à la 10e édition[544]. Ces dialogues, toujours organisés par le DLI, le plus souvent à Pékin, réunissent une cinquantaine de participants au total, avec principalement des représentants de partis politiques mais également de think tanks et du monde de l'entreprise[545].

Quant au Forum de haut niveau des partis politiques de Chine et d'Europe, au moins cinq éditions se sont tenues depuis 2010. Également organisé par le DLI, ce forum s'est tenu dans plusieurs villes de Chine dont Pékin, Tianjin et Suzhou, mais aussi à Bruxelles. En 2016, la cinquième édition s'est déroulée en deux temps avec un premier forum à Pékin, suivi d'un dialogue économique et commercial autour de la BRI à Zhengzhou, auquel ont participé 40 délégués politiques de 20 pays européens[546]. Deux délégués bulgares, Yanaki Stoilov et Sergei Stanishev, respectivement ancien vice-président de l'Assemblée nationale et ancien Premier

---

539. Sont archivées aux adresses suivantes les pages mentionnant les partis du Congo : https://archive.vn/nQCYC ; de Fidji : https://archive.vn/oThZj ; du Soudan : https://archive.vn/BHXbZ ; et d'Italie : https://archive.vn/2nWB2.

540. La participation de Jean-Pierre Raffarin (拉法兰) est mentionnée dans cet article : « 中国共产党与世界政党高层对话会的三个小故事 » (Trois petites histoires à propos du sommet de dialogue de haut niveau entre le PCC et les partis politiques du monde), *CPC News*, 27 septembre 2019, https://archive.vn/00M3T. Il est également présent sur la photo de groupe (rang du milieu, deuxième en partant de la droite), archivée à l'adresse : https://archive.vn/R32PD ; et a par ailleurs été photographié avec le directeur du DLI Song Tao : https://archive.vn/oHhfu.

541. Sont archivées aux adresses suivantes les pages des dialogues de partis politiques Chine-États-Unis : https://archive.vn/rr8Kn ; Chine-Afrique : https://archive.vn/acJqj ; Chine-Asie : https://archive.vn/MEI2l ; et Chine-Europe : https://archive.vn/1bBof.

542. « 中美政党举行高层对话 » (Les partis politiques chinois et américains tiennent un dialogue de haut niveau), *China news*, 31 mars 2010, https://archive.vn/gP1Sp.

543. « 第十届中美政党对话在北京举行 » (La 10e édition du dialogue des partis politiques Chine-États-Unis s'est tenue à Pékin), *Sina*, 4 décembre 2017, https://archive.vn/WMkFK ; « 杨洁篪会见美国共和、民主两党代表团 » (Yang Jiechi rencontre la délégation américaine bipartisane), International Department Central Committee of CPC, 3 décembre 2017, https://archive.vn/7vFQ2.

544. « 第十一届中美政党对话在北京举行 » (La 11e édition du dialogue des partis politiques Chine-États-Unis s'est tenue à Pékin), Site du gouvernement de la RPC, 18 novembre 2019, https://archive.vn/noc18 ; « 第十届中美政党对话在北京举行，中联部部长宋涛与外宾握手 » (La 10e édition du dialogue des partis politiques Chine-États-Unis s'est tenue à Pékin, le ministre du département des liaisons Song Tao serre la main aux invités), International Department Central Committee of CPC, 7 décembre 2017, https://archive.vn/pUJVv.

545. « La 11e édition du dialogue des partis politiques Chine-États-Unis s'est tenue à Pékin », *op. cit.*, https://archive.vn/noc18.

546. Kong Genhong, « High-level political parties forum galvanizes China-Europe cooperation », *China.org*, 8 août 2016, https://archive.vn/XFfkF.

ministre de Bulgarie, y ont exprimé leur soutien à la BRI et salué les opportunités que celle-ci offrait aux différents pays[547].

Le but de ces événements est de toucher le plus large spectre de partis politiques. C'est pourquoi plusieurs délégués d'un même pays, mais de partis politiques différents, peuvent être ciblés. Le DLI a par exemple invité **Francis Wurz**, ancien président de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) et membre du Parti communiste français, mais aussi **Thierry Mariani**, ancien vice-président de l'UMP[548]. Du côté de l'Allemagne, le DLI a invité **Lothar Bisky**, ancien co-président du parti allemand de gauche Die Linke, et président de la GUE/NGL, et **Reinhard Bütikofer**, membre du parti écologiste allemand Alliance 90/Les Verts et ancien vice-président du Parti vert européen, ou encore **Elmar Brock**, membre du Parti populaire européen et président du Comité des affaires étrangères du Parlement européen[549]. De même, **Charles Michel**, président du Mouvement réformateur devenu ensuite Premier ministre de Belgique, **Philippe Lamberts**, membre du parti Ecolo belge et alors co-président du Parti vert européen, ainsi que **Véronique De Keyser**, membre du Parti socialiste belge et ancienne vice-présidente du Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen ont également participé à ce forum[550]. On peut également citer les participations de l'Espagnol **Emilio Menéndez del Valle**, membre de l'Alliance des socialistes et démocrates, le Suédois **Kent Härstedt**, membre du Parti social-démocrate et président de l'Association d'amitié pour la Chine du Parlement suédois, le Britannique **Graham Watson**, président du Parti européen des démocrates, libéraux et réformateurs (ELDR), le Monténégrin **Srđan Milić**, président du Parti socialiste populaire du Monténégro, ou encore l'Irlandais **Dick Roche**, ancien membre du parti républicain de centre-droit **Fianna Fáil**, ministre irlandais des Affaires européennes et vice-président du ELDR[551].

2. Convertir l'influence en ressource politique

Les réseaux tissés par le DLI lui permettent d'identifier et de fidéliser des hommes politiques prêts à défendre l'image de la Chine en intervenant dans les médias locaux ou capables d'agir en coulisses au profit du PCC. Lothar Bisky, par exemple, s'est dit impressionné par la détermination du PCC à améliorer les conditions de vie de la population chinoise[552], et a critiqué la couverture médiatique des médias occidentaux vis-à-vis de la Chine qu'il considère comme insuffisamment objective[553]. Philippe Lamberts s'est dit impressionné par l'engagement de la Chine pour la construction de l'harmonie sociale et la conscience environnementale, qualifiant la RPC de « partenaire naturel de l'UE » et affirmant que « les destins de tous [les pays] sont liés »[554]. Thierry Mariani a salué cette initiative chinoise – le forum – permettant de promouvoir la compréhension mutuelle, et a appelé à une meilleure coopération sino-française[555].

547. *Ibid.*
548. *Ibid.*
549. *Ibid.* ; Uking Sun, « Forum speakers suggest more dialogue », *China Daily*, 31 mai 2012, https://archive.vn/wMKfQ.
550. « China and Belgium », Ministry of Foreign Affairs of the PRC, https://archive.vn/VVNma ; Uking Sun, « EU politicians urge cooperation with China », *China Daily*, 2 juin 2012, https://archive.vn/A5R6f ; « The EU-China High-Level Political Parties and Groups' Forum », *Socialists and democrats*, 31 mai 2012.
551. Uking Sun, « EU politicians urge cooperation with China », *op. cit.*, https://archive.vn/A5R6f ; Uking Sun, « Political parties forum progresses well », *China Daily*, 3 juin 2012, https://archive.vn/pbn6D ; Kong Genhong, « High-level political parties forum galvanizes China-Europe cooperation », *op. cit.*, https://archive.vn/XFfkF.
552. *Ibid.*, https://archive.vn/XFfkF.
553. « 中欧政党高层论坛新闻发布会 » (Conférence de presse du Forum des partis politiques de Chine et d'Europe), State Council Information Office of the PRC, 26 mai 2010.
554. Uking Sun, « EU politicians urge cooperation with China », *op. cit.*, https://archive.vn/A5R6f.
555. Zheng Yangpeng, « Beijing, Paris should 'work together' », *China Daily*, 24 avril 2013, https://archive.vn/7kQ7S ; Kong Genhong, « High-level political parties forum galvanizes China-Europe cooperation », *op. cit.*, https://archive.vn/XFfkF.

Quant à l'ancien ministre irlandais Dick Roche, qui saluait déjà les « résultats spectaculaires chinois » et appelait à davantage de coopération avec la Chine[556], il est devenu consultant pour les relations avec les institutions européennes et son principal client, Huawei, l'aurait payé entre 100 000 et 200 000 euros entre 2018 et 2019, d'après le registre de transparence de l'UE[557], recevant ainsi la qualification de « lobbyiste de Huawei » par les médias, rejoignant sous ce label l'ancien diplomate européen Serge Abou qui exerce lui aussi au profit de la compagnie chinoise[558]. Ils ne sont pas les seuls Européens à avoir choisi d'**offrir leurs services, et carnets de contact, au client chinois**. Dans sa lutte pour gagner le marché estonien de la construction du réseau 5G, Huawei s'est tourné vers la société de conseil en relations publiques Powerhouse, qui compte parmi ses rangs **trois anciens ministres estoniens** : le co-fondateur de l'entreprise, Janek Mäggi, est un ancien ministre de l'Administration publique ; et Marko Pomerants et Andres Anvelt ont tous deux occupé plusieurs positions de ministres dont celle de ministre de l'Intérieur[559]. D'après les informations de *Re: Baltica*, Pomerants et Mäggi ont cherché à ouvrir les portes du gouvernement estonien à Huawei en mobilisant leurs contacts personnels – Pomerants étant lui-même membre d'un parti de la coalition au pouvoir, Isamaa[560]. Membre du Parti social-démocrate estonien et ancien participant au Forum Chine-Europe organisé par le DLI, Randel Länts dirige quant à lui le pôle « relations avec le gouvernement » de la société de conseil Miltton, qui offrirait ses services en matière de relations publiques à l'ambassade chinoise à Tallinn[561]. **Les pays d'Europe centrale et de l'Est sont une cible particulière du DLI, qui a organisé deux types de forums dédiés à cette région** (→ p. 307) : le Dialogue des partis politiques de Chine et d'Europe centrale et de l'Est (中国- 中东欧政党对话会) à Budapest en 2016 et Bucarest en 2017, mais aussi le Forum des jeunes leaders politiques de Chine et d'Europe centrale et de l'Est (中国与中东欧青年政治家论坛) à Pékin en 2015, avec la présence notamment de Mailis Reps, membre du Parti du centre d'Estonie et ministre de l'Éducation et de la Recherche[562].

Entretenir des relations directes avec les personnalités politiques influentes d'un pays permet d'infiltrer les sociétés cibles, de recueillir des soutiens officiels et officieux, et de contourner d'éventuels blocages au sein du pouvoir en jouant sur des personnalités politiques de l'opposition ou à la « retraite ». Le Parti se félicite déjà que la position de la Chine vis-à-vis du différend en mer de Chine méridionale soit soutenue par « plus de 120 États, 240 partis et groupes politiques et 280 think tanks et organisations non gouvernementales » à travers le monde, résultat d'une « diplomatie de Parti » performante[563]. D'autres ont exprimé leur soutien à la politique chinoise au Xinjiang et à Hong Kong, ou font l'apologie de la BRI. C'est plus souvent le cas de partis politiques proches des idéaux du PCC, comme le Parti progressiste des travailleurs de Chypre (AKEL), un « allié » communiste et l'un des deux plus importants partis du pays. Son secrétaire général Andros Kyprianou a souvent pris position en faveur de la Chine, de son modèle de gouvernance, du projet de la BRI, ou encore dénoncé les « violences » à Hong Kong[564]. Ce parti

556. *Ibid.*, https://archive.vn/XFfkF.
557. https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=48084848642-01.
558. Ellie Donnelly, « Ex-minister to earn up to €200,000 as Huawei lobbyist », *Independent.ie*, 9 mars 2020.
559. Frank Jüris, « Estonian parties in the CCP's grip: The International Liaison Department's influence activities », *Sinopsis*, 25 septembre 2020.
560. Holger Roonemaa, « Huawei's Backdoor in Estonia: Ex-Ministers Hired for Last Minute Lobby Efforts », *Re:baltica*, 16 février 2020.
561. Jüris, « Estonian parties in the CCP's grip », *op. cit.*
562. *Ibid.* ; « Mailis Reps », *Young Political Leaders Forum of China and Central and Eastern Europe Countries* (中国与中东欧青年政治家论坛), 24 octobre 2015.
563. « 深入学习习近平总书记党的对外工作重要思想 努力开创党的对外工作新局面 » (Étudions la pensée du secrétaire général Xi Jinping sur le travail extérieur du Parti et efforçons-nous de créer la nouvelle phase de la diplomatie du Parti), *Qiushi* (求是), 15 octobre 2017, https://archive.vn/c3hh9.
564. « China's development, governance set Model for World: Cypriot Party Leader », *Belt and Road News*, 4 octobre 2019 ; « Chinese vice president meets Republic of Cyprus party leader », *Global Times,* 8 septembre 2009.

a également fait l'objet de visites organisées par le DLI pour des « séances de présentation[565] ». Plus récemment, une dizaine de leaders politiques auraient envoyé des messages de félicitations au DLI pour saluer la gestion chinoise de la crise de la Covid-19[566]. Le DLI a d'ailleurs organisé en juin 2020 une vidéo-conférence, dans le cadre du sommet « le PCC en dialogue », avec les partis communistes de plusieurs pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili, Cuba, Pérou, Uruguay et Venezuela), dont le thème était « les forces de la philosophie populaire du PCC dans sa réponse à la Covid-19 » ; ce qui posait d'emblée le ton des échanges[567].

Cette diplomatie des partis permet également aux Chinois d'améliorer leur compréhension des affaires locales. Les échanges entre le DLI et la délégation du Parlement estonien présidée par Marko Mihkelson en 2014 portant sur, entre autres, la situation en Ukraine, ont permis aux Chinois de mieux comprendre comment les États-Unis et leurs alliés réagissaient à l'agression russe et, par conséquent, de les aider à penser leurs propres actions à Hong Kong, en mer de Chine du Sud et vis-à-vis de Taïwan[568].

L'un des objectifs de cette « diplomatie du Parti » est de **renforcer le pouvoir discursif de la Chine au niveau international**[569]. Quand la Chine appelle à développer un « langage commun » à travers le monde, il ne s'agit pas de n'importe lequel mais bien du sien, dont les mots clés sont « communauté de destin », « coopération gagnant-gagnant », « nouvel ordre international », « paix internationale », « développement mondial », etc.[570]. Plus les dirigeants politiques et autres personnalités influentes adoptent ce champ lexical, sans pour autant cautionner ce qu'il signifie réellement pour les Chinois, plus le pouvoir discursif de la Chine, sa capacité à imposer ses récits d'elle-même et du monde, se renforce. **En imposant ses éléments de langage, le Parti cadre le débat, construit des filtres et schèmes d'interprétation qui le favorisent**[571]. Le Parti cherche également à imposer une « bonne » image de la Chine, à raconter les « bonnes » histoires concernant la Chine. Un ensemble de pages du site internet du DLI portant toutes le titre de « Histoires du PCC » (中国共产党的故事) présentent par exemple les différentes « réussites » de la Chine dans divers domaines[572]. Les Chinois s'emploient à utiliser un discours qui résonnerait à l'international, que le public étranger serait capable d'accepter facilement[573].

Au-delà des profits tirés par un resserrement des liens avec les partis politiques étrangers, ce genre d'événements permet de redorer l'image du PCC et de renforcer sa légitimité et sa crédibilité à l'international. La tenue du sommet « le PCC en dialogue » en 2017 a été, selon

565. Qu Qingshan visite son parti en décembre 2017. Cf. les données collectées par Macro Polo : https://macropolo.org/wp-content/uploads/2020/01/ILD-Foreign-Briefings-List-Updated.xlsx.

566. « Foreign party leaders praise CPC's role in global anti-pandemic effort », *Xinhuanet*, 9 avril 2020, https://archive.vn/IHIvn.

567. « IDCPC Holds Video Conference with Communist Parties of Latin American Countries », International Department Central Committee of CPC, 9 juin 2020, https://archive.vn/V1OBW.

568. Jüris, « Estonian parties in the CCP's grip », *op. cit.*

569. « 王家瑞：努力开创党的对外工作新局面 » (Wang Jiarui : efforçons-nous de créer la nouvelle phase de la diplomatie du Parti), *CPC News*, 3 juin 2014, https://archive.vn/vYyQR.

570. Xi Jinping, « Working Together to Build a Better World », discours au Sommet de haut niveau : le PCC en dialogue avec les partis politiques du monde, 1er décembre 2017, https://archive.vn/SEhTQ.

571. Erving Goffman, *Frame analysis: An essay on the organization of experience*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1974.

572. « Stories of CPC : Jiangxi's Achievements in Practicing Xi Jinping Thought on Socialism With Chinese Characteristics For a New Era », International Department Central Committee of CPC, https://archive.vn/yUOfd ; « Stories of CPC: Henan's Achievements in Practicing Xi Jinping Thought on Socialism With Chinese Characteristics For a New Era », International Department Central Committee of CPC, https://archive.vn/VRmut.

573. « 用国际通用的话语和外国受众能够接受、易于接受、乐于接受的说法把中国故事讲清楚、说精彩 » (Employons le discours couramment utilisé à l'international, un discours qui soit aisément acceptable par le public étranger, pour bien leur raconter l'histoire chinoise, de manière claire et fascinante). Cf. « 王家瑞：努力开创党的对外工作新局面 » (Wang Jiarui : efforçons-nous de créer la nouvelle phase de la diplomatie du Parti), *CPC News*, 3 juin 2014, https://archive.vn/vYyQR.

les mots du directeur du DLI Song Tao, « largement saluée par la communauté internationale », il « a montré la grande inclusivité politique et l'attractivité morale du Parti » et « représenté une contribution majeure à l'avancement de la civilisation politique mondiale »[574]. Pour reprendre les mots utilisés côté chinois, ce type d'événement est en effet l'occasion de mettre en avant « l'avantage politique » (政治优势) du PCC et de montrer sa « capacité d'influence à l'international » (世界影响力)[575], sans pour autant chercher à exporter le modèle chinois[576].

3. Investir prioritairement les régions

Nous renvoyons au **cas canadien** (→ p. 533) pour illustrer le fait que les efforts chinois en direction des milieux politiques étrangers sont souvent dirigés prioritairement vers **les échelons locaux et régionaux, qui sont des cibles plus accessibles et plus discrètes**, permettant en outre de **quadriller le territoire** et d'être au **plus proche de la population**.

En France comme ailleurs, l'ambassade de Chine exerce **un lobbying intense auprès des députés et des sénateurs**, et **organise des événements en région** avec les autorités locales, qui sont souvent demandeuses. C'est notamment le cas de **la région des Hauts-de-France** qui a particulièrement développé ses relations avec la Chine. Chaque année depuis 2017, elle invite l'ambassadeur de Chine pour fêter le Nouvel An chinois dans une grande cérémonie à Lille[577]. Le 13 janvier 2020, l'événement était coorganisé avec l'Institut Confucius de l'université d'Artois[578]. Pour les mêmes raisons pour lesquelles la décentralisation est privilégiée dans ses efforts d'influence, Pékin cherche particulièrement à implanter ses instituts et classes Confucius dans des universités de taille moyenne (→ p. 297).

La région des Hauts-de-France a notamment conclu **un accord avec la province chinoise du Zhejiang** (septembre 2019) ainsi qu'**entre les ports de Dunkerque et de Ningbo** (avril 2019).

574. Song Tao, « Working hard to bring happiness to the Chinese people and promote progress of all mankind », *Global Times*, 3 septembre 2020, https://archive.vn/A754u.

575. 马小宁 (Ma Xiaoning), 孟祥麟 (Meng Xianglin), 李伟红 (Li Weihong), « 发挥政党作用 携手建设更加美好的世界——中联部部长宋涛介绍中国共产党与世界政党高层对话会有关情况 » (Montrer la fonction du Parti : construisons ensemble un meilleur monde – Le directeur du DLI Song Tao présente le PCC et le Sommet mondial des partis politiques), *CPC News*, https://archive.vn/OHYKI.

576. Xi Jinping : « We do not 'import' models from other countries, nor do we want to 'export' the Chinese model, still less will we ask other countries to replicate the Chinese practice » dans « Working Together to Build a Better World », discours au Sommet de haut niveau : le PCC en dialogue avec les partis politiques du monde, 1er décembre 2017, https://archive.vn/SEhTQ.

577. « Amis chinois, bienvenue en Hauts-de-France ! », Région Hauts-de-France, 14 février 2018 (https://www.hautsdefrance.fr/chine-bienvenue-nouvel-an/).

578. « The 2020 Chinese New Year Celebration jointly hosted by the Upper France Region and the Confucius Institute of Artois University », Office of Confucius Institutes, Nanjing University, 15 février 2020 (https://archive.vn/fn4BD).

L'influence vers les acteurs fédérés et décentralisés, l'exemple allemand

En Allemagne, Berlin n'est pas le meilleur cadre pour observer et analyser les ingérences chinoises. **L'organisation fédérale de l'Allemagne la rend de fait beaucoup plus vulnérable aux opérations d'influence au niveau des Länder** (Bavière, Bade-Wurtemberg, deux États abritant des entreprises particulièrement exposées au marché chinois, Rhénanie-du Nord-Westphalie avec le cas de Duisburg, *smart city* à la chinoise).
Il n'existe pas d'études au niveau local, en Rhénanie-du Nord-Westphalie par exemple, dressant une cartographie précise des nombreuses initiatives chinoises apparemment sous le couvert du *business development* et d'interdépendances économico-financières qui en découlent (voyages d'affaires, partenariats économiques, R&D, programmes universitaires). Les cas de municipalités telles que Duisburg (projet de ville digitale ou *smart city*[579]) ou Gelsenkirchen sont souvent cités comme cibles vulnérables en raison de leur situation financière (région de la Ruhr) à des partenariats avec des entreprises chinoises comme Huawei (Duisburg).
La difficulté vient de la décentralisation du pays et de son caractère fédéral qui limite toute centralisation de l'information et partant toute politique coordonnée de réponse au niveau fédéral. **Pour des acteurs étrangers, la décentralisation en Allemagne est une « aubaine pour des actions d'influence[580] ».**
À cela s'ajoute qu'une partie de ces partenariats (comme le programme des Mille Talents (→ p. 289), les soutiens aux programmes d'études, etc.) ne sont pas couverts par la loi allemande sur les investissements étrangers de 2018, n'étant pas considérés comme des prises de participation dans le capital de sociétés ou de *joint-ventures*[581].
La différence de cultures politiques qui reste prégnante en Allemagne entre l'Est et l'Ouest, 30 ans après la disparition du Mur de Berlin, constitue un élément de perméabilité aux récits du PCC. L'ancrage de l'AfD et du parti Die Linke, vecteurs d'une acceptabilité plus grande qu'à l'Ouest de récits autoritaires, qui se doublent d'une tendance d'une partie de l'électorat à la victimisation (les Ossis victimes de l'Ouest) sont **un environnement plus permissif et plus vulnérable *in fine* aux actions des acteurs chinois ou de leurs relais** portant sur la discrimination dont la Chine et ses entreprises seraient victimes.

B. Les personnes

« Quel autre pays que la Chine populaire coopte autant d'anciens hauts dirigeants de la planète entière[582] ? » s'interroge *Le Canard enchaîné* après avoir cité deux anciens Premiers ministres français (Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin), un ancien Premier ministre britannique (David Cameron), un ancien vice-chancelier allemand (Philipp Rösler) et un ancien Premier ministre australien (Paul Keating) – une liste bien loin d'être exhaustive et qui concerne quasiment tous les pays. Comme nous l'avons déjà mentionné, en Estonie, par exemple, « la société Powerhouse, qui fait du lobbying au nom de la société chinoise Huawei, emploie trois anciens ministres estoniens[583] » (→ p. 256).

Le Parti communiste chinois a toujours cultivé des liens avec des hommes et femmes politiques issus des pays dont il souhaitait influencer les prises de position ou, à tout le moins, les perceptions à l'égard de la Chine. Ces pratiques s'inscrivent elles aussi dans le schéma soviétique des mesures actives et également dans les activités de Front uni. Dans le cas chinois, le DLI joue un rôle important dans ce type d'opération puisqu'il assume l'essentiel des relations avec les partis politiques.

579. Sur le sujet voir : Alice Ekman, « La smart city chinoise. Nouvelle sphère d'influence », *Études de l'IFRI*, décembre 2019.
580. Entretien de l'un des contributeurs à Berlin, en mars 2020.
581. Consulter les travaux de Felix Turbanisch, doctorant sur le sujet à l'université de Göttingen.
582. *La Chine démasquée*, *op. cit.*, p. 23.
583. Frank Jüris, « Estonian parties in the CCP's grip », *op. cit.*

On remarque toutefois que le PCC consent des efforts de plus en plus importants en direction de ces cibles qui peuvent s'avérer particulièrement utiles. Une méthode, vue en Australie[584] mais aussi au sein des institutions européennes, consiste à **placer des conseillers auprès de politiciens occidentaux**. Charles Parton rapporte ainsi que, lors de la visite d'un groupe de députés européens à Pékin, « un député britannique avait amené son conseiller, un ancien professeur de chinois, dans une réunion interne, et avait défendu des positions qui différaient peu, voire pas du tout, des documents du département de Propagande. Le conseiller en question est bien connu à Bruxelles pour organiser des événements pro-Chine[585] ».

Les liens peuvent être de différente nature : certains hommes politiques ne sont que **des contacts** des agents chinois qui essaient de les utiliser pour faire passer des messages ou influencer les opinions ; un autre cercle est composé des hommes politiques qui peuvent être manipulés, par idéologie ou intérêt, ce sont **des « idiots utiles »** ; un troisième cercle est formé de ceux qui ont pleinement conscience de travailler pour les intérêts chinois et l'acceptent, quelle qu'en soit la raison. Ce sont **de véritables agents d'influence** auxquels Pékin peut confier des directives plus précises ; enfin, le dernier cercle, le plus proche du Parti, est composé de **ceux qui sont formellement recrutés par les services chinois**. Lorsque les hommes politiques demeurent hors d'atteinte des efforts de Pékin, le Parti peut avoir recours à l'intimidation et à la rétorsion (l'une de ses armes les plus courantes étant le déni de visa, pratiqué non seulement contre les chercheurs – → p. 282 – mais aussi contre les politiciens récalcitrants). Le niveau de pénétration, le nombre d'hommes et de femmes politiques sous influence, varie grandement d'un pays à l'autre. De nombreux cas sont connus en Australie et en Nouvelle-Zélande, mais le phénomène touche tout le monde, partout.

En Allemagne par exemple, dans tous les partis, des hommes politiques, députés ou ex-députés du Bundestag sont courtisés par l'ambassade ou les entreprises, qu'il s'agisse de la CDU-CSU (Hans-Peter Friedrich [CDU], vice-président du Bundestag considéré comme pro-chinois) à travers les programmes d'échanges destinés aux jeunes talents, la FDP, SPD et AfD. Le parti B'90-Grünen est la seule formation, en raison de la centralité de la question des droits humains et du primat de son logiciel environnementaliste, qui semble demeurer imperméable aux actions d'influence (à l'exception de Jürgen Trittin). Le cas des députés SPD de la Commission des droits humains du Bundestag interdits de séjour ou de visas d'entrée en 2018 est souvent cité comme un exemple d'action visible à dessein. L'initiative, qui s'inscrit dans une démarche de networking-lobbying, lancée par plusieurs cadres dirigeants d'entreprises (Siemens, VW, etc.) du DAX de China Brücke, sur le modèle de la Transatlantik Brücke, est le signe que les pro-Chine continuent à prôner le dialogue et à voir en Pékin un partenaire commercial incontournable[586] (→ p. 249).

584. Clive Hamilton et Alex Joske, « Political networking the Chinese way – a Sydney MP and his 'community adviser' », *The Sydney Morning Herald*, 22 juin 2017.
585. Parton, *China-UK Relations*, *op. cit.*, p. 23.
586. Cf. le travail de la Henry-Jackson-Society et la KAS sur le PCC et les efforts de la Chine pour influencer l'Allemagne.

Quand un député allemand détourne avec ironie une opération de communication chinoise

En 2018, plus d'une centaine de membres du Bundestag reçoivent plusieurs exemplaires de l'édition anglaise du tome II de *La Gouvernance de la Chine*, de Xi Jinping, qui vient de paraître. L'envoi est effectué par une agence de marketing allemande (Pékin utilise abondamment les agences de communication, de marketing et les lobbyistes locaux pour tenter d'améliorer son image). Le courrier accompagnant l'ouvrage informe les députés que celui-ci est gratuit mais leur demande en contrepartie de bien vouloir « exposer les livres dans leur circonscription et en envoyer une photo à une adresse e-mail de l'Agence[587] ». Le député CDU Michael Brand a alors une idée. Brand n'est pas inconnu de Pékin. Spécialisé en protection des minorités religieuses, connu pour son franc-parler à l'égard du PCC, il est *persona non grata* en Chine depuis qu'il a refusé deux ans plus tôt la demande de l'ambassadeur de Chine en Allemagne de censurer son propre site internet (l'ambassadeur lui demandait de supprimer des photos et des textes consacrés à la persécution des minorités religieuses). Lorsqu'il reçoit les livres de Xi Jinping et la demande de les exposer et les photographier, Brand s'exécute : il expose les ouvrages sur une étagère, en alternance avec d'autres livres consacrés aux crimes commis par le PCC ou à des figures résistantes comme le dalaï-lama et l'artiste Ai Weiwei, il prend une photo (ci-dessous) et la renvoie à l'expéditeur.



Source : Christina Brause, Anette Dowideit, Tina Kaiser, Maximilian Kalkhof, « Chinas heimliche Propagandisten », *Die Welt*, 15 juin 2021.

En République tchèque, autre cas intéressant en Europe, l'influence chinoise sur les hommes politiques atteint des sommets. Les travaux menés par MapInfluenCE décrivent **une pénétration massive des réseaux politiques tchèques**[588] et notamment du côté des sociaux-démocrates (ČSSD). Les liens entre ce parti et le PCC sont antérieurs à l'arrivée au pouvoir du président Miloš Zeman et reposent sur quelques personnalités clé telles que Jan Hamáček, qui dirige le parti, ou Jan Kohout, conseiller du président et placé à la tête du New Silk Road Institute Prague en 2015. Selon MapInfluenCE, les sociaux-démocrates abritent également des entrepreneurs, engagés en politique, qui usent de cette plateforme pour tisser des liens avec le PCC ou des structures qui y sont liées. Cette influence peut être illustrée plus en détails par **le cas de Jaroslav Tvrdík**, membre du ČSSD, ancien député et

587. Brause *et al., « Chinas heimliche Propagandisten », op. cit.*
588. Leurs travaux sont consultables à cette adresse : https://www.chinfluence.eu/.

ministre de la Défense dans les gouvernements de Miloš Zeman et de Vladimír Špidla. Il était, entre 2015 et 2020, vice-président du conseil d'administration de la société chinoise CEFC pour l'Europe.

Les liens entre Tvrdík et la Chine remontent au moins à 2012 lorsqu'il devient président du conseil de surveillance de la Czech-China Chamber of Mutual Cooperation, dont il devient le président du conseil d'administration deux ans plus tard[589]. Tvrdík est ensuite le conseiller de Jiří Rusnok et Bohuslav Sobotka, respectivement Premier ministre de 2013 à 2014 et de 2014 à 2017, sur les questions en relation avec la Chine[590]. En 2015, le conglomérat chinois CEFC Group Europe installe son quartier général européen à Prague et lance une stratégie agressive d'acquisition de nombreuses entreprises tchèques. Parmi eux se trouvent J&T Finance Group, la compagnie aérienne Travel Group, le groupe multimédia Empresa Media ou encore le club de football SK Slavia Prague. Jaroslav Tvrdík, qui est nommé vice-président de CEFC Europe, joue un rôle clé dans la majorité de ces acquisitions. Il devient également le président du conseil de surveillance de SK Slavia en 2015, puis le président du conseil d'administration du club de football en 2016. Le président et fondateur de CEFC, **Ye Jianming**, est, de son côté, nommé **conseiller politique et économique du président tchèque Milos Zeman**[591]. En 2017, un scandale éclate lorsque CEFC est accusé par le département américain de la Justice d'avoir offert un pot-de-vin de 2 millions d'euros au président tchadien contre des droits d'exploitation de pétrole. CEFC China Energy, par ailleurs, ne parvient pas à payer à temps ses créances envers J&T Private Investments, estimées à 475 millions d'euros. Ainsi J&T retrouve l'exercice des droits des actionnaires et nomme un nouveau président[592]. Ye Jianming, quant à lui, est arrêté fin 2018 en Chine pour des faits de corruption et crime économique[593].

Le groupe CITIC, contrôlé par l'État chinois et qui, « affirment plusieurs spécialistes, serait **un repaire extraordinaire d'officiers de renseignement**[594] », prend alors le contrôle de CEFC et reconquiert la présidence du groupe en s'acquittant d'une partie de la dette[595]. Tvrdík est nommé à nouveau vice-président de CEFC Europe[596]. Tvrdík semble également être lié au conseil de surveillance de la Fondation pour la médecine traditionnelle chinoise (MTC), dont on a vu qu'elle constituait également un instrument d'influence de Pékin (→ p. 150). Enfin, il possède des parts (25 %) dans la société Little Mole Cartoon qui en 2016 lance en coproduction avec CCTV une série de 52 épisodes mettant en scène la petite

589. « Contacts », *China Investment Forum*, http://www.czechchina.com/cif/?page_id=1850&lang=en [consulté le 24 avril 2020].

590. « Exministr Tvrdík se vrátil, radí Rusnokovi s Čínou », *Aktualne.cz*, https://zpravy.aktualne.cz/domaci/exministr-tvrdik-se-vratil-radi-rusnokovi-s-cinou/r~7e70a4405b1911e38b9e002590604f2e/ [consulté le 24 avril 2020] ; Fu Jing, « Czech Republic prepares for dream visit by Xi », *China Daily*, 27 avril, http://iosnews.chinadaily.com.cn/newsdata/news//201603/27/383612/article.html.

591. A. Chen, J. Lopatka, « China's CEFC has big ambitions but little known about ownership, funding », Reuters, 13 janvier 2017.

592. M. Shabu, « Konec Tvrdíka v ‚evropské' CEFC. J&T kvůli neuhrazení dluhů ovládla firmu, odvolané vedení krok zpochybň », *Lidovky*, 17 mai 2018, https://www.lidovky.cz/byznys/firmy-a-trhy/j-t-sesadila-tvrdika-z-vedeni-evropske-cefc-kvuli-neuhrazeni-dluhu.A180517_192428_firmy-trhy_pev.

593. « Tvrdík: Česká CEFC bude do několika dnů oddlužená. Zaplatí 11,5 miliardy korun », *Lidovky*, 9 mai 2018, https://www.lidovky.cz/byznys/firmy-a-trhy/tvrdik-ceska-cefc-bude-do-nekolika-dnu-oddluzena-zaplati-11-5-miliardy-korun.A180509_174328_firmy-trhy_ele.

594. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 196.

595. J. Lopatka, « CEFC Europe says CITIC unit taking board charimanship in company », Reuters, 28 mai 2018.

596. « CEFC Europe Names New Managment Team », *Prague Business Journal*, https://praguebusinessjournal.com/cefc-europe-names-new-management-team/ [consulté le 24 avril 2020] ; « Tvrdík je zpět ve vedení CEFC Europe. Stal se místopředsedou představenstva », 28 mai 2018, *Echo 24.cz*, https://www.echo24.cz/a/Sawtj/tvrdik-je-zpet-ve-vedeni-cefc-europe-stal-se-mistopredsedou-predstavenstva.

taupe tchèque et le panda géant chinois, préparant ainsi la visite de Xi Jinping à Prague[597]. On voit, par cet exemple non isolé, comment **le PCC parvient à faire d'hommes politiques locaux de véritables agents permettant d'infiltrer la société politique**.





À gauche, réponse de Tvrdík à une critique de la Chine défendant l'aide de l'UE en temps de Covid-19. Il mentionne les dons faits par la Chine à l'Europe et les prix faibles des masques chinois.
À droite, tweet mentionnant le faible nombre de cas de Covid-19 à Wuhan comparé à la population chinoise totale et louant les mesures drastiques des autorités chinoises pour vaincre l'épidémie.

La résistance du maire de Prague

Zdeněk Hřib, maire de Prague depuis 2018, n'a pas cédé à la pression lorsque l'ambassadeur de Chine lui a demandé d'exclure d'une réunion avec des diplomates étrangers le représentant de Taïwan. Comme l'ambassadeur invoquait une clause de l'accord de 2016 selon lequel Prague et Pékin sont des villes jumelles, clause par laquelle Prague s'engageait à soutenir la politique d'une seule Chine, Hřib a demandé l'abandon de cette clause, au motif qu'il s'agissait d'une question de politique étrangère n'ayant pas sa place dans un accord entre deux villes. Il s'est également distingué en dressant un drapeau tibétain en mars 2019 sur la mairie pour commémorer le 60e anniversaire du soulèvement tibétain de 1959 (une tradition à Prague instaurée par Vaclav Havel qui était abandonnée depuis 2014), en accueillant pour une visite le chef du gouvernement tibétain en exil, Lobsang Sangay, et en se rendant lui-même en visite officielle à Taipei. En outre, il dénonce régulièrement les violations chinoises des droits humains.

597. C. Peterson, « Panda to join Little mole in new cartoon series », *China Daily*, 28 mars 2016, http://www.chinadaily.com.cn/culture/2016-03/28/content_24131110.htm.

La visite du président du Parlement tchèque à Taïwan

Le 10 janvier 2020, l'ambassade de Chine à Prague a envoyé une lettre menaçante au président du Parlement, deuxième personnage politique du pays, alors Jaroslav Kubera, pour le dissuader d'accomplir une visite à Taïwan dont il avait le projet. La lettre l'informait que, le cas échéant, des mesures de rétorsion seraient prises contre les entreprises tchèques en Chine telles que Skoda Auto et Home Credit Group. Kubera n'a pas pu mener son projet à bien puisqu'il est mort dix jours plus tard, le 20 janvier, d'une crise cardiaque. Son successeur Miloš Vystrčil a également subi des pressions mais il n'a pas cédé : il a effectué une visite officielle à Taïwan très médiatisée, à la tête d'une délégation de 90 personnes, du 30 août au 4 septembre 2020. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a immédiatement réagi, estimant que Prague avait franchi une « ligne rouge » et annonçant que le pays paierait « le prix fort » pour cet affront[598]. Quelques jours plus tard, Song Tao (宋涛), le directeur du DLI (→ p. 68), demandait au président du Comité central du Parti communiste tchèque (Parti communiste de Bohême et Moravie, KSČM), Vojtěch Filip, de prendre ses distances avec Vystrčil[599] et le président tchèque, Zeman, annonçait qu'il ferait de même[600].
Depuis, il est la cible d'une campagne de discrédit, notamment d'une désinformation selon laquelle il aurait été payé 4 millions de dollars par les Taïwanais pour accomplir cette visite, une somme destinée à financer sa future campagne présidentielle. Le média Aktuálně.cz a reçu des messages de Michael Winkler et Robert J. Mojzes, de RefinSol Advisory Services, une société de conseil suisse, l'invitant à publier cette (fausse) information. Aktuálně.cz se renseigne sur ces expéditeurs et établit qu'ils sont également derrière le site eurasiainfo.ch qui semble relayer des informations de l'ambassade de Chine en Suisse[601]. Winkler lui-même écrit des articles pro-Pékin (ainsi, dans un article intitulé « Xi Jinping : un leader responsable en Suisse », il fait l'éloge du président chinois pour « la profondeur de ses connaissances sur les liens historiques » entre les deux pays et « la clarté et la justesse de ses objectifs » lors de sa visite)[602]. Selon le professeur Ralph Weber de l'université de Bâle, les bureaux de RefinSol Advisory Services et eurasiainfo.ch sont colocalisés avec ceux d'une association de Chinois de l'étranger originaires de la province de Jiangxi dirigée par Zhu Ailian (朱爱莲), qui dirige eurasiainfo.ch avec Winkler et Moizes, et semble proche du PCC (sur une photo publiée sur le site de la European Jiangxi Chamber of Commerce qu'elle dirige également, elle pose avec le vice-président chinois Wang Qishan)[603].

Le PCC est également très actif auprès de la classe politique italienne et semble mener une action ciblée en particulier vers le M5S[604]. La situation est jugée d'autant plus préoccupante que le ministère italien des Affaires étrangères ne compterait que trop peu de compétences sur la Chine. Luigi Di Maio, l'actuel ministre des Affaires étrangères, est du reste perçu comme acquis à la cause du PCC dont il défend les intérêts en Italie même si ses positions ont semblé évoluer[605]. Il lui est notamment reproché d'avoir signé en mars 2019, alors qu'il était ministre du Développement économique, l'accord sur les Nouvelles routes de la soie, qui entraîne un déséquilibre croissant de la balance commerciale italienne et favorise la pénétration chinoise en Italie.

En France, comme ailleurs, le Parti cultive des liens forts avec des personnalités qui lui permettent d'infiltrer la société politique, de faire prévaloir ses intérêts et de

598. « Wang Yi: Those Who Challenge The One China Principle Will Pay Heavy Price », ministère des Affaires étrangères de la RPC, 31 août 2020 (https://archive.vn/NOuaK).
599. https://archive.ph/fW9m5.
600. Martin Hála, Filip Jirouš et Petra Ševčíková, « How the CCP Mobilized a Cross-Border Disinformation Campaign Against the Czech Senate Speaker », *China Brief*, 21:7, 12 avril 2021.
601. Sur l'influence chinoise en Suisse, voir Ralph Weber, « Unified message, rhizomatic delivery: A preliminary analysis of PRC/CCP influence and the united front in Switzerland », *Sinopsis*, 18 décembre 2020.
602. « Character assassination as the "heavy price" for visiting Taiwan », *Sinopsis*, 11 novembre 2020.
603. *Ibid.*
604. Entretien de l'un des auteurs avec une chercheuse italienne, en février 2020.
605. Giulia Pompili, « Di Maio e la Cina sono in una relazione complicata », *Il Foglio*, 30 juillet 2020.

faire taire les critiques. Au-delà des cas individuels que le Parti recrute ponctuellement et dans des circonstances diverses, la construction du réseau chinois parmi les élites françaises passe également, depuis 2013, par **la France-China Foundation**. Le programme « Young Leaders » de la fondation a pour objectifs, selon ses organisateurs, « de promouvoir la rencontre entre hauts potentiels chinois et français issus d'horizons variés (économie, politique, culture, médias) qui seront amenés à jouer un rôle important dans leur pays ou dans les relations franco-chinoises ». Côté français, la fondation a été créée par Emmanuel Lenain, Arnaud Ventura, Nicolas Macquin et Shan Sa[606]. « "Les profils sont contrôlés, reconnaît Nicolas Macquin. Il existe au sein du ministère des Affaires étrangères chinois une division, l'Institut des affaires étrangères du peuple chinois, qui a la main sur tous ces programmes d'échange et de coopération". Le ministère fait lui-même le casting des émissaires. Sponsor du programme, il veille à glisser l'un de ses représentants dans chacune des promos. L'œil de Pékin, en quelque sorte[607]. »

Si la liste des promotions révèle des choix judicieux parmi l'élite française, on ne peut en dire autant des participants chinois. De fait, ce type de structure sert avant tout les intérêts chinois en favorisant l'éclosion de perceptions favorables de la Chine parmi les lauréats et **la constitution d'une armée de réserve dans laquelle le Parti peut puiser pour mener ses opérations d'influence**. Côté chinois, la fondation est rattachée au Chinese People's Institute of Foreign Affairs (中国人民外交学会), structure créée en 1949 par Zhou Enlai (周恩来) avec pour mission de mettre en œuvre une diplomatie de peuple à peuple, autrement dit d'ouvrir des canaux en direction des élites étrangères. L'institut est aujourd'hui une branche du ministère des Affaires étrangères et s'assure de la compatibilité idéologique des personnalités françaises sélectionnées. **Le dispositif chinois rappelle en l'espèce la façon dont les Soviétiques utilisaient l'envoi de délégations à l'étranger pour offrir au KGB des voies de pénétration des sociétés visées et pour faciliter le travail de ciblage de potentiels « idiots utiles ».**

Cette stratégie de recrutement de personnalités politiques étrangères en activité ou à la retraite est menée de conserve avec les activités du DLI qui ciblent spécifiquement les partis politiques.

C. Les élections

Les ingérences électorales chinoises ne sont pas nouvelles (en 1996, aux États-Unis, il y avait déjà des allégations de donations chinoises illégales dans la campagne)[608], mais il y a clairement eu une désinhibition récente dans ce domaine. Selon un rapport de l'ASPI, **au cours de la dernière décennie, la Chine se serait ingérée dans 10 élections dans 7 pays**, dont l'écrasante majorité dans la région indo-pacifique (Australie, Cambodge, Hong Kong, Indonésie, Malaisie et Taïwan)[609], le seul autre étant les États-Unis. À cette liste, on pourrait également ajouter quelques élections locales au Canada, où les électeurs ont été incités, via WeChat, à voter pour certains candidats d'origine chinoise contre de l'argent (→ p. 556).

Les cas canadien et australien sont comme d'habitude assez similaires, avec **les ingérences les plus évidentes dans les circonscriptions les plus « sinicisées »** du pays, Richmond en Colombie-Britannique au Canada (54 % de résidents d'origine chinoise) et Bennelong

606. https://francechinafoundation.org/membres-fondateurs/?lang=fr.

607. *La Chine démasquée*, *op. cit.*, p. 97.

608. James Bennet, « Clinton Says Chinese Money Did Not Influence U.S. Policy », *The New York Times*, 18 mai 1998 ; Jeff Gerth et Eric Schmitt, « House Panel Says Chinese Obtained U.S. Arms Secrets », *The New York Times*, 31 décembre 1998.

609. Sarah O'Connor, Fergus Hanson, Emilia Currey et Tracy Beattie, *Cyber-enabled foreign interference in elections and referendums*, ASPI, Policy Brief, Report 41/2020, p. 15.

(Nouvelle-Galles du Sud) en Australie (21 %)[610]. Le cas américain est intéressant parce qu'il implique une cyberattaque visant l'équipe Biden qui pourrait être une tentative partielle de copier ce que les Russes avaient fait en 2016 avec les DNC Leaks (→ p. 619).

Cependant, c'est **le cas taïwanais** qui reste le mieux documenté (→ p. 452), en particulier les élections de 2018 qui constituent « la première allégation d'implication directe de l'APL dans une opération de désinformation sur les réseaux sociaux à des fins d'ingérence électorale[611] ».

Sur WeChat, une lettre donnant une consigne de vote en Australie

En décembre 2017, dans le cadre de l'élection locale dans la circonscription de Bennelong, en Nouvelle-Galles du Sud, qui est celle du pays comptant le plus de résidents d'origine chinoise (21 %), une lettre a été diffusée appelant à voter pour la candidate travailliste afin de faire battre le parti libéral, décrit comme « anti-chinois », et « faire tomber » le gouvernement Turnbull. Cette lettre, qui n'est pas signée, a toutefois été largement partagée sur WeChat par Yan Zehua, citoyen australien d'origine chinoise, vice-président de la branche australienne de l'association pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine, qui est une organisation de Front uni[612].

—1—

澳洲华人的再次重大抉择

我们是一群在澳洲这个美丽国土上生活了近三十年的华人，我们中的大部分人住在 Bennelong 区，Bennelong 区的国会下议员补选将于 12 月 16 日进行，自由党的 Jonh Alexander，和工党的 Kristina Keneally 是众多候选人中最势均力敌的二位。
此次补选不仅仅是给 Bennelong 选一个国会议员那么简单，更事关澳大利亚由那个政党执政的问题。

目前澳大利亚国会执政联盟和在野党席位非常接近，补选的结果会直接影响国会各势力对比，甚至导致全国大选提前。

据各方观察 Bennelong 选情胶着，区内的 20%华人选民会成为最关键的选票，更有人认为拥有最多选民的 Eastwood 将是关键中的关键。

几十年来第一次出现华人的选票在一个选区内就将可能直接左右联邦政府由谁来执政的情况，选区内每个华人的票将可能决定华人的利益，华人选民奇迹般的第一次有了这么大的话语权。
简单点说，Eastwood，Ryde，Eppinng，Marsfield，Meadowbank，Melrose Park， North Putney，Beecroft，Dundas，Ermington，
等地华人手上的选票可能直接将现任总理特恩布尔拉下台。

在我们看来现在自由党执政团队已经完全不同于以前了，是个极右的执政党团，他，她们明里暗里反对中国，反对中国人，反对亚裔移民，反对中国留学生；
他们在昆省与因"澳洲被亚洲人淹没"极右种族歧视言论而闻名的韩森所领导的 "单一民族党" 换票时，没有任何自由党领袖站出来表态拒绝。
他们支持媒体毫无证据地将华人侨领，中国留学生们都打成中国间谍，而没有一人出来说句公道话，评个公道理；
他们大幅削减学校，社保及老人经费，甚至要新增就诊挂号费和**大幅提高公交费**；
他们大幅提高入籍英语考试的难度及取消 457 签证（这和一族党反对亚洲移民的政策雷同）；
他们多次想把反种族歧视条款 18C 取消；

Extrait de la lettre diffusée sur WeChat[613].

610. https://quickstats.censusdata.abs.gov.au/census_services/getproduct/census/2016/quickstat/CED103.

611. Nathan Beauchamp-Mustafaga et Michael S. Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea: The Chinese Military's Use of Social Media for Influence Operations*, Johns Hopkins School of Advanced International Studies, Foreign Policy Institute, Policy Papers, 2019, p. 82.

612. Nick O'Malley et Alex Joske, « Mysterious Bennelong letter urges Chinese Australians to 'take down' the Turnbull government », *The Sydney Morning Herald*, 13 décembre 2017.

613. James Elton-Pym, « Bennelong letter urges Chinese voters to vote for Keneally, says Liberals are 'opposed to China' », SBSNews, 14 décembre 2017.

VI. L'éducation

La dépendance économique vis-à-vis de la Chine, la liberté d'expression sur les campus et le rôle des Instituts Confucius sont des sujets qui préoccupent de manière croissante de nombreuses universités à travers le monde et qui dans certains pays, en premier lieu l'Australie, sont devenus des sujets de débat public, non limités aux cercles académiques, et considérés comme relevant de l'intérêt national.

A. Les universités

Il est aisé de comprendre pourquoi les universités étrangères sont l'une des cibles prioritaires des opérations d'influence chinoises : « **le PCC a une compréhension profonde de l'importance des idées et de la lutte idéologique dans le combat pour le pouvoir politique, donc les idées et ceux qui les génèrent sont une cible centrale du travail d'influence du PCC**[614] ».

1. La dépendance financière vis-à-vis de la Chine

Troisième destination mondiale des étudiants internationaux après les États-Unis et le Royaume-Uni, **l'Australie** est de loin le pays qui en accueille le plus par rapport à sa population (1 559 pour 100 000 habitants contre 653 pour le Royaume-Uni, 517 pour le Canada, 379 pour la France et 304 pour les États-Unis)[615]. Ces étudiants internationaux sont très importants pour l'Australie, les revenus générés par leur présence (frais d'inscription et contribution à l'économie), plusieurs dizaines de milliards de dollars australiens, constituant **la troisième source de revenus du pays à l'export**, après les minerais.

Or, les étudiants chinois en constituent, de loin, la première population (60 % en moyenne dans le groupe des huit plus prestigieuses universités australiennes, et même 69 % à l'université de Sydney, 66 % à l'université du New South Wales, 56 % à l'université de Melbourne)[616]. Dans certains programmes et certaines classes, ils sont même très largement majoritaires, ce qui peut avoir un effet pervers : lorsque 80 % des étudiants sont chinois comme c'est le cas dans certains MBA, cela dissuade les autres (les jeunes Australiens partent étudier ailleurs, en Amérique du Nord ou en Europe) car on parle chinois dans la classe et parce que cela présente moins d'intérêt en termes de réseautage, qui est l'une des motivations principales de ce genre de programme.

Quoi qu'il en soit, en 2017, les étudiants chinois avaient ainsi rapporté 534 millions de dollars australiens (340 millions d'euros) à l'université de Sydney (23 % du total de ses revenus), 446 millions (285 millions d'euros) à l'université de Nouvelle-Galles du Sud (22 %) et 410 millions (262 millions d'euros) à l'université de Melbourne (16 %)[617]. Autrement dit, dans certains cas, près d'un quart de leurs recettes viennent des étudiants chinois, sans compter les financements qu'elles reçoivent d'entreprises chinoises. Ces proportions placent les universités australiennes – certaines plus que d'autres – dans **une situation de dépendance à l'égard des étudiants chinois**, qui est d'autant plus grande que le gouvernement a baissé ses subventions.

614. Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », *op. cit.*

615. Salvatore Babones, *The China Student Boom and the Risks It Poses to Australian Universities*, CIS China and Free Societies, The Centre for Independent Studies, Analysis Paper 5, 2019, p. 22.

616. Eryk Bagshaw, Fergus Hunter et Sanghee Liu, « 'Chinese students will not go there': Beijing education agents warn Australia », *The Sydney Morning Herald*, 10 juin 2020.

617. Babones, *The China Student Boom and the Risks It Poses to Australian Universities*, *op. cit.*, p. 29.

Toutefois, après une croissance ininterrompue depuis 2010, de +10 % par an en moyenne, le nombre de visas d'étude délivrés à des Chinois a stagné entre 2017 et 2018, puis baissé entre 2018 et 2019 (-3,3 %). Cette baisse est due à plusieurs facteurs, dont le développement donc l'attractivité croissante des universités chinoises mais aussi les tensions bilatérales depuis 2017-2018, c'est-à-dire la prise de conscience en Australie que l'influence chinoise était une menace « existentielle » (→ p. 538).

Cette dépendance des universités australienne envers les étudiants chinois est en réalité une dépendance de l'Australie envers la Chine puisque, de la même manière que Pékin utilise régulièrement les touristes à certains endroits (→ p. 399), il utilise **les étudiants pour exercer une pression sur l'Australie**. En juin 2020, le ministère chinois des Affaires étrangères a émis un avertissement déconseillant aux étudiants chinois de se rendre en Australie, à cause des risques liés à la Covid-19 mais aussi de la « discrimination raciale » à leur encontre dans ce pays[618]. Les conséquences économiques d'une baisse drastique d'étudiants chinois en Australie suscitent de fortes inquiétudes dans ce pays, dont la seule issue est la réduction de la dépendance, c'est-à-dire la diversification (→ p. 270).

Le cas australien est le plus spectaculaire mais il est loin d'être le seul. **Plusieurs autres pays, dont le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis, ont le même problème**. Le Royaume-Uni n'a pas une si grande diaspora chinoise (0,7 % de la population)[619] mais sa vulnérabilité principale, en termes d'influence, réside précisément dans ses universités qui accueillent « davantage d'étudiants chinois que le reste de l'Europe combiné[620] ». La dépendance financière à l'égard des étudiants chinois s'est accrue au cours de la dernière décennie. Depuis 2014-15, ils sont passés de 89 540 à 120 385, soit une hausse de +34 % en cinq ans[621]. Ils sont, de loin, les non-Européens les plus nombreux (trois fois plus que les Indiens). Une quinzaine d'universités en tirent plus d'un cinquième de leurs revenus. Selon le *Global Times*, le Royaume-Uni est devenu une destination plus populaire que les États-Unis pour les étudiants chinois[622]. Comme partout ailleurs, les établissements plus riches, comme Oxford et Cambridge, ont les moyens de résister et Pékin a plus de moyens de pression sur les universités où les étudiants chinois sont les plus nombreux, comme Nottingham et la London School of Economics (LSE). La situation est similaire aux États-Unis (les étudiants chinois étaient 329 000 en 2017, plus de cinq fois plus que dix ans plus tôt)[623] et au Canada (→ p. 561).

Concrètement, **cette dépendance financière, parfois renforcée par la présence d'un Institut Confucius** (→ p. 296), **rend les universités concernées moins susceptibles de résister aux opérations d'influence chinoises. Au contraire, elle les incite à y participer activement, par l'autocensure**, en s'abstenant de dire ou faire certaines choses, pour ne pas déplaire à Pékin. **« On ne mord pas la main qui nous nourrit »**, a répondu la hiérarchie d'un enseignant d'une université australienne lorsqu'il s'inquiétait de la sécurité des étudiants hongkongais[624]. D'autant que, dans son arsenal dissuasif, Pékin a d'autres moyens de pression, dont **les cyberattaques**. Celle ayant visé l'université nationale australienne (ANU) à Canberra fin 2018, révélée en juin 2019, qui a permis aux attaquants de voler les données personnelles de milliers d'étudiants et personnels de l'université, n'a pas été officiellement attribuée, mais son ciblage et son degré de sophistication supposent un niveau de compétences dont seuls quelques États disposent.

618. https://twitter.com/globaltimesnews/status/1270243896069459968.

619. « Ethnicity and religion statistics », Institute of Race Relations, https://irr.org.uk/research/statistics/ethnicity-and-religion/.

620. Parton, *China-UK Relations*, *op. cit.*, p. 13.

621. Branwen Jeffreys, « UK universities see boom in Chinese students », BBC News, 21 janvier 2020.

622. Chen Xi et Ji Yuqiao, « More Chinese students want to study in UK than US: survey », *Global Times*, 2 juillet 2020.

623. Stephanie Saul, « On Campuses Far From China, Still Under Beijing's Watchful Eye », *The New York Times*, 4 mai 2017.

624. Grégory Plesse, « Les universités australiennes sous influence chinoise », *Le Figaro*, 30 juin 2021, p. 7.

Deux affaires à l'université Charles, la plus vieille d'Europe centrale

La prestigieuse université Charles en République tchèque, la plus vieille d'Europe centrale, a été la cible d'au moins deux opérations d'influence chinoises.

– **L'affaire Balabán.** En 2015 a été créé à l'université Charles de Prague un centre sino-tchèque dont le secrétaire général était Miloš Balabán. Il n'était pas totalement inconnu du service de sécurité et de renseignement tchèque (BIS) qui, dans son rapport annuel de 2013, notait que la 9e Prague Security Conference, organisée par Balabán, témoignait d'une certaine complaisance à l'égard des activités des services de renseignement russes et chinois, préférant dénoncer les activités de l'allié américain[625]. En 2015, Balabán, qui cumulait sa nouvelle fonction au centre sino-tchèque avec celle de directeur d'un autre centre de recherche de l'université, le Centre pour la politique de sécurité, a créé une compagnie privée portant exactement le même nom (Centre pour la politique de sécurité). C'est par cette compagnie privée que l'ambassade de Chine est passée pour financer les conférences annuelles du centre sino-tchèque en 2018 et 2019, à hauteur de 47 000 €. L'objectif de ce montage financier était visiblement la discrétion, permettant à Balabán de ne pas mentionner l'argent chinois lorsqu'il était interrogé sur le financement de la conférence de 2019 : celle-ci était payée par le centre sino-tchèque (20 000 €) et d'autres participants (2 300 €), répondait-il, en omettant de dire que l'ambassade de Chine en était le principal financeur (23 500 €)[626]. Lorsque cela a été révélé, Balabán a démissionné des deux centres de l'université. Après quoi, il a également été révélé qu'en 2018, Balabán était à l'initiative d'un cours à l'université sur la BRI, qu'il co-enseignait, et à l'issue duquel les huit meilleurs étudiants se sont vu offrir un voyage tous frais payés en Chine dans le cadre du programme Bridge for the Future – un cours que Balabán aurait facturé non pas à l'université mais, toujours par l'intermédiaire de sa compagnie privée, à l'ambassade de Chine, qui l'aurait rémunéré 2 700 €[627].

– **L'affaire PPF. PPF** (První privatizační fond) est un important groupe financier tchèque, « la plus riche compagnie privée du pays[628] », qui possède notamment Home Credit, une compagnie qui fait l'essentiel de son profit en Chine. Or, il apparaît que Pékin avait émis une condition à cet accès au marché chinois : que les relations entre la République tchèque et la Chine s'améliorent. C'est ainsi que PPF, pour convaincre Pékin, a travaillé dur pour « inverser la politique étrangère anti-communiste du gouvernement en une politique pro-Pékin ». Ils ont notamment « arrangé la visite à Pékin du président Milos Zeman en 2014, et lui ont même fourni un jet privé pour son vol retour[629] ». Les efforts ont payé : la même année Home Credit s'est vu accorder l'accès au marché chinois, avec des retombées financières très importantes. Début octobre 2019, Home Credit a proposé à l'université Charles de Prague de devenir son sponsor à condition qu'elle signe un engagement à « ne pas nuire aux intérêts mondiaux de PPF », qui signifiait concrètement que l'université « devait cesser toute critique à l'égard de la Chine ». Or, il se trouve que « l'Université Charles compte parmi son personnel de nombreux critiques influents de la Chine, dont Martin Hala et son organisation Sinopsis, une institution qui a examiné et exposé les relations douteuses de la République tchèque avec Pékin. Quelques jours après avoir pris connaissance de l'accord de parrainage de Home Credit avec l'université Charles, les étudiants, les professeurs et les médias tchèques ont fustigé la direction de l'université, incitant Home Credit à retirer son offre et le directeur de l'université à s'excuser publiquement[630] ».

625. BIS, *Annual Report of the Security Information Service for 2013*, 2014, p. 11.
626. Alžběta Bajerová, « The Czech-Chinese Centre of Influence: How Chinese Embassy in Prague Secretly Funded Activities at the Top Czech University », chinaobservers.eu, 7 novembre 2019.
627. *Ibid.*
628. Rob Schmitz, « China's Influence in the Czech Republic », npr.org, 31 octobre 2019.
629. *Ibid.*
630. *Ibid.*

Consciente de leurs vulnérabilités, les universités et le gouvernement australien s'organisent. En août 2019, a été annoncée la mise en place d'une *University Foreign Interference Taskforce* composée de membres du gouvernement et d'universités. Ce groupe de travail a publié en novembre des lignes de conduite à destination des universités australiennes. **Les solutions pour réduire l'influence chinoise sont généralement la diversification des étudiants** (tendance à aller vers les Indiens, dont les recrutements ont beaucoup augmenté récemment mais ils sont encore loin du volume des Chinois et sont aussi moins solvables ; l'Australie étant sur le même segment que le Royaume-Uni, le Brexit pourrait bénéficier aux universités australiennes en redirigeant vers elles une partie du flux des étudiants indiens) ; **l'augmentation des subventions gouvernementales et des subventions d'entreprises australiennes** ; et **l'établissement de lignes rouges sur les sujets stratégiques** (IA, quantique, ingénierie – mais cela suscite des débats car, compte tenu de l'avance chinoise dans ces domaines, se priver d'une collaboration est scientifiquement dommageable).

Enfin, il faut rappeler que **la pression financière** – sans nécessairement aller jusqu'à la dépendance – **s'exerce via les revenus générés non seulement par la présence d'étudiants chinois** mais aussi par divers financements chinois, de laboratoires, de programmes de recherche, d'événements ou d'enseignements, en particulier de langue chinoise. En **Allemagne**, par exemple, l'Université libre de Berlin a signé avec le Hanban (l'organisme chinois qui gère aussi les Instituts Confucius → p. 296) un contrat selon lequel elle recevra près de 500 000 euros sur cinq ans pour former chaque année une vingtaine d'enseignants de langue chinoise. Le contrat contient des clauses permettant à Pékin d'exercer une pression politique sur le contenu des enseignements, en offrant notamment à la partie chinoise la possibilité de réduire ou suspendre son financement si elle estime que certains éléments du programme sont contraires au droit chinois, ou de révoquer le contrat avec des conditions plus avantageuses que si l'université le fait[631]. Ces accords, plus ou moins formalisés et contraignants, sont nombreux. Ne serait-ce que dans un petit pays comme la **Slovaquie**, qui fait certes partie d'une région (le groupe de Visegrád, et plus largement l'Europe centrale et orientale) stratégique pour Pékin (→ p. 307), pas moins de 113 relations ont été identifiées entre des entités chinoises d'une part (essentiellement des universités mais aussi d'autres organisations telles que l'Académie chinoise des sciences sociales ou le Hanban, et des entreprises telles que Huawei et ZTE), et des universités et instituts de recherche slovaques d'autre part – et le pic a été atteint en 2016-2017, avec dix nouveaux accords par an[632].

2. La liberté académique et la liberté d'expression sur les campus

Parmi les centaines de milliers d'étudiants chinois sur ces campus étrangers, figurent nombre de nationalistes. En Australie, par exemple, « la vaste majorité [d'entre eux] sont des partisans du gouvernement chinois[633] ». Et certains parmi eux sont particulièrement zélés et agressifs, voire violents. Ils posent problème notamment, mais pas seulement, en tentant de restreindre la liberté académique et la liberté d'expression de la communauté universitaire, à commencer par celles de leurs camarades chinois. Il est important d'insister sur le fait qu'il ne s'agit que d'une minorité – d'autant que certains des étudiants chinois dans ces pays y sont précisément pour échapper au régime chinois, au moins temporairement, souffler un peu, goûter aux libertés des démocraties. **L'objectif prioritaire de cette minorité agissante est d'empêcher leurs**

631. David Matthews, « Chinese contract with German university criticized », *Times Higher Education*, 7 février 2020.

632. Matej Šimalčík et Adam Kalivoda, *China's inroads into Slovak universities: Protecting academic freedoms from authoritarian malign interference*, CEIAS et Friedrich Naumann Foundation for Freedom, décembre 2020, p. 8-9.

633. Vicky Xiuzhong Xu, « Blinkered Chinese nationalists are trolling me – but once I was one of them », *The Sydney Morning Herald*, 20 août 2019.

camarades d'accéder à ces libertés, aux valeurs démocratiques et libérales qui pourraient, dans l'esprit du PCC, les corrompre.

a. Surveillance et intimidation des étudiants chinois

Les étudiants chinois à l'étranger sont l'une des cibles prioritaires identifiées par Xi Jinping à la Conférence de Travail du Front uni de 2015 (avec les acteurs des nouveaux médias, les jeunes entrepreneurs et les intellectuels non-membres du Parti)[634]. La raison en est simple : « **si le PCC fait de gros efforts pour maintenir les étudiants chinois à l'étranger dans la ligne [du parti], c'est notamment parce qu'il craint qu'ils ne soient "infectés" par des idées occidentales**[635] ». Ils sont donc constamment surveillés par certains d'entre eux. En Corée du Sud, où environ 40 % des étudiants étrangers sont chinois, « **il y a un dicton parmi les enseignants : "au moins l'un de tes étudiants chinois est un informateur"**[636] ». C'est sans doute vrai. À de nombreuses reprises, des étudiants chinois étudiant à l'étranger, aux États-Unis, en Australie ou ailleurs, ont révélé que leurs parents en Chine avaient été informés et questionnés sur le fait que leur enfant avait suivi un cours dans lequel il a été dit ceci ou cela. La directrice Chine de HRW cite le cas d'un étudiant diplômé qui a parlé de quelque chose dans un séminaire fermé sur le campus d'une université américaine et, deux jours plus tard, ses parents en Chine ont reçu la visite du MSE leur demandant « pourquoi leur enfant avait soulevé ces sujets délicats, embarrassants pour la Chine, dans une salle de classe aux États-Unis[637] ». C'est la preuve que les informateurs en classe ne se contentent pas de **protester pour tenter d'influencer le contenu des cours et des activités** sur le campus, mais opèrent **une surveillance constante** et transmettent ces informations (qui a dit quoi, où, devant qui) aux autorités, sans doute via le consulat ou l'ambassade, qui à leur tour les transmettent à Pékin pour que d'éventuelles mesures soient prises, en l'espèce **des pressions sur les parents** – le tout en 48 heures, ce qui indique un système rodé.

Cela place les enseignants dans un dilemme éthique comme l'explique l'un d'entre eux, Kevin Carrico, qui enseigne les études chinoises à Monash University, en Australie : d'un côté, enseignant dans un pays libre, il ne veut pas faire de concession sur le contenu ; de l'autre, ce qu'il dit en classe, ou ce que ses étudiants disent en classe, est surveillé et rapporté en Chine aux autorités et à leurs familles. Comment les protéger, sans faire de compromis sur le fond[638] ?

En dehors des salles de classe, la surveillance est également constante, en premier lieu dans les manifestations. Les étudiants chinois dont certains ont d'ailleurs choisi l'Australie pour jouir d'une plus grande liberté sont surveillés comme s'ils étaient encore en Chine, en premier lieu par certains de leurs camarades mais aussi par les agents de l'ambassade, des consulats et des nombreuses organisations liées au Parti. Le témoignage de cette étudiante est typique : « Quand je suis arrivée en Australie, je pensais que j'allais enfin pouvoir manifester librement. Pendant [une] manifestation [à Melbourne, pour dénoncer le traitement réservé aux médecins et journalistes chinois ayant tenté d'alerter le public à propos du Covid-19], quelqu'un a pris ma photo, qui s'est plus tard retrouvée sur le réseau WeChat. Ensuite, j'ai reçu un appel vidéo de mes parents, qui étaient au commissariat. Le policier m'a dit que je devais rentrer en Chine pour me rendre, que ce que j'avais fait était illégal et antichinois. » L'étudiante n'ose plus

634. « 习近平：巩固发展最广泛的爱国统一战线 » (Xi Jinping : consolidons et développons le plus large Front uni), Xinhua, 20 mai 2015, https://archive.vn/DI6Qw.
635. Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », *op. cit.*
636. Entretien des auteurs avec un universitaire coréen, à Séoul en avril 2019.
637. Elizabeth Redden, « China's 'Long Arm' », *Inside Highered*, 3 janvier 2018.
638. *Ibid.*

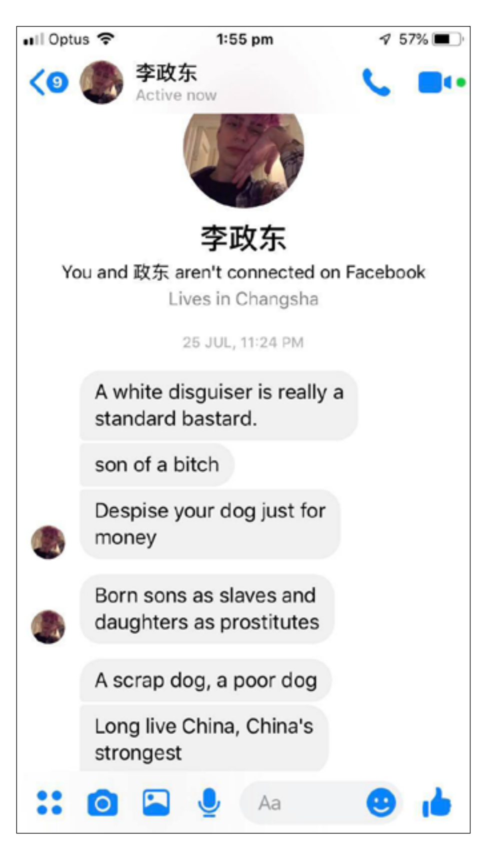
désormais rentrer chez elle et elle a « aussi arrêté de parler avec [ses] parents pour éviter de les mettre en danger »[639].

L'intimidation est encore plus forte vis-à-vis d'au moins deux catégories d'étudiants. D'une part, les boursiers (en France, il y a par exemple 1 400 boursiers sur 30 000 étudiants)[640], parce qu'ils dépendent financièrement de Pékin et ne peuvent donc rien refuser à l'ambassade ou au Parti. **D'autre part, les étudiants appartenant à des minorités** (notamment les Ouïghours et les Tibétains) **et/ou des mouvements contestataires** (comme le mouvement pro-démocratie à Hong Kong). Et ce, où qu'ils soient dans le monde. Le Parti parvient à exercer une pression sur eux, le plus souvent via leurs proches, leurs parents, restés en Chine. Une étudiante ouïghoure, dans une université de l'ouest de la France, explique : « des policiers [chinois] me demandent ce que je fais [par messagerie et téléphone], si j'ai participé à des activités, si je vois d'autres Ouïghours. Je dois sans cesse envoyer les copies de mes documents, me photographier devant ma fac. Si je ne réponds pas, ils débarquent chez mes parents au Xinjiang[641] ».

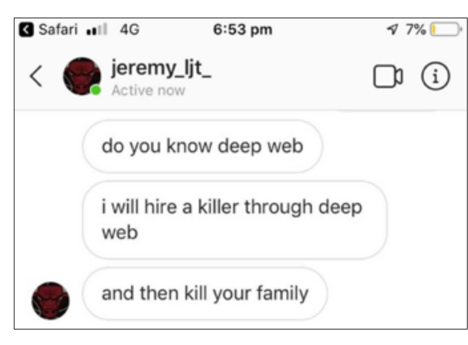
Sur les campus, l'intimidation va fréquemment jusqu'à l'agression physique. Au cours de l'été 2019, la crise hongkongaise s'est exportée dans les universités australiennes et néo-zélandaises. À plusieurs reprises, notamment sur les campus de Sydney, Melbourne, Brisbane, Hobart et Auckland, le scénario s'est répété : des manifestations pacifiques d'étudiants pro-démocratie pour Hong Kong ont été interrompues par des étudiants pro-Pékin, scandant des chants nationalistes, des « *China is great* » et déchirant les panneaux et affiches des premiers. Cela a parfois dégénéré, notamment sur le campus de l'université du Queensland à Brisbane, où 300 étudiants pro-Pékin s'en sont pris physiquement aux manifestants pro-démocratie, des coups ont été portés, la police est intervenue. Et **le consulat chinois a ensuite émis un communiqué pour louer « le comportement patriotique » de ces étudiants**, ce qui a suscité une réaction du ministre de la Défense, appelant les diplomates étrangers à ne pas s'ingérer. L'université du Queensland (UQ) entretient des liens étroits avec le consulat : le consul lui-même a été nommé professeur invité le même mois (juillet 2019)[642]. Les pro-Pékin utilisent des groupes WeChat pour mobiliser en amont des rassemblements pro-démocratie dont ils ont connaissance, appelant à « combattre les forces séparatistes jusqu'au bout » et à « ne jamais faire de concession »[643].

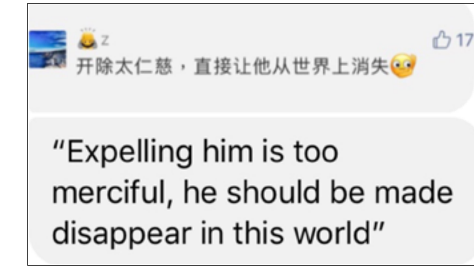
Le harcèlement se fait aussi en ligne : les étudiants pro-démocratie font l'objet d'une campagne de haine et sont régulièrement menacés. Drew Pavlou, un étudiant de 20 ans de l'UQ et l'un des principaux organisateurs des manifestations pro-démocratie en faveur de Hong Kong, a ainsi reçu des douzaines de menaces de mort. Dans un message, un internaute lui disait par exemple qu'il recruterait un tueur à gages dans le Deep Web pour tuer sa famille (image ci-dessous). D'autres ont eu leurs « permis de conduire, certificats de mariage, cartes d'étudiants et autres pièces d'identité publiés sur le réseau social chinois Weibo[644] » – cette pratique, qui s'appelle le *doxing*, fait l'objet d'une section distincte (→ p. 391).

639. Plesse, « Les universités australiennes sous influence chinoise », *op. cit.*
640. Laurence Defranoux, « Les profs et étudiants chinois enrôlés dans la "guerre d'opinion" menée par Pékin », *Libération*, 27 juillet 2021.
641. *Ibid.*
642. A. Odysseus Patrick et Emanuel Stoakes, « China's influence on campus chills free speech in Australia, New Zealand », *The Washington Post*, 9 août 2019.
643. *Ibid.*
644. Anne Kruger, « Harassment and hate speech are spilling over from the Hong Kong protests through social media », First Draft, 15 août 2019.









Menaces reçues par Drew Pavlou en 2019[645].

b. Intimidation des enseignants et administrateurs de l'université

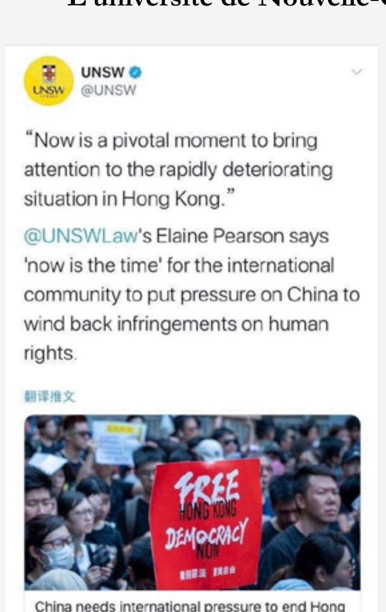
Les étudiants chinois ne sont pas les seuls visés. **Les enseignants, les administrateurs, le personnel des universités sont également constamment surveillés et intimidés** pour que la vie du campus, y compris la programmation de l'enseignement et de la recherche, soit conforme à la ligne du PCC.

Dans le cas américain, un rapport détaillé du Wilson Center a constaté en 2018 qu'« un petit nombre d'étudiants chinois a enfreint la liberté académique des professeurs, étudiants, administrateurs et personnels des universités américaines ces dernières années en exigeant la suppression des espaces universitaires du matériel de recherche, de promotion et de décoration impliquant des contenus [considéré par la RPC comme] sensibles ; en demandant aux professeurs de modifier leur langage ou leur matériel pédagogique comportant un contenu [considérés par la RPC comme] sensible pour des raisons politiques plutôt que factuelles ; en interrompant et interpellant d'autres membres de la communauté universitaire ayant une discussion critique

645. Sources : https://twitter.com/DrewPavlou/status/1162576118177660929 ; https://twitter.com/DrewPavlou/status/1253283434744565760 ; https://www.latimes.com/world-nation/story/2020-12-21/student-australia-china-xi-jinping-uighurs-muslims.

sur la Chine ; et en faisant pression sur les universités pour qu'elles annulent les activités académiques impliquant des contenus [considérés par la RPC comme] sensibles. Les étudiants de la RPC ont également agi de manière à inquiéter ou intimider les professeurs, le personnel et les autres étudiants des universités américaines en surveillant des personnes et des activités sur le campus impliquant des contenus [considérés par la RPC comme] sensibles ; en interrogeant le corps professoral pour obtenir des informations de manière suspecte ; et en intimidant, en se conduisant de manière abusive ou en harcelant d'autres membres de la communauté universitaire[646] ». Cette description vaut pour tous les pays où les universités accueillent un nombre relativement important d'étudiants chinois.

L'université de Nouvelle-Galles du Sud se censure sous la pression chinoise

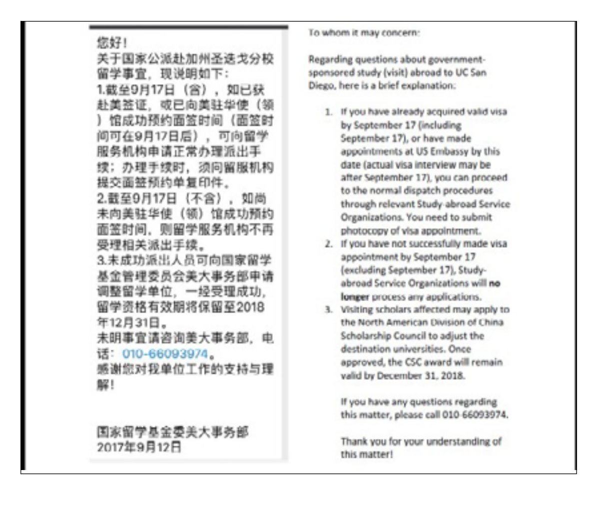


Le 31 juillet 2020, l'Université de Nouvelle-Galles du Sud (UNSW) sur son compte Twitter publie une citation d'une enseignante de l'université par ailleurs directrice de Human Rights Watch Australia souhaitant « attirer l'attention sur la détérioration rapide de la situation à Hong Kong ». Tweet qui a suscité des protestations d'étudiants chinois, qui sont particulièrement nombreux dans cette université où ils constituent près d'un quart des effectifs totaux, 69 % des étudiants internationaux, et dont les frais d'inscription compteraient pour 22 % du budget de l'université, qui par ailleurs a d'importants contrats, pour plus de 60 millions de dollars australiens (38 millions d'euros), avec des compagnies chinoises. Ce rapport de force a rapidement poussé l'université à une première concession, tweetant quelques heures plus tard que « Les opinions exprimées par nos universitaires ne représentent pas toujours les vues de l'UNSW », avant de supprimer les deux tweets. L'article initial d'où était tirée la citation a également été retiré du site – après que des étudiants chinois ont demandé à l'ambassade de faire pression sur l'université. Selon le *Global Times*, la suppression des tweets n'a pas suffi à calmer les étudiants, qui demandaient à leur université de publier des excuses[647]. Cette suppression est rapidement devenue une polémique nationale, des parlementaires, ainsi que le ministre de l'Éducation, considérant que cette autocensure violait la liberté d'expression et la liberté académique, qui devraient être particulièrement protégées dans les universités, et constituait un exemple de plus de l'influence inacceptable que la Chine pouvait avoir sur les campus australiens[648].

Tout lien avec le dalaï-lama, en particulier, suscite une réaction systématique. C'est vrai des États (à la suite de l'accueil du dalaï-lama à Copenhague en 2009, Pékin avait gelé ses relations bilatérales avec le Danemark jusqu'à ce que le gouvernement publie une note affirmant que le Danemark « s'oppose à l'indépendance du Tibet »), mais aussi des universités. Lorsqu'en 2009 l'université de Calgary a accordé au dalaï-lama un titre de docteur *honoris causa*, le gouvernement chinois a riposté en supprimant l'université de sa liste d'établissements reconnus en Chine, ce qui a eu comme effet de causer le départ de nombreux

646. Anastasia Lloyd-Damnjanovic, *A Preliminary Study of PRC Political Influence and Interference Activities in American Higher Education*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington, 2018, p. 1-2.
647. Zhao Yusha, « Australian university under attack for article 'interfering' HK affairs », *Global Times*, 1er août 2020.
648. Max Walden et Stephen Dziedzic, « UNSW under fire for deleting social media posts critical of China over Hong Kong », ABC News, 3 août 2020.

étudiants chinois, craignant de ne pas trouver d'emploi à leur retour en Chine, leur diplôme de l'université de Calgary n'étant plus reconnu. La punition a duré deux ans, l'université a été réaccréditée en 2011[649]. Lorsqu'en 2017 l'université de Californie à San Diego (voir image ci-dessous) a invité le dalaï-lama à donner une conférence, les étudiants chinois de l'université ont protesté. Sur WeChat, le CSSA local (→ p. 277) a posté un communiqué disant qu'ils avaient demandé conseil au consulat de Chine et négociaient avec les instances de l'université pour faire annuler cet événement. Sur Facebook, ils ont posté pas moins de 1 600 commentaires dont certains dénonçaient le dalaï-lama comme un « terroriste[650] ». L'université n'a pas cédé, ce qui lui a valu un article agressif du *Global Times* suggérant que les autorités chinoises pourraient ne pas délivrer de visa au président de cette université et ne pas reconnaître ses diplômes[651]. Quelques mois plus tard, le China Scholarship Council (国家留学基金管理委员会) a gelé tout financement de bourse pour les étudiants chinois désireux de se rendre à l'université de Californie à San Diego.


您好！
关于国家公派赴加州圣迭戈分校留学事宜，现说明如下：
1.截至9月17日（含），如已获赴美签证，或已向美驻华使（领）馆成功预约面签时间（面签时间可在9月17日后），可向留学服务机构申请正常办理派出手续；办理手续时，须向留服机构提交面签预约单复印件。
2.截至9月17日（不含），如尚未向美驻华使（领）馆成功预约面签时间，则留学服务机构不再受理相关派出手续。
3.未成功派出人员可向国家留学基金管理委员会美大事务部申请调整留学单位，一经受理成功，留学资格有效期将保留至2018年12月31日。
未明事宜请咨询美大事务部，电话：010-66093974。
感谢您对我单位工作的支持与理解！

国家留学基金委美大事务部
2017年9月12日

To whom it may concern:

Regarding questions about government-sponsored study (visit) abroad to UC San Diego, here is a brief explanation:

1. If you have already acquired valid visa by September 17 (including September 17), or have made appointments at US Embassy by this date (actual visa interview may be after September 17), you can proceed to the normal dispatch procedures through relevant Study-abroad Service Organizations. You need to submit photocopy of visa appointment.
2. If you have not successfully made visa appointment by September 17 (excluding September 17), Study-abroad Service Organizations will **no longer** process any applications.
3. Visiting scholars affected may apply to the North American Division of China Scholarship Council to adjust the destination universities. Once approved, the CSC award will remain valid by December 31, 2018.

If you have any questions regarding this matter, please call 010 66093974.

Thank you for your understanding of this matter!

Communiqué du 12 septembre 2017 envoyé par le China Scholarship Council informant du gel des bourses à destination de l'université de Californie à San Diego[652].

Lorsqu'en 2016, en France, l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) a invité le dalaï-lama à donner une conférence, l'établissement « a reçu des courriers officiels de l'ambassade de Chine demandant à ce que l'on ne le reçoive pas », avec toujours cette menace à peine voilée que ce qui était en jeu était le « maintien de la bonne relation entre l'Inalco et la Chine ». « Ils sont aussi venus deux fois […]. À l'oral, ils sont moins subtils », explique la professeure Françoise Robin[653]. En vain, puisque l'Inalco n'a pas cédé – au contraire de Sciences Po qui devait aussi le recevoir mais « a annulé sa venue sur intervention de l'ambassade de Chine[654] ». À l'Inalco, la présidente Manuelle Franck était même « présente sur scène durant toute la conférence, alors que l'ambassade le lui avait défendu[655] ». Il n'y a pas eu cette fois de sanction.

Ces interventions ne visent pas que les invités exceptionnels comme le dalaï-lama : elles sont désormais courantes dans la vie de l'université, y compris en France, comme l'explique Jean-Philippe Béja, directeur de recherche émérite au CNRS et chercheur au Centre d'études

649. « UCalgary regains accredition in China », *Maclean's*, 4 avril 2011.
650. Elizabeth Redden, « Chinese Students vs. Dalai Lama », *Inside Higher Ed*, 16 février 2017.
651. Liu Jianxi, « US university fails to teach students correct history of Tibet », *Global Times*, 20 juin 2017.
652. À un collègue du professeur Victor Shih : https://twitter.com/vshih2/status/908974180711960577/photo/1.
653. Jérémy André, « Comment la Chine pousse ses pions à l'université », *Le Point* n°2532, 25 février 2021, p. 46-50 (pour les quatre dernières citations).
654. « Le dalaï lama en France, sans temps mort ni contact en haut lieu », *La Croix*, 12 septembre 2016.
655. André, « Comment la Chine pousse ses pions à l'université », *op. cit.*

et de recherches internationales (CERI) de Sciences Po : « **Depuis trois ou quatre ans, des étudiants chinois, souvent des cadres des jeunesses communistes, viennent perturber nos conférences.** Ils sont sans doute envoyés par l'ambassade. D'autres le font pour se faire bien voir des autorités[656]. »

c. Le rôle des diplomates chinois

Les étudiants chinois nationalistes ne sont pas les seuls en cause dans ce phénomène. Les diplomates chinois leur prêtent souvent main-forte. Aux États-Unis, par exemple, **les diplomates ont notamment « enfreint la liberté académique des professeurs, étudiants, administrateurs et personnels des universités** américaines en se plaignant auprès des universités à propos des conférenciers invités et des événements organisés ; faisant pression et/ou offrant des incitations aux professeurs dont le travail implique un contenu jugé sensible par les autorités de la RPC ». **Ils ont aussi « porté atteinte à la sécurité des personnes dans les universités** américaines en interrogeant le corps professoral et le personnel pour obtenir des informations de la même manière que l'on collecte des renseignements ; et en utilisant des modes de conversation intimidants[657] ».

Lorsqu'ils n'interviennent pas directement, les diplomates collectent au moins des informations. Au Japon par exemple, où il n'y a que 115 000 étudiants chinois, qui sont moins actifs que dans les pays cités précédemment, **l'ambassade tient un fichier**, demande aux étudiants chinois de s'inscrire, et leur envoie des messages. **Elle donne aussi des consignes** : certains de ces étudiants ont reçu l'ordre d'être amicaux avec les étudiants taïwanais, de les séduire, les inviter en Chine, les aider à trouver un emploi, etc.[658].

Dans tous les cas, cela pose la question centrale du lien entre les étudiants et les autorités chinoises. Il est certain que « **les étudiants chinois sont de plus en plus affirmés et agressifs, profitant de la liberté de leur pays d'accueil et opérant avec le soutien de plus en plus ouvert des autorités chinoises** », comme l'explique Rowena He, professeure à St. Michael's College, dans le Vermont[659]. Mais en quoi consiste ce soutien exactement ? Lorsqu'ils surveillent, informent, intimident, manifestent, les étudiants ne font-ils qu'exprimer spontanément leur patriotisme ou sont-ils plus ou moins guidés par les autorités via les ambassades et les consulats ? Question centrale car, dans le premier cas, les universités et les autorités du pays hôte ne peuvent pas faire grand-chose à part rappeler et faire respecter les limites à la liberté d'expression (qui ne va pas jusqu'au harcèlement, au discours haineux, menaces de mort et agressions physiques) ; tandis que, dans le second, il s'agirait d'une ingérence caractérisée.

Or, ce n'est pas parce qu'une contre-manifestation est contraire aux valeurs du pays hôte et suscite l'indignation de l'université comme des autorités qu'elle est forcément organisée par des agents de l'État chinois. En réalité, **il est difficile de dire si les actions des étudiants chinois sont, en général, spontanées ou guidées**, d'une part parce qu'on ne peut rien dire « en général », chaque cas est particulier ; et d'autre part parce que **la plupart des étudiants chinois ont internalisé la contrainte** avant même d'arriver dans le pays où ils vont étudier. Comme l'explique Dirk Van der Kley, « il y a suffisamment de patriotisme et de fierté parmi les étudiants chinois pour que ce genre de choses se produise fréquemment, même sans direction du gouvernement [chinois][660]. » « Ils sont encore plus endoctrinés qu'avant, renchérit un interlocuteur à Stockholm : **les ambassades et consulats n'ont même plus besoin de les contrôler, ils**

656. *Ibid.*
657. Anastasia Lloyd-Damnjanovic, *A Preliminary Study of PRC Political Influence and Interference Activities in American Higher Education*, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington, 2018, p. 1-2.
658. Entretien des auteurs à Tokyo, en mars 2019.
659. Elizabeth Redden, « China's 'Long Arm' », insidehighered.com, 3 janvier 2018.
660. Frances Mao, « Hong Kong Protests: 'I'm in Australia but I feel censored by Chinese students' », BBC, 31 juillet 2019.

sont programmés[661] ». Dans de nombreux cas, toutefois, il est possible de démontrer un lien de commandement et de contrôle entre les étudiants et les autorités chinoises, via les CSSA et les ambassades et consulats, comme nous le verrons dans les pages suivantes et dans plusieurs études de cas (→ p. 563).

3. Les associations étudiantes (CSSA)

Dans la plupart des universités dans le monde comptant une certaine proportion d'étudiants chinois, il y a une branche locale de **l'association (ou union) des étudiants et chercheurs chinois (CSSA**, 中国学生学者联合会). Par exemple, il y a 265 CSSA dans les universités américaines, pour environ 300 000 étudiants chinois[662]. Sous une apparence de solidarité et de bienveillance (ils aident les nouveaux arrivants chinois à s'adapter à un environnement qu'ils ne connaissent pas, à trouver un logement, des colocataires, etc.), les CSSA servent en réalité de **plateformes privilégiées pour le travail de Front uni**[663]. Ils servent non seulement à **maintenir un certain contrôle sur les étudiants chinois à l'étranger**, mais également à **les mobiliser le cas échéant pour défendre la Chine** contre des positions la critiquant.

La bulle que les CSSA créent autour des étudiants chinois, au prétexte de les aider, en réalité pour les surveiller et contrôler ce qu'ils disent, est problématique pour ceux d'entre eux qui vont à l'étranger précisément pour bénéficier d'une liberté qu'ils n'ont pas en Chine. Ils sont tellement pris en charge qu'ils ont « l'impression d'être accueillis par le gouvernement chinois en Australie[664] », et des parents qui envoient leurs enfants étudier en Australie aussi pour qu'ils se fassent des relations à l'étranger sont « déçus lorsqu'à leur retour ils expliquent n'avoir fréquenté que d'autres étudiants chinois[665] ».

Ce sont eux qui organisent la surveillance sur le campus, la dénonciation des opposants ou des critiques, la promotion des intérêts de Pékin, eux qui organisent des manifestations et des contre-manifestations, qui censurent (ou poussent à l'autocensure) les enseignements et les conférences, etc. La présidente du CSSA de l'université de Canberra en 2017, Lu Lupin, a admis qu'elle « informait l'ambassade si des étudiants chinois dissidents organisaient une manifestation pour les droits humains[666] ».

Ils servent notamment d'intermédiaires pour les autorités lorsque celles-ci ont besoin de **mobiliser des milliers voire des dizaines de milliers d'étudiants pour des événements, l'accueil de responsables politiques chinois en visite dans le pays hôte, ou contrer les manifestations dissidentes**. Et ce n'est pas nouveau. En 2008, 20 000 étudiants chinois en Australie avaient été mobilisés par l'intermédiaire des CSSA pour accueillir la flamme olympique à Canberra – et au passage « intimider et frapper les manifestants en faveur de l'indépendance du Tibet[667] ». De la même manière, l'accueil de Xi Jinping à Washington le 24 septembre 2015, par des centaines d'étudiants chinois alignés dans la rue et agitant des drapeaux, n'avait rien de spontané : l'ambassade est passée par les CSSA pour recruter

661. Entretien de l'un des auteurs à Stockholm, en février 2020.
662. Didi Kirsten Tatlow, « Exclusive: 600 U.S. Groups Linked to Chinese Communist Party Influence Effort with Ambition Beyond Election », Newsweek, 26 octobre 2020.
663. Alexander Bowe, *China's Overseas United Front Work: Background and Implications for the United States*, Staff Research Report, U.S.-China Economic and Security Review Commission, 24 août 2018, p. 10-12 ; Alex Joske, *The party speaks for you: Foreign interference and the Chinese Communist Party's united front system*, Policy brief, Report No. 32, ASPI, 2020, p. 30.
664. John Fitzgerald, cité dans John Garnaut, « Chinese Spies at Sydney University », *The Sydney Morning Herald*, 21 avril 2014.
665. Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », *op. cit.*
666. Alex Joske et Wu Lebao, « The truth about the Chinese Students and Scholars Association », *Woroni*, 12 octobre 2017.
667. Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », *op. cit.*

700 étudiants, rémunérés environ 20 dollars chacun (rémunération distribuée par les CSSA quelques mois plus tard) et, lors de l'événement, les diplomates étaient en contact direct avec eux par WeChat, « répondant aux messages jusqu'à 3 heures du matin[668] ». Comme le rappelle Bethany Allen-Ebrahimian, c'est loin d'être le seul exemple de mobilisation d'étudiants payés par l'intermédiaire des CSSA : dans le seul cas des États-Unis (il y a d'autres exemples ailleurs dans le monde), la même chose s'est passée pour la visite de Xi en février 2012, alors qu'il était vice-président (l'ambassade avait mis près d'un an à transférer les fonds promis au CSSA de l'université George Washington), et en 2011 à Chicago pour la visite de Hu Jintao[669]. L'ambassade de Chine en Australie a aussi « entraîné des centaines de membres du CSSA », regroupés en « équipes de sécurité » lors de la visite du Premier ministre chinois Li Keqiang en mars 2017[670].

Les étudiants sont incités à s'investir dans le CSSA pour se faire bien voir des diplomates chinois de l'ambassade et/ou des consulats et obtenir d'eux des bourses d'étude, des lettres de recommandation, le financement d'activités parascolaires, et des invitations à des événements[671]. Il y a de nombreux témoignages d'étudiants subissant des pressions du CSSA pour les dissuader de faire ceci, ou au contraire les inciter à faire cela. **La surveillance constante qu'exerce le CSSA sur les autres étudiants se veut dissuasive** : son impact se traduit moins par la sanction de certaines personnes que, pratiquement, par le fait que tous les étudiants chinois font attention à ce qu'ils disent publiquement, explique Perry Link, professeur à l'université de Californie à Riverside[672].

Il s'agit d'un « maillon essentiel de la propagande et un garant du patriotisme chinois à l'étranger[673] ». Selon Chen Yonglin, un diplomate chinois ayant fait défection en Australie en 2005, **les groupes du CSSA « sont en fait contrôlés par la mission [diplomatique] chinoise et sont une extension du régime communiste chinois à l'étranger[674] »**. L'association générale est en partie financée par le gouvernement chinois[675] et « ces associations vivent en grande partie grâce aux subsides des délégations de la RPC à l'étranger[676] ». Nombre de CSSA reconnaissent, sur leur site internet, être « enregistrés auprès » ou même « financés par » le consulat ou l'ambassade[677]. Le CSSA de l'université Cornell, par exemple, se vante sur son site d'être « LA SEULE organisation étudiante chinoise officiellement soutenue par l'ambassade de la République populaire de Chine à l'Université Cornell[678] ». **Cette relation financière est plus ou moins assumée** : certains CSSA ne s'en cachent pas, d'autres regrettent visiblement d'en parler (cf. image ci-dessous). Peut-être pour davantage de discrétion, il arrive que l'argent des autorités chinoises soit versé non pas sur le compte officiel du CSSA mais sur le compte personnel du trésorier ou sur un autre compte, non déclaré, de sorte que **l'administration de l'université ignore qu'une organisation étudiante sur son campus reçoit des fonds d'un gouvernement étranger**, ce qui aux États-Unis permet de passer sous le radar du Foreign Agents Registration Act (FARA)[679].

668. Bethany Allen-Ebrahimian, « China's Long Arm Reaches Into American Campuses », *Foreign Policy*, 7 mars 2018.
669. *Ibid.*
670. Joske et Lebao, « The truth about the Chinese Students and Scholars Association », *op. cit.*
671. J. Manthorpe, *Claws of the Panda: Beijing's Campaign of Influence and Intimidation in Canada*, Toronto, Cormorant Books, 2019, p. 188.
672. Saul, « On Campuses Far From China, Still Under Beijing's Watchful Eye », *op. cit.*
673. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs, op. cit.*, p. 206.
674. Manthorpe, *Claws of the Panda, op. cit.*, p. 189.
675. Parton, *China-UK Relations, op. cit.*, p. 15.
676. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs, op. cit.*, p. 206.
677. Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », *op. cit.*
678. https://www.cornellcssa.info/about-us (https://archive.vn/ipRlM).
679. Allen-Ebrahimian, « China's Long Arm Reaches Into American Campuses », *op. cit.*



Source : https://twitter.com/shawnwzhang/status/964605758024265728.

« La plupart des CSSA opèrent sous la direction des ambassades et consulats chinois[680] », comme le reconnaissait d'ailleurs le *People's Daily* en 2013 en écrivant que les CSSA en Australie « accomplissent leurs missions […] **sous la direction directe du Bureau de l'éducation de l'ambassade**[681] ». En général, le point de contact des étudiants est la personne en charge de l'éducation au consulat[682], sachant que le ministère de l'Éducation a de nombreux liens avec le département du Travail de Front uni (DTFU), comme en témoigne la nomination d'un cadre du DTFU au poste d'attaché à l'Éducation à Chicago entre 2013 et 2016[683]. C'est le cas par exemple des CSSA du Royaume-Uni, des Pays-Bas, d'Égypte, de Singapour, mais aussi de France[684]. Le CSSA de l'université de Corée (Korea University) a même reconnu sur son site que le huitième bureau du DTFU était responsable de « l'orientation générale des associations étudiantes à l'étranger[685] ». D'autres indices pointent également vers **les liens entre les CSSA et le Front uni**. Plusieurs CSSA ont participé à une conférence en 2015 pour « étudier l'esprit du travail de Front uni », dont les CSSA des universités de Yale, Kyoto, Princeton, Rome, Californie, Moscou et de France[686]. Le CSSA du Royaume-Uni a reçu une délégation du ministère de l'Éducation menée par le DTFU, qui comptait parmi ses membres la vice-directrice du sixième bureau du DTFU Duan Xiuyun (段秀云), qui occupe également le poste de vice-secrétaire de l'Amicale des Chinois outre-mer (中华海外联谊会)[687].

680. Joske, *The Party speaks for you*, *op. cit.*, p. 30.

681. 李景卫 (Li Jingwei), « 澳大利亚优秀中国学联干部奖颁发 » (Australian outstanding CSSA cadre prizes awarded), *People's Daily*, 22 novembre 2013 (https://web.archive.org/web/20200218043850/http:/world.people.com.cn/n/2013/1122/c1002-23631324.html), cité par Joske, *The Party speaks for you*, *op. cit.*, p. 30.

682. Tatlow, « Exclusive: 600 U.S. Groups Linked to Chinese Communist Party Influence Effort with Ambition Beyond Election », *op. cit.*

683. « 覃菊华同志任驻芝加哥总领馆教育组参赞衔领事 » (Le camarade Qin Juhua nommé conseiller à la section Éducation du consulat à Chicago), Site du ministère de l'Éducation de la RPC, https://archive.vn/k7kPT ; « 中央统战部来校调研外事管理工作 » (Le DTFU visite l'école pour inspecter le travail de gestion des affaires extérieures), Huaqiao University, 28 juin 2019, https://archive.vn/774OD.

684. « 关于学联 » (À propos de l'association), CSSAUK, https://archive.vn/nOKbk ; « 关于学联 » (À propos de l'association), ACSSNL, https://archive.vn/88Yme ; « 关于学联 » (À propos de l'association), *CSSUE*, https://archive.vn/3usqM ; « 新加坡中国学者学生联合会 » (Association chinoise des étudiants et chercheurs à Singapour), *Baidu*, https://archive.vn/iorEQ ; « 学联简介 » (Présentation de l'association), Union des chercheurs et des étudiants chinois en France, https://archive.vn/V0vg5.

685. « 历史沿革 » (Historique), Korea University Chinese Students and Scholars Association, https://web.archive.org/web/20190728072528/https:/www.kucssa.org/intro.

686. « 海外学联学习中央统战精神工作会议召开 » (Ouverture de la conférence des associations étudiantes pour l'étude de l'esprit du travail de Front uni), 光明留学 (Guangming Liuxue), 25 mai 2015, https://archive.vn/Q1FWY.

687. « 全英学联与中央统战部代表团座谈 » (Discussion entre la CSSAUK et une délégation du DTFU), 人人 (*Renren*), non daté, https://web.archive.org/web/20190517021756/http:/blog.renren.com/share/222714759/8950960648.

Certains estiment toutefois que « le principal point de contact pour les étudiants des CSSA sont **des officiers de renseignement** dans les représentations diplomatiques[688] », et que le MSE en profite pour recruter des informateurs voire des agents parmi les étudiants[689]. **Certaines rencontres sont assumées** (chaque année, l'ambassade de Chine en Australie invite l'ensemble des dirigeants des CSSA dans les universités australiennes à des réunions à l'ambassade)[690]. **D'autres en revanche sont clandestines** : Frank Tian Xie, professeur à l'université de Caroline du Sud, faisait partie du CSSA lorsqu'il est arrivé comme étudiant à l'université Purdue dans les années 1980, et il se souvient qu'à l'époque des représentants du consulat de Chine à Chicago rencontraient les étudiants du CSSA dans une chambre de motel[691]. Pour Fabrice de Pierrebourg et Michel Juneau-Katsuya, « les services de l'éducation des ambassades sont directement liés aux services secrets chinois[692] ». À plusieurs reprises, en effet, il a été démontré que **des CSSA avaient travaillé avec ou pour le MSE**[693]. Le FBI aurait des preuves de rencontres entre des officiers de renseignement et des étudiants. En 2005 déjà, *Le Monde* avait révélé que le CSSA de l'Université catholique flamande de Louvain (KUL) serait impliqué dans un « réseau multinational de renseignement économique piloté depuis la Belgique[694] ».

D'une manière générale, « **les CSSA tentent souvent de dissimuler ou d'obscurcir leurs liens avec le gouvernement chinois**, en omettant fréquemment tout langage incriminant dans les versions en anglais de leurs sites Web, qui sont typiquement relues par les administrateurs de l'université[695] ». Les versions chinoises sont donc souvent plus révélatrices, comme le sont parfois des excès de communication : par exemple, en 2017, le président du CSSA de l'université George Washington a expliqué dans une vidéo promotionnelle que le CSSA était « dirigé par l'ambassade de Chine » et « travaillait avec » elle[696]. Le CSSA de l'Université nationale australienne se présente comme « la seule organisation étudiante chinoise à Canberra officiellement approuvée par le gouvernement chinois[697] ». Les autorités chinoises savent d'ailleurs témoigner de leur reconnaissance, comme le montre ce « certificat d'appréciation » (ci-dessous) délivré par un consulat au président d'un CSSA. Par ailleurs, il a été constaté dans le cas suisse que les cadres étudiants du CSSA, une fois leurs études terminées, étaient souvent intégrés dans les organisations impliquées dans l'influence chinoise dans le pays, ce qui fait dire à Ralph Weber que **les CSSA pourraient aussi « avoir un rôle important dans le recrutement de talents**[698] ».

688. Zach Dorfman, « How Silicon Valley Became a Den of Spies », *Politico Magazine*, 27 juillet 2018.
689. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 39.
690. Joske et Lebao, « The truth about the Chinese Students and Scholars Association », *op. cit.*
691. Saul, « On Campuses Far From China, Still Under Beijing's Watchful Eye », *op. cit.*
692. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 204.
693. Zach Dorfman, « How Silicon Valley became a den of spies », *Politico Magazine*, 27 juillet 2018.
694. Jean-Pierre Stroobants, « Une université belge pourrait abriter un réseau d'espionnage industriel chinois », lemonde.fr, 10 mai 2005.
695. Bowe, *China's Overseas United Front Work, op. cit.*, p. 12.
696. *Ibid.*, p. 11.
697. Joske et Lebao, « The truth about the Chinese Students and Scholars Association », *op. cit.*
698. Weber, « Unified message, rhizomatic delivery », *op. cit.*



中华人民共和国驻芝加哥总领事馆
Consulate General of the People's Republic of China in Chicago

Certificate of Appreciation

徐展 (Zhan Xu)

谨此感谢你在 2016–2017年度担任 威斯康星医学院
中国学生学者联谊会主席期间做出的突出贡献。

In Recognition of Your Outstanding Leadership and Dedication
As the President of the Chinese Students and Scholars Association at
Medical College of Wisconsin .

中国驻芝加哥总领馆总领事
Consul General
Consulate General of P. R. China in Chicago

Source : https://twitter.com/YaxueCao/status/964251735945629696.

Un sentiment d'impunité et de toute-puissance sur les campus étrangers

L'universitaire australien Clive Hamilton rapporte qu'au cours de l'été 2019, sur le campus de l'université du Queensland à Brisbane, un garde de sécurité a surpris trois hommes en train de saccager un « mur Lennon » en soutien aux manifestants hongkongais. « Ils ont refusé de montrer leurs cartes d'étudiants et, lorsque le garde a indiqué qu'il appellerait la police, le chef du groupe a répondu : "je me fiche que vous appeliez la police, j'appellerai l'ambassadeur"[699]. » Cela lui rappelle une autre anecdote : quatre ans plus tôt, le président du CSSA de l'Université nationale australienne à Canberra a demandé qui avait « autorisé » la pharmacie du campus à diffuser l'*Epoch Times*, journal du Falun Gong, et a intimidé le pharmacien jusqu'à ce qu'il les jette. Ces exemples – il y en aurait bien d'autres – témoignent d'**un sentiment de toute-puissance de certains étudiants chinois sur les campus étrangers, conscients de leur poids économique et donc de la dépendance des établissements à leur égard, et assurés du soutien et même des encouragements des autorités chinoises**.

4. Façonner les études chinoises

Les communautés universitaires travaillant sur la Chine sont généralement divisées. Pour ne prendre que l'exemple de l'Allemagne, la communauté est majoritairement empathique vis-à-vis de Pékin, et les quelques voix dissidentes sont souvent en marge des départements de sinologie. La micro-communauté de chercheurs travaillant sur et à Taïwan se distingue ici du reste des universités allemandes traditionnelles. La majorité des chercheurs, façonnée par des relations interpersonnelles tissées avec leurs partenaires académiques chinois depuis des décennies, s'inscrivent dans le discours proche de la communauté d'affaires : la Chine n'est pas une menace, il s'agit de déconstruire les préjugés et l'ignorance vis-à-vis d'un système politique original, en continuant à œuvrer au rapprochement et au dialogue (via notamment des programmes d'échanges universitaires). Les chercheurs qui considèrent l'État chinois comme

699. Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », *op. cit.*

une menace ou ceux qualifiés de « China-Kritiker » sont une minorité en Allemagne et la plupart n'occupent pas de poste permanent dans des universités. La lettre ouverte publiée par l'épouse du chercheur canadien Michael Kovrig, arrêté et détenu en Chine (→ p. 540), qui a été signée par les experts critiques de Pékin, journalistes, think tankers du MERICS à la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), mais non par l'écrasante majorité des professeurs d'université en poste en Allemagne, soit une quarantaine d'universitaires, révèle la fracture invisible entre « China-Versteher » et « China-Kritiker »[700].

Ces tensions au sein des communautés universitaires et des think tanks travaillant sur la Chine sont communes dans le monde entier et sont habilement exploitées par Pékin. **En outre, pour contrôler la recherche publiée sur la Chine et donc façonner les études chinoises, le Parti-État met en œuvre les moyens suivants :**

• **l'accès au terrain**, en utilisant le visa comme levier, c'est-à-dire en refusant de le délivrer aux chercheurs trop critiques, soit de manière *ad hoc*, soit, désormais, dans le cadre de sanctions officielles comme celles qui, en mars 2021[701], ont visé la Britannique Joanne Smith Finley, maître de conférences en études chinoises à l'université de Newcastle ; le Suédois Björn Jerdén, directeur du Swedish National China Centre au Swedish Institute of International Affairs à Stockholm ; l'Allemand Adrian Zenz, senior fellow en études chinoises à la Victims of Communism Memorial Foundation aux États-Unis ; et le Mercator Institute for China Studies (MERICS), qui est la plus grande institution de recherche européenne sur la Chine, basée à Berlin, qui accueille plus d'une trentaine de spécialistes. Ces individus « et les compagnies et institutions auxquelles ils sont associés », mais aussi leurs familles, sont interdits de séjour en Chine, à Hong Kong et Macao, et ne peuvent pas non plus faire des affaires en Chine. Ils sont accusés par Pékin de diffuser des « mensonges » sur la Chine, notamment le sort des Ouïghours ou, dans le cas de Jerdén, les dangers posés par les Instituts Confucius, ou encore, dans le cas de MERICS, de « collusion avec des forces anti-chinoises ». Le choix de MERICS a pu surprendre car il ne s'agit pas, et de loin, du centre de recherche le plus radical sur la Chine, il est plutôt sur une ligne modérée, mais il s'explique simplement par le fait qu'il s'agit « du plus grand centre de recherche sur la Chine de toute l'Europe. Couper les liens avec la Chine signifie que son canal de recherche ne sera guère durable et que son influence sera gravement touchée », explique le *Global Times*[702]. **L'objectif est donc clairement de tarir les sources et la crédibilité** (fondée d'abord et avant tout sur l'accès au terrain pour les chercheurs en études aréales) **des individus et des institutions visés, tout en intimidant tous les autres chercheurs sur la Chine, partout dans le monde.** partout dans le monde. Comme ce jeune sinologue qui, sous couvert d'anonymat précisément parce qu'il craint de perdre son accès à son terrain de recherche, rapporte : « On entend tous parler d'une liste noire de chercheurs à qui on ne délivrerait plus de visa. » Peu importe alors que ce soit vrai ou pas – **Pékin a même intérêt à entretenir une ambiguïté stratégique puisque, dans le doute, ignorant quelle est leur situation et quel est le seuil de tolérance des autorités chinoises, les candidats au visa s'autocensureront avec davantage de zèle.** Le jeune sinologue anonyme s'inquiète : « Si demain je ne peux plus aller sur le terrain, quelle légitimité j'aurais en tant que chercheur ? » Et, pour montrer patte blanche, il veille à intégrer dans sa bibliographie au moins un document de propagande officielle –

700. Entretien de l'un des contributeurs à Berlin, en mars 2020.
701. Yojana Sharma, « China fights back with sanctions on academics, institute », *University World News*, 25 mars 2021.
702. « China's sanctions over EU officials and entities are justified and timely », *Global Times*, 23 mars 2021 (https://archive.vn/dPllc).

« une façon de montrer la pluralité des entrées et de ne braquer personne », justifie-t-il[703]. C'est ainsi que l'autocensure commence et que le PCC gagne.

• **la dépendance financière** (les universités dépendant financièrement de la Chine sont moins susceptibles de critiquer la Chine → p. 267) ;

• **la capture des élites** (offre de voyages luxueux et de postes – en cumul ou à plein temps – dans des universités chinoises) ;

• **la pression des étudiants chinois** sur les campus (qui façonne les sujets étudiés et les conférenciers invités) ;

• **la pression sur les maisons d'édition** (pour les dissuader de publier des ouvrages critiques, comme *Silent Invasion* de Clive Hamilton qui a été rejeté par plusieurs éditeurs par « peur des représailles de Pékin ou de personnes en Australie agissant au nom du PCC »)[704] **et sur les revues scientifiques** (→ p. 284) ;

• **la pression sur les directeurs de thèse de doctorat** (une professeure de l'université de Saint-Gall en Suisse a reçu des courriels « de Chine » lui signalant que l'un de ses doctorants diffusait du « contenu de type néonazi » sur Twitter (en réalité, son compte créé depuis dix jours et suivi par moins de dix personnes ne faisait que critiquer la gestion de la pandémie de Covid-19 en Chine) ; craignant « de ne pas pouvoir obtenir par la suite un visa pour la Chine », elle envoie à son doctorant un courriel intitulé « Urgent : plainte de la Chine concernant votre Twitter » et met fin à la relation de supervision ; l'étudiant a depuis abandonné son doctorat)[705] ;

• **des pressions sur les proches restés en Chine** (pour les chercheurs chinois, d'origine chinoise ou ayant des liens avec la Chine ; comme par exemple ce professeur d'origine chinoise, naturalisé français, en poste dans une université française qui, en mai 2021, publie ce message sur un réseau social : « Il est trop dangereux pour moi de commenter la question du Xinjiang. Bien que j'aie toujours lutté pour la liberté académique et la liberté d'expression, je dois faire de mon mieux pour protéger la sécurité de ma famille sur le continent chinois[706] »). Pour des raisons similaires, certains professeurs, comme Vanessa Frangville (professeure en études chinoises à l'Université libre de Bruxelles), finissent par renoncer à prendre des doctorants chinois car « soit ils sont là pour d'autres raisons que les études, soit je les mets en danger[707] » ;

• **des arrestations et des intimidations sur place** pour ceux d'entre eux qui ont accès à leur terrain de recherche en Chine (en 2017, Feng Chongyi, résident permanent en Australie, professeur à l'université de technologie de Sydney, terminait un terrain de recherche de trois semaines dans le sud de la Chine au cours duquel il avait notamment rencontré des défenseurs des droits humains lorsqu'il a été arrêté par les autorités, questionné et détenu pendant une semaine)[708]. Un autre exemple est celui de ce doctorant d'une université belge qui, lors d'un séjour en Chine, « a été détenu et interrogé durant trois jours dans une chambre d'hôtel. Les services chinois avaient un énorme dossier sur lui, dont tous ses tweets depuis 2016 traduits en mandarin et une photo d'un dîner chez sa [directrice de thèse])[709] » ;

703. Laurence Defranoux et Marie Piquemal, « Dans les facs françaises, des travaux dirigés par Pékin », *Libération*, 27 juillet 2021.
704. Clive Hamilton, *Silent Invasion: China's influence in Australia*, Richmond (Victoria), Hardie Grant Books, 2018, p. x.
705. Fanny Scuderi, « L'Université de Saint-Gall se méfie des critiques sur la Chine », *Le Temps*, 4 août 2021, p. 2.
706. Defranoux, « Les profs et étudiants chinois enrôlés dans la "guerre d'opinion" menée par Pékin », *op. cit.*
707. *Ibid.*
708. « Sydney professor Feng Chongyi returns to Australia after week-long detention in China », *ABC News*, 2 avril 2017.
709. Defranoux, « Les profs et étudiants chinois enrôlés dans la "guerre d'opinion" menée par Pékin », *op. cit.*

• **des exemples d'enlèvements, d'arrestations arbitraires, de disparitions, de « confessions » télévisées forcées**, de militants, journalistes, éditeurs, critiques de Pékin ;

• **des poursuites judiciaires** (ou des menaces de le faire) comme celles ayant visé le Canadien J. Michael Cole, la Française Valérie Niquet ou encore l'Allemand Adrian Zenz, dans une stratégie de *lawfare* que nous avons présentée dans la première partie du présent rapport (→ p. 51) et dont l'objectif n'est pas de gagner un procès mais d'imposer un coût et d'intimider les autres ;

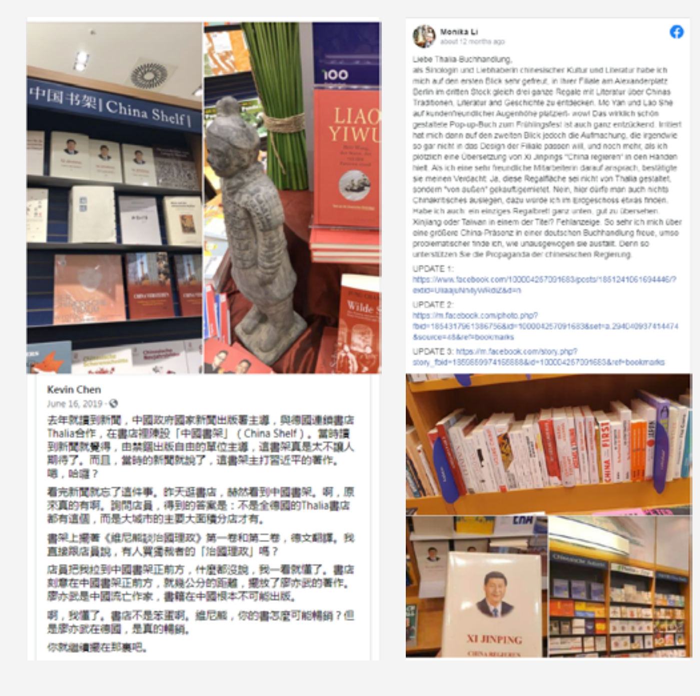
• et finalement, à cause de tout ce qui précède, par **l'autocensure**.

Influencer les éditeurs, les imprimeurs et les libraires

En août 2017, la maison d'édition britannique **Cambridge University Press (CUP), à la demande des autorités chinoises, a supprimé l'accès depuis la Chine à plus de 300 articles** en ligne du *China Quarterly*, parce qu'ils couvraient des sujets considérés sensibles par Pékin, dont la révolution culturelle, Tian'anmen, le Tibet, le Xinjiang et Taïwan[710]. C'est l'Administration générale de la presse (→ p. 191) qui avait fait cette demande, fournissant la liste des articles à retirer. CUP a cédé afin de pouvoir continuer de publier en Chine : « Nous ne censurons et ne censurerons pas de manière proactive notre contenu et nous n'envisagerons de bloquer des éléments individuels (sur demande) que lorsque la disponibilité plus large du contenu est menacée[711] ». Autrement dit, **les éditeurs cèdent à ce qu'ils perçoivent comme un moindre mal, parce que Pékin leur laisse le choix entre retirer les articles litigieux ou ne plus être distribué du tout**. Mais à la suite du scandale que cette affaire a suscité (les universitaires se sont mobilisés), CUP est revenu sur sa décision et, quelques jours plus tard, a rétabli l'accès aux articles en question. Les autorités chinoises sont revenues à la charge auprès de CUP, leur demandant de bloquer certains articles de la *American Political Science Review*, ce qu'ils n'ont pas fait[712].
Cet exemple n'est pas isolé. En novembre 2017, l'éditeur allemand **Springer Nature a bloqué l'accès depuis la Chine à au moins 1 000 articles**, à la demande du gouvernement chinois[713]. En septembre 2018, à la demande de Pékin, l'éditeur britannique **Taylor and Francis a supprimé de son offre en Chine** (de son paquet « arts, humanités, sciences sociales » vendu aux bibliothèques) **83 journaux** dont le contenu était jugé « inapproprié », telle la *Asian Studies Review*. Plus récemment, en France, une université chinoise a demandé au **portail Cairn**, qui diffuse des revues en ligne, de retirer le numéro de la revue *Esprit* de décembre 2020, contenant un dossier sur la Chine, ce à quoi Cairn s'est refusé[714].
Même **l'édition pour enfants** est visée. En mars 2021, à la demande du consulat chinois à Hambourg qui le menaçait de poursuites judiciaires, **l'éditeur allemand Carlsen-Verlag** a retiré de la vente un livre illustré pour enfants (*Ein Corona-Regenbogen für Anna und Moritz*) qui était devenu la cible des autorités et des médias chinois (invoquant une demande de « la communauté chinoise » en Allemagne[715]) parce qu'il décrivait le coronavirus comme étant « originaire de Chine ». L'éditeur prépare une nouvelle édition corrigée[716].
Le problème concerne aussi l'impression des livres, souvent beaucoup moins chère en Chine (45 % moins chère qu'en Nouvelle-Zélande pour un livre en couleur avec des illustrations sur papier glacé, par exemple)[717], ce qui donne un levier supplémentaire à Pékin : **les imprimeurs**

710. Ian Johnson, « Cambridge University Press Removes Academic Articles on Chinese Site », *The New York Times*, 18 août 2017.
711. John Ruwitch et Fanny Potkin, « UK publisher pulls scholarly articles from China website at Beijing's request », Reuters, 18 août 2017.
712. Benjamin Haas, « Cambridge University Press headed for showdown with China over censorship », *The Guardian*, 9 septembre 2017.
713. Christopher Bodeen, « Springer Nature blocks access to articles in China », AP News, 1er novembre 2017.
714. Pierre Buhler, compte rendu de son audition par la mission d'information « Influences étatiques extra-européennes » au Sénat, 13 juillet 2021 (https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20210712/miie.html). Le numéro en question de la revue *Esprit* est disponible à cette adresse : https://www.cairn.info/revue-esprit-2020-12.htm.
715. « Chinese community angered by German book claiming the coronavirus comes from China demands apology and recall of the book », *Global Times*, 8 mars 2021 (https://archive.vn/vptjH).
716. Stefan Dege, « China gets German children's book about COVID withdrawn », DW, 15 mars 2021.
717. Thomas Coughlan, « NZ publishers feel long arm of Chinese censorship », *Summer Newsroom*, 4 mars 2019.

chinois se permettent de censurer, et parfois rejeter, des livres étrangers à destination d'un public étranger. L'un d'entre eux a par exemple produit une liste de mots clés que les éditeurs doivent éviter, tandis qu'un éditeur australien a fini par renoncer à faire imprimer un atlas pour les enfants en Chine après que l'imprimeur chinois a rejeté l'une des cartes[718].
Finalement, ce que montre ce qui précède est que **l'objectif de Pékin est d'influencer les écrits à chacune des étapes de la chaîne : non seulement leur production** (en tentant d'influencer les auteurs par des incitations et des pressions, les poussant notamment à l'autocensure) **mais aussi leur diffusion**, en tentant d'influencer les éditeurs et les imprimeurs, jusqu'à la dernière étape qui, pour les livres, est **la vente en librairie**, comme en témoigne l'exemple de la chaîne de librairies Thalia en Allemagne. En septembre 2020, une cliente publie sur Facebook des photos du rayon Chine d'une librairie Thalia de Berlin particulièrement grand et propagandiste, mettant notamment en valeur les œuvres du président Xi Jinping et manquant significativement de publications critiques du Parti. Elle attire ainsi l'attention sur une pratique qui n'est pas nouvelle (un an plus tôt, un Taïwanais berlinois l'avait également signalée sur Facebook, mais en chinois donc sans faire réagir les médias allemands). Cette fois, Thalia doit réagir et s'explique en reconnaissant avoir loué des surfaces de certains de ses magasins à China Book Trading, une filiale allemande du China International Publishing Group (CIPG), un organisme dépendant du département de Propagande du Parti[719]. Ces contrats de location ne sont ni illégaux ni inhabituels mais, en l'occurrence, la nature du client introduit un biais important dans la présentation des livres de et sur un pays. La presse allemande dénonce alors la « propagande » dans les librairies du pays[720]. « La propagande chinoise est beaucoup plus efficace en Allemagne lorsqu'elle est distillée par des personnes, des médias ou même des sociétés réputées comme Thalia », explique la chercheuse Mareike Ohlberg[721].



Sources : https://www.facebook.com/moni.muka.

Une enquête effectuée en 2018 auprès de plus de 500 sinologues montre que la répression est « un phénomène rare mais réel et présente collectivement un obstacle à la conduite de la recherche en Chine[722] ». **Les restrictions identifiées appartiennent à trois catégories : des restrictions d'accès à la Chine** (refus de visa ou retards dans la délivrance : « le

718. *Ibid.*
719. Le CIPG est un « organisme subordonné aux autorités centrales » (« 中央所属事业单位 ») et dont l'activité est contrôlée par le département de Propagande. Voir par exemple la page Baidu consacrée au CIPG : https://urlz.fr/gr8X.
720. Voir par exemple Felix Stephan, « Bruch eines Tabus », *Süddeutsche Zeitung*, 20 septembre 2020.
721. Brause *et al.*, « Chinas heimliche Propagandisten », *op. cit.*
722. Sheena Chestnut Greitens et Rory Truex, « Repressive Experiences among China Scholars: New Evidence from Survey Data », *The China Quarterly*, 2019, p. 1.

gouvernement chinois restreint l'accès aux visas pour les recherches qu'il considère comme potentiellement problématiques », dans une gradation : difficultés à obtenir un visa, refus de visa, liste noire)[723] ; **des restrictions d'accès à des matériels ou des sujets de recherche** (refus d'accès à des archives, suppression de questions lors d'entretiens, annulations d'entretiens) ; **de la surveillance et de l'intimidation** (interrogation par les autorités, confiscation de matériel dont ordinateur – ces problèmes arrivent partout lorsque le chercheur voyage en Chine, mais dans des proportions plus importantes dans les régions sensibles que sont le Xinjiang et le Tibet)[724]. Pour 70 % des répondants, « **l'autocensure est un problème dans le champ des études sur la Chine**[725] ».

Un autre article fondé sur plus d'une centaine d'entretiens dans des universités américaines, parle d'**une « épidémie d'autocensure sur le sujet de la Chine**[726] **»**. Compte tenu du manque de ressources dans la plupart des universités, beaucoup d'étudiants sont tentés de réorienter leur recherche dans un sens qui convient à Pékin pour accéder au terrain et bénéficier de financements. « Cela en est arrivé au point où je ne m'engage dans rien de trop politique lié à l'État chinois : je ne ferai volontairement rien qui mettrait en danger ma capacité à obtenir un visa pour la Chine à l'avenir », explique par exemple une étudiante dans une université américaine réputée[727]. Une réaction courante, et même encouragée : « j'entends fréquemment des [jeunes chercheurs] – ayant des emplois universitaires sans encore être titulaires – se faire conseiller de ne pas explorer des sujets sensibles dans leurs recherches, pour conserver un accès aux visas », témoigne un historien américain de la Chine[728]. Or, cette autocensure a des conséquences : elle « limite la capacité des décideurs politiques américains, des hommes d'affaires, des défenseurs des droits humains et du grand public à prendre des décisions intelligentes sur la manière d'interagir avec la Chine[729] ».

L'autocensure est d'autant plus forte que les lignes rouges ne sont pas claires : Pékin n'éditant pas un petit guide de ce qu'il serait correct de dire et de ne pas dire, c'est à chacun de le deviner. Cette ambiguïté est stratégique : elle incite à encore plus d'autocensure pour ne pas prendre le risque de dépasser une limite qui n'est pas clairement située.

Cela étant dit, plus la Chine étend son influence dans le monde, plus il devient possible d'**étudier la Chine en dehors de Chine** : des chercheurs qui ne vont plus en Chine continentale font beaucoup de terrain à Hong Kong (moins depuis 2019), à Taïwan, en Corée, en Mongolie, etc. Et plus Pékin devient agressif à l'égard des chercheurs étrangers, augmentant pour eux le risque d'avoir des ennuis, voire d'être arrêtés, accusés d'espionnage, etc., plus il devient acceptable pour les sinologues de faire du terrain hors de Chine, non seulement parce qu'il est plus difficile d'y apprendre quoi que ce soit (à cause de l'autocensure et la langue de bois), mais aussi pour des raisons de sécurité personnelle. En outre, dans les conditions que Pékin exige pour accorder l'accès à son territoire, c'est-à-dire de n'être pas critique du Parti, **il devient plus légitime de ne plus s'y rendre**, ne serait-ce que pour ne pas renoncer à son esprit critique, c'est-à-dire *in fine* à l'indépendance de la recherche. D'où cette « chercheuse de renommée internationale », citée par le journal *Libération*, qui « explique avoir tiré un trait sur le terrain, précisément pour conserver cette liberté de parole[730] ». Le problème est que c'est évidemment plus facile à faire pour des chercheurs dont la renommée est déjà établie, ou dans

723. *Ibid.*, p. 6.
724. *Ibid.*, p. 11.
725. *Ibid.*, p. 18.
726. Isaac Stone Fish, « The Other Political Correctness: Why Are America's elite universities censoring themselves on China? », *The New Republic*, 4 septembre 2018.
727. *Ibid.*
728. *Ibid.*
729. *Ibid.*
730. Defranoux et Piquemal, « Dans les facs françaises, des travaux dirigés par Pékin », *op. cit.*

tous les cas qui ne sont pas dans une situation professionnelle précaire, que pour des jeunes chercheurs plus fragilisés et insécures.

5. Acquérir des connaissances et des technologies

Un autre intérêt majeur du PCC pour les universités étrangères est **l'acquisition de connaissances et de technologies, par des moyens légaux et non dissimulés comme des programmes de recherche conjoints** (donnant lieu à des publications conjointes, dont le nombre de cesse de croître comme en témoigne l'exemple britannique avec moins de 100 articles copubliés avant 1990, 750 en 2000, 3 324 en 2010 et 16 267 en 2019[731]), **ou des moyens illégaux et dissimulés comme le vol et l'espionnage**, par des étudiants ou chercheurs chinois insérés dans des équipes étrangères, ou à distance par des cyberattaques. Les programmes de recherche conjoints, et plus généralement les séjours de recherche en Chine, en tant que chercheur ou professeur invité, sont d'autant plus tentants que les universités chinoises – en tout cas certaines d'entre elles – ont des moyens importants et du matériel dernier cri que ne possèdent pas la plupart des établissements des pays cibles. C'est vrai de la France où **« le manque de reconnaissance et de moyens dans les laboratoires » a rapidement été identifié par Pékin comme un « talon d'Achille », c'est-à-dire une opportunité**. Le Parti n'a aucun mal à capter l'attention et les compétences des étudiants et scientifiques français pour lesquels, comme l'explique Antoine Bondaz, la Chine est « un paradis : des labos flambants neufs, des moyens financiers importants et des équipes de soutien à la recherche pléthorique[732] ». L'attraction étant moins forte dans les laboratoires français les mieux dotés, c'est pourquoi « **Pékin cherche à s'implanter en priorité dans les universités de taille moyenne, loin des métropoles. Là où le manque de moyens – donc l'amertume, réelle ou potentielle, des enseignants – s'avère *a priori* plus aigu**. Poitiers, Angers, Arras, Pau. Ces mêmes facultés où l'on trouve souvent des instituts Confucius[733] » (→ p. 297).

Concernant le vol et l'espionnage, **les universités ne sont évidemment pas les seules cibles dans ce domaine, les entreprises des secteurs stratégiques étant également visées**, avec les mêmes tactiques et d'autres encore, dont la séduction des cadres par des agents féminins, allant parfois jusqu'au mariage : « Les mariages font partie des procédés utilisés par Pékin pour rattraper son retard technologique dans certains secteurs. En 2009, la DGSE apportait la preuve qu'une jeune Chinoise, en couple avec un dirigeant du groupe EADS habilité secret défense, transmettait des documents confidentiels aux services de son pays[734]. »

a. De nombreux programmes de recrutement

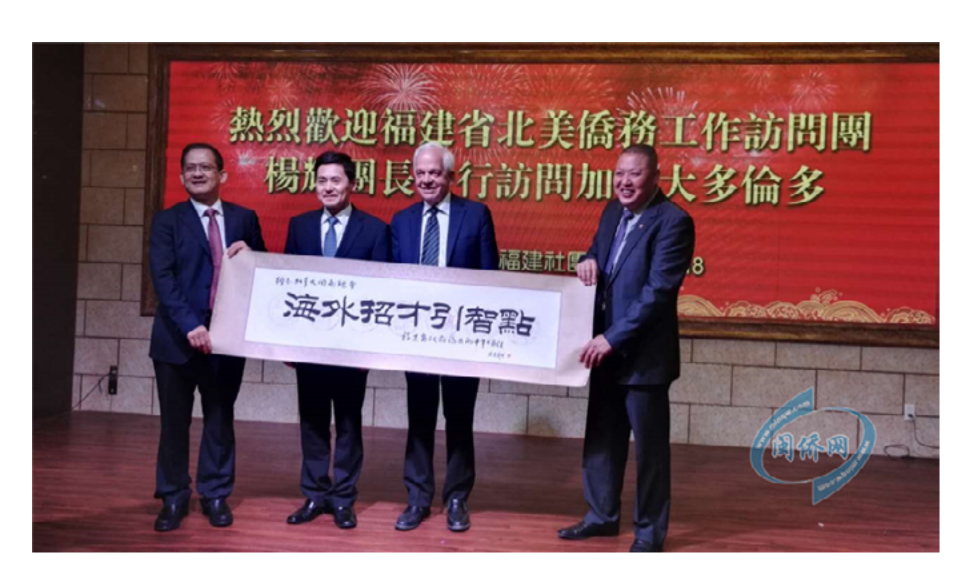
C'est dans ce cadre que la Chine a développé **de nombreux programmes de recrutement** de talents qui, pour le PCC, sont « une forme de transfert de technologie[735] ». Alex Joske dans son rapport *Hunting the Phoenix* (2020) – « phoenix » car cette pratique est parfois décrite en Chine comme le fait de « bâtir des nids pour attirer des phoenix[736] » – en dénombre environ **200**, d'après une liste datant de 2018 de l'Administration d'État des Affaires des experts étrangers (qui fait désormais partie du ministère de la Science et de la Technologie), tout en précisant

731. Jo Johnson *et al.*, *The China question: Managing risks and maximising benefits from partnership in higher education and research*, Mossavar-Rahmani Center for Business and Government at Harvard Kennedy School et The Policy Institute at King's College London, mars 2021, p. 19.
732. *Ibid.*
733. *Ibid.*
734. *La Chine démasquée*, *op. cit.*, p. 103.
735. Joske, *Hunting the Phoenix, op. cit.*, p. 4.
736. *Ibid.*, p. 3.

que le nombre réel est sans doute « beaucoup plus important[737] ». Cette pratique s'est développée depuis les années 1980, avec une claire accélération depuis les années 2000. La plupart de ces programmes sont contrôlés par les gouvernements locaux, au niveau des provinces, des municipalités et des districts[738] – mais ils sont coordonnés par plusieurs organisations centrales, dont depuis 2003 le Groupe central de coordination sur le travail des talents (中央人才工作协调小组). Selon les chiffres officiels chinois, **les seuls programmes des gouvernements locaux auraient permis le recrutement de 53 900 chercheurs de l'étranger entre 2008 et 2016**, ce à quoi s'ajoutent les programmes nationaux, dont ceux des Mille Talents (→ p. 289) et des Cent Talents ont fourni plus de 7 000 chercheurs à eux seuls durant la même période[739].

Ces programmes couvrent tout le spectre des activités, des légales et non dissimulées aux activités illégales et dissimulées en passant par la zone grise entre les deux. Concrètement, ils s'appuient sur **des « stations de recrutement » à l'étranger**, dans les pays les plus avancés technologiquement. Les États-Unis sont la cible prioritaire, avec 146 stations identifiées, puis viennent l'Allemagne (57), l'Australie (57), le Royaume-Uni (49), le Canada (47), la France (46), l'Australie (46), Singapour (21), la Nouvelle-Zélande (13) et la Suède (12)[740]. En tout, Alex Joske a identifié 600 stations et estime qu'il y en a sans doute beaucoup plus. Elles existent depuis 2006, et croissent de façon exponentielle depuis 2015.

Composées de quelques personnes, **ces stations sont le plus souvent intégrées à une organisation existante liée au DTFU** (par exemple des bureaux d'affaires des Chinois outre-mer ou autres associations communautaires, étudiantes ou professionnelles, des compagnies dans le secteur éducatif ou du transfert de technologie, dans au moins un cas un Institut Confucius, etc.), **qui est payée en plus pour cette activité** : jusqu'à 150 000 RMB (18 700 €) par an pour les frais de fonctionnement et jusqu'à 200 000 RMB (25 000 €) par individu recruté, selon les informations obtenues par Alex Joske[741].



John McCallum (→ p. 552), alors ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté au Canada, participe à la remise, par le Bureau des affaires chinoises d'outre-mer de la province de Fujian, d'une plaque « Station de recrutement de talents à l'étranger » à la Chambre de commerce du Fujian au Canada, en juillet 2016[742].

737. *Ibid.*, p. 29.
738. Pär Nyrén, « China's brain gain strategy. The role of local governments in the recruitment of 'talents'», Swedish Center for China Studies, février 2021.
739. *Ibid.*, p. 17.
740. *Ibid.*, p. 12.
741. *Ibid.*, p. 15.
742. « 福建省侨办首批四个海外招才引智点落地加拿大 » (Le bureau des Affaires chinoises d'outre-mer de la province du Fujian approuve pour la première fois quatre sites de recrutement de talents de l'étranger au Canada), 东南网 美国频道 (*USA FJSEN*), 21 juillet 2016, https://archive.fo/u8tkw#selection-373.0-376.0.

Elles sont chargées non seulement de recruter et faire venir en Chine de potentiels candidats mais aussi de collecter des informations sur les scientifiques et les programmes de recherche du pays dans lequel elles se trouvent. Par exemple, les stations à l'étranger de la ville de Qingdao reçoivent l'instruction de collecter les données d'« au moins 50 individus par an, d'un niveau au moins équivalent à *associate professor*, chercheur ou manager de compagnie ». L'objectif est fixé à 100 individus « et autant de projets d'innovation » pour celles de la ville de Tianjin. Ces données sont ensuite fusionnées et constituent des bases de millions de profils : en 2017, un think tank chinois avait ainsi établi **une base de 6,5 millions de scientifiques dans le monde**. Le think tank des Mille Talents (千人智库), lié au plan du même nom, « prétend détenir **des données sur 12 millions de scientifiques étrangers**, dont 2,2 millions de scientifiques et d'ingénieurs d'origine chinoise[743] ». Ces stations ne font pas que transmettre des informations, elles peuvent aussi « recevoir l'instruction de cibler des personnes ayant accès à des technologies particulières[744] ».

Le programme le plus connu est celui des Mille Talents (千人计划), « qui a investi des milliards de dollars pour attirer des dizaines de milliers de spécialistes étrangers en Chine et envoie des milliers de scientifiques chinois à l'étranger pour accéder aux dernières technologies et savoir-faire[745] ». Lancé en 2008, sa mise en œuvre est supervisée par le Groupe de travail national sur le recrutement de talents de haut niveau à l'étranger (海外高层次人才引进工作小组) qui relève du département d'Organisation du Comité central du PCC. Initialement conçu pour attirer en Chine les talents chinois de l'étranger, il a été élargi aux citoyens étrangers en 2011. Pékin leur propose **des postes prestigieux dans les universités chinoises et des salaires importants**. Une publicité placée en janvier 2018 dans la revue scientifique *Nature* expliquait ainsi que « tous les candidats retenus recevront une prime de départ d'un million de RMB [126 000 €] et pourront demander un fonds de recherche de 3 à 5 millions de RMB [378 000 – 630 000 €]. Les scientifiques étrangers reçoivent des incitations supplémentaires, telles que des subventions pour leur logement, des indemnités de repas, des indemnités de déménagement, la prise en charge de voyages dans leur pays d'origine et des frais d'éducation subventionnés. Les employeurs sont également tenus de trouver des postes pour les conjoints étrangers ou de fournir un salaire local équivalent[746] ».

Mais il n'est pas forcément nécessaire de vivre en Chine – au contraire, **cela peut être avantageux pour les deux parties de ne pas relocaliser le scientifique**, mais de le laisser dans son pays d'origine. Il existe une version courte du Programme des Mille Talents permettant aux récipiendaires de rester à l'étranger et ne passer que deux mois par an en Chine, « ce qui leur permet d'avoir plusieurs postes en même temps, sans forcément le divulguer ; ce qui peut vouloir dire qu'en réalité ils utilisent le temps, les ressources et les installations payés par leurs institutions d'origine au profit des institutions chinoises[747] ».

Alex Joske cite le professeur Steven X. Ding (丁先春) de l'université de Duisburg en Allemagne, également affilié à l'université de Tianjin en Chine, qui montre bien l'avantage pour la Chine de l'avoir, lui, à l'étranger : « Je gère la recherche scientifique à l'université, qui compte plus de 100 projets supervisés par moi […]. Je peux servir de pont entre la Chine et l'Allemagne pour l'échange technologique… et je peux apporter une plus grande contribution que si je retournais en Chine […]. Étant en Allemagne, je peux introduire des technologies de pointe en

743. Joske, *Hunting the Phoenix, op. cit.*, p. 15.
744. *Ibid.*, p. 6.
745. Anne-Marie Brady, *Holding a Pen in One Hand, Gripping a Gun in the Other: China's Exploitation of Civilian Channels for Military Purposes in New Zealand*, Kissinger Institute, Asia Program, juillet 2020, p. 3.
746. Hepeng Jia, « China's plan to recruit talented researchers », nature.com, 17 janvier 2018.
747. Joske, *Hunting the Phoenix, op. cit.*, p. 10.

Chine, aider à la communication, aux échanges et à la coopération, et jouer un rôle de fenêtre et de pont [entre la Chine et l'Allemagne][748]. »

De nombreuses cibles sont d'origine chinoise (ce qui permet au Parti de présenter ces programmes comme « servant au rajeunissement ethno-nationaliste du pays »)[749]. L'un des exemples les plus récents est le cas de Gong Chen, né en Chine, naturalisé américain, professeur d'ingénierie mécanique au prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT), arrêté en janvier 2021 pour avoir dissimulé « qu'il agissait en tant qu'expert étranger en science et technologie pour le gouvernement communiste chinois après que le consulat chinois à New York lui a demandé de fournir une expertise et des conseils en échange d'une compensation financière et de récompenses ». Il aurait reçu environ 29 millions de dollars de l'étranger, principalement de Chine, et au moins 355 000 dollars pour « ses services et son expertise[750] ».

Cependant, les cibles ne sont pas toujours d'origine chinoise, comme en témoigne le cas de Charles Lieber, directeur du département de chimie à l'université Harvard, arrêté en 2020 pour avoir dissimulé qu'il cumulait son poste à Harvard avec un poste de « scientifique stratégique » à l'université technologique de Wuhan de 2012 à 2017, dans le cadre du programme des Mille Talents, et qu'il recevait de Chine un salaire mensuel de 50 000 dollars, une bourse supplémentaire allant jusqu'à un million de RMB et un financement de 1,5 million de RMB (190 000 euros) pour créer un laboratoire conjoint entre Harvard et Wuhan[751].

Parmi les autres programmes, il y a par exemple **le Projet 111** qui a permis de recruter 1000 chercheurs issus des 100 meilleures universités mondiales ; et **le Plan Paon** (孔雀计划) du gouvernement de Shenzhen « qui cherche à attirer des talents mondiaux allant des lauréats du prix Nobel et d'autres grands prix académiques aux cadres supérieurs des 500 plus grandes entreprises du monde ou d'organisations financières internationales, en passant par des membres du comité des normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), des présidents d'université, des dirigeants d'associations académiques telles que la Royal Society, des experts étrangers récipiendaires du Prix de l'Amitié, des éditeurs de revues scientifiques de premier plan, des actuaires, des médecins spécialistes et des entraîneurs olympiques[752] ». L'APL a aussi utilisé Horizon 2020, le programme européen 2014-2020 pour la recherche et le développement, « pour avoir accès à des technologies militaires internationales[753] ».

Dans un registre différent, il existerait aussi un programme « Tempes grises » « qui vise à choyer de tout jeunes retraités ou des cadres en fin de carrière pour profiter de leurs connaissances. "Cela concerne surtout des chercheurs ou des ingénieurs, précise un industriel français. Les Chinois les invitent à des séminaires, leur paient l'avion et l'hôtel, c'est agréable. Et, si cela se passe bien, on leur propose de financer leurs recherches"[754] ».

b. Des programmes qui posent de nombreux problèmes

Ces programmes posent un certain nombre de problèmes. D'abord, le copyright de toutes les recherches produites, même celles co-financées ou financées par d'autres programmes dans d'autres pays, doit être enregistré en Chine[755]. Ensuite, **ces programmes servent souvent de couverture et de canal à ce qui est de l'espionnage économique, de la fraude et du vol**

748. *Ibid.*, p. 10.
749. *Ibid.*, p. 11.
750. « MIT Professor Gang Chen Charged With Millions In Grant Fraud, Hiding China Ties », CBS Boston, 14 janvier 2021.
751. Joske, *Hunting the Phoenix*, *op. cit.*, p. 38.
752. Brady, *Holding a Pen in One Hand*, , *op. cit.*, p. 7.
753. *Ibid.*, p. 7.
754. *La Chine démasquée*, *op. cit.*, p. 103.
755. Brady, *Holding a Pen in One Hand*, *op. cit.*, p. 6.

pur et simple. En annexe de son rapport, Alex Joske énumère un certain nombre de cas de chercheurs bénéficiaires de l'un de ces programmes, qui ont été arrêtés et inculpés pour l'une de ces raisons[756].

Enfin, parmi les universités chinoises impliquées, celles liées aux secteurs de la défense et de la sécurité sont surreprésentées, de sorte que **les chercheurs recrutés travaillent en réalité au développement des capacités militaires chinoises**. La modernisation de l'APL doit beaucoup à « une stratégie internationale de transfert de technologie, comprenant des échanges universitaires, des investissements dans des entreprises étrangères, de l'espionnage et du piratage[757] ».

Par exemple, l'une des stations de recrutement en Australie est localisée au sein de l'association des anciens de l'Université polytechnique du Nord-Ouest (西北工业大学, NPU), qui a établi de nombreux liens avec des universités australiennes, et s'est notamment vantée d'avoir présenté pas moins de cinq professeurs de Melbourne à la NPU en seulement un mois. Or, la NPU est l'une des principales universités dans le secteur de la défense en Chine, spécialisée dans les technologies aériennes, spatiales et maritimes ; elle est l'un des « **Sept fils de la défense nationale** » (国防七子), groupe des sept principales universités dans le secteur de la défense[758]. Plus de 41 % de ses diplômés sont employés dans ce secteur[759]. Autre exemple : en 2014, l'Académie chinoise d'ingénierie et de physique (中国工程物理研究院, CAEP), qui est la principale institution de **recherche sur les armes nucléaires**, avait déjà recruté pas moins de 57 chercheurs par le programme des Mille Talents[760]. **Le nombre de scientifiques du laboratoire national américain de Los Alamos recrutés dans des institutions chinoises est tel « qu'ils seraient connus sous le nom de "club de Los Alamos"[761] ».**

Certains assument ce lien, comme ce « participant australien au programme des Mille Talents parlant de son devoir de contribuer au développement de la défense nationale de la Chine[762] », mais d'autres préfèrent l'ignorer ou le dissimuler, ce qui est en soi un autre problème. **Souvent, les personnes recrutées ne le déclarent pas**. Une enquête à l'université A&M du Texas, par exemple, a montré que, sur plus de 100 membres du personnel « liés à ces programmes, seuls cinq l'ont révélé alors que les employés étaient tenus de le faire[763] ». Or, le programme des Mille Talents permet à ses récipiendaires d'être considérés comme des entrepreneurs ayant une ou des compagnies en Chine, soutenues par le Thousand Talents Plan Venture Capital Center (千人计划创投中心). C'est ainsi qu'**une start-up née dans un laboratoire universitaire australien et financée par ce centre à l'insu de l'université a fourni au gouvernement chinois des technologies de surveillance utilisées contre les Ouïghours** (voir encadré).

756. Joske, *Hunting the Phoenix, op. cit.*, p. 38-47.
757. Brady, *Holding a Pen in One Hand, op. cit.*, p. 2.
758. Joske, *Hunting the Phoenix, op. cit.*, p. 18.
759. *Ibid.*, p. 7.
760. *Ibid.*, p. 25.
761. Joske, *Hunting the Phoenix, op. cit.*, p. 25.
762. *Ibid.*, p. 10.
763. *Ibid.*, p. 8.

INTRODUCTION CONCEPTS ACTEURS ACTIONS CAS CONCLUSION

Quand l'Australie contribue indirectement à la répression des Ouïghours

Heng Tao Shen, un informaticien talentueux nommé professeur à l'université du Queensland (UQ) en 2011 à 34 ans, a été recruté trois ans plus tard par une université chinoise (University of Electronic Science and Technology of China (UESTC)) dans le cadre du programme des Mille Talents. Il a alors fondé une start-up en intelligence artificielle, Koala AI, tout en maintenant ses liens avec l'UQ, où il restait professeur honoraire. Il a utilisé ces liens pour débaucher plusieurs Australiens pour Koala AI, dont des chercheurs de l'UNSW, UQ et l'université de Melbourne. Koala AI s'est considérablement développée et vaut en 2020 plus d'un milliard de dollars. Parmi ses activités, l'entreprise fournit au gouvernement chinois un système de surveillance mis en œuvre à la frontière avec le Kazakhstan, par laquelle de nombreux Ouïghours fuient la répression chinoise, permettant de détecter et catégoriser les personnes et véhicules potentiellement suspects. Koala AI dirige également un laboratoire conjointement avec le ministère chinois de la Sécurité publique. Cela a déclenché un scandale en Australie car Heng Tao Shen a bénéficié, lorsqu'il était chercheur en Australie, de fonds publics (2,6 millions de dollars de l'Australian Research Council), dont plus de la moitié (1,6 million) a été utilisée après qu'il a créé Koala AI, pour financer des recherches sur des technologies de surveillance qui sont celles aujourd'hui utilisées dans le Xinjiang[764].

La fusion civilo-militaire, c'est-à-dire la politique visant à développer les liens entre les secteurs civils et militaires pour servir la croissance économique et militaire de la Chine, a été développée par Hu Jintao en 2007 mais Xi Jinping en a fait une stratégie nationale, et il préside lui-même la Commission centrale pour le développement de la fusion civilo-militaire (中央军民融合发展委员会)[765]. Concrètement, cela signifie que de nombreuses universités chinoises civiles contribuent à la recherche militaire, voire à certaines activités : « **au moins 15 universités civiles ont été impliquées dans des cyberattaques, des exportations illégales ou de l'espionnage**[766] ».

Pour les nombreuses universités étrangères qui entretiennent des liens parfois étroits avec des institutions en Chine, c'est donc problématique puisque, par des projets de recherche ou des articles conjoints, des échanges de chercheurs, elles peuvent **indirectement contribuer au développement de l'APL et à l'élaboration de technologies de surveillance, de contrôle et d'oppression de la population chinoise**. Plusieurs scandales ont d'ailleurs éclaté ces dernières années, comme celui dans lequel l'Australie a été accusée de contribuer indirectement à la répression des Ouïghours (voir encadré). En février 2021, *The Times* révélait que près de 200 chercheurs britanniques, travaillant dans une douzaine d'universités du pays, étaient soupçonnés d'**aider involontairement Pékin à construire des armes de destruction massive**, en transférant des technologies militaires sensibles[767]. Compte tenu de l'ampleur des collaborations avec la Chine, et de l'imbrication civilo-militaire chinoise, il faut s'attendre à une multiplication de ce type d'affaire dans les prochaines années.

Ce sont principalement les travaux d'Alex Joske (ASPI) qui ont attiré l'attention sur ce risque, avec son fameux rapport *Picking Flowers, Making Honey* (2018)[768], suivi de *The China*

764. Alex Joske, « The company with Aussie roots that's helping build China's surveillance state », *The Strategist*, ASPI, 26 août 2019.
765. Alex Joske, *The China Defence Universities Tracker: Exploring the military and security links of China's universities*, ASPI, International Cyber Policy Centre, Policy Brief, Report. 23/2019, novembre 2019, p. 4.
766. *Ibid.*, p. 3.
767. Matt Dathan et Billy Kenber, « Hundreds of UK academics investigated over weapons links to China », *The Times*, 8 février 2021.
768. Alex Joske, *Picking Flowers, Making Honey: The Chinese Military's Collaboration With Foreign Universities*, ASPI, Policy Brief, Report 10/2018.

Defense Universities Tracker (2019) et *Hunting the Phoenix* (2020)[769]. En janvier 2021, Joske a également soumis au Parliamentary Joint Committee on Intelligence and Security un rapport sur les efforts du PCC en matière de recrutement de talents en Australie, dans lequel il affirme avoir identifié dans des institutions de recherche australiennes, y compris gouvernementales, pas moins de 325 participants à des programmes chinois de recrutements de talents[770]. Des recherches similaires ont également porté sur les cas néo-zélandais[771], américain[772] et tchèque[773].

Alex Joske a créé en 2019 **une base de données des institutions de recherche en Chine, militaires et civiles, classées en fonction du risque qu'elles représentent**, le China Defence Universities Tracker (https://unitracker.aspi.org.au/), un outil très utile pour les universités et les chercheurs étrangers, mais aussi les décideurs publics comme privés, afin d'évaluer le risque auquel ils s'exposent – y compris en termes réputationnels – en s'associant à certains établissements chinois. Utilisant cette base de données, Sinopsis et Radio tchèque (*Český rozhlas*) ont constaté que « 14 des 26 universités publiques tchèques ont établi une collaboration avec des universités civiles [chinoises] auxquelles la base de données ASPI attribue un risque moyen à très élevé[774] ».

Pareillement, une note de l'ambassade de France en Chine citée par *Le Point* estime problématique que « des institutions françaises [aient] signé des accords avec une quinzaine d'universités chinoises liées au complexe militaro-industriel » tandis qu'une autre note identifie « vingt universitaires français recrutés par [le programme des Mille Talents] dont huit “continuent d'occuper concurremment un poste permanent dans leur institution d'origine en France” » et estime que certains d'entre eux « sont susceptibles de communiquer des informations particulièrement sensibles ». La France semble donc, elle aussi, prendre conscience du problème. L'eurodéputée française Nathalie Loiseau, coordinatrice de la commission spéciale sur les ingérences étrangères, estime notamment qu'« il faudrait imposer la transparence pour commencer. Et l'omission de déclaration devrait être considérée comme une infraction »[775].

Ces activités ayant donc suscité l'inquiétude internationale, en particulier du gouvernement américain, **depuis septembre 2018 Pékin dissimule autant que possible le programme des Mille Talents**. Une directive datée du 29 septembre 2018 (image ci-dessous) demande aux recruteurs de « ne plus utiliser de courriels, mais plutôt le téléphone ou le télécopieur, lors du processus d'entretien. Les candidats doivent être notifiés à l'occasion d'une invitation en Chine pour participer à une conférence universitaire ou un forum. Les avis écrits ne doivent pas inclure les mots “Plan des Mille Talents”[776] ». Le processus s'apparente donc de plus en plus à celui utilisé par les services de renseignement.

769. Joske, *Hunting the Phoenix*, *op. cit.*

770. Alex Joske, *The Chinese Communist Party's Talent Recruitment Efforts in Australia*, submission 48 to the Parliamentary Joint Committee on Intelligence and Security, Inquiry into national security risks affecting the Australian higher education and research sector, janvier 2021.

771. Brady, *Holding a Pen in One Hand, , op. cit.*

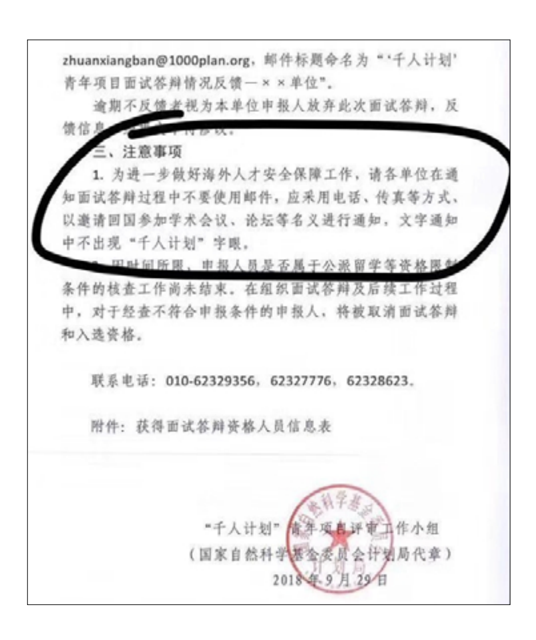
772. Glenn Tiffert (ed.), *Global Engagement: Rethinking Risk In The Research Enterprise*, Hoover Institution, 30 juillet 2020.

773. Filip Jirouš, « Nothing of interest in a small country? Czech-Chinese academic exchange in the age of military-civil fusion », *Sinopsis*, 22 septembre 2020.

774. *Ibid.*

775. Jérémy André, « Comment Pékin profite de nos chercheurs », *Le Point*, 2535, 18 mars 2021, p. 48-51 (pour les quatre dernières citations).

776. « 被美國盯上 傳中國引進人才不再提千人計畫 » (Dans le viseur des États-Unis – La Chine ne mentionne plus le programme des Mille Talents pour recruter les talents), 中央通訊社 (CNA), 5 octobre 2018, https://web.archive.org/web/20191213131433/https:/www.cna.com.tw/news/acn/201810050158.aspx.



zhuanxiangban@1000plan.org，邮件标题命名为"'千人计划'青年项目面试答辩情况反馈—××单位"。

逾期不反馈者视为本单位申报人放弃此次面试答辩，反馈信息[illegible]。

三、注意事项

1. 为进一步做好海外人才安全保障工作，请各单位在通知面试答辩过程中不要使用邮件，应采用电话、传真等方式，以邀请回国参加学术会议、论坛等名义进行通知，文字通知中不出现"千人计划"字眼。

[illegible] 因时间所限，申报人员是否属于公派留学等资格限制条件的核查工作尚未结束。在组织面试答辩及后续工作过程中，对于经查不符合申报条件的申报人，将被取消面试答辩和入选资格。

联系电话：010-62329356，62327776，62328623。

附件：获得面试答辩资格人员信息表

"千人计划"青年项目评审工作小组

（国家自然科学基金委员会计划局代章）

2018年9月29日

Source : https://twitter.com/Micheal47238455/status/1048797224669532160/photo/2.

Les informations publiquement disponibles ont été supprimées : les universités ont cessé de mentionner le Plan sur leurs sites ; la liste des récipiendaires a été supprimée des sites du gouvernement chinois, dont le site officiel 1000plan.org[777] ; et celui-ci, créé en 2010, ne semble plus fonctionner depuis février 2020 pour la version anglaise et mars 2020 pour la version chinoise. Pékin fait donc désormais profil bas mais, comme l'explique Anne-Marie Brady, « **le Plan des Mille Talents continue, comme environ 200 autres programmes similaires de recrutement ayant pour but de transférer l'expertise de la recherche étrangère vers la Chine**[778] ».

c. Des infrastructures stratégiques : l'exemple du China-Belgium Technology Center (CBTC)

Le CBTC est **« le premier parc scientifique hi-tech chinois en Europe[779] »**, dont les travaux ont commencé en 2017. Stratégiquement situé **à 30 minutes de Bruxelles, proche de plusieurs universités, le centre est construit dans le parc scientifique de Louvain-la-Neuve**, qui abrite une vingtaine d'entreprises chinoises et européennes dans les secteurs des sciences de la vie, de l'information et de l'industrie de haute technologie. L'industriel pharmaceutique britannique GSK Vaccins est également implanté à proximité.

L'actionnaire principal et le porteur de ce projet est United Investment Europe (UI Europe), filiale belge de **l'entreprise chinoise United Investment Group de la province du Hubei**[780]. Les partenaires du projet sont **l'Université catholique de Louvain** (UCLouvain), l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (AWEX) et l'Intercommunale du Brabant wallon (InBW). Le total des investissements pour ce projet s'élèverait à 200 millions d'euros[781].

D'après l'UCLouvain, le projet bénéficie de soutiens politiques des deux pays. Il a été validé par les plus hautes autorités des deux États : le président Xi Jinping et l'ancien Premier ministre

777. Smriti Mallapaty, « China hides identities of top scientific recruits amidst growing US scrutiny », *Nature*, 24 octobre 2018.

778. Brady, *Holding a Pen in One Hand, op. cit.*, p. 6.

779. Brochure de présentation du CBTC (https://www.cbtc.eu/wp-content/uploads/2021/03/CBTC_Brochure_Corporate_UK_Mail.pdf), p. 8.

780. UCLouvain, « China-Belgium Technology Center (CBTC)", https://uclouvain.be/fr/decouvrir/china-belgium-technology-center-cbtc.html.

781. *Ibid.*

belge Elio Di Rupo ont tous les deux assisté à la cérémonie de signature de l'accord-cadre pour son lancement en 2014.

D'après son site, le CBTC remplit **trois missions** : « **construire** des bureaux, laboratoires et infrastructures pour accueillir des entreprises européennes et chinoises ; **aider** celles-ci à entrer et se développer sur leurs marchés respectifs en proposant des services d'accompagnement ; **investir** dans le développement économique et la création d'emplois ». Le CBTC propose des services pour faciliter la coopération entre les entreprises de haute technologie d'Europe et de Chine ainsi que leur entrée et développement dans les marchés respectifs (création de société, analyse de marché, études fiscales, recrutement, accompagnement légal, etc.). Les trois secteurs sur lesquels se focalise le CBTC sont ceux des **sciences de la vie**, des **technologies de l'information et de la communication**, ainsi que le ***smart manufacturing***[782].

Le CBTC aura en plus une « connexion privilégiée avec l'écosystème **Louvain Innovation Network** », réseau composé de l'UCLouvain, le Louvain Technology Transfer Office (LTTO), le VIVES – Louvain Technology fund, les incubateurs de l'UCLouvain, le Centre d'entreprise et d'innovation de Louvain-la-Neuve et le Brussels Life Science Incubator, Mind&Market ainsi que les parcs scientifiques de l'UCLouvain[783].

Le projet de construction du CBTC – qui inclut bureaux, espaces coworking, centres de conférence, hôtel, parking et magasins de proximité – se décline en trois phases au terme desquelles le centre est censé pouvoir **accueillir environ 100 entreprises et 800 emplois sur 120 000 mètres carrés**[784]. La première phase a été lancée en 2017 et finalisée en 2020. En septembre 2020 et avec l'aide des agences immobilières Allten et Hendrix, les espaces ont commencé à être commercialisés[785]. Plusieurs entreprises chinoises – dont le Traditional Chinese Medicine science and Technology Industrial park (Guangdong & Macau), la China Medical City (Taizhou), le Shanghai Zhangjiang Science Park, la Hainan International Medical Pilot Zone, la Nanjing Qixia Hi-Tech Industrial Development Zone – ont déjà signé des accords pour s'y implanter[786].



Page de garde de la plaquette de présentation du CBTC sur le site cbtc.eu.

782. Texte de la vidéo de présentation sur https://www.cbtc.eu/en/china-belgium-technology-center/.
783. UCLouvain, « China-Belgium Technology Center (CBTC) », https://uclouvain.be/fr/decouvrir/china-belgium-technology-center-cbtc.html.
784. *Ibid.*
785. Ottignies-Louvain-la-Neuve, « China Belgium Technology Center : inauguration fin 2021 », https://www.olln.be/fr/actualites/china-belgium-technology-center-inauguration-fin-2021.
786. *Ibid.*

Pour le service de renseignement de sécurité intérieur belge, le Veiligheid van de Staat (VSSE), **le projet du CBTC représente de sérieux risques d'espionnage contre la recherche académique et technologique belge** dans la mesure où, quand bien même le centre ne serait pas une organisation de front des services chinois, il pourrait être utilisé comme point d'entrée par les agents du MSE pour de futures opérations d'espionnage. Il y a des précédents. D'après des rapports confidentiels du VSSE, datant de 2010 à 2016 et révélés en partie par EUobserver[787], **les services de renseignement chinois auraient un intérêt particulier pour la guerre biologique et les vaccins**. Le VSSE soupçonne la Chine d'avoir ciblé plusieurs experts belges ainsi que l'industriel pharmaceutique britannique GSK. Le **Centre de technologie moléculaires appliquées (CTMA)**, lui aussi situé dans le parc scientifique de Louvain-la-Neuve, aurait été ciblé. Les services belges se seraient inquiétés de l'implantation des deux structures chinoises dans le même bâtiment que le CTMA, les Beijing ZGC Science Park et Shenzhen European Office. Désormais, il faudra aussi compter avec le **China-Belgium Technology Center (CBTC)** à proximité.

B. Les Instituts Confucius



La langue chinoise est l'un des vecteurs principaux de l'entreprise de séduction du PCC. Non seulement la langue donne accès à la culture chinoise et aux Chinois eux-mêmes, ce qui constitue une motivation puissante pour les apprenants, mais elle fait également l'objet elle-même d'une mise en récit par le Parti, d'une mythification, construite sur son ancienneté, ses particularités graphiques où se mêlent acte et art d'écrire. Cette stratégie d'influence s'est notamment concrétisée par la mise sur pied, à partir de 2004, d'**une constellation d'Instituts Confucius dont la mission est de promouvoir la langue et la culture chinoise**.

1. Organisation

Il existe deux catégories d'établissement Confucius : les instituts proprement dits, implantés dans les universités, **et les classes Confucius**, présentes principalement dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire. Ces établissements peuvent obtenir le soutien et coordonner leur action avec les centres culturels chinois liés aux ambassades mais sont administrés par **le Hanban** (汉办), abréviation de Bureau du conseil international de la langue chinoise (国家汉语国际推广领导小组办公室). Le Hanban n'est pas une administration *per se* mais un organisme affilié au ministère de l'Éducation. Le comité permanent du Hanban est toutefois présidé par Sun Chunlan (孙春兰), vice-Premier ministre, membre du Bureau politique du PCC et ancienne responsable du département du Front uni. Siège également au sein de ce comité le directeur du bureau des Affaires des Chinois outre-mer (侨务办公室), service autrefois rattaché au Conseil des Affaires d'État qui a été intégré au département du Front uni en 2018. Le contrôle du Parti sur les activités des Instituts Confucius ne fait donc aucun doute.

L'implantation des Instituts Confucius (IC) à l'étranger se réalise sur la base d'**un accord tripartite incluant le Hanban, une université étrangère qui accueillera l'institut dans ses locaux et une université chinoise qui fournit gracieusement les professeurs de langue**. Le soutien financier qu'offre le Hanban via l'IC n'inclut pas seulement le matériel pédagogique et les enseignants mais aussi, depuis 2009, **des bourses pour que les étrangers viennent**

787. Andrew Rettman, « China suspected of bioespionage in 'heart of EU' », *EUObserver*, 6 mai 2020.

apprendre la langue et la culture chinoises dans des universités en Chine. Entre 2009 et 2020, environ 50 000 étudiants de 166 pays ont reçu de telles bourses[788]. Par exemple, au Kenya, il est estimé que le seul IC de Nairobi attribue au moins une quinzaine de bourses par an à des étudiants africains pour poursuivre leurs études en Chine pendant 6 mois à 10 ans, potentiellement jusqu'au doctorat. Il offre également des cours de langues spécifiques pour des fonctionnaires kenyans, dont des diplomates et des douaniers[789].

Les établissements sont dirigés par un tandem formé d'un co-directeur chinois et d'un co-directeur local, tous les autres employés semblent être systématiquement chinois. Lorsqu'une université accepte d'accueillir un IC, elle perçoit **une aide financière** d'un montant variable pour lancer l'activité, puis une aide annuelle qui s'élève à 100 000 ou 150 000 dollars en moyenne mais pourrait atteindre plusieurs millions selon certaines sources. C'est le Hanban qui assume la charge du recrutement et de la formation des nouveaux professeurs. Ces derniers sont affectés au sein des différents instituts selon les souhaits du Hanban ; une fois sur place, ils peuvent également recevoir **des instructions de l'ambassade ou du consulat**. Les ressources linguistiques (livres, supports audio ou vidéo) sont également élaborées par le Hanban.

Les IC ont connu un développement rapide : le premier a ouvert à Séoul en novembre 2004 ; le premier en Afrique à l'université de Nairobi en 2005 ; la première classe Confucius a été créée en 2006 dans un lycée de Bangkok. La Corée du Sud et la Thaïlande restent aujourd'hui les pays asiatiques ayant le plus grand nombre d'instituts et de classes Confucius. Fin 2009, il y avait 282 instituts et 272 classes dans 88 pays[790] et l'objectif était alors d'en avoir 1 000 en 2020[791]. **Depuis 2018, leur nombre stagne aux alentours de 500 dans le monde** (le site officiel du Hanban en présente 541 mais ce chiffre n'a pas changé depuis des années alors que certains IC ont fermé et d'autres ont ouvert – il est probable que le Hanban soit intentionnellement ambigu sur le nombre réel d'IC)[792]. Si l'on s'en tient à ce que dit le site officiel, il y en aurait 135 en Asie (25 %), 61 en Afrique (11 %), 138 en Amériques (25 %), 187 en Europe (35 %) et 20 en Océanie (4 %). Les trois pays dans le monde qui accueillent le plus d'Instituts Confucius sont les États-Unis (75 instituts, dont 65 sur des campus universitaires, et environ 500 classes en août 2020)[793], le Royaume-Uni et l'Australie (14 instituts et 67 classes en Australie en juillet 2019)[794]. **Cette expansion fulgurante a permis au Parti de multiplier le nombre d'apprenants de la langue chinoise et d'étendre son influence partout dans le monde**.

En France, les IC permettent à Pékin de renforcer son influence dans les villes moyennes, où ils sont principalement implantés. On en compte 18 sur le territoire, où ils « mènent une vie d'apparence tranquille », comme l'explique Nathalie Guibert qui a sillonné la France pour étudier ces « si discrets relais chinois[795] ». **Ces instituts séduisent non seulement les universités mais aussi les acteurs politiques locaux qui, pleinement conscients des liens entre les IC et le Parti, espèrent pouvoir les utiliser comme des canaux pour développer les relations commerciales**, comme le reconnaît l'adjoint au maire d'Angers : « Les IC sont considérés par les acteurs chinois comme ayant le sceau du parti, avec des cadres validés, ce qui nous permet de mieux faire passer les choses. Nous voulons un retour autre que culturel, l'Institut doit aussi promouvoir le business[796] ». **Leur implantation est également**

788. https://www.afpbb.com/articles/-/3254376.
789. Source diplomatique.
790. http://english.hanban.org/article/2010-07/02/content_153910.htm.
791. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 155.
792. english.hanban.org/node_10971.htm.
793. https://www.state.gov/confucius-institute-u-s-center-designation-as-a-foreign-mission/.
794. James King et Echo Hui, « Confucius Institute Chinese language and culture teachers must 'love the motherland' to apply », ABC, 16 juillet 2019.
795. Nathalie Guibert, « Confucius en France : de si discrets relais chinois », *Le Monde*, 9 juillet 2021, p. 4.
796. *Ibid.*

encouragée par le sentiment, largement partagé, de l'inévitabilité de la domination chinoise. C'est le discours selon lequel « La Chine va vite, elle nous dépasse en matière de technologie. Elle va devenir une superpuissance, la question est de savoir comment mieux travailler avec elle », qu'exprime notamment le codirecteur français du Business Confucius de l'École supérieure de commerce de Paris[797]. Cette approche à la fois fataliste et opportuniste est certes discutable – en premier lieu parce qu'elle semble ignorer les risques d'une telle coopération – mais le fait est qu'elle est répandue. L'universitaire Gilles Guiheux, ancien codirecteur de l'IC de Paris, en conclut que « **le problème des Instituts Confucius est qu'ils diffusent une image fausse de la Chine. Mais nous en sommes corresponsables**. Les acteurs du réseau français adhèrent à l'idée d'une puissance chinoise irréfrénable[798] ».

Le projet d'Institut Confucius au Groenland

Les IC permettent à la Chine d'accroître sa pénétration dans certaines régions où elle est pour l'heure peu présente mais identifie des intérêts importants, actuels ou à venir, telles que le Groenland. La Chine a manifesté un intérêt accru pour le Groenland après l'adoption de l'acte d'auto-gouvernement de 2008 qui offre au territoire une plus large autonomie à l'égard du gouvernement danois et, notamment, la possibilité de conclure des accords avec d'autres États. La présence chinoise au Groenland est motivée d'abord par l'abondance des ressources naturelles (ce qu'illustrent les investissements dans le secteur minier par exemple), le marché des infrastructures (ports, aéroports, hydraulique, etc.)[799] et la recherche scientifique : Pékin souhaite établir des stations de recherche dédiées notamment au changement climatique[800]. Mais le PCC inscrit sa pénétration au Groenland dans le cadre de sa stratégie arctique qui, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping et la montée des tensions avec les États-Unis, est devenue explicitement géopolitique et non plus seulement économique.
La pérennisation de la présence chinoise au Groenland passe nécessairement par une pénétration plus profonde de la société indigène et notamment de son élite. C'est ce qui a conduit, en 2016, à un accord de coopération entre les municipalités de Shanghai et de Kujalleq (à l'extrémité méridionale du territoire) afin d'ouvrir un IC en 2018 sur le Campus de Qaqortoq. Un ciblage bien mené de l'élite locale, quantitativement peu importante, pourrait permettre d'accroître rapidement l'influence de Pékin[801]. Toutefois, pour des raisons inconnues, le projet d'IC au Groenland semble avoir avorté.

2. La vraie nature des Instituts Confucius

Malgré leur apparence d'inoffensifs instituts de langue, semblables aux Alliances françaises, aux British Councils et autres Goethe Institutes, les IC présentent en réalité des différences profondes, à commencer par leur politisation puisqu'au contraire des autres institutions de diplomatie culturelle mentionnées qui font particulièrement attention à n'avoir aucun lien avec un parti politique, **les IC sont consubstantiellement liés au PCC**.

Autre différence : **leur implantation au sein des universités et autres établissements d'enseignement étrangers, qui leur confère « un effet de levier sur les institutions d'accueil[802] »**. Il y a même eu un cas d'implantation au cœur de la politique éducative d'un pays cible :

797. *Ibid.*
798. *Ibid.*
799. Ties Dams, Louise van Schaik, Adája Stoetman, « Presence before power. China's Arctic strategy in Iceland and Greenland », *Cligendael Report*, juin 2020.
800. *Ibid.*
801. André Gattolin, Damien Degeorges, « China in Greenland: A call for deeper EU political engagement », *Euractiv*, 28 mars 2018. Cf. le document (en danois) établi par la commune de Kujalleq ici : http://cak.gl/wp-content/uploads/2016/11/PM_Kina-i-Kujalleq_271016_dk.pdf.
802. Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », *op. cit.*

le ministère de l'Éducation de l'État de la Nouvelle-Galles du Sud accueillait un IC – un cas qui était présenté comme unique au monde[803]. Autrement dit, **Pékin avait placé des employés (et donc potentiellement des agents) au sein même d'un ministère australien**. Cet institut mettait en place un programme de classes Confucius consistant à payer les écoles de cet État, au moins 10 000 dollars par an (auxquels s'ajoutent du matériel comme des livres, gracieusement offerts), pour qu'elles proposent des cours de langue et culture chinoise, que certaines écoles ont rendu obligatoires. Cela a choqué un certain nombre de parents, certains décrivant ce programme comme « l'infiltration du PCC dans le système scolaire public de la Nouvelle-Galles du Sud[804] ». À la suite de la polémique, l'État a mis fin au programme en décembre 2019.

Certains responsables assument publiquement les liens des IC avec le Front uni, à commencer par Hu Jintao qui, en 2010, expliquait que « avec les Instituts Confucius, nous avons largement déployé diverses écoles chinoises dans le monde entier **afin d'augmenter l'influence de notre Parti, et de découvrir et former des sympathisants et des militants non partisans** de notre Parti dans divers pays et nations[805] ».

Depuis plusieurs années, les efforts chinois se heurtent à **une opposition croissante** qui a mis un coup d'arrêt ou, à tout le moins, a ralenti l'implantation de nouveaux établissements. Plusieurs universités ont en effet décidé de fermer les Instituts Confucius qu'elles abritaient, invoquant notamment **une atteinte à la liberté académique**. En juillet 2020, au moins 50 universités dans 9 pays avaient décidé de mettre un terme aux activités des IC implantés sur leurs campus – par exemple les universités de Chicago et Penn State aux États-Unis, McMaster au Canada, ou Lyon en France (→ p. 302). **Aux États-Unis, au moins 15 d'entre eux ont fermé en 2018-2019**[806]. En Australie, l'État de Nouvelle-Galles du Sud a annoncé en août 2019 fermer les 13 programmes d'Instituts Confucius répartis dans ses écoles publiques[807]. En Allemagne, les universités de Düsseldorf et de Hambourg ont mis fin aux IC en leur sein et, dans plusieurs villes, dont Ingolstadt et Göttingen, des collectifs citoyens se sont constitués pour demander la fin des subventions ou des coopérations avec les IC locaux[808]. En réaction aux sanctions chinoises contre des chercheurs et un think tank allemand (le MERICS) en mars 2021, l'université de Trèves a annoncé la suspension de toutes les activités de son IC, ce dont la ministre de la Recherche s'est félicitée, quelques mois plus tard, en déclarant : « Je ne veux pas que le gouvernement chinois influence nos universités et notre société. L'Allemagne doit faire son autocritique : à certains droits, par le passé, **nous avons donné trop de place aux instituts Confucius**, et nous avons trop peu fait nous-mêmes pour développer, en Allemagne, une expertise indépendante sur la Chine[809]. » **Partout dans le monde, les problèmes se multiplient et des IC ferment**.

Les problèmes posés par les IC ont été synthétisés dans une étude très complète de la National Association of Scholars (NAS) en 2017[810]. Les reproches les plus fréquemment portés à leur encontre évoquent des pressions exercées sur les enseignants pour éviter les sujets jugés sensibles en classe (Tibet, Taïwan, Xinjiang, droits humains, etc.), les restrictions en matière

803. Entretien de l'un des auteurs à Sydney, en août 2019.

804. Kelsey Munro, « Behind Confucius Classrooms: the Chinese government agency teaching NSW school students », *The Sydney Morning Herald*, 29 mai 2016.

805. « 胡锦涛内部座谈会部分谈话 今天有不等于永远有 ，完成民族复兴历史使命才能永远有一切 » (Entretien avec Hu Jintao : nous devons réaliser la mission historique de renaissance nationale), 阿波罗新闻网 (*Aboluowang*), 18 février 2019, https://www.aboluowang.com/2010/0218/157682.html.

806. « The new red scare on American campuses », *The Economist*, 4 janvier 2020.

807. « New South Wales to end Chinese-funded Confucius Institute education program », *The Japan Times*, 23 août 2019.

808. Thomas Wieder, « Berlin regrette d'avoir "laissé trop d'espace" au réseau Confucius », *Le Monde*, 9 juillet 2021, p. 5.

809. « Germany too dependent on Confucius Institutes, minister warns », *The Times Higher Education Supplement*, 2486, 8 juillet 2021.

810. Rachelle Peterson, « Outsourced To China: Confucius Institutes and Soft Power in American Higher Education », National Association of Scholars, avril 2017.

de liberté d'expression et d'exercice du culte à l'encontre des professeurs (interdiction des pratiques liées au Falun Gong notamment[811]) et une absence ou très faible transparence sur la nature des relations entre les instituts et le Hanban ou d'autres administrations chinoises.

• **1) Les enseignants**. Fin 2016, le siège de l'IC à Pékin élabore **de nouveaux critères de recrutement des enseignants parmi lesquels figurent l'exigence de « bonnes qualités politiques et professionnelles** (« 具备良好的政治和业务素质 ») **» et « l'amour de la patrie** (« 爱祖国 ») **»** et qui sont appliqués depuis début 2017[812]. Le terme *suzhi*, traduit le plus souvent par « qualité », renvoie à la fois au comportement, à l'éthique et à l'éducation d'un individu. Il s'agit d'un marqueur de l'appartenance au monde civilisé. Manquer de *suzhi*, c'est ne pas être « civilisé » ; le terme est donc souvent utilisé pour justifier une politique paternaliste du pouvoir ou encore le refus de l'élection comme mode de désignation des dirigeants au prétexte que les ruraux ne seraient pas « d'assez bonne qualité[813] ». Selon l'ancien diplomate chinois Chen Yonglin, qui a fait défection en Australie en 2005, avoir une « bonne qualité politique » signifie en l'espèce « être toujours loyal au PCC et à rien d'autre[814] ».

2019年上半年赴孔子学院（课堂）志愿者岗位信息表

报名要求：

1. 2019年本科及以上应届毕业生，在读研究生，在职教师，回国志愿者，掌握赴任国语言、专业为汉语国际教育、具有教学经验、有《国际汉语教师证书》考级成绩者和品学兼优的学生干部优先；
2. 具备良好的政治和业务素质，热爱祖国，志愿从事汉语国际教育工作，具有奉献精神，有较强的组织纪律性和团队协作精神，品行端正，无犯罪记录；
3. 身体健康，具有良好的心理素质和适应能力；
4. 掌握汉语、中华文化、当代中国国情和教学理论基本知识，具备熟练的外语沟通能力和较好的跨文化交际能力、汉语教学实践能力，具有中华才艺特长；
5. 普通话达到二级甲等水平，赴亚非拉志愿者英语达到大学英语四级425分或相当水平，赴欧美志愿者英语达到大学英语六级425分或相当水平，或者熟练掌握赴任国语言；
6. 年龄原则上在22-50周岁之间。

序号	大洲	国家	孔子学院（课堂）名称	新选人数	中方合作院校	岗位要求	任期
		[illegible]				性别：不限；学历：本科,研究生；学位：学士,硕士；专	

Le profil des enseignants recherchés : « Avoir de bonnes qualités politiques et professionnelles, aimer la patrie, travailler volontairement pour la cause de l'internationalisation de la langue chinoise, avoir l'esprit de dévouement, un sens aigu de la discipline organisationnelle et de l'esprit d'équipe, un bon caractère et aucun casier judiciaire[815]. »

• **2) Le matériel pédagogique. Tous les supports pédagogiques sont rédigés par le Hanban et donc conformes à une vision chinoise du monde**. C'est un moyen privilégié pour véhiculer les récits que le Parti souhaite porter à l'étranger. Le travail est en l'espèce facilité par le jeune âge du public de cette « littérature », les enfants et adolescents n'étant pas en mesure de faire face à une propagande qui, pour manquer parfois de subtilité, peut jouer sur la répétition du message. On peut même douter de la capacité de certains étudiants à se défendre contre de tels assauts. La stratégie chinoise en l'espèce peut être illustrée par **un documentaire animé sur la guerre de Corée (1950-53), *The War to Resist US Aggression and Aid Korea*[816], proposé par le Hanban aux jeunes apprenants**. La vidéo explique que les États-Unis ont manipulé le Conseil de sécurité des Nations unies et que l'armée chinoise n'est entrée en guerre qu'en réponse aux bombardements américains de villages chinois et pour protéger la mère patrie (voir captures ci-dessous). Le Hanban a retiré cette vidéo après que ce contenu eut été révélé[817].

811. Voir à ce sujet le documentaire, à charge, intitulé : *In the name of Confucius*, paru en 2018, https://inthenameofconfuciusmovie.com/fr/.
812. King et Hui, « Confucius Institute Chinese language and culture teachers must 'love the motherland' to apply », *op. cit.*
813. Paul Charon, *Le vote contre la démocratie. Rationalisation de l'État et processus de politisation dans la Chine rurale post-maoïste*, Thèse de doctorat, EHESS, 2012.
814. King et Hui, « Confucius Institute Chinese language and culture teachers must 'love the motherland' to apply », *op. cit.*
815. *Ibid.*
816. Nom officiel de la guerre de Corée en Chine.
817. Elle est toutefois disponible ici : http://www.youtube.com/watch?v=13k3AEjHNR0





Extrait du documentaire animé *The War to Resist US Aggression and Aid Korea.*

• **3) Un levier financier sur les universités**. Le problème avec les IC n'est pas tant la propagande qu'ils véhiculent que **l'influence qu'ils exercent sur les administrateurs des universités**, explique Salvatore Babones[818], puisque Pékin les livre clés en main, avec des financements, des enseignants, leur rémunération, le matériel pédagogique, et parfois même ils font construire des bâtiments dédiés : pour les universités – en particulier celles dont le budget est serré – **se faire offrir un centre de langues tous frais payés et générateur de revenus est difficile à refuser. Cela crée une dépendance, voire une véritable sujétion** qui permet ensuite à Pékin d'avoir une influence sur certains choix qui sont faits par l'université, voire sur le contenu de certains programmes de recherche (pour limiter les recherches sur le Tibet, Taïwan ou les stratégies d'influence de la Chine par exemple), sur le choix des conférenciers invités, et ultimement sur la manière dont l'université parle de la Chine et des intérêts chinois. Dans tous les cas, cela crée de l'autocensure.

• **4) L'autocensure**. L'expérience montre que la présence des IC au sein même des universités « compromet l'engagement de ces dernières à l'égard de la liberté académique[819] ». Il y a **de nombreux cas documentés d'autocensure**. En 2008, l'université de Tel Aviv a décidé de fermer une exposition consacrée au mouvement Falun Gong à la demande de l'ambassade de Chine[820]. En 2009, à North Carolina State University, le directeur chinois de l'IC a prévenu la direction de l'université que la conférence du dalaï-lama, prévue sur le campus, était de nature à « porter atteinte » à la relation entre l'université et le Hanban, contraignant celle-là à annuler l'événement[821]. En 2013, la prestigieuse Université de Sydney a elle aussi « annulé la visite du [dalaï-lama] pour éviter de nuire à ses liens avec la Chine, y compris au financement de son Institut Confucius[822] ». En 2014, Xu Lin (许琳), directrice du Hanban, alors invitée de la conférence annuelle de l'Association européenne d'études chinoises à l'université du Minho au Portugal, a exigé que les programmes de la conférence soient expurgés de plusieurs pages mentionnant des institutions taïwanaises dont la fondation Chiang Ching-kuo[823]. En décembre 2018 à l'université du Victoria à Melbourne, la projection d'un documentaire critique sur les IC a été annulée au dernier moment sous la pression du consulat chinois et l'université a menti au promoteur du film, prétextant qu'il n'y avait plus de salle disponible. Clive Hamilton souligne **l'ironie de la situation : « un documentaire expliquant que la présence d'IC leur donne un effet de levier politique**

818. Salvatore Babones, « It's Time for Western Universities to Cut Their Ties to China », *Foreign Policy*, 19 août 2020.
819. « China: Government Threats to Academic Freedom Abroad », Human Rights Watch, 21 mars 2019.
820. Ofra Edelman, « Court: TAU Bowed to Chinese Pressure Over Falun Exhibition », *Haaretz*, 1er octobre 2009.
821. Bethany Allen-Ebrahimian, « How China Managed to Play Censor at a Conference on U.S. Soil », *Foreign Policy*, 9 mai 2018.
822. « Sydney University criticized for blocking Dalai Lama visit », *The Guardian*, 18 avril 2013.
823. Elizabeth Redden, « Censorship at China Studies Meeting », *Inside Higher Ed*, 6 août 2014.

sur leurs institutions d'accueil a été interdit en raison de l'effet de levier politique d'un IC sur son institution d'accueil[824] ». L'intégration de ces contraintes par les partenaires de Pékin est un phénomène que l'on observe dans d'autres champs tels que le cinéma (→ p. 344) ou le sport professionnel (→ p. 247).

La fermeture de l'Institut Confucius de Lyon

En France, où il reste 18 Instituts Confucius[825], le cas de l'Institut Confucius de Lyon (ICL) est intéressant. Créé en 2009 à la suite d'une proposition de l'université Sun Yat-sen (Canton) à l'université Lyon-3, la relation entre les deux parties se dégrade à partir de 2012 après la nomination d'un nouveau directeur chinois : « Il a remis en question nos contenus pédagogiques et a insisté pour que l'ICL soit intégré plus profondément à notre université afin de participer aux enseignements diplômants. **Cette ingérence d'une structure émanant de l'État chinois nous a paru inappropriée car susceptible de compromettre notre liberté scientifique ainsi que l'esprit et les règles de l'enseignement supérieur de la République française** », explique Gregory Lee, professeur à l'université Lyon-3, qui l'a payé cher puisque « la directrice du Hanban a exigé sa tête et a annoncé la suspension sans préavis de sa contribution annuelle. […] Faute d'accord, Lee a fermé l'ICL en septembre 2013[826] ».

• **5) Les effets sur le corps enseignant**. Compte tenu de tout ce qui précède, l'implantation d'un IC dans une université suscite souvent des controverses, et est susceptible de diviser le corps enseignant, voire de marginaliser certains des meilleurs spécialistes de la Chine, parce qu'ils critiquent l'IC et critiquent du même coup leurs collègues qui coopèrent avec l'institut, voire en reçoivent des financements. Dans cette situation, rappelle Christopher Hughes, « **même les experts les mieux établis en études chinoises peuvent se trouver isolés et en désaccord avec leurs collègues lorsqu'ils soulèvent des inquiétudes**. Le pire des cas est celui où les universitaires ne se sentent plus en mesure de travailler dans une université qui ne respecte pas leurs normes professionnelles, souffrent d'ostracisation, sont exclus par l'université qui [peut] leur refuser une promotion [par exemple][827] ».

• **6) Les effets sur les autres chercheurs**. La pression exercée par un IC n'affecte pas que les collègues immédiats, au sein de l'université, mais peut aussi s'étendre à la scène régionale ou nationale de la recherche et des think tanks. Ainsi, en avril 2021, le directeur slovaque de l'Institut Confucius de Bratislava, Ľuboslav Štora, a tenté d'intimider Matej Šimalčík, le directeur du Central European Institute of Asia Studies (CEIAS) et l'un des principaux experts de la Chine en Europe centrale. Lui reprochant la publication d'un rapport sur l'influence chinoise dans les universités slovaques[828], il lui a envoyé **un courrier contenant des menaces explicites** : « Dormez-vous bien ? Vous devriez être très stressé quand vous marchez dans la rue[829]… »

824. Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », *op. cit.*

825. Officiellement 17 selon le site français de l'Institut Confucius (https://archive.vn/8GHMR : l'IC de l'université de Poitiers, l'IC de l'université Paris 7 Diderot, l'IC de Bretagne à Brest, l'IC de La Rochelle, l'IC d'Alsace à Strasbourg, l'IC de Clermont-Ferrand Auvergne, l'IC de l'université d'Artois, l'IC des Pays de la Loire, l'IC de l'université de Lorraine, l'IC de l'université de la Polynésie française, l'IC de Neoma Business School à Reims et Paris, l'IC de Montpellier, l'IC de l'université de La Réunion, l'IC de Pau Pyrénées, l'IC de l'université d'Orléans, l'IC de ESCP Business School à Paris, l'IC Côte d'Azur à Nice) mais en réalité 18 si l'on compte aussi celui du centre culturel de Chine à Paris.

826. *La Chine démasquée*, *op. cit.*, p. 112.

827. Christopher Hughes, « Confucius Institutes and the university: distinguishing the political mission from the cultural », *Issues and Studies*, 50:4, 2014, p. 66.

828. Matej Šimalčík et Adam Kalivoda, *China's inroads into Slovak universities: Protecting academic freedoms from authoritarian malign interference*, CEIAS et Friedrich Naumann Foundation for Freedom, décembre 2020.

829. « Le directeur de l'Institut Confucius à Bratislava menace un expert slovaque », Euractiv, 27 avril 2021.

• **7) L'espionnage**. Jonathan Manthorpe estime que le programme Confucius n'est autre qu'« **une importante opération internationale de propagande et d'espionnage du PCC, se faisant passer pour un programme d'échange culturel**[830] ». Ce n'est pas seulement, comme le reconnaissait publiquement Li Changchun, membre du Comité permanent du Bureau politique, « une partie importante de l'organisation de la propagande chinoise à l'étranger[831] » : dans la plupart des cas, « **il s'agit de postes d'espionnage pour les ambassades et les consulats chinois par le biais desquels ils contrôlent les étudiants chinois, recueillent des informations sur les ennemis présumés et intimident les dissidents**[832] ». Cependant, les cas d'espionnage publiquement documentés sont rares, les services de contre-espionnage occidentaux n'ayant pas toujours intérêt à les rendre publics. Parmi les exemples les plus connus, figure le cas du directeur de l'IC de la Vrije Universiteit Brussel (VUB), Song Xinning, qui en 2019 a été expulsé et interdit de séjour dans l'espace Schengen pour huit ans après que les services belges l'ont accusé d'espionnage – plus précisément d'avoir agi comme un recruteur pour les services de renseignement chinois[833]. Conséquemment, la VUB a décidé de fermer son IC.

Le mouvement de fermeture des Instituts Confucius a pris de l'ampleur ces dernières années et devrait s'amplifier encore à la faveur à la fois de la prise de conscience des stratégies d'influence chinoises et des tensions croissantes entre Pékin et Washington. Pour tenter d'enrayer cette tendance, le PCC a décidé, au mois de juillet 2020, de renommer le Hanban en Centre pour l'éducation linguistique et la coopération[834]. L'annonce par l'agence de presse Xinhua ne précise pas qu'il s'agit d'un changement de nom, et n'en explique pas plus les raisons, laissant penser qu'il s'agit d'une nouvelle institution[835]. Xu Lin, sans doute jugée inapte à redresser l'image des instituts, a du reste été remplacée par Ma Jianfei, son adjoint. Le Parti a également mis en place une fondation non gouvernementale pour l'enseignement du chinois à l'étranger qui chapeaute les instituts. Cette structure est ainsi censée jouer le rôle d'écran entre les instituts et le Parti.

3. Hanyuqiao : le Chinese Bridge Program

Hanyuqiao (汉语桥), littéralement « pont vers le chinois » (également traduit par « passerelle vers le chinois ») et connu en anglais sous le nom de Chinese Bridge Program, est **à l'origine une compétition culturelle et linguistique organisée par le Hanban**, avec l'aide du réseau d'Instituts Confucius (IC). Les IC organisent les présélections dans les différents pays où ils sont implantés et envoient les meilleurs candidats de chaque pays participer à la demi-finale puis à la finale en Chine. Ceux-là n'ont à régler que leur billet d'avion aller-retour, tout le reste – logement et repas – étant pris en charge par Pékin[836]. La compétition est diffusée à la télévision sur la chaîne Hunan Television (湖南卫视) et disponible en streaming sur des plateformes comme Mango TV (芒果TV)[837].

830. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 192.
831. « A message from Confucius: New ways of projecting soft power », *The Economist*, 22 octobre 2009.
832. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 192.
833. Kinling Lo *et al.*, « Chinese professor accused of spying by Belgium, barred from entering Schengen Area », scmp.com, 30 octobre 2019.
834. Zhuang Pinghui, « China's Confucius Institutes rebrand after overseas propaganda rows », *South China Morning Post*, 4 juillet 2020.
835. « China sets up language cooperation center », Xinhua, 5 juillet 2020.
836. « About "Chinese Bridge" », Confucius Institute Headquarters (Hanban), http://english.hanban.org/node_8080.htm.
837. « 汉语桥 » (« Hanyuqiao »), *Baidu*, https://baike.baidu.com/item/%E6%B1%89%E8%AF%AD%E6%A1%A5.

Les publics visés sont les jeunes qui ne sont pas de nationalité chinoise, pas nés en Chine et pour qui le chinois n'est pas la langue maternelle. Sont évaluées les capacités de compréhension écrite et orale, ainsi que d'expression orale en chinois, de même que les qualités artistiques des candidats. **Les lauréats obtiennent des bourses pour aller étudier en RPC**.

Cette compétition a été déclinée en deux formats : le premier, **la Chinese Proficiency Competition for Foreign College Students**, se tient depuis 2002 et s'adresse aux étudiants du cycle supérieur ; le deuxième, **la Chinese Proficiency Competition for Foreign Secondary Students**, lancé en 2008, cible les lycéens. D'après les chiffres fournis par le Hanban, quelque 800 000 étudiants et 300 000 lycéens auraient participé aux présélections, et 3 000 étudiants de plus de 110 pays ainsi que 2 700 lycéens de plus de 100 pays auraient été sélectionnés pour prendre part aux demi-finales et finales en Chine[838].

Le but de ces compétitions est de **susciter de l'engouement pour la culture et la langue chinoises** auprès des jeunes publics étrangers ainsi que de stimuler les échanges entre ces derniers. Comme en témoigne la manière de rapporter ces événements par le Hanban, ces compétitions sont présentées comme l'occasion de « construire un "cercle d'amis" à l'échelle mondiale grâce au chinois », mais également de « montrer [ses] talents pour poursuivre [son] rêve chinois », de « raconter ensemble "l'affection pour la Chine" »[839].

Le Hanyuqiao du Hanban a par ailleurs été décliné dans d'autres formats que celui des compétitions : **le Chinese Bridge Summer Camp est un programme d'invitation de lycéens étrangers pour un séjour d'été en Chine**, pendant lequel ils peuvent suivre des cours de langue mais aussi de pratiques culturelles traditionnelles (calligraphie, arts martiaux, danses traditionnelles, cérémonie du thé, etc.), et rencontrer d'autres jeunes du monde entier intéressés par la Chine[840]. Ce programme a également pour but de stimuler une passion pour l'apprentissage du chinois et pour la culture chinoise de manière générale, et permet d'imprégner ces jeunes lycéens des discours officiels chinois.

D'autres cibles du Hanyuqiao sont **les écoles et les personnels enseignants**. Le Chinese Bridge for Foreign Schools invite les éducateurs qui ont déjà établi un programme de chinois dans leur école ou qui comptent le faire, à passer une semaine en Chine non seulement pour promouvoir la coopération entre écoles, mais également pour mieux faire connaître le système éducatif chinois et promouvoir l'enseignement du chinois à l'étranger[841]. Les principales cibles sont **les écoles européennes, britanniques et américaines**. D'après le site du Hanban, celui-ci invite chaque année des personnels enseignants de 100 établissements de cycles primaires et secondaires de l'Union européenne[842], de 100 autres établissements britanniques, et aurait déjà, depuis 2007 invité quelque 450 délégués britanniques en Chine[843], ainsi que 3 000 délégués américains depuis 2006[844].

838. « 关于"汉语桥" » (« À propos de "Hanyuqiao" »), 孔子学院总部(国家汉办) (Confucius Institute Headquarters (Hanban)), http://www.hanban.org/chinesebridge/node_7489.htm.

839. « Concours "Passerelle vers le chinois" : les candidats de 122 pays montrent leurs atouts en chinois et se font des amis à Changsha », Confucius Institute Headquarters (Hanban), http://french.hanban.org/article/2019-08/07/content_781953.htm ; « Concours "Pont vers le chinois" », Institut Confucius Clermont-Ferrand – Auvergne, https://archive.vn/49wdC.

840. « "Chinese Bridge" Summer Camp », Confucius Institute Headquarters (Hanban), http://english.hanban.org/node_8073.htm

841. « About "Chinese Bridge" », Confucius Institute Headquarters (Hanban), *op. cit.*

842. « "Chinese Bridge" For EU Schools », Confucius Institute Headquarters (Hanban), http://english.hanban.org/node_10084.htm.

843. « "Chinese Bridge" For UK Schools », Confucius Institute Headquarters (Hanban), http://english.hanban.org/node_8072.htm.

844. « Oversea Principals' Tour to China », Confucius Institute Headquarters (Hanban), http://english.hanban.org/node_8074.htm.

VII. Les think tanks

Nous avons précédemment montré comment le Parti tente de construire l'image d'une Chine puissante qui repose entre autres sur le développement des capacités scientifiques et technologiques du pays (→ p. 156). La promotion de ce récit s'accompagne d'efforts importants pour s'imposer dans le champ des idées. Il s'agit de **séduire tout à la fois par la capacité de la Chine à produire des concepts et de porter la voix de la Chine dans les débats intellectuels internationaux**. Pour ce faire, le PCC poursuit **une stratégie duale : d'une part, implanter à l'étranger des antennes de think tanks chinois** dont la mission est de mettre en avant la puissance intellectuelle chinoise en s'insérant dans les débats intellectuels et politiques locaux ; **d'autre part,** comme le prescrit la stratégie de Front uni qui suggère d'utiliser ses amis contre ses ennemis, **se rapprocher de structures existantes** susceptibles de s'approprier et de porter le discours chinois.

A. Le développement international des think tanks chinois

Au-delà des relais que le PCC est susceptible de trouver parmi les think tanks et fondations étrangères, sa stratégie dans le champ des idées consiste à **renforcer la présence chinoise dans les débats internationaux**. Pour ce faire, et conformément à l'exhortation de Xi Jinping dans son discours du 19e Congrès de construire de « nouveaux think tanks aux caractéristiques chinoises », ces instituts ont développé leurs activités à l'étranger et implanté des antennes dans plusieurs pays cibles, notamment en Europe. Ils **organisent des événements** « académiques » avec des think tanks et des universités étrangères et **tentent de signer des accords de coopération**. Cette stratégie permet tout à la fois d'établir la respectabilité des think tanks chinois, dont une large partie est liée au PCC[845], et de diffuser les récits officiels.

Par exemple, les 4 et 5 octobre 2018, **le Fudan Institute of Belt and Road Global Governance (BRGG)** a participé à un événement, organisé par l'Institut Confucius de l'université d'Édinbourg, sur le thème « The Belt & Road Initiative: Challenges and Opportunities[846] ». À cette occasion, le think tank shanghaien et le Futures Institute d'Edinbourg ont signé un mémorandum afin de favoriser leur coopération et la recherche sur le thème des routes de la soie. Or, même si le BRGG se présente comme un think tank rattaché à l'université Fudan, un faisceau d'indices concordant révèle des liens étroits avec le Parti. Non seulement son objectif est de diffuser les récits du Parti – promouvoir les routes de la soie comme l'a déclaré sa directrice lors de son lancement en 2017[847] – mais sa directrice, Jiao Yang (焦扬), assume également la fonction de secrétaire du Parti de l'université Fudan, après avoir occupé plusieurs postes dans les services de propagande de la municipalité de Shanghai[848]. En outre, le *China Daily* a affirmé, lors de la création du think tank de Fudan, que celui-ci était soutenu financièrement par le China Energy Fund Committee (CEFC Energy)[849]. Le CEFC se présente comme un think tank non étatique voué à la promotion du dialogue international. Basé à Hong Kong, il est une émanation de CEFC China Energy Company Limited, une société déjà présentée dans la partie pré-

845. David Bandurski, « China's New Think Tanks in Europe », *Echowall*, 2 mars 2020.

846. « 第二届» 一带一路 »国际研讨会在爱丁堡大学举行 » (Le second symposium international « One belt one road » s'est tenu à l'université d'Édinbourg), *Hanban*, 17 octobre 2018, https://archive.vn/FhKRC.

847. He Wei, « Fudan University opens Belt & Road research institute », *China Daily*, 5 novembre 2017.

848. Voir sa biographie ici : https://baike.baidu.com/item/%E7%84%A6%E6%89%AC/40755. Voir également Bandurski, « China's New Think Tanks in Europe », *op. cit.*

849. He Wei, « Fudan University opens Belt & Road research institute », *op. cit.*

cédente (→ p. 115), fondée et dirigée par Ye Jianming[850] (叶简明) jusqu'à sa banqueroute en mars 2020. Ses liens avec l'APL étaient connus puisqu'il était le secrétaire adjoint de CAIFC, structure rattachée au département des liaisons de l'APL[851]. Andrew Chubb, du reste, a souligné la ressemblance troublante entre les logos du CAIFC et du CEFC[852].

Les think tanks chinois multiplient ainsi les coopérations avec des organisations étrangères afin de faciliter la diffusion des récits du Parti. Certains vont plus loin en implantant **des antennes à l'étranger**, l'objectif est alors de tisser des liens plus forts avec les acteurs du champ du débat intellectuel d'un pays cible et ainsi d'être en mesure d'agir sur le contenu de ces débats.

1. CGTN think tank

Le 4 décembre 2019, lors du troisième CGTN Global Media Summit consacré au thème « médias et technologies », Pékin a annoncé la création du think tank de CGTN. L'événement a eu lieu en présence de Shen Haixiong (慎海雄), directeur adjoint du département de propagande.



【CGTN全球媒体峰会共话"媒体与科技" #CGTN智库成立#】今天，以"媒体与科技"为主题的CGTN第三届全球媒体峰会暨第九届全球视频媒体论坛在京举行，CGTN智库同时成立。中宣部副部长、中央广播电视总台台长慎海雄在致辞中强调，去年10月1日，总台4K超高清频道开播，成为中国首个上星超高清电视频道；今年11月20日，5G视听新媒体旗舰平台央视频正式上线，中央广播电视总台正努力抓住历史机遇，提出"5G+4K/8K+AI"的发展战略，有效提升新技术对新媒体的驱动。当今世界并不完美，保护主义、单边主义愈演愈烈，希望CGTN智库能够成为全球智库对话与合作的平台，推动更多中国智库专家走向世界舞台。
CGTN全球媒体峰会共话"媒体与科技" CGTN智库成立

CGTN think tank est présenté par ses instigateurs comme **un think tank de média**, une nouvelle génération de think tanks qui peut s'appuyer sur la capacité de recueil d'information gigantesque de médias tels que CGTN. L'idée est donc de **combiner les compétences des deux types de structure : la masse de données captée par les médias et les capacités d'analyse des think tanks**. Les médias chinois qui ont rendu compte de l'événement expliquent que cette démarche est motivée par la difficulté d'organiser un débat rationnel à l'échelle internationale ainsi que par la faiblesse de la voix de la Chine dans le concert des nations. L'ambition de Pékin est donc de créer une plateforme d'échanges qui permettra de promouvoir les opinions des intellectuels et experts chinois et de mieux faire comprendre la Chine au monde[853].

CGTN think tank aurait déjà signé, selon les médias chinois, **une cinquantaine de partenariats avec des think tanks étrangers dont l'Institut Schiller** (→ p. 321). Vingt-sept institutions étaient présentes lors de cet événement de lancement, le 4 décembre. Plusieurs personnalités politiques ont apporté leur soutien à cette initiative dont Ban Ki-moon (ancien

850. Ye Jianming était également le conseiller économique du président tchèque, Miloš Zeman, il a été arrêté au mois de mars 2018 pour corruption (→ p. 262).

851. Mark Stokes, Russell Hsiao, « The People's Liberation Army General Political Department. Political Warfare with Chinese Characteristics », Project 2049 Institute, 14 octobre 2013.

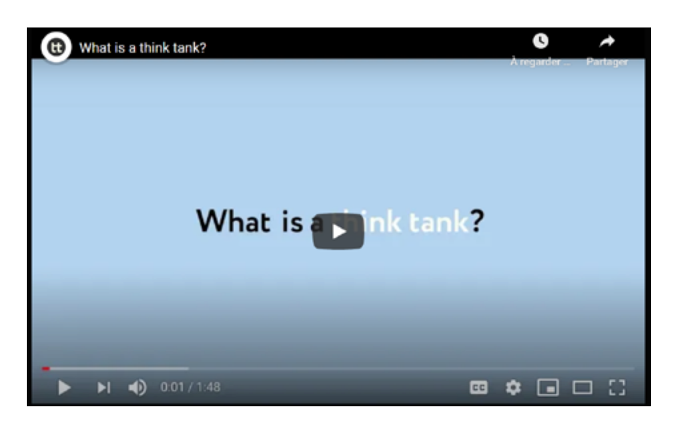
852. Andrew Chubb, « Caixin's investigation of CEFC and Chairman Ye Jianming », *southseaconversations* 讨论南海, 29 mars 2018.

853. Dr Summer, « CGTN Think Tank: A new platform for international dialogue to promote a better understanding of the world », CGTN, 5 décembre 2019, https://archive.vn/k6FTL

secrétaire général des Nations unies), Romano Prodi (ancien président du Conseil des ministres italien et président de la Commission européenne), Esko Aho (ancien Premier ministre finlandais), Jenny Shipley (ancien Premier ministre néo-zélandais), Yves Leterme (ancien Premier ministre belge) et Han Seung-soo (ancien Premier ministre sud-coréen)[854].

Depuis cette opération de lancement, le CGTN think tank communique peu au sujet de son développement, des partenariats établis et même de ses activités, il est donc difficile d'évaluer avec finesse la place qu'il occupe, et *a fortiori* son impact sur la scène internationale, qui semble toutefois relativement modeste.

Le pseudopode de CGTN se présente sur le site internet du média chinois comme un think tank comme les autres et, pour appuyer son assertion, il propose une vidéo qui explique « ce qu'est un think tank ». Cependant, loin de mettre en scène ou de présenter des think tanks chinois, cette vidéo, réalisée par un cabinet de communication occidental, donne la parole à des think tanks occidentaux. De cette manière, CGTN tente d'intégrer son think tank, par association, à la communauté internationale des think tanks et de bénéficier ainsi de leur légitimité.





Le think tank de CGTN semble constituer un relais supplémentaire susceptible de faire entendre la voix de la Chine, autrement dit de **diffuser les récits du PCC** identifiés précédemment. On en trouvera un exemple ci-dessus avec la publicité d'un débat qu'il a organisé sur l'efficacité de la médecine traditionnelle chinoise (→ p. 150) pour soigner la Covid-19. Le think tank chinois a également pris part à la campagne de diffusion de contre-récits dans le cadre de l'épidémie afin de mettre l'accent sur l'efficacité de la gestion de la crise par la Chine. CGTN a ainsi proposé des débats qui soulignent que le virus pourrait ne pas être originaire de Chine (→ p. 583).

D'une manière générale, le think tank de CGTN constitue **plus un instrument de mise en réseau qu'un organe de production d'idées**.

2. Offensive sur l'Europe centrale et orientale (China-CEE Institute et ASSS)

La Chine cible particulièrement les pays d'Europe centrale et orientale, à travers le format 16+1 créé en 2012[855], devenu 17+1 avec l'ajout de la Grèce en 2019, qui se réunit annuellement. Le format est asymétrique, non pas au sens où la Chine s'y retrouve seule face à 17 autres États mais au sens où elle pèse beaucoup plus lourd que tous ses interlocuteurs réunis. Elle est donc clairement dans une logique « du fort au faible », et se sert de ce canal **pour promouvoir sa vision et ses initiatives**, notamment les Nouvelles routes de la soie (BRI), **mais**

854. « 2019 CGTN Global Media Summit & VMF Opened in Beijing », AP, 10 décembre 2019.

855. Rassemblant la Chine et 16 pays d'Europe centrale et orientale (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Albanie et Macédoine).

aussi pour diviser l'Europe puisque ce format réunit des pays membres de l'UE et d'autres qui ne le sont pas ou sont candidats (Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Albanie). Des sources diplomatiques confirment que **Pékin utilise ce format pour tenter de monter ces pays contre l'UE**, amplifiant les lignes de faille existantes, entretenant les rancœurs, en répandant notamment l'idée que les pays d'Europe centrale et orientale seraient « moins bien traités » que les pays d'Europe de l'Ouest. Le Parti-État réfléchirait par ailleurs à élargir ce groupe à d'autres pays non membres de l'UE, ce qui réduirait l'influence des États membres en son sein, et donnerait davantage de poids relatif à la critique de l'UE.



Quoi qu'il en soit, cette offensive régionale n'est pas qu'économique, elle comprend aussi des enjeux d'influence culturelle comme en témoigne notamment **l'accroissement du nombre d'Instituts Confucius** (37 en tout dans les 17 États, dont 6 en Pologne, 5 en Hongrie, 4 en Roumanie, 3 en Grèce et en Slovaquie, 2 en Bulgarie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, République tchèque, et 1 en Slovénie, Montenegro, Albanie, Macédoine, Croatie, Lituanie, Lettonie et Estonie)[856] ; **la multiplication des programmes visant les jeunes** (Bridge for the Future ; China-CEE Young Political Leaders Forum) et les moins jeunes (Political Parties Dialogue) ; le projet de campus de l'Université Fudan à Budapest (voir encadré) mais aussi **le China-CEE (pour Central and Eastern Europe) Institute**, fondé au mois d'avril 2017.



Source : https://china-cee.eu/2017/09/29/liu-qibao-unveils-china-cee-institute-in-hungary/.

Sa mission est d'assurer un soutien au dispositif 17+1 en tissant des liens avec le monde académique et des think tanks en Hongrie et dans le reste de l'Europe centrale et orientale. La cérémonie de lancement du think tank a eu lieu en présence de Liu Qibao, le directeur du département de

856. Ivana Karaskova *et al.*, *Empty shell no more: China's growing footprint in Central and Eastern Europe: Handbook for stakeholders*, China Observers in Central and Eastern Europe (CHOICE), avril 2020, p. 19.

Propagande, de Wang Weiguang, président de l'Académie des sciences sociales de Chine (ASSC), et de Huang Ping, le directeur exécutif du China – CEE Institute (voir photo ci-dessus)[857].

Le China-CEE Institute est **une émanation de l'ASSC**. Huang Ping est d'ailleurs, en son sein, le directeur de l'Institut d'études européennes sous l'autorité duquel est placé le China-CEE Institute. S'il affiche aujourd'hui fièrement son indépendance au regard de toute structure européenne, ce statut est dû au refus de l'Institut d'économie mondiale de l'Académie des sciences hongroise de s'associer avec l'ASSC en raison alors du flou de ses objectifs et des mécanismes de gouvernance du futur think tank[858].

Le China-CEE mène deux grands types d'activités : l'organisation de conférences et de colloques, notamment autour de chercheurs chinois de passage en Europe, et la publication de notes, rapports et ouvrages. Selon son rapport annuel 2019, il a organisé cette année-là quatre sommets internationaux, trois ateliers et sept conférences, il a publié 10 études, 8 livres et plus de 800 notes hebdomadaires couvrant les 17 pays d'Europe centrale et orientale[859].

Le think tank s'intéresse avant tout aux **relations entre la Chine et l'Europe centrale et orientale qu'il présente systématiquement comme positives et mutuellement bénéfiques**. Il consacre par ailleurs une part importante de son travail à l'analyse des pays de la région. L'un des sujets suivis de près est **l'image de la Chine en Europe centrale et orientale**. Une étude et de nombreux livres ont été publiés sur ce sujet depuis 2017 : certains traitent de l'ensemble de la région, d'autres d'un pays en particulier, certains se penchent sur l'image globale de la Chine quand d'autres examinent les perceptions à l'égard d'un sujet précis[860]. Sans surprise, le think tank a joué un rôle important durant la crise de la Covid-19 en relayant les récits du Parti et en évaluant le degré d'adhésion des opinions publiques européennes.

Au-delà de la diffusion des récits du Parti, il apparaît que le China-CEE Institute joue **un autre rôle, plus subtil**, dans la mécanique d'influence du PCC. En rassemblant, autour de lui et dans ses projets, un nombre croissant de chercheurs de la région travaillant de près ou de loin sur la Chine, en tissant des liens avec les autorités de ces pays afin de se positionner au cœur des systèmes de recherche, **il entrave l'émergence ou la survie d'une recherche indépendante sur la Chine**. Il est d'ailleurs à ce titre assez significatif de constater la présence croissante de biais dans la formulation des problématiques de certaines thèses de doctorat sur la Chine. Les moyens financiers importants dont dispose le think tank chinois lui permettent de s'imposer sur ce marché fragile. Mais le problème ne concerne pas que l'Europe centrale et orientale, comme nous l'avons vu (→ p. 281), c'est l'ensemble du champ, en Europe, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande notamment, qui doit veiller à maintenir les conditions d'une recherche indépendante sur la Chine.

Le China-CEE n'est pas le premier think tank chinois à s'être implanté en Occident. En 2015, la Chine a créé l'Institute for China-American Studies (ICAS) à Washington. Inauguré en grande pompe en présence d'Henry Kissinger, conçu pour porter la voix de la Chine dans l'écosystème washingtonien notamment sur les questions maritimes, l'ICAS demeure aujourd'hui un acteur insignifiant dont les travaux sont inconnus de la plupart des décideurs américains[861]. Sa présence sur les réseaux sociaux est dérisoire, il organise moins d'un événement par mois (en 2019) et publie peu, en dépit d'une période propice[862]. **L'échec patent de l'ICAS contraste avec l'impact du China-CEE Institute en Europe centrale et orientale** et demeure difficile à expliquer : manque de soutien des autorités chinoises ? Ambitions à

857. Cette fonction est occupée aujourd'hui par Chen Xin.
858. Antoaneta Roussi, « China charts a path into European science », *Nature*, 8 mai 2019.
859. China-CEE Institute, *Annual Report 2019*.
860. À titre d'exemple voir : Chen Xin (dir.), « How the cee citizens view china's development », China – CEE Institute, 2017 ; Chen Xin (dir.), « How Slovakia perceives the Belt and Road Initiative and China-CEEC Cooperation », China – CEE Institute, 2019.
861. Isaac Stone Fish, « Beijing Establishes a D.C. Think Tank, and No One Notices », *Foreign Policy*, 7 juillet 2016.
862. Voir le site de l'ICAS : https://chinaus-icas.org/.

court terme circonscrites à la décision de la cour d'arbitrage sur la mer de Chine méridionale de 2016 ? Déficit de compétences et de compréhension du fonctionnement de l'écosystème des think tanks américains ? Quoi qu'il en soit de cet échec, **le cas de l'Europe montre que la Chine sait désormais bien mieux mettre en œuvre ses stratégies narratives par le truchement de ses think tanks**. L'implantation du pseudopode de l'ASSC n'a donc pas, en toute vraisemblance, vocation à être un cas unique et **il est fort probable que d'autres think tanks de premier rang se doteront d'antennes à l'étranger dans un avenir proche**.

La Hongrie, ventre mou de l'Europe pour Pékin

Premier ministre hongrois depuis 2010, Viktor Orbán, chantre de l'« illibéralisme », est connu pour défendre dans un cadre européen des positions favorables aux « grands autoritaires » que sont la Russie (il demande la levée des sanctions européennes), la Turquie et aussi la Chine. En une décennie, il a fait de la Hongrie la « tête de pont de la Chine en Europe[863] ». Premier pays européen à avoir signé un accord avec Pékin dans le cadre de l'initiative des Nouvelles routes de la soie (BRI), la Hongrie est la première destination des investissements chinois en Europe centrale et orientale. Plusieurs grandes entreprises hongroises, dont BorsodChem (le plus grand fabricant de produits chimiques du pays), ont été rachetées par des compagnies chinoises[864]. Pékin a initié de nombreux grands travaux, dont la ligne ferroviaire à grande vitesse entre Budapest et Belgrade qui, dans le cadre de la BRI, vise aussi à rapprocher le port grec du Pirée, lui-même concédé à une entreprise chinoise, du centre de l'Europe ; et « le plus grand et le plus moderne terminal ferroviaire d'Europe », près de la frontière ukrainienne, qui accueillera des trains en provenance de Chine et qui est présenté comme « la porte occidentale des "Nouvelles routes de la soie" ».
En Hongrie, contrairement à de plus en plus d'autres pays européens, Huawei est bienvenue pour déployer sa 5G. Pendant la pandémie de Covid-19, un « pont aérien » sur lequel le gouvernement hongrois a abondamment communiqué, a permis la livraison de 90 millions de masques et 40 millions de vêtements de protection achetés à la Chine ; et, fin janvier 2021, la Hongrie est aussi devenue le premier pays de l'UE à homologuer le vaccin chinois (Sinopharm). En septembre 2021, le gouvernement hongrois a également signé une lettre d'intention avec Sinopharm pour bâtir dans les dix mois l'infrastructure nécessaire à la production locale du vaccin chinois[865]. C'est aussi à Budapest que l'Université Fudan va construire le premier campus d'une université chinoise en Europe, sur un gigantesque terrain de 130 hectares – comme l'a annoncé le gouvernement deux ans après avoir banni l'Université d'Europe centrale (CEU), à laquelle il était reproché d'être fondée et financée par le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, considéré par Orbán comme un ennemi de l'État (décision que la Cour de justice de l'UE a jugée contraire au droit européen)[866]. La construction pourrait être confiée à la China State Construction Engineering Corporation (CSCEC), qui a été « soupçonnée de corruption et d'espionnage dans de nombreuses régions du monde ces dernières années » (c'est elle notamment qui avait installé des micros au siège de l'Union africaine → p. 128). Elle utiliserait principalement de la main-d'œuvre et des matériaux chinois, pour un coût de 1,5 milliard d'euros – davantage que ce que le pays a dépensé pour la totalité de son système d'enseignement supérieur en 2019 –, un budget « principalement financé par un prêt chinois, que la Hongrie paierait[867] ». Cette antenne hongroise de l'université Fudan devrait ouvrir en 2024 et rapidement monter en puissance pour accueillir, d'ici 2028, 330 enseignants, 150 personnels administratifs et 5 000 étudiants dont 500 doctorants[868].

863. Jean-Baptiste Chastand, « La Hongrie, tête de pont de la Chine en Europe », *Le Monde*, 22 janvier 2021.
864. « Les relations économiques entre la Chine et la Hongrie sont prospères », French.China.org.cn, 22 mai 2019.
865. « Hungary signs letter of intent to produce Chinese Sinopharm shots », Reuters, 10 septembre 2021.
866. Jean-Baptiste Chastand, « La justice européenne autorise l'"Université Soros" à se réinstaller à Budapest », *Le Monde*, 6 octobre 2020.
867. Panyi Szabolcs, « Huge Chinese loan to cover the construction of Fudan University in Budapest », *Direkt 36*, 6 avril 2021 (pour les deux dernières citations).
868. Panyi Szabolcs, « To please China, Orbán's government shifted plans to favor Fudan's campus over Student City », *Direkt 36*, 14 mai 2021.

Pour compléter les efforts du China-CEE Institute, Pékin a plus récemment lancé **une nouvelle initiative en direction cette fois de l'Europe centrale seule** – plus facile à gérer au moment où la partie orientale, en particulier les États baltes, remettent en cause leur relation avec la Chine. Le format 17+1 est fragilisé par le départ de la Lituanie et les appels à lui emboîter le pas (→ p. 636), et les États de la région sont de moins en moins naïfs à l'égard des ambitions de Pékin, qui s'est donc recentrée sur le groupe de Visegrad (République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie) en créant en janvier 2021 **un centre de recherche pour le groupe de Visegrad** (Research Center for Visegrad Group) **au sein de l'Académie des sciences sociales de Shanghai (ASSS)**. Dirigé par Wang Jian (王健), qui est aussi directeur de l'Institut des relations internationales de l'ASSS, le centre s'est notamment présenté lors du deuxième salon Chine-Pays de l'Europe centrale et de l'Est en juin, dans le Ningbo (Zhejiang)[869]. L'ASSS est un puissant vecteur : fondée en 1958, plus ancien think tank chinois en sciences sociales, c'est l'une des organisations académiques les mieux dotées et connectées politiquement en Chine. Certains de ses départements jouent également le rôle de structure de couverture pour les agents du MSE, comme l'a rappelé le département de la Justice américain dans une affaire d'espionnage : « selon le FBI et depuis au moins 2014, les agents de renseignement chinois ont utilisé l'affiliation de l'ASSS comme couverture[870] ».



Inauguration du centre de recherche Visegrad à l'ASSS en janvier 2021 (source : présidence polonaise du groupe de Visegrad, https://www.gov.pl/web/V4presidency/official-opening-of-the-research-center-for-visegrad-group-v4-in-shanghai).

B. L'exploitation de relais locaux

1. Des think tanks

Le PCC a tissé un réseau extrêmement étendu de relations avec des think tanks et fondations dans le monde entier. Ces structures coopèrent avec la Chine à des degrés divers et pour des raisons tout aussi diverses. Certains se contentent d'organiser des événements avec la Chine de manière ponctuelle, alors que d'autres ont développé des programmes de collaboration relativement poussés en épousant la lecture chinoise des relations internationales. Certains identifient une communauté d'intérêt ou d'idéologie avec Pékin quand d'autres sont seulement motivés par l'appât du gain. Ces partenaires pallient les faiblesses de la présence chinoise dans les débats internationaux.

Un effort particulier est fait pour soutenir l'initiative des Nouvelles routes de la soie (BRI), avec des plateformes dédiées comme la Belt and Road Think Tank Cooperation Alliance (一带一路智库合作联盟) regroupant une cinquantaine d'institutions de recherche chinoises et dont la branche internationale (Belt and Road International Think Tank Cooperation Alliance, 一带一路国

869. « Le think-tank du renseignement chinois s'installe en Europe centrale », *Intelligence Online*, 22 juin 2021.
870. US Department of Justice, Office of Public Affairs, « Virginia Man Arrested and Charged With Espionage », 22 juin 2017.

际智库合作联盟) a été lancée en 2016 ; le Silk Road Think Tank Network (SiLKS, 丝路国际智库网络) inauguré au Silk Road Forum de Madrid en 2015 ; Research and Development International (RDI, 蓝迪国际智库平台) ; et le Belt and Road Studies Network (BRSN, 一带一路国际智库合作委员会). Ces alliances et bien d'autres sont analysées par Nadège Rolland[871].

a. Les partenaires ponctuels

Cette première catégorie renvoie à des think tanks, fondations, centres de recherche qui, loin de se faire les hérauts du modèle chinois, se contentent de **servir de caisse de résonance sur les marchés des idées locaux**. Les acteurs de cette catégorie peuvent être directement sollicités par Pékin, surtout lorsqu'il s'agit « simplement » de s'associer à l'organisation d'événements conçus par le Parti, mais certains organismes peuvent prendre l'initiative de proposer leurs services. Ces partenariats sont très utiles au Parti car ils lui permettent, au prix d'efforts dérisoires, d'étendre sa surface de contact et son acceptabilité sur un sol étranger. Lorsqu'un think tank réputé organise un événement avec la Chine, c'est la capacité de cette organisation à faire passer le discours du Parti qui est recherchée par Pékin. Moins que la dimension scientifique des interventions, c'est leur compatibilité avec le discours chinois et leur capacité à être entendues par une large frange de la population, qui intéresse la Chine.

L'exemple de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS, France)

C'est de cette catégorie que relève **le « Forum de Paris sur l'initiative "la ceinture et la route" », coorganisé depuis 2017 par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et l'ambassade de Chine en France**, qui fait une présentation laudative du récit chinois des Nouvelles routes de la soie. Trois sessions ont eu lieu jusqu'alors : le 29 novembre 2017, le 10 janvier 2019 et le 19 décembre 2019[872]. **Systématiquement introduites par une allocution de l'ambassadeur de Chine en France, ces journées où, selon un observateur, « toute critique a été soigneusement étouffée », visent « surtout à communiquer pour apaiser les peurs autour de ce gigantesque plan lancé en 2013 par le président chinois, Xi Jinping »**[873]. Commentant la première édition, *La Lettre A* estime elle aussi que « le colloque a pris des allures d'opération de lobbying en faveur du projet chinois », avec des intervenants qui, très majoritairement, « se sont faits les fervents partisans d'une adhésion de la France au projet chinois[874] ». Plusieurs chercheurs « soulignent l'apparente "docilité" des intervenants lors de ces conférences et questionnent une possible "mise sous influence de Pékin" de l'institut. Des accusations que dément fermement Pascal Boniface[875] ».



871. Nadège Rolland, « Mapping the footprint of Belt and Road influence operations », *Sinopsis*, 12 août 2019.

872. Voir les programmes sur https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/10/Programme-Les-nouvelles-routes-de-la-soie-29-nov-2017.pdf ; https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2018/12/Programme-Les-nouvelles-routes-de-la-soie-10-janvier-2019.pdf ; https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2019/11/Programme-Les-nouvelles-routes-de-la-soie-19-decembre-2019-1.pdf.

873. « La Chine fait la promotion de ses "Nouvelles Routes de la Soie" à Paris », novastan.org, 11 janvier 2019.

874. « Pékin intensifie son lobbying parisien sur la route de la soie », *La Lettre A*, 1800, 30 novembre 2017.

875. Nicolas Quénel, « La propagande de Pékin à la conquête de la France », *Libération*, 3 avril 2021, p. 9.

Lors du premier forum en 2017, l'essentiel des interventions, du côté chinois, est pris en charge par le personnel de l'ambassade de Chine à Paris, et les think tanks chinois participants sont des structures appartenant à l'appareil régalien : le China Institute of International Studies (CIIS – 中国国际问题研究所) est le think tank officiel du ministère chinois des Affaires étrangères ; et le Chinese Institutes of Contemporary International Relations (CICIR – 中国现代国际关系研究院) est considéré comme une branche du ministère de la Sécurité d'État[876]. La composition du forum évolue peu lors des sessions suivantes, la plupart des intervenants chinois relevant de structures du Parti-État et relayant ses récits.

Il est frappant de constater du reste que certaines mises en garde exprimées par des intervenants à l'endroit du projet chinois, rappelant notamment qu'il se doit de respecter un certain nombre de principes, sont formulées dans les termes mêmes du débat construit par le Parti. Ces intervenants valident ainsi les ambitions du PCC par le vocabulaire forgé par celui-ci. C'est vrai surtout **des acteurs politiques, cibles privilégiées du pouvoir chinois et plus « molles » que les chercheurs**. Par exemple, à l'occasion de la deuxième session le 10 janvier 2019, Christian Cambon, sénateur du Val-de-Marne, président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées déclare à propos de la BRI : « On est en train de s'apercevoir que c'est une ambition beaucoup plus importante qui vise à créer en quelque sorte un nouvel ordre mondial fondé sur le développement des échanges qui présente énormément d'avantages […] sous cet angle, il nous apparaît qu'un certain nombre de points particuliers doivent être respectés, notamment le principe du gagnant-gagnant[877]. » L'adoption de cette expression chinoise inscrit le débat dans une forme de tautologie. On demande à la Chine de proposer un projet « gagnant-gagnant », ce qui est justement le leitmotiv du discours chinois. Le sénateur réalise d'autres emprunts au discours chinois : d'abord celui de l'inéluctabilité de la montée en puissance de la Chine qui ne peut que conduire à la décision de travailler avec elle ; ensuite, la vision des routes de la soie comme facteur de paix dans le monde. Tout cela illustre **la prégnance, dans le débat français, des éléments de langage véhiculés par l'ambassade de Chine**.

Une autre caractéristique de ce débat mérite d'être soulignée : la comparaison entre les États-Unis et la Chine ; l'idée que, puisque nous coopérons avec les États-Unis, il n'y a aucune raison légitime de refuser de coopérer avec la Chine. Ou que la France devrait mener une sorte de **diplomatie de l'équidistance**, comme si elle était aussi loin de l'un que de l'autre. Cette manière d'**égaliser la Chine et les États-Unis** est très courante, sans jamais être réellement explicitée ni justifiée.

Dans ces conditions, il est évident que, du point de vue de l'ambassade, un événement comme le « Forum de Paris sur l'initiative "la ceinture et la route" » **sert d'abord la promotion des routes de la soie en France, en donnant au passage le sentiment au public français que la Chine accepte de débattre de sa politique étrangère**. De cette manière, ce type d'action permet de renforcer l'image positive de la Chine.

Cette série d'événements ne sont pas les seuls dans lesquels l'IRIS interagit avec l'ambassade de Chine. Comme nous le verrons (→ p. 339), Pascal Boniface, directeur de l'IRIS et, dans une moindre mesure, Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'IRIS, participent par ailleurs à

876. Quoique le régime chinois n'évoque jamais cette appartenance, des liens manifestes entre les deux structures sont identifiables : une importante partie du personnel du CICIR est formée, voire enseigne, au sein de l'université des études internationales (国际关系学院 – appelée souvent Guoguan). Or, en 1965, cette université a été placée sous la responsabilité du département central d'Investigation du PCC (中共中央调查部), lequel a été intégré au ministère de la Sécurité d'État lors de sa création en 1983 (→ p. 79). Cf. également les pages Baidu (en chinois) de l'université et du DCI : https://archive.vn/pos0t et https://archive.vn/pWocZ.

877. « Les dimensions géopolitiques et de sécurité des nouvelles routes de la soie », entretien avec Christian Cambon, 10 janvier 2019, compte IRIS sur Vimeo, https://vimeo.com/312483782.

des événements organisés par ou avec l'ambassade de Chine ou des agences du Parti[878]. Comme nous le verrons également, l'IRIS a aussi des liens avec **la maison d'édition La Route de la Soie**, fondée et dirigée par Sonia Bressler, qui a notamment publié l'ouvrage polémique de Maxime Vivas sur les Ouïghours (→ p. 330). Non seulement le directeur et des chercheurs de l'IRIS[879] ont publié des articles dans trois des huit premiers numéros de la revue *Dialogue Chine-France* que La Route de la Soie co-édite avec un organisme dépendant du département de Propagande du PCC (→ p. 336), mais Courmont (IRIS) est aussi auteur et directeur de collection chez La Route de la Soie, et l'IRIS a publié une note de Bressler sur le « China Bashing » (→ p. 337). L'IRIS a aussi publié **Pierre Picquart**[880], un chercheur connu pour relayer les positions de Pékin. Auteur de plusieurs ouvrages, tous apologétiques[881], Picquart intervient fréquemment dans les médias chinois (mais aussi russes, notamment RT et Sputnik), pour estimer, par exemple, que « Les violences causées par les manifestants à Hong Kong sont inquiétantes et intolérables », que « Jamais dans l'histoire mondiale, un pays n'aura autant évolué aussi favorablement en 70 années que la Chine », ou encore que « le PCC conduit le peuple chinois à accomplir des réalisations remarquables[882] ». Systématiquement présenté dans ces médias comme « docteur en géopolitique et en géographie humaine de l'Université Paris VIII » comme pour mieux lui faire jouer le rôle d'une caution scientifique, ses positions sont relayées par l'ambassade de Chine (→ p. 232), et lui-même participe aux événements organisés par elle[883].

En dépit de tout ce qui précède, il est important de noter que l'IRIS publie aussi parfois des notes moins favorables à la Chine. La structure semble maintenir un relatif pluralisme et Boniface comme Courmont savent aussi se montrer critiques de Pékin. D'ailleurs, Boniface a publiquement défendu Valérie Niquet lorsqu'elle a annoncé être poursuivie pour diffamation par Huawei en novembre 2019[884] (→ p. 51), et Antoine Bondaz lorsqu'il a été attaqué par l'ambassade de Chine en mars 2021[885] – ce qui, si l'on en croit *Libération*, pourrait avoir conduit l'IRIS à réévaluer sa relation avec l'ambassade (→ p. 237). Autrement dit, si le fait d'avoir une relation ponctuelle avec les autorités chinoises, en donnant parfois la parole à des relais du Parti, ou en participant à des publications ou des événements pilotés par le PCC, contribue *de facto* aux opérations d'influence chinoises en France – ce qui justifie la présence de cet exemple dans le présent rapport –, rien n'indique qu'il s'agisse d'un effort conscient. **Contrairement à d'autres acteurs décrits dans les pages suivantes, il n'y a pas ici de défense du modèle chinois**.

---

878. Le directeur de l'IRIS a notamment participé à l'International Forum on Global Governance and Shared Future co-organisé par l'Academy of Contemporary China and World Studies (ACCWS) le 26 août 2021 (https://twitter.com/pascalboniface/status/1430804547602108418). L'ACCWS appartient au China International Publishing Group (CIPG), une agence du Parti relevant du département de Propagande (→ p. 319).

879. Barthélémy Courmont (directeur de recherche à l'IRIS) « Une balance commerciale à rééquilibrer, des investissements à renforcer », *Dialogue Chine-France*, 4, octobre 2020, p. 18-21 ; Julia Tasse (chercheuse à l'IRIS), « La Chine s'engage pour 2060 », *Dialogue Chine-France*, 5, novembre 2020, p. 24-27 ; Pascal Boniface (directeur de l'IRIS), « L'UE peut servir de pont entre les Etats-Unis et la Chine », *Dialogue Chine-France*, 8, avril-juin 2021, p. 46-47.

880. *Regards sur la politique internationale de la Chine*, entretien avec Pierre Picquart, réalisé par Steve Dhahar, IRIS, Asia Focus #52, novembre 2017, https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/11/Asia-focus-52.pdf.

881. *L'empire chinois : mieux comprendre le futur numéro 1 mondial*, 2004 ; *La forme olympique de la Chine*, 2008 ; *La Chine dans vingt ans et le reste du monde : demain, tous chinois ?*, 2011 ; *La Chine : une menace militaire ?*, 2013 ; *La renaissance de la route de la soie : l'incroyable défi chinois du XXI*^e^ *siècle*, 2018.

882. Les violences causées par les manifestants à Hong Kong sont inquiétantes et intolérables, déclare un sinologue français », Xinhua, 1er août 2019 ; « Jamais dans l'histoire mondiale, un pays n'aura autant évolué aussi favorablement en 70 années que la Chine », Xinhua, 16 octobre 2019 ; « Le PCC conduit le peuple chinois à accomplir des réalisations remarquables », Radio Chine Internationale, 6 juillet 2021, http://french.cri.cn/interview/list/714/20210706/685150.html (https://archive.vn/j1IJj).

883. Par exemple un webinaire le 6 mai 2020 dont l'ambassade rend compte sur sa page Facebook (https://www.facebook.com/AmbassadeChine/posts/257061275673091).

884. https://twitter.com/pascalboniface/status/1198548335390535680.

885. https://twitter.com/pascalboniface/status/1372929048737947656.

C'est en cela que, dans la gradation de l'influence par les think tanks que nous avons établie, il ne s'agit là que du premier degré.

b. Les alliés de circonstance

Les acteurs qui entrent dans cette catégorie ne partagent pas l'idéologie du PCC, ni même le plus souvent ses objectifs stratégiques, mais estiment qu'il est dans leur intérêt – quel qu'en soit la nature – de **diffuser les récits chinois de manière régulière**. Les motivations sont diverses : il peut s'agir pour certains d'anti-américanisme, donc de s'opposer à la puissance américaine davantage qu'adhérer aux valeurs chinoises, et pour d'autres d'opportunisme, la Chine pouvant aider des institutions qui peinent à accroître leur influence ou à se renouveler. Quoi qu'il en soit, ces institutions se font souvent les porte-parole de la Chine en offrant un véhicule efficace aux stratégies discursives de Pékin. Ce faisant, elles participent elles aussi de la construction d'une image positive de la puissance chinoise.

L'exemple de la Fondation Prospective et Innovation (FPI, France)

Ce cas de figure est notamment illustré, en France, par **la Fondation Prospective et Innovation (FPI)**. Créée en 1989 par François Dalle et René Monory, qui fut président du conseil général de la Vienne, ministre de l'Économie et président du Sénat, elle a initialement pour ambition de penser ensemble les « continuités héritées du passé » et les « facteurs du futur ». Elle s'implante, symboliquement, au Futuroscope (imaginé par René Monory). La fondation est aujourd'hui présidée par Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre. Depuis 2006 cependant, la fondation a divergé de son objectif originel pour se concentrer sur trois domaines[886] : comprendre et apprécier la réalité des émergences, et tout spécialement celle de la Chine mais aussi l'Afrique ; stimuler la compétitivité en éclairant et en accompagnant les entreprises, notamment les PME et ETI ; participer à la conception d'une nouvelle gouvernance mondiale, nationale et locale.

Au cours de la dernière décennie, la Chine est clairement devenue le sujet phare de la fondation. **Au moins la moitié des publications et la majorité des activités portent sur la Chine**[887], avec une croissance continue sur la période qui pourrait indiquer que la fondation préfère, lorsqu'il s'agit de la Chine, organiser des événements plutôt que de publier des documents, parce qu'il s'agit d'un vecteur plus approprié pour influencer la classe politique. Le nombre réel est sans doute encore plus élevé car certaines publications et activités en apparence sur des sujets généraux portent en réalité quasi exclusivement sur la Chine, et d'une manière généralement favorable. C'était par exemple le cas du forum que la FPI a organisé au Futuroscope le 27 août 2021 qui, derrière un titre neutre (« Les vertiges du monde. Retrouver l'équilibre »), était bien consacré à la relation avec Pékin[888]. Parmi les intervenants[889], outre Jean-Pierre Raffarin lui-même, l'on y retrouvait notamment Pascal Boniface, directeur de l'IRIS dont on vient de parler (→ p. 312) ; Kishore Mahbubani, l'une des principales figures intellectuelles pro-chinoises sur la scène internationale et dans le débat singapourien (→ p. 508), dont on notera au passage

886. « La Fondation Prospective et Innovation : présentation », Fondation Prospective et Innovation, http://www.prospective-innovation.org/la-fondation-prospective-et-innovation/presentation/.

887. En janvier 2021, le site de la FPI listait 26 publications (depuis octobre 2011) sur 52 sur la Chine, contre 10 seulement sur la prospective et l'innovation, 7 sur l'Afrique et le Moyen-Orient, 5 sur la démocratie européenne et le multilatéralisme, 2 sur l'état du monde et 2 sur la culture et la religion ; ainsi que 98 activités (depuis avril 2008) sur 177 (https://archive.vn/OfAJv). Depuis, le site a été refait, avec de nouvelles rubriques et une répartition différente mais on peut voir sur la page des livres, par exemple, qu'environ la moitié d'entre eux porte sur la Chine (https://prospective-innovation.org/publications/livres/).

888. Richard Arzt, « La Chine face au monde : ce qu'en disent des spécialistes français », *Slate*, 8 septembre 2021.

889. Le programme est en ligne : https://prospective-innovation.org/wp-content/uploads/2021/08/FPI-Programme-Futuroscope-actualise.pdf.

que la traduction en français du titre de son dernier livre passe de l'interrogatif (*Has China Won?*) au prédictif (*Le jour où la Chine va gagner*)[890] ; ou encore André Chieng, le vice-président du Comité France Chine, un groupement d'entreprises françaises ayant des intérêts en Chine que Xi Jinping lui-même a remercié d'avoir « joué un rôle actif dans les échanges économiques franco-chinois. [Le Comité] a beaucoup contribué à l'économie de nos deux pays[891] ».

Les chiffres sont édifiants mais c'est surtout **le contenu des publications et des interventions** des membres de la fondation qui révèle le rôle joué par cette institution, comme en témoignent les extraits suivants :

- **sur la Chine sauveur d'un ordre international saboté par les États-Unis :** « De toute façon, à un moment où les États-Unis paralysent l'OMC, en refusant de renouveler les membres de l'Organe de règlement de différends, après qu'ils ont porté un coup majeur aux accords de Paris sur le climat, après avoir refusé la redistribution des droits de vote au FMI, après avoir tué l'accord sur le nucléaire iranien, il est essentiel d'encourager la Chine à participer activement à la définition et à l'adaptation de l'ordre international[892]. »

- **sur la Chine « gagnant-gagnant », une opportunité pour la France** : « la Chine est adepte de solutions "gagnant-gagnant". Elle s'efforce constamment de mettre au point des formules où chacune des parties prenantes peut trouver son compte. Pour les Français, qui sont habitués à un marché très organisé, être obligé de s'adapter à un marché en constante mutation, c'est une grande chance[893]. »

- **sur la « Communauté de destin » chère à Xi Jinping** (et qui n'est rien d'autre qu'un projet de sinisation du système international) : « Dans la période récente nous avons pu mesurer l'importance des choix de la Chine notamment par le soutien concret à l'Euro, lors de notre crise de la dette ou à l'occasion des accords de Paris pour le climat. On peut aussi rappeler les attitudes positives de la Chine pour les organisations internationales telles que l'ONU ou l'UNESCO. "Communauté de destin de l'humanité" peut rassembler[894]. »

- **sur les États-Unis comme menace plus grande que la Chine** : « on peut bien s'imaginer qu'une fois le compromis trouvé et finalisé avec la Chine, viendra le tour de l'Europe : on peut se demander quel intérêt elle peut encore trouver à être l'alliée des États-Unis. On parle de menace chinoise mais elle est potentielle : celle de l'Amérique est actuelle. Entre les deux, l'Europe doit chercher l'indépendance et l'équilibre[895]. »

- **sur les entreprises chinoises comme contrepoids aux entreprises américaines** : « Actuellement, les GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) dominent le monde et les seuls à pouvoir les équilibrer sont les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi). Les GAFA opèrent sans contrepoids sur le territoire français : la France ni l'Europe n'ont rien à leur opposer. Les BATX sont importants sur le marché chinois mais non sur le marché international : il y a là quelque chose à négocier[896]. »

---

890. Kishore Mahbubani, *Has China Won? The Chinese Challenge to American Primacy*, New York, PublicAffairs, 2020 ; *Le jour où la Chine va gagner. La fin de la suprématie américaine*, Paris, Saint Simon, 2021. On notera que le sous-titre est également plus affirmatif puisque l'on passe d'un « défi » (*challenge*) pour la suprématie américaine à sa « fin » pure et simple.

891. Une citation qui figure sur le site du Comité France Chine : https://www.comitefrancechine.com/qui-sommes-nous/.

892. « Compte rendu de la conférence/débat des 55 ans de relations diplomatiques franco-chinoises », Fondation Prospective et Innovation, 25 mars 2019, https://archive.vn/FamHC.

893. *Ibid.*

894. Jean-Pierre Raffarin, « Communiqué de presse de la conférence/débat en l'honneur des 55 ans de relations diplomatiques franco-chinoises », Fondation Prospective et Innovation, 19 mars 2019, http://www.prospective-innovation.org/wp-content/uploads/CP-55ans.pdf.

895. Jean-Pierre Raffarin, « Compte rendu de la conférence/débat des 55 ans de relations diplomatiques franco-chinoises », *op. cit.*

896. *Ibid.*

• **sur la BRI comme le vecteur d'une nouvelle ère dont les Européens auraient tort de rester à l'écart** : « Son [la Chine] initiative des Nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative, BRI) trace un chemin pour cette synergie globale dont elle entend faire demain le régime d'une nouvelle ère pour le monde. Elle s'étonne, et déplore, de trouver les Européens si frileux à s'y engager, mais n'attend plus qu'ils se mettent en marche. Désormais, elle chemine. Nous avons tort d'en rester un peu pétrifiés. Car c'est une bonne nouvelle[897]. »

• **sur la diversité des régimes politiques, différents mais respectables** : « Nos systèmes sont différents et n'ont pas vocation à se ressembler[898] » ; « Il faut un discours de délicatesse ; défendre pied à pied nos intérêts, mais sans attaquer les autres. Il faut prendre acte des déclarations très claires sur ce point de Xi Jinping : son pays se veut socialiste avec des caractéristiques chinoises. Ce n'est pas notre conception, nous devons le marquer mais respecter la sienne[899] ».

• **sur Xi Jinping comme figure gaullienne dont la vocation est de hisser le pays à la place qu'il mérite** : « Souvent interprété à tort par les médias occidentaux comme un retour au pouvoir personnel d'allure stalinienne, il a en vérité un caractère gaullien : la preuve en est publiquement donnée par la formation d'une équipe dirigeante de très haute qualité en même temps qu'est élevée d'un rang la stature du nouveau timonier[900]. »

• **sur la puissance au service de la paix** : « La Chine s'annonce comme une puissance de paix, aspirant à des échanges profitables mieux régulés et prenant pour base le respect mutuel[901]. »

• **sur le fait que s'opposer à l'expansion légitime de la Chine serait tout à la fois vain et puéril** : « Face à la marée montante, il n'y a que les gamins pour élever des barrages de sable. Face à cette Chine qui, on le voit, se renouvelle profondément et d'une manière très impressionnante, il est illusoire et contre-productif de prétendre faire obstacle à ses ambitions, après tout parfaitement légitimes[902]. »

Ces exemples montrent comment la FPI reproduit les récits chinois. Ils révèlent tout l'intérêt, pour le Parti, de mener ce type de stratégies narratives qui prend appui sur des relais locaux capables de faire caisse de résonance.

<u>L'exemple de The Bridge Tank (France)</u>

Entre également dans cette catégorie des alliés de circonstance le think tank français **The Bridge Tank**. Cette association créée en 2013 par l'économiste **Joël Ruet**, chercheur au CNRS, et depuis présidée par lui, se présente comme « un outil d'échanges innovant, présent dans les grands forums mondiaux, actif auprès des entreprises innovantes, mobilisé par les décideurs[903] ». Lui aussi consacre une partie non négligeable de ses efforts à la Chine : « La Chine, en particulier, est un pays avec lequel The Bridge Tank a tissé des relations de travail à plusieurs niveaux », explique Ruet[904], qui a notamment été chercheur invité au Center for China in the World Economy de l'université Qinghua à Pékin[905].

897. « XIXe Congrès : XXIe siècle », Fondation Prospective et Innovation, 5 décembre 2017, http://archive.vn/eCod7.
898. Raffarin, « Communiqué de presse de la conférence/débat des 55 ans de relations diplomatiques franco-chinoises », *op. cit.*
899. « Compte rendu de la conférence/débat des 55 ans de relations diplomatiques franco-chinoises », *op. cit.*
900. « XIXe Congrès : XXIe siècle », *op. cit.*
901. *Ibid.*
902. « Compte rendu de la conférence/débat des 55 ans de relations diplomatiques franco-chinoises », *op. cit.*
903. https://thebridgetank.org/qui-sommes-nous/ (https://archive.vn/Bg4zJ).
904. Joël Ruet, Forum pour la coopération UE-Chine post-COVID-19, coorganisé par The Bridge Tank et l'ambassade de Chine en France, 15 octobre 2020, compte rendu de session, introduction https://thebridgetank.org/wp-content/uploads/2020/11/0-Introduction-Verbatim.pdf.
905. En 2010-2011 selon son CV : https://archive.vn/C0S9V.

L'un des membres du conseil d'orientation du Bridge Tank est Kang Rongping (康荣平), chercheur à l'Institut d'économie et de politique internationales de l'Académie chinoise des sciences sociales (中国社会科学院世界经济与政治研究所研究员) et au Center for China and Globalization (dont le président est un conseiller du DTFU → p. 38). Le directeur associé Chine du Bridge Tank est Zhao Wei (赵巍), un Français d'origine chinoise, professeur associé à l'ESSCA School of Management à Angers et membre de l'Institut de réforme et du développement du delta de la rivière des Perles de l'université Sun Yat-sen (中山大学珠三角改革发展研究院特聘研究员). L'équipe comporte également d'autres experts de la Chine, dont Wang Xieshu, une chercheuse spécialiste des questions financières, et Zhang Yang, qui travaille sur la coopération Chine-Europe-Afrique parallèlement à son poste d'associée de la société de conseil Cibola partners (dont Joël Ruet est membre du comité consultatif).

The Bridge Tank est également **partenaire du Forum de Boao[906], le « Davos chinois »**, auquel Joël Ruet intervient chaque année depuis 2018, aux côtés notamment de Jean-Pierre Raffarin. Il intervient aussi régulièrement dans **la presse française et chinoise** pour vanter cette Chine « incontournable » à la « capacité prométhéenne », et en déduire qu'« Il y a une opportunité historique de capitalisation sur la relation industrielle franco-chinoise existante, et de son extension » pour créer « un des axes moteurs du monde post-américain »[907] ; ou encore pour inviter à la lecture de *La Gouvernance de la Chine* du président Xi Jinping[908]. Il participait également à la cérémonie de lancement des éditions anglaise et française d'un autre livre de Xi Jinping, *L'initiative « la Ceinture et la Route »*, en avril 2019 à Pékin[909].





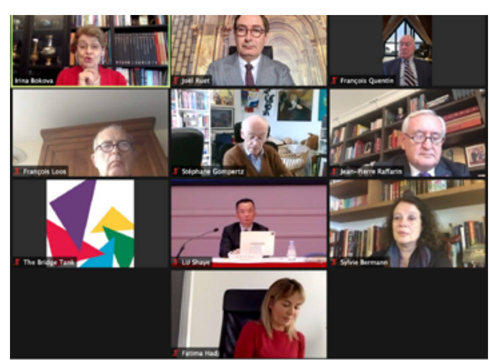
À gauche, Joël Ruet avec Li Baodong (李保东), vice-ministre des Affaires étrangères de la RPC (en charge des organisations et conférences internationales, des affaires économiques internationales et du contrôle des armements) et secrétaire général du Forum de Boao, en mai 2018[910]. À droite, Joël Ruet intervient régulièrement dans les médias d'État chinois (ici *China Daily* en avril 2020)[911] mais aussi russes (RT France et Sputnik).

The Bridge Tank coorganise des événements avec l'ambassade de Chine en France, comme ce « Forum pour la coopération UE-Chine post-COVID-19 » le 15 octobre 2020 ou ce « Forum sur la coopération Chine-UE dans le nouveau contexte » le 21 janvier 2021, auquel participait aussi Jean-Pierre Raffarin et au cours duquel l'ambassadeur Lu Shaye a commencé par remercier ses « amis », parmi lesquels Joël Ruet nommément cité, « pour [leur] **soutien à l'ambas-**

906. https://thebridgetank.org/2021/04/28/le-bridge-tank-au-forum-de-boao-dans-les-medias/ (https://archive.vn/QBU7V).
907. Joël Ruet, « La Chine et la France "peuvent créer un des axes moteurs du monde post-américain" », *Le Monde*, 7 janvier 2018.
908. « Peut-être une façon de voir, dans le contexte actuel, que la contribution chinoise à la gouvernance du quotidien se trouve dans la lecture notamment de *La Gouvernance de la Chine*, avec des textes offrant de longs exemples sur le "bien-être des gens" » (Joël Ruet, « Nous sommes tous des Wuhanais », *La Chine au présent*, 5 mars 2020 [https://archive.vn/etay2]).
909. Source : https://twitter.com/JoelRuet/status/1120964112069144577.
910. Source : https://twitter.com/TheBridgeTank/status/1001164972439859200.
911. Source : https://twitter.com/JoelRuet/status/1255602647152963591/photo/1.

sade de Chine en France et à [lui]-même[912] ». Le 11 octobre 2019, en ouverture d'un « séminaire de haut niveau sur le 70e anniversaire de la République populaire de Chine » également coorganisé avec The Bridge Tank, l'ambassadeur Lu Shaye avait déjà déclaré : « Je voudrais ici remercier le Bridge Tank pour la grande qualité de son travail[913]. » Le compte Twitter de l'ambassade de Chine relaie aussi ses positions (image ci-dessous). Pour l'organisation d'événements, **The Bridge Tank reçoit des donations de l'ambassade de Chine** (40 000 € en 2019) **et d'entreprises chinoises** (34 947,50 € de la société d'édition Bosheng International en 2019)[914].







En haut, événements coorganisés par The Bridge Tank et l'ambassade de Chine, le 15 octobre 2020 (à gauche)[915] et le 21 janvier 2021 (à droite)[916]. En bas, l'ambassade publie sur Twitter une vidéo de Joël Ruet réalisée par CGTN.

The Bridge Tank collabore aussi avec l'**Academy of Contemporary China and World Studies (ACCWS) du China International Publishing Group (CIPG), une agence du Parti relevant du département de Propagande**[917]. L'ACCWS a été fondée en 2004 sous le nom de Centre de recherche en communication étrangère du Bureau des langues étrangères de Chine. Comme son site internet l'explique, elle dispose d'une équipe d'une centaine de chercheurs permanents travaillant sur les questions de communication, de narration du récit chinois ou encore d'opinion publique mondiale[918]. Elle est par ailleurs investie dans différents instruments d'influence tel que le **Global Young Leaders Dialogue**, programme d'invitation

912. « Allocution de l'Ambassadeur LU Shaye au Forum sur la coopération Chine-UE dans le nouveau contexte », ambassade de la République populaire de Chine en République française, 22 janvier 2021 (https://archive.vn/QhqAt).
913. « Discours de S.E.M. l'Ambassadeur Lu Shaye au séminaire de haut niveau sur le 70e anniversaire de la République populaire de Chine », Ambassade de la république populaire de Chine en République française, 11 octobre 2019 (https://archive.vn/zeAoP).
914. Selon le rapport financier de 2019 : https://www.journal-officiel.gouv.fr/document/associations_a/814944260_31122019_RECTIF1.
915. Source : https://thebridgetank.org (https://archive.vn/nJxN6).
916. Source : https://archive.vn/WTi7k.
917. « The 70th Anniversary of CIPG », *Beijing Review*, 5 septembre 2019 (https://archive.vn/qgNw0).
918. Voir la page « 关于我们 » (À notre propos) du site de l'Academy of Contemporary China and World Studies. http://www.accws.org.cn/gywm/201212/t20121226_45846.htm.

en Chine de personnalités d'avenir[919] – dont Joël Ruet est membre du Comité de pilotage international[920]. Le 8 mars 2021, The Bridge Tank a sponsorisé un « Think Tank & Media Forum on Global Economic Development » avec entre autres partenaires la FPI et le CIPG du Parti communiste chinois[921]. Le 7 mai, The Bridge Tank et l'ACCWS ont coorganisé un webinaire sur « la collaboration entre la France et la Chine à l'ère post-Covid », auquel participait encore Jean-Pierre Raffarin[922]. Le 16 juin 2021, The Bridge Tank a signé un accord (*memorandum of understanding*) avec l'ACCWS, dans le cadre d'un groupement de think tanks (« Contemporary China and World » Joint Research Centers)[923], dans le but mener un programme de recherche commun pour promouvoir une « meilleure compréhension de la Chine »[924]. Le vice-président du CIPG, Gao Anming, participait à cette cérémonie.

The Bridge Tank collabore aussi directement avec le CIPG, dont ils ont accueilli une délégation à Paris en 2019[925]. Les 21-22 octobre 2019, les deux organismes ont organisé avec le Bureau de l'Information du Conseil des Affaires d'État de Chine un « dialogue sino-français sur les civilisations », à Paris, avec la participation du ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi, du président du Conseil constitutionnel français et ancien ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius et de l'ancien Premier ministre français Dominique de Villepin[926]. Le 8 mars 2021, le Bridge Tank et le CIPG, cette fois avec la FPI, ont organisé un forum sur le développement économique mondial[927].





Cérémonie de signature d'un MoU entre The Bridge Tank et l'ACCWS, le 16 juin 2021, et discours de Joël Ruet (source : https://archive.vn/yWz90).

Enfin, parmi les autres acteurs chinois avec lesquels le Bridge Tank interagit, on mentionnera :

- la **Western Returned Scholars Association** (WRSA), qui est liée au DTFU (→ p. 38) et que Joël Ruet a notamment rencontrée en septembre 2018 à Xi'an[928] ;

919. http://www.globalyoungleadersdialogue.com/cn/.
920. Comme l'indique le site internet du Global Young Leaders Dialogue : https://archive.vn/mC13b.
921. « Think Tank & Media Forum on Global Economic Development », ACCWS, 17 mars 2021 (https://archive.vn/oxnYj).
922. « Webinar eyes closer China-France collaboration in post-COVID-19 era », ACCWS, 4 septembre 2020 (https://archive.vn/xnpR2).
923. Les autres partenaires internationaux de l'ACCWS sont l'institut de recherche Gino Germani de la faculté des sciences sociales de l'université de Buenos Aires et le Pakistan-China Institute. Voir « Joint research centers and knowledge sharing initiative launched », ACCWS, 17 juin 2021 (https://archive.vn/yWz90).
924. « Levier d'influence de Pékin, la China International Publishing Group étend sa présence à Paris », *Intelligence Online*, 25 juin 2021.
925. Comme l'indique le rapport financier de 2019 puisque cet accueil a impliqué une dépense de 2 105 € (https://www.journal-officiel.gouv.fr/document/associations_a/814944260_31122019_RECTIF1).
926. « Un consensus parvenu lors du "Dialogue sino-français sur les civilisations" », Xinhua, 24 octobre 2019.
927. « "Double Assemblée" de Chine : le Bridge Tank coorganise le Forum des Think Tanks et des Médias sur le Développement économique mondial », The Bridge Tank, 8 mars 2021 (https://archive.vn/16CaN).
928. Source : https://twitter.com/JoelRuet/status/1042787279528493056.

- **le CGTN Think Tank** (→ p. 306), dont une biographie de Joël Ruet précise d'ailleurs qu'il l'a « co-lancé »[929]. Les deux organismes ont notamment coorganisé le « Forum on the UN 2030 Sustainable Development Goals », les 17-18 septembre 2020[930] ;

- **le China Institute of International Studies (CIIS)**, think tank officiel du ministère chinois des Affaires étrangères, avec lequel le Bridge Tank a notamment coorganisé une conférence en ligne (« Coopération France-Chine : identifier des valeurs et visions communes à une action partagée »), le 29 août 2021[931], avec la participation de Yu Jiang, le vice-président du CIIS, qui est un diplomate chinois francophone, ancien élève de l'ENA, ancien conseiller politique à l'ambassade de Chine en France et qui depuis 2020 est également secrétaire général adjoint du centre de recherche sur la pensée diplomatique de Xi Jinping (习近平外交思想研究中心), créé par le ministère des Affaires étrangères[932].

c. Les complices

Une troisième catégorie est celle **des think tanks et fondations qui partagent avec le PCC une vision commune du monde et dont les intérêts sont très largement convergents**. Ils sont ainsi conduits non seulement à organiser des événements communs mais aussi à défendre l'image de la Chine en toutes circonstances.

L'exemple de l'Institut Schiller (international)

L'Institut Schiller est une illustration de ce cas de figure. L'Institut Schiller est fondé en 1984 par Helga Zepp-LaRouche[933] qui souhaite donner corps aux idées de Friedrich von Schiller, poète, dramaturge et théoricien de l'art du XVIIIe siècle. Ces idées sont précisées lors de la Troisième conférence internationale que l'Institut organise, les 24 et 25 novembre 1984 à Washington, qui donne lieu à la rédaction d'une « Déclaration des droits inaliénables de l'homme » : il s'agit de dénoncer les dérives des institutions financières supranationales et la « tyrannie » qu'elles infligent aux pays moins développés[934]. L'Institut Schiller souhaite faire advenir un monde nouveau dans lequel « la guerre, la pauvreté et les plaies qui nous affectent apparaîtront comme les reliques d'un monde dépassé[935] ». Tout en promouvant la paix par le développement économique et le respect de la souveraineté des nations, l'Institut Schiller est également actif dans le dialogue des cultures et insiste sur une meilleure compréhension de l'« avantage d'autrui », concept, selon Jacques Cheminade, inspiré des Traités de Wesphalie (1648)[936].

L'Institut Schiller a développé ses activités dans de nombreux pays. Cinq semblent faire l'objet d'efforts particuliers en accueillant des structures sœurs dont la réunion constitue l'International Schiller Institute : l'Allemagne (Schiller-Institut, Vereinigung für Staatskunst e. V.), les États-Unis (Schiller Institute Inc), la France (l'Institut Schiller), le Danemark

929. http://www.globalyoungleadersdialogue.com/archives/766.
930. « Forum on the UN 2030 Sustainable Development Goals », The Bridge Tank, 18 septembre 2020 (https://archive.vn/lB8vA).
931. Mise en ligne sur YouTube : https://www.youtube.com/watch?v=8RzwN-fd34k.
932. D'après sa page sur le site du CIIS : https://archive.vn/3kCzq. La prolifération des centres de recherche sur la pensée de Xi Jinping ces dernières années est l'un des symptômes du renforcement du culte de la personnalité en Chine.
933. Elle est l'épouse de Lyndon LaRouche.
934. « The Inalienable Rights of Man », The International Schiller Institute, https://schillerinstitute.com/inalienable-rights-man/.
935. « L'Institut Schiller, ses idées, ses engagements », 6 novembre 2011 (https://www.institutschiller.org/Institut-Schiller-idees-engagements.html).
936. Jacques Cheminade, « L'identité de l'Europe : l'avantage d'autrui dans le nouveau paradigme », discours lors des 30 ans de l'Institut Schiller, Institut Schiller, 4 novembre 2014, https://www.youtube.com/watch?v=YJd7pMp6NiA.

(Schiller Institutte) et la Suède (Schiller Institutet → p. 530)[937]. Le site français mentionne une « présence » dans plus de 30 pays quoique la nature exacte de cette présence ne soit pas précisée.

L'un des principaux projets de l'Institut s'articule autour de l'idée d'un « Eurasian Landbridge[938] » qui relierait l'océan Atlantique à l'océan Pacifique via trois grands corridors de communication : une route nord via le chemin de fer transsibérien, une route centrale à travers l'Ukraine, la Russie, le Kazakhstan et la Chine, et une route sud via la Turquie, l'Iran et l'Asie centrale jusqu'à la Chine. Ces routes permettraient de mettre un terme à des conflits séculaires par une coopération et un développement économique eurasiatique bénéfiques au plus grand nombre[939]. À travers ce projet, LaRouche aspire à un ordre économique mondial plus juste qui remplacerait les systèmes financiers défaillants. Depuis l'émergence du projet, dans les années 1990, et l'apparition du projet chinois en 2013, le concept d'Eurasian Landbridge s'est développé pour inclure de nouvelles routes économiques et maritimes.

À partir de 2013, on observe une convergence progressive entre les idées prônées par LaRouche et l'Institut Schiller d'un côté, et les objectifs chinois de l'autre. Dans une interview pour Xinhua, le mari d'Helga Zepp-LaRouche, Lyndon LaRouche, déclare ainsi que la Chine est une nation clé dans l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial[940]. Suivant son époux, Helga Zepp-LaRouche publie alors un texte intitulé « New Economic Order Begins With New Silk Road », dans lequel elle en appelle aux Nations unies et souligne le rôle que pourrait jouer le projet de Nouvelles routes de la soie de Xi Jinping pour l'organisation d'un nouvel ordre mondial capable de prendre en compte les pays « non alignés ».

À la suite de ces prises de position des époux LaRouche, **la directrice de l'Institut Schiller devient une personnalité choyée par les médias chinois**. Elle est notamment invitée dans la célèbre émission de Yan Rui, « Dialogue », sur la chaîne nationale chinoise CCTV qui la présente comme l'un des fondateurs du projet « Eurasian Landbridge » et la baptise du titre de « New Silk Road Lady[941] ». Mme LaRouche est également interviewée dans l'émission « People in the know » de Radio Chine International durant laquelle elle affirme que les Nouvelles routes de la soie peuvent ouvrir la voie vers un nouveau système de crédit entre nations souveraines qui remplacerait notre « système financier injuste[942] ».

937. « Stay in Touch with the Schiller Institute », The International Schiller Institute, https://schillerinstitute.nationbuilder.com/join.

938. https://archive.schillerinstitute.com/fid_97-01/fid_landbridge_map.html.

939. « About Us », The International Schiller Institute, http://newparadigm.schillerinstitute.com/our-campaign/about-us/ ; Jonathan Tennenbaum, « Eurasian Alliance for Infrastructure: Key to World Peace », *Executive Intelligence Review*, 19:28, juillet 1992, p. 20-28, https://larouchepub.com/eiw/public/1992/eirv19n28-19920717/eirv19n28-19920717.pdf.

940. « An agreement Among Leading Nations Can change the direction of History », *Executive Intelligence Review*, août 2013, p. 23-26, https://larouchepub.com/eiw/public/2013/eirv40n31-20130809/23-26_4031-lar.pdf.

941. « A Silk Road for the 21st Century – CCTV Interview with Helga Zepp-LaRouche », Schiller Institute, 23 avril 2014, https://www.youtube.com/watch?v=zRz40SGhmaw.

942. « Helga Zepp-LaRouche Interview with China Radio International « People in the Know », Archive Schiller Institute, septembre 2014, https://archive.vn/OrEWY ; « Zepp-Larouche sur China Radio International : Concentrons nous sur les objectifs communs de l'Humanité », Institut Schiller, 18 avril 2014. https://archive.vn/TmeV5.





Source : https://schillerinstitute.com/our-campaign/about-us/.

En septembre 2014, Helga LaRouche se rend en Chine afin de participer à plusieurs conférences sur les Routes de la soie. Lors d'un événement organisé par le *China Investment Magazine* (中国投资)[943], elle est introduite par le colonel Bao Shixiu (鲍世修), ancien professeur de l'Académie des sciences militaires (中国军事科学院), traducteur du russe et spécialiste de théorie militaire[944]. Bao Shixiu avait participé à la conférence pour le 30e anniversaire de l'Institut Schiller en juin 2014, lors de laquelle il avait d'ailleurs prononcé un discours qualifiant la politique de pivot d'Obama de tentative hégémonique en Asie. Il avait conséquemment plaidé pour un retrait des Américains d'Asie en faisant sien le leitmotiv de Xi Jinping lors de la création de la Conference on Interaction and Confidence-Building Measures in Asia (CICA) : « *security problems in Asia should be solved by Asians themselves. Outsiders should consciously exit the game*[945] ».


Helga Zepp-LaRouche
@ZeppLaRouche

Helga Zepp-LaRouche and the Schiller Institute Are Founding Members Of CGTN Think Tank--She addressed a panel focusing on the rapidly unravelling Western financial system and the urgency of a new Bretton Woods meeting coherent with the spirit of the #NewSilkRoad-#BeltandRoad.

Traduire le Tweet

9:51 AM · 8 déc. 2019 · Twitter Web App

Progressivement, la concordance des points de vue se mue en stratégie commune. Les prises de position de Mme LaRouche dans les médias chinois et les interventions d'intellectuels chinois dans les événements organisés par l'Institut Schiller, afin de construire une image positive de la Chine, laissent place à **une coordination croissante des deux acteurs et à un soutien systématique de l'Institut Schiller aux opérations d'influence de la Chine**.

Cette coordination se cristallise le 4 décembre 2019, lorsque CGTN annonce **la création de CGTN Think Tank**, une organisation dont le but est de tisser un réseau de think tanks et institutions étrangères auquel prend part l'Institut Schiller[946] (→ p. 306). Selon Zheng Bijian (郑必坚)[947], le président du China Institute for Innovation and Development Strategy (中国科学院国家创新与发展战略研究会), CGTN Think Tank peut « jouer un rôle exceptionnel dans le processus d'approfondissement et d'élargissement de la “compréhension de la Chine dans

943. Revue du Parti dédiée aux questions d'investissements. En mai 2016, la revue a lancé une édition africaine avec le soutien du ministère des Affaires étrangères et le département international du Comité central.

944. Cf. sa page Baidu archivée ici : https://archive.vn/BjWRU.

945. « Bao Shixiu: a New Silk Road and a New Security Architecture for Asia », Archive Schiller Institute, 15 juin 2014, https://archive.vn/hlsb2.

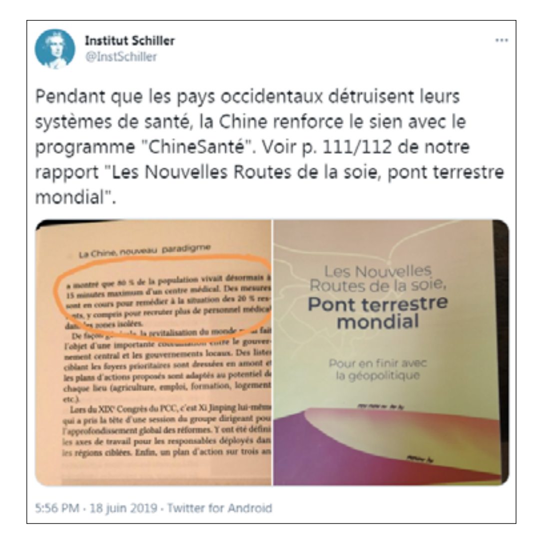
946. « CGTN Think Tank Launches in Beijing », CGTN, 4 décembre 2019, https://archive.vn/Yu5m5.

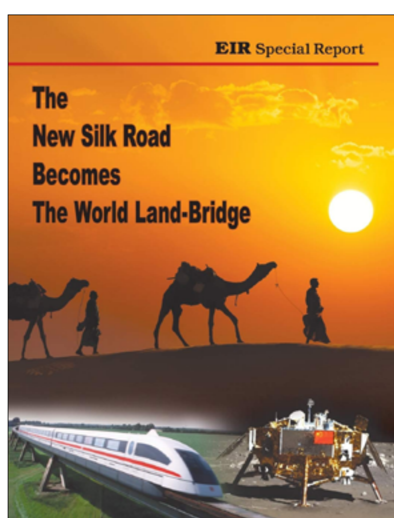
947. Surnommé le Henry Kissinger chinois, il est le promoteur de la théorie de l'émergence pacifique de la Chine.

le monde"[948] ». Lors de cet événement, Helga Zepp-LaRouche s'adresse, en tant que membre fondateur du projet, au premier panel d'experts. Elle souligne la nécessité d'étendre le concept d'Eurasian Landbridge au monde entier (World Landbrige) ce qui permettrait de remplacer des institutions dépassées, telles que l'OTAN[949].

Le lendemain du sommet, LaRouche est invitée dans l'émission « World Today » de Radio Chine International dans laquelle elle affirme que le modèle de développement chinois permettant d'éradiquer la pauvreté fait émerger un nouveau paradigme en complet contraste avec le modèle occidental voué à l'échec[950].

Les prises de position de l'Institut Schiller, et de sa présidente, sur les réseaux sociaux et dans leurs publications illustrent la convergence des stratégies et le soutien sans faille accordé par le think tank à la diffusion des récits du Parti. Les projets inclus dans les routes de la soie sont loués par l'Institut dans toutes ses productions. Pour ce faire, l'Institut n'hésite pas à faire siens les récits du Parti et notamment le slogan de la communauté de destin repris notamment dans une publication de l'Institut Schiller : *The New Silk Road becomes the World Landbridge: A shared future for humanity*[951].





Chaque relais national de l'Institut Schiller s'attache à cibler les officiels locaux pour les convaincre d'adhérer au projet chinois. Ainsi, à la suite de la décision de Rome de rejoindre le projet des Routes de la soie, l'Institut Schiller exhorte la France à faire de même.



Mme LaRouche est très engagée dans la défense de la Chine face à ses détracteurs occidentaux. Cette posture est manifeste durant la crise de la Covid-19 qui conduit

948. Wu Guoxiu, « CGTN Summit Overview », CGTN, 4 décembre 2019, https://archive.vn/8xF0n.

949. « Schiller Institute Becomes Founding Member of CGTN Think Tank », Schiller Institute, https://archive.vn/fo7W4.

950. « World Today », China Radio International, 5 décembre 2019 ; « Zepp-Larouche Interview on China-US Relationship », *Executive Intelligence Review*, 20 décembre 2019, https://larouchepub.com/eiw/public/2019/eirv46n50-20191220/47-49_4650-hzl.pdf p49.

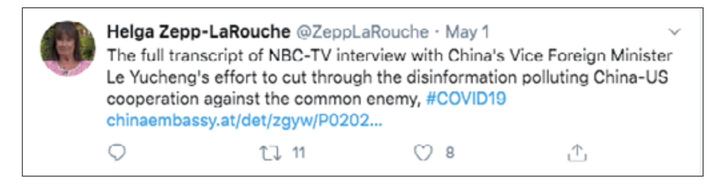
951. « The New Silk Road Becomes the World landbridge, Vol. II », The Schiller Institute, https://archive.vn/IyP9P.

LaRouche à croiser le fer avec les critiques de la Chine[952]. Ses récriminations visent en particulier le Royaume-Uni, présenté comme la pierre angulaire de l'opposition à la Chine. LaRouche présente Londres comme rétive au dialogue avec la Chine et établit une continuité historique quelque peu fallacieuse entre les guerres de l'opium et la Covid-19.





Les messages portent également sur la désinformation dont est victime la Chine, la question du Xinjiang ou encore la diplomatie de la dette que Pékin est accusée de mettre en place via les Routes de la soie[953].







952. Helga Zepp-Larouche, « China Deserves Praise and Cooperation in the Fights against the Coronavirus », Schiller Institute, https://archive.vn/ZUppP.
953. Christine Bierre, « Schiller Institute in China – Xinjiang province: China Rejects All Accusations », Schiller Institute, https://archive.vn/6oLIF.



Les think tanks tels que l'Institut Schiller constituent donc **des maillons essentiels dans l'exportation et la diffusion des récits chinois** qui visent avant tout à construire une image positive de la Chine, mais peuvent également, on le voit dans les exemples que nous venons de citer, jouer le rôle d'intermédiaires chargés d'exercer une certaine pression sur les détracteurs de Pékin. En l'occurrence, **avec l'Institut Schiller, Pékin peut compter sur l'ensemble du mouvement LaRouche**, qui a de nombreuses ramifications dans le monde. En Australie par exemple, l'Australian Citizens Party, un parti politique affilié au mouvement LaRouche, s'en prend régulièrement aux critiques du PCC[954] – ce qui fait la joie des autorités et des médias chinois. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a ainsi fait l'éloge de ces « articles vraiment très bien écrits », un commentaire relayé par l'ambassade de Chine en Australie[955].

Ces relais peuvent aussi **servir de caution « scientifique »** (alors que leur activité n'est précisément pas scientifique). Par exemple, lorsqu'en mars 2021 un grand nombre de chercheurs dans le monde entier dénonçaient l'oppression des Ouïghours, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a invoqué une liste concoctée par l'Institut Schiller de « vrais chercheurs » défendant la Chine (image ci-dessous).



https://twitter.com/SpokespersonCHN/status/1376163186290749441 (28 mars 2021).

2. Des éditeurs

Les idées chinoises, tout comme l'image de puissance bienveillante, ne sont pas soutenues seulement par des think tanks et fondations mais aussi parfois par des acteurs du monde de

954. Voir par exemple cette compilation : https://citizensparty.org.au/sites/default/files/2020-10/china-narrative.pdf.
955. « Chinese Foreign Ministry Spokesperson's Remarks », ambassade de la RPC en Australie, 15 avril 2021 (https://archive.vn/Eqra3). Voir aussi « Commentaire : D'où vient le courage des conspirateurs occidentaux de jouer la carte du Xinjiang ? », RCI, 15 avril 2021 (https://archive.vn/vMp09).

l'édition. **Les éditions La Route de la soie**, en France, représentent un cas intéressant de coopération relativement poussée avec la Chine.

a. L'exemple des éditions La Route de la Soie (France)

La maison d'édition La Route de la Soie a été créée en 2017 par Sonia Bressler, docteure en philosophie[956], ancienne journaliste, qui a monté une société de conseil en communication et en stratégie (Bressler Conseil)[957]. Elle explique que son initiative trouve son origine dans la partialité du monde de l'édition en France qui rejetterait presque systématiquement les manuscrits chinois ou iraniens[958]. Elle dit aussi son admiration pour « le projet que je trouve absolument gigantesque de Xi Jingping (*sic*) One Belt One Road, qui est économique, structuré et qui, à mon avis, est l'axe qu'il faudrait développer pour pacifier le monde[959] » – d'où le nom de sa maison d'édition.

Sonia Bressler visite la Chine pour la première fois en 2005, où elle arrive en train depuis Moscou et, entre 2005 et 2019, elle y a effectué six voyages qui lui ont permis « de constater les progrès accomplis par le développement social de la Chine », rapporte Xinhua dans l'une des très nombreuses interviews qu'elle a accordées à l'agence de presse chinoise[960]. Entre mars 2015, où elle estime que le livre *La Gouvernance de la Chine* de Xi Jinping « marque une étape importante pour le pays et le PCC[961] », et mars 2021, elle est en effet citée dans pas moins de 55 articles de Xinhua en français et en anglais[962], qui la présentent comme une « sinologue française », une « experte française de la Chine », voire une « célèbre écrivaine et sinologue française »[963]. Dans ces entretiens, **elle reprend les éléments de langage du Parti :**

- en général, sur le rôle de la Chine dans le monde : « La Chine a un bon système... La Chine doit être fière d'elle-même[964] » ; « La Chine est, selon moi, en train d'ouvrir les yeux du monde […] Elle est un moteur, une force qui tend à relier les cultures et les civilisations selon un principe d'échange "gagnant-gagnant"[965] » ; « L'amitié sino-française est la clef d'une pacification du monde et de la création d'un nouveau système de pensée et de réalisation de l'humanité[966] » ; « La civilisation chinoise est la plus ancienne de notre planète, en disant cela, nous devrions comprendre que nous avons tout à apprendre d'elle[967] » ; « la Chine n'est pas dans une recherche hégémonique, [elle] fait le choix du partage et non de la domination[968] » ; « nous devrions puiser une inspiration dans ce que la Chine a mis en place, par exemple une éducation conçue pour les gens dans la pauvreté, des mécanismes créatifs

956. Thèse de doctorat en philosophie sur *Le statut des qualités dans la philosophie moderne*, soutenue en 2005 à l'université Paris 12 (Paris-Est Créteil-Val-de-Marne).

957. https://www.bresslerconseil.com/.

958. Zhu Shanshan, « Une maison d'édition unique pour comprendre la Route de la Soie », *Chine-info.com*, 29 août 2017 (https://www.soniabressler.com/app/download/11200738193/Une+maison+d%27e%CC%81dition+unique+pour+comprendre+la+Route+de+la+Soie+-chine-info.pdf?t=1512027794).

959. *Ibid.*

960. « Sonia Bressler : pour mettre en accord "le rêve chinois" avec "les rêves des autres peuples du monde » (interview) », Xinhua, 19 mars 2019 (https://archive.vn/oEnXh).

961. « French writer lauds Xi's book on governance of China », Xinhua, 10 mars 2015 (https://archive.vn/n9iBf).

962. Recherche effectuée sur la base de données Europresse le 28 mars 2021.

963. « (Multimédia) Il faut dissiper les fausses craintes afin d'assurer un avenir meilleur à l'ensemble de l'humanité (experts) », Xinhua, 14 février 2020 (https://archive.vn/q7nUs).

964. « La vie des habitants au Xinjiang s'améliore selon une femme écrivain française (interview) », Xinhua, 3 octobre 2015 (https://archive.vn/s0Hb1).

965. « La Chine est en train d'"ouvrir les yeux du monde" (interview) », Xinhua, 2 novembre 2015.

966. Xu Yongchun et Tang Ji, « Des personnalités et des experts français font écho à la tribune du président chinois sur les relations sino-françaises », Xinhua, 24 mars 2019 (https://archive.vn/sXvNG).

967. « "L'Asie est un élan vital", selon une sinologue française (interview) », Xinhua, 11 avril 2019 (https://archive.vn/q89ny).

968. « Roundup: White paper gives transparent, comprehensive picture of China's national defense in new era: experts", Xinhua, 25 juillet 2019 (https://archive.vn/n9D86).

d'assistance sociale, des plans de développement conjoint locaux et nationaux, etc.[969] », et elle estime que le discours d'ouverture de Xi Jinping à la 73e Assemblée mondiale de la santé en mai 2020 confirme « une ouverture de la Chine sur le monde, et l'idée d'une responsabilité collective et partagée[970] » ;

- en particulier sur le Tibet, où elle s'est rendue trois fois entre 2007 et 2016, et sur lequel elle a publié quatre livres[971] : « Sans l'aide du gouvernement chinois, il serait très difficile de préserver la culture tibétaine[972] » ; « L'amélioration des conditions de vie a permis l'allongement de la durée de vie, l'éducation a permis de mettre fin à l'illettrisme […] j'ai appris que la 5G était installée à Lhassa. Nous en France, nous ne l'avons toujours pas[973] » ; « j'ai pu voir l'incroyable transformation de Lhassa entre traditions et modernité absolue[974] », etc. ;

- et sur le Xinjiang, qu'elle a aussi visité à plusieurs reprises et sur lequel elle a publié trois livres[975] : « Je pense que les gens (au Xinjiang) vivent de mieux en mieux et vivront de mieux en mieux encore[976] » ; « le gouvernement chinois fait un énorme effort pour préserver le patrimoine, qu'il s'agisse de lieux de culte ou de bâtiments anciens[977] » ; « L'engagement des politiques gouvernementales a permis de créer avec succès des emplois et de développer l'économie de la région, […] les conditions de vie de la population se sont améliorées, tout comme leur sentiment de bonheur[978] », etc.

Ce corpus est complété par **son blog, sur lequel de façon tout aussi systématique elle défend Pékin et fait la promotion des réalisations chinoises**, du « 14e plan quinquennal chinois[979] » à la Route de la soie (permettant rien moins que « la pacification du monde » et l'invention « d'un nouveau système de valeurs[980] ») en passant par Hong Kong (« symbole de la fin d'une domination occidentale sans partage[981] ») et Paris (renvoyant au passage l'ascenseur à Xinhua : « Non loin de Matignon, au 85 rue du Faubourg Saint-Honoré, se trouve la galerie Xinhua, il s'agit d'un très bel espace où vous pourrez découvrir tout au long de l'année des expositions sur la Chine et son histoire[982] »). Elle insiste en outre sur **la supériorité du modèle chinois** (« la Chine représente la plus vieille civilisation. Elle a tout vu, tout vécu, inventé mille techniques (que nous avons pillées par la suite)... et aujourd'hui, nous ne sommes pas capables de prendre des leçons de la Chine. […] comme à son habitude, la Chine écoute, cherche à inté-

969. « Le succès de la Chine en matière de réduction de la pauvreté est une inspiration, selon des experts », Xinhua, 26 février 2021 (https://archive.vn/JyNzu).

970. « (Multimédia) Les propositions de Xi Jinping à l'Assemblée mondiale de la santé sont essentielles pour la lutte contre la pandémie, selon des universitaires », Xinhua, 19 mai 2020 (https://archive.vn/x7hUX).

971. Sonia Bressler, *Voyage au cœur du Tibet*, Jacques Flament Éditions, 2013 ; *À travers le Tibet*, Jacques Flament Éditions, 2014 ; *À la découverte du Tibet*, Éditions Horizon Oriental, 2016 ; *Découvrir le Tibet*, éditions La Route de la Soie, 2019.

972. « Une écrivaine française rétablit la véritable image du Tibet dans son ouvrage "À la découverte du Tibet" (reportage) », Xinhua, 27 mars 2017 (https://archive.vn/czi85).

973. « Le vrai Tibet aux yeux d'une philosophe française », Xinhua, 4 avril 2019 (https://archive.vn/QDZZh).

974. « "L'Asie est un élan vital", selon une sinologue française (interview) », Xinhua, 11 avril 2019 (https://archive.vn/q89ny).

975. Sonia Bressler, *La vie du Xinjiang*, Jacques Flament Éditions, 2016 ; *Xinjiang : les mille & une merveilles de la Route de la soie*, éditions La Route de la Soie, 2017 ; *Les travailleurs du Xinjiang*, éditions La Route de la Soie, 2018.

976. « La vie des habitants au Xinjiang s'améliore selon une femme écrivain française (interview) », Xinhua, 3 octobre 2015 (https://archive.vn/s0Hb1).

977. « Interview: Reality in Xinjiang different from preconceptions, says French writer », Xinhua, 25 juin 2020 (https://archive.vn/5usg9).

978. « Les experts applaudissent les efforts du gouvernement chinois pour promouvoir le développement socioéconomique du Xinjiang », Xinhua, 30 septembre 2020 (https://archive.vn/mCfke).

979. Sonia Bressler, « Comprendre le 14e plan quinquennal chinois », Rebelle.blogspirit.com, 12 décembre 2020 (https://archive.vn/comME).

980. Sonia Bressler, « La Route de la Soie réveille les craintes occidentales », Rebelle.blogspirit.com, 31 janvier 2017 (https://archive.vn/qQ88J).

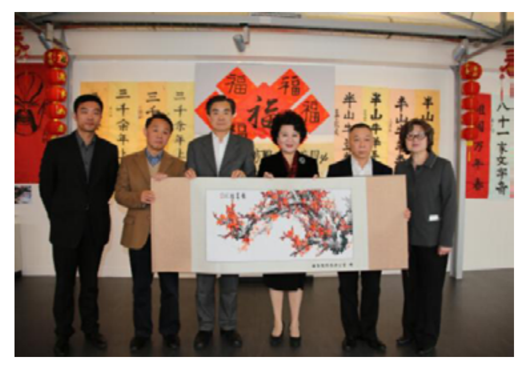
981. Sonia Bressler, « Hong Kong (toujours) sous un autre angle », Rebelle.blogspirit.com, repris de Chine-info.com, 29 mai 2020 (https://archive.vn/QXrTa).

982. Sonia Bressler, « L'éducation en Chine », Rebelle.blogspirit.com, 2 octobre 2020 (https://archive.vn/h8a7o).

grer, pendant que les Occidentaux cherchent à imposer, un rythme, une pensée. D'un côté la Chine embrasse, pendant que l'Occident oriente, ferme, segmente ») avant d'appeler à « sortir de la modernité en re-formatant les lumières[983] ».

Entre 2013 et 2018, **Sonia Bressler a écrit pour Chine-info.com**[984], un site qui est la version francophone de *Nouvelles d'Europe* (欧洲时报), « premier quotidien en langue chinoise diffusé en Europe »[985], fondé en 1983, dont le siège se situe en Ile-de-France et **qui appartient au groupe d'édition de presse Guang Hua Cultures et Média**. Se présentant comme « le média leader de la communauté chinoise en Europe[986] », ce groupe est propriétaire « de cinq hebdomadaires (publiés en France, en Angleterre, en Allemagne, en Autriche et en Italie), de trois sites Web (Oushinet.com, Chine-info.com, Oushidai.com), d'un programme vidéo, d'une agence de voyage, d'un centre d'animations culturelles et d'une maison d'édition[987] ». Il publie aussi le magazine mensuel *Le 9*, sous-titré *Le monde chinois*, auquel Sonia Bressler a contribué[988]. Le groupe Guang Hua organise des événements, par exemple le Salon de l'emploi franco-chinois et le Salon d'échanges culturels et créatifs franco-chinois, dont une édition était coorganisée avec le Centre culturel de Chine à Paris, qui dépend de l'ambassade[989].

Le président de Guang Hua Media, directeur de la publication de *Nouvelles d'Europe* comme de *Le 9*, est **Zhang Xiaobei** (张晓贝)[990], qui est aussi le gérant des éditions Horizon Oriental[991] où Sonia Bressler a publié l'un de ses livres sur le Tibet (elle a également rédigé un chapitre dans un ouvrage collectif dirigé par lui sur *50 ans d'amitiés France – Chine*)[992]. L'association Les Amis de Nouvelles d'Europe, créée en 1992, dispose depuis 2013 d'**un centre culturel** à Gentilly et se félicite d'avoir « été **la première Classe Confucius créée en France**, reconnue par Hanban »[993] (→ p. 296).

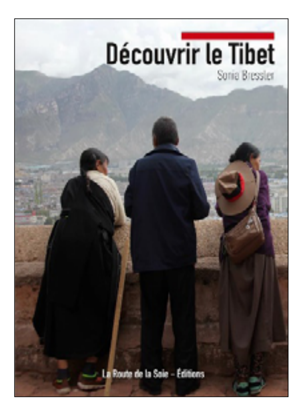


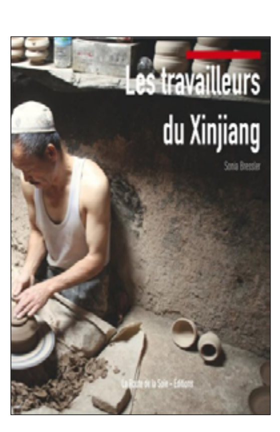

Le 1er mars 2015, Qiu Yuanping (裘援平), directrice du Bureau des Chinois d'outre-mer, une structure rattachée au DTFU (→ p. 64), a visité le centre culturel des Nouvelles d'Europe et sa classe Confucius, en compagnie de Zhang Xiaobei, président de Guang Hua Media et du journal *Nouvelles d'Europe*, Zhong Cheng, vice-président exécutif du journal, Chen Xiaoyan, vice-président et Liang Yang, rédacteur en chef[994].

983. Sonia Bressler, « Trump, la Chine et ses voisins », Rebelle.blogspirit.com, 23 mai 2017 (https://archive.vn/71HZ3).
984. https://www.soniabressler.com/articles/ (https://archive.vn/CVbjm).
985. « Les Amis de Nouvelles d'Europe », culture-oushi.com/french/about/ (https://archive.vn/GXu70).
986. « SKEMA, grand partenaire du Salon de l'emploi franco-chinois », Skema Business School, 21 octobre 2020 (https://archive.vn/RdIoI).
987. Salon de l'emploi franco-chinois 2020 (https://archive.vn/E3GI5).
988. Avec un article sur le Xinjiang : Sonia Bressler, « À la découverte de l'Ouest », *Le 9*, 8, juillet-août 2018 (https://archive.vn/v0eai).
989. Le Salon Paris Créatif 2018 (https://archive.vn/Ajl0H).
990. https://data.bnf.fr/16759679/xiao_bei_zhang/ (2014) ; https://archive.vn/0B02O (2019) ; http://entreprises.lefigaro.fr/guang-hua-cultures-et-media-ghm-94/entreprise-330431081.
991. http://entreprises.lefigaro.fr/edition-horizon-oriental-94/entreprise-513982371.
992. Sonia Bressler, « La culture en avance sur la diplomatie », *in* Zhang Xiaobei (dir.), *50 ans d'amitiés, Chine-France*, Paris, Éditions Horizon Oriental / Vitry-sur-Seine, Nouvelles d'Europe, 2014.
993. « Les Amis de Nouvelles d'Europe », culture-oushi.com/french/about/ (https://archive.vn/GXu70).
994. « La visite du centre culturel de QIU Yuanping, directrice du Bureau des Chinois d'outre-mer », Les Amis de Nouvelles d'Europe, 5 mars 2015 (https://archive.vn/zBbxs).

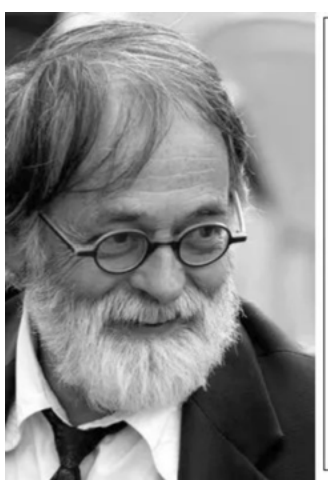
C'est donc dans ce contexte que Sonia Bressler crée en 2017 sa maison d'édition, La Route de la Soie. **Ses propres ouvrages, sur le Tibet et le Xinjiang, en donnent une vision apolitique, épurée, irréelle** presque au regard de la situation tragique que connaissent ces régions.







Elle contribue donc à la diffusion, en France, de narrations positives sur la Chine et de contre-narrations destinées à démonétiser les dénonciations du caractère répressif du régime chinois. C'est cet engagement qui la conduit à publier, au mois de décembre 2020, un ouvrage de Maxime Vivas, *Ouïghours. Pour en finir avec les fake news*. Le livre entend faire la lumière sur la situation au Xinjiang. **Maxime Vivas** déclare sans ambages que « la fable du "génocide" ouïghour » a été fabriquée de toutes pièces par la CIA à l'aide de « photos truquées » et de « faux témoignages ». Mais la réalité serait bien différente puisque la province autonome « s'arrache à son retard et à la pauvreté avec le concours de la Chine tout entière »[995].





Contrairement à l'impression qu'a pu avoir une partie de l'opinion francophone, qui a découvert l'auteur avec ce livre polémique, Maxime Vivas n'est pas un acteur inconnu de l'influence chinoise en France. Né en 1942, cet ancien postier et ergonome se positionne résolument à gauche du spectre politique français : ancien syndicaliste CGT[996], toujours animateur d'une radio militante créée par la CGT[997], responsable national culturel de l'organisation altermon-

995. Maxime Vivas, Ouighours, *Pour en finir avec les fake news*, Paris, La Route de la soie, 2020, quatrième de couverture.

996. « Un centre de tri occupé par des postiers : j'étais leur secrétaire de section CGT » (Maxime Vivas, « J'avais un ami journaliste, clanique », *Le Grand Soir*, 22 novembre 2020 (https://archive.vn/e4OuE).

997. La radio Mon Païs, créée en 1980 à Toulouse par l'union départementale CGT (https://www.schoop.fr/ficheradio.php?id_radio=1240). Ses chroniques diffusées entre 2002 et 2007 sont réunies dans son livre *Chroniques*

dialiste ATTAC[998], « ami personnel de longue date » de Jean-Luc Mélenchon, leader du parti La France insoumise, qu'il a publiquement soutenu lors de précédentes élections[999] et qui a préfacé deux de ses livres[1000], il est **l'administrateur du site « d'informations alternatives » *Le Grand Soir***[1001], qui « s'illustre depuis de nombreuses années par des contenus volontiers **conspirationnistes**, émanant soit de sa propre rédaction, soit de sites amis notoirement conspirationnistes, comme Réseau Voltaire, Mondialisation.ca [→ p. 592] ou encore ReOpen911.info[1002] ». Vivas est également un intervenant régulier de la chaîne russe RT France, qui lui donne la parole sur divers sujets, notamment le Venezuela (l'auteur ne cachant pas sa sympathie pour la révolution bolivarienne) et la Chine.



Maxime Vivas avec les « chemises rouges » dans une manifestation à Caracas, le 2 juin 2007 (image publiée par Jean-Luc Mélenchon sur son blog[1003]). Vivas est l'auteur d'un roman intitulé *Rouges Les Collines de Caracas* (Arcane, 2015) qu'il a notamment présenté et dédicacé sur le stand de l'Alliance bolivarienne à la Fête de l'Huma en septembre 2015[1004].

Vivas défend Pékin depuis la fin des années 2000 en s'en prenant à ses adversaires : d'abord, fin 2007, dans un livre à charge **contre RSF** (*La Face cachée de Reporters sans frontières : de la CIA aux faucons du Pentagone*)[1005], au moment même où l'ONG faisait campagne pour dénoncer la situation des droits humains en Chine, en amont des Jeux olympiques de Pékin 2008[1006]. Lorsque la presse en parle en avril 2008, l'auteur se trouve d'ailleurs « en villégiature en Chine[1007] ».

En 2010, il effectue un séjour au **Tibet**, dont lui-même dit qu'il est « organisé par les autorités chinoises. On peut aussi écrire "encadré" », et dont il fait la relation dans un article intitulé : « Choses vues au Tibet[1008] », en une référence osée à Victor Hugo. L'année suivante, il publie

---

littéraires et impertinentes sur Radio Mon païs (Angeville, éditions la Brochure, 2008). Ses interventions récentes se trouvent sur https://www.radiomonpais.fr/component/finder/search.html?q=vivas&Itemid=106.

998. « Attac en douceur », *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, 6 septembre 2002, p. 10.

999. Parti de Gauche en Haute-Garonne, « Maxime Vivas soutient Jean-Luc Mélenchon, le PG, et le Front de Gauche », https://archive.vn/5wB7G.

1000. « "C'est la différence entre ce que j'ai vu au Xinjiang et ce que disent nos médias qui m'a poussé à écrire" – Entretien avec Maxime Vivas, auteur du livre "Ouïgour pour en finir avec les fake news" », Chine-info.com, 23 février 2021 (https://archive.vn/rxaEN).

1001. https://www.legrandsoir.info/.

1002. https://www.conspiracywatch.info/le-grand-soir.

1003. « Systémique en diable », blog de Jean-Luc Mélenchon, 13 août 2007, https://archive.vn/Hk2z3.

1004. Viva Venezuela, Chapitre français de la campagne internationale de solidarité avec la révolution Bolivarienne, https://archive.vn/lJSpQ.

1005. Maxime Vivas, *La Face cachée de Reporters sans frontières : de la CIA aux faucons du Pentagone*, Bruxelles, Éditions Aden, 2007.

1006. « Un an avant les JO de Pékin 2008, Reporters sans frontières se mobilise à Paris, New York, Pékin et Montréal », RSF, 7 août 2007 (https://archive.vn/5EBmi).

1007. Marie-Christine Tabet, « Révélations sur le financement de Reporters sans frontières », *Le Figaro*, 21 avril 2008, p. 2.

1008. Maxime Vivas, « Choses vues au Tibet (2) », *Le Grand Soir*, 2 août 2010 (https://archive.vn/sIWjt).

un livre à charge **contre le dalaï-lama** (*Pas si zen : la face cachée du dalaï-lama*)[1009], abondamment relayé par les médias chinois, dont certains le présentent alors comme un « chercheur sur le Tibet[1010] ». En 2015, dans une interview à Xinhua, il révèle avoir terminé « un nouveau livre sur la Chine dans lequel il examine la question de la laïcité au Tibet ». Un ouvrage titré *Tibet : Quelques vérités à ne pas dire aux libres censeurs, aux nostalgiques de la théocratie safran et aux ennemis de la laïcité*, qu'il « espère d'abord publier […] en Chine. Son raisonnement, a-t-il expliqué, est de montrer aux lecteurs chinois qu'ils ont des amis en France[1011] ». Ce livre ne semble toutefois pas avoir été publié, ni en France, ni en Chine.

Il se tourne donc ensuite vers **la question ouïghoure**, en se rendant au Xinjiang à deux reprises, en 2016 et 2018, dans des voyages également organisés par les autorités chinoises. La seconde fois, il était invité par le Corps de production et de construction du Xinjiang (新疆生产建设兵团, dit Bingtuan)[1012], « une organisation paramilitaire subordonnée au PCC […] directement impliquée dans la mise en œuvre d'un programme complet de surveillance, de détention et d'endoctrinement au Xinjiang, ciblant les Ouïghours et les membres d'autres minorités ethniques », dont le premier secrétaire a été la cible de sanctions américaines en juillet 2020 pour son rôle dans ces « graves violations des droits humains »[1013]. Ce sont ces voyages encadrés qui fournissent la matière de son livre paru aux éditions La Route de la Soie – et, du point de vue des autorités chinoises et des trolls qui les défendent sur les réseaux sociaux, qui fournissent également la crédibilité de l'auteur qui, lui, est allé « voir sur place ».

Une fois son manuscrit terminé, Vivas l'a d'abord soumis à neuf maisons d'édition « de gauche », en vain. Il s'est ensuite tourné vers **Sonia Bressler, qui « l'a accepté avant même de l'avoir lu[1014] »**. Dès août 2020, **alors que son livre n'était pas encore publié, les propos de Maxime Vivas sur les Ouïghours étaient déjà relayés par l'ambassade de Chine en France**, qui a ensuite fait la promotion du livre à sa sortie, comme les médias d'État chinois et de nombreux autres comptes diplomatiques (images ci-dessous). Le ministre des Affaires étrangères Wang Yi fait lui-même, dans une conférence de presse, la promotion de cet ouvrage dans lequel Vivas « nous raconte un vrai Xinjiang prospère et stable qu'il a découvert pendant ses deux voyages dans la région[1015] », tandis que le porte-parole du ministère le « félicite pour son courage de révéler la vérité et espère que plus de gens l'encourageront[1016] ». En dépit de ce battage médiatique chinois, quatre mois après sa sortie le livre ne s'était vendu qu'à quelques centaines d'exemplaires en France[1017]. Ce qui, du point de vue de Pékin, n'est pas une sous-performance puisqu'il s'agit d'**une propagande à usage interne** : en faisant la promotion du livre de Vivas, l'objectif n'est pas de convaincre les Français mais de montrer, en Chine, que le Parti-État a des soutiens à l'étranger.

1009. Maxime Vivas, *Pas si zen : la face cachée du dalaï-lama*, Paris, Max Milo, 2011.
1010. « French writer presents real Tibet in new book », Xinhua, 12 août 2011.
1011. « Maxime Vivas : un nouveau livre discutant de la laïcité au Tibet (interview) », Xinhua, 30 août 2015 (pour les deux citations).
1012. « "C'est la différence entre ce que j'ai vu au Xinjiang et ce que disent nos médias qui m'a poussé à écrire" », *op. cit.* ; Thaïs Chaigne, « Qui est Maxime Vivas, ce Français qui dénonce des "fake news" sur les Ouïghours et fait le bonheur de Pékin ? », *Libération*, 30 mars 2021.
1013. US Department of State, « On Sanctioning Human Rights Abusers in Xinjiang, China », 31 juillet 2020 (https://archive.vn/1VS02).
1014. Maxime Vivas, « "C'est la différence entre ce que j'ai vu au Xinjiang et ce que disent nos médias qui m'a poussé à écrire" », *op. cit.*
1015. « Conférence de presse donnée par le Conseiller d'État et Ministre des Affaires étrangères Wang Yi sur la politique étrangère et les relations extérieures de la Chine », ministère des Affaires étrangères de la RPC, 7 mars 2021 (https://archive.vn/SPrOV).
1016. « Foreign Ministry Spokesperson Wang Wenbin's Regular Press Conference on April 20, 2021 », ministère des Affaires étrangères de la RPC, 20 avril 2021 (https://archive.vn/wH3g8).
1017. Julien Lecot, « Ouïghours : l'étrange comédie musicale de propagande chinoise », *Libération*, 8 avril 2021, p. 17.









Depuis, Maxime Vivas a notamment co-dirigé un ouvrage collectif, *La Chine sans œillères*, publié ailleurs, chez un éditeur communiste[1018] (« marxiste » dit l'ambassade de Chine) reçu par l'ambassadeur de Chine en France qui en fait aussi la promotion sur les réseaux sociaux. Vivas comme Pékin ont en effet tout intérêt à **diversifier leurs vecteurs** et donc à travailler avec d'autres maisons d'édition. Enfin, on notera que, sur les réseaux sociaux, **Vivas fait aussi la promotion du vaccin chinois** (ci-dessous).

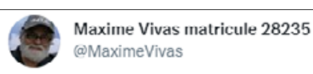
1018. « Avant tout, nous sommes des militants communistes qui avons refusé la liquidation de notre idéal », explique Aymeric Monville lorsqu'on lui demande d'où viennent les éditions Delga qu'il dirige (« Aymeric Monville : "Il n'y a pas d'idées à droite, il n'y a que la force des préjugés" », *Le Comptoir*, 10 juin 2015).



Ambassade de Chine en France
@AmbassadeChine
Organisation du gouvernement - Chine

Le 20 juillet, l'Ambassadeur Lu Shaye a rencontré Aymeric Monville, Directeur de la collection d'ouvrages marxistes aux Editions Delga. Cette maison d'édition vient de publier le livre La Chine sans Œillères sous la direction de Maxime Vivas et Jean-Pierre Page.

8:55 AM · 22 juil. 2021 · Twitter Web App



Maxime Vivas matricule 28235
@MaximeVivas

La chine a injecté 1,94 milliard de doses de vaccin chinois.
Le Figaro, 23/8 : « Covid-19 : aucune contamination Chine pour la première fois depuis un mois ».
Mais le pays a enregistré 21 nouveaux cas dits «importés» de l'étranger.
Il faut laisser entrer ce vaccin en France.

11:14 AM · 23 août 2021 · Twitter Web App

Quand Maxime Vivas s'en prend à l'IRSEM

Réagissant à un article du *Monde* annonçant la publication imminente du présent rapport et le mentionnant, Maxime Vivas a publié sur son site *Le Grand Soir* un article intitulé « Un rapport de l'IRSEM, à l'ombre d'un officier supérieur états-unien. Où il est prouvé que ***Le Monde* puise ses articles sur la Chine dans le marigot de l'OTAN**[1019] ». Dans ce texte, au détour duquel il traite Tristan Mendès France de « crevure », l'argument contre nous est double : d'une part, l'un des deux auteurs du rapport, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, est « membre du Academic Advisory Board du Collège de Défense de l'OTAN » (ce qui est faux, il l'a été mais ne l'est plus depuis 2019) ; d'autre part, parmi les chercheurs associés de l'IRSEM figure un officier américain, le lieutenant-colonel Jordan Becker. C'est sur lui que Vivas se focalise, en imaginant qu'il « communique au *Monde* des matériaux pour articles antichinois », comme il l'écrit dans une image (ci-dessous). Il en fait même l'accroche de son article sur Twitter, résumant le rapport de l'IRSEM à « un lieutenant-colonel yankee ».



Maxime Vivas matricule 28235
@MaximeVivas

Vous le saviez qu'entre un lieutenant-colonel yankee et moi, le coeur du Monde ne balance pas ?
Démonstration désolée :

Où il est prouvé que le Monde puise ses articles sur la Chin...
Des chercheurs, avocats, journalistes, un conseiller de la Maison Blanche, un conseiller du secrétaire de l'ONU, un ...
legrandsoir.info

6:55 AM · 8 sept. 2021 · Twitter Web App

Le procédé, grossier, est **une enfilade de sophismes**. D'abord, un argument ***ad hominem***, c'est-à-dire s'attaquant à la personne au lieu de la chose (*ad rem*) discutée. Plutôt que de répondre sur le fond (à ce que *Le Monde* ou l'IRSEM dit), Vivas tente de trouver un lien, quel qu'il soit, entre la personne et les États-Unis et/ou l'OTAN – lien qui aurait, pour lui, une valeur explicative des positions défendues. Il l'avait déjà fait avec Antoine Bondaz (« adoubé par le département d'État[1020] » parce qu'il a participé à un programme d'échange il y a quelques années[1021]), il le refait ici. Ensuite, **un sophisme dit de la « mauvaise compagnie », ou du « déshonneur par association »**, parce que le lien avec les États-Unis et/ou l'OTAN est – en tout cas dans l'esprit de Vivas – discréditant. Le détour par le Collège de défense de l'OTAN

1019. https://archive.vn/sC5PD.
1020. Tweet de @MaximeVivas du 11 juillet 2021.
1021. L'International Visitor Leadership Program, en 2019. Mais Antoine Bondaz a aussi fait l'équivalent chinois en 2016, ce qui neutralise l'argumentation fallacieuse de Vivas qui devrait logiquement en déduire que Bondaz est tout autant « vendu à la Chine », comme l'intéressé le lui fait remarquer (tweet d'@AntoineBondaz du 11 juillet 2021).



ou un chercheur associé américain relève aussi de la **diversion** puisque cela n'a aucun rapport avec la discussion (sur les opérations d'influence chinoises ou sur le rôle de Maxime Vivas dans l'influence chinoise en France). Enfin et surtout, c'est aussi **une erreur de causalité** puisque Vivas déduit d'une simple corrélation (la présence d'un chercheur américain dans l'équipe) un lien causal (c'est donc lui qui « communique au *Monde* des matériaux pour articles anti-chinois »), sans aucune preuve bien sûr, par le seul travail de l'imagination, dans une construction qui peut sembler conspirationniste.

S'il faut maintenant répondre sur le fond, **Jordan Becker** n'est pas qu'un militaire américain, c'est aussi et surtout **un chercheur**, titulaire d'un doctorat en économie politique, publiant régulièrement dans des revues scientifiques réputées, et c'est à ce titre qu'il est « associé » à l'IRSEM, sans donc faire partie de l'équipe résidente. Son expertise porte sur la sécurité transatlantique et l'économie de défense, absolument pas la Chine ni les opérations d'influence. **Il n'a évidemment jamais été associé, de près ou de loin, à la préparation du présent rapport, dont il ignorait même l'existence avant sa parution**. Et les auteurs n'ont pas eu besoin des Américains pour trouver des « matériaux » que le Parti-État lui-même, et ses relais d'influence partout dans le monde, laissent traîner en libre accès comme en témoignent les sources du présent rapport.

Enfin, l'IRSEM a une équipe d'une trentaine de chercheurs résidents et d'une trentaine de chercheurs associés. Parmi cette soixantaine de noms, Vivas n'a retenu que le seul américain. Mais il y a aussi dans l'équipe (résidente, ce qui devrait être pire) une chercheuse du ministère de la Défense de Singapour, et il y a eu ces quatre dernières années un chercheur allemand d'un think tank financé par la Chancellerie fédérale. Le fait, dans cette diversité, de choisir le chercheur associé américain et d'ignorer le reste, pour en faire un facteur explicatif, est d'ailleurs un autre **sophisme dit des preuves incomplètes ou de la « cueillette de cerises »**. Si l'on suit la logique de Vivas, il y aurait en réalité davantage de raisons de croire que le rapport a été influencé ou alimenté par les autorités singapouriennes ou allemandes que par les autorités américaines.

Cette argumentation fallacieuse ne mériterait pas une réponse si détaillée si nous n'anticipions pas que **cette carte états-unienne/otanienne sera abondamment utilisée pour tenter de discréditer les auteurs et/ou l'IRSEM**, entre autres attaques *ad hominem* auxquelles le Parti et ses trolls ont désormais habitué ceux qui osent critiquer ses pratiques.

La coopération de Sonia Bressler avec le PCC s'est également concrétisée dans la naissance d'**une revue francophone, *Dialogue Chine-France*,** éditée par la revue *La Chine au présent*. Il existe en réalité deux revues portant le même titre, ayant la même vocation à construire « un pont entre les populations chinoise et française[1022] » : une revue numérique lancée en mars 2020[1023] ; et une revue mensuelle imprimée éditée « en coopération avec La Route de la Soie[1024] », dont le premier numéro est daté de juillet 2020. On retrouve dans ces pages des interventions de plusieurs des personnes citées précédemment. On peut interpréter cette initiative, lancée en pleine pandémie de Covid-19, comme s'inscrivant dans les efforts de Pékin pour muscler son influence en Europe durant cette période où son image était mise à mal.

1022. http://www.dialoguechinefrance.com/qson/202008/t20200803_800216532.html.

1023. Voir par exemple le numéro 6, dernier de l'année 2020, paru le 7 janvier 2021 : https://flbook.com.cn/c/Nd1GsHpP7a#page/1 (https://archive.vn/l3Ift).

1024. Ours de la revue, p. 2. On note d'ailleurs une évolution : jusqu'au numéro 3 (septembre 2020) inclus, l'ours indiquait que la revue était « édité[e] par *La Chine au présent* […] en coopération avec La Route de la Soie », mais à partir du numéro 4 (octobre 2020) elle est « édité[e] par La Route de la Soie – Éditions, en partenariat avec La Chine au présent ». Cette inversion pourrait avoir été motivée par une volonté de mettre le partenaire français en avant pour moins prêter le flanc aux critiques visant le rôle de *La Chine au présent*, c'est-à-dire du Parti.



Joël Ruet, président fondateur de The Bridge Tank (→ p. 317) réagit à la parution du premier numéro de la revue numérique *Dialogue Chine-France* en mars 2020. Le dialogue auquel il fait référence, coorganisé avec « les presses de Pékin », est le « dialogue sino-français sur les civilisations » que The Bridge Tank avait coorganisé avec le CIPG les 21-22 octobre 2019 à Paris (→ p. 320).

Le mensuel imprimé, tiré à environ 2 000 exemplaires[1025], est vendu 3 euros et largement distribué gratuitement auprès des influenceurs, dont les think tanks et les cabinets ministériels, ce qui n'a pas manqué d'attirer l'attention[1026]. Le lien avec le PCC est en l'espèce évident puisque ***Dialogue Chine-France*** **est édité par** ***La Chine au présent*** **qui n'est autre que la version française de la revue** ***China Today*****, elle-même publiée par le China International Publishing Group (CIPG), un organisme dépendant du département de Propagande du Comité central du PCC** (→ p. 285). D'ailleurs, la maison d'édition La Route de la Soie l'assume puisqu'elle indique, sur son site internet, « co-réaliser » cette revue avec « *La Chine au présent* (appartenant au China International Publishing Group) ». En outre, Sonia Bressler fait aussi partie du comité de rédaction et du comité d'experts, avec notamment Wang Shuo, directeur adjoint du département européen du CICIR, le think tank du MSE (→ p. 124), Cui Hongjian, directeur du département des études européennes du China Institute of International Studies (CIIS), le think tank du ministère des Affaires étrangères[1027], ou encore Christian Mestre, doyen honoraire de la faculté de droit de sciences politiques et de gestion de l'Université de Strasbourg (→ p. 403).

Du point de vue de Pékin, cette collaboration avec une maison d'édition française est utile non seulement parce qu'elle lui apporte des relais locaux mais aussi et surtout pour **« "brouiller les pistes" quant à la réelle provenance de ce magazine financé par le Parti communiste chinois »** comme l'explique Antoine Bondaz[1028]. Pour les mêmes raisons, ce mensuel s'efforce d'intégrer des auteurs français et internationaux qui ne sont pas nécessairement estampillés « amis de la Chine ». Par exemple, le n° 6 de décembre 2020 com-

1025. Jenny Che, « Dialogue Chine-France, l'étrange revue d'influence chinoise », *Intelligence Online*, 210315, 15 mars 2021.
1026. *Ibid.*
1027. Voir l'ours en page 2 de la revue.
1028. Nicolas Quénel, « La propagande de Pékin à la conquête de la France », *Libération*, 3 avril 2021, p. 9.

prend un article du maire de Brest, François Cuillandre[1029], qu'il n'a pas écrit lui-même et qui « a directement été commandé par la municipalité de Qingdao », jumelée à celle de Brest[1030].


Dialogue Chine-France

Dialogue Chine-France est un mensuel en français, co-réalisé avec *La Chine au Présent* (appartenant au China International Publishing Group).
Dialogue Chine-France construit un pont entre les populations chinoise et française. Basée sur une double rédaction (l'une en Chine, l'autre en France), la revue pousse le dialogue et renforce ainsi les connaissances, la compréhension mutuelle. Elle met en évidence les échanges et les coopérations entre la France et la Chine dans divers domaines.
Dialogue Chine-France met l'accent sur les grands dossiers et les points essentiels de l'actualité internationale, sans oublier les avancées des relations bilatérales entre nos deux pays.
Dialogue Chine-France se fait l'écho des analyses et des opinions des experts et des leaders renommés.

Présentation de la revue sur le site de la maison d'édition La Route de la Soie
(au 10 septembre 2021, https://archive.vn/9d8sh).

Sonia Bressler s'attache depuis longtemps à dénoncer le « China bashing » : en 2016, elle critiquait déjà le fait que Pékin soit devenu « un ennemi tout désigné par les médias français[1031] ». En 2019, dans une interview à Xinhua, elle disait vouloir « écrire un livre qui soit une analyse du discours des médias français sur la Chine. J'ai commencé un travail où j'ai noté toutes les expressions négatives qu'ils lisaient en permanence[1032] ». L'occasion lui en est donnée pendant la pandémie de Covid-19. Le 23 avril 2020, elle publie une note pour l'IRIS (→ p. 312) intitulée *Le Covid-19 : du* China bashing *dans les médias français à la guerre qui s'annonce…*[1033].




Ambassade de Chine en France
@AmbassadeChine
Organisation du gouvernement - Chine
En réponse à @AmbassadeChine
Lu Shaye: Une étude de l'IRIS a très bien dit de ce phénomène : c'était en un mot du « China Bashing ». Cette « guerre » médiatique ne trouve pas son origine en Chine. Elle a été provoquée par les Etats-Unis. Les politiciens américains ont leur calcul de politique intérieure.
11:58 AM · 6 juil. 2020 · Twitter Web App

La note de Sonia Bressler sur le *China Bashing*, publiée par l'IRIS (à gauche), et recommandée par l'ambassade de Chine sur Twitter (à droite).

1029. François Cuillandre, « Au bénéfice des peuples de Brest et de Qingdao », *Dialogue Chine-France*, 6, décembre 2020, p. 56-60.
1030. Quénel, « La propagande de Pékin à la conquête de la France », *op. cit.*, p. 8.
1031. Sonia Bressler, « La Chine : un ennemi tout désigné par les médias français », Rebelle.blogspirit.com, 27 novembre 2016 (https://archive.vn/p8YFu).
1032. « Sonia Bressler : pour mettre en accord "le rêve chinois" avec "les rêves des autres peuples du monde" (interview) », Xinhua, 19 mars 2019 (https://archive.vn/oEnXh).
1033. Sonia Bressler, *Le Covid-19 : du* China Bashing *dans les médias français à la guerre qui s'annonce…*, IRIS, Programme Asie, Asia Focus #138, avril 2020 (https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2020/04/Asia-Focus-138.pdf).

Elle s'attache à y dénoncer les critiques formulées contre la Chine dans le cadre de l'épidémie qu'elle assimile à une forme de racisme ou, à tout le moins, à des stéréotypes infondés, ainsi qu'à une forme de cynisme consistant à accuser la Chine pour détourner l'attention de l'opinion publique. Elle tente également de montrer que la Chine n'a pas démérité dans la gestion de la crise – ce qui est l'un des récits déployés par le Parti –, qu'elle a fait preuve d'une grande générosité et, surtout, qu'aucune preuve ne permet d'affirmer que le virus est originaire de Chine – ce qui est une façon subtile de **donner du crédit à la thèse d'un virus d'origine américaine** (→ p. 583).





À gauche, dans son compte rendu de la 1re session du forum IRIS/Ambassade de Chine sur les routes de la soie, publié sur son blog[1034] et reproduit sur le site des éditions La Route de la soie, Sonia Bressler propose une définition des Nouvelles routes de la soie. À droite, deux ans et demi plus tard, l'ambassade de Chine sur Facebook en conseille la lecture[1035].

Le choix de l'IRIS pour diffuser cette note de Sonia Bressler s'inscrit dans une relation qui semble établie. En 2017 déjà, Bressler avait publié un compte rendu laudatif de la 1re session du Forum sur les routes de la soie coorganisé par l'IRIS et l'ambassade de Chine[1036]. En 2020, l'IRIS publie cette note de Bressler dans une collection dirigée par Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'IRIS, qui lui-même est en même temps publié par Bressler aux éditions La Route de la Soie (un ouvrage sur le Cambodge en avril-mai 2020[1037], puis un article dans *Dialogue Chine-France* en octobre[1038] – revue à laquelle contribueront également une chercheuse et le directeur de l'IRIS comme nous l'avons déjà mentionné → p. 314). Depuis janvier 2021, Courmont est aussi directeur de collection aux éditions La Route de la Soie[1039].

D'une manière générale, **cet écosystème français est caractérisé par un recoupement régulier, voire circulaire, des acteurs qui gravitent autour de l'ambassade de Chine** et qui sont en général toujours les mêmes à participer aux mêmes événements. Comme on l'a vu dans les pages précédentes, l'on retrouve Pascal Boniface (IRIS) aux événements de la FPI, et

1034. Sonia Bressler, « Les nouvelles Routes de la Soie », blog rebelle.blogspirit.com, 29 novembre 2017 (https://archive.vn/J092k).
1035. Source : https://www.facebook.com/AmbassadeChine/posts/213710613341491.
1036. Sonia Bressler, « Les nouvelles Routes de la Soie », Rebelle.blogspirit.com, 29 novembre 2017 (https://archive.vn/J092k).
1037. Barthélémy Courmont, *Innocence*, La Route de la Soie – Éditions, 2020.
1038. Barthélémy Courmont, « Une balance commerciale à rééquilibrer, des investissements à renforcer », *Dialogue Chine-France*, 4, octobre 2020, p. 18-21.
1039. « Nouvelle collection dédiée à la géopolitique : Mondes actuels », La Route de la Soie – Éditions, 13 janvier 2021 (https://archive.vn/6DdJ8).

inversement Jean-Pierre Raffarin (FPI) aux événements de l'IRIS coorganisés avec l'ambassade de Chine, dont Joël Ruet (Bridge Tank) fait par ailleurs la publicité[1040]. Raffarin participe aux événements coorganisés par The Bridge Tank et l'ambassade de Chine ; la FPI est partenaire d'autres événements sponsorisés par The Bridge Tank, etc.





À gauche, événement organisé par l'ambassade de Chine le 11 juin 2020 auquel participaient l'ambassadeur **Lu Shaye**, **Barthélémy Courmont** et **Pascal Boniface** (IRIS), ainsi que **Joël Ruet** (The Bridge Tank) et d'autres, dont **Hubert Védrine**, ancien ministre français des Affaires étrangères, **Lionel Vairon**, un sinologue qui, jusqu'à son décès en décembre 2020, faisait partie du comité d'expert de la revue *Dialogue Chine-France*[1041] et **Emmanuel Dupuy**, président de « l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE) »[1042], professeur invité à l'université Wanli du Zhejiang[1043] et expert au Ningbo Maritime Silk Road Institute[1044] en Chine, intervenant régulier dans les médias chinois[1045] (et russes), qui avait déjà participé à l'événement coorganisé par The Bridge Tank et l'ambassade de Chine le 11 octobre 2019 et qui participera aussi au Forum du 15 octobre 2020 pour la coopération UE-Chine coorganisé par The Bridge Tank et l'ambassade de Chine. À droite, événement sur « L'écologie et l'environnement d'après-COVID » organisé par l'ambassade de Chine le 28 septembre 2020 au château du Rivau, où l'on retrouve notamment l'ambassadeur **Lu Shaye** et **Pascal Boniface** (IRIS)[1046].

1040. En déclarant notamment à Xinhua que la première édition du forum de Paris sur les routes de la soie « a bien présenté les points que les Français n'ont pas encore compris sur "la Ceinture et la Route", ainsi que ceux qui les intéressent sur cette initiative. C'est un bon progrès » (Joël Ruet, cité dans « Pourquoi "la Ceinture et la Route" intéresse de plus en plus les Français ? », Xinhua, 21 décembre 2017).

1041. Voir l'hommage que lui rend la rédactrice en chef de *La Chine au présent* : http://www.chinatoday.com.cn/ctfrench/2018/wh/202012/t20201229_800231244.html (https://archive.vn/VLsED).

1042. Entité présentée comme un « think tank », qui dispose de comptes sur les réseaux sociaux, mais dont le site internet indiqué (institut-ipse.eu) est inactif au moment d'écrire ces lignes (12 septembre 2021). Dans les versions archivées du site, la page « Notre équipe » ne contient qu'une personne, Emmanuel Dupuy, « président », dont il est indiqué qu'« autour [de lui] sont réuni[e]s un certain nombre » de personnes (https://archive.vn/OCJiE).

1043. L'université en question ne semble pas l'indiquer sur son site mais c'est ainsi qu'il se présente dans plusieurs interviews et sur les réseaux sociaux (https://twitter.com/Emdupuy/status/1113724147866185728).

1044. https://archive.vn/haB41.

1045. Voir par exemple « Pourquoi les médias français sont-ils hostiles à la Chine ? », CGTN, 6 mai 2020 (https://archive.vn/DRYb7), relayé par l'ambassade de Chine sur Twitter : https://twitter.com/AmbassadeChine/status/1257958869038518272.

1046. Source : page Facebook de l'ambassade de Chine en France, 29 septembre 2020 (https://www.facebook.com/AmbassadeChine/photos/pcb.366533001392584/366532948059256).

VIII. La culture

L'influence sur la culture est double : c'est à la fois la production et l'exportation de produits culturels comme vecteurs de séduction à l'étranger, et l'influence sur les productions culturelles étrangères pour tenter de les rendre conformes aux intérêts du Parti.

A. La production et l'exportation de produits culturels

« La culture est l'âme d'un pays et d'une nation », a déclaré Xi Jinping dans son discours au 19e Congrès national du PCC : « si la culture est florissante, le pays et la nation le seront aussi ». Par conséquent, il a appelé à « poursuivre la voie du développement de la culture », afin d'« assurer un nouveau rayonnement splendide de la culture chinoise » et « de faire de la Chine une puissance culturelle socialiste[1047] ». Trois plans quinquennaux ont successivement présenté, depuis 2006, la stratégie chinoise pour le développement culturel[1048]. Celle-ci soutient et promeut la production et l'exportation de produits culturels chinois à l'étranger.

Les produits culturels, tels que les films et les séries télévisées, la musique ou encore les livres, sont de puissants vecteurs de séduction, si tant est que ces produits parviennent à pénétrer les marchés étrangers et à s'ajuster aux goûts de consommateurs qui ne partagent pas nécessairement les mêmes codes culturels. **Les films et séries télévisées sont sans doute aujourd'hui le vecteur le plus puissant et attractif de tous**. En 2017, le ministère du Commerce chinois annonçait un total de 90 milliards de dollars d'exportations de produits culturels, dont plus de 400 millions pour le cinéma et les autres produits télévisés selon l'administration nationale de la Radio et de la Télévision[1049]. Les séries chinoises ont toujours eu davantage de succès en Asie[1050], en particulier en Asie du Sud-Est, mais la Chine souhaite diversifier ses exportations de produits télévisés vers d'autres marchés en Afrique, au Moyen-Orient, en Europe et en Amérique du Nord. En 2017, le *China Daily* rapportait que la Chine avait traduit plus de 1 600 films et produits télévisés en 36 langues étrangères, dont l'anglais, le français, le russe et l'arabe, et que ces derniers étaient diffusés dans une centaine de pays[1051].

Plusieurs structures jouent un rôle clé dans l'exportation des produits culturels. Fondée en 1984, **la China International Television Corporation (CITVC, 中国国际电视总公司)** est une filiale du China Media Group (CMG) œuvrant pour la promotion des produits télévisés chinois à l'étranger. Elle établit entre autres des partenariats avec des chaînes étrangères pour diffuser des programmes chinois, comme la « China Hour » diffusée sur la chaîne portugaise Porto Canal depuis 2018, premier programme chinois sur une chaîne d'Europe du Sud[1052]. Le China Radio, Film and Television Programs Exchanging Center (CHNPEC), l'une des principales organisations spécialisées dans le marketing et la promotion des films et séries

1047. « Texte intégral du rapport de Xi Jinping au 19e Congrès national du PCC », *Xinhuanet*, 3 novembre 2017, http://archive.vn/QrvzM.

1048. Le plan national sur la réforme et le développement de la culture publié en 2006 est disponible sur le site du gouvernement en chinois et archivé à l'adresse http://archive.vn/q0bwo. Une traduction de ce texte en anglais est proposée par Rogier Creemers sur son site, « Outline of the National "11th Five Year Plan" Period Cultural Development Plan », *China Copyright and Media*, 13 septembre 2006. Les plans de 2012 puis 2017, également publiés sur le site du gouvernement, sont respectivement archivés aux adresses http://archive.vn/vVmPo et http://archive.vn/lt9oz.

1049. Sun Wenyu, « China's cultural exports hit $90 billion in 2017: Ministry of Commerce », *Quotidien du peuple*, 9 février 2018, http://archive.vn/dFH79 ; Xu Fan, « China's television dramas are spreading their wings across Asia », *The Nation Thailand*, 3 juin 2018.

1050. Succès relatif d'ailleurs au regard de la puissance des cinémas sud-coréen, japonais ou même taïwanais.

1051. Xu Fan, « Chinese TV shows win foreign fans », *China Daily*, 27 novembre 2017, http://archive.vn/B3kxh.

1052. « 'China Hour' officially kicks off in Portugal », CHNPEC, 28 novembre 2018, http://archive.vn/0jQWl.

télévisées chinoises à l'échelle mondiale est d'ailleurs rattaché au CMG et à la CITVC[1053]. Pour accélérer la distribution des produits télévisés chinois à l'étranger, diverses autres plateformes ont été mises en place par la CITVC et le CHNPEC :

- **La China International Film and TV Programs Exhibition (CIFTPE**, 中国国际电视总公司联合展区**)** est un salon annuel présentant les réalisations chinoises destinées à l'exportation et les progrès en termes de coopération internationale. La CIFTPE en est déjà à sa 16e édition, la dernière datant de septembre 2019. Le mémorandum d'entente signé en juin 2019 entre la CITVC et l'association américaine National Association of Television Program Executives (NATPE) prévoit, entre autres, la promotion de la CIFTPE[1054].

- **La Film and TV Import and Export Association (FTIEA**, 影视文化进出口企业协作体**)** a été créée en 2017 avec le soutien du bureau de l'Information du conseil des Affaires d'État et de l'administration de la Radio et de la Télévision, et réunit aujourd'hui plus d'une cinquantaine de membres[1055]. La FTIEA organise et prend part à des forums internationaux et autres événements pour promouvoir les créations chinoises à l'étranger[1056].

- **La Belt and Road Media Community (BRMC**, 丝路电视国际合作共同体**)** se réunit tous les ans à l'occasion du sommet organisé par la CITVC et le CHNPEC depuis 2016, dans le but de promouvoir la coopération dans le secteur médiatique et culturel et de développer l'influence de cette « communauté de la BRI » à l'international[1057].

1. Les séries télévisées

Les séries télévisées chinoises peuvent être schématiquement catégorisées en trois genres, selon l'époque à laquelle se déroule l'intrigue : les séries en « costumes » ou « traditionnelles » (古装剧), dont le récit se déroule – de manière plus ou moins réaliste – dans la Chine antique ou impériale ; les séries qui ont pour trame de fond l'histoire du PCC – au caractère souvent hagiographique –, et les séries « réalistes », ou « modernes », enfin, qui ont pour cadre la société chinoise actuelle. Plusieurs séries « traditionnelles » ont rencontré un succès fulgurant à l'étranger, comme *Story of Yanxi Palace* (延禧攻略), *Empresses in the Palace* (甄嬛传), *Nirvana in Fire* (琅琊榜), *Princess Agents* (楚乔传)[1058]. Ce type de séries séduit par l'élégance des costumes et des décors et alimente l'image d'une civilisation chinoise riche, raffinée et puissante par le passé – image qui par ailleurs renforce la légitimité du récit chinois selon lequel l'émergence (ou plutôt la réémergence) de la Chine est un fait naturel, car le pays ne fait que reprendre le statut de puissance dont il a toujours joui, avant que les Occidentaux ne lui infligent « un siècle d'humiliation » (百年耻辱).

Les séries et films portant sur l'histoire du Parti, malgré certains succès sur le marché intérieur – toujours difficile à évaluer dans la mesure où ces œuvres de fiction sont bien souvent imposées aux chaînes de télévision – ne s'exportent que difficilement à l'étranger. Cette catégo-

1053. « GM Speech », CHNPEC, http://archive.vn/hpSwk.
1054. « CITVC signs partnership deal with NATPE », NATPE, https://www.natpe.com/citvc-signs-partnership-deal-with-natpe/.
1055. « Film and TV Import & Export Association: telling good Chinese story », CGTN, 17 mai 2018, http://archive.vn/RSp99 ; TMTPOST, « Who Are the Buyers of Mainland Produced Drama Series Going Global? », *Medium*, 29 octobre 2019.
1056. « People's Daily: Chinese TV Series "Go Abroad Collectively" », CHNPEC, 25 juin 2018, http://archive.vn/FRvkU.
1057. « 2017 Belt and Road Media Community Summit Forum was Held in Beijing », CHNPEC, 22 décembre 2017 ; « 2019 Belt and Road Media Community Summit Forum to Be Unveiled Soon », *Belt and Road Media Community*, 20 juin 2019, http://archive.vn/R2FqS.
1058. « People's Daily: Chinese TV Series "Go Abroad Collectively" », *op. cit.*, http://archive.vn/FRvkU ; Xu Fan, « Chinese TV shows win foreign fans », *op. cit.*, http://archive.vn/B3kxh.

rie est bien représentée par *Diplomatic Situation*[1059] (外交风云), une série en 48 épisodes brossant un portrait apologétique des dirigeants historiques du Parti (notamment Mao Zedong, Zhou Enlai, Deng Xiaoping et Chen Yi) et narrant leurs succès diplomatiques lors de la conférence de Bandung ou celle de Genève. Les séries de cette catégorie peinent à toucher le public international et contribuent assez peu à la diffusion d'un récit chinois universalisable.



Les séries « modernes », comme *Ode to Joy* (欢乐颂) ou encore *Stay with Me* (放弃我, 抓紧我) – qui ont eu également beaucoup de succès à l'étranger – transmettent un autre type d'image que le pouvoir chinois est tout autant désireux de diffuser. Quelle que soit l'intrigue, ces histoires qui prennent pour toile de fond la société actuelle montrent une Chine développée économiquement, modernisée et prospère – une image dont se félicite le Parti car il se considère comme l'architecte de cette Chine moderne. Plus important encore, ce genre de séries est vu comme un puissant vecteur pour « mieux raconter » l'histoire de la Chine, « mieux faire comprendre » la Chine d'aujourd'hui qui se considère comme victime de nombreux préjugés.

2. Les films



D'autres œuvres cinématographiques défendent leur pays de manière bien plus explicite. ***Operation Red Sea*** **(**红海行动**) et la série des *Wolf Warrior*** **(**战狼**)** sont des films d'action patriotiques ayant bénéficié d'un vrai succès lors de leur sortie, auprès du public national mais également à l'étranger. Le premier, sorti à l'occasion de l'anniversaire des 90 ans de la fondation de l'APL et du 19e Congrès du Parti, met à l'honneur les forces navales de l'APL qui ont pour mission d'évacuer des ressortissants chinois bloqués en plein milieu de la guerre civile au Yémen. ***Wolf Warrior*, dont le second opus est le plus grand succès du box-office chinois** (870 millions de dollars de recettes), suit les aventures d'un ancien membre des forces spéciales parti en Afrique pour protéger ses compatriotes en danger. **Ces films défendent l'image d'une Chine responsable, d'une « mère patrie » prête à tous les sacrifices pour protéger ses ressortissants en danger**, message qui est sans doute prioritairement adressé au public national pour renforcer le sentiment de fierté nationale et de confiance vis-à-vis du pouvoir en place. Mais ces films servent également à **(dé-)montrer les capacités de projection et de combat des forces de l'APL**, les talents et le sens de l'honneur des militaires chinois, une image qui cherche à impres-

1059. Celle-ci faisait partie des diffusions obligatoires à l'approche du 10e anniversaire du régime.

sionner et séduire le public étranger, de la même manière que beaucoup de films d'action hollywoodiens ont tendance à renforcer l'attractivité des forces armées américaines.

Le film de science-fiction *Wandering Earth* (流浪地球) est un autre exemple : dans un monde futur où l'humanité est en proie à une extinction imminente et dans lequel pas un seul Américain n'est représenté, c'est un groupe de Chinois qui a le courage de lutter jusqu'au bout et parvient à faire renaître l'espoir, à les unifier, et ainsi, à **sauver l'humanité tout entière**. Le message est fort et correspond au discours de la RPC : la Chine est un pays soucieux du bien des autres et, en ce sens, offre une alternative à la voie américaine.



La diffusion de ces produits culturels à l'étranger – quand ces derniers parviennent à se faire une place sur le marché – permet de faire connaître et aimer la culture, l'histoire, la langue et la civilisation chinoises et sert de puissant vecteur pour défendre une certaine image de la Chine : puissante, riche, développée, raffinée et bienveillante.

3. Les jeux vidéo

La Chine exerce également une influence culturelle par le truchement des jeux vidéo dont elle est **un acteur de premier plan**. En 2018, quatre des cinq premières compagnies mondiales du secteur étaient chinoises, Tencent figurant en tête. Second marché mondial derrière les États-Unis, le marché chinois est estimé à 92 millions de dollars en 2020[1060]. Les jeux vidéo constituent l'un des tout premiers biens culturels exportés par la Chine et donc un vecteur d'influence non négligeable. Ils proposent des mondes culturels plus facilement adaptables aux attentes du marché mondial que ne le sont le cinéma et plus encore la littérature. Ils permettent à la Chine d'exporter et de faire connaître des personnages ou des héros typiquement chinois tel que le singe Sun Wukong du *Voyage vers l'Ouest*. Le marché chinois connaît deux développements importants qui pourraient faciliter, à terme, le développement des sociétés nationales sur le marché international : l'expansion des jeux sur téléphone portable et sur « cloud ». Les premiers, appelés mini-jeux, sont surtout le fait de Tencent qui les propose sur son réseau social WeChat et sur QQ. Les jeux sur « cloud » offrent un accès en streaming sans nécessité de téléchargement, Tencent est également dominant sur ce marché.

Les sociétés de jeux vidéo chinoises se sont lancées, depuis quelques années, dans **une stratégie très offensive d'acquisition de sociétés étrangères**. Tencent, par exemple, détient aujourd'hui la société américaine Riot Games (*Legends of Runeterra*), la société finlandaise Supercell (*Clash of Clans*) ou encore la société néo-zélandaise Grinding Gear Games (*Path of Exile*). La compagnie chinoise détient également 40 % du capital d'Epic Games, le développeur de *Fortnite*. En France, Tencent possède 5 % des parts d'Ubi Soft, le leader national du secteur. Cette pénétration de la Chine sur ce marché accroît d'autant son influence et sa capacité à contrôler les discours anti-chinois ou les prises de position contraires à ses intérêts. Il faut dire toutefois que le jeu vidéo est moins facilement associé à la culture chinoise et n'est donc qu'un vecteur de séduction secondaire pour Pékin. Il constitue en revanche un instrument de désinformation redoutable.

1060. Wang Junwei, « China's gaming industry continues explosive growth », *China Daily*, 31 juillet 2020.

B. L'influence sur les productions culturelles étrangères

1. Influencer le cinéma des autres : l'exemple d'Hollywood

La stratégie chinoise dans le secteur de la culture et notamment de la production de biens culturels est souvent résumée par l'expression « emprunter un bateau pour traverser l'océan » (借船出海). Ce *chengyu* signifie dans le langage courant : « bénéficier de l'aide de quelqu'un » ou encore « utiliser les ressources d'un autre pour atteindre ses propres objectifs ». Or, comme le dit la journaliste Bethany Allen-Ebrahimian, « **Hollywood** est le bateau le plus grand et le plus puissant du monde[1061] », au sens où il s'agit sans doute du **moyen artistique et culturel le plus influent**. Dans un rapport particulièrement complet sur le sujet, l'ONG PEN America, qui défend la liberté d'expression dans le pays et dans le monde, montre comment, **pour ne pas contrarier Pékin et maintenir leur accès au gigantesque marché chinois, « beaucoup des studios de cinéma américains se disputant l'accès au public chinois font des compromis difficiles et troublants sur la liberté d'expression**, comme changer le contenu des films destinés à un public international, y compris américain, s'engager dans l'autocensure, accepter de fournir une version censurée d'un film pour sa diffusion en Chine et, dans certains cas, inviter directement les censeurs du gouvernement chinois sur leurs plateaux de tournage[1062] ».

Cette **acceptation croissante de la censure chinoise**, souligne PEN America, est d'autant plus troublante que, tout en produisant régulièrement des films « patriotiques » contribuant largement au *soft power* américain, Hollywood n'hésite pas à écorner la vie politique américaine, et passe pour être hors de contrôle de Washington – mais pas de Pékin.

Le problème se pose d'autant plus aujourd'hui que **le marché chinois du film est en passe de devenir le premier marché mondial**. Les revenus trimestriels du box-office en Chine ont dépassé ceux des États-Unis pour la première fois au premier trimestre 2018 et, sur l'année, devaient dépasser ceux des États-Unis en 2020, devenant le premier marché mondial, selon des estimations antérieures à la pandémie de Covid-19 qui a durement frappé l'industrie du cinéma partout dans le monde. En dépit du fait que la Chine est devenue en août 2020 le premier marché mondial à retrouver son box-office[1063], les dernières estimations indiquent que le marché chinois devra attendre encore quelques années avant de surpasser le marché américain[1064]. Quoi qu'il en soit, la tendance est là et, par sa taille, **le marché chinois est devenu indispensable pour les principaux studios américains**. Ces dernières années, des blockbusters comme *Avengers : Endgame* (2019), *Spider-Man : Far from Home* (2019) et *Fast & Furious Presents: Hobbs & Shaw* (2019) ont généré davantage d'argent en Chine qu'aux États-Unis[1065].

Les investissements chinois dans les films hollywoodiens se sont aussi considérablement développés ces dernières années : dans le top 100 des films les plus rentables au monde, la Chine a contribué au financement de 12 films hollywoodiens en 17 ans entre 1997 et 2013, puis de 41 d'entre eux en seulement 5 ans entre 2014 et 2018[1066]. L'offensive est flagrante, et

1061. Citée dans PEN America, *Made in Hollywood, Censored by Beijing: The U.S. Film Industry and Chinese Government Influence*, pen.org, août 2020, p. 21.

1062. *Ibid.*, p. 2.

1063. Rebecca Davis, « China is world's first market to achieve full box office recovery, says analytics firm », *Variety*, 27 août 2020.

1064. Marrian Zhou, « China's movie industry won't surpass US in 2020 after all: report », *Nikkei Asia*, 23 septembre 2020.

1065. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 8.

1066. Amy Qin et Audrey Carlsen, « How China Is Rewriting Its Own Script », *The New York Times*, 18 novembre 2018.

ces investissements chinois donnent à Pékin des leviers considérables sur les studios américains qui en bénéficient.

Cette dépendance n'est pas réciproque : alors qu'Hollywood a de plus en plus besoin de la Chine, la Chine a de moins en moins besoin d'Hollywood, non seulement parce que les progrès techniques réalisés par l'industrie cinématographique chinoise ces dernières années permettent à davantage de productions chinoises de satisfaire la soif de leur public pour les blockbusters, mais aussi parce que la « guerre froide » avec les États-Unis rend les autorités et le public chinois plus hostiles aux productions américaines. De fait, alors qu'avant 2018 les productions hollywoodiennes dominaient le top 10 des plus gros succès en Chine, en 2020 une seule d'entre elles s'y trouve encore, les autres places étant occupées par des films chinois et hongkongais[1067]. **Le marché chinois étant en même temps de plus en plus important et de plus en plus concurrentiel, les studios américains sont incités à redoubler d'efforts pour plaire à Pékin**.

a. L'accès au marché chinois

Il y a trois manières d'accéder au marché chinois. La première est le quota : selon un accord sino-américain de 2012, les films américains ont 34 places par an sur le marché chinois. Ces places très convoitées sont dans les faits quasi exclusivement occupées par des blockbusters. Pour certains, ce plafond est plus problématique que la censure des contenus : **le nombre limité de films américains autorisés en Chine « est la véritable censure**, la vraie limite à [la liberté d']expression », explique un scénariste hollywoodien[1068]. La décision – l'acceptation ou le rejet d'un film – n'est pas motivée et cette opacité contribue à l'autocensure : **les limites de l'acceptable étant floues, les studios prennent le moins de risques possible pour maximiser leurs chances**.

La deuxième manière de diffuser un film en Chine est le modèle du frais fixe ou du rachat, par lequel le studio étranger accepte de céder la totalité des profits faits en Chine au distributeur chinois, contre le paiement d'un forfait. Trente à quarante films par an arrivent sur le marché chinois de cette manière, essentiellement des films indépendants (les blockbusters occupant l'essentiel des places sous quota), auxquels la censure est également appliquée.

La troisième manière, de plus en plus utilisée, est la coproduction entre un studio étranger et un studio chinois. Elle présente plusieurs avantages, les films en question n'étant pas considérés comme étrangers (par exemple, ils ne sont pas concernés par les périodes durant lesquelles Pékin interdit la projection de films étrangers pour promouvoir l'industrie cinématographique nationale)[1069]. Mais c'est aussi **celle des trois formules qui permet la plus grande influence de Pékin sur les contenus**, le partenaire chinois jouant un rôle d'intermédiaire avec les censeurs qui, à travers lui, sont présents dès le début et à chaque étape de la création du film. Il y a, en outre, des conditions fixées par la China Film Coproduction Corporation (CFCC), une division de CFGC : au moins un tiers de l'investissement financier et du casting doit être chinois, et au moins une scène doit être tournée en Chine. Par exemple, lorsqu'une société de production chinoise a financé 40 % du budget de *Looper* (2012), requalifiant le film comme une coproduction, le personnage joué par Bruce Willis qui devait partager son temps entre Paris et le Kansas l'a finalement partagé entre Paris et Shanghai, et s'est vu uni à une femme chinoise jouée par Xu Qing[1070]. De la même manière,

1067. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 8.
1068. *Ibid.*, p. 34.
1069. *Ibid.*, p. 36.
1070. Jonathan Landreth, « Endgame, DMG Team to make Rian Johnson's 'Looper' », *The Hollywood Reporter*, 18 janvier 2011.

alors que dans le livre dont le film *The Meg* (2018) est tiré, l'action se passe à Hawaï, elle a été relocalisée en Chine dans le scénario du film, une coproduction, et les scientifiques qui dans le livre étaient japonais sont devenus chinois.

Les coproductions sont parfois plus ou moins dissimulées. Par exemple, *China: Times of Xi*, une série documentaire en trois épisodes diffusée sur la chaîne Discovery en octobre 2017, était présentée comme « une production télévisée indépendante », alors qu'elle était en réalité « une coproduction d'un contrat de contenu de trois ans signé en mars 2015 entre Discovery Networks Asia-Pacific et China Intercontinental Communications Center (CICC), une société gérée par le State Council Information Office (CSIO), un organe du gouvernement chinois partageant une adresse avec le Bureau de la propagande étrangère (OFP) du département central de la Propagande[1071] ».

PEN America rappelle que ce qui semble n'être qu'une mesure protectionniste a une autre dimension dans un État autoritaire où les sociétés de production sont quasiment toutes étatiques ou contrôlées d'une manière ou d'une autre par l'État, où les acteurs sont ceux autorisés par le Parti et où les autorités décident quelles scènes doivent être tournées en Chine, où et comment, pour **ne montrer qu'une « image aseptisée de la Chine[1072] »**.

Par ailleurs, les coproductions doivent également respecter un ensemble de règles (*Provisions on the Administration of Sino-Foreign Cooperative Production of Films*, 2004) dont l'article 6(a) contraint les coproductions à « se conformer à la Constitution, aux lois, aux règlements et autres dispositions pertinentes de la Chine », de respecter « les coutumes, les religions, les croyances et les habitudes des groupes ethniques chinois », de « contribuer à la brillante culture traditionnelle du peuple chinois » et de « contribuer à la stabilité sociale en Chine » (stabilité sociale qui, rappelle PEN America, est l'un des arguments utilisés contre les dissidents ou les minorités ethniques, notamment les Ouïghours). L'article 16 quant à lui précise que le film ne peut être projeté « à l'intérieur ou à l'extérieur de la Chine » qu'après avoir passé « l'examen » du gouvernement, c'est-à-dire la censure – qui intervient à tout moment, de l'examen préliminaire du scénario à la vérification du film achevé, et qui relève du département de Propagande du PCC. Par exemple, les censeurs gouvernementaux étaient présents sur le campus chinois de DreamWorks Animation pour surveiller la création de *Kung Fu Panda III* (2016), une coproduction sino-américaine (China Film Group, DreamWorks Animnation et Oriental DreamWorks)[1073].

b. Les listes noires

Le tournant s'est fait en 1997, année de sortie de *Kundun*, sur la jeunesse du dalaï-lama ; de *Seven Years in Tibet*, qui montre notamment l'invasion du Tibet par la Chine ; et de *Red Corner*, l'histoire d'un avocat américain accusé à tort de meurtre en Chine. Non seulement Pékin n'a pas autorisé leur sortie en Chine, mais leurs réalisateurs et principaux acteurs auraient été mis sur une liste noire, et les sociétés de production impliquées empêchées de travailler en Chine pendant cinq ans[1074]. En dépit du fait qu'à l'époque le marché de la Chine était d'une taille modeste, comparable à celui du Pérou, Hollywood a immédiatement compris le message. Michael Eisner, PDG de Disney qui avait produit *Kundun*, rencontre le Premier ministre chinois Zhu Rongji en octobre 1998 à Pékin, s'excuse et promet que cela ne se

1071. Christopher Walker, « China's foreign influence and sharp power strategy to shape and influence democratic institutions », testimony before the U.S. House permanent select committee on intelligence, National Endowment for Democracy, 16 mai 2019.
1072. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 37.
1073. *Ibid.*, p. 37.
1074. *Ibid.*, p. 8-9.

reproduira pas[1075]. Et en effet, par la suite, les studios américains se plieront progressivement aux attentes du gouvernement chinois.

Les listes noires de producteurs, réalisateurs ou acteurs réputés hostiles à la Chine sont d'intensité variable : elles peuvent se limiter à un avertissement, un ou plusieurs refus de visa, ou durer des décennies. Dans le cas de Brad Pitt, à qui il était reproché d'avoir joué *Seven Years in Tibet*, il a pu revenir en Chine à partir de 2014, tandis que le réalisateur Jean-Jacques Annaud a été sollicité dès 2009 pour réaliser une coproduction franco-chinoise. À cette occasion, dans une lettre en chinois publiée sur Weibo, supprimée depuis mais conservée et reproduite par PEN America, Annaud s'excuse, exprime ses « profonds regrets » pour l'impact négatif que *Seven Years in Tibet* a eu en Chine, et il déclare n'avoir « jamais participé à aucune organisation ou association liée au Tibet, n'avoir jamais soutenu l'indépendance du Tibet, n'avoir jamais eu de contact privé avec le dalaï-lama, et que devenir ami avec lui était hors de question »[1076]. Après avoir fait amende honorable en 2009, Annaud s'est rattrapé en réalisant un film en coproduction avec une société chinoise (*Le Dernier Loup*, 2015), en signant « un accord stratégique de partenariat avec la Chine pour deux films dans les trois prochaines années[1077] », mais aussi en devenant membre du conseil stratégique de la France China Foundation (→ p. 265)[1078] (et sa biographie sur leur site qui cite nombre de ses films omet de mentionner *Seven Years in Tibet*)[1079].

c. Couper ou modifier pour ne pas déplaire

L'un des objectifs de Pékin est de censurer des contenus perçus comme menaçants, en particulier les cinq « poisons » (Ouïghours, Tibétains, adeptes du Falun Gong, militants pro-démocratie et indépendantistes taïwanais) et plus largement tout ce qui pourrait remettre en cause l'autorité du PCC.

La censure la plus simple est **le retrait d'une scène, d'un plan ou d'une ligne de dialogue, exigé par les autorités chinoises comme une condition d'accès au marché chinois**. Ainsi, dans *Pirates of the Caribbean 3* (2007), la moitié des apparitions du capitaine Sao Feng, joué par l'acteur hongkongais Chow Yun-Fat, ont été supprimées de façon complètement assumée (dans un article de Xinhua), Pékin estimant qu'elles étaient « diffamantes et dégradantes pour les Chinois[1080] ». De la même manière, la version chinoise de *Men In Black 3* (2012) fait 13 minutes de moins que l'originale : parmi les scènes supprimées, des références à la censure d'internet par le gouvernement chinois – une censure de la censure ironique et auto-annulante, puisqu'elle confirme ce qu'il s'agissait de dissimuler – mais aussi une scène de bagarre dans Chinatown.

Les studios hollywoodiens ont aussi produit une version chinoise de *Mission Impossible III* (2006), sans la scène dans laquelle Ethan Hunt tue un homme de main chinois et sans un plan montrant des sous-vêtements en lambeaux suspendus à la corde à linge d'un appartement de Shanghai ; et une version chinoise du James Bond *Skyfall* (2012) sans la scène durant laquelle un gardien de sécurité chinois est tué et sans des lignes de dialogue faisant référence à de la prostitution et de la torture par la police. Des baisers entre personnes du même sexe ont

1075. Ben Cohen, Erich Schwartzel et James T. Areddy, « NBA Stars study Hollywood's playbook in China », *The Wall Street Journal*, 12 octobre 2019.
1076. Lettre du 28 décembre 2009 publiée sur Weibo et reproduite dans PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 17.
1077. « Annaud signe un nouveau film en coproduction avec la Chine », France Info, 27 mars 2014.
1078. Sur la FCF, voir Harold Thibault et Solenn de Royer, « Dans les coulisses de la France China Foundation, pépinière à élites entre Paris et Pékin », *Le Monde*, 26 mai 2020.
1079. France China Fondation, conseil stratégique, https://francechinafoundation.org/strategic/?lang=fr.
1080. « Disney's 'Pirates 3' slashed in China », *China Daily*, 15 juin 2007.

également été retirés des films *Cloud Atlas* (2013), *Star Trek Beyond* (2016) et *Alien : Covenant* (2017)[1081]. Bien sûr, la Chine n'est pas le seul pays du monde à censurer les films, rappelle PEN America, mais la taille de son marché lui donne un levier sans pareil sur Hollywood : **alors que d'autres États coupent eux-mêmes les films étrangers après leur lancement, de façon parfois artisanale et sans en informer les producteurs, Pékin a le pouvoir de contraindre les studios américains à produire eux-mêmes une version altérée de leur film**, c'est-à-dire à faire « le sale boulot à leur place », ce qui a en outre l'intérêt de dissimuler la censure[1082].

Les studios américains ont intérêt à internaliser la contrainte parce que la censure extérieure et *post facto* peut leur faire perdre du temps et de l'argent : le temps pour les censeurs chinois d'évaluer le film une fois qu'il est réalisé, de demander le retrait ou la modification de certaines scènes, qui doivent parfois être entièrement refilmées, ce qui a un coût, comme celui que peut avoir une sortie chinoise reportée par rapport à la sortie américaine et au plan de communication prévu. C'est la raison pour laquelle **les studios américains pratiquent la censure intérieure et *ex ante*, c'est-à-dire l'autocensure, produisant dès le début le film le plus irréprochable possible, voire complaisant à l'endroit de Pékin**, afin de maximiser leurs chances d'obtenir rapidement l'*imprimatur* des autorités chinoises. Dans ce processus et afin de savoir à l'avance quelles seraient les lignes rouges de Pékin, les studios font appel à des consultants, ouvrent des canaux de communication informels avec les autorités chinoises et se servent de leurs partenaires chinois éventuels, par exemple leur distributeur dans ce pays, comme d'« intermédiaires culturels entre Hollywood et les censeurs[1083] ». L'objectif, à tous les stades du film (scénario, casting, tournage, production), est d'anticiper et d'éviter les potentiels irritants, de s'assurer que le film reste dans les limites de l'acceptable pour Pékin.

Les exemples de censure cités précédemment concernent des versions chinoises qui existent parallèlement à la version originale. **Dans certains cas cependant, l'autocensure consiste à modifier la version originale elle-même**, comme en témoignent plusieurs exemples impliquant Sony. Le plus connu est le cas du film *Red Dawn* (2012), qui devait raconter l'histoire d'un groupe d'Américains résistant à l'occupation des États-Unis par la Chine. C'est ce qui était prévu, et c'est ce qui a été filmé. Après le tournage cependant, les soldats chinois ont été remplacés par des soldats nord-coréens « en modifiant numériquement les drapeaux et insignes chinois en nord-coréens[1084] » (images page suivante). Cette modification a été faite après que des diplomates chinois ont alerté les producteurs du film sur ce point en utilisant comme « intermédiaire et médiateur » une société de production ayant des bureaux à la fois aux États-Unis et en Chine[1085].

1081. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 21.
1082. *Ibid.*, p. 22.
1083. *Ibid.*, p. 23.
1084. *Ibid.*, p. 24.
1085. *Ibid.*, p. 24.





De la même manière, Sony a aussi fait modifier le film *RoboCop* (2014) pour minimiser, dans l'histoire, les liens entre l'entreprise américaine Omnicorp et le gouvernement chinois, tout en reconnaissant dans un courriel qu'il s'agissait bien de « censure » (voir ci-dessous)[1086] ; et Sony a ainsi fait retirer du film *Pixels* (2015) plusieurs scènes, dont une dans laquelle des extraterrestres perçaient la Grande Muraille, préférant faire sauter le Taj Mahal. Justifiant le choix de modifier la version originale du film, l'un des cadres de Sony expliquait dans un courriel que changer la version chinoise seulement aurait attiré l'attention des « blogueurs qui comparent invariablement les versions[1087] ».

From: ODell, Steven
Sent: Thursday, September 12, 2013 8:29 PM
To: Blake, Jeff
Cc: Bruer, Rory; Weinstock, Marc; Clark, Nigel; Bruno, Steve
Subject: FW: Robocop - China
Importance: High

Jeff,

Below is Steve B's reaction while we try to get the film to Li and Joe as well. Changing the China elements to another country should be a relatively easy fix. There is only downside to leaving the film as it is. Recommendation is to change all versions as if we only change the China version, we set ourselves up for the press to call us out for this when bloggers invariably compare the versions and realize we changed the China setting just to pacify that market. You advised Gary a while back based on Nigel's notes at the script phase so none of this should be a surprise to them.

Source : https://wikileaks.org/sony/emails/emailid/182471.

1086. Clare Baldwin, « How Sony sanitized films to please China's censors », japantimes.co.jp, 26 juillet 2015.
1087. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 24.

From: Chow, Li
To: Belgrad, Doug; ODell, Steven
Cc: Bruer, Rory; Blake, Jeff; Bruno, Steve; Dickerman, Sam; Minghella, Hannah
Sent: Wed Dec 18 02:35:20 2013
Subject: RE: Pixels China

Dear Doug,

I read the script when it was initially sent out and gave my comments, as per the below. Even though breaking a hole on the Great Wall may not be a problem as long as it is part of a worldwide phenomenon, it is actually unnecessary because it will not benefit the China release at all. I would then, recommend not to do it. As to relocating the Pac-Man action from Tokyo to Shanghai, this is not a good idea because it will involve destruction all over the city and may likely cause some sensitivity. In other words, it is rather hard to say whether it would be a problem because the unwritten rule is that it is acceptable if there is no real intention in destroying a certain building or street and if it is just collateral damage. But where would you draw the line?

-Breaking a hole on the Great Wall: this is fine as long as this is shown as part of a big scale world-wide destruction, meaning that it would be good to show several recognizable historical sites in different parts of the world being destroyed.

-when the Ambassador Porter, CIA Chief and President Cooper are guessing who was responsible for the attacks: China can be mentioned alongside other super powers but they would not like "Russia and China don't have this kind of technology". And in view of recent news on China hacking into government servers, they may object to "a communist-conspiracy brother hacked into the mail server..."

Best regards,

Li

Source : https://wikileaks.org/sony/emails/emailid/184517.



Parmi les autres exemples de réécriture figure notamment le changement d'un dialogue sur l'origine du virus dans le film de zombies *World War Z* (2013), origine qui devait en principe être la Chine, suivant le scénario original, tiré du roman éponyme de Max Brooks (2006) qui s'était inspiré de l'épidémie de SRAS de 2002-2004. Le dialogue a été changé pour dissimuler cette origine chinoise, à la demande de la société de production Paramount dans l'espoir de passer la censure de Pékin – mais cela n'a visiblement pas suffi, le film n'ayant pas été autorisé en Chine, peut-être pour d'autres raisons (Brad Pitt, peut-être encore sur liste noire, y tenant le premier rôle et étant également coproducteur)[1088]. On notera aussi le remplacement d'un personnage tibétain par un personnage celtique dans *Dr. Strange* (2016) et la disparition des drapeaux japonais et taïwanais sur la veste en cuir de Tom Cruise dans la bande-annonce de *Top Gun : Maverick* (2020), dont l'un des producteurs est la compagnie chinoise Tencent Pictures, ce qui n'est pas passé inaperçu.

Hollywood est un cas spectaculaire mais pas unique : il y a d'autres exemples, ailleurs dans le monde, de films modifiés pour ne pas déplaire à Pékin. Un cas fameux est la coupure au montage de la contribution de l'artiste chinois Ai Weiwei, figure de l'opposition au pouvoir en Chine, au film collectif allemand *Berlin, I Love You* (2019), une compilation de dix courts-métrages[1089].

« Au fil du temps, les scénaristes et créateurs ne conçoivent même pas d'idées, d'histoires ou de personnages qui enfreindraient les règles [fixées par Pékin], car cela ne servirait à rien […] Cela signifie que la censure est plus remarquable non pas pour sa présence, mais pour l'absence qu'elle crée : l'absence de films, d'histoires, de personnages et d'intrigues qui, sans le pouvoir du censeur, auraient existé – ou existé sous une forme différente[1090]. »

1088. *Ibid.*, p. 28-29.
1089. Scott Roxborough, « Ai Weiwei was cut from 'Berlin, I Love You' because backers feared a China backlash », *Hollywood Reporter*, 18 février 2019.
1090. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 4.

d. Ajouter ou modifier pour plaire

Les autorités chinoises n'ont pas qu'un objectif négatif (éviter certains contenus), elles ont aussi un objectif positif : en promouvoir d'autres, c'est-à-dire façonner le discours hollywoodien sur la Chine afin de la montrer de façon positive, puissante, riche, stable, harmonieuse, etc. S'adressant à un parterre de producteurs hollywoodiens à Los Angeles en 2013, le président de la China Film Group Corporation (CFGC), la plus grande compagnie étatique de production et de distribution de films en Chine, leur a tendu les bras (« nous avons un énorme marché et nous voulons le partager avec vous ») mais il y a mis une condition : « nous voulons des films fortement investis dans la culture chinoise, pas un ou deux plans, nous voulons voir des images chinoises positives[1091] ».

Certains l'avaient compris depuis longtemps, en prenant un certain nombre de mesures comme s'assurer d'**inclure de « bons » personnages chinois**, valorisants (ce qui en soi est une bonne chose s'il s'agit de corriger les stéréotypes racistes que l'on pouvait trouver auparavant dans les cinéma occidental à l'égard des Asiatiques) ; **tourner davantage en Chine et lui donner le bon rôle dans les scénarios, celui d'une Chine se portant au secours des autres, voire sauvant le monde** – des exemples de cette tendance étant les films *2012* (2009), *Gravity* (2013) et *Arrival* (2016)[1092]. Ou encore d'une Chine qui est l'avenir du monde : ainsi, dans *Looper* (2012), le héros se fait conseiller, par un personnage venant du futur, d'aller en Chine.

Corrélativement, la même volonté de plaire explique que, **depuis quelques années, « il n'y a plus de méchants chinois dans les films américains[1093] »**. Les Américains sont même parfois décrits de façon moins flatteuse que les Chinois : dans *Transformers : Age of Extinction* (2014), par exemple, les méchants sont des agents de la CIA et le gouvernement chinois, responsable, efficace et bienveillant, a le bon rôle – ce qui a fait dire au journaliste David S. Cohen qu'il s'agissait d'un film « magnifiquement patriotique, si vous êtes chinois[1094] ». Résultat : le film a battu des records d'audience et de revenus générés en Chine. Autre exemple qui a fait sourire : le mégalodon de *The Meg* (2018), dont l'action se passe pourtant en Chine, semble préférer dévorer les Occidentaux, taillés en pièces, tandis que les personnages chinois s'en tirent mieux[1095].



Certains cas sont plus politiques. Dans *Abominable* (2019), une coproduction sino-américaine (Pearl Studio et DreamWorks Animation), une carte de la région qui apparaît dans une scène affiche **la ligne en neuf traits**, c'est-à-dire la revendication territoriale de Pékin sur la mer de Chine méridionale, revendication contestée par ses voisins. En 2016, la Cour permanente d'arbitrage de l'ONU, dans un litige opposant la Chine aux Philippines, avait jugé cette revendication contraire au droit international, en l'espèce au droit de la mer. Cela n'empêche pas la Chine de continuer à défendre cette ligne en neuf traits, en l'imprimant dans ses passeports ou sur les t-shirts de touristes chinois (→ p. 399), ou donc en la glissant dans un film hollywoodien. Cela n'a toutefois pas échappé à ses voisins : le Vietnam, la Malaisie et les Philippines se sont indignés et ont appelé au boycott du film. Le gouvernement malaisien a demandé qu'une version sans ce plan controversé soit produite pour le public malaisien, ce que DreamWorks a refusé,

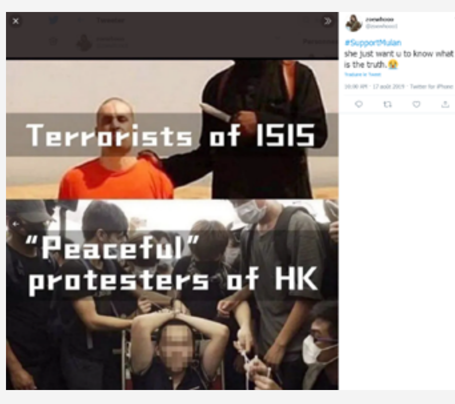
1091. Qin et Carlsen, « How China Is Rewriting Its Own Script », *op. cit.*
1092. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 31.
1093. Yuval Bustan, « Why are there no more Chinese villains in American films? », *Forbes*, 18 novembre 2018.
1094. David S. Cohen, « 'Transformers': A Splendidly Patriotic Film, If You Happen To Be Chinese (Opinion), *Variety*, 3 juillet 2014.
1095. Josh Ye, « Is global box office smash The Meg pandering to China? », *South China Morning Post*, 16 août 2018.

conduisant le gouvernement malaisien à interdire le film. Il y a donc là l'exemple d'un « grand studio hollywoodien refusant la censure d'un gouvernement, pour mieux adhérer aux attentes propagandistes d'un autre gouvernement – ce qui revient, en substance, à faire primer les souhaits des censeurs d'un pays sur ceux d'un autre[1096] ».

#SupportMulan (2019)

En août 2019, en fin de tournage du film *Mulan* (2020), l'actrice sino-américaine Liu Yifei (刘茜美子Crystal Liu) partage sur Weibo une image de soutien à la police de Hong Kong sur laquelle est écrit « Je soutiens la police de Hong Kong. Vous pouvez me tabasser. Quelle honte pour Hong Kong », à laquelle elle ajoute le hashtag #JeSoutiensAussiLaPoliceDeHongKong. Son message a été lui-même partagé plus de 65 000 fois en moins de 24 heures.
Les soutiens des manifestants hongkongais appellent alors au boycott du film avec le hashtag #BoycottMulan, qui émerge d'abord depuis le forum de discussion hongkongais Lihkg et se diffuse rapidement dans le monde entier. Pékin saisit la balle au bond pour faire du film un « test de loyauté[1097] », en soutenant une contre-campagne #SupportMulan sur les réseaux sociaux, allant jusqu'à associer ce hashtag à des images comparant les militants hongkongais au groupe terroriste État islamique. Cette campagne coordonnée s'est avérée « inauthentique » au sens où elle utilise de faux comptes et des bots – poussant Twitter et Facebook à supprimer des comptes et des pages associés[1098].
Disney qui produit le film s'est bien gardé d'intervenir dans cette controverse et son silence, accuse PEN America, « a permis à Pékin d'utiliser leur film comme un outil de propagande antidémocratique sans que cela suscite de protestation. [En conclusion,] la campagne #SupportMulan, soutenue par le gouvernement, montre que même si les studios hollywoodiens ont pour objectif de rendre leurs films aussi inoffensifs que possible – au sens où ils sont très sensibles à ce que Pékin juge offensant – cela n'empêche pas le PCC d'imposer un agenda politique à ces films, en tirant parti même de controverses imprévues, saisies comme des opportunités de poursuivre leur propagande créative tout en entraînant les studios en chemin[1099] ».





1096. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 40.
1097. *Ibid.*, p. 32.
1098. Jude Dry, « Twitter deletes Chinese accounts that spread misinformation about 'Mulan' boycott », *IndieWire*, 20 août 2019.
1099. PEN America, *Made in Hollywood*, *op. cit.*, p. 32.



Parfois, les studios produisent une version chinoise qui va encore plus loin, ajoutant des scènes, des produits, des dialogues, des références culturelles pour un public chinois. Ainsi, la version chinoise de *Looper* (2012) contient plusieurs scènes tournées à Shanghai absentes de la version internationale. Un autre exemple connu est *Iron Man 3* (2013). Le film ayant bénéficié d'un investissement important d'une société de production pékinoise et ayant été en partie filmé à Pékin, Marvel Studios en a fait une version chinoise avec plusieurs scènes supplémentaires, pour faire du placement d'acteurs (dont l'actrice et chanteuse Fan Bingbing) et de produits chinois : on y apprend notamment que, pour se revitaliser, Iron Man boit du « Gu Li Duo », une boisson lactée de la marque Yili (ce qui peut être interprété comme une tentative de recrédibiliser la marque après un scandale sanitaire, des niveaux anormalement élevés de mercure ayant été trouvés dans son lait maternel). D'autres marques chinoises sont aussi mises en valeur (TCL, Zoomlion). On y voit également un groupe d'écoliers chinois et des médecins chinois qui ont le beau rôle (ils tentent de sauver la vie d'Iron Man). En échange, le film a bénéficié de nombreux avantages, dont « une date de sortie optimale, une attitude plus permissive du gouvernement à l'égard de la campagne publicitaire, un degré élevé d'accès aux médias en Chine [et] un créneau promotionnel lors du gala annuel de CCTV pour le Nouvel An chinois, un placement très visible qui n'aurait pas été possible sans le consentement actif du Parti[1100] ».

2. Autres secteurs de la culture

Le cas de Hollywood est emblématique de la volonté et des capacités de la Chine à peser sur les messages véhiculés par le cinéma, mais **d'autres secteurs de la culture sont victimes de pressions de Pékin afin de produire un art compatible avec les attentes du PCC**.

Le déni d'accès au marché chinois est une pratique généralisée pour tous les artistes critiquant le Parti-État, en particulier ceux soutenant l'un des cinq « poisons ». Nombre de musiciens, dont Justin Bieber, Lady Gaga, Oasis, Guns N'Roses, Elton John, Maroon 5, Linkin Park, Bjork et Katy Perry, sont *personae non gratae* en Chine pour avoir soutenu d'une manière ou d'une autre le Tibet, Taïwan ou la « démocratie chinoise » (titre d'un album des Guns N' Roses)[1101]. Par d'autres types de pressions, Pékin espère également **inciter les artistes à modifier leurs œuvres, ou ceux qui les montrent ailleurs dans le monde à cesser de le faire, voire à faire le travail des censeurs chinois**. Nous ne fournirons ici que quelques exemples.

D'une part, dans le secteur des **musées**, et dans un contexte de « durcissement, [au cours de l'été 2020], de la position du gouvernement chinois à l'encontre de la minorité mongole », Pékin a fait pression sur le musée de Nantes concernant un projet d'exposition consacrée à Gengis Khan et à l'empire mongol, et pour laquelle une convention de prêt de pièces a été signée avec le musée de Mongolie intérieure à Hohhot, en Chine. Souhaitant que les mots « Gengis Khan », « empire » et « mongol » disparaissent du titre, les autorités

1100. *Ibid.*, p. 26.
1101. Amy X. Wang, « Justin Bieber joins the illustrous list of musicians banned from China », *Quartz*, 21 juillet 2017.

chinoises ont envoyé au musée de Nantes un nouveau contrat indiquant « que l'ensemble des textes de l'exposition et du catalogue ainsi que les éléments de cartographie devaient être envoyés en Chine pour validation », ainsi qu'un nouveau texte de présentation de l'exposition dans lequel « le mot Mongol apparaissait en douzième page, Gengis Khan avait totalement disparu et le point de vue était centré sur la dynastie des Han[1102] ». En d'autres termes, Pékin voulait **faire disparaître la culture mongole et utiliser cette exposition comme un support de propagande pour son récit national**. « La Mongolie intérieure, territoire autonome en théorie, est très contrôlée par le pouvoir central qui entend y imposer sa langue et sa religion, celles des Hans. Que l'exposition mette en avant un discours en rupture avec le récit national n'est pas accepté », explique l'historienne Marie-Dominique Even[1103]. Dans ces conditions, le musée de Nantes a choisi de reporter son exposition à 2024, pour se donner le temps de trouver des pièces venant de musées européens et américains.

D'autre part, dans le secteur du **jeu vidéo**, le 6 octobre 2019, lors des Hearthstone Grandmasters à Taïwan, Ng Wai Chung (吳偉聰), joueur professionnel résidant à Hong Kong et connu sous le nom de « Blitzchung », a déclaré, après s'être affublé d'un masque similaire à ceux portés par les Hongkongais : « libérez Hong Kong, la révolution de notre époque ». Peu après, le courant a été coupé et le lendemain, la société Blizzard, dont Tencent possède 5 %, a annoncé que Blitzchung était interdit de toute participation à un tournoi pendant un an au motif qu'il avait offensé le public et porté atteinte à l'image de la société. Le Parti, en l'espèce, n'a pas nécessairement demandé à Blizzard de sanctionner le joueur professionnel, mais **le risque de voir ses parts de marché diminuer en Chine a conduit la société de jeux vidéo à aller au-devant des attentes du Parti**.

Dans un autre secteur, celui du théâtre, les diplomates chinois tentent régulièrement de faire interdire des représentations qu'ils estiment contraires aux intérêts du PCC. Par exemple, en 2017, l'ambassade de Chine a fait pression sur le Théâtre royal danois pour empêcher une représentation de la compagnie de danse Shen Yun, liée au Falun Gong. **Parfois, la contrainte est tellement internalisée par les partenaires de la Chine qu'elle n'a même plus besoin d'exercer une pression, les autorités locales s'en chargent pour elle**. Ainsi, en 2018, le Royal Court Theatre à Londres a renoncé à jouer une pièce sur le Tibet, non pas après avoir subi des pressions des autorités chinoises, mais en suivant le conseil du British Council qui lui a confié que jouer cette pièce pourrait nuire aux activités du Royal Court Theatre en Chine[1104]. Il s'agit donc d'un cas d'autocensure, des Britanniques par eux-mêmes, pour ne pas risquer de nuire à leurs affaires en Chine. La pièce a finalement été jouée en 2019[1105]. **L'autocensure – qui permet à Pékin de gagner sans combattre – est l'effet final recherché.**

Enfin, dans les domaines dans lesquels l'œuvre a besoin d'un support pour être diffusée, comme les photographies sur des sites Internet ou des comptes de réseaux sociaux par exemple, **Pékin parvient fréquemment à faire supprimer les contenus en faisant pression sur les diffuseurs**. C'est ce qu'a notamment compris le photographe Patrick Wack, auteur d'un livre de **photographies** du Xinjiang (*Dust*, André Frère Éditions, 2021). Kodak l'avait initialement sollicité pour publier une dizaine de ses images sur leur compte Instagram, ce qu'ils ont fait,

1102. Pierre-Baptiste Vanzini, « À Nantes, la Chine tente de censurer une exposition sur l'empire mongol », *Le Parisien*, 14 octobre 2020 (pour l'ensemble des citations précédentes dans ce paragraphe).

1103. Sylvie Kerviel, « Une exposition sur Gengis Khan au Musée d'histoire de Nantes censurée par la Chine », *Le Monde*, 13 octobre 2020.

1104. Ben Quinn, « Royal Court dropped Tibet play after advice from British Council », *The Guardian*, 4 avril 2018.

1105. Georgina Choekyi Doji *et al.*, « Pah-La – A shallow and confusing examination of Tibetan non-violent resistance », *Tibetan Review*, 18 avril 2019.

avec un texte d'accompagnement fourni par l'auteur qui dénonçait la répression au Xinjiang. Puis Kodak les a subitement retirées en expliquant que « les opinions exprimées par M. Wack ne représentent pas celles de Kodak et ne sont pas approuvées par Kodak. Nous nous excusons pour tout malentendu ou toute offense que ce post a pu causer ». « Je pense qu'ils se sont fait harceler par des nationalistes chinois, et que la direction a eu peur » interprète Wack[1106]. Le message publié par Kodak est en effet très similaire à ceux publiés par les nombreuses entreprises privées qui cèdent à la censure chinoise (→ p. 244).

1106. Laurence Defranoux, « Photos du Xinjiang : Wack assume, Kodak s'écrase », *Libération*, 21 juillet 2021.

IX. Les manipulations de l'information

Conformément à la présentation que nous en avions faite dans le rapport homonyme de 2018, les manipulations de l'information sont des campagnes délibérées (supposant donc l'intention de nuire), clandestines (leurs victimes en sont inconscientes) et coordonnées, de diffusion de nouvelles fausses ou sciemment déformées[1107]. Distinctes donc de la propagande et de la diplomatie publique, qui sont menées ouvertement, de façon assumée, ces manipulations correspondent à ce que Richard H. Shultz et Roy Godson, dans une étude de 1984 sur les « mesures actives » soviétiques, appelaient la désinformation secrète (*covert disinformation*), définie comme « une communication non attribuée ou faussement attribuée, écrite ou orale, contenant des informations intentionnellement fausses, incomplètes ou trompeuses (fréquemment combinées à des informations vraies) qui visent à tromper, désinformer ou induire en erreur la cible. […] En comparaison avec la propagande ouverte, la désinformation secrète est généralement employée de manière sélective et discriminatoire. Cette technique peut être avancée à travers des rumeurs, des contrefaçons, des actions politiques manipulatrices, des agents d'influence, des organisations de façade et d'autres moyens[1108] ». Aujourd'hui, les moyens ont changé – Internet et les réseaux sociaux, en particulier, ayant bouleversé l'environnement informationnel – mais le principe reste le même.

Pour Pékin, les manipulations de l'information, ou la désinformation secrète, ne constituent **qu'un levier parmi d'autres pour infiltrer et contraindre**, comme l'indique la position de cette section dans l'ensemble du présent rapport, **mais un levier particulièrement dynamique et bien documenté**. Ses principaux acteurs sont l'APL, notamment la base 311 (→ p. 87), la LJC (→ p. 70), les médias étatiques – il est bien établi que, d'une manière générale, les médias étatiques des régimes autoritaires, notamment de la Russie, la Chine, l'Iran et la Turquie, sont à la fois des producteurs et des amplificateurs de manipulations de l'information en ligne[1109] –, mais aussi des intermédiaires privés comme les fermes de contenu.

A. Simuler l'authenticité

1. Trolls, faux-nez et *astroturfing*

La palette du désinformateur sur les réseaux sociaux est riche. Les **faux comptes** ou **faux-nez** (*sock puppets*) sont des comptes sociaux créés sous de fausses identités (*fake personas*) par une personne ou un groupe afin de promouvoir certaines idées ou diffuser de fausses informations. Ces comptes sont administrés « manuellement », par de vraies personnes (simplement pas celles qu'elles prétendent être), contrairement aux **bots**, qui sont des comptes automatisés, des robots, amplifiant une activité[1110]. Les **trolls**, quant à eux, sont des acteurs d'internet dont l'objectif est de susciter des controverses et polémiques. Lorsque ces moyens sont employés massivement, cela peut être pour créer l'illusion d'un soutien authentique et populaire à une

1107. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escorcia, Marine Guillaume, Janaina Herrera, *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018, p. 21.

1108. Richard H. Shultz et Roy Godson, *Dezinformatsia, Active Measures in Soviet Strategy*, Washington DC, Pergamon-Brassey's International Defense Publishers, 1984, p. 38.

1109. Katarina Rebello *et al.*, *Covid-19 News and Information from State-Backed Outlets Targeting French, German and Spanish-Speaking Social Media Users*, Oxford Internet Institute, University of Oxford, 29 juin 2020.

1110. Ben Nimmo, « Les techniques d'amplification sur les réseaux sociaux », in Céline Marangé et Maud Quessard (dir.), *Les guerres de l'information à l'ère numérique*, Paris, PUF, 2021, p. 90-93.

politique ou, si l'acteur est une entreprise, à un produit. Auquel cas, cette pratique – qui consiste à désinformer en simulant un mouvement populaire spontané – se nomme ***astroturfing*** en anglais, en référence à l'AstroTurf, marque de tapis imitant de la pelouse (il s'agit en anglais d'un jeu sur le mot *grassroots*)[1111]. **Presque systématiquement incluses dans les opérations informationelles russes[1112], ces tactiques ont également été adoptées par la Chine, d'abord à l'intérieur, pour viser sa propre population, et ensuite sur la scène internationale**.

a. À l'intérieur du pays : une stratégie de distraction pour empêcher l'action collective dissidente

Une étude empirique de 2017 estime que « **le gouvernement [chinois] fabrique et poste environ 448 millions de commentaires par an sur les réseaux sociaux**, [dont l'objectif est d']éviter d'argumenter avec les sceptiques à l'égard du Parti et du gouvernement, et de ne même pas discuter les sujets controversés [mais plutôt] de distraire le public et changer de sujet, la plupart de ces posts faisant la promotion de la Chine, de l'histoire révolutionnaire du Parti communiste et d'autres symboles du régime[1113] ». Ce qu'on appelle couramment « l'armée des 50 centimes » ou les « membres du parti des 50 centimes », parce qu'ils seraient payés 50 centimes (0,06 €) le message – une fausse rumeur[1114] – sont en réalité connus formellement sous le nom de « commentateurs internet » (网络评论员)[1115]. Une étude de 2021 montre que **le Parti peut compter sur 2 millions de commentateurs payés**, directement employés par les commissions des affaires cyber (网络安全和信息化委员会)[1116] et les bureaux de Propagande dans tout le pays, **auxquels s'ajoutent plus de 20 millions de trolls à temps partiel** dont la plupart sont des étudiants et des membres de la LJC[1117]. L'objectif est qu'ils soient si nombreux à défendre un même discours que les utilisateurs authentiques des réseaux osent moins exprimer des opinions divergentes qui sembleraient alors minoritaires. Le but est donc de cadrer le débat ou, pour rependre la terminologie du gouvernement chinois, « guider » (引导) **l'opinion publique**, c'est-à-dire la manipuler.

Une fuite de courriels de 2013-2014 du bureau de la propagande internet du district de Zhanggong, dans lesquels ces « commentateurs » rendaient compte de leur activité, fournit aux auteurs de cette étude un échantillon de plus de 43 000 commentaires postés par des auteurs identifiés comme étant membres de ce « parti des 50 centimes ». Les auteurs disent avoir cherché en vain des preuves que certains de ces commentaires avaient été créés automatiquement, par des bots, mais qu'au contraire tout indique que « chacun d'entre eux a été écrit par un être humain spécifique et souvent identifiable, sous la direction du gouvernement[1118] ».

Ils concluent à **une « stratégie de distraction », les pics d'activité de ces commentateurs étant liés à des événements au « potentiel d'action collective »**, par exemple des manifestations, une explosion, mais aussi pendant les vacances car les gens désœuvrés sont

1111. Thomas Zerback, Florian Töpfl et Maria Knöpfle, « The disconcerting potential of online disinformation: Persuasive effects of astroturfing comments and three strategies for inoculation against them », *New Media & Society*, 4 mars 2020.

1112. Clint Watts, « Disinformation: A Primer in Russian Active Measures and Influence Campaigns », Statement Prepared for the U.S. Senate Select Committee on Intelligence hearing, 30 mars 2017. Cf. également : Tania Rakhmanova, « Le trolling, au service du Kremlin », Arte, 2017, https://www.arte.tv/fr/videos/079332-017-A/le-trolling-au-service-du-kremlin/.

1113. Gary King, Jennifer Pan et Margaret E. Roberts, « How the Chinese Government Fabricates Social Media Posts for Strategic Distraction, not Engaged Argument », *American Political Sciences Review*, 111:3, 2017, p. 484.

1114. *Ibid.*

1115. *Ibid.*

1116. Ryan Fedasiuk, « Buying Silence: The Price of Internet Censorship in China », *China Brief*, 21:1, 12 janvier 2021.

1117. Ryan Fedasiuk, « A Different Kind of Army: The Militarization of China's Internet Trolls », *China Brief*, 21:7, 12 avril 2021.

1118. *Ibid.*, p. 489.

davantage susceptibles de se mobiliser pour des causes et avant les meetings politiques (des périodes stratégiques durant lesquelles la distraction stratégique est utilisée en même temps et de façon complémentaire à la redistribution et à la répression)[1119]. **Dans ces périodes sensibles, il est demandé aux commentateurs internet de « promouvoir l'unité et la stabilité via de la publicité positive »** et d'« activement guider l'opinion publique[1120] ». Environ 80 % des messages tombent dans cette catégorie que les auteurs appellent *Cheerleading*, c'est-à-dire de promotion, de publicité positive[1121]. Il ne s'agit pas d'argumenter. Contrairement à la thèse dominante que les auteurs appellent la théorie de la critique de l'État, selon laquelle le but de la censure est de supprimer la dissidence, ils défendent une théorie dite « du potentiel d'action collective » selon laquelle **le but de la censure est d'empêcher des actions collectives non générées ou contrôlées par l'État**, quel que soit leur objet, autrement dit que cette expression collective soit ou non opposée à l'État ou même de nature politique[1122].

Une autre étude a identifié plusieurs cas de publications massives de commentaires soutenues par le gouvernement chinois, dont celui dans le cadre du sommet du G20 à Hangzhou en 2016 et celui en rapport aux explosions dans le port de Tianjin à l'été 2015[1123]. Dans les deux cas, il était principalement question de commentaires « d'énergie positive » (正能量) en soutien au régime communiste chinois. À l'occasion du sommet du G20, de nombreux messages tels que « je crois fermement que le peuple chinois sera plus uni sous le président Xi » et « ayons confiance en ce que notre nation sera plus prospère et plus forte sous la direction du président Xi » ont déferlé sur les réseaux chinois, au même moment où internet était sévèrement censuré. Cela y compris pour bloquer toute référence humoristique à la gaffe de Xi Jinping qui a dit « 宽衣 » (*kuan yi*), plutôt que « 宽农 » (*kuan nong*) – les caractères *yi* et *nong* étant proches – lors de son discours, appelant ainsi à se déshabiller plutôt que d'assouplir la politique agricole[1124].

De même, après les explosions dans le port de Tianjin, les *astroturfers* ont massivement relayé des discours d'éloge des pompiers et des intervenants de première ligne, de soutien aux victimes, en prenant soin d'éloigner la discussion de toute référence à la corruption ou la mauvaise gestion de la crise par le gouvernement. Il s'agissait de messages tels que : « Ne croyez pas les rumeurs et ne diffusez pas de rumeurs. Les rumeurs prennent fin avec les personnes sages. Prions tous pour les victimes et pour leur sécurité[1125]. » Pour les auteurs de l'étude, le but était, à nouveau, de « guider » la population, et d'empêcher la diffusion de tout sentiment qui pourrait susciter des actions collectives contre le gouvernement et d'opinions qui pourraient ternir la réputation du régime.

Enfin, une étude plus récente fondée sur le vol de plus de 3 200 directives et 1 800 notes internes des bureaux de l'Administration du cyberespace dans la ville de Hangzhou, au début de l'épidémie de coronavirus en janvier-février 2020, témoigne d'**un raffinement de la censure, au sens où la discrétion est recherchée**. Selon l'une des instructions, « alors que les commentateurs se battent pour guider l'opinion publique, ils doivent dissimuler leur identité, éviter le patriotisme grossier et les éloges sarcastiques, et être élégants et silencieux[1126] ». L'Administration du cyberespace envoie ses premières directives la première semaine de jan-

1119. *Ibid.*
1120. *Ibid.*
1121. *Ibid.*, p. 490.
1122. Gary King, Jennifer Pan et Margaret E. Roberts, « How censorship in China allows government criticism but silences collective expression », *American Political Science Review*, 107:2, 2013, p. 326-343.
1123. Blake A. Miller, Mary Gallagher, « Astroturfing in China: Three Case Studies », 17 février 2017 ; Blake Miller, « Automated Detection of Chinese Government Astroturfers Using Network and Social Metadata », 21 avril 2016.
1124. Catherine Lai, « President Xi Jinping's 'take off clothes' G20 gaffe censored in China », *Hong Kong Free Press*, 6 septembre 2016.
1125. Miller et Gallagher, « Astroturfing in China », *op. cit.*, p. 7.
1126. Raymond Zhong, Paul Mozur, Jeff Kao et Aaron Krolik, « No 'negative' news: how China censored the coronavirus », *The New York Times/ProPublica*, 19 décembre 2020.

vier, ordonnant aux sites d'information de « n'utiliser que du matériel publié par le gouvernement et de ne pas établir de parallèle avec le SRAS de 2002 ». Début février, une directive exige de ne pas se contenter de contrôler l'information en Chine mais de travailler à « influencer activement l'opinion internationale ». Il est demandé à la presse de ne pas utiliser de mots tels que « incurable » ou « mortel » pour décrire le virus, ou « confinement » pour décrire les restrictions de mouvement. Une directive demande aussi de « ne pas donner la fausse impression que notre lutte contre l'épidémie repose sur des dons étrangers ». Les documents révèlent également que chacun des « commentateurs » mobilisés pour façonner l'opinion sur le coronavirus dans la seule ville de Guangzhou recevait **25 dollars pour un message original de plus de 400 caractères, 40 cents pour le signalement (pour suppression) d'un commentaire négatif, et un cent par partage** (*repost*)[1127].

b. Sur la scène internationale : une stratégie plus offensive pour défendre les intérêts chinois

Sur la scène internationale, les trolls sont beaucoup plus agressifs. Ils défendent, attaquent, entretiennent des polémiques, insultent, harcèlent. En mars 2019, de nombreux utilisateurs de Reddit ont estimé que des trolls soutenus par le gouvernement chinois étaient engagés « dans **un effort coordonné pour diffuser de la propagande et enterrer les messages anti-chinois sur Reddit**[1128] ». Un grand nombre de comptes nouvellement créés intervenaient massivement dans la discussion, systématiquement pour défendre Pékin et attaquer toute personne critiquant la Chine. Ils votaient positivement (*upvote*) ou négativement (*downvote*) pour un message, pour le valoriser ou au contraire le faire disparaître. La bataille faisait rage sur certains forums en particulier, dont /r/geopolitics et les subreddits canadiens (notamment sur le sujet de Huawei → p. 131). **L'ampleur de cette offensive chinoise dépassait ce à quoi les trolls russes avaient habitué les utilisateurs de Reddit**. Un bon connaisseur de la modération du forum /r/geopolitics estime que, « par le passé, /r/geopolitics avait été ciblé par les trolls russes, qui sont généralement les plus connus et les plus actifs sur diverses plateformes de médias sociaux. Cependant, en l'occurrence, cet effort pro-PCC éclipse largement toute opération des Russes[1129] ». Ici comme ailleurs, il est **difficile de savoir si ces trolls travaillent pour le gouvernement chinois ou sont simplement des utilisateurs patriotes**. Le fait que ces trolls soient si nombreux, apparemment coordonnés, et répètent tous les mêmes éléments de langage (« mentionnez Falun Gong et c'est incroyable, ils sortent tous du bois et disent tous la même chose », remarque un utilisateur)[1130], semble toutefois indiquer un certain degré d'organisation.

Si **l'APL** a développé ses capacités à mener des opérations de trolling et de faux-nez, notamment sur le plan intérieur (« armée des 50 centimes »), **la Ligue de la jeunesse communiste (LJC) est également capable de conduire ce type d'opération** en interne comme à l'étranger. C'est elle qui est responsable de la campagne de trolling qui a frappé le nageur Mack Horton après que celui-ci a battu le champion chinois Yang Sun sur 400 m nage libre[1131]. Le sportif australien a subi une campagne d'insultes sur sa page Facebook, recevant plus de 40 000

1127. *Ibid.* pour toutes les citations de ce paragraphe.

1128. Craig Silverman et Jane Lytvynenko, « Reddit has become a battleground of alleged Chinese trolls », *BuzzFeedNews*, 14 mars 2019.

1129. *Ibid.*

1130. *Ibid.*

1131. Peter Farquhar, « Olympic champ Mack Horton's Facebook bombarded with 40,000 insults from Chinese swim fans », *Business Insider Australia*, 8 août 2016.

messages de « fans » de Yang. La LJC est mieux à même de travailler sur des cibles de 14 à 28 ans[1132], qui constituent une bonne partie des fans d'athlètes.

Pour mener ses opérations contre des cibles étrangères, la LJC utilise souvent les étudiants chinois qui représentent désormais la plus grande communauté estudiantine à l'étranger, **ainsi que des Chinois d'ascendance étrangère afin d'améliorer la qualité des messages** tant sur le fond – pour résonner avec les préoccupations de la cible – que sur la forme – afin que le message semble avoir été rédigé par un local. Pékin instrumentalise par exemple des Chinois d'origine coréenne (朝鲜族 ou *Joseonjok* en coréen)[1133], minorité très présente dans le nord-est chinois (*dongbei*) et parmi les étudiants chinois résidant en Corée.



Message en chinois donnant les instructions pour signer la pétition en faveur de Moon Jae-in.

Tara O dévoile **une opération de mesures actives chinoise en Corée du Sud s'appuyant sur cette communauté estudiantine et d'origine coréenne**[1134]. À la suite de la décision du président Moon Jae-in, au début de l'épidémie de coronavirus, de ne pas empêcher l'entrée sur le territoire coréen des ressortissants chinois – contre l'avis de la Korean Medical Association qui craignait une propagation rapide du virus –, la Maison bleue a essuyé de nombreuses critiques. Un citoyen sud-coréen a ouvert une pétition sur le site de la présidence, le 4 février 2020, demandant le renvoi de Moon, en estimant que ses échecs ne le rendaient plus légitime pour exercer ses fonctions. Le 25 février, la pétition avait recueilli 300 000 signatures et franchi le cap du million deux jours plus tard[1135]. Le lendemain, alors que le nombre de signatures avoisinait 800 000, une seconde pétition intitulée « Nous soutenons le président Moon Jae-in », fait son apparition sur le site de la Maison bleue. En deux jours, cette pétition reçoit plus de 800 000 signatures, phénomène exceptionnel (la première pétition contre le président Moon n'a atteint ce nombre de signatures qu'en 21 jours). Le fait est d'autant plus troublant que ces signatures en masse se font en pleine croissance de l'épidémie sur le sol coréen, autrement dit au moment où le mécontentement contre Moon est élevé. Le 27 février, un Chinois d'origine coréenne révèle l'existence de messages, en chinois, appelant les citoyens de RPC présents en Corée à apposer leur signature sur la pétition de soutien au président Moon (voir la capture d'écran ci-dessus). Bien sûr, il n'existe pas de preuves irréfutables de l'implication du PCC dans cette affaire mais le faisceau d'indices oriente vers Pékin et plus précisément la LJC. **Cette opération, qui en quelques jours a pu atteindre près d'un million de signatures, n'est possible qu'avec une mobilisation organisée par une structure extrêmement puissante à l'image de la LJC capable de mobiliser les réseaux étudiants en Corée du Sud**. Le cas échéant, elle constituerait un nouvel exemple de mesures actives mises en œuvre par les Chinois pour soutenir un dirigeant considéré comme un ami de la Chine et pour empêcher l'émergence, au sein d'une opinion publique, d'un sentiment anti-chinois. Gageons que la révélation de cette affaire aura entraîné un résultat opposé à celui poursuivi par Pékin.

1132. Tara O, « Chinagate: Chinese Trolls, Sockpuppets in South Korea to Manipulate Public Opinion Online, Impact Politics, and Intervene in Internal Affairs », East Asia Research Center, 8 mars 2020.
1133. O, « Chinagate », *op. cit.*
1134. *Ibid.*
1135. Tara O, « Over 1,000,000 Urge the Impeachment of Moon Jae-in of South Korea for his Poor Handling of the Wuhan Coronavirus (COVID-19) Outbreak », East Asia Research Center, 27 février 2020. Le texte de la pétition figure dans le corps de l'article.

2. Se payer des intermédiaires

Une autre manière de simuler l'authenticité est de **faire publier des contenus par des tiers, contre de l'argent** – ce qui revient, littéralement, à « se payer » des intermédiaires. Une manière simple, et régulièrement utilisée par Pékin, est d'avoir recours à des fermes de contenu, qui fabriquent des nouvelles pour de l'argent. Mais l'achat peut aussi être celui d'un message ponctuel comme celui d'une influence sur une page ou un compte, voire simplement l'achat de cette page ou de ce compte, ou le recrutement d'une personne.

a. Les fermes de contenu

Les fermes de contenu (内容农场) sont des plateformes employant des contributeurs indépendants pour créer des contenus « piège à clics », d'apparence journalistique mais peu originaux ou de médiocre qualité, en utilisant des mots clés de sorte à être bien classés par les moteurs de recherche, maximiser leurs vues et générer des revenus publicitaires[1136]. « Après avoir créé les articles, les exploitants de fermes de contenu recrutent – et souvent compensent financièrement – des utilisateurs individuels de médias sociaux pour les aider à les diffuser[1137]. » **L'origine de ces contenus, créés par des tiers et diffusés par d'autres tiers, est donc difficilement traçable**, et c'est précisément pourquoi Pékin utilise abondamment cette sous-traitance. « **L'APL s'appuie sur des pigistes externalisés en Malaisie ou des ressortissants chinois à l'étranger pour diffuser du contenu de désinformation » via des fermes de contenu[1138], en rémunérant entre 100 et 1 000 RMB (de 12,6 à 126 €) par message** en fonction de la longueur[1139].

Gagner de l'argent avec KanWatch

La ferme de contenu KanWatch « a été conçue explicitement pour que les utilisateurs soient rémunérés pour partager son contenu. Pour ouvrir un compte, un utilisateur doit d'abord remplir les informations de base avec un compte PayPal associé. Il existe deux façons de gagner de l'argent avec la plateforme : un utilisateur peut soit partager des articles sur ses comptes de médias sociaux, soit écrire des articles. Selon la *Taiwan Gazette*, un seul utilisateur peut gagner environ 10 dollars de Singapour [6,2 euros] pour mille vues qu'un article partagé reçoit. Les utilisateurs peuvent également réécrire facilement des articles en appuyant sur un bouton de clonage. D'autres fonctionnalités de la plateforme KanWatch la rendent conviviale et simple à utiliser. Par exemple, un utilisateur peut suivre son flux de trésorerie pour voir combien d'argent il a gagné. Offrir des incitations financières aux utilisateurs pour qu'ils produisent et diffusent des contenus, quelle que soit leur véracité, s'est avéré être une stratégie très efficace pour le PCC[1140] ».

Une évolution intéressante, observée notamment durant la campagne des élections générales de 2020 à Taïwan (→ p. 455), est **l'utilisation par ces fermes d'intelligence artificielle (IA) pour générer du contenu.** L'usage d'IA dans les opérations d'influence chinoises contre

1136. Daniel Chandler et Rod Munday, *A Dictionary of Social Media*, Oxford University Press, 2016, p. ??. Voir aussi Jason Liu, Ko Hao-hsiang et Hsu Chia-yu, « How A Content Farm In Malaysia Turned Fake News Directed At Taiwan Into A Moneymaker », *The Taiwan Gazette*, 12 mars 2020.
1137. Alicia Fawcett, *Chinese Discourse Power: China's Use of Information Manipulation in Regional and Global Competition*, DFRLab, Atlantic Council, 2020, p. 23.
1138. *Ibid.*
1139. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 28.
1140. Fawcett, *Chinese Discourse Power*, *op. cit.*, p. 23.

Taïwan était déjà mentionné dans un rapport du Taiwan's Mainland Affairs Council de mai 2019 et a depuis été confirmé par Peng Kuan Chin (彭冠今), qui a créé un « système de collecte automatique pour les fermes de contenu qui explore internet à la recherche d'articles et de publications en chinois et réorganise les mots et les phrases en un nouveau texte, générant des milliers d'articles par jour. Le logiciel de Peng est calqué sur un logiciel automatisé qu'il a vu en Chine continentale, qui d'après lui est le seul pays à posséder [cette technologie][1141] ».

Selon le groupe de vérification des faits taïwanais MyGoPen, au moins 60 % des contenus controversés et de désinformation diffusés à Taïwan depuis ces fermes de contenu proviendraient de l'étranger. La plupart de celles ayant de l'écho auprès des internautes taïwanais n'opéreraient pas non plus depuis l'île même[1142]. En 2016, on retrouvait parmi les 100 fermes de contenu les plus visitées à Taïwan, Hong Kong, en Malaisie et à Singapour, mobile01.com, teepr.com, bomb01.com, ptt01.cc, shareonion.com, buzzhand.com ou encore gigacircle.com[1143]. Certaines connaissent du succès aussi rapidement qu'elles sont ensuite oubliées, d'autres continuent à prospérer.

Les sites que l'on qualifie de « fermes de contenu » attirent généralement l'attention des internautes depuis les réseaux sociaux. Facebook, qui est utilisé par plus de 80 % de la population taïwanaise[1144], est une plateforme privilégiée pour faire circuler ces articles, via des pages auxquelles les utilisateurs peuvent s'abonner, ou au sein de groupes auxquels ils peuvent adhérer. D'autres réseaux sont utilisés également, comme YouTube, Twitter ou encore LINE, qui est une messagerie privée mais depuis laquelle les utilisateurs peuvent recevoir des articles de pages.

Mission

À Taïwan, la ferme de contenu Mission (密訊) a connu un succès notamment auprès des communautés plutôt positionnées à l'extrême droite politiquement, sympathisantes de la « coalition bleue » autour du KMT et opposées au parti au pouvoir (PDP) et à la présidente Tsai Ing-wen[1145]. Une étude de Cheng Yu-chung (鄭宇君), professeur à la National Chengchi University, a en effet confirmé que **les pages Facebook soutenant le KMT avaient tendance à partager les contenus de Mission, celle-ci devenant même la première source citée dans la semaine précédant les élections locales de 2018 à Taïwan**[1146]. En octobre 2019, Facebook décide de suspendre plusieurs fermes de contenu, dont Mission, pour violation du règlement de la plateforme[1147].

Pour contourner les filtres de Facebook, Mission a sans cesse ressuscité en copiant son contenu sur divers autres domaines tels que missiback.com, pplomo.com, gyfunnews.com, kowwno.com – qui partagent d'ailleurs tous un même Google Analytics tracking ID (UA-135651881). L'existence de cet identifiant révèle au moins deux informations : la première est que le public est constitué d'internautes qui utilisent Google ; la seconde, que derrière un même identifiant se cache un même webmaster qui gère le trafic sur ces sites pour en

1141. 孔德廉 (William Kung), 劉致昕 (Liu Chih-hsin), « 寫手帶風向不稀奇：AI產文、侵入私人LINE群，輿論軍火商已全面升級 » (Il n'est pas rare que les écrivains donnent le sens du vent : l'IA produit de la littérature, envahit les groupes privés sur LINE et les marchands d'armes de l'opinion publique ont été promus), 6 janvier 2020, https://www.twreporter.org/a/information-warfare-business-weapons (cité par Insikt Group, « Chinese Influence Operations Evolve in Campaigns Targeting Taiwanese Elections, Hong Kong Protests », *Recorded Future*, 29 avril 2020, p. 5).

1142. « The Content Mill Empire Behind Online Disinformation in Taiwan », *The Reporter*, 26 décembre 2019.

1143. Wan Qing Tung, *op. cit*, p. 1, note 6.

1144. « Internet Usage in Asia », *Internet World Stats*.

1145. Nick Monaco, Melanie Smith et Amy Studdart, *Detecting Digital Fingerprints: Tracing Chinese Disinformation in Taiwan*, rapport conjoint de Graphika, l'Institute for the Future's Digital Intelligence Lab et l'International Republican Institute, août 2020, p. 36.

1146. The Reporter, « Uncovering The Money And China Factor Behind 'Mission' – Taiwan's Most Controversial Content Farm », *The Taiwan Gazette*, 24 juillet 2020.

1147. Monaco, Smith, Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit*, p. 36 ; Insikt Group, « Chinese Influence Operations », *op. cit.*, p. 5, note 3.

améliorer les statistiques, donc que le lien entre les domaines qui en partagent un est très fort. C'est un signe qui permet d'identifier des réseaux entiers de fermes de contenu qui à première vue ne semblent pas liées, comme on le verra par la suite. Malgré les mesures prises par Facebook, Mission battait le record en avril 2019 du site le plus partagé sur une semaine par les utilisateurs Facebook à Taïwan, avec un nombre de partages cinq fois plus important que le *Liberty Times* (自由時報)[1148].



Capture d'écran du domaine mission-tw.com prise le 15.03.2021.

La présence des fermes de contenu comme Mission pose problème en raison de leur capacité à produire du contenu susceptible d'influencer les débats et les opinions politiques. **Mission a alimenté les discours critiquant le gouvernement de Tsai Ing-wen**. Elle a relayé des informations fondées sur des faits réels mais cadrées de manière trompeuse, par exemple en donnant l'illusion que le ministère de la Défense taïwanais allait gaspiller de l'argent en investissant dans un vieux modèle d'avion de chasse (F-16A/B), alors qu'il s'agissait d'un nouveau modèle (F-16V). Ou encore, en déformant les 71 millions de dollars d'aides accordées au Paraguay sous la présidence de Chen Shui-bian (陳水扁) pour la construction de logements sociaux, en prétendant qu'il s'agissait de 102 millions que le gouvernement de Tsai aurait accepté et qui « tueraient » les Taïwanais[1149].

Une enquête du *The Reporter* (報導者) a révélé **des liens entre Mission et le Nouveau Parti de Taïwan** (→ p. 441)**, qui défend une position pro-réunification, ainsi que des médias chinois**[1150]. Dans le code source initial du site de Mission se trouvaient en effet les noms de Lin Cheng-kuo (林正國) et de la Fang Hang Integrated Business Marketing Co. Ltd. Les époux Lin Cheng-kuo et Liu Fang-yu (劉芳妤), qui est la représentante de l'entreprise Fang Hang, sont tous deux membres du comité de jeunesse du Nouveau Parti de Taïwan[1151]. L'analyse des contenus partagés par Mission montre par ailleurs que le site chinois China-Taiwan.net (中國台灣網, taihai.net) est très souvent cité. Il s'agit pourtant d'un site piloté par le Bureau des affaires taïwanaises (BAT) de Pékin. Une fois ces liens mis en lumière, il n'est donc pas étonnant d'observer la plateforme Mission

1148. The Reporter, « Uncovering The Money And China Factor Behind 'Mission'… », *op. cit.*
1149. *Ibid.*
1150. *Ibid.*
1151. Publication du compte du Comité de jeunesse du Nouveau Parti de Taïwan (新黨青年委員會), Facebook, 31 décembre 2017, https://archive.vn/jZZ5L.

relayer des nouvelles minant la légitimité du parti au pouvoir et promouvant un discours pro-Chine et pro-unification.

Evan Lee et Yee Kok Wai

Lorsque Mission a été confrontée aux mesures de suspension prises par Facebook, les pages qui partageaient régulièrement son contenu sur cette plateforme se sont tournées vers d'autres fermes au contenu similaire, telle que Big Durian[1152]. Les contenus de Mission étaient également copiés sur d'autres domaines tels que beeper.live[1153]. **Big Durian et beeper.live font partie d'un même grand réseau de fermes de contenu liées à un certain Evan Lee**. Les recherches menées par *The Reporter*, complétées par celles de Nick Monaco, Melanie Smith et Amy Studdart, ont montré qu'**un total de 431 fermes de contenu étaient liées à un certain Evan Lee, qui serait basé en Malaisie**.

The Reporter décrit un homme ayant une riche expérience dans la gestion de fermes de contenu, qui partagerait son savoir-faire avec ceux qui rencontrent des difficultés via un groupe de discussion sur Telegram[1154]. Dans un entretien qu'il leur a accordé[1155], « Evan Lee » s'est défendu d'avoir un agenda politique et affirme que ses plateformes sont des lieux de liberté d'expression. La plus grande « ferme de contenu » selon lui est YouTube. Il dit connaître six fermes de contenu contrôlées par des Chinois, et trois taïwanaises totalisant plus de 100 millions d'abonnés, qui travaillent de concert avec Facebook et LINE, mais refuse de les nommer[1156].

La motivation purement commerciale de la plupart des acteurs des fermes de contenu n'empêche pas certains « fermiers » de les utiliser pour défendre leurs opinions politiques personnelles. Les travaux précédents, notamment de *The Reporter*, ont permis d'identifier **un certain Yee Kok Wai** (余國威)**, membre du large réseau d'Evan Lee**, qui serait originaire de Puchong en Malaisie et dont le compte a déjà été suspendu par Facebook pour violation des règlements de la plateforme. Selon Yee Kok Wai, les pages qu'il gère sur Facebook seraient suivies par un total de quelque 300 000 abonnés[1157] et le contenu partagé provient généralement de fermes de contenu déjà évoquées telles que kanwatch, beeper.live et qiqu.news[1158]. Les pages qu'il aurait créées depuis 2014 portent un nom qui commence généralement par « 全球華人 » (*Global Chinese*), tels que *Global Chinese Military Alliance* (全球華人軍事聯盟), *Global Chinese Golden Age Union* (全球華人盛世聯盟), et *Global Chinese Weather Union* (全球華人風雲聯盟). **Ses prises de position en faveur du Parti communiste chinois – célébration de l'anniversaire du PCC, soutien à la police de Hong Kong par exemple – sont conformes au contenu pro-chinois qui est diffusé en masse depuis les plateformes qu'il gère**[1159]. Yee Kok Wai a également fait de Chang Dong-nan (張東南), membre du parti taïwanais pro-chinois et pro-unification, le *Chinese Unification Promotion Party* (中華統一促進黨), un des administrateurs de sa communauté Facebook de la *Global Chinese Alliance*[1160]. Il serait également associé au réseau « Qiqi », dont il gérerait quelques pages Facebook[1161].

1152. The Reporter, « The Content Mill Empire Behind Online Disinformation in Taiwan », *op. cit.*
1153. The Reporter, « Uncovering The Money And China Factor Behind 'Mission'… », *op. cit.*
1154. The Reporter, « Meet Boss Evan – The Man Behind Taiwan's Zombie Content Farms », *The Taiwan Gazette*, 16 mars 2020.
1155. *Ibid.*
1156. *Ibid.*
1157. The Reporter, « The Content Mill Empire Behind Online Disinformation in Taiwan », *op. cit.*
1158. The Reporter, « How A Content Farm In Malaysia Turned Fake News… », *op. cit.*
1159. *Ibid.*
1160. The Reporter, « The Content Mill Empire Behind Online Disinformation in Taiwan », *op. cit.*
1161. *Ibid.*

Qiqi

Le réseau Qiqi, qui a relayé entre autres la fausse information selon laquelle les manifestants hongkongais offriraient des récompenses allant jusqu'à 2,5 millions de dollars à ceux qui tueraient des officiers de police[1162], **fait également partie de la nébuleuse à laquelle appartiennent Yee Kok Wai et Evan Lee**. Cette fausse nouvelle, diffusée en novembre 2019, provenait en réalité du compte Weibo officiel de la Commission centrale des affaires politiques et juridiques du Parti (中共中央政法委员会)[1163]. Le réseau Qiqi est composé de nombreuses pages dont le nom commence par « Qiqi » (琪琪 ou 琦琦), comme « Qiqi regarde le monde » (琪琪看世界), « Qiqi regarde les infos » (琦琦看新闻), « Qiqi regarde les affaires militaires » (琦琦看军事), « Qiqi regarde la vie » (琪琪看生活). D'après *The Reporter*, ces pages opèrent de manière similaire au réseau *Global Chinese* et ont été créées par Yee Kok Wai à partir de 2017, avec un total d'environ plusieurs dizaines de milliers d'abonnés[1164]. Le Google Analytics tracking ID de ces pages est également celui évoqué précédemment, qui remonte jusqu'à Evan Lee : UA-19409266[1165]. D'après le rapport conjoint de Graphika, l'Institute for the Future et l'IRI, **elles agissent de façon coordonnée : dans les mois précédant l'élection présidentielle taïwanaise de 2020, au moins 48 pages Facebook promouvaient simultanément les mêmes contenus des mêmes domaines du réseau Qiqi**[1166].

Pendant la campagne, Qiqi promeut des histoires hostiles à la présidente Tsai Ing-wen et au Parti démocrate progressiste (PDP) en général. Qiqi a par exemple contribué à populariser l'expression de « terreur verte » utilisée pour dénigrer le PDP (dont la couleur est le vert, alors que celle du KMT est le bleu) en référence à la « terreur blanche » (白色恐怖) qui désigne la période autoritaire de l'histoire du pays, entre 1947 et 1987. Le site « promeut une vision du monde étroitement alignée sur celle du PCC, utilise fréquemment des expressions de Chine continentale et recycle des articles d'autres médias, souvent des médias d'État chinois[1167] ».

Le réseau Qiqi publie pourtant, comme d'autres fermes, un contenu qui est souvent apolitique (cuisine, mode, lifestyle, etc.), ce qui peut être interprété de deux manières selon Nick Monaco, Melanie Smith et Amy Studdart : comme une manière de bâtir une audience beaucoup plus large que celle s'intéressant au contenu politique, pour pouvoir, le moment venu, distribuer les messages politiques à beaucoup plus de monde ; ou comme une manière plus discrète de véhiculer une vision politique du monde au sein ou entre ces messages apparemment inoffensifs – une technique éprouvée par Moscou selon une ancienne employée de l'IRA russe[1168].

1162. « [錯誤] 網站文章「香港暴徒的酬勞曝光：『殺警』最高給2000萬！」？ » ([Faux] Révélations à propos de l'article qui prétend que des « voyous » de Hong Kong paieraient jusqu'à 2 millions pour l'assassinat de policiers), *Taiwan FactCheck Center*, 15 novembre 2019.

1163. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit*, p. 45.

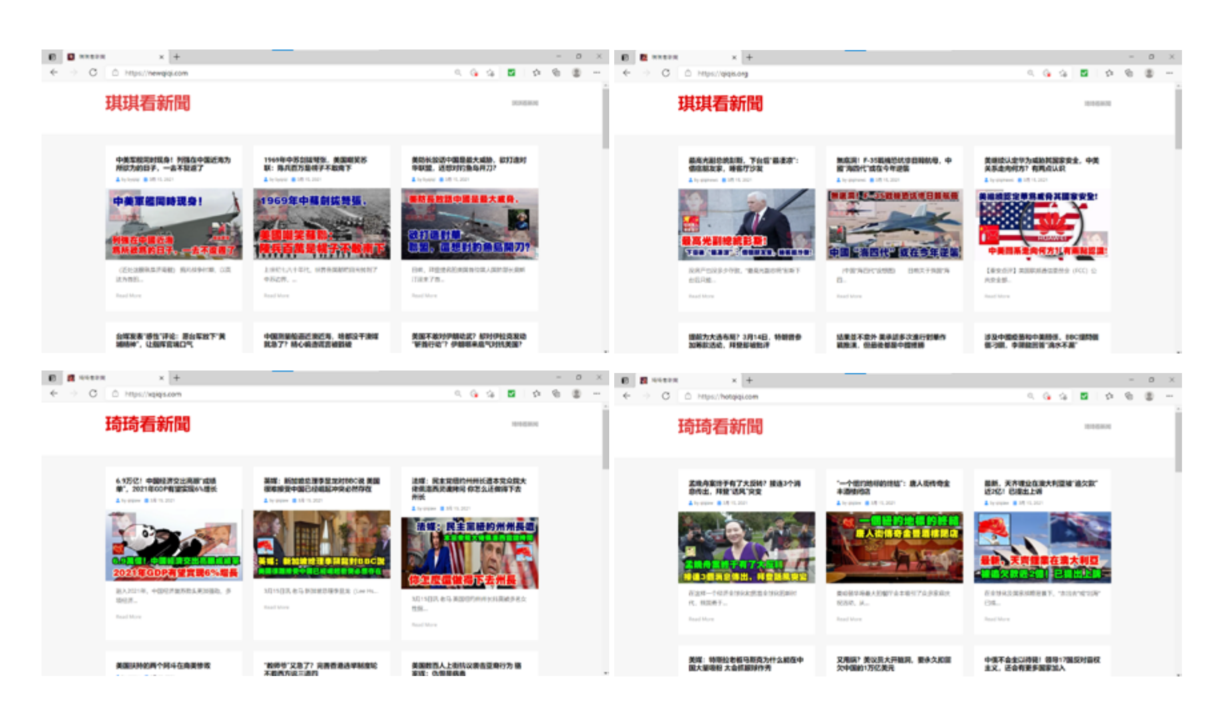
1164. The Reporter, « How A Content Farm In Malaysia Turned Fake News… », *op. cit.*

1165. The Reporter, « Meet Boss Evan – The Man Behind Taiwan's Zombie Content Farms », *op. cit.*

1166. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit*, p. 46.

1167. *Ibid.*, p. 39-40.

1168. *Ibid.*, p. 45, note 80.



Captures d’écran de la page d’accueil des domaines (de haut à bas, de gauche à droite) newqiqi.com, qiqis.org, xqiqis.com, hotqiqi.com, prises le 15.03.2021.

Une série de nouveaux domaines « Qiqi » a été créée depuis la pandémie de Covid-19. La page « Qiqi regarde les infos » (琦琦看新闻 ou 琪琪看新闻, « Qiqi News » en anglais) s’est multipliée en plusieurs domaines tels que newqiqi.com, qiqis.org, allqiqi.com, iqiqis.com, xqiqis.com et hotqiqi.com. D’après les données Cutestat, les quatre premiers sites ont été créés en février 2020, les deux derniers en juin 2020. Cette nouvelle vague semble être plus sophistiquée que les précédentes : aucun de ces domaines ne donne accès à leur page source, et ils ne sont pas reliés par un même identifiant Google Analytics[1169], contrairement aux précédents exemples développés, ce qui rend moins évidente la visualisation de l’ensemble du réseau. Les sujets traités par ces pages « Qiqi regarde les infos » sont bien plus politisés : les articles traitent souvent de la gestion de l’épidémie de coronavirus, notamment la bonne gestion chinoise et la mauvaise gestion américaine, les relations sino-américaines, les relations sino-taïwanaises et les actualités politiques de la région Asie-Pacifique de manière générale. D’après les données Alexa et Cutestat, ces sites internet n’attirent cependant pas beaucoup de trafic. La diffusion de leur contenu se fait, encore une fois, via les pages et groupes Facebook, notamment celle qui porte le même nom, « Qiqi News » (琦琦看新闻), qui est suivie par quelque 30 milliers d’abonnés[1170], ainsi que le réseau « Global Chinese » présenté précédemment[1171].

Durant la pandémie, ce réseau a diffusé de nombreuses fausses nouvelles, dont la thèse de l’origine américaine du virus (→ p. 583), soit directement, via iqiqis.com par exemple (dont un article titrait : « Confirmé : l’Amérique est la source du Coronavirus. L’Amérique a menti au monde entier », une semaine après que cette rumeur a été lancée par le MAE chinois lui-même)[1172] ; ou indirectement, en faisant croire que des sources non chinoises arrivaient à la même conclusion : par exemple, une vidéo d’un autre site appartenant au réseau de Qiqi affir-

1169. Les Google Analytics des domines newqiqi.com, qiqis.org, allqiqi.com et iqiqis.com sont respectivement UA-161511720, UA-161524355, UA-161578722 et UA-161561752.
1170. https://www.facebook.com/qiqi.news/.
1171. Comme la page Facebook de Global Chinese Military Alliance (全球華人軍事聯盟) qui est suivie par plus de 70 milliers de personnes, https://www.facebook.com/cbcarmy/.
1172. « 定了！新冠源头就在美国，美国欺骗了全世界！ » (Confirmé : l’Amérique est la source du Coronavirus. L’Amérique a menti au monde entier), 琦琦看新闻 (*Qiqi kan xinwen*), 19 mars 2020, https://archive.is/upoO6.

mait que la chaîne de télévision japonaise Asahi Shimbun (ANN) soupçonnait le virus d'être originaire des États-Unis (une thèse également défendue par les médias d'État chinois) – ce qui est faux comme l'a montré le Taiwan FactCheck Center[1173].

Une enquête de DFRLab a par ailleurs montré que Qiqi et Qiqu (趣享网), une autre ferme de contenu basée en Malaisie, ont alimenté deux réseaux Facebook pro-Chinois et anti-Trump, faisant preuve d'un comportement inauthentique coordonné[1174].

Happytify

Happytify (歡享網) est un autre de ces réseaux ayant du succès auprès des communautés sympathisantes du KMT et promouvant des articles sensationnalistes anti-PDP, notamment en 2018 et 2019[1175]. Or, il a été démontré qu'il avait été **créé par l'entreprise chinoise Nothing Tech Inc.** (無為科技, ou Wuwei Technologies)[1176]. Créée en 2014 et basée dans la province du Hebei, Nothing Tech appartient à Wu Junxian (吴俊显)[1177]. L'entreprise se présente comme « le plus grand opérateur mondial de we-media chinois de l'étranger », proposant divers types de services dont le développement de logiciels[1178]. « We-Media » ou « self-media » (自媒体) fait référence à des plateformes médiatiques dont le contenu peut être produit par n'importe qui, d'une manière similaire à un blog personnel. **Nothing Tech propose à ses clients de les aider à promouvoir leurs produits sur Facebook, à concevoir du contenu multimédia et à développer une audience à l'international**. Le produit phare de Nothing Tech serait la plateforme Happytify, présentée comme une plateforme we-media en chinois traditionnel opérant à l'extérieur de la Chine. Elle serait visitée quotidiennement plus de 6 millions de fois – principalement par des internautes basés à Taïwan, en Malaisie et dans d'autres régions sinophones – et qui se serait imposée comme **la plus importante plateforme productrice de contenus en chinois traditionnels sur Facebook**[1179]. La seule page @happytify créée en 2017 est suivie par plus de 114 000 abonnés[1180]. Certaines initiatives sur Facebook appellent cependant à se méfier de ce réseau : la page « Content Farm Terminator » (終結內容農場) publiait en janvier 2019 la liste de 84 domaines affiliés à Happytify pour apprendre aux utilisateurs à se méfier des fermes de contenu[1181]. Sans doute pour s'écarter de cette mauvaise réputation, le domaine happytify.cc a changé de nom et d'identité visuelle dès 2018, pour s'appeler Huayu Redian (華語熱點)[1182]. Les investigations sur Happytify n'ont cependant pas prouvé de liens entre celui-ci et l'acteur étatique chinois. Les motivations ne sont peut-être donc pas politiques.

En diffusant en masse leurs articles sur les réseaux sociaux, dans le but d'attirer l'attention plutôt que d'informer, les fermes de contenu sont devenues de puissants vecteurs de mésinformation et des plateformes aisément instrumentalisables par des acteurs ayant un agenda. **S'il est difficile de prouver un lien clair et direct entre l'acteur étatique chinois et des campagnes coordonnées de manipulation de l'information via ces fermes**, les exemples

1173. https://tfc-taiwan.org.tw/articles/2867.
1174. Iain Robertson, *Descendants of the Dragon: China targets its citizens and descendants beyond the mainland*, DFRLab, Atlantic Council, décembre 2020, p. 10-16.
1175. Monaco, Smith, Studdart, *Detecting Digital Fingerprints, op. cit.*, p. 18.
1176. 龔雋幃 (Gong Juanwei), « 歡享網揭密 只靠1萬人民幣起家　日流量今號稱破千萬 » (Révélations sur le réseau Happytify : seulement 10 000 RMB de capital, mais un trafic quotidien de plus de 10 millions de visites), 今周刊 (*Business Today*), 13 avril 2018 ; Gong Juanwei, « 看不見的黑手？泛藍社群遭「內容農場」攻陷 » (Manipulateurs invisibles ? Les groupes de la coalition pan-bleue sont infestés de « fermes de contenu »), *Business Today,* 27 mars 2018.
1177. « 秦皇岛市无为网络科技有限公司 » (Nothing Tech Inc.), 爱企查 (*Aiqicha*).
1178. Page d'accueil de l'entreprise : http://0335.com. Archivée à cette adresse : https://archive.vn/yqVa1.
1179. « 秦皇岛市无为网络科技有限公司 » (Nothing Tech Inc.), 大街 (*Dajie*), https://archive.vn/0MXQU.
1180. https://www.facebook.com/happytify/.
1181. Publication de Content Farm Terminator (終結內容農場) du 24 janvier 2019, https://archive.vn/77bLw.
1182. https://web.archive.org/web/20180625074428/http://happytify.cc/.

présentés ci-dessus présentent tout de même un faisceau d'indices et montrent que le public taïwanais est bien la cible de manipulations qui ont pour effet de diviser la population et briser le lien de confiance avec le gouvernement, ce qui profite aux intérêts chinois comme nous le verrons dans l'étude de cas consacrée à Taïwan (→ p. 448).

b. Autres méthodes

Pour simuler l'authenticité en se payant des intermédiaires, les opérateurs peuvent aussi avoir recours aux méthodes suivantes :

• **1) L'achat d'un message ponctuel**. L'objectif est de **faire publier par des tiers crédibles un message pré-rédigé**. Cette pratique est utilisée en ligne comme hors ligne. Par exemple, en avril 2020, **un intermédiaire propose 20 000 pesos (environ 200 euros) aux rédacteurs en chef de plusieurs journaux argentins** – dont *El Cronista Comercial*, *Diario Popular* et la plateforme en ligne *Infobae* (qui aurait demandé un prix plus élevé, qui n'a pas été accepté)[1183] – **pour publier un article anti-Falun Gong** « écrit dans un mauvais espagnol » et qui contient de nombreuses fausses informations sur cette pratique dans le but de la discréditer dans l'opinion argentine. Le texte prétend notamment que les pratiquants du Falun Gong en Argentine ne s'autorisent pas à consulter de médecin ni à se faire soigner à l'hôpital, suggérant ainsi, dans le contexte de pandémie de Covid-19, qu'ils ne chercheraient pas à se déclarer dans le cas où ils seraient porteurs du coronavirus, et mettraient donc le reste de la population en danger[1184]. « Que se passera-t-il », interroge l'article, « si un large nombre de ces pratiquants refuse de solliciter les services médicaux au milieu d'une pandémie mondiale[1185] ? » L'article reprend les expressions calomnieuses et diabolisantes généralement employées par la propagande chinoise pour qualifier le Falun Gong[1186], de même qu'il reprend une version des faits fallacieuse pour présenter son histoire[1187]. L'affaire a été rendue publique grâce à l'un des rédacteurs argentins sollicités par l'intermédiaire, et qui a préféré contacter un collègue argentin qui pratique le Falun Gong. C'est ainsi que le Falun Dafa Information Center a pu obtenir une copie de l'article, de même que le journal *Epoch Times*, et que l'affaire a été exposée. L'agent intermédiaire ayant fait la proposition aurait avoué qu'il travaillait pour « des Chinois » sans plus de précisions, tandis qu'un média spécule qu'il s'agirait d'une demande de l'ambassade de Chine en Argentine[1188].

Autre exemple d'achat de message ponctuel, sur les réseaux sociaux cette fois : **des propriétaires de comptes Twitter sinophones ayant plus de 10 000 abonnés ont été contactés par message privé pour se faire offrir de diffuser des messages contre de l'argent, de 400 à 2 500 RMB (de 51 à 320 €) par post**. L'artiste australien d'origine chinoise Badiucao (73 500 abonnés sur Twitter) s'est ainsi vu proposer 1 700 RMB (217 €) par message. Il a partagé avec ProPublica le clip de propagande de 15 secondes qu'il était censé poster. Ses correspondants n'avaient visiblement pas compris que Badiucao, l'un des caricaturistes politiques chinois les plus connus, était un militant exilé car considéré comme un dissident à Pékin. Ce qui accrédite **la thèse de l'usage d'intermédiaires commerciaux qui « sont des pros du marketing mais n'ont pas une**

1183. Nicole Hao, « Media Outlets in Argentina Offered Money to Run Articles Defaming Falun Gong », *The Epoch Times*, 12 avril 2020.
1184. « News Outlets in Argentina Offered Cash to Publish Articles Defaming Falun Gong », *Falun Dafa Infocenter*, 27 avril 2020.
1185. Hao, « Media Outlets in Argentina », *op. cit.*
1186. « News Outlets in Argentina Offered Cash », *op. cit.*
1187. Hao, « Media Outlets in Argentina », *op. cit.*
1188. « Embajada China en Argentina ofrece dinero a periodista para difamar disciplina espiritual, Falun Dafa en medio de pandemia », *Miami Diario*, 5 avril 2020

compréhension politique nuancée[1189] **»**. Autre exemple : en mai 2019, Le Youtubeur canadien J.J. McCullough (250 000 abonnés)[1190], qui n'est pas particulièrement pro-chinois (au contraire, même)[1191], a reçu un courriel d'un certain « Franco » lui proposant **500 dollars (puis 1 350) pour diffuser une vidéo anti-Falun Gong** – une offre que non seulement il a refusée mais à laquelle il a consacré une vidéo intitulée « Chinese propaganda and me[1192] ».

• **2) L'achat d'une influence sur un compte**. Les Youtubeurs SerpentZA (sud-africain, 781 000 abonnés) et laowhy86 (américain, 544 000 abonnés), tous les deux mariés à des chinoises et vivant en Chine depuis plus d'une décennie, sont parmi les plus regardés sur le thème de la Chine et tournent souvent des vidéos ensemble. Ils ont reconnu avoir, à de multiples reprises, été approchés par **des « organisations » chinoises leur proposant de l'argent et une très forte audience contre une altération du contenu**. Ils expliquent par exemple qu'on leur a « offert une compensation [financière] pour minimiser certaines des affirmations des médias occidentaux selon lesquelles les gouvernements PCC du Tibet et du Xinjiang oppriment leurs citoyens. Ils se sont même fait proposer des voyages en avion pour tourner sur place des vidéos positives faisant la promotion du tourisme dans la région[1193] ».

• **3) L'achat d'un compte ou d'une page**. Facebook est l'un des vecteurs principaux de la désinformation à Taïwan, et donc logiquement l'un des vecteurs principaux de diffusion pour les fermes de contenu. Or, nombre des pages utilisées ont été supprimés en 2019. Les fermes de contenu ont donc tenté d'acheter de nouvelles pages de fans Facebook : **plusieurs modérateurs de pages ont été contactés par des individus (dont l'origine était trahie par l'usage de l'expression « 管管 », davantage utilisée en Chine continentale pour désigner les modérateurs) leur proposant d'acheter leur page**. À l'époque, se souvient le chercheur Puma Shen (沈伯洋), « beaucoup de gens vendaient des pages de fans qu'ils n'utilisaient plus, c'était juste une façon de gagner de l'argent[1194] ».

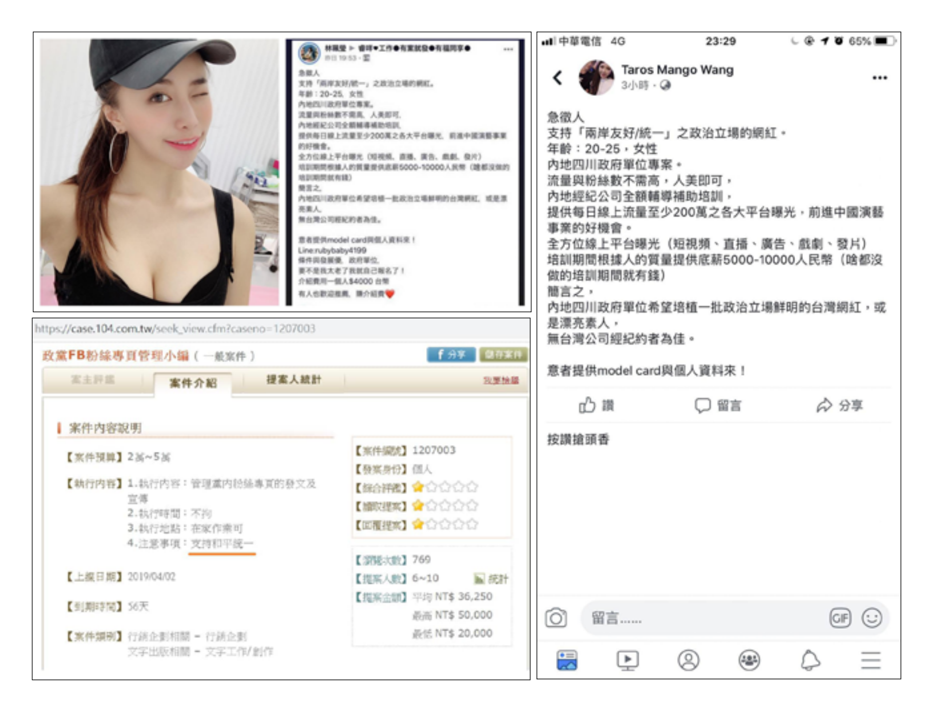


Exemples de propositions de rachat de pages fans Facebook[1195].

1189. Jeff Kao et Mia Shuang Li, « How China built a Twitter propaganda machine then let it loose on coronavirus », *ProPublica*, 26 mars 2020.
1190. https://www.youtube.com/channel/UCyhOl6uRlxryALlT5yifldw.
1191. Il est l'auteur d'articles que lui-même qualifie de « très critiques à l'égard du gouvernement chinois » dans le *Washington Post*.
1192. https://www.youtube.com/watch?v=2mQ8plzWl9g&t=329s.
1193. Thomas Brown, « How China is influencing YouTubers into posting state propaganda », medium.com, 21 janvier 2020.
1194. Brian Hioe, « Fighting fake news and disinformation in Taiwan : an interview with Puma Shen », *New Bloom*, 6 janvier 2020.
1195. *Ibid.*

Pendant la campagne présidentielle 2020 à Taïwan, des comptes PTT, le plus populaire babillard électronique (*bulletin board system*) de l'île, ont également été vendus – certains sur Taobao, le principal site de vente en ligne chinois. **Les comptes les plus chers, car les plus anciens donc crédibles, se vendaient pas moins de 200 000 dollars taïwanais (5 874 euros)**[1196].

• **4) Le recrutement d'une personne**. Les réseaux sociaux peuvent aussi être utilisés pour recruter des intermédiaires rémunérés. Dans le contexte de la guerre politique contre Taïwan, par exemple, on a vu **des annonces pour recruter des *streamers* (influenceurs), en particulier des jeunes femmes séduisantes entre 20 et 25 ans, payées entre 5 000 et 10 000 RMB (630-1 260 €) par mois pour diffuser de la propagande pro-unification**[1197].



Exemples d'annonce de recrutement d'influenceurs pro-unification[1198].

1196. Robertson, *Chinese Messaging Across the Strait*, *op. cit.*, p. 19.

1197. Brian Hioe, « Is China attempting to influence Taiwanese elections through social media? », New Bloom, 13 avril 2019.

1198. Sources : 李虎門 (Lee Hu Men), « 收買《大學生了沒》前女星招募台網紅？國台辦：自導自演的假新聞 » (L'ancienne star de l'émission « University » recrute des célébrités internet taïwanaises ? Le bureau des Affaires taïwanaises rétorque qu'il s'agit d'une fausse information créée de toutes pièces), 香港01 (*HK 01*), 10 avril 2019, http://bit.ly/3nR0ZSd ; Hioe, « Fighting fake news and disinformation in Taiwan », *op. cit.*

L'affaire des faux articles favorisant l'OPA d'un groupe chinois sur le Club Med



Fin 2014, l'entreprise française de tourisme Club Med a fait l'objet d'une offre publique d'achat (OPA) qui opposait le conglomérat chinois Fosun au financier italien Andrea Bonomi. On a alors vu fleurir dans la presse française plusieurs articles contre l'offre italienne[1199], qui étaient en réalité publiés sous de fausses identités, dont certaines ont été construites sur plusieurs mois et étaient présentes sur plusieurs réseaux sociaux, ce qui témoigne d'une opération d'influence relativement sophistiquée[1200]. Ces articles sont apparemment le travail d'une agence de communication. La technique, bien connue, consiste à placer des tribunes au profit d'un client, rédigées sous une fausse identité : « Inventer un faux nom », « à la fois banal et singulier », « se présenter comme salarié d'une institution de renom », ou encore « créer un univers numérique pour donner de la crédibilité à la fausse identité »[1201]. Le client en question étant en général facile à deviner puisque c'est à lui que profite la manœuvre.

B. Des campagnes coordonnées sur les réseaux sociaux

Depuis 2019, Twitter, Facebook et Google (YouTube) n'hésitent plus à identifier des campagnes coordonnées comme étant originaires de Chine. En août 2019, Twitter annonce avoir supprimé environ 200 000 comptes (et partageait les informations des 936 plus actifs d'entre eux) participant à « une importante opération informationnelle soutenue par un État ». Les comptes en question sont « originaires de la RPC[1202] » et attaquaient les manifestants hongkongais. Twitter n'en déduisait aucune attribution formelle, mais le faisceau d'indices était clair. L'ASPI estime qu'il s'agit d'« une opération relativement petite et montée à la hâte plutôt que d'une campagne informationnelle sophistiquée planifiée longtemps à l'avance[1203] ». En septembre 2019, Twitter publie les données de 4 301 comptes additionnels impliqués dans cette opération[1204]. En juin 2020, Twitter expose deux ensembles de comptes, l'un de 23 750 comptes, l'autre d'environ 150 000 comptes, publiant en chinois des contenus pro-PCC et anti-démocratie à Hong Kong et les modérateurs du réseau social disent avoir « attribué » cette opération à la RPC[1205]. En septembre 2020, Facebook annonce avoir détecté et supprimé deux réseaux faisant preuve d'un comportement inauthentique coordonné dont l'un originaire de Chine (155 comptes, 11 pages, 9 groupes et 6 comptes Instagram) visant les Philippines et l'Asie du Sud-Est mais aussi les États-Unis. Facebook a établi que ce réseau avait « des liens avec des individus dans la province du Fujian[1206] ».

Dans le cadre de son enquête sur « des opérations d'influence coordonnées liées à la Chine[1207] », Google a suspendu plusieurs dizaines de milliers de chaînes YouTube en 2020. Les bulletins du Threat Analysis Group révèlent qu'entre avril et juin 2020, 2 596

1199. Dans *Le Journal du Net*, *Les Échos*, *Economie matin*, *Challenges* ou encore un blog *Médiapart*.
1200. Nicolas Arpagian, « OPA sur le Club Med : de l'intox sur le Net ! », *Journal du Net*, 5 janvier 2015 ; « Club Med : soupçon de manipulation de l'OPA », *Le Figaro*, 6 janvier 2015.
1201. Justine Brabant, « Faux analystes pour influencer une opération en bourse (JDN) », *Arrêt sur images*, 5 janvier 2015.
1202. https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/information_operations_directed_at_Hong_Kong.html.
1203. Tom Uren, Elise Thomas et Jacob Wallis, *Tweeting through the Great Firewall: Preliminary analysis of PRC-linked information operations against the Hong Kong protests*, ASPI, Report No. 25/2019, p. 3.
1204. https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/info-ops-disclosure-data-september-2019.html.
1205. https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2020/information-operations-june-2020.html.
1206. https://about.fb.com/news/2020/09/removing-coordinated-inauthentic-behavior-china-philippines/.
1207. https://blog.google/threat-analysis-group/tag-bulletin-q2-2020/.

chaînes ont été suspendues, de même que 3 773 chaînes entre juillet et septembre, et 7 479 autres chaînes pour le seul mois d'octobre[1208]. Sur la même période, entre avril et octobre 2020, Google n'a suspendu que 200 autres chaînes YouTube dans le monde, dont 124 étaient liées aux opérations russes. L'écrasante majorité des chaînes suspendues étaient donc en lien avec la Chine. Si ces chaînes publiaient essentiellement du contenu apolitique (divertissement, musique, lifestyle, cuisine, etc.), souvent qualifié de « spam », une petite partie présentait un caractère politique et était publié en anglais et/ou en chinois. Cette technique permet de créer une audience avant de partager du contenu politique de manière plus diffuse. Parmi les sujets politiques qui ont été traités par ces chaînes, Google cite la gestion américaine de la crise de la Covid-19, les protestations pour la justice raciale du mouvement Black Lives Matter, celles concernant les gigantesques incendies qui ravageaient les États-Unis, mais aussi les événements à Hong Kong. Google n'a pas révélé les noms des chaînes en question, mais a précisé que les résultats de ses investigations étaient en cohérence avec ceux de Graphika (→ p. 373)[1209].

Comme nous le verrons dans les pages suivantes, **la plupart des informations relayées par ces faux comptes sont de piètre qualité, peu élaborées et facilement identifiables comme telles** – particulièrement dans le cas chinois où ces opérations sont souvent bâclées, par rapport aux opérations russes notamment, une comparaison sur laquelle nous reviendrons en conclusion (→ p. 614). Il est toutefois important de comprendre que **leur impact dépend moins de leur sophistication que de leur répétition qui peut créer un « effet de vérité illusoire »**. Plus une idée est répétée, plus elle est familière, plus elle est susceptible d'emporter la conviction, quelles que soient ses faiblesses intrinsèques[1210]. C'est la raison pour laquelle les acteurs impliqués dans les campagnes de désinformation ne s'embarrassent pas toujours de l'apparence d'authenticité des informations qu'ils propagent et que les acteurs chinois, en particulier, semblent faire primer la quantité sur la qualité.

1. Une campagne persistante depuis 2017

En 2019, l'ASPI a identifié **une campagne conduite par des acteurs chinois et visant les manifestations de Hong Kong** mais qui avait déjà commencé à cibler les critiques du régime chinois dès avril 2017 (leur rapport *Tweeting through the Great Firewall*). En 2020, ils montrent que **cette campagne se poursuit sur Twitter et Facebook**, qu'elle est donc « persistante », toujours « à grande échelle », ciblant prioritairement les Hongkongais et dans une moindre mesure tous les Chinois de l'étranger. Les thèmes étaient connus : d'abord et avant tout **Hong Kong** et le milliardaire chinois en exil **Guo Wengui** mais aussi et dans une moindre mesure **la pandémie de Covid-19** et **Taïwan** (leur rapport *Retweeting through the great firewall*). **L'attribution à des acteurs situés en Chine** (en dépit du fait que Twitter est en principe bloqué sur le territoire) est confirmée par le fait que 90 % des messages ont lieu de façon très routinière du lundi au vendredi, entre 8 et 17 heures, heure de Pékin, avec une baisse à l'heure du déjeuner : les comptes ne semblent pas utilisés le reste du temps (tôt le matin, en fin de journée et en soirée, les week-ends), ce qui semble indiquer un usage professionnel et non personnel.

L'inauthenticité est en outre confirmée par le fait que 78,5 % des comptes Twitter examinés n'ont aucun abonné ; que des comptes récemment créés avec seulement quelques abonnés atteignent des niveaux d'engagement record avec des centaines voire des milliers de « j'aime » ;

1208. Threat Analysis Group, « TAG Bulletin: Q2 2020 », *Google*, 5 août 2020 ; « TAG Bulletin: Q3 2020 », 15 septembre 2020 ; « TAG Bulletin: Q4 2020 », 17 novembre 2020.

1209. Ben Nimmo, Camille François, C. Shawn Eib, Léa Ronzaud, *Return of the (Spamouflage) Dragon: Pro-Chinese Spam Network Tries Again*, Graphika, avril 2020.

1210. Lynn Hasher, David Goldstein et Thomas Toppino, « Frequency and the conference of referential validity », *Journal of Verbal Learning and Verbal Behavior*, 16:1, 2017, p. 107-112.

et que parmi les autres figurent des comptes « potentiellement achetés, piratés ou volés[1211] ». **Le travail est généralement bâclé : ses auteurs ne se préoccupent pas de dissimuler leurs traces**, de donner une apparence authentique à ces comptes. Un exemple donné par l'ASPI est celui d'un compte initialement détenu par un homme français qui, en mars 2020, s'est mis du jour au lendemain à ne tweeter qu'en anglais et en chinois, tandis que seule la photo avait été changée (c'était désormais celle d'une jeune femme) mais dont la présentation biographique continuait de renvoyer à la page Facebook originale, c'est-à-dire celle d'un homme français. Un autre compte francophone a tweeté « Test123 » en chinois avant de se lancer dans des attaques contre Guo Wengui. Ses opérateurs n'ont même pas pris la peine de supprimer ses tweets précédents en français ou son tweet de test. C'est **une « approche paresseuse »** que constate l'ASPI sur Twitter comme sur Facebook où, la plupart du temps, **seule la photo des comptes acquis a été changée, mais ni le contenu ni les photos précédentes**[1212]. En d'autres termes, **la dissimulation n'est pas un enjeu : faisant primer la quantité sur la qualité, ils veulent aller vite et faire du chiffre**. On observe en outre **une coordination entre plateformes** : des comptes différents, sous des identités différentes, sur des plateformes différentes (Twitter et Facebook), qui postent la même chose en même temps. Un autre symptôme d'inauthenticité.

Il est probable qu'il s'agisse de **la même opération depuis 2017. Celle-ci s'adapte aux événements (Hong Kong, pandémie mais aussi la campagne présidentielle américaine)** et est particulièrement robuste puisqu'elle résiste aux *takedowns* successifs. L'ASPI, qui note par ailleurs que ses résultats convergent avec ceux de Graphika et de Bellingcat[1213], a constaté que ce réseau avait **une capacité à « rechercher, créer ou activer de nouveaux comptes en quelques jours[1214] »**.

En septembre 2021, une étude de l'entreprise américaine de cybersécurité Mandiant (FireEye) apporte de nouveaux éléments. D'une part, l'ampleur de la campagne est beaucoup plus importante que l'on pensait puisqu'elle concerne pas moins de **30 plateformes de réseaux sociaux différents et plus de 40 autres sites internet et forums, dans de nombreuses langues dont le russe, l'allemand, l'espagnol, le coréen et le japonais**. D'autre part, les attaquants ont « activement cherché à **mobiliser physiquement les manifestants aux États-Unis** en réponse à la pandémie de Covid-19[1215] ». Cette tentative, qui ne semble pas avoir porté ses fruits, est typique de ce que les Russes avaient eux aussi tenté de faire les années précédentes avec davantage de succès (**pousser les communautés à manifester et à s'affronter pour diviser la société**) et constitue donc une manifestation supplémentaire de **la russianisation des opérations chinoises** (→ p. 614).

2. Spamouflage Dragon : un réseau endurant utilisant de faux comptes et de faux visages générés par intelligence artificielle

Depuis 2019, Graphika a exposé **un réseau pro-chinois impliqué dans au moins trois opérations. La première**, dont Graphika a tiré un premier rapport[1216], semble avoir commencé au cours de l'été 2019, en chinois, **pour attaquer les manifestants pro-démocratie**

1211. Jake Wallis *et al.*, *Retweeting through the great firewall: A persistent and undeterred threat actor*, ASPI Policy Brief Report No. 33/2020, juin 2020, p. 4.

1212. *Ibid.*, p. 23.

1213. Benjamin Strick, « Uncovering a pro-Chinese government information operation on Twitter and Facebook: analysis of the #MilesGuo bot network », *Bellingcat*, 5 mai 2020.

1214. Wallis *et al.*, *Retweeting through the great firewall*, *op. cit.*, p. 52.

1215. Ryan Serabian et Lee Foster, « Pro-PRC Influence Campaign Expands to Dozens of Social Media Platforms, Websites, and Forums in at Least Seven Languages, Attempted to Physically Mobilize Protesters in the U.S. », Fireye Threat Research blog, 8 septembre 2021.

1216. Ben Nimmo, C. Shawn Eib et L. Tamora, *Cross-Platform Spam Network Targeted Hong Kong Protests*, Graphika, septembre 2019.

hongkongais et le milliardaire en exil, critique du PCC, Guo Wengui. Le réseau utilisait des centaines de comptes YouTube, Facebook et Twitter (ceux impliqués faisaient partie des 936 comptes identifiés par Twitter le 19 août 2019 comme participant à « une importante opération informationnelle soutenue par un État », les comptes en question étant « originaires de la RPC »)[1217]. **La plupart de ces comptes étaient détournés ou réutilisés** : en dépit du fait qu'ils avaient des noms et des profils occidentaux, slaves et bangladais, ils s'exprimaient en chinois. **Les vidéos qu'ils diffusaient étaient ensuite amplifiées (partagées et commentées) par des groupes de faux comptes**. Certains diluaient les messages à caractère politique (en l'occurrence attaquant les manifestants hongkongais et Guo Wengui) dans une masse de photos et de vidéos anodines (paysage, poésie, sport) – qu'ils utilisaient peut-être comme camouflage – d'où le nom choisi par Graphika de « Spamouflage[1218] ». **Il arrivait que « des comptes différents postent le même contenu dans le même ordre, suggérant qu'ils étaient automatisés[1219] »**. En septembre 2019, Twitter, Facebook et YouTube pensaient alors avoir démantelé ce réseau en supprimant les comptes et les pages impliqués. En réalité, le réseau a simplement réduit et dépolitisé son activité pour passer « sous le radar ».

Il est revenu au début de l'année 2020 pour **une deuxième opération**, dont Graphika a tiré un deuxième rapport[1220], et **dont l'objectif était de défendre la Chine, qui était la cible de nombreuses critiques au début de la pandémie de Covid-19**. L'opération semble avoir été « galvanisée », fin janvier, par la décision des autorités américaines d'interdire les voyageurs provenant de Chine[1221]. Le réseau a **réactivé des comptes dormants**. Par exemple, l'un d'entre eux, la page Facebook 画苑之花 (Fleur du jardin), a été créé en janvier 2019 sous un nom bangladais, a commencé par publier, en anglais, des images de paysages, puis a participé à la première opération sur Hong Kong et Guo en posant un mélange (« spamouflage ») de messages politiques et d'images de paysages, avant de faire profil bas les derniers mois de l'année 2019, pour finalement revenir à la toute fin janvier 2020 pour défendre Pékin contre les critiques sur sa gestion de l'épidémie. L'équipe de Graphika en déduit que **cette page « était une acquisition commerciale, créée par des utilisateurs non liés au réseau (peut-être au Bangladesh), acquise par le réseau au moment de la première opération, puis gérée en "mode furtif" avant que ses opérateurs décident d'augmenter le volume[1222] »**. Autre exemple sur Twitter : l'un des comptes impliqués dans cette deuxième opération, en mars 2020, @kstaceee (Kathryn Stacey), a été créé en 2009, publiait en anglais, puis est devenu silencieux en 2013, a republié quelques tweets commerciaux entre 2016 et 2019, puis s'est mis à diffuser en chinois en octobre 2019, participant à la première opération contre les manifestants hongkongais : il pourrait donc s'agir « d'un compte créé par un véritable individu mais abandonné en 2013, détourné et réutilisé par un opérateur commercial en 2016, puis repris par Spamouflage Dragon en octobre 2019[1223] ». Les exemples comme ceux-ci sont nombreux.

Alors qu'il réactivait d'anciens comptes, le réseau en acquérait ou en créait aussi d'autres, certains pour diffuser, d'autres pour amplifier. Les vidéos diffusées et amplifiées, souvent reprises des médias d'État chinois, faisaient l'éloge de la manière dont le PCC avait géré la crise sanitaire. Comme la première fois, certains comptes les diluaient dans une masse de messages anodins et de vidéos reprises de TikTok. Sur Facebook, les pages impliquées avaient généralement entre 4 000 et 4 900 utilisateurs, juste en dessous de 5 000

1217. https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/information_operations_directed_at_Hong_Kong.html.
1218. Ben Nimmo, Camille François, C. Shawn Eib et Léa Ronzaud, *Spamouflage Goes to America: Pro-Chinese Inauthentic Network Debuts English-Language Videos*, Graphika, août 2020, p. 2.
1219. Nimmo, François, Eib et Ronzaud, *Return of the (Spamouflage) Dragon*, *op. cit.*, p. 2.
1220. *Ibid.*
1221. *Ibid.*, p. 22.
1222. *Ibid.*, p. 7-8.
1223. *Ibid.*, p. 9.

sans jamais atteindre ce seuil au-delà duquel les paramètres de transparence montrent automatiquement d'où la page est administrée, ce qui peut sembler intentionnel. En outre, leur taux d'engagement était bien inférieur à ce que devrait être celui d'une page réellement suivie par ce nombre de (vraies) personnes, ce qui pourrait « indiquer une politique d'achat de suffisamment d'abonnés pour que les comptes semblent faire autorité, sans pour autant déclencher l'application du paramètre de transparence[1224] ».

L'efficacité de la manœuvre était limitée car, observe Graphika, elle n'a « pas réussi à sortir de sa propre chambre d'écho. Tous les "j'aime", partages et commentaires sur le réseau […] provenaient d'autres membres du réseau[1225] ». Autrement dit, son activité était circulaire. Comme la première fois, dès la manœuvre exposée, en avril, les plateformes ont supprimé les comptes impliqués.

Le réseau est revenu en juin 2020 pour **une troisième opération**, qui a donné lieu à un troisième rapport[1226]. Elle **visait cette fois les États-Unis, l'administration Trump**, dans un contexte de « guerre froide » sino-américaine. En particulier, elle ciblait « sa politique étrangère, sa gestion de l'épidémie de coronavirus, ses inégalités raciales et ses actions contre TikTok[1227] ». **Avec deux nouveautés, par rapport aux campagnes précédentes : d'une part, celle-ci s'est déroulée en anglais**, essentiellement par la diffusion de vidéos. La qualité n'était pas parfaite (« les vidéos étaient maladroites, marquées par des erreurs de langue et des voix off automatisées malhabiles »)[1228] mais les attaquants témoignaient d'une certaine réactivité lorsqu'ils réagissaient à l'actualité, un discours d'un responsable américain par exemple, puisqu'ils étaient **capables de créer et de diffuser des vidéos en anglais dans les 36 heures**. **D'autre part, certains des comptes les diffusant sur YouTube et Twitter avaient des images de profil générées par des réseaux antagonistes génératifs, c'est-à-dire par intelligence artificielle – de faux visages, de personnes n'existant pas**. Cette technique relativement nouvelle avait déjà été observée dans une autre affaire en 2019[1229] et sur LinkedIn où certains faux profils sont parfois illustrés avec des photos générées de cette manière, notamment par les services de renseignement qui utilisent LinkedIn comme un terrain de recrutement[1230]. Par exemple, les neuf visages ci-dessous, qui sont les images de profil d'utilisateurs YouTube ayant commenté l'une des vidéos en question, sont faux : ils ont tous été générés de cette manière.



Profile pictures of the YouTube accounts Irina Ivanova, Adrian Mishatkin, Larissa Caiden, Klavdii Oshitkov, Oktiabr Usikov, Polina Novikova, Anton Cherkasov, and Lilia Iunusova, all of which commented on the above-mentioned video. On the right, the eight profile pictures rendered opaque and superimposed on one another. Note how the eyeballs align, and how each individual profile picture is set against a blurred and indeterminate background, typical of GAN-generated images.

Source : Ben Nimmo, Camille François, C. Shawn Eib et Léa Ronzaud, *Spamouflage Goes to America: Pro-Chinese Inauthentic Network Debuts English-Language Videos,* Graphika, août 2020, p. 28.

1224. *Ibid.*, p. 15.
1225. *Ibid.*, p. 1.
1226. Nimmo, François, Eib et Ronzaud, *Spamouflage Goes to America*, *op. cit.*
1227. *Ibid.*, p. 2.
1228. *Ibid.*, p. 1.
1229. Ben Nimmo *et al.*, *#OperationFFS: Fake Face Swarm*, A Joint Report by Graphika & the Atlantic Council's Digital Forensics Research Lab, décembre 2019.
1230. Raphael Satter, « Experts: Spy used AI-generated face to connect with targets », *AP News*, 13 juin 2019.

La même méthode, de plus en plus courante, consistant à créer des visages à l'aide de l'intelligence artificielle, a été utilisée dans d'autres opérations, dont l'une – nommée « Naval Gazing » par Graphika – focalisée sur la rivalité sino-américaine en mer de Chine du Sud, entre 2016 et 2020[1231]. Des faux comptes sur Facebook, dont les images de profil avaient été soit volées soit générées par intelligence artificielle, ont attaqué la présidente taïwanaise et soutenu les présidents philippin et indonésien. Certains se faisaient également passer pour des Américains soutenant différents candidats dans la campagne présidentielle de 2020. Dans tous les cas, le thème de la sécurité maritime, et **la défense des intérêts maritimes chinois**, dominaient l'ensemble des interventions. Une autre opération, également révélée par Graphika, utilisant des images générées par intelligence artificielle pour créer de faux profils, sur Twitter cette fois, a eu lieu au cours de l'année 2020 pour défendre Huawei contre les projets du gouvernement belge de limiter l'accès des entreprises chinoises à son réseau 5G[1232].

Quant au réseau Spamouflage, il continue de se développer, avec quelques évolutions intéressantes qui ont incité Graphika à publier un quatrième rapport[1233]. D'abord, les trois opérations initiales du réseau, pour attaquer les manifestants hongkongais, défendre la Chine sur la pandémie de Covid-19, et attaquer les États-Unis, n'avaient eu qu'un impact limité, en dépit de l'ouverture à la langue anglaise dans le cas de la troisième opération, dans le sens où **les opérateurs ne parvenaient pas à « sortir » de leur propre chambre d'écho**, c'est-à-dire à être suffisamment repris à l'extérieur de leur réseau. Or, **fin 2020 début 2021, ils commencent à y parvenir, les messages du réseau ayant été amplifiés par des comptes extérieurs importants**, dont « le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, un homme politique pakistanais, un haut responsable de Huawei Europe, le commentateur britannique et ancien député George Galloway et quatre chaînes Youtube [en chinois] avec des dizaines de milliers d'abonnés[1234] ». Une autre évolution repérée par Graphika est **le développement de comptes apparemment authentiques**, dans le sens où, contrairement aux centaines d'autres ne prenant même pas la peine de dissimuler leur inauthenticité, ceux-ci travaillaient soigneusement leur personnage, avec des résultats puisqu'ils ont généré davantage d'engagements. Spamouflage a également élargi ses centres d'intérêt, qui recoupent désormais largement ceux des diplomates chinois qui, plusieurs centaines de fois, ont eux-mêmes retweetés les comptes du réseau, ce qui fait dire à Graphika que « **Spamouflage ressemble de plus en plus à un réseau de propagande aligné sur l'État qui encourage, et est encouragé par, le gouvernement chinois**[1235] ». Non sans lien, le réseau est d'ailleurs de plus en plus agressif vis-à-vis des États-Unis ; son principal récit étant le déclin de l'Amérique, qui porte en réalité un message plus large, celui de la supériorité du modèle chinois sur la démocratie libérale.

3. Plus de 10 000 faux comptes Twitter liés au gouvernement chinois

Entre août 2019 et mars 2020, ProPublica a également identifié « **plus de 10 000 faux comptes Twitter présumés impliqués dans une campagne d'influence coordonnée en lien avec le gouvernement chinois**[1236] ». Certains de ces comptes ont été piratés : ProPublica donne les exemples des comptes initialement authentiques d'« un professeur en Caroline du

1231. Ben Nimmo, C. Shawn Eib et Léa Ronzaud, *Operation Naval Gazing: Facebook Takes Down Inauthentic Chinese Network*, Graphika, septembre 2020.

1232. *Fake Cluster Boosts Huawei: Accounts with GAN Faces Attack Belgium Over 5G Restrictions*, Graphika, janvier 2021.

1233. Ben Nimmo, Ira Hubert et Yang Cheng, *Spamouflage Breakout: Chinese Spam Network Finally Starts to Gain Some Traction*, Graphika, février 2021.

1234. *Ibid.*, p. 3.

1235. *Ibid.*, p. 4.

1236. Kao et Li, « How China built », *op. cit.* Toutes les citations de cette section en sont tirées.

Nord, une artiste graphique et une mère au Massachusetts, un web designer au Royaume-Uni et un analyste commercial en Australie », volés à leur propriétaire et qui postent désormais de la propagande pro-Pékin en chinois et/ou en anglais. D'autres comptes **utilisaient le cantonnais vernaculaire avec des caractères chinois traditionnels pour se faire passer pour des Hongkongais** – mais certaines erreurs laissaient parfois paraître des caractères en chinois simplifié, trahissant l'origine continentale de l'opérateur du compte. Dans tous les cas, ceux qui tenaient alors les comptes n'étaient pas forcément ceux qui les avaient volés : ils ont pu simplement les acheter sur **un marché noir, où les pirates vendent des comptes existants qui présentent le double avantage d'avoir déjà des abonnés, parfois nombreux, et de sembler crédibles** puisqu'ils étaient initialement de vrais comptes, sans lien avec les causes pour lesquelles ils seront ensuite enrôlés. Les comptes les plus crédibles, parce qu'ils étaient initialement de vrais comptes et qu'ils ont conservé une vraie photo de profil (celle d'une personne existante), servaient à diffuser les messages en premier, qui étaient ensuite amplifiés (republiés, likés, commentés) par une armée de comptes plus évidemment faux.

Là encore, **un faisceau d'indices lie ce réseau de faux comptes au PCC** : non seulement la chronologie et le contenu des messages étaient alignés sur l'agenda politique chinois (d'abord Hong Kong, ensuite la pandémie), au point que les messages étaient parfois littéralement des copiés-collés des communiqués officiels du PCC, mais ces comptes (de personnes supposément situées aux quatre coins du monde) étaient actifs principalement pendant les heures de travail de Pékin – une observation également faite par l'ASPI dans une autre enquête[1237]. Mais il y a plus : ProPublica lie ces comptes et cette opération informationnelle à **une compagnie de marketing numérique basée à Pékin, OneSight Technology Ltd, qui « se présente comme la première société chinoise de marketing social à l'étranger** : elle conclut des contrats avec des entreprises nationales et des agences gouvernementales pour les aider à commercialiser leurs marques ou leurs produits sur les réseaux sociaux vus en dehors de Chine ». Parmi les services qu'elle offre : « publier des messages en masse sur un certain nombre de comptes sur des plateformes de médias sociaux à l'étranger, notamment Twitter et Facebook ». Son PDG, Li Lei, serait un ancien du département de Propagande étrangère de la municipalité de Pékin. Parmi ses clients : *China Daily*, CGTN, et les deux principales agences de presse du pays, Xinhua et China News Service (qui appartient au Overseas Chinese Affairs Office donc, depuis 2018, au DTFU qui a absorbé ce dernier). ProPublica a obtenu la copie d'un contrat de 1 244 880 RMB (159 136 €) entre OneSight et China News Service, pour accroître le suivi Twitter de ce dernier[1238].

4. Des réseaux de bots ciblés, de la Serbie au Xinjiang

Un fort rapprochement entre la Chine et la Serbie a lieu depuis 2014, avec une accélération depuis 2017. Pékin s'intéresse plus largement aux Balkans et à l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale (→ p. 307), parmi lesquels la Serbie présente le double avantage de ne pas être membre de l'UE (et donc d'être *a priori* plus sensible à une vision, des concepts et des initiatives hostiles à l'UE), tout en étant candidate (donc bien positionnée pour servir de cheval de Troie le moment venu). **Les Balkans sont une priorité stratégique pour Pékin et la Serbie est le « cœur » de cette stratégie**[1239].

1237. Uren, Thomas et Wallis, *Tweeting through the Great Firewall*, *op. cit.*
1238. Kao et Li, « How China built a Twitter propaganda machine », *op. cit.*
1239. Vuk Vuksanovic, « Light touch, tight grip: China's influence and the corrosion of Serbian diplomacy », *War on the Rocks*, 24 septembre 2019 ; Jean-Baptiste Chastand, « Serbie : un sas d'entrée vers l'Europe pour Pékin », *Le Monde*, 22 mars 2021, p. 18.

La Chine a ouvert un Institut Confucius à Belgrade dès 2006, un autre à Novi Sad en 2017, a signé un grand nombre de partenariats universitaires, a fourni du contenu aux médias serbes, déversé des milliards d'investissements en Serbie, construit un centre culturel à 45 millions d'euros en lieu et place de l'ambassade de Chine bombardée par l'OTAN en 1999, et mène dans le pays une propagande très active avec l'aide de relais locaux comme le Center for International Relations and Sustainable Development, un think tank serbe qui était en partie financé par le conglomérat CEFC China Energy (avant que celui-ci ne fasse faillite en mars 2020 → p. 115), faisant la promotion de la BRI et de l'amitié sino-serbe[1240]. Depuis 2020, il y a également des patrouilles conjointes de policiers serbes et chinois dans les rues – partie émergente d'une coopération entre forces de sécurité qui pourrait à l'avenir, si ce n'est pas déjà le cas, permettre à Pékin de mieux surveiller et contrôler tous ceux appartenant à la catégorie vaste et diffuse des « Chinois outre-mer » (→ p. 163) en Serbie. Le rapprochement est tellement spectaculaire qu'on a dit que « la Chine avait détrôné la Russie comme "grand allié" de la Serbie[1241] ».

La Serbie a donc logiquement été une priorité de la Chine durant la pandémie de Covid-19, et l'aide délivrée a été largement amplifiée sur les réseaux sociaux. **Une analyse de 30 000 tweets postés par des comptes serbes entre le 9 mars et le 9 avril 2020 contenant les mots « Kina » (Chine) et « Srbija » (Serbie) montre que pas moins de 71,9 % d'entre eux ont été produits par des bots**[1242]. Certains des comptes utilisés étaient anciens (créés dès 2009), mais beaucoup (954) ont été créés pour l'occasion, au premier trimestre 2020. Plus de 85 % de tweets de ces bots n'étaient que des retweets : leur objectif était donc d'amplifier des contenus existants, plutôt que d'en diffuser de nouveaux. Ils faisaient **l'éloge de l'amitié sino-serbe et de l'aide chinoise apportée à la Serbie durant la pandémie, l'éloge également du gouvernement serbe pour sa gestion de la crise, tout en critiquant l'inaction et le manque de solidarité de l'Union européenne** (alors qu'elle a immédiatement débloqué 15 millions d'euros pour assister la Serbie). L'un des comptes les plus souvent mentionnés dans ces tweets est celui du président serbe Aleksandar Vučić, qui a affirmé qu'il avait confiance en son « frère et ami » Xi Jinping, que la Chine était le seul pays qui pouvait les aider, tandis que « la solidarité européenne n'existe pas[1243] ». Les comptes du Premier ministre serbe et de l'ambassadeur chinois en Serbie étaient également, mais dans une moindre mesure, régulièrement mentionnés.

En décembre 2019, l'ASPI avait mis au jour **un autre réseau similaire de faux comptes qui tentait d'influencer les discussions à propos du Xinjiang**[1244]. Cette campagne était inscrite dans le contexte de l'adoption du projet de loi par la Chambre des représentants des États-Unis, demandant de sanctionner les cadres du Parti-État chinois responsables de l'internement massif des Ouïghours au Xinjiang[1245]. Tous les comptes identifiés avaient pris pour photo de profil celle d'une célébrité (Emma Stone, Chris Evan, Lily Collins, Keira Knightley…) et amplifiaient en retweetant les contenus des médias chinois, en particulier du *Global Times*, et de sources gouvernementales chinoises, pour imposer la version chinoise des faits concernant ces camps qui, d'après la version officielle, sont des centres d'éducation.

1240. *Ibid.*

1241. Vuk Velebit, « China has overtaken Russia as Serbia's Great Ally », *BalkanInsight*, 8 juillet 2020.

1242. Digital Forensic Center, « A bot network arrived in Serbia along with coronavirus », *Digitalni forenzički centar*, 13 avril 2020.

1243. Sofija Popović, « "Steel friendship" between Serbia and China criticised by European commentators », *European Western Balkans*, 30 mars 2020.

1244. Masha Borak, « New swarm of pro-China Twitter bots spreads disinformation about Xinjiang », *South China Morning Post*, 5 décembre 2019.

1245. « US House approves Uighur Act calling for sanctions on China's senior officials », *The Guardian*, 4 décembre 2019.

#forzaCinaeItalia

Une étude montre que **près de la moitié (46,3 %) des tweets citant le hashtag #forzaCinaeItalia (Allez la Chine et l'Italie) et plus d'un tiers (37,1 %) de ceux citant le hashtag #grazieCina entre le 11 et le 23 mars 2020 ont été créés par des bots**[1246]. C'est l'ambassade de Chine en Italie qui a initié le mouvement, en tweetant une image « Forza Cina e Italia ! » le 24 février, puis le hashtag #forzaCinaeItalia le 11 mars, date à partir de laquelle il a été abondamment repris.





C. Discréditer, diviser et paniquer l'adversaire

Un aspect important de ces campagnes, en particulier de celle identifiée par l'ASPI et d'autres (Graphika, Bellingcat) qui, depuis 2017, est persistante sur Twitter et Facebook, est qu'elles ne se contentent pas de défendre la Chine : **la promotion du modèle chinois passe par la dégradation des autres modèles, en particulier de celui des démocraties libérales, comme le font les opérations d'influence russes depuis des années** (→ p. 114). Au moins trois tactiques sont régulièrement employées à cette fin.

Premièrement, jeter le discrédit sur les capacités de l'adversaire – ce qui est aussi, corrélativement, une manière de louer, par comparaison, celles de la Chine. Ce procédé a été fréquemment utilisé durant la pandémie de Covid-19. Dans une campagne coordonnée à l'échelle mondiale, plusieurs tweets ont été publiés ciblant des pays différents (Canada, Finlande, Japon, États-Unis). Ils se présentaient comme des témoignages personnels de Chinois vivant à l'étranger, avec des références locales, mais ils étaient en réalité le même texte à trou, à remplir en fonction du contexte :

> —— a déjà perdu le contrôle de la pandémie. Un ami dans l'hôpital —— m'a dit que d'innombrables personnes essaient de se faire tester chaque jour mais il n'y a pas assez de tests, elles sont simplement renvoyées chez elles. —— a une importante population de personnes âgées, beaucoup d'entre elles meurent simplement à la maison. Si vous n'êtes pas diagnostiqué, vous n'êtes pas compté comme

1246. Gabriele Carrere et Francesco Bechis, « Così la Cina fa propaganda in Italia, con i bot. Ecco l'analisi su Twitter di Alkemy per Formiche », *Formiche*, 30 mars 2020.

ayant contracté la maladie, ce qui explique pourquoi —— a un taux si bas. C'est tellement effrayant. J'ai déjà réservé mes billets d'avion pour rentrer à la maison. Dans des moments critiques, nous devons concentrer nos efforts pour relever un grand défi[1247] !



Les attaques contre les démocraties libérales ne se limitent pas à leurs capacités de gestion de crise sanitaire : elles visent aussi et surtout la légitimité de leurs institutions, donc le modèle démocratique lui-même. L'un des récits les plus répandus est que les démocraties sont non seulement inefficaces mais aussi instables, chaotiques. Toute image de trouble (manifestations, dégradations de biens publics, voitures incendiées, crimes, etc.) est amplifiée, comme pour confirmer la supériorité du modèle autoritaire chinois. De ce point de vue, **l'assaut du Capitole par des partisans de Donald Trump le 6 janvier 2021 a fourni aux médias et trolls chinois une source quasi inépuisable de critiques du modèle démocratique que Washington était censé incarner**, et un moyen puissant de dénoncer le « deux poids, deux mesures » appliqué aux situations (prétendument comparables) de Hong Kong et de Washington, comme l'illustrent ces montages publiés par le *Global Times* (ci-dessous).





1247. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 67.





Source : « Chinese netizens jeer riot in US Capitol as 'Karma,' say bubbles of 'democracy and freedom' have burst », *Global Times*, 7 janvier 2021.

Deuxièmement, souffler sur les braises de sujets clivants, en particulier le racisme et les violences policières aux États-Unis. Certains messages sont purement critiques, pour donner l'image d'un pays en guerre civile, sans faire de lien avec la Chine – c'est l'approche « russe » (→ p. 614). D'autres sont dans le parallèle entre les violences aux États-Unis et celles à Hong Kong, pour dénoncer l'hypocrisie supposée – le deux poids, deux mesures – des Américains.

La campagne chinoise sur les réseaux sociaux visant les États-Unis pendant la campagne présidentielle n'était pas clairement partisane mais, suivant l'exemple de l'Internet Research Agency (IRA) russe quatre ans plus tôt, elle **soutenait les deux camps d'une question clivante pour souffler sur les braises de la discorde**. Un effort particulier a été consenti sur la question raciale, (parce qu'elle est) particulièrement clivante. Par exemple, les opérateurs chinois ont diffusé « des messages en soutien à la fois aux mouvements Black Lives Matter et pro-police Blue Lives Matter. Il ne s'agissait pas de prendre parti, mais plutôt de renforcer les divisions en amplifiant des points de vue concurrents et chargés d'émotion[1248] ».


Hua Chunying 华春莹
@SpokespersonCHN
China government official

"I can't breathe."

Morgan Ortagus
@statedeptspox

This is a pivotal moment for the world. It will go down in history. Freedom loving people around the world must stand with the rule of law and hold to account the Chinese Communist Party, which has flagrantly broken its promises to the people of Hong Kong.

4:43 PM · 30 mai 2020 · Twitter Web App

Source : https://twitter.com/SpokespersonCHN/status/1266741986096107520.

Un rapport montre que, sur Twitter, « les partisans du PCC ont commencé à se concentrer sur les manifestations aux États-Unis, déclenchées par le meurtre de George Floyd le 25 mai [2020]. Les tweets contenus dans ce récit ont plusieurs objectifs : **exacerber les ten-**

1248. Tatlow, « Exclusive: 600 U.S. Groups Linked to Chinese Communist Party Influence Effort with Ambition Beyond Election », *op. cit.*

sions internes sur la brutalité policière contre les Noirs américains ; [ils diffusent des] vidéos et images illustrant la répression souvent violente des manifestations par la police et **comparent la réponse de l'administration Trump à celle aux manifestations à Hong Kong**. […] Les comptes officiels du PCC ont utilisé les hashtags #BlackLivesMatter, #BLM et #GeorgeFloyd plus de 500 fois combinés dans les semaines qui ont suivi la mort de Floyd. La porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hua Chunying, a également utilisé les derniers mots de Floyd pour réfuter un tweet du département d'État américain condamnant les actions de la Chine à Hong Kong[1249] » (image ci-dessus).









1249. Serrato et Schafer, *Reply All*, *op. cit.*, p. 20.



Source (pour les 6) : Wallis *et al.*, *Retweeting through the great firewall*, *op. cit.*, p. 13-16.

Sur la plateforme Bilibili, la LJC s'est illustrée durant le mois de juin 2020 en diffusant **des vidéos exploitant la mort de George Floyd pour « dénoncer » le racisme du gouvernement américain**. L'une d'entre elles, publiée le 3 juin, dont la capture figure *infra*, est intitulée : « En quelques mots : ils ont obtenu la liberté en 1862, pourquoi les Noirs américains jusqu'à présent ne peuvent respirer ». « En quelques mots » est une série diffusée par Guanchazhe (观察者 – « l'observateur »), un média créé en 2012 qui se présente comme un forum pour l'analyse des questions internationales. Il affiche des vues proches de celles du gouvernement. Dans la vidéo que nous mentionnons, les auteurs présentent la nation afro-américaine comme une nation opprimée au sein des États-Unis, ils laissent entendre également que le FBI serait responsable de l'assassinat de Martin Luther King Jr. La vidéo affirme aussi que les Blancs américains auraient créé le super-héros Black Panther afin d'occulter la véritable histoire du mouvement des Black Panthers. Cette affirmation est fausse bien sûr et il suffit de vérifier la chronologie pour s'en convaincre : le héros de Marvel fait sa première apparition dans *Fantastic Four* en juillet 1966, alors que le mouvement maoïste afro-américain n'est créé qu'en octobre de la même année. Marvel n'a donc pu créer le personnage pour lutter contre les Black Panthers. Il n'a pas été établi non plus que le héros de Marvel ait exercé une quelconque influence sur le choix du nom des Black Panthers.





La mort de George Floyd a ainsi été déclinée sur de nombreux supports et de diverses manières, y compris avec **des images artistiques** comme celle, intitulée *To Breath*, de **l'« artiste loup guerrier » Wuheqilin** (également connu pour avoir réalisé l'œuvre figurant un soldat australien égorgeant un enfant afghan → p. 221).



Wuheqilin, *To Breath* (source : Global Times, https://archive.vn/WhBcy).

Le **racisme anti-chinois** – qui est parfois réel, il ne s'agit pas de le nier – donne aussi lieu à des manipulations de l'information. Par exemple, en avril 2021, une vidéo circulait sur les réseaux sociaux en Chine et en Asie du Sud-Est, dans laquelle un homme asiatique, au sol et en sang, était violemment frappé par des douzaines d'hommes hispanophones, armés de bâtons. Cette vidéo (ci-dessous) était diffusée avec le message suivant : « En Californie, aux États-Unis, les Noirs et les Blancs tuent les Chinois. Faites suivre à la Chine entière ! »



En réalité, cette vidéo a été tournée en février 2021 lors d'une émeute de prison en Équateur et elle a été initialement diffusée par le compte Twitter du ministère équatorien de la Justice[1250]. Il ne s'agit pas d'un cas isolé : **l'exploitation d'actes de racisme anti-asiatique, qu'ils soient**

1250. Jane Tang, « China's Information Warfare and Media Influence Spawn Confusion in Thailand », Radio Free Asia, 13 mai 2021.

réels, supposés ou fabriqués, est l'un des leitmotivs de la propagande chinoise pour dénigrer les États-Unis mais aussi, plus généralement, « l'Occident », en particulier les pays dans lesquels il y a d'importantes communautés asiatiques, comme l'Australie et le Canada.

Les États-Unis ne sont pas les seuls concernés par des tentatives de division. À Séoul également, on verrait davantage de tentatives d'intervenir dans des débats clivants pour attiser les tensions. Soupçonnant que des agents chinois s'invitaient dans des forums et groupes de discussion en coréen, quelques internautes ont fait une expérience début 2020. Ils ont créé un faux débat en ligne en postant des liens pointant vers des sites interdits en Chine pour piéger les internautes chinois. Un nombre important de ceux ayant cliqué sur les liens se sont alors mis à diffuser le même commentaire, disant simplement, en coréen, « je suis un individu » – une phrase incompréhensible que certains ont interprétée comme une sorte de code pour indiquer aux services chinois surveillant le web qu'ils s'étaient retrouvés sur ces sites interdits contre leur volonté. Cette expérience a suscité un débat, certains politiques souhaitant légiférer pour empêcher ce genre de manipulation[1251].

Manipulation psychologique : le *gaslighting*

La manipulation psychologique qui consiste à **nier des faits avérés et défendre de fausses affirmations avec pour effet de déstabiliser les convictions du public cible et de perturber son sens de la réalité** correspond à du *gaslighting*, terme qui renvoie au film *Gaslight* de George Cukor inspiré de la pièce de Patrick Hamilton, *Angel Street*, dans laquelle le mari parvient, en usant de divers stratagèmes, à faire en sorte que son épouse doute de sa propre santé mentale[1252]. Au-delà de la relation interpersonnelle abusive, ce concept de psychologie peut s'appliquer à une plus large échelle, par exemple entre gouvernants et gouvernés : le comportement et les propos du président Donald Trump ont par exemple plus d'une fois été qualifiés de *gaslighting*[1253]. **Le PCC s'est également engagé dans ce genre de manipulation**. Si l'on ne peut prouver scientifiquement l'intention de quelqu'un, on peut du moins identifier **de nombreux cas où le Parti a ouvertement menti, déformé la réalité, cherché à réécrire l'histoire, avec pour effet de créer une possible confusion auprès du public**. Pour prendre un exemple récent, **le Parti cherche à faire oublier la myopie dont il a fait preuve au début de la crise du coronavirus**, en glorifiant le médecin Li Wenliang précédemment accusé de répandre de fausses rumeurs, en censurant les premiers témoignages de la crise qui contredisent la version officielle d'une gestion contrôlée[1254], en revoyant à la baisse tous les chiffres des contaminés et des morts rendus publics[1255], et en critiquant les pays étrangers pour n'avoir pas pris au sérieux ce virus là où, au début de la crise, la Chine prétendait que la situation était sous contrôle et que les pays étrangers ne devraient pas suspendre leurs flux de transport avec elle.

La Chine a également, notamment via le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhao Lijian, semé le trouble auprès des publics intérieur et étranger en répandant la rumeur que le virus aurait été apporté en Chine par des militaires américains (→ p. 590). Dans le même genre, les autorités chinoises déforment la réalité des manifestations à Hong Kong en défendant que les protestataires sont en réalité ultra-minoritaires ou qu'ils sont de violents fauteurs

1251. Tae-jun Kang, « Suspicions Grow in South Korea Over China's Online Influence Operations », *The Diplomat*, 27 mars 2020.

1252. G. Alex Sinha, « Lies, Gaslighting and Propaganda », *Buffalo Law Review*, 68:4, août 2020, p. 1088.

1253. Alfie Eltis, « Trump, and the history of political gaslighting », *Varsity*, 2 octobre 2020 ; Nicole Hemmer, « Donald Trump Is Gaslighting America », *United States Studies Center*, 16 mars 2016 ; Stephanie Sarkis, « Donald Trump is a classic gaslighter in an abusive relationship with America », *USA Today*, 10 mars 2018 ; George Hagman, « Gaslighting the Pandemic: Donald Trump, Lies, Manipulation and Power », *International Association for Psychoanalytic Self Psychology*, 20 juin 2020 ; Jennifer Rubin, « Trump's convention is the ultimate gaslighting exercise », *The Washington Post*, 24 août 2020.

1254. Christoph Koettl, Muyi Xiao, Nilo Tabrizy, Dmitriy Khavin, « China Is Censoring Coronavirus Stories. These Citizens Are Fighting Back », *The New York Times*, 23 février 2020 ; Jordan Schneider, « All the early COVID-19 stories censored off Chinese internet », *Sup China*, 7 avril 2020.

1255. Nick Paton Walsh, « The Wuhan files: Leaked documents reveal China's mishandling of the early stages of Covid-19 », CNN, 1er décembre 2020.

de trouble, ou encore qu'il s'agit de protestations fomentées par un acteur étranger dans le but de déstabiliser les autorités. Il en est de même quand elles cherchent à effacer les événements de 1989 sur la place Tian'anmen de la mémoire collective, ou encore quand elles prétendent que les camps au Xinjiang ne sont que des centres d'éducation pour améliorer les conditions de vie des participants à ces « formations[1256] ». La présence de ces versions concurrentes de la réalité défendues avec tant de zèle dans les médias et sur les réseaux fait son effet dès que le public est troublé au point de ne plus savoir quelle version des faits croire. **Même sans créer une adhésion certaine à son propre discours, le *gaslighter* atteint sa cible dès que celle-ci ne parvient plus à faire confiance à la version avérée des faits**, ce qui permet au moins, dans le cas de la Chine, de réduire l'ampleur ou la véhémence des critiques auxquelles elle fait face sur ces sujets.

Troisièmement, une autre tactique est de souffler sur les braises non pas d'un sujet clivant, mais de la peur, en tentant de **créer une panique**. **En mars 2020, des millions d'Américains ont reçu des sms alarmistes**, exagérant l'ampleur de la pandémie, annonçant un confinement imminent, l'arrêt des transports publics de la ville de New York, conseillant de stocker de la nourriture, des médicaments, etc., et de retransmettre ce message à leurs contacts. Un des messages qui circulait et dont la source était prétendument au département de Sécurité intérieure affirmait que le gouvernement allait faire son annonce dès que les troupes seraient bien déployées pour contenir toute émeute. **En 48 heures, la rumeur avait déjà tellement circulé que le Conseil de sécurité nationale a démenti publiquement** l'information via son compte Twitter : « *Text message rumors of a national #quarantine are FAKE. There is no national lockdown*[1257]. » Version téléphonique, par sms, des traditionnelles chaînes de courriels, cette méthode n'est « pas nouvelle, mais efficace », explique Graham Brookie, directeur de DFRLab à l'Atlantic Council[1258]. Or, selon le renseignement américain, **les services chinois auraient contribué à cette opération, pas nécessairement en créant les messages, mais en tout cas en les amplifiant sur les réseaux sociaux et sur des messageries**, dont des messageries cryptées, une pratique qui rend l'identification et la lutte contre la désinformation d'autant plus difficiles[1259].

D. L'APL fait aussi la guerre sur les réseaux sociaux

Si l'attribution à l'État chinois en général est difficile, en particulier à cause du phénomène dit de « trolling nationaliste » ou « patriotique » qui n'est pas forcément dirigé ou contrôlé par l'État, il est encore plus **difficile de savoir quels sont, au sein de l'État, les agences ou les services impliqués**. Nathan Beauchamp-Mustafaga et Michael S. Chase estiment que les comptes supprimés par Twitter en août et septembre 2019 étaient opérés par **le département de Propagande et/ou le DTFU**[1260]. L'attention est généralement focalisée sur le DTFU mais les auteurs estiment à juste titre que « **l'APL doit être reconnue comme un autre moteur clé des efforts chinois [en la matière]**. Les événements récents à Taïwan ainsi que les écrits et les brevets déposés par des chercheurs militaires chinois suggèrent que l'APL est de plus en plus intéressée à tirer parti des médias sociaux pour une telle ingérence politique dans des pays étrangers, y compris aux États-Unis[1261] ». **Les principaux acteurs manipulant les réseaux**

1256. « Scholars spreading rumors about Uyghur detention work for US intel agency: spokesperson », *Global Times*, 3 décembre 2019, https://archive.vn/hLbF4.

1257. Tweet du NSC (@WHNSC) datant du 16 mars 2020.

1258. Mihir Zaveri, « Be Wary of Those Texts From a Friend of a Friend's Aunt », *The New York Times*, 16 mars 2020.

1259. Edward Wong, Matthew Rosenberg, Julian E. Barnes, « Chinese Agents Helped Spread Messages That Sowed Virus Panic in U.S., Officials Say », *The New York Times*, 22 avril 2020.

1260. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. v.

1261. *Ibid.*, p. viii-ix.

sociaux sont sans doute l'APL, le DTFU et le MSE, mais il ne semble pas y avoir entre eux de claire division du travail, à tout le moins celle-ci nous reste inconnue.

L'APL utilise les réseaux sociaux pour, d'une part, de l'influence « ouverte », en diffusant de la propagande, souvent à des fins de dissuasion et de guerre psychologique et, d'autre part, des opérations clandestines et hostiles contre des cibles étrangères. Sur le premier point, l'APL a ses propres vecteurs, notamment le *PLA Daily* et le site China Military Online, et utilise aussi les médias d'État chinois, notamment Xinhua, *China Daily* et le *Global Times*. Elle gère un grand nombre de comptes sur les réseaux sociaux chinois (Weibo et WeChat) depuis 2010 (le premier d'entre eux a sans doute été le compte Weibo du *PLA Daily* en mars 2010) et un total de 700 comptes en février 2017[1262], donc sans doute davantage aujourd'hui. Cependant, l'APL n'a pas encore de comptes propres sur les réseaux sociaux occidentaux (Facebook, Twitter, YouTube, Instagram), où elle est indirectement présente, faisant passer ses messages par d'autres comptes chinois, notamment d'agences de presse. Elle pourrait toutefois y venir prochainement.

L'intérêt du rapport de Beauchamp-Mustafaga et Chase est qu'il se fonde sur la littérature militaire chinoise (la doctrine, les articles publiés dans *PLA Daily*, le mensuel *Military Correspondent* et d'autres journaux militaires). Il permet donc de mieux saisir ce que les chercheurs militaires pensent, notamment lorsqu'ils parlent de « guerre de l'opinion publique en ligne » (网络舆论战), un effort auquel nous avons tenté de contribuer dans l'analyse des différents acteurs de l'APL, en particulier la base 311, dans la deuxième partie du présent rapport (→ p. 87).

Les documents doctrinaux insistent sur l'importance du champ informationnel : dans un ouvrage de 2013 sur la *Science de la stratégie militaire* (战略学) publié par le département de la Stratégie militaire de l'Académie de science militaire (军事学学院战略研究部), il est écrit que **« la domination informationnelle est au fondement de l'initiative sur le champ de bataille[1263] »** ; et le Livre blanc chinois sur la défense de 2015 parle d'**« informatisation » de la guerre**[1264].

Comme en Russie, le champ informationnel est conçu au sens large : « l'APL considère la cyberguerre, la guerre électronique et la guerre psychologique comme des composantes interconnectées de la guerre de l'information au sens large[1265] ». D'ailleurs, la guerre informationnelle chinoise, en général, est probablement coordonnée par la Commission des affaires du cyberespace centrale (中央网络安全和信息化委员会), présidée par Xi lui-même[1266] – tandis qu'au niveau de l'APL la coordination revient sans doute à la FSS.

L'APL s'est d'abord intéressée aux médias en ligne, rapidement perçus comme des démultiplicateurs de puissance permettant « d'obtenir le double des résultats pour la moitié de l'effort lorsque l'on tente de tromper et de semer la confusion par l'information[1267] ». **Puis, en 2009, elle prend conscience de l'importance des réseaux sociaux dans la guerre informationnelle**, en voyant comment ils sont utilisés par les puissances occidentales pour encourager le soulèvement postélectoral en Iran. Un article de *China Defense News* de cette année parle de « cybersubversion » et note comment, « par Twitter, Facebook, YouTube et d'autres sites internet, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les renseignements israéliens ont diffusé des

1262. *Ibid.*, p. 43.

1263. 战略学 (Science de la stratégie militaire), 军事学学院战略研究部 (Département de la Stratégie militaire de l'Académie de science militaire), Pékin, 军事科学出版社 (Presses de l'Académie de la science militaire), 2013, p. 130.

1264. http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2015/05/27/content_281475115610833.htm.

1265. Joe McReynolds et John Costello, *China's Strategic Support Force: A Force for a New Era*, Washington, D.C., National Defense University, 2018, p. 5.

1266. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 28.

1267. 刘轶 (Liu Yi), « 博客新闻在 信息化战争中的运用 » (The Use of Blog News in Informatized Warfare), 军事记者 (*Military Correspondent*), mai 2007.

informations sensationnalistes pour empoisonner le peuple iranien[1268] ». En 2003 déjà, avant l'apparition des médias sociaux, l'APL avait suivi de près la manière dont les Américains avaient utilisé les médias de masse pour façonner l'opinion publique sur leur intervention en Irak. D'une manière générale, **l'APL suit ce que les Américains font en matière d'influence, considérant qu'ils sont dans ce domaine « les meilleurs au monde[1269] »**.

De ce point de vue, il est important de comprendre que **la posture chinoise – comme d'ailleurs la russe – est d'abord défensive** : c'est en considérant la menace que ces méthodes soient utilisées pour encourager des révoltes en Chine qu'ils s'y intéressent : « du point de vue de la Chine, tous les pays mènent des opérations d'influence, et ce sont d'autres pays, en particulier les États-Unis, qui utilisent les médias sociaux pour s'ingérer dans les processus politiques de pays comme l'Iran et au Moyen-Orient. Toutes les actions entreprises par l'APL pour contrer cette subversion perçue sont considérées comme "défensives" et nécessaires pour protéger et défendre l'armée et le Parti[1270] ». **Il ne leur a fallu que quelques années, cependant, pour en percevoir le potentiel offensif**.

Ainsi, dans un article de 2011, des chercheurs de l'APL soulignent **le potentiel des réseaux sociaux qui permettent de « subtilement déguiser » la guerre psychologique** qui devient une « pilule enrobée de sucre », la psychologie de la cible étant affectée sans qu'elle le sache[1271]. La désinformation (虚假信息) est l'un des moyens de la guerre psychologique. Un livre de 2013 de l'Académie des sciences militaires explique qu'elle peut être utilisée de diverses manières : **« la privation d'informations, la création d'un chaos informationnel […], l'implantation de désinformation et d'information erronées dans le système informationnel de l'ennemi, faisant en sorte que le commandement ennemi prenne les mauvaises décisions[1272] »**. Un article de 2006 recommande d'**« induire en erreur » les dirigeants ennemis en « mélangeant des informations vraies et fausses », les rendant indistinguables**[1273].

En 2015, le *PLA Daily* consacre une pleine page à **« la guerre par les réseaux sociaux[1274] »**, non seulement du point de vue des adversaires de la Chine, donc des risques que cela fait courir à la stabilité du pays, mais aussi des opportunités que cela présente pour l'APL : on voit déjà là comment ce qui a initialement été perçu comme une vulnérabilité, donc de façon défensive, devient rapidement aussi une arme, l'APL réfléchissant à **des usages offensifs**.

Selon Beauchamp-Mustafaga et Chase, **l'APL a trois principaux objectifs sur les réseaux sociaux, les deux premiers étant ouverts, le troisième clandestin : « premièrement, obtenir une domination narrative** en utilisant des comptes officiels de médias sociaux pour diffuser ouvertement la propagande chinoise et, par conséquent, façonner les perceptions et les politiques publiques à l'égard de la Chine et de son armée. **Deuxièmement, l'APL cherche à utiliser les comptes officiels des réseaux sociaux à des fins de dissuasion** pour communiquer des signaux

1268. 迟延年 (Chi Yannian), « 网络颠覆:不容 小觑的安全威胁 » (Cyber Subversion: Security Threats that Must Not be Taken Lightly), 国防报 (China Defense News), 6 août 2009, p. 3.

1269. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 34. Voir notamment 朱金平 (Zhu Jinping), « 假新闻：现代战 争中的重要杀手：以美国21世纪前后发动或主导的4次 战争为例 » (Fake News: The Important Killer in Modern Warfare: Examples of Four Wars Initiated or Led by the United States before and after the 21st Century), 军事记者 (*Military Correspondent*), 2008, p. 37-39.

1270. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 4.

1271. 吴银胜 (Wu Yinsheng) et 梅建兵 (Mei Jianbing), « 社交媒体的迅猛发展及心理战运用的几点启示 » (Some Inspirations Drawn from the Application of Booming Social Media in Psychological Warfare), 国防科技 (National Defense Science & Technology), 3, 2011, p. 77-80.

1272. 叶征 (Ye Zheng), 信息作战学教程 (Lectures on the Science of Information Operations), 军事科学出版社 (Academy of Military Science Press),, 2013, p. 105.

1273. 盛沛林 (Sheng Peilin) et 李雪 (Li Xue), « 论 '舆论斩 首' » (On 'Public Opinion Decapitation'), 南京政治学院学报 (*Journal of the PLA Nanjing Institute of Politics*), 5, 2006, p. 114-117.

1274. 陈航辉 (Chen Hanghui), 芳鹏 (Fang Peng), 杨磊 (Yang Lei) et 夏育仁 (Xia Yuren), « 社交媒体战：信息时代战争新维度 » (Social Media Warfare: A New Dimension to Warfare in the Information Age), 解放 军报 (*PLA Daily*), 25 septembre 2015.

de dissuasion, qui démontrent spécifiquement les capacités et la crédibilité de la Chine tout en sapant la résolution d'un ennemi par la guerre psychologique. **Troisièmement, l'APL cherche à tirer parti des médias sociaux pour une ingérence politique** afin de dégrader la crédibilité d'un système politique étranger, de saper le soutien à un gouvernement étranger et à ses politiques, ainsi que de soutenir les candidats politiques préférés de la Chine lors d'une élection[1275] ».

Dans ce registre, plusieurs articles publiés dans les revues militaires suggèrent que « **l'APL développe des technologies pour manipuler les réseaux sociaux étrangers**[1276] », notamment les *deep fakes* et la *public sentiment analysis*. Un article de 2018 provenant de la principale unité de l'APL travaillant sur la guerre psychologique plaide pour davantage de recherche et d'investissement dans les opérations informationnelles numériques, en particulier dans l'utilisation des big data et le traitement automatique des langues[1277]. Autre preuve de **l'intérêt de l'APL pour l'utilisation des bases de données et de l'intelligence artificielle** : l'intérêt suscité à l'époque par le scandale Cambridge Analytica. Dans un article de 2018, un enseignant de l'Université de défense nationale explique qu'il faut en « tirer des enseignements », notamment en termes de capacité à **« exploiter l'analyse de mégadonnées, les processus d'IA, les bots et l'astroturf, à saisir les différentes personnalités de sélecteurs, à guider l'opinion publique à grande échelle et à changer leur orientation politique[1278] »**. L'auteur souligne également « la valeur de l'adaptation des messages en fonction des croyances, des systèmes de valeurs, de l'orientation politique et du ciblage de différents pays, partis politiques et groupes culturels, entre autres[1279] ». Tout cela semble suggérer qu'au moins certains membres de l'APL s'intéressent à **« la manière dont les médias sociaux et des outils de nouvelle génération peuvent être utilisés pour influencer les électeurs dans des pays étrangers[1280] »**. Enfin, un article de juin 2019 co-écrit par un chercheur de la base 311 « a explicitement suggéré que **l'APL devrait utiliser l'intelligence artificielle (IA) pour gérer son réseau de robots sur les médias sociaux, qui serait en mesure de créer du contenu fondé sur des conseils humains, de sélectionner le moment approprié pour publier sur les médias sociaux et de coordonner ces faux (马甲) comptes**[1281] ».

E. Satire et ironie

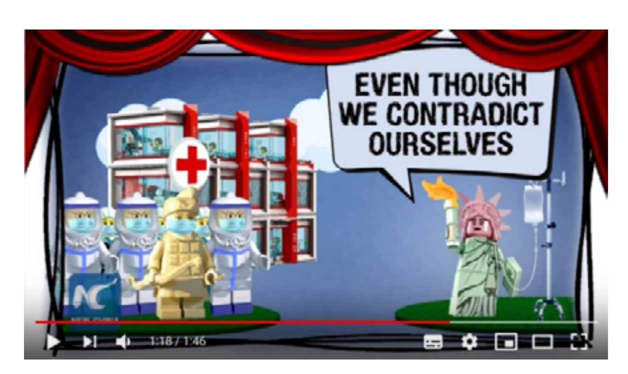
Les opérations de manipulations de l'information chinoises font souvent appel à l'humour, notamment sous la forme de la satire et de l'ironie, pour amplifier la portée de leur message ou encore décrédibiliser leurs adversaires[1282]. Nous en avons offert plusieurs exemples notamment avec la LJC autour du cas de George Floyd (→ p. 383). **La puissance de ces ressorts rhétoriques a très tôt été identifiée par les orateurs grecs et romains.**

1275. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 14.
1276. *Ibid.*, p. 23.
1277. 刘惠燕 (Liu Huiyan), 熊武 (Xiong Wu), 吴显亮 (Wu Xianliang) et 梅顺量 (Mei Shunliang), « 全媒体环境下推进认知域作战装备发展的几点思考 » (Several thoughts on promoting the construction of cognitive domain operations equipment in the whole environment), 国防科技 (*Defense Technology Review*), octobre 2018.
1278. 董涛 (Dong Tao), « 推进军事新闻分众化的国际传播 » (Advancing International Communications for Military News [Toward] Differentiated Audiences), 军事记者 (*Military Correspondent*), 26 septembre 2018.
1279. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 96.
1280. *Ibid.*
1281. 李弼程 (Li Bicheng), 胡华平 (Hu Huaping) et 熊尧 (Xiong Yao), « 网络舆情引导智能 代理模型 » (Intelligent Agent Model For Online Public Opinion Guidance), 国防科技 (National Defense Science & Technology), juin 2019, p. 73-77, cité par Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 22.
1282. La satire est également une arme chérie par les internautes qui cherchent à contourner la censure : Séverine Arsène, « La satire, ou la ringardisation de la censure sur le web chinois », CERI, 2010.

Par sa capacité à retourner rapidement une opinion hostile[1283], la plaisanterie est presque une arme magique que tout orateur se doit de savoir manier. Un trait d'esprit peut, en quelques secondes, ramener à soi un public d'abord rétif. Comme le montrent Cicéron et Quintilien, la force de la plaisanterie est qu'elle permet de jouer sur les trois ressorts de la persuasion : *docere*, *delectare* et *mouere*. Parce que la plaisanterie peut être le vecteur d'une véritable réflexion, y compris – voire surtout – les plus difficiles à entendre, elle permet d'agir sur *docere* (traduction du *logos* grec qui renvoie à la dimension factuelle et objective du discours). C'est notamment sous la forme du mot d'esprit que la plaisanterie est la plus efficace à mobiliser ce ressort de la persuasion. La plaisanterie est tout particulièrement utile sur le second ressort, *delectare* (traduction de l'*ethos* grec), car elle permet de construire une complicité avec l'auditoire et d'attirer la sympathie sur soi (*conciliare*). Enfin, la plaisanterie permet de mettre en branle *mouere* (« émouvoir »), notamment en jetant l'opprobre sur l'adversaire, en le discréditant par une saillie cinglante. L'animalisation ou l'association à des personnages désagréables ou ridicules est également une méthode éprouvée pour émouvoir favorablement l'auditoire.

Au mois d'avril 2020, l'agence Xinhua a diffusé une vidéo sur YouTube intitulée « Once upon a virus ». Ce montage de 1 minute 46 secondes est une illustration parfaite de l'utilisation par le PCC de l'humour et de la satire dans ses opérations de propagande. Mettant en scène des personnages en Lego participant à une pièce de théâtre, la vidéo est articulée autour d'un dialogue portant sur la Covid-19 entre la Chine et les États-Unis, représentés par un groupe de guerriers en terre cuite, d'un côté, et la statue de la Liberté, de l'autre. La vidéo affirme de manière explicite que la situation sanitaire aux États-Unis est due au refus des autorités d'écouter les avertissements que la Chine n'a pas manqué de donner. Le ton comique tient au contraste entre les propos tenus par la statue de la Liberté (i.e. les États-Unis) qui s'obstine à prétendre que contraindre les individus à porter un masque est contraire aux droits humains ou à accuser la Chine de construire des camps de concentration ; et la détérioration progressive de son état de santé suggéré de manière ostentatoire par l'image. Le message, en faisant sourire, tend à souligner l'inanité de la guerre des récits entreprise par Washington, quand Pékin essaie simplement d'alerter les Américains sur les risques qu'ils prennent par cette attitude. L'usage de Lego, par association d'idées, renforce la démonstration du caractère infantile de la posture américaine.





L'usage de la satire par le PCC prend aussi la forme du détournement de fables et contes populaires de l'Occident. Deux illustrations récentes sont très évocatrices : le 12 mai 2021, Xinhua diffuse, via les réseaux sociaux occidentaux, une critique de ce que le média présente comme la posture hégémonique des États-Unis. Pour ce faire, Xinhua crée une analogie entre l'attitude de Washington et celle de la belle-mère dans le conte des frères Grimm, ***Blanche-Neige***.

1283. Cicéron, *De Oratore*.





Dans l'histoire dessinée de Xinhua, la statue de la Liberté, symbolisant les États-Unis, demande à son miroir magique si l'ordre américain domine le monde et lorsqu'il répond par la négative, la statue le brise. L'idée ainsi véhiculée est que les États-Unis ne supportent nulle concurrence et ne sont aucunement prêts à entendre la vérité, autrement dit que le monde ne leur est plus soumis. On comprend, en creux, que ce monde ouvre les bras à la Chine qui propose un nouvel ordre international. Le second exemple, déjà cité dans la partie sur les diplomates « loups guerriers » (→ p. 241), date du 31 mars 2021, lorsque l'ambassade de Chine en Irlande détourne sur Twitter la fable d'Ésope, reprise par La Fontaine, ***Le Loup et l'Agneau***. Le message est ambigu : d'un côté, l'ambassade semble dire qu'on l'accuse d'une diplomatie du loup alors qu'elle est innocente, qu'elle ne serait donc qu'une victime, comme l'agneau de la fable, mais de l'autre elle achève son message par une menace, expliquant que la Chine, elle, n'est pas un agneau. Elle ne se laissera pas « dévorer ». Dans les deux cas, l'instrumentalisation de la culture populaire occidentale est un procédé qui permet ici à la Chine de développer une critique des États-Unis sur un mode métaphorique et amusant. Sans être trop féroce, la critique crée des images suggestives susceptibles de s'imprégner dans l'opinion.

F. Le *doxing*, ou l'incitation à la haine en ligne

Le *doxing* est la pratique consistant à « publier en ligne les informations personnelles d'un internaute, dans le but de lui nuire[1284] ». Avec des conséquences parfois graves, allant du harcèlement en ligne à des agressions physiques en passant par des cyberattaques, menaces de mort, pressions sur la famille et les proches, etc. Elle a surtout été **utilisée contre les militants pro-démocratie hongkongais**, d'abord durant la crise de 2014, puis celle de 2019. En septembre 2019, ce phénomène avait atteint un niveau « sans précédent » sur des forums comme LIHKG et des messageries comme Telegram, de sorte que le Commissariat à la protection de la vie privée de Hong Kong avait identifié près de 1 000 cas faisant l'objet d'enquêtes et de poursuites judiciaires probables[1285].

1284. « "Doxing" : pourquoi certains internautes divulguent les données privées de leurs cibles », *Le Monde*, 21 novembre 2017.

1285. Erin Hale, « Hong Kong protests: tech war opens up with doxing of protesters and police », *The Guardian*, 20 septembre 2019.

Il existe même des sites dédiés à cette activité, publiant des profils standardisés pour chaque personne dénoncée avec photo, informations personnelles, coordonnées, etc. – le tout dans une mise en scène rappelant qu'ils sont « ciblés » (voir ci-dessous).



Capture d'écran du site HKLeaks le 14/03/2021.

Le site le plus connu dans ce registre est **HKLeaks**, initialement enregistré en hkleaks.org le 15 août 2019, et qu'on trouve sur hkleaks.pk et hkleaks.ml au moment d'écrire ces lignes. Parmi les « cibles » ayant un profil sur ce site, se trouvent notamment « 8 enseignants [dont] le directeur de l'Université chinoise de Hong Kong, 61 journalistes et rédacteurs en chef d'*Apple Daily* (l'un des plus grands journaux de Hong Kong), 23 personnes qui auraient "doxé" la police de Hong Kong, de nombreux législateurs et leaders d'opinion pro-démocratie ainsi que plus de 900 manifestants[1286] ». Ces profils sont ensuite partagés sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Telegram, Weibo).

Plusieurs éléments indiquent que les autorités chinoises sont derrière cette initiative ou au moins la soutiennent. Non seulement le site, très professionnel, semble être le résultat d'un certain niveau de ressources financières et d'expertise, mais les comptes qui le promeuvent sur les réseaux sociaux sont les mêmes qui ont été supprimés par les plateformes pour « comportement inauthentique coordonné lié à des acteurs soutenus par un État », et les médias d'État en font la promotion (le compte Weibo de CCTV en présentant HKLeaks a appelé à « agir ensemble » et « faire tomber les masques des émeutiers », un message ensuite partagé par la police chinoise et la LJC, entre autres)[1287]. Surtout, certaines informations que seules les autorités chinoises connaissaient se retrouvent dans les profils des personnes ciblées, comme une fausse adresse qui n'a été donnée qu'à la police chinoise, ou une photo d'identité utilisée seulement sur un permis de voyage en Chine[1288].

Un autre site de *doxing*, hongkongmob.com, payait les utilisateurs qui fournissaient soit de nouvelles cibles, soit des informations sur les cibles existantes. En janvier 2020, le site, qui a été supprimé depuis, indiquait avoir doxé 62 manifestants et distribué 78 019 HKD (8 273 €) en récompenses[1289]. Insikt Group (Recorded Future) estime que les acteurs derrière ce site « ne sont probablement pas originaires de Hong Kong, mais tentent de se faire passer pour tels. Bien que la majeure partie du site Web soit écrite en caractères chinois traditionnels […]

1286. Insikt Group, « Chinese Influence Operations », *op. cit.*, p. 15.
1287. *Ibid.*, p. 19.
1288. *Ibid.*, p. 15-16.
1289. *Ibid.*, p. 16.

et que le contenu reflète le cantonais écrit et parlé […], certains termes et formulations utilisés sur le site ne sont pas couramment utilisés par les locuteurs de cantonais nés à Hong Kong[1290] ».

Insikt Group fait également observer que les deux sites, hkleaks.pk et hongkongmob.com, sont (étaient, dans le cas du second qui n'est plus en ligne) **hébergés en Russie**, par la même entreprise (DDoS-GUARD), qu'ils partagent une partie de leur addresse IP (185.178.208.149 pour l'un et 185.178.208.143 pour l'autre) et utilisent le même service de courriel russe (Yandex)[1291].

G. La langue comme indice de l'origine chinoise des manipulations

A priori, Pékin a davantage de facilité à pénétrer des milieux sinophones, comme Hong Kong, Taïwan et Singapour, ou même anglophones, comme Singapour également, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada, même si des variantes locales peuvent lui compliquer la tâche. En revanche, des pays comme l'Indonésie, le Vietnam et surtout le Japon s'estiment relativement protégés par une barrière linguistique, puisque peu de Chinois maîtrisent parfaitement leurs langues. Ce constat semble toutefois de moins en moins vrai. **Il y a encore trois ans, les attaques informationnelles chinoises au Japon contenaient des erreurs de syntaxe en japonais ou des caractères qui ne sont utilisés qu'en Chine, et étaient donc facilement repérables. Mais les services chinois se sont améliorés ces dernières années** : « les courriels d'APT10 sont maintenant très bons, leur japonais est excellent, pas distinguable[1292] ».

À Hong Kong et Taïwan, la différence entre le chinois traditionnel qui y est utilisé et le chinois simplifié de Chine continentale reste le principal indice de détection, avec toutefois plusieurs limites. D'abord, il ne saute pas aux yeux car, dans leur vie quotidienne, les Taïwanais sont de toute façon constamment exposés au chinois simplifié à la télévision, dans le sous-titrage des séries télévisées, sur les réseaux sociaux, dans de nombreux produits de l'industrie culturelle, etc. Ils finissent par ne plus le remarquer et, lorsqu'ils s'en rendent compte, ce n'est pas nécessairement perçu comme un élément suspect[1293]. Ensuite, le chinois simplifié peut être celui d'articles issus de médias continentaux partagés par des Taïwanais sur les réseaux sociaux, sans pour autant être le symptôme d'une quelconque opération clandestine chinoise. L'usage du chinois simplifié peut aussi s'expliquer par une stratégie assumée de cibler différents publics, en l'occurrence les parties de la population favorables à Pékin. D'une manière générale, une partie de l'opinion a conscience que ces messages viennent de Chine mais cela fonctionne quand même car ils se moquent de savoir s'ils sont authentiques ou manipulés tant que ces messages disent ce qu'ils veulent entendre, les confortent dans leurs certitudes – un phénomène psychologique bien connu qui contribue à expliquer la persistance des manipulations de l'information en dépit des corrections, avertissements et autres démystifications.

Les attaquants tentent de dissimuler leur origine continentale en traduisant le chinois simplifié en chinois traditionnel. Mais cela peut se voir dans les textes longs, dans lesquels quelques caractères simplifiés peuvent se glisser par erreur. Dans la désinformation sur la pandémie, par exemple, l'un des termes qui a été révélateur de l'origine chinoise des messages était « cadavre » qui s'écrit 屍體 en caractères traditionnels (employés à Taïwan) mais 尸体 en caractères simplifiés (employés en RPC). Or, de nombreux messages l'écrivaient 尸體, en convertissant correctement le second, mais pas le premier, révélant ainsi leur origine continentale[1294]. **Un**

1290. *Ibid.*, p. 17.
1291. *Ibid.*, p. 18.
1292. Entretien des auteurs à Tokyo, en mars 2019.
1293. Selon un cadre du groupe civil Watchout, interrogé en avril 2019, confirmé par Taiwan FactCheck Center en janvier 2020.
1294. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 66.

autre indice est que le changement de langue sur Microsoft laisse quelques traces (dans la manière dont les caractères sont présentés) de sorte qu'il reste possible de déterminer qu'un texte en traditionnel provient d'un ordinateur fonctionnant habituellement en simplifié. **On peut également repérer des expressions exclusivement utilisées en Chine continentale** (comme parler de l'« autorité taïwanaise » plutôt que de Taïwan).

Conscients de ces difficultés, les attaquants ont affiné leurs méthodes et font de plus en plus appel à des intermédiaires taïwanais : les messages sont soit produits localement, soit produits en Chine puis envoyés à des relais qui les « taïwanisent » avant de les diffuser. Ces relais peuvent être des agences de relations publiques à Taïwan comme des Taïwanais vivant en Chine continentale. En 2017, un étudiant de l'Université de la défense nationale chinoise a créé un manuel pour aider l'APL à « relocaliser » donc mieux dissimuler ses interventions sur les réseaux sociaux à destination de Taïwan : « L'auteur explique comment modifier la structure des phrases et le vocabulaire utilisés par les locuteurs de mandarin […] pour ressembler davantage à celle du Minnan, la langue utilisée à Taïwan, car il est originaire du Fujian, où le dialecte local est le plus proche des Taïwanais. Il [explique] que cette apparence locale réduira la distance émotionnelle entre les deux côtés[1295] ».

« Depuis 2018, explique un ministre, nous avons noté que **les caractères simplifiés sont plus rares : la Chine sous-traite à des groupes localisés à Taïwan et utilise des expressions locales**[1296]. » C'est aussi le constat que fait J. Michael Cole : « Au début, ils utilisaient des citoyens chinois, mais le public s'en est vite rendu compte parce qu'ils utilisaient du chinois simplifié et des expressions chinoises […]. Tandis que, maintenant, le contenu semble être produit à Taïwan[1297]. » Cette méthode est plus intéressante que les précédentes car elle va au-delà de la simple traduction, l'interprète taïwanais pouvant insérer des références culturelles au contenu. Ce n'est rien moins que **de l'intermédiation culturelle**. Si le commanditaire chinois efface correctement ses traces, le message diffusé est donc beaucoup plus difficilement attribuable.

La langue reste un indice pertinent mais il l'est de moins en moins, et l'usage prévisible de l'intelligence artificielle pour générer de fausses nouvelles à l'avenir devrait réduire encore l'importance du facteur linguistique. Un autre problème est qu'il faut relativiser l'importance des mots : une proportion importante des manipulations de l'information passe par des images, des memes, ou quelques messages qui sont trop courts pour que leur langue soit révélatrice d'une origine.

Au moins trois autres indices sont à prendre en considération : premièrement, les horaires. Les Taïwanais ont constaté que, pendant la Semaine d'or (congés annuels en Chine continentale), il y avait une baisse de la désinformation visant Taïwan, indice qu'elle vient bien en partie de Chine continentale. **Deuxièmement, le recyclage** : certaines des fausses nouvelles visant le PDP pendant la dernière campagne ont visiblement été recyclées de Hong Kong vers Taïwan (production d'une version taïwanaise de la même fausse histoire [→ p. 479]). **Troisièmement, les thèmes** : certaines attaques sont signées. Par exemple, c'est le PCC qui pense en termes ethniques : avoir des ancêtres étrangers, que ce soit vrai ou faux (la fausse rumeur que Joshua Wong est d'origine vietnamienne), n'est pas un problème à Taïwan qui est une société multiculturelle et trahit un raisonnement de Chine continentale. Donc les attaques visant des Taïwanais sur cette base, comme le nom japonais de la porte-parole de la présidence, Kolas Yotaka, sont signées.

1295. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 84-85.
1296. Entretien des auteurs avec un ministre taïwanais à Taipei, en avril 2019.
1297. M. Cole, cité dans *One Country, One Censor: How China undermines media freedom in Hong Kong and Taiwan*, A special report by the Committee to Protect Journalists, décembre 2019, p. 26.

X. Autres leviers

Parmi les autres leviers utilisés dans les opérations d'influence chinoises, dans cette liste non exhaustive, figurent notamment les mouvements citoyens, les touristes chinois, les influenceurs et les otages.

A. Les mouvements citoyens

1. Les mouvements indépendantistes : les cas de la Nouvelle-Calédonie et d'Okinawa

Il est dans l'intérêt de Pékin d'encourager des mouvements indépendantistes, pour récupérer des parts de marché ou fragiliser de potentiels adversaires, deux raisons non exclusives que l'on retrouve notamment dans **deux exemples.**

Le premier est la Nouvelle-Calédonie. S'il y a eu des soupçons d'ingérence chinoise dans le référendum de 2018 sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie[1298], et si Pékin suit de près la progression du camp indépendantiste confirmée par le référendum de 2020, c'est parce qu'**une Nouvelle-Calédonie indépendante serait *de facto* sous influence chinoise** et présenterait au moins deux intérêts majeurs pour le Parti-État. D'abord, elle « deviendrait la clé de voûte de la stratégie d'anti-encerclement chinoise », tout en isolant l'Australie « puisqu'en plus de Nouméa, Pékin pourra s'appuyer sur Port Moresby, Honiara, Port-Vila et Suva[1299] ». Ensuite, elle assurerait également à la Chine un approvisionnement en matières premières, notamment en nickel. Pékin a donc plusieurs raisons d'encourager l'indépendance de ce territoire, tout en entretenant des relations avec l'élite politique et économique locale. « **La Chine fonctionne en noyautant l'économie, en se rapprochant des responsables tribaux et politiques** parce que c'est la méthode la plus efficace et la moins visible. Sa stratégie est parfaitement rodée et elle a fonctionné ailleurs dans le Pacifique[1300]. »

C'est notamment le rôle de l'Association de l'amitié sino-calédonienne, qui fait sur place un travail de Front uni[1301]. On notera que sa présidente, Karine Shan Sei Fan, est une ancienne du cabinet du leader indépendantiste, « dont les deux derniers directeurs de cabinet sont d'éminents membres » de cette association[1302]. D'une manière générale, **la « diaspora [chinoise] et les associations qui la représentent, pour certaines, sont extrêmement proches de certains élus indépendantistes**[1303] **»**. En octobre 2017, un an avant le premier référendum, Karine Shan Sei Fan avait invité l'ambassadeur de Chine en France qui, avec son épouse et des conseillers, a passé une semaine sur place : « Ils ont vu tout le monde, ils demandaient de quoi nous avions besoin : tourisme, aquaculture, tout ce qui était susceptible d'intéresser ils le proposaient », se souvient le député Philippe Gomès[1304].

Un autre exemple est Okinawa. Le Japon a une identité nationale forte, et même un sentiment d'insularité (→ p. 189). Mais Okinawa, comme l'ensemble de l'archipel des Ryūkyū, est

---

1298. Antoine Pecquet, « Nouvelle-Calédonie : "si c'est 'oui', on deviendra une colonie chinoise" », *Libération*, 9 octobre 2018.

1299. « "Quoi de mieux pour entrer en Nouvelle-Calédonie que de s'emparer du nickel" explique Bastien Vandendyck, analyste en relations internationales », France Info, 25 janvier 2021. Voir aussi, du même auteur, *Le développement de l'influence chinoise dans le Pacifique océanien*, Asia Focus #61, IRIS, février 2018 ; « Pacifique : la position chinoise renforcée par la crise sanitaire ? », *Revue juridique politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, 36, 2020, p. 173-177.

1300. *Ibid.*

1301. Harold Thibault, « La Chine lorgne la Nouvelle-Calédonie et ses réserves de nickel », *Le Monde*, 2 octobre 2020.

1302. « Quoi de mieux pour entrer en Nouvelle-Calédonie », *op. cit.*

1303. *Ibid.*

1304. Thibault, « La Chine lorgne la Nouvelle-Calédonie », *op. cit.*

une exception car les habitants de ces îles ont été maltraités par les Japonais durant la Seconde Guerre mondiale. La population est donc partagée à l'égard du Japon et **le sentiment pro-chinois est répandu, et entretenu** par le fait que les habitants bénéficient du commerce avec la Chine. Pour Pékin, c'est une vulnérabilité à exploiter, et une opportunité stratégique car le positionnement des Ryūkyū assure un accès à la seconde chaîne d'îles du Pacifique. C'est aussi **faire d'une pierre deux coups : contrarier non seulement les Japonais mais aussi les Américains**, qui sont présents sur l'île.

Le terrain est favorable puisqu'il y a déjà des mouvements indigènes pro-indépendance et hostiles à la base américaine. L'île est majoritairement anti-Tokyo, anti-gouvernement central, comme en témoigne l'élection de Denny Tamaki comme gouverneur en octobre 2018, un opposant de longue date à la présence américaine. La préfecture d'Okinawa milite pour le départ d'une partie des troupes américaines (marine et armée de l'air). Le risque qu'Okinawa déclare un jour unilatéralement son indépendance est pris au sérieux à Tokyo. Or, « **la Chine encourage cet objectif par la diplomatie, la désinformation et des investissements dans la partie nord de l'île, près des bases américaines**[1305] ».

En 2013 déjà, **le *Global Times* avait prévenu que Pékin pourrait « encourager les forces indépendantistes à Okinawa » et ce faisant « menacer l'intégrité du pays »** pour défendre la Chine contre l'alliance entre le Japon et les États-Unis[1306]. C'est visiblement ce qu'ils ont fait. En décembre 2016, la Public Security Intelligence Agency (PSIA) japonaise révèle que des universités et des think tanks chinois cherchaient à **développer des liens avec des militants indépendantistes à Okinawa**. Parallèlement, la presse chinoise publie régulièrement des articles remettant en cause la souveraineté japonaise sur Okinawa. Selon le professeur Yuichi Hosoya, **Pékin « influence l'opinion publique d'Okinawa pour qu'elle fasse pression pour l'indépendance d'Okinawa et le départ des forces américaines**[1307] **»**.

« Il existe également **des liens économiques croissants** entre la Chine et Okinawa : les investisseurs chinois sont engagés dans les régions du nord d'Okinawa, riches en ressources naturelles et où se trouvent également les installations militaires américaines. En outre, il y a eu une augmentation significative du nombre de **touristes chinois** à Okinawa ces dernières années, ainsi qu'un nombre croissant de **jumelages** entre des villes chinoises et Okinawa. Le gouvernement de la RPC a également **courtisé activement les membres de l'ancienne famille royale d'Okinawa**. En 2018, Shō Masamu, l'arrière-petit-fils du dernier roi Ryukyu, a visité la Chine. En mars de cette même année, Masamu a conduit une délégation de 22 membres dans une visite de quatre jours pour retrouver leurs "racines" dans le Fujian, [en même temps qu']une conférence était organisée pour explorer les liens historiques entre Okinawa et la Chine[1308] ». Pékin développe aussi **des relations entre des chercheurs et think tanks chinois (Académie des sciences sociales) et des indépendantistes** : ils les invitent en Chine, dans le but d'améliorer leur image et de leur offrir une caisse de résonance.

Il y a aussi **une convergence des luttes entre les indépendantistes et anti-base américaine à Okinawa d'une part, et les gauchistes et pacifistes d'autre part**, qui s'opposent à une révision de l'article 9 de la constitution japonaise (renonciation à la guerre) et au renforcement des capacités des Forces japonaises d'autodéfense. **Pékin soutient donc aussi ces mouvements qui sont dans son intérêt puisqu'ils freinent et inhibent le développement militaire japonais**, en particulier le groupe bouddhiste Soka Gakkai et son parti politique Komeito, qui œuvrent pour le rapprochement sino-japonais. Il est donc courant que des articles chinois contre la base américaine à Okinawa, par exemple, soient partagés par des gauchistes et pacifistes japonais.

1305. Stewart, *China's Influence in Japan, op. cit.*, p. 3.
1306. « Ryukyu issue offers leverage to China », *Global Times*, 10 mai 2013.
1307. Stewart, *China's Influence in Japan*, *op. cit.*, p. 10.
1308. Russell Hsiao, « A Preliminary Survey of CCP Influence Operations in Japan », *China Brief*, 19:12, 26 juin 2019.

2. Les mouvements pacifistes : le cas du groupe No Cold War



Le PCC a mis sur pied un groupe de soutien blâmant l'action américaine, son interprétation d'une diplomatie du « loup guerrier » et la construction d'une nouvelle ère de guerre froide[1309]. Parmi les premiers signataires figurent Diane Abbott, Max Blumenthal, Barbara Finamore, Martin Jacques, Wang Wen, Ken Loach et Yanis Varoufakis. On y compte des organisations anti-américaines mais aussi des structures que l'on peut considérer comme **des organisations de front, au sens soviétique du terme, autrement dit des intermédiaires agissant pour le compte de Pékin**. Le mouvement s'est doté d'un logo assurant un détournement symbolique du drapeau américain pour mieux souligner l'agressivité et la mentalité de guerre des États-Unis. Son événement inaugural, le 25 juillet 2020, était une conférence en ligne réunissant 48 universitaires de tous pays pour dénoncer le risque que la politique de guerre froide des États-Unis fait peser sur l'humanité. Les autorités diplomatiques chinoises ont rapidement relayé l'événement.

A New Cold War against China is against the interests of humanity

We note the increasingly aggressive statements and actions being taken by the US government in regard to China. These constitute a threat to world peace and are an obstacle to humanity successfully dealing with extremely serious common issues which confront it such as climate change, control of pandemics, racist discrimination and economic development.

We therefore believe that any New Cold War would run entirely counter to the interests of humanity. Instead we stand in favour of maximum global cooperation in order to tackle the enormous challenges we face as a species.

We therefore call upon the US to step back from this threat of a Cold War and also from other dangerous threats to world peace it is engaged in including: withdrawal from the Intermediate-Range Nuclear Forces agreement; withdrawal from the Paris Climate Change Accords; and its increasing disengagement from UN bodies. The US should also stop pressuring other countries to adopt such dangerous positions.

We support China and the US basing their relations on mutual dialogue and centring on the common issues which unite humanity.



À gauche, extrait du site internet de No Cold War (https://www.nocoldwar.org/statement) ; à droite, conférence organisée par la Stop the war coalition.

Wang Wen, le directeur du Chongyang Institute[1310], en a rendu compte sur le site internet de son organisation[1311]. L'événement était diffusé simultanément sur Zoom, Facebook et YouTube, il aurait été visionné par 200 millions de personnes selon le Chongyang Institute. L'institut a également publié des captures d'écran des commentaires rédigés par le public.

1309. Voir le site No Cold War (https://www.nocoldwar.org/) sur lequel figure la liste des organisations ayant soutenu l'appel dès sa publication : ANSWER coalition (US) ; Black Alliance for Peace (US) ; Campaign for Nuclear Disarmament (UK) ; Coalition Against US Foreign Military Bases Coalition ; CODEPINK (US) ; Hamilton Coalition to Stop the War (Canada) ; International Action Center (US) ; No to War – No to NATO ; Peace for Okinawa Coalition ; Pivot to Peace (US) ; Simon Bolívar Institute for Peace and Solidarity Among Peoples (Venezuela) ; South African Peace Initiative ; Stop the War (UK) ; US Peace Council.
1310. Rattaché à l'université du peuple (人民大学).
1311. « "48国学者警告美国"活动惊动全球，近2亿人关注 », 人大重阳 (Chongyang Institute), 29 juillet 2020.

Plusieurs médias officiels chinois tels que le *China Daily*, CCTV, China News Network, *Guancha* ont fait part de la tenue de cet événement dès le lendemain. Les médias de la LJC étaient de même très actifs. De multiples messages ont été diffusés sur WeChat. Le *Global Times* a lancé un fil de discussion intitulé « 48 universitaires mettent en garde les États-Unis » (#48国学者警告美国) générant plus de 82 millions de vues. Hua Chunying s'est fait, elle aussi, la porte-parole de ce sentiment, présenté comme transnational, d'opposition à la politique américaine en citant notamment John Ross, chercheur à l'université de Renmin (→ p. 46). Ross a d'ailleurs relayé sur Twitter une lettre ouverte, sur le site de No Cold War, dénonçant la décision de l'Ofcom, régulateur britannique des médias, de retirer à CGTN son droit d'émettre au Royaume-Uni[1312]. Ces déploiements montrent là encore que le PCC a probablement accru ses capacités de coordination dans ce type d'opérations, ce qui est nouveau et légitimerait des investigations ultérieures plus poussées.





La stratégie narrative du PCC en l'espèce est de **souligner à l'envi le bellicisme des États-Unis et les conséquences pour l'humanité de leur politique**. L'ambition de cette stratégie est sans doute de tenter de retourner l'opinion publique internationale en faisant de Washington le responsable de ces tensions. Comme le souligne Bill Bishop sur *Sinocism*, Pékin est vraisemblablement prêt à la rupture et souhaite en maîtriser la narration. Ces éléments concordants laissent penser que **Pékin n'a pas l'intention de revenir sur son tournant machiavélien** (→ p. 613). D'ailleurs, le mouvement anti-guerre froide n'a pas été établi en vue d'une action unique mais semble plutôt s'inscrire dans la durée. D'autres événements de mobilisation sont d'ores et déjà annoncés. Les récits véhiculés par No Cold War sont ainsi endossés par d'autres mouvements et membres de partis politiques. Diane Abbott, signataire de la première pétition de No Cold War et membre du Labour britannique, a par exemple participé avec d'autres membres du Labour à une conférence sur la menace d'une nouvelle guerre froide organisé par Stop the war coalition (image précédente).

1312. https://twitter.com/JohnRoss43/status/1369216867517267970 ; « News : Letter : Opposing Ofcom's ban on CGTN and defending free speech », No Cold War, https://archive.vn/qM1Gg.

B. Les touristes chinois

Depuis 2012, **les touristes chinois représentent le premier marché du secteur, parce qu'ils sont les plus nombreux et les plus dépensiers**, et connaissent également une très forte croissance[1313]. **Contrôler le « robinet à touristes » constitue donc pour Pékin un levier important pour faire pression sur certains gouvernements étrangers**. Cette arme est notamment utilisée à Taïwan (→ p. 447) et en Australie, où le tourisme chinois a crû de 297 % entre 2009 et 2019 comme le rappelle le *Global Times* qui menace qu'en 2020 cela pourrait chuter drastiquement, non seulement en raison de la pandémie mais surtout parce que le ministère chinois de la Culture a émis un avertissement déconseillant de voyager en Australie en raison de la « discrimination raciale » et de la « violence » contre les Chinois qu'il affirme avoir constaté. En réalité, les touristes comme les sanctions commerciales[1314] font partie des leviers utilisés par Pékin dans son bras de fer avec Canberra (→ p. 243). Cette arme a également été utilisée en Suède (→ p. 521), en Corée du Sud (où la réduction du volume de touristes chinois a été l'une des mesures de rétorsion mise en œuvre par Pékin contre le déploiement du système de défense antimissile THAAD) et ailleurs. Elle est identifiée comme une vulnérabilité importante par de nombreux pays, dont le Japon, qui est assez dépendant des touristes chinois (qui constituent 30 % du volume total des touristes et 34 % des dépenses faites par des touristes étrangers)[1315].

En plus de contrôler le « robinet à touristes », Pékin peut les utiliser pour faire passer des messages, comme on l'a vu notamment au Vietnam. Les touristes chinois au Vietnam, qui sont plus de 4 millions par an, soit plus de 30 % du total, sont en général assez mal perçus. En mai 2018, certains d'entre eux se sont livrés à une provocation : ils ont débarqué à l'aéroport de Cam Ranh, dans le sud du pays, en portant **des t-shirts arborant la mer de Chine du Sud et la ligne en neuf traits**, une démarcation contestée par les voisins de la Chine, notamment le Vietnam, et qui a été rejetée par un tribunal arbitral de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en 2016. Ces images ont déclenché de vives réactions sur place et sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes réclamant leur expulsion du territoire.



Source : https://twitter.com/georgewilluk/status/996440699162845185.

1313. Alex Dichter *et al.*, *Chinese tourists: Dispelling the myths. An in-depth look at China's outbound tourist market*, McKinsey&Company, septembre 2018 ; *Guidelines for Success in the Chinese Outbound Tourism Market, UNWTO et China Tourism Academy*, 2019.

1314. Kath Sullivan, « China's list of sanctions and tariffs on Australian trade is growing. Here's what has been hit so far », *ABC*, 16 décembre 2020.

1315. Rupakjyoti Borah, « Japan's successful wooing of Chinese tourists may be too much of a good thing », *South China Morning Post*, 10 février 2020.

La même ligne des neuf traits figure sur une page du passeport chinois[1316], que régulièrement certains agents aux frontières vietnamiens refusent de tamponner pour cette raison. On reproche aussi aux touristes chinois de venir avec leurs guides qui réécrivent l'histoire du Vietnam (et du droit maritime), ce qui suscite l'opposition des guides locaux.

Depuis 2013, **la Chine utilise également l'arme des touristes pour appuyer ses revendications en mer de Chine méridionale**. Deux compagnies chinoises, la Hainan Strait Shipping Co Ltd (HNSS) et la Nanhai Cruise Enterprise (NHC), proposent **des croisières dans les îles Paracels** (西沙), revendiquées aussi par Taïwan et le Vietnam. Depuis cette date, plus de 10 000 touristes chinois ont payé entre 4 280 et 29 300 RMB par personne (550 et 3 800 euros) pour le voyage[1317]. Au-delà des enjeux économiques, le développement de ces activités touristiques s'inscrit dans la politique d'intégration des territoires de la mer de Chine méridionale à l'espace chinois. L'acquisition du statut de préfecture par la ville de Sanya (三亚), au sud de l'île de Hainan, en 2012 pour administrer l'ensemble des territoires compris à l'intérieur de la ligne en neuf traits véhicule le même message politique : ces territoires sont chinois.

Le gouvernement assume d'ailleurs la signification politique de ce tourisme. Selon Wang Zhifa, ancien directeur adjoint de l'Administration nationale du tourisme de Chine, « le développement du tourisme [dans les îles] Xisha [Paracels] peut contribuer à défendre la frontière, à déclarer notre souveraineté et à résoudre les problèmes des autres îles de la mer de Chine méridionale[1318] ». Le tourisme, comme le souligne Yan Huang et Samid Suliman, est en effet perçu par Pékin comme **un moyen de renforcer la légitimité de ses revendications sur cet espace**. La présence des touristes chinois vient ainsi prouver, aux yeux du Parti, l'administration régulière de cet espace par la Chine qui en retour légitime les droits de la Chine sur ces territoires. Le tourisme permet également de **construire une « conscience territoriale » de la population chinoise**[1319]. À cet effet, les croisières déploient tous les instruments pour **favoriser l'émergence et la consolidation d'un sentiment patriotique à l'égard des îles de mer de Chine**. Les touristes sont ainsi invités à regarder un film de 1976, *L'histoire de la mer de Chine méridionale*, qui relate les événements de la guerre contre le Vietnam, et à prêter serment qu'ils aimeront les îles Paracels et la Chine[1320]. Le développement du tourisme dans cette région est enfin **un moyen de pression indéniable contre ses voisins**, dont certains ont d'ailleurs commencé à développer également les activités touristiques. Pékin de son côté souhaite étendre les activités touristiques en mer de Chine méridionale aux îles Spratleys (南沙), plus au sud.

C. Les influenceurs étrangers

Pour des raisons diverses – parce qu'ils sont contraints, achetés ou tout simplement séduits –, de nombreux étrangers agissent comme des relais ou des vecteurs de l'influence chinoise dans le monde. Pékin apprécie particulièrement ceux d'entre eux qui sont occidentaux, puisqu'ils proviennent du camp adverse. « C'est **une stratégie d'enveloppement, utilisant comme leviers des courants *a priori* contraires pour donner l'illusion d'une unanimité autour**

1316. Décision qui avait d'ailleurs été prise par le ministère de la Sécurité publique sans informer le ministère des Affaires étrangères.

1317. Serenitie Wang, « Contentious cruising: China's Paracel Islands tourism is about more than travel », CNN, 25 janvier 2021.

1318. Yan Huang, Samid Suliman, « Geopolitics, (Re)territorialisation, and China's Patriotic Tourism in the South China Sea », *Geopolitics*, juillet 2020.

1319. *Ibid.*

1320. Wang, « Contentious cruising », *op. cit.*

des positions chinoises », explique Emmanuel Lincot[1321]. Les pages précédentes en ont déjà donné de nombreux exemples, de différents calibres, plus ou moins conscients d'être instrumentalisés et plus ou moins utiles au régime (c'est pourquoi tous n'entrent pas dans la catégorie soviétique des « idiots utiles »). Cette section présentera deux catégories supplémentaires d'influenceurs particulièrement recherchés par le PCC : les Youtubeurs et les universitaires.

1. Des Youtubeurs

Le cas du Youtubeur canadien J.J. McCullough (→ p. 369) témoigne bien de **l'utilisation d'Occidentaux pour dissimuler l'origine du message** puisque non seulement, dans le cas d'espèce, un certain « Franco » (prénom non chinois) a tenté de faire diffuser une vidéo par un Youtubeur canadien, mais la vidéo, de propagande chinoise, est elle-même présentée par un Occidental.

Parmi les autres exemples de **Youtubeurs occidentaux relayant la propagande chinoise**, le plus connu est sans doute **Nathan Rich**, un Américain vivant en Chine, suivi par un demi-million d'abonnés[1322], pro-Pékin et anti-américain virulent, notamment très engagé pour défendre l'action de Pékin à Hong Kong. Beaucoup d'autres Youtubeurs en Chine sont convaincus qu'il est « payé par le PCC, ou des agents au nom du PCC, pour publier de la propagande[1323] ». Citons également **Barrett**, un duo père-fils britannique vivant en Chine (268 000 abonnés)[1324], très offensifs pour défendre le régime chinois comme en témoignent ne serait-ce que les titres de leurs vidéos (« Western media lies about China », « Camera surveillance is great in China ») ; **Jason Lightfoot** (120 000 abonnés)[1325], un autre Britannique vivant en Chine depuis dix ans, dont les vidéos sur le Xinjiang ont été largement relayées par les autorités chinoises (ci-dessous), ou encore **Gweilo60** (85 000 abonnés)[1326], un retraité canadien marié à une Chinoise et vivant en Chine. Se pose bien entendu la question de leurs motivations, qui peuvent être diverses : **sont-ils contraints, achetés, ou simplement séduits ?**

Quoi qu'il en soit, **certains d'entre eux mènent de véritables campagnes de harcèlement contre les Youtubeurs critiquant le régime chinois**. SerpentZA et laowhy86 (→ p. 369), qui étaient initialement plutôt neutres, sont progressivement devenus plus critiques envers le régime chinois et ils ont fait l'objet de campagnes de haine et de harcèlement sur YouTube (y compris par d'autres Youtubeurs, notamment les Barrett) et sur d'autres réseaux sociaux. Ils ont notamment été dénoncés sur un site mis en ligne en 2018 par le gouvernement pour permettre aux Chinois de dénoncer des « espions étrangers[1327] », et la pression des autorités s'est accrue : ils ont reçu des visites mensuelles de la police à leur domicile, leurs épouses et leurs enfants ont également été harcelés, y compris la famille de SerpentZA en Afrique du sud (les trolls s'en sont même pris à des personnes en Afrique du Sud parce qu'elles portaient le même nom de famille), les accusant d'être racistes, d'être payés par « l'Occident », la CIA, etc.

1321. « Situation des Ouïghours en Chine : qui sont ces "sino-béats" qui dénoncent des fake news de l'Occident ? », AFP, 4 mai 2021.
1322. https://www.youtube.com/channel/UCaSlyjhR4WC7QhYuaivxb6g/videos.
1323. Brown, « How China is influencing », *op. cit.*
1324. https://www.youtube.com/channel/UC1XG7bJnYqta_ezr12WZp7w/videos.
1325. https://www.youtube.com/user/JasonLightfoot.
1326. https://www.youtube.com/channel/UChXOhG9bRDb3vSTg-qkPAZg.
1327. « China launches website to report foreign spies, corrupt officials », *South China Morning Post*, 16 avril 2018.





Le 3 avril 2021, CGTN a diffusé cette vidéo de Jason Lightfoot réfutant les accusations occidentales sur le Xinjiang[1328].
Elle a été largement relayée par les autorités, par exemple l'ambassade de Chine en France[1329].

2. Des universitaires

Parmi les leviers que le Parti peut mobiliser figurent également les universitaires étrangers. Nous avons déjà évoqué plusieurs cas de chercheurs assurant la défense des positions chinoises ou promouvant les récits du Parti. L'opération séduction commence souvent par une invitation tous frais payés en Chine. Laurent Grosclaude, ancien vice-président de l'université Toulouse 1 Capitole, en charge des relations internationales, témoigne que « Les Chinois ont l'art de flatter notre ego ». Billet d'avion en classe affaires, bel hôtel, chauffeur… « Parfois, une Mercedes venait me chercher à l'hôtel pour m'emmener à mon rendez-vous avec le président d'une université. Cela donnait l'impression d'être un ministre[1330]. » Cependant, tous n'y sont pas sensibles. Les universitaires étrangers qui deviennent des relais pour le PCC ont en outre des motivations différentes. On peut distinguer **trois grandes catégories : ceux qui, sans partager nécessairement les vues de Pékin, agissent par opportunisme** afin de bénéficier d'avantages en nature ou de rétributions symboliques ; **ceux pour qui la Chine n'est qu'un instrument rhétorique pour dénoncer les États-Unis**, Pékin endossant alors le rôle qui était celui de l'URSS durant la guerre froide ; **et enfin, ceux qui développent un discours apologétique du modèle chinois par conviction**. Il faut immédiatement préciser que ces catégories ne sont pas exclusives, certains universitaires sont en effet à la fois des admirateurs du modèle chinois et anti-américains. C'est probablement le cas de **Martin Jacques** qui semble voir dans le système chinois une forme viable du marxisme-léninisme tout en manifestant assez clairement son anti-américanisme[1331].

Parmi ceux qui défendent le modèle chinois, le cas de **Daniel Bell** mérite d'être quelque peu développé. De nationalité canadienne, Daniel Bell est le doyen du département de science politique et administration publique de l'université du Shandong et enseigne également à l'université Qinghua à Pékin. Il a publié **de nombreux ouvrages et articles qui présentent le système politique chinois comme un modèle pour l'Occident**[1332]. Daniel Bell voit dans le renouveau confucéen qui agite la société chinoise depuis les années 1990, non seule-

1328. https://www.youtube.com/watch?v=6dQnupERMuQ.
1329. https://twitter.com/AmbassadeChine/status/1379786496987791361.
1330. Jérémy André, « Comment la Chine profite de nos chercheurs », *Le Point*, 2535, 18 mars 2021, p. 48-51.
1331. De Martin Jacques voir notamment *When China rules the world*, Penguin books, 2012 ; « Where will the pandemic take the US? », *Global Times*, 1er décembre 2020.
1332. Voir notamment : *The China Model: Political Meritocracy and the Limits of Democracy* (2015) ; *Beyond Liberal Democracy: Political Thinking for an East Asian Context* (2006) et *China's New Confucianism: Politics and Everyday Life for a Changing Society*, Princeton UP, 2008.

ment la possibilité d'un humanisme à la chinoise, mais également une solution à la crise des démocraties libérales. Pour lui, en effet, les démocraties représentatives souffrent de deux maux principaux : organisées à l'échelle nationale, elles rendent structurellement impossible la prise en compte, par les élus, des intérêts des générations futures ou du reste du monde ; ensuite, dans la mesure où elles fondent leurs politiques sur les décisions erratiques des électeurs, elles sont condamnées à l'inefficacité. Bell reprend ici les thèses de l'économiste Bryan Caplan sur l'irrationalité de l'*homo politicus*[1333].

Pour sortir de l'ornière, **Bell propose d'adopter le système chinois** de la sélection des dirigeants par concours méritocratiques, seul à même de produire des dirigeants sages. L'idée est que, non soumis au vote, les dirigeants seront mieux à même de prendre des décisions rationnelles et tenant compte des générations futures et des enjeux globaux. Selon Bell, ce système ne serait pas autoritaire mais tout simplement plus efficace. Le présent rapport n'ayant pas pour objet de discuter les thèses de Daniel Bell, nous nous contenterons de souligner que son hypothèse laisse de côté la question fondamentale du consentement à être gouverné et évite, maladroitement, celle de la nature de l'autorité investie du pouvoir de sélectionner les dirigeants les plus sages[1334].

Quoi qu'il en soit, ces prises de position d'intellectuels occidentaux servent largement les intérêts du PCC qui voit son modèle autoritaire jugé supérieur à la démocratie libérale et légitimé de l'extérieur. Le PCC a donc tout intérêt à encourager ces prises de parole qui contribuent à la diffusion d'une image positive du régime chinois. Du reste, ces intellectuels, souvent actifs dans les débats publics, offrent au Parti la possibilité d'externaliser la lutte contre les attaques de ceux qui le critiquent, conformément à la stratégie du Front uni.

Le cas du doyen Mestre (France)

Le 25 février 2021, Jérémy André, correspondant en Asie de l'hebdomadaire français *Le Point*, publie un article intitulé « Comment la Chine pousse ses pions à l'université[1335] » qui met en évidence un problème dont d'autres, à commencer par l'Australie, le Canada et les États-Unis, avaient conscience depuis des années mais qui était jusqu'alors, et qui demeure encore, largement sous-estimé en France. Cette prise de conscience tardive est l'un des symptômes de ce que nous appellerons en conclusion le « réveil français » (→ p. 633). Cet article s'ouvre avec le cas de Christian Mestre qui, alors qu'il était **doyen honoraire de la faculté de droit de Strasbourg**, avait participé en septembre 2019 à Urumqi, capitale du Xinjiang, à un « séminaire international sur la lutte contre le terrorisme, la déradicalisation et la protection des droits de l'homme » au cours duquel, selon les médias chinois rapportant ses propos, il aurait déclaré avoir « constaté que des mesures efficaces contre le terrorisme et l'extrémisme avaient été prises dans la région, et que ces mesures avaient fait avancer le développement socio-économique de la région[1336] » ; et espéré « que la France et d'autres pays européens pourront adopter les réponses données par le Xinjiang », estimant que « ces gens ne sont pas en prison, mais envoyés en formation obligatoire ». Son collègue Thomas Boutonnet, directeur du département d'études chinoises de l'université de Strasbourg, estime que **« ce n'est même plus de la naïveté que de dire cela, c'est du négationnisme »**.
Quelques années plus tôt, en mai 2013, le même Christian Mestre s'était « proposé pour intégrer l'Institut Confucius dans sa faculté [de droit] », ce qui surprend ses collègues sinologues

1333. Bryan Caplan, *The myth of the Rational Voter: Why Democracies Choose Bad Policies,* Princeton UP, 2008.

1334. Pour une discussion plus poussée des thèses de Daniel Bell, voir Paul Charon, Guillaume Dutournier, « Le confucianisme, un modèle politique ? Une réponse à Daniel A. Bell », *La Vie des idées*, 15 juin 2010.

1335. Jérémy André, « Comment la Chine pousse ses pions à l'université », *Le Point*, 2532, 25 février 2021, p. 46-50. Sauf mention du contraire, les citations de cet encadré en sont extraites.

1336. « Séminaire sur l'anti-terrorisme, la déradicalisation et la protection des droits de l'homme tenu au Xinjiang », French.China.Org.Cn, 7 septembre 2019 (https://archive.vn/V6H1E). Voir aussi Xie Wenting et Bai Yunyi, « French professor praises China's de-radicalization measures in Xinjiang », *Global Times*, 10 septembre 2019 (https://archive.vn/Zr7IN).

qui s'étonnent que Mestre, spécialiste du droit européen, devienne **« le champion de Pékin à l'université »**. En septembre 2014, « à la demande du consulat général de Chine à Strasbourg », sa faculté de droit accueille une série d'événements sur le Tibet, dont « la conférence inaugurale assurait que le Tibet n'avait jamais été annexé, que l'intervention chinoise de 1950 était réclamée par les Tibétains ». En 2015, à l'initiative de la Société chinoise pour les études sur les droits de l'homme, une pseudo-ONG (GONGO → p. 217) dont les cadres dirigeants appartiennent au département de Propagande et à d'autres instances du PCC[1337], Mestre « coorganise un forum sur les droits de l'homme Chine-Europe à la Cour européenne des droits de l'homme », qui est donc « une pure **opération de blanchiment**, au cœur des institutions européennes ». Au moins depuis 2018, il occupe également un poste de professeur associé à la Southwest University of Political Science and Law à Chongqing, en Chine[1338]. En 2020, Lu Rucai, rédactrice en chef de l'édition francophone de *La Chine au présent*, mensuel du département de Propagande du PCC, invite Mestre à intégrer le comité d'experts de la nouvelle revue *Dialogue Chine-France* (→ p. 335)[1339].

Enfin, il est nommé en décembre 2020 déontologue de l'Eurométropole de Strasbourg, « un poste clé pour juger des conflits d'intérêts, alors que l'Alsace accueillera bientôt une méga-usine de Huawei et débat du déploiement de la 5G ». Selon Jérémy André, « le fait que Christian Mestre enseigne à l'université de Chongqing le plaçait en **conflit d'intérêt pour occuper un poste de déontologue au cœur d'une région qui accueille de très gros investissements chinois**. Rémunéré par l'État chinois, il n'aurait pas pu regarder [convenablement] si les élus recevaient de l'argent ou avaient des activités en lien avec des investisseurs chinois[1340] ».

L'eurodéputé Raphaël Glucksmann, président de la commission spéciale du Parlement européen sur les ingérences étrangères, a également réagi : « ce cocktail de cynisme et de naïveté pose de vrais problèmes de sécurité nationale et de souveraineté des institutions démocratiques. **Si les élites se vendent à la Chine et des mandarins se transforment en lobbystes, blanchissent le plus grand internement de masse de notre époque, c'est qu'il y a un grave problème de déontologie dans les élites françaises** ».

Au lendemain de ces révélations du *Point*, Christian Mestre a présenté sa démission de son poste de déontologue de l'Eurométropole de Strasbourg[1341].

Le cas du professeur Lange (Allemagne)

De l'influence à l'espionnage, il n'y a qu'un pas, comme l'illustre le cas de Klaus Lange, un **politiste allemand spécialiste des relations internationales**, qui pendant 50 ans et parallèlement à sa carrière académique était aussi un **honorable correspondant du service fédéral de renseignement (BND)** allemand, qu'il informait notamment sur les questions asiatiques. Mais en 2010, à l'occasion d'une conférence qu'il donne à l'université Tongji de Shanghai, il est **recruté par les services chinois (le MSE)**. Ils semblent d'abord s'intéresser à lui pour obtenir des informations sur les Ouïghours, sachant que le Congrès mondial des Ouïghours a son siège en Allemagne, à Munich, et que quatre ans plus tôt Klaus Lange avait dirigé une publication sur le terrorisme islamiste dans laquelle il avait confié un chapitre à un colonel chinois, attaché de défense adjoint de la RPC à Berlin[1342]. Fondateur et directeur du think tank allemand Institute for Transnational Studies (ITS), consultant senior pour la Hanns Seidel Stiftung, une fondation politique portant le nom du cofondateur du parti CSU (union chrétienne-sociale en Bavière), il était particulièrement **bien placé, et connecté politiquement**,

1337. Geoffrey Roberts, « One Chinese GONGO's War against Global Human Rights », *China Change*, 1er mai 2020.

1338. Sa page sur le site de l'université (https://english.swupl.edu.cn/academics/faculty/286653.htm) est archivée : https://archive.vn/8RQh8. Il avait déjà ce titre en novembre 2018 comme l'indique un programme de colloque (https://archive.vn/q80Gr), ce que confirme un numéro de décembre 2018 de la *Revue de droit rural* (https://archive.vn/0s1go).

1339. Jenny Che, « Dialogue Chine-France, l'étrange revue d'influence chinoise », *Intelligence Online*, 210315, 15 mars 2021.

1340. Jérémy André, « Strasbourg : pressions de la Chine dans les universités, "Christian Mestre est un exemple, mais il y en a d'autres" » (interview), France Info Grand Est, 28 février 2021.

1341. « Soutien à la Chine : le déontologue de la métropole de Strasbourg démissionne », *Le Point*, 26 février 2021.

1342. Volker Foertsch et Klaus Lange (Hrsg.), *Islamistischer Terrorismus und Massenvernichtungsmittel*, Hanns Seidel Stiftung, 2006 (le chapitre rédigé par le colonel Chuan Chen se trouve p. 127-133).

pour être utile à Pékin. Sa femme, Klara Knapp, directrice adjointe de l'ITS, a également été recrutée au même moment.

Au début, en 2010, Lange avait informé le BND de l'approche des Chinois, et le service allemand avait donné son accord pour qu'il poursuive cette relation, afin d'en savoir davantage sur ce qu'ils cherchaient. Mais, progressivement, Lange a moins rendu compte au BND, qui « n'était pas au courant de l'approfondissement [de ses] contacts avec les Chinois[1343] ». C'est précisément ce qui lui est reproché aujourd'hui. Interpellé une première fois en novembre 2019 « alors que le couple s'apprêtait à prendre l'avion pour Macao, afin de rencontrer leur officier traitant des services secrets chinois », Lange a été **incarcéré, puis libéré, et à nouveau interpellé** en juillet 2021. Le parquet de Karlsruhe l'accuse d'activités de « **renseignements au profit d'une puissance étrangère**[1344] **»**.

L'enquête pourrait avoir un volet coopération bilatérale, et investiguer au Sud-Tyrol en raison de la nationalité de sa femme, Klara Knapp, originaire du village de Gais (Italie). L'enquête devra déterminer à partir de quand Klaus Lange a franchi la ligne rouge, d'abord en prenant une autonomie croissante vis-à-vis du BND, ensuite dans **la nature des informations transmises**. À ce stade, peu d'éléments ont filtré sur ce point. Il est probable que Lange n'ait pas transmis d'informations sensibles sur des dossiers internes au BND (auxquels, en tant qu'honorable correspondant, il n'avait pas accès) mais qu'il ait plutôt mis au service de Pékin son expertise politique sur l'Asie, sur le paysage politique allemand et les positions des uns et des autres sur la Chine, et bien sûr son très vaste carnet d'adresses. Il faisait cependant partie des proches de Volker Foertsch (avec qui il codirigeait la publication de 2006 précédemment mentionnée), qui a dirigé pendant des années le département Chine au BND : par son biais, il a donc pu avoir connaissance des opérations du service en Chine.

Son réseau de contacts très dense, notamment au sein des diasporas ouïghoures et tibétaines (il a organisé un sommet entre ministres et représentants du parlement tibétain en exil à Dharamsala en 2009), légitimé par ses fonctions de chercheur en science politique, lui ont permis de recueillir des données précieuses en termes de **renseignement politique**. Le fait qu'il soit monté en grade au sein de la Hanns Seidel Stiftung (directeur du département des études de sécurité) lui a donné une vision de l'intérieur des décideurs bavarois et des enjeux de sécurité. **La Bavière est particulièrement ciblée** par la Chine, et ses dirigeants CSU particulièrement conciliants compte tenu du poids des intérêts économiques et scientifiques chinois dans ce Land. Ses voyages réguliers et ses échanges avec le directeur du centre de l'Académie des sciences de Russie, l'ambassadeur du Pakistan et de nombreux think tanks dans le monde, en faisaient une cible attractive pour un service de renseignement étranger.

L'argent ne semble pas avoir été la motivation première de Lange : les enquêteurs n'ont trouvé trace que d'un seul paiement. Les gratifications semblent avoir pris la forme de voyages tous frais payés et de « programmes de soutien[1345] ».

D. Les otages

Il est désormais évident que **la Chine pratique une « diplomatie des otages »** (comme l'Iran, la Turquie et la Corée du Nord). Les cas les plus connus sont sans doute ceux du **Suédois** Gui Minhai (→ p. 520) et, plus récemment, des « deux Michael[1346] » **canadiens** (→ p. 540), mais Pékin a aussi pris des otages **australiens**, dont l'écrivain Yang Jun (dit Yang Hengjun) et la présentatrice de télévision Cheng Lei. Citoyenne australienne d'origine chinoise, elle travaillait pour CGTN lorsqu'elle a subitement disparu des écrans en août 2020. Enfermée dans une prison à Pékin, elle n'a pas accès à un avocat et n'est pas autorisée à parler au téléphone à ses deux enfants de 11 et 9 ans, qui vivent à Melbourne. En février 2021, les autorités chinoises ont révélé qu'elle était accusée de « fournir des secrets d'État ou des renseignements à des entités

1343. David Philippot, « Le couple espionnait pour la Chine en Allemagne », *Le Figaro*, 6 août 2021, p. 6.
1344. *Ibid.*
1345. Lea Sahay et Ronen Steinke, « Der Vorwurf : Spionage für China », *Süddeutsche Zeitung*, 6 juillet 2021. Voir aussi « Spionage: Auch gegen Südtirolerin wird in Deutschland ermittelt », *Tagesschau*, 7 juillet 2021.
1346. Brice Pedroletti, « Deux Canadiens détenus en Chine sont inculpés pour espionnage », *Le Monde*, 19 juin 2020.

étrangères », sans précision. Depuis, une série de messages anonymes sur WeChat récrivent sa biographie et diffusent des éléments accréditant cette thèse – des messages « écrits par le MSE pour donner le ton au public » estime Feng Chongyi, un universitaire qui avait lui-même été détenu en Chine quatre ans plus tôt. Une hypothèse renforcée par le fait que l'un des premiers articles incriminant Cheng Lei provenait du compte WeChat qui avait aussi été le premier à diffuser de fausses informations sur Vicky Xu (→ p. 165), une autre cible du PCC – un compte anonyme vraisemblablement opéré par les services chinois[1347]. Un autre cas de citoyen australien d'origine chinoise arrêté arbitrairement en Chine est celui du chercheur et écrivain Yang Hengjun, détenu depuis 2019, également pour « espionnage », en réalité pour être l'auteur d'écrits critiques du régime[1348].

Il y a aussi des cas **japonais**, par exemple celui de Nobu Iwatani, professeur d'histoire chinoise à l'université d'Hokkaido, arrêté pour espionnage et détenu à Pékin de début septembre au 15 novembre 2019 alors même qu'il était dans la capitale chinoise pour une conférence à l'invitation de l'Académie chinoise des sciences sociales, qui avait réservé l'hôtel dans lequel il se trouvait et qui a fait l'objet d'une fouille d'agents du MSE qui ont prétendu avoir trouvé dans sa chambre des publications « illicites » (en réalité des livres et des journaux sur la guerre sino-japonaise de 1937-45 qu'il avait achetés d'occasion chez un bouquiniste pékinois). Avant lui et depuis 2015, treize autres visiteurs japonais ont été arrêtés en Chine pour espionnage, dont neuf étaient encore détenus[1349].

Le cas de Taïwan est moins connu, car moins médiatisé sur la scène internationale, et il n'entre pas à strictement parler dans une « diplomatie » des otages puisque, du point de vue de Pékin, Taïwan n'est pas un État étranger avec lequel il y a des relations diplomatiques. Il existe cependant bien **une pratique de l'enlèvement de Taïwanais qui est un moyen de pression parmi d'autres**. Quelques exemples sont connus : Lee Ming-che (李明哲), militant taïwanais des droits humains, ancien membre du PDP, a été arrêté en mars 2017 alors qu'il entrait en Chine continentale depuis Macao. Accusé de subversion – sans doute parce qu'il échangeait sur WeChat, avec des amis chinois, au sujet de la démocratie taïwanaise –, il a été condamné en novembre 2017 à cinq ans de prison[1350]. Tsai Chin-shu (蔡金樹), universitaire taïwanais, a été arrêté en juillet 2018 et est détenu dans une prison de la province de Fujian[1351]. Son cas est intéressant car il est du côté des « bleus », favorable à l'unification avec la Chine, soutien de l'ancien président Ma, contrairement aux deux autres qui sont clairement « verts ». Morrison Meng-chu Lee (李孟居), un autre citoyen taïwanais, a été arrêté lorsqu'il est entré en Chine en septembre 2019 après avoir participé à des manifestations pro-démocratie à Hong Kong[1352]. Il pourrait y avoir beaucoup plus de cas, demeurant inconnus.

1347. Bill Birtles, « Australian mother marks nine months in Chinese prison as curious online posts emerge », ABC News, 28 avril 2021.

1348. Bill Birtles, « Australian Yang Hengjun faces court in China on espionage charges after two years in detention », ABC News, 27 mai 2021.

1349. Andrea A. Fischetti et Antoine Roth, « Why did China detain a Japanese history professor? », *Tokyo Review*, 30 décembre 2019.

1350. Brian Hioe, « Status of Taiwanese prisoners in China unclear on the third anniversary of Lee Ming-Che kidnapping », *New Bloom*, 20 mars 2020.

1351. Ko Yu-hao et Chung Li-hua, « Academic held in China for 420 days », *Taipei Times*, 14 septembre 2019.

1352. Brian Hioe, « Taiwanese citizen detained in China after participating in protests in Hong Kong », *New Bloom*, 12 septembre 2019.

SYNTHÈSE DE LA TROISIÈME PARTIE

Les actions mises en œuvre par Pékin dans ses opérations d'influence à l'étranger relèvent de deux objectifs principaux et non exclusifs l'un de l'autre :

• **D'une part, séduire et subjuguer** les publics étrangers, en faisant une narration positive de la Chine, dont témoignent notamment quatre récits, sur **le « modèle chinois »** (une croissance économique spectaculaire, une prétendue efficacité administrative et politique et un régime politique supérieur à la démocratie libérale) ; **la tradition**, comme en témoigne notamment l'exemple de la médecine traditionnelle chinoise (MTC) ; **la bienveillance**, l'objectif étant de démonétiser la théorie de la « menace chinoise » qui entrave la mise en œuvre de la politique étrangère du Parti (d'où la théorie de « l'émergence pacifique ») **et la puissance**, qui est devenue dans les deux dernières décennies le principal ressort de la séduction chinoise, et qui s'incarne non seulement dans la puissance militaire mais aussi dans des prouesses architecturales, scientifiques et technologiques, et l'organisation d'événements d'envergure mondiale.

• **D'autre part, infiltrer et contraindre** – une seconde catégorie d'opérations plus « dures » qui ne consistent pas à séduire l'adversaire mais à le faire plier. L'infiltration vise à pénétrer lentement les sociétés adverses afin d'entraver toute velléité d'action contraire aux intérêts du Parti. La contrainte correspond à l'élargissement progressif de la diplomatie « punitive » ou « coercitive » pour devenir une politique de sanction systématique contre tout État, organisation, entreprise ou individu menaçant les intérêts du Parti. Le PCC utilise une palette incroyablement large de mesures de rétorsion, dans tous les domaines, et vis-à-vis de tous les acteurs – avec un accroissement significatif de ces tactiques depuis 2018. L'infiltration comme la contrainte passent généralement par une nébuleuse d'intermédiaires. Ces pratiques visent en particulier les catégories suivantes :

- les diasporas, dont Pékin a une vision ethnique, l'objectif étant de brouiller la ligne entre les ressortissants chinois et les Chinois outre-mer, créer et entretenir un sentiment d'appartenance à une même nation, en homogénéisant des communautés très hétérogènes. L'objectif du Parti est double : d'une part, contrôler ces diasporas pour qu'elles ne représentent pas de menace pour le pouvoir – Pékin mène une campagne de répression transnationale qui, selon l'ONG Freedom House, est « la plus sophistiquée, globale et complète dans le monde ». Concrètement, il s'agit de surveiller ces communautés, de recenser leurs membres, les infiltrer, maintenir une pression constante sur eux, les intimider, les menacer, les harceler, les contraindre d'une manière ou d'une autre, voire les agresser physiquement, mais aussi de faire pression sur les États sur le territoire desquels ils se trouvent afin de les faire arrêter et éventuellement extrader. D'autre part, le Parti mobilise également ces diasporas pour servir ses intérêts, en bénéficiant de leurs connaissances de leur pays de résidence. Pour les convaincre et les pousser à l'action, le Parti utilise des méthodes de cooptation plus ou moins « douces ».

- les médias, l'objectif explicite de Pékin est d'établir « un nouvel ordre mondial des médias ». Pour ce faire, le pouvoir a investi 1,3 milliard d'euros par an depuis 2008 pour mieux contrôler son image dans le monde, via des médias d'État qui « doivent travailler pour diffuser la volonté et les propositions du Parti, et protéger l'autorité et l'unité du Parti ». Ces grands médias, dont CGTN,

CCTV, *China Daily*, *People's Daily*, Radio Chine internationale (CRI), Xinhua et China News Service, ont une présence mondiale, dans plusieurs langues, sur plusieurs continents. Le manque de crédibilité des informations relayées et le ton propagandiste des médias chinois jouent toutefois un rôle clé dans leurs difficultés à concurrencer les médias occidentaux et s'imposer sur le marché mondial. Les médias d'État chinois sont présents sur tous les réseaux sociaux, y compris ceux bloqués en Chine (Twitter, Facebook, YouTube, Instagram), et ils investissent beaucoup d'argent pour amplifier leur audience en ligne. Plusieurs éléments indiquent un gonflement artificiel de leur nombre d'abonnés, dont une part substantielle pourrait en réalité être des bots et des faux comptes.

Pékin cherche aussi à contrôler les médias sinophones à l'étranger, par différents moyens – dont des rachats, la cooptation et/ou des pressions par des associations chinoises locales. Avec succès, puisque le PCC a de fait une situation de quasi-monopole. Son levier principal n'est pas le financement mais le réseau social WeChat, dont les règles incitent les médias sinophones à s'enregistrer sur la version chinoise, donc en Chine, où ils sont soumis à la censure directe du Parti. Comme ils en ignorent les contours exacts, ce qu'il est permis de dire, ils ont tendance à s'autocensurer pour ne pas prendre le risque d'une suspension.

Pour influencer les médias *mainstream*, non sinophones, Pékin utilise plusieurs moyens, dont la pénétration (par les diplomates, le supplément « China Watch » du *China Daily* et la fourniture de contenu), l'acquisition (avec des conséquences sur la ligne éditoriale), la cooptation (avec des contreparties, dont des publicités, voyages/formations tous frais payés en Chine, contrats pour d'autres entreprises du même groupe, et des nominations politiques), la formation et le réseautage (des milliers de journalistes dans le monde sont formés en Chine, à condition de « raconter correctement la Chine » et Pékin crée aussi des réseaux par des événements réguliers), la contrainte, en utilisant l'arme du visa contre les journalistes étrangers critiques, le levier des membres de la famille et des proches restés en Chine, et diverses manœuvres d'intimidation, dont des poursuites judiciaires (*lawfare*).

Enfin, Pékin s'intéresse aussi au contrôle du contenant, influençant de fait chaque étape de la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'information, avec la télévision, les plateformes numériques (WeChat, Weibo et TikTok) et les smartphones. En dépit de ces nombreux efforts, les médias chinois restent pour l'instant relativement peu populaires à l'étranger, en particulier comparés aux médias russes, parce qu'ils sont focalisés sur la Chine et s'approprient peu les problématiques locales.

- la diplomatie, et notamment deux éléments. D'une part, l'influence sur les organisations et les normes internationales : au sein de l'ONU, Pékin détient plusieurs postes clés, fournit l'une des plus larges contributions financières, et déploie non seulement des efforts diplomatiques classiques mais aussi des opérations d'influence clandestines (pressions économiques et politiques, cooptation, coercition et corruption) afin de renforcer sa présence, cadrer les débats et contrôler les discours, obtenir les soutiens dont elle a besoin, imposer son agenda et influencer l'élaboration et l'interprétation des normes. L'objectif, qui est révisionniste, étant de « changer les règles du jeu ». Les cas de l'OMS pendant la pandémie de Covid-19, de la manière dont Pékin a réussi à contrôler et façonner le discours sur le trafic d'organes (dont la Chine était accusée), de la paralysie du Conseil des droits de l'homme, ou encore du détournement du comité des ONG à des fins politiques, sont des exemples de son influence, qui s'étend aussi aux organisations régionales comme en témoignent les efforts chinois pour infiltrer les institutions européennes et convertir les élites en relais de la propagande du Parti, au nom de « l'amitié » sino-européenne.

D'autre part, la diplomatie dite du « loup guerrier » désigne les postures du porte-parolat du ministère des Affaires étrangères et d'une dizaine de diplomates qui font preuve d'une agressivité croissante. Les attaques adoptent des formes relativement classiques mais aussi relativement nouvelles, reposant notamment sur une utilisation des réseaux sociaux et un recours décomplexé à l'invective, l'admonestation voire l'intimidation. La position chinoise est de contrer systématiquement toute prise de parole en désaccord avec la ligne officielle du PCC, en jouant la stratégie du brouillage entre ce qui relève du PCC et la Chine comme pays-culture. Si cette pratique s'est révélée au plus grand nombre durant la pandémie de Covid-19 en 2020, certains ambassadeurs, particulièrement

agressifs, faisaient déjà figure de précurseurs les années précédentes, en premier lieu Gui Congyou en Suède et Lu Shaye au Canada. L'un des symptômes de cette évolution est la « twitterisation » de la diplomatie chinoise : entre mars 2019 et mars 2020, le nombre de comptes Twitter d'ambassades, consulats et ambassadeurs chinois a crû de 250 % – des comptes qui sont souvent amplifiés de façon artificielle par un réseau de faux comptes. La France a également pu observer une mutation radicale de la posture de l'ambassade depuis l'arrivée à Paris de l'ambassadeur Lu Shaye en 2019.

Globalement, ce tournant agressif de la diplomatie chinoise est contre-productif (comme en témoigne ce que nous avons appelé « l'effet Bondaz ») et a largement contribué à la dégradation brutale de l'image de la Chine dans le monde ces dernières années – ce qui suscite d'ailleurs un débat au sein même du Parti-État chinois. Il y a toutefois des raisons de croire que cette évolution est durable, en particulier parce que l'objectif de cette stratégie n'est pas tant de nous plaire que de plaire à Pékin. Les diplomates qui font du zèle sont probablement des ambitieux qui espèrent que leur agressivité sera perçue à Pékin comme une manifestation de loyauté, et aura donc l'effet d'un accélérateur de carrière.

- l'économie, la dépendance économique à l'égard de la Chine étant bien souvent le premier levier utilisé par Pékin. La coercition économique chinoise prend des formes extrêmement variées : déni d'accès au marché chinois, embargos, sanctions commerciales, restrictions aux investissements, contingentement du tourisme chinois dont dépendent certaines régions, organisations de boycotts populaires – autant d'actions qui ont frappé de nombreux pays ces dernières années, notamment le Japon, la Corée du Sud et désormais l'Australie. Pékin fait de plus en plus de la censure un prérequis pour l'accès à son marché. Et beaucoup d'entreprises finissent par plier sous la pression. En particulier, les sanctions économiques dans le domaine du sport professionnel sont monnaie courante de la part du PCC – le cas de la NBA (2019) étant un exemple. Le cas allemand est également intéressant à étudier, l'exposition (voire la surexposition) de l'économie allemande au marché chinois étant la première variable de la politique de Berlin vis-à-vis de Pékin. Par ailleurs, de nombreuses entreprises occidentales comptent également dans leurs rangs des membres du PCC qui sont autant de sources potentielles de renseignements pour le Parti.

- la politique, avec l'objectif de pénétrer les sociétés cibles afin d'influencer les mécanismes d'élaboration des politiques publiques. Pour ce faire, Pékin développe les relations de parti à parti. Les réseaux tissés par le DLI lui permettent d'identifier et de fidéliser des hommes politiques prêts à défendre l'image de la Chine, mais aussi d'en apprendre davantage sur les dynamiques de la vie politique locale, d'identifier les sources de tensions et les fragilités potentiellement exploitables. Entretenir des relations directes avec les personnalités politiques influentes d'un pays permet d'infiltrer les sociétés cibles, de recueillir des soutiens officiels et officieux, et de contourner d'éventuels blocages au sein du pouvoir en jouant sur des personnalités politiques de l'opposition ou à la « retraite ». Parallèlement aux partis, Pékin cultive donc des individus, en développant des liens de différentes natures (contacts, « idiots utiles », agents d'influence ou véritables recrues).

Pékin pratique également l'ingérence électorale (au cours de la dernière décennie, la Chine se serait ingérée dans au moins 10 élections dans 7 pays). Le cas taïwanais reste le mieux documenté, mais il y a aussi des cas d'ingérence avérée dans des élections locales au Canada et en Australie, à chaque fois dans les circonscriptions les plus « sinicisées » du pays.

- l'éducation, d'abord et en premier lieu via les universités, qui sont l'une des principales cibles des efforts d'influence du Parti. À certains endroits, notamment en Australie, les universités sont dans une situation de dépendance financière vis-à-vis de la Chine (car les étudiants chinois constituent, de loin, la première population d'étudiants étrangers), qui rend les établissements concernés moins susceptibles de résister aux opérations d'influence chinoises. Au contraire, elle les incite à y participer activement, par l'autocensure. Un autre problème est la surveillance et l'intimidation, sur les campus étrangers, des étudiants chinois, surtout ceux considérés comme dissidents, l'organisation de contre-manifestations violentes, et parfois des agressions physiques. L'intimidation vise également les enseignants et administrateurs de l'université, pour faire modifier le contenu des cours, le matériel pédagogique ou la programmation d'événements. Ces actions sont le fait d'une

minorité d'étudiants chinois encouragés et, dans certains cas, contrôlés par les autorités chinoises, via l'ambassade et/ou les consulats. La principale plateforme utilisée par les autorités pour maintenir un certain contrôle sur les étudiants chinois à l'étranger et les mobiliser pour défendre la Chine sont les branches locales de l'association (ou union) des étudiants et chercheurs chinois (CSSA).

Un autre objectif de Pékin est de façonner les études chinoises, en exposant les chercheurs à des incitations (offres de voyages luxueux et de postes – en cumul ou à plein temps – dans des universités chinoises) et des pressions (refus de visa, intimidations diverses, pressions sur les maisons d'édition pour les dissuader de publier des ouvrages critiques, sur des proches restés en Chine, voire des enlèvements et des arrestations arbitraires), qui suscitent généralement de l'autocensure.

Le Parti-État utilise également les universités pour acquérir des connaissances et des technologies, par des moyens légaux et non dissimulés comme des programmes de recherche conjoints, ou des moyens illégaux et dissimulés comme le vol et l'espionnage. C'est dans ce cadre que la Chine a développé de nombreux programmes de recrutement de talents, s'appuyant sur une myriade de « stations de recrutement » à l'étranger, qui sont chargées non seulement de recruter et faire venir en Chine de potentiels candidats mais aussi de collecter des informations sur les scientifiques et les programmes de recherche du pays dans lequel elles se trouvent. Plusieurs bases de données chinoises contiennent des millions de profils de scientifiques dans le monde. Dans de nombreux cas, les chercheurs recrutés travaillent en réalité au développement des capacités militaires chinoises. Par des programmes conjoints ou des chercheurs cumulant des postes, des dizaines d'universités occidentales aident involontairement Pékin à construire des armes de destruction massive ou à développer des technologies de surveillance qui serviront à opprimer la population chinoise – plusieurs scandales ont éclaté en 2020 et 2021.

Enfin, il existe un autre acteur important de l'influence chinoise dans le domaine de l'éducation, qui est d'ailleurs lié aux universités : les instituts et classes Confucius qui sont implantés partout dans le monde et qui, sous couvert d'enseigner la langue et la culture chinoises, exercent un effet de levier important sur les institutions d'accueil, car se faire offrir un centre de langues tous frais payés et générateur de revenus est difficile à refuser ; et cela crée une dépendance, voire une véritable sujétion. En outre, les Instituts Confucius (IC) portent souvent atteinte à la liberté académique : les enseignants, qui sont des Chinois choisis par Pékin, doivent faire preuve de « bonnes qualités politiques et professionnelles » et d'« amour de la patrie » ; tous les supports pédagogiques sont fournis et sont conformes à une vision chinoise du monde ; il y a de nombreux cas documentés d'autocensure dans les universités accueillant des IC ; ceux-ci contribuent également à diviser le corps enseignant et certains considèrent qu'ils servent aussi occasionnellement à faire de l'espionnage. Pour l'ensemble de ces raisons, un nombre croissant d'IC ont été fermés ces dernières années.

- les think tanks, la stratégie chinoise dans ce domaine est duale. D'une part, Pékin cherche à implanter à l'étranger des antennes de think tanks chinois, comme celui de CGTN, qui a signé une cinquantaine de partenariats avec des think tanks étrangers, et le China-CEE Institute, qui témoigne de l'intérêt de Pékin pour les pays d'Europe centrale et orientale, réunis dans un format 17+1 qui lui sert non seulement à promouvoir sa vision et ses initiatives, mais aussi à diviser l'Europe et tenter de monter ces pays contre l'UE. D'autre part, Pékin exploite aussi des relais locaux qui peuvent être eux-mêmes des think tanks, avec trois cas de figure : les partenaires ponctuels servant de caisse de résonance sur les marchés des idées locaux (comme le fait l'IRIS avec son « Forum de Paris sur l'initiative "la ceinture et la route" », coorganisé avec l'ambassade de Chine), les alliés de circonstance qui diffusent les récits chinois de manière régulière (comme le fait, en France également, la Fondation Prospective et Innovation) et les complices qui partagent avec le PCC une vision commune du monde et dont les intérêts sont convergents (comme l'Institut Schiller). Les relais locaux peuvent aussi être des maisons d'édition, comme en témoigne en France l'exemple des éditions La Route de la Soie.

- la culture, d'abord par la production et l'exportation de produits culturels, tels que les films et les séries télévisées, la musique ou encore les livres, qui sont de puissants vecteurs de séduction, comme en témoignent notamment les films d'action patriotiques *Operation Red Sea* et *Wolf Warrior I*

et *II*, qui défendent l'image d'une Chine responsable, d'une « mère patrie » prête à tous les sacrifices pour protéger ses ressortissants en danger, et servent également à (dé-)montrer les capacités de projection et de combat des forces de l'APL. L'influence s'exerce aussi sur les productions culturelles étrangères, notamment sur le cinéma, avec l'exemple d'Hollywood : pour ne pas contrarier Pékin et maintenir leur accès au gigantesque marché chinois, beaucoup de studios de cinéma américains font des compromis voire des compromissions, tandis que le Parti-État tient des listes noires de producteurs, réalisateurs ou acteurs réputés hostiles à la Chine. Pour ne pas déplaire, les studios coupent ou modifient des scènes. Les autorités chinoises n'ayant pas qu'un objectif négatif (éviter certains contenus), mais aussi un objectif positif (en promouvoir d'autres), elles exigent davantage de tournages en Chine, de « bons » récits sur la Chine et de « bons » personnages chinois se portant au secours des autres, voire sauvant le monde (d'où le fait que, depuis quelques années, il n'y a plus de méchants chinois dans les films américains).

Le cinéma n'est pas un cas isolé : d'autres secteurs de la culture sont victimes de pressions de Pékin afin de produire un art compatible avec les attentes du PCC. Le déni d'accès au marché chinois est une pratique généralisée pour tous les artistes critiquant le Parti-État. Par d'autres types de pressions, Pékin espère également inciter les artistes à modifier leurs œuvres, ou ceux qui les montrent ailleurs dans le monde à cesser de le faire, voire à faire le travail des censeurs chinois. Plusieurs exemples dans les secteurs des musées, du jeu vidéo et du théâtre en témoignent, comme du fait que c'est l'autocensure – permettant à Pékin de gagner sans combattre – qui est l'effet final recherché.

- les manipulations de l'information, qui sont l'un des leviers les plus dynamiques et documentés. Pékin tente d'abord de simuler l'authenticité de ses opérations informationnelles en ayant recours à de faux comptes sur les réseaux sociaux, des trolls et de l'*astrosurfing* (pour simuler un mouvement populaire spontané) – des tactiques presque systématiquement incluses dans les opérations russes qui ont été adoptées par la Chine, d'abord à l'intérieur, pour viser sa propre population, et ensuite sur la scène internationale. En utilisant un grand nombre de « commentateurs internet » (labellisés à tort « armée des 50 centimes ») pour « guider » l'opinion publique, le Parti-État met en œuvre sur son territoire une « stratégie de distraction », pour tenter d'empêcher des actions collectives non générées ou contrôlées par lui. Ces commentateurs sont payés (par exemple 25 dollars pour un message original de plus de 400 caractères, 40 cents pour le signalement pour suppression d'un commentaire négatif). Sur la scène internationale, les trolls sont beaucoup plus agressifs. En général contrôlés par l'APL ou la LJC, ils défendent, attaquent, entretiennent des polémiques, insultent, harcèlent. Une autre manière de simuler l'authenticité est de faire publier des contenus par des tiers, contre de l'argent – ce que Pékin fait en entretenant des fermes de contenu (des pigistes sinophones externalisés en Malaisie ou ailleurs qui produisent des publications rémunérées entre 12 et 126 € pièce en fonction de la longueur), qui utilisent de plus en plus l'intelligence artificielle pour générer des textes, mais aussi par d'autres méthodes telles que l'achat d'un message ponctuel, l'achat d'une influence sur un compte, l'achat d'un compte ou d'une page, et enfin le recrutement d'un « influenceur ».

Depuis 2019, Twitter, Facebook et YouTube n'hésitent plus à identifier des campagnes coordonnées comme étant originaires de Chine. Des dizaines de milliers de comptes ont ainsi été suspendus. Parmi les exemples figure notamment une campagne persistante depuis 2017 visant les critiques du régime chinois en s'adaptant aux événements (Hong Kong, la pandémie mais aussi la campagne présidentielle américaine), qui survit aux interventions successives des plateformes en témoignant d'une capacité à créer ou activer de nouveaux comptes en quelques jours seulement. Ou encore le réseau « Spamouflage Dragon », identifié et analysé par Graphika dans quatre rapports successifs, qui concerne des comptes dormants et d'autres achetés ou volés, amplifiant la propagande chinoise et attaquant les États-Unis, en chinois et en anglais. Certains comptes ont des images de profil générés par intelligence artificielle – une pratique désormais régulièrement observée dans les opérations chinoises sur les réseaux sociaux. D'autres campagnes ont également témoigné de l'importance de la langue utilisée (usage du cantonais vernaculaire avec des caractères

chinois traditionnels pour se faire passer pour des Hongkongais) et du rôle joué par des intermédiaires privés, notamment des compagnies de marketing numérique.

Un aspect important de ces campagnes est qu'elles ne se contentent pas de défendre la Chine : la promotion du modèle chinois passe par la dégradation des autres modèles, en particulier de celui des démocraties libérales, comme le font les opérations d'influence russes depuis des années. Au moins trois tactiques sont régulièrement employées à cette fin : jeter le discrédit sur les capacités de l'adversaire ; souffler sur les braises de sujets clivants, en particulier le racisme et les violences policières aux États-Unis ; et tenter de créer une panique.

L'APL est au cœur de ces manœuvres : elle utilise les réseaux sociaux pour, d'une part, de l'influence « ouverte », en diffusant de la propagande, souvent à des fins de dissuasion et de guerre psychologique et, d'autre part, des opérations clandestines et hostiles contre des cibles étrangères. De nombreuses publications montrent que ses chercheurs non seulement apprennent des Américains et des Russes, mais théorisent « la guerre par les réseaux sociaux », assumant de les utiliser à des fins offensives d'ingérence politique. L'APL témoigne aussi d'un grand intérêt pour l'utilisation des bases de données et de l'intelligence artificielle pour « guider l'opinion publique à grande échelle », y compris « pour influencer les électeurs dans des pays étrangers ».

- Parmi **les autres leviers** utilisés par Pékin dans ses opérations d'influence, figurent notamment **les mouvements citoyens**, en particulier les mouvements indépendantistes (en Nouvelle-Calédonie comme à Okinawa, le Parti-État déploie la même stratégie consistant à noyauter l'économie, se rapprocher des responsables politiques locaux, au travers de nombreuses associations d'amitié, voire des manipulations de l'information, pour encourager le sentiment indépendantiste qui est dans l'intérêt de Pékin), mais aussi les mouvements pacifistes, comme en témoigne l'exemple du groupe No Cold War. **Les touristes chinois** (premier marché du secteur, parce qu'ils sont les plus nombreux et les plus dépensiers) constituent un autre levier important : en contrôlant le « robinet à touristes », Pékin fait pression sur certains gouvernements étrangers. Il les utilise aussi pour faire passer des messages, comme appuyer ses revendications territoriales en mer de Chine méridionale. **Les influenceurs** sont une autre catégorie prisée par le Parti-État, notamment les Youtubeurs occidentaux, utilisés pour relayer la propagande chinoise, quelles que soient leurs motivations (ils peuvent être contraints, achetés ou simplement séduits), et les universitaires étrangers, qui eux aussi ont des motivations diverses. Enfin, Pékin pratique aussi une « **diplomatie des otages** » qui est un levier non négligeable dans les rapports de force et les opérations d'influence, comme en témoignent des cas suédois, canadiens, australiens, japonais et taïwanais.

Quatrième partie

ÉTUDES DE CAS

Taïwan et Hong Kong constituent le premier front de la « guerre politique » de Pékin, avec en commun le fait d'être des bastions démocratiques et libéraux sur lesquels la Chine revendique une souveraineté. La volonté chinoise d'intervenir est donc plus forte, et facilitée par plusieurs facteurs, dont une langue commune (à quelques variations près), une dépendance économique et une liberté de la presse dans ces territoires qui permet d'exercer une influence sur les discours locaux. Pour ces raisons, Taïwan et Hong Kong sont **des avant-postes**, les premiers confrontés aux opérations d'influence chinoises. Mais pour Pékin, ces territoires constituent également **des terrains d'entraînement, des « laboratoires de R&D[1] » de leurs opérations, qui peuvent être ensuite affinées et appliquées à d'autres cibles dans le monde** – comme la Géorgie et l'Ukraine ont pu l'être pour les opérations russes (→ p. 620). D'où l'intérêt de les étudier, puisque ce sont **des sentinelles, des « canaris dans la mine de charbon[2] »** qui nous informent sur ce qui pourrait advenir.

Pendant longtemps, on pouvait douter de cette trajectoire, puisqu'il y a entre ces deux cas et tous les autres une différence de nature : Pékin ne revendique pas de souveraineté sur l'Australie, le Canada et la Suède, par exemple, et l'on n'y parle pas chinois. En quoi donc Taïwan et Hong Kong seraient-ils des précédents pertinents pour ces pays et le reste du monde ? Depuis quelques années toutefois, on constate deux choses : d'une part, **une intensification des attaques contre Hong Kong et Taïwan** (au point que, depuis 2019, Twitter, Facebook et Google ont attribué à Pékin des opérations démantelées sur leurs réseaux)[3] et, d'autre part, **une extension à d'autres cibles des tactiques qui étaient jusqu'alors limitées à Taïwan et Hong Kong**. Il y a toujours une différence, certes, mais qui n'est plus que de degré, pas de nature. Que Pékin mette d'abord en œuvre, contre ces deux cibles, des tactiques qui seront par la suite appliquées au reste du monde, ne fait désormais plus aucun doute.

La première étape de l'élargissement du cercle des opérations chinoises a porté sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Rétrospectivement, du point de vue européen et nord-américain, ces deux pays apparaissent aussi comme des « cobayes » de l'ingérence chinoise – John Garnaut utilise la même métaphore du « canari dans la mine de charbon » à propos de l'Australie[4] –, parce qu'**ils ont également assisté très précocement à la mise en œuvre de tactiques qui ont par la suite été appliquées au reste du monde**. Pourquoi ces deux pays ?

1. Chris Horton, « China Uses Taiwan as R&D lab to Disrupt Democracies », *Nikkei Asian Review*, 27 décembre 2018.

2. Nathan Beauchamp-Mustafaga et Michael S. Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea: The Chinese Military's Use of Social Media for Influence Operations*, Johns Hopkins School of Advanced International Studies, Foreign Policy Institute, Policy Papers, 2019, p. 81.

3. Twitter Safety, « Information operations directed at Hong Kong », blog.twitter.com, 19 août 2019, https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/information_operations_directed_at_Hong_Kong.html ; Facebook, « Removing Coordinated Inauthentic Behavior From China », about.fb.com, 19 août 2019, https://about.fb.com/news/2019/08/removing-cib-china/.

4. John Garnaut, « How China Intereferes in Australia And How Democracies Can Push Back », *Foreign Affairs*, 9 mars 2018.

Pour leurs larges diasporas, par rapport à la population totale, dont « un nombre considérable d'immigrants récents ayant de la famille et des liens étroits avec la Chine[5] » ; parce qu'ils sont dans ce que Pékin voit comme sa sphère d'influence, que leurs économies sont très dépendantes de la Chine, qu'ils attirent un grand nombre d'étudiants chinois et enfin, jusqu'à récemment, pour leur relative dérégulation sur le financement des partis politiques[6]. Selon l'ancien diplomate chinois Chen Yonglin, qui a fait défection en 2005, l'Australie a très tôt été identifiée comme « le maillon faible du camp occidental » et est ainsi devenue un endroit où le Parti-État a pu « tester ses méthodes d'infiltration et de subversion » en raison de son ouverture, de sa démographie, sa proportion d'immigrants chinois et son multiculturalisme[7].

La seconde étape de l'élargissement du cercle des opérations chinoises a porté sur le reste du monde, en particulier, mais pas seulement, l'Europe et l'Amérique du Nord[8].

L'Australie[9] et les États-Unis[10] font déjà l'objet d'une vaste littérature. En Europe, les cas du Royaume-Uni[11], de la République tchèque[12] et, dans une moindre mesure, de l'Allemagne[13], ont également suscité quelques études. Tous ces pays, dans lesquels nous nous sommes également rendus, ne sont pas absents des pages précédentes, où de nombreux exemples les concernent. Cependant, **pour les études de cas approfondies, nous avons choisi de nous concentrer sur** d'autres situations : celles de **Taïwan**, de **Singapour**, de la **Suède**, du **Canada**, et les **opérations ayant visé les manifestants hongkongais** en 2019 et **cherché à faire croire à l'origine américaine de la Covid-19** en 2020.

---

5. Charles Parton, *China-UK Relations: Where to Draw the Border Between Influence and Interference?*, Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), Occasional Paper, février 2019, p. 12.

6. En Nouvelle-Zélande, le Parliament Justice Select Committee a conduit une enquête d'un an sur l'ingérence étrangère en 2018-2019, à la suite de laquelle une nouvelle loi sur le financement des campagnes électorales a été passée, puis a annoncé une nouvelle enquête fin 2019, cette fois sur l'ingérence politique au niveau local. La réaction australienne est décrite plus loin (→ p. 538).

7. Clive Hamilton, *Silent Invasion: China's influence in Australia*, Richmond (Victoria), Hardie Grant Books, 2018, p. 3.

8. Clive Hamilton et Mareike Ohlberg, *Hidden Hand: Exposing how the Chinese communist party is reshaping the world*, Richmond (Victoria), Hardie Grant Books, 2020.

9. Voir notamment Hamilton, *Silent Invasion, op. cit.*, et l'excellent travail de l'ASPI qui est l'un des plus grands producteurs de connaissance sur l'influence chinoise dans le monde, et notamment en Australie.

10. Voir notamment *Chinese Influence & American Interests: Promoting Constructive Vigilance, report of the working group on Chinese influence activities in the United States*, co-chaired by Larry Diamond and Orville Schell, Hoover Institution Press, 2018.

11. Voir notamment Parton, *China-UK Relations*, *op. cit.*

12. Voir notamment l'excellent travail du think tank Sinopsis, https://sinopsis.cz/en/.

13. Voir notamment Didi Kirsten Tatlow, « Mapping China-in-Germany », *Sinopsis*, 2 octobre 2019.

Chapitre 1

TAÏWAN

Il y avait déjà des opérations d'influence chinoises à Taïwan visant les institutions, les partis politiques comme la société civile, même lorsque le Kuomintang (KMT), pourtant favorable à la réunification avec la Chine continentale (politique d'une seule Chine), était au pouvoir, comme à l'époque du président Ma Ying-jeou (2008-2016). À vrai dire, le Front uni a toujours été actif à Taïwan[1]. Ces manœuvres se sont toutefois intensifiées depuis **le mouvement étudiant des Tournesols** (太陽花學運), qui les a conduits à occuper le Yuan législatif, Parlement taïwanais, en mars-avril 2014 : Pékin en a sans doute conclu que Ma ne contrôlait pas suffisamment la situation pour mettre en œuvre l'agenda pro-chinois. L'inquiétude se confirme deux ans plus tard, en 2016, lorsque **Tsai Ing-wen est élue présidente** et que son parti, le Parti démocrate progressiste (PDP), favorable à l'indépendance, remporte également la majorité au Parlement.

Depuis 2016, les relations inter-détroit se sont détériorées, et les opérations chinoises de « guerre politique » à Taïwan se sont durcies. Comme l'explique J. Michael Cole, alors que la stratégie chinoise à l'égard de Taïwan consiste en général à combiner des mesures incitatives (pour « rallier les cœurs et les esprits ») et des mesures coercitives visant à contraindre les décideurs tout en affaiblissant les institutions démocratiques, l'arrivée du PDP au pouvoir a poussé Pékin à revoir l'équilibre entre ces deux pôles[2]. **L'ambition de séduire les Taïwanais est désormais relativement illusoire**[3], d'abord parce que le sentiment d'appartenance n'a cessé de se renforcer ces dernières années, à tel point que désormais 2 % des Taïwanais se désignent comme uniquement Chinois, alors que 62,6 % se considèrent comme uniquement Taïwanais[4]. Ensuite, le discours martial de Xi Jinping de janvier 2019 évoquant une réunification par la force si nécessaire, puis la crise hongkongaise de l'été et de l'automne, ont joué un rôle de puissant repoussoir. **La Chine concentre donc désormais ses efforts sur les mesures coercitives.** Cela lui est d'autant plus facile que, durant les huit années de présidence Ma Ying-jeou, « les relations inter-détroit se sont ouvertes et son administration n'a fait que peu d'efforts pour augmenter ses capacités de contre-espionnage d'une manière proportionnée aux nouvelles opportunités de pénétration que cette ouverture donnait à la Chine. Cela a créé un certain nombre de nouvelles voies par lesquelles le PCC peut pénétrer, influencer et éroder les institutions taïwanaises[5] ». **Le cas taïwanais illustre donc exemplairement le « moment machiavélien » chinois, c'est-à-dire la conviction qu'il est plus sûr d'être craint que d'être aimé** (→ p. 613).

1. 吳俊德 (Jun-deh Wu), « 中國與俄羅斯資訊戰手法初探 » (Une étude comparée préliminaire des méthodes de guerre de l'information de la Chine et de la Russie), *Defense situation monthly*, 國防安全研究院 (INDSR), 144, 27 juin 2019, p. 32-39.

2. J. Michael Cole, *Democracy under Fire: China's political warfare against Taiwan during President Tsai Ing-Wen's first term*, Macdonald-Laurier Institute, Ottawa, juillet 2020, p. 10.

3. C'est « la fin d'une illusion », comme le dit le sous-titre du livre de J. Michael Cole, *Cross-Strait Relations since 2016: The end of the illusion*, Londres, Routledge, 2020.

4. Selon un sondage du Taiwan Think Tank, https://fr.rti.org.tw/news/view/id/92859.

5. Cole, *Democracy under Fire, op. cit.*, p. 11.

D'une manière générale, **la société taïwanaise est particulièrement vulnérable aux opérations chinoises pour une multitude de raisons : d'abord parce qu'il s'agit d'un territoire sur lequel Pékin revendique sa souveraineté et où l'on parle la même, voire les mêmes langues**. Le mandarin, dit *guoyu* à Taïwan, est la langue officielle mais la langue maternelle de moins de 20 % de la population ; 70 % de la population parle taïwanais, langue issue essentiellement du dialecte minnan, 10 à 15 % pratique le hakka et 2 % une langue aborigène. Les jeunes Taïwanais nés après 1990 sont très attachés aux valeurs démocratiques et libérales – mais le risque à chaque élection est qu'ils ne se mobilisent pas assez pour aller voter, en particulier ceux qui étudient ou travaillent à Taipei, et doivent donc se déplacer dans leurs circonscriptions d'origine.

Une autre vulnérabilité est **la polarisation de la société**, travaillée par plusieurs clivages. Cette fracture se manifeste d'abord dans son rapport à la Chine (pro-unification/indépendantistes) même si ce clivage s'est profondément atténué ces dernières années, mais aussi sur certaines questions de société clivantes comme le mariage homosexuel, la réforme des retraites, l'agriculture, etc. Reflets de la société, mais aussi largement pénétrés par Pékin, **les médias eux-mêmes sont particulièrement polarisés** : l'indicateur de fractionnement des médias du Digitial Society Project (DSP)[6] montre que « les principaux médias en ligne à Taïwan offrent des représentations très différentes des mêmes événements. Étant donné que les Taïwanais consomment assez largement les médias en ligne […], la stratégie de désinformation chinoise et le fractionnement de l'information en ligne qui en résulte sont susceptibles d'avoir un impact néfaste sur la démocratie taïwanaise[7] ».

Les médias taïwanais souffrent également d'une concentration capitalistique, d'une course aux clics ou « tabloïdisation », et d'une surcharge de travail (certains journalistes doivent produire 4 à 8 articles par jour)[8]. Ils ne prennent donc pas assez souvent le temps de croiser les sources ou de vérifier les faits. J. Michael Cole, qui a travaillé pendant plus de sept ans pour le *Taipei Times*, appartenant au plus grand groupe de presse de l'île, explique que cette « très pauvre tradition de vérification des faits, de corroboration des informations », rend Taïwan particulièrement « mûr pour l'injection de désinformation dans sa circulation sanguine[9] ». Enfin, la verticalité des relations au sein de la rédaction, écrasante pour les jeunes reporters, et l'absence d'incitation (et de temps) pour le journalisme d'investigation représentent des vulnérabilités supplémentaires[10]. Par ailleurs, Taïwan a aussi **le deuxième meilleur taux de pénétration des réseaux sociaux au monde** (88 %)[11], 83 % de la population s'informe en ligne, et 59 % par les médias sociaux[12]. En d'autres termes, les Taïwanais sont extrêmement connectés, ont quasiment tous un compte sur une ou plusieurs plateformes et sont donc particulièrement vulnérables à la désinformation véhiculée sur ces réseaux. L'ensemble de ces facteurs explique que, selon plusieurs rapports, **Taïwan est l'un des pays les plus menacés par la désinformation dans le monde**[13].

6. Le Digital Society Project (voir Valeriya Mechkova, Daniel Pemstein, Brigitte Seim, Steven Wilson, *Measuring Internet Politics: Introducing the Digital Society Project* (DSP), mai 2019).
7. *Democracy Facing Global Challenges*, V-Dem annual democracy report 2019, University of Gothenburg, mai 2019, p. 35.
8. J. Michael Cole, « A conversation about China's sharp power and Taiwan », Brookings Institution, 11 septembre 2018, p. 9.
9. *Ibid.*
10. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 22.
11. « Active social network penetration in selected countries as of January 2020 », statista.com, 14 février 2020. Le taux de pénétration des réseaux sociaux mesure la proportion des internautes utilisant les réseaux sociaux dans un pays ou une région donnée.
12. Nic Newman *et al.*, *Reuters Institute Digital News Report 2020*, p. 103.
13. Huang Tzu-ti, « Taiwan most vulnerable to disinformation attacks: Swedish survey », *Taiwan News*, 28 septembre 2019 ; Mechkova, Pemstein, Seim, Wilson, *Measuring Internet Politics, op. cit.*, p. 18.

Cela dit, comme le rappelle Rush Doshi, il ne s'agit pas que de désinformation et de propagande. À Taïwan comme ailleurs, mais à Taïwan davantage encore qu'ailleurs, **l'ambition de Pékin est de « contrôler chaque étape de la chaîne d'approvisionnement de l'information**. Les cibles vont de ceux qui créent du contenu (journalistes et chercheurs) aux institutions qui les publient et les valident (chaînes de télévision et agences de presse) et, enfin, aux plateformes qui fournissent souvent le lien final aux consommateurs (sites de médias sociaux et infrastructure de télévision numérique)[14] ». À chacune de ces étapes, comme nous allons le voir dans ce chapitre, **Pékin use en même temps de la carotte et du bâton, de mesures positives (incitations, récompenses) et négatives (intimidations, menaces et sanctions)**.

Plus largement, **appliquant toute la palette de la « guerre politique », le PCC a deux principaux objectifs à Taïwan : d'une part, affaiblir ses institutions démocratiques**, dont ses élections, ainsi que la confiance, le moral et la capacité de résistance de la population. **D'autre part, diviser la société** en exacerbant ses failles : les médias officiels chinois assument de vouloir « libaniser » Taïwan[15], c'est-à-dire monter ses communautés les unes contre les autres, cibler sa cohésion, y compris territoriale en jouant les régions les unes contre les autres et en accordant une attention particulière aux îles. Pour y parvenir, le Parti utilise deux familles de moyens : d'une part, les médias traditionnels chinois ; d'autre part, des relais locaux.

I. De l'extérieur : la pénétration des médias traditionnels chinois à Taïwan

On entend par médias traditionnels tous ceux qui existaient avant l'avènement d'internet et des nouvelles technologies de communication, donc principalement l'imprimé (presse et livre), la radio et la télévision – ce qui ne les a pas empêchés de développer des canaux numériques depuis. Parmi les médias traditionnels chinois, nous opérons une distinction entre les médias classiques – ou généralistes – qui peuvent traiter de tout type de sujets et qui ne ciblent pas une audience en particulier, tels que les journaux *Global Times* et *Le Quotidien du peuple*, et les médias dédiés à Taïwan, comme la radio Voice of the Straits, la China Huayi Broadcasting Corporation et la maison d'édition Haifeng (→ p. 98).

A. Utilisation de médias classiques

Les médias classiques forment un puissant système de diffusion de la propagande du Parti, mais n'ont qu'une influence limitée à Taïwan ou auprès des Taïwanais. Mis à part la radio qui peut être librement captée à Taïwan à condition qu'elle soit émise à une distance suffisante, il est difficile, voire impossible, pour les autres vecteurs comme la télévision ou la presse de s'imposer dans l'environnement médiatique sans l'accord des autorités taïwanaises. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le média historiquement privilégié pour diffuser la propagande du Parti vers Taïwan a été la radio, qui est un moyen de communication peu coûteux et facile à mettre en place[16].

14. Rush Doshi, « China steps up its information war in Taiwan », *Foreign Affairs*, 9 janvier 2020.
15. « 官媒：解放军可将台湾»黎巴嫩化» 逼其修改激进政策 » (Médias officiels : l'APL peut « libaniser » Taïwan et l'obliger à modifier sa politique radicale), *Sina*, 3 avril 2019, https://archive.vn/miB8V.
16. Sur les avantages de la radio, voir 许丽华 (Xu Lihua), « 海峡两岸广播媒体交流的优势与困境 » (Avantages et dilemmes des échanges inter-détroit des médias de la radio), 新闻爱好者 (*Xinwen Aihaozhe*), 4, 2011, http://archive.ph/BF1Rf.

Aujourd'hui encore, **les chaînes de télévision chinoises comme CCTV ou CGTN semblent avoir un potentiel d'influence limité** dans la mesure où elles ne sont pas diffusées à Taïwan, bien que, s'ils le veulent, les Taïwanais puissent avoir accès aux contenus de ces chaînes en consultant leurs sites internet. Cela demande toutefois une démarche active et il est peu probable, dans le contexte actuel marqué par une relative méfiance des Taïwanais vis-à-vis du discours chinois[17] et d'une concurrence accrue dans le paysage médiatique pour capter l'attention des audiences, que le public taïwanais fasse ce type de démarche.

Avec internet, **les journaux** peuvent proposer leurs articles en version dématérialisée en plus de la version papier, si bien qu'il est aujourd'hui particulièrement aisé de consulter et partager leur contenu via les réseaux sociaux, indépendamment du lieu où l'on se trouve. **Si leur contenu est facilement accessible, il n'est pas nécessairement le plus attractif pour le public taïwanais**, qui bénéficie d'une large palette de journaux nationaux. À cela s'ajoute que les journaux chinois ne sont pas toujours disponibles en caractères traditionnels. Même s'il est généralement possible pour les Taïwanais de lire en caractères simplifiés, la plupart préféreront les caractères traditionnels, par facilité ou encore par choix, étant donné que les caractères simplifiés sont connotés politiquement et renvoient immédiatement à la langue du PCC. Un article d'un média chinois qui propose une version en caractères traditionnels a davantage de chance d'être lu par un public taïwanais que s'il n'existe qu'en simplifié. **Plusieurs journaux proposent ainsi une version de leur site en caractères traditionnels**, comme l'agence de presse Xinhua et le *Quotidien de l'APL*[18]. Le *Quotidien du peuple*, le *China Daily* ou encore le *Guangming Daily* ne semblent pas le proposer. En revanche, presque tous proposent une version de leur site en anglais à destination des audiences internationales, et certains – comme Xinhua ou le *Quotidien du peuple* – ont une section entière dédiée à l'actualité taïwanaise.

Les programmes radio sont aujourd'hui également disponibles sur internet mais surtout, **très tôt, les principaux réseaux de radio chinois comme CNR et CRI ont mis en place des chaînes entières dédiées aux audiences taïwanaises**. En 1954, alors que les forces nationalistes et communistes s'affrontent encore, la CNR met en place deux chaînes destinées au public taïwanais. La « Voix chinoise » (中华之声), ou CNR-5, présente en mandarin les actualités liées à Taïwan et aux relations inter-détroit. La « Voix de Shenzhou » (神州之声), ou CNR-6, propose des programmes culturels dans trois idiomes : mandarin, dialectes hakka et minnan[19]. Ces deux dialectes sont les principaux de la région de Taïwan ainsi que du Fujian, province chinoise située en face de l'île de Taïwan. **D'après les médias chinois, ces programmes auraient beaucoup de succès à Taïwan** : quelque deux millions d'auditeurs taïwanais les écouteraient[20]. De même, la CRI, qui a été créée en 1949, a développé des programmes dans différents dialectes, dont le minnan et le hakka, destinés aux personnes d'ascendance chinoise. Aujourd'hui, c'est la station « La Voix chinoise dans le monde » (世界华声) de la CRI qui propose des programmes dans ces deux dialectes en plus de ceux de Canton, Chaozhou et Wenzhou[21].

17. Le contexte actuel est en effet marqué par une montée des opinions négatives vis-à-vis de la RPC et d'une identité taïwanaise de plus en plus prononcée. Voir Kat Devlin, Christine Huang, « In Taiwan, Views of Mainland China Mostly Negative », *Pew Research Center*, 12 mai 2020 ; Chung Li-hua, Jake Chung, « Most Taiwanese feel that China is unfriendly: poll », *Taipei Times*, 28 mars 2020 ; Keoni Everington, « Record 83% of people in Taiwan identify as Taiwanese amid Wuhan virus outbreak », *Taiwan News*, 24 février 2020.

18. Pour la version en caractères traditionnels du site de Xinhua, voir http://archive.vn/ymnbx ; pour celle du *Quotidien de l'APL*, voir http://archive.vn/T1Fuc.

19. Pour la page du programme de CNR-6, la « Voix de Shenzhou », voir http://archive.vn/e0nFN ; pour celui du programme de CNR-5, la « Voix chinoise », voir http://archive.vn/99QBF.

20. « 中央电台对台广播推出中华之声神州之声 » (La Radio nationale chinoise lance la « Voix chinoise » et la « Voix de Shenzhou » à destination de Taïwan), *Sina*, 21 janvier 2004, http://archive.vn/tRlWs.

21. « 世界华声 » (La Voix chinoise dans le monde), *CRI*, http://archive.vn/1ecuC.

En sus des deux programmes radio dédiés à Taïwan, la CNR a par ailleurs mis en place en 2000 **un portail internet, HelloTaiwan** – ou *Nihao Taiwan* (你好台湾) – dans le but de **toucher un public plus jeune**. L'objectif affiché est de promouvoir les liens entre la Chine et Taïwan, et de permettre à toutes les personnes d'ascendance chinoise de « mieux comprendre » la Chine. Le site serait visité près de 12 millions de fois quotidiennement d'après les sources chinoises, ce qui ferait de HelloTaiwan l'une des principales plateformes de propagande chinoise envers Taïwan. **Cette plateforme fait partie de la nébuleuse des acteurs des opérations informationnelles dans laquelle se trouvent également les unités de la base 311 telles que la China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC) et Voice of the Strait (VTS)**[22]. Un journaliste de HelloTaiwan et de la CNR, Zhang Xida, a par ailleurs été identifié comme faisant circuler de fausses informations sur YouTube et Facebook, à travers des vidéos dans lesquelles il prétendait être un Taïwanais (→ p. 461).

Enfin, en ce qui concerne le secteur de l'édition, **les ouvrages des principales maisons d'édition chinoises** comme celles de l'université de Pékin (北京大学出版社), de l'université normale de Chine de l'Est (华东师范大学出版社), du Drapeau rouge (红旗出版社), ou encore les Presses académiques de sciences sociales de Chine (社会科学文献出版社), **sont accessibles à Taïwan**, du moins depuis les principaux sites taïwanais d'achat de livres comme Bokelai (博客来)[23]. Les livres ne permettent pas de réagir à chaud à l'actualité comme le font les journaux, la radio ou la télévision. En revanche, ils peuvent contribuer à modeler l'environnement intellectuel sur le long terme. De nombreuses initiatives chinoises cherchent donc à **promouvoir les liens inter-détroit dans le secteur de l'édition**, considéré comme jouant un rôle important dans la poursuite de l'objectif de « fusion culturelle » (文化融合) entre Taïwan et la Chine[24], un objectif qui traduit **l'ambition de Pékin d'influencer, voire de contrôler les discours et les idées de l'environnement intellectuel taïwanais**. Un organisme subordonné au bureau des Affaires taïwanaises (→ p. 82), le centre Jiuzhou de communication culturelle (九州文化传播中心), a organisé en 2018 avec l'Académie de sciences sociales du Fujian un forum de l'édition inter-détroit pour célébrer les trente ans de coopération dans le secteur de l'édition[25]. Côté taïwanais, des structures comme les maisons d'édition Tonsan (唐山出版社) et Renjian (人間出版社), les revues *The Observer* (觀察) et *Yuanwang* (遠望), ou encore *The Commercial Press Taiwan* (臺灣商務印書館), ont déjà pris part à ce genre de forums inter-détroit ; quelques-uns de leurs responsables ont plaidé lors de ces événements en faveur d'une meilleure diffusion des ouvrages chinois à Taïwan[26]. Certaines initiatives sont mêmes portées par les Taïwanais, comme le forum organisé par le directeur de l'université privée taïwanaise Nanhua (南华大学)[27] qui se tient tous les ans depuis 2005 autour de thèmes tels que la construction du *soft power* chinois, de la fusion culturelle ou encore de l'impact de la numérisation sur le secteur de l'édition[28].

22. Ces acteurs ont plusieurs fois organisé des événements ensemble. Voir par exemple : « '中华文化之旅'活动人员河南新郑拜谒黄帝 » (Les participants du « Voyage culturel chinois » sont allés rendre hommage à l'Empereur Jaune à Xinzheng dans le Henan), 华夏经纬网 (*Huaxia jingwei*), 2 juin 2010, http://archive.ph/HiaJu.

23. https://www.books.com.tw.

24. « 厦门举办两岸出版与人文智库论坛 » (Le forum inter-détroit des maisons d'édition et des think tanks en sciences humaines s'est tenu à Xiamen), Xinhua, 30 octobre 2019, http://archive.vn/98Xlc.

25. « 2018两岸出版论坛在厦门开幕 » (Le forum inter-détroit 2018 de l'édition s'est ouvert à Xiamen), *China Council for the Promotion of Peaceful National Reunification*, 2 novembre 2018, http://archive.vn/XgLck.

26. « 厦门举办两岸出版与人文智库论坛 » (Le forum inter-détroit), *op. cit.*

27. « The origin and development of the Forum », 海峡两岸华文出版社与文化创意学术论坛 (*Academic Forum on Chinese Publishing and Cultural Creativity held by both sides of Taiwan and Mainland China*), 14 juillet 2013, http://archive.ph/mgybQ.

28. « The main data of each forum », 海峡两岸华文出版社与文化创意学术论坛 (*Academic Forum on Chinese Publishing and Cultural Creativity held by both sides of Taiwan and Mainland China*), 5 septembre 2014, http://archive.vn/w98DR.

Si les médias classiques ne sont pas forcément les plus efficaces aujourd'hui pour influencer de manière déterminante l'audience taïwanaise, ils continuent de jouer un rôle important de relais du discours officiel chinois. Or, plus un discours est répété, plus il devient familier et plus il est probable que son public y adhère. Les médias chinois relaient ainsi régulièrement **les discours renforçant l'idée que la « réunification » avec Taïwan est inévitable et légitime[29], ceux critiquant les positions des autorités taïwanaises et le soutien que peuvent leur apporter les États-Unis[30], mais également les discours relevant de la « guerre psychologique » cherchant à décrédibiliser la capacité des forces armées taïwanaises** à se défendre contre l'APL pour créer un sentiment de crainte auprès du public[31]. Le *Global Times*, par exemple, contribue fréquemment à des opérations de guerre psychologique, en maintenant une tension militaire permanente, comme si l'invasion chinoise de Taïwan était imminente, et en exagérant systématiquement la portée des exercices militaires (→ p. 472)[32].

Ces médias chinois peuvent également **relayer des manipulations de l'information conçues pour le public taïwanais**. C'est notamment le cas de cette opération visant à faire croire que la présidente Tsai Ing-wen n'a pas obtenu son doctorat à la London School of Economics (→ p. 458)[33], ou encore de celle voulant faire croire que certains touristes taïwanais bloqués au Japon lors du passage du typhon Jebi en 2018 auraient été évacués par les bus de l'ambassade chinoise seulement après avoir accepté de s'identifier comme chinois[34] (→ p. 450).

Pour pallier les insuffisances des médias traditionnels « généralistes » chinois et accroître leur capacité d'influence à Taïwan, les Chinois ont également conçu **des médias spécialement dédiés à l'audience taïwanaise**.

B. Création de médias dédiés

Dans la partie 2 sur les acteurs, nous avions brièvement présenté trois médias dédiés à Taïwan qui sont des émanations de la base 311 de l'APL : VTS, CHBC et Haifeng. Dans cette étude du cas taïwanais, nous examinerons plus en détail leur fonctionnement et les actions concrètes qu'ils mènent contre l'île.

1. Voice of the Strait (VTS)

VTS est la couverture d'une unité de la base 311 de l'APL (→ p. 99). Avant sa création, d'autres radios comme celles de Shanghai, Huadong ou encore du Fujian, ont élaboré des programmes en mandarin puis en dialectes minnan et hakka à l'attention des Taïwanais. En 2011, on comptait onze radios chinoises dédiées à la communication vers Taïwan, VTS et CHBC inclues.

29. « Reunification only acceptable option for Taiwan question: experts », *Global Times*, 21 décembre 2019, http://archive.vn/faBcH.

30. Zhou Wenxing, « Stronger ties with Washington won't buy time for Taiwan », *Global Times*, 20 juillet 2020, http://archive.vn/kT3ZA.

31. Liu Xuanzun, « Taiwan's counter-landing drill with PLA in mind a 'naïve, meaningless show' », *Global Times*, 16 juillet 2020, http://archive.vn/Pvvkf.

32. « 解放军空军放出一张图，台湾岛内炸锅 » (L'Armée de l'air publie une photo, Taïwan panique), *Huanqiu*, 19 décembre 2016, http://archive.vn/eA06w.

33. Li Ping, Fan Lingzhi, « British universities under fire for politicizing honorary degrees », *Global Times*, 7 novembre 2019, http://archive.vn/gHJjk ; 李名 (Li Ming), « 疑点重重！论文被发现缺页错字，蔡英文博士学历再被爆造假 » (Douteux ! Pages manquantes dans la thèse de Tsai Ing-wen, son doctorat à nouveau mis en question), 环球网 (*Huanqiu*), 30 août 2019, http://archive.vn/CapFU.

34. Keoni Everington, « Witnesses refute report stranded Taiwanese in Japan had to identify themselves as Chinese », *Taiwan News*, 7 septembre 2018.

La radio est considérée comme un outil essentiel de la stratégie du Front uni pour « libérer Taïwan[35] », car elle présente de nombreux avantages : contrairement aux journaux papier et à la télévision, la radio peut être librement diffusée depuis la Chine vers Taïwan, elle nécessite peu de moyens et de main-d'œuvre pour être mise en place, et peut servir de plateforme d'interaction avec les auditeurs qui peuvent y intervenir[36]. Par ailleurs, la voix humaine, par opposition à la neutralité d'un texte écrit, est considérée comme ayant une plus forte capacité de persuasion : d'où l'intérêt, pour prendre un exemple récent, de **diffuser des enregistrements de messages de soutien comme « Courage Wuhan ! » et de célébration de la fraternité entre les deux rives pendant l'épidémie de Covid-19, par des personnes à l'accent taïwanais, pour persuader les auditeurs que la Chine a le soutien de la population taïwanaise**[37].

La radio est aussi un média qui tire sa force de sa capacité à répondre à chaud à un événement. Considérant que **le public est toujours davantage marqué par la première version des faits qu'il entend** que par les suivantes – phénomène connu sous le nom de biais d'ancrage en psychologie cognitive –, l'ancienne directrice de VTS, Liu Linlan (柳林岚), affirmait que les radios comme VTS, qui poursuivent un objectif politique, ont pour rôle crucial de **réagir vite pour imposer la bonne version des faits en premier**, en particulier pour les sujets en lien avec les relations inter-détroit[38]. En 2005, elle écrivait que la mission de VTS était de faire connaître et mieux comprendre la politique des autorités chinoises vis-à-vis de Taïwan, de communiquer au sujet du succès des réformes et de la modernisation en Chine et des diverses formes d'échanges entre les deux rives, de contribuer à créer et renforcer le sentiment de fraternité entre les populations des deux rives et le sentiment d'appartenance à la nation chinoise, ainsi que de faire rayonner la culture et les valeurs chinoises[39].

a. Utiliser des « prête-voix » pour toucher un plus large public

VTS semble avoir lancé une offensive pour pénétrer l'espace médiatique taïwanais après la célébration de son 50e anniversaire. Depuis le début des années 2010, VTS a en effet cherché à **tisser un réseau de collaboration avec plusieurs médias taïwanais afin de les utiliser comme « prête-voix »** (借台唱戏)[40]. En les laissant diffuser ses récits auprès d'un auditoire déjà constitué, VTS démultiplie ainsi la portée de son message dans un environnement médiatique en proie à une concurrence de plus en plus accrue[41]. VTS a par exemple signé un accord de coopération en 2008 avec Libra Radio (非凡音联播网), pour une programmation conjointe d'émissions, la communication des résultats de mesures d'audience de Libra Radio à VTS, ou encore la diffusion du bulletin d'information de VTS sur Libra Radio pendant quarante minutes quotidiennement[42]. Libra Radio est un média qui couvre notamment les îles de Matsu au nord de Taïwan et les villes côtières du Fujian[43] : son public est donc taïwanais mais

35. 许丽华 (Xu Lihua), « 海峡两岸广播媒体交流的优势与困境 » (Avantages et dilemmes des échanges inter-détroit des médias de la radio), 新闻爱好者 (*Xinwen Aihaozhe*), 4, 2011, http://archive.ph/BF1Rf.

36. *Ibid.*

37. « 666新闻特快 » (Journal d'information), 海峡之声广播电台 (Voice of the Strait), 21 mars 2020, émission de 7 heures du matin (heure de Pékin), 55 minutes.

38. 柳林岚 (Liu Linlan), 郭红斌 (Guo Hongbin), 刘洪涛 (Liu Hongtao), « 按照大众传媒规律办好对台广播 » (Bien communiquer vers Taïwan en suivant les règles de la communication de masse), 军事记者 (*Military Correspondent*), 10, 2005, http://archive.ph/rOgC6.

39. *Ibid.*

40. 陈国团 (Chen Guotuan), 程岚 (Cheng Lan), « 关于如何做好对台文化节目的思考 » (Réflexions à propos de la meilleure manière de réaliser les programmes culturels à destination de Taïwan), Voice of the Strait, 21 décembre 2011, http://archive.ph/Di0tD.

41. 钟志刚 (Zhong Zhigang), « 通过媒体融合加强对台舆论引导 » (Renforcer l'orientation de l'opinion publique à Taïwan par l'intégration des médias), 军事记者 (*Military Correspondent*), 2014, http://archive.ph/RKt9T.

42. « 海峡之声电台与台湾非凡音联播网签新闻合作协议 » (Voice of the Strait et Libra Radio signent un accord de collaboration), 中央政府门户网站 (*Gouvernement central de la RPC*), 27 juin 2008, http://archive.ph/8BwQj.

43. « 电台介绍 » (Présentation de la station radio), 非凡音广播电台 (*Libra Radio*), http://archive.vn/727h9.

aussi chinois. **VTS cible en effet également les Chinois qui entretiennent des liens étroits avec Taïwan** car ces derniers, s'ils sont convaincus par le contenu des émissions, peuvent ensuite constituer des relais efficaces en contribuant à communiquer ces idées aux Taïwanais[44]. En sus des radios locales, **VTS s'est également associé à des journaux locaux**. Selon son ancien directeur, Zhong Zhigang (钟志刚), VTS coopère régulièrement depuis 2010 avec plusieurs journaux taïwanais comme le *Want Daily* (旺報), le *Taiwan Daobao* (臺灣導報), ou encore le *Liberty Times* (自由時報) dans le but d'accroître son influence à Taïwan[45].

b. Utiliser les dialectes locaux comme vecteur de rapprochement

Les dialectes minnan et hakka qui sont parlés de part et d'autre du détroit sont utilisés comme vecteur de rapprochement entre le continent et l'île. Les Taïwanais parlent certes également le chinois mandarin – qu'ils appellent *guoyu* (國語) plutôt que *putonghua* (普通话) comme le font les Chinois – mais plus de 70 % de la population parle aussi le dialecte minnan, et près de 15 % des Taïwanais sont d'ethnie hakka. **La collaboration avec les radios taïwanaises qui offrent des émissions en dialectes minnan ou hakka a donc été identifiée comme un moyen efficace de pénétration de la société taïwanaise**[46]. En 2009, VTS s'associe avec six radios taïwanaises diffusant leurs émissions en dialecte hakka pour créer un réseau de stations de radio opérant dans la région de Taïwan[47]. Selon l'ancien directeur de VTS, Zhong Zhigang, c'est cette initiative qui est considérée comme ayant marqué le début de l'entrée concrète de la Chine continentale dans l'espace radiophonique taïwanais[48]. En mai 2009, VTS diffuse avec la radio Formosa Hakka Radio Station (寶島客家廣播電台) sa première émission conjointe avec une radio taïwanaise[49]. En 2012, VTS rejoint le Hakka Radio Cooperation Network (客属电台协作网) créé par la China Radio and Television Association (CRTA, 中国广播电视协会)[50]. VTS en a fait de même pour le dialecte minnan, en rejoignant en 2010 le Broadcast Cooperative Network for the Minnan Dialect (闽南话广播协作网) créé par la CRTA également. Les cinq autres membres fondateurs de ce réseau sont le Taiwan Broadcasting Center de la China National Radio (中央人民广播电台对台湾广播中心), la Southeast Broadcasting Corporation (东南广播公司), la station Minnan Voice Broadcasting du Xiamen Media Group (厦门广播电视集团闽南之声广播), la station Citong Voice Broadcasting de la Quanzhou Radio (泉州人民广播电台刺桐之声广播) ainsi que la Zhangzhou Radio Station (漳州人民广播电台)[51].

c. Diversifier les supports de communication

VTS était à l'origine un instrument de propagande classique, mais en plus de 60 ans de communication, cette vieille radio a dû comme d'autres évoluer avec les nouvelles technologies et s'adapter aux attentes des jeunes générations pour conserver une influence. L'un des axes majeurs de cette stratégie d'adaptation a été de **diversifier les plateformes de communica-**

44. 柳林岚 (Liu Linlan), 郭红斌 (Guo Hongbin), 刘洪涛 (Liu Hongtao), *op. cit.*
45. Zhigang, « Renforcer l'orientation », *op. cit.*
46. « 闽南话广播协作网成立 » (Création du réseau de collaboration des radios offrant des programmes en dialecte minnan), 中央人民广播电台 (*China National Radio*), 19 septembre 2010, http://archive.ph/vjQnv.
47. Nom du réseau en chinois : 海峡之声广播电台台湾地区调频联播网.
48. Zhigang, « Renforcer l'orientation », *op. cit.*
49. 陈国团 (Chen Guotuan), 程岚 (Cheng Lan), « 关于如何做好对台文化节目的思考 » (Réflexions à propos de la meilleure manière de réaliser les programmes culturels à destination de Taïwan), Voice of the Strait, 21 décembre 2011, http://archive.ph/Di0tD.
50. « 客属电台协作网 » (Hakka Radio Cooperation Network), 你好台湾 (*Hello Taiwan*), http://archive.ph/BETke.
51. Gai Shuqin, « Taiwan radio stations to promote Minnan dialect broadcasting », *China Daily*, 6 novembre 2012, http://archive.ph/ZQV2Z.

tion. En 2000, VTS s'est donc dotée d'**un site internet**, au moment où la plateforme Hello Taiwan (你好台灣), qui ciblait notamment les jeunes, voyait le jour. La plateforme internet a permis à VTS de jongler avec plusieurs types de supports : **articles, podcasts, vidéos** plus ou moins longues pour cibler et adapter ses contenus à différents types de publics. En août 2013, VTS met même en ligne **la première chaîne de streaming vidéo à destination de Taïwan**, la chaîne Huaxia Jingdian (華夏經典網絡電台)[52]. Deux ans après que son ancienne directrice, Liu Linlan, a publié un article sur le potentiel de la puissante application de messagerie, de partage d'information et de services qu'est **WeChat**[53], VTS se dote enfin d'un compte en 2015[54]. **Les « nouveaux médias »** (新媒体) comme WeChat mais aussi Facebook, Twitter, Weibo, ou encore Plurk[55], ont en effet attiré beaucoup d'attention, comme en témoignent les nombreux articles de membres affiliés à VTS, mais aussi d'autres, sur le sujet. Ils représentent un défi de taille en ce qu'ils intensifient la compétition pour capter l'attention du public, mais sont également vus comme une opportunité à saisir étant donné qu'**ils multiplient les moyens de pénétrer « l'espace de l'opinion publique » (舆论空间) taïwanaise et donc de la manipuler**[56]. Dans son discours à la Conférence nationale sur la propagande et le travail idéologique (全国宣传思想工作会议) de 2013, Xi Jinping affirmait qu'internet était devenu le lieu de combat principal de la guerre de l'opinion publique, et qu'il était aussi nécessaire d'être victorieux sur ce terrain[57]. Conformément à cette injonction du secrétaire général du Parti, VTS cherche à gagner cette guerre de l'opinion publique.

d. Faire de VTS un média de masse

Si la diversification des supports de communication était nécessaire, le contenu des messages devait également évoluer. Au milieu des années 2000, la direction considérait en effet que VTS avait été un média trop spécialisé par le passé, et qu'il était temps de **devenir un média grand public ou média « de masse**[58] **»**. C'est de cette manière qu'elle considérait pouvoir plus efficacement disséminer sa propagande à destination de Taïwan. À la question « Comment faire baisser la garde et réduire l'hostilité [du public cible] ? », l'ancienne directrice Liu Linlan écrivait en 2005 qu'il « n'y a qu'une seule manière de faire. La communication vers Taïwan doit être assurée via des médias de masse. Il faut intégrer la propagande dans une réelle [programmation] radio. **La diffusion de la propagande doit être mise en œuvre de manière subtile, elle ne doit pas laisser de trace. C'est ainsi que [le public cible] baissera sa garde, ne pensera plus que vous êtes du Front uni, sera désireux d'écouter vos émissions radio et pourra faire confiance au contenu diffusé**[59] **»**. Autrement dit, **en devenant un média de masse,**

52. « 大陆首家对台网络电台开播 传承中华优秀文化 » (La première chaîne de streaming vidéo de la Chine à destination de Taïwan est mise en ligne), *Sina*, 26 août 2013, http://archive.vn/lh8kH. La liste des programmes diffusés sur cette chaîne en 2016 est accessible ici : « 华夏经典网络电台节目时间表 » (Horaires des programmes de la chaîne Huaxia Jingdian), Voice of the Strait, http://archive.vn/gtme8.
53. 柳林岚 (Liu Linlan), « 微信,一个强大的传播新平台 » (WeChat, une puissante plateforme de dissémination), 声屏世界 (*Voice and Screen World*), 10, 2013, http://archive.ph/i17dq.
54. « 海峡之声广播电台官方微博正式上线了 » (Voice of the Strait se dote officiellement d'un compte WeChat), Voice of the Strait, 6 mars 2015, http://archive.ph/Pnt5z.
55. Zhigang, « Renforcer l'orientation », *op. cit.* ; 钟志刚 (Zhong Zhigang), 姜红星 (Jiang Hongxing), « 运用新媒体拓展对台广播舆论引导空间初探 » (Étude préliminaire de l'utilisation des nouveaux médias pour élargir l'espace d'orientation de l'opinion publique des médias qui communiquent vers Taïwan), 中国广播 (*China Broadcasts*), 10, 2014, http://archive.ph/7krUU.
56. Zhigang, « Renforcer l'orientation », *op. cit.*
57. « 互联网已经成为舆论斗争的主战场 », dans « 网传习近平8•19讲话全文：言论方面要敢抓敢管敢于亮剑 » (Texte intégral du discours de Xi Jinping du 19 août), *China Digital Times*, 4 novembre 2013, http://archive.ph/cjZU1.
58. Liu, Guo, Liu, « Bien communiquer vers Taïwan », *op. cit.*, http://archive.ph/rOgC6.
59. *Ibid.*

VTS cherche à noyer ses messages à caractère de propagande dans un flot d'information pour que ceux-ci soient subrepticement absorbés par le public.

e. Adapter son message au public cible

Dans le même but, la direction de VTS était consciente qu'il fallait également utiliser le langage du public cible, c'est-à-dire s'adapter aux spécificités locales, par exemple en parlant directement le dialecte de l'audience visée, mais aussi à la tranche d'âge, notamment en adoptant un style qui « parle » aux jeunes. En parlant de la propagande traitant d'affaires militaires à destination de Taïwan (对台军事宣传), l'ancien directeur Zhong Zhigang explique qu'il faut **adopter une stratégie de communication adaptée à chaque catégorie de public**. Il en identifie trois : **les soldats taïwanais ordinaires, les forces indépendantistes et la population taïwanaise**. Selon Zhong, le soldat taïwanais ordinaire serait préoccupé par le sentiment de « ne pas savoir pour qui il se bat » (不知为谁作战) et aurait un esprit patriotique « flou » (国家民族精神模糊). Par conséquent, la communication de l'APL a vocation à le guider, de manière positive, pour lui faire connaître la « vérité ». En revanche, avec les forces taïwanaises qui luttent pour l'indépendance de l'île, le ton doit être plus dur, il faut affirmer la volonté et la capacité de combattre et de gagner de l'APL, choisir des propos qui ont un effet dissuasif. Enfin, il faut expliquer à la population civile que la mission de l'APL est de protéger leurs compatriotes, en adoptant un ton didactique et rassurant[60]. Zhong invoque ici les principes généraux de la guerre psychologique, amplifiés à l'aide de la guerre de l'opinion publique.

f. Réagir vite

Pour imposer sa version des faits et cadrer le débat, les anciens directeurs de VTS Liu Linlan et Zhong Zhigang insistent sur **l'importance de réagir suffisamment vite et de manière soutenue**, pour que ce soit une « bonne image de l'APL qui pénètre le cœur de la population à Taïwan[61] ». Comme VTS accorde beaucoup d'importance aux questions militaires et de défense – plusieurs de ses programmes y sont d'ailleurs dédiés[62] – Zhong prend comme exemples de sujets à bien suivre et bien couvrir médiatiquement les opérations de maintien de la paix de l'APL à l'étranger, la protection de la souveraineté chinoise en mer de Chine de l'Est, les exercices militaires conjoints sino-russes, ou encore les informations liées à des équipements phares comme le porte-avion Liaoning ou encore l'avion de chasse J-20. Mais il n'est bien sûr pas seulement question des sujets militaires. Lorsqu'un chroniqueur du *Taiwan Daobao* a publié une tribune intitulée « Le rêve chinois et le rêve d'indépendance taïwanais sont tous deux des rêves[63] », VTS a répondu dans la foulée par des articles tels que « Le rêve chinois est le plus grand dénominateur commun entre les deux rives – discussion avec M. Mo Shangsang[64] » et « Comment est-il possible de comparer le "rêve d'indépendance taïwanais" avec le "rêve chinois"[65] » en

60. 钟志刚 (Zhong Zhigang), « 强军目标下对台军事宣传的新探索 » (La propagande en affaires militaires à destination de Taïwan dans le cadre de l'objectif d'une armée forte), 军事记者(*Military Correspondent*), 11, 2013, http://archive.ph/F6mW8.

61. En chinois : « 让我军良好形象深入台湾民众心中 ».

62. Zhong indique que six programmes de VTS sont dédiés aux affaires militaires (Zhong, « La propagande en affaires militaires », *op. cit.*).

63. L'article de 陌上桑 (Mo Shangsang), « 中国梦 台独梦 都是梦 » (Le rêve chinois et le rêve d'indépendance taïwanais sont tous deux des rêves), ne semble plus être disponible sur le site du *Taiwan Daobao*, celui-ci ne semble pas avoir gardé les articles de Mo datant d'avant 2017 : https://Taiwan-reports.com/?s=%E9%99%8C%E4%B8%8A%E6%A1%91.

64. « 中国梦是海峡两岸最大公约数——与陌上桑先生商榷 » (Le rêve chinois est le plus gros dénominateur commun entre les deux rives – discussion avec M. Mo Shangsang), Voice of the Strait, 25 juin 2013, http://archive.ph/UV0v1.

65. « '台独梦'如何能与» 中国梦 »相提并论 » (Comment est-il possible de comparer le « rêve d'indépendance taïwanais » avec le « rêve chinois »), Voice of the Strait, 25 juin 2013, http://archive.ph/5FlHj.

les publiant sur leur site et sur celui du *Taiwan Daobao*[66]. On ne retrouve plus la publication du chroniqueur mais les tribunes de VTS sont toujours en ligne plusieurs années après.

2. China Huayi Broadcasting Corporation (CHBC)

CHBC est aussi la couverture d'une unité de la base 311 de l'APL (→ p. 101) mais, davantage que VTS, elle est particulièrement active dans l'organisation d'événements qui promeuvent la culture chinoise et les liens inter-détroit.

a. Organisation d'événements pour la promotion de la culture chinoise

En 2009, CHBC s'est associée à VTS et la Radio nationale chinoise (CNR) pour célébrer **le Grand canal Pékin-Hangzhou** (京杭大运河) qui est présenté comme un précieux héritage de plusieurs siècles de dynasties impériales contribuant encore aujourd'hui au développement économique des régions qu'il relie[67]. En 2013, CHBC s'associait à la China Aerospace Science and technology Corporation (中国航天科技集团公司), la Fujian Provincial Development and Reform Commission (福建省发改委) et la Fujian Association for Science and Technology (福建省科协) pour organiser **une série d'événements sur le thème du « rêve spatial »** (航天梦), que les Chinois des deux rives, selon les organisateurs, devraient s'approprier pour faire avancer le rêve chinois[68]. Dans un tout autre registre, CHBC a également organisé **des concours dans le domaine culturel**, comme le concours de chansons originales pour les étudiants des deux rives qui s'est déroulé à Fuzhou en 2013 sur le thème de l'océan[69].

Si elle n'en est pas l'organisatrice, CHBC est également souvent **partenaire d'événements qui contribuent au rayonnement de la Chine**. En 2019, CHBC faisait partie des sept partenaires de la troisième édition du concours de poésie classique chinoise organisé par la radio Aiyinsitan FM (爱音斯坦FM) pour les deux rives, Hong Kong et Macao (海峡两岸暨香港、澳门地区中华经典诗文诵读大赛)[70]. Autre exemple, en 2012, CHBC a envoyé une quarantaine de ses journalistes interviewer une centaine d'entrepreneurs taïwanais établis en Chine pour qu'ils racontent leur histoire dans le cadre d'une initiative de la China Association for Promotion of Chinese Culture (中华文化发展促进会). Les témoignages, récupérés après cinq mois de terrain, ont été mis à l'honneur lors de la cérémonie de clôture à Wenzhou. Selon le président de CHBC de l'époque, Wang Shu, qui est aussi militaire, commandant de la base 311, cette initiative, baptisée « Histoires des succès des entrepreneurs taïwanais en Chine continentale » (大陆台商财富故事), a permis d'une part de montrer les contributions des Taïwanais au développement économique des villes dans lesquelles ils se sont installés et, d'autre part, de révéler les « vrais » liens de « famille » entre ces derniers et la population locale[71].

L'événement phare auquel prend part CHBC est le **Forum pour le développement de la culture chinoise** (中华文化发展论坛). L'objectif de ce forum est de renforcer les liens entre la Chine et Taïwan et de faire rayonner la culture chinoise, autrement dit d'accroître le

66. Zhigang, « Renforcer l'orientation », *op. cit.*
67. 王宗磊 (Wang Zonglei), 杨胜云 (Yang Shengyun), 宋印伟 (Song Yinwei), « 海峡之声广播电台» 大运河千里行 »媒体活动解读 » (Présentation de l'initiative médiatique « Voyage le long du grand canal » de Voice of the Strait), *Quotidien du Peuple*, 16 janvier 2010, http://archive.vn/eNErq.
68. « 航天科技文化海峡两岸系列交流活动正式启动 » (Lancement officiel des échanges inter-détroit pour la culture et les sciences spatiales), *Taiwan.cn*, 19 juin 2013, http://archive.vn/4TxBL.
69. « '美丽海洋我的家'两岸(大学生)原创歌曲大赛启动 » (Lancement du concours de chansons originales pour les étudiants des deux rives), 中国新闻网 (*China news*), 6 mars 2013, http://archive.vn/iWw06.
70. « '第三届海峡两岸暨香港、澳门地区 中华经典诗文诵读大赛'年度总决赛选手招募 » (Liste des finalistes de la troisième édition du concours de poésie classique chinoise pour les deux rives, Hong Kong et Macao), 大风号 (*Feng Media*), 7 novembre 2019, http://archive.vn/2ebmU.
71. « '大陆台商财富故事'历时5月温州收官 » (Cérémonie de clôture à Wenzhou de l'initiative « Histoires de succès des entrepreneurs taïwanais en Chine continentale »), 台海网 (*Taihainet*), 22 décembre 2012, http://archive.vn/2ebmU.

soft power de la Chine. Ce forum, qui portait le nom de « Stratégie pour le développement de la culture chinoise – salon culturel des deux rives » (中华文化发展方略—两岸四地文化沙龙) pendant les trois premières éditions, est un projet lancé par la China Academy of Culture (中国文化院) – qui elle-même appartient à la CEFC China Energy Co. Ltd. (→ p. 115) – et la CAPCC (→ p. 122)[72]. CHBC a pris part à l'organisation dès sa deuxième édition en 2014[73], ce qui a permis au forum de gagner en ampleur et influence. La 7e édition qui s'est tenue à Pékin en août 2019 a par exemple réuni un public de 180 experts, journalistes et jeunes de part et d'autre du détroit de Taïwan, contre seulement 30 lors de la première édition.



7e édition du Forum pour le développement de la culture chinoise,
la culture internet et la communication médiatique, Chine – Pékin, août 2019.
Organisateurs : China Huayi Broadcasting Corporation, Internet Society of China.
(http://www.chbcnet.com/web/remit/special/zhwhfzlt2019/index.shtml).

Chaque édition du forum est dédiée à un sujet en particulier. L'édition de 2019, coorganisée avec l'Internet Society of China, avait pour sujet « La culture internet et la communication médiatique » (网络文化与媒体传播). Représentant CHBC, le directeur exécutif Chen Guojun (陈国军), également militaire, y a plaidé pour que les médias guident la population de chaque côté du détroit à **reconnaître la « vraie » histoire de la Chine et à rejeter l'indépendantisme**, en rappelant que les moyens de diffusion modernes créent une « opportunité historique » (历史机遇) pour « bien raconter l'histoire de la Chine » mais aussi « bien raconter l'histoire des relations entre la Chine et Taïwan » (讲好中国故事，讲好两岸故事)[74]. En 2017 à Fuzhou, la 5e édition surnommée « Une seule famille chinoise de part et d'autre du détroit » (两岸族韵·中华一家) proposait d'explorer les origines et les héritages culturels des ethnies minoritaires en Chine et à Taïwan, pour **renforcer les échanges culturels entre les groupes ethniques des deux rives** et créer des opportunités de collaboration[75]. Le secrétaire général de la Fondation pour le développement de la nation chinoise (中华民族发展基金会), Zhu Xi (朱皕), y affirmait que le PDP au pouvoir à Taïwan depuis 2016 avait lancé une campagne anti-chinoise et cajolait les populations indigènes dans le seul

---

72. « 首届» 中华文化发展方略——两岸四地文化沙龙 »形成共识 » (La première édition de l'initiative « Stratégie pour le développement de la culture chinoise – salon culturel des deux rives » aboutit à un consensus), 网易 (*Wang yi*), 7 novembre 2013, http://archive.vn/Pyg3X.

73. « 第二届» 两岸四地文化沙龙 »将于福州召开 » (La deuxième édition du Salon culturel des deux rives est inaugurée à Fuzhou), *Taihainet*, 13 octobre 2014, http://archive.vn/cLMUt.

74. « 聚焦'网络文化和媒体传播' 第七届中华文化发展论坛在京举办 » (Le 7e Forum sur le développement de la culture chinoise s'est tenu à Pékin), 观察 (*Guancha*), 23 août 2019, http://archive.fo/PVUDK.

75. « 第五届'中华文化发展论坛'研讨两岸少数民族文化渊源与传承 » (La cinquième édition du Forum pour le développement de la culture chinoise discute des origines et héritages culturels des ethnies minoritaires des deux rives), *Xinhuanet*, 29 décembre 2017, http://archive.vn/oR0xO.

but de récupérer leur vote afin de faire progresser leur objectif d'indépendance[76]. Ce forum contribuait donc, selon Zhao Yixian (赵一先), directeur adjoint de la Commission de travail pour les minorités ethniques du KMT (中国国民党少数民族工作委员会), à **renforcer les liens de tous les groupes ethniques avec la « grande famille » chinoise** et de faire progresser le grand « rêve chinois »[77].

Les 4e et 6e éditions du forum qui se sont toutes les deux tenues à Xiamen, avaient respectivement pour sujet « L'héritage de la culture chinoise et la responsabilité de la jeunesse contemporaine » (中华文化传承与当代青年担当) et « L'innovation culturelle et la responsabilité de la jeunesse » (文化创新与青年担当).

b. La jeunesse : un public privilégié

La jeunesse est un public ciblé tout particulièrement, car elle est le futur des relations inter-détroit. Certaines émissions de CHBC sont d'ailleurs explicitement adressées au jeune public, comme l'émission « Liang'an qingnianhui » (两岸青年汇). Le président de CHBC, Qiu Yu, autrement connu sous l'identité du major-général Yue Lei, rappelait dans un discours de 2017 que la jeunesse de chaque côté du détroit avait un rôle important à jouer pour « protéger la culture chinoise[78] ». CHBC organise régulièrement des activités spécialement dédiées aux jeunes Taïwanais, le but étant de leur faire aimer la culture chinoise, de développer chez eux la conscience d'appartenir à un même peuple avec les Chinois, et de leur inculquer un sentiment de fierté nationale.

En 2018, CHBC a par exemple organisé, sous l'impulsion du bureau des Affaires taïwanaises du Conseil des Affaires d'État de la RPC, **un programme d'accueil de 50 élèves taïwanais et 10 élèves chinois pour leur faire découvrir les opportunités du monde académique et du monde de l'entreprise chinois** dans plusieurs villes de Chine continentale[79]. En 2015, CHBC avait d'ailleurs déjà coorganisé à Shanghai **un Forum d'échanges pour les étudiants taïwanais qui souhaitaient étudier ou travailler en Chine** (台生大陆求学就业交流汇)[80]. Selon son président Qiu Yu, ce forum avait pour but de renseigner les jeunes Taïwanais sur les opportunités en Chine, de les encourager et de créer une plateforme de communication entre les deux rives. Autre exemple, en juillet 2016, CHBC a invité une vingtaine d'étudiants taïwanais à aller découvrir la province du Qinghai pour encourager les échanges entre celle-ci et Taïwan. Un cadre de la Compagnie des chemins de fer Qinghai-Tibet (青藏铁路公司) est venu leur présenter l'histoire de la ligne ferroviaire et ses conséquences bénéfiques pour le développement socio-économique de ces deux immenses provinces de l'Ouest de la Chine[81]. Ces initiatives à destination de la jeunesse montrent que **les Chinois misent sur le temps long : façonner l'opinion de la jeune génération** de sorte qu'elle soit favorable à la réunification de Taïwan à la Chine continentale permettrait de récupérer l'île sans même utiliser la force.

76. « 中评现场：第五届中华文化发展论坛在榕开幕 » (La cinquième édition du Forum pour le développement de la culture chinoise est lancée), China Review News Agency, 29 décembre 2017, http://archive.vn/dkQV8.

77. *Ibid.*

78. Vidéo publiée par le compte de CHBC sur *Miaopai* (秒拍) le 30 décembre 2017, http://n.miaopai.com/media/bBnT7Kgmdqrgy23PZ5n0FW1CvBfxLzdv.

79. 王乾宏 (Wang Ganhong), « '华广青年汇·双创趴趴走'两岸青年交流周圆满收官 » (Clôture de la semaine d'échanges inter-détroit pour la jeunesse), 中华时报 (*Chuang Hua Times*), 20 août 2018, http://archive.md/BbKYV.

80. « La Chine devient la nouvelle destination pour étudier et travailler des étudiants taïwanais » (大陆成台湾学子求学就业'新选项'), *Bureau des Affaires taïwanaises du Conseil d'affaires d'État*, 16 mai 2015, http://archive.vn/qcUrH.

81. « 海峡两岸大学生重走青藏铁路活动在青海启动 » (Lancement de l'initiative « Des étudiants des deux rives parcourent à nouveau le chemin de fer Qinghai-Tibet »), 中国台湾网 (*Taiwan.cn*), 4 juillet 2016, http://archive.vn/fPe4J.

c. Une même nébuleuse

On remarque que **les partenaires des événements organisés par CHBC font partie d'une même nébuleuse**. Y figurent évidemment VTS et la maison d'édition Haifeng qui sont les deux autres organisations directement affiliées à la base 311, mais aussi, parmi les habituels partenaires médiatiques, le *Want Daily*, la Radio nationale chinoise, la China Review News Agency, ou encore la plateforme *HelloTaiwan*. **La plupart de ces événements se tiennent sous le patronage du bureau des Affaires taïwanaises** du Conseil d'affaires d'État **ou d'organisations civiles** promouvant la culture chinoise ou les liens inter-détroit. C'est le cas de la China Association for Promotion of Chinese Culture (CAPCC, 中华文化发展促进会), la All-China Federation of Taiwan Compatriots (中华全国台湾同胞联谊会) ou encore du Centre de collaboration et d'innovation pour le développement pacifique des relations inter-détroit (两岸关系和平发展协同创新中心). Créée en 2001, **la CAPCC est considérée comme la principale plateforme de l'APL qui assure les échanges informels avec Taïwan**. Elle était sans doute pilotée par le bureau de Liaison de l'ancien département général de Politique de la CMC. Deux officiers généraux de ce bureau ont d'ailleurs occupé des fonctions de cadres à la CAPCC (→ p. 122)[82]. La All-China Federation of Taiwan Compatriots a quant à elle été créée en 1981 et représente « un pont et un lien » entre les Taïwanais, le PCC et le gouvernement chinois[83]. Le Centre de collaboration et d'innovation pour le développement pacifique des relations inter-détroit est un autre genre d'organisme : créé en 2013 sous l'impulsion de l'université de Xiamen, le centre réunit l'université de Fudan, l'université normale du Fujian ainsi que l'Académie chinoise des sciences sociales dans le but de contribuer à la réunification pacifique avec Taïwan[84].



d. Collaborer avec des médias locaux

De même que VTS, CHBC a cherché à **pénétrer l'espace médiatique taïwanais en collaborant avec des médias locaux**. L'une des collaborations les plus fructueuses est celle établie avec le réseau Happy Radio (快樂聯播網). En octobre 2010, ils s'associent pour la diffusion

82. Mark Stokes et Russel Hsiao, « The People's Liberation Army General Political Department: Political Warfare with Chinese Characteristics », Project 2049 Institute, 2013, p. 21. Le site de la CAPCC était encore accessible en juillet 2019 à l'adresse http://www.chinaapc.org/index_utf8.php. À ne pas confondre avec la Chinese Cultural Promotion Society (中华文化促进会).

83. « 全国台联简介 » (Présentation de la Fédération), 中华全国台湾同胞联谊会 (*All-China Federation of Taiwan Compatriots*), 1er janvier 2018, http://archive.vn/GHG3L.

84. « 中心简介 » (Présentation du centre), *Collaborative Innovation Center for Peaceful Development of Cross-Strait Relations*, http://archive.vn/qvQGQ ; « '两岸关系和平发展协同创新中心'在厦门揭牌» (Le Centre de collaboration et d'innovation pour le développement pacifique des relations inter-détroit est créé à Xiamen), 中华人民共和国中央人民政府 (*Gouvernement central de la République populaire de Chine*), 25 mars 2013, http://archive.vn/lixDn.

d'une émission présentée conjointement par un Chinois de CHBC et un Taïwanais de Happy Radio. L'émission est baptisée Huaguang Kuaile Easy Go (华广快乐EZGO) – Huaguang faisant référence à CHBC et Kuaile à Happy Radio. Pendant l'heure dédiée à cette émission, une première partie, plus sérieuse, est dédiée à l'échange de points de vue sur des sujets qui concernent les deux rives, puis une seconde partie, plus légère, est dédiée à la culture chinoise, aux récits de voyage ou encore à la gastronomie. L'échange de points de vue entre les deux présentateurs a pour but de **montrer qu'il y a certes des divergences entre les deux rives, mais qu'il est malgré tout possible de se comprendre et de partager une histoire et une culture communes**[85]. Pour CHBC, il est surtout question de pouvoir exprimer le point de vue chinois aux auditeurs taïwanais de son collaborateur. Happy Radio est le deuxième plus grand réseau de radios à Taïwan après le réseau UFO Radio (飛碟聯播網). L'émission conjointe a d'abord été diffusée sur trois antennes de Happy Radio avant de l'être sur les sept qui couvrent la totalité du territoire taïwanais[86]. Ce partenariat est le fruit d'un rapprochement initié par CHBC avant 2010 : CHBC avait invité le directeur exécutif de Happy Radio à participer à un événement en Chine puis à venir visiter CHBC et coopérer ponctuellement sur certains projets. Avec cette collaboration, CHBC cherche à gagner en visibilité à Taïwan pour faire mieux comprendre la Chine (增进对大陆的理解认知) et réduire au silence l'opposition vis-à-vis d'elle (消除对大陆的对抗)[87].

3. Haifeng

Haifeng est la maison d'édition de la base 311 de l'APL (→ p. 104). D'après le descriptif de son activité sur la base de données commerciales Tianyancha, Haifeng publie **des ouvrages et livres illustrés de propagande à destination de Taïwan**[88]. Les sujets sont variés : ils peuvent traiter de politique, économie, histoire, droit, culture, littérature ou encore d'art. En 2011, la maison d'édition Haifeng a été lauréate de la deuxième édition du prix d'édition décerné par le gouvernement chinois tous les trois ans (第二届中国出版政府奖), pour l'ouvrage *Presentation of the cities in China* (中国城市巡礼)[89]. Publié en 2009 à l'occasion du 60e anniversaire de la création de la RPC, ce livre loue les réussites et le développement des villes de la Chine moderne depuis la réforme économique. Il a été salué pour avoir inclus les villes de Taipei, Hong Kong et Macao, réalisant ainsi une « véritable photo de famille » des villes chinoises.

On retrouve plusieurs ouvrages de Haifeng promouvant la réunification nationale, comme *L'appel des deux rives : réunification pacifique de la patrie* (海峡两岸的呼唤:和平统一祖国) publié en 1999, de Xu Haoran (徐浩然), un ancien collaborateur de Chiang Ching-kuo et membre du comité révolutionnaire du Kuomintang de la province du Jiangxi[90]. La même année est publié *Commentaires sur la théorie des « deux États » de Lee Teng-hui* (评李登辉及其'两国论')[91] ; Lee Teng-

85. 赵志刚 (Zhao Zhigang), 柳林岚 (Liu Linlan), 周均 (Zhou Jun), « 话语结构的交叉与重组——《华广快乐EZGO》节目形态探析 » (Analyse du programme '*Huaguang Kuaile EZGO*'), 中国广播 (China Broadcasts), 7, 2015, http://archive.vn/igyoq.

86. « 關於我們 » (À propos de nous), 快樂聯播網 (*Happy radio*), https://archive.vn/p0olg.

87. Zhao, Liu, Zhou, « Analyse du programme '*Huaguang Kuaile EZGO*' », *op. cit.*, http://archive.vn/igyoq.

88. « 编辑出版对台宣传的社科图书，以及画册，挂历类出版物 ». Profil *Tianyancha* de la maison d'édition Haifeng, mis à jour le 20 décembre 2019 : https://www.tianyancha.com/company/270887829. Les informations sont également reprises ici : « 海风出版社 » (Maison d'édition Haifeng), 利酷搜黄页网 (*Likuso*), http://archive.vn/htNnj.

89. 辛旗 (Xin Qi), 中国城市巡礼 (*Presentation of the cities in China*), Éditions Haifeng, 2009, http://archive.ph/BgKZY.

90. Le comité révolutionnaire du Kuomintang est l'un des huit partis démocratiques reconnus par la RPC et encadrés par le département du Front uni. 徐浩然 (Xu Haoran), 海峡两岸的呼唤:和平统一祖国 (*L'appel des deux rives : réunification pacifique de la patrie*), Éditions Haifeng, 1999, http://archive.vn/XGlI2.

91. 评李登辉及其'两国论' (*Commentaires sur la théorie des « deux États » de Lee Teng-hui*), Éditions Haifeng, 1999, http://archive.vn/KHVuB.

hui, ancien président de Taïwan, rejetait le concept de Chine unique et défendait l'instauration de relations inter-étatiques entre Pékin et Taipei. Deux ans plus tôt, en 1997, Haifeng venait de publier *La rétrocession de Hong Kong et la réunification de la patrie* (香港回归与祖国统一)[92]. L'**intérêt pour les affaires taïwanaises** ne fait pas de doute : en 2006, un chercheur de l'école centrale du PCC publie aux éditions Haifeng *Tous les aspects de la politique vis-à-vis de la Chine continentale du Parti démocrate progressiste au pouvoir depuis quatre ans* (民进党当局执政四年大陆政策面面观)[93]. Un *Manuel des affaires taïwanaises* (涉台事务知识手册)[94] est publié la même année, suivi de *Politiques et réglementations vis-à-vis de Taïwan* (对台政策法规) deux ans plus tard[95].

Les anciens directeurs de Haifeng ont plutôt publié des ouvrages sur des thèmes liés à la culture ou l'art. Jiao Honghui est par exemple l'auteur de plusieurs ouvrages sur de grands calligraphes chinois[96], les cultures populaires des deux rives[97], ou encore les fêtes traditionnelles chinoises[98]. Son successeur, Lü Fengtang, a édité un livre de poèmes Hakka[99], mais aussi des ouvrages qui présentent les photos prises lors des voyages « Photographes des deux rives » (voir page suivante), comme *Quinze ans d'ombres et lumières* (光影十五年)[100].

Les précédents **commandants de la base 311 ont également publié des livres** chez cet éditeur. Le premier, Deng Changyu, a par exemple écrit un ouvrage en 2010 portant sur les régions autonomes[101]. L'année suivante, son successeur, Wang Shu, en publie un sur la révolution chinoise de 1911 à l'occasion du centenaire de cet événement, en utilisant son pseudonyme[102]. **VTS a également signé quelques ouvrages** publiés chez Haifeng, dont un sur les liens entre armée et patrie datant de 1997[103]. Plus récemment, en 2013, l'ancien éditeur en chef de VTS, Lu Wenxing (卢文兴), publie un ouvrage sur la propagande à destination de Taïwan[104]. En 2014, l'ancien directeur de VTS Zhong Zhigang est l'auteur d'un ouvrage sur le rêve chinois[105].

Le major-général Xin Qi, ancien directeur adjoint du département de Liaison de l'ancien département général de Politique et personnalité déjà bien connue[106], a également publié aux éditions Haifeng un ouvrage de photographies sur le Lijiang en 2004[107]. C'est d'ailleurs lui qui a édité l'ouvrage de Haifeng qui a reçu en 2011 le prix du gouvernement chinois.

---

92. 香港回归与祖国统一 (*La rétrocession de Hong Kong et la réunification de la patrie*), Éditions Haifeng, 1997, http://archive.vn/TtWda.

93. 何仲山 (He Zhongshan), 民进党当局执政四年大陆政策面面观 (*Tous les aspects de la politique vis-à-vis de la Chine continentale du Parti démocrate progressiste au pouvoir depuis quatre ans*), Éditions Haifeng, 2006, http://archive.vn/honIB.

94. 佘友文(Yu Youwen), 涉台事务知识手册 (*Manuel des affaires taïwanaises*), Éditions Haifeng, 2006, http://archive.vn/sVbMq.

95. 徐学 (Xu Xue), 对台政策法规 (*Politiques et réglementations vis-à-vis de Taïwan*), Éditions Haifeng, 2008, http://archive.vn/UFIVG.

96. 焦红辉 (Jiao Honghui), 当代书法名家一李章庸 (*Le maître de calligraphie Li Zhangyong*), Éditions Haifeng, 2008, http://archive.fo/hH64w.

97. 焦红辉 (Jiao Honghui), 源与缘: 闽台民间风俗比照 (*Origine et destin : comparaison des coutumes populaires au Fujian et à Taïwan*), Éditions Haifeng, 2008, http://archive.fo/Y4GFF.

98. 焦红辉 (Jiao Honghui), 中华传统节日 (*Les fêtes traditionnelles chinoises*), Éditions Haifeng, 2012, http://archive.fo/HMElR.

99. 吕凤堂 (Lü Fengtang), 桐花客韵：海峡两岸客家诗选 (*Paulownia en rimes hakka : sélection de poèmes Hakka des deux rives*), Éditions Haifeng, 2016, http://archive.vn/p3qP5.

100. 吕凤堂 (Lü Fengtang), 光影十五年 (*Quinze ans d'ombres et lumières*), Éditions Haifeng, 2016, http://archive.vn/qNmMq.

101. 邓长宇 (Deng Changyu), 跨越 改革开放中的中国少数民族自治区 (*Traversée des régions autonomes de Chine pendant la Réforme économique*), Éditions Haifeng, 2010, http://archive.md/HEaye.

102. 汪澍 (Wang Shu), 百年复兴忆辛亥 (*Cent ans de renaissance et mémoire de la révolution de 1911*), Éditions Haifeng, 2011, http://archive.md/deJXo.

103. Voice of the Strait, 军人与祖国 (*Les militaires et la patrie*), Éditions Haifeng, 1997, http://archive.fo/e1kUq.

104. 卢文兴 (Lu Wenxing), 传播问效 对台宣传探索文集 (*Anthologie d'études sur la dissémination de la propagande à destination de Taïwan*), Éditions Haifeng, 2013, http://archive.vn/g9iPR.

105. 钟志刚 (Zhong Zhigang), 共叙中国梦 (*Narrer ensemble le rêve chinois*), Éditions Haifeng, 2014, http://archive.fo/H5nqd.

106. Stokes et Hsiao, « The People's Liberation Army », *op. cit.*, p. 21-23.

107. 辛旗 (Xin Qi), 丽江印象 (*Impressions du Lijiang*), Éditions Haifeng, 2004, http://archive.md/ogOc2.

Xin Qi est actuellement le vice-président de la China Association for International Friendly Contact (CAIFC) qui, comme évoqué précédemment, est une plateforme de guerre politique affiliée à l'APL. Un autre vice-président de la CAIFC, Yi Xian, a publié en 2015 aux éditions Haifeng une trilogie, *Histoires de la population taïwanaise* (台湾百姓故事丛书)[108].

Enfin, on peut noter que **Haifeng a également publié plusieurs ouvrages sur la guerre psychologique** dont, en 2002, *Sélection de guerres psychologiques menées par des armées étrangères* (外国军队心理战战例选评)[109] ; et en 2009, *Les tracts de la guerre psychologique* (心理战传单), écrit par trois auteurs, dont un professeur de l'Université de défense nationale[110].

Théoriquement, **les Taïwanais ont accès aux livres publiés par Haifeng** dans la mesure où l'on peut les trouver sur certains sites de vente en ligne taïwanais[111]. **Cependant, on peut douter de la réelle attractivité de ces ouvrages**, dans la mesure où ceux qui sont disponibles sur les sites taïwanais sont présentés sans illustration ni description et les prix d'achat neuf sont relativement élevés. À cela s'ajoute que les **livres de Haifeng sont tous publiés en caractères simplifiés**, alors que les Taïwanais utilisent les caractères traditionnels. Il est étonnant de constater **le peu d'efforts consentis en matière de marketing et de promotion**. Haifeng ne dispose même pas de site dédié à ses produits, ne serait-ce que pour offrir un catalogue ou présenter les nouveautés à un lecteur intéressé. La maison d'édition s'est dotée en revanche d'**un compte WeChat**, depuis lequel elle publie régulièrement quelques billets, mais WeChat n'est pas le réseau social de prédilection des Taïwanais. Avec des ouvrages qui ne semblent pas facilement repérables sur le marché taïwanais et qui, par ailleurs, ne correspondent pas forcément aux goûts et aux attentes du public cible, **on peut douter de la réelle capacité de « propagande à destination de Taïwan »** (对台宣传) **de la maison d'édition Haifeng**.

a. Organisation d'événements, toujours la même nébuleuse

Cependant, **ses activités ne se limitent pas à la publication de livres** : celle-ci prend également régulièrement part à des projets et événements promouvant la culture chinoise et les liens inter-détroit. **CHBC, VTS et Haifeng ont en effet souvent figuré comme coorganisateurs d'événements**, par exemple en 2015 pour une commémoration de la fin de la guerre contre le Japon à l'occasion de son 70e anniversaire, à laquelle ont participé Jiao Honghui et Ai Songru, alias Ai Ke[112] ; ou encore en 2013 pour un événement culturel organisé sous le patronage de la CAPCC auquel se sont alliés CHBC, VTS, la CNR et Haifeng[113].

Le projet phare porté par la maison Haifeng semble être **l'initiative « Photographes des deux rives »** organisée chaque année depuis 2002 avec la collaboration de la Photographic Society of Taipei (台北摄影学会), fondée en 1956. Ce projet consiste à réunir un groupe de photographes, chinois et taïwanais, leur faire visiter ensemble différentes villes et territoires, et rendre compte de la richesse de la culture et des réalisations chinoises, dans le but de faire mieux

108. 乙先 (Yi Xian), 台湾百姓故事丛书 (*Histoires de la population taïwanaise*), Éditions Haifeng, 2019, http://archive.vn/BfF66.

109. 尹西斌 (Yin Xibin), 外国军队心理战战例选评 (*Sélection de guerres psychologiques menées par des armées étrangères*), Éditions Haifeng, 2002, http://archive.vn/txSJs.

110. 刘凤健 (Liu Fengjian), 李绍新 (Li Shaoxin), 欧立寿 (Ou Lishou), 心理战传单 (*Les tracts de la guerre psychologique*), Éditions Haifeng, 2009, http://archive.vn/6BQ8Y.

111. Par exemple https://www.sanmin.com.tw/Product/index/005897106 ; https://www.books.com.tw/web/sys_puballb/china/?pubid=0000000419&sloc=main

112. « '两岸抗战老兵的故事'征文活动颁奖仪式在福州举行 » (« Les histoires des anciens combattants des deux rives pendant la guerre anti-japonaise » : la cérémonie de remise des prix du concours d'écriture a eu lieu à Fuzhou), Voice of the Strait, 17 novembre 2015, http://archive.md/OgoCW.

113. On remarque d'ailleurs que les photos de l'événement ont été prises par Ai Ran (艾然), membre affilié à CHBC et à l'unité 61070 de la base 311 (→ p. 111). « '台湾文化人在大陆'报道活动圆满落幕 发行同名图书 » (Clôture de l'événement et publication du livre), China Huayi Broadcasting Corporation, 2 décembre 2013, http://archive.md/0Ww8B.

connaître la Chine aux Taïwanais et de tisser des liens d'amitié entre les deux rives. Les piliers de ce projet sont Jiao Honghui, représentant Haifeng, et Cai Denghui (蔡登辉), représentant la Photographic Society of Taipei, surnommés « les deux Hui ». Depuis qu'ils ont quitté leur fonction respective, Jiao Honghui continue de participer au voyage en sa qualité de président adjoint de l'Association des photographes du Fujian, et Cai Denghui en tant que membre de l'Alliance pacifique pour la culture et les arts de la paix des deux rives de Taïwan (台湾两岸和平文化艺术联盟). D'autres associations locales de photographie sont conviées à participer au projet : y ont pris part par exemple, en 2016, celles de la province du Yunnan et de la ville de Wuhan côté chinois, et celles de la ville de Tainan et des districts de Nantou et de Hsinchu côté taïwanais. On compte parmi les participants plusieurs représentants des médias comme, en 2016, le *China News Service*, le quotidien chinois *Sanmin* (三明日报), ou encore les revues taïwanaises *Dujia Baodao* (獨家報導) et *Lianyi Sheying* (聯藝攝影). Le secteur de l'éducation est également représenté avec la participation en 2016 de Cai Denglong (蔡登龍), professeur à la National Taiwan University of Sport et à la National Chung Cheng University à Chiayi, et une enseignante à la National Chiayi Industrial Vocational High School. Enfin, on remarque que ces activités de Haifeng se font avec le soutien et parfois la participation de la CAPCC[114].

II. De l'intérieur : les relais locaux

Pékin contourne le gouvernement central en cooptant un grand nombre de relais locaux : partis politiques, médias, agences de relations publiques, milieux d'affaires, associatifs et culturels opérant des deux côtés du détroit, ou encore milieux militaires « bleus » purs et durs ayant souvent grandi dans le mythe d'une réunification inéluctable. Ces relais sont d'une importance cruciale, d'une part parce qu'ils sont en réalité des interprètes permettant une intermédiation culturelle et, d'autre part, parce qu'ils sont déjà établis et bénéficient donc d'une crédibilité et d'une audience immédiatement mobilisable. **En passant par eux, Pékin non seulement dissimule ses traces** (en particulier, les intermédiaires locaux ne font pas les erreurs linguistiques susceptibles de trahir une origine étrangère), **mais augmente aussi ses chances d'avoir un effet** puisque la population taïwanaise sera touchée par des acteurs qu'elle connaît, dans son langage propre, avec ses références culturelles. « Il suffit que la Chine paie pour que des groupes locaux fassent le travail pour eux », résume un ministre[115].

A. Les médias taïwanais

Le Parti est engagé dans une « guerre médiatique contre Taïwan » assumée et dont le président Hu Jintao fixait en 2004 les objectifs stratégiques en ces termes, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la première diffusion à Taïwan de la radio nationale chinoise : **« entrer sur l'île, entrer dans le foyer [familial] et entrer dans l'esprit [des gens] »** (入岛、入户、入心)[116]. Au début des années 2000, la Chine utilisait surtout des médias extérieurs, à Hong Kong notamment, pour tenter d'influencer l'opinion publique taïwanaise. Puis elle a appliqué **l'idée de Lénine selon laquelle « le moyen le plus simple de capturer une**

114. « 两岸摄影家•两岸行风采录，看看有没有你 » (Photographes des deux rives), 美篇 (*Meipian*), 30 octobre 2016, https://archive.vn/8uJXl.
115. Entretien des auteurs avec un ministre à Taipei, en avril 2019.
116. Huang Jaw-nian, « The China Factor in Taiwan's Media », *China Perspectives*, 2017/3, p. 30.

forteresse est de l'intérieur[117] **»**. Passer par des relais locaux est d'autant plus nécessaire que, contrairement à Hong Kong, Taïwan interdit à des entités ou des individus de Chine continentale de devenir propriétaire de médias taïwanais sans l'approbation du gouvernement. De la même manière, les médias taïwanais ne peuvent pas publier des publicités provenant de l'État chinois. Pékin doit donc nécessairement s'appuyer sur des intermédiaires locaux.

Cette stratégie de la capture par l'intérieur a bénéficié de la présidence Ma Ying-jeou (KMT, 2008-2016), qui a encouragé une plus grande intégration économique entre Taïwan et la Chine continentale, facilitant la pénétration par Pékin des médias taïwanais – mais aussi et corrélativement l'autocensure. C'est ce que confirment les classements successifs de la liberté de la presse dans le monde : le score de Taïwan se détériore brutalement depuis 2008-2009[118] – ce qui n'empêche pas l'île de rester le n° 1 asiatique. Le fait que RSF ait choisi Taipei pour y installer son bureau en Asie de l'Est est révélateur : Hong Kong était une option jusqu'à la révolte des parapluies, après quoi RSF a reconsidéré son choix compte tenu de l'ingérence chinoise[119].

Huang Jaw-nian a produit **un modèle théorique pour expliquer l'influence chinoise sur les médias taïwanais**[120]**, en combinant le modèle de la « commercialisation de la censure »** développé par Kurlantzick et Link[121] **et le modèle du « facteur chinois »** développé par Wu Jieh-min (吳介民)[122]. Selon le premier, au début du XXI[e] siècle, le PCC, en plus d'avoir recours aux méthodes traditionnelles, a en grande partie sous-traité la censure à des compagnies médiatiques privées en les menaçant de représailles économiques si elles ne s'y pliaient pas, ce qui a accru l'autocensure des médias chinois. Selon le second, la dépendance économique est le principal moyen par lequel Pékin exerce une influence politique sur d'autres pays. Combinant ces deux éléments, Huang Jaw-nian s'intéresse aux **mécanismes par lesquels le gouvernement chinois exporte sa censure, en particulier en la sous-traitant à des entreprises de média privées étrangères**. Il distingue trois étapes : **d'abord, rendre le pays cible économiquement dépendant ; ensuite, coopter ses médias privés** soit en leur fournissant des services (ressources financières, publicitaires, capitalisation, accès au marché chinois), soit en les menaçant d'interruption ; **enfin, mettre en œuvre et banaliser l'autocensure** au sein des médias du pays cible, pour façonner le discours en faveur de la Chine. La prédiction que l'auteur en tire est qu'« une entreprise de média en dehors de la Chine s'autocensurera sur des sujets sensibles pour la Chine si elle devient commercialement liée au marché chinois[123] », hypothèse qu'il vérifie dans le cas taïwanais. On peut en outre distinguer au moins quatre leviers spécifiques.

1. L'accès au marché chinois

Taïwan est devenu économiquement dépendant de la Chine dans les années 2000, en particulier depuis la signature d'un accord de libre-échange en 2010. Cette situation avait toutefois commencé plus tôt : depuis 2005, la Chine est **le premier partenaire commercial** de Taïwan, remplaçant les États-Unis et le Japon ; depuis 2004, elle est **son plus grand marché d'exportation** ; et depuis 2002, elle est **la première destination des investissements** des milieux d'affaires taïwanais. Parallèlement, le nombre d'organisations, d'associations, de

117. Hsu Chien-jung, « China's Influence on Taiwan's Media », *Asian Survey*, 54:3, 2014, p. 516.
118. Voir les archives des classements de RSF et de Freedom House.
119. Entretien des auteurs au bureau de RSF à Taipei, en avril 2019.
120. Huang, « The China Factor in Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 27-36.
121. Joshua Kurlantzick et Perry Link, « China: Resilient, Sophisticated Authoritarianism », in Christopher Walker (ed.), *Undermining Democracy: 21st Century Authoritarians*, Washington DC, Freedom House, 2009, p. 13-28.
122. Wu Jieh-min, « The China Factor in Taiwan: Impact and Response », in Gunter Schubert (ed.), *Handbook of Modern Taiwan Politics and Society*, New York, Routledge, 2016, p. 425-445.
123. Huang, « The China Factor in Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 29.

forums inter-détroit dans tous les milieux, non seulement économiques mais aussi culturels, a crû de façon exponentielle. **Cet environnement a facilité la cooptation des médias taïwanais, dont la plupart sont attirés par l'énorme marché chinois**. L'autocensure en est naturellement une condition. Le bureau des Affaires taïwanaises (BAT) a donné au compte-goutte des accès à quelques médias choisis, comme le journal *United Daily News* (UDN) qui, en 2006, a été autorisé à imprimer et diffuser dans la ville de Dongguan, ou encore le *China Times* (→ p. 438). « En dépit de ces privilèges, rappelle Huang Jaw-nian, la circulation des deux journaux taïwanais en Chine est toujours limitée à certaines régions, organisations et personnes, telles que les entreprises taïwanaises, les entreprises étrangères, les hôtels cinq étoiles et les instituts de recherche en études taïwanaises[124] ». La conditionnalité est toujours de mise : Pékin n'a autorisé la chaîne de télévision taïwanaise TTV à installer des bureaux dans plusieurs villes chinoises dont Pékin qu'à la condition de cesser la diffusion d'une émission sur le Falun Gong. Cette demande a d'ailleurs eu un effet d'autocensure immédiat puisque, depuis cet instant, « la plupart des médias taïwanais prévoyant d'entrer sur le marché chinois sont devenus réticents à produire des reportages et des programmes télévisés sur le Falun Gong[125] ».

Ce n'est pas une question de convergence idéologique, puisque même les médias « verts », à sympathie indépendantiste ou en tout cas favorables à l'affirmation d'une identité nationale, se prêtent au jeu pour des raisons commerciales. C'est ce qu'illustre **le cas de la chaîne télévisée SET**, initialement pro-PDP et anti-PCC, qui **a commencé à s'autocensurer après l'élection de Ma en 2008 parce que le président de la chaîne souhaitait faire des affaires en Chine continentale**. Une analyse quantitative confirme que le nombre de sujets sur Tian'anmen, par exemple, n'a fait que décroître depuis 2010[126]. SET diffuse principalement des séries télévisées taïwanaises – on parle de « dramas taïwanais », qui est un genre à part entière. Pour plaire à Pékin, la chaîne, qui les produit d'ailleurs majoritairement en mandarin, les a renommés en décembre 2011 « dramas chinois ». Cela n'a pas suffi : **Pékin demandait la fin du très populaire talk-show Big Talk News** (大話新聞), diffusé sur SET, et particulièrement anti-PCC. Cela s'est fait progressivement : d'abord, l'émission n'était plus autorisée à parler des sujets qui irritent Pékin (comme le massacre de Tian'anmen, le dalaï-lama ou la militante ouïghoure Rebiya Kadeer), à solliciter des invités perçus comme subversifs (tel que le président d'Amnesty International Taiwan, un militant pro-Tibet) ou tout simplement à critiquer la Chine. Finalement, la chaîne a supprimé l'émission Big Talk News en mai 2012, illustration que « le facteur chinois » pouvait causer de l'autocensure et même la suppression d'une émission pourtant populaire[127].

Parmi les médias pro-chinois, **le cas de Master Chain** (大師鏈), média en ligne créé en 2018 et basé à Taipei, est intéressant parce qu'il s'agit du **premier média taïwanais accrédité par le gouvernement chinois**, autorisé à installer un bureau en Chine continentale et à y diffuser. La compagnie s'est rapidement agrandie, passant de 15 à 50 employés, et recrutant à des salaires plus élevés que la moyenne, grâce à une subvention de 100 millions de dollars reçue d'une compagnie nommée Hasdaq, enregistrée aux États-Unis mais dont le siège est à Hong Kong[128]. **Parmi ces recrues figurent notamment d'anciens militaires et officiers de renseignement taïwanais**, dont de belles « prises » comme Yang Kuo-chiang (楊國強), l'ancien directeur général du bureau de Sécurité nationale (désormais consultant pour Master Chain), et Chang Kan-ping (張勘平),

124. *Ibid.*, p. 32.
125. *Ibid.*
126. Hung Yao-nan, Yang Hsiu-Jing et Chen Chun-Wei, *How Did China Factor Influence Taiwanese Media? Taipei: Graduate Institute of National Development*, National Taiwan University, 2014, p. 19-23, cité par Jaw-nian, « The China Factor in Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 35.
127. Hsu, « China's Influence on Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 527-529.
128. Sophia Yang, « Taiwan media outlet Master Chain criticized for being China lackey », *Taiwan News*, 4 décembre 2019.

ex-directeur du bureau de Renseignement militaire (désormais vice-président)[129]. Master Chain a décidé de cesser ses activités à Taïwan au 1er janvier 2020, après l'entrée en vigueur de la loi anti-infiltration visant précisément à contrer l'ingérence chinoise sur l'île.

2. La publicité

Un deuxième levier pour façonner le discours taïwanais sur la Chine est la publicité plus ou moins déguisée : depuis la fin des années 2000, le BAT, ainsi que certaines autorités provinciales en Chine continentale, ont produit des publicités pour la Chine (faire des affaires ou du tourisme en Chine) dans les médias taïwanais. UDN et le *China Times*, notamment, les ont fréquemment publiées, et le groupe Want Want (ci-dessous) a même créé une agence à Pékin (Want Want China Times Cultural Media Agency) pour servir d'intermédiaire au gouvernement chinois et placer des publicités dans d'autres médias taïwanais[130].

3. Le capital

Un troisième levier est la participation au capital par l'achat d'actions, jusqu'à en prendre le contrôle : à la fin des années 2000, le BAT « avait préparé un énorme capital d'au moins 300 millions de dollars, dans le but clairement identifié d'acheter des actions de sociétés de médias taïwanaises telles que des chaînes de télévision par satellite et des institutions affiliées au groupe UDN[131] ». Des agents du Front uni feraient également pression sur des compagnies chinoises pour qu'elles rachètent des compagnies de médias taïwanais avec, en contrepartie, une exemption fiscale de deux ans. **Le Front uni placerait ensuite du personnel dans ce média pour en contrôler la ligne éditoriale**[132].

4. Le rachat par des tycoons taïwanais

Enfin, **un quatrième levier est le fait d'encourager des tycoons pro-chinois ou liés au marché chinois à acheter des médias taïwanais. Ici, le cas de Want Want est exemplaire.** Want Want Holdings Limited est un groupe alimentaire taïwanais fondé en 1962 par Tsai A-Shi (蔡阿賜). Le groupe passe en 1987 entre les mains du fils, Tsai Eng-Meng (蔡衍明) qui, après la levée de la loi martiale au début des années 1990, investit massivement en Chine continentale. La société crée sa filiale chinoise à Shanghai, Want Want China Holdings, qui est la plus importante du groupe, le plus grand fabricant chinois de gâteaux de riz et de lait aromatisé, et l'un des leaders mondiaux du secteur. C'est sur le marché chinois que le groupe réalise 90 % de ses profits[133], et que son président bâtit sa fortune. Tsai Eng-Meng, dont la fortune représente aujourd'hui 6,6 milliards de dollars, est le troisième homme le plus riche de Taïwan[134], mais sa résidence principale est Shanghai. Son groupe aurait reçu au moins 586,7 millions de dollars de financements chinois entre 2004 et septembre 2018[135]. Et Tsai Eng-Meng le leur rend bien, tenant régulièrement des propos pro-chinois. Au *Washington Post* en 2012, il déclare par

129. 羅添斌 (Lo Tien-pin), «台灣這家媒體竟能插旗北京　明邀連戰、吳斯懷見證» (Ce média taïwanais peut planter un drapeau à Pékin et inviter Lien Chan et Wu Si-wei à en être témoins), 台北報導 (Taibei Baodao), 12 mars 2019.
130. Huang, « The China Factor in Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 33.
131. *Ibid.*
132. Entretien de l'un des auteurs avec un diplomate taïwanais au Canada, en avril 2019.
133. Andrew Higgins, « Tycoon prods Taiwan closer to China », *The Washington Post*, 21 janvier 2012.
134. « #308 Tsai Eng-meng », Forbes, https://www.forbes.com/profile/tsai-eng-meng/?sh=6769d9fb59f4.
135. Kenji Kawase, « Chinese subsidies for Foxconn and Want Want spark outcry in Taiwan », *Nikkei Asian Review*, 30 avril 2019.

exemple : « que cela vous plaise ou non, l'unification se fera tôt ou tard. J'espère vraiment que je pourrai voir ça », tout en niant la réalité du massacre de Tian'anmen[136].

Le groupe, jusqu'alors spécialisé dans l'alimentaire, se diversifie en investissant dans les médias. **En 2006, il rachète la chaîne taïwanaise CTV puis, en 2008, le China Times Group**, quatrième plus important conglomérat médiatique de l'île avec trois quotidiens, dont le *China Times*, établi en 1950, quatrième plus gros tirage du pays, trois magazines, trois chaînes de télévision dont CTi TV et huit sites de nouvelles en ligne. L'ensemble est renommé Want Want China Times Group, et aujourd'hui dirigé par l'un des fils de Tsai Eng-Meng, Tsai Shao-chung (蔡紹中, président) et par le vice-président du KMT et ancien maire de Taichung Jason Hu (胡志強, vice-président). Want Want crée également deux nouvelles plateformes : un autre journal, *Want Daily* (旺報), en 2009 et un site internet en anglais WantChinaTimes.com, en 2010, qui reprend tellement d'articles de l'agence de presse chinoise Xinhua que le site a été décrit comme « le représentant de Xinhua à Taïwan[137] ».

« Depuis lors, **le *China Times* qui était un journal *mainstream* est devenu ce que les critiques appellent un porte-parole du PCC**[138] », ou encore un média rouge, c'est-à-dire qu'il reprend les éléments de langage de Pékin, attaque le gouvernement PDP et pratique abondamment l'autocensure. Même si, comme l'a noté Hsu, l'autocensure avait en réalité commencé avant le rachat (c'est depuis le milieu des années 1990 que le *China Times*, initialement hostile au PCC, infléchit progressivement sa position à l'égard de Pékin)[139], elle s'est accélérée depuis, comme en témoignent plusieurs éléments. D'abord, les archives du journal ont apparemment été purgées des articles mentionnant le massacre de Tian'anmen[140]. Ensuite, **la ligne éditoriale a changé** : une comparaison entre les articles publiés avant et après le rachat montre que celui-ci a bien eu un effet, en l'occurrence une chute drastique de nouvelles relatives aux droits humains en Chine (deux tiers moins qu'avant le rachat)[141]. Dans le groupe des quatre principaux journaux taïwanais, des comparaisons entre deux d'entre eux acceptant des publicités provenant des autorités chinoises (*China Times* et UDN) et les deux autres (*Apple Daily* et *Liberty Times*), ont établi que les premiers « avaient tendance à avoir une approche plus positive et détaillée des informations sur les dirigeants chinois et leurs visites officielles à Taïwan ». De la même manière, 100 % et 77,78 % des articles sur le Xinjiang dans le *China Times* et l'UDN respectivement sont exclusivement fondés sur des sources officielles chinoises et 100 % et 83,33 % d'entre eux attribuent l'entière responsabilité du conflit aux manifestants plutôt qu'au régime[142].

Par ailleurs, la soumission éditoriale du journal à Pékin a également été établie par les éléments suivants. D'abord, **le département de Propagande du Comité central du PCC était impliqué dans le rachat par Tsai du China Times Group**, par l'intermédiaire du bureau des Affaires taïwanaises (BAT), qui serait lui-même passé par un leader du KMT pour convaincre Tsai Eng-Meng d'acquérir le groupe – le PCC craignant alors que le groupe soit racheté par Next Media, qui est anticommuniste[143]. Deux semaines seulement après la vente, Tsai a ordonné aux managers du China Times Group de « soutenir fortement l'administration Ma Ying-jeou [KMT, pro-Pékin], améliorer les relations inter-détroit et éviter de parler du débat unification/indépendance dans les médias du groupe[144] ». Deux semaines plus tard, Tsai avait rencontré le directeur du bureau des

136. Higgins, « Tycoon prods Taiwan closer to China », *op. cit.*
137. Hsu, « China's influence on Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 522.
138. Kathrin Hille, « Taiwan primaries highlight fears over China's political influence », *Financial Times*, 16 juillet 2019.
139. Hsu, « China's influence on Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 519.
140. 陳政偉, « 中國時報下架六四相關報導 對外沒有回應 » (Le *China Times* retire les articles du 4 juin, aucune réaction de l'étranger), 中央社 (CNA), 13 juin 2019.
141. 李嘉艾 (Li Chia-ai), 台灣媒體生產政治中的中國因素與獨裁者邏輯:以C集團為例, mémoire de Master en sociologie soutenu à l'université nationale Tsinghua, cité dans Reporters sans frontières, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, 2019, p. 40.
142. Huang, « The China Factor in Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 35.
143. *Ibid.*, p. 34.
144. Hsu, « China's influence on Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 520-521.

Affaires taïwanaises (BAT) de la RPC, Wang Yi [aujourd'hui ministre des Affaires étrangères], pour lui « rendre compte » de son rachat et de ses intentions[145]. Par ailleurs, en moins de deux ans, l'équipe traitant les relations inter-détroit a été déplacée de la division politique au siège du groupe situé en Chine continentale, pour que la couverture de ce sujet sensible soit directement contrôlée par la nouvelle équipe dirigeante, c'est-à-dire indirectement par Pékin[146].

Rapidement, **le journal s'est séparé des auteurs d'articles déplaisant à Pékin**, donc à Tsai. Un journaliste ayant écrit un article sur la Chine s'est aussi vu demander par son éditeur de le soumettre d'abord pour approbation au BAT[147]. En mars 2012, le *China Times* fait une couverture promotionnelle de la visite à Taïwan du gouverneur de la province chinoise de Fujian. On apprendra plus tard qu'il suivait en cela un document intitulé « Plan de propagande pour la tournée du gouverneur de Fujian à Taïwan 2012 » (2012福建省长访台宣传计画) que les autorités de la province lui avaient communiqué en avance, et qui allait jusqu'à prévoir le nombre de mots pour chaque article que le journal devait publier sur cet événement[148]. Un exercice de propagande pour lequel le groupe a été payé par l'intermédiaire de son agence à Pékin (Want Want China Times Cultural Media)[149], mais pour lequel il a aussi payé car cette affaire a déclenché une enquête du Conseil des Affaires continentales (l'agence gouvernementale régissant les relations avec la Chine continentale) et le journal a reçu une amende de 1,8 million de dollars taïwanais (53 200 euros)[150]. Plus généralement, il lui est également reproché de **faire passer pour des « nouvelles » des textes publicitaires (publi-rédactionnel, publi-reportages) payés par le gouvernement chinois** et de servir d'intermédiaire pour que Pékin achète également des espaces dans d'autres journaux – des activités illégales à Taïwan[151]. En 2019, il a été révélé que **les responsables éditoriaux du *China Times* et de CTi TV prennent leurs instructions au bureau des Affaires taïwanaises (BAT) à Pékin** : « ils nous appellent tous les jours, explique un reporter du journal. Ils se mêlent essentiellement des sujets relatifs aux relations inter-détroit et à la Chine. Ils ont leur mot à dire sur l'angle qu'on donne à une histoire, et sur ce qui va en une[152] ».

Le groupe Want Want est également impliqué dans **la diffusion de fausses nouvelles**. Par exemple, lorsqu'en juillet 2012 des centaines d'étudiants ont manifesté contre le projet de Want Want d'acquérir une partie du groupe Next Media, ce qui aurait encore accru la mainmise de Pékin sur le paysage médiatique taïwanais, Want Want a accusé le chercheur Huang Kuo-chang d'avoir payé les étudiants pour les mobiliser, avant de reconnaître un mois plus tard n'en avoir en réalité aucune preuve[153]. Les manifestations contre Want Want se sont intensifiées (des milliers de personnes sont descendues dans la rue le 1er septembre 2012) et la campagne de protestation s'est internationalisée, poussant Tsai à renoncer à son projet.

Par ailleurs, le groupe organise également un certain nombre de rencontres, forums culturels inter-détroit, avec des organisations, associations, think tanks chinois, qui sont soupçonnés d'être **liés au département du Travail de Front uni (DTFU) ou à des unités de guerre politique de l'APL**[154].

145. *Ibid.*, p. 521.
146. Jaw-nian, « The China Factor in Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 34.
147. Hsu, « China's influence on Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 521-523.
148. « 福建置入中時 陸官員：發票來了 錢就匯過去», « Le Fujian investit dans le China Times. Lu Guanyuan : la facture arrive, l'argent est envoyée », *New Talk*, 30 mars 2012.
149. Huang, « The China Factor in Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 33.
150. *One Country, One Censor: How China undermines media freedom in Hong Kong and Taiwan*, A special report by the Committee to Protect Journalists, décembre 2019, p. 24.
151. Hsu, « China's influence on Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 532.
152. Cité dans Hille, « Taiwan primaries », *op. cit.*
153. Hsu, « China's influence on Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 535.
154. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 21.

Enfin, en contexte de campagne électorale, les médias du groupe accordent **une couverture maximale aux candidats pro-chinois**. Les chaînes CTV et CTi TV, par exemple, ont assuré une couverture ininterrompue aux candidatures du pro-Pékin Han Kuo-yu – à la mairie de Kaohsiung (2018), aux primaires du KMT (2019), puis à la présidence (2020) – contribuant à créer la « vague Han » (→ p. 454). CTi TV s'est d'ailleurs vu infliger une amende d'un million de dollars taïwanais (29 500 €) par la Commission nationale des communications (NCC), l'autorité régulatrice des médias, l'accusant d'accorder trop de temps d'antenne à Han, en violation des principes d'équité et d'équilibre du temps de parole[155].

Entre 2017 et 2020, la chaîne CTi News, spécifiquement, était visée par 30 % des plaintes envoyées par les téléspectateurs à la NCC qui, après avoir constaté **de nombreux cas de « désinformation » et également un problème d'« ingérence extérieure »**, a finalement décidé en novembre 2020 de ne pas renouveler son permis de diffuser. Jamais depuis sa création en 2006 la NCC n'avait pris une telle décision[156]. La Cour administrative suprême ayant rejeté le recours introduit par la chaîne, CTi News a cessé d'émettre à la télévision câblée taïwanaise (où elle occupait le canal 52) depuis le 11 décembre 2020. Elle reste accessible en ligne.

L'exemple de Want Want a fait des émules : ayant observé comment le rachat du groupe *China Times* avait bénéficié à Tsai en lui accordant encore davantage de faveurs de Pékin, **d'autres tycoons taïwanais se lancent dans le secteur des médias, dans le seul but de plaire à Pékin et d'utiliser cette relation pour faire gagner de l'argent à leurs entreprises dans d'autres secteurs**. Le fabricant taïwanais de smartphones HTC a ainsi pris le contrôle du groupe TVBS Media, qui exploite actuellement quatre chaînes nationales et une chaîne internationale, en achetant d'abord un grand nombre d'actions en 2011, puis en devenant l'actionnaire majoritaire en 2015. Le groupe taïwanais Ting Hsin, spécialisé dans l'agroalimentaire (plus gros producteur de nouilles instantanées en Chine), a lui aussi acheté en 2014 l'une des plus grosses compagnies de télévision par câble, China Network Systems (CNS), qui possédait alors onze chaînes[157].

5. Autres leviers

Les autres moyens d'influence sont le financement clandestin (certains groupes taïwanais ont été payés pour diffuser occasionnellement certains articles favorables aux intérêts de Pékin : le bureau des Affaires taïwanaises (BAT) aurait par exemple payé 30 000 RMB (3 800 euros) pour deux articles)[158] ; **des nominations à des postes clés** (un journaliste de CTi TV explique que la manière dont un certain nombre de médias taïwanais traitent la Chine est « organisée » par des représentants du gouvernement chinois qui nomment à des postes éditoriaux des correspondants basés en Chine continentale)[159] ; **et des forums bilatéraux** comme le Cross-Strait Media People Summit (兩岸媒體人峰會/兩岸媒體人北京峰會) depuis 2015. Lors de la 4e édition qui s'est tenue à Pékin en mai 2019, plus de 70 représentants des médias taïwanais se sont fait dire que leur « devoir » était de promouvoir la culture chinoise et la réunification[160].

155. Hille, « Taiwan primaries », *op. cit.*
156. Matthew Strong, « Taiwan TV station to move online after court rejects final appeal », *Taiwan News*, 11 décembre 2020.
157. Huang, « The China Factor in Taiwan's Media », *op. cit.*, p. 34.
158. Yimou Lee et I-hwa Cheng, « Paid 'news': China using Taiwan media to win hearts and minds on island », Reuters, 9 août 2019.
159. Cité dans Hille, « Taiwan primaries », *op. cit.*
160. J. Michael Cole, « More than 70 participants from Taiwanese media industry attend 4th Cross-Strait Media Summit in Beijing », *Taiwan Sentinel*, 11 mai 2019.

B. Les cyberarmées privées

Les cyberarmées privées sont **des groupes de personnes recrutables pour mener des campagnes pour ou contre quelque chose ou quelqu'un**. Ce business des *post-helpers* (貼文小幫手), qui consiste à créer de faux comptes et de faux articles, s'est beaucoup développé à Taïwan dans la dernière décennie et est accessible à toutes les bourses (« **on peut recruter une cyberarmée pour 330 dollars par mois** »)[161]. Initialement utilisé par des entreprises pour promouvoir leurs produits[162], ce procédé peut bien entendu aussi servir à des fins politiques. **Certaines agences se sont spécialisées dans les campagnes politiques** comme AutoPolitic, qui travaille dans toute l'Asie. Son slogan est « Gagner une élection avec l'intelligence artificielle ». Il y a aussi un marché noir de comptes de réseaux sociaux vendus aux enchères, les plus suivis mais aussi les plus anciens (donc crédibles) étant plus chers (→ p. 370), notamment avec des comptes PTT[163]. S'agissant d'agences locales, il n'est pas toujours aisé de remonter jusqu'à un donneur d'ordre étranger et donc de prouver l'ingérence.

C. Les politiques

1. Les partis

Depuis qu'il a perdu le pouvoir, **le KMT est devenu moins central pour Pékin** : « de plus en plus de voix au sein du PCC disent que le KMT n'est plus l'homologue sur lequel ils comptent pour l'unification avec Taïwan[164] ». **Pékin cherche à diversifier ses canaux. En l'espèce, trois petits partis pro-unification servent de relais locaux à la Chine** :

- **Le New Party (NP – 新黨)**, créé en 1993. Son porte-parole, Wang Ping-chung (王炳忠), ainsi que son père et deux cadres des Jeunes du parti ont été **inculpés d'espionnage pour la Chine** en juin 2018, pour leur implication dans une opération dirigée par le Chinois Zhou Hongxu (周泓旭), lui-même condamné pour espionnage en septembre 2017. Le petit groupe, se faisant appeler « unité secrète Star Fire », a notamment créé un site internet (Fire News) qu'ils utilisaient pour **recruter des Taïwanais**, dont des fonctionnaires. Ils ont tenté d'**obtenir des documents classifiés via des militaires taïwanais**, portant essentiellement sur les programmes d'armement. Les enquêteurs ont découvert des preuves de transferts d'argent venant de Chine continentale et un document sur lequel Wang Ping-chung a écrit « **travailler sous la direction et l'assistance du PCC** pour unir et intégrer les forces œuvrant pour l'unification à travers le détroit de Taïwan[165] ». Cette condamnation n'a visiblement pas dissuadé le NP de continuer à entretenir des relations toujours plus étroites avec Pékin puisqu'ils ont dans la foulée annoncé leur intention d'ouvrir un bureau de liaison en Chine continentale[166].

- **Le Chinese Unification Promotion Party (CUPP – 中華統一促進黨)**, créé en 2005. Son fondateur Chang An-le (張安樂) est une personnalité sulfureuse qui s'est notamment

161. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 19.
162. La branche taïwanaise de Samsung s'est d'ailleurs vu infliger une amende de 10 millions de dollars taïwanais (295 000 euros) en 2013 pour avoir utilisé ces services pour promouvoir ses téléphones et dénigrer ceux d'un concurrent.
163. Nick Monaco, Melanie Smith et Amy Studdart, *Detecting Digital Fingerprints: Tracing Chinese Disinformation in Taiwan*, rapport conjoint de Graphika, l'Institute for the Future's Digital Intelligence Lab et l'International Republican Institute, août 2020, p. 20.
164. Cole, « A conversation about China's sharp power », *op. cit.*, p. 5.
165. Jason Pan, « New Party's Wang, others charged with espionage », *Taipei Times*, 14 juin 2018.
166. Cole, *Cross-Strait Relations since 2016*, *op. cit.*, p. 53.

illustré dans **le crime organisé**. Connu sous le nom de « Loup blanc[167] », il était l'un des leaders du gang du Bambou uni (竹聯幫), la plus grande des triades taïwanaises, qui opérait notamment aux États-Unis, où il a été arrêté en 1985 sous divers chefs d'accusation, dont meurtre et trafic de drogue. Après une peine de dix ans dans une prison américaine, il rentre à Taïwan. Rapidement impliqué dans une affaire de corruption, il fuit en 1996 pour se réfugier en Chine continentale, où il reste dix ans. C'est durant cette période, selon J. Michael Cole, qu'il fréquente plusieurs « princes rouges » dont Hu Shiying (胡石英), qui ferait désormais partie du « cercle rapproché » de Xi Jinping[168]. C'est depuis la Chine qu'il fonde le CUUP et sa branche taïwanaise en 2005. Il rentre à Taïwan en 2013 où il est arrêté, puis rapidement relâché. En août 2019, il est à nouveau arrêté, inculpé de plusieurs chefs d'accusation, dont celui d'avoir reçu des dons de dizaines de milliers de dollars en provenance de Chine, ce qui est illégal à Taïwan, en violation du Political Donations Act[169]. **Le CUPP, comme d'autres groupes pro-Pékin, est soupçonné de recevoir de l'argent du PCC par l'intermédiaire de compagnies chinoises**, dont celles du groupe Taolue (韜略集團), mais aussi du crime organisé (le gang du Bambou uni et celui des Quatre Mers (四海幫))[170], des réseaux de temples bouddhistes et de diverses organisations de Front uni dans la région et dans le monde[171]. Le CUPP est aussi à l'origine de la création de plusieurs groupes inter-détroit comme la Tainan Cross-Strait Exchange Promotion Association (台南市兩岸交流協會) et la Cross-Strait Taiwan Guangdong Exchange Association (台粵交流協會會), dont la finalité est de **contourner le gouvernement taïwanais**[172]. Le CUPP sert également d'intermédiaire pour les sociétés taïwanaises qui souhaitent s'implanter en Chine et s'assure que les « conditions idéologiques » seront bien comprises par les impétrants[173].

• **Le Home Party (HP – 紅黨)[174]**, créé en 2017, dont l'un des objectifs est d'« intégrer la majorité des agriculteurs et pêcheurs taïwanais » (統合廣大農漁工)[175] – des populations clés dans la bataille politique taïwanaise (et historiquement sous l'influence du KMT), qui sont régulièrement les destinataires de campagnes de désinformation, dénigrant la politique agricole du PDP notamment (→ p. 459). Le HP a été impliqué dans au moins deux affaires témoignant de son rôle dans les opérations d'influence chinoises sur l'île. La première est **une campagne de recrutement**, au moins depuis 2017, pour la Taiwan Elite Class de l'école du Parti de la province du Fujian (中共党校福建省委党校台湾社会菁英班)[176], **une école servant d'« incubateur au gouvernement central »**, dont les enseignants venaient de think tanks pékinois affiliés au Parti et à laquelle il était attendu des candidats élèves qu'ils soutiennent la politique d'une seule Chine et se considèrent comme des citoyens chinois. Le second exemple se produit en avril 2019, lorsque le HP, en partenariat avec deux organisations de Front uni (le China Council for the Promotion of Peaceful Reunification (CPPRC,

167. Yimou Lee, Faith Hung, « Special Report: How China's shadowy agency is working to absorb Taiwan », Reuters, 27 novembre 2014.
168. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 47-48.
169. « Pro-China party founder indicted for illegal political donations », *Focus Taiwan*, 13 août 2019.
170. Sous la présidence Ma, explique Cole, le CUPP recrutait souvent dans des gangs locaux pour « muscler » le service d'ordre pendant les visites d'officiels du PCC (*Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 14).
171. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 13.
172. *Ibid.*
173. Yimou Lee, James Pomfret, « Pro-China groups step up offensive to win over Taiwan », Reuters, 26 juin 2019.
174. Parfois présenté en anglais comme le « Taiwan Red Party », traduction littérale du chinois.
175. J. Michael Cole, « Organizers of aborted pro-unification rally recruiting Taiwanese for Communist Party School », *Taiwan Sentinel*, 13 avril 2019.
176. Celle-ci semble avoir été créée en 2014, voir : « 福建省委党校轮训官员也培训台商 搭建两岸企业合作新平台 » (Les cadres en alternance de l'école du Parti de la province du Fujian forme également des hommes d'affaires taïwanais afin d'ériger une nouvelle plateforme de coopération commerciale entre les deux rives du détroit) , 人民网, 16 septembre 2015.

中國和平統一促進會 (台灣) et la China Peace Development Association (中華和平發展促進會)), planifie un événement à Taichung intitulé « 2019 Peaceful Integration and Development Forum » (2019和平統一融合發展論壇) et dont le slogan est « Promouvez le consensus de 1992, soutenez la paix et l'unification » (宣揚九二共識、支持和平、支持統一), événement qui a finalement été annulé[177].

2. Les individus

En plus des partis, Pékin investit aussi dans des individus, hommes et femmes politiques ciblés pour leur inclination pro-chinoise existante ou potentielle, et leur position plus ou moins stratégique dans le paysage politique taïwanais. Ce sont des parlementaires, des maires, des conseillers de différentes sensibilités, qui sont **invités tous frais payés pour des séjours en général luxueux en Chine continentale**, où ils rencontrent notamment des cadres du PCC. Ensuite, il est attendu d'eux qu'ils mettent en œuvre, à leur échelle, une politique favorable à Pékin.

L'une des méthodes de cette capture des élites politiques est l'accès, pour eux ou un proche, à une zone économique spéciale, offrant donc aux entreprises des conditions préférentielles. C'est ainsi, rapporte Cole, que Pékin a pu « capturer » Lin Kuo-ching (林國慶), un ancien politicien du PDP devenu indépendant, et qui s'est fait remarquer en octobre 2019 en déclarant que « personne n'aime Taïwan davantage que Xi Jinping ». Cette conversion a surpris et l'explication réside sans doute dans le fait que son fils, Lin Chih-yuan (林智遠), possède une entreprise opérant dans la zone de libre-échange de Pingtan. Il a d'ailleurs occupé les fonctions de manager général adjoint de la Pingtan Free Trade Zone Cross-Strait Development Co (平潭自貿區兩岸發展公司), et est actif au sein de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC)[178].

D. Les influenceurs et autres intermédiaires

1. Groupes et personnalités dans les domaines culturels et artistiques

Pékin a dans ce registre au moins deux moyens. Premièrement, **utiliser des artistes chinois ou des événements culturels comme intermédiaires : des tournées d'artistes chinois à Taïwan peuvent servir de véhicules à la « guerre politique », par la propagande qu'ils peuvent diffuser ou les contacts qu'ils peuvent établir sous cette couverture**. Comme l'explique J. Michael Cole, ce n'est généralement pas l'événement lui-même qui est problématique mais le fait qu'il serve de couverture ou d'opportunité à d'autres actions : « quand ils organisent des concours de chant chinois, ou des concerts à l'université nationale de Taïwan, ce ne sont pas les chansons qu'ils chantent qui constituent une menace pour la société taïwanaise, ce sont les individus qui organisent l'événement […], venant physiquement à Taïwan et utilisant leur temps libre pour interagir et, espèrent-ils, coopter ou recruter des Taïwanais[179] ».

Taipei, conscient de ce risque, a déjà empêché certaines personnes de venir, comme par exemple Liu Qi (刘奇), qui se présentait comme le leader d'un groupe artistique devant se produire à Taïwan en novembre 2019. Liu était aussi le directeur du département de la culture

177. *Ibid.*
178. 吴晟炜 (Wu Shengwei), « 台湾人士列席福建政协会议 :"十四五"会有更多发展的机会 » (Les Taïwanais participent à la réunion de la CPPCC du Fujian : le « 14e plan quinquennal » aura encore plus d'opportunités de développement), 中国新闻网 (China News Service), 24 janvier 2021.
179. Cole, « A conversation about China's sharp power », *op. cit.*, p. 5.

d'une organisation de Front uni, la All-China Federation of Returned Overseas Chinese (ACFROC, 中华全国归国华侨联合会)[180]. Autre exemple donné par Cole : le festival de musique Shanghai-Taipei « Sing! China » devait se tenir à la National Taiwan University (NTU) en septembre 2017, coorganisé par la ville de Taipei et plusieurs organisations culturelles de la ville de Shanghai. L'événement avait en réalité pour but de promouvoir « l'unification pacifique de la mère patrie », comme l'une des organisations shanghaiennes le reconnaissait sur son site internet[181]. La partie chinoise avait en outre exigé et obtenu une concession : que les supports promotionnels du festival « National Taiwan University » soient renommées « Taipei City Taiwan University »[182]… L'événement a finalement été annulé à la suite des protestations étudiantes, mais des événements similaires ont eu lieu sur d'autres campus les semaines et les années précédentes.

Deuxièmement, Pékin peut aussi faire de l'accès au marché chinois un levier pour contrôler les artistes taïwanais. Dans ce domaine, on retrouve, comme souvent, la carotte et le bâton. La carotte : Pékin repère à la télévision taïwanaise des célébrités qu'ils invitent en Chine en leur expliquant qu'elles peuvent y gagner cinq à dix fois plus d'argent. Le bâton : **les personnalités taïwanaises de l'industrie culturelle et artistique identifiées comme hostiles au PCC sont dénoncées et font souvent l'objet d'une campagne de *naming and shaming*** sur les réseaux sociaux, les poussant à s'excuser et reconnaître publiquement qu'ils se considèrent chinois, sous peine de voir leurs contrats, tournées, spectacles, annulés. L'accès au gigantesque marché chinois étant important, voire vital, pour beaucoup d'industries culturelles et d'artistes taïwanais, Pékin parvient de cette manière à les faire rentrer dans le rang, et dans certains cas à **transformer des acteurs, des chanteurs, des mannequins taïwanais en véritables ambassadeurs du PCC**[183].

2. Les organisations civiques

Pékin utilise aussi des « organisations civiques » comme la Concentric Patriotism Alliance (中華愛國同心會) – dont le secrétaire général, Chang Hsiu-yeh (張秀葉), prône ouvertement la réunification[184] – qui **défend les intérêts du PCC jusque dans la rue, en s'en prenant parfois violemment à certaines cibles**, dont les membres du Falun Gong et les militants pro-démocratie et pro-indépendance[185]. Cette organisation sert aussi à mobiliser des gens pour manifester, quitte à les payer pour le faire – **entre 800 et 900 dollars taïwanais (23-26 euros) par personne pour agiter le drapeau de la RPC lors de divers événements à Taipei**, selon J. Michael Cole[186].

3. Les réseaux de temples bouddhistes et taoïstes

Certains temples sont soupçonnés de contribuer à des activités de Front uni. Un article publié par le *Mirror Media* le 22 octobre 2019[187] a révélé que **les pèlerinages annuels**, notamment celui dédié à la déesse Mazu, **serviraient de couverture à des agents pour organiser des ren-**

180. « Chinese artists must not engage in 'propaganda' in Taiwan: MAC », *Focus Taiwan*, 30 octobre 2019.
181. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 15.
182. *Ibid.*, p. 16.
183. *Ibid.*, p. 18.
184. 林育立 (Lin Yuli), « 德電視報導台灣大選 聚焦愛國同心黨支持統一 » (La couverture télévisée allemande de l'élection taïwanaise met l'accent sur le soutien du parti patriotique à la reunification), 中央社(CNA), 8 janvier 2020.
185. Lynn Lee, « Taiwan: Spies, Lies and Cross-Strait Ties », Aljazeera, 6 septembre 2018.
186. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 16.
187. 林俊宏 (Lin Chun-hung), 黃揚明 (Huang Yang-Ming), « [白狼染紅宮廟] 吸收北港朝天宮董事　統促黨滲透全台30宮廟 » ([Des loups blancs ont souillé les temples] Recrutant l'administrateur du temple Chaotian à Beigang, l'UCP a infiltré 30 temples de Taiwan), *Mirror Media*, 22 octobre 2019.

contres, faire transiter de l'argent chinois servant à financer des activités de Front uni et exercer des pressions sur les temples récalcitrants. Une trentaine de temples, essentiellement dans le sud de l'île, sont concernés. L'article explique que ces temples ont été infiltrés par les membres du Chinese Unification Promotion Party dirigé par Chang An-le. Toutefois, selon une étude de Luo Cheng-tsung[188], professeur à l'université des sciences et technologie de Taïwan Sud, les 30 temples mentionnés par les médias qui seraient sous l'influence de Chang An-le ne sont que des temples mineurs et peu influents. Selon lui, les regards devraient se tourner vers les principaux temples de l'île qui, eux aussi, subissent l'influence du PCC.

En juin-juillet 2017, une campagne contre la présidente Tsai et son gouvernement, accusés de « persécuter la religion », s'est intensifiée, visant spécifiquement le réseau des temples bouddhistes et taoïstes – avec de fausses nouvelles telles que l'interdiction de l'encens[189].

4. Les milieux d'affaires

Ceux qu'on appelle **les *taishang* (臺商), hommes d'affaires taïwanais travaillant en Chine continentale, constituent des relais importants pour Pékin** non seulement en raison de leur nombre mais aussi de leur impact économique et, donc, politique. Certains d'entre eux, membres de branches locales du PCC ou d'organisations de Front uni, contribuent ouvertement aux opérations d'influence chinoises.

5. Les militaires

Les officiers supérieurs et généraux retraités, en particulier ceux qui sont fraîchement retraités, sont une cible privilégiée pour Pékin, non seulement parce qu'ils ont des informations récentes sur l'organisation et les capacités de la défense taïwanaise, mais aussi parce qu'ils y ont toujours un réseau, au plus haut niveau, leurs camarades de promotion toujours en poste ayant atteint le sommet de la hiérarchie. **Ces jeunes retraités font donc l'objet d'invitations en Chine** pour participer à des cérémonies, où ils incarnent la politique d'une seule Chine (en novembre 2016, 32 ex-officiers taïwanais chantant l'hymne chinois à une cérémonie commémorative en Chine avaient suscité la polémique), ou des événements divers, dans lesquels **la culture ou le sport constituent des prétextes** utiles à des rencontres.

Entre l'été 2009 et l'été 2011, au moins douze événements de la sorte ont eu lieu en Chine. Par exemple, du 1er au 6 juin 2011, des officiers militaires en retraite chinois et taïwanais se sont réunis pour une séquence composée d'un tournoi de golf dans la province du Sichuan, d'une visite du site du tremblement de terre de Wenchuan de 2008 puis d'un séminaire sur les relations inter-détroit à Pékin[190]. **D'autres rencontres ne s'embarrassent pas de l'emballage culturel ou sportif et vont droit au but : en avril 2010, le général en retraite Hsu Li-Nung** (許歷農)**, ancien directeur du département de la guerre politique de l'armée taïwanaise, a ainsi conduit une délégation d'une vingtaine d'anciens officiers taïwanais en visite à Pékin et Shanghai** où ils ont rencontré, notamment, « le directeur du BAT [bureau des Affaires taïwanaises], Wang Yi, un membre du comité permanent du Bureau politique, Jia Qinglin (贾庆林), et le vice-président de la CMC, le général Xu Caihou (徐才厚)[191] ». **Plus rarement, ces rencontres ont eu lieu à Taïwan** (en mai 2010, une cinquantaine d'anciens

188. 羅承宗 (Luo Cheng-tsung), « 宗教組織無法管，中國吃定了台灣 » (Taïwan ne peut contrôler ses temples, la Chine exploite cette faiblesse), 思想坦克, 5 novembre 2019.

189. J. Michael Cole, « Fake News at Work: President Tsai 'Persecutes Religion' in Taiwan », *Taiwan Sentinel*, 20 juillet 2017.

190. John Dotson, « Retired Taiwan officer exchanges offer insight into a modern 'United Front' », *China Brief*, 11:19, Jamestown Foundation, 14 octobre 2011.

191. *Ibid.*

officiers taïwanais et une soixantaine d'anciens officiers de l'APL se sont retrouvés à Taipei pour une « conférence d'amitié inter-détroit »)[192]. **Elles concernent aussi les services de renseignement** : en décembre 2010, « le lieutenant-général Hsu Ping-chiang du bureau de la Sécurité nationale (BSN) et le général de division Huang Chi-mei du bureau du Renseignement militaire (BRM) ont conduit une délégation de 17 fonctionnaires retraités du BRM lors d'un voyage en Chine[193] ».

Ces liens entre militaires des deux rives sont souvent entretenus par **l'Association d'amitié des anciens de l'académie militaire de Whampoa** (黄埔军校) – fondée par Sun Yat-sen en 1924 et qui a donné des généraux aux nationalistes comme aux communistes[194]. Or, cette association d'anciens est en réalité une organisation de Front uni, gérée par le DTFU. Ces réunions d'anciens officiers chinois et taïwanais n'ont donc rien de spontané : il ne s'agit de rien moins que de l'un des nombreux programmes du Front uni.

Pékin utilise ces rencontres non seulement pour créer un réseau et consolider son influence jusque dans les forces armées et les services de renseignement taïwanais, mais aussi, parfois, pour déstabiliser l'opinion publique taïwanaise. Ainsi, il a été révélé qu'au cours de l'une de ces séquences, dans un événement mondain à Pékin, Hsia Ying-chou (夏瀛洲), général en retraite de l'armée de l'air taïwanaise, ancien président de NDU, aurait déclaré « Nous ne devons plus faire de distinction entre les forces armées de la République de Chine (ROC [c'est-à-dire Taïwan]) et l'APL. Nous sommes tous des troupes chinoises ». Hsia Ying-chou a démenti[195]. Peu importe à vrai dire que les propos aient été tenus ou pas : Pékin a atteint son objectif en convainquant Taïwan, où cette affaire a suscité une controverse, que c'était à tout le moins une hypothèse crédible. À la suite de cette affaire, le président Ma a demandé au ministère de la Défense d'élaborer **un code de conduite pour les officiers taïwanais en retraite en visite en Chine**[196].



Officiers militaires en retraite chinois et taïwanais à un tournoi de golf inter-détroit organisé par le DTFU
(source : Dotson, « Retired Taiwan officer exchanges », *op. cit.*)

192. *Ibid.*
193. *Ibid.*
194. 許劍虹 (Samuel Hui), « 轉化許歷農、吳斯懷成為「甯共毋獨」的統戰組織——黃埔同學會 » (Faire de Hsu Li-Nung et Wu Sz-huai une organisation de Front uni promouvant « Préférer le communisme plutôt que l'indépendance – Whampoa Fellowship »), *The News Lens*, 27 février 2020.
195. « Ma Orders MND to Draft Code of Conduct for Retired Generals Visiting the Mainland », site internet official du Kuomintang, 10 juin 2011.
196. Mo Yan-chih et Su Yung-yao, « Ma calls for 'code of conduct' for retired generals », *Taipei Times*, 10 juin 2011.

Des lois ont été passées en 2019 pour éviter ces compromissions : désormais, les généraux en retraite et des officiels de haut niveau tels que des vice-ministres peuvent perdre leur retraite (ou, si leur retraite a été versée sous la forme d'un pécule à leur départ, ils peuvent se voir infliger une amende allant jusqu'à 10 millions de dollars taïwanais, soit 295 500 euros) s'ils participent à des activités politiques en Chine.

6. Les Youtubeurs

Partout dans le monde, **les Youtubeurs sont devenus l'un des principaux vecteurs d'influence à l'égard des jeunes. Pékin le sait et tente à la fois de contrôler leur impact sur l'opinion chinoise et de les utiliser pour attaquer Taïwan**. Durant la dernière campagne présidentielle, par exemple, lorsque le Youtubeur taïwanais Potter King (波特王) a tourné une émission avec la présidente Tsai, son partenaire chinois Papitube lui a demandé de la supprimer, lui reprochant notamment d'avoir appelé Tsai « présidente » (une appellation non permise en Chine, où l'on parle plutôt du « leader » taïwanais pour ne pas insinuer que Taïwan est un État souverain). Potter King a refusé, mettant fin au contrat qui lui permettait d'être diffusé en Chine. Papitube s'est justifié de « réprimander fortement toute action qui porte atteinte à la dignité de la nation (la Chine)[197] ». Après cet incident, le Youtubeur a également constaté ne plus pouvoir se connecter à son compte Weibo, où il était suivi par un million de fans[198].

Pour influencer l'opinion taïwanaise tout en effaçant ses traces, Pékin cherche à recruter des Taïwanais, surtout depuis la révélation du cas du Youtubeur chinois se faisant passer pour un Taïwanais (→ p. 461). **Ils seraient formés par l'APL** (à la fois techniquement et dans la fourniture de contenu)[199].

7. Les mécontents

D'une manière générale, Pékin va cibler non seulement ceux qui, à Taïwan, ont la capacité d'être des porte-voix parce qu'ils ont de l'influence, mais aussi ceux qui en ont la motivation parce qu'ils sont **mécontents du pouvoir en place**. À ce titre, comme en Australie et au Canada, les Aborigènes ou « Premières Nations » constituent une cible de choix car ils sont en général négligés par le pouvoir. En l'espèce, à Taïwan, **Pékin s'intéresse notamment aux médias aborigènes et aux jeunes qui aspirent à une vie meilleure, mais aussi aux commerçants déçus, aux zones sinistrées**, par exemple dans le secteur du tourisme. Pour contrer la politique de Pékin utilisant le « robinet » à touristes chinois comme un moyen de pression sur l'île, la stratégie de diversification mise en place par le gouvernement taïwanais a été un succès ces dernières années. Elle compense la perte de touristes chinois par une recrudescence de touristes japonais et venant des pays du Golfe, notamment, qui ont en outre l'avantage d'avoir un plus fort pouvoir d'achat. Le secteur du tourisme allait bien avant d'être touché par la pandémie, comme partout dans le monde. Néanmoins, comme les touristes chinois venaient à certains endroits en particulier, les tour-opérateurs, magasins de souvenirs, restaurants et autres commerces locaux qui en dépendaient sont déçus par cette évolution. Pour cette raison, ils constituent une cible facile pour les opérations d'influence chinoises blâmant le gouvernement taïwanais. Une vulnérabilité supplémentaire est que la plupart de ces sites sont dans le sud, où les autorités locales sont déjà plus favorables à la Chine.

197. « Taiwan YouTuber loses China business over Tsai interview », France 24, 16 décembre 2019 ; « Youtuber Potter King 'flirts' again with Taiwan President », *Taiwan News*, 20 décembre 2019.

198. Ko Yu-hao et William Hetherington, « YouTuber loses China contract over 'president' », *Taipei Times*, 17 décembre 2019.

199. Entretien des auteurs à Taipei, janvier 2020.

8. Les Taïwanais de l'extérieur

L'intérieur peut aussi être à l'extérieur : pour pénétrer la société taïwanaise, **Pékin cible également les diasporas taïwanaises dans le monde, à commencer par les Taïwanais vivant en Chine continentale**, et qui seraient plus d'un million. Sous Hu Jintao, ils étaient relativement peu sollicités. Depuis Xi Jinping, toutefois, ils sont davantage utilisés et mobilisés contre Taïwan[200].

9. Les Chinois de l'intérieur

Inversement, Pékin peut aussi considérer les citoyens chinois, ou d'origine chinoise, installés à Taïwan comme des relais potentiels. Les milieux d'affaires sont les plus évidents d'entre eux. Parmi les relais potentiels auxquels on pense moins, figurent les femmes : 70 % des Chinois qui prennent la nationalité taïwanaise sont des Chinoises. Cela s'explique par le fait que les hommes taïwanais de classe populaire sont relativement peu compétitifs sur le marché matrimonial taïwanais et vont donc parfois chercher des épouses en Chine et au Vietnam. Ces femmes sont des relais potentiels mais individuels, au sens où elles ne sont pas organisées et ne permettent donc pas d'avoir un effet de masse.

III. Les manipulations de l'information

Sur la forme, la stratégie chinoise de manipulation de l'information à l'égard de Taïwan suit en général les étapes suivantes : l'information fausse ou biaisée « apparaît pour la première fois dans les médias contrôlés par l'État chinois ou le PCC. Elle est ensuite diffusée via les réseaux sociaux chinois, puis injectée dans l'environnement médiatique taïwanais via les médias sociaux (PTT, [des] pages de fans Facebook et des groupes fermés). Elle est finalement reprise et légitimée par les médias traditionnels[201] ». **Facebook est le média social le plus utilisé** (par 79,6 % des Taïwanais – un record mondial qui explique que Facebook soit « **un terrain de jeu très important pour la désinformation à Taïwan**[202] »), devant YouTube (72,6 %), et LINE, la messagerie instantanée la plus utilisée (98,5 %), devant Facebook Messenger (48,2 %)[203]. **Rien que sur Facebook, il y aurait à Taïwan 2 400 attaques informationnelles par jour, « toutes originaires de Chine », et visant à discréditer la démocratie taïwanaise et ses institutions**[204]. Le tout est en général minutieusement planifié, les pics de désinformation ayant lieu entre 7 et 9 heures du matin, lorsque les Taïwanais sont dans les transports donc largement sur leur téléphone.

Lors d'une audition parlementaire en mai 2019, le lieutenant-général Vincent Chen (陳文凡), directeur-général adjoint du bureau de la Sécurité nationale, a confirmé que plusieurs médias taïwanais alignés sur Pékin (il les a décrits comme des « médias conformes » (同路媒體), sur plusieurs vecteurs (presse imprimée ou en ligne, réseaux sociaux), diffusaient des *fake news* et de la désinformation à Taïwan. Le BSN a qualifié ces opérations de guerre cognitive (认知作战)[205], dans le sens où elles ont pour ambition de façonner un récit conforme aux intérêts

200. Entretien des auteurs à Taïwan, en janvier 2020.
201. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 21.
202. Cole, « A conversation about China's sharp power », *op. cit.*, p. 3.
203. IORG, *Event studies of Chinese information operations against Taiwan*, 19 juin 2020, p. 13, https://iorg.tw/.
204. Cole, « A conversation about China's sharp power », *op. cit.*, p. 3.
205. 游凱翔 (You Kaixiang), « 國安局：中共對台灣同路媒體放消息帶風向 » (Bureau de la Sécurité nationale : Le Parti communiste chinois diffuse des informations dans les médias taïwanais), 中央通訊社 (Central News Agency), 2 mai 2019.

de Pékin. Chen n'a pas révélé les noms de ces médias, ce qui lui a été reproché, notamment par un élu du KMT, Lu Yui-ling (呂玉玲), mais cette posture peut toutefois s'interpréter comme une volonté de lancer un avertissement aux médias en question[206]. Il a insisté sur **le problème posé par l'achat, par la Chine, de pages de fans Facebook et d'influenceurs sociaux**, et a également confirmé que certains médias taïwanais faisaient approuver par Pékin des articles d'opinion avant de les publier[207].

L'enjeu, pour les désinformateurs, est alors la crédibilité : **comment gagner la confiance de leurs cibles ? L'une des méthodes principales est de se faire passer pour un témoin direct, quelqu'un qui parle d'une expérience vécue** (à l'aéroport du Kansai, par exemple, dans le cas de l'affaire du typhon Jebi, → p. 450). **Une autre est d'institutionnaliser la fausse information, en faisant croire qu'elle provient d'un ou des responsables gouvernementaux, voire à contrefaire des documents officiels pour accréditer cette thèse**[208]. Le temps que la vérification se fasse et que le gouvernement démente, le mal est fait.

Sur le fond, les récits visent surtout quatre types de sujets. Premièrement, le gouvernement en place (PDP) qui ne ferait pas son travail, ne répondrait pas aux besoins de la population, ne la protégerait pas, ne serait pas efficace, etc., mais aussi des attaques *ad hominem* contre la présidente et des membres de la majorité. **Deuxièmement, le rapport à la Chine (pour ou contre l'indépendance)**, c'est-à-dire la question essentielle de l'identité taïwanaise. De nos entretiens sur place sont ressorties des informations contradictoires : pour les uns, les opérations chinoises consistent à soutenir les deux côtés du débat, unification et indépendance, car leur objectif est moins d'imposer un récit que de diviser la population taïwanaise, comme les Russes ont pu le faire aux États-Unis et en Europe (→ p. 614)[209]. Pour les autres, Pékin, contrairement à Moscou, ne soutient jamais qu'un côté, l'unification, et discrédite toujours le PDP et la cause de l'indépendance. **Troisièmement, les sujets de société clivants**, notamment l'agriculture (faire croire à la chute des prix), le travail (le gouvernement voudrait faire travailler plus pour gagner moins), les droits des LGBT et le mariage homosexuel (il y a sur ces questions de mœurs un clivage générationnel, les plus jeunes favorables, les plus âgés et religieux opposés), l'énergie nucléaire, les problèmes économiques (en particulier les bas salaires, le chômage n'étant pas lui-même un problème), les retraites, etc. Parmi les autres sujets qui pourraient être davantage exploités à l'avenir mais qui le sont peu pour l'instant parce qu'ils sont moins clivants que les précédents, figure notamment l'immigration. **Quatrièmement, les relations diplomatiques**, c'est-à-dire l'ambiguïté du statut de Taïwan sur la scène internationale (→ p. 470).

Bien entendu, les récits sont adaptés à la cible : aux jeunes, on parle de l'échec économique du gouvernement, de leur absence d'avenir à Taïwan (récit de l'île fantôme, voir encadré) ; et aux personnes âgées (qu'il est plus difficile d'atteindre car elles sont moins connectées), on parle crise agricole, insécurité, santé, etc.

206. 葉郁甫 (Light Yeh), 宋弘麟 (Stalin Song), « 刊出前會先讓北京過目！國安局首爆中國在台「同路媒體」手法 » (Pékin le verra avant qu'il ne soit mis sous presse ! Le BSN révèle la méthode chinoise des « médias conformes » à Taïwan), 民視新聞, 2 mai 2019.

207. Russell Hsiao, « Taiwan's Intelligence Agency Confirms Some Local Media Co-opted by PRC », *Global Taiwan Brief*, 4:9, 8 mai 2019.

208. IORG, *Event Studies of Chinese Information Operations Against Taiwan*, *op. cit.*, p. 49.

209. Garrett M. Graff, « Russian trolls are still playing both sides – even with the Mueller probe », *Wired*, 19 octobre 2018 ; Venuri Siriwardane, « How Russian trolls are adapting Cold War propaganda techniques », Brookings Institution, 15 mai 2020.

Le récit de l'île fantôme

L'un des récits les plus utilisés par Pékin pour affaiblir et diviser la société taïwanaise est celui de l'île fantôme (鬼岛), au sens où elle n'aurait rien à offrir à ses jeunes (des salaires bas, aucune opportunité professionnelle)[210]. Pékin y contribue non seulement en diffusant des messages (il y a même un groupe Facebook portant ce nom[211] et des forums sur lesquels les jeunes Chinois discutent du sujet) mais aussi en organisant la fuite des cerveaux : le bureau des Affaires taïwanaises (BAT) a révélé début mars 2018 « 31 mesures incitatives » (对台31项措施) pour attirer les compagnies et les individus taïwanais à venir s'installer en Chine continentale, incitant par exemple les produits culturels taïwanais (films, programmes télévisés, livres) à y être distribués et leurs auteurs à se former en Chine ou devenir membres d'associations professionnelles chinoises[212]. En novembre 2019, 26 nouvelles mesures sont ajoutées, 13 pour les compagnies et 13 pour les individus.

La prise de conscience de la vulnérabilité de Taïwan aux manipulations de l'information date de 2018 grâce à deux épisodes : l'affaire du typhon Jebi et, deux mois plus tard, les élections municipales de novembre 2018.

A. L'affaire du typhon Jebi (2018) : quand la désinformation tue



Cas rare d'une manipulation de l'information ayant indirectement causé la mort d'une personne, **cet incident a « marqué un tournant important dans la compréhension par les Taïwanais des manipulations de l'information et de leur capacité à causer des dommages[213] ».**

Jebi, un typhon de catégorie 5, le plus violent depuis 1993 à frapper le Japon, touche la région du Kansai le 4 septembre 2018. L'aéroport international du Kansai, proche d'Osaka, subit d'importantes inondations, bloquant sur place plus de 3 000 passagers, dont 750 Chinois et 500 Taïwanais. Le lendemain à 12 h 23, un compte Weibo, intitulé « Bébé bête des inondations » (洪水猛兽baby), publie un message affirmant que l'ambassade de Chine « envoie des bus nolisés pour évacuer les voyageurs chinois » et il termine par « Je ressens spontanément un sentiment de fierté et ne peux m'empêcher d'avoir les larmes aux yeux. Chine, je t'aime ! », en taguant les comptes de l'agence de presse Xinhua, du *Quotidien du peuple* (人民日报) et de la Ligue de la jeunesse communiste pour attirer leur attention. Trois heures plus tard, le site chinois Guancha (观察者网) publie un article intitulé « 750 citoyens chinois bloqués à un aéroport japonais, la puissante mère patrie vient les chercher », selon lequel le consulat général de Chine à Osaka a envoyé 15 bus pour évacuer les voyageurs chinois. L'article cite non seulement le message précédent de « Bébé bête des inondations » mais aussi d'autres comptes Weibo se présentant comme ceux de Chinois évacués de l'aéroport. Ceux-ci témoignent que les Taïwanais voulant monter dans les bus se sont vu

210. Voir par exemple : « 台湾薪资水平为何这么低？台专家：真是个"鬼岛" » (Pourquoi le niveau des salaires à Taïwan est-il si bas ? un expert de Taïwan : C'est vraiment une « île fantôme »), *Sohu.com*, 21 mars 2018.

211. Cole, « A conversation about China's sharp power », *op. cit.*, p. 16.

212. Lawrence Chung, « Taipei faces brain drain as Beijing dangles 'equal status' offers », *South China Morning Post*, 6 mars 2018.

213. IORG, *Event Studies of Chinese Information Operations Against Taiwan*, *op. cit.*, p. 2.

répondre qu'ils pouvaient bénéficier de ce service de la « mère patrie » s'ils se sentaient chinois (觉得自己是中国人就能上车)[214]. Des médias officiels chinois reprennent l'histoire[215].

Le lendemain matin, l'histoire arrive sur les réseaux taïwanais, d'abord via Professional Technology Temple (PTT), le forum en ligne le plus populaire de Taïwan, où le compte « czqs2000 » poste un message intitulé « Quelqu'un a-t-il des infos sur les passagers chinois qui montent dans les bus en premier à l'aéroport international du Kansai ? ». D'autres internautes diffusent les articles du Guancha et du *Global Times*. Puis le tabloïd quotidien *Taiwan Apple Daily* (蘋果日報) publie un article initialement intitulé « L'ambassade de Chine a envoyé des bus pour récupérer les passagers chinois à l'aéroport du Kansai et a demandé aux Taïwanais de se proclamer chinois pour monter dans les bus[216] ». Deux heures plus tard, le compte « GuRuGuRu » sur PTT, affirmant être celui d'une voyageuse taïwanaise qui était la veille bloquée à l'aéroport, déclare qu'elle a pu monter dans un bus envoyé par la Chine sans avoir à se déclarer chinoise et qu'elle a contacté le bureau de Représentation de Taïwan à Osaka sans obtenir d'aide de leur part. Son message a été abondamment repris et discuté dans les médias taïwanais. Le 14 septembre, **Su Chii-cherng** (蘇啟誠), **un diplomate taïwanais** occupant le poste de directeur général de la branche d'Osaka du Bureau économique et culturel de Taipei, **se suicide** par pendaison à son domicile japonais. Il laisse une lettre dans laquelle il explique n'avoir **pas supporté l'humiliation et la critique publique** ayant accusé son bureau de n'avoir pas fait assez pour ses concitoyens bloqués à l'aéroport.

Dès le lendemain, le TFC publie une enquête démontrant que l'ensemble des récits précédents reposaient sur une fausse prémisse : en réalité, comme l'a confirmé le porte-parole de l'aéroport international du Kansai, **le consulat chinois n'a jamais envoyé de bus pour récupérer des citoyens chinois**[217]. Ce sont les autorités japonaises qui ont affrété des bus pour l'ensemble des passagers, sans distinction. Le consulat chinois avait bien demandé à envoyer ses propres bus, mais sa demande avait été rejetée par les autorités japonaises[218]. Les autorités aéroportuaires ont déplacé les passagers jusqu'à un terminal de transit situé dans un centre commercial de la ville d'Izumisano, à 11,6 km de l'aéroport. C'est là que le consulat chinois a finalement envoyé des bus qui ont récupéré des citoyens chinois, et aucun Taïwanais[219] (contrairement à ce que prétend le consulat chinois qui dit avoir évacué 1 044 « Chinois » dont 32 Taïwanais). Au cours de l'évacuation de l'aéroport, du personnel de la compagnie chinoise China Southern Airlines a rassemblé les citoyens chinois dans un des bus, mais celui-ci n'avait pas été envoyé par le consulat.

Une controverse a donc pu se développer pendant une dizaine de jours, jusqu'à entraîner la mort d'un homme, sans qu'aucun des médias taïwanais impliqués ne prenne la peine de vérifier l'information initiale : ils ont simplement pris pour argent comptant des témoignages de comptes anonymes sur les réseaux sociaux, sans se méfier. Des personnalités politiques, par exemple Arthur Chen (陳宜民) du KMT, ont également contribué à répandre la version chinoise des faits. Le 17 septembre, le régulateur taïwanais des médias (la National Communications Commission, NCC) est intervenu pour rappeler à l'ordre plusieurs chaînes de télévision et médias en ligne qui n'avaient pas vérifié les faits dans cette affaire. En réalité, **cette affaire montre que « la société civile taïwanaise de 2018 n'était généralement pas**

214. « 750名中国人滞留日本机场 强大的祖国来接人了 » (750 Chinois bloqués à l'aéroport japonais, la puissante mère patrie est venue les chercher), 观察者网 (*L'observateur*), 5 septembre 2018.
215. « 1,044 Chinese tourists evacuated from typhoon-hit Japan », *People's daily online*, 6 septembre 2018.
216. Le titre a ensuite été changé (IORG, *Event Studies of Chinese Information Operations Against Taiwan*, *op. cit.*, p. 17).
217. https://tfc-Taiwan.org.tw/articles/150.
218. Entretien des auteurs à Tokyo, en mars 2019.
219. Tai-Li Wang, « Does Fake News Matter to Election Outcomes? The Case Study of Taiwan's 2018 Local Election », *Asian Journal for Public Opinion Research*, 8:2, 2020, p. 94.

au courant [du risque posé par les] opérations informationnelles[220] ». Cet incident a accéléré la prise de conscience de la gravité de la désinformation (qui peut tuer), au sein du grand public comme des plateformes numériques de l'île, en particulier PTT qui a cessé d'enregistrer de nouveaux comptes dans la période qui a suivi.

En décembre 2019, Slow Yang (楊蕙如), une influenceuse taïwanaise ayant fait fortune dans les cartes de crédit, et Tsai Fu-ming (蔡福明) ont été inculpés pour avoir organisé le harcèlement en ligne contre Su Chii-cherng en payant plusieurs internautes pour l'insulter[221].

Si les médias taïwanais portent une responsabilité écrasante dans cette affaire, il n'en demeure pas moins que son origine est assez suspecte. C'est d'abord l'article du Guancha qui transforme ce qui n'était initialement qu'un incident banal en question d'identité nationale pour les Taïwanais, en répandant l'idée (fausse) selon laquelle les Taïwanais devaient se présenter comme Chinois pour monter dans les bus prétendument affrétés par les autorités chinoises. Or, Guancha « opère sous la direction du bureau central de la Sécurité du réseau et de l'information de Pékin[222] ». C'est ensuite le compte « czqs2000 » qui sème l'histoire dans les réseaux taïwanais en la postant sur PTT. Ce n'est certes pas une preuve irréfutable, mais derrière ce compte et plusieurs autres messages se trouve une adresse IP (221.219.231.115) basée à Pékin, qui serait gérée par un photographe de presse chinois[223]. En outre, dans cet épisode comme dans d'autres, notamment durant les campagnes électorales, on constate un phénomène de « publication groupée » sur Facebook, certains groupes ou pages de fans diffusant en même temps ou dans un court laps de temps des textes similaires[224]. Cela indique une campagne coordonnée, et constitue donc un indice supplémentaire de son origine potentiellement étatique. Pour résumer, **cette fausse histoire dont il était évident qu'elle deviendrait virale à Taïwan, aurait été fabriquée en Chine, diffusée par des vecteurs chinois, introduite à Taïwan par un internaute chinois puis diffusée sur les réseaux sociaux taïwanais, en particulier Facebook, d'une façon coordonnée. Pour l'ensemble de ces raisons, il pourrait donc s'agir d'une opération informationnelle chinoise, dans laquelle les médias taïwanais, par leur incompétence, ont été des alliés objectifs.**

B. Les ingérences électorales

En plus de s'appuyer continuellement sur les réseaux permanents décrits dans ce chapitre, Pékin intensifie ses efforts dans des moments clés de la vie démocratique taïwanaise, en particulier les élections. L'ingérence électorale a alors deux manifestations principales : d'une part, **le soutien financier clandestin à des candidats**. « Ces fonds sont mis à disposition via Hong Kong, via des sociétés chinoises "à double usage", via des sociétés taïwanaises présentes en Chine et sous la forme d'argent liquide apporté par des coursiers (par exemple des hommes d'affaires en visite)[225]. » D'autre part, **l'ingérence se manifeste aussi dans de nombreuses manipulations de l'information**.

220. IORG, *Event Studies of Chinese Information Operations Against Taiwan*, *op. cit.*, p. 48.
221. Keoni Everington, « Slow Yang charged with spurring suicide of Taiwanese diplomat in Japan with fake news », *Taiwan News*, 2 décembre 2019.
222. Tai-Li Wang, « Does Fake News Matter to Election Outcomes? The Case Study of Taiwan's 2018 Local Election », *Asian Journal for Public Opinion Research*, 8:2, 2020, p. 79.
223. IORG, *Event Studies of Chinese Information Operations Against Taiwan*, *op. cit.*, p. 20.
224. *Ibid.*, p. 49.
225. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 18.

1. Les élections municipales de novembre 2018

Les élections municipales du 24 novembre 2018, largement remportées par le KMT, ont constitué **un pic de manipulations de l'information**, comme en témoigne une étude réalisée à partir de plus de 5 000 messages signalés à la plateforme Cofacts comme étant potentiellement faux dans les quatre mois précédant et le mois suivant l'élection de 2018[226]. Taïwan a toujours été la cible d'opérations d'influence et de désinformation venant de Chine continentale mais, cette fois, leur intensité était exceptionnelle : « **pour la première fois, l'île a été massivement attaquée** par de fausses nouvelles ou de la désinformation[227] ».

Cette agressivité a sans doute plusieurs raisons : l'élection de la présidente Tsai, deux ans plus tôt, ayant mis fin à la domination du KMT et redéfini les relations avec la Chine, ces élections municipales largement perçues comme un référendum pour ou contre la présidente constituaient un enjeu d'identité nationale. Ensuite, la présidente était alors impopulaire (sa cote était tombée de 70 à 30 %), en grande partie du fait de réformes clivantes sur des sujets – mariage homosexuel, droit du travail, retraites, etc. – dont certains ont fait l'objet d'un référendum à questions multiples en même temps que les élections. Ces sujets inflammables ont donc logiquement été exploités dans la campagne. Le ministre Lo Ping-cheng (羅秉成), en charge de la lutte contre la désinformation, note par exemple que « sur la question du mariage homosexuel, notre politique a été déformée à un point tel qu'il a été affirmé que, si elle passait, il n'y aurait plus ni mères ni pères[228] ».

Deux mois avant les élections, le bureau d'Enquête du ministère de la Justice (法務部調查局) a émis un communiqué affirmant avoir **des « preuves incontestables » d'une ingérence du gouvernement chinois dans la campagne via des fermes de contenu produisant de fausses histoires clivantes pour diviser la société taïwanaise**[229]. Il a également enquêté sur **33 cas de financements potentiels, par le gouvernement chinois, de candidats taïwanais**[230]. Le bureau de la Sécurité nationale (BSN) parle, lui, d'une « guerre médiatique et psychologique » contre l'île, qu'il compare à l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016. Il a détecté « **beaucoup de fermes de contenu, bots et achats de "j'aime" provenant de Chine et ne soutenant que les candidats pro-chinois, par l'intermédiaire d'entreprises privées**[231] ». « Cela coûte 5 000 $ taïwanais d'acheter 1 000 logins et le prix monte en période électorale. Certains comptes changent d'adresse IP chaque jour », explique un ministre, qui ajoute que « le *modus operandi* le plus courant était la diffusion de fausses nouvelles sur les médias sociaux, surtout Facebook et Line, puis leur reprise par les médias traditionnels. On a aussi vu des usurpations d'adresses électroniques, de faux comptes, et des tentatives de provoquer, d'accentuer les clivages entre pro et anti-Chine[232] ». Il semble également que les **paris illégaux** aient joué un rôle : « dans certains cas, la probabilité de retours sur investissement élevés, si un certain candidat est élu, a pu encourager les parieurs à inviter leurs amis et famille à voter pour le candidat en question[233] ».

De nombreuses irrégularités ont été détectées dans la campagne pour la deuxième ville du pays, Kaohsiung (2,8 millions d'habitants), tenue depuis deux décennies par le PDP,

226. 王宏恩 (Wang Hong'en), « 選舉前的假新聞比較多嗎？──以LINE為例 » (Les fake news précédant l'élection sont-elles nombreuses ? L'exemple de LINE), 思想坦克 (Voice Tank), 5 septembre 2019, https://www.voicettank.org/single-post/2019/09/05/090501.
227. Wang, « Does Fake News Matter to Election Outcomes? », *op. cit.*, p. 74.
228. Cité dans Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 16, note 25.
229. Chien Li-chung, Chung Li-hua et Jonathan Chin, « China using fake news to divide Taiwan », *Taipei Times*, 16 septembre 2018.
230. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 18.
231. Entretien des auteurs avec un haut responsable du NSC, à Taipei, en avril 2019.
232. Entretien des auteurs avec un ministre à Taipei, en avril 2019.
233. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 19.

qui lors des précédentes élections l'avait emporté avec 68 % des voix. La maire sortante, Chen Chu (陳菊), avait eu la plus grande longévité politique (2006-2018) depuis 1945. Cette fois, elle faisait face à un candidat du KMT, **Han Kuo-yu**, pro-Pékin sur tous les sujets et dont le style populiste comme le slogan (« *Make Kaoshiung rich and great* ») lui ont valu d'être qualifié de **Trump taïwanais**. À cette différence près que, contrairement à Trump, il était à peu près inconnu quelques mois avant le vote. **Son ascension fulgurante, qui l'a conduit à remporter la mairie de Kaohsiung, pourrait être en grande partie due à un coup de pouce de Pékin**. Il y a d'abord eu plusieurs indices suspects. Ses comptes sur les réseaux sociaux suscitaient un nombre d'engagements (« j'aime », commentaires et partages) plusieurs fois supérieur à celui de tous les autres candidats du KMT réunis[234]. Sa performance, sur **Facebook** en particulier, a suscité des questionnements. **La popularité de sa page officielle a crû de façon spectaculaire**, gagnant 225 882 « j'aime » et 235 038 nouveaux abonnés en moins d'un mois, soit plus de trois fois plus que son concurrent du PDP et largement au-dessus de la moyenne nationale (qui était d'environ 12 000 « j'aime » et abonnés)[235]. À la fin de la campagne, il était suivi par un demi-million d'abonnés, le double de son concurrent du PDP, dont la page Facebook était fréquemment saturée d'injures et de commentaires haineux.

Un groupe Facebook le soutenant, intitulé « Les fans de Han Kuo-yu pour la victoire ! Brandissant un ciel bleu ! » (韓國瑜粉絲後援團 必勝！撐起一片藍天) et créé dès le lendemain de l'annonce de sa candidature, **a joué un rôle important dans cette campagne**. Comptant 61 000 membres au moment de l'élection, il s'est imposé comme un *hub* offrant aux soutiens de Han de nombreuses ressources (éléments de langage, memes, fausses nouvelles dénigrant le concurrent du PDP, etc.). Or, il a plus tard été établi que **ce groupe n'avait pas été créé par d'authentiques fans du candidat, mais « créé, dirigé et nourri par ce qui semble bien être un cybergroupe professionnel chinois[236] ». Trois de ses administrateurs, qui étaient présents dès le début, sont en effet des comptes suspects** – qui sont devenus totalement inactifs dès le lendemain de l'élection. Les profils LinkedIn auxquels ils sont liés sont stéréotypés, **présentant les mêmes caractéristiques que 249 autres comptes** : même description en chinois simplifié, photos de profil similaires qui pourraient être tirées d'un trombinoscope d'étudiants, prétendant tous être diplômés de l'université de Pékin et être employés par Tencent[237]. Certains d'entre eux utilisent **la même photo pour différents noms**, confirmant la fraude. Comme le rappelle Paul Huang, qui a dévoilé l'opération, **LinkedIn « est connu pour être l'un des terrains de jeu favoris de Pékin pour ses opérations d'espionnage et d'influence[238] »**. En effet, de nombreuses affaires ont été révélées ces dernières années aux États-Unis[239], en Allemagne[240] ou encore en France[241], qui montrent que **Pékin a non seulement la capacité mais aussi l'habitude de créer des centaines voire des milliers de faux comptes sur cette plateforme pour « environner », approcher – et potentiellement recruter – des cibles**, ce qui est d'autant plus facile sur ce réseau en particulier que les utilisateurs sont souvent là pour chercher des opportunités professionnelles. En outre, LinkedIn est aussi le seul réseau social américain majeur à ne pas être bloqué en Chine[242].

234. Paul Huang, « Chinese Cyber-Operatives Boosted Taiwan's Insurgent Candidate », *Foreign Policy*, 26 juin 2019.
235. Entre le 17 octobre et le 14 novembre 2018, selon Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 17.
236. Huang, « Chinese Cyber-Operatives », *op. cit.*
237. *Ibid.*
238. *Ibid.*
239. Jeff Stone, « LinkedIn is becoming China's go-to platform for recruiting foreign spies », *Cyberscoop*, 26 mars 2019.
240. « German spy agency warns of Chinese LinkedIn espionage », BBC, 10 décembre 2017.
241. Christophe Cornevin et Jean Chichizola, « Les révélations du *Figaro* sur le programme d'espionnage chinois qui vise la France », *Le Figaro*, 22 octobre 2018.
242. Edward Wong, « How China Uses LinkedIn to Recruit Spies Abroad », *The New York Times*, 28 août 2019.

Un autre élément sur l'ingérence chinoise dans la campagne est venu après coup, avec la défection de **Wang Liqiang** (王立强) qui prétend être un ancien officier de renseignement et a demandé l'asile politique en Australie en novembre 2019. Ses confessions sont à prendre avec prudence mais **il a affirmé avoir participé à des opérations d'influence** contre Taïwan lors des élections législatives de 2018 **en créant 200 000 faux comptes sur les réseaux sociaux et en offrant pas moins de 1,5 milliard de yuans (188,5 millions d'euros) aux médias taïwanais** afin qu'ils promeuvent la campagne pour Han Kuo-yu contre la présidente Tsai[243]. À la suite des informations fournies, les autorités taïwanaises ont arrêté deux individus désignés par Wang comme étant des agents chinois à Taïwan.

Enfin, sur la question de savoir dans quelle mesure les fausses nouvelles véhiculées lors de cette campagne ont atteint leur but, c'est-à-dire ont affecté le jugement des votants, une enquête menée immédiatement après l'élection sur un échantillon de 1 068 votants montre que les deux fausses nouvelles les plus influentes étaient celle selon laquelle la présidente Tsai ne serait pas descendue de son véhicule blindée et serait restée « planquée » derrière des soldats armés alors qu'elle visitait une région dévastée par des inondations en août 2018 ; et celle du cyclone Jebi (→ p. 450). L'étude montre que les électeurs les plus influencés étaient politiquement neutres et qu'ils ont majoritairement voté pour le KMT[244].

Largement perçues comme un référendum national sur le parti au pouvoir, et comme une répétition en vue de l'élection générale de janvier 2020, **les élections municipales de 2018 ont été un révélateur, accélérant la prise de conscience des risques d'ingérence électorale**. Elles ont aussi attiré l'attention sur le rôle prépondérant des fermes de contenu (→ p. 361) puisqu'il est désormais établi que, durant la campagne de 2018, **une grande partie du contenu produit l'a été via des fermes de contenu coordonnées par l'APL**[245].

2. Les élections présidentielle et législative de janvier 2020

Le 11 janvier 2020, Taïwan a organisé sa 15e élection présidentielle et ses 10e élections législatives. Les citoyens taïwanais ont réélu la candidate du Parti démocrate progressiste (PDP), Tsai Ing-wen, qui a remporté 57,1 % des voix, contre le candidat du Guomindang (KMT), Han Kuo-yu (qui a obtenu 38,61 %), et le candidat du Parti du peuple d'abord, James Soong (4,26 %). Le taux de participation, de près de 75 % (contre 66 % en 2016), a été le plus élevé en vingt ans. Selon le Liberty Times Net, le nombre d'électeurs taïwanais vivant à l'étranger qui se sont inscrits pour voter a plus que doublé par rapport à 2016[246]. Le PDP a également maintenu sa majorité au Yuan législatif, avec toutefois la perte de quelques sièges, passant de 68 à 61 élus. Le KMT a gagné 3 sièges pour porter son total à 38. Le Parti du peuple taïwanais (TPP), le parti du maire de Taipei, a remporté 5 sièges mais seulement 1,5 million de voix contre 4,8 millions et 4,7 millions respectivement pour le PDP et le KMT. Les 9 sièges restants sont allés à d'autres partis. Cette élection a également contribué à féminiser le Parlement, où les femmes représentent désormais 45,6 % des députés, un niveau comparable à celui des pays scandinaves.

Durant cette campagne, comme la précédente, des acteurs « affiliés à l'État chinois ont ciblé furtivement tous les segments du cycle de vie des opérations d'influence, de la production à la dissémination en passant par l'amplification[247] ». Pékin a commencé par **financer clandestinement des candidats**. En décembre 2019, le ministère de

243. Renée Diresta *et al.*, *Telling China's Story: The Chinese Communist Party's Campaign to Shape Global Narratives*, Stanford Internet Cyber Policy Center, Hoover Institution, juillet 2020, p. 26.
244. Wang, « Does Fake News Matter to Election Outcomes? », *op. cit.*, p. 67-104.
245. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 28.
246. « Taiwan Election: Disinformation as a Partisan Issue », Stanford Internet observatory, 21 janvier 2020.
247. Insikt Group, « Chinese Influence Operations Evolve in Campaigns Targeting Taiwanese Elections, Hong Kong Protests », *Recorded Future*, 29 avril 2020, p. 1.

la Justice a ainsi révélé 66 cas identifiés depuis juillet, impliquant 279 personnes dont 6 ont été arrêtées, en lien avec des sommes versées depuis des comptes situés majoritairement en Chine mais aussi à Hong Kong, en Indonésie et au Vietnam, pour un total de plus de 100 milliards de dollars taïwanais (2,95 milliards d'euros)[248]. Les autorités ont également identifié et fermé 1 700 casinos clandestins et saisi plus de 50 millions de dollars taïwanais (1,48 million d'euros)[249].

Les manipulations de l'information, en revanche, ont été moins fortes que prévu pour plusieurs raisons. D'abord, précisément parce que le gouvernement et la société civile y étaient mieux préparés, après l'échec de 2018[250]. **Ensuite, parce que les efforts chinois étaient focalisés sur la crise hongkongaise**, surtout entre septembre et novembre 2019, conduisant à des actions vers Taïwan plus bâclées, moins subtiles, donc plus repérables. Et vaines, car **la crise hongkongaise a été un puissant repoussoir**, confirmant les ambitions anti-démocratiques de Pékin et l'échec du principe « un pays, deux systèmes ». Cela a naturellement desservi les candidats pro-unification, en particulier Han Kuo-yu (KMT), le principal concurrent de la présidente Tsai. Il est apparu assez tôt, dans le courant de l'été ou le début de l'automne 2019, qu'il ne pourrait pas gagner la présidentielle. Dès lors, **pour Pékin, il n'y avait pas lieu de trop s'investir dans une élection perdue d'avance**. Ce qui était accessible, et pouvait donc constituer un enjeu, n'était pas la présidentielle mais les législatives, qui avaient lieu en même temps, avec l'objectif de faire gagner autant de sièges que possible aux candidats pro-unification. Enfin, **les plateformes numériques ont été proactives. Facebook, en particulier**, a recruté du personnel pour surveiller spécialement la campagne, a mis en place une *election war room*, et a supprimé 51 comptes et leurs 118 pages et 99 groupes associés pour « comportement inauthentique ». Des suppressions qui sont en réalité régulières mais qui, cette fois, ont attiré l'attention car l'un des groupes, de soutien à Han Kuo-yu, avait plus de 150 000 abonnés. Pour cette raison, Facebook a dû communiquer. Ces manipulations n'étaient apparemment pas coordonnées et leur origine n'a pas été déterminée. Du point de vue de Facebook, **les indices pointant vers la Chine (comme l'usage du chinois simplifié ou les horaires d'activité)** ne sont pas nécessairement problématiques, des internautes chinois ayant le droit d'exprimer leur soutien à un candidat taïwanais. On notera par ailleurs que la page Facebook officielle du troisième candidat, James Soong (fondateur et président du Parti pour le peuple d'abord, pro-unification et anti-indépendance), a gagné 500 000 « j'aime » (+359 %) et presque 500 000 abonnés (+356 %) entre les 12 et 16 décembre 2019, contre seulement 12 000 (« j'aime » comme abonnés) dans les semaines suivantes – un bond suspect « probablement pas organique[251] », indiquant **l'utilisation de bots et de faux comptes pour gonfler artificiellement une communauté**.

Selon le Taiwan FactCheck Center, première organisation de vérification des faits à Taïwan, **la campagne de désinformation s'est accélérée en octobre** : avant, l'essentiel de leur travail consistait à « débunker » de fausses nouvelles sur la science, la santé, la sécurité alimentaire, l'environnement, le trafic, etc. À partir d'octobre, les thèmes politiques se sont imposés. Et **nombre de ces fausses nouvelles étaient produites en chinois simplifié, donc *a priori* en Chine continentale**[252]. Une proportion importante d'entre elles visaient la procédure, c'est-à-dire essentiellement la commission électorale centrale (CEC), avec des rumeurs sur l'encre utili-

248. 顧荃, « 蘇貞昌：境外勢力干擾選舉必痛加打擊 » (Su Tseng-chang : les forces étrangères qui interfèrent dans les élections seront difficiles à combattre), 中央社 (CNA), 12 décembre 2019.

249. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 19.

250. Iain Robertson, *Chinese Messaging Across the Strait: China-friendly narratives and the 2020 Taiwan presidential election*, DFRLab, Atlantic Council, décembre 2020, p. 5.

251. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 53.

252. Entretien des auteurs au Taiwan FactCheck Center à Taipei, en janvier 2020.

sée (qui invaliderait les votes pour Han Kuo-yu), la livraison des bulletins de vote, le comptage, etc. L'objectif de ces attaques procédurales est de **semer le doute sur l'intégrité de l'élection, donc de miner la confiance dans ses résultats. C'est ce que font généralement les attaquants qui savent qu'ils vont perdre : à défaut de pouvoir remporter l'élection, ils espèrent de cette manière fragiliser le gagnant**. D'autres actions étaient plus thématiques, sur le tourisme international (accusant le gouvernement de payer des touristes), le mariage homosexuel, ou l'idée que la présidente Tsai « profitait du sida » car elle avait investi dans les biotech.


鳳凰新聞社
PHOENIX NEWS AGENCY
当前位置：首页 > 海峡两岸 > 台湾热点

文章标题：民進黨逼韓選總統真相
添加时间：2019-04-09 19:02:39

民進黨逼韓選總統真相

鳳凰新聞社台灣訊【記者 蘇草】

為什麼民進黨傾全黨之力打韓，逼韓離開高雄去選總統？為什麼陳水扁開炮："解放軍來了，大家一起去死"？因為民進黨在馬英九當選總統後，陳水扁被關以後，沒有資金來源競選，大部分靠新潮流和陳菊在高雄貪污和挪用公款去競選，陳菊在高雄貪污了500億，趙家寶全部掌握，新潮蔡英文競選經費5億元是陳菊新潮流提供，在每個大學培養組織學生每年花5000萬，新聞界和名嘴新潮流每年花2億培養自己人，立委競選每個人都得到800萬競選經費，議員得到300萬經費，都是陳菊貪污所得，由吳乃仁和邱義仁掌握和調動經費，由邱義仁操盤競選，萬萬沒有想到高雄市長換了韓國瑜，所有一切骯髒的內幕即將攤在陽光下，所以邱義仁馬上調動文宣，吹捧韓國瑜選總統，調虎離山，不然的話，貪污的500億足夠把新潮流全部抓進去坐牢，這是為何趙家寶失踪的原因，也是陳水扁說"要死大家一起死"，是說給新潮流和蔡英文聽的，陳水扁也掌握民進黨貪污

Pour répandre l'idée que même l'administration n'avait plus confiance dans le gouvernement, les attaquants ont aussi diffusé **une fausse nouvelle visant la secrétaire générale de la présidente**, Chen Chu (陳菊), une figure éminente du PDP : le bureau d'Enquête du ministère de la Justice aurait établi qu'elle était corrompue et aurait volé 50 milliards de dollars taïwanais (1,48 milliard d'euros) lorsqu'elle était maire de Kaohsiung. Cette rumeur avait été lancée en avril 2019 par l'agence de presse chinoise Phoenix. Le bureau d'Enquête du ministère de la Justice l'avait démentie dans un communiqué en novembre, mais cela n'a pas suffi et cette fausse nouvelle a été encore plus intensément diffusée dans le dernier mois de la campagne, en décembre 2019, avant de cesser subitement au lendemain de l'élection, ce qui confirme que son objectif était bien d'influencer cette dernière[253].

La désinformation pendant la campagne s'est manifestée sur tous les vecteurs. Sur Facebook, DFRLab donne l'exemple d'**une page, liée au PCC, propageant de la désinformation défavorable à la présidente** : « Titres à travers le détroit » (@taiwanheadlines, 兩岸頭條) est toujours active en mars 2021, avec plus de 766 000 abonnés. Créée en 2015, elle a changé de nom plusieurs fois – ce qui, comme le rappelle DFRLab, est « un indicateur de comportement inauthentique ». Son premier nom, en octobre 2015, en amont de l'élection présidentielle de 2016, était précisément « Élection présidentielle de Taïwan 2016 » (台湾大选). À la suite de la victoire de Tsai Ing-wen, en janvier 2016, elle a été renommée « Conseils à Tsai Ing-wen » (向蔡英文建言), et a encore changé plusieurs fois depuis. Elle s'adapte donc à l'actualité politique locale. Le propriétaire de cette page est la société chinoise VTV Internet Technology Jiangsu Limited Co. (微视网络科技江苏有限公司), avec pour actionnaire majoritaire le groupe Elion, dont le président du conseil d'administration, Wang Wenbiao, occupe « un poste important à la Conférence consultative politique du peuple chinois, la plus haute entité supervisant le Front uni[254] ».

253. IORG, *Event Studies of Chinese Information Operations Against Taiwan*, *op. cit.*, p. 27.
254. Robertson, *Chinese Messaging Across the Strait*, *op. cit.*, p. 12.

Outre Facebook, **Twitter, LINE et YouTube, d'autres médias tels que PTT, Dcard et Weibo ont également été utilisés pour véhiculer de la désinformation pendant la campagne présidentielle de 2020**[255]. Même beaucoup plus qu'avant concernant YouTube qui permet de recycler en vidéo de fausses nouvelles déjà révélées dans les médias écrits[256]. Plusieurs vidéos, par exemple, mettaient en doute **l'authenticité du doctorat de Tsai Ing-wen** (voir capture d'écran ci-dessous) – une rumeur persistante, déjà répandue sur Facebook, Instagram et Twitter, au point que la prestigieuse London School of Economics (LSE) avait dû émettre un communiqué en octobre 2019 pour certifier que Tsai Ing-wen avait bien obtenu un doctorat en droit en 1984[257]. Cette campagne a perduré après l'élection, car **l'idée que son doctorat soit une fraude donnait de l'écho à la thèse selon laquelle l'élection elle-même était une fraude** : ainsi, le 21 février 2020, une pétition est apparue sur le site « We the People » de la Maison Blanche[258] intitulée « Luc 8:17 : nous voulons la vérité sur le doctorat frauduleux de la présidente taïwanaise[259] ». Cette pétition a été abondamment relayée à Taïwan sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter) mais aussi aux États-Unis dans la presse sinophone en ligne et imprimée[260], sous forme d'articles ou d'encarts publicitaires appelant la diaspora chinoise à signer[261]. En vain, puisque, avec seulement 42 347 signatures en 30 jours, cette pétition n'a pas atteint le seuil requis de 100 000 pour être examinée par le gouvernement américain. Toutefois, dès le lendemain de sa fermeture, une autre pétition créée par le même internaute anonyme (« L.H. ») prétend que, si la pétition précédente n'a pas atteint le seuil requis, c'est parce qu'elle a été « piratée » par « les hackers de Tsai », dont sa ministre du Numérique Audrey Tang. Cette seconde pétition demande à la Maison Blanche d'enquêter – sans davantage de succès car elle n'a récolté que 3 647 signatures en 30 jours[262].

255. *Ibid.*, p. 17.

256. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 50.

257. « LSE statement on PhD of Dr Tsai Ing-wen », The London School of Economics and Political Science, 8 octobre 2019.

258. Un système mis en place sous la présidence Obama pour attirer l'attention du gouvernement sur des causes recueillant plus de 100 000 signatures en 30 jours : https://petitions.whitehouse.gov/about.

259. La pétition figurait à l'adresse https://petitions.whitehouse.gov/petition/luke-817-we-want-truth-Taiwanese-presidents-fraudulent-phd-degree mais elle a été supprimée depuis. Le titre fait référence à ce passage de la Bible : « Car il n'est rien de caché qui ne doive être découvert » (Luc 8:17).

260. Notamment *Chinese of Chicago*, *St. Louis Chinese Journal*, Chinesejournalus.net, *Sing Tao Daily* et *Southern Daily*.

261. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 56-59.

262. La pétition se trouvait à l'adresse https://petitions.whitehouse.gov/petition/possible-security-breech-and-tempering-white-house-petition-zhi-yi-bai-gong-wang-zhan-bei-hai-ke-ru-qin-yi-ji-bai-gong-de-qing mais elle a été supprimée depuis.







Au-dessus, les deux pétitions sur le site de la Maison Blanche, retirées depuis.
En dessous, vidéo publiée par la chaîne 政經關不了 (True Voice of Taïwan) le 31 août 2019 :
cette émission présentée par Peng Wenzheng (彭文正) prétend démontrer en quoi Tsai a falsifié son doctorat[263].

C. L'agriculture comme enjeu de désinformation

Les agriculteurs constituent à Taïwan **une base électorale importante** et, avec les ouvriers, l'une des deux populations soutenant le plus le parti au pouvoir. **Ils sont donc régulièrement la cible de manipulations de l'information** destinées à les monter contre le PDP, manipulations dans lesquelles les fermes de contenu (→ p. 361) jouent généralement un rôle important[264].

En mai 2018, à la suite d'une hausse de la production, le prix de la banane a chuté, atteignant son plus bas niveau en cinq ans, avant que le Conseil de l'agriculture n'intervienne. De nombreux articles produits par des fermes de contenu ont alors entretenu et exagéré la « panique » des fermiers. L'un d'entre eux, sur Mission, titrant « Les prix des ananas sont affreux, les bananes chutent également sous un dollar et les fruits de saison ne sont pas beaux non plus : les agriculteurs paniquent tous », a été largement diffusé le 29 mai 2018 sur les pages Facebook « Kaobei DPP, Recall the DPP » (罷免民進黨) et « Kaobei Current Events » (靠北時事). Deux jours plus tard, le site taïwanais *China Review* (中評社), qui appartient à la China Review News Agency créée à Hong Kong en 2005, qui elle-même appartient au China Review Group (中国评论集团) créé en 1998, publie un article citant un fermier qui aurait dit que « si le gouvernement Tsai n'agit pas rapidement, on verra si les agriculteurs ne se rebellent pas ». Cet article est repris par la ferme de contenu Nooho qui le fusionne avec un autre et ajoute un nouveau titre : « si le PDP ne tombe pas, les agriculteurs ne seront bons à rien ».

Le lendemain, 2 juin, un auteur inconnu sur Mission copie et modifie un article initialement paru dans *Apple Daily Taiwan* (蘋果日報), change le titre en « Helen Chang [une politicienne du PDP] : C'est la faute de la Chine si nous avons une offre excédentaire de fruits, c'est une question de sécurité nationale », et le diffuse sur des forums et des pages Facebook. Au même moment, Xinhua et la ferme de contenu chinoise Meiri Toutiao (每日頭條) écrivent que « l'opinion publique taïwanaise estime que le refus des autorités du PDP de reconnaître le consensus de 1992 a gelé les relations inter-détroit et a gravement affecté les industries du

263. https://www.youtube.com/watch?v=LyEd-VVUxsg&app=desktop.

264. Les éléments ci-dessous sont tirés de 孔德廉 (William Kung), 柯皓翔 (Ko Hao-hsiang), 劉致昕 (Jason Liu), 許家瑜 (Hsu Chia-yu), « Uncovering the money and China factor behind 'Mission' – Taiwan's most controversial content farm », *The Reporter*, 25 décembre 2019.

tourisme, de l'agriculture et de la pêche à Taïwan. Le marché continental est essentiel pour résoudre les baisses de prix des produits invendables à Taïwan ».




Des images improprement présentées circulent également sur les réseaux sociaux. Sur l'une d'entre elles, prétendument prise en juin 2018, un camion déverse des bananes dans un fossé à Kaohsiung. Sur LINE, elle est accompagnée de commentaires affirmant que « les médias n'osent pas rapporter que les bananes de Qishan et Meinong de Kaohsiung sont jetées en masse, tout a été muselé » (高雄旗山美濃的香蕉棄置現場新聞不敢報，一切都新聞封鎖), ou encore que le kilo de bananes est vendu 1 dollar (台香蕉一公斤一元). En réalité, cette photo date de 2007. La journaliste taïwanaise Li Huiyi 李慧宜, qui avait pris la photo en 2007 pour l'émission 我们的岛 de la télévision publique, est retournée à l'endroit de la prise de vue le 6 juin 2018 pour prouver que c'était un faux[265].

Autre exemple : dès mai 2018, une image de milliers d'ananas pourrissant dans une mare se répand sur les réseaux sociaux, en particulier LINE, avec le même récit (la politique du PDP fait chuter les prix, poussant les agriculteurs à jeter leurs produits). En réalité, cette photo a été prise dans le district de Xuwen, de l'administration de la ville de Zhanjiang, dans la province du Guangdong, en Chine continentale[266].



Un an plus tard, le scénario se répète : **des articles initialement produits sur Mission puis partagés sur des pages fans Facebook divisent la société taïwanaise** (cette fois sur une histoire de pesticides sur les bananes) et des fermes de contenu chinoises comme Meiri Toutiao continuent de donner le bon rôle à la Chine continentale, qui achète les produits taïwanais pour aider les agriculteurs de l'île, lesquels sont reconnaissants.

Par exemple, le 8 mars 2019, en pleine campagne électorale et visiblement pour affaiblir le PDP, la chaîne télévisée CTi, favorable au KMT, diffuse l'interview[267] d'un producteur de pamplemousses affirmant que, l'an dernier, des agriculteurs ont déversé 200 millions de tonnes de pamplemousses dans le réservoir de Zengwen (曾文水库). Il est immédiatement repris par Hsieh Lung-chieh (謝龍介), un membre du KMT qui se tenait derrière le présentateur, qui corrige et dit que le chiffre avancé est beaucoup trop élevé : il s'agirait plutôt de 120 millions de tonnes... Ce qui demeure gigantesque donc peu crédible. Plus loin

265. 李慧宜 (Li Hui-yi), « 記者還原真相！旗山美濃香蕉「沒有棄置現場」請別流傳傷害農民 » (Un journaliste rétablit la vérité ! Pas de bananes abandonnées à Qishan, s'il vous plaît, ne répandez pas de rumeurs qui puissent nuire aux agriculteurs »), 上下游 (*News and Market*), 6 juin 2018.

266. « [假照片]台南鳳梨丟棄電視不敢報導？來自中國的照片和影片» ([Fausse photo] La télévision n'ose pas rapporter [l'affaire des] ananas gaspillés à Tainan ? [Vraies] Photos et vidéos de Chine), MyGoPen, 24 mai 2018.

267. Visible sur https://www.youtube.com/watch?v=llAn6pTUa6w.

dans l'interview, l'agriculteur Chen ne parle plus du réservoir Zengwen (曾文水库) mais de la rivière Zengwen (曾文溪). CTi sous-titre malgré tout sa vidéo : « 200 millions de tonnes de pamplemousses sont jetées dans le réservoir » (capture ci-dessous).



D. Un journaliste chinois se fait passer pour un Youtubeur taïwanais (2019)

En août 2019, un internaute exhibe, dans une vidéo circulant sur YouTube et Facebook, ce qu'il considère comme étant les preuves que la présidente Tsai Ing-wen et le PDP « vendent » Taïwan au Japon et aux États-Unis[268]. **Il parle mandarin avec un accent taïwanais et utilise les caractères chinois traditionnels pour les sous-titres de ses vidéos. Il maîtrise même le dialecte taïwanais de sorte qu'il semble être un natif de l'île**. Le bureau d'Investigation du ministère de la Justice taïwanais a pourtant révélé qu'**il s'agissait en réalité d'un agent chinois** répandant de fausses informations[269]. Un faisceau d'indices concordants montre en effet qu'il s'agit d'un journaliste et animateur radio au service de la RPC.

Dans sa vidéo, cet internaute affirme que les membres du PDP ne sont que des descendants de colons japonais qui prennent l'argent des contribuables taïwanais pour enrichir le Japon. D'après lui, selon les chiffres officiels du site du ministère de l'Économie, plus d'un tiers de l'excédent commercial issu des échanges avec la RPC est ensuite reversé au Japon. Preuve irréfutable que les membres du PDP, dont Tsai et le représentant taïwanais au Japon Frank Hsieh (謝長廷), seraient des « vendus » : ils inciteraient les Taïwanais à accepter l'importation de nourriture « radioactive » (核食) en provenance de la région de Fukushima, que le Japon tente en vain de vendre au reste du monde. L'auteur de la vidéo critique également le gouvernement de Tsai qui dilapide l'argent des Taïwanais dans des équipements militaires qui « ne fonctionnent même pas » en faisant référence aux F-16V achetés aux États-Unis. Il termine en appelant ses spectateurs à faire le bon choix pour les élections présidentielles de 2020.

Cette vidéo est la première de **sa chaîne YouTube et page Facebook « Aux pieds de la montagne de Jade »** (玉山腳下), nom choisi en référence au mont Yu Shan du centre de l'île de Taïwan. En deux mois, cette vidéo a recueilli plus de 1 000 « j'aime » sur chacune des plateformes,

268. Vidéo Facebook : « 蔡英文賣台證據，實錘！還不抓嗎？ », Facebook, 22 août 2019, https://www.facebook.com/watch/?v=381426715789427. Vidéo YouTube : https://www.youtube.com/watch?v=c3CwlVfd3H8&t=33s.

269. « 「蔡英文賣台」影片竟是統戰手法　調查局：轉傳恐觸法 » (La vidéo « La trahison de Tsai Ing-wen » est en fait une tactique du Front uni : Bureau d'enquête : sa propagation peut violer la loi »), *Apple Daily*, 21 octobre 2019, https://tw.news.appledaily.com/local/realtime/20191021/1651955/.

a été partagée plus de 1700 fois sur Facebook, visionnée plus de 15 800 fois sur YouTube et plus de 127 000 fois sur Facebook. La chaîne YouTube a depuis basculé en privé mais les vidéos restent accessibles via la page Facebook de l'auteur. Dans d'autres vidéos, il s'attache par exemple à alimenter la polémique autour du doctorat de Tsai[270], à accuser les États-Unis d'ingérence dans les élections taïwanaises à travers leur soutien à Tsai[271], ou encore à appeler les médias taïwanais à être plus disciplinés, en vérifiant les faits plutôt que de lancer des rumeurs[272].

Cet individu qui se présente sous le nom de Xida (希達) semble être **Zhang Xida (张希达), journaliste et animateur radio de la RPC**, dont on retrouve facilement sur internet le profil d'employé à HelloTaiwan (nihaotw.com)[273], plateforme média dédiée à un public taïwanais mais appartenant à la China National Radio (中央人民广播电台)[274]. Celle-ci appartient au China Media Group (中央广播电视总台), autrement connu sous le nom de Voice of China (中国之声), organe subordonné au Conseil des Affaires d'État de la RPC.



Zhang Xida est un journaliste auteur de nombreux articles sur des sujets concernant la relation entre la Chine et Taïwan[275]. Il a également suivi pendant plusieurs mois Han Kuo-yu dont il brosse un portrait laudatif dans une vidéo[276], mise en ligne le 27 mars 2019 sur Weibo par le compte du Cross-straits Internet Exchange Committee de la Internet Society of China (中国互联网协会海峡两岸互联网交流委员会), qui présente bien Zhang Xida comme un journaliste de la CNR (“央广记者”)[277]. La publication a ensuite été reprise par le compte d'une émission de la station Shenzhou Easy Radio, autrement appelée CNR 6 (中央人民广播电台神州之声)[278], avec ce commentaire : « voici les mots de notre fringant présentateur, Zhang Xida[279] ». Celui-ci a effectivement des liens avec la chaîne CNR 6, étant donné qu'il participait

270. 玉山腳下 (*Yushanjiaoxia*), « 蔡英文假學歷，民進黨真斂財，陳明文300萬就煞窶窶？ », Facebook, 9 septembre 2019, https://www.facebook.com/lovetw3000times/videos/1125459457842023 ; « 一篇論文搞定2個博士學位，蔡英文的神論文昨天公佈，不能說的秘密太多 », Facebook, 24 septembre 2019, https://www.facebook.com/lovetw3000times/videos/505554506905112.

271. 玉山腳下 (*Yushanjiaoxia*), « 美國赤裸干涉台灣選舉，台北法案做賊喊捉賊，蔡英文夜夜做夢都會笑 », Facebook, 28 septembre 2019, https://www.facebook.com/lovetw3000times/videos/1104141263113969.

272. 玉山腳下 (*Yushanjiaoxia*), « 大陸人每天只能買2公斤豬肉，台灣媒體還有新聞素養嗎？ », Facebook, 2 septembre 2019, https://www.facebook.com/watch/?v=502012260573239.

273. Son profil HelloTaiwan : http://nihaotw.com/gb/zbfc/20161116/t20161116_523271611.html, archivé ici : http://archive.md/929IO ; page de présentation de HelloTaiwan: http://www.hellotw.com/gb/stzn/20191023/t20191023_524829085.html.

274. HelloTaiwan http://www.nihaotw.com/ – 中央人民廣播電臺對台灣廣播中心版權所有.

275. Par exemple, article du 23 octobre 2019 publié sur le site de la CNR à propos d'un événement favorisant les liens inter-détroit pour les jeunes musiciens : http://news.cnr.cn/dj/20191023/t20191023_524829362.shtml.

276. Zhang Xida sur Han Kuo-yu : https://www.youtube.com/watch?v=028VzA9FL-c.

277. Compte Weibo « 融融来了 » : https://www.weibo.com/345998109?is_hot=1 ; site chinois du comité : http://www.siec.Taiwan.cn/.

278. Compte Weibo « CNR祖地乡音 » : https://www.weibo.com/u/1980070714?refer_flag=1001030103_&is_hot=1. CNR 6 est une chaîne radio diffusée à destination de Taïwan, en dialectes régionaux et en mandarin.

279. http://archive.md/9SayI.

à l'élaboration de l'une de leurs émissions diffusée quotidiennement à partir de 2012 sur le premier bateau chinois, le *Pengjiang* (蓬江輪), qui faisait la navette entre la ville de Quanzhou et l'île de Kinmen (Quemoy)[280].

D'autres détails sont révélateurs de son identité chinoise : il utilise l'expression *dan-gju* (当局) pour désigner les autorités taïwanaises, alors que celle-ci n'est pas utilisée par les Taïwanais, car elle sous-entend que les autorités en question ne sont pas légitimes[281]. C'est en revanche l'expression utilisée par les Chinois. À cela s'ajoute la mauvaise transcription en caractères chinois traditionnels du mot *gan* dans l'expression « mangues séchées » (芒果干) dans une autre vidéo. Ce caractère traditionnel s'écrit normalement « 乾 » (et se prononce au premier ton), mais l'auteur a utilisé le mot « 幹 » qui est un homophone (et se prononce au quatrième ton), or les deux caractères ont été simplifiés en Chine populaire par le même caractère « 干 », d'où l'erreur de Zhang Xida qui révèle involontairement ici qu'il est originaire du continent et non de Taïwan[282].



« Effroyable ! Les méthodes de la Chine pour diffuser de fausses informations sont de plus en plus poussées !
Zhang Xida, originaire de Xiamen :
1. Pas d'accent chinois, sait parler le dialecte taïwanais.
2. Maîtrise les habitudes télévisuelles des Taïwanais.
3. A pénétré la radio taïwanaise.
4. Journaliste chinois pro-Han Kuo-yu[283]. »

Rien ne prouve à ce stade que l'entreprise de Zhang Xida ne soit pas une initiative individuelle. Quoi qu'il en soit, **ce cas montre que la langue n'est pas une barrière suffisante pour protéger Taïwan contre les opérations de manipulations de l'information de la Chine**. Si l'exemple de Zhang Xida indique que les Chinois semblent avoir le potentiel pour

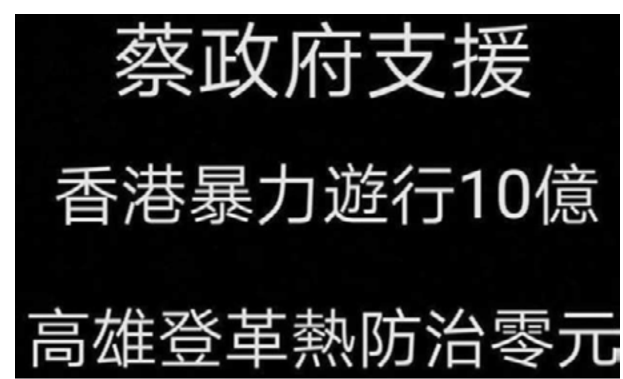
280. Son profil HelloTaiwan indique qu'il participe à l'élaboration d'au moins quatre autres émissions : http://archive.md/929IO. À propos du bateau, voir : http://www.hellotw.com/mnkj/xmbjb/201212/t20121202_797683.htm. Fin de service en 2018 : http://archive.md/QQyC8.
281. Expression complète : « 台湾当局经济主管部门官方网站 ».
282. Voir https://www.ftvnews.com.tw/news/detail/2019A27W0011.
283. http://archive.ph/ZrvlZ.

lancer des campagnes de manipulation de l'information convaincantes, il révèle également que **ces tentatives manquent de sophistication**. Il a en effet été bien trop facile de retrouver l'identité réelle de Zhang Xida, alors qu'il aurait pu prendre le temps de construire une « légende » robuste et de supprimer toute trace de son activité en Chine.

E. Le cas Li Jie (2019)

Le 18 juin 2019, un utilisateur du nom de Li Jie (李杰, aussi retranscrit « Li Chieh ») répand sur plusieurs groupes Facebook une information selon laquelle l'administration Tsai aurait versé un milliard de dollars taïwanais (29,5 millions d'euros) en soutien aux manifestations « violentes » à Hong Kong, mais aurait refusé de donner ne serait-ce qu'un dollar pour la prévention et la lutte contre la fièvre de dengue sévissant à Kaohsiung (voir captures d'écran ci-dessous).

Ses publications ont recueilli entre 600 et plus de 800 « J'aime » selon les groupes, et ont été partagées entre 300 et plus de 800 fois, tout cela en moins de 24 heures. Les autorités taïwanaises ont, dès le lendemain, démenti la nouvelle, ouvert une enquête et révélé que l'adresse IP de cet utilisateur correspondait à celle d'un autre internaute qui s'était déjà fait remarquer, l'année précédente, par une tentative similaire[284]. Le profil de Li Jie a donc été suspendu et ses publications retirées. D'après les captures d'écran qui ont été prises avant sa suspension, on peut néanmoins savoir que Li Jie s'était inscrit sur Facebook en juillet 2018 et se présentait comme étant originaire de Kaohsiung.





À gauche : « Les manifestations violentes de Hong Kong reçoivent une aide d'un milliard [de dollars taïwanais] du gouvernement de Tsai, [mais] Kaohsiung ne reçoit pas un seul sou pour prévenir et lutter contre la fièvre de dengue ».
À droite : « Ouvrez bien les yeux, un milliard !!! Il s'agit d'un milliard !!! On a de l'argent pour que les autres le dépensent, mais pas un seul sou pour sauver sa propre population ! Quel est ce type de gouvernement ! Le gouvernement de Tsai envoie un milliard [de dollars taïwanais] en soutien aux manifestations contre l'amendement de la loi d'extradition par le gouvernement de Hong Kong, et reçoit de sévères avertissements de la Chine continentale »
(Source : Liberty Times Net).

Les cas de fièvre de dengue détectés à Kaohsiung avaient déjà fait l'objet de polémiques entre sympathisants des différents camps, ceux du KMT reprochant aux cadres du PDP de ne pas accorder assez de subventions pour la prévention de la dengue à Kaohsiung par pur calcul politique, et ces derniers critiquant la mauvaise gestion de cette crise sanitaire par Han Kuo-yu[285].

Les groupes Facebook dans lesquels Li Jie a répandu la fausse nouvelle, à tout le moins les trois identifiés, sont tous ouvertement anti-PDP ou pro-KMT. Un premier

284. https://www.youtube.com/watch?v=LiZel8VP6oM.
285. « 高雄» 绿委 »用登革热» 黑韩 » 遭台网友狠批 », Taihainet.com, http://www.taihainet.com/news/twnews/twdnsz/2019-06-18/2275003.html.

groupe[286], comptant plus de 23 500 membres, a été créé en février 2016 et s'aligne entièrement sur les positions de la présentatrice de Cti TV Joyce Huang (黃智賢), connue pour ses positions favorables à la réunification.

DESCRIPTION
黃智賢小姐的評論理性中肯，言必有證(物)，值的為其按讚，可與我新儒家評論網相互支援，共同破解假台灣人真日本人建構的邪說謬論。

Capture d'écran de la description du groupe pro-Joyce Huang.
« L'analyse de Mlle Joyce Huang est rationnelle et pertinente, toujours fondée sur des preuves et digne d'être louée.
Elle et notre nouveau site de commentaires confucéen [Rujiawang] peuvent nous soutenir mutuellement,
et démasquer ensemble les absurdités et mensonges proférés par les soi-disant Taïwanais qui sont en réalité des Japonais. »

Avec plus de 32 000 membres, un autre groupe[287] a été créé en mars 2018 pour soutenir la candidature de Hou Yu-ih (侯友宜), maire KMT de la ville Nouveau Taipei, aux élections provinciales de 2018. On peut voir sur l'actuelle photo de couverture du groupe que cette communauté soutient également la candidature de Han Kuo-yu à la présidentielle de 2020.



Capture d'écran de la page Facebook de soutien à Hou Yu-ih.

Un troisième groupe[288], fort d'une communauté de plus de 54 000 membres, a été créé en avril 2014 pour soutenir la politicienne membre du KMT Hung Hsiu-chu (洪秀柱). Il change de nom en août 2019 pour afficher son soutien direct à Han Kuo-yu, que l'on voit en photo ci-dessous avec Hung. La précédente description de ce groupe appelait à unir toutes les forces contre les « indépendantistes et les fascistes ».



Capture d'écran de la page Facebook de soutien à Han Kuo-yu et Hung Hsiu-chu.

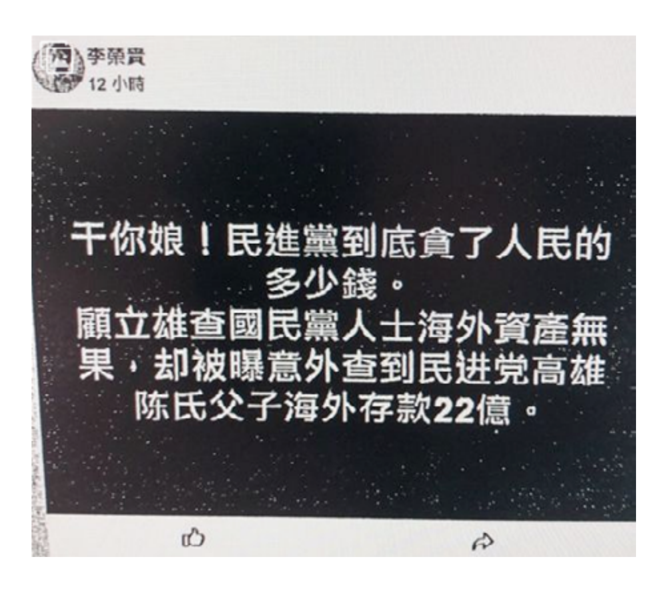
286. Voir la page Facebook : https://www.facebook.com/groups/436685729870298/.
287. Voir la page Facebook : https://www.facebook.com/groups/2034858436836458/.
288. Voir la page Facebook : https://www.facebook.com/groups/706676622729838/.

Il n'est donc pas étonnant que les publications de Li Jie aient été bien reçues dans ses groupes, dans lesquels plusieurs de leurs membres ont exprimé leur opposition aux manifestations à Hong Kong.

On sait peu de choses sur le dénommé Li Jie, dont le profil Facebook n'est plus accessible aujourd'hui, si ce n'est que son nom était écrit en caractères simplifiés et non traditionnels. Ce détail a alimenté les spéculations selon lesquelles Li Jie, nom par ailleurs très répandu dans la communauté sinophone, serait un agent chinois se faisant passer pour un Taïwanais originaire de, ou du moins vivant à, Kaohsiung.



Le Criminal Investigation Bureau (CIB) de Taïwan a du reste révélé que **l'adresse IP de Li Jie était la même que celle de Li Ronggui (李榮貴 également retranscrit « Li Jung-kuei »), localisée à Singapour**[289]. Le CIB considère qu'il est très probable qu'il s'agisse de la même personne. Le profil de Li Ronggui a répandu plusieurs fausses nouvelles[290] à propos de Chen Chi-mai (陳其邁), candidat PDP aux élections provinciales de la ville de Kaohsiung en 2018, prétendant par exemple qu'il possédait, avec son père, des actifs à l'étranger d'une valeur de 2,2 milliards de dollars taïwanais (65 millions d'euros). C'est Han Kuo-yu qui a remporté l'élection sans qu'il soit possible toutefois de prouver que ces manipulations ont joué un rôle dans la victoire du candidat du KMT.



« Combien d'argent a été détourné du peuple par ce putain de DPP ! Wellington Koo a inspecté les actifs à l'étranger des personnalités du KMT sans rien trouver d'anormal, mais il a découvert avec surprise que du côté du DPP, les père et fils Chen de Kaoshiung cachaient 2,2 milliards à l'étranger. »

F. La pandémie de Covid-19 (2020)

L'élection perdue (pour la Chine) a été rapidement suivie d'**une nouvelle opportunité de désinformation : la pandémie de Covid-19. D'autant qu'à Taïwan, les manipulations de l'information ont toujours été, ces dernières années, davantage sanitaires que politiques**, comme le rappelle la ministre Audrey Tang : « la plupart des rumeurs virales ne sont pas politiques, elles

289. « Taiwan denies donating NT$1 billion in support of Hong Kong protest », *Focus Taiwan*, 20 juin 2019.
290. http://archive.fo/cNjFm.

concernent la sécurité alimentaire et la santé. Ces thèmes sont dominants[291] ». La société taïwanaise était donc particulièrement vulnérable à « l'infodémie » liée à la pandémie de Covid-19.

Fin février-début mars 2020, « des utilisateurs chinois ont organisé une campagne coordonnée de désinformation dénigrant le gouvernement taïwanais sur Facebook, Twitter et YouTube. Parmi les rumeurs répandues, celles que le gouvernement dissimulait des cas nationaux, que le PDP profitait de la maladie et que les corps étaient brûlés en masse ou secrètement enterrés dans des chantiers de construction. Des utilisateurs chinois de Weibo se sont ouvertement vantés de répandre ces rumeurs sur Facebook[292] ». Sur Twitter, le hashtag # 台湾肺炎 (pneumonie de Taïwan) a été diffusé pour **faire croire à une origine taïwanaise du virus**. Les médias chinois défendent aussi l'idée que les autorités taïwanaises profiteraient de cette crise sanitaire pour poursuivre leur objectif politique d'indépendance (以疫谋独) mais que cette « honteuse tentative » se résoudra par un échec cuisant[293]. L'annonce du partenariat Taïwan-États-Unis pour des efforts conjoints dans la lutte contre l'épidémie (台美防疫伙伴关系) et le don de 100 000 masques par semaine de Taïwan aux États-Unis a déclenché un déferlement de critiques côté chinois. Dans une tribune largement relayée sur les réseaux chinois, Xinhua a qualifié cette décision de manœuvre politique pour se rapprocher de Washington, au détriment du bien-être de sa propre population, et de trahison : comment le PDP peut-il donner autant de masques aux États-Unis alors que la population taïwanaise a des difficultés à s'en procurer ? Xinhua critique la politique taïwanaise de « méfiance envers la Chine seulement, mais pas envers les États-Unis ni l'Europe » (只防大陆，不防欧美). Cette politique qui consiste à « haïr la Chine et charmer les États-Unis » serait « encore plus nocive que le virus » (仇中媚美 比病毒更毒)[294].



Cette campagne contient aussi **des cas intéressants d'usurpation d'identités et d'images**. À plusieurs reprises, les comptes diffusant ces rumeurs se faisaient passer pour des médias établis : par exemple, le compte @APChinese_ (qui depuis a été suspendu par Twitter) et dont l'image de profil était le logo de l'Associated Press. Dans un tweet du 28 février 2020 (ci-contre), ce compte qui se faisait passer pour une version chinoise de cette agence de presse mondiale, accusait le gouvernement de dissimuler des morts de Covid-19 et illustrait son message par une photo de cadavres elle-même détournée (elle date de 2006 et montre les victimes d'un tremblement de terre indonésien).

Dans la seconde quinzaine de mars 2020, le bureau d'Enquête du ministère de la Justice a organisé une conférence de presse pour annoncer que, **sur les 271 cas de désinformation liés à la pandémie sur lesquels une enquête avait été ouverte, 196 (soit 72 %) étaient originaires de Chine : « les internautes chinois rédigent des messages destinés à un public taïwanais, coordonnent la manière dont ils doivent être diffusés, puis utilisent de faux comptes pour les partager dans des groupes Facebook taïwanais[295] »**.

291. Citée par Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 63.
292. *Ibid.*
293. « 国台办：民进党当局趁火打劫，» 以疫谋独 »，注定遭到可耻失败 » (Le bureau des Affaires taïwanaises : les autorités du PDP profitent de l'épidémie pour faire avancer leur objectif politique d'indépendance, mais cette tentative se résoudra par un échec humiliant), Xinhua, 14 février 2020, http://archive.vn/l0Myn.
294. « 仇中媚美 »比病毒更毒！——戳穿吴钊燮们的表演 » (« Haïr la Chine et charmer les États-Unis » est encore plus toxique que le virus ! Exposons le spectacle de Wu Zhaoxun), Xinhua, 19 mars 2020, http://archive.vn/YsMap.
295. « 70 percent of fake COVID-19 news from China: Investigation Bureau », *Focus Taiwan*, CNA English News, 8 avril 2020.

Parmi les cas en question, **de faux témoignages** avec de courts textes à trou du type « Mon père est conseiller municipal et un autre conseiller municipal lui a dit que Taïwan comptait en fait plus de 500 cas de Covid-19 et 200 décès liés » (où les variables comme « mon père » ou même « conseiller municipal » peuvent changer pour donner l'impression d'une variété de sources), ou encore de fausses captures d'écran de chaînes télévisées taïwanaises (photoshoppées) et de faux communiqués du gouvernement taïwanais[296].

L'une des rumeurs les plus persistantes dans les semaines qui ont suivi a été celle de **la (fausse) campagne raciste taïwanaise contre le directeur général de l'OMS**. Le 8 avril 2020, Tedros Ghebreyesus, dont la proximité avec le PCC est connue (→ p. 210), déclare lors d'une conférence de presse qu'il est l'objet d'une campagne raciste sur les réseaux sociaux qui dure depuis des mois et dont il accuse Taïwan d'être l'instigateur[297]. La présidente Tsai et le ministère taïwanais des Affaires étrangères ont immédiatement nié toute implication dans cette campagne. Deux jours plus tard, alors que de nombreux messages d'excuses de Taïwanais sont diffusés sur les réseaux sociaux, le bureau d'Enquête du ministère taïwanais de la Justice déclare que ces comptes sont en réalité gérés par des Chinois et non par des Taïwanais. Les enquêteurs invoquent notamment de nombreux messages parfaitement identiques pour prouver l'existence d'une opération coordonnée, comme en témoignent les captures des messages ci-dessous. Les messages sont notamment apparus sur un faux compte créé à l'image de celui de Radio Free Asia[298] afin de semer la confusion. L'ASPI a montré que **60 % des 65 comptes qui diffusent ces messages d'excuses en chinois traditionnel tweetaient originellement en chinois simplifié, ce qui semble indiquer qu'ils sont détenus par des Chinois continentaux tentant de se faire passer pour des Taïwanais**[299]. Toute la campagne serait donc **une opération chinoise visant à fragiliser la position de Taïwan**. Cela semble confirmé d'ailleurs par la promptitude des membres officiels du ministère chinois des Affaires étrangères à soutenir le directeur général de l'OMS, et par la mobilisation du groupe de rap patriotique CD REV (→ p. 73) qui, le 14 avril, publie un clip sur cette affaire. La chanson, intitulée « Mr. Virus is warning us ! », reprend la thèse de la campagne raciste taïwanaise contre le DG de l'OMS[300].





296. *Ibid*.

297. William Feuer, « WHO chief addresses death threats, racist insults: 'I don't give a damn'», CNBC, 8 avril 2020.

298. Hwang Chun-mei, « Taiwan Finds Fake Twitter Accounts Tweeting Apologies From 'Taiwanese' to WHO Chief », Radio Free Asia, 10 avril 2020.

299. ASPI International Cyber Policy Centre, *Covid-19 disinformation and social media manipulation trends*, 8-15 avril 2020, p. 3.

300. https://www.youtube.com/watch?v=2oCweEA4zfo.



Exemples de messages identiques (indiquant donc une campagne coordonnée).
Traduction : « Je suis taïwanais et j'ai terriblement honte des Taïwanais
qui ont attaqué Tedros de manière aussi vicieuse.
Au nom des Taïwanais, je présente mes excuses à Tedros et le prie de me pardonner. »

On peut supposer que **les objectifs de cette campagne étaient doubles. D'un côté, un objectif de long terme : Pékin n'a pas pu empêcher la réélection de Tsai mais peut travailler à la discréditer, ainsi que son parti, et à miner la confiance de la population dans l'action du gouvernement. D'un autre côté, l'objectif de court terme consiste à faire oublier l'excellente performance de Taïwan dans la gestion de la pandémie**, qui pourrait être interprétée par certains observateurs comme la démonstration des vertus de la démocratie libérale, notamment en termes de circulation de l'information. En effet, non seulement Taïwan a été peu affecté par la pandémie (il n'y a eu que très peu de cas, aucun confinement généralisé n'a été nécessaire et les habitants ont continué de mener une vie normale, y compris dans les lieux de divertissement rassemblant un grand nombre de personnes) mais, en 2020, pour la première fois depuis 1991, la croissance du PIB taïwanais (+2,98 %) a été supérieure à celle du PIB chinois (+2,3 %). En outre, la visibilité internationale de Taïwan n'a jamais été aussi importante et les opinions publiques mondiales lui sont également très favorables… autant d'éléments qui, début 2021, contribuent à accroître le ressentiment de Pékin.

La dégradation de la situation sanitaire sur l'île au printemps 2021 offre donc une opportunité au PCC. Les chiffres restent très bas par rapport à d'autres pays mais il y a **une flambée épidémique en mai 2021. Elle s'accompagne d'une flambée « infodémique », un pic d'attaques informationnelles** dont la création et/ou l'amplification est attribuée à des acteurs de Chine continentale[301].

301. Kathrin Hille, « Taiwan unity flags as China steps up flood of disinformation », *Financial Times*, 30 juin 2021, p. 6. Voir IORG, « Pandemic storm hit Taiwan, vaccines weaponized by CCP », iorg.tw, 10 juin 2021.

G. Les relations diplomatiques

Les relations diplomatiques, avec les questions militaires, sont plutôt utilisées dans une **guerre psychologique** (voir l'exemple des exercices militaires → p. 472), mais donnent aussi parfois lieu à la **diffusion de fausses informations**. Donnons quatre exemples. Premièrement, en 2018, alors que Taïwan venait de perdre sa relation diplomatique avec le Burkina Faso, un utilisateur du réseau social taïwanais PTT a diffusé la rumeur selon laquelle le ministre des Affaires étrangères du Honduras se trouvait à Pékin pour négocier les conditions de **la rupture de ses relations diplomatiques** avec Taïwan dans les 48 heures, et que Haïti suivrait – ce qui a suscité un vent de panique dans les milieux diplomatiques taïwanais, jusqu'à ce que le ministre hondurien démente cette fausse rumeur[302]. **L'objectif de Pékin est de causer une insécurité et une tension permanente sur les relations diplomatiques de Taïwan, en lui prenant ses rares alliés diplomatiques les uns après les autres, et en manipulant l'information pour accentuer son inquiétude**.

Deuxièmement, au cours de l'été 2018, la rumeur s'est propagée sur les réseaux sociaux, notamment LINE, qu'à partir du 25 juillet Air Canada ne reconnaîtrait plus **le passeport taïwanais** – rumeur tellement insistante que le ministère des Affaires étrangères a dû émettre un communiqué pour la démentir[303]. Ce qui est vrai est que les compagnies aériennes, et les aéroports, sont toujours plus nombreux à céder à la pression de Pékin pour recatégoriser les Taïwanais comme des Chinois dans leurs systèmes de réservation et les villes taïwanaises comme étant en Chine pour les destinations. Il n'en reste pas moins que le passeport taïwanais est valable, et permet même d'accéder sans visa à beaucoup plus de pays (145) que le passeport chinois (75)[304]. Et que Taïwan, pour éviter toute ambiguïté et résister à la pression chinoise, a même annoncé début septembre 2020 la suppression de la mention « Republic of China » (nom officiel de Taïwan, mais qui peut porter à confusion) sur les nouveaux passeports.

Troisièmement, le ministère des Affaires étrangères taïwanais a dû intervenir pour mettre fin à une rumeur insistante, diffusée par le site chinois xilu.com, selon laquelle Taïwan aurait le projet de **louer aux États-Unis l'île de Taiping** (Itu Aba) – la plus grande de l'archipel des îles Spratleys qui font l'objet d'un conflit territorial en mer de Chine méridionale[305]. Dans un contexte de « guerre froide » sino-américaine, **il est probable qu'à l'avenir ce type de fausse information impliquant les États-Unis soit plus fréquent, son objectif étant d'accroître les tensions inter-détroit pour, *in fine*, fournir des prétextes d'intervention à Pékin**.

Quatrièmement, pour faire d'une pierre deux coups, monter la population taïwanaise contre son propre gouvernement et contre un État allié, Pékin diffuse aussi des fausses nouvelles visant non seulement les États-Unis mais aussi le Japon. Par exemple, en avril 2021, une fausse note de service du Bureau de la présidence, selon laquelle le gouvernement taïwanais acceptait de recevoir des eaux contaminées (nucléaires) de Fukushima, circulait sur Facebook. L'origine réelle de la note était facile à découvrir puisqu'elle contenait des caractères chinois simplifiés. Le porte-parole de la présidence a immédiatement dénoncé la manœuvre, la qualifiant de « guerre cognitive » et, sur Facebook, la présidente Tsai a également publié un démenti :

302. Keoni Everington, « Honduras denies rumors of talks with Beijing on cutting ties with Taiwan », *Taiwan News*, 28 mai 2018.
303. J. Michael Cole, « Disinformation targets legitimacy of Taiwan's Passport », *Taiwan Sentinel*, 1er août 2018.
304. Henley & Partners Passport Index, Global ranking 2021, https://www.henleypassportindex.com/global-ranking.
305. « Taiwan rebuts China's claim that it will lease Taiping island to U.S. », *Taiwan News*, 29 juin 2018.



Source : https://www.facebook.com/tsaiingwen/photos/a.390960786064/10157418818956065/.

Le compte Twitter de l'OACI

Fin janvier 2020, **plusieurs utilisateurs Twitter ont constaté que leurs comptes avaient été bloqués par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à la suite de la publication de tweets évoquant la politique de l'agence vis-à-vis de Taïwan**.
L'OACI était alors dirigée par Liu Fang, l'un des ressortissants chinois dirigeant l'une des quinze agences spécialisées de l'ONU (→ p. 204). Depuis son arrivée à la tête de cette agence, l'OACI n'a plus invité Taïwan à participer à son assemblée trisannuelle[306]. Cette **politique d'exclusion** a de nouveau fait l'objet de critiques dans le contexte du début de l'épidémie de Covid-19. **Plusieurs personnes ont exprimé sur Twitter leur regret que Taïwan ne soit pas incluse dans les échanges avec les membres de l'OACI** alors que l'aéroport de Taoyuan est une plateforme de correspondance aéroportuaire majeure de la région, avec plus de 72 millions de passagers y transitant tous les ans vers plus de 150 villes dans le monde[307]. L'affaire prend de l'ampleur avec les réactions de Jessica Drun, membre non résidente de Project 2049, qui publie le tweet suivant le 22 janvier : « *Want to drive the point home that two orgs, @WHO & @icao, refuse to share knowledge [with] Taiwan authorities. This means civil aviation authorities for one of busiest regional airports do not receive up-to-date info on any potential ICAO-WHO efforts*[308]. »
Quelques jours plus tard, le 25 janvier, elle attire l'attention sur le fait qu'**elle a été bloquée par le compte Twitter de l'OACI, alors qu'elle n'appelait pas à reconnaître Taïwan comme membre de l'OACI, mais seulement à l'inclure dans les échanges**[309]. De nombreux autres utilisateurs – des analystes de think tanks, des universitaires, des journalistes et autres observateurs – ont également remarqué qu'ils avaient été **bloqués par l'agence après avoir critiqué l'exclusion de Taïwan**[310]. Au-delà de la symbolique de ce geste, cela signifie que ces utilisateurs ne sont plus en mesure de consulter les publications du compte de l'agence.
L'OACI est même allée plus loin en bloquant également les utilisateurs qui ne faisaient qu'évoquer cette affaire, comme ce fut le cas pour Alex Dukalskis, Associate Professor de l'University College Dublin et China Fellow du Wilson Center. Celui-ci révèle qu'après leur avoir écrit en suivant leur conseil, il a reçu une réponse de l'OACI lui demandant une autocritique pour espérer être débloqué par leur compte Twitter : « *If you could therefore firstly reassure me that you recognize you were mistaken in your earlier questions and posts, and*

306. J. Michael Cole, « ICAO Refuses to Invite Taiwan to Assembly », *The News Lens*, 23 septembre 2016 ; « Ally backs Taiwan's ICAO participation », *Taipei Times*, 3 octobre 2019.
307. J. Michael Cole, « ICAO Twittergate-Taiwan Scandal Highlights Deeper Problems At The UN: J. Michael Cole For Inside Policy », Macdonald-Laurier Institute, 6 février 2020.
308. Jessica Drun, tweet du 22 janvier 2020, https://twitter.com/jessicadrun/status/1220013584564002822?lang=en.
309. Jessica Drun, tweet du 25 janvier 2020, https://twitter.com/jessicadrun/status/1220984488303435777?lang=en.
310. Tom Grundy, « Wuhan coronavirus: UN aviation body blocks users who raise issue of Taiwan's inclusion on Twitter », *Hong Kong Free Press*, 28 janvier 2020.

secondly confirm that you were not aware that your activities were augmenting risks to the safety and security of our staff, we'd be willing to reconsider re-establishing your ability to post your personal opinions on our account[311]. »

L'immunité de l'OACI – pensée à l'origine pour protéger les organisations internationales de l'ingérence des États – ne permet pas de discuter ses décisions devant la justice. Ce comportement entre pourtant en contradiction avec la mission première de partage de l'information de ce genre d'agences et remet en question l'impartialité des autorités de l'OACI. En l'occurrence, **le compte Twitter de l'OACI était géré par une ressortissante chinoise**, Guang Qining, qui semble avoir suspendu son profil LinkedIn après que l'affaire a pris de l'ampleur[312]. Avant d'être recrutée dans cette agence, Guang avait travaillé pour l'Administration de l'aviation civile de Chine, comme la secrétaire générale Liu Fang, et pour l'Association pan-chinoise des journalistes qui, rappelle J. Michael Cole, est une organisation qui assure entre autres la diffusion de la propagande du Parti vers les médias étrangers[313]. Guang Qining n'est cependant pas la responsable de la politique de communication de l'agence, mais cette manière de faire semble tout à fait cautionnée par le chef de la communication, Anthony Philbin, selon lequel l'OACI est obligée de bloquer les personnes qui déforment intentionnellement et publiquement l'image de l'agence, obligeant celle-ci à prendre des mesures pour défendre l'intégrité des informations diffusées et des discussions à propos de celles-ci[314]. Il est intéressant de noter que **l'OACI a déjà présenté Taïwan comme une province chinoise**[315]. Par ailleurs, cette agence avait également procédé de cette manière en mars 2019 en bloquant les critiques de sa politique environnementale[316].

IV. La force armée

Pékin a toujours utilisé les exercices militaires – en soi et dans l'exagération médiatique qui en est faite – comme un moyen de guerre psychologique contre Taïwan, particulièrement (mais pas seulement) au moment des élections, pour tenter de les influencer ou d'envoyer un message à ceux qui les remportent. Par exemple, entre juillet 1995 et juin 1996, alors que l'élection présidentielle avait lieu le 23 mars 1996, la Chine a organisé pas moins de six exercices militaires visant l'île, tirant des missiles dans la mer à quelques dizaines de kilomètres des côtes taïwanaises. Peu de temps avant, en 1994, au moment même où un roman d'anticipation racontant l'invasion imminente de Taïwan par la Chine l'année suivante devenait un best-seller dans l'île[317], Pékin menait ses plus grands exercices militaires depuis des années.

La pression militaire s'est accentuée depuis l'élection de Tsai Ing-wen en 2016, comme un aveu d'échec du *soft power* chinois qui n'avait pas réussi à gagner les cœurs et les esprits des Taïwanais. Régulièrement, l'APL simule des invasions de l'île. Par exemple, en août 2020, en réponse à ce que Pékin percevait comme une provocation américaine (la visite à Taïwan du secrétaire américain à la Santé et aux Services sociaux), l'APL a mené des exercices de débarquement. Elle dispose également, sur sa base de Zhurihe, de la réplique en taille réelle d'une partie du centre-ville de Taipei, y compris du palais présidentiel

311. Alex Dukalskis, tweet du 20 février 2020, https://twitter.com/AlexDukalskis/status/1230467827485806593.
312. David Spencer, « Will ICAO Twitter block hasten Taiwan's admittance to international bodies? », *Taiwan News*, 1er février 2020.
313. Cole, « ICAO Twittergate-Taiwan Scandal », *op. cit.*
314. Bethany Allen-Ebrahimian, « UN aviation agency blocks critics of Taiwan policy on Twitter », *Axios*, 27 janvier 2020.
315. « Economic impact estimates due to COVID-19 travel bans », ICAO, 13 février 2020.
316. Megan Darby, « 'Fake news': UN aviation body blocks online climate critics », *Climate Home News*, 27 mars 2019.
317. 鄭浪平 (Zheng Langpin), 閏八月震盪 *(Oscillations du mois d'août)*, Taipei, Business Weekly Publisher, 1994.

taïwanais, qui sert à simuler des prises d'assaut[318]. **Les intrusions dans la zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) taïwanaise se sont également multipliées** ces dernières années. 2020 a été une année record, avec **380 incursions d'avions** chinois dans **l'ADIZ taïwanaise**[319]. Pékin a intensifié ses activités immédiatement après la réélection de la présidente Tsai, comme pour envoyer un signal. Le premier trimestre 2021 confirme que la pression augmente encore, avec notamment deux grosses sorties aériennes chinoises le 26 mars et le 12 avril, cette dernière impliquant simultanément 25 avions[320]. Elles s'intensifient généralement lors d'événements particuliers sur lesquels Pékin veut exercer une pression, comme la fête nationale taïwanaise (10 octobre), des visites diplomatiques (comme, en septembre 2020, celle du sous-secrétaire d'État américain pour la Croissance économique, l'Énergie et l'Environnement), ou encore l'entrée en fonction d'un nouveau président américain : ainsi, les 23-25 janvier 2021, quelques jours seulement après l'intronisation de Joe Biden, Pékin a testé la détermination du nouveau président en envoyant dans l'ADIZ taïwanaise treize avions le premier jour, quinze le deuxième, et quinze à nouveau le troisième, un record depuis septembre 2020[321].

Cette « **militarisation de la posture de Pékin**, explique J. Michael Cole, comprend deux vecteurs principaux : l'activité et la préparation accrues de l'APL dans les environs de Taïwan, et le fait qu'elles soient associées à une campagne soutenue de guerre psychologique contre le gouvernement et le public taïwanais[322] ». En effet, **ces exercices s'accompagnent généralement d'une rhétorique guerrière des médias chinois qui en exagèrent l'ampleur et la signification**. En avril 2018, par exemple, alors que des exercices militaires planifiés et relativement mineurs avaient lieu au large de Quanzhou, dans la province du Fujian, la presse chinoise en a fait « des exercices à tir réel pour vérifier l'indépendance de Taïwan », comme a titré le *Global Times*[323]. J. Michael Cole note que ces exercices « ont été ostensiblement programmés pour coïncider avec une visite au Swaziland de la présidente Tsai Ing-wen[324] ». En août 2020, **le *Global Times* présente les exercices militaires « non pas comme un avertissement mais comme une répétition de la prise de contrôle de Taïwan » par l'APL, qui semble donc inévitable**[325]. Confirmant l'écrasante supériorité de l'APL, sa capacité à attaquer l'île par tous les côtés, l'objectif assumé de ces exercices est de « dissuader les sécessionnistes taïwanais[326] ». **Les exercices militaires visant Taïwan sont de plus en plus fréquents et la propagande qui les accompagne est de plus en plus agressive.**

L'objectif de ces intrusions quotidiennes et de cette pression constante est non seulement de faire peser sur les esprits des Taïwanais **une menace permanente**, voire **un sentiment d'inéluctabilité** de l'invasion chinoise, mais aussi de **créer les conditions d'un accident** susceptible de dégénérer. Comme le note Pierre Haski, « Le risque n'est pas, en tout cas pas encore, le déclenchement délibéré d'une guerre, mais un incident qui entraîne un engrenage difficile à arrêter[327] ». Les Taïwanais en sont conscients et restent calmes : ils savent qu'ils sont

318. Joseph Trevithick, « China's largest base has replicas of Taiwan's presidential building, Eiffel tower », The War Zone, *The Drive*, 27 mai 2020.

319. AFP, « Taiwan says Chinese jets made record 380 incursions in 2020 », France 24, 5 janvier 2021.

320. Greg Waldron, « Beijing air power turns up the heat on Taiwan », *Flight Global*, 16 avril 2021.

321. J. Michael Cole, « 2021: The Year China and Taiwan clash? », *The National Interest*, 25 janvier 2021 ; Nathalie Guibert, « Taïwan : des incursions aériennes chinoises sans précédent », *Le Monde*, 25 janvier 2021.

322. J. Michael Cole, « Propaganda Drives 'Massive' PLA Exercices in the Taiwan Strait », *Global Taiwan Brief*, 5:17, 26 août 2020.

323. Shan Jie, « Live-fire drills to check 'Taiwan independence' », *Global Times*, 13 avril 2018.

324. Cole, « Propaganda Drives 'Massive' PLA Exercices », *op. cit.*

325. « PLA Friday drills not warning, but rehearsal for Taiwan takeover: Global Times editorial », *Global Times*, 18 septembre 2020.

326. Liu Xuanzun, « PLA holds concentrated military drills to deter Taiwan secessionists, US », *Global Times*, 23 août 2020.

327. Pierre Haski, « Entre Taïwan et la Chine, les risques d'une escalade mal maîtrisée », France Inter, 23 septembre 2020.

la cible d'une opération de guerre psychologique et que **l'erreur, le prétexte qu'attend Pékin, est précisément la surréaction qui conduirait à l'escalade**[328].

Un cas est particulièrement illustratif de cette guerre psychologique. Le 16 décembre 2016, le compte Weibo de la Force aérienne de l'APL (FAAPL) publie **une photo d'un bombardier H-6** (à capacité nucléaire), en vol et immatriculé 20019 (ce qui indique une appartenance à la 10e Division de bombardiers basée à Anqing[329]) – photo sur laquelle on distingue au loin deux monts qui pointent au-dessus d'une mer de nuages (Figure 1)[330].

Rapidement, les internautes chinois avancent une première hypothèse : les deux monts que l'on voit à l'arrière de l'avion sont ceux de la montagne de Jade, ou Yushan (玉山), qui se situe au cœur de l'île de Taïwan, dans le district de Nantou, et qui culmine à 3 952 mètres. À partir de cette hypothèse, certains avancent qu'en analysant l'orientation des deux monts il est possible de déduire que le bombardier vient du nord et se dirige vers le sud et que, par conséquent, il s'agit de l'exercice de vol autour de l'île de Taïwan de la FAAPL datant du 25 novembre[331]. D'autres suggèrent qu'il s'agit plutôt de l'exercice de surveillance longue-distance datant du 10 décembre[332].



Figure 1. Source : http://weibointl.api.weibo.com/share/187972608.html?weibo_id=4053418358272402.





Figure 2. Source : http://weibointl.api.weibo.com/share/189226955.html?weibo_id=4052894808581395.

Lorsque les internautes font le lien entre cette photo et d'autres, publiées par le même compte Weibo de la FAAPL deux jours plus tôt et qui représentent cet avion au même endroit

328. J. Michael Cole, « China's live-fire drill in the Taiwan strait: a case study in psychoogical warfare », *Taiwan Sentinel*, 18 avril 2018.

329. Kenneth W. Allen et Cristina L. Garafola, *70 Years of the PLA Force*, China Aerospace Studies Institute, US Air University, 2021, p. 139.

330. En chinois, « 周末，分享一幅很有意义的照片 ! ». « 我空军绕台飞行，轰-6K与台湾玉山合影 » (Notre Armée de l'air effectue un vol autour de Taiwan, le H-6K pose avec le mont taïwanais Yushan), 个人图书馆 (*360doc*), 17 décembre 2016, https://archive.vn/vuXbQ.

331. « Notre Armée de l'air effectue un vol autour de Taïwan… », *op. cit.*

332. « 台媒:轰6K绕台照» 造假 » 在海峡西测 » (Médias taïwanais : la photo « truquée » du H-6K faisant le tour de Taïwan aurait été prise depuis le côté est du détroit), 搜狐 (*Sohu*), 27 décembre 2016, https://archive.vn/EHizL.

mais depuis un autre angle révélant non pas deux, mais trois monts à l'arrière-plan (Figure 2), une seconde hypothèse est avancée. Il s'agirait plutôt d'une autre montagne taïwanaise, la Beidawushan (北大武山), qui se situe à la pointe sud de l'île dans le district de Pintung et qui culmine à 3 092 mètres[333].

Côté taïwanais, le ministère de la Défense s'est exprimé dès le 17 décembre 2016, pour nier que cette photo avait pour arrière-plan Yushan[334]. Le mont Yushan étant à 50 km de la mer et à environ 200 km à l'intérieur de l'ADIZ, les proportions de l'avion vis-à-vis des montagnes en arrière-plan suggèrent que, s'il s'agit du mont Yushan, le cliché n'aurait pu être pris que de l'intérieur de l'ADIZ taïwanais[335]. Un internaute suggère que la photo aurait été prise à 100-150 km du mont Yushan (Figure 3)[336]. Deux contre-arguments, complémentaires, sont utilisés par les Taïwanais : s'il s'agit bien de la silhouette du mont Yushan, alors les proportions de la photo ont été truquées, ou il s'agit simplement d'une autre montagne, comme la Beidawushan, qui est plus près de la mer[337]. On peut comprendre la réticence des autorités taäiwanaises à reconnaître que la FAAPL ait pu prendre une photo de leur côte est, puisque cela renforcerait l'idée selon laquelle l'APL est en capacité d'attaquer l'île depuis tous les côtés[338].

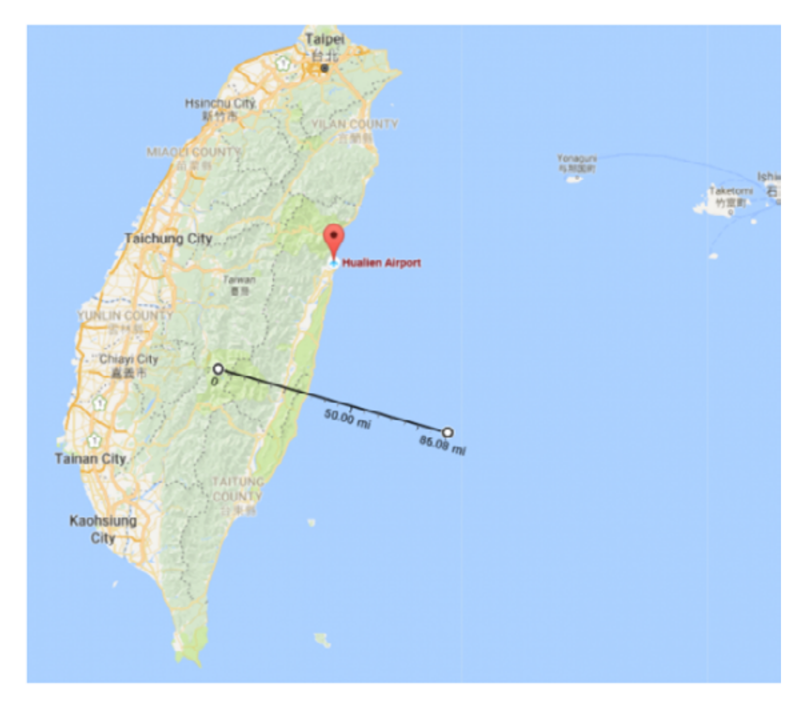


Figure 3. Un internaute chinois estime que la photo a été prise à 100-150 km du mont Yushan.
Source : https://archive.vn/vuXbQ.

En avril 2018, le compte Weibo de l'armée de l'air publie une vidéo promotionnelle de 4 minutes dans laquelle apparaît la scène dont ont visiblement été tirées les photos précédentes (Figure 4). Ce cas n'est pas isolé : **l'armée de l'air chinoise publie fréquemment des images**

333. « 解放军空军发布疑似轰-6K与台湾中央山脉高峰合影 » (La Force aérienne de l'APL publie une photo de ce qui semble être un H-6K face au plus haut mont taïwanais), 观察 (Guancha), 17 décembre 2016, https://archive.vn/Q4KUs.
334. Matthew Strong, « Military denies Yushan in China bomber picture », *Taiwan News*, 17 décembre 2016.
335. « Médias taïwanais : la photo "truquée" », *op. cit.* ; 黄丽蓉 (Huang Lirong), « 解放军轰6-K飞行背后山影 可能是屏东大武山 » (La montagne derrière le H-6K de l'APL est probablement Beidawushan), *China Times*, 17 décembre 2016, https://archive.vn/f793D.
336. « Notre Armée de l'air effectue un vol autour de Taïwan… », *op. cit.*
337. C'est par exemple l'argument avancé par le rédacteur en chef d'un magazine taïwanais d'affaires militaires, *Junshi lianxian* (軍事連線). Lirong, « La montagne derrière le H-6K de l'APL est probablement Beidawushan », *op. cit.*
338. « Médias taïwanais : la photo "truquée" », *op. cit.*

et des vidéos de ses avions autour de Taïwan, pour maintenir la pression. C'est une illustration typique de la guerre psychologique. Que l'avion ait réellement été photographié en face du mont Yushan ou non, **le mal est fait à partir du moment où le doute est semé auprès de l'opinion publique taïwanaise. Le but est de miner la confiance des Taïwanais dans la capacité de leurs forces armées à surveiller les mouvements de l'APL, réagir vite, défendre leur souveraineté territoriale et les protéger d'une attaque de la RPC** : « Les photos envoient un message […] aux citoyens de Taïwan, pour souligner l'incapacité de leur gouvernement à arrêter de tels vols […]. Lorsque deux H-6K sont entrés dans la zone d'identification de défense aérienne de Taïwan (ADIZ) pendant le vol du 20 juillet [2017], les pilotes chinois ont déclaré qu'eux et les Taïwanais étaient les "mêmes personnes", une illustration des revendications chinoises à Taïwan[339]. »



Figure 4. Vidéo postée le 19 avril 2018 sur la compte Weibo de l'armée de l'air chinoise.
Source : https://archive.vn/df7MT[340].

Une autre manière, pour Pékin, d'exercer une pression militaire sur Taïwan est de diffuser des nouvelles fausses ou biaisées qui, si elles étaient vraies, seraient des *casus belli*. Par exemple, la rumeur selon laquelle des avions militaires américains utilisent des bases taïwanaises : en août 2020, des internautes ont ainsi prétendu qu'un avion de guerre électronique et de reconnaissance Lockheed EP-3 de la marine américaine avait à plusieurs reprises décollé de et atterri à Taïwan[341]. La nouvelle a été diffusée sur les réseaux sociaux, notamment par la South China Sea Probing Initiative (SCSPI)[342]. Elle a été reprise par le *Global Times* qui cite la SCSPI et, comme d'habitude, se fait menaçant, expliquant que, si c'était avéré, ce serait « franchir une ligne rouge » et que Pékin pourrait « détruire l'aéroport concerné sur l'île et les avions américains qui y atterrissent – déclenchant une guerre dans le détroit de Taïwan ». Le journal avertit les autorités taïwanaises et américaines de « ne pas jouer avec le feu » et va plus loin, recommandant que « Pékin déclare officiellement l'"espace aérien" au-dessus de l'île de Taïwan comme zone de patrouille de l'APL. Des avions de reconnaissance et de combat de l'APL y effectueront des missions, [leur permettant de] vérifier s'il y a des avions militaires américains atterrissant sur les aéroports de Taïwan ou des navires de guerre américains accostant

339. Nathan Beauchamp-Mustafaga, Derek Grossman et Logan Ma, « Chinese bomber flights around Taiwan: for what purpose? », *War on the Rocks*, 13 septembre 2017.
340. http://weibointl.api.weibo.com/share/187972608.html?weibo_id=4053418358272402.
341. Keoni Everington, « Aircraft spotters allege US spy plane landed in Taipei », *Taiwan News*, 19 août 2020.
342. https://twitter.com/SCS_PI/status/1294091966305599493.

dans les ports de l'île. Si les forces armées de l'île osent tirer en premier sur un avion de l'APL, elles provoqueront une guerre, et l'APL devrait immédiatement **détruire les forces militaires de Taïwan et réaliser la réunification par des moyens militaires**[343] ».

Les informations initiales, sur la présence d'avions militaires américains sur l'île, n'ont aucun fondement et ont été démenties par les autorités taïwanaises. Comme l'a noté J. Michael Cole, **la SCSPI sur laquelle s'appuie le *Global Times* pour proférer ses menaces n'est pas un acteur neutre, en dépit du fait qu'elle se présente comme tel : elle est en réalité liée à l'université de Pékin**. Le directeur de la SCSPI, Hu Bo (胡波), est aussi le directeur du Centre d'études stratégiques maritimes de l'université de Pékin ; et l'un des membres du conseil d'administration de la SCSPI est le président de l'Institut national pour les études sur la mer de Chine du Sud (NISCSS, 中国南海研究院). La SCSPI et le NISCSS servent régulièrement « de plateformes pour soutenir les revendications territoriales de Pékin[344] ».

Quoi qu'il en soit, la méthode est rodée : une information fausse ou biaisée émerge – sur les réseaux sociaux ou des forums divers, de préférence ne semblant pas liés au PCC – puis elle est reprise et amplifiée par les médias chinois, en général le *Global Times*, qui profèrent des menaces. Il peut s'agir d'une opération montée de toute pièce, si les services chinois plantent l'information initiale, ou simplement d'un coup opportuniste consistant à saisir au vol toute information pouvant nuire à Taïwan, quelle qu'en soit l'origine.

V. Conclusion

La guerre politique chinoise contre Taïwan a remporté quelques succès tactiques, dans la mesure où elle contribue à polariser la société taïwanaise – et donc à convaincre une partie de l'opinion que « le véritable ennemi de Taïwan est le camp opposé (le PDP) et non le régime autoritaire de l'autre côté du détroit[345] ». **Elle pourrait aussi « avoir aidé quelques politiciens à se faire élire[346] ». Certaines mesures de séduction, notamment des hommes d'affaires, peuvent fonctionner**, mais d'autres semblent vaines. C'est notamment le cas du milieu académique taïwanais, très éduqué sur la menace et les méthodes chinoises : ceux qui ont été la cible de programmes d'influence leur offrant des voyages luxueux en Chine continentale, où ils ont notamment participé à des réunions d'endoctrinement par des cadres du PCC, en reviennent non pas convertis mais plutôt moqueurs, selon J. Michael Cole : « J'ai eu plusieurs entretiens avec des universitaires taïwanais qui ont fait ces voyages en Chine, ils reviennent et ils me disent : "nous avons eu une excellente cuisine, l'hôtel était agréable […]. Mais ont-ils réussi à me laver le cerveau ou à me convaincre que je suis quelque chose que je ne suis pas ? Absolument pas". Et ils rient, généralement en disant que **les Chinois dépensent beaucoup d'argent pour ces activités, pour des bénéfices réels très minimes[347]. » Les Chinois ne sont sans doute pas dupes de l'inefficacité de ses mesures qui trouvent dès lors leur justification dans les mécanismes de l'appareil du Parti-État : certaines opérations relèvent en effet d'une logique administrative et visent à prouver à la hiérarchie que l'on est actif.**

Et, sur le plan stratégique, c'est un échec. La guerre politique chinoise contre Taïwan a même un effet contre-productif : les mesures incitatives comme les mesures puni-

343. « Tsai authorities deserve a stern warning from Beijing: Global Times editorial », *Global Times*, 31 août 2020.
344. J. Michael Cole, « Beijing's Anti-Taiwan Propaganda Goes into Overdrive », *Global Taiwan Brief*, 5:18, 23 septembre 2020.
345. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 33.
346. *Ibid.*, p. 32.
347. Cole, « A conversation about China's sharp power », *op. cit.*, p. 4.

tives sous Xi Jinping n'ont pas produit les résultats escomptés, la population taïwanaise est toujours majoritairement favorable à la présidente et au PDP et elle est encore plus méfiante à l'égard de la Chine qu'avant. Pékin a même perdu le KMT, qui à une époque était un relais utile pour le PCC et qui, de plus en plus, s'éloigne de la Chine et vice-versa (Pékin dit aussi « ne plus compter sur le KMT »)[348]. La campagne présidentielle de 2020 a confirmé la perte d'influence du KMT et la nécessité pour Pékin de s'appuyer sur d'autres canaux, qui pour la plupart ne sont pas des partis politiques, pour toucher directement la population, notamment les jeunes générations (la Chine a perdu en attractivité pour les jeunes générations à cause de la guerre commerciale sino-américaine et de la crise hongkongaise). **Le sentiment nationaliste s'accroît :** le nombre de personnes s'identifiant comme « seulement taïwanaises » n'a jamais été aussi élevé (67 %)[349]. **La crise hongkongaise n'y est pas étrangère, ayant joué le rôle d'un puissant repoussoir. Le gouvernement a pris un paquet de mesures pour lutter contre l'ingérence**, notamment chinoise, qui devraient rendre les opérations d'influence plus difficiles à l'avenir. Cela a également renforcé sa détermination **à réduire sa dépendance à l'égard de la Chine, donc à diversifier son économie** – en particulier dans les secteurs utilisés par Pékin comme des leviers, tels que le tourisme.

D'une manière générale, **l'agressivité croissante de Pékin ces dernières années non seulement contre Taïwan mais dans le monde entier, a considérablement accru l'attractivité de l'île**. Sans pour autant gagner davantage d'alliés diplomatiques formels, **Taïwan a vu ses relations se renforcer avec les États-Unis**, avec la visite du secrétaire américain à la Santé en août 2020 (plus haut représentant américain en visite dans l'île depuis 1979), puis d'un sous-secrétaire d'État en septembre, et la création d'un centre de maintenance des F-16 américains, le seul en Asie orientale. La visite d'une imposante délégation parlementaire tchèque de 90 personnes fin août a également attiré l'attention internationale sur l'île, et le courroux de Pékin. En résumé, **les efforts chinois pour affaiblir et isoler Taïwan ont eu l'effet inverse de celui escompté**.

348. Yang Sheng, « Beijing won't rely on KMT for realizing reunification with Taiwan following 'mayor' recall drama: analysts », *Global Times*, 7 juin 2020.

349. Depuis que le sondage existe (1992) : Huang Tzu-ti, « 67% of people in Taiwan self-identity as Taiwanese », *Taiwan News*, 4 juillet 2020.

De Taïwan à Hong Kong et réciproquement

Quelle relation les cas taïwanais et hongkongais entretiennent-ils depuis le début de la crise hongkongaise ? Les Chinois appliquent-ils à Taïwan des méthodes et des contenus utilisés à Hong Kong ou vice versa ? Les deux sans doute. Il semble y avoir un recyclage des méthodes et des contenus, qui sont adaptés. D'un côté, la crise hongkongaise a contribué à façonner les récits contre Taïwan, comme la rumeur selon laquelle « le gouvernement taïwanais s'ingère dans la crise hongkongaise – en apportant un soutien financier » (un post sur Facebook affirme que la présidente Tsai Ing-wen dépense un milliard de dollars taïwanais (29,5 millions d'euros) en soutien aux manifestations à Hong Kong tout en refusant de financer la lutte contre la dengue qui frappe le sud de l'île), ou tactique (la presse pro-Pékin de Hong Kong, reprise à Taïwan, affirme que des agents taïwanais ont été vus en train de conseiller les manifestants sur la meilleure manière d'affronter la police)[350]. D'une manière générale, la crise hongkongaise n'a pas vraiment eu d'impact sur la fréquence et l'intensité des attaques informationnelles contre Taïwan, Pékin ayant les moyens de mener les deux de front. En revanche, elle a eu un impact sur les récits qui portent moins sur l'unification (sujet plus délicat pendant la crise hongkongaise) et davantage sur les problèmes internes à Taïwan (problèmes sociaux).

D'un autre côté, dans les 13,8 millions de tweets identifiés par Twitter en août et septembre 2019 comme participant à une opération pro-Pékin contre Hong Kong, il était aussi question de Taïwan, pour promouvoir des figures taïwanaises pro-unification comme la journaliste Joyce Huang (黃智賢) ou le politicien Wang Ping-chung (王炳忠), qui sont aussi connus pour avoir travaillé avec les services chinois comme l'ont établi des procédures judiciaires[351]. **La Chine semble également avoir utilisé des alliés taïwanais pour intervenir à Hong Kong** parce qu'ils emploient eux aussi les caractères traditionnels et sont donc moins susceptibles de faire des fautes contrairement aux Chinois de la RPC qui utilisent les caractères simplifiés et peuvent plus facilement passer inaperçus.

350. K. G. Chan, « Taiwan hits back at claim it's funding HK rallies », *Asia Times*, 29 juillet 2019.
351. Monaco, Smith et Studdart, *Detecting Digital Fingerprints*, *op. cit.*, p. 32.

Chapitre 2

LES OPÉRATIONS INFORMATIONNELLES CONTRE LES MANIFESTANTS HONGKONGAIS EN 2019

Hong Kong a été rétrocédé à la Chine en 1997, par le biais d'un accord entre le Royaume-Uni et la RPC qui prévoit que Hong Kong conserve son système politique (tel que prévu par la Basic Law, la « constitution » hongkongaise) pendant 50 ans. C'est cette organisation que l'on désigne par l'expression « un pays, deux systèmes », l'île rétrocédée devenant alors une « région administrative spéciale » (特别行政区 – SAR), dotée de son propre système juridique et politique. L'autorité de la RPC y est représentée par le Bureau de liaison du gouvernement populaire central dans la région administrative spéciale de Hong Kong (中央人民政府驻香港特别行政区联络办公), abrégé en Bureau de liaison.

Au cours de l'hiver 2019, un projet de loi d'extradition vers la Chine suscite la colère de la population, qui manifeste. La police réprime le mouvement qui s'intensifie. La manifestation du 16 juin rassemble deux millions de personnes selon les organisateurs, un record. L'affrontement avec les forces de police devient violent. **La tension culmine durant l'été et l'automne 2019. C'est dans ce contexte que Pékin va mener un certain nombre d'opérations d'influence et de désinformation contre les manifestants**[1], avec trois angles d'attaque : le soutien aux forces de police et au gouvernement hongkongais, le dénigrement des manifestants et l'accusation d'ingérence étrangère[2].

I. Les difficultés de Pékin à imposer son récit des événements

Sur le terrain, le régime chinois s'est avéré incapable d'anticiper l'émergence de la contestation, ni de comprendre son évolution et la dégradation fulgurante de l'image de Carrie Lam, la cheffe de l'exécutif, au sein de l'opinion publique. L'échec du représentant du Bureau de liaison à Hong Kong est également patent. À cet égard, les images de manifestants encerclant le Bureau de liaison et piétinant le drapeau de la RPC ont constitué **un affront clair pour le PCC**. Surpris par l'ampleur des manifestations et l'incapacité du gouvernement Lam à ramener le calme, le PCC est contraint de réagir dans l'urgence. Sa marge de manœuvre est toutefois réduite, puisque Hong Kong reste largement autonome et qu'une action coercitive directe se conclurait par un coût politique et d'image considérable pour le régime, et démonétiserait intégralement la rhétorique « un État-deux systèmes » non seulement aux yeux des Hongkongais mais aussi des Taïwanais.

1. Ce chapitre se concentre sur les événements de 2019. Pour une analyse des activités du Front uni à Hong Kong en général, voir notamment Sonny Shiu-Hing Lo, Steven Chung-Fun Hung et Jeff Hai-Chi Loo (eds.), *China's New United Front Work in Hong Kong: Penetrative Politics and Its Implications*, Palgrave Macmillan, 2019.
2. Iain Robertson, *Targeting the Anti-Extradition Bill Movement: China's Hong Kong Messaging Proliferates on Social Media*, Atlantic Council's Digital Forensic Research Lab, décembre 2020, p. 10.

Face à cette humiliation qui prend très vite la forme d'un test de la capacité du régime chinois à rétablir son autorité, aussi bien en Chine *stricto sensu* que vis-à-vis du territoire de Hong Kong et de sa population, Pékin va **privilégier la sphère informationnelle**.

Sur le plan de la riposte, Pékin fait face à un triple défi. Son discours doit s'adresser à trois cibles simultanément : 1) **l'opinion publique continentale**. Elle est toutefois la plus simple à canaliser puisque l'information y est complètement contrôlée, derrière le « grand pare-feu chinois », et que le département de Propagande donne le ton, suivi par l'ensemble des médias chinois. 2) **L'opinion publique hongkongaise**, et plus largement les Chinois des diasporas, notamment nord-américaines et européennes. 3) **L'opinion publique internationale** non sinophone.

Le défi pour la Chine est aussi celui de **préserver un capital minimal de sympathie** : les manifestations ont en effet attiré l'attention des médias étrangers sur la situation à Hong Kong et par extension sur la gestion de la crise par le Parti. Or, le pouvoir chinois fait face à un environnement international complexe, en butte aux critiques voire à une hostilité grandissante, marqué notamment par la « guerre commerciale » qui l'oppose à l'administration américaine, la politique de colonisation du Xinjiang et le rétrécissement des libertés publiques de plus en plus assumé par le pouvoir. La marge de manœuvre réelle de Pékin est donc plus limitée qu'il n'y paraît.

L'objectif du régime est donc de décliner un contre-discours qui puisse être acceptable et audible par chacun de ces trois segments. Les canaux et les langues utilisés pour les diffuser sont multiples. D'une part, dans le monde sinophone, Pékin utilise essentiellement WeChat, Weibo et Douyin (version continentale de TikTok), des écosystèmes fermés au sein desquels seuls les contenus conformes aux lois et réglementations du continent peuvent circuler (→ p. 194). Ces plateformes sont largement utilisées par les Chinois de l'étranger, et constituent donc des vecteurs efficaces pour atteindre les diasporas. D'autre part, pour façonner l'opinion internationale, Pékin utilise essentiellement les plateformes américaines (interdites en Chine) Facebook, Twitter et YouTube, ainsi que la plateforme chinoise TikTok. Si les réseaux sociaux occupent une part importante de la stratégie chinoise de communication sur Hong Kong, les médias classiques ne sont pas pour autant délaissés.

II. Le récit médiatique chinois

Les porte-parole du gouvernement chinois se plaignent régulièrement de la couverture médiatique étrangère sur la RPC. Celle-ci est souvent considérée comme trop négative et ignorante des réussites du Parti communiste au profit de campagnes de « dénigrement ». Cette tactique ou cette **posture victimaire**, qui consiste à critiquer le traitement de la Chine dans les médias occidentaux, est la première et la plus courante des méthodes visant à influencer l'opinion publique. L'opinion-cible est autant celle de la Chine continentale, que celle de la diaspora, voire de certaines franges de l'opinion internationale (extrême gauche ou extrême droite dans les démocraties libérales européennes par exemple).

Sur le continent, le Parti peut s'appuyer sur son appareil de propagande parfaitement rodé et son réseau de censeurs pour orienter l'attitude de l'opinion publique au sujet des manifestations. David Bandurski, du *China Media Project*, analyse les méthodes et les narrations utilisés à cette fin sur le continent[3]. À côté des grands quotidiens officiels, il note l'importance de nombreux comptes WeChat publiant en masse des articles « de faible qualité » (*junk-propaganda*). Ces articles visent selon lui à enflammer l'opinion publique par le biais de contenus soigneusement sélectionnés et porteurs d'une forte charge clivante (désacralisation du drapeau, actes de violence imputés aux manifestants,

3. David Bandurski, « Hong Kong Through China's Distorted Lens », *ChinaMediaProject*, 24 juillet 2019.

ou encore « preuves » de l'interférence d'agents étrangers – de la CIA notamment). Ces contenus, largement diffusés sur le web, peuvent être apparentés à **des méthodes de « spam » politique visant à submerger l'opinion publique de contenus manipulés**.



Exemples d'articles publiés autour du 8 octobre sur WeChat
à partir d'une requête « les bandits de Hong Kong » (香港暴徒)[4].

À Hong Kong, en revanche, le gouvernement central chinois ne peut censurer ou influencer directement le récit médiatique des manifestations. Le Bureau de liaison dispose de relais d'opinions, dans la mesure où il a par le passé acquis des maisons d'édition ou noué des liens étroits avec certains quotidiens ou tabloïds[5], mais **le PCC ne peut contrôler les flux d'informations sur les réseaux sociaux comme il le fait sur les plateformes continentales**. Du reste, Pékin a – du moins officiellement – affiché son choix de laisser le gouvernement hongkongais gérer les manifestations. Toutes les déclarations du Bureau de liaison ou du secrétaire général du PCC, Xi Jinping, soulignent la « confiance du PCC dans le gouvernement hongkongais ». **L'action du Parti-État se fait donc plus discrète**, et vise à unifier les forces « loyalistes » à travers une stratégie duale : d'une part, **forcer la main des institutions hongkongaises** (qu'il s'agisse d'entreprises comme Cathay Pacific et Mass Transit Railway ou du ministère de la Justice) et, d'autre part, **jouer le pourrissement**, en espérant que la violence et la radicalisation des manifestants conduira à un éclatement et/ou un discrédit du mouvement de contestation.

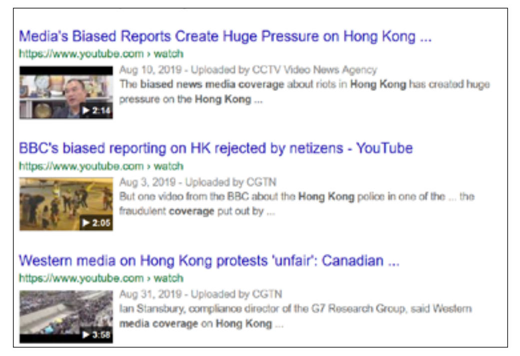
Les canaux employés pour faire passer ce genre de messages sont variables. Au-delà des déclarations de représentants officiels, d'organisation de manifestations contre des chaînes de télévision (comme en témoigne la lettre de 41 pages envoyée fin août 2019 aux grands journaux et agences de presse internationales)[6], **ce sont surtout les médias officiels chinois qui sont chargés de reprendre et d'amplifier le message**[7]. Ainsi, une recherche Google portant sur « *Hong Kong media coverage biased* » donne d'abord plusieurs vidéos publiées par CGTN, CCTV ou encore *China News*, principalement au mois d'août 2019.

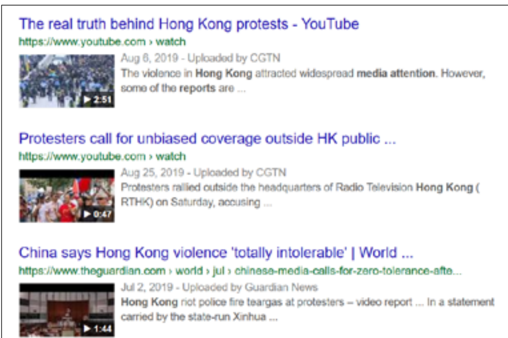
4. Il ne s'agit là que d'un échantillon parmi les centaines de résultats proposés. Dans son article, David Bandurski et son équipe en ont recensé plus de 200 parus au cours du mois de juillet. Voir aussi « 暴徒以镭射笔照射军营 驻港部队首次"警告" » (Des émeutiers font briller des stylos laser en direction des casernes, les troupes de Hong Kong lancent un premier avertissement), 10 juillet 2019.

5. « 中聯辦掌控聯合出版集團擁三大書局兼壟斷發行　議員指涉違《基本法》 » (Le Bureau de liaison prend le contrôle d'une maison d'édition et possède trois grandes librairies ; c'est un problème de monopole. Les membres du Legco pointent une infraction à la Loi fondamentale), 9 avril 2015.

6. « Hong Kong government supporters' protest targets 'biased' journalists at public broadcaster RTHK's headquarters », *South China Morning Post*, 24 août 2019.

7. « China sends 41-page letter to tell foreign media to stop biased reporting », *Mothership*, 23 août 2019.





Requête Google au 26 septembre 2019[8].

Un autre exemple de ce type de contenus visant à diffuser le récit défendu par Pékin est analysé par David Bandurski[9]. Le 1er août 2019, l'APL diffuse à la télévision d'État chinoise une vidéo d'un entraînement de la garnison basée à Hong Kong. Cette vidéo, dans laquelle les soldats de l'APL s'exercent à disperser par la force des manifestants, a été largement reprise tant par les manifestants eux-mêmes (pour illustrer la « dangerosité » de la Chine) que par les « pro-Pékin », comme une garantie que la « mère-patrie » n'abandonnerait pas Hong Kong et les « loyalistes ». Celle-ci est encore visible, ayant été reprise par plusieurs comptes officiels (APL, *China Daily*) en anglais comme en chinois, totalisant plusieurs dizaines de milliers de vues. L'utilisation de **la menace d'une intervention armée**, au service d'une stratégie chinoise de **pression graduelle** à l'encontre des manifestants, a été récurrente au cours de l'été, comme en témoignent les annonces des 12[10], 18[11] et 28 août 2019[12].

La stratégie des médias d'État semble être de **privilégier des contenus-chocs pour attirer l'attention, susciter un débat** et par là-même générer du trafic. Par exemple, **un spot télévisé compare les manifestants de Hong Kong aux terroristes djihadistes**, dans la mesure où ils instrumentalisent des enfants (voir la capture d'écran ci-dessous)[13]. Postée sur Facebook à la mi-septembre, cette vidéo a ensuite été reprise par les principaux canaux médiatiques chinois (*Global Times*, *China Daily*, etc.).



8. Les premiers résultats contradictoires arrivent en 6e position, la majorité en deuxième page. Notons que pour une recherche « Hong Kong Protest », les résultats sont plus variés et n'incluent peu ou pas de contenus émanant de télévisions d'État. Par ailleurs, YouTube indique avec un bandeau les chaînes dont le contenu est financé par un État, comme dans les cas cités ici.
9. David Bandurski, « War Games in Hong Kong », *China Media Project*, 1er août 2019.
10. « Chinese armed police truck convoy rolls into Shenzhen as Hong Kong enters another week of protests », *South China Morning Post*, 12 août 2019.
11. « Chinese armed police stage another riot drill across Hong Kong border as protests enter 11th week », *South China Morning Post*, 18 août 2019.
12. Austin Ramzy, « Chinese Military Sends New Troops Into Hong Kong », *The New York Times*, 28 août 2019.
13. Voir sur Facebook : https://www.facebook.com/watch/?v=2495151990809474 (consulté le 08/10/2019).

III. L'exemple de Guancha

Les comptes officiels sur les réseaux sociaux de certains médias chinois jouent un rôle central dans la diffusion de narrations et d'iconographies anti-manifestants. « RealGuancha », en particulier, joue un rôle prépondérant[14]. Guancha (观察) est **un site d'information chinois populaire**, à la manière de Jiemian (界面), Sina (新浪) ou encore *Global Times* (环球时报). Si le *Global Times* est connu sur les réseaux sociaux occidentaux (en particulier Twitter) pour ses saillies nationalistes et ses prises de position très tranchées, Guancha n'est pas un média qui s'est fait remarquer jusque-là par sa présence en dehors de Chine. Son compte Twitter, créé en mars 2019, se montre néanmoins **très actif et virulent dans son traitement des manifestations**.





Le compte Twitter @realGuancha partage en majorité des contenus en chinois, mais pas seulement. Ces publications du 7 octobre (ci-dessus) représentent les destructions de magasins ou boutiques appartenant à des marques continentales. Ces violences, avérées, sont dépeintes comme **des pillages généralisés, voire des « pogroms »** (visant les Chinois du continent). Sur la capture d'écran de gauche, la phrase « si tu commets un crime, est-ce qu'une excuse suffit ? », est une référence aux initiatives de certains manifestants modérés qui ont souhaité s'excuser pour les violences.

Le compte @realGuancha publie donc des contenus à vocation clivante, de même nature que ceux que l'on retrouve sur WeChat ou Weibo. S'il reste un « petit » compte (plus de 32 000

14. Voir https://twitter.com/realGuancha.

abonnés au 21 mars 2021), sa croissance durant cette période a été significative : il est passé de 2 000 abonnés le 6 octobre 2019 à 3 543 le 19, soit une augmentation de 77 % en deux semaines. **Extrêmement actif**, il a publié pas moins de 750 messages durant cette même période (passant d'un total de 1 800 tweets le 6 octobre 2019 à 2 550 le 19), soit une moyenne de 57,7 messages par jour. Selon l'application Accountanalysis, un pic d'activité a été enregistré le 1er octobre 2019, à l'occasion de la fête nationale de la RPC, avec 633 messages.

Guancha n'est pas uniquement présent sur Twitter : il est **tout aussi actif sur YouTube**, avec au moins une centaine de vidéos publiées entre les 3 et 6 octobre 2019 sur sa chaîne[15]. Toutes ces vidéos montrent **des images de manifestants violents**, soulignant leurs exactions. Leurs qualités et durées sont variables ; elles semblent provenir de différentes sources, certaines filmées par des Hongkongais ou des citoyens chinois du continent à Hong Kong. Très peu de ces vidéos semblent avoir fait l'objet d'un traitement « journalistique » ou d'une mise en forme, et l'ensemble ressemble plus à une compilation de vidéos amateurs qu'à un contenu éditorialisé.

La fréquence de diffusion de ces contenus, proche d'une **attaque par saturation**, laisse à penser que **l'objectif n'est pas d'informer**. Guancha vise de toute évidence à **inonder** les plateformes d'un contre-discours favorable aux « loyalistes ».

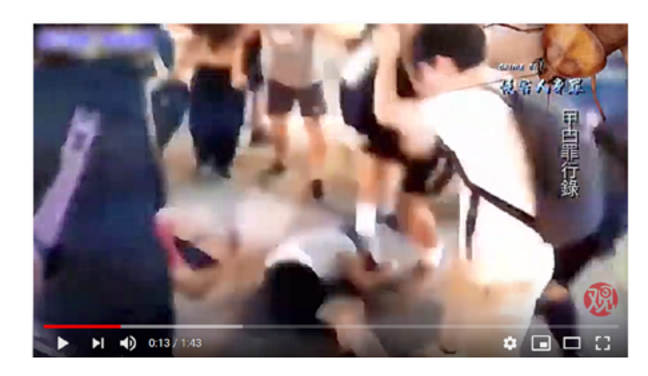
« L'automutilation » de Jimmy Sham

Le 16 octobre 2019, l'activiste Jimmy Sham, organisateur de nombreuses manifestations pacifiques ayant regroupé plusieurs centaines de milliers de Hongkongais, est pris à parti et frappé par un groupe d'hommes armés de marteaux et de barres de fer. Le 19 octobre, Guancha publie une vidéo intitulée « L'automutilation de Jimmy Sham » (岑子杰的苦肉计 – *kurouji* signifie « se blesser soi-même pour gagner la confiance de l'ennemi »)[16]. La vidéo montre d'abord le lieu de l'agression, maculé de sang, et Jimmy Sham gisant à terre. Puis le montre à l'hôpital, le lendemain de l'attaque, souriant. Le sous-entendu est clair : s'il est aussi gravement blessé qu'il le prétend, comment peut-il n'avoir qu'un petit pansement sur le front et sourire comme si de rien n'était ?



15. GuanchaNews观察者网, https://www.youtube.com/channel/UCJncdiH3BQUBgCroBmhsUhQ/videos.
16. https://www.youtube.com/watch?v=b1kd88RgYMk.

Le cas de « l'automutilation » de Jimmy Sham n'est qu'un exemple parmi les dizaines de vidéos mises en ligne dans la journée du 19 octobre à **un rythme industriel – à midi, 10 vidéos sont publiées en deux heures.** Les films traitent de l'actualité du mouvement, en offrant bien sûr un point de vue « alternatif » : par exemple, sur **« la liste des crimes des cafards »** (甲由罪行錄 CASE 01)[17] on trouve des vidéos sur la « vérité » derrière l'affaire de cette jeune fille âgée de 15 ans dont le corps sans vie a été retrouvé dans le port, insinuant qu'il ne s'agirait que d'un suicide, le reste n'étant que des rumeurs dont le but est de diffamer et d'humilier la police[18]. Malgré ces messages suspects, Guancha ne fait pourtant pas partie des 210 comptes suspendus par YouTube[19]. D'après l'entreprise, **les comptes affiliés à Guancha utilisent des VPN pour poster leurs vidéos sur la plateforme**. Si l'entreprise a annoncé que cette découverte était « cohérente avec les observations faites par Twitter et Facebook », elle n'a toutefois pas pu établir de lien clair entre ces activités et la RPC, à la différence des deux autres entreprises.



Capture d'écran d'une des vidéos de la série « crimes des cafards » (甲由罪行錄CASE 01).
La vidéo n'a obtenu que 70 vues, 8 « j'aime » et aucun commentaire, dans la moyenne des vidéos de ce type.

IV. L'utilisation des réseaux sociaux à l'audience internationale

A. TikTok

Comme nous l'avons vu dans la troisième partie (→ p. 198), **TikTok est censuré et instrumentalisé par les autorités chinoises**. Ainsi, comme l'a remarqué le *Washington Post*, une recherche « #hongkong » sur l'application ne donne aucun résultat relatif aux manifestations[20]. Et lorsque l'on tape l'expression « violence à Hong Kong » (香港暴力), on obtient principalement des vidéos émanant des médias officiels, qui condamnent unanimement le « terrorisme » des manifestants.

17. « 甲由罪行錄CASE 01 » (Crime de cafard CAS 01), https://www.youtube.com/watch?v=YY_6vnGgjsY publié le 19/10/2019.

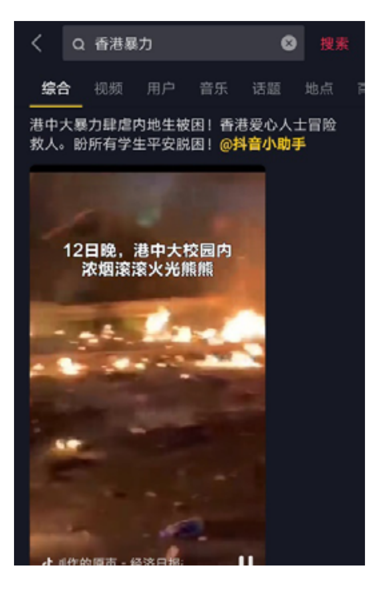
18. « 视香港15岁少女陈彦霖母亲：女儿是自杀，望停止造谣 » (Voir la mère de Chen Yanlin, la jeune fille de 15 ans de Hong Kong : elle s'est suicidée, l'espoir d'arrêter les rumeurs, j'espère que la désinformtion va cesser), publié le 19 octobre 2019 et consulté le 20, https://www.youtube.com/watch?v=IxXE5u-WIn4 ; « 暴徒炒作「少女自殺案」污衊警方，其母發聲：放過我們一家人» (La foule diffame la police avec un « cas de suicide d'adolescent » ; la mère s'exprime : laissez notre famille tranquille), publié le 18 octobre 2019, https://www.youtube.com/watch?v=3rNza7FZN5Y.

19. « Maintaining the integrity of our platforms », Google, 22 août 2019, https://blog.google/outreach-initiatives/public-policy/maintaining-integrity-our-platforms/.

20. Drew Harwell et Tony Room, « TikTok's Beijing roots fuel censorship suspicion as it builds a huge U.S. audience », *The Washington Post*, 15 septembre 2019 ; voir aussi Alex Hern, « Revealed: how TikTok censors videos that do not please Beijing », *The Guardian*, 25 septembre 2019.







B. Facebook

Le 19 août 2019, Facebook a supprimé sept pages, trois groupes et cinq comptes faisant preuve d'un « comportement inauthentique coordonné » dans le cadre d'un réseau « originaire de Chine et focalisé sur Hong Kong[21] ». Ces pages retirées par Facebook **comparent notamment les manifestants à des cafards ou des terroristes**. Des montages montrant des policiers agressés ou des manifestants armés étaient également publiés par ces groupes.

Ces contenus sont choquants, mais ce n'est pas pour cette raison qu'ils ont été supprimés : Facebook insiste sur le fait que, conformément à sa réglementation, **ces pages, groupes et comptes ont été suspendus en raison de leur comportement** seulement, qui était inauthentique et coordonné, c'est-à-dire manipulatoire, et non en raison du contenu qu'ils diffusaient.

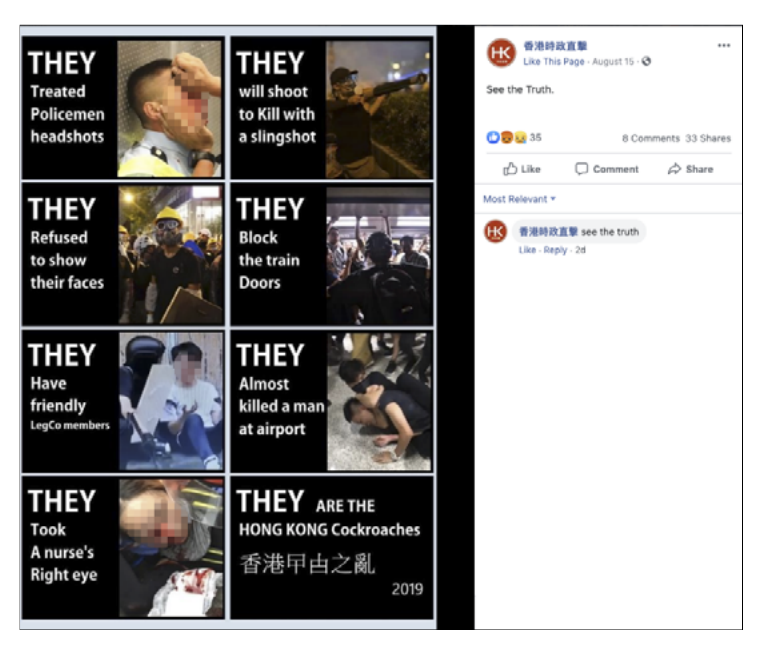


Exemple de contenu supprimé par Facebook : « Manifestants, combattants de Daech, quelle différence ? »

21. « Removing Coordinated Inauthentic Behavior From China », Facebook, 19 août 2019, https://newsroom.fb.com/news/2019/08/removing-cib-china/.



Exemple de contenu supprimé par Facebook : « les soldats cafards »



Exemple de contenu supprimé par Facebook.

C. Twitter

C'est sur Twitter que la campagne de désinformation massive orchestrée par la Chine est la plus visible. Le 19 août 2019 également, le même jour que Facebook (qui avait été renseigné par Twitter), Twitter révèle « **une importante opération informationnelle soutenue par un État** » : l'entreprise explique avoir supprimé environ **200 000 faux comptes** impliqués dans cette campagne visant à « miner la légitimité du mouvement de protestation » hongkongais et publie les archives de 936 comptes parmi les plus actifs, tous « **originaires de RPC** »[22]. Un mois plus tard, le 20 septembre, Twitter publie les archives de 4 301 comptes supplémentaires, également parmi les plus actifs dans cette opération[23].

Plusieurs équipes de recherche ont analysé ces données publiées par Twitter. Dans cette synthèse, nous reprenons **l'analyse de l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI)** et de deux *data-scientists* indépendants, l'un connu uniquement sous son pseudo « AirMovingDevice », l'autre basé à Singapour, Chua Chin Hong. Particulièrement réactif, l'ASPI a publié son rapport, *Tweeting*

22. « Information operations directed at Hong Kong », *Twitter*, 19 août 2019, https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/information_operations_directed_at_Hong_Kong.html.
23. « Disclosing new data to our archive of information operations », *Twitter*, 20 septembre 2019, https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/info-ops-disclosure-data-september-2019.html.

through the Great Firewall, le 3 septembre, seulement deux semaines après la publication des données par Twitter[24]. Il revient sur les moyens mis en œuvre par Pékin pour construire sa campagne de désinformation et ses cibles, sans se limiter au cas de Hong Kong puisqu'il donne aussi l'exemple de campagnes plus anciennes ciblant des opposants politiques comme Guo Wengui ou Gui Minhai.

1. Typologie des comptes impliqués dans la campagne de désinformation

Premier constat : **la campagne a été conduite à la hâte.** L'ASPI note que les opérateurs derrière cette opération n'ont pas pris le temps de bâtir des identités numériques crédibles, contrairement aux opérateurs russes qui avaient attaqué la campagne présidentielle américaine de 2016. La différence bien entendu est que le calendrier de la campagne américaine était prévu, ce qui a permis aux attaquants de se préparer, plusieurs années avant, et de bâtir patiemment toute une « infrastructure d'influence », tandis que la crise hongkongaise était un événement imprévu et très évolutif. Les opérateurs de la campagne de désinformation ont donc dû s'adapter au dernier moment et, pour gagner du temps, ont pris des « raccourcis », comme le fait d'acheter des comptes existants, qui ont rendu leur opération assez facilement détectable[25].

On peut en effet distinguer **deux types de comptes Twitter utilisés contre les manifestants hongkongais : d'une part, des « mercenaires »** qui, avant d'être utilisés dans cette opération, diffusaient dans d'autres langues (anglais, indonésien, coréen, japonais, russe) des contenus variés allant du football anglais aux messages à caractère pornographique (sites de rencontre X, services d'*escort-girls*), ou encore des informations sur des *boys band* coréens. Et, du jour au lendemain, parce qu'ils ont été rachetés, ils changent de langue et de cause pour désormais s'en prendre aux manifestants hongkongais et défendre Pékin. Le rachat de comptes est une pratique courante déjà mentionnée dans la troisième partie (→ p. 369). **D'autre part, il y a aussi des comptes « dormants »** : parmi les données publiées par Twitter, l'ASPI a identifié 233 comptes qui avaient fait des pauses d'au moins un an entre deux tweets. Le plus ancien avait été créé en décembre 2007.

Leur intérêt pour Hong Kong s'intensifie à partir de mai 2019, puis juin (avant la suspension de la loi par Carrie Lam) et début juillet avec la « prise » du Conseil législatif par les manifestants[26]. Si les tweets portant sur Hong Kong ne forment qu'une petite partie de l'échantillon, l'ASPI a identifié **trois récits principaux : un rejet des manifestants** et une condamnation de leurs positions ; **le soutien à la police de Hong Kong** et à « l'État de droit » ; et enfin des **théories du complot sur l'implication « d'Occidentaux » dans les manifestations**.

Organisée à la hâte et sans grands moyens techniques, l'ASPI parle d'une « **opération d'influence brutale** ». La méthode est analogue à celles utilisées en Chine continentale, où les censeurs ont bien souvent recours à des spams pour noyer l'opinion sous certains types de contenus et aux armées de comptes Weibo payés pour commenter des messages officiels sous certains types de publications[27].

L'analyse par **Chua Chin Hon**, spécialiste des médias chinois basé à Singapour, du second lot de données publiées par Twitter, comprenant dix millions de tweets, permet d'affiner la granularité[28]. Ces tweets publiés entre mai et juillet 2019 correspondent à **la phase « d'intensification de la campagne », qui aura « ironiquement mené à sa découverte par Twitter »**. Durant cette période d'intensification, ces comptes ont diffusé plus de 87 000 tweets

24. Tom Uren, Elise Thomas et Jacob Wallis, *Tweeting through the Great Firewall: Preliminary analysis of PRC-linked information operations against the Hong Kong protests*, ASPI, Report No. 25/2019.
25. *Ibid.*, p. 8.
26. Chua Chin Hon, « Failed Surge: analysing Beijing's Disinformation Campaign Surge on Twitter », *Towards Data Science*, 24 septembre 2019.
27. Chen Na, « Guns for Hire: China's Social Media Militia Engage on Command », *Sixth Tone*, 12 mars 2018.
28. Hon, « Failed Surge », *op. cit.*

et retweets (mais seulement 27 000 tweets uniques). **L'écrasante majorité des messages est en chinois**, avec seulement 6 % de tweets en anglais.

Une indication de la nature artificielle de ces comptes est leur **manque d'expérience dans l'utilisation de Twitter** (le réseau étant interdit en Chine). Ainsi, Chua souligne que de nombreux comptes ont publié, sans s'en rendre compte, le message de bienvenue sur Twitter « *Just setting up my twitter #myfirstTweet* », pour ensuite se lancer dans des retweets successifs des comptes dits « principaux ». Pour l'analyste singapourien, **l'un des principaux indices de la nature « massive et coordonnée » de la campagne de désinformation se trouve dans la date de création des comptes**. En effet, comme l'étude de l'ASPI l'a montré, les comptes supprimés en août par Twitter sont plutôt anciens. Dans l'archive de septembre, ils sont bien plus récents : sur les 4 301 comptes répertoriés, **plus de la moitié (54 %) sont créés durant ces trois mois**. Le pic de création est le 14 juin, soit un jour avant l'annonce de la suspension de la loi – prudent, l'auteur se contente toutefois de parler de coïncidence, en l'absence de preuve d'une quelconque coordination.

2. Les comptes spams et les comptes dormants

Un autre analyste, « AirMovingDevice », souligne plusieurs caractéristiques[29]. D'une part, la **synchronisation temporelle des tweets avec l'heure de Pékin** : les plages horaires pendant lesquelles la majorité des tweets sont publiés correspondent non à la plage horaire locale (c'est-à-dire la zone géographique indiquée par l'utilisateur) mais à celle de Pékin. D'autre part, comme l'ASPI, AirMovingDevice remarque **les longues périodes « d'hibernation » ou de non-activité de nombreux comptes** (environ 41 %). Il décrit le modèle suivant : les comptes sont créés avant 2017, publient dans différentes langues, puis restent inactifs pendant des périodes plus ou moins longues. Ils sont réactivés autour de 2018-2019 et commencent à publier en chinois.

L'analyste donne par exemple le cas de 披荆斩棘 (@saydullos1d), utilisatrice qui serait basée dans le Colorado[30]. Sur ce compte, créé en 2013, elle publie en anglais sur le thème de la chasse et de la pêche, sans jamais recueillir ni retweet ni « like ». Elle disparaît alors progressivement des écrans radar pour ensuite apparaître à nouveau en 2018. Durant ces cinq années, elle a « appris le chinois » et « développé une passion pour les papillons », pendant quelques semaines tout au moins. Mais cette passion s'est éteinte mystérieusement pour se tourner vers les tabloïds chinois. AirMovingDevice montre ainsi qu'elle diffuse des contenus trouvés sur Weibo, allant jusqu'à publier plus de 1 000 messages durant l'année 2018. Puis, en juin 2019, elle commence soudainement à retweeter de nombreux messages de condamnation des manifestants hongkongais.

Autre exemple analysé par Chua Chin Hong : « Qujianming ». Premier attribut suspect : Qujianming compte 28 000 abonnés pour 24 000 abonnements. Or, comme le souligne Chua, rares sont les comptes avec autant d'abonnements. Qujianming tweete principalement en chinois et appelle à de « sévères punitions des manifestants violents – systématiquement qualifiés d'émeutiers (暴徒 – hooligans, thugs) » et les accuse de ne suivre que leur propre intérêt (pas celui de Hong Kong).

3. Cas d'étude

S'inscrivant dans une approche complémentaire des études essentiellement quantitatives publiées par l'ASPI en 2019, afin de mieux comprendre les méthodes employées par Pékin pour influencer et manipuler les discours en ligne, nous avons conduit **une enquête qualitative sur Twitter et Facebook**.

29. AirMovingDevice sur Twitter, le 22 août 2019, https://twitter.com/AirMovingDevice/status/1175689332704759810.
30. *Ibid.*

a. Méthodologie

Nous avons fait le choix de **partir des hashtags, conçus comme des signatures des discours numériques et des communautés narratives qui les véhiculent**, pour ensuite approfondir l'investigation de quelques comptes Twitter emblématiques. Cette approche présente en effet plusieurs avantages : d'abord, les hashtags sont souvent employés et partagés par un groupe d'utilisateurs assez large et en même temps suffisamment lisible et défini ; dans le cas des manifestations hongkongaises, chaque « camp » défend son point de vue par le truchement de hashtags clairement différenciés et délibérément clivants. Parfois, les deux camps se disputent les mêmes hashtags (par exemple : #HongKongPolice), l'un pour défendre l'action des forces antiémeutes de la police de Hong Kong, l'autre pour condamner les exactions de cette dernière. En d'autres termes, les hashtags sont un point de convergence des différents camps et un moment de cristallisation de leurs discours, leur signature commune en quelque sorte : ils aident, tels des marqueurs, à **identifier un groupe d'utilisateurs relativement homogènes**. Cela permet du même coup d'**étudier le discours** des utilisateurs, qui peut emprunter des canaux variés (tweets, images, mèmes, allusions, jeux de mots, etc.). Enfin, le hashtag est aussi **un marqueur temporel** puisqu'il permet de dater le début de son émergence (et parfois de son attrition). Pour l'ensemble de ces raisons, notre étude s'est concentrée sur **l'analyse d'une sélection de hashtags en septembre et octobre 2019**.

À partir de ces hashtags, dont nous présenterons le panel retenu ci-après, nous avons également sélectionné des comptes représentatifs sur la base de **trois critères d'authenticité suspecte** : **l'anonymisation des identifiants** (un identifiant Twitter composé d'un mot ou d'un morceau de mot suivi de nombreux chiffres) ; **la dissonance linguistique** (des identifiants composés d'un nom « à consonance occidentale » mais tweetant uniquement en chinois) ; et la non-linéarité ou non-régularité (des comptes pouvant se prévaloir de plus de 5 000 abonnés et abonnements en quelques mois d'existence seulement ou au contraire des comptes avec de longues périodes d'inactivité qui commencent à tweeter soudainement en chinois).

Ces comptes suspects ont ensuite été analysés plus en détail à l'aide d'outils de recherche en sources ouvertes (OSINT) tels que « tinfoleaks » ou « accountanalysis », qui permettent de fournir de nombreuses informations sur la date précise de création du compte, la date du premier tweet, les hashtags utilisés, etc. Cette méthode s'est révélée relativement efficace puisque la moitié des comptes cités dans notre enquête ont été suspendus depuis (entre les dernières semaines de septembre et mi-octobre 2019).

La recherche en elle-même s'est concentrée sur la période comprise **entre le 20 septembre et le 20 octobre 2019**. Les outils de recherche avancée fournis par Twitter permettent de cibler certaines phases, ce qui nous a permis de nous concentrer sur les événements qui ont marqué ce mois : les manifestations du 28 septembre, celles du 1er octobre, puis celles liées à la loi contre le port de masques. Le choix de cette période d'un mois nous permet d'une part de proposer une analyse prenant en compte les évolutions des méthodes et des récits utilisés à l'occasion de ces différents événements, et de l'autre de proposer une étude qualitative originale, allant au-delà de la seule viralité des messages, pour formuler des hypothèses sur les intentions et les stratégies, complétant les travaux déjà disponibles. L'intérêt de cette analyse est de montrer les leviers techniques et, partant, non authentiques ou « non naturels », en raison même de leur irrégularité, de l'usage de certains comptes Twitter.

b. Comptes dormants réactivés

• **@Loverealface2** (actif jusqu'au 9 octobre, date à laquelle il a été suspendu), enregistré aux États-Unis. Créé en décembre 2017, il compte 5 100 abonnés (pour 5 800 abonnements), il n'a publié que 56 tweets depuis sa création. En cause, une longue période d'inactivité entre août 2018 et le 17 septembre 2019.

Son dernier tweet en anglais date d'août 2018. À partir de septembre 2019, il tweete en cantonais lorsque les messages ont trait à Hong Kong et plus rarement en mandarin, lorsqu'il s'agit de « messages personnels » (par exemple un message sur un voyage au Yunnan).





Deux exemples de tweets postés par @loverealface2 : le premier (à gauche) accuse Joshua Wong, Jimmy Lai, Anson Chan et Martin Lee d'avoir « collaboré » avec les « forces extérieures antichinoises » (境外反华势力) pour organiser une révolution de couleur (颜色革命) à Hong Kong. La photo met en opposition un Hong Kong « calme, propre » par rapport à la masse des parapluies. Le message signifie « laissez Hong Kong recouvrer la lueur (gloire) passée. » Le second, à droite, exploite le thème de la collaboration avec les « forces extérieures antichinoises ». Joshua Wong est accusé de vouloir détruire l'ordre social, briser le compromis fondé sur « un pays, deux systèmes ». La photo est censée représenter un diplomate américain dans un dîner avec des personnalités pro-démocrates.

• **@Nirmala1244** (consulté pour la dernière fois le 3 octobre, il a été suspendu autour du 9 octobre) a créé son compte en mars 2019. Pour quelqu'un qui a très peu tweeté (seulement 21 tweets), il compte 5 000 abonnés et 5 400 abonnements. Ce compte publie en mandarin et en cantonais, et écrit des tweets « personnels » (qui n'ont que peu à voir avec les manifestations hongkongaises). De plus, entre le 8 avril et le 24 juillet 2019, le compte a été très peu actif, avec seulement trois messages visibles. Son pic d'activité se situe entre le 21 septembre et le 1er octobre ; comme celui de @Loverealface2, ce qui pourrait laisser supposer une campagne rapide en amont du 1er octobre. Le contenu des tweets est similaire à celui de @Loverealface2 : des images patriotiques, d'autres dénigrant les manifestants.





Deux exemples de tweets postés par @Nirmala1244. Le premier (à gauche) met en cause l'influence étrangère, en l'occurrence une personne qui aurait rencontré un diplomate étranger au sujet des manifestations. Le message parle de « rencontres » entre agents étrangers et leaders manifestants. La seconde image (à droite) critique le fait que les manifestants ont « recours » à des enfants pour mener leurs actions violentes.

• **@FunnybonesBob** (consulté le 2 octobre, suspendu le 10), pour sa part, était abonné à 5 400 comptes, et disposait de 5 100 abonnés. Créé en novembre 2017, il n'a rien diffusé entre mars 2018 et septembre 2019 et n'a en tout publié que 37 tweets. La plupart de ses tweets sont anciens et renvoient vers la même application supposée aider à « nettoyer » son profil Twitter et en particulier les abonnements[31]. Ce compte n'a commencé à être actif qu'en septembre 2019, plus précisément le 30 septembre, avec seulement quelques tweets, reprenant notamment l'iconographie liant les manifestants au Ku Klux Klan ou un autre tweet faisant l'analogie entre les manifestants et des saboteurs.

• **@Lancy39681596** est également très actif. Son nombre d'abonnés connaît une forte croissance : 1 720 le 10 octobre, plus de 2 000 le 19 octobre. De plus, il a publié plus de 12 000 tweets depuis sa création, cinq mois plus tôt, en mai 2019. Plus troublant encore est la fréquence à laquelle ce compte envoie des messages. Le dimanche 6 octobre, alors que d'importantes manifestations ont eu lieu à Hong Kong en réaction à la loi interdisant le port de masques, @Lancy39681596 **a envoyé près de 1 400 tweets entre 7 heures et 22 heures**. En comparaison, le samedi 5 octobre, le compte n'a envoyé « que » 387 tweets.





Dimanche 6 octobre, @Lancy39681596 s'est particulièrement ému des violences perpétrées par les manifestants (en particulier contre un chauffeur de taxi, des magasins et des

31. https://play.google.com/store/apps/details?id=com.mhmdalmz.example.unfollowjet&hl=en, il est possible qu'il s'agisse de cette application, mais les tweets ont été supprimés et il n'est pas possible de le confirmer.

particuliers). Il présente également des cas de pillage de magasins chinois ou simplement de « simples citoyens » par les manifestants hongkongais. Les tweets sont souvent bilingues (captures d'écran ci-dessus réalisées le 5 octobre).

• **@anyaafairy** est un autre compte suspect, consulté le 14 octobre puis le 18 octobre, suspendu autour du 20 octobre. Ce compte est **révélateur des « améliorations » apportées** aux comptes basiques. @Anyaafairy se revendique comme un compte de jeu de rôle « NSFW » (*not safe for work*, c'est-à-dire à caractère érotique ou sexuel), et sa photo de profil est volée à une mannequin thaïlandaise réelle[32]. Il a plus de 12 000 abonnés pour un peu moins de 130 abonnements. En d'autres termes, c'est **un compte *a priori* « authentique »**. Seulement, en trois ans d'existence, il n'a tweeté que 234 fois ; et seuls une douzaine de tweets étaient visibles au moment de la consultation du compte en octobre 2019, le plus ancien datant du 7 octobre. En moyenne, deux tweets (visibles) sur trois concernaient Hong Kong et étaient publiés en mandarin.



L'utilisateur déplore que depuis juin, plus de 4 200 mètres de garde-corps, près de 400 lampadaires ou feux tricolores, 2 600 mètres carrés de bitume et 1 700 équipements de mobilier urbain aient été détruits par les émeutiers.

• **@TXT_Tathyunnn** (consulté pour la dernière fois le 18 octobre, suspendu le 30 octobre) est un compte de fans de Kang Tae Hyun, l'un des chanteurs du groupe coréen de K-pop « TXT-Tomorrow-X-Together ». Il ne s'agit pas du compte officiel du *boys' band*. Créé en août 2015, il totalise 8 800 tweets, plus 19 000 abonnés pour à peine 50 abonnements. De sa création à avril 2019, il se comporte « normalement » : beaucoup de retweets du compte officiel du groupe (en coréen), des images des chanteurs, etc. Puis, entre avril et le 7 octobre 2019, le compte est totalement inactif. Début octobre, il poste une série de photographies des membres du groupe, sans texte ; le 9 octobre, des tweets en mandarin traditionnel critiquant les manifestants hongkongais, sur le modèle de ceux cités plus haut (infographie/photos vidéos et commentaire). Le compte tweete toujours au sujet des membres du groupe coréen de K-pop, les tweets sont seulement moins fréquents et entrecoupés de tweets sur Hong Kong. TXT tweete également en cantonais et en anglais, tandis qu'il semble se concentrer sur les pillages et les violences.

32. Thanyarat Charoenpornkittada, qui est sur Facebook (https://www.facebook.com/profile.php?id=100002074497537), Instagram (https://www.instagram.com/fearythanyarat/?hl=en) et YouTube (https://www.youtube.com/channel/UCT5aACooyOYKmctQsERH0Qw).







• Un dernier exemple témoigne de **la réactivité des opérateurs de ces faux comptes**, en l'espèce de leur capacité à activer rapidement des comptes de secours. Le compte **@CrealDllmhg**, consulté le 14 octobre, depuis suspendu, était un compte particulièrement actif, avec près de 1 100 tweets et 1 300 abonnés en 3 mois d'existence[33]. Or, le 17 octobre, un nouveau compte **@DllmhgCreal** avec la même image de profil, également créé en juillet 2019, disposant de 1 300 abonnés, reprend son activité[34]. Le contenu est très similaire à celui exposé précédemment avec comme leitmotiv la mise en avant des violences émanant des manifestants, comparés parfois à des terroristes. Chacun de leurs méfaits est scruté (quand ils ne sont pas inventés) et les messages reprennent les codes observés sur WeChat : des images chocs, des titres suscitant l'indignation, etc.

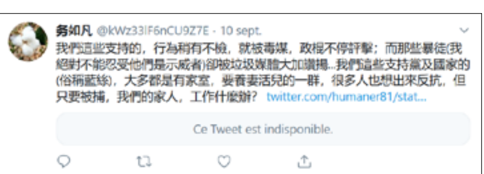
c. Comptes relais

Dans le cadre de notre étude, nous avons également relevé de nombreux **comptes ayant une audience marginale**, c'est-à-dire affichant seulement quelques abonnés et abonnements, **qui se contentent souvent de retweeter et partager** les contenus diffusés par les comptes plus importants présentés ci-dessus. Nous les appelons donc « **comptes relais** ».

Ces faux comptes sont légion, mais parmi eux de nombreux utilisateurs sont en fait des « micro-utilisateurs », qui tentent d'échapper à la surveillance des modérateurs de Twitter. Ainsi, « Wurufan » (务如凡 **@kWz33lF6nCU9Z7E** – consulté pour la dernière fois le 19/10) fait partie de ces comptes dont **les identifiants semblent avoir été générés aléa-**

33. Voir notre archive : https://archive.fo/ozJfK.
34. Le compte a été supprimé depuis. Voir notre archive : https://archive.fo/62muw.

toirement par ordinateur. Peu actif (123 tweets entre sa création en juillet 2019 et le 10 octobre), il n'est abonné qu'à 5 comptes et ne peut se prévaloir que d'un seul abonné. Son premier message est daté du 10 septembre, et tous sont construits sur le même principe. Il retweete avec un commentaire des messages provenant de comptes plus importants (comme ceux cités précédemment). Les premiers tweets envoyés le 10 septembre reprennent d'ailleurs des comptes aujourd'hui suspendus.





De nombreux comptes de cet acabit se relaient en ligne pour générer du contenu. Le compte **@BeverleyMclare3**, actif le 9 octobre, a été suspendu le lendemain ; un compte similaire aux deux autres, **@RuthannGant9**, créé en septembre 2019 (consulté le 9 octobre – 2 abonnements, 2 abonnés, 28 tweets), reprend les mêmes codes ; ses abonnements sont également deux faux comptes **@anntaranti** et **@MaThao91**, tous deux créés en septembre 2019, avec un seul ou aucun abonné. S'ils ont été conçus en septembre, ils ne semblent pas avoir commencé à tweeter avant le début du mois d'octobre, ce qui indiquerait qu'il s'agit de **comptes de secours** ou de comptes secondaires. Les deux comptes, consultés le 9 octobre, ont été suspendus le lendemain. Il est vraisemblable que ces comptes soient régulièrement suspendus puis reprogrammés. Un nouvel exemple est fourni par **@UshaBoardman** (compte consulté le 14 octobre, suspendu le 16), créé le 23 septembre et quasi inactif jusqu'au 14 octobre.

Autre particularité, la plupart de ces « nouveaux » comptes utilisent **des noms occidentaux**. Par exemple **@GillianMonteith** ou **@MarineMcgregor5** ; deux comptes qui ne tweetent pourtant qu'en mandarin sur les sujets liés à Hong Kong. Ces comptes ne sont pas ceux qui ont le plus d'influence car leur audience est somme toute confidentielle, mais ils sont révélateurs de la stratégie chinoise décrite dans les rapports de l'ASPI ou d'autres analystes.

d. Hashtags, récits et iconographies anti-manifestants

Les éléments suivants ont été collectés à partir des hashtags utilisés, que ce soit en anglais ou en chinois. De manière générale, les tweets ne contiennent jamais plus de trois ou quatre mots clés, parmi lesquels on trouve toujours « Hong Kong » / « 香港 ». Voici un aperçu des principaux hashtags.

Hashtags en chinois	Traduction anglaise	Traduction française / commentaire
#香港廢青	Hong Kong wasted youth	La jeunesse « ratée », « déchet » (废 – *fei*) a plusieurs sens : « abandonné », « jeté » [un déchet]. C'est l'un des hashtags les plus utilisés pour parler des manifestants.
#香港暴乱	Hong Kong riots	« Émeutes hongkongaises » – Un des hashtags les plus courants.
#(香港)暴徒	Hong Kong thugs	Un autre des hashtags les plus fréquents. Noter que « 暴徒 » (*baotu*), a le sens de « bandit », soit des gens violents sans cause « noble ».
#守護香港	Protect Hong Kong	« Protéger Hong Kong », un hashtag classique et très utilisé.
支持香港警察	Supporthkpolice	« Soutien à la police hongkongaise ». Probablement l'un des hashtags les plus utilisés en chinois et en anglais.
#我支持香港警察你们可以打我了	I support HK police you can hit me	« Je soutiens la police hongkongaise vous pouvez me frapper » – message apparu fin juillet mi-août lorsque les affrontements avec la police sont devenus plus fréquents.
#14亿人撑香港	1,4 billion people support HK	1,4 milliard de personnes soutiennent Hong Kong – l'un des slogans de Diba.
#14亿护旗手	1,4 billion protect the [PRC] flag	1,4 milliard protègent le [drapeau chinois] – autre slogan des Diba.
#饭圈女孩网络出征	The online campaign of the fan girls	L'un des hashtags des Fanquan qui leur permettait de se « reconnaître » en ligne.
#帝吧出征	Diba's campaign	Même principe, le hashtag le plus classique des Diba.
#中国一点也不能少	China can't be a bit smaller	« La Chine ne peut être un iota plus petit » exprime l'opposition à une « sécession » de Hong Kong.
#香港是中国的香港	Hong Kong is China's Hong Kong	Comme au-dessus, refus absolu de la perte de souveraineté sur Hong Kong.
#全民撑警	The whole people support the police	Un hashtag similaire à ceux présentés précédemment, mais sponsorisé par les groupes de soutien au gouvernement hongkongais (et chinois), repris par Guancha[a].

a. « 今天，香港全民撑警日» (« Aujourd'hui, Journée de la police de Hong Kong »), 观察者网 (L'Observateur), 10 août 2019.

Il existe des variantes de beaucoup de ces hashtags, et il n'est pas pertinent ni possible de tous les inclure. Les quelques hashtags ci-dessus sont parmi les plus récurrents, mais ce ne sont pas les seuls.

Ces hashtags peuvent être regroupés en **deux catégories : ceux manifestant le patriotisme ou le nationalisme** (en particulier ceux utilisés par les Diba) **et ceux ayant spécifiquement trait aux manifestations hongkongaises** (qu'ils dénigrent les manifestants ou soutiennent la police).

Pour avoir une meilleure compréhension du discours anti-manifestants diffusé sur Twitter, **c'est au contenu des tweets et aux images qu'il convient de s'intéresser. Les deux principaux angles d'attaque sont la violence supposée des manifestants** (analogie avec le ter-

rorisme, mise en avant des pillages, accusations de viols, de lynchages, etc.) **et la manipulation supposée par des « forces étrangères antichinoises »**. Ci-après, nous présentons quelques tweets et infographies représentatives de ces thèmes, en anglais et en chinois.



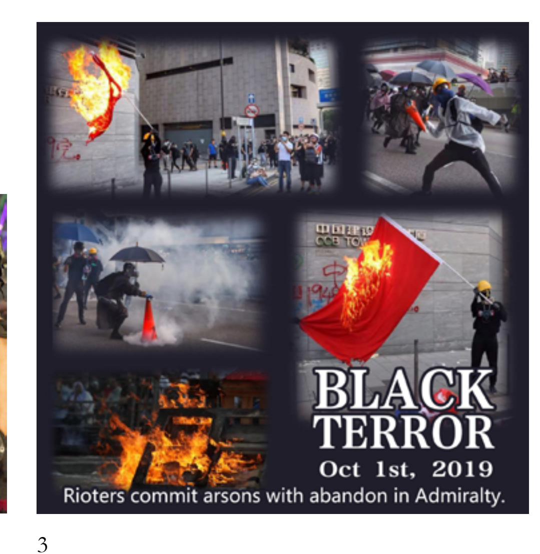
1

Sur l'image n° 1, la première planche montre les manifestants comme des cafards clamant « cinq demandes pas une de moins » (le slogan des manifestants), « je veux casser, frapper des gens, les empêcher de retourner au travail et à l'école ». Sur la planche inférieure, sous le titre en rouge (« après le passage de la loi interdisant les masques »), le « manifestant » de droite, au premier rang, dit alors à son camarade : « allez, vas-y en premier », et l'autre répond : « mmh d'accord, mais j'ai peur… ». Cette image postée fin septembre 2019 était censée **illustrer le fait que les manifestants osaient commettre leurs actions uniquement dans la mesure où ils se sentaient protégés par l'anonymat de leurs masques**.

Le principal message est **la violence de ces manifestants** masqués qui dissimuleraient de véritables armes (image n° 2) et causeraient d'importants dommages (image n° 3).



2



3

En particulier, le leitmotiv affirmant que les manifestants seraient plus violents que la police est prédominant. Nombre d'affiches ou de messages mettent en avant **les exactions des manifestants à l'encontre de la police** (image n° 4). Ainsi, l'image n° 5, postée par Guancha, mentionne : « Ni pacifiques, ni raisonnables » suivi de la mention « Pacifiques ? Raisonnables ?

certainement pas ! ». Guancha tente ici de démonétiser les valeurs mises en avant par les protestataires (« nous sommes pacifiques et raisonnables ») pour mieux les décrédibiliser.



4



5

Quand certaines images dénoncent les violences des manifestants à l'encontre de la police, d'autres louent l'attitude des policiers face aux « voyous » (images n° 6 et 7). Ce style très cinématographique se retrouve aussi bien du côté des manifestants que des « contre-manifestants ». Encore une fois, le rôle de Guancha dans la diffusion de ces contenus est notable.

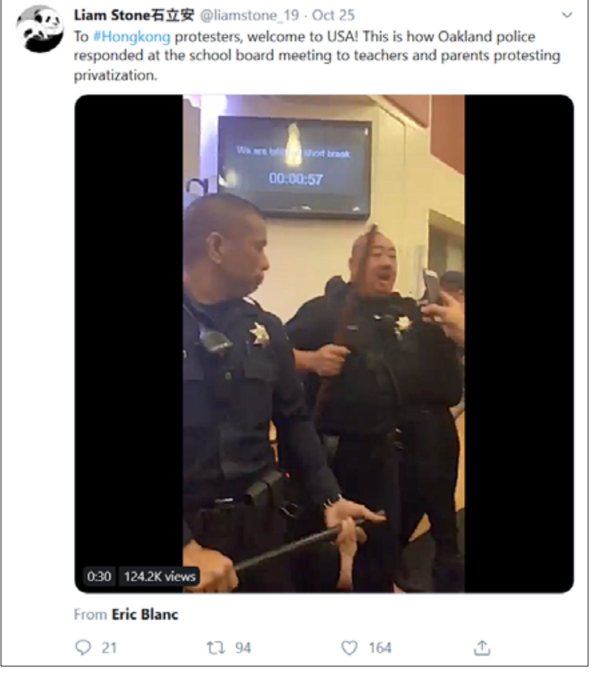


6

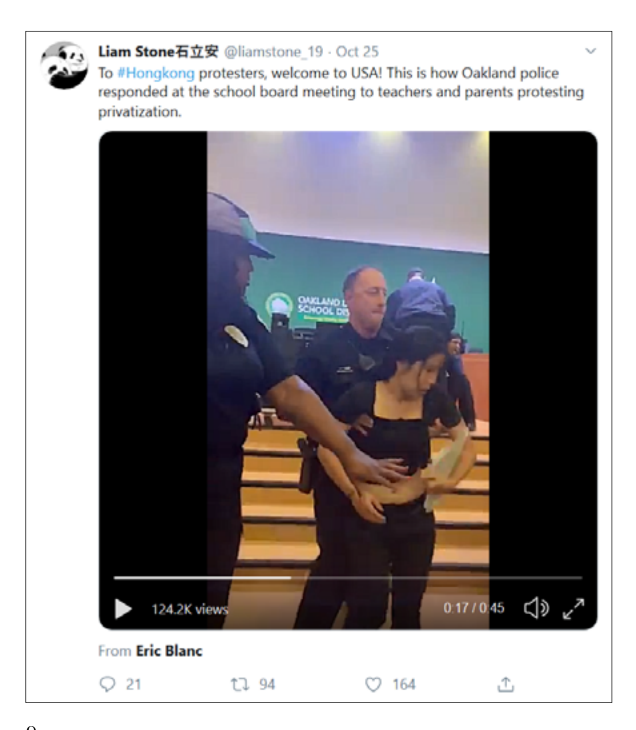


7

Un autre angle est le « whataboutisme », ce sophisme tentant de faire diversion en désignant une autre cible. En réponse à ce qui est perçu comme une couverture biaisée des médias occidentaux de la crise hongkongaise, critiquant la violence des policiers et le soutien de Pékin, de nombreux comptes sinophones influents retournent le stigmate en faisant des comparaisons : avec la police américaine surtout, comme nous l'avons vu dans la troisième partie (→ p. 381) et comme l'illustrent les images n° 8 et 9.



8



9

D. Les nouveaux corps de volontaires sur Weibo

Sur le continent, l'équivalent de Twitter est Weibo, dont les contenus sont, comme sur toute plateforme chinoise, strictement contrôlés (→ p. 197). Pourtant, Weibo joue un rôle essentiel dans « **l'économie des fans** ». Il est très rentable pour les stars de cinéma, de téléréalité, de musique, passées maîtres dans la mobilisation de leurs communautés[35]. La course à la popularité sur ce réseau a poussé de nombreux utilisateurs à s'organiser en communautés militantes afin de soutenir leurs idoles, ou à **payer des « armées liquides »** (*water army*, 水军)[36] **pour accroître artificiellement la popularité d'une star (ou d'un produit)** sur le réseau. Weibo est donc un champ de bataille permanent entre les communautés d'internautes défendant leurs célébrités préférées[37].

1. Diba

Un exemple bien connu des internautes chinois est celui du groupe « Li Yi Ba » (李毅吧) devenu progressivement **« Diba »** (帝吧). « Liyiba » est à l'origine une sous-section du site de forums en ligne « tieba », une communauté d'internautes qui raillait un joueur de football, Li Yi. Elle s'est progressivement organisée et **mène régulièrement des « campagnes » (出征 – au sens de « campagnes militaires ») contre des cibles à « l'extérieur du grand pare-feu chinois »**. Leur slogan est le suivant : « Lorsque Diba lance une expédition militaire, pas même un brin d'herbe n'en réchappe » (帝吧出征， 寸草不生). Ce sont eux, par exemple, qui en 2016 **s'attaquent à la page Facebook de Tsai Ing-wen**, tout juste élue à la tête du gou-

35. Fan Shuhong, « Idol Hands: How China's Super Fan Groups Make and Break Stars Via the Multi-Million Dollar 'Fan Economy' », *RADII*, 7 janvier 2019.
36. Na, « Guns for Hire », *op. cit.*
37. Owen Churchill, « Hit Show Accused of Shirking Payment for Fake Reviews », *Sixth Tone*, 24 février 2017.

vernement taïwanais[38], ou en début d'année 2018 au mouvement de lutte pour les droits des Ouïghours à l'international. Si Diba semble essentiellement actif dans l'environnement périphérique de la Chine (Taïwan, Hong Kong notamment), ses campagnes sont susceptibles de frapper également des acteurs beaucoup plus éloignés : **ils s'en prennent aussi à l'émission satirique suédoise « Svenska nyheter »** en septembre 2018 (→ p. 526), **et au quotidien danois *Jyllands-Posten*** en janvier 2020, après la publication d'une caricature représentant le drapeau de la RPC sous les traits du coronavirus[39].


14 Debat

Mandag den 27. januar 2020

MORGENAVISEN Jyllands-Posten

LEDER

Planen for DR skal fastholdes

McKinsey & Co. må have opbrugt deres kvajekvote

La caricature d'un drapeau chinois dans lequel les étoiles ont été remplacées par des (corona)virus, publiée par le quotidien danois *Jyllands-Posten* le 28 janvier 2020, a déclenché une campagne de trolls pro-chinois contre le journal et, plus généralement, le Danemark, qui était en partie menée par le groupe Diba.

Sur Twitter, le groupe Diba utilisait le compte @D8China. En utilisant l'application Twint, nous avons pu collecter l'ensemble des tweets publiés avant la suppression du compte fin octobre ou début novembre 2019. Le premier tweet a été envoyé en avril 2019 et ne ciblait pas l'opposition hongkongaise, mais les groupes de lutte pour les droits de la minorité musulmane ouïghoure. Le compte met en avant ses réussites en partageant un article[40]. Le compte @D8China ne s'est pas impliqué dans des campagnes ciblées, mais joue un rôle de propagandiste, soulignant les succès de Diba et relayant les mots d'ordre chinois : unité territoriale, lutte contre les « médias occidentaux biaisés », etc.

Sur Facebook, Diba dispose d'un ou plusieurs groupes (et pages) officiels. Le principal d'entre eux, appelé « groupe d'armée central de Diba[41] » (帝吧中央集团军) a été créé en 2015[42]. En octobre 2019, il a 83 000 membres, dont 3 000 nouveaux membres sur les 30 derniers jours. Diba a aussi plusieurs groupes Facebook destinés à s'organiser comme « la campagne de Diba pour protéger Hong Kong (帝吧出征守护香港)[43], créé en juillet 2019, avec 8 000 membres en octobre 2019 ; et « base d'opération Diba », créé en avril 2016, avec 22 000 membres en octobre 2019[44]. Pour entrer dans certains de ces groupes, les administrateurs imposent des règles ou soumettent les usagers à des questions. Souvent, il s'agit de faire étalage de son patriotisme.

38. « 帝吧出征fb表情包大战升级 千万大陆网友翻墙占领脸书» (Diba se met en marche pour déclencher la guerre des emojis. Dix millions de cyber-citoyens du continent s'emparent de Facebook en franchissant le mur), *Sohu*, 20 janvier 2019.

39. L'implication de Diba nous a été confirmée lors de nos entretiens au Danemark.

40. « 中国网军出征 维吾尔人权团体脸书遭洗版 » (L'armée des internautes s'en prend au compte Facebook de groupes Ouïghours), *DW*, 11 avril 2019, https://archive.vn/bxgdZ. Voir aussi Zhang Han, « Patriotic posts flood East Turkestan pages to fight untrue reports on Xinjiang », *Global Times*, 10 avril 2019.

41. https://www.facebook.com/dibazhongyangjituanjunxiaozu/ ; voir aussi https://www.facebook.com/pg/Antiindependence/community/?ref=page_internal.

42. 帝吧中央集团军 – https://www.facebook.com/groups/1101110389929793/?ref=group_header.

43. https://www.facebook.com/groups/1655995351222347/?ref=search.

44. https://www.facebook.com/groups/1721233154831031/?ref=pages_groups_card&source_id=832140356914881.

Contre les manifestants hongkongais, Diba devait lancer une première campagne [出征] le 23 juillet, qui a finalement été décalée au 22 juillet[45]. L'annonce a eu lieu à travers le compte Weibo du groupe[46]. **Les pages de certains groupes de soutien aux manifestants hongkongais ont été prises pour cibles**, selon un mode opératoire bien défini : les attaquants copient et collent souvent les mêmes messages les uns à la suite des autres pour saturer les espaces. Mais cette fois, rapidement, **Diba s'est fait repérer et ses principaux responsables ont été « doxés »** : leurs noms, adresses, numéros de téléphone et numéros de comptes bancaires ont été rendus publics, et certains ont été utilisés pour une demande d'enrôlement au sein de l'APL. L'opération principale aurait ainsi été « annulée » par les organisateurs, par crainte de représailles[47].

2. Fanquan

Une autre opération aurait été menée en août 2019, plus précisément entre le 14 et le 17 août, cette fois-ci par **un ensemble de groupes appelés collectivement « 饭圈女孩 » (*fanquan nühai*)**[48]. **Littéralement « les filles du cercle de fans »**, il s'agit de jeunes (souvent lycéennes) très impliquées dans la « poursuite des stars » (追星 – *zhuixing*)[49]. Il s'agit en fait de différents groupes de fans d'idoles de la pop qui se sont « unis » pour aider et soutenir « 阿中 » (*a-zhong*) ou 阿中哥哥 (*a-zhong gege*), autrement dit la Chine[50]. Ces fans ont développé toute une iconographie fondée sur des « gif » ou des mèmes (images humoristiques d'internet – *biaoqingbao* – 表情包 en chinois). Elles répondent à des hashtags sur Weibo comme « 守护全世界最好的阿中 » (protégeons partout dans le monde la meilleure Chine !)[51]. Une recherche avec ce hashtag sur Weibo montre une frénésie d'activité au moindre sujet impliquant la Chine, la NBA, Huawei, le défilé militaire du 1er octobre ou, bien sûr, Hong Kong.

Les *fan girls* disposent aussi d'**un compte Twitter, @520CHINA666**[52], créé en juin 2019 et suspendu fin octobre. Lors de la création de notre archive, autour du 25 octobre, le compte comptait 3 700 tweets (dont environ 1 000 ont pu être collectés). En octobre, les *fanquan* comptaient près de 5 000 abonnés pour 55 abonnements. En comparaison avec le compte des Diba, il est plus agressif dans la mesure où il répond (souvent par l'insulte) à des internautes favorables à la démocratie[53].

3. Des actions coordonnées

Le pic des actions des groupes Diba et Fanquan aurait eu lieu entre les 14 et 20 août. Les sites chinois parlent du « 814大团结 » (**« la grande union du 14 août »**) : **ce jour-là, les différents groupes de fans se sont unis pour mener une lutte hautement « disciplinée » contre les ennemis de la Chine**. Les groupes Diba et Fanquan auraient mené la charge. Cette

45. « [逃犯條例] 內地網軍「帝吧」提前「出征」» ([Règlement sur les délinquants en fuite] La cyber-armée continentale « Diba » « attaque » à l'avance), HKO1.com, 22 juillet 2019, https://archive.vn/yD3JY.
46. https://urlz.fr/ePsC.
47. « 中國網軍揚言到香港 FB 踩場　反被起底「所有」個人私隱 » (Des cyber-citoyens chinois menacent de piétiner Facebook à Hong Kong, mais voient « toute » leur vie privée exposée), Unwire HK, juillet 2019.
48. *Ibid.* ; « 饭圈女孩» (les filles du cercle de fans), https://jikipedia.com/definition/679265533 /.
49. On ne se représente pas en Occident l'importance du consumérisme médiatique et de la « fascination » que suscitent les pop-stars et autres idoles. C'est une économie qui est un mouvement social (des communautés en ligne extrêmement organisées), très proactif, qui n'hésite pas à utiliser sa force de frappe pour soutenir leurs artistes ou, comme c'est le cas ici, mener des « campagnes » contre des adversaires.
50. https://jikipedia.com/definition/224758815. Le terme *a-zhong* / *a-zhong gege* vient de la fascination pour les stars coréennes et la culture *o-ba* (欧巴) en Corée. *O-Ba* étant un mot utilisé par les filles pour parler d'un garçon.
51. À cet égard, voir les résultats d'une recherche de ce hashtag sur Twitter : https://bit.ly/3oxEpyl.
52. Selon le langage codé des internautes chinois, « 520 » (*wuerling*) signifie « je t'aime » et « 666 » est un jeu de mot pour dire « cool ».
53. Voir notre archive : https://archive.md/CNqwGa.

lutte est **une guerre de mèmes, où le but est de contrôler l'espace commentaire de la publication adverse pour l'empêcher de diffuser son récit, voire bloquer sa page**. Le 15 août, Guancha (→ p. 485) écrit un article sur cette victoire symbolique[54].

Une autre vague d'actions coordonnées aurait eu lieu le 17 août[55]. Plus qu'une « campagne offensive », cette « opération » du 17 août, soutenue par le député hongkongais pro-Pékin Junius Ho[56], visait davantage à stimuler le patriotisme. La veille, le compte Weibo officiel de Diba a diffusé un ordre de mobilisation. Ce message, « 虽千万人吾往矣 » (« même si dix millions nous font face, j'avancerai »), est une citation du théoricien confucéen Mencius. Il est accompagné d'instructions pour « défendre le droit de la police hongkongaise d'arrêter les manifestants » (坚决支持香港警察依法拘捕暴徒). D'après Guancha, qui s'appuie sur des captures d'écran, le fonctionnement de ces groupes repose sur **des groupes QQ, organisés en « régiments »** (团)**. Pour l'occasion, des groupes de « renforts » à la Chine** (阿中后援团) **ont été formés.**

En matière de contenus, **les administrateurs des groupes ont fourni les « munitions »** (作战弹药) : des images de manifestants violents, des phrases et messages pré-écrits en chinois et en anglais.



Il est intéressant de noter que les membres de ces groupes reprennent les codes des manifestants hongkongais mais en les retournant contre eux : en écho aux « 5 demandes » des manifestants[57], ils formulent « 5 demandes positives » (5大正能量诉求 – voir ci-contre) : l'arrêt des violences (止暴制乱), la restauration de l'ordre (恢复秩序), une punition sévère contre les émeutiers (严惩暴徒), une attaque contre l'illégalité (打击违法), un traitement de l'information équitable (公正报道).

Parallèlement à ce type de contenu ciblé, le groupe Twitter de Diba demande à ses abonnés de diffuser des messages de soutien aux pages Facebook et Twitter de la police hongkongaise[58].

Le problème bien entendu pour toutes ces actions est que Facebook et Twitter sont bloqués en Chine. **Les « soldats » de Diba et Fanquan doivent « franchir le mur »** (翻墙 – mot utilisé pour dire « **contourner le grand pare-feu chinois** »). La page Facebook de Diba semblait donner **des instructions et des conseils techniques** (ci-dessous)[59]. Premier conseil, inclus dans les munitions, « des manuels d'utilisation des médias sociaux étrangers et des méthodes pour contourner les techniques de blocage [de comptes spams] des plateformes sociales étrangères (针对各大海外社交平台制作了扫盲教程、防封号教程)[60]. Sur Twitter (ci-dessous), un compte conseille aux « jeunes patriotes » (爱国青年) d'utiliser un VPN (en théorie interdit également par les autorités chinoises) et un « accélérateur » (加速器), appelé « Ant Accelerator »

54. « 守护全世界最好的阿中！ »饭圈女孩出征» 开撕 »香港示威者 le 18 août 2019, http://www.guancha.cn/politics/2019_08_15_513689.shtml.

55. http://www.guancha.cn/politics/2019_08_18_514016.shtml. Le message publié par le compte de Diba, suspendu depuis, l'était à cette adresse : https://twitter.com/D8China/status/1162365049303756801.

56. *Ibid.*

57. Les « cinq demandes » des manifestants hongkongais sont le retrait total du projet de loi ; le retrait du mot « émeutes » utilisé pour caractériser les manifestations ; la libération des manifestants arrêtés ; l'établissement d'une commission indépendante pour enquêter sur le niveau de violence dont la police a fait preuve lors de la manifestation du 12 juin ; et enfin la démission de Carrie Lam et la mise en place du suffrage universel pour les élections législatives et pour celle du chef de l'exécutif.

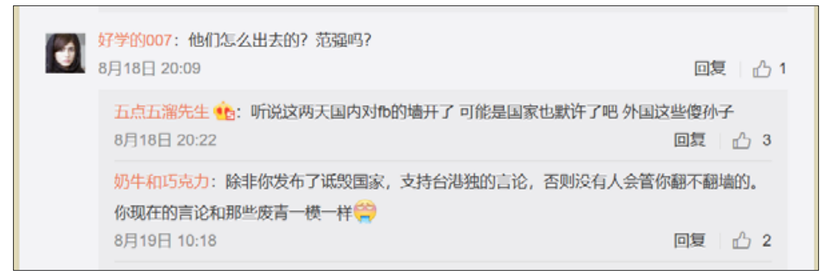
58. https://twitter.com/D8China/status/1162705584702885893 (compte suspendu, dernier accès le 24 octobre 2019). Le contenu du tweet récupéré depuis nos archives : 现在转移新战场‼id：香港警察Hong Kong Police‼香港警察的FB主页，大家进去所有帖子留言支持香港警察‼ 没有fb账号的留战ins‼ 点赞全部友军‼不要理fq‼ 撑港警别骂人现在转移新战场‼千万别骂人这是我们的人！

59. 热血！昨夜，帝吧出征 (Du sang chaud ! Hier soir, Diba a lancé une campagne), 18 août 2019, https://new.qq.com/omn/20190818/20190818A03Q7C00.html.

60. *Ibid.*

(蚂蚁加速器) pour franchir le mur et pouvoir ainsi contribuer à la défense de la Chine. Sur Weibo (ci-dessous), un autre explique que **le gouvernement donne son « accord tacite »** à ces pratiques illégales.





L'ampleur des « attaques » du 14 au 18 août a été telle que le compte Weibo du journal télévisé officiel de CCTV a repris l'information, et de nombreux articles, idoles, ou comptes populaires de réseaux sociaux chinois ont soutenu l'initiative, appelant leurs membres à diffuser des images de soutien[61]. Cette vague de patriotisme a également touché les étudiants chinois à l'étranger[62]. Les organisateurs et les articles traitant de cette campagne annoncent, captures d'écran à l'appui, qu'ils ont réussi à **« prendre le contrôle » de la section des commentaires de plusieurs pages Facebook ou Instagram de médias hongkongais ou de manifestants**[63].

Les Chinois ont également déployé leurs récits via **des comptes pornographiques** sur Twitter, Facebook et YouTube, les publics de ces comptes constituant sans doute des cibles plus faciles pour les récits fabriqués par Pékin mais aussi **pour contourner la vigilance croissante des plateformes traditionnelles** quant aux agissements de Pékin[64]. Rejetés sur les autres plateformes, certains commentateurs chinois jouant le rôle d'intermédiaires pour diffuser les récits chinois, ont pris le parti de passer via **PornHub**. Cette plateforme n'est pas autorisée en Chine, les acteurs chinois agissant depuis le continent ont donc eux aussi utilisés des VPN pour « franchir le mur ». L'un de ces comptes a pris le nom de « CCYL_central[65] », semblant désigner la Ligue de la jeunesse communiste (→ p. 70), même s'il n'existe vraisemblablement aucun lien entre les auteurs et la LJC. Comme sur les plateformes habituelles, les manifestants sont comparés à des hooligans, des cafards, et l'idée même de démocratie est discréditée en pointant du doigt ses carences, ses dysfonctionnements.

E. Conclusion

L'analyse de l'action de la Chine via ses médias traditionnels et des contenus diffusés sur les différents réseaux sociaux, principalement sur Twitter, Facebook et TikTok, durant la période comprise entre juillet et octobre 2019, permet de dégager plusieurs caractéristiques :

61. *Ibid.* ; « 新闻联播 » 播发央视快评:乱港暴力已入穷途末路 (Xinwen lianbo [CCTV] diffuse un commentaire : la violence à Hong Kong a pris fin), 18 août 2019, https://news.sina.com.cn/c/2019-08-18/doc-ihytcern1749313.shtml l'extrait de CCTV.

62. 留学生合唱团、帝吧网友、饭圈女孩……有的出手，有的出征 (Chorale d'étudiants outre-mer, internautes de Diba, filles du cercle de fan... certains sont sortis, certains sont passés à l'attaque !), Xinhuanet, 20 août 2019, http://www.xinhuanet.com/gangao/2019-08/20/c_1124895556.htm. Voir aussi http://www.guancha.cn/politics/2019_08_18_514016.shtml qui contient de nombreuses photos des actions sur Facebook ou Instagram.

63. Voir leurs campagnes sur Twitter avec le hashtag 14亿人撑香港 (1,4 milliard de personnes soutiennent Hong Kong) : https://bit.ly/36rBL6U.

64. Jane Li, « China's messaging against the Hong Kong protests has found a new outlet: Pornhub », *Quartz*, 13 novembre 2019.

65. *Ibid.*

• une différenciation des comptes en fonction de l'effet recherché : **comptes spams, dormants ou pivots remplissent des fonctions complémentaires** dans la diffusion des récits anti-manifestants ;

• une approche par agglomération de contenus assez basiques, jouant sur l'effet de volume, afin de **saturer les espaces** des communautés, et **misant sur l'émotion** ;

• **un mode opératoire relativement artisanal**, faute de temps pour préparer une campagne ciblée et face à l'accélération du tempo hongkongais, **mais compensé largement par une approche multi-canal pragmatique**, usant aussi bien de Twitter, que de Facebook, Wechat ou TikTok ;

• **une réelle capacité d'adaptation face aux vagues périodiques de suppression des comptes** par Twitter, en cherchant d'autres approches, et d'autres relais notamment via des communautés *a priori* peu politisées telles que les fans de célébrités, dont la campagne menée par le groupe Diba est l'expression la plus aboutie tant par son degré d'organisation, sa viralité que sa durée et l'agressivité de ses membres ;

• une convergence, voire un alignement sémantique, entre la twittosphère et les relais « institutionnels » des TV chinoises officielles, indice supplémentaire d'**une volonté de coordination des opérations informationnelles**.

Chapitre 3

SINGAPOUR

Singapour, qui a une relation ambivalente avec la Chine, mélange de proximité et de défiance, a plusieurs caractéristiques qui en font une cible particulièrement vulnérable et, en même temps, particulièrement résistante à l'influence chinoise.

I. Vulnérabilités

Il y a, **premièrement, des vulnérabilités structurelles, dont la taille**. Singapour est une ville-État dont on peut faire le tour en vélo en une journée et cette dimension affecte tout : « ici **tout est stratégique**, il n'y a pas de distinction entre le tactique et le stratégique[1] ». Cette concentration combinée à **l'hyperconnectivité** du pays fait qu'une fausse nouvelle en ligne peut toucher littéralement tout le monde en quelques minutes. **L'usage répandu de l'anglais et du chinois** rend la société singapourienne d'autant plus pénétrable par des acteurs extérieurs. Sa dépendance envers l'importation pour tous les biens essentiels ; sa **relation tendue avec la Malaisie** (elle-même vulnérable à l'islam radical et plus ou moins alignée sur Pékin) sont d'autres vulnérabilités exploitables. **Pékin peut passer par des intermédiaires basés en Malaisie**, par exemple, pour conduire des opérations de désinformation contre Singapour qui auront l'air d'autant plus crédibles que les relations entre la Malaisie et Singapour sont difficiles et qu'un certain nombre d'attaques informationnelles viennent déjà de Malaisie. Par ailleurs, il y a des précédents connus de groupes chinois en Malaisie qui produisent du contenu pour des raisons lucratives, contre Taïwan notamment (→ p. 364).

Mais la principale vulnérabilité est la nature même de **la société singapourienne, multiethnique, intercommunautaire**, ce qui est à la fois une grande richesse et un levier qui serait facilement utilisable par un tiers mal intentionné. Pour l'instant, les tensions intercommunautaires ont été évitées mais la concorde n'est jamais acquise et exige une politique volontariste (comme la révision constitutionnelle ayant permis à une candidate malaise de se présenter à la présidence). Une attaque terroriste pourrait facilement déclencher des troubles intercommunautaires. Parmi les scénarios improbables mais à fort impact à ne pas exclure, il y a notamment celui d'un attentat visant les Chinois qui pourrait servir de prétexte à une intervention de Pékin.

Il y a, **deuxièmement, des vulnérabilités particulières à l'égard de la Chine**, la première étant simplement la proportion de la population d'origine chinoise : selon les statistiques officielles, en juin 2020, sur les 4,04 millions de résidents, il y avait **3,01 millions de Chinois (74,5 %)**, 0,55 million de Malais (13,6 %), 0,36 million d'Indiens (8,9 %) et 0,13 million d'« autres » (3,2 %)[2]. D'où le principal récit de Pékin qui considère **Singapour comme « un pays chinois »**, faisant

1. Entretien de l'un des auteurs à Singapour, en novembre 2019.
2. Singapour, Department of Statistics, « Resident population by ethnic group, age group and sex dashboard » (https://bit.ly/39G0CpP).

partie de « la grande Chine », d'où il déduit une exigence de loyauté à son égard. Pour cette raison précisément, pour éviter d'être aspiré dans le giron de Pékin, Singapour a toujours été méfiant. Parmi les cinq membres initiaux de l'ASEAN, par exemple, Singapour a été le dernier à établir des relations diplomatiques avec la Chine. Mais l'ancien Premier ministre Lee Kuan Yew (1959-1990) a contribué au rapprochement, en s'y rendant très fréquemment et en faisant la promotion du mandarin dès 1979, en caractères simplifiés, comme en Chine continentale.

La communauté chinoise est très organisée, notamment en **associations claniques**, un système existant depuis le début du XIXe siècle. Plus de 300 associations sont officiellement enregistrées à Singapour. Leur raison d'être est de « préserver le sentiment d'identité et de parenté chinoises[3] ». Elles organisent des événements culturels, des voyages en Chine, etc. Les générations plus âgées, qui ont en général une affinité plus forte avec la Chine, sont plus susceptibles d'en être membres.

L'immigration en provenance de Chine stabilise cette proportion de trois quarts de Chinois : le nombre exact est une information classifiée mais une estimation est qu'il y aurait au moins 20 000 Chinois naturalisés à Singapour par an, et davantage de résidents permanents. Ce flux est en réalité une manière de **maintenir une majorité chinoise** alors que cette communauté a le taux de natalité le plus bas (7,6 pour 1 000 en 2019, contre 8,7 pour les Indiens et 14 pour les Malais)[4]. Ces nouveaux arrivants chinois, qui conservent leurs réseaux en Chine continentale, sont un vecteur d'influence additionnel.

Pour les plus jeunes, qui s'intéressent moins aux associations claniques, l'influence chinoise passe surtout par **l'attraction économique**. Les plus jeunes, nés après la génération Tian'anmen, ont d'ailleurs tendance à ne voir la Chine que comme une opportunité, pas comme une menace. **Les économies sont très intégrées** : dans les deux dernières décennies, Singapour a accru ses exportations vers la Chine en même temps qu'il les réduisait vers les États-Unis, l'Europe et le Japon. **Le vecteur le plus puissant n'est ni le clanique ni le culturel mais bien l'économique**, c'est-à-dire les organisations professionnelles, notamment la Chambre de commerce chinoise de Singapour et la Fédération des entreprises de Singapour. « La RPC exerce un effet de levier sur les hommes d'affaires singapouriens en leur rendant plus difficile l'obtention de contrats, licences, permis, prêts, etc. – en particulier dans le secteur immobilier, où les Singapouriens détiennent des investissements importants en Chine[5]. » Ceux faisant des affaires en Chine sont en outre interrogés par les services chinois qui extraient des informations négatives susceptibles de nuire au gouvernement singapourien et leur donnent des éléments de langage à diffuser, imprimés sur de petites cartes[6]. La Chambre de commerce et la Fédération des entreprises sont aussi à l'initiative du **Chinese Development Assistance Council**, qui offre notamment des bourses pour étudier en Chine. **L'Institut Confucius** au sein de l'Université de technologie de Nanyang (NTU), inauguré en 2005, l'un des tout premiers dans le monde (→ p. 297), accueillait 200 étudiants en 2006, 7 000 en 2020.

Pékin peut aussi compter sur **des relais médiatiques et individuels**. D'une part, Xinhua a un bureau local, *China Daily* a un supplément dans l'édition du week-end du *Straits Times* et il y a des médias sinophones locaux, dont le *Lianhe Zaobao*, quotidien créé en 1983 devenu le plus grand média sinophone de la Cité-État. D'autre part, certaines voix influentes notoirement pro-chinoises interviennent régulièrement dans le débat public, comme **Kishore Mahbubani** : en juillet 2017, alors qu'il était doyen de la Lee Kuan Yew School of Public Policy de l'université nationale de Singapour, il publie une tribune dans *The Straits Times* dans laquelle il appelle

3. Russell Hsiao, « A Preliminary Survey of CCP Influence Operations in Singapore », *China Brief*, 19:13, 16 juillet 2019.
4. « Number of babies born in Singapore rises slightly after 8-year low », *Channel News Asia*, 28 juillet 2020.
5. Hsiao, « A Preliminary Survey », *op. cit.*
6. Décrites par l'un de nos interlocuteurs à Singapour qui a vu ces cartes.

Singapour, « petit État » qu'il compare au Qatar, à faire preuve de davantage de prudence dans sa relation avec Pékin[7].

Une vulnérabilité supplémentaire de Singapour, souvent sous-estimée, est son **rapport aux droits humains** car Pékin peut se faire valoir comme un allié naturel contre l'hégémonie des valeurs occidentales se présentant comme universelles (débat sur les *Asian Values*).

Dans ce contexte, **l'objectif de Pékin est « d'imposer une identité chinoise à Singapour** pour que [la Cité-État] s'aligne plus étroitement avec les intérêts de la RPC[8] ». **Concrètement, Pékin aimerait que Singapour cesse d'entraîner ses forces armées à Taïwan** (voir l'affaire des Terrex ci-dessous)**, cesse de parler de liberté de navigation, et développe davantage son commerce avec la Chine**. Pékin souhaite par exemple que Singapour accorde la construction de la ligne grande-vitesse Singapour – Kuala Lumpur à une compagnie chinoise, ce que Singapour a refusé, demandant aux Chinois de répondre à l'appel d'offres comme tout le monde, en rétorsion de quoi Pékin a annulé une visite ministérielle.

À cette fin, **les principaux récits véhiculés dans ses opérations d'influence visant Singapour** sont les suivants : « Singapour est un pays de culture chinoise, voire un pays chinois » ; « un petit pays, qui ne peut pas se permettre d'être arrogant et de se mettre à dos le géant chinois » ; « qui n'a pas de leader fort depuis Lee Kuan Yew (contrairement à son père, le Premier ministre Lee Hsien Loong sous-estime l'importance de la relation avec Pékin) » ; « qui est trop proche des États-Unis alors que les États-Unis sont le passé, et la Chine le futur (il est dans l'intérêt de Singapour de s'aligner sur Pékin) » ; et « qui ne devrait pas se mêler du débat sur la mer de Chine du Sud ».

II. L'affaire des Terrex : une prise de gage

Depuis 1975, Singapour, qui manque de terrain, entraîne son armée de terre dans le sud de Taïwan. Depuis l'établissement des relations diplomatiques avec la Chine en 1990, Singapour a un accord tacite avec Pékin qui, tout en proposant à Singapour de renoncer à Taïwan contre Hainan, n'en avait pas jusqu'alors fait un problème, parce que Singapour faisait profil bas (notamment en faisant porter à leurs militaires des uniformes taïwanais lorsqu'ils sont sur place)[9] et respectait par ailleurs la politique d'une seule Chine[10]. Toutefois, **le 23 novembre 2016, les douanes hongkongaises saisissent neuf véhicules militaires blindés Terrex appartenant à Singapour** qui transitaient, dans un transporteur commercial, depuis Taïwan, où ils avaient servi à des exercices militaires, vers Singapour. Un transit tout à fait habituel : Singapour faisait transiter ses véhicules militaires de retour d'exercices à Taïwan par Hong Kong depuis les années 1990 et cela n'avait jamais posé problème. En outre, ce matériel militaire bénéficie d'une immunité et ne peut légalement être confisqué ou détenu par les autorités d'un autre État[11]. Cela n'a pas empêché Pékin, via Hong Kong, de le faire.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a rappelé à Singapour que les États ayant une relation diplomatique avec la Chine doivent s'abstenir d'avoir « toute forme d'échanges officiels avec Taïwan, y compris des échanges et de la coopération militaires[12] ». Les médias chinois, le *Global Times* en particulier, lui ont emboîté le pas, **exhortant Singapour à**

7. Kishore Mahbubani, « Qatar: big lessons from a small country », *The Straits Times*, 1er juillet 2017.
8. Hsiao, « A Preliminary Survey », *op. cit.*
9. Éric Frécon, *L'Influence sécuritaire chinoise à Singapour*, Étude de l'IRSEM n° 85, août 2021, p. 48, n. 12.
10. Angela Poh et Chang Jun Yan, « The Terrex Fallacies », *The Straits Times*, 6 décembre 2016.
11. Sébastien Roblin, « Singapore's YouTubers took on China over seized armored vehicles », medium.com, 26 janvier 2017.
12. Han Fook Kwang, « What's behind Singapore's latest run-ins with Beijing », *The Straits Times*, 4 décembre 2016.

abandonner son entraînement militaire à Taïwan s'il ne voulait pas subir une détérioration de sa relation avec la Chine. L'affaire a suscité des tensions entre Pékin et Singapour, jusqu'à la restitution des véhicules le 30 janvier 2017. Dans cet intervalle, **une campagne de désinformation a frappé Singapour, utilisant des comptes dormants** (qui étaient inactifs depuis longtemps et se sont soudain réveillés), selon un analyste singapourien des réseaux sociaux[13].

En réalité, **l'affaire n'est pas isolée, et elle n'est pas arrivée par hasard** : les douanes hongkongaises ont été orientées vers les containers transportant les Terrex, à un moment où **Pékin cherchait une occasion d'accentuer la pression sur Singapour**. Les relations se dégradaient depuis près d'un an déjà[14]. En décembre 2015, le renforcement de l'accord de coopération en matière de défense entre les États-Unis et Singapour, impliquant notamment le déploiement d'avions P-8A Poseidon de la marine américaine à Singapour, n'avait guère été apprécié à Pékin. En juin 2016, l'absence du ministre des Affaires étrangères singapourien Vivian Balakrishnan à une conférence de presse conjointe ASEAN-Chine à Kunming avait été remarquée. En septembre, le *Global Times* avait accusé Singapour d'avoir, lors d'un sommet du mouvement des non-alignés au Venezuela, soulevé le sujet de la liberté de navigation en mer de Chine du Sud et du jugement de La Haye – tentative qui, selon le journal du Parti, a été immédiatement bloquée par de nombreux pays[15]. L'ambassadeur singapourien en Chine, Stanley Log, avait protesté, en parlant d'une « fabrication ». Lui répondant, Hu Xijin, le rédacteur en chef du *Global Times*, avait reproché à Singapour de prendre le parti des Philippines et du Vietnam sur le sujet de la mer de Chine du Sud et d'accueillir à Singapour des avions américains « visant la Chine[16] ». Le 1er octobre, le général Jin Yinan (金一南) de l'université de défense de l'APL, allait plus loin en déclarant à la radio nationale chinoise (CNR) que cela faisait des années que Singapour se mêlait de ce qui ne le regardait pas (la mer de Chine du Sud) et conseillait Washington sur ce sujet. Il estimait qu'**une « riposte » de la Chine contre Singapour était « inévitable**, et pas seulement sur le front de l'opinion publique [...] nous devons faire quelque chose, que ce soit des représailles ou des sanctions[17] ».

L'affaire des Terrex vient donc couronner une série d'incidents dans un contexte de tension de la relation bilatérale. Cette séquence elle-même n'est pas due au hasard : son point culminant, l'affaire des Terrex, arrive un an exactement avant que Singapour ne prenne la présidence tournante de l'ASEAN (novembre 2017), et **cet épisode de pressions coïncide avec la coordination, par Singapour, du dialogue ASEAN-Chine** (2015-2018). Du point de vue de Pékin, il fallait donc rappeler à la Cité-État « qui est le maître », en particulier sur le dossier de la liberté de navigation, surtout après que Singapour a appelé à la mise en œuvre de la décision du tribunal arbitral de juillet 2016. **Durant cette période, les Singapouriens ont été bombardés de vidéos sur YouTube en mandarin et les associations claniques ont subi une pression particulière, avec un même récit : Singapour doit « rester à sa place », celle d'un pays « chinois » qui ne doit pas s'appuyer sur les États-Unis**, et l'ASEAN sans la Chine n'est rien[18].

Singapour a depuis lors réduit son format d'entraînement à Taïwan, passant de 15 000 à 6 000 hommes (réduction due également à celle du service national) et organise une bascule

13. Entretien de l'un des auteurs à Singapour, en août 2019.
14. William Choong, « Shining the spotlight on Starlight », *The Straits Times*, 30 novembre 2016.
15. Leng Shumei, « FM calls on Singapore to respect China's sea stance », *Global Times*, 28 septembre 2016.
16. « Singapore accuses Chinese paper of fabricating South China sea story », Reuters, 27 septembre 2016.
17. Minnie Chan, « Chinese defence adviser turns up heat on Singapore over South China Sea row », *South China Morning Post*, 1er octobre 2016.
18. Entretien de l'un des auteurs à Singapour, en août 2019. Les mêmes informations avaient visiblement été transmises aux chercheurs de la RAND dans un entretien sur place quelques mois plus tôt : Scott W. Harold, Nathan Beauchamp-Mustafaga, Jeffrey W. Hornung, *Chinese Disinformation Efforts on Social Media*, RAND Corporation, 2021, p. 82. Pour les auteurs, le fait que ces vidéos aient été publiées exclusivement en chinois (simplifié et traditionnel) semble indiquer qu'elles visaient spécifiquement les associations claniques singapouriennes.

vers l'Australie, où les terrains devraient être disponibles en 2022. **Cet épisode a contribué à la prise de conscience croissante des autorités et de l'opinion singapouriennes de la vulnérabilité de la Cité-État à l'influence voire l'ingérence chinoise**. Depuis, cette question est de plus en plus évoquée publiquement.



Les neuf Terrex saisis à Hong Kong[19].

III. Les cas Huang Jing et Jun Wei « Dickson » Yeo

Au cours des dernières années, **deux cas d'espionnage au profit de la Chine dans les milieux académiques singapouriens** ont été médiatisés. Le premier concerne **Huang Jing** (黄靖). Né en Chine en 1956, éduqué en Chine (master à l'Université Fudan) et aux États-Unis (doctorat à l'Université Harvard), citoyen américain, il a d'abord vécu et travaillé une vingtaine d'années aux États-Unis, occupant des postes dans diverses universités et centres de recherche, dont l'Université Stanford et la Brookings, avant de rejoindre en 2008 la prestigieuse Lee Kuan Yew School of Public Policy de l'Université nationale de Singapour en tant que directeur du Centre on Asia and Globalisation et Lee Foundation Professor on US-China Relations. Il était parallèlement analyste pour l'agence de presse nationale chinoise Xinhua. En août 2017, Huang a été accusé par le ministère de l'Intérieur de Singapour d'être « un agent d'influence d'un État étranger » non identifié, et lui et sa femme ont été expulsés du pays (leur permis de résidence a été annulé). Ils se sont rendus en Chine où, depuis 2019, Huang Jing est le doyen de l'Institut des études internationales et régionales à l'université des langues et des cultures de Pékin.

Le second cas est moins ambigu, car il a donné lieu à un procès détaillé aux États-Unis[20]. Il implique **Jun Wei « Dickson » Yeo** (杨俊伟), né à Singapour en 1981 et potentiellement lié au cas précédent car il s'agit d'un doctorant de Huang Jun à la Lee Kuan Yew School of Public Policy. Cette relation a fait dire à Bilahari Kausikan, un ancien diplomate, figure majeure du débat singapourien de politique étrangère, que c'est Huang Jing qui a fait recruter Yeo par les services chinois, ce que Huang Jing a réfuté[21]. Yeo a été **recruté par les services chinois en 2015 par l'intermédiaire de think tanks chinois** qui l'invitaient et le payaient pour écrire des rapports. Il a rapidement pris conscience que ces « chercheurs » étaient en fait des officiers de renseignement. Il était « débriefé » en Chine, lors de voyages fréquents, et en ligne, via WeChat. Initialement utilisé pour transmettre des informations sur l'Asie du Sud-Est, il a ensuite été

19. https://www.straitstimes.com/sites/default/files/articles/2016/11/29/40657903_-_24_11_2016_-_jcarmoured25.jpg.

20. United States of America v. Jun Wei Yeo, also known as Dickson Yeo, defendant. US District Court for the district of Columbia, https://www.justice.gov/usao-dc/press-release/file/1297451/download.

21. Rei Kurohi, « Ex-diplomat Bilahari Kausikan rebuts Huang Jing's denial that he recruited Singaporean Dickson Yeo as spy », *The Straits Times*, 29 juillet 2020.

réorienté vers les États-Unis, où il avait étudié précédemment, et il a vécu plusieurs mois, à DC, en 2019. **Sa mission était de récolter des informations et de recruter des sources américaines**, ce qu'il faisait via Linkedin et en créant une fausse entreprise de consultance proposant des offres de postes, afin de récolter des CV.

De cette manière, il a notamment été en contact avec des militaires et officiels américains ayant accès à des informations confidentielles, à qui il demandait d'écrire des rapports contre de l'argent[22]. Un officier de l'armée de terre, travaillant au Pentagone, a ainsi rédigé un rapport prétendument pour des clients privés asiatiques sur le retrait américain d'Afghanistan et ses conséquences sur la Chine. Ce travail a été rémunéré 2 000 dollars, une somme virée sur le compte de sa femme pour ne pas éveiller les soupçons. Un agent du département d'État s'est également fait piéger, en rédigeant un rapport sur un membre du Cabinet. Les officiers traitants chinois de Yeo lui ont demandé d'aller plus loin, en tentant de recruter l'officier américain pour qu'il transmette d'autres informations, confidentielles cette fois. C'est lorsqu'il arrive aux États-Unis à cette fin, en novembre 2019, que Yeo est arrêté. Il a plaidé coupable d'espionnage lors de son procès et a été condamné à 14 mois d'emprisonnement. À l'issue de cette peine, il est rentré à Singapour, où il a été arrêté par le département de la Sécurité intérieure le jour de son arrivée, le 30 décembre 2020[23].

IV. Résilience

L'influence chinoise n'est pas un problème nouveau pour Singapour, qui s'en défendait déjà dans les années 1950 et 1960, lorsque « les leaders de la RPC cherchaient à exporter la révolution communiste à l'Asie du Sud-Est[24] ». Et Singapour a toujours su, habilement, y résister. **Sa défense repose sur le développement d'un contre-récit, celui de l'identité nationale unique, multiethnique et multiculturelle**, qui est « gérée comme une question existentielle par les élites dirigeantes de Singapour[25] », et en particulier la singularité de l'identité chinoise singapourienne par rapport à d'autres identités chinoises dans le monde et, bien sûr, à la manière dont Pékin la perçoit. Ainsi, pour contrer ou en tout cas compenser la création en 2012 du centre culturel chinois, le gouvernement singapourien a créé son propre centre culturel chinois « de Singapour » en 2017. Celui-ci fait la promotion d'« une culture chinoise dynamique, enracinée dans une société cohésive et multiraciale », et dans son discours d'inauguration le Premier ministre Lee Hsien Long a souligné « à quel point les Chinois de Singapour sont très différents des Chinois de Chine, tant par leur histoire que par leur identité[26] ».

Si, sur le papier, les trois quarts des habitants sont « chinois », le fait est qu'ils se sentent très majoritairement singapouriens, parlent anglais (beaucoup ne parlent qu'imparfaitement mandarin), ont une culture (éducation, universités, culture populaire) essentiellement occidentale et asiatique non chinoise (les chanteurs taïwanais et coréens sont beaucoup plus populaires à Singapour que les chanteurs chinois). En dépit des efforts de Pékin, il y a **très peu de pénétration culturelle**. L'influence chinoise sur les médias sinophones est relativement limitée en raison du contrôle que Singapour exerce sur tous les médias. En somme, **la principale vulnérabilité reste l'argent** et les liens d'affaires.

---

22. Michael Yong, « How a Singaporean man went from NUS PhD student to working for Chinese intelligence in the US », *Channel News Asia*, 25 juillet 2020.
23. Cara Wong, « Singaporean Dickson Yeo, who spied for China in the US, arrested by ISD upon his return », *The Straits Time*, 31 décembre 2020.
24. Hsiao, « A Preliminary Survey », *op. cit.*
25. *Ibid.*
26. *Ibid.*

En outre, il y a eu depuis quelques années **une prise de conscience croissante des risques posés par l'influence chinoise à Singapour**, en plusieurs épisodes : non seulement l'affaire des Terrex en 2016 et l'affaire Huang Jing en 2017, le départ la même année de Mahbubani dont la tribune sur le « petit État » avait suscité la controverse, mais aussi le piratage du ministère de la Santé (entre le 27 juin et le 4 juillet 2018). Celui-ci a permis le vol des fichiers médicaux de 1,5 million de patients, parmi lesquels le Premier ministre Lee Hsien Loong dont les données avaient été « ciblées spécifiquement et de façon répétée[27] ». Cette attaque n'a pas été attribuée mais, selon certaines sources, il pourrait s'agir d'une réponse à l'affaire d'espionnage Huang et l'objectif pourrait avoir été de trouver des informations compromettantes sur le Premier ministre pour le faire chanter ou le compromettre – mais les attaquants n'ont rien découvert.

Au même moment, **Bilahari Kausikan**, ancien diplomate et secrétaire d'État, a publié plusieurs interventions dans *The Straits Times* en juin et juillet 2018. Il appelle les Singapouriens à « se prémunir contre les opérations destinées à les manipuler » et « à se méfier des récits trop simplistes »[28]. Il écrit que **la Chine « utilise une gamme d'outils – allant de la diplomatie légitime au déploiement plus discret et souvent illégal d'agents d'influence et d'opérations – pour influencer les décideurs ou les leaders d'opinion[29] »**. Contre Singapour, estime-t-il, **l'objectif de ces opérations « n'est pas simplement de diriger un comportement, mais de le conditionner. La Chine ne veut pas seulement que vous vous conformiez à ses souhaits, elle veut que vous pensiez de telle manière que vous fassiez, de votre propre gré, ce qu'elle veut sans qu'on vous le dise[30] »**. Il estime que « notre identité, fondée sur l'idée du multiculturalisme et de la méritocratie, est sous pression. Il y a des forces centrifuges qui essaient de nous diviser », et il cite les tentatives de la Chine pour « affirmer l'identité chinoise dans un Singapour multiracial »[31]. Ces interventions en ont suscité d'autres[32].

Un an plus tard, **Russell Hsiao** a publié un rapport remarqué sur les opérations d'influence chinoises à Singapour[33]. La Chine a réagi par la voie de son ambassade, jugeant cette mise en cause « absurde ». Ce rapport a eu un effet vertueux de libération de la parole à Singapour : le sujet reste très sensible mais, étant bien documenté, avec une accumulation d'affaires depuis 2016 et des analyses toujours plus fréquentes et détaillées, il est désormais inévitable et relativement plus facile à aborder.

Enfin, **le gouvernement singapourien a une conscience très aiguë de ses vulnérabilités**, en particulier des menaces pesant sur l'unité nationale, et prend régulièrement des mesures contre ce qu'un rapport de 2013 avait appelé le « discours corrosif[34] » – qui, contrairement au discours haineux, vise certaines communautés, et peut donc facilement être instrumentalisé, éventuellement par un État tiers, pour créer des tensions intercommunautaires. Par exemple, le site internet TheRealSingapore.com a été fermé en mai 2015 par l'autorité de régulation des médias (MDA) au motif que ses articles menaçaient l'ordre public et l'harmonie nationale, accusant le site « d'inciter à des sentiments hostiles aux étrangers à Singapour ».

27. Kevin Kwang, « Singapore health system hit by 'most serious breach of personal data' in cyberattack; PM Lee's data targeted », *Channel News Asia*, 20 juillet 2018.

28. Charissa Yong, « S'poreans should be aware of China's influence ops: Bilahari », *The Straits Times*, 28 juin 2018.

29. *Ibid.*

30. *Ibid.*

31. Yasmine Yahya, « Staying aware of foreign influence best form of defence for Singapore: Bilahari », *The Straits Times*, 20 juillet 2018.

32. Dont celle de l'universitaire Simon Tay, « Inoculating Singapore against foreign influences », *The Straits Times*, 26 juillet 2018.

33. Hsiao, « A preliminary survey », *op. cit.*

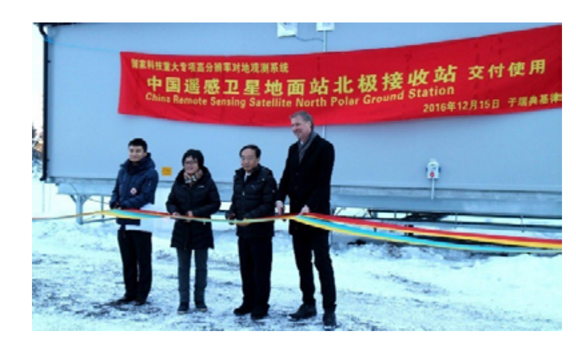
34. Carol Soon et Tan Tarn How, *Corrosive Speech: What Can Be Done*, rapport de l'Institute of Policy Studies, Lee Kuan Yew School of Public Policy, National University of Singapore, 2013.

Dans le domaine de la lutte contre les manipulations de l'information, Singapour est l'un des États les plus avancés au monde, et les mieux informés. Ses fonctionnaires se déplacent beaucoup, avec la volonté d'apprendre des expériences étrangères, en Europe, en Amérique du Nord et en Australie en particulier. Le Centre of Excellence for National Security (CENS) de RSIS organise également chaque année un colloque international sur ces sujets qui est devenu l'un des rendez-vous mondiaux incontournables, notamment parce qu'il fait se rencontrer des experts de zones géographiques différentes (euratlantique et asiatique). Pour l'ensemble de ces raisons, **on peut considérer Singapour, avec la Suède, comme l'un des États les mieux préparés** en termes de lutte contre les manipulations de l'information, voire les menaces hybrides en général.

Chapitre 4

LA SUÈDE

Pourquoi la Suède intéresse-t-elle la Chine ? D'une manière générale, Pékin a **un intérêt pour les pays nordiques**, c'est-à-dire le Danemark (avec les îles Féroé et le Groenland), la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, auxquels elle propose depuis des années, en vain pour l'instant, un format de rencontre « 5+1 » sur le modèle du « 17+1 » qu'elle a établi avec les États d'Europe centrale et orientale (→ p. 307). Elle les considère comme **une double porte d'entrée, vers l'arctique d'une part** (depuis 2016, la Suède accueille dans l'extrême nord une station satellite chinoise – la première entièrement chinoise en dehors de Chine)[1], **et vers l'UE d'autre part**, parce que les relations sont anciennes (la Suède, le Danemark et la Finlande, dans cet ordre, étaient parmi les tout premiers pays occidentaux à établir des relations diplomatiques avec la RPC en 1950), et que ces États sont « politiquement stables, favorables au libre-échange et, surtout, décrits comme moins méfiants envers la Chine que de nombreux autres pays "occidentaux"[2] ».



Inauguration de la station satellite chinoise de Kiruna le 15 décembre 2016[3].

Ils ont l'avantage d'offrir à la fois **un milieu réglementaire peu contraignant, voire permissif, pour les investissements étrangers, et des secteurs technologiques de pointe**, avec des entreprises innovantes parmi les meilleures mondiales. Or, cette combinaison est précieuse. Comme le rappellent Heather Conley et James Lewis, « **la Chine reste dépendante de l'Occident pour les technologies de pointe et utilise quatre techniques pour les acquérir : 1) des transferts de technologie forcés comme condition *sine qua non* à la conduite d'affaires en Chine ; 2) le placement d'étudiants et de travailleurs dans les universités et entreprises occidentales ; 3) le cyberespionnage ; et 4) l'acquisition d'entreprises étran-**

1. La « China Remote Sensing Satellite North Polar Ground Station » est située à Kiruna. Les autres stations satellite chinoises dans le monde, notamment en Afrique et en Amérique du Nord, sont toutes co-détenues (*joint-ventures*) : Stephen Chen, « China launches its forst fully owned overseas satellite ground station near North Pole », *South China Morning Post*, 16 décembre 2016.

2. Jerker Hellström, *China's Political Priorities in the Nordic Countries: from technology to core interests*, Policy Brief, 12/2016, Norwegian Institute of International Affairs, 2016, p. 2.

3. Keegan Elmer, « Swedish defence agency warns satellite station could be serving Chinese military », *South China Morning Post*, 14 janvier 2019.

gères[4] ». Dans les pays nordiques, la Chine pratique surtout l'espionnage économique, comme partout, mais pas particulièrement dans les universités (n'ayant pas la masse critique d'étudiants chinois dont elle dispose en Australie ou au Canada, par exemple), et les acquisitions d'entreprises locales, qui sont des moyens privilégiés pour acquérir des technologies.

Si « la motivation première de l'investissement chinois dans les pays nordiques est commerciale », les intérêts stratégiques ne sont jamais loin, comme en témoignent les investissements « dans les semi-conducteurs et les technologies liées aux munitions ainsi que dans les technologies émergentes telles que FinTech, GreenTech, BioTech et MaritimeTech[5] ». Les acquisitions d'Awilco en Norvège (2008), qui produit notamment du matériel de forage, de Volvo Cars en Suède (2010), et d'Elkem en Norvège (2011), qui produit du silicium, du silicone et des matériaux de carbone, figurent toujours parmi les plus importantes acquisitions chinoises en Europe.

Dans cette région, **c'est la Suède qui suscite le plus grand intérêt chinois**, parce qu'elle est particulièrement innovante, qu'elle a une forte culture start-up. Véritable « ***hub*** **nordique de la Chine**[6] », c'est elle qui, en 2018, a attiré le plus d'investissements chinois en Europe (3,6 milliards de dollars), loin devant les autres (1,6 pour le Royaume-Uni, 1,5 pour l'Allemagne et 1,4 pour la France)[7]. Le rachat par le chinois Geely de Volvo Cars en 2010 puis Volvo AB (qui fait des camions et des bus) en 2018, l'une des plus importantes acquisitions chinoises en Europe et en Amérique du Nord, a marqué les esprits en Suède comme sur la scène internationale. **Un pic d'acquisitions a été atteint en 2017** (51 acquisitions majoritaires et 40 minoritaires). En 2018, la Suède avait 114 entreprises à participation majoritaire chinoise[8]. En novembre 2019, plus de 1 000 compagnies avaient déclaré que leur bénéficiaire effectif était un citoyen de Chine ou de Hong Kong – la réalité des acquisitions étant sans doute plus étendue que ce qu'il est possible de mesurer[9].

Pékin s'intéresse en particulier aux entreprises développant des technologies duales, c'est-à-dire dont les applications sont à la fois civiles et militaires, comme en témoigne le rachat de trois entreprises suédoises de semiconducteurs, dont Silex Microsystems par une compagnie chinoise liée au secteur de la défense ; et de Chematur, une scission (spin-off) du fabricant de munitions Nobel, qui est « au centre de la base industrielle de défense de la Suède », par Wanhua[10]. La stratégie Chine du gouvernement présentée en septembre 2019 confirme que **les activités de renseignement du PCC en Suède sont non seulement importantes mais aussi focalisées sur l'acquisition de certaines technologies militaires**, en plus de la collecte de renseignement sur les capacités militaires suédoises. Il a par ailleurs été souligné que la station satellite chinoise dans le nord de la Suède pouvait elle-même être utilisée à des fins de renseignement militaire[11].

4. Heather A. Conley et James A. Lewis, *Chinese Technology Acquisitions in the Nordic Region*, Center for Strategic & International Studies (CSIS), septembre 2020, p. 20.
5. *Ibid.*, p. 1.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*, p. 3.
8. *Ibid.*, p. 7.
9. Oscar Almén, Johan Englund et Jerker Hellström, *Survey of Chinese corporate acquisitions in Sweden*, Swedish Defence Research Agency (FOI), novembre 2019, conclusions (en suédois : https://www.foi.se/en/foi/reports/report-summary.html?reportNo=FOI+Memo+6903).
10. Conley et Lewis, *Chinese Technology Acquisitions*, *op. cit.*, p. 7-8.
11. Elmer, « Swedish defence agency warns », *op. cit.*

I. Un cas typique de « moment machiavélien »

Pendant longtemps, donc, la Chine a beaucoup investi dans la relation avec la Suède. Et l'opinion publique suédoise y était plutôt favorable, car la Chine créait des emplois. Et puis **le Parti est entré dans un « moment machiavélien » avec la nomination d'un nouvel ambassadeur en août 2017**, Gui Congyou (桂从友), qui a visiblement reçu la mission de prendre le dessus dans le débat public. Rapidement (**le tournant daterait de début 2018**), il s'est montré très agressif, attaquant les médias, les journalistes, le gouvernement, les partis politiques, les chercheurs, refusant des visas, l'objectif semblant être de faire peur et de susciter l'autocensure.

Le profil de l'ambassadeur est révélateur : Gui Congyou a reconnu qu'il ne connaissait pas du tout la Suède lorsqu'il a pris ses fonctions, qu'il n'avait jamais visité le pays ni eu d'amis suédois[12]. Il a même déclaré en février 2020 « ne pas savoir pourquoi il a été envoyé en Suède[13] ». Il parle très bien russe, en revanche, et c'est **un expert de la Russie** : sa carrière précédente a alterné entre Moscou, où il a été affecté deux fois, pendant près de dix ans, et Pékin où il suivait les questions russes au ministère, accompagnait souvent Xi Jinping dans ses déplacements dans des pays d'ex-URSS, était l'un des principaux instigateurs des rencontres Xi-Poutine et était présent à toutes les rencontres de haut niveau entre les dirigeants chinois et russes.

À Stockholm, **l'ambassadeur multiplie les attaques et les déclarations menaçantes, notamment à l'encontre des médias**. Il parle de « la tyrannie des médias[14] ». À la télévision, il a déclaré que les médias suédois critiquant la Chine étaient comme « un boxeur léger de 48 kg qui provoque une querelle avec un boxeur poids lourd de 86 kg, qui par gentillesse et bonne volonté exhorte le (plus petit) boxeur à faire attention à lui », ce qui a suscité une réaction de la ministre sudéoise des Affaires étrangères ayant interprété les propos de l'ambassadeur chinois comme une « menace insupportable », une tentative d'intimider donc de museler la presse[15].

Gui Congyou maintient une pression permanente sur les médias, invitant certains journalistes à déjeuner pour commenter la façon dont ils couvrent la Chine, envoyant lui-même des courriels de protestation lorsqu'il n'apprécie pas un article. En avril 2021, par exemple, Jojje Olsson, journaliste suédois basé à Taïwan qui est depuis longtemps une cible des autorités chinoises, a reçu un énième courriel de l'ambassade de Chine, le menaçant clairement : « nous vous demandons de cesser immédiatement vos actions fautives, sinon vous finirez par affronter les conséquences de vos actes[16] ». Dans un sondage rendu public en janvier 2020, au moins quatre des plus grands groupes de médias suédois (Svenska Dagbladet, Expressen, Sveriges Radio et Sveriges Television) disent avoir été contactés et critiqués à plusieurs reprises par l'ambassade de Chine – certaines des formulations employées, dans des lettres et des courriels, étant menaçantes. L'ambassade publie aussi beaucoup sur son propre site : au cours de l'année 2019, elle a publié au moins 74 commentaires négatifs sur les médias suédois, la plupart d'entre eux en réaction à des publications perçues comme exprimant des critiques à l'égard de la Chine[17]. Ce comportement dépasse largement le cas de l'ambassade : des journalistes suédois que nous avons rencontrés disent être victimes de **manœuvres d'intimidation** non seulement de la part des diplomates chinois mais aussi de diverses organisations chinoises dont des organisations

12. « 今日头条：桂从友大使接受瑞典三家华文媒体集体采访 » (Le titre du jour : L'ambassadeur Gui Congyou accorde une interview de groupe à trois médias chinois en Suède), *Chineseonline.se*, 12 octobre 2017.
13. Birgitta Forsberg, « Ambassadören: "Sverige inte viktigt nog att hota" », *Svenska Dagbladet*, 30 janvier 2020.
14. Communiqué de l'ambassade de Chine en Suède, 22 juin 2018.
15. Jari Tanner, « Sweden summons Chinese envoy over 'lightweight boxer' remark », Associated Press, 18 janvier 2020.
16. *Journalistförbundet*, « Vi fördömer Kina-angrepp mot Jojje Olsso », 13 avril 2021.
17. « China's large-scale media push: Attempts to influence Swedish media », *SVT Nyheter*, 19 janvier 2020.

étudiantes, pour leur demander de cesser d'écrire ceci ou cela. Certains ont même été suivis en voiture et à leur domicile personnel[18].

Et la pression déborde largement les médias : l'ambassade a par exemple convaincu l'hôtel Sheraton de Stockholm d'annuler la célébration de la fête nationale taïwanaise en octobre 2019, alors que ce même hôtel l'accueillait depuis plus d'une décennie. L'événement a finalement été accueilli par le musée d'histoire suédoise, qui a résisté à la pression de l'ambassade qui s'est reportée sur lui[19].

La dérive agressive de la Chine en Suède depuis 2018 a eu des conséquences : la relation sino-suédoise s'est considérablement détériorée. L'ambassadeur chinois a été convoqué par le ministère suédois des Affaires étrangères une quarantaine de fois depuis son arrivée. Fin 2019, plusieurs parlementaires ont demandé son expulsion. Puis à nouveau en 2021 après que le journaliste Jojje Olsson a été menacé par l'ambassade de Chine : plusieurs responsables politiques suédois ont alors à nouveau appelé à **l'expulsion de l'ambassadeur**[20]. La Suède est le premier pays européen à avoir **fermé tous ses Instituts Confucius** (le dernier institut en décembre 2019 et la dernière classe en avril 2020)[21]. Elle a aussi **récrit sa « stratégie Chine »**, présentée au Parlement national en septembre 2019 ; et créé un centre d'études sur la Chine (en plus d'un autre, sur fonds privés) pour mieux mesurer les défis posés par son influence croissante. Même Göteborg, la deuxième plus grande ville du pays, celle des automobiles Volvo, où la Chine est omniprésente (au point que le personnel des restaurants et autres services se mettent à parler chinois), a **annulé son jumelage** avec Shanghai en avril 2020, qui avait fonctionné pendant 34 ans. En octobre 2020, l'autorité suédoise de régulation des télécommunications (PTS) a **banni les équipements des compagnies chinoises** Huawei et ZTE de l'appel d'offres en cours sur la 5G (une décision confirmée en janvier 2021 par la Cour administrative suprême suédoise qui a écarté le recours interjeté par Huawei). Le gouvernement se méfie de plus en plus de la Chine, qui n'était perçue auparavant que comme une opportunité économique, et qui est désormais vue davantage comme **une menace à la sécurité nationale**. La cote de la Chine dans l'opinion publique a dégringolé avec 49 % d'opinions défavorables en 2017, 52 % en 2018, 70 % en 2019, 85 % en 2020 et 80 % en 2021. Désormais, seuls les Japonais en ont une opinion plus défavorable (→ p. 189), sur les 34 pays sondés[22]. Sur le plan régional, loin d'être tentés, dans ce contexte, par la proposition chinoise d'un « 5+1 », les pays nordiques pensent plutôt à un « 5 contre 1 », c'est-à-dire à s'organiser entre eux pour contrer l'influence chinoise.

Pour l'ambassadeur, le bilan est désastreux : il a défait depuis fin 2017 toute la relation que ses prédécesseurs avaient construite. « En lançant une campagne combative inadaptée aux conditions locales, la Chine semble s'être tiré une balle dans le pied[23] ». **Comment l'expliquer ?** D'abord, comme le disent Jerdén et Bohman, parce que **sa priorité n'est pas de séduire les Suédois mais le PCC** : « ses actions pourraient être motivées par un désir d'impressionner ses supérieurs à Pékin. En propageant énergiquement les récits de la Chine à l'étranger, il a mis son ambassade sous les projecteurs et l'a positionnée comme un chef de file dans la mission de Xi Jinping d'accroître l'influence globale de la Chine sur les médias et de "bien raconter l'his-

18. Entretien de l'un des auteurs à Stockholm, en février 2020.
19. Birgitta Forsberg, « Kina pressade Sheraton att nobba Taiwaneser », *Svenska Dagbladet*, 3 octobre 2019.
20. Hannah Somerville, « China's embassy in Sweden under fire over 'threats' to journalists », *Euronews*, 12 avril 2021.
21. Oliver Moody, « Swedes axe China-backed Confucius school scheme as relations sour », *The Times*, 21 avril 2020.
22. Pew research center, Global indicators database, Opinion of China, 2019 ; Laura Silver, Kat Devlin et Christine Huang, « Large Majorities Say China Does Not Respect the Personal Freedoms of Its People », Pew Research Center, 30 juin 2021.
23. Björn Jerdén et Viking Bohman, *China's propaganda campaign in Sweden, 2018-2019*, brief 4/2019, Swedish Institute of International Affairs, 2019, p. 11.

toire de la Chine"[24] ». C'est plus généralement l'explication principale du phénomène dit des **diplomates « loups guerriers »** que nous avons présenté dans la troisième partie (→ p. 220) et dont Gui Congyou est un précurseur. Ensuite, **sa méconnaissance des démocraties libérales** – son expérience à l'étranger étant exclusivement russe – a sans doute contribué à une gestion de crise hasardeuse et à une sous-estimation des conséquences néfastes, pour la Chine, d'un comportement trop agressif en Suède. L'ambassade aurait pu anticiper que, la Suède étant l'un des pays les plus hostiles au PCC et à l'autoritarisme en général, il était aussi l'un des plus susceptibles de résister à cette pression.

Ensuite, au-delà de la personne de l'ambassadeur, il y a un débat en Suède sur la question de savoir si le pays a été choisi pour **tester cette stratégie plus agressive avant de la généraliser. Pourquoi la Suède ?** Pour une série de raisons sans doute :

• Parce que c'est un pays de **la bonne taille**, assez petit pour ne pas être une menace, dans lequel il n'y a pas d'enjeu diasporique (il n'y avait que 31 700 personnes d'origine chinoise en Suède en 2017, une augmentation de 10 000 depuis 2009, et 2 671 étudiants)[25], mais assez grand pour être significatif, en tout cas pour l'Europe.

• Parce que c'est **l'un des champions mondiaux des valeurs démocratiques et libérales**, l'un des leaders en termes de « *soft power diplomacy*[26] », un pays toujours montré en exemple, en tête des classements (d'où le choc culturel de l'ambassadeur chinois dans un pays systématiquement dans le top 5 de la liberté de la presse de RSF, tandis que la Chine est à l'autre extrémité, dans le top 5 voire 3 des pires des 180 pays), et donc **un symbole, une idole à briser** (avec l'idée que, si Pékin y parvient, c'est tout le socle des démocraties libérales qui est fragilisé).

• C'est aussi – et c'est lié – un État qui est l'un des plus critiques dans le monde sur les violations des droits humains en Chine. De ce point de vue, s'en prendre à la Suède est **faire un exemple du fait que critiquer la Chine a un coût**, c'est envoyer un message aux autres, en particulier aux autres Européens.

• Parce que c'est aussi **l'un des principaux rivaux de la Chine dans certains secteurs** clés dont la 5G, les batteries et les camions.

• Parce qu'**il y a déjà quelques irritants dans la relation bilatérale** : le plus connu est l'affaire Gui Minhai (桂敏海), un citoyen suédois détenu en Chine depuis 2015 (voir encadré), mais il y a aussi eu Peter Dahlin, un militant suédois des droits humains kidnappé et incarcéré 23 jours en Chine en 2016, lui aussi contraint à une confession télévisée[27]. La « diplomatie des otages » pratiquée par Pékin (→ p. 405) a laissé des traces en Suède. Il y a également eu l'affaire Qiao Jianjun (喬建軍), un ancien fonctionnaire chinois devenu l'un des fugitifs les plus recherchés par Pékin pour corruption (accusé d'avoir détourné des millions de dollars) : il a été arrêté en Suède à la demande de Pékin en août 2018 mais Stockholm refusait de l'extrader (la Cour suprême suédoise ayant confirmé que cela violerait la convention européenne des droits de l'homme puisqu'il risquait la mort, la torture ou d'autres traitements inhumains ou dégradants). Il a été libéré en juin 2019, puis à nouveau arrêté cinq jours plus tard à la demande des États-Unis cette fois qui le recherchent également, et il a été extradé vers les États-Unis fin mai 2020.

24. *Ibid.*, p. 8.
25. Entretien de l'un des auteurs à l'agence suédoise des contingences civiles (MSB), Stockholm, février 2020.
26. Elise Carlson-Rainer, « Sweden is a world leader in Peace, security, and human rights », *World Affairs*, 180:4, 2017, p. 79-85.
27. Tom Phillips, « A human rights activist, a secret prison and a tale from Xi Jinping's new China », *The Guardian*, 3 janvier 2017.

• Enfin, la Suède – qui a reçu le dalaï-lama en septembre 2018 – est **un asile pour les réfugiés ouïghours, tibétains et Falun Gong**, c'est-à-dire les cibles principales de Pékin, comme le confirment **plusieurs affaires d'espionnage** au sein de ces communautés : en 2010, un réfugié ouïghour a été condamné à 16 mois de prison pour espionnage au profit de la Chine (il avait infiltré le Congrès ouïghour mondial et fournissait des informations à un officier de renseignement chinois sous couverture diplomatique à l'ambassade)[28] ; en 2018, un réfugié tibétain a également été condamné à 22 mois de prison pour espionnage au profit de la Chine (il avait infiltré la communauté tibétaine suédoise et transmettait ses informations à un officier de renseignement chinois situé en Pologne)[29].

Pour Pékin, l'objectif est alors de faire plier la Suède, en limitant sa liberté d'expression, notamment sur les « cinq poisons », et au passage d'**envoyer un avertissement aux autres pays, en particulier européens**. Mais cela a totalement échoué puisqu'au lieu de plier, la Suède a résisté et la conséquence a simplement été la dégradation des relations bilatérales et de l'image de la Chine en Suède.

Quoi qu'il en soit, **le cas suédois est à la fois un test opportuniste et l'un des symptômes d'une tendance dans le monde entier** : la même chose est arrivée au Canada (→ p. 533), en Australie, au Royaume-Uni et ailleurs. Il y a des différences de degrés mais pas de nature. Le cas suédois est particulièrement spectaculaire car il y a de toute façon des irritants dans la relation, mais il est le signal d'un tournant plus large, et a été interprété comme tel dès 2018[30]. **C'est ce tournant que nous appelons le « moment machiavélien »** (→ p. 613).

L'affaire Gui Minhai

Gui Minhai est un écrivain, éditeur et libraire né en Chine qui est arrivé en Suède en 1988 pour y faire un doctorat et y est resté, acquérant la citoyenneté suédoise et renonçant à sa citoyenneté chinoise. Il s'est ensuite installé à Hong Kong, y créant plusieurs maisons d'édition à partir de 2006. Sous un nom d'auteur (Ah Hai), il a lui-même écrit un grand nombre d'ouvrages sur la vie politique chinoise, qui étaient interdits en Chine continentale. Se sachant surveillé et menacé, il évitait de revenir en Chine, et a manqué les derniers jours et les funérailles de son père pour cette raison.

En octobre 2015, il est **kidnappé par les services chinois pendant ses vacances en Thaïlande** et disparaît. Quatre autres de ses collègues disparaîtront également. La confirmation de sa détention est venue en janvier 2016 dans **une confession télévisée dans le plus pur style soviétique – une pratique revenue à la mode en Chine ces dernières années**[31] (en juillet 2020, l'Ofcom britannique a d'ailleurs estimé que CGTN avait violé les règles de diffusion au Royaume-Uni en diffusant la confession forcée d'un citoyen britannique)[32] –, diffusée sur CCTV dans laquelle Gui, en larmes, « avoue » avoir tué une jeune femme lors d'un accident de voiture en 2003 et explique que, pris de remords, il s'est de lui-même rendu aux autorités chinoises. Il ajoute : « je souhaite qu'aucune personne ou organisation, y compris la Suède, ne s'ingère dans mon retour en Chine. Même si j'ai la citoyenneté suédoise, je me sens vraiment toujours chinois – mes racines sont en Chine – et j'espère donc que la Suède respectera mon choix personnel, mes droits et ma vie privée[33] ».

En octobre 2017, les autorités chinoises ont informé la Suède de la libération de Gui Minhai, qui n'a toutefois donné aucune nouvelle, de sorte que sa situation exacte est restée incertaine. Ce que l'on sait en revanche est qu'en janvier 2018, **alors qu'il se trouvait accompagné**

---

28. « 'Uighur spy' for China jailed in Sweden », BBC News, 8 mars 2010.
29. « Swedish court convicts man of spying on Tibetans for China », Reuters, 15 juin 2018.
30. Jojje Olsson, « Chinese embassies are becoming increasingly assertive: the case of Sweden », Taiwan Sentinel, 7 septembre 2018.
31. Tania Branigan, « Televised confessions on state-run TV consolidate China's social control », *The Guardian*, 11 août 2014 ; Magnus Fiskesjö, « The Return of the Show Trial: China's Televised 'Confessions' », *The Asia-Pacific Journal*, 15:13:1, 1er juillet 2017.
32. « Chinese TV Channel breached rules with 'forced confession' », BBC News, 6 juillet 2020.
33. Michael Forsythe, « Missing Man Back in China, Confessing to Fatal Crime », *The New York Times*, 17 janvier 2016.

de deux diplomates suédois à bord d'un train en direction de Pékin pour y subir des examens médicaux, il a été à nouveau kidnappé par une dizaine d'hommes en civil. Il réapparaît dans une autre confession télévisée dans laquelle il « avoue » avoir été entraîné par les autorités suédoises dans une tentative de quitter la Chine en utilisant un rendez-vous médical à l'ambassade de Suède à Pékin comme prétexte.

En novembre 2019, il reçoit le prix Tucholsky de la liberté d'expression de la section suédoise du PEN, ce qui déclenche la colère de l'ambassade de Chine. En février 2020, il a finalement été **condamné à dix ans de prison pour espionnage** – un nouveau motif qui a surpris puisqu'il n'était pas jusqu'alors invoqué. À cette occasion, il a été révélé que Gui Minhai avait « demandé » en 2018 à retrouver sa citoyenneté chinoise (ce qui a été largement perçu comme une manœuvre pour le priver de ses droits de visite consulaire). De son côté, la Suède considère que Gui est toujours un citoyen suédois, puisqu'il n'y a pas eu de son point de vue de renoncement à la citoyenneté sudéoise dans les formes prévues.



Confession télévisée de Gui Minhai sur CCTV en janvier 2016.

II. L'affaire des touristes chinois et les réactions à la satire (2018)

L'affaire a eu lieu en septembre 2018, en deux temps. D'abord, des touristes chinois ont affirmé avoir été violentés par la police suédoise, l'ambassade s'en est mêlée et l'affaire a été largement couverte par les médias chinois. Ensuite, une émission satirique suédoise est revenue sur cet épisode, et le traitement qu'elle en a fait a lui-même suscité une réaction violente. Avant d'examiner ces deux phases en détail, il faut souligner que cette affaire n'arrive pas n'importe quand mais très opportunément à un moment particulier où l'ambassade de Chine en Suède était en difficulté.

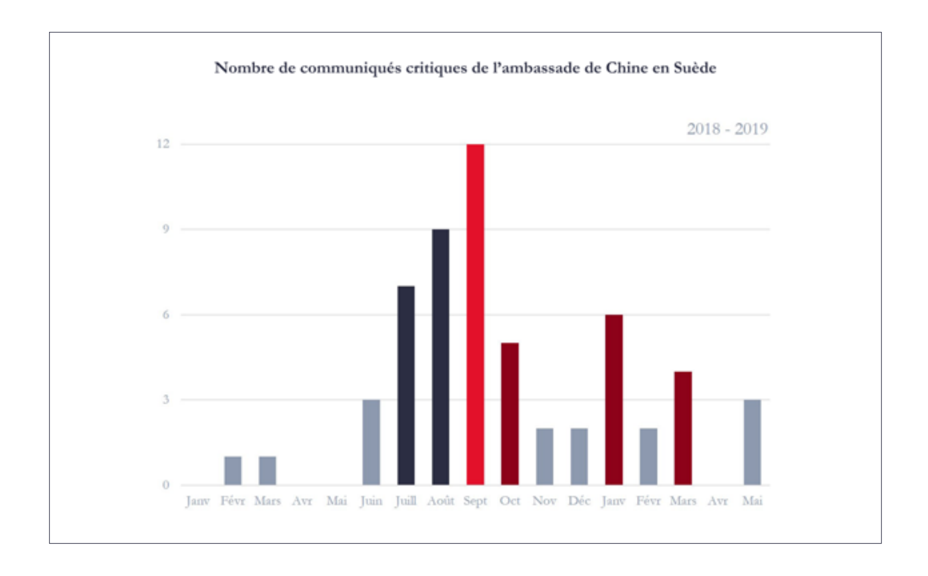
A. Prologue

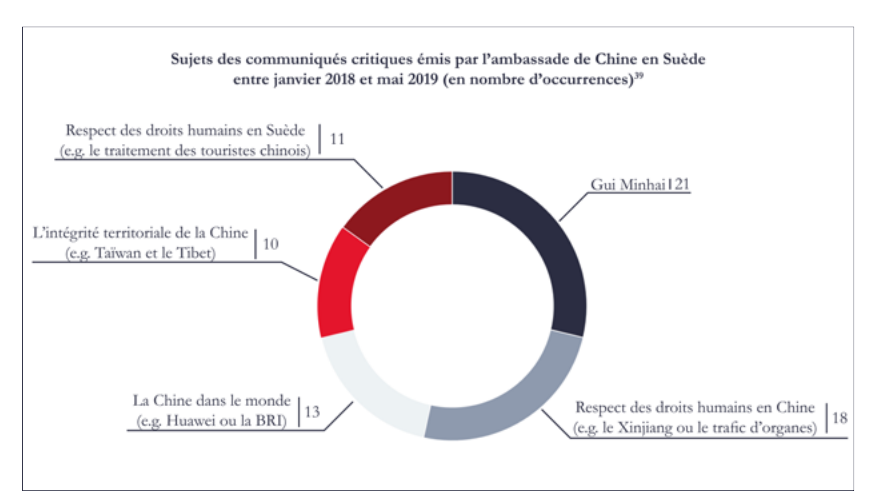
Cette affaire intervient dans **un contexte d'escalade depuis début juin 2018**, après la publication simultanée dans 38 journaux suédois d'un appel à libérer Gui Minhai signé par 45 intellectuels et autres figures publiques[34]. L'ambassade réagit immédiatement en envoyant des courriels, des lettres, des SMS, et en appelant au téléphone les signataires dont plus de deux tiers ont confirmé avoir reçu, de la part des autorités chinoises, un véritable dossier de documents qui incrimineraient Gui Minhai, dont Jojje Olsson et d'autres journalistes sudéois ont démontré la fausseté[35]. L'ambassade, très agressive, multiplie les attaques – souvent *ad hominem* – contre les signataires et les médias qui diffusent cet appel à libérer Gui Minhai. Cette offensive est contre-productive en ce qu'elle attire l'attention et suscite « une prise de conscience [de l'opi-

34. https://www.journalisten.se/debatt/frige-gui-minhai.
35. Olsson, « Chinese embassies are becoming increasingly assertive », *op. cit.*

nion publique] non seulement sur l'affaire Gui Minhai mais aussi sur l'influence chinoise sur la société suédoise en général[36] ». Fin juin, une manifestation a eu lieu devant l'ambassade. Fin août, Gui Minhai a été formellement invité au salon du livre de Göteborg, invitation publiée dans la presse et envoyée à l'ambassade de Chine.

L'étude quantitative de Björn Jerdén et Viking Bohman, qui ont compté le nombre de communiqués critiques émanant de l'ambassade de Chine[37], confirme leur forte augmentation depuis juin 2018. Les auteurs montrent que la plupart de ces interventions de l'ambassade portaient sur Gui Minhai et les droits humains en Chine (notamment le Xinjiang ou le trafic d'organes).





Cette chronologie montre que **l'affaire de septembre, que nous allons présenter dans les pages suivantes, survient opportunément à un moment où l'ambassade est sur la défensive**, essentiellement pour répondre à des critiques visant les violations des droits humains sur son territoire : autrement dit, elle **permet aux autorités chinoises de faire diversion et de retourner l'accusation dans un sophisme « *tu quoque* »** (« toi aussi ») autorisant cette fois Pékin à reprocher à la Suède de violer les droits (de touristes chinois) sur son propre sol. **Cette coïncidence renforce l'hypothèse selon laquelle cette affaire**

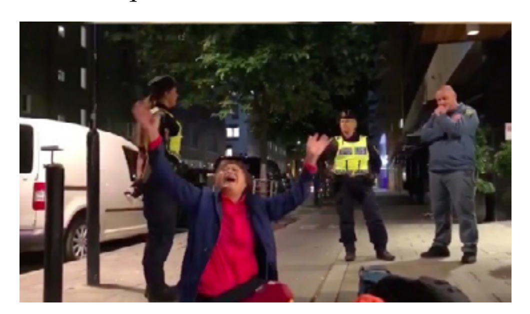
36. *Ibid.*

37. Jerdén et Bohman, *China's propaganda campaign in Sweden, op. cit.*, p. 4. Les deux graphiques de la page suivante en sont tirés.

est *a minima* l'instrumentalisation grossière d'un incident, voire une mise en scène, c'est-à-dire une manipulation.

B. Des touristes chinois prétendument violentés par la police suédoise

Le 1er septembre 2018, un peu avant minuit, les Zeng (曾), une famille de trois personnes, se présentent au Generator Hostel à Stockholm avec une quinzaine d'heures d'avance puisque leur réservation ne commence que le lendemain après-midi. Ils demandent à dormir dans le hall, ce que l'hôtel refuse[38]. La famille s'installe sur les canapés et refuse de partir.



Plusieurs heures plus tard, estimant que leur comportement était menaçant, le personnel appelle la police, qui les expulse. Commence alors **un numéro d'acteurs**, dont témoignent plusieurs vidéos : le père, soudainement, ne peut plus marcher et doit être porté par la police en dehors de l'hôtel, alors que le fils hurle en anglais « *this is killing! This is killing!* » ; la mère, assise par terre, se met à pleurer et hurle en chinois « sauvez nos vies ». Comme pour ajouter à cette comédie, sans que personne ne le touche, le fils se jette par terre de lui-même en pleurant, comme si on l'avait poussé[39].

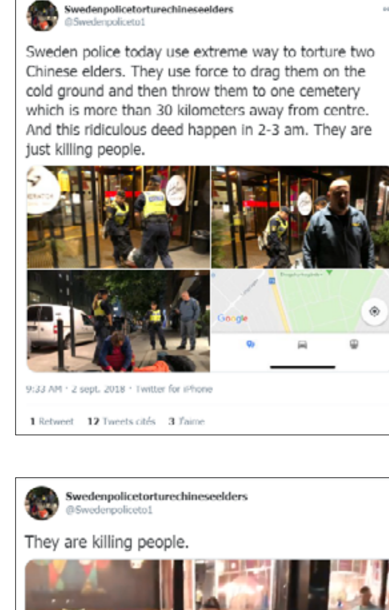


Trois vidéos semblent avoir été filmées par le fils et une quatrième par un passant qui donnera plus tard une interview dans laquelle il dira que la police n'était pas du tout violente. Selon le fils, dans des propos qui seront rapportés deux semaines plus tard par le quotidien du Parti *Global Times*, la police aurait forcé la famille à entrer dans un véhicule où ils auraient roulé pendant une heure alors que ses parents étaient battus avant d'être finalement jetés dans un cimetière en dehors de la ville, dans les bois et dans le froid. En réalité, **rien n'indique que la famille ait subi la moindre violence physique** ; elle a été déposée par la police non pas dans un cimetière mais à une station de métro dont le nom, Skogskyrkogården (« cimetière boisé »), fait référence à un site inscrit à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et qui se trouve non pas à l'extérieur mais bien dans la ville, à moins de 6 km de l'hôtel, une dizaine de minutes en métro. Une procédure normale, conforme à la loi, selon le procureur en charge de l'affaire, qui ne trouve rien à reprocher à la police.

L'une de ces vidéos et des photos ont été diffusées par **le compte Twitter anonyme @Swedenpoliceto1** (Swedenpolicetorturechineseelders), créé pour l'occasion le 2 septembre 2018, et utilisé seulement ce jour. Il a posté 58 tweets en quelques heures (entre 7 h 33 et 11 h 43) pour attirer l'attention sur l'affaire et jeter de l'huile sur le feu, et depuis n'a plus eu aucune activité.

38. Selon une autre version, l'hôtel aurait d'abord accepté, le fils Zeng ayant expliqué que ses parents étaient vieux et de santé fragile. Lui sort seul, expliquant qu'il va chercher une chambre pour lui dans un autre hôtel, mais revient avec une femme. L'hôtel refuse de les laisser tous les quatre dormir dans le hall et leur demande de quitter les lieux. Comme ils refusent, l'établissement appelle la police (https://archive.vn/EtLyD).

39. Jojje Olsson, « All the details you need on the Chinese tourists who were "brutally" handled by Swedish police », *InBeijing*, 17 septembre 2018..







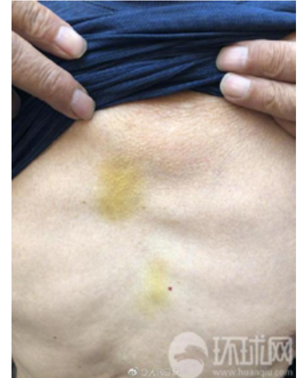


Selon l'ambassadeur, l'ambassade a été alertée par la famille le 2 septembre à 6 heures du matin et a reçu son rapport écrit détaillé, ainsi que des photos, le matin du 5[40]. La famille aurait quitté le pays dès le 2 septembre, avec ce commentaire : « jamais je n'aurais pu imaginer que ça puisse arriver dans un pays moderne, particulièrement la Suède, la patrie du prix Nobel. Il est ironique qu'ils parlent tout le temps des droits humains[41] ! » L'ambassade de Chine en Suède met toutefois près de deux semaines à réagir publiquement, sur son site internet. Le 14 septembre, elle émet en chinois une alerte à l'attention de ses concitoyens visitant le pays, les informant que des Chinois en Suède ont été victimes de vols, de menaces et que des touristes chinois ont récemment été « durement traités par les autorités suédoises[42] ». Le lendemain, l'ambassade publie un message d'indignation « condamnant fortement le comportement de la police suédoise », informant que des protestations officielles ont été adressées au gouvernement suédois à Stockholm et à l'ambassade à Pékin, et réclamant des excuses, que les policiers soient punis et que la famille de touristes reçoive une compensation financière[43]. Deux jours plus tard, l'ambassade publie une interview en anglais et en chinois[44], dans laquelle l'ambassadeur reprend la version de la famille, arrivée avec seulement « quelques heures » d'avance (en réalité la veille, avec une quinzaine d'heures d'avance), « traitée brutalement » (ce dont il n'y a aucune preuve et même un témoignage contraire), jetée « dans un cimetière » (alors que c'était le nom d'une station de métro), etc. Surtout, il **utilise ce**

40. Ambassade de Chine en Suède, « Ambassador Gui Congyou Gives an Exclusive Interview with Expressen on the Brutal Treatment of Chinese Tourists by Swedish Police », 18 septembre 2018, https://archive.vn/t02qK.
41. « Chinese Embassy in Sweden issues safety alert following tourists' 'nightmare' incident by local police », *Global Times*, 15 septembre 2018.
42. Ambassade de Chine en Suède, « L'ambassade de Chine en Suède appelle une fois de plus les citoyens chinois en Suède à faire attention à leur sécurité et renforcer les mesures de précaution » (中国驻瑞典使馆再次提醒在瑞中国公民务必提高安全意识、加强安全防范), 14 septembre 2018, https://archive.vn/ybGtw.
43. Ambassade de Chine en Suède, « The Chinese Embassy Spokesperson's remarks on the Brutal Abuse of Chinese Tourists by Swedish Police », 15 septembre 2015, https://archive.vn/aDF5y.
44. Ambassade de Chine en Suède, « Ambassador Gui Congyou Gives an Exclusive Interview with Aftonbladet on the Brutal Treatment of Chinese Tourists by Swedish Police », 17 septembre 2018, https://archive.vn/pxFjC.

cas pour parler plus généralement de la situation sécuritaire en Suède : comment lui aussi, avant d'arriver dans ce pays, en avait l'image d'un pays sûr où il n'était même pas nécessaire de fermer la porte chez soi, et comment après un an sur place il ne le pensait plus. Affirmant qu'en moyenne, chaque jour, deux touristes chinois en Suède se faisaient voler leur portefeuille ou leur passeport, il a rappelé que l'ambassade avait émis pas moins de trois avertissements à destination de ses compatriotes au cours du dernier mois.

Le 23 septembre, le ministère chinois des Affaires étrangères publie également une alerte sur la Suède qui ne mentionne pas cet incident en particulier mais parle plutôt de la multiplication des cas de vols et d'agressions visant des touristes chinois[45] – ce qui semble confirmer que **la stratégie de communication des autorités chinoises est bien d'élargir la cible pour, au-delà de cette affaire, développer un discours sur la société suédoise (qui en l'espèce serait dangereuse)**.



Le 15 septembre, parallèlement à la communication de l'ambassade, le *Global Times* consacre un article à l'affaire, qui est illustré par les photos publiées sur Twitter par @Swedenpoliceto1 13 jours plus tôt, ici présentées comme ayant été « fournies par Zeng », qui dans l'article est présenté comme le fils de la famille des victimes[46] – ce qui semble accréditer la thèse que le compte @Swedenpoliceto1 était celui de Zeng lui-même. Toutefois, dans la version chinoise de l'article (sur Huanqiu.com), il y a une photo supplémentaire, qui ne figure ni dans la version anglaise ni parmi les photos initialement postées par @Swedenpoliceto1. Elle montre un dos marqué et la légende indique « Ecchymoses du père de M. Zeng après l'attaque (les marques de congestion sanguine n'ont pas disparu trois jours après l'incident)[47] ».

L'affaire et les photos sont largement reprises les jours suivants par d'autres médias chinois (CGTN, Caixin, news.cina.cn, sohu.com, french.china.org.cn, etc.), **ainsi que Weibo** où le hashtag **#TouristesChinoisMaltraitesParLaPoliceSuedoise** (#中国游客遭瑞典警察粗暴对待) **a été vu plus de 100 millions de fois**[48]. Sur Weibo, les internautes sinophones formulent également des hypothèses sur l'identité du fils, Zeng Yi. La thèse la plus répandue[49] est qu'il s'agit du *general manager* (总经理) de la société pharmaceutique Tasly au Nigeria (天士力尼日利亚分公司), et qu'il est bien le créateur du compte Twitter @Swedenpoliceto1. Le témoignage d'un ancien collègue décrit quelqu'un voyageant si souvent que c'en est louche, et qui a déjà raconté comment ses parents avaient fait une scène à l'aéroport pour tirer bénéfice d'une situation.

Qu'il s'agisse d'un coup monté dès le début ou d'un incident impliquant des individus plus ou moins déséquilibrés, l'ambassade de Chine exploite l'affaire qui survient à un moment opportun pour elle. Non seulement elle lui permet de renverser l'accusation de violations des droits humains à un moment où l'affaire Gui Minhai bat son plein, mais l'épisode survient également quelques jours avant les élections législatives suédoises du 9 septembre 2018 (deux jours après lesquelles l'ambassade de Chine émettra un communiqué, repris par le *Global Times*, pour nier avec force les « rumeurs » selon lesquelles il y aurait eu une ingérence chinoise dans l'élection[50] – ce qui a surpris, car personne ne le pré-

45. Jerdén et Bohman, *China's propaganda campaign in Sweden, op. cit.*, p. 5.
46. « Chinese Embassy in Sweden », *Global Times*, *op. cit.*
47. « 中国游客遭瑞典警方粗暴对待，一家三口被扔坟场，外交部严正交涉！» (Des touristes chinois traités brutalement par la police suédoise, la famille de trois personnes jetée dans un cimetière, le ministère des Affaires étrangères traite avec fermeté), *Huanqiu*, 15 septembre 2018, https://archive.vn/Br9je.
48. https://archive.vn/WB6Bs.
49. Originellement formulée par les utilisatrices @本無思維 et @铕铨 (https://weibo.com/ttarticle/p/show?id=2309634286130710271017) et reprises notamment par Sansanjiang (三三酱), cité par plusieurs médias.
50. https://archive.vn/62IIo et https://archive.vn/uAI6m.

tendait), **et quelques jours également avant la visite du dalaï-lama en Suède** (il arrive à Malmö le 11 septembre).

En outre, **l'ambassade semble avoir tenté d'utiliser le levier des touristes chinois**, comme elle l'a fait ailleurs dans le monde (→ p. 399), puisqu'en décembre 2018 l'ambassadeur expliquait que l'incident de septembre avait « nui à l'image de la Suède en Chine et à la coopération touristique entre les deux pays [au point qu']aujourd'hui, le nombre de touristes chinois en Suède a fortement baissé. Nous espérons que la partie sudéoise prendra des mesures efficaces pour restaurer l'image de la Suède en Chine. Nous exhortons à nouveau la police suédoise à présenter ses excuses sincères aux trois touristes chinois et à restaurer la confiance des touristes chinois à l'égard de la Suède[51] ». Le message est clair : **si Stockholm veut voir revenir les touristes chinois (et leur pouvoir d'achat), la police suédéoise doit présenter des excuses**.

C. Les réactions à la satire

L'émission télévisée satirique « Svenska nyheter » (Nouvelles suédoises) de la chaîne SVT1 est revenue sur l'incident des touristes chinois quelques semaines plus tard, le 22 septembre, dans un passage d'une dizaine de minutes consacré aux préjugés suédois sur les Chinois. L'intention était louable : de leur point de vue, il s'agissait de se moquer non pas des Chinois mais des Suédois, de leurs préjugés souvent racistes alors qu'en réalité, comme le dit le présentateur Jesper Rönndahl, ils « ne savent presque rien de la Chine ». Cependant, en fin d'émission, ils vont un cran plus loin : le présentateur montre **un petit film satirique** à destination des touristes chinois « pour qu'ils se sentent les bienvenus » en Suède, qu'ils ont **traduit en mandarin et posté sur Youku**, le « YouTube » chinois. Ce petit film d'une minute et vingt secondes donne « quelques conseils pour éviter les chocs culturels » tels que ne pas déféquer à l'extérieur des bâtiments historiques (une référence au fait qu'à l'extérieur du Louvre, un panneau en mandarin seulement indique de ne pas déféquer sur le sol)[52], ne pas considérer les chiens comme des aliments, manger avec des couverts, etc. À plusieurs reprises, est affichée l'icône d'un profil chinois reconnaissable à son chapeau pointu de paysan et son bol avec baguettes. Ce faisant, et **quand bien même l'intention était de dénoncer le racisme suédois à leur égard, l'émission a véhiculé des images particulièrement insultantes pour les Chinois**, et cette ironie subtile n'a visiblement pas été comprise par les autorités chinoises.

Le producteur de l'émission, que nous avons rencontré, reconnaît rétrospectivement que cette émission était « offensante et stupide[53] ». Il regrette surtout de n'avoir pas anticipé la réaction chinoise. Thomas Hall, responsable des programmes de SVT, a lui reconnu publiquement que c'était une erreur d'avoir téléchargé ce petit film sur Youku[54].

Le film satirique a rapidement été supprimé de Youku, mais y est tout de même resté quelques jours. L'ambassade a émis un communiqué de protestation, exigeant des excuses, et s'est plainte formellement au ministère suédois des Affaires étrangères. Mais ce n'est pas tout : **derrière la réponse officielle, une véritable contre-attaque s'est organisée en quelques jours**. **La chaîne SVT1 a été la cible de nombreuses cyberattaques** (par déni de service). **Les comptes Instagram et Facebook de l'émission, de la chaîne télévisée et du présentateur ont été pris d'assaut par des trolls** et saturés de milliers de messages haineux et de

51. https://archive.vn/1XTsy.
52. « Mauvaise réputation – La Chine prend des mesures pour corriger ses touristes 'malpolis' », *Le Monde*, 20 août 2013.
53. Entretien de l'un des auteurs avec le producteur de l'émission « Svenska nyheter », à Stockholm, en février 2020.
54. « SVT-chefen efter Kinasatiren: Helheten av vårt budskap gick förlorad », *SVT Nyheter*, 24 septembre 2018.

menaces en chinois, en anglais et en (mauvais) suédois. Ils étaient si nombreux que les comptes ont dû être suspendus temporairement.



Il n'a fallu que quelques heures au « **rappeur patriotique** » chinois Li Yijie, dit « Pissy », leader du groupe CD Rev (proche de la LJC) présenté dans la deuxième partie (→ p. 73), pour faire **une chanson sur l'affaire**, postée sur YouTube le 23 septembre[55], soit le lendemain de la diffusion de l'émission – une réactivité impressionnante mais pas inhabituelle pour ce groupe. La chanson revient d'abord sur l'affaire des touristes chinois :

First things first / Couple days ago / the Chinese family arrived at a hostel / in Stockholm / Your capital city / About 2 a.m. / they got nowhere to go / They just wanna stay in the lobby / Cuz the reservation was for the next night / tired and anxious prolly / They were like down and down in a valley, in panic / Then the police removed them from it / What da heck was going on with this? / Is it culture difference? / you just don't give a shieeeet.

Pour en tirer l'argument de l'arroseur arrosé, l'hypocrisie des démocraties libérales violant leurs propres valeurs (CQFD) :

Western nations / Sweetie Sweden / always talk about human rights / pay attention / How could you be so rude without a reason? […]/ different races / different standards / Western nations always on the rank list / Democracy hypocrisy.

Après un « *You bout to feel the power of Chinese nation* » et « *you are just like virus* », vient la menace de mesures économiques, boycott de marques suédoises et embargo sur le tourisme :

We got a lota free choice / EF that's a good idea / Ericsson, Terra Pak / And IKEA / We can choose to refuse the Swedish brands / And never on a trip to your Sweden again.

Et, pour finir, un passage sur l'intégrité territoriale :

Yeah Last but not the least / Here I wanna say / You know what / The map of China on your Tv Show / You should just, you know / fix it / You know what / Tibet and Taiwan belong to China, bitch / You better watch out next time.

En complément de cette propagande en ligne, des excréments humains ont été envoyés par la poste à la chaîne télévisée, ainsi qu'au présentateur de l'émission et à la comédienne jouant dans le petit film satirique, à leurs adresses personnelles. L'un des cadres de la chaîne a confié avoir craint pour sa sécurité physique après avoir vu **des personnes surveillant son domicile** le matin et le soir.

Pour tenter de calmer le jeu, la chaîne a organisé une rencontre dans ses bureaux entre, d'une part, le producteur de l'émission et plusieurs cadres de la chaîne et, d'autre part, trois représentants de diverses organisations chinoises en Suède, qui demandaient le retrait de la vidéo et des excuses publiques. L'élément le plus insultant semble avoir été pour eux la caricature du chapeau pointu, symbole du sous-développement de la Chine. Ils ont contraint le producteur de l'émission à ce qu'il a vécu comme **une « confession forcée »**, le filmant en train de s'excuser. Regrettant immédiatement, il leur a demandé de ne pas diffuser la vidéo, expliquant que cela rendrait plus difficile d'obtenir des excuses publiques[56]. La vidéo a été publiée sur des médias chinois, en chinois, pas en Suède, et n'a donc pas reçu d'attention internationale.

55. https://www.youtube.com/watch?v=gaXCXxQKVfQ.
56. Entretien de l'un des auteurs avec le producteur de l'émission « Svenska nyheter », à Stockholm, en février 2020.

Dans l'émission de la semaine suivante, le 30 septembre 2018, le présentateur est revenu, avec humour, sur la campagne de haine dont il a fait l'objet, expliquant avoir reçu « des dizaines de milliers de réactions, et par réactions j'entends des images de moi mangeant des excréments ». Il diffuse aussi un extrait de la chanson du rappeur Pissy. Et, prenant un ton plus sérieux, il s'excuse pour le petit film satirique présenté à la fin de l'émission précédente et diffusé sur Youku, reconnaissant avoir été trop loin : « à tous ceux en Chine et en Suède – la population, pas les gouvernements – qui ont été blessés par ce film, là n'était pas notre intention mais il a été perçu comme raciste, ce que nous aurions dû anticiper. C'était irresponsable et culturellement insensible. Nous sommes désolés. Cependant, ce n'est **pas une excuse à l'attention du régime chinois qui ne respecte pas la liberté d'expression** », et il repart dans la critique, avec des passages très sensés sur la stratégie chinoise à l'égard de la Suède, sa diplomatie agressive, les pressions contre les médias, etc. Il revient sur le kidnapping et la détention de Gui Minhai, et sur le rappeur Pissy pour préciser que s'« il donne l'impression de rapper les communiqués de presse du gouvernement chinois », c'est parce qu'il travaille pour le gouvernement, qui soutient son groupe de rap CD Rev (→ p. 73).

Enfin, le 3 octobre, cinq associations de la diaspora chinoise en Suède co-signent une lettre ouverte, publiée en suédois et en chinois, pour dénoncer l'émission[57].

III. L'affaire Anna Lindstedt

Cette affaire qui a été décrite comme **« le plus grand scandale diplomatique de la Suède des temps modernes[58] »**, a commencé lorsqu'**Anna Lindstedt, ambassadrice de Suède en Chine depuis 2016, a invité à Stockholm Angela Gui, fille de Gui Minhai** (→ p. 520), avec qui elle était en contact régulier. Angela militait sans relâche pour la libération de son père. L'ambassadrice lui demande de se rendre à Stockholm le 24 janvier 2019, pour tenter une « nouvelle approche » en rencontrant des hommes d'affaires susceptibles de l'aider. Pour la rassurer, elle dit qu'il s'agit de personnes en qui elle a « confiance » et qu'elle-même participera également à cette rencontre. Lorsqu'Angela arrive au point de rendez-vous, un hôtel dans le centre de Stockholm, où elle rejoint l'ambassadrice et **deux hommes d'affaires chinois**, ils l'embarquent dans leur véhicule et l'amènent à un autre hôtel, **dans un salon accessible seulement avec une carte. Elle y reste deux jours, au cours desquels ils l'interrogent** notamment sur sa vie personnelle et ses études (elle est doctorante à l'Université Cambridge). Elle est constamment surveillée et suivie, même pour aller aux toilettes. Les deux hommes invitent de nombreux collègues : « Il y avait beaucoup de vin, beaucoup de monde et beaucoup de questions de plus en plus étranges. Mais comme l'ambassadeur Lindstedt était présente et apparemment favorable à tout ce qui se passait, [Angela] continue à supposer que cela avait été initié par le ministère suédois des Affaires étrangères. »

L'un des deux hommes lui dit qu'elle a « du potentiel » et lui propose de venir en Chine travailler avec eux. Il peut arranger le visa avec l'ambassade à Stockholm, et montre une photo d'eux avec l'ambassadeur Gui Conyou. Elle décline. Le lendemain, le même homme lui dit avoir « des connexions au sein du PCC » et lui assure que **son père pourrait être libéré prochainement si d'ici là elle se tait** : « je devais n'en parler à personne, ne rien dire publi-

57. « 今日头条：瑞典华人社团发联合声明强烈抗议瑞典电视台SVT辱华言行要求立即停止类似对中国和中国人们恶意伤害的娱乐节目» (Le titre du jour : La communauté chinoise suédoise publie une déclaration commune protestant vivement contre les remarques et les actions insultantes de la chaîne de télévision suédoise SVT, qui demande l'arrêt immédiat des programmes de divertissement similaires qui calomnient la Chine et le peuple chinois), Greenpost.se, 10 mai 2018, https://archive.vn/LpM45.

58. Jojje Olsson, « Is Sweden Ready to Combat China's Influence Operations? », *The Diplomat*, 20 juillet 2020.

quement sur l'affaire, ne faire aucun média ». « L'ambassadrice Lindstedt, qui était assise à côté de moi, a accepté le plan. Elle a dit que si mon père était libéré, elle irait à la télévision suédoise et parlerait de l'avenir radieux des relations sino-suédoises, et qu'elle exprimerait ses regrets quant à l'incident de hôtel [de septembre 2018] et la couverture qui en a suivi dans une émission humoristique [le cas de « Svenska nyheter » exposé précédemment → p. 526] ». **L'homme se fait menaçant** – « tu dois me faire confiance, sinon tu ne reverras jamais ton père » – et lui demande : « qu'est-ce qui est le plus important pour toi, **tes valeurs ou ton père ? »**. Il ajoute que, si elle continue à parler aux médias, elle nuira également à la carrière d' « Anna », l'ambassadrice, qui renchérit en disant que la Chine adopte une « nouvelle ligne diplomatique » selon laquelle tout militantisme médiatisé la poussera à « punir la Suède ». Angela finit par s'extirper de cette situation inconfortable et quitter Stockholm.

La semaine suivante, elle appelle des fonctionnaires du ministère suédois des Affaires étrangères qui lui disent « n'avoir pas la moindre idée de toute cette affaire et qu'ils n'avaient même pas été informés de la présence dans le pays de l'ambassadrice ». Deux semaines après l'incident, Angela raconte tout dans un article en ligne qu'elle termine en réaffirmant : « Je ne vais pas me taire en échange d'un visa et d'une promesse arbitraire que mon père **"pourrait" être libéré. Les menaces, les insultes, les pots-de-vin ou les flatteries n'y changeront rien**[59]**. »**

Ainsi éclate l'affaire. **Anna Lindstedt est immédiatement démise de ses fonctions et rappelée à Stockholm**, où elle est accusée d'« arbitraire dans des négociations avec une puissance étrangère », une loi « conçue pour le temps de guerre [qui] n'était plus appliquée depuis 1794 »[60].

Les enquêtes révéleront que **l'un des deux hommes d'affaires était Kevin Liu**, qui n'aurait pas dû pouvoir entrer dans le pays puisqu'**il était sur une liste noire** depuis 2011. Il avait depuis tenté d'entrer dans l'espace Schengen, en utilisant « différentes identités et des passeports contrefaits[61] » mais avait jusqu'alors été détecté et empêché. Cette fois, il a visiblement réussi à obtenir un visa en passant par le consulat général finlandais à Hong Kong. **La cour a été incapable d'établir que ces deux hommes d'affaires représentaient bien les intérêts d'un État étranger**, en l'espèce la Chine, et c'est l'une des raisons pour lesquelles **Anna Lindstedt a finalement été relaxée** en juillet 2020. Les connaisseurs de la Chine savent que **le relatif succès de cette opération en zone grise – puisqu'elle est restée réfutable, n'ayant pas été qualifiée d'étatique par la justice – a sans doute été perçu à Pékin comme une invitation à continuer**.

IV. Les relais locaux de l'influence chinoise

Les groupes de la diaspora en Suède affiliés d'une manière ou d'une autre au système de Front uni sont « des associations locales ; le Centre de services chinois outre-mer de Stockholm (斯德哥尔摩 华 助 中心), fondé en 2017 avec l'autorisation du Bureau des affaires chinoises d'outre-mer, qui est un organe de Front uni ; des branches locales de l'Association des étudiants et universitaires chinois ; des organisations professionnelles, des médias et d'autres réseaux[62] ». L'acteur le plus important, **le « nœud central » de cette « communauté suédoise du Front uni » serait l'Association pour la promotion de la**

59. Cette citation et toutes les précédentes : Angela Gui, « "Damned if you do, damned if you dont"? I won't », medium.com, 13 février 2019.
60. Olsson, « Is Sweden Ready to Combat China's Influence Operations? », *op. cit.*
61. *Ibid.*
62. Pär Nyrén, « The CCP's United Front Network in Sweden », *China Brief* (Jamestown Foundation), 20:16, 16 septembre 2020, p. 29.

réunification pacifique de la Chine (瑞典中国和平统一促进会), créé en 2005, qui est la branche suédoise de l'organisation éponyme qui agit partout dans le monde pour promouvoir notamment « l'annexion de Taïwan[63] ». Il y a aussi l'association nationale suédo-chinoise, que l'ambassadeur Gui a décrite comme la « colonne vertébrale » de la branche suédoise de l'Association pour la réunification. et qui a reçu 812 000 couronnes (77 500 euros) de subventions publiques suédoises entre 2012 et 2017[64].

Il y a **une myriade d'associations** (dont cinq par exemple ont cosigné la lettre ouverte dans l'affaire de l'émission satirique)[65] mais à la tête desquelles on retrouve souvent les mêmes personnes : par exemple, explique Pär Nyrén, le président de l'Association pour la réunification, Ye Pei-qan (叶沛群), préside aussi une école de langue chinoise à Stockholm, le comité de la Nordic Zhigong Association (北欧致公协会) et l'association nationale suédo-chinoise (瑞典华人总会) – tandis que son oncle, Ye Kexiong (叶克雄), dirige l'association suédoise des personnes originaires de Qingtian. Autre exemple : Zong Jinbo (宗金波), un ancien de l'APL, est l'un des présidents d'honneur de l'Association pour la réunification et le président de l'association suédoise des personnes originaires de Tianjin[66].

Parmi les autres relais locaux de Pékin figurent notamment **l'association Sweden-China Bridge** (dirigée par Xueifei Chen Axelsson, qui publie également un site d'information, Greenpost.se), **le China-Sweden Business Council (CSBC) et le Belt & Road Initiative Executive Group for Sweden (BRIX)**, que l'ambassadeur Gui appelle ses « amis suédois[67] » et dont l'objectif est de promouvoir la BRI en Suède. En 2019, il a été révélé que l'une de ses cadres, Lydia Liu (刘芳), également présidente de l'association suédoise des personnes originaires du Hubei et du Hunan (瑞典两湖同乡会) et membre du conseil municipal de Nacka, dans la banlieue de Stockholm, était **proche du DTFU**. Elle a été exclue pour cette raison du parti des Chrétiens-démocrates[68]. **Ses membres fondateurs proviennent principalement de la branche suédoise de l'Institut Schiller**. Le président du BRIX, Ulf Sandmark, est d'ailleurs également président de la section suédoise de l'Institut Schiller. Basé en Allemagne mais avec des membres dans une cinquantaine d'États, l'institut est l'une des principales organisations du mouvement LaRouche, du nom du politicien américain Lyndon LaRouche, qui est un réseau politique international régulièrement dénoncé comme néo-fasciste, antisémite et conspirationniste (→ p. 321). En Suède, il a un petit parti politique (European Workers Party). La militante allemande Helga Zepp-LaRouche, veuve de Lyndon, présidente et fondatrice de l'Institut Schiller, a déjà été invitée à un événement organisé par le BRIX. Et l'ambassade de Chine, qui travaille régulièrement avec le BRIX (l'ambassadeur lui-même a participé à nombre de séminaires), a financé au moins l'un de leurs événements. **Que l'ambassade ait choisi de s'associer publiquement à l'Institut Schiller a surpris en Suède et a été perçu comme « un auto-sabotage**, étant donné la mauvaise réputation de cette organisation[69] ».

63. *Ibid.*, p. 29.
64. *Ibid.*, p. 30.
65. https://archive.vn/LpM45.
66. Nyrén, « The CCP's United Front Network in Sweden », *op. cit.*, p. 29-30.
67. *Ibid.*, p. 32.
68. *Ibid.*, p. 33.
69. *Ibid.*

V. Le cas suédois comme exemple de la russianisation des opérations chinoises

Plusieurs éléments des pages précédentes sont symptomatiques de la tendance plus large, constatée dans le présent rapport, d'une russianisation des opérations d'influence chinoises sur laquelle nous reviendrons en conclusion (→ p. 614). **Premièrement, les récits utilisés**. Le mauvais traitement des touristes chinois est un sujet qui fait le pont entre la propagande « positive » habituelle de la Chine (sur la Chine) et la propagande « négative » (sur le pays hôte) dont la Russie a l'habitude depuis des années (voire des décennies contre la Suède). Le sujet en effet parle bien de la Chine (des Chinois) mais pour critiquer le pays hôte, pour *in fine* développer le récit selon lequel les démocraties libérales sont décadentes et violentes. C'est **une stratégie de l'arroseur arrosé**, relativement à l'affaire Gui Minhai : alors que la Suède accuse la Chine de violation des droits humains et de l'État de droit, d'arrestation arbitraire et de mauvais traitements, à l'encontre de Gui Minhai notamment, l'incident des touristes chinois à Stockholm fournit à Pékin un prétexte pour retourner l'accusation et prétendre que c'est la Suède qui est maltraitante. Or, **cette stratégie, cette focalisation sur les incidents, la criminalité, l'immigration, ce qui va mal en Suède, pour effrayer, dissuader les touristes et donner l'image d'une société violente et instable est exactement ce que font les médias russes depuis des années**, comme l'*alt-right* américaine (le « *Last night in Sweden* » de Trump)[70].

Deuxièmement, cette convergence de vues entre les autorités chinoises, les autorités russes et l'*alt-right* américaine sur la Suède – tous poursuivant le même objectif de briser le symbole de la parfaite et heureuse société suédoise libérale – **se double d'une association avec des partis et mouvements extrémistes**. À Stockholm, l'ambassade a des liens étroits avec le parti nationaliste et populiste d'extrême droite Alternativ för Sverige (AfS, qui a été vu à l'ambassade chinoise le jour anniversaire de Tian'anmen), qui relaie des positions pro-Pékin, et bien entendu avec l'Institut Schiller comme indiqué précédemment – deux **relations familières pour la Russie mais relativement nouvelles pour la Chine, confirmant que Pékin suit le chemin russe**.

Troisièmement, à l'aune de ce qui précède le choix de l'ambassadeur Gui Congyou apparaît moins surprenant qu'au premier abord : envoyer en Suède, où la Russie est notablement active, un ambassadeur chinois non seulement russophone et expert de la Russie, mais pro-russe (en 2014, il a publiquement soutenu l'annexion de la Crimée)[71], dont il se dit d'ailleurs que sa compréhension de la Suède se réduit à la lecture de la presse russe (d'une manière générale, les médias chinois en Suède reprennent et traduisent souvent des articles de RT et Sputnik), **apparaît comme un choix sensé s'il a été envoyé aussi pour se rapprocher des Russes, apprendre d'eux et peut-être travailler avec eux** sur les opérations informationnelles que Moscou met en œuvre en Suède depuis longtemps.

70. Christian Christensen, « 'Last night in Sweden' was a figment of Trump's Fox News-inspired imagination », theguardian.com, 20 février 2017.
71. https://twitter.com/jichanglulu/status/1020787825619316736.

Chapitre 5

LE CANADA

Pourquoi le Canada intéresse-t-il la Chine ? D'abord et avant tout pour sa diaspora chinoise, qui héberge un grand nombre de dissidents réels ou supposés. Si le Canada est devenu un « terrain de chasse pour les agents du PCC », explique Jonathan Manthorpe, c'est parce que « le pays a attiré beaucoup d'immigrants de la "Grande Chine" qui avaient l'intention de fuir le PCC[1] ». En effet, sur les 1,8 million de Canadiens s'identifiant eux-mêmes comme d'origine chinoise, soit plus de 5 % de la population[2], il y aurait au moins 500 000 Hongkongais, 100 000 Taïwanais, près de 5 000 Tibétains (la plus grande diaspora tibétaine en dehors d'Asie)[3] et environ 2 000 Ouïghours (dont 300 proches de personnes détenues dans les camps en Chine)[4]. Par ailleurs, le Canada qui était en 1999 le premier État à publiquement condamner la persécution des membres du Falun Gong par les autorités chinoises, est aussi une destination prisée par les adeptes de ce mouvement spirituel. Autrement dit, si l'une des priorités de Pékin dans le monde est de lutter contre les « cinq poisons », donc de museler les avocats des Tibétains, des Ouïghours, de l'indépendance de Taïwan, les promoteurs de la démocratie en Chine et les membres du Falun Gong, une partie du combat doit se mener sur le territoire canadien.

Ensuite, le Canada est également intéressant pour d'autres raisons dont sa proximité, à tous points de vue, avec le grand rival américain ; son appartenance à des alliances militaires (OTAN) et de renseignement (Five Eyes) d'un grand intérêt pour Pékin **; le fait qu'il s'agisse d'une nation arctique**, une zone d'intérêt croissant pour la Chine **; son image de démocratie libérale exemplaire**, qui en fait une cible symbolique **; et le fait que ce soit une puissance moyenne**, minimisant les conséquences potentielles. Pékin estime également être en position de force en raison de la dépendance canadienne envers le marché chinois – et des universités canadiennes envers les étudiants chinois –, particulièrement en Colombie-Britannique. On comprend donc pourquoi le Canada a été décrit comme « deuxième priorité » de la Chine après les États-Unis en termes d'espionnage par le défecteur Chen Yonglin qui, lors de son passage à Ottawa et Montréal en 2007, affirmait que pas moins d'« un millier d'espions chinois, qu'ils soient officiels ou informateurs officieux et occasionnels », étaient actifs sur le territoire[5].

Pour l'ensemble de ces raisons, la Chine s'intéresse au Canada et, comme le résume Charles Burton, **lui propose le « marché » suivant : Pékin peut aider Ottawa à dynamiser**

1. Jonathan Manthorpe, *Claws of the Panda: Beijing's Campaign of Influence and Intimidation in Canada*, Toronto, Cormorant Books, 2019, p. 16.

2. Selon le recensement de 2016 (Statistique Canada, « Les origines ethniques et culturelles des Canadiens, le portrait d'un riche héritage », 25 octobre 2017).

3. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 16-17.

4. Karine Azoulay et Brendan Naef, *Ce que nous avons entendu : résumé des témoignages sur la situation des droits de la personne des Ouïghours et d'autres musulmans turciques*, rapport produit pour le sous-comité des droits internationaux de la personne du comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes, Bibliothèque du Parlement, Ottawa, 19 décembre 2018, sommaire, §4.

5. Fabrice de Pierrebourg et Michel Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs. Enquête sur les activités d'espionnage au Canada*, Montréal, Stanké, 2009, p. 219.

et diversifier son économie (la rendre moins dépendante des États-Unis), en améliorant l'accès des entreprises canadiennes au gigantesque marché chinois et en promettant des investissements chinois colossaux au Canada, **mais à certaines conditions** : qu'Ottawa « 1) lève les restrictions à l'acquisition par l'État chinois de ressources minérales et énergétiques canadiennes ; 2) lève aussi les restrictions d'exportation de haute technologie (y compris ayant des applications militaires) vers la Chine ; 3) permette l'extradition de citoyens chinois du Canada vers la Chine ; et 4) cesse toute critique des politiques nationales et internationales de la Chine et façonne l'opinion publique de telle sorte qu'elle comprenne mieux l'importance cruciale, pour le Canada, d'un engagement accru avec la RPC[6] ». Le but de ce marché est au fond d'**inciter Ottawa à faire le travail de Pékin au Canada**, pour que le PCC n'ait plus qu'à « se concentrer sur, d'une part, la suppression des discours préjudiciables à l'image et au prestige international de la Chine et, d'autre part, la neutralisation des voix dissidentes chinoises au Canada[7] ».

Ottawa n'ayant pas cédé à ce marché, en particulier depuis la crise de 2018 (→ p. 538) qui a considérablement tendu la relation bilatérale, **Pékin a une approche plus offensive**. J. Michael Cole, un ancien analyste du Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) résidant à Taïwan et l'un des tout meilleurs experts canadiens de l'influence chinoise, estime qu'**au Canada Pékin utilise tout son répertoire d'actions** : la Chine est non seulement engagée dans la diplomatie traditionnelle mais utilise également « des instruments de guerre politique pour diviser la société canadienne, manipuler la prise de décision à Ottawa, coopter ou utiliser des partenaires potentiels au gouvernement et au Parlement, semer la confusion par la désinformation et par l'intermédiaire d'organisations servant de façade au PCC, s'ingérer dans les processus électoraux et, là où c'est jugé nécessaire, entreprendre des actions punitives plus directes, telles que **des poursuites judiciaires [*lawfare*] contre les critiques de Pékin et en "militarisant" les étudiants chinois et le commerce[8] »**.

La diversité et l'ampleur de l'ingérence chinoise rendent le cas canadien comparable au cas australien. Le Canada et l'Australie sont très souvent comparés, pour des raisons autant historiques (la couronne britannique) que géographiques (grande taille, faible densité, répartition inégale de la population sur le territoire), politiques (un système fédéral, une société multiculturelle, des « Premières Nations » ou Aborigènes) ou économiques (PIB, croissance, importance des matières premières, notamment du minerai, etc.). Les deux cas sont aussi similaires en matière d'influence chinoise : « **l'expérience australienne d'infiltration par le PCC est presque exactement la même que celle du Canada** », estime Jonathan Manthorpe[9]. Cette similarité est liée à la trajectoire comparable des diasporas chinoises qui, au Canada comme en Australie, étaient initialement constituées de Hongkongais, de Taïwanais et d'opposants chinois (vague post-Tian'anmen), et dont la nouvelle génération, désormais plus nombreuse, provient majoritairement de Chine continentale, a migré pour des raisons essentiellement économiques, et est donc plus susceptible d'être une cible et un vecteur des opérations d'influence chinoises.

Le SCRS attire depuis longtemps l'attention du gouvernement et même du public sur cette menace via des publications (un rapport conjoint avec la gendarmerie royale du Canada [RCMP] en 1997 sur l'opération Sidewinder, secret mais divulgué depuis [voir ci-dessous][10] ; une publication de 1998 sur la stratégie du Front uni à Hong Kong[11] ; un rapport de

---

6. Charles Burton, « Recent PRC influence operations to counter public demands for a more effective response to the Chinese régime's political interference in Canada », *Sinopsis*, 31 juillet 2019, p. 1-2.
7. *Ibid.*, p. 2.
8. Cole, *Democracy under Fire*, *op. cit.*, p. 28.
9. Manthorpe, *Claws of the Panda*, p. 7.
10. Téléchargeable ici : https://www.primetimecrime.com/Articles/RobertRead/sidewinder.pdf.
11. Holly Porteous, *Beijing's United Front Strategy in Hong Kong*, CSIS Commentary No. 72, 1998, https://www.academia.edu/43400353/Porteous_Holly_Beijings_United_Front_Strategy_in_Hong_Kong_CSIS_Commentary_No_72.

2006 sur les Instituts Confucius[12] à la suite de l'ouverture du premier IC au Canada [au sein de l'Institut de technologie de la Colombie-Britannique], et plus récemment un rapport de 2018 sur *La Chine à l'ère de la rivalité stratégique*[13]), mais aussi plusieurs interventions orales des directeurs (→ p. 537 et 543).

I. Une histoire ancienne

Les opérations d'influence chinoises au Canada ont des racines profondes[14]. La surveillance, l'infiltration et le harcèlement sur les campus universitaires, notamment, qui font couler beaucoup d'encre aujourd'hui, étaient déjà utilisés en 1989 pour contrôler les contrecoups des événements de Tian'anmen. « À Vancouver par exemple, les étudiants chinois de l'Université de Colombie-Britannique qui avaient participé à des manifestations de protestation se sont plaints publiquement d'avoir été filmés, photographiés, harcelés et victimes de chantage. Certains ont même reçu des appels téléphoniques menaçants. Pour d'autres, c'est leur famille, restée en Chine, qui a été l'objet de représailles[15] ». Même chose pour les militants pro-Tibet, les adeptes du Falun Gong ou les indépendantistes taïwanais : cela fait longtemps qu'ils sont pris pour cibles.

L'annonce en 1984 de la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997 a créé un climat d'insécurité parmi la population (renforcée par le massacre de Tian'anmen en 1989) et **une vague d'émigration massive** dont le Canada était l'une des principales destinations. En 1997, un rapport secret de la gendarmerie royale du Canada et du SCRS, intitulé *Sidewinder: Chinese intelligence services and Triads financial links in Canada*, en tire les conséquences en termes d'influence au Canada.

Dès la fin des années 1980, les services de renseignement occidentaux ont détecté un renforcement des activités du DTFU à Hong Kong, qui avait notamment pour mission d'établir des liens avec les triades, elles-mêmes déjà liées aux milieux d'affaires[16]. Entre janvier 1990 et mars 1997, plus de 237 000 résidents hongkongais ont émigré au Canada, dont près de 70 000 dans les catégories « entrepreneur » ou « investisseur »[17]. **En 1997, il était estimé que 500 000 Hongkongais vivaient au Canada, soit 22 % de la population immigrée**. Entre janvier 1990 et mars 1997, la plupart (39,1 %) des nouveaux arrivants hongkongais enregistrés comme « entrepreneurs » ou « investisseurs » se sont installés en Colombie-Britannique, en particulier dans la vallée du Fraser, dans la région de Vancouver, les autres en Ontario, en particulier à Toronto (28,5 %) et dans une moindre mesure au Québec (20,6 %) et en Alberta (7,3 %)[18].

Or, certains de ces riches hommes d'affaires et investisseurs, liés aux Triades et aux services de renseignement chinois, ont immédiatement acheté une compagnie canadienne, quitte pour cela à passer par l'intermédiaire d'un proche ayant la citoyenneté canadienne – le but étant d'acquérir une « "identité locale", dissimulant légalement et subtilement leur iden-

12. SCRS, *Ouverture d'Instituts Confucius*, réf. BR 2006-7/27, rapport secret déclassifié, cité par Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 155.
13. Téléchargeable ici : https://www.canada.ca/content/dam/csis-scrs/documents/publications/Liaison-recherche-SCRS-Rapport-de-la-Chine-mai-2018-fr.pdf.
14. Voir notamment les chapitres historiques de Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*
15. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 189.
16. *Sidewinder: Chinese intelligence services and Triads financial links in Canada*, draft submitted to the RCMP-CSIS joint review committee, Secret, 24 juin 1997, p. 2.
17. *Ibid.*, p. 1.
18. *Ibid.*, p. 4.

tité étrangère[19] ». Puis, avec cette première compagnie, **ils ont investi massivement ou acheté d'autres compagnies canadiennes** dans divers secteurs « mais toujours sous la bannière canadienne ». Ils ont aussi pris soin de **s'associer avec des politiciens canadiens influents**, « en leur offrant des postes dans leurs conseils d'administration », et d'investir d'abord dans des secteurs « mous » (non sensibles) comme l'immobilier, les transports, l'énergie et les agences de voyage, pour ne pas attirer l'attention des services canadiens, avant progressivement d'acquérir aussi des entreprises dans des secteurs plus sensibles tels que la haute technologie. **En 1997, le SCRS considérait que, de cette manière, « plus de 200 compagnies canadiennes [étaient] sous contrôle chinois[20] ».**

Cela pose plusieurs problèmes, dont le fait que **ces compagnies permettent aussi à Pékin de consolider son influence au Canada en finançant par leur intermédiaire les deux principaux partis politiques**, les libéraux et les conservateurs – une pratique courante ailleurs dans le monde (notamment aux États-Unis, où plus de 2 000 compagnies étaient alors soupçonnées d'être utilisées par la Chine pour financer illégalement le parti démocrate). Mais le problème le plus important, du point de vue des services canadiens de renseignement, était que « certains propriétaires chinois sont maintenant en mesure d'utiliser les entreprises canadiennes qu'ils ont achetées et certains canaux politiques qu'ils ont développés pour obtenir de l'aide à la recherche et même **des contrats classifiés**. Une fois que l'accès est obtenu, peu de choses sont en place pour les empêcher de **rapatrier les fruits de la recherche ou des informations classifiées en Chine** », car « le fait est que la plupart de tout cela a été fait légalement[21] ». Par exemple, certaines de ces compagnies canadiennes, contrôlées par Pékin, sont dans le secteur de la sécurité, notamment informatique et de vidéosurveillance, et sont susceptibles de passer des contrats avec le gouvernement canadien. Le rapport note en outre que, « dans le cadre de leurs accords secrets conclus avec les dirigeants de Pékin, ces triades utilisent désormais leurs acquisitions canadiennes pour se livrer à **des activités de renseignement**, intimider des individus ou faciliter la visite de délégations chinoises au nom de la Chine[22] ».

Ce rapport visionnaire de 1997 concluait que « la Chine demeure l'une des plus grandes menaces permanentes à la sécurité nationale du Canada et à l'industrie canadienne » et que « la grande difficulté pour déterminer la menace est qu'elle est diversifiée et à plusieurs niveaux. Elle se diffuse à travers des réseaux élaborés tenus par une pratique culturelle encore mal comprise par les services occidentaux[23] ».

L'immigration chinoise au Canada a évolué depuis 1997 : les Hongkongais ne sont plus majoritaires. Pour différentes raisons dont la hausse du niveau de vie en Chine (certains Chinois venant s'installer au Canada pour y faire des placements), **aujourd'hui « la majorité des Canadiens d'origine chinoise au Canada sont originaires de Chine continentale[24] »**. Par rapport aux immigrés hongkongais et taïwanais des générations précédentes, la culture démocratique et libérale canadienne leur est étrangère et ils sont bien entendu plus susceptibles de soutenir Pékin. Autrement dit, **ne serait-ce que pour des raisons démographiques, le risque d'influence chinoise au Canada s'est accru dans les deux dernières décennies**.

Le rapport *Sidewinder* a été mal reçu dans les milieux politiques canadiens de l'époque, qui refusaient de voir Pékin comme une menace – au point que, selon plusieurs témoins interrogés par Fabrice de Pierrebourg et Michel Juneau-Katsuya, « il y a eu ingérence politique au plus haut

19. *Ibid.*, p. 4.
20. *Ibid.*, p. 5.
21. *Ibid.*, p. 13.
22. *Ibid.*, p. 3.
23. *Ibid.*, p. 14.
24. Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada, *Harassment & Intimidation of individuals in Canada working on China-related human rights concerns, an update as of March 2020*, p. 20.

niveau pour torpiller le rapport et en discréditer les auteurs[25] ». Résultat : il « a été purement et simplement jeté à la poubelle en 1997 avant d'être remplacé, en 1999, par une version plus molle et consensuelle », en dépit du fait qu'**au même moment, de l'autre côté de la frontière, le « rapport Cox[26] », rendu public en mai 1999, arrivait aux mêmes conclusions quant aux activités chinoises aux États-Unis** : « sociétés écrans, pseudo-instituts de recherche et de coopération, *joint-ventures* entre les entreprises nord-américaines et la Chine, utilisation de délégations d'étudiants, de journalistes, etc., pour collecter des informations provenant souvent de sources ouvertes, autant de tactiques employées aussi au Canada[27] ».

Dans les années 2000, les irritants bilatéraux se sont accumulés. L'ambassadeur chinois Mei Ping, en poste à Ottawa de 1998 à 2005, était déjà particulièrement agressif, en particulier contre les adeptes du Falun Gong. Il écrivait fréquemment des lettres et passait des coups de téléphone à des hommes et femmes politiques canadiens pour tenter de les dissuader d'être en contact avec ces « hérétiques », « dérangés mentalement[28] ». En 2001, l'hebdomadaire *Les Presses chinoises*, basé dans le Chinatown de Montréal, diffuse une série de pamphlets anti-Falun Gong accusant ses adeptes de bestialité, de vampirisme et d'être poussés au suicide, en dépit d'une ordonnance de la cour lui enjoignant de cesser de le faire. Le journal récidive en 2006 avec une édition spéciale tirée à 100 000 exemplaires. Un « défecteur » chinois, chargé précisément de la persécution des adeptes du Falun Gong, estime probable qu'une opération de cette ampleur « ait été financée par Pékin[29] ». Les visites fréquentes du dalaï-lama (2004, 2006, 2007, 2010, 2012), qui est même en juin 2006 la troisième personne dans l'histoire du pays à recevoir le titre de citoyen honoraire du Canada, après Nelson Mandela et Raoul Wallenberg, et l'absence du Premier ministre canadien à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin en août 2008, n'ont pas arrangé les choses.

Les activités chinoises d'espionnage et d'influence s'intensifient dans les années 2000. En avril 2007, Jim Judd, directeur du SCRS, reconnaît devant le comité sénatorial permanent de la sécurité nationale que **les opérations chinoises occupent pas moins de la moitié du temps du contre-espionnage canadien**[30]. L'un des symptômes d'une activité d'espionnage disproportionnée est le gonflement du personnel des ambassades, dont le nombre indique qu'une partie importante des « diplomates » n'en sont pas. En 2008, l'ambassade de Chine au Canada comptait environ 120 diplomates accrédités, soit deux fois plus que l'ambassade des États-Unis, alors que ces derniers sont le premier partenaire du Canada. Ce chiffre qui « dépasse les besoins habituels des ambassades[31] », semble indiquer qu'une proportion importante de ce personnel sont des officiers de renseignement sous couverture diplomatique.

En dépit des alertes récurrentes du SCRS et des nombreuses affaires qui sortent dans la presse, la résistance politique – en l'espèce la propension à voir la Chine comme un partenaire davantage qu'une menace – reste forte au Canada, pour des raisons autant historiques que culturelles, davantage qu'en Australie où, depuis 2017 environ, un consensus se forme dans la classe politique sur la menace chinoise (voir encadré ci-dessous).

25. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 195.
26. *Report of the Select Committee on U.S. National Security and Military/Commercial Concerns with the People's Republic of China*, du nom de son rapporteur à la chambre des représentants, Christopher Cox.
27. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 194-195.
28. *Ibid.*, p. 184.
29. *Ibid.*, p. 226.
30. *Ibid.*, p. 161.
31. *Ibid.*, p. 153.

II. La crise depuis 2018

La prise de conscience du problème s'accélère toutefois depuis 2018, pour plusieurs raisons. D'abord, comme le note Charles Burton, il y a **un effet d'entraînement du précédent australien**[32]. Les deux pays étant notoirement similaires, ils s'observent, se comparent, et les mesures prises par l'Australie en 2017-2018 pour contrer l'influence chinoise (voir encadré) suscitent **un débat au Canada sur l'opportunité de faire de même**. Certains, comme l'ancien ambassadeur canadien en Chine David Mulroney, louent les efforts australiens et estiment qu'« une grande partie de ce que l'Australie a fait pourrait être appliquée au Canada[33] ». Mais beaucoup, **les « rassuristes », s'y opposent** et mettent en avant les particularités donc la non réplicabilité du cas australien ; la nécessité de raison garder et d'éviter l'hystérisation anti-chinoise de l'Australie comme des États-Unis ; le fait que la relation sino-canadienne ne doit pas être réduite à sa seule dimension sécuritaire ; et la suffisance du dispositif de contre-ingérence actuel[34] – autant d'arguments que l'on retrouve aujourd'hui chez ceux, notamment en Europe, qui sous-estiment encore la menace que représente l'influence chinoise.

La prise de conscience australienne

La Chine a été un facteur décisif de la croissance australienne pendant une trentaine d'années. **La prise de conscience que la Chine n'est pas (qu')une opportunité mais (aussi) une menace pour l'Australie s'est développée graduellement**. D'abord en 2015 avec la controverse suscitée par le bail de 99 ans que le gouvernement du Territoire du Nord a accordé à une entreprise chinoise sur le **port de Darwin**, qui est à un endroit stratégique. Les États-Unis, qui ont une force des Marines à proximité, ont protesté. Une polémique a suivi, certains défendant une renationalisation du port. La prise de conscience a donc d'abord porté sur **la question des infrastructures critiques**. Le gouvernement a notamment créé le Critical Infrastructure Centre en janvier 2017, pour mieux les protéger.

En 2016, **l'affaire Sam Dastyari** a également été un marqueur : ce sénateur travailliste qui avait défendu certaines positions pro-Pékin (« la mer de Chine méridionale est l'affaire de la Chine uniquement. L'Australie devrait rester neutre et respecter la Chine sur cette question »), a reconnu avoir reçu de l'argent d'entreprises chinoises[35]. Ce n'était pas un cas isolé et plusieurs partis ont été mis en cause : **entre 2014 et 2016, le parti libéral et le Labor auraient reçu plus de 5,5 millions de dollars d'individus et d'entreprises en lien avec la Chine**. « Les entreprises chinoises sont de loin les premiers donateurs liés à l'étranger[36]. »

En août 2016, le Premier ministre **Malcolm Turnbull commande une enquête classifiée sur l'ingérence étrangère** dont les résultats ont « galvanisé » le gouvernement et l'ont convaincu d'élaborer une stratégie. Le tempo s'accélère en 2017. En mai, Dennis Richardson, secrétaire à la Défense, déclare publiquement que « ce n'est un secret pour personne que la Chine est très active dans ses activités de renseignement dirigées contre nous. […] C'est davantage que du cyber. Le gouvernement chinois surveille de près les communautés chinoises australiennes et contrôle efficacement certains médias en langue chinoise en Australie[37] ». **Comme son homologue canadien, le directeur général de l'Australian Security Intelligence Organisation (ASIO), Duncan Lewis, estime que l'ingérence étrangère est une « menace existentielle »**, « de loin le problème le plus grave à l'avenir », davantage encore que le terrorisme[38].

32. Burton, « Recent PRC influence operations », *op. cit.*, p. 3.
33. David Mulroney, *Shining a Brighter Light on Foreign Influence in Canada*, Macdonald-Laurier Institute, Commentary, octobre 2019, p. 3.
34. Burton, « Recent PRC influence operations », *op. cit.*, p. 3-5.
35. Caroline Taix, « Les liens des élus australiens avec la Chine font polémique », *Le Monde*, 10 septembre 2016.
36. *Ibid.*
37. Katharine Murphy, « 'Chinese are spying on us': veteran mandarin Dennis Richardson bows out », *The Guardian*, 12 mai 2017.
38. Jade Macmillan, « Foreign interference more of 'an existential threat' to Australia than terrorism: ASIO chief », *ABC News*, 5 septembre 2019.

De plus en plus d'articles, de reportages, de rapports de toutes sortes sur l'influence chinoise sont produits, y compris à destination du plus grand public comme ce documentaire télévisé de juin 2017 sur « le côté dur du *soft power* chinois[39] », qui révèle notamment que l'ASIO avait alerté les principaux partis politiques australiens des liens que deux généreux donateurs entretenaient avec le PCC[40]. « L'un d'eux a mobilisé un don de **400 000 $ pour tenter d'assouplir la ligne du Parti travailliste sur la mer de Chine méridionale**[41]. »
En juin 2018, l'Australie adopte **deux lois contre l'espionnage et l'ingérence étrangère**[42] **et crée un poste de coordinateur national pour contrer l'ingérence étrangère**. En 2018 également, l'Australie est le premier pays à **exclure Huawei** de son marché de la 5G.
La pandémie de Covid-19 en 2020 a été une étape supplémentaire : le ton est monté, Canberra mettant en cause la responsabilité de Pékin et réclamant une enquête indépendante sur l'origine du virus. Pékin a déployé une palette de mesures de rétorsion, dont des sanctions commerciales (→ p. 243). En décembre 2020, le Parlement australien a adopté une loi[43] accordant au ministère des Affaires étrangères **un droit de regard sur les accords internationaux conclus par les États fédérés** (en vertu duquel le gouvernement fédéral a annoncé en avril 2021 qu'il annulait l'accord que le gouvernement travailliste de l'État du Victoria avait signé avec la Chine dans le cadre de la BRI) **mais aussi par les municipalités et les universités** (ce qui vise bien entendu les Instituts Confucius → p. 296).

C'est dans ce contexte qu'en mai 2018, **les autorités canadiennes ont refusé de donner des visas à 200 citoyens chinois** voulant participer à la 9e Conference of the World Guangdong Community Federation (第九届世界广东同乡联谊大会) coorganisée à Vancouver, pour la première fois en Amérique du Nord, par le Overseas Chinese Affairs Office of China de la province de Guangdong et la Guangdong Community Association of Canada. Les organisateurs attendaient 2 000 participants du monde entier, mais 200 d'entre eux, dont une vingtaine d'officiels chinois de la province de Guangdong, ont donc vu leur accès au territoire canadien refusé, ce qui a naturellement déplu à Pékin. **Cette mesure inhabituelle et audacieuse**, de la part d'un gouvernement canadien qui a longtemps évité de froisser la Chine, **a été interprétée comme une mesure de réciprocité face à la pratique, courante côté chinois, de refuser des visas à des citoyens canadiens**[44]. Cela peut aussi s'interpréter comme une manière de **tracer une limite à l'activité du Front uni sur le sol canadien**, ce rassemblement étant d'une ampleur particulière. Toutefois, l'événement est resté un succès du point de vue du Front uni, grâce notamment à la participation du Premier ministre provincial et à des images fortes comme **des policiers de Vancouver en uniforme au garde-à-vous devant le drapeau chinois** ou encore **des militaires canadiens retraités portant le drapeau de la RPC** (voir photos), mais ce refus de visas a quelque peu tendu la relation bilatérale.

39. « Power and Influence: The Hard Edge of China's Soft Power », *ABC News*, 5 juin 2017.
40. *Ibid.*
41. John Garnaut, « How China Intereferes in Australia And How Democracies Can Push Back », *Foreign Affairs*, 9 mars 2018.
42. *Foreign Influence Transparency Scheme Act* et *National Security Legislation Amendment (Espionage and Foreign Interference).*
43. *Australia's Foreign Relations (State and Territory Arrangements) Act 2020*, le 8 décembre 2020.
44. Xiao Xu, « Two hundred Chinese citizens denied visas for Vancouver conference », *The Globe and Mail*, 7 juin 2018.



À la 9e Conference of the World Guangdong Community Federation à Vancouver, la présence de policiers de Vancouver en uniforme sur la scène, au garde-à-vous devant le drapeau chinois, n'est pas passée inaperçue[45].



Militaires canadiens retraités portant le drapeau de la RPC à la 9e Conference of the World Guangdong Community Federation à Vancouver en mai 2018[46].

Le tournant s'est produit six mois plus tard **avec l'affaire Huawei, qui est la plus grave crise dans l'histoire de la relation bilatérale entre le Canada et la Chine**. Meng Wanzhou (孟晚舟), vice-présidente du conseil d'administration et directrice financière de Huawei, est arrêtée à Vancouver le 1er décembre 2018 à la demande de la justice américaine. Pékin prend immédiatement **des mesures de rétorsion**, d'abord en arrêtant neuf jours plus tard deux Canadiens sur son sol, **les « deux Michael »** (Michael Kovrig, un ancien diplomate devenu conseiller de l'International Crisis Group, et Michael Spavor, directeur d'une organisation promouvant le tourisme en Corée du Nord), sans aucune justification. Leurs conditions de détention sont inacceptables (sans accès consulaire, et l'un d'entre eux au moins, M. Kovrig, est à l'isolement sans accès à la lumière du jour). Ils ont été formellement accusés d'espionnage le 19 juin 2020, quelques semaines après (donc vraisemblablement en réaction à) l'échec d'un recours de Meng Wanzhou devant le juge canadien. La Chine pratique donc à l'égard du Canada une **diplomatie des otages** dont elle est familière (→ p. 405).

45. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1046047857088888832.
46. « 第九届"世粤联会"在温哥华举行 » (La 9e conférence de la « Fédération mondiale du Guangdong » s'est tenue à Vancouver »), 中新网, 29 mai 2018, https://archive.vn/MlrUo.

L'enlèvement de citoyens canadiens

Le cas des « deux Michael » a des précédents, dont **Sun Qian**, citoyenne canadienne enlevée lors de l'un de ses voyages à Pékin, et au moins un cas d'enlèvement dans un pays tiers : **Huseyincan Celil**, un imam ouïghour ayant fui au Canada avec sa famille en 2001, et obtenu la citoyenneté canadienne. En 2006, alors qu'il rendait visite à la famille de son épouse en Ouzbékistan, il a été **arrêté par la police ouzbèke et remis aux autorités chinoises**, qui l'ont condamné à 15 ans de prison pour terrorisme, prétendant qu'il est membre du mouvement islamique du Turkestan oriental, en dépit des protestations du Canada[47].

Pékin a aussi pris **des sanctions commerciales**, interdisant quasiment toutes les exportations canadiennes de semences de canola, et entravant celles de soja, de pois, et de viandes de porc et de bœuf. Enfin, l'aggravation de la situation de plusieurs citoyens canadiens déjà détenus par Pékin peut aussi être interprétée comme faisant partie de la réponse chinoise à l'arrestation de Meng : Robert Schellenberg, jusqu'alors condamné à 15 ans de prison en Chine pour trafic de drogue, a subitement été **condamné à mort**, comme Fan Wei, un autre Canadien, quelques mois plus tard[48] ; et Sun Qian, une pratiquante canadienne de Falun Gong, qui était détenue depuis trois ans, a été condamnée à une peine particulièrement lourde de huit ans de prison[49].

Dans cette crise, **l'ambassadeur chinois au Canada, Lu Shaye** (devenu ambassadeur en France depuis juillet 2019), **s'est montré particulièrement agressif**, dans le style de son homologue à Stockholm (→ p. 517). L'un comme l'autre sont des précurseurs du phénomène connu depuis sous le nom de **diplomatie des « loups guerriers »** que nous avons présenté dans la troisième partie (→ p. 220). Par exemple, dans une tribune au *Hill Times* en janvier 2019, il fustige « l'égocentrisme occidental et à la suprématie blanche » et dénonce le « deux poids, deux mesures » parce que le Canada réclame la libération de ses deux citoyens détenus en Chine comme mesure de rétorsion mais refuse de libérer la directrice financière de Huawei (qui a en fait été libérée sous caution et dont les droits sont protégés, contrairement aux deux otages canadiens en Chine)[50]. Il ne parvient pas à convaincre, au contraire : dès le début de la crise, la cote de la Chine chute drastiquement dans l'opinion publique : un sondage effectué entre le 30 décembre et le 5 janvier 2019 montre que **plus de 80 % des Canadiens ont une opinion négative des dirigeants chinois**[51].

En 2019 également, la parution du livre de **Jonathan Manthorpe**, *Claws of the Panda: Beijing's Campaign of Influence and Intimidation in Canada*, suscite un débat et contribue à la méfiance croissante de la classe politique et du grand public canadien à l'égard de Pékin. Plus généralement, **les révélations de ces dernières années sur des affaires d'espionnage, des opérations d'influence, la détention massive et même, selon certains, le génocide des Ouïghours, et enfin la répression violente des manifestations pro-démocratie à Hong Kong ont, durant cette période, considérablement nui à l'image de la Chine au Canada, comme ailleurs dans le monde**.

47. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 29.
48. « China sentences second Canadian to death », *BBC News*, 30 avril 2019.
49. Tom Blackwell, « Canadian citizen sentenced to eight years by China is latest victim of Huawei feud, Beijing lawyer says », *National Post*, 30 juin 2020.
50. Lu Shaye, « China's ambassador: why the double standard on justice for Canadians, Chinese? », *The Hill Times*, 9 janvier 2019.
51. Robert Fife et Steven Chase, « Canadians support Ottawa's decision to arrest Huawei executive, poll shows », *The Globe and Mail*, 8 janvier 2019.

Pour redorer son image, Pékin a fait appel à une compagnie de relations publiques, comme en témoigne **l'affaire Karen Woods**. Karen Wen Li Woods, cofondatrice du Canadian Chinese Political Affairs Committee (CCPAC), est une commentatrice connue au Canada sur la relation bilatérale avec la Chine, dont les interventions médiatiques se sont accrues depuis l'arrestation de Meng Wanzhou. Woods a notamment publié une tribune dans le *Toronto Star*, quotidien ayant la plus grande distribution au pays, pour expliquer que l'affaire Huawei constituait « un nuage sombre enveloppant la psyché de nombreux Canadiens d'origine chinoise » et prévenir des dangers d'une « nouvelle vague de sinophobie »[52]. Ce faisant, Woods omettait de préciser que **son employeur, la firme de lobbying Solstice Public Affairs, avait comme client le consulat général de Chine à Toronto**, avec notamment la mission d'organiser des rencontres avec des parlementaires canadiens pour « promouvoir les relations économiques et culturelles » entre les deux pays[53]. Il s'agissait à l'époque du seul cas au Canada d'un pays ayant recours aux services d'une compagnie privée pour améliorer son image, une tâche habituellement accomplie par les diplomates eux-mêmes[54]. À la suite de la polémique qui s'en est suivie, le *Toronto Star* a ajouté une « clarification » précisant la relation liant l'auteure au consulat général chinois. Jonathan Manthorpe a estimé que cette affaire était « un bon exemple de la vigilance requise au sein non seulement des communautés sino-canadiennes, mais de la société canadienne tout entière[55] ».

La responsabilité et le comportement de la Chine dans **la pandémie de Covid-19 accroissent encore plus les tensions en 2020**. En avril, le député Erin O'Toole, qui en août deviendra le chef du parti conservateur donc de l'opposition au gouvernement Trudeau, estime que **le Canada est « au bord d'une nouvelle guerre froide avec la Chine[56] »**, tandis que Peter MacKay, un autre conservateur, parle d'utiliser des lois « comme la loi Magnitski » contre les Chinois qui auraient une responsabilité dans la pandémie[57].

Mais **les partisans d'une ligne dure se heurtent aux défenseurs d'un compromis avec Pékin**. En juin 2020, 19 éminentes personnalités canadiennes, dont deux anciens ministres des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy et Lawrence Cannon, ont publié une lettre ouverte au Premier ministre Trudeau, l'appelant à libérer Meng Wanzhou, mettant unilatéralement fin à la procédure d'extradition, pour inciter la Chine à libérer les deux otages canadiens (les deux « Michael »). Plus largement, la lettre était **un appel à « redéfinir la stratégie canadienne à l'égard de la Chine », pour ne pas l'aliéner**. Trudeau n'a pas été convaincu, répondant que « libérer Meng Wanzhou pour résoudre un problème à court terme mettrait en danger des milliers de Canadiens qui voyagent en Chine et dans le monde en faisant savoir qu'un gouvernement peut avoir de l'influence politique sur le Canada en arrêtant des Canadiens au hasard[58] ». Autrement dit, **céder à la demande des preneurs d'otages reviendrait à encourager les prises d'otages**. Le 18 septembre 2020, une autre lettre ouverte, signée cette fois par cent anciens diplomates anonymes, formule la même demande d'échanger Meng contre les deux « Michael »[59]. Le débat persiste.

52. Karen Woods, « Huawei crisis has Chinese Canadians worried », *The Star*, 18 décembre 2018.
53. Anna Desmarais, « Lobby Wrap: Chinese consulate hires its first lobbyist to improve relations », *iPOLITICS*, 21 août 2018.
54. Ian Young, « How China's Canadian lobbyists blurred the lines of PR, journalism and political activism », *South China Morning Post*, 18 avril 2019.
55. Jonathan Manthorpe, « United Front main 'soft-power' tool for China's governing Communist Party », *iPOLITICS*, 21 mars 2019.
56. Erin O'Toole, « We are on the brink of a new Cold War with China », *National Post*, 23 avril 2020.
57. « Peter MacKay suggests Magnitsky Act should be used against China for COVID-19 », *CTV News*, 8 mai 2020.
58. John Paul Tasker, « Trudeau rejects calls to release Meng Wanzhou », *CBC News*, 25 juin 2020.
59. Steven Chase et Robert Fife, « More than 100 ex-diplomats urge Trudeau to swap Meng for Kovrig and Spavor », *The Globe and Mail*, 18 septembre 2020.

Parallèlement, **la question ouïghoure** s'impose de plus en plus dans le débat canadien, avec des conséquences politiques : le 12 janvier 2021, le Canada comme le Royaume-Uni ont annoncé des mesures visant à « lutter contre les violations des droits de la personne au Xinjiang[60] ». Parmi les sept mesures annoncées par le gouvernement canadien, figurent un contrôle accru sur les exportations à destination de la Chine et l'interdiction d'importer des biens issus du travail forcé. Cette démarche, certes symbolique (contrairement aux Britanniques, les Canadiens ne prévoient pas de sanctions financières contre les entreprises ne respectant pas ces règles), confirme que la crise bilatérale, qui a plusieurs fronts, devrait être durable. C'est également ce que semble avoir indiqué David Vigneault, directeur du SCRS, le 9 février 2021, lorsqu'il a expliqué que le gouvernement chinois « exploite tous les éléments de pouvoir étatique dont il dispose pour mener des activités qui menacent directement notre souveraineté et notre sécurité nationale ». Il a notamment cité **l'opération chinoise Fox Hunt** (猎狐专项行动) qui, sous couvert de lutte contre la corruption, vise en réalité à « faire taire les dissidents et exercer une pression sur leurs opposants politiques. […] Souvent, les personnes menacées n'ont pas les moyens de se défendre ou ignorent qu'elles peuvent dénoncer ces activités aux autorités canadiennes, y compris au Service. Qui plus est, ces activités ne suivent pas les règles de la diplomatie ; elles visent à compromettre les processus démocratiques et à menacer des Canadiens de façon secrète et clandestine[61] ».

III. Étouffer les voix des dissidents

Les cas de harcèlement et d'intimidation de citoyens et de résidents canadiens considérés par Pékin comme des dissidents ou des menaces, sont nombreux et bien documentés. Ils concernent surtout mais pas seulement des personnes liées de près ou de loin à ce que le PCC considère comme les cinq poisons (les Ouïghours, les Tibétains, les membres du Falun Gong, les pro-démocratie et les indépendantistes taïwanais).

En 2009 déjà, Fabrice de Pierrebourg et Michel Juneau-Katsuya écrivaient qu'« au Canada, depuis des années, la Chine s'est fixé comme principal objectif de contrôler tout ce qui est asssimilé à de la dissidence. Ses services de renseignement, de concert avec ses diplomates, consacrent temps, énergie et argent à discréditer ou à intimider ses opposants, à mener des opérations clandestines d'infiltration et de manipulation des groupes pro-démocratie, communautaires et des associations étudiantes[62] ». Au cours des années précédentes en effet, plusieurs affaires avaient notamment mis en évidence **le rôle des diplomates chinois dans la surveillance, l'infiltration et le harcèlement d'un certain nombre de groupes considérés comme dissidents**, dont en particulier les adeptes du Falun Gong. En 2004, par exemple, le consul général adjoint de Chine à Toronto, Pan Xinchum, a été condamné en justice pour diffamation envers un homme d'affaires pratiquant le Falun Gong ; et la police a vu deux membres du personnel du consulat chinois à Calgary distribuer, lors d'une conférence à l'université de l'Alberta à Edmonton, de la « littérature haineuse » : deux pamplets dont l'un au titre explicite (*Falun Gong est une secte diabolique*), « illustrés avec des images sanglantes d'immolations, de crimes et de suicides[63] ».

60. Gouvernement du Canada, « Canada annonce de nouvelles mesures pour lutter contre les violations des droits de la personne au Xinjiang, en Chine », communiqué de presse, 12 janvier 2021 ; « UK Government announces business measures over Xinjiang human rights abuses », Gov.uk, 12 janvier 2021.

61. Allocution de M. David Vigneault, directeur du SCRS, au Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, Ottawa, 9 février 2021, https://bit.ly/2MIrnkJ.

62. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 192.

63. *Ibid.*, p. 201.

En 2006, le visa de Wang Pengfei, deuxième secrétaire du Bureau de l'éducation à l'ambassade de Chine à Ottawa, n'est pas renouvelé et il doit quitter le territoire, après qu'il a été établi qu'il « avait en particulier pour tâche de **ficher les pratiquants du Falun Gong au Canada** et de leur mener la vie dure[64] ». Il s'appuyait notamment sur « la vingtaine d'associations d'étudiants chinois implantées dans les principales universités du pays » – d'une façon d'ailleurs pas toujours discrète comme en témoigne cet article du *Chinese Scholars Abroad Magazine* dans lequel, en 2004, il remerciait le président de l'association des étudiants de l'UQAM pour ses « activités de propagande […] et ses activités braves et ingénieuses contre le Falun Gong[65] ».

En mars 2017, la Coalition canadienne sur les droits humains en Chine, dont Amnesty International Canada fait partie, publiait un rapport pour « attirer l'attention sur **une campagne organisée et soutenue d'intimidation et de harcèlement visant les militants travaillant au Canada sur les droits humains liés à la Chine, dans des circonstances suggérant l'implication ou le soutien de représentants du gouvernement chinois**[66] ». Dans une mise à jour de mars 2020, les mêmes concluaient que, trois ans plus tard, « **la situation s'aggrave […] : les incidents d'ingérence sont de plus en plus répandus dans différentes sphères de la société, témoignant d'un vaste éventail de tactiques, et dépassant les cibles traditionnelles**[67] ».

A. Des contre-manifestations systématiques et agressives

Les manifestations en soutien à la démocratie à Hong Kong organisées au Canada en 2019 ont été systématiquement contrées par **des contre-manifestations pro-Pékin particulièrement agressives**, mobilisant au moins des dizaines, souvent des centaines de manifestants, à la fois en ville (des confrontations ont eu lieu à Toronto, Vancouver, Halifax, Montréal, Ottawa et à Richmond en Colombie-Britannique) et sur les campus universitaires. Or, la plupart de ces mobilisations « ne sont pas des actions individuelles spontanées[68] ». Il existe **des preuves « de coordination et d'organisation entre ces [contre-]manifestants et des officiels chinois**[69] ». La plupart du temps, la contre-mobilisation se fait **sur WeChat**, avec des messages « suggérant que les manifestants devraient être suivis, confrontés et frappés » comme c'était notamment le cas lors du festival Fierté Montréal 2019 au cours duquel des manifestants pro-Pékin s'en sont pris à des militants LGBT favorables au mouvement pro-démocratie à Hong Kong[70].

Certains manifestants pro-démocratie sont parfois intimidés, voire dissuadés, par **une menace invisible**, plus pernicieuse : celle **que des photos d'eux soient prises** lors des manifestations, **qu'ils soient identifiés**, avec notamment des technologies de **reconnaissance faciale**, et qu'une fois leur identité connue de Pékin, il y ait **des conséquences pour eux (des risques d'arrestation s'ils voyagent en Chine) ou leurs proches (pressions, intimidations diverses)**[71]. La distance ne protège pas de ce point de vue : c'est la raison pour laquelle,

64. *Ibid.*, p. 199.
65. *Ibid.*, p. 202.
66. Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada, *Harassment & Intimidation of individuals, op. cit.*, p. 2.
67. *Ibid.*, p. 50.
68. Christopher Rea, cité dans Cheryl Chan, « 'Overseas Chinese' urged to be more vocal in support of Beijing, says Chinese cultural historian », *Vancouver Sun*, 21 août 2019.
69. Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada, *Harassment & Intimidation of individuals, op. cit.*, p. 3.
70. Ian Young, « Montreal Pride expels gay Hong Kong marchers, blaming 'threats by pro-Communists' to sabotage parade », *South China Morning Post*, 29 août 2019.
71. Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada, *Harassment & Intimidation of individuals*, *op. cit.*, p. 27.

même sur le campus d'UBC, au Canada, les étudiants pro-démocratie se masquent pour dissimuler leur identité lorsqu'ils manifestent, comme s'ils étaient à Hong Kong[72].

B. Des campagnes de harcèlement et d'intimidation visant des individus ciblés

Un cas exemplaire de cette catégorie d'attaques est celui de l'autrice **Sheng Xue** (Zang Xihong de son vrai nom), qui a fui la Chine après Tian'anmen et est arrivée au Canada en 1989 pour étudier le journalisme. Elle y est restée, et devenue écrivain et militante des droits humains. En 1996, elle comprend que Pékin l'a mise sur liste noire lorsqu'elle tente de se rendre en Chine et est arrêtée, interrogée et refoulée à l'aéroport.

En 2012, un mois après avoir reçu une médaille du gouvernement canadien, elle a été élue présidente de la Federation for a Democratic China. À partir de cet instant, elle a été **la cible d'une campagne de dénigrement, systématique et sophistiquée**, qui a commencé le jour même de sa première conférence en tant que présidente de la fédération, devant plusieurs centaines de personnes venues du monde entier. Alors qu'elle était sur scène, ses collègues ont reçu des courriels contenant des photos d'elle dénudée – fausses. Davantage sont venues ensuite : des **images photoshoppées**, nues, publiées sur Twitter et de nombreuses histoires sur sa vie sexuelle supposément débridée, relayées par des blogs anonymes. Cette campagne organisée, impliquant notamment de **faux comptes** sur les réseaux sociaux, prétendant être ceux d'autres militants pro-démocratie, cherchait apparemment à **créer des divisions au sein du mouvement**, et elle a réussi : la Federation for a Democratic China a perdu beaucoup de membres, passant de 3 000 à 100, elle s'est fracturée en deux groupes en 2017, et Sheng Xue a démissionné. Lorsqu'en 2016 un avocat des droits humains sino-canadien, ami de Sheng Xue, a voulu récolter des preuves de cette campagne de dénigrement, son ordinateur a été piraté et « tous les documents ont disparu[73] ».

Il y a de nombreux autres cas, moins médiatisés, visant notamment les leaders de la communauté hongkongaise au Canada, comme Cherie Wong, directrice exécutive d'Alliance Canada HK, estimant être la cible d'« attaques coordonnées sur les réseaux sociaux », dont des **menaces de viol et de mort**. Encore une fois, **WeChat est utilisé pour inciter à la haine, et appeler à harceler** celle que les pro-Pékin appellent « Madame indépendance hongkongaise ». Cherie Wong a aussi reçu des appels téléphoniques menaçants, et elle dit être suivie et photographiée dans les rues d'Ottawa[74]. Gloria Fung, présidente du Canada-Hong Kong Link, semble elle aussi être victime des mêmes techniques d'intimidation[75].

Ces techniques ne sont ni récentes ni seulement liées aux événements à Hong Kong. Les appels téléphoniques, souvent au beau milieu de la nuit, sont des moyens d'intimidation répandus. Ces messages souvent préenregistrés profèrent des insultes, parfois des menaces de mort, ou jouent des chansons nationalistes à la gloire du Parti[76]. En septembre 2010, Tao Wang, un reporter pour NTDTV arrivé au Canada trois ans plus tôt, a révélé à la presse qu'il recevait **des appels téléphoniques d'agents du MSE proférant des menaces de mort**[77]. Possédant également une compagnie en Chine, il a aussi expliqué que ses clients sur place avaient reçu la

72. Marie-Danielle Smith, « In the battle over Hong Kong, the surveillance state knows no boundaries », *Maclean's*, 3 février 2020.

73. Catherine Porter, « Chinese Dissidents Feel Heat of Beijing's Wrath. Even in Canada », *The New York Times*, 1er avril 2019.

74. Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada, *Harassment & Intimidation of individuals*, *op. cit.*, p. 30.

75. *Ibid.*

76. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 22.

77. « Andrea Woo, « RCMP probing death threat », *Regina Leader-Post*, 23 septembre 2010.

visite d'agents du MSE leur disant qu'il « participait à des activités illégales au Canada, dommageables à la sécurité nationale de la Chine, et leur demandant de cesser de faire affaire avec [sa] compagnie ». Après qu'il a refusé d'envoyer un engagement écrit de ne plus participer à des activités politiques au Canada, Tao a reçu un autre appel téléphonique plus menaçant : « ils m'ont dit **"tu crois vraiment qu'on ne peut rien te faire parce que tu es au Canada ?"** Et aussi que "si tu en parles publiquement, tu cherches la mort" ». Le même jour, les comptes en banque de sa compagnie en Chine ont été gelés et ses dix employés menacés de perdre leur emploi. La gendarmerie royale du Canada a ouvert une enquête.

Autre exemple en mai 2016, à l'occasion de la visite au Canada du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi : Xin Feng, un auteur vivant à Toronto, critique le ministre dans un article publié par le site sinophone 51.ca. Il fait alors l'objet d'une campagne de haine. Parmi les nombreux commentaires postés sous son article, on pouvait lire notamment : **« Fais attention à ce que ta famille entière ne se fasse pas tuer**, fais attention lorsque tu marches à l'extérieur ! », ou encore **« massacrez ce cochon. C'est un animal, pas un humain**[78]. **»**

C. L'utilisation de la famille ou des proches restés en Chine comme levier

Il est bien connu qu'**une manière efficace de faire céder quelqu'un est la stratégie indirecte qui consiste à le menacer de faire du mal à ses proches**. C'est d'autant plus facile lorsque ces derniers sont en Chine. Les menaces proférées sont diverses : ils risquent de perdre leur emploi, de se faire arrêter, violenter, voire – dans le cas des Ouïghours en particulier – de disparaître purement et simplement.

Le cas d'Anastasia Lin est connu parce qu'il s'agit d'une célébrité, née en Chine où elle a vécu les 13 premières années de sa vie, puis immigrée au Canada où elle est devenue actrice et mannequin, gagnante du concours Miss World Canada 2015, également militante pour les droits humains : dans un article du *Washington Post*, elle explique comment son père, le PDG d'une importante compagnie chinoise, a reçu des menaces et, « craignant sans doute pour ses affaires », lui a demandé de cesser de militer[79]. **Les autorités chinoises manient autant le bâton** (elles ont confisqué le passeport de son père, révoqué les visas de la famille pour Hong Kong) **que la carotte** (elles apportent des paniers de fruits et de fleurs à ses grands-parents dans l'espoir qu'ils puissent convaincre leur petite-fille de se taire)[80].

Cette pression sur les proches est très courante contre les Ouïghours. En 2004, Mehmet Tohti, président de l'association canadienne des Ouïghours, a reçu un soir un coup de téléphone de sa mère qui vivait à Karghilik, dans le Xinjiang, et qu'il n'avait pas revue depuis qu'il avait fui la Chine, seize ans plus tôt. Sa mère lui a rapidement passé un homme qui s'est identifié comme un fonctionnaire du Bureau des affaires chinoises d'outre-mer, et qui lui a demandé de cesser de défendre la cause des Ouïghours au Canada et de ne pas participer à une conférence prévue en Allemagne avec d'autres groupes d'exilés ouïghours. Il a expliqué qu'**ils avaient sa mère et son frère**, qu'ils les avaient emmenés au quartier général de la police à Kashgar, d'où cet appel était passé, à quelque 300 km de leur domicile, et qu'**ils pouvaient faire d'eux « ce qu'ils voulaient**[81] **»**.

78. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 182.
79. Anastasia Lin, « I won Miss World Canada. But my work puts my father at risk in China », *The Washington Post*, 26 juin 2015.
80. Tara Francis Chan, « China uses threats about relatives at home to control and silence expats and exiles abroad », *Business Insider France*, 31 juillet 2018.
81. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 29.

Un réfugié ouïghour à Montréal raconte : « J'ai reçu un message par Facebook disant que le gouvernement chinois avait arrêté ma mère, mon frère et mon père. Lors du transfert en prison, ma mère a subi une crise cardiaque. Ma sœur, elle, a été incarcérée dans une prison spéciale où les détenus sont ligotés dans une cellule remplie d'eau. [Ensuite,] j'ai eu un autre message qui m'annonçait cette fois le décès de mon père. Aucun membre de la famille n'a été autorisé à prendre part aux funérailles. Seuls six fonctionnaires chinois y ont assisté[82]. » La communauté ouïghoure en France rapporte les mêmes pratiques : « On reçoit des coups de téléphone lors desquels on nous dit qu'on connaît nos familles et que si on dit du mal du gouvernement, il leur arrivera du mal[83]... »

D. Une surveillance constante

Les membres de la petite communauté ouïghoure à Montréal expliquent qu'ils se sentent constamment surveillés. L'un d'entre eux rapporte qu'ils ont « tous reçu des appels téléphoniques étranges de l'ambassade de Chine. Un message enregistré qui dit d'aller immédiatement chercher un colis à l'ambassade chinoise. Nous n'y allons jamais, car nous sommes persuadés qu'il n'y a rien à retirer. J'ai déjà vérifié le numéro de téléphone sur Google et j'ai découvert que c'était celui du consulat chinois au Texas[84], et pas celui de Toronto comme le disait le message. Parfois ils utilisent aussi des faux numéros. Je crois qu'**ils veulent nous montrer que, même si on est à l'étranger, ils sont capables de nous contrôler et de recueillir de l'information sur nous** ». Un autre explique que sa voiture a déjà été cambriolée, ses papiers ostensiblement volés, qu'il a été suivi depuis son domicile et en voiture par « un Chinois », et que ce genre de choses « arrive souvent[85] ». En France également, les Ouïghours se sentent surveillés en permanence : « Lorsque nous manifestons, il y a toujours quelqu'un qui filme pour nous espionner[86]. »

E. Des cyberattaques

Les capacités cyberoffensives de la Chine sont connues. En 2018, lors d'un séminaire sur la cybersécurité, le texte du discours du directeur du SCRS Vigneault présentait la Chine comme « l'une des plus graves menaces auxquelles nos pays font face » dans ce domaine (et « l'une des » était rayé, signifiant que la Chine était *la* menace la plus grave)[87]. **En plus des attaques, régulières, contre les institutions étatiques et les grandes entreprises, à des fins de rétorsion ou d'espionnage, Pékin sait aussi employer ses moyens cyber contre des dissidents identifiés**. En juin 2013, par exemple, des organisations tibétaines canadiennes reçoivent par le biais d'une liste de diffusion un courriel provenant prétendument d'un membre connu de la communauté, avec en pièces jointes trois documents Word (.doc). Citizen Lab, un laboratoire de l'École Munk des affaires globales de l'Université de Toronto,

82. « Les Ouïghours de Montréal sous pression », Radio Canada, ICI Première, Désautels le dimanche, 26 janvier 2020.

83. Farida Nouar, « "Les consommateurs ont du sang sur les mains" : le travail forcé des Ouïghours derrière les articles "made in China" », France Info, 3 février 2021.

84. Le consulat de Chine à Houston, fermé par les autorités américaines le 23 juillet 2020, était connu pour être un « nid d'espions », dont l'une des missions était l'intimidation de dissidents (U.S. Embassy in Georgia, « China's Houston consulate a center of malign activity » : https://ge.usembassy.gov/chinas-houston-consulate-a-center-of-malign-activity/). Il n'est donc pas impossible que certaines de ses actions conduites à distance s'appliquaient à toute l'Amérique du Nord, Canada inclus, et pas seulement aux États-Unis.

85. « Les Ouïghours de Montréal sous pression », *op. cit.*

86. Nouar, « "Les consommateurs ont du sang sur les mains" », *op. cit.*

87. Douglas Quan, « 'Significant and clear' threat : What Canada's spy chief says about China behind closed doors », *National Post*, 13 août 2019 (pour l'ensemble des citations de ce paragraphe).

détermine que ces documents contiennent chacun un logiciel malveillant appartenant à une famille nommée « Surtr » qui était utilisée contre la communauté tibétaine depuis au moins novembre 2012. Une fois activé, ce logiciel espion est notamment capable d'enregistrer les frappes sur le clavier, d'explorer le contenu de l'ordinateur infecté et d'exécuter des commandes à distance. Les analystes en déduisent que « **les attaquants surveillent activement les listes de diffusion et les groupes de discussion utilisés par la communauté tibétaine et** qu'**ils en utilisent le contenu pour réaliser des attaques ciblées à l'aide de logiciels malveillants**[88] ».

Cet exemple n'est pas isolé et Citizen Lab en étudie d'autres dans un rapport publié l'année suivante[89]. Selon l'un des groupes tibétains visés par plusieurs de ces attaques, au moins certaines d'entre elles sont attribuables au fameux **groupe APT 1, qui est l'unité 61398 de l'APL**[90]. Le 24 mars 2021, Facebook a annoncé avoir bloqué un autre groupe de pirates informatiques chinois, connu sous les noms de **« Earth Empusa »** ou **« Evil Eye »** qui, sous couvert de fausses identités (militants des droits de l'homme, étudiants, journalistes, etc.), utilisaient le réseau social pour approcher et infecter les ordinateurs de leurs cibles, des Ouïghours, en leur envoyant **des liens vers des sites piégés** (contenant des virus ou des logiciels malveillants), dont certains avaient d'ailleurs l'apparence de médias ouïghours. La plupart des Ouïghours visés résidaient à l'étranger, dont au Canada (mais aussi en Turquie, au Kazakhstan, aux États-Unis, en Syrie et en Australie notamment)[91].

F. Des usurpations d'identité

Les attaquants ont notamment envoyé **des courriels insultants à des ministres et parlementaires en se faisant passer pour des membres du Falun Gong dans le but de discréditer ces derniers**[92]. C'est une pratique courante et non limitée au Canada, comme l'explique une membre de l'association canadienne de Falun Gong : « des fonctionnaires gouvernementaux de tous les niveaux dans de nombreux pays ont été systématiquement et à plusieurs reprises visés par des courriels frauduleux de personnes prétendant être des pratiquants de Falun Gong. L'expéditeur se montre souvent obsessionnel, irrationnel et impoli, donnant ainsi une légitimité aux affirmations du régime chinois selon lesquelles le Falun Gong est une menace pour la société […]. Certains de ces courriels ont été attribués à des adresses IP originaires de Chine[93] ». Au Canada, de tels courriers offensants et parfois menaçants ont été envoyés par des personnes prétendant être du Falun Gong à des politiciens, dont les députés Judy Sgro en décembre 2017 et Peter Julian en mars 2019[94].

88. Katie Kleemola et Seth Hardy, *Surtr: Malware family targeting the Tibetan community*, The Citizen Lab, 2 août 2013.
89. *Communities @ Risk: Targeted Digital Threats Against Civil Society*, Citizen Lab Report No. 48, University of Toronto, novembre 2014.
90. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 18.
91. Mike Dvilyanski et Nathaniel Gleicher, « Taking action against hackers in China », *Facebook*, 24 mars 2021 (https://about.fb.com/news/2021/03/taking-action-against-hackers-in-china/).
92. *Ibid.*, p. 21.
93. Limin Zhou, « Fake letter sent in Trudeau's name not isolated case in China's disinformation campaign », *The Epoch Times*, 7 mai 2019.
94. Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada, *Harassment & Intimidation of individuals*, *op. cit.*, p. 46.

G. Des restrictions de déplacement

Des militants canadiens se sont vu refuser un visa pour la Chine, ont été arrêtés, détenus et intimidés dans des aéroports chinois, et ont été « contraints de quitter le territoire chinois en dépit du fait qu'ils y étaient entrés légitimement[95] ». En 2019, l'homme politique canadien d'origine chinoise Richard Lee a révélé qu'en 2015, alors qu'il était député et vice-président de l'Assemblée législative de Colombie-Britannique, les autorités chinoises l'avaient détenu à son arrivée à l'aéroport de Shanghai, le séparant de sa femme pendant huit heures, et avait confisqué et fouillé son téléphone professionnel, propriété du gouvernement de Colombie-Britannique, l'accusant de « menacer la sécurité nationale » de la Chine[96]. Ils ont annulé son visa et l'ont renvoyé au Canada. Le cas de Lee montre que la surveillance et les contre-mesures prises par Pékin s'appliquent à tous les citoyens et résidents canadiens, quel que soit leur statut. En l'occurrence, Lee n'était pas un militant mais un politicien professionnel, qui n'hésitait pas à défendre les valeurs démocratiques et libérales de son pays, le Canada, par exemple en commémorant chaque année le massacre de Tian'anmen – ce qui était susceptible de déplaire aux autorités chinoises (la consule chinoise à Vancouver, Liu Fei, le lui avait signifié, directement et via le Parti libéral). **Le fait que même un député, vice-président d'une assemblée législative provinciale, ait pu être inquiété signifie que, comme il le dit lui-même, « cela peut arriver à n'importe qui[97] ».**

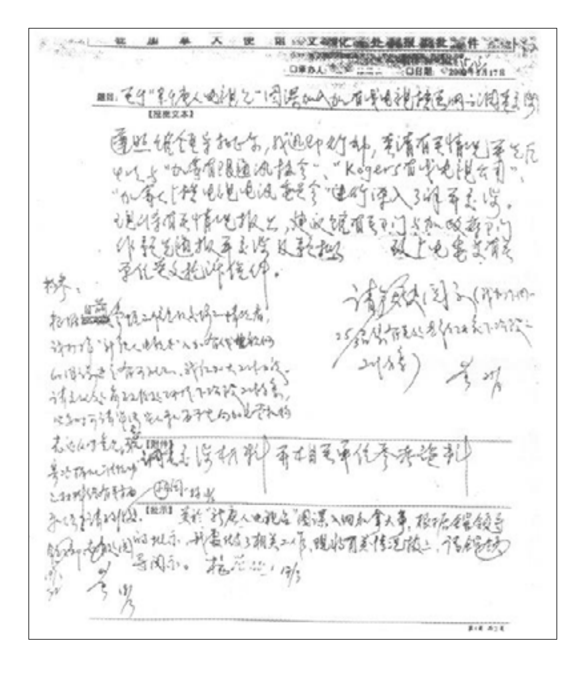
H. Conclusion

Pour résumer, « **les attaques vont des appels téléphoniques abusifs à minuit aux assassinats [virtuels] de personnages sur les réseaux sociaux, en passant par l'intimidation d'étudiants chinois fréquentant des universités canadiennes, la prise en otages en Chine des membres de la famille de dissidents canadiens et le piratage des réseaux de communication des groupes dissidents. […] Dans tous les cas, le but est d'étouffer les voix de la dissidence au Canada, soit en intimidant les Canadiens pour les pousser au silence, soit en les discréditant à tel point que ce qu'ils disent ou font n'a plus le soutien public ou politique**[98] ».

Selon Hao Fengjun, un ancien agent, ayant fait « défection », du Bureau 610 (610 办公室) en charge de combattre le Falun Gong (→ p. 76), le PCC exploitait au Canada **un réseau d'espionnage anti-Falun Gong de plus d'un millier d'agents** – Canadiens d'origine chinoise recrutés sur place, professionnels venant de Chine, hommes d'affaires ou étudiants – dont les activités seraient concentrées essentiellement sur Vancouver et Toronto[99]. Selon Zhang Jiyan, l'épouse d'un comptable à l'ambassade de Chine à Ottawa qui, en 2007, a fait « défection » et a demandé l'asile au Canada, l'ambassade avait à l'époque « une unité spéciale d'une dizaine de personnes "chargées de collecter de l'information sur les groupes pouvant présenter une menace, spécialement sur les pratiquants du Falun Gong"[100] ». Elle explique que l'une des méthodes utilisées pour les débusquer était **l'infiltration des clubs de Tai-chi-chuan et de Qi gong**. Elle témoigne que cette unité produisait « du matériel incitant à la haine contre le

95. *Ibid.*, p. 3.
96. Sam Cooper, « B.C. politician breaks silence: China detained me, is interfering 'in our democracy' », *Global News*, 29 novembre 2019.
97. *Ibid.*
98. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 13-14.
99. *Ibid.*, p. 22.
100. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 210.

Falun Gong » que l'ambassadeur lui-même disait transmettre « aux membres du Parlement, aux responsables du gouvernement canadien, ainsi qu'à l'ancienne gouverneure générale ». Zhang Jiyan a aussi montré à la presse une note confidentielle (ci-dessous) selon laquelle l'un des buts de cette unité « était d'utiliser des membres de la diaspora et des étudiants pour bloquer l'attribution d'une licence à la chaîne de télévision en mandarin New Tang Dynasty Television (NTDTV) en envoyant des pétitions et des lettres de protestation. […] Des pressions auraient aussi été exercées sur un câblo-opérateur canadien pour le dissuader d'offrir NTDTV à ses abonnés[101] ». Zhang Jiyan a finalement obtenu un statut de réfugiée au Canada.



Note confidentielle produite par Zhang Jiyan en 2007, affirmant qu'elle a été rédigée « par un membre de l'ambassade et dans laquelle sont détaillées les pressions exercées par les agents de Pékin afin d'empêcher la diffusion au Canada d'une chaîne de télévision du Falun Gong » (source : archives de Fabrice de Pierrebourg et Michel Juneau-Katsuya)[102].

Les représentants de Pékin à l'étranger, ici l'ambassadeur et les consuls au Canada, sont directement impliqués dans ces campagnes d'intimidation puisqu'ils signent eux-mêmes les lettres envoyées à des membres du gouvernement, des élus, des groupes de presse, pour leur demander de ne pas avoir de contact avec tel ou tel groupe considéré comme dissident. En 2005, par exemple, à la suite de l'annonce de la visite prochaine du dalaï-lama, la consule générale de Chine à Toronto, Chen Xiaoling, avait elle-même envoyé une « lettre d'avertissement » à 44 conseillers municipaux, leur demandant de ne pas « autoriser ni faciliter » cette visite, s'ils voulaient maintenir de bonnes relations avec la Chine[103]. « La plupart de ces lettres se concluent par une mise en garde peu subtile. [Une] stratégie grossière, qui peut être assimilée à du harcèlement en raison de son ampleur[104]. »

Le cas canadien n'est qu'un exemple parmi d'autres : **des cas similaires, témoignant des mêmes méthodes de harcèlement et d'intimidation contre des militants des droits humains, ont été documentés aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande notamment[105]** – c'est-à-dire dans toutes les démocraties libérales ayant

101. *Ibid.*, p. 211.
102. *Ibid.*, p. 212.
103. *Ibid.*, p. 215.
104. *Ibid.*, p. 215.
105. Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada, *Harassment & Intimidation of individuals*, *op. cit.*, p. 7-8.

une importante diaspora chinoise. Comme nous l'avons vu dans la partie précédente, **Pékin a mis en place la plus grande campagne de répression transnationale dans le monde** (→ p. 164).

IV. Influencer la politique

A. Politiciens sous influence

Pékin suit de près les parcours des politiciens d'origine chinoise à l'étranger : un manuel de formation pour les cadres du Front uni « note avec approbation le succès des candidats chinois outre-mer aux élections à Toronto, au Canada. En 2003, 6 ont été élus sur 25 candidats, mais en 2006, le nombre est passé à 10 élus sur 44 candidats[106] ». Le PCC ne fait pas qu'observer, il agit.

1. Députés et ministres

Le directeur d'alors du SCRS, Richard Fadden, avait suscité l'émoi en 2010 lorsque, dans un discours diffusé la veille de l'arrivée à Ottawa du président Hu Jintao pour une visite officielle, il avait dénoncé « **plusieurs politiciens municipaux en Colombie-Britannique, et plusieurs ministres dans au moins deux provinces, qui selon nous sont au moins sous l'influence générale d'un gouvernement étranger** ». Les personnes en question n'avaient pas selon lui conscience d'être utilisées mais leur association avec le gouvernement en question, au fil des années, a fini par « changer leurs politiques publiques[107] ». Fadden n'avait pas nommé la Chine mais ses propos ont été largement interprétés comme visant implicitement Pékin, au point qu'un rapport d'un comité parlementaire a par la suite recommandé au gouvernement de formuler « des excuses à la communauté chinoise canadienne[108] ».

En 2015, un article de *The Globe and Mail* a établi que l'un des ministres auxquels Fadden faisait référence cinq ans plus tôt était **Michael Chan**, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Commerce international de la province d'Ontario[109]. La communauté chinoise canadienne, soutenue par les autorités de Pékin, s'organise alors pour le défendre. Helen Wang, rédactrice en chef du *Chinese Canadian Post*, rapporte notamment que le consulat de Chine à Toronto a fait pression sur le journal pour qu'ils publient davantage d'articles soutenant Chan. Il leur a également été demandé de participer à une conférence de presse de la Confédération des organisations chinoises canadiennes de Toronto (dont le président, Wei Chengyi, n'est autre que le propriétaire du journal) et de demander au *Globe and Mail* de s'excuser. Helen Wang a finalement été renvoyée, et Michael Chan s'est vu offrir une chronique hebdomadaire dans le *Chinese Canadian Post*, qui est tellement lié au PCC qu'il était auparavant appelé le *Red Army Post* et imprimé à Pékin[110]. Plus récemment, Chan est notamment intervenu dans un événement pro-Pékin et contre les manifes-

106. James Kynge, Lucy Hornby et Jamil Anderlini, « Inside China's secret 'magic weapon' for worldwide influence », *Financial Times*, 26 octobre 2017.
107. David Ljunggren, « Foreigners influencing Canada politics – spy chief », Reuters, 23 juin 2010.
108. *Report on Canadian security intelligence service director Richard Fadden's remarks regarding alleged foreign influence of Canadian politicians*, report of the standing committee on public safety and national security, Kevin Sorenson, MP (chair), mars 2011, p. 6, https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/403/SECU/Reports/RP5019118/securp08/securp08-e.pdf.
109. Craig Offman, « CSIS warned this cabinet minister could be a threat. Ontario disagreed », *The Globe and Mail*, 16 juin 2015.
110. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 181.

tations à Hong Kong en août 2019. Cet événement, comme beaucoup d'autres au Canada et en Australie, a vraisemblablement été organisé avec le soutien du PCC, et certaines personnes ont été payées (100 $) pour y participer[111].

Pour séduire les politiciens canadiens, comme les autres élites (économiques, intellectuelles, etc.), Pékin a également recours aux fameux **voyages en Chine tous frais payés**. Les politiciens locaux sont visés, sous couvert d'échanges entre municipalités et du développement des relations commerciales entre régions, mais aussi les parlementaires : **entre 2006 et 2017, les parlementaires des deux chambres, le Sénat et la Chambre des communes, ont accompli pas moins de 36 voyages en Chine**. Nombre d'entre eux ont été financés par le Chinese People's Institute of Foreign Affairs (CPIFA), qui est une organisation de Front uni. À lui seul, le député libéral **John McCallum** a effectué entre 2008 et 2015 des voyages en Chine d'une valeur de 73 300 dollars canadiens (47 600 euros), payés par le gouvernement chinois ou des groupes pro-Pékin comme la Canadian Confederation of Fujian Associations[112]. McCallum est ensuite devenu ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté (2015-17), puis a été nommé ambassadeur du Canada en Chine. Au moment de sa nomination, il a mis en avant sa proximité avec ce pays, citant sa femme d'origine chinoise et le fait que sa circonscription électorale, Markham, dans la banlieue de Toronto, était constituée majoritairement d'électeurs d'origine chinoise[113]. À Pékin, en janvier 2018, alors qu'il accueillait le Premier ministre québécois, l'ambassadeur McCallum déclenche une controverse en déclarant que, « dans certains domaines politiques importants tels que l'environnement, le réchauffement climatique, le libre-échange, la mondialisation, les politiques du gouvernement du Canada sont plus proches des politiques du gouvernement chinois qu'elles ne le sont des politiques américaines[114] ». En janvier 2019, en pleine affaire Huawei, l'ambassadeur McCallum déclenche une nouvelle controverse en prenant parti contre l'extradition de Meng vers les États-Unis et en fournissant à la presse sinophone des arguments permettant d'aider Meng à se défendre. Il a aussi soutenu l'idée d'un « deal » entre les États-Unis et la Chine permettant de libérer les deux Michael (→ p. 540). Quelques jours plus tard, le Premier ministre Trudeau lui demandait de démissionner, ce qu'il a fait[115]. Les médias chinois critiquent cette démission, le *Global Times* allant même jusqu'à parler d'« ingérence politique » de la part du Premier ministre Trudeau[116]. Comme l'explique James Palmer, qui connaît bien le *Global Times* pour y avoir travaillé sept ans, **la déception de la Chine confirme que ses dirigeants « voyaient clairement McCallum comme un atout, comme quelqu'un qu'ils avaient attiré, avec succès[117] »**. Il n'a pas été remplacé avant le mois de septembre, de sorte que, pendant sept mois, l'ambassade du Canada en Chine n'était dirigée « que » par un chargé d'affaires.

Le chiffre précédemment cité de 36 voyages en Chine entre 2006 et 2017 est celui des voyages déclarés par les parlementaires, qui ont l'obligation de déclarer les voyages pris en charge par des tiers, comme les cadeaux. Le sénateur **Victor Oh** a été sanctionné par le Bureau du conseiller sénatorial en éthique pour n'avoir pas déclaré un voyage de deux

---

111. Tom Blackwell, « Former Ontario Liberal cabinet minister headlines pro-Beijing rally near Toronto », *National Post*, 22 août 2019.

112. Robert Fife, Steven Chase et Xiao Xu, « Beijing foots bill for Canadian senators, MPs to visit China », *The Globe and Mail*, 1er décembre 2017.

113. Catharine Tunney, « John McCallum fired as ambassador to China amid diplomatic crisis », *CBC News*, 27 janvier 2019.

114. Robert Fife et Steven Chase, « Trudeau defends ambassador under fire for China trade comments », *The Globe and Mail*, 25 janvier 2018.

115. Tunney, « John McCallum fired as ambassador to China amid diplomatic crisis », *op. cit.*

116. « Resignation reveals political interference », *Global Times*, 27 janvier 2019.

117. Perrin Grauer, « John McCallum fell victim to Beijing's 'influence campaign,' say former ambassadors », *The Star*, 29 janvier 2019.

semaines à Pékin et dans la province du Fujian en avril 2017[118]. En décembre 2019, le sénateur Oh participait à un événement à Toronto célébrant les 70 ans de la RPC, coorganisé par Lin Xingyong, qui quelques mois plus tôt était l'un des délégués à la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC) à Pékin[119].



Le sénateur Oh intervenant en décembre 2019 à un événement célébrant les 70 ans de la RPC[120].

Le député Vincent Ke

Devenu en 2018 le premier immigrant de Chine continentale à être élu député progressiste-conservateur de l'Assemblée législative de l'Ontario, on ne sait pas grand-chose de son passé (il a refusé de répondre à des questions du *National Post* qui a publié une enquête sur lui)[121], si ce n'est qu'il est né à Quanzhou, en Chine, qu'il était cadre-étudiant à l'université de Fuzhou (selon Alex Joske, les cadres-étudiants « agissent souvent comme des informateurs pour surveiller les étudiants et les professeurs en cas de comportement politiquement discutable[122] »), et qu'il a déménagé à Pékin, où il s'est vu décerner le titre de « jeune exceptionnel » par le district de Haidian (une distinction qui, selon Charles Burton, « est probablement administrée par la Ligue de la jeunesse communiste et donnée à quelqu'un se trouvant sur une "voie rapide" pour l'adhésion au parti[123] »). Ke est ensuite parti étudier en Allemagne, à l'université de la Ruhr à Bochum, où il a contribué à « organiser la société des étudiants chinois d'outre-mer de la région de la Ruhr[124] » (ce qui semble être le CSSA local → p. 277). Il émigre au Canada en 1998, et s'installe en Ontario. Devant se justifier sur son passé professionnel, il déclarera plus tard avoir travaillé comme ingénieur électronique de 1999 à 2018 pour la compagnie allemande Conec (ayant également une usine à Shanghai) à Brampton, bien que l'association professionnelle

118. Robert Fife et Steven Chase, « Senator broke ethics rules by accepting free travel to China », *The Globe and Mail*, 18 février 2020.
119. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1203841550674989062.
120. « 庆祝中华人民共和国成立七十周年图片展今日隆重开幕 » (L'exposition de photos pour célébrer le 70e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine s'ouvre aujourd'hui), 传奇文化 (*The Legends Magazine*), 8 décembre 2019.
121. Alex Joske, cité dans Tom Blackwell, « MPP's ties to China raise questions about how close Canadian politicians should get to foreign powers », *National Post*, 6 septembre 2019.
122. *Ibid.*
123. Charles Burton, cité dans Tom Blackwell, « MPP's ties to China », *op. cit.*
124. Blackwell, « MPP's ties to China », *op. cit.*

des ingénieurs d'Ontario n'en ait aucune trace puisqu'il n'y était pas enregistré[125]. Il était en revanche enregistré comme agent d'assurance. En 2013, il est sélectionné par le consulat chinois de Toronto pour participer à une formation d'une semaine en Chine, le 14th Chinese Overseas Societies Youth and Middle-aged Immigrant Leader's Research Training, organisée par le Overseas Chinese Affairs Office (OCAO), qui depuis 2018 fait partie du DTFU. Depuis qu'il a été élu député en 2018, Ke semble avoir « maintenu une relation étroite avec le consulat et des groupes pro-Pékin comme la Toronto Confederation of Chinese Canadian Organizations[126] ». Il était le seul député à participer à l'inauguration de la nouvelle association tibétaine pro-Pékin qui s'est notamment illustrée dans l'affaire de la fausse lettre de Justin Trudeau (→ p. 569)[127].



14th Chinese Overseas Societies Youth and Middle-aged Immigrant Leader's Research Training[128].

2. Politiciens municipaux

« **Les politiciens municipaux sont souvent la cible principale** », explique Stephanie Carvin, universitaire et ancienne analyste du SCRS[129]. Le fait est qu'ils sont des cibles plus accessibles et plus discrètes. Il y a d'ailleurs parfois des occasions d'en capter un grand nombre en même temps, lorsqu'ils se réunissent dans des événements tels que **la convention annuelle de l'Union of British Columbia Municipalities (UBCM)**, qui rassemble 190 districts régionaux et municipalités, ainsi que 8 Premières Nations de Colombie-Britannique. En 2012, la consule générale chinoise à Vancouver, Liu Fei, a l'idée d'organiser lors de cet événement majeur une réception sur invitation, qui est devenue depuis une tradition, au point que, certaines années, le consulat est non seulement l'un des sponsors mais le co-sponsor principal de la convention, avec le gouvernement provincial de Colombie-Britannique[130]. **La Chine était le seul gouvernement étranger à sponsoriser l'UBCM**. Mais la pratique prend fin en 2019 car, avec l'affaire Huawei et la dégradation des relations bilatérales, la Chine devient moins fréquentable et plusieurs maires, dont Brad West (Port Coquitlam), finissent par dénoncer ce fonctionnement : dans une lettre aux membres exécutifs de l'UBCM, West explique notamment que cette collaboration avec la RPC « discrédite l'UBCM et donne une mauvaise image de tous ses membres » parce que « le gouvernement chinois est engagé dans plusieurs actions hostiles aux intérêts de notre pays et de chaque Canadien, et qui sont complètement opposées à nos valeurs, à l'état de droit et aux principes mêmes pour le respect

125. Blackwell, « Regulator looks at Ontario MPP after accusations he improperly claimed to be an engineer », *The Chatham Daily News*, 19 septembre 2019.
126. Blackwell, « MPP's ties to China », *op. cit.*
127. Tom Blackwell, « Activists say new Canadian group supporting China's control of Tibet is a front for Beijing », *National Post*, 24 avril 2019.
128. La photo a été prélevée à cette adresse http://116.62.246.242:8087/NewsDetail.php?id=319, désormais inactive.
129. Joanna Chiu, « 'Prime targets': Are Canada's local politicians in the sights of Beijing's global PR machine? », *The Star*, 8 août 2020.
130. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 256.

desquels nous avons tous été élus ». Il en donne trois exemples : la prise d'otages des deux Michael, la répression à Hong Kong et l'internement des Ouïghours[131]. L'UBCM finit par céder et vote une politique empêchant un gouvernement étranger de sponsoriser ses événements[132].



La consule générale Liu Fei entourée de membres exécutifs de l'UBCM au consulat à Vancouver, le 26 novembre 2018[133].

« L'objectif des diplomates du PCC, explique Jonathan Manthorpe, est clairement de transformer les relations sociales avec des politiciens et des agents municipaux de Colombie-Britannique dans des relations où les Canadiens se sentent redevables[134]. » Et certains le leur rendent bien. C'est par exemple le cas d'**Al Richmond**, un ancien président de région en Colombie-Britannique, qui était vice-président de l'UBCM en 2012 et qui est depuis devenu un ami de la Chine. Il reconnaît lui-même s'être rapproché du gouvernement chinois ces dernières années, « dans le but de faciliter le commerce, le tourisme et les relations d'affaires » pour ses électeurs[135]. Pendant la pandémie de Covid-19, en mars 2020, il déclarait à Xinhua que la Chine « a réussi à contenir le virus » et qu'Ottawa avait beaucoup à apprendre de Pékin. Avec sa force de frappe considérable, Xinhua a propulsé sur la scène internationale ce commentaire relativement banal d'un politicien local largement inconnu. En juin 2019, en pleine affaire Huawei, Xinhua citait le même Al Richmond dans un article titrant « Canadian small internet suppliers like to use Huawei technology: local official[136] ».

Cet intérêt du PCC pour la politique locale canadienne est désormais bien connu et a donné lieu à plusieurs témoignages, dont celui d'**Alan Harris** qui raconte comment, alors qu'il était candidat municipal à Clarington (Ontario) en 2018, il a été approché par la Canada China Industry Promotion Association. Cette organisation l'invitait à Xining, en Chine, pour développer des liens d'« amitié » mais aussi parler d'investissements et de commerce – une proposition tentante pour cette municipalité rurale, mal connectée, ayant besoin d'infrastructures. Cette fois, cela n'a pas fonctionné car Alan Harris était déjà sensibilisé aux dangers de l'influence chinoise. « J'en savais assez pour ignorer le courriel, explique-t-il. Mais combien de candidats à travers le pays ont répondu[137] ? »

131. « PoCo Mayer Brad West's letter to UBCM executive about Government of… », Scribd, https://bit.ly/3ara2o2.
132. Chiu, « 'Prime targets' », *op. cit.*
133. « Consul General LIU Fei met with UBCM executive members », Consulat général de la RPC à Vancouver, 1er décembre 2015, https://archive.vn/isa2Y.
134. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 257.
135. Chiu, « 'Prime targets' », *The Star*, 8 août 2020.
136. « Canadian small internet suppliers like to use Huawei technology: local official », Xinhua, China.org.cn, 26 juin 2019.
137. Alan Harris, « Running for municipal office, I was targeted by China », *The Star*, 24 août 2020.

B. Élections sous influence

L'ingérence électorale au sens strict est plus difficile au Canada qu'elle ne l'était en Australie et en Nouvelle-Zélande les années précédentes (avant que des mesures soient prises récemment), pour au moins deux raisons. D'une part, parce qu'une grande partie de l'influence est due à l'argent, et que le Canada a des lois plus sévères sur les contributions aux partis politiques, avec une limite de 1 000 dollars par individu et par an. D'autre part, parce que les Chinois au Canada ne s'intéressent pas beaucoup à la politique, par rapport à d'autres communautés comme les Indiens du Canada qui sont, eux, très politisés car ils ont la démocratie en partage. Cela pourrait toutefois changer car les jeunes nouveaux arrivants de Chine continentale sont plus actifs en politique que leurs parents et grands-parents.

Cela étant dit, il y a bien des cas d'ingérence électorale chinoise au Canada. En Australie comme au Canada, le risque est inversement proportionnel au niveau d'éducation : les élites sont informées et conscientes mais en région les couches plus populaires sont vulnérables. C'est pourquoi **Ottawa craint davantage les élections locales que législatives**. En 2014, Michel Juneau-Katsuya, un ancien chef du bureau Asie-Pacifique du SCRS, affirmait que « le SCRS a des preuves que **le consulat chinois à Toronto s'ingère directement dans les élections**, en envoyant des étudiants chinois dans les foyers [des électeurs] sinophones dire aux résidents quel candidat le consulat voudrait qu'ils choisissent[138] ».

L'ambassade chinoise utilise des médias locaux mais aussi de l'argent pour soutenir certains candidats dans des élections locales, dans l'espoir de rallier les communautés d'origine chinoise à la ligne de Pékin. Les communautés visées sont celles où la densité de Canadiens d'origine chinoise permet d'avoir une influence électorale, comme dans **la circonscription de Richmond-Centre, à Vancouver**, où plus de la moitié (54 %) de la population est d'origine chinoise[139]. Richmond est « **la ville la plus chinoise du monde en dehors d'Asie**[140] ». Le consulat chinois est régulièrement accusé de soutenir des candidats d'origine chinoise dans cette circonscription.

La **Canada Wenzhou Friendship Society**, une organisation créée en 2001 et basée à Richmond dont l'objectif affiché est d'aider les nouveaux immigrants chinois (et qui fait partie de la Canadian Alliance of Chinese Associations, une plateforme réunissant plus de 100 associations avec pour objectif commun de développer les relations sino-canadiennes et qui a des liens avérés avec les autorités chinoises), s'est aussi illustrée en octobre 2018 en donnant 26 000 dollars canadiens (16 900 euros) à huit candidats[141] et en incitant les électeurs, sur son groupe WeChat, à voter pour certains candidats d'origine chinoise dans les circonscriptions de Richmond, Vancouver et Burnaby, contre de l'argent, une somme de 20 dollars présentée comme une « subvention de transport[142] ».

138. Sam Cooper, « Is China influencing B.C.'s politicians? Court case, CSIS documents suggest pressure to suppress Falun Gong protests », *The Province*, 14 septembre 2014.
139. Selon les statistiques officielles du recensement de 2016 disponibles sur le site de Statistique Canada.
140. Ian Young, « 'I love my homeland': Canadian school under fire after screening trailers for patriotic Chinese film 'My People, My Country' to Mandarin pupils », *South China Morning Post*, 25 octobre 2019.
141. Bob Mackin, « Update: Vancouver city hall refers WeChat vote-buying scheme to police », theBreaker.news, 11 octobre 2018.
142. Jenny Peng, « Vancouver society at centre of vote-buying allegations has ties to Chinese government », *The Star*, 16 octobre 2018.



À gauche, David Teng (滕达), membre fondateur de la Canada Wenzhou Friendship Society, remettant une donation à James Wang, conseiller municipal de Burnaby, BC[143].

V. Influencer les médias

La prise de contrôle, par Pékin, des médias sinophones dans le monde, y compris en Amérique du Nord, est un problème connu depuis longtemps[144]. Le fait est que **la quasi-totalité des médias sinophones au Canada sont contrôlés par le PCC** : tout ce qui reste aux Canadiens sinophones qui veulent lire des informations non influencées par le PCC sont les médias du Falun Gong (le journal *The Epoch Times* et la chaîne de télévision New Tang Dynasty (NTDTV)), que l'on ne peut qualifier de modèles de professionnalisme[145]. Ces deux médias sont eux-mêmes la cible de restrictions venant non seulement des autorités chinoises (qui ont annulé les visas initialement accordés à leurs journalistes pour couvrir le voyage du PM Paul Martin en Chine en 2005, par exemple), mais aussi parfois des autorités canadiennes elles-mêmes, par crainte de déplaire à Pékin (lorsque le président Hu Jintao est à son tour venu à Ottawa en 2005, *The Epoch Times* et NTDTV n'ont pas eu accès aux événements ; *idem* lors d'une seconde visite en 2010)[146].

Pour façonner le journalisme de langue chinoise à son image, le PCC utilise ses armes habituelles : **la carotte (encourager les journaux à s'autocensurer en échange d'avantages commerciaux) et le bâton (intimider, menacer, harceler, faire pression sur des proches en Chine, renvoyer les journalistes qui résistent à cette pression, ou mettre fin aux programmes jugés dissidents)**. Il tente aussi de les encadrer et de les **former**, soit sur place (en 2014, une organisation locale de Front uni, la International New Media Cooperation Organization [国际新媒体合作组织] basée à Vancouver, a réuni les médias sinophones pro-Pékin d'Amérique du Nord)[147], soit en Chine (en mai 2018, nombre de médias canadiens sinophones ont participé au 3e Overseas Chinese New Media Forum à Hangzhou auquel l'un

143. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1050970653430505472.

144. Comme en témoigne notamment Mei Duzhe, « How China's government is attempting to control Chinese media in America », *China Brief*, 1:10, 21 novembre 2001.

145. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 173.

146. *Ibid.*, p. 176-177.

147. L'adresse à laquelle cette International New Media Cooperation Organization est enregistrée, le 1555 22nd street west à Vancouver (https://www.ic.gc.ca/app/scr/cc/CorporationsCanada/fdrlCrpDtls.html?corpId=9110283)

des keynote speakers était le directeur adjoint du DTFU, Tan Tianxing [谭天星], et lors duquel ces médias ont « signé la Déclaration de Hangzhou (杭州 宣言), un engagement à soutenir la “Pensée Xi Jinping dans la nouvelle ère du socialisme aux caractéristiques chinoises” [习近平新 时代 中国 特色 社会主义 思想], renforcer la nation chinoise, faire avancer l'initiative Belt and Road, et utiliser leur influence en tant que média pour répandre une “énergie positive” au Canada »)[148]. En mai 2019, des médias canadiens, dont les ontariens CCTVmedium (加拿大视传媒), *Chinese Canadian Times* (加中时报) et *New Star Times* (星星文化传媒集团) ont participé à une formation à Pékin réunissant 88 médias sinophones d'une trentaine de pays – formation également conduite par Tan Tianxing[149].





À gauche, intervention du directeur adjoint du DTFU, Tan Tianxing, au 3e Overseas Chinese New Media Forum à Hangzhou en mai 2018[150]. À droite, formation des médias étrangers à Pékin en mai 2019, sous la houlette de Tan Tianxing[151].

Les journalistes qui ne jouent pas le jeu sont systématiquement écartés. Par exemple, le journaliste de Vancouver Huang Hebian (黄河边) (de son vrai nom Gao Bingchen) était chroniqueur pendant plus d'une décennie pour l'un des journaux sinophones canadiens à plus fort tirage, *Global Chinese Press*, basé à Burnaby, en Colombie-Britannique. Mais en juin 2016, après que Huang a publié sur son compte personnel d'un réseau social deux messages critiques, l'un sur le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi, l'autre sur le ministre ontarien Michael Chan, le journal a subi une pression qui l'a poussé à licencier Huang[152]. En 2017, Lei Jin, rédacteur en chef du même journal, a lui-même été renvoyé après avoir écrit et voulu publier une notice nécrologique sur la mort, dans une prison chinoise, de l'universitaire, militant des droits humains et prix Nobel de la paix Liu Xiaobo[153]. Autre exemple : Kenneth Yau, animateur de la station sinophone Fairchild Radio en Ontario, s'est fait licencier en octobre 2019 pour avoir été trop critique de Pékin : la semaine précédente, il avait demandé à un invité comment il pouvait en même temps être « 100 % canadien » et respecter le PCC. La station avait alors reçu de nombreuses plaintes

---

est aussi l'adresse d'enregistrement de la World Chinese entrepreneurs Foundation, la World Chinese Weekly Publishing Company, la World anti-fascist war memorial site cooperation et le KF Times Group.

148. UFWD YVR, « Reds vs. Reds: CCP Political Warfare in Canada in 2018 », A Piping hot Canadian tea publication, medium.com, 31 décembre 2018.

149. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1131948011615973376.

150. « [图文快报]第三届海外华文新媒体高峰论坛杭州启航 凝聚华媒正能量 助力传播中国新时代声音 » (Le 3e Forum du Sommet des nouveaux médias chinois d'outre-mer a débuté à Hangzhou pour rassembler l'énergie positive des médias chinois et aider à faire entendre la voix de la renaissance de la Chine), 红枫林传媒 (*Red Maplewood Media*), 29 mai 2018, https://archive.vn/AaEZq.

151. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1131948045971599360/photo/1.

152. Craig Offman et Nathan Vanderklippe, « Columnist's firing at B.C.-based Chinese paper stirs press-freedom concerns », *The Globe and Mail*, 20 juin 2016.

153. Xiao Xu, « Dismissed Chinese newspaper editor files human-rights complaint in B.C. », *The Globe and Mail*, 10 septembre 2017. Sur Liu Xiaobo, voir Pierre Haski, *Liu Xiaobo : l'homme qui a défié Pékin*, Paris, Hikari/Arte éditions, 2019.

d'auditeurs pro-Chine[154]. Un mois plus tôt, une animatrice de Fairchild Radio à Vancouver, Anita Lee, avait visiblement eu des ennuis après avoir passé à l'antenne l'hymne des manifestants hongkongais (la chanson « Glory to Hong Kong »). Quelques jours plus tard, elle a annoncé faire une pause, soi-disant parce que son fils entrait à l'école, ce qui n'a guère convaincu[155]. Puis, en mai 2020, son émission a finalement été supprimée.

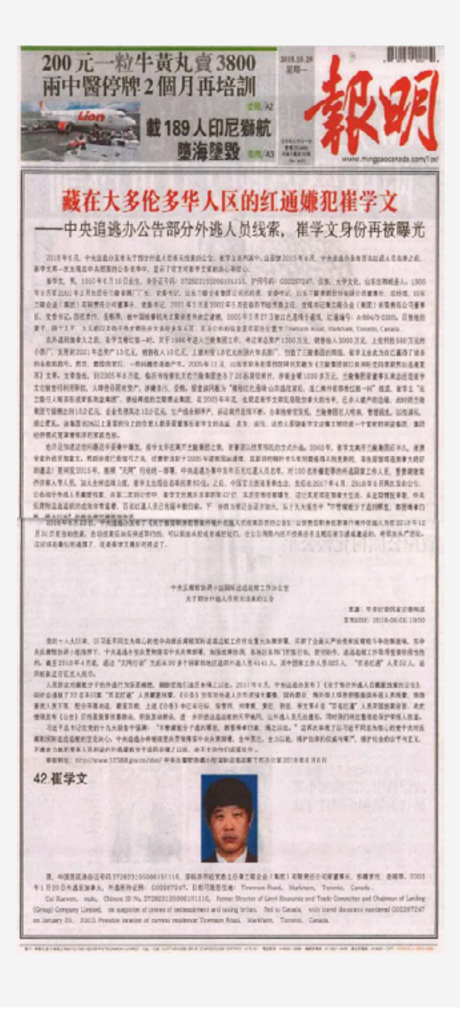
Le fait que la quasi-totalité des médias sinophones soient contrôlés par le PCC signifie que des immigrés chinois ne parlant pas ou peu anglais ou français sont relativement peu exposés aux valeurs démocratiques et libérales et sont donc peu susceptibles de changer : beaucoup d'entre eux, « même ceux qui ont vécu au Canada de nombreuses années, ont toujours la même mentalité communiste[156] ».

Il y a aussi **des cas de manipulations de l'information, notamment de falsification de traduction**. Par exemple, le *Sing Tao* (星島), un quotidien sinophone canadien possédé conjointement par la compagnie hongkongaise Sing Tao News Corporation et le groupe de presse canadien Torstar Corporation (qui publie notamment le *Toronto Star*, quotidien à la plus grande distribution du pays), avait un arrangement pour traduire et publier des articles du *Toronto Star*. Cependant, à plusieurs reprises, il est apparu que **le *Sing Tao* retouchait les articles qu'il reprenait « pour les rendre conformes à la vision du monde du PCC »**. En 2008, par exemple, des articles sur le Tibet ont fini par n'avoir « que très peu de rapport avec les histoires originales du *Toronto Star*, qui contenaient de véhémentes critiques de Pékin[157] ». Autre exemple : en 2012, le *Vancouver Sun* a lancé une version chinoise, *Taiyangbao*, mais les lecteurs lisant à la fois l'anglais et le chinois se sont rapidement plaints de la différence entre les deux versions. Il est apparu que **les traducteurs, fournis par le consulat, étaient aussi des censeurs nettoyant la version chinoise de tout ce qui leur semblait inacceptable**. Le *Vancouver Sun* a donc changé de traducteurs mais il a immédiatement constaté, en quelques heures seulement, une chute spectaculaire du nombre de visites sur le site de *Taiyangbao* : Pékin avait décidé d'en bloquer l'accès depuis la Chine[158].

154. Tom Blackwell, « Host on Chinese-language station in Toronto says he was fired for criticizing Beijing », *National Post*, 8 octobre 2019.
155. Valerie Leung, « (Video) Hundreds sing for Hong Kong in Aberdeen Centre », *Richmond News*, 14 septembre 2019.
156. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 173.
157. *Ibid.*, p. 171.
158. *Ibid.*, p. 176.

Un cas de *doxing*

Dans une filiale canadienne du quotidien hongkongais *Ming Pao*, le 29 octobre 2018, Pékin a placé un avis de recherche d'un fugitif économique, Cui Xuewen (崔学文), qui est un résident canadien. Il s'agirait, selon nos interlocuteurs canadiens, d'un premier cas de *doxing* (puisque cela révèle des informations privées dans le but de nuire à quelqu'un → p. 391) : jusqu'à présent, les efforts pour arrêter les fugitifs recherchés étaient discrets, non publics. L'encart explique que Cui a peu de chance d'échapper aux mains des autorités, autant du côté canadien (lorsqu'il n'aura plus de papiers valables) que du côté chinois. Il est l'une des cibles du programme mis en place par le Comité central pour attraper les agents d'État soupçonnés de crime et ayant fui à l'étranger.


200 元一粒牛黃丸賣 3800
兩中醫停牌 2 個月再培訓
載 189 人印尼獅航
墮海墜毀
明報
www.mingpaocanada.com/Tor/

藏在大多伦多华人区的红通嫌犯崔学文
——中央追逃办公告部分外逃人员线索，崔学文身份再被曝光

42.崔学文

VI. Influencer l'éducation

A. Dans les universités

Le Canada a toujours été **une destination privilégiée des étudiants chinois**. En 2015, sur 523 700 étudiants chinois dans le monde, 119 335 d'entre eux (près de 23 %) étaient au Canada[159]. Deux ans plus tard, il y en avait déjà plus de 140 000 dans les universités canadiennes, selon le Canadian Bureau for International Education[160] – 10 000 dans la seule Université de Toronto. Des restrictions mises en place dans les universités américaines ont rendu le Canada plus attractif. Le problème est qu'au Canada comme ailleurs dans le monde, une partie de ces étudiants travaille pour Pékin (→ p. 270).

Dans un discours d'avril 2018 aux présidents des 15 plus grandes universités canadiennes (U15), le directeur du SCRS, David Vigneault, a déclaré que « **le SCRS estime que la Chine représente le défi le plus important et le plus clair en matière d'espionnage humain contre les universités canadiennes** », les services chinois étant engagés dans « la surveillance et la coercition » des étudiants et des enseignants. Les étudiants et les chercheurs sont des « collecteurs non traditionnels » d'informations pour Pékin en ce qu'ils « n'ont pas ou peu de formation formelle aux métiers du renseignement, mais ils sont souvent en mesure d'acquérir de grandes quantités de données ou de connaissances[161] ».

Il faut distinguer **deux types de problèmes : d'une part, le fait pour Pékin d'utiliser les universités canadiennes en sciences et technologie pour espionner et voler des technologies**, via non seulement les étudiants mais aussi les chercheurs, les enseignants et des collaborations entre laboratoires canadiens et chinois. Dans au moins neuf universités canadiennes, **des universitaires canadiens ont participé à des douzaines de projets de recherche avec des chercheurs militaires chinois**, sur des sujets tels que l'imagerie satellitaire, les communications sécurisées ou encore les drones. Dans certains cas, les chercheurs chinois révèlent leur identité militaire (leur appartenance à une université militaire comme celle de Zhengzhou, l'université nationale de technologie de défense à Changsha, ou encore l'université d'ingénierie des forces aériennes à Xi'an). Dans d'autres, cependant, ils la dissimulent, **prétendant être affiliés à une institution qui, parfois, n'existe pas**, comme le « Zhengzhou Information Science and Technology Institute », une couverture utilisée dans au moins 1 300 articles scientifiques publiés, selon Alex Joske, qui note que cette couverture a été utilisée par des chercheurs de l'APL pour voyager à l'étranger, et que l'un d'entre eux, par exemple, a travaillé à l'université McMaster au Canada en se présentant de cette manière[162]. Entre 2006 et 2018, au moins 687 articles scientifiques ont été co-publiés par des chercheurs canadiens et des chercheurs militaires chinois. Comme dans le cas australien, très similaire, cela pose **la question dérangeante de savoir dans quelle mesure « le Canada aide par inadvertance la Chine à moderniser ses forces armées[163] »** (→ p. 292).

D'autre part, un problème distinct est **le fait pour Pékin d'utiliser les universités canadiennes en général à des fins politiques, pour contrôler ce qui s'y dit sur la Chine**

159. *Ibid.*, p. 39.
160. Gerry Shih et Emily Rauhala, « Angry over campus speech by Uighur activist, Chinese students in Canada contact their consulate, film presentation », *The Washington Post*, 14 février 2019.
161. Quan, « 'Significant and clear' threat », *op. cit.* (pour l'ensemble des citations de ce paragraphe).
162. Alex Joske, *Picking Flowers, Making Honey: The Chinese Military's Collaboration With Foreign Universities*, ASPI, Policy Brief, Report No. 10/2018, p. 15-16.
163. Christinne Muschi, « China's military scientists target Canadian universities », *The Globe and Mail*, 29 octobre 2018.

(contenu des enseignements, conférenciers invités) **et surveiller les dissidents qui s'y expriment**. Dans ce second cas de figure, les étudiants chinois sont le canal principal.

De plus en plus sensibilisées à ces risques, l'attitude des universités avec lesquelles la Chine a des liens parfois anciens, de plusieurs décennies, évolue : il y a cinq ou dix ans, la Chine était la plus grande source d'étudiants étrangers, elle était vue comme une opportunité. Depuis cinq ans environ, les universités s'inquiètent du fait que les étudiants chinois sont très (trop) nombreux, qu'ils vivent largement entre eux, ne participent pas à la vie universitaire, ne s'intègrent pas, et se mobilisent souvent pour défendre les intérêts de Pékin. Il y a donc **une prise de conscience**. Lors de la réunion annuelle des U15 en 2019, une session était entièrement consacrée à ce risque et **le constat du danger posé par l'influence chinoise dans les universités canadiennes** était unanime.

Une preuve d'implication de l'ambassade dans la mobilisation d'étudiants

En 2010, en préparation de la visite à Ottawa du président Hu Jintao, une cinquantaine d'étudiants chinois dans des universités canadiennes bénéficiant de bourses du gouvernement chinois ont été rassemblés à l'ambassade. Liu Shaohua, premier secrétaire pour l'éducation, leur a tenu un discours, enregistré clandestinement par *The Epoch Times*[164], dans lequel il est révélé que, afin de constituer une foule pour accueillir le président, l'ambassade fera venir à Ottawa 3 000 personnes, d'ailleurs en Ontario mais aussi du Québec, tous frais payés (hôtel, nourriture, transport, même leurs vêtements). Certains témoignages parlent aussi d'une compensation de 50 $ canadiens par jour. Il présente l'enjeu comme une « bataille » pour défendre « la réputation de notre mère-patrie » contre « le Falun Gong, les séparatistes tibétains, les séparatistes ouïghours, et les pro-démocratie qui se sont déjà positionnés sur la colline du Parlement ».

Après avoir rappelé aux étudiants que toutes leurs dépenses seront prises en charge, même celles des étudiants non boursiers, Liu leur demande de « ne pas en parler à l'extérieur, ne rien dire à personne ». Il rappelle l'importance d'être nombreux cette fois car, lors de la visite du président Hu Jintao en 2005, les opposants dominaient et les officiels en Chine étaient furieux : il s'agit de lui faire un meilleur accueil cette fois. Au cas où l'on demanderait aux étudiants ce qu'ils font là, Liu explique qu'ils doivent répondre « Nous sommes ici pour accueillir le président Hu. Longue vie à l'amitié canado-chinoise ». Le même jour, Zhang Baojun, en charge de l'éducation au consulat de Chine à Toronto, délivrait le même message par courriel, intimant aux étudiants de « suivre le plan et d'agir avec unité ». Ceux d'entre eux, boursiers, « éprouvant des difficultés exceptionnelles les empêchant de participer » doivent « fournir une explication ».

Le nationalisme des étudiants chinois sur les campus canadiens ne se cache pas : **organisés en associations avec une discipline quasi militaire, levant parfois le drapeau chinois et chantant l'hymne national chinois sur les campus universitaires** de Colombie-Britannique par exemple, certains d'entre eux agissent comme des représentants *de facto* de Pékin. Ils jouent un rôle de surveillance et, le cas échéant, d'intimidation des étudiants et des enseignants sur les sujets liés à la Chine et ils organisent régulièrement des manifestations pour défendre les intérêts de Pékin (voir les exemples ci-dessous).

La question est alors de savoir s'il est possible de **démontrer qu'un contrôle effectif est exercé sur ces mobilisations des étudiants chinois par les autorités chinoises dans le pays (ambassade et consulats)**, ce qui constituerait un cas avéré d'ingérence. Au Canada comme ailleurs où la mobilisation des étudiants chinois est un problème, comme en Australie et en Nouvelle-Zélande, **ce lien est très difficile à établir, soit parce que les autorités chinoises exercent un contrôle très discret, soit parce qu'elles n'ont même pas besoin**

164. Jason Loftus, « Tape reveals embassy footing bill for Hu Jintao's welcome rally », *The Epoch Times*, 23 juin 2010 (les citations de ce paragraphe en sont tirées).

d'être impliqués car la contrainte est internalisée : les étudiants, qui arrivent endoctrinés, redevables (bourses) et inquiets de leur avenir en Chine et de ce qui pourrait arriver à leur famille, sont spontanément zélés. La plupart du temps, on ne peut donc pas démontrer l'ingérence et, dans un contexte démocratique où la liberté d'expression est protégée, ni les universités ni les pays hôtes ne peuvent empêcher ces mobilisations.

1. Le rôle des CSSA

Le rôle des CSSA en général, dans le monde, a été développé dans la troisième partie (→ p. 277). Le cas canadien fournit des exemples additionnels. Il y a en effet **de nombreux témoignages d'étudiants subissant des pressions du CSSA pour les dissuader de faire ceci, ou au contraire les inciter à faire cela**. Une étudiante de l'université d'Ottawa a par exemple reçu un courriel menaçant du CSSA de son université : « selon des témoignages d'autres étudiants et l'enquête menée par des cadres de l'association, tu es toujours une pratiquante du Falun Gong. Fais attention[165] ». À l'université de Calgary, des membres du CSSA ont eux-mêmes reçu un courriel de quelqu'un se présentant comme un agent du Bureau de sécurité publique leur intimant de ne pas se rendre à une projection de film organisée par le club des amis du Falun Gong « sinon vos noms et photos seront communiqués au gouvernement central[166] ».

Les mots employés par le CSSA trahissent souvent qu'il n'est qu'un proxy des autorités chinoises : lorsque le CSSA de l'université de Toronto fait pression sur la municipalité pour qu'elle ne reconnaisse pas un Falun Gong Day en 2004, ou que celui de l'université d'Ottawa intervient pour que la chaîne NTDTV n'obtienne pas un permis de diffuser en 2005, par exemple, **ils emploient dans leurs messages exactement les mêmes phrases, les mêmes expressions, que les diplomates chinois** dans leurs lettres de protestation[167].

Le contrôle exercé par les autorités chinoises sur les CSSA des universités canadiennes a également été confirmé par le SCRS considérant que, **dans certains cas, les activités du CSSA relevaient de l'espionnage**. C'est ce qu'illustre notamment le cas de Yong Jie Qu, un étudiant chinois arrivé à l'université Concordia à Montréal en 1991, qui s'est investi dans le CSSA de l'université les années suivantes, et a déposé une demande de résidence permanente au Canada en 1994[168]. Sa demande a été transférée au SCRS et refusée, parce que, comme le lui explique sa lettre de refus :

> il y avait des motifs raisonnables de croire que vous vous étiez livré à des actes d'espionnage et de subversion contre des institutions démocratiques […]. De votre propre aveu […], vous aviez communiqué à maintes reprises avec l'ambassade de la RPC à Ottawa, communiqué des renseignements sur les activités de membres d'une organisation étudiante canadienne [la CSSA] et tenté de corrompre cette organisation pour qu'elle réponde aux buts et objectifs d'un gouvernement étranger. […] vous avez volontiers reconnu vos nombreux contacts avec des diplomates chinois durant une période prolongée au cours de laquelle vous avez contribué à « réorganiser » la CSSA. Vous avez aussi reconnu avoir fourni des renseignements à des diplomates chinois à propos de certains membres de la CSSA et avez reconnu également que vous étiez ouvertement en désaccord avec les étudiants de cette organisation qui étaient favorables à la démocratie, que vous aviez repéré ces étudiants et les aviez signalés à l'ambassade, et que vous aviez cherché à modifier l'orientation de la CSSA à l'aide de fonds fournis par l'ambassade au soutien de certaines activités, pour la rendre « sensible au gouvernement chinois et aux fonctionnaires chinois »[169].

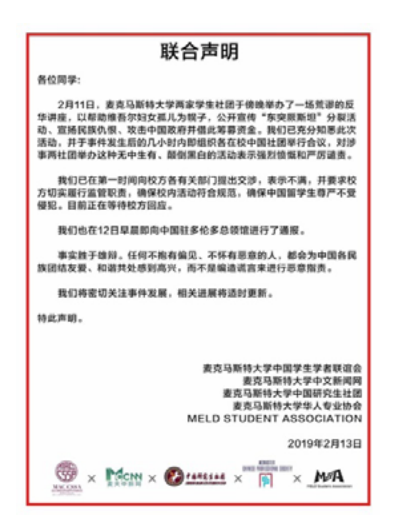
165. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 189.
166. *Ibid.*, p. 189.
167. *Ibid.*
168. *Ibid.*, p. 190.
169. Cité dans Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 207.

Un autre cas, plus récent, a permis de **démontrer le lien entre le CSSA de l'université et les autorités chinoises** : celui de **Rukiye Turdush**, une militante canadienne d'origine ouïghoure qui a donné une conférence à l'université McMaster en février 2019. Les échanges dans un groupe WeChat entre des étudiants chinois anticipant sa venue montrent qu'ils ont prévenu l'ambassade qui leur a demandé de vérifier si des responsables de l'université étaient présents, qu'ils ont pris des photos pendant la conférence et les ont envoyées à des fonctionnaires chinois. Un étudiant chinois la filmait puis, alors qu'elle le questionnait, l'a insultée avant de quitter la salle. **La coordination des étudiants chinois entre eux et avec les diplomates chinois est visible sur des captures d'écran du groupe WeChat** qu'ils avaient créé pour l'occasion (voir l'image de gauche ci-dessous). On sait aussi que le consulat de Chine à Toronto a demandé si des citoyens chinois étaient impliqués dans l'organisation de cette conférence (voir l'image de droite).





À gauche : A : « Je suis là » / B : « Commencé à réagir ? » / C : « Filme » / A : « Oui » / C : « Enregistre et envoie-le directement au site officiel de l'ambassade[170]. »
À droite : D : « Le consulat m'a rappelé » / A : « Super » / D : « En gros, ils nous demandent d'être attentifs » / D : « pour repérer s'il y a du personnel de l'université sur place » / D : « et s'il y a des ressortissants chinois parmi les organisateurs de l'événement » / A : « Bah oui bien sûr[171]… »



联合声明

各位同学:

2月11日，麦克马斯特大学两家学生社团于傍晚举办了一场荒谬的反华讲座，以帮助维吾尔妇女孤儿为幌子，公开宣传"东突厥斯坦"分裂活动、宣扬民族仇恨、攻击中国政府并借此筹募资金。我们已充分知悉此次活动，并于事件发生后的几小时内即组织各在校中国社团举行会议，对涉事两社团举办这种无中生有、颠倒黑白的活动表示强烈愤慨和严厉谴责。

我们已在第一时间向校方各有关部门提出交涉，表示不满，并要求校方切实履行监管职责，确保校内活动符合规范，确保中国留学生尊严不受侵犯。目前正在等待校方回应。

我们也在12日早晨即向中国驻多伦多总领馆进行了通报。

事实胜于雄辩。任何不抱有偏见、不怀有恶意的人，都会为中国各民族团结友爱、和谐共处感到高兴，而不是编造谎言来进行恶意指责。

我们将密切关注事件发展，相关进展将适时更新。

特此声明。

麦克马斯特大学中国学生学者联谊会
麦克马斯特大学中文新闻网
麦克马斯特大学中国研究生社团
麦克马斯特大学华人专业协会
MELD STUDENT ASSOCIATION

2019年2月13日

Le lendemain, le CSSA de l'université a émis un communiqué (ci-contre) pour dénoncer la conférence comme incitant à la haine raciale et au séparatisme et demandant à l'université de veiller à ce qu'à l'avenir « la dignité » des étudiants chinois ne soit pas violée.

Soupçonnée d'être intervenue parce que le message était rédigé dans le style habituel des communiqués officiels du PCC, l'ambassade a nié tout en estimant la démarche des étudiants « juste et patriotique[172] ». *The Washington Post*, qui a copié et traduit les messages échangés sur WeChat, note qu'« il est inhabituel de trouver **des preuves écrites d'une coordination apparente avec des fonctionnaires [chinois]**[173] ». « Le fait qu'ils aient

170. Source : https://twitter.com/BethanyAllenEbr/status/1096159156061589504/photo/1.
171. Source : https://twitter.com/BethanyAllenEbr/status/1096165952264331264/photo/1.
172. Holmes Chan, « Exclusive: How Ughur activist Rukiye Turdush felt the long arm of the Chinese Communist party, in Canada », *Hong Kong Free Press*, 3 mars 2019.
173. Gerry Shih et Emily Rauhala, « Angry over campus speech by Uighur activist, Chinese students in Canada contact their consulate, film presentation », *The Washington Post*, 14 février 2019.

voulu savoir quels universitaires assistaient à cette conférence témoigne d'un désir de mettre fin à la liberté académique », ajoute David Mulroney, ancien ambassadeur du Canada en Chine[174].

Le 16 février, l'ambassade a émis un communiqué affirmant tout à la fois que « l'ambassade de Chine et le consulat général au Canada n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé récemment à l'université de Toronto [voir ci-dessous] et à l'université McMaster » et que (dans la phrase suivante), « nous soutenons fortement les actions justes et patriotiques des étudiants chinois[175] ».

À la suite d'une demande émanant d'autres étudiants, dont certains trouvaient « terrifiant de savoir qu'une organisation avait signalé une activité sur le campus au gouvernement chinois », le CSSA a finalement été dissous en septembre 2019, par un vote de 22 représentants étudiants sur 35[176].

Un autre cas intéressant a eu lieu au même moment, dans une autre université : celui de **Chemi Lhamo**, une étudiante canadienne de 22 ans, d'origine tibétaine, à l'université de Toronto, au campus de Scarborough. En février 2019, alors qu'elle venait de se faire élire présidente d'une association étudiante, elle a été **la cible d'une campagne de haine pro-chinoise et anti-tibétaine**. Une photo d'elle sur Instagram a fait l'objet de milliers de commentaires haineux et menaçants du type « la Chine est ton papa, tu ferais mieux de t'en souvenir » ou « tu ne seras pas présidente, on va s'assurer que tu ne survives pas un seul jour. Repose en paix ». Une pétition lui demandant de démissionner, et promue par le quotidien anglophone du PCC *Global Times*[177], a réuni presque 10 000 signatures. Et un message a circulé sur WeChat demandant aux étudiants chinois de tout faire pour empêcher que l'association étudiante soit « contrôlée par des séparatistes tibétains[178] ».

Michel Juneau-Katsuya estime « plus que plausible » que le gouvernement chinois soit impliqué dans cette campagne : « c'est leur stratégie d'essayer de saper, de museler toute forme d'opposition ou de dissidence qui pourrait à un moment ou un autre accéder à un micro[179] ».

Les autorités chinoises ne prennent pas toujours la peine de passer par les intermédiaires que sont les étudiants : elles interviennent parfois directement. Par exemple, la veille d'une conférence du président du Congrès mondial ouïghour, Dolkun Isa, à l'université Concordia à Montréal en mars 2019, l'organisateur Kyle Matthews, directeur de l'Institut montréalais d'études sur les génocides et les droits de la personne, a reçu un courriel du consul général Xing Wenjian demandant un « rendez-vous urgent », demande à laquelle il n'a pas donné suite. Le consulat a également contacté la ville de Montréal pour tenter de faire annuler l'événement[180]. En vain, puisque la conférence s'est tenue comme prévu.

---

174. *Ibid.*

175. « Remarks of the spokesperson of the Chinese embassy in Canada on some media's hyping up the Tibet and Xinjiang related issues », Ambassade de la RPC au Canada, 16 février 2019, https://archive.vn/aWk1b.

176. Owen Churchill, « Chinese students' association loses status at Canadian university after protest of Uygur activist's talk was allegedly coordinated with Chinese consulate », *South China Morning Post*, 26 septembre 2019.

177. Deng Xiaoci, « Chinese students slam union candidate over separatist posts », *Global Times*, 12 février 2019.

178. « 'China is your daddy': Backlash against Tibetan student's election prompts questions about foreign influence », *CBC News*, 14 février 2019.

179. *Ibid.*

180. Marie-Danielle Smith, « Chinese diplomat accused of trying to shut down Montreal event in third incident of alleged campus interference », *National Post*, 28 mars 2019.

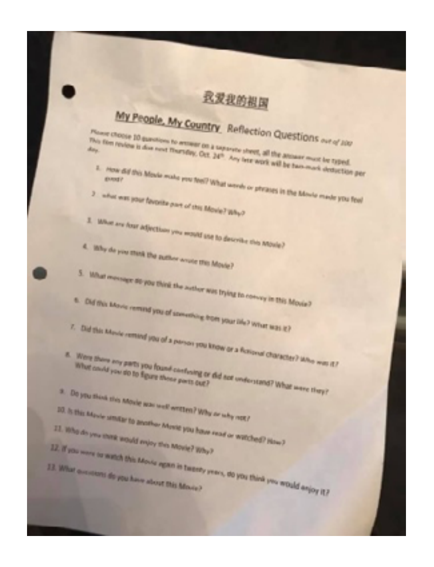
B. Dans l'enseignement secondaire

L'influence chinoise n'est pas limitée à l'enseignement supérieur : les écoles secondaires sont également affectées, non seulement par le problème des contre-manifestations agressives, du harcèlement et de l'intimidation des élèves militants des droits humains (plusieurs incidents – affiches arrachées, lettre anonyme, etc. – ont été relevés dans les lycées et les écoles secondaires du pays, notamment en Colombie-Britannique)[181], mais aussi par le problème du contrôle et de la censure des contenus. Ce sont, encore une fois, **les Instituts Confucius** (IC) qui sont en cause (→ p. 296), car les 13 instituts canadiens « sont habituellement liés à des établissements postsecondaires et à des établissements primaires et secondaires[182] ». Le premier IC au Canada a été créé en 2006 au sein de l'Institut de technologie de la Colombie-Britannique. En février 2009, il y en avait au moins quatre autres : à Edmonton (Alberta School for the Deaf), Waterloo (Université de Waterloo, jumelée avec celle de Nanjing), Moncton (Atlantic Education International), Montréal (Collège Dawson) et Sherbrooke (Université de Sherbrooke)[183]. Avec parfois le soutien des autorités : « le ministère de l'Éducation québécois a octroyé pour l'année 2007-2008 une subvention non récurrente de 65 000 dollars [42 230 euros] pour le démarrage de l'Institut Confucius au Québec[184] ».

En 2019, le ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick a justifié de mettre un terme aux contrats liant les IC et une vingtaine d'écoles secondaires dans la province par le fait que des parents d'élèves l'avaient informé de pratiques telles que **des restrictions de la liberté d'expression des écoliers sur les sujets liés à la Chine, les enseignants interdisant par exemple de parler du massacre de Tian'anmen et présentant des cartes de la Chine intégrant Taïwan**. Le ministre a considéré que « Pékin utilisait notre système scolaire comme un canal pour étendre son influence[185] ». Plusieurs universités (McMaster, McGill, Manitoba, Sherbrooke) avaient les années précédentes soit fait de même, soit renoncé à accueillir un IC en leur sein, pour des raisons similaires (censure, contrôle par le gouvernement chinois incompatible avec la liberté académique, etc.).

En octobre 2019, dans un cours de mandarin d'un lycée de Richmond, en Colombie-Britannique, **il a été demandé aux écoliers d'une quinzaine d'années de regarder le film de propagande *My People, My Country* (2019), diffusé à l'occasion du 70e anniversaire de la RPC, et de répondre à un questionnaire dans le cadre d'un examen intitulé « J'aime ma patrie »**. Le questionnaire lui-même était orienté, avec des questions comme « quels mots ou phrases du film vous ont fait vous sentir bien ? ». **À la suite de la controverse suscitée, l'examen a été annulé**[186].

181. Angela Jung, « Hong Kong-China tensions intensify at local demonstration, high school », *CTV News*, 4 octobre 2019.
182. Parlement canadien, Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, *Rapport annuel 2019*, 2020, §174, p. 81.
183. Pierrebourg et Juneau-Katsuya, *Ces espions venus d'ailleurs*, *op. cit.*, p. 158.
184. *Ibid.*, p. 158-159.
185. Tom Blackwell, « New Brunswick turfs China-backed Confucius Institute out of elementary schools to curb Beijing's influence », *National Post*, 27 août 2019.
186. Young, « 'I love my homeland' », *op. cit.* La lettre d'explication du lycée se trouve ici : https://twitter.com/ianjamesyoung70/status/1187781644620402688/photo/1.



我爱我的祖国

My People, My Country Reflection Questions out of 100

Please choose 10 questions to answer on a separate sheet, all the answer must be typed. This film review is due next Thursday, Oct. 24th. Any late work will be ten-mark deduction per day.

1. How did this Movie make you feel? What words or phrases in the Movie made you feel good?
2. what was your favorite part of this Movie? Why?
3. What are four adjectives you would use to describe this Movie?
4. Why do you think the author wrote this Movie?
5. What message do you think the author was trying to convey in this Movie?
6. Did this Movie remind you of something from your life? What was it?
7. Did this Movie remind you of a person you know or a fictional character? Who was it?
8. Were there any parts you found confusing or did not understand? What were they? What could you do to figure those parts out?
9. Do you think this Movie was well written? Why or why not?
10. Is this Movie similar to another Movie you have read or watched? How?
11. Who do you think would enjoy this Movie? Why?
12. If you were to watch this Movie again in twenty years, do you think you would enjoy it?
13. What questions do you have about this Movie?

Questionnaire sur le film de propagande *My People, My Country*
que les lycéens de Richmond devaient regarder.
Le titre en chinois en haut de la page est
« J'aime ma patrie » (alors que le titre du film en chinois
est plus neutre puisqu'il se traduirait
plutôt par « Moi et ma patrie »)[187].

Les plus jeunes sont aussi visés : par exemple, en octobre 2018, une librairie Nishan (尼山书屋, voir encadré) a ouvert à la bibliothèque publique de Richmond, Vancouver[188], qui cible notamment les enfants avec sa collection « China Tales ». « La mission de propagande autodéclarée de Nishan House est d'"utiliser des étrangers pour raconter l'histoire de la Chine à d'autres étrangers" (请外国人讲中国故事给外国人看). Dans cette nouvelle stratégie décentralisée, la propagande du PCC cible nos enfants au travers des livres de Nishan House plutôt que par un Institut Confucius central. En d'autres termes, **les politiciens locaux ont accueilli le département de propagande du PCC pour qu'il publie des livres de propagande pour enfants ici à Vancouver** », écrit un observateur attentif sur Twitter[189].



Présentation de la collection « China Tales » pour les enfants[190].

187. https://twitter.com/TheFallingStar/status/1187192661976829956.
188. « Shandong opens Nishan book house in Canada », *Shandong China Daily*, 30 octobre 2018 (https://archive.vn/Kix10).
189. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1059299475058053120.
190. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1059299471060697088/photo/3.

Les librairies Nishan

Plus d'une trentaine de librairies Nishan (尼山书屋) ont vu le jour dans plus d'une vingtaine de pays dans le monde depuis 2013[191]. Elles sont établies par la maison d'édition Amitié du Shandong (山东友谊出版社). Créée en 1986 et basée à Jinan, chef-lieu de la province du Shandong, cette maison d'édition est spécialisée dans la publication de contenus à destination des publics étrangers pour faire rayonner la culture chinoise[192], un type de « propagande extérieure » (对外宣传)[193]. Elle appartient au Shandong Publication Group Co., Ltd. (山东出版集团)[194], lui-même financé par le bureau des Finances de la province du Shandong (山东省财政厅)[195].

La maison d'édition présente ses librairies Nishan – du nom de la montagne aux pieds de laquelle serait né Confucius – comme ses agents d'édition outre-mer ayant notamment pour objectif de promouvoir les échanges culturels entre la Chine et le reste du monde[196]. Elle a tout d'abord établi en 2012 deux librairies Nishan en Chine, l'une à l'Institut de recherche Confucius (曲阜孔子研究院) et l'autre à l'Académie Shengyuan de Nishan (尼山圣源书院)[197], puis depuis 2013 une trentaine d'antennes à l'étranger ont été créées, notamment à La Valette, Moscou, Varsovie, Auckland, Macerata, Buenos Aires, Canberra, Gdańsk, New York et Los Angeles[198], et plus récemment, depuis 2018, à Vancouver dans la bibliothèque publique de Richmond[199], à Budapest au sein de l'Institut Confucius de l'université Eötvös Loránd[200], à Dusseldorf au sein de l'Institut Confucius de l'université de la ville[201], à Dubaï[202], et à Kampala au sein de l'Institut Confucius de l'université Makerere[203].

VII. Manipuler l'information

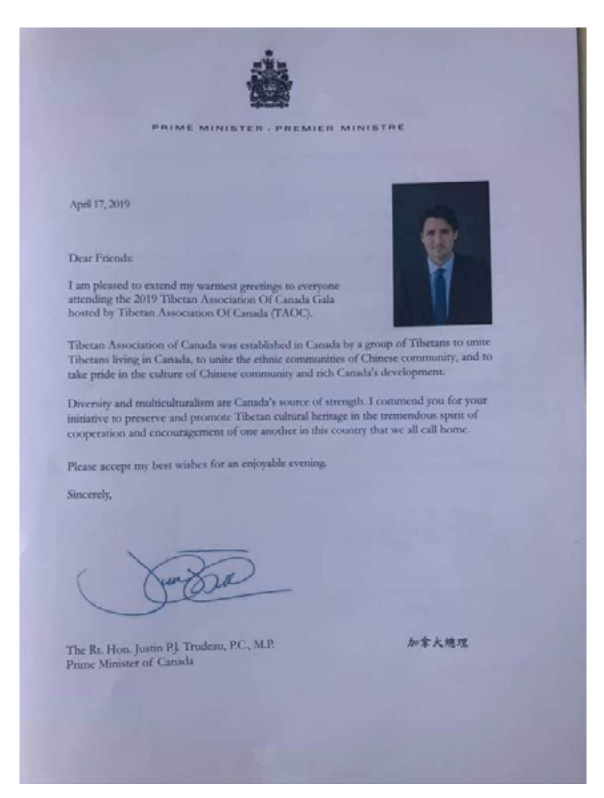
A. De fausses lettres du Premier ministre et du ministre de l'Immigration

Le 20 avril 2019, a été inaugurée à Toronto la Tibetan Association of Canada (TAC), nouveau membre de la Confederation of Toronto Chinese Canadian Organizations (CTCCO), plate-forme parapluie réunissant plus de 90 organisations et dont les liens avec le consulat chinois sont avérés. Il est rapidement apparu que la TAC était une nouvelle organisation de façade mise en place par Pékin pour diffuser son discours sur le Tibet. À l'inauguration, n'étaient présents qu'une minorité de Tibétains, tous connus pour leurs liens avec le département du Front uni et/

191. « Introduction », Shandong Friendship Publishing House, https://archive.vn/eYGzH ; « Shandong opens another Nishan House in Germany », *Shandong China Daily*, 26 juillet 2018, https://archive.vn/URDWz.
192. « 孔子尼山书屋在澳大利亚标准中文学校揭牌 » (Établissement d'une librairie Nishan dans une école de chinois en Australie), 人民网 (*Quotidien du peuple*), 28 novembre 2014, https://archive.vn/ZBnE6.
193. « 山东友谊出版社有限公司 » (Maison d'édition Amitié du Shandong), 企查查 (*Qichacha*), mis à jour le 1er février 2021, https://archive.vn/mAinj.
194. « 山东出版集团简介 » (Présentation du Shandong Publication Group Co., Ltd.), 山东出版集团 (*Shandong Publication Group Co., Ltd.*), non daté, https://archive.vn/OiWN3.
195. « 山东出版集团有限公司 » (Shandong Publication Group Co., Ltd), 企查查 (*Qichacha*), mis à jour le 3 février 2021, https://archive.vn/rNBqM.
196. « Introduction », Shandong Friendship Publishing House, *op. cit.*
197. « Établissement d'une librairie Nishan dans une école de chinois en Australie », *op. cit.*
198. « 尼山书屋 : 简介 » (Librairies Nishan : Présentation), 山东友谊出版社 (*Shandong Friendship Publishing House*), non daté, https://archive.vn/NW2lm.
199. « Shandong opens Nishan Book House in Canada », *op. cit.*
200. « Shandong opens second Nishan Book House in Hungary », *Shandong China Daily*, 2 novembre 2018, https://archive.vn/IMUGe.
201. « Shandong opens another Nishan House in Germany », *op. cit.*
202. « 中国尼山书屋落户阿联酋迪拜 » (Installation d'une librairie Nishan à Dubaï), *Xinhuanet*, 25 avril 2018, https://archive.vn/ZtuRk.
203. « 中国尼山书屋在乌干达麦克雷雷大学孔院落户 » (Installation d'une librairie Nishan au sein de l'Institut Confucius de l'université Makerere en Ouganda), *Xinhuanet*, 12 novembre 2019, https://archive.vn/kDr9y.

ou les consulats chinois. L’hymne national chinois a été joué, et le directeur de la nouvelle association a félicité Pékin pour avoir développé le Tibet. Ce lancement a été dénoncé par d’autres associations tibétaines au Canada, soulignant que la TAC n’était aucunement représentative, et que sa création était sans doute motivée par une volonté de « diviser la communauté tibétaine au Canada[204] ».

Au même moment, **sur Facebook et Twitter, circulaient deux lettres de soutien provenant apparemment du Premier ministre, Justin Trudeau, et de son ministre de l’Immigration, Ahmed Hussen – des faux grossiers**, contenant des erreurs grammaticales. Quelques jours plus tard, une porte-parole du Bureau du Premier ministre confirmait que ces lettres étaient des contrefaçons. La TAC a déclaré ne pas être impliquée dans cette opération. Pour Jonathan Manthorpe, « il s’agit clairement d’une opération du Front uni[205] ». Selon d’autres sources, il pourrait s’agir non pas de la Chine mais d’« un autre pays » pour « souffler sur les braises des tensions bilatérales ».



PRIME MINISTER · PREMIER MINISTRE

April 17, 2019

Dear Friends:

I am pleased to extend my warmest greetings to everyone attending the 2019 Tibetan Association Of Canada Gala hosted by Tibetan Association Of Canada (TAOC).

Tibetan Association of Canada was established in Canada by a group of Tibetans to unite Tibetans living in Canada, to unite the ethnic communities of Chinese community, and to take pride in the culture of Chinese community and rich Canada's development.

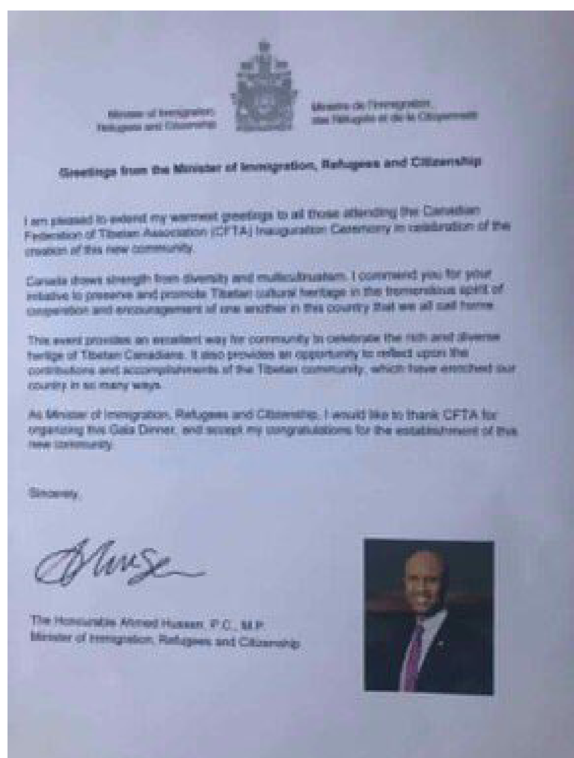
Diversity and multiculturalism are Canada's source of strength. I commend you for your initiative to preserve and promote Tibetan cultural heritage in the tremendous spirit of cooperation and encouragement of one another in this country that we all call home.

Please accept my best wishes for an enjoyable evening.

Sincerely,

The Rt. Hon. Justin P.J. Trudeau, P.C., M.P.
Prime Minister of Canada

加拿大總理



Greetings from the Minister of Immigration, Refugees and Citizenship

I am pleased to extend my warmest greetings to all those attending the Canadian Federation of Tibetan Association (CFTA) Inauguration Ceremony in celebration of the creation of this new community.

Canada draws strength from diversity and multiculturalism. I commend you for your initiative to preserve and promote Tibetan cultural heritage in the tremendous spirit of cooperation and encouragement of one another in this country that we all call home.

This event provides an excellent way for community to celebrate the rich and diverse herige of Tibetan Canadians. It also provides an opportunity to reflect upon the contributions and accomplishments of the Tibetan community, which have enriched our country in so many ways.

As Minister of Immigration, Refugees and Citizenship, I would like to thank CFTA for organizing this Gala Dinner, and accept my congratulations for the establishment of this new community.

Sincerely,

The Honourable Ahmed Hussen, P.C., M.P.
Minister of Immigration, Refugees and Citizenship

B. Le rôle de WeChat

L’application mobile de messagerie chinoise WeChat (→ p. 194) est utilisée de manière croissante au Canada, par la communauté sinophone mais pas seulement : les politiciens, par exemple, sont également de plus en plus nombreux à l’utiliser, au Canada comme aux États-Unis, pour atteindre leurs électeurs sinophones. Comme nous l’avons vu dans les pages précédentes, **WeChat semble systématiquement utilisé pour organiser des contre-manifestations pro-Pékin** à des événements liés aux « cinq poisons ». Un autre problème est **la censure permanente, par Pékin, des contenus échangés** : les conversations sont surveillées et, parfois, modifiées. Un enseignant d’une université canadienne nous a rapporté avoir constaté, dans le

204. « Tibetans in Canada dismayed by new Chinese-backed group », Canada Tibet Committee, 23 avril 2019.
205. Jonathan Manthorpe cité dans Limin Zhou, « Fake letter sent in Trudeau’s name not isolated case in China’s disinformation campaign », *The Epoch Times*, 7 mai 2019.

groupe fermé d'étudiants, de chercheurs et d'enseignants sinophones de cette université, que certains messages voire des discussions entières disparaissaient. Une pratique également observée par Freedom House : « Au Canada, les censeurs de WeChat ont supprimé le message d'un député aux électeurs faisant l'éloge des manifestants du Mouvement des parapluies de Hong Kong, manipulé la diffusion de reportages liés à l'arrestation de la dirigeante de Huawei, Meng Wanzhou, et bloqué une couverture médiatique plus large de la corruption du gouvernement chinois et des principaux responsables chinois[206]. » En plus d'intervenir sur le contenu, **les services chinois utilisent ces groupes WeChat à l'étranger pour détecter des dissidents et accumuler des données personnelles**.



Enfin, dans une affaire qui a provoqué l'intervention du Premier ministre, il a aussi été démontré que **le compte WeChat d'un ministre du parti libéral était utilisé à son insu pour collecter des fonds afin de financer des poursuites judiciaires contre un journaliste critique de Pékin**. Le 30 avril 2020, le journaliste Sam Cooper publie sur globalnews.ca un article montrant qu'à la mi-janvier, alors que la Chine dissimulait l'étendue de l'épidémie de coronavirus qui la frappait, elle a mobilisé ses relais dans le monde entier pour acquérir et stocker un nombre gigantesque (2,5 milliards en six semaines) d'équipements de protection individuelle telles que des masques, que les consulats au Canada ont relayé ces appels et que des groupes liés au Front uni ont acheté et envoyé en Chine un grand nombre de ces équipements – qui quelques semaines et mois plus tard seront revendus à prix d'or par la Chine au monde entier[207]. Plusieurs membres de la communauté chinoise canadienne étudient alors la possibilité d'un recours collectif en justice (*class action lawsuit*) contre le journaliste et le journal[208]. Une certaine Maria Xu, l'une des membres du groupe WeChat de Joyce Murray, députée libérale de Vancouver, présidente du Conseil du Trésor et ministre du gouvernement numérique dans le cabinet du Premier ministre Justin Trudeau, publie alors dans ce groupe un message contenant un lien vers un site récoltant des donations afin de financer une action en justice. Une fois détecté, le message a été supprimé et Maria Xu a été exclue du groupe WeChat. Le Premier ministre est intervenu, jugeant que l'attaque visant ce journaliste était « absolument inacceptable », et le bureau de la ministre Murray a précisé que « WeChat est utilisé pour impliquer les membres de la communauté sino-canadienne », que « ce message était inacceptable et ne reflétait en aucun cas le point de vue de la ministre. La participation à ce groupe est régie par des lignes directrices [qui] n'ont pas été suivies et la personne qui a publié ne fait plus partie de ce groupe ». De son côté, Global News s'est dit « de plus en plus préoccupé par ce qui semble être un effort organisé pour discréditer notre journaliste, nos reportages et notre division de l'information alors que nous enquêtons sur la grave question de l'influence étrangère dans les affaires canadiennes[209] ».

206. Sarah Cook, *Beijing's Global Megaphone: The Expansion of Chinese Communist Party Media Influence since 2017*, Freedom House report, janvier 2020, p. 18.

207. Sam Cooper, « United Front groups in Canada helped Beijing stockpile coronavirus safety supplies », *Global News*, 30 avril 2020.

208. Bob Mackin, « Analysis: Facts or fearmongering? Richmond politician links racist graffiti, assaults to Second World War injustice », theBreaker.news, 24 mai 2020.

209. Brian Platt, « Trudeau condemns use of minister's WeChat group to promote fundraiser to sue journalist », *National Post*, 26 mai 2020.

VIII. Relayer grâce à une myriade d'organisations locales

Il y a au Canada, en particulier à Vancouver et Toronto, **un grand nombre d'associations, d'organisations, de groupes chinois**. Certains sont anciens, comme la Chinese Benevolent Association de Vancouver (1896), la Canada-China Friendship Society d'Ottawa (1976) et la Federation of Canada-China Friendship Associations (1980). Ils sont **plus ou moins affiliés au DTFU donc au PCC**. Les plus évidents de ce point de vue sont notamment ceux « pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine », directement rattachés au DTFU. Par exemple, à Vancouver seulement, au moins trois organisations appartiennent à cette catégorie : la **China Unification Promotion Council (CANADA)** (加拿大中国统一促进会) créée en 1999, la **Canada Chinese Peaceful and Unification Association** (加拿大中国和平统一促进会) créée en 2003 pour les nouveaux arrivants et dont le président, Wang Dianqi (王典奇), s'est fait remarquer pour avoir convaincu un conseiller municipal de hisser **le drapeau chinois devant la mairie de Vancouver tout en portant une écharpe rouge** (largement interprétée dans la communauté sino-canadienne comme un symbole de loyauté à l'égard du régime communiste) à l'occasion du 67e anniversaire de la fondation de la RPC[210], et enfin le **North America China Council for the Promotion of Peaceful National Reunification** (北美温哥华中国和平统一促进会) créé en 2016.





A7

加拿大華人團體聯合聲明

支持香港法治穩定
反對暴力行徑

上述聲明，由下列僑團機構聯合發出

À gauche, Wang fait hisser le drapeau chinois devant la mairie de Vancouver en 2016[211].
À droite, l'encart publicitaire placé par la Chinese Benevolent Association de Vancouver dans les journaux *Sing Tao* et *Ming Pao* du 21 juin 2019.

La crise hongkongaise de 2019 a au moins eu la vertu de clarifier, s'il en était encore besoin, le positionnement à l'égard de Pékin d'un grand nombre d'associations chinoises canadiennes. **Un communiqué publié en juin 2019 par la Chinese Benevolent Association de Vancouver[212] et signé par 208 associations reprend presque mot pour mot la rhétorique du PCC** :

210. Mike Laanela, « Chinese flags and red scarves spark debate at Vancouver City Hall », *CBC News*, 3 octobre 2016.

211. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1183465553085644802/photo/1.

212. Chinese Benevolent Association of Vancouver, 21 juin 2019, https://archive.vn/6WMWg.

> En tant que Chinois et descendants de Chinois résidant au Canada, nous sommes tous les descendants de l'empereur Yan et de l'empereur Huang [deux des fondateurs mythiques de la Chine], **nous appartenons à la même nation chinoise, sur la base de l'idée que le sang est plus épais que l'eau**, et du sentiment d'amour pour notre patrie, nous prêtons une attention particulière à l'évolution de la situation actuelle à Hong Kong, nous devons être solidaires des résidents de Hong Kong et ne pas être exploités par les forces séparatistes[213].

Cette liste, utilement traduite en anglais[214], donne donc un aperçu (sans doute très partiel) de **l'ampleur de l'influence chinoise dans le milieu associatif des communautés sinophones canadiennes**. Dans cette liste de 208 groupes, au moins 80 semblent avoir été créés récemment, « reflétant l'énorme augmentation d'immigration de Chine continentale depuis 2000 environ[215] ». Outre le fait que **nombre des organisations signataires ont des liens avérés avec le gouvernement chinois**, plusieurs indices ont fait dire à plusieurs observateurs que cette lettre était sans doute télécommandée par les autorités chinoises, dont des formules du type « les affaires de Hong Kong sont les affaires intérieures de la Chine, et nous nous opposons à toute ingérence étrangère » et un appel au **nationalisme ethnique** (les Canadiens chinois sont tous « des fils de Chine et des membres du peuple chinois », « le sang est plus épais que l'eau »)[216] que nous avions mentionné dans la section sur les diasporas (→ p. 163).

Cette prolifération de groupes eux-mêmes constitués d'une multitude de sous-groupes est en soi « une sorte de tactique du Front uni » explique Fenella Sung, animatrice des Canadian Friends of Hong Kong : « il est très facile de former un groupe communautaire. Vous n'avez même pas besoin de vous inscrire. [Il suffit] de réunir deux ou trois personnes ». Autrement dit, « **c'est du bluff plus qu'autre chose. Ils veulent montrer qu'ils sont plus forts et ont plus de monde qu'ils n'en ont vraiment**[217] ». « Ce sont essentiellement de fausses organisations », ajoute Cheuk Kwan de la Toronto Association for Democracy in China, « ce sont ce que j'appelle **des porte-parole du consulat chinois**. Il s'agit très clairement d'un effort du Front uni du gouvernement chinois[218]. »

Une opération similaire, à l'échelle internationale cette fois, a été faite en août 2019 : un communiqué signé par 583 organisations chinoises dans le monde[219] a été diffusé par l'ambassade de Chine à Ottawa, qui parle de l'implication de 204 organisations chinoises au Canada[220]. Et un autre exemple s'est encore produit en octobre 2019 avec un encart similaire dans le *Chinese Canadian Times*, acheté par le Council of Newcomer Organizations, une association se présentant comme non politique et qui avait reçu une subvention du gouvernement canadien – ce qui a déclenché une polémique (« Notre gouvernement utilise l'argent des contribuables pour

213. Ian Young, « Canadian ads blasted Hong Kong 'radicals', invoking blood loyalty to China. Was Beijing's United Front involved? », *South China Morning Post*, 7 juillet 2019.

214. UFWD YVR, « Pro-CCP groups of Canada in 2019 », medium.com, 5 juillet 2019.

215. Young, « Canadian ads blasted Hong Kong 'radicals' », *op. cit.*

216. Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada, *Harassment & Intimidation of individuals*, *op. cit.*, p. 21-22.

217. Young, « Canadian ads blasted Hong Kong 'radicals' », *op. cit.*

218. Tom Blackwell, « Open Letter from Chinese-Canadian groups boosts Hong Kong government, blasts protesters », *National Post*, 9 juillet 2019.

219. « 全球近六百家社团发表全球华侨华人严正声明，强烈谴责香港暴乱和颜色革命 » (Environ 600 organisations dans le monde ont déclaré, au nom des Chinois d'outre-mer, condamner fermement les émeutes à Hong Kong et les révolutions de couleur), 环球华语融媒体平台 (*Global Chinese Convergence Meida*), 10 août 2019, https://archive.vn/tyqUI.

220. « De nombreuses organisations chinoises au Canada condamnent les violences qui créent le chaos à Hong Kong et soutiennent "un pays, deux systèmes" » (加拿大众多华人团体谴责暴力乱港行径 拥护» 一国两制 »), site de l'ambassade de Chine au Canada, 6 août 2019, https://archive.vn/GkDzx.

permettre l'influence et l'infiltration du PCC dans notre société et notre politique », dénonce notamment une porte-parole du groupe Canadian Friends of Hong Kong)[221].

La mue de S.U.C.C.E.S.S.

La United Chinese Community Enrichment Services Society (S.U.C.C.E.S.S.) est une organisation basée à Vancouver qui fournit des services sociaux aux immigrants chinois. Créée en 1973, c'est l'une des plus importantes agences de services sociaux du pays, qui sert plus de 60 000 personnes avec un budget de 50 millions de dollars canadiens (32,5 millions d'euros), financé par le gouvernement. Pendant longtemps, S.U.C.C.E.S.S. dénonçait le massacre de Tian'anmen, dans un communiqué conjoint avec d'autres organisations, le jour de la commémoration de cette répression sanglante. Mais, en 2019, pour le 30e anniversaire de cet événement, l'organisation est restée silencieuse – ce qui n'est pas passé inaperçu[222]. Il faut dire que la démographie a changé : plus de 40 % des « clients » de l'agence sont originaires de Chine continentale, et non plus de Hong Kong comme c'était le cas initialement.

Au cours des dernières années, S.U.C.C.E.S.S. semble avoir pris un tournant : en 2015, elle a été désignée « Overseas Chinese Service Centre » (OCSC) par le Overseas Chinese Affairs Office chinois (→ p. 67). Comme l'a montré Matt Schrader dans le cas de l'OCSC de Toronto, les liens entre ces centres et le PCC sont bien établis (le centre de Toronto a notamment envoyé « au nom du consul général de la RPC » une carte de nouvel an faisant entre autres l'éloge du 19e Congrès du PCC et, l'année précédente, il avait organisé un banquet de bienvenue pour le nouveau consul général au cours duquel Lin Xingyong, le président de la Confederation of Toronto Chinese Canadian Organizations, a déclaré que « nous donnerons au consul notre soutien et notre coopération les plus solides »)[223]. La désignation de S.U.C.C.E.S.S. comme OCSC n'est donc pas anodine. De fait, l'agence a également ouvert une antenne à Pékin et ses membres s'affichent de plus en plus avec les diplomates du consulat chinois et d'autres groupes communautaires pro-Pékin. Beaucoup de ceux qui avaient connu, et respecté, le travail de cette agence au cours des décennies précédentes sont aujourd'hui surpris et déçus par cette évolution.

Le précédent australien est intéressant de ce point de vue : l'équivalent de S.U.C.C.E.S.S. en Australie, la Chinese Australian Services Society à Sydney, a elle aussi été désignée OCSC[224]. Ceci n'étant sans doute pas étranger à cela, elle a commencé à se mêler de politique étrangère en 2017, avec un papier recommandant à l'Australie de reconsidérer son « alignement stratégique avec les États-Unis » et de développer plutôt sa relation avec la Chine.



Rencontre entre Sing Lim Yeo, alors président de la fondation S.U.C.C.E.S.S., et Qiu Yuanping (裘援平), présidente du Overseas Chinese Affairs Office au Shangri-La de Vancouver en février 2014[225].

221. Tom Blackwell, « Hong Kong democracy advocates angry after Ottawa-funded group buys ad backing China's side », *National Post*, 4 octobre 2019.

222. Douglas Quan, « Silence on Tiananmen anniversary could be sign of China's influence on Canadian community groups: critics », *National Post*, 17 juin 2019. Les citations de cet encadré en sont tirées.

223. Matt Schrader, « 'Chinese Assistance Centers' grow United Front Work Department global presence », *China Brief*, 19:1, 4 janvier 2019.

224. « 海外华助中心：有它就有家 华侨华人什么都不怕 » (Les Overseas Chinese Service Centers, c'est comme la famille, les Chinois outre-mer n'ont plus rien à craindre), 国务院侨务办公室 (*Overseas Chinese Affairs Office of the State Council*), 6 avril 2014, https://archive.vn/o8jXG.

225. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1140782943943577600.

En mars 2019, trois représentants canadiens d'organisations locales étaient à Pékin comme délégués à la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC) : Yong Tao Chen (陈永涛), président de la Canadian Alliance of Chinese Associations à Vancouver ; Wang Linan (王立楠), président de la Canada Shandong General Chamber of Commerce à Vanvouver ; et Lin Xingyong (林性勇), président de la Confederation of Toronto Chinese Canadian Organizations[226]. S'y trouvait également Ling Yin, éditeur de *Sept Days*, un hebdomadaire sinophone de Montréal, qui dans un entretien sur le site Chinaqw.com explique que le rôle des Chinois outre-mer comme lui est de « raconter l'histoire de la Chine » aux lecteurs et aux gouvernements étrangers[227]. Lorsqu'à la fin du mois Zhang Yunbo, président de la Greater Northwest China Federation of Entrepreneurial Businesses in Canada basée en Ontario, était lui aussi en Chine pour un événement dans la province de Shaanxi, il accorde un entretien à un site gouvernemental dans lequel il dit aussi que, « Pour nous développer à l'étranger, nous devons être en mesure de raconter une bonne histoire sur la Chine[228] ».



Les trois délégués canadiens parmi d'autres à la CPCC[229].

Chaque année, de nouvelles organisations sont créées. Par exemple, pour ne prendre que les derniers mois de 2018, entre octobre et décembre, il s'est créé, à Toronto, la Federation of Transoceanic Chinese Canadian Association (FTCCA), pour « renforcer les relations économiques entre le Canada et la Chine » et qui précise que « nos membres auront l'opportunité de participer à des visites et des tournées exclusives en Chine[230] ». Le logo de la FTCCA reprend d'ailleurs celui de la All-China Federation of Returned Overseas Chinese (ACFROC), l'une des plus importantes organisations de Front uni.

226. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1103128291433537536.
227. « 全国政协报告中的这些话 受到侨胞广泛关注 » (Ces mots du rapport de la CCPPC ont reçu une large attention de la part des Chinois outre-mer), 中国侨网 , 4 mars 2019, https://archive.vn/U5p9u.
228. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1114971300198359041.
229. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1103128291433537536/photo/2.
230. Federation of Transoceanic Chinese Canadian Association (FTCCA), « Mission », https://archive.vn/nHEA2.





L'événement de lancement de l'organisation en octobre 2018 a été l'occasion pour des agents du Front uni du consulat (Yang Baohua (杨葆华) et Li Sining (李斯宁)) d'être dans la même pièce que des politiciens canadiens[231].

Au même moment à Vancouver, Wang Dianqi (王典奇), qui était « déjà à la tête de trois organisations du Front uni du PCC[232] » dans cette ville, en a créé une quatrième, la Chinese Cultural Harmony and Unity Society of Canada, officiellement pour « étudier et diffuser un aspect particulier de la pensée de Xi Jinping (和合文化) ». En réalité, Hu Qiquan (胡启全), qui est le fonctionnaire du consulat en charge des questions de guerre politique, a participé aux premiers travaux de cette nouvelle organisation et, peu de temps après, Wang Dianqi a fait un voyage en Chine avec le politicien local Al Richmond (→ p. 555), où il a rencontré des agents du Front uni[233].



Wang Dianqi et Al Richmond à Ningbo en novembre 2018[234].

À Vancouver également, en décembre 2018, s'est créée la Canada-China New Era Cultural and Economic Development Association (加拿大中国新时代文化经贸促进会) et la Canada Fujian Industry & Commerce Association (CFICA).

231. UFWD YVR, « Reds vs. Reds: CCP Political Warfare in Canada in 2018 », A Piping hot Canadian tea publication, medium.com, 31 décembre 2018.

232. Canada Chinese Peaceful and Unification Association, Canadian Alliance of Chinese Associations, et la Canada China City Friendship Association.

233. UFWD YVR, « Reds vs. Reds », *op. cit.*

234. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1072978867717951489/photo/2.

Un jour férié pour commémorer le massacre de Nankin

En octobre 2017, l'assemblée législative de l'Ontario a adopté une motion à l'initiative de la députée Soo Wong (née à Hong Kong et arrivée au Canada à l'âge de huit ans), désignant le 13 décembre comme journée commémorative du massacre de Nankin. En 2018, plusieurs organisations[235] ont participé à une campagne visant à convaincre le gouvernement fédéral cette fois de créer un jour férié pour commémorer le massacre de Nankin. Un appel également porté par Jenny Kwan, du Nouveau Parti démocratique, une parlementaire représentant la circonscription de Vancouver Est au Parlement canadien, et dont l'intervention en juillet 2018 a causé une controverse – les Japonais et Canadiens d'origine japonaise, notamment, ont protesté. Elle n'a pas pour l'instant obtenu gain de cause. Quelques mois plus tard, en octobre, Kwan inaugurait un monument aux victimes du massacre de Nankin à Toronto, le premier hors de Chine, dans le quartier de Richmond Hill, avec deux organisations (Confederation of Toronto Chinese Canadian Organizations et Chinese Freemasons of Canada (Toronto)).



Jenny Kwan avec des membres de la Canadian Alliance of Chinese Associations, dont son président Chen Yongtao, militent pour la création d'un jour férié commémoratif devant le Parlement canadien fin novembre 2018[236].

La création en août 2018 d'**une association des vétérans de l'APL résidants au Canada,** la Canada Chinese Veteran's Society, a suscité des protestations. Sherman Lai, lui-même vétéran de l'APL (lieutenant-colonel), désormais enseignant au collège royal militaire de Kingston en Ontario, estime qu'« ils ont profité de la démocratie, du système canadien. Mais le communisme, l'APL n'est pas compatible avec la démocratie et l'État de droit… Avant leur nostalgie, il y a une histoire très sanglante », dont des combats contre des troupes canadiennes lors de la guerre de Corée[237]. D'autres ont rappelé le rôle de l'APL dans de nombreuses répressions, de Tian'anmen à celle des manifestants hongkongais, en passant par celle des minorités au Tibet eu Xinjiang notamment. L'association, qui organisait des événements, a notamment créé **un chœur intitulé « Compagnon d'armes » qui s'est produit, en uniformes militaires, lors d'un festival à Richmond**, en Colombie-Britannique, en octobre 2019, récitant des chants patriotiques militaires (images ci-dessous). L'association a visiblement été dissoute en juin 2020[238].

235. Dont la Canadian Alliance of Chinese Associations, Canadian Sichuanese Friendship Association et Canada Chinese Peaceful Reunification Association.

236. https://twitter.com/Plan200_ca/status/1070540018861584384.

237. Tom Blackwell, « Canadian veterans of People's Liberation Army form association, sing of China's martial glory », *National Post*, 30 octobre 2019.

238. Government of Canada, Federal Corporation Information 1093250-7, https://bit.ly/2YDu1dC.







Association des vétérans de l'APL au Canada (https://archive.vn/TPrTE).

IX. Séduire les Premières Nations

Les autorités chinoises au Canada sont engagées dans **une stratégie de séduction des Premières Nations qui peut potentiellement servir à diviser la société canadienne**. Elles jouent notamment sur la proximité entre les immigrants chinois et les Premières Nations, qui s'estiment les uns comme les autres victimes de discrimination au Canada.

Cela peut se faire de façon subtile, comme avec les **Musqueam**, une population autochtone de la région de Vancouver. Certains d'entre eux ont des ancêtres chinois car, du début du XXe siècle aux années 1970, certains des migrants chinois originaires de la province de Guangdong qui vivaient et travaillaient dans des fermes situées dans la réserve ont eu des enfants avec des femmes Musqueam. Deux films documentaires – *Peeking into the Pink Houses at Musqueam: A Migration Story* (un court-métrage de Sarah Ling, 2015) et *All Our Father's Relations* (un long-métrage de Alejandro Yoshizawa, 2016) – racontent l'histoire de l'une de ces familles mixtes, les Grant, des frères et sœurs de père chinois et de mère Musqueam.

Le synopsis du second rappelle que « datant du XIXe siècle, les relations entre les Chinois et les Premières Nations au Canada étaient souvent respectueuses et mutuellement avantageuses : **les deux peuples se soutenaient l'un l'autre face à la marginalisation et au racisme**[239] ». Cette production bilingue, en anglais et chinois, montre notamment la famille se rendre en Chine en 2013 et, pour la première fois, visiter le village de la province de Guangdong que

239. *All our fathers relations*, « Film Synopsis », http://allourfathersrelations.com/synopsis.

leur père avait quitté, presque un siècle plus tôt. Leur voyage a été financé par le consulat de Chine à Vancouver, qui leur a également fourni un interprète pour deux jours. En février 2015, la consule générale Liu Fei a aussi « présenté un chèque à Howard Grant [l'un des frères Musqueam d'ascendance chinoise] en soutien au projet d'histoire Musqueam-chinoise[240] ».



La consule générale Liu Fei « présente un chèque » à Howard Grant en février 2015[241].

Larry Grant, l'un des fils, explique que, **pour le consulat, « la famille était considérée comme des Chinois vivant à l'étranger[242] »**. Le film a également été soutenu par une subvention de 20 000 dollars canadiens (13 000 euros) de la province de Colombie-Britannique versée à la Chinese Canadian Historical Society of BC[243]. Lors de la cérémonie au cours de laquelle cette subvention a été annoncée, la consule générale Liu Fei a notamment déclaré que « cet événement reconnaît officiellement les relations des migrants chinois avec les peuples des Premières Nations, qui ont enterré certains des Chinois sur leur propre terre et ont fondé des familles avec les Chinois qui étaient confrontés à des travaux forcés et à un manque de droits sur cette terre[244] ».





À gauche, la consule générale Liu Fei avec la ministre de la Justice Jody Wilson-Raybould et des membres de la famille Grant, à la projection du film *All Our Father's Relations* au Musqueam Community Center de Vancouver, le 14 mars 2017[245].
À droite, une délégation de 44 étudiants chinois du programme de MBA conjoint entre l'université de Colombie-Britannique et l'université Jiao-tong de Shanghai visite la réserve des Musqueam près de Vancouver, en 2019[246].

240. Pacific Canada Heritage Centre – Museum of Migration, « CG Liu Fei of YVR Chinese Consulate presents cheque to Howard Grant in support of Musqueam-Chinese history project », 24 février 2015, https://archive.vn/y9afz.
241. *Ibid.*
242. Florence Hwang, « Film explores historical relations between Musqueam First Nation and Chinese », *The Source*, 24 janvier – 7 février 2017.
243. « New film to tell shared history of B.C. First Nations and Chinese Canadians », *KelownaNow*, 12 août 2015.
244. Hatty Liu, « Chinese-1st Nations history explored », *China Daily USA*, 20 août 2015.
245. Consulat général de la RPC à Vancouver, « Consul General LIU Fei attends screening of 'All our fathers's relations' », 17 mars 2017, https://archive.vn/iikNK.
246. *Ibid.*

L’histoire de la famille Grant est touchante et il n’y a aucune raison de douter de la sincérité des uns et des autres, y compris du consulat chinois. Elle s’inscrit toutefois dans une stratégie plus large de **séduction des Premières Nations**. **Le cas des Musqueam est particulier puisque certains d’entre eux sont considérés comme quasi chinois**. En août 2016, la consule générale a notamment fait se rencontrer des Musqueam et des entrepreneurs sino-canadiens[247]. En 2019, dans le cadre de leur MBA international conjoint, l’université de Colombie-Britannique (UBC) et l’université Jiao-tong de Shanghai envoient des étudiants chinois passer deux semaines à Vancouver qui, depuis 2019, ont droit à une « introduction au patrimoine de la nation autochtone des Musqueam » au cours de laquelle Larry Grant raconte son histoire[248].



Le consulat ne néglige pas pour autant les autres communautés. En décembre 2015, la consule générale Liu Fei rencontrait le grand chef Edward John[249], de la **Nation Tl’azt’en**, qui est l’un des principaux leaders politiques autochtones au Canada et qui est marié à une ancienne chef des Musqueam. Les **Secwepemc** sont aussi courtisés, notamment Mike Archie, ancien chef des Secwepemc à Canim Lake (BC). Fin janvier 2019, il a été invité en Chine par le CPAFFC (Chinese People’s Association for Friendship with Foreign Countries), d’abord à Hefei pour danser à « The Belt and Road World Dance Conference », ensuite à Pékin. L’objectif est de montrer qu’il y a une proximité particulière entre les Premières Nations canadiennes et la Chine, comme on peut le voir dans la couverture médiatique du déplacement de Mike Archie, où l’on apprend notamment que **« Les Premières Nations du Canada sont amies avec les Chinois depuis plus de 160 ans, depuis que nous avons creusé pour trouver de l’or et construit ensemble le chemin de fer canadien »** (sous-entendu, nous avons été exploités ensemble par les Canadiens anglais) et que « cette visite a montré comment la BRI rassemble les cultures du monde », avec moult photos à l’appui[250].





Les sanctions canadiennes contre la RPC, adoptées en mars 2021 en réponse aux violations graves et systématiques des droits humains au Xinjiang, ont fourni à Pékin l’occasion de mettre à profit le parallélisme qu’ils entretiennent entre les Chinois et les

247. Consulat général de la RPC à Vancouver, « Consul General LIU Fei Met with Musqueam indian band and local chinese canadian entrepreneurs », 8 août 2016, https://archive.vn/dweCg.
248. « IMBA students from China visit Musqueam traditional territory to explore Vancouver’s indigeneous roots », University of British Columbia’s Sauder School of Business, 16 mai 2019.
249. Ministry of Foreign Affairs of the People’s Republic of China, « Consul General LIU Fei met with friends from BC First Nations (from Chinese consulate General in Vancouver) », 16 décembre 2015, https://archive.vn/6bP4j.
250. « 促进中加两国人文交流，加拿大原住民酋长访华收获颇丰 » (Afin de promouvoir les échanges humanistes entre la Chine et le Canada, des chefs autochtones canadiens ont effectué une visite fructueuse en Chine), 中华新闻社 (China News), 1er février 2019, https://archive.vn/JKCPu.

Premières Nations. Dans une longue énumération de crimes commis par ceux-là mêmes qui donnent des leçons aujourd'hui (en l'espèce les Européens, les Britanniques et les Canadiens, qui avaient annoncé des sanctions de façon coordonnée le 22 mars 2021), la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a ainsi rappelé que, dans les années 1870, le gouvernement canadien avait mis en place une politique d'« assimilation des peuples autochtones » et de « génocide culturel »[251]. Cette manière de **retourner l'accusation, dans un sophisme *Tu quoque* (toi aussi)**, n'est pas nouvelle : un mois plus tôt, sur Twitter, elle affirmait déjà que les allégations de génocide au Xinjiang sont un mensonge, mais qu'« un génocide a eu lieu au Canada ».



Par ailleurs, l'une des violations des droits humains dont Pékin est accusé au Xinjiang étant **la stérilisation forcée des femmes ouïghoures**, l'adoption par le Parlement canadien, le 22 février, d'une motion condamnant la RPC a aussi suscité une polémique au Canada, où **des groupes de défense des autochtones accusent le gouvernement fédéral d'avoir mis en œuvre, par le passé, des mesures similaires à leur encontre**[252]. Bien entendu, ces groupes n'ont pas eu besoin de Pékin pour faire le parallèle et s'indigner publiquement, mais on peut supposer que leur mobilisation a été perçue à l'ambassade de Chine à Ottawa non seulement comme **une opportunité de souffler sur les braises** de cette colère, mais aussi comme **une raison supplémentaire d'entretenir des relations étroites** avec les communautés autochtones.

X. Le cas canadien comme exemple de russianisation des opérations d'influence chinoises

Ce que montrent les pages précédentes est non seulement que, comme le dit Charles Burton, « il existe de fortes indications circonstancielles que **les opérations d'influence chinoises ont été particulièrement fructueuses au Canada**[253] », mais aussi que le cas canadien, comme le cas suédois, manifeste **le début d'une russianisation de ces opérations d'influence**. En

251. « Chinese Foreign Ministry Spokesperson Hua Chunying's remarks on Xinjiang-related issues », ambassade de la RPC au Canada, 24 mars 2021 (https://archive.vn/wIqQW).
252. Hélène Jouan, « La situation des Ouïgours force le Canada à se confronter à son histoire », *Le Monde*, 12 avril 2021.
253. Burton, « Recent PRC influence operations », *op. cit.*, p. 10.

effet, au Canada, la Chine ne se contente pas de tenter de façonner le débat national sur elle-même, en empêchant les « cinq poisons » de s'exprimer, en censurant la presse, en s'ingérant dans les universités et les écoles, etc. Elle parle aussi de la société et du gouvernement canadiens, pour les critiquer et pour tenter de diviser la population. **Comme en Suède, elle en reste au stade intermédiaire où le discours négatif a encore un lien avec la Chine (il est en miroir un discours positif *a contrario* sur elle-même).**

Certaines attaques sont relativement anecdotiques, comme celles qui instrumentalisent la légalisation de la marijuana : des médias chinois ont alerté les Canadiens d'origine chinoise sur les dangers, pour leurs enfants, de bonbons fourrés à la marijuana[254]. On peut y voir plusieurs raisons : tenter d'éloigner les communautés chinoises au Canada d'Ottawa (susciter de la défiance) et de les rapprocher de Pékin en jouant la carte des valeurs ; montrer que Pékin se soucie du bien-être de ses « ouailles » partout dans le monde, quelles que soient les citoyennetés, qu'il y a donc une forme de solidarité ethnique ; mais aussi, selon certains, parce que Pékin n'exclut pas de développer une industrie du cannabis dans le futur et qu'il est donc dans son intérêt de limiter le succès du cannabis canadien pour pouvoir exporter.

Le cannabis est l'un des **sujets potentiellement clivants qui peuvent éloigner la communauté chinoise de leur pays hôte, le Canada**, mais il y en a d'autres, qui sont autant de boutons que Pékin peut presser, dont le mariage homosexuel, l'investissement immobilier, les ailerons de requin (une image de la parlementaire Alice Wong, du district de Richmond à Vancouver, mangeant une soupe aux ailerons de requin en 2012 a fait polémique), et bien sûr la sinophobie supposée de la population et du gouvernement canadiens.

À tort ou à raison, **de nombreux Canadiens (comme Australiens) d'origine chinoise se sentent discriminés**. Les autorités chinoises et leurs proxies (associations, entrepreneurs, étudiants) ont alors beau jeu de voler à leur secours, avec un double message. D'une part, l'unité raciale. Le langage employé par le communiqué de juin 2019 sur Hong Kong, qui avait été signé par plus de 200 associations pro-Pékin (→ p. 571), n'est pas anodin : il appelle explicitement à **l'unité raciale, en invoquant le « sang » chinois qui unit les étrangers d'origine chinoise comme ceux du Canada et la population de Chine continentale**. Bill Chu de la Canadians for Reconciliation Society a raison de trouver cela « clivant pour dire le moins. C'est tenter de faire passer notre allégeance d'un pays [le Canada] à un autre [la Chine][255] ». C'est effectivement **l'objectif : convaincre les Canadiens d'origine chinoise qu'ils sont en réalité plus proches de Pékin que d'Ottawa**. La même logique est étendue aux Premières Nations qui partagent, sinon le même sang (comme dans le cas de certains Musqueam), au moins la même position victimaire.

D'autre part, le discours consiste également à souligner l'importance du PCC : « vous êtes victimes de discrimination et la solution à cela est d'avoir une patrie puissante, la Chine. Toutefois, sans le PCC, cette patrie serait faible. En d'autres termes, **votre capacité à garder la tête haute en tant que Canadien dépend du PCC**, et non de vos propres capacités ou des valeurs de la société canadienne[256] ». Parfois, le message est subtil, internalisant la pensée libérale sur le mode « vous n'avez pas besoin d'être d'accord avec nous, nous pouvons conserver nos différences politiques, idéologiques, culturelles, on ne vous demande pas d'embrasser les valeurs du PCC, mais comme nous partageons le même sang, que nous appartenons au même groupe, on va vous aider ». C'est un message puissant qui peut porter. C'est pourquoi **la sinophobie est dangereuse, parce qu'elle est en réalité une opportunité pour l'influence chinoise**.

254. Entretien de l'un des auteurs avec un journaliste canadien d'origine chinoise à Vancouver, en avril 2019.
255. Young, « Canadian ads blasted Hong Kong 'radicals' », *op. cit.*
256. « Infiltration », Ask Politicians About CCP (Canadian Friends of Hong Kong), https://www.askpoliticiansccp.org/infiltration.

L'affaire Huawei a été l'occasion d'autres attaques, procédant notamment par retournement du stigmate : en arrêtant Meng, le Canada a-t-il vraiment respecté l'État de droit dont il prétend être l'un des champions ? Cette arrestation est-elle vraiment compatible avec les valeurs démocratiques et libérales qui sont censées être celles d'Ottawa ?

Comme dans le cas des opérations russes[257], la division s'entend à la fois au sens interne (en l'espèce, diviser au sein de la société canadienne, en particulier entre la communauté chinoise et le reste) et au sens externe, en amplifiant d'éventuelles tensions entre l'État cible et ses voisins. En l'occurrence, **l'affaire Huawei permet à Pékin d'entretenir et d'accroître les tensions entre le Canada et les États-Unis**, en diffusant le récit selon lequel, contrairement aux apparences, ce n'est pas un problème entre le Canada et la Chine mais entre le Canada et les États-Unis, Ottawa se trouvant pris contre son gré dans la guerre froide sino-américaine, cédant à la pression de Washington d'arrêter Meng. Exploitant le sentiment anti-américain croissant au Canada, Pékin répand l'idée que ce sont les États-Unis qui ont « jeté le Canada sous le bus ». Ils pratiquent aussi l'équivalence morale : oui la Chine est dure mais les États-Unis aussi, et le Canada est une victime. Cette stratégie qui dure depuis le début de l'affaire s'est vue en quelque sorte confirmée fin octobre 2020 lorsque la Cour suprême de Colombie-Britannique a autorisé les avocats de Meng Wanzhou à plaider que le Canada a été trompé par les États-Unis pour obtenir son arrestation[258].

Les opérations chinoises au Canada restent pour l'instant liées à la communauté chinoise. Leur russianisation progressive signifie aussi leur « désinisation » au sens où elles devraient de plus en plus s'élargir et sortir des enjeux strictement communautaires pour toucher des sujets de société concernant l'ensemble des Canadiens. Cela se voit déjà dans l'utilisation de médias anglophones pour toucher, d'une part, les Canadiens d'origine chinoise qui ne sont pas sinophones, notamment les immigrés de la deuxième ou troisième génération, et d'autre part les Canadiens en général. De ce point de vue, il est utile de rappeler, comme le fait Jonathan Manthorpe, que les Canadiens d'origine chinoise ne sont déjà pas les seuls visés : « **les Canadiens non chinois sont tout aussi susceptibles d'être recrutés comme agents d'influence par le Front uni ou les autres services de renseignement de Pékin**. En effet, à cause de leur naïveté, leur ignorance ou leur vénalité pure et simple, les Canadiens non chinois sont souvent des recrues faciles pour Pékin. Les immigrants chinois sont plus expérimentés dans leur relation à un régime que la plupart d'entre eux ont cherché à fuir en venant au Canada[259] ».

---

257. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escorcia, Marine Guillaume, Janaina Herrera, *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018, p. 69-70.

258. Timothé Matte-Bergeron, « La Cour permet à Meng Wanzhou de presenter une autre defense », Radio Canada, 29 octobre 2020.

259. Manthorpe, *Claws of the Panda*, *op. cit.*, p. 166.

Chapitre 6

L'OPÉRATION « INFEKTION 2.0 » PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19 (2020)

L'origine exacte de la pandémie de Covid-19 n'est pas connue au moment d'écrire ces lignes – et pour cause, Pékin s'oppose toujours à une enquête indépendante[1]. Il semblerait toutefois que le virus SARS-CoV-2 était déjà présent dans la province du Hubei, en Chine centrale, au mois d'octobre 2019[2]. L'ampleur de la contagion, sa prévalence, ont rapidement mis à l'épreuve les systèmes de santé et les sociétés frappés par le virus. Sur le plan politique, la pandémie est déjà riche d'enseignements. Elle joue le rôle d'un révélateur pour les observateurs de la Chine en mettant au jour des évidences trop souvent oubliées ou en ébranlant le sens commun. Le poids du local dans le modèle politique chinois, héritage d'une trajectoire étatique singulière, s'est rappelé à nous ; l'État local est apparu pour ce qu'il a toujours été : un échelon politique rétif aux ambitions du centre, prompt à faire capoter les politiques décidées par le Parti[3]. On peut en observer une traduction dans les affrontements entre les polices des provinces du Hubei et du Jiangxi à la suite de la levée du confinement pour les habitants de Wuhan[4]. La crise provoquée par le virus a également incité à nuancer les analyses de ceux qui voyaient en Xi Jinping un nouveau Mao hégémonique, mésestimant peut-être un peu trop les rivalités internes toujours présentes, l'effet délétère de la suspension des règles de dévolution du pouvoir et l'induration progressive d'un appareil d'État affolé par la campagne de lutte contre la corruption[5].

Dans ce contexte, mis en cause par sa propre population comme par la communauté internationale, **le PCC a très rapidement réagi en menant de front plusieurs opérations informationnelles, positives** (faisant l'apologie de sa gestion de la crise et, ce faisant, de son modèle politique) **comme négatives** (attaquant les autres États, en particulier occidentaux, pour leur inefficacité dans la lutte contre le virus, voire leur responsabilité dans son apparition). Sur ce dernier point, précisément, Pékin a diffusé **la rumeur selon laquelle le virus serait originaire non pas de Chine mais des États-Unis**. C'est à cette opération singulière que cette étude de cas est consacrée. Sans présumer de son « vrai » nom, si elle en avait un, et compte tenu du fait qu'elle se présente comme **une sorte de réplique de l'opération « Infektion » du KGB** dans les années 1980 par laquelle les services soviétiques avaient voulu faire croire à l'origine américaine du virus du sida, nous l'appelons « **Opération Infektion 2.0** »[6]. Notre étude ne se penche que sur la première

1. « "Nous souhaitons une enquête sur les origines de la pandémie de Covid-19 approfondie et crédible" », *Le Monde*, 4 mars 2021.

2. Jonathan Pekar *et al.*, « Timing the SARS-CoV-2 index case in Hubei province », *Science*, 18 mars 2021.

3. Yves Chevrier parle de la « faiblesse d'un État fort » à ne pas confondre avec la « crise d'un État faible » (Yves Chevrier, *L'Empire terrestre*, à paraître).

4. Lea Li, « Police, Public clash over border reopening in China », *Inkstone*, 30 mars 2020.

5. À ce titre, la publication par la très officielle revue *Qiushi* (*Recherche de la vérité*) d'un discours de Xi Jinping du 7 janvier qui souligne, en creux, l'absence de mesures prises par le secrétaire général du parti entre les 7 et 20 janvier, alors qu'il avait la charge du dossier, ne laisse pas d'interroger, https://archive.vn/afirR.

6. Ce chapitre est adapté de Paul Charon, *L'opération "Covid-19" : un approfondissement de la russianisation des campagnes de désinformation chinoises*, Note de recherche de l'IRSEM, 7 avril 2020, non publiée. Cette note qui n'a été diffusée qu'en

phase de cette opération qui se contracte sur un mois, du 22 février au 23 mars 2020. La désinformation du PCC sur ce thème a continué par la suite, mais c'est cette première séquence qui illustre le mieux les homologies entre l'opération Infektion du KGB de 1983 et Infektion 2.0.

I. La guerre informationnelle chinoise au sujet du coronavirus

La guerre informationnelle menée par le PCC au sujet du coronavirus comporte trois volets, clairement identifiables (mais sans hiérarchie) et déployés de conserve.

A. Contrôler l'hémorragie

Le premier des objectifs informationnels du Parti est **le contrôle des récits sur le plan interne**. Au tout début de la crise, les autorités locales, puis centrales, ont tenté de passer sous silence cette épidémie, en emprisonnant les lanceurs d'alerte, tels que le docteur Li Wenliang (李文亮)[7], et en assurant un contrôle rigoureux des médias traditionnels comme sociaux[8]. Face à l'évidence de l'échec de cette stratégie, qui a vraisemblablement conduit à transformer l'épidémie en pandémie, et à la défiance croissante de la population – les citoyens chinois comparant le coronavirus à Tchernobyl[9] – **le Parti s'est évertué à mettre en avant son efficacité dans la gestion de crise** et à construire ainsi une narration des faits plus favorable. La priorité demeure d'assurer la pérennité du régime ; l'opération menée par le PCC vise alors à **noyer les citoyens chinois sous des contre-narrations multiples (et parfois contradictoires)** afin de les faire douter de sa responsabilité dans cette affaire, dont il ne serait, en fin de compte, qu'une victime.

B. « Retourner le stigmate »

Le deuxième volet de la stratégie informationnelle repose sur les instruments de la diplomatie publique chinoise. Il s'agit en l'espèce de **démonétiser les critiques présentes dans les médias occidentaux** quant à l'impéritie du gouvernement chinois dans les premières semaines de l'épidémie. Le récit avancé par Pékin est désormais celui d'une Chine qui, par ses mesures radicales, a donné le temps au reste du monde de se préparer à la crise. La Chine se pose également désormais en sauveur du monde, pourvoyant de nombreux pays en matériel médical. L'accompagnement iconique joue un rôle fondamental dans **la construction du récit d'une Chine au chevet du monde**, comme l'illustrent les exemples ci-dessous dans le cas italien. La campagne chinoise agit ainsi comme un véritable « **retournement de stigmate** », pour reprendre l'expression d'Erving Goffman[10] et participe de la construction de l'image d'une Chine bienveillante (*ethos*).

---

interne (dans quelques ministères) a fait l'objet d'une fuite (pas par l'IRSEM) à Pierre Alonso qui en a rendu compte dans « La Chine à l'école russe de la désinformation », *Libération*, 9 mars 2021.

7. Alice Su, « A doctor was arrested for warning China about the coronavirus. Then he died of it », *Los Angeles Times*, 6 février 2020.

8. Sarah Cook, « ANALYSIS: In a public health crisis, Beijing sees a political threat », *China Media Bulletin*, 142, mars 2020.

9. Jane Li, « Chinese people are using "Chernobyl" to channel their anger about the coronavirus outbreak », *Quartz*, 27 janvier 2020.

10. Erving Goffman, *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.





Le même type de campagne est observable dans plusieurs pays d'Europe tels que l'Espagne[11] ou la Serbie (→ p. 377)[12]. En France, **l'ambassade de Chine véhicule le même message de solidarité** : la Chine est là pour les peuples européens. L'ambassade et le gouvernement chinois communiquent intensément au sujet des masques chinois fournis à la France. Les comptes Twitter de l'ambassade et des consulats relayent sans cesse les messages du Parti[13]. Cette communication se fait en direction de la population française dans son ensemble mais insiste sur le segment spécifique de la diaspora chinoise, comme l'illustrent les articles diffusés via WeChat[14].

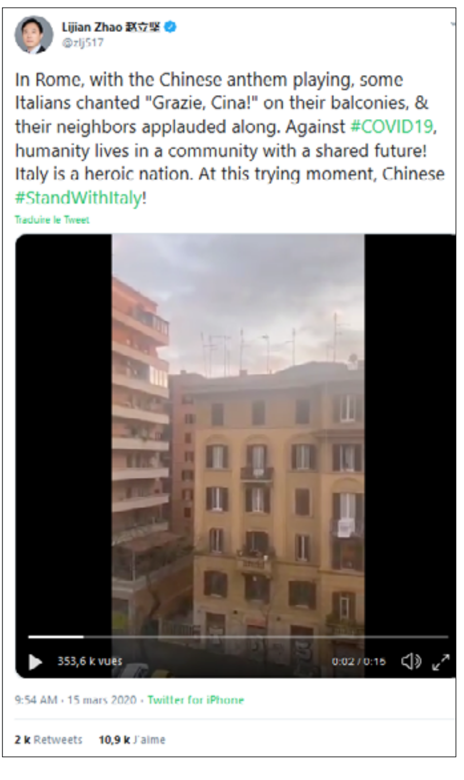




11. Pablo M. Diez, « China lanza la « diplomacia de las mascarillas » para mejorar su imagen », *ABC*, 1er avril 2020.
12. « Serbia sets the stage for Beijing's mask diplomacy », *AFP*, 2 avril 2020.
13. François Bougon, Mathieu Suc, « En pleine pandémie, une ambiance de guerre froide », *Mediapart*, 30 mars 2020.
14. « 血库告急！为救重症患者，法国连军机也用上了！外长：中国百万口罩援助来了 » (Les banques du sang en détresse ! Pour sauver les patients les plus malades, même les avions militaires sont mobilisés en France ! Le ministre des Affaires étrangères : la Chine envoie des millions de masques pour nous aider), 欧洲时报 (*Nouvelles d'Europe*), 19 mars 2020, https://archive.vn/58Ukn.

Mais le gouvernement chinois ne se contente pas de cette « diplomatie du masque » appuyée par une iconographie et des messages de propagande répétés à l'envi. Le 15 mars, le porte-parolat du ministère des Affaires étrangères chinois diffuse sur Twitter **une vidéo dans laquelle on peut voir les Romains remercier la Chine pour son aide sur fond d'hymne national chinois** (voir images ci-dessous). Un site italien de vérification des faits a toutefois montré qu'**il s'agissait d'un montage**[15]. Les Romains visibles sur la vidéo s'étaient réunis pour remercier le personnel soignant italien et non la Chine. La vidéo diffusée par le gouvernement chinois était un montage opéré à partir de deux vidéos diffusées par le *Corriere della Sera* la veille. Sur aucune d'entre elles ne figurent l'hymne chinois et le « merci » à la Chine : ces sons ont été incrustés dans les vidéos d'origine[16]. Le pouvoir chinois tente ainsi de **manipuler l'opinion des Européens**.





C. Discréditer l'adversaire

Ce segment de la stratégie informationnelle a consisté à **accuser d'autres pays, et en premier lieu les États-Unis, d'être responsables de la crise sanitaire liée au coronavirus**[17]. La Chine bénéficie en l'espèce d'un minutage idéal : première frappée par le virus, elle est logiquement la première à l'avoir contrôlé (c'est, à tout le moins, ce qu'elle affirme). Elle peut donc désormais employer ses moyens à la propagation d'un récit destiné à affaiblir ses adversaires. L'Europe et l'Amérique du Nord, occupées à gérer l'urgence de la crise sanitaire, ne sont sans doute pas en mesure d'y répondre avec tous les moyens nécessaires.

Le PCC ne s'est pas cantonné à de vagues insinuations. Il a monté une campagne de désinformation robuste, susceptible de résister à de premières vérifications, pour faire croire à l'origine

15. David Puente, « Coronavirus. La propaganda cinese e il montaggio fake del video "Grazie Cina" », *Open*, 20 mars 2020.
16. « Il video che mostra la propaganda cinese sull'Italia e il Covid-19 », *Pagella Politica*, 20 mars 2020.
17. David Gilbert, « Beijing is Pushing a Conspiracy Theory That the US Army Brought the Coronavirus to China », *Vice*, 13 mars 2020.

américaine du virus. Cette opération chinoise n'est pas sans rappeler l'opération « Infektion », imaginée par le Service A du KGB[18] dans les années 1980, pour propager l'idée que le virus du sida aurait été conçu par le gouvernement des États-Unis contre les populations afro-américaines et les homosexuels.

II. L'opération soviétique « Infektion » : un modèle pour la Chine ?

Les spécialistes de la guerre froide rappellent souvent une différence majeure entre les services de renseignement de l'Ouest et de l'Est : si les premiers avaient pour mission première la collecte du renseignement, les seconds dédiaient une part colossale de leurs moyens à la désinformation, ce que les Soviétiques appelaient *dezinformatsia,* pratique incluse dans la catégorie plus large des « mesures actives » (*aktivnyye meropriata*)[19]. Chaque « résidence » du KGB à l'étranger comportait ainsi des officiers voués à ces missions. Leur notation était d'ailleurs presque exclusivement fondée sur leur capacité à suggérer des opérations de désinformation exploitant les fractures des nations qu'ils ciblaient. Du reste, contrairement au système américain, et plus largement les pays occidentaux, où les *covert actions* sont conçues comme un cadre d'exception, **les « mesures actives » soviétiques étaient très largement intégrées à l'ensemble de la politique étrangère de l'URSS**[20]. Tous les organes du Parti devaient donc faire en sorte que les opérations de ce type soient couronnées de succès.

L'opération « Infektion » (dont le nom véritable donné par les services est-allemands serait « Denver »[21]) est vraisemblablement motivée par la dégradation des relations Est-Ouest à la fin des années 1970 et durant les premières années de la décennie 1980[22]. Aux efforts de Reagan pour épuiser le régime soviétique, Andropov, ancien président du KGB, répond par une agressivité redoublée et la multiplication des opérations de « mesures actives ».

Dès les années 1950, les Soviétiques avaient exploité les craintes des opinions publiques occidentales à l'égard des armes chimiques et bactériologiques dans des campagnes de désinformation de grande ampleur[23]. Dans les années 1970, le terrain est plus favorable encore aux États-Unis où les médias révèlent certains programmes de guerre biologique de l'armée américaine, notamment au sein de l'unité de Fort Detrick, dans le Maryland. **Lorsque le virus du sida apparaît, au début des années 1980, les Soviétiques saisissent immédiatement l'opportunité pour mettre en branle une opération de désinformation** destinée à faire accroire que l'armée américaine est à l'origine du virus du sida, celui-ci devant servir d'arme biologique contre les Afro-Américains et les homosexuels.

L'opération proprement dite **débute le 17 juillet 1983 par une lettre publiée dans *The Patriot*, un journal indien** établi en 1962 par le KGB afin de propager de fausses informations servant les intérêts de l'URSS[24]. La lettre en question, signée d'un scientifique américain

18. Le Service A était responsable des opérations de désinformation et de subversion.

19. Richard H. Shultz, Roy Godson, *Dezinformatsia, The strategy of Soviet disinformation,* Berkley Books, New York, 1986 ; Thomas Rid, *Active measures: the secret history of disinformation and political warfare*, New York, Farrar, Straus et Giroux, 2020.

20. Thomas Boghardt, « Soviet Bloc Intelligence and Its AIDS Disinformation Campaign », *Studies in Intelligence*, 53:4, décembre 2009.

21. Douglas Selvage, « Operation "Denver": The East German Ministry of State Security and the KGB's AIDS Disinformation Campaign, 1985–1986 (Part 1) », *Journal of Cold War Studies*, 21:4, 2019, p. 71-123.

22. Boghardt, « Soviet Bloc Intelligence », *op. cit.*

23. *Ibid.*

24. « Soviet Influence Activities: A Report on Active Measures and Propaganda, 1986–87», *United States Department of State*, août 1987.

anonyme mais fabriquée en réalité par le KGB, affirmait que le sida était le résultat d'expériences de guerre biologique menées par l'armée américaine.

Pendant deux ans, l'opération ne connaît aucun développement particulier, jusqu'au mois de septembre **1985**, date à laquelle **le KGB donne des instructions aux services est-européens afin de propager la fausse information** publiée par *The Patriot*[25]. Au mois d'octobre 1985, le KGB organise la reproduction de l'article de *The Patriot* dans un journal de Moscou qu'il contrôle, la *Literaturnaya Gazeta*.

En août **1986**, l'opération connaît un nouveau développement avec **l'implication de la Stasi**, et notamment de sa division X, responsable de la désinformation. Lors du sommet des non-alignés, les services allemands diffusent un article de deux biologistes, Jakob et Lilli Segal, intitulé « AIDS: Its Nature and Origin ». Cet article offre une base scientifique aux fausses informations initialement produites par *The Patriot*. Dans les mois qui suivent, leur argumentaire est repris inlassablement par de nombreux médias soviétiques et étrangers (journaux, magazines, radios, télévisions) dans lesquels les époux biologistes sont souvent présentés comme des scientifiques français. C'est alors que l'opération prend toute son ampleur : **des centaines de quotidiens, dont nombre d'entre eux sans lien aucun avec l'Union soviétique, reprennent le récit fabriqué par le KGB**, parfois même en y insérant des informations qui ne figuraient pas dans la lettre d'origine. Certains articles affirment ainsi que le sida est le résultat d'un complot quand d'autres déclarent que c'est un simple accident de la recherche américaine sur les armes biologiques. **La « théorie » continue de se répandre et trouve des relais utiles au sein de la gauche contestataire américaine**. Le *Covert Action Information Bulletin*[26], qui enquête sur les opérations clandestines américaines reprend à son tour le récit soviétique et participe à son enracinement dans les mouvements de gauche. Le 30 mars **1987**, **le récit fabriqué par le KGB parvient jusqu'au plateau de Dan Rather, présentateur de CBS News**, qui donne un souffle considérable à l'opération.

La campagne soviétique a obtenu **un retentissement immense, notamment en Afrique et dans certaines couches de la société américaine où cette théorie continue de circuler aujourd'hui** ; en 2005, par exemple, le rappeur Kanye West reprend ce thème dans sa chanson « Heard 'Em Say ». Elle constitue donc **un modèle du genre dont les Russes se sont inspirés pour leur campagne de désinformation autour des vaccins et qui semble aujourd'hui nourrir la réflexion chinoise**.

Dans la série documentaire qu'ils ont proposée pour le *New York Times* en 2018, Adam B. Ellick, Adam Westbrook et Jonah M. Kessel[27] ont tenté de reconstituer **le processus soviétique en matière de désinformation**. Ils ont ainsi identifié sept étapes :

• *Primo* : il s'agit d'abord d'**identifier, au sein de la société cible, des fragilités**, dissensions ou fractures susceptibles d'être exploitées par l'Union soviétique en les accentuant.

• *Secundo* : il faut ensuite **créer un mensonge** si gros que personne ne puisse imaginer qu'il s'agit d'une fabrication.

• *Tertio* : le mensonge doit comporter **une part de vérité** qui facilite l'acceptation de l'ensemble du message. Comme le souligne Ladislav Bittman, chef adjoint du département de désinformation du service tchécoslovaque de renseignement de 1964 à 1966, pour réussir,

25. « KGB, Information Nr. 2955 [to Bulgarian State Security] », September 07, 1985, *History and Public Policy Program Digital Archive*, Committee for Disclosing the Documents and Announcing the Affiliation of Bulgarian Citizens to the State Security and the Intelligence Services of the Bulgarian National Army (CDDAABCSSISBNA-R), f. 9, op. 4, a.e. 663, p. 208-9. Obtained by Christopher Nehring and translated by Douglas Selvage, http://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/208946.

26. Fondé en 1978 par Philip Agee, un ancien agent de la CIA converti en critique infatigable de l'agence de renseignement.

27. Il s'agit d'un triptyque : « Meet the KGB Spies Who Invented Fake News » ; « The Seven Commandments of Fake News », « The Worldwide War on Truth », *The New York Times*, 12 novembre 2018.

« chaque message de désinformation doit au moins partiellement correspondre à la réalité ou aux opinions généralement admises[28] ».

- *Quarto* : l'étape suivante consiste à **occulter l'origine de la fabrication**. L'information doit apparaître comme venant d'un autre lieu que l'Union soviétique.
- *Quinto* : il convient par la suite d'**identifier des « idiots utiles » en mesure de relayer** le message de Moscou.
- *Sexto* : l'URSS ne doit jamais être associée. Pour se prémunir de ce risque, une seule règle : **toujours nier**.
- *Septimo* : **miser sur le temps long**. Toutes les opérations ne semblent pas destinées à porter leurs fruits immédiatement, certaines peuvent même prendre plusieurs années avant de révéler leurs effets.

Le modèle nécessite certainement d'être adapté aux particularités de nos sociétés dans lesquelles internet a introduit, ainsi que le soulignent les trois auteurs, « anonymat, ubiquité et immédiateté », mais il constitue **un guide particulièrement efficace pour des nations en quête de puissance informationnelle**[29].

III. Chronologie de l'opération « Infektion 2.0 »

Contrairement à l'opération soviétique, dont le déroulé s'étend sur plusieurs années, **l'opération chinoise de 2020 se déploie sur l'espace d'un mois, les réseaux sociaux aidant**. À l'instar des Soviétiques, les Chinois réagissent rapidement à un virus qu'ils n'ont pas anticipé : le sida, comme le Covid-19, sont des phénomènes dans lesquels les agents des deux pays vont déceler une opportunité de désinformation contre leurs adversaires. En l'occurrence, dans le cas du coronavirus, **les premiers à réagir ne sont pas les Chinois mais les Russes** : le 20 janvier 2020, une chaîne de télévision financée par le ministère de la Défense russe, *Zvezda*, est le premier média à présenter le coronavirus comme une arme biologique américaine[30], dans une interview d'Igor Nikouline, un « expert » habitué des chaînes les plus propagandistes, connu pour nier l'utilisation d'armes chimiques par Bachar el-Assad en Syrie[31] et accuser les Américains de développer des armes biologiques[32]. En Chine, lorsque, six jours plus tard, la même histoire est diffusée par un résident de Mongolie intérieure sur l'application Kuaishou, dans une vidéo vue 14 000 fois, il est arrêté, accusé de diffuser des rumeurs et détenu pendant dix jours[33]. Un mois plus tard, ce sont pourtant les médias officiels et les diplomates chinois qui diffuseront la même rumeur. Ce qui, entre temps, a fait comprendre à Pékin qu'il y avait là une opportunité à saisir est « l'intense critique interne » à laquelle le PCC a dû faire face quant à sa gestion de la crise[34], critique rapidement reprise à l'international, notamment aux États-Unis. **Sur la défensive, le Parti-État réagit en faisant diversion**, en accusant Washington d'être responsable de la pandémie. **L'opération à**

28. Ladislav Bittman, *The KGB and Soviet Disinformation: An Insider's View*, Brassey's Inc, Washington, DC, 1985.
29. On pourrait d'ailleurs se pencher sur l'influence que le modèle soviétique de la désinformation a pu avoir sur les *covert actions* américaines.
30. Aleksandra Arsentieva, « Эксперт связал вспышку пневмонии в Китае с испытанием биологического оружия » [Un expert associe l'épidémie de pneumonie en Chine avec un essai d'arme biologique], *Zvezda*, 20 janvier 2020 (https://archive.vn/KVmZd).
31. Par exemple ici : « Accusé à tort ? Damas ne possède plus d'armes chimiques depuis 2014 », *Sputnik*, 5 avril 2017.
32. *Weaponized: How Rumors about Covid-19's Origins led to a Narrative Arms Race*, DFRLab, Atlantic Council, février 2021, p. 16-17.
33. Erika Kinetz, "Anatomy of a conspiracy: With COVID, China took leading role", AP News, 15 février 2021.
34. *Ibid.*

proprement parler commence le 22 février, par l'exploitation d'une étude scientifique chinoise, publiée la veille, portant sur la transmission du coronavirus sur la base de 93 génomes complets et selon laquelle le virus pourrait avoir été importé d'un autre lieu que le marché Huanan de Wuhan[35]. La séquence se déploie de la manière suivante :

- **22 février** : Le ***Global Times*** (→ p. 179) publie un article évoquant les craintes du gouvernement chinois après un reportage de TV Asahi, au Japon, qui selon le *Global Times* affirmait que le virus pourrait avoir pour origine les États-Unis[36]. Cet article est repris par le *People's Daily* le 23 février qui, via ses partenariats (→ p. 187), le place aussi à l'étranger, notamment dans le *Helsinki Times* (24 février)[37] et le *New Zealand Herald* (26 février)[38], contribuant à la diffusion internationale de la rumeur.



- **27 février** : L'épidémiologiste chinois **Zhong Nanshan** (钟南山), le découvreur du virus du SRAS en 2003, déclare lors d'une conférence de presse que le coronavirus pourrait ne pas être originaire de Chine[39].



- **4 mars** : Le ministère chinois des Affaires étrangères entre en scène par le truchement du numéro deux du porte-parolat, **Zhao Lijian** (→ p. 230). Dans sa conférence de presse, il reprend les déclarations de Zhong Nanshan.

35. Yu Wenbin, Tang Guangda, Zhang Li, Richard T. Corlett, « Decoding evolution and transmissions of novel pneumonia coronavirus using the whole genomic data », ChinaXiv:202002.00033, 21 février 2020, https://archive.vn/cqUqj.

36. Hu Yuwei, Zhang Han, « US CDC refutes TV Asahi story, claiming no evidence shows flu deaths in US were caused by coronavirus », *Global Times*, 22 février 2020.

37. https://archive.vn/lrFji.

38. Article supprimé du site depuis.

39. 韦杰夫(Wei Jiefu) 蔡敏婕 (Cai Minjie), « 钟南山谈新冠肺炎治疗热点问题：不可能一个月内研发出新药 » (Zhong Nanshan discute des questions brûlantes dans le traitement de la nouvelle pneumonie coronarienne : il n'est pas possible de développer un nouveau médicament en l'espace d'un mois »), 中国新闻网 (China News Service), 27 février 2020, https://archive.vn/g0Jji.



• 7 mars : L'ambassade de Chine en Afrique du Sud reprend, sur son compte Twitter, le propos du porte-parole du ministère des Affaires étrangères sur l'origine incertaine du virus. Celui-ci n'est pas nécessairement originaire de Chine et, ajoute l'ambassadeur, n'a pas été « fabriqué en Chine[40] ».



• 12 mars : La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, **Hua Chunying**, reprend la déclaration du Dr Robert Redfield, directeur du Centers for Disease Control and Prevention (CDC) annonçant devant le House Oversight Committee du Congrès américain que certains cas de Covid-19 ont été diagnostiqués comme des cas de grippe par erreur. Elle en conclut qu'il est faux de parler d'un « virus chinois ». En même temps, l'autre porte-parole du ministère, Zhao Lijian, s'interroge, dans un tweet, sur **l'implication de l'armée américaine** qui pourrait, selon lui, être à l'origine du coronavirus. Il instrumentalise les propos de Robert Redfield et exploite la participation de l'équipe américaine aux 7e championnats du monde militaires qui se sont tenus à Wuhan aux mois d'octobre et de novembre 2019[41] en sous-entendant que les Américains auraient ainsi infecté la population chinoise de Wuhan.



40. Ambassade de la RPC en Afrique du Sud, « No confirmed case of COVID-19 imported from China to Africa », 17 mars 2020, https://archive.vn/rrlqe.
41. US Department of Defense, « Military World Games », https://bit.ly/3oJDjj0.





• **13 mars** : Dans deux messages successifs, Zhao Lijian renvoie les abonnés de son compte Twitter vers deux articles d'un cerain **Larry Romanoff**, publiés par globalresearch.ca (mondialisation.ca pour la version francophone), émanation du Centre for Research on Globalization (CRG) qui se présente comme un think tank indépendant basé à Montréal (→ p. 596). Ces deux articles défendent la théorie d'un virus mis au point par les États-Unis. Durant ce « pic » des 12-13 mars, Zhao tweete pas moins de onze fois sur le sujet et ses messages seront « cités plus de 9 000 fois au cours des six semaines suivantes, dans au moins 54 langues[42] ». Ils sont notamment relayés par les médias et les diplomates chinois, mais aussi « le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, le correspondant de RT à Caracas et des comptes saoudiens proches de la famille royale[43].

Dans le même temps, le ***Global Times*** publie un article expliquant que les États-Unis sont engagés dans une guerre informationnelle contre la Chine dont l'objectif est d'accuser Pékin d'être responsable de l'apparition de la Covid-19. L'article souligne alors le nombre important (37 000) de personnes mortes de la grippe sur le sol américain en 2019, ce qui peut laisser penser que certains de ces décès seraient en réalité dus à la Covid-19[44].





42. Kinetz, « Anatomy of a conspiracy », *op. cit.*
43. *Ibid.*
44. Ces chiffres ne sont pas particulièrement élevés dans la mesure où les États-Unis ont eu à déplorer 61 000 victimes de la grippe l'année précédente. Voir « Estimated Influenza Illnesses, Medical visits, Hospitalizations, and Deaths in the United States — 2017–2018 influenza season », Centers for Disease Control and Prevention, https://www.cdc.gov/flu/about/burden/2017-2018.htm.



GLOBAL TIMES

E-Paper Mobile

HOME CHINA SOURCE WORLD OPINION LIFE ARTS SCI-TECH ODD SPORT METR

HOME >> CHINA

US sparks word war against China on COVID-19

By GT staff reporters Source:Global Times Published: 2020/3/13 13:57:17 Last Updated: 2020/3/14 15:51:45

Outspoken diplomat suspects US as source of virus

Zhao Lijian, spokesperson of the Chinese Foreign Ministry

Le même jour, un article reprenant, en la détaillant, l'hypothèse de la responsabilité américaine circule à la fois sur **WeChat** (→ p. 194) et le site de **Guancha** (→ p. 485)[45]. Il évoque notamment l'existence d'une pétition déposée sur le site dédié de la Maison Blanche afin que le gouvernement américain dise la vérité sur Fort Detrick. Il évoque alors une série de coïncidences étranges : la fermeture de Fort Detrick au mois de juillet 2019, une grippe très virulente aux États-Unis (ce qui est faux), un exercice de lutte contre les pandémies organisé par les États-Unis au mois d'octobre, l'émergence du coronavirus en Chine et enfin la suppression de vidéos en ligne évoquant la fermeture de la base de Fort Detrick. L'auteur précise que cette pétition aurait été supprimée du site du gouvernement américain car elle n'aurait pas reçu le nombre de voix nécessaires (100 000) dans les 30 jours pour être maintenue. L'article fait également référence aux preuves mises au jour par Larry Romanoff mais semble se ranger plutôt à l'hypothèse d'une infection accidentelle par les sportifs américains présents à Wuhan aux mois d'octobre et novembre 2019.



新冠真可能是美军带来的！

网文摘编 可可看看 1周前

3月12日晚间，外交部发言人赵立坚分别用中英文发布推特，质疑美国关于新型冠状肺炎疫情的透明度，同时还给出了惊人的分析：新冠病毒可能是美军带到武汉的。



风闻

首页 话题 发帖

病毒可能是美军带到武汉，外交部赵立坚又发新证据

金微观察

3月12日晚间，外交部发言人赵立坚分别用中英文发布推特，质疑美国关于新型冠状肺炎疫情的透明度，同时还给出了惊人的分析：新冠病毒可能是美军带到武汉的。

3月13日，外交部发言人耿爽主持例行记者会。有记者就近期有言论称是美军将新冠肺炎病毒带到武汉等相关问题提问。

耿爽回应，我们也注意到了最近一段时间，有一些关于新冠病毒源头的讨论，个别美国政府高官和国会议员借此发表种种不实和不负责任的言论，抹黑攻击中国，我们对此坚决反对。事实上国际社会包括美国国内，对病毒的源头问题都有不同的看法。中国这几天一直在说的，中方始终认为这是一个科学的问题，需要听取科学和

• **19 mars** : La chaîne de télévision nationale chinoise **CGTN** (→ p. 174) publie un article intitulé « 10 questions for the U.S.: Where did the novel coronavirus come from?[46] », dans lequel l'auteur, Wang Fuhua, souligne la très mauvaise performance de la délégation américaine aux jeux de Wuhan, ce qui doit cacher quelque chose. La délégation était-elle porteuse du virus ? Une autre question vient renforcer la suspicion, Wang Fuhua rappelant que les États-Unis ont opportunément organisé un exercice de gestion de crise portant sur un cas de pandémie au mois d'octobre 2019, auquel se serait joint le directeur de la CIA, un mois seulement avant le début de l'épidémie en Chine. Aux yeux de

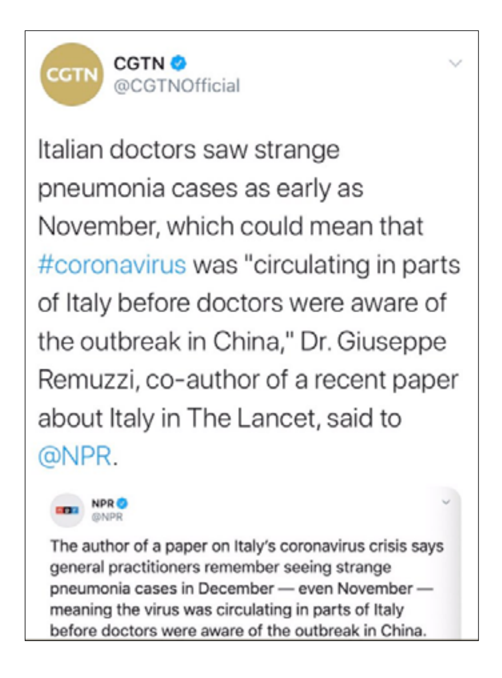
45. Diffusé sur Guancha par un certain Jin Wei (金微) (https://archive.vn/UDRJE) et sur WeChat par « Kekekankan » (可可看看) (https://archive.vn/JUwym).

46. Wang Fuhua, « 10 questions for the U.S.: Where did the novel coronavirus come from? », CGTN, 19 mars 2020, https://archive.vn/fHcky.

l'auteur, cela ne peut être une simple coïncidence. C'est un procédé classique, voire un *topos* que l'on retrouve dans la plupart des récits conspirationnistes, tout comme le point suivant, le pseudo-comparatisme. La question repose en effet sur une analogie historique donnant l'illusion de la rigueur analytique : la pandémie de grippe espagnole est née aux États-Unis mais Washington a laissé l'Espagne porter la responsabilité, elle ferait de même aujourd'hui avec la Chine.

• **20 mars** : ***Le Quotidien du peuple*** (*Renmin ribao*) publie un article de Zhong Sheng[47] citant Daniel Lucey, un expert des maladies infectieuses de l'université Georgetown à Washington, qui estime que le premier cas de coronavirus date probablement du mois de novembre 2019 ou même avant[48]. Le journal officiel affirme ainsi à nouveau qu'aucune certitude n'existe quant à l'origine du virus, ce qui devrait conduire à plus de réserve du côté américain.

• **22 mars** : **CGTN** cite un médecin italien interrogé par la chaîne américaine NPR, prétendant que des cas de Covid-19 étaient présents en Italie dès le mois de décembre, et peut-être même le mois de novembre, avant même que l'épidémie ne soit connue en Chine.



• **22 mars** : Le même jour, **l'ambassadeur de Chine aux États-Unis**, Cui Tiankai (崔天凯), déclare dans une interview que les théories conspirationnistes évoquant une possible fabrication du virus par l'armée américaine sont « folles[49] ». Il avait tenu des propos identiques le 9 février, lors de l'émission « Face the Nation » sur CBS[50].

47. Il s'agit d'un nom de plume utilisé par *Le Quotidien du peuple* depuis novembre 2008 pour expliquer au monde la position de la Chine sur les questions internationales. Zhong Sheng (钟声) signifie « le tintement d'une cloche », c'est l'abréviation de l'expression 警世钟声 (*jingshi zhongsheng*) dont le sens est : « les cloches sonnent pour alerter le monde ». Les journalistes du *Quotidien du peuple* jouent ici également sur l'homophonie, car 钟 a la même prononciation que 中 (« la Chine »), 声 porte aussi le sens de « voix » ; Zhong Sheng peut donc également être compris comme : « la voix de la Chine » (https://archive.vn/p0DIv).

48. Zhong Sheng (钟声), « Il faut résister à la stigmatisation » (必须抵御污名化之毒), *Renmin ribao*, 20 mars 2020, https://archive.vn/LG7vo.

49. Jonathan Swan, Bethany Allen-Ebrahimian, « Top Chinese official disowns U.S. military lab coronavirus conspiracy », *Axios*, 22 mars 2020.

50. « Transcript : Ambassador Cui Tiankai on "Face the Nation," February 9, 2020 », *CBS News*, 9 février 2020.

• **23 mars** : Zhao Lijian publie un message sur son compte Twitter qui tranche avec le ton des messages des jours précédents.



Après cette date, on note un affaiblissement – mais non une disparition complète – du récit de l'implication américaine dans l'émergence du Covid-19. Le PCC adopte alors une nouvelle narration dans laquelle il se présente comme le pays qui a su lutter efficacement contre le virus. Il encourage désormais à l'adoption de ses méthodes, d'aucuns considérant que la nature du régime a partie liée avec le succès de la Chine dans la gestion de cette crise sanitaire.

On note toutefois que **la théorie de la responsabilité américaine dans l'émergence du Covid-19, sous la forme d'une agression volontaire ou d'un accident involontaire, se propage rapidement au sein des diasporas chinoises**, notamment en France et en Italie, parmi lesquelles ces théories circulent abondamment. Deux thèmes semblent récurrents : celui d'une revanche contre les discriminations et les actes de racisme dont les Chinois ont été victimes au début de l'épidémie ; et le fait que l'origine américaine permet d'expliquer pourquoi le virus a continué de se propager ailleurs, notamment en France et en Italie, alors que la Chine commençait à contrôler son développement.

C'est sans doute la raison pour laquelle **le récit d'un virus américain continue de se diffuser essentiellement sur WeChat**. « Un compte WeChat géré par les journalistes du *Global Times* a continué à faire valoir la théorie de la conspiration selon laquelle le coronavirus pourrait avoir fui du laboratoire de l'armée américaine à Fort Detrick. L'article retrace l'histoire du laboratoire et suggère qu'il est extrêmement secret dans ses recherches sur les armes biologiques et qu'il est mal réglementé[51]. » Les articles diffusés sur WeChat se font également très critiques du système américain. Xiakedao (侠客岛), le compte WeChat du *Renmin Ribao*, que nous avons déjà mentionné, affirme ainsi qu'un tiers des décès aux États-Unis dus à la Covid-19 ont lieu dans des maisons de retraite, évoquant un « massacre approuvé par le gouvernement[52] » (une accusation similaire avait été formulée par l'ambassade de Chine en France, comme nous l'avons vu dans la troisième partie → p. 233). Le compte de la CCTV, quant à lui, déclare que les

51. Publication de 补壹刀 (Buyidao), utilisateur Wechat « buyidao2016 », « 这个神秘的美军P4生物实验室，黑历史多到爆 » (L'histoire noire du mystérieux laboratoire biologique P4 de l'armée américaine), *Wechat*, 14 mai 2020, https://archive.vn/QBHuv.
52. Résultats d'une recherche des publications Weibo contenant le texte « #美国死亡病例1/3来自养老院# » (Un tiers des décès de malades aux États-Unis provient des maisons de retraite), recherche effectuée le 3 février 2021, https://archive.vn/5vGIz.

États-Unis ont réduit le budget du CDC, ce qui explique leur incapacité à réagir face au virus. Il laisse entendre également qu'un complot pourrait être derrière tant d'inertie[53].

IV. Analyse de l'opération « Infektion 2.0 »

Plusieurs aspects et détails de cette opération méritent d'être analysés. Il convient d'abord de revenir sur ce qui constitue le cœur de l'argumentation de Zhao Lijian, autrement dit **les articles publiés par Larry Romanoff.** Nous évaluerons ensuite les motivations de l'opération et son efficacité.

A. Le CRG

Dans ses deux tweets du 13 mars, Zhao Lijian encourage ses lecteurs à se rendre sur le site globalresearch.ca (CRG) afin d'y lire deux articles de Larry Romanoff.[54] Le CRG a été créé en 2001 par un Canadien, Michel Chossudovsky, professeur à l'université d'Ottawa, proche de Thierry Meyssan[55] et intervenant régulier sur la chaîne russe RT. **Le CRG est connu pour jouer un rôle actif dans la « complosphère »** (ses articles sont par exemple repris sur *Le Grand Soir*[56], journal militant d'« information alternative » administré par Maxime Vivas, mentionné dans la partie précédente → p. 330) et constitue une courroie de transmission des campagnes de désinformation russes. Ces activités lui ont d'ailleurs valu d'attirer l'attention de l'OTAN[57]. Le site anglophone du CRG draine plus d'un million de visiteurs chaque mois (1,59 million au mois de février 2020) et la version francophone plus de 100 000 (113 000 en février 2020[58]). Ses articles reprennent la méthode de certains médias russes : instrumentaliser et détourner les propos de voix neutres, de médias sérieux pour délivrer un message qui renforce leur propre récit.

L'un des deux articles de Larry Romanoff s'appuie ainsi sur un reportage qui aurait été publié par TV Asahi au Japon ; il cite également Shen Yi (沈逸), professeur de relations internationales de l'université Fudan à Shanghai, et surtout, un virologue taïwanais intervenu dans *Zhe ! Bushi xinwen* (這! 不是新聞)[59] (*Ça ! Ce n'est pas de l'information*), une émission de la chaîne taïwanaise EBC Dongsen Financial News (東森財經新聞台), émanation de la Eastern Broadcasting Company (東森電視), anciennement Eastern Television (ETTV)[60].

En s'appuyant sur trois sources différentes, dont deux au moins ne peuvent être soupçonnées de partialité puisqu'il s'agit « d'adversaires » de la Chine (un virologue taïwanais et un programme de télévision japonais), Larry Romanoff entend donner une certaine objectivité à son propos. Il ne s'agit en réalité que d'une illusion. D'abord, aucun lien vers l'émission japonaise n'est proposé, seulement un lien vers un article du *Global Times* chinois sur le programme japonais. D'ailleurs,

---

53. Publication de l'utilisateur 玉渊谭天 (Yuyuantantian), sur Weibo, le 14 mai 2020, https://archive.vn/7A0JX.

54. Supprimés depuis mais archivés : Larry Romanoff, « China's Coronavirus: A Shocking Update. Did the Virus Originate in the US? », Global Research, 4 mars 2020 (https://archive.vn/2LJR0) ; « COVID-19: Further Evidence that the virus Originated in the US », Global Research, 11 mars 2020 (https://archive.vn/fJYZw).

55. Voir la page de Conspiracy Watch consacrée à *Mondialisation.ca* : https://www.conspiracywatch.info/mondialisation-ca.

56. Larry Romanoff, « COVID-19 – Toute vérité a trois phases », *Le Grand Soir*, 23 mars 2020, https://archive.vn/4aiDw.

57. Nathan Vanderklippe, « Chinese official promoting unfounded Canadian theory that coronavirus has roots in U.S. military », *The Globe and Mail*, 14 mars 2020.

58. Données « SimilarWeb ».

59. https://www.youtube.com/watch?v=NvdCKimJzeQ.

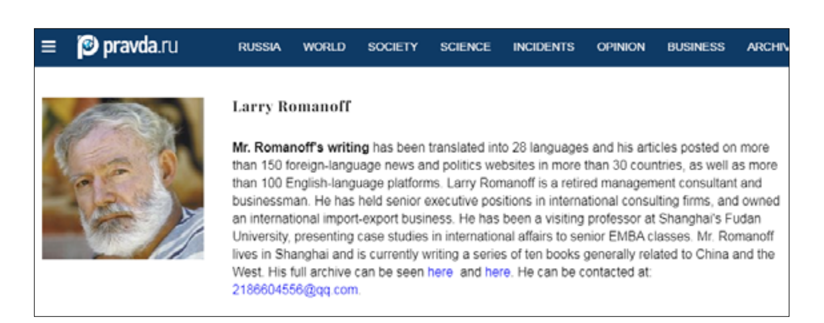
60. L'émission a été très largement diffusée, entre autres, sur WeChat.

Romanoff ne cite pas le reportage japonais mais bien le *Global Times*. Ensuite, sans juger du fondement de l'argumentation du virologue taïwanais – qui déploie un attirail scientifique destiné à prouver que le virus ne peut provenir que des États-Unis car c'est là que l'on trouve la plus grande diversité de souches du virus – on notera que ETTV est une société connue pour ses prises de position favorables au Guomindang (KMT) et proche des vues de Pékin. Quant à Shen Yi, son propos, vers lequel aucun lien n'est donné, se limite à expliquer que la Chine s'interroge toujours sur l'origine première du virus. En conclusion, les preuves fournies par Larry Romanoff demeurent maigres et pas aussi neutres que ne le laisse penser l'auteur.

B. Larry Romanoff

L'auteur de ces articles, Larry Romanoff, se présente comme un ancien consultant, professeur à l'université Fudan de Shanghai, ville dans laquelle il résiderait. Il mentionne un seul moyen de contact, une adresse sur la messagerie chinoise QQ (2186604556@qq.com). Il a publié son premier article sur globalresearch.ca le 24 septembre 2019, dans lequel il explique que les événements de Tian'anmen n'étaient rien moins qu'une tentative des États-Unis de promouvoir une révolution de couleur en Chine. **En six mois, il a écrit un total de 72 articles, tous d'inspiration conspirationniste et, depuis fin janvier 2020, ceux-ci sont presque exclusivement consacrés au thème du coronavirus**. Il ne s'agit certes pas d'articles académiques, mais cela représente tout de même une activité importante.

Les recherches sur Larry Romanoff ne donnent que très peu de résultats. Matthew Brown, journaliste pour *USA Today*, a tenté de le contacter pour obtenir des précisions quant aux affirmations contenues dans ses articles mais sans succès[61]. **Larry Romanoff est injoignable**. Il n'y a en outre **aucune photo récente de lui**. La *Pravda* russe, qui a publié six de ses articles entre le 9 janvier et le 9 mars 2021, illustre sa biographie avec une photo… d'Ernest Hemingway[62].


pravda.ru RUSSIA WORLD SOCIETY SCIENCE INCIDENTS OPINION BUSINESS ARCHIV

Larry Romanoff

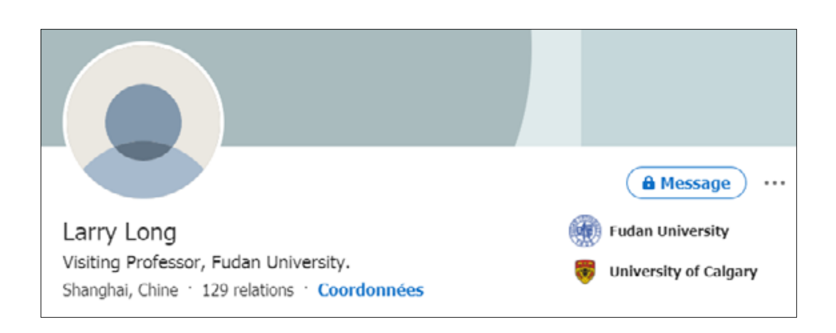
Mr. Romanoff's writing has been translated into 28 languages and his articles posted on more than 150 foreign-language news and politics websites in more than 30 countries, as well as more than 100 English-language platforms. Larry Romanoff is a retired management consultant and businessman. He has held senior executive positions in international consulting firms, and owned an international import-export business. He has been a visiting professor at Shanghai's Fudan University, presenting case studies in international affairs to senior EMBA classes. Mr. Romanoff lives in Shanghai and is currently writing a series of ten books generally related to China and the West. His full archive can be seen here and here. He can be contacted at: 2186604556@qq.com.

Cette biographie est un copié-collé de la manière dont il se présente lui-même sur ses sites « La lune de Shanghai » (上海的月亮) – moonofshanghai.com[63] (créé en avril 2020) et bluemoonofshanghai.com[64] (créé en octobre 2020) – qui ne contiennent pas davantage de photos de lui. Il n'y a pas non plus de vidéo, **seulement un enregistrement audio** mis en ligne en avril 2020[65].

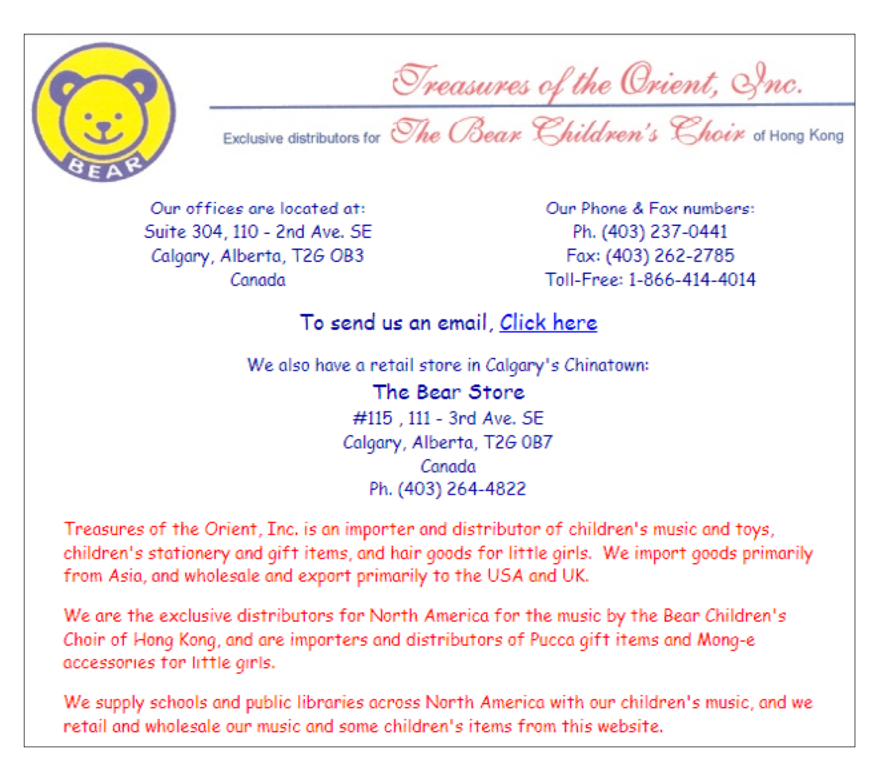
L'internet sinophone décrit volontiers Larry Romanoff (拉里・罗曼诺夫) comme un professeur « tout-puissant » (万能[66]) ou un « scientifique de renommée mondiale » (世界著名科

61. Matthew Brown, « Fact check: Coronavirus originated in China, not elsewhere, researchers and studies say », *USA Today*, 16 mars 2020.
62. https://archive.vn/KgcS7.
63. https://archive.vn/nguZl.
64. https://archive.vn/ZIuBn.
65. https://www.youtube.com/watch?v=nKVnIxQzfvs.
66. https://archive.vn/97xDk.

学家[67]), qui serait donc **professeur invité à l'université Fudan, enseignant en MBA, mais son nom ne figure nulle part sur le site de cette prestigieuse université shanghaienne**, ni en anglais ni en chinois, et les responsables des programmes de MBA, interrogés par le *Wall Street Journal*, ont confirmé ne pas connaître « Larry Romanoff »[68]. Ni d'ailleurs ce qui semble être **son pseudonyme sur LinkedIn, un certain « Larry Long »**[69], formé à l'université de Calgary et « visiting professor » à l'université Fudan depuis 2006, enseignant au MBA.



Ce faux profil donne toutefois des informations intéressantes puisqu'il indique comme **site personnel bearcanada.com**, qui n'est plus en ligne mais dont les archives montrent qu'il a connu trois vies bien distinctes[70]. Durant la première, **entre 2000 et 2005, bearcanada.com était le site de Treasures of the Orient Inc., une entreprise de Calgary**, représentant en Amérique du Nord de Bear Productions, une compagnie hongkongaise produisant la musique d'une chorale d'enfants (le Bear Children's Choir of Hong Kong), et importateur de produits asiatiques :



Capture d'écran de la page contact du site bearcanada.com le 29 novembre 2004[71].

67. https://archive.vn/ANw3n.
68. James T. Areddy, « Coronavirus Conspiracy Theory Claims It Began in the U.S. – and Beijing Is Buying It », *The Wall Street Journal*, 26 mars 2020.
69. https://www.linkedin.com/in/larry-long-a090b9a/ (https://archive.ph/PWTja).
70. https://web.archive.org/web/changes/http://bearcanada.com/.
71. https://web.archive.org/web/20010720170000/http://bearcanada.com:80/.

Avant le déménagement des locaux entre juillet et août 2001, l'adresse initiale était[72] :

The Bear Children's Choir of Hong Kong: Distributors for Canada and the USA:
Treasures of the Orient Inc.
Suite 905, 108 - 3rd Ave. S. W., Calgary, AB, Canada T2P 0E7
Ph. (403) 617-5648; Fax - (403) 237-0441 E-Mail: bearcare@bearcanada.com

Vingt ans plus tard, le numéro de téléphone apparaît toujours sur le site hongkongais de la chorale d'enfants[73]. Quant au numéro de fax, dans les annuaires inversés canadiens il figure comme **un numéro de téléphone attribué à « Larry Romanoff »**, qui est bien domicilié à cette adresse[74].

403-237-0441	Larry Romanoff	108 3 Avenue SW Calgary, AB T2P 0E7

Et pour cause, **Romanoff est à l'époque le propriétaire de cette entreprise comme le confirme une photo publiée dans le *Calgary Herald* en 2001**, en raison d'un fait divers (Postes Canada lui a adressé par erreur une facture de plus de 140 millions de dollars[75]). Larry Romanoff est alors présenté comme un entrepreneur ayant un commerce d'import de musique et de jouets pour enfants en provenance de Chine. L'article est illustré par une photo de lui, prise en juillet 2001, qui révèle le nom et l'adresse de son entreprise, qui correspondent bien à celle du site bearcanada.com.

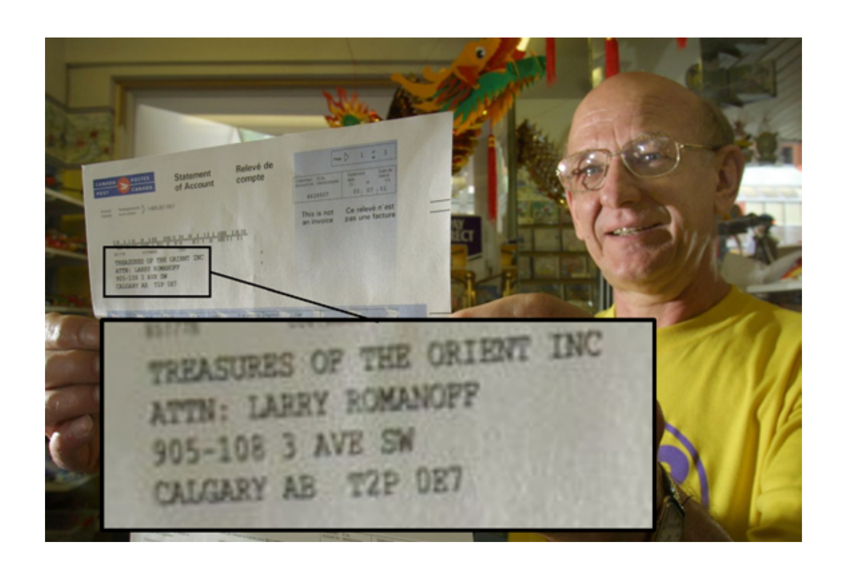


Photo de Larry Romanoff publiée dans le *Calgary Herald* en juillet 2001 (©David Moll/*Calgary Herald*).

À cette époque, Romanoff importe donc de la musique chinoise. Le manager du Bear Children's Choir de Hong Kong, à qui il a commandé 100 CD pour les revendre en Amérique du Nord, trouvait d'ailleurs « un peu bizarre qu'un Canadien ne parlant qu'anglais vende de la

72. Un changement d'adresse est intervenu entre juillet et août 2001, la nouvelle adresse étant « Suite 304, 110 - 2nd Ave. S. E., Calgary, AB, Canada T2G 0B3 ». Le reste est inchangé.
73. https://archive.vn/zZTwy.
74. https://www.telephoneinverse.com/directory/lookup-403-237. Voir aussi https://www.locatefamily.com/Street-Lists/Canada/AB/T2P/T2P0E7/index.html.
75. Deux factures de 70,8 et 71,3 millions de dollars, au lieu des 103 dollars qu'il devait. *Calgary Herald*, 13 juillet 2001, p. B2.

musique cantonaise[76] ». En 2002, Romanoff déplace une partie de ses activités sur un second site, un magasin en ligne, à l'adresse members.shaw.ca/toyscanada/toymain.html[77].

On peut supposer, comme le fait le *Wall Street Journal*, que ce « Larry » Romanoff de 2001 est le **« Lawrence Delvin » Romanoff** qui avait laissé une autre trace dans le même *Calgary Herald* trois ans plus tôt. Un article de 1998[78] rapporte en effet qu'il a été arrêté en 1995 pour un trafic de timbres usagés qu'il nettoyait et revendait pour neufs. Lors de son procès trois ans plus tard, il a plaidé coupable mais aussi la bonne foi, expliquant avoir tenté de lever des fonds pour son église, et produisant à l'appui de cette thèse une lettre de remerciements que mère Teresa lui avait personnellement adressée en avril 1995. L'article le présente alors comme âgé de 55 ans et propriétaire d'une petite agence de publicité.

S'il s'agit bien de la même personne (qui aurait donc 58 ans sur la photo ci-dessus), cela voudrait dire qu'il s'est rapidement réorienté après son procès de 1998, puisque son entreprise Treasures of the Orient Inc. a été créée l'année suivante. Le registre des entreprises de l'Alberta indique que **Treasures of the Orient Inc. a été enregistrée en septembre 1999, et rayée du registre en 2005**[79].

Et pour cause, **en 2005 la page d'accueil du site bearcanada.com indique un déménagement de Calgary à Shanghai** :

We're Moving !

We are closing our business operations in Calgary and moving to Shanghai, China.

We will continue our business activities as exporters and wholesalers to our customers in North America and Europe, but will now do our exporting directly from China. All of our current stock has been sold in preparation for our move, but our website catalogue will be updated in September with many new products.

Capture d'écran du site bearcanada.com le 26 novembre 2005[80].

Un départ confirmé par le fait que, dans un courrier aux lecteurs à *The Economist* en juillet 2005[81], Larry Romanoff signe encore depuis Calgary mais, dans un autre courrier aux lecteurs au *Globe and Mail* en 2008, il se présente comme « un homme d'affaires vivant à Shanghai » et critique la politique chinoise du Premier ministre Stephen Harper[82].

Ainsi commence la deuxième vie du site bearcanada.com, qui est une phase de transition : **entre 2006 et 2009, le site est essentiellement une coquille vide**, dont seule la page d'accueil est changée. Elle présente une « entreprise canadienne, composée de Canadiens résidents à Shanghai », proposant de l'exportation de produits chinois – notamment d'« excellents cigares à un bon prix ».

76. Areddy, « Coronavirus Conspiracy Theory… », *op. cit.*
77. https://web.archive.org/web/20021220081932/http://www.members.shaw.ca/toyscanada/toymain.html.
78. « Used stamp sales admitted », *Calgary Herald*, 22 janvier 1998, p. B5.
79. https://albertacorporations.com/treasures-of-the-orient-inc.
80. https://web.archive.org/web/20051126062205/http://bearcanada.com/.
81. Dans lequel il explique avoir vendu sa maison à Calgary en 1984 pour 131 000 dollars canadiens (Letters, *The Economist*, 7 juillet 2005).
82. « Canada has missed the boat on the miracle of China's development. I believe Stephen Harper's foreign policy is thoughtless and short-sighted, subject to a right-wing blindness for which all Canadians will pay dearly » (Larry Romanoff, « As China's friend, we're history », *The Globe and Mail*, 28 mai 2008, p. A16).

Your One-Stop source for consumer goods from China

We are a Canadian business, staffed by Canadians, and resident in Shanghai. Our location is near the city of YiWu, which is the largest commodities market in the world, with more than 400,000 different items available, and we therefore have the ability to source a vast array of high quality goods.

Our principals have for many years been engaged in purchasing consumer goods in China, both for our own account and for our wholesale customers, and exporting to North America, Europe and the U.K.

We have also had extensive experience in the North American wholesale and retail markets, having operated retail stores and a substantial international wholesale business in Canada. We understand Western markets and your pricing structures.

We have supplied our customers with a wide variety of products manufactured in China, from hair goods to footwear, and toys to stationery and gift items. Today, our primary interest is in consumer goods including all children's products, gift items, small electronics, leather goods, hair goods, etc.

We can easily supply any traditional Chinese cultural items and Chinese language educational materials, and can access specialty items like Chinese silk rugs and cultured freshwater and saltwater pearls.

We will be updating our website catalogue with many new product examples, but would welcome your expressions of interest in specific products.

You may contact us at export (@) bearcanada.com.

Capture d'écran du site bearcanada.com le 12 octobre 2006[83].

C'est la troisième vie du site qui est la plus intéressante en ce qui nous concerne, car c'est celle qui révèle le Larry Romanoff que nous connaissons aujourd'hui. **À partir de 2010, bearcanada.com, entièrement refondu, est un site conspirationniste anti-américain et pro-chinois.**



Capture d'écran du site bearcanada.com/index.html le 3 novembre 2011[84].

83. https://web.archive.org/web/20061012014843/http://www.bearcanada.com:80/.
84. https://web.archive.org/web/20111103223650/http://www.bearcanada.com/index.html.

Le site est aussi particulièrement antisémite, avec une section dédiée contenant de nombreux articles et des visuels sans ambiguïté :

Israel and Palestine
This Section contains a series of recent News Articles, essays and editorials on Zionism, on the situation in Palestine, and the tragedy of the people.



Capture d'écran du site bearcanada.com/fae/fae.html le 12 juillet 2012[85].

Les articles sont signés 龙信明, c'est-à-dire littéralement « Larry Romanoff », comme d'ailleurs le bandeau en entête où le même nom est indiqué sur la gauche. Dans une section intitulée « journal de Shanghai », l'auteur publie des photos et des commentaires tirés de ses promenades dans la ville. Plusieurs remarques (sur les homards canadiens qui lui manquent, la comparaison des climats ou des prix entre Shanghai et Calgary, son neveu Eddie au Canada, son retour au Canada pour Noël, etc.) laissent peu de doute sur le fait que l'auteur est bien Larry Romanoff, le Canadien de Calgary. Il publie un très grand nombre d'articles, sur une grande variété de sujets. **Cette version du site est active entre 2010 et 2013** : les publications sont moins fréquentes en 2013, **le site cesse d'évoluer à partir de juillet 2013 et disparaît entre mai et décembre 2014. Il est depuis hors ligne.**

En 2012-2013, plusieurs sites d'information « alternative » rediffusent ses articles, notamment 4thmedia.org[86], version anglaise du site « Internet d'avril » que nous avons mentionné dans la deuxième partie pour ses liens avec la LJC (→ p. 75). L'un des articles les plus partagés est une réécriture des événements de Tian'anmen, qui ne seraient pas du tout passés comme les médias « occidentaux » l'ont décrit[87]. Ces articles sont signés « docteur » ou « professeur Long Xinming de l'Université Fudan[88] », présenté comme le fondateur et auteur du site bearcanada.com. **Long Xinming, 龙信明 en chinois, est l'alias de Larry Romanoff, comme il le reconnaît lui-même, en signant « Larry Romanoff (龙信明) » en 2010[89] comme en 2020[90].** La page LinkedIn mentionnée précédemment est d'ailleurs la fusion de deux noms, « Larry Long ». **L'équivalence Larry Romanoff = Long Xinming (龙信明) = fondateur et auteur de boardcanada.com est donc indiscutable.**

En outre, **le lien entre boardcanada.com troisième version (2010-2014) et les sites actuels de Larry Romanoff, moonofshanghai.com et bluemoonofshanghai.com (depuis 2020), est également établi** puisque l'on retrouve sur ces derniers le bandeau qui figurait en entête du premier.





À gauche, entête du site boardcanada.com (2010-2014) ;
à droite, extrait des sites moonofshanghai.com et bluemoonofshanghai.com (depuis 2020).

85. https://web.archive.org/web/20120712073754/http://www.bearcanada.com/fae/fae.html.
86. Donara Barojan, « #FakeNews : Made in China », DFRLab medium.com, 25 novembre 2017.
87. https://archive.ph/5GwUd (publication originale sur bearcanada.com : https://archive.ph/eZ8tY).
88. Voir par exemple https://archive.vn/QATd9 ; https://archive.vn/zNAIw ; https://archive.vn/DaLSL ; https://archive.ph/5GwUd.
89. https://archive.vn/tb5tl.
90. https://archive.vn/nguZl.

Romanoff ne semble plus utiliser cet alias après 2013. D'ailleurs, lorsque Ramesh Thakur, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU et vice-recteur de l'université des Nations unies, revisite en 2019 le site sur lequel l'article de « Long Xinming » sur Tian'anmen avait été publié en 2013, il constate que « le nom de l'auteur a été remplacé par **Bhaiaidil Fiverr**, ce qui pourrait susciter des doutes quant à [son] authenticité »[91]. Le site en question est depuis inaccessible, et Bhaiaidil Fiverr est un nom unique, qui n'est utilisé nulle part ailleurs.

Entre 2010 et 2012, il est également l'un des contributeurs au blog collectif **Hidden Harmonies**, créé en février 2010, sur lequel il reposte certains de ses articles. On notera que sa présentation biographique n'a pas changé entre 2010 et 2021.



龙信明 Blog: "Ai Weiwei – 'China's Conscience' And Another Dissident Bites the Dust"

April 10th, 2011 Larry (龙信明) 78 comments

The following article is sourced from the 龙信明 Blog.

Larry Romanoff (龙信明) [guest] *is a retired management consultant and businessman. He has held senior executive positions in international consulting firms, and owned an international import-export business. He has been a visiting professor at Shanghai's Fudan University, presenting case studies in international affairs to senior EMBA classes. Mr. Romanoff lives in Shanghai and is currently writing a series of ten books generally related to China and the West. He can be contacted at: 2186604556@qq.com. He is also a frequent contributor to Global Research.*

Source : https ://archive.vn/tb5tl.

Il ne contribue plus à Hidden Harmonies pendant sept ans[92], puis revient en mars 2020, figure à nouveau dans la liste des contributeurs[93] et y a publié à nouveau l'un des deux articles sur le coronavirus initialement publiés sur GlobalResearch.ca et relayés par Zhao Lijian le 13 mars[94].

En conclusion, alors qu'une analyse rapide des dernières publications de Larry Romanoff (2019-2020) a pu légitimement faire croire qu'il est « probablement un faux blogueur créé de toutes pièces par les Chinois pour faire écho à leurs messages[95] », **l'ensemble de ce qui précède rend cette hypothèse moins crédible** tant les moyens déployés pour créer la « légende » de Romanoff seraient démesurés au regard du gain attendu. **Le plus probable est que Larry Romanoff existe et soit un « idiot utile », peut-être influencé et encadré par le Parti-État. Plusieurs éléments dans sa trajectoire restent toutefois à éclaircir** : ses liens initiaux avec la Chine (comment un Canadien de Calgary devient-il le représentant en Amérique du Nord d'une chorale d'enfants hongkongais ?) ; ses thèses conspirationnistes anti-américaines et antisémites qui émergent subitement en 2010 (les développait-il depuis plus longtemps ?) ; et le « trou » d'environ six ans, entre 2013 (la fin de bearcanada.com) et 2019 (ses débuts sur GlobalResearch.ca), durant lesquels cet auteur qui était pourtant déjà prolifique semble avoir cessé de publier, en tout cas sous son nom comme sous celui de son alias Long Xinming (pourquoi ?).

91. Ramesh Thakur, « Which Tiananmen narrative is true? », *The Japan Times*, 6 juin 2019.

92. Il ne figure d'ailleurs plus dans la liste des contributeurs sur cette capture d'une présentation de juin 2015 : https://archive.ph/R32Tk.

93. https://archive.vn/fGFIF.

94. https://archive.vn/Clsmv.

95. Antoine Bondaz, cité dans Vincent Nouzille, « La grande offensive des espions chinois », *Le Figaro Magazine*, 17 juillet 2020, p. 42. Dans la note de l'IRSEM non publiée d'avril 2020, nous envisagions nous-mêmes que Larry Romanoff pourrait être un prête-nom, un agent virtuel, derrière lequel se cache une agence de l'appareil du Parti-État, ou un acteur non étatique à sa solde, ce qui impliquerait des moyens de coordination relativement important (Charon, *L'opération « Covid-19 »*, *op. cit.*).

C. Les motivations de l'opération

Les motivations du parti communiste au déclenchement d'une telle opération ne manquaient pas, à vrai dire, et ont été évoquées chemin faisant : **volonté de détourner l'attention de la population chinoise vers un bouc émissaire évident ; contribuer ainsi de manière indirecte à la pérennité du régime ; faciliter la percolation du récit d'une Chine bienveillante en dénigrant les États-Unis ; favoriser l'affaiblissement du modèle démocratique** qui fait écho au récit sur la « bonne » gouvernance sanitaire voire le modèle chinois de gestion de crise, mis en exergue et diffusé vers les « cibles molles » (Italie, Espagne, Serbie…) à grands renforts médiatiques. L'opération s'explique également en partie par l'affaiblissement de la conviction, au sein des dirigeants du Parti, que la Chine a besoin de maintenir de bonnes relations avec les États-Unis.

À ce titre, **cette opération pourrait être vue comme une mesure de rétorsion ou un avertissement de la Chine aux États-Unis** à la suite de la série de décisions particulièrement offensives prises par Washington durant le mois de février : le 10, acte d'accusation de quatre soldats chinois du 54e institut de recherche responsable du hacking d'Equifax en 2017 (image ci-dessous)[96] ; le 13, acte d'accusation pour racket de la société Huawei[97] ; le 17 enfin, décision de Washington de considérer les médias d'État chinois aux États-Unis comme des agents du parti communiste[98]. Cette hypothèse est difficilement vérifiable en l'état des connaissances, mais la proximité des événements mérite d'être soulignée.



Reste à expliquer la décision de mettre fin à l'opération « Infektion 2.0 », à tout le moins de diminuer son intensité. Bethany Allen-Ebrahimian y voit le signe de l'adoption par la Chine des méthodes russes[99]. Les déclarations de Cui Tiankai seraient ainsi motivées par la volonté de diffuser des mots d'ordre contradictoires pour troubler l'ennemi. Mais les propos de Cui avaient peut-être pour but d'apaiser les tensions avec les États-Unis ; cette dernière hypothèse est d'autant plus crédible que **le PCC peut désormais laisser la fausse information se propager par ses propres moyens** et trouver des relais dans les sphères conspirationnistes, européenne et américaine ou au sein des diasporas chinoises.

96. Brian Barrett, « How 4 Chinese Hackers Allegedly Took Down Equifax », *WIRED*, 10 février 2020. Voir aussi FBI, « Chinese PLA members, 54th Research institute », https://bit.ly/3aAvmb0.

97. « Chinese Telecommunications Conglomerate Huawei and Subsidiaries Charged in Racketeering Conspiracy and Conspiracy to Steal Trade Secrets », *The US Department of Justice*, 13 février 2020.

98. Lara Jakes, Steven Lee Myers, « U.S. Designates China's Official Media as Operatives of the Communist State », *The New York Times*, 18 février 2020.

99. Bethany Allen-Ebrahimian, « China takes a page from Russia's disinformation playbook », Axios, 25 mars 2020.

D. L'efficacité de l'opération

Il est encore trop tôt pour évaluer l'efficacité d'une opération dont les effets peuvent se faire sentir pendant des années en trouvant des canaux d'expression inattendus. L'avenir nous dira dans quelle mesure la croyance en une fabrication américaine du virus a pu s'ancrer dans les esprits, même si le récit chinois semble pour l'heure peu repris, indiquant plutôt une certaine résistance des sociétés cibles, à l'exclusion peut-être des diasporas chinoises. L'opération participe toutefois, et ce indéniablement, à la **fragilisation des sociétés démocratiques** par une remise en cause insidieuse de la nature de leurs institutions et en s'attaquant à la possibilité même d'une vérité, clé du consentement des sociétés libérales.

V. Une russianisation indiscutable des méthodes chinoises

Cette opération a, selon nous, **le mérite de confirmer la russianisation/soviétisation des méthodes chinoises de désinformation**. On peut de ce point de vue reprendre les sept étapes précédemment identifiées par les auteurs du *New York Times* (→ p. 588) :

- *Primo* : La Chine, comme l'URSS en son temps, a **réagi promptement** face à l'opportunité que représentait le Covid-19 en termes de désinformation secrète.

- *Secundo* : Là aussi, la méthode soviétique est respectée à la lettre. L'idée d'un virus fabriqué par l'armée américaine et implanté à Wuhan durant les championnats du monde militaires est si **difficile à imaginer** qu'elle ne peut qu'être vraie.

- *Tertio* : Le mensonge chinois est construit sur la base de **suffisamment d'éléments de véracité** pour être crédible : les propos de Robert Redfield sur les cas antérieurs de Covid-19 ; la coïncidence presque parfaite entre les jeux de Wuhan et l'épidémie ; l'exercice de simulation américain sur un cas similaire un mois avant l'épidémie ; une incertitude sur l'origine exacte du virus et la transmission initiale par l'animal ; l'analogie historique avec la grippe espagnole. Tous ces éléments renforcent la plausibilité de la narration chinoise.

- *Quarto* : **La main chinoise est très largement occultée**, à tout le moins sans investigation poussée. Les représentants des Affaires étrangères reprennent des éléments rendus publics par des acteurs externes. Le Parti n'avance jamais lui-même les arguments, il se contente de les relayer à l'instar des Soviétiques. Larry Romanoff peut ainsi être vu comme un observateur neutre.

- *Quinto* : **Les idiots utiles** ne manquent pas : le virologue taïwanais en est un, tout comme Michel Chossudovski et Larry Romanoff. Nous pourrions citer également l'OMS qui soutient, contre vents et marées, la position chinoise.

- *Sexto* : Comme les Soviétiques, **la Chine nie toute implication**. Lorsque la ligne a changé avec l'intervention de Cui Tiankai devant les médias américains, le gouvernement chinois a évoqué la démocratie interne au Parti pour justifier les divergences de positions entre les diplomates. Mais tout cela peut être perçu comme une construction dans la mesure où la mise en œuvre de l'opération par Zhao Lijian, un simple diplomate, offre l'opportunité au Parti de présenter ses déclarations comme une opinion isolée et non officielle. Il est pourtant inimaginable que le Parti ait laissé un diplomate de ce rang tenir de tels propos, pendant plu-

sieurs semaines, sans manifester sa désapprobation. C'est donc que la ligne tenue par Zhao avait été validée par le pouvoir.

• *Septimo* : C'est sur ce point peut-être que **la Chine s'écarte de l'idéal-type de l'opération soviétique**. La campagne chinoise a cessé trop rapidement et trop peu de temps s'est écoulé pour évaluer sa véritable portée. Il est du reste impossible, pour l'heure, de savoir quelles pouvaient être les attentes du régime sur ce point précis, détourner ponctuellement l'attention du peuple chinois en affaiblissant un adversaire ou ancrer profondément dans les esprits l'idée que ce virus pourrait être une invention américaine, ou enfin une approche « expérimentale » de l'opération, prélude à d'autres actions de désinformation plus complexes.

À l'instar des Soviétiques, les Chinois ont une vision intégrée de la guerre politique ; les « mesures actives » font donc partie de la routine du Parti communiste chinois et impliquent des acteurs nombreux et divers. **L'une des interrogations demeure toutefois le niveau exact de coordination de ces acteurs**. Les diplomates ont-ils agi seuls ? Cela semble peu probable. Les articles publiés révèlent du reste une action commune avec le dispositif de propagande du Parti.

On notera, enfin, que le coronavirus n'a pas seulement conduit à la mise en œuvre d'une opération d'influence chinoise calquée sur les opérations russes ou soviétiques, mais à des actions de conserve pour accuser les États-Unis d'être à l'origine du virus. À titre d'exemple, un article de RT détourne les propos de Wilbur Ross, secrétaire au Commerce, pour faire accroire que les États-Unis avaient intérêt, d'un point de vue économique, à voir le virus se propager[100]. **Le récit russe s'insère parfaitement dans le schéma narratif chinois et lui donne un souffle supplémentaire en lui permettant d'atteindre un public plus large**. C'est notamment à cette question de la potentielle coopération entre Russes et Chinois que tentera de répondre la conclusion du présent rapport.

100. « Feast in time of plague? Trump official says China coronavirus is good for US economy », RT, 31 janvier 2020, https://archive.vn/nXgbo.

SYNTHÈSE DE LA QUATRIÈME PARTIE

Taïwan et Hong Kong forment le premier front de la « guerre politique » de Pékin : d'abord parce qu'ils constituent les priorités du PCC mais aussi parce que ce sont des avant-postes, des terrains d'entraînement, des « laboratoires de R&D » des opérations chinoises, qui sont ensuite affinées et appliquées à d'autres cibles dans le monde – comme la Géorgie et l'Ukraine ont pu l'être pour les opérations russes. La première étape de l'élargissement du cercle des opérations chinoises a été de viser l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La seconde étape a été de viser le reste du monde, en particulier, mais pas seulement, l'Europe et l'Amérique du Nord. Cette partie a présenté six situations : celles de Taïwan, de Singapour, de la Suède, du Canada, et les opérations ayant visé les manifestants hongkongais en 2019 et cherché à faire croire à l'origine américaine de la Covid-19 en 2020.

Contre Taïwan, Pékin fait certes des efforts depuis l'extérieur (les médias chinois classiques forment un puissant système de diffusion de la propagande du Parti, mais n'ont qu'une influence limitée ; d'où la création de médias dédiés, dont VTS, CHBC et Haifeng, qui sont en réalité des couvertures d'unités de la base 311 de l'APL), mais la plupart des opérations d'influence chinoises se font en réalité en passant par des relais locaux, conformément à l'idée de Lénine selon laquelle « le moyen le plus simple de capturer une forteresse est de l'intérieur ». Cela permet au Parti-État de dissimuler ses traces et d'augmenter ses chances d'avoir un effet. Ces relais sont notamment des médias taïwanais, qui sont incités et/ou contraints par divers leviers, dont l'accès au marché chinois, comme en témoignent plusieurs exemples de médias taïwanais qui ont commencé à s'autocensurer pour pouvoir faire des affaires en Chine continentale, mais aussi la publicité ; la participation au capital par l'achat d'actions, jusqu'à en prendre le contrôle ; le rachat par des tycoons taïwanais – c'est le cas emblématique du rachat du groupe China Times par le groupe Want Want, avec des conséquences très nettes sur la ligne éditoriale – ; et d'autres leviers tels que le financement clandestin, des nominations à des postes clés et des forums bilatéraux. Pékin utilise aussi des cyberarmées privées, c'est-à-dire des groupes de personnes recrutables pour mener des campagnes pour ou contre quelque chose ou quelqu'un ; des partis politiques (moins le KMT qui est devenu moins central et le Parti-État cherche à diversifier ses canaux, en l'occurrence trois petits partis pro-unification lui servent de relais : le New Party (NP), le Chinese Unification Promotion Party (CUPP) et le Home Party (HP)), mais aussi des hommes et des femmes politiques, ciblés pour leur inclination pro-chinoise existante ou potentielle, et leur position plus ou moins stratégique dans le paysage politique taïwanais. Parmi les influenceurs et autres intermédiaires également utilisés par Pékin, figurent notamment des groupes et personnalités dans les domaines culturel et artistique, des organisations civiques, des réseaux de temples bouddhistes et taoïstes, les milieux d'affaires, les militaires, les Youtubeurs, les mécontents, les Taïwanais de l'extérieur (en Chine continentale) et les Chinois de l'intérieur (à Taïwan).

Taïwan est également intéressant pour les nombreux cas de manipulations de l'information ayant visé l'île, dont l'affaire du typhon Jebi (2018), qui a causé la mort d'un homme et des ingérences dans les élections municipales de novembre 2018 et les élections présidentielle et législative de janvier 2020. L'agriculture est aussi, en tout temps, un enjeu important de désinformation, et le cas d'un Chinois s'étant fait passer pour un Youtubeur taïwanais montre que la langue n'est pas une barrière suffisante pour protéger Taïwan contre les opérations de manipulation de l'information

de la Chine. D'autres cas, comme ceux de Li Jie (2019), de la pandémie de Covid-19 (2020) et des relations diplomatiques, ont également fourni des exemples. Enfin, la (menace permanente de la) force armée, c'est-à-dire l'utilisation des exercices militaires comme moyens de guerre psychologique contre Taïwan, est aussi l'un des principaux leviers des opérations d'influence chinoises, qui s'est accru ces dernières années.

En conclusion, la guerre politique chinoise contre Taïwan a remporté quelques succès tactiques, dans la mesure où elle contribue à polariser la société taïwanaise mais, sur le plan stratégique, c'est un échec. La guerre politique chinoise contre Taïwan a même un effet contre-productif : les mesures incitatives comme les mesures punitives sous Xi Jinping n'ont pas produit les résultats escomptés, la population taïwanaise est toujours majoritairement favorable à la présidente et au PDP et elle est encore plus méfiante à l'égard de la Chine qu'avant. Le sentiment nationaliste augmente : le nombre de personnes s'identifiant comme « seulement taïwanaises » n'a jamais été aussi élevé (67 %). La crise hongkongaise n'y est pas étrangère, ayant joué le rôle d'un puissant repoussoir. Le gouvernement a pris un paquet de mesures pour lutter contre l'ingérence, notamment chinoise, qui devraient rendre les opérations d'influence plus difficiles à l'avenir. Cela a également renforcé sa détermination à réduire sa dépendance à l'égard de la Chine, donc à diversifier son économie – en particulier dans les secteurs utilisés par Pékin comme des leviers, tels que le tourisme. D'une manière générale, l'agressivité croissante de Pékin ces dernières années non seulement contre Taïwan mais dans le monde entier, a considérablement accru l'attractivité de l'île. En résumé, les efforts chinois pour affaiblir et isoler Taïwan ont eu l'effet inverse de celui escompté.

Les opérations informationnelles contre les manifestants hongkongais en 2019, qui ne sont d'ailleurs pas sans lien avec Taïwan (il semble en effet y avoir un recyclage des méthodes et des contenus, qui sont adaptés : d'un côté, la crise hongkongaise a contribué à façonner les récits contre Taïwan ; de l'autre, la Chine semble également avoir utilisé des alliés taïwanais pour intervenir à Hong Kong), relevaient pour l'essentiel d'une méthode de « spam » politique visant à submerger l'opinion publique (locale et internationale) de contenus manipulés et sensationnalistes (comparant par exemple les manifestants hongkongais à des cafards ou des terroristes djihadistes). À cette fin, des réseaux sociaux à l'audience internationale ont été utilisés, en particulier TikTok (censuré et instrumentalisé par les autorités chinoises), mais aussi Facebook et Twitter, qui sont interdits en Chine (les trolls patriotiques sont autorisés et même encouragés à « sauter » la « grande muraille » numérique qui empêche en principe les internautes chinois d'avoir accès à l'extérieur). Twitter explique avoir supprimé environ 200 000 faux comptes impliqués dans « une importante opération informationnelle soutenue par un État » visant à « miner la légitimité du mouvement de protestation », et la plateforme publie les archives de 936 comptes parmi les plus actifs, tous originaires de RPC. L'analyse de ces données permet d'établir que la campagne a été conduite à la hâte ; que l'on retrouve les deux types habituels de comptes utilisés dans ces campagnes, les « mercenaires » (achetés ou volés) et les « dormants » ; et qu'ils diffusent trois récits principaux : un rejet des manifestants, le soutien à la police de Hong Kong, et des théories du complot sur l'implication « d'Occidentaux » dans les manifestations. L'un des principaux indices de la nature « massive et coordonnée », mais aussi précipitée, de la campagne de désinformation se trouve dans la date de création des comptes : plus de la moitié d'entre eux sont créés en trois mois. Notre propre enquête a permis d'identifier une série de comptes dormants réactivés et de comptes relais (au sens où ils se contentent de retweeter et partager les contenus diffusés par les comptes principaux), et de confirmer que les deux principaux angles d'attaque sont la violence supposée des manifestants et la manipulation supposée par des « forces étrangères antichinoises ».

Par ailleurs, le cas hongkongais permet également de souligner l'importance de ces (relativement) nouveaux « corps de volontaires », ou « armées liquides », utilisés en temps normal pour accroître artificiellement la popularité d'une star ou d'un produit, et qui en temps de crise peuvent servir à mener de véritables campagnes de haine. Deux des groupes les plus connus sont Diba et Fanquan, qui ont d'ailleurs mené quelques actions conjointes contre les manifestants hongkongais.

Singapour, qui a une relation ambivalente avec la Chine, mélange de proximité et de défiance, a plusieurs particularités qui en font une cible particulièrement vulnérable et, en même temps, particulièrement résistante à l'influence chinoise. La Cité-État a des vulnérabilités structurelles, dont sa taille, son hyperconnectivité, l'usage répandu de l'anglais et du chinois, sa dépendance envers l'importation, sa relation tendue avec la Malaisie et surtout la nature même de la société singapourienne, multiethnique et intercommunautaire. Elle a aussi des vulnérabilités particulières à l'égard de la Chine, dont le fait que la population d'origine chinoise est très largement majoritaire (74,5 %), ce qui permet à Pékin de présenter Singapour comme « un pays chinois », qu'elle est organisée en associations claniques, que l'immigration en provenance de Chine est soutenue, et que l'attraction économique est réelle, sans compter les relais médiatiques et individuels et le rapport aux droits humains. Dans ce contexte, l'objectif de Pékin est « d'imposer une identité chinoise à Singapour », et que la Cité-État cesse d'entraîner ses forces armées à Taïwan, cesse de parler de liberté de navigation et développe davantage son commerce avec la Chine.

Plusieurs affaires sont symptomatiques de l'influence chinoise à Singapour et ont joué un rôle d'accélérateur de la prise de conscience singapourienne ces dernières années, dont l'affaire des Terrex, venue couronner en 2016 une série d'incidents dans un contexte de tension bilatérale, ainsi que des affaires d'espionnage (les cas Huang Jing et Jun Wei Yeo).

Cela étant dit, Singapour est aussi particulièrement équipée pour résister à cette pression. Sa défense repose sur le développement d'un contre-récit, celui de l'identité nationale unique, multiethnique et multiculturelle, et en particulier sur la singularité de l'identité chinoise singapourienne. Si, sur le papier, les trois quarts des habitants sont « chinois », le fait est qu'ils se sentent très majoritairement singapouriens. Il y a très peu de pénétration culturelle. Il y a, en revanche, une prise de conscience croissante des risques posés par l'influence chinoise, catalysée par une personnalité comme Bilahari Kausikan, ancien diplomate et secrétaire d'État, qui explique que la Chine « utilise une gamme d'outils – allant de la diplomatie légitime au déploiement plus discret et souvent illégal d'agents d'influence et d'opérations – pour influencer les décideurs ou les leaders d'opinion ». Contre Singapour, estime-t-il, l'objectif de ces opérations « n'est pas simplement de diriger un comportement, mais de le conditionner. La Chine ne veut pas seulement que vous vous conformiez à ses souhaits, elle veut que vous pensiez de telle manière que vous fassiez, de votre propre gré, ce qu'elle veut sans qu'on vous le dise ». Singapour a donc une conscience très aiguë de ses vulnérabilités. En outre, dans le domaine de la lutte contre les manipulations de l'information, Singapour est, avec la Suède, l'un des États les plus avancés au monde.

La Suède est un cas typique de « moment machiavélien » car, alors que la relation bilatérale se développait et que l'image de la Chine y était plutôt bonne, la nomination d'un nouvel ambassadeur en août 2017, qui s'est avéré être l'un des précurseurs des diplomates « loups guerriers », a changé la donne : l'ambassadeur multiplie les attaques et les déclarations menaçantes, notamment à l'encontre des médias ; des journalistes suédois disent être victimes de manœuvres d'intimidation non seulement de la part de diplomates chinois mais aussi de diverses organisations chinoises dont des organisations étudiantes. La dérive agressive de la Chine en Suède a eu des conséquences : la relation sino-suédoise s'est considérablement détériorée, la Suède a fermé tous ses Instituts Confucius, elle a réécrit sa « stratégie Chine », la ville de Göteborg a annulé son jumelage avec Shanghai, la Suède a banni les équipements des compagnies chinoises (Huawei et ZTE) de l'appel d'offres en cours sur la 5G, et les Suédois sont désormais 70 % à avoir une opinion défavorable de la Chine. Pour l'ambassadeur, le bilan est désastreux. Ce qui peut sembler incompréhensible de l'extérieur, car contre-productif, s'explique en réalité de la façon suivante : la priorité n'a jamais été de séduire les Suédois mais le PCC, et la Suède était un bon « test » de la nouvelle stratégie des loups guerriers pour plusieurs raisons (un pays de la bonne taille, assez petit pour ne pas être une menace, mais assez grand pour être significatif, en tout cas pour l'Europe ; l'un des champions mondiaux des valeurs démocratiques et libérales ; critique de la Chine sur les droits humains, rival dans certains secteurs clés, avec déjà quelques irritants dans la relation bilatérale, dont l'affaire Gui Minhai). Le

cas suédois, qui a permis à Pékin d'envoyer un avertissement aux autres pays, en particulier européens, est à la fois un test opportuniste et l'un des symptômes d'une tendance plus large, désormais répandue dans le monde entier.

Deux affaires en particulier sont symptomatiques de cette pression constante que Pékin exerce sur Stockholm : d'une part, l'affaire des touristes chinois prétendument violentés par la police suédoise, qui a permis aux autorités chinoises de renverser l'accusation de violations des droits humains à un moment où l'affaire Gui Minhai battait son plein et de développer un discours sur la société suédoise en général (dangereuse et décadente). Dans la foulée, une émission télévisée satirique suédoise, s'inspirant de cet incident, a déclenché l'ire de Pékin (cyberattaques, harcèlement, intimidation). D'autre part, l'affaire Anna Lindstedt, qualifiée de « plus grand scandale diplomatique de la Suède des temps modernes », impliquant l'ambassadrice suédoise en Chine (Anna Lindstedt) et la fille de Gui Minhai. Plus généralement, en Suède Pékin peut compter sur de nombreux relais locaux, dont des associations liées au DTFU et à l'Institut Schiller.

Plusieurs éléments du cas suédois sont symptomatiques de la tendance plus large, constatée dans le présent rapport, d'une russianisation des opérations d'influence chinoises ; les récits utilisés (focalisation sur les incidents, la criminalité, l'immigration, ce qui va mal en Suède) pour donner l'image d'une société violente et instable sont exactement ce que font les médias russes depuis des années ; la convergence de vues entre les autorités chinoises, les autorités russes et l'*alt-right* américaine sur la Suède qui se double d'une association avec des partis et mouvements extrémistes ; et même le choix de l'ambassadeur Gui Congyou apparaît moins surprenant qu'au premier abord : envoyer en Suède, où la Russie est notablement active, un ambassadeur chinois non seulement russophone et expert de la Russie mais pro-russe, apparaît comme un choix sensé s'il a été envoyé aussi pour se rapprocher des Russes, apprendre d'eux et peut-être travailler avec eux sur les opérations informationnelles que Moscou met en œuvre en Suède depuis longtemps.

Le Canada intéresse Pékin pour de nombreuses raisons, dont sa diaspora chinoise, qui héberge un grand nombre de dissidents réels ou supposés. Comme en Australie, le Parti-État y utilise tout son répertoire d'actions. Pendant longtemps, et en dépit des alertes récurrentes du SCRS et des nombreuses affaires publiées par la presse, la résistance politique – en l'espèce la propension à voir la Chine comme un partenaire davantage qu'une menace – est restée forte au Canada. La prise de conscience s'accélère depuis 2018, en raison de plusieurs facteurs : un effet d'entraînement du précédent australien (la similarité entre les deux pays incitant à la comparaison) et surtout l'affaire Huawei, c'est-à-dire la dégradation brutale de la relation bilatérale à la suite de l'arrestation au Canada de la directrice financière de Huawei à la demande de la justice américaine, ce à quoi Pékin a immédiatement répondu en arrêtant deux Canadiens sur son sol, sans aucune justification (diplomatie des otages) et en prenant des sanctions commerciales.

L'un des objectifs prioritaires des opérations chinoises au Canada est d'étouffer les voix des dissidents. Les cas de harcèlement et d'intimidation de citoyens et de résidents considérés par Pékin comme des dissidents ou des menaces, sont nombreux et bien documentés. Pékin organise (la plupart du temps via WeChat) des contre-manifestations agressives, mène des campagnes de harcèlement et d'intimidation visant des individus ciblés, à l'aide parfois de faux comptes et d'images « photoshoppées », utilise la famille ou des proches restés en Chine comme levier, surveille constamment certaines communautés, notamment les minorités ethniques (dont les Ouïghours), conduit des cyberattaques contre des groupes ou individus dissidents, pratique l'usurpation d'identité (les attaquants ont par exemple envoyé des courriels insultants à des ministres et parlementaires en se faisant passer pour des membres du Falun Gong dans le but de discréditer ces derniers) et des restrictions de déplacement (des militants canadiens se sont vu refuser un visa pour la Chine, ont été arrêtés, détenus et intimidés dans des aéroports chinois, et ont été contraints de quitter le territoire chinois). Dans tous les cas, le but est le même : étouffer la voix des dissidents. Les représentants de Pékin à l'étranger, en l'occurrence l'ambassadeur et les consuls au Canada, sont directement impliqués dans certaines campagnes d'intimidation.

Pékin cherche également à influencer :

- La politique canadienne, en approchant et cooptant certains politiciens (députés et ministres à l'échelle fédérale, mais aussi voire surtout des politiciens locaux, notamment en Colombie-Britannique et en Ontario, là où sont implantées les plus grandes communautés d'origine chinoise). Il y a également quelques cas d'ingérence électorale : le consulat chinois à Toronto a envoyé des étudiants chinois dans les foyers sinophones dire pour qui voter et celui à Vancouver est régulièrement accusé de soutenir des candidats d'origine chinoise dans la circonscription de Richmond, où une organisation chinoise a notamment incité les électeurs, via WeChat, à voter pour certains candidats contre de l'argent).

- Les médias : la quasi-totalité des médias sinophones au Canada sont contrôlés par le PCC et le Parti-État pratique la carotte (encourager les journaux à s'autocensurer en échange d'avantages commerciaux) comme le bâton (intimider, menacer, harceler, faire pression sur des proches en Chine, renvoyer les journalistes qui résistent à cette pression, ou mettre fin aux programmes jugés dissidents). Il y a aussi des cas de manipulations de l'information, notamment de falsification de traduction.

- L'éducation : d'une part, dans les universités dont certaines, comme en Australie (mais dans une moindre mesure), sont relativement dépendantes des étudiants chinois. Il faut distinguer deux types de problèmes : d'un côté, le fait que Pékin utilise les universités canadiennes en sciences et technologie pour espionner et voler des technologies, et pour des universitaires canadiens le fait de participer à des douzaines de projets de recherche avec des chercheurs militaires chinois ; de l'autre, le fait que Pékin utilise les universités canadiennes en général à des fins politiques, pour contrôler ce qui s'y dit sur la Chine et surveiller les dissidents qui s'y expriment. Organisés en associations avec une discipline quasi militaire, levant parfois le drapeau chinois et chantant l'hymne national chinois sur les campus universitaires canadiens, les étudiants chinois ne cachent pas leur nationalisme. Il existe plusieurs preuves de l'implication des autorités chinoises (ambassade et consulats) dans ces activités sur les campus canadiens, notamment via les associations étudiantes (CSSA). D'autre part, l'enseignement secondaire n'est pas épargné, notamment parce que la plupart des Instituts Confucius au Canada y sont implantés. Il a ainsi été fait état de restrictions de la liberté d'expression des écoliers sur les sujets liés à la Chine, les enseignants interdisant par exemple de parler du massacre de Tian'anmen et présentant des cartes de la Chine intégrant Taïwan.

Il y a également de nombreux cas de manipulations de l'information, notamment de fausses lettres du Premier ministre et du ministre de l'Immigration en faveur d'une nouvelle organisation « tibétaine » qui est en réalité une façade mise en place par Pékin pour diffuser son discours sur le Tibet, et WeChat est régulièrement mis en cause pour organiser le contrôle des personnes et des contenus sur les campus, des contre-manifestations dans les lieux publics, mais aussi des ingérences électorales. Les services chinois utilisent également les groupes WeChat à l'étranger pour détecter des dissidents et accumuler des données personnelles. Dans un cas, le compte WeChat d'un ministre du parti libéral était utilisé à son insu pour collecter des fonds afin de financer des poursuites judiciaires contre un journaliste critique de Pékin.

Au Canada, le Parti-État s'appuie sur des centaines d'organisations locales plus ou moins affiliées au DTFU donc au PCC. Chaque année, de nouvelles organisations sont créées, dans tous les domaines. Pékin est aussi engagé dans une stratégie de séduction des Premières Nations qui peut potentiellement servir à diviser la société canadienne (avec le récit que « les deux peuples doivent se soutenir face à la marginalisation et au racisme »). Le cas des Musqueam, une population autochtone de la région de Vancouver, est particulièrement intéressant puisque certains d'entre eux ont des ancêtres chinois. Les efforts de Pékin à leur égard sont donc significatifs mais ils ne sont pas les seules cibles.

Finalement, comme le cas suédois, le cas canadien est un bon exemple de russianisation des opérations d'influence chinoises. En premier lieu parce que le Parti-État ne se contente pas de tenter de façonner le débat national sur la Chine, en empêchant les dissidents de s'exprimer, en censurant la presse, en s'ingérant dans les universités et les écoles, etc. Il parle aussi de la société et du gouvernement canadiens, pour les critiquer et pour tenter de diviser la population. Il exploite plusieurs sujets

potentiellement clivants qui peuvent éloigner la communauté chinoise de leur pays hôte, le Canada, et ultimement les convaincre qu'ils sont en réalité plus proches de Pékin que d'Ottawa. L'affaire Huawei permet aussi à Pékin d'entretenir et d'accroître les tensions entre le Canada et les États-Unis, en diffusant le récit selon lequel, contrairement aux apparences, ce n'est pas un problème entre le Canada et la Chine mais entre le Canada et les États-Unis, Ottawa se retrouvant contre son gré dans la guerre froide sino-américaine. Les opérations chinoises au Canada restent pour l'instant liées à la communauté chinoise. Leur russianisation progressive signifie aussi leur « désinisation » au sens où elles devraient de plus en plus s'élargir et sortir des enjeux strictement communautaires pour toucher des sujets de société concernant l'ensemble des Canadiens.

La dernière étude de cas porte sur **l'opération visant à faire croire que le coronavirus serait originaire non pas de Chine mais des États-Unis**. La guerre informationnelle menée par le PCC au sujet du coronavirus comporte trois volets : contrôler l'hémorragie en interne (en mettant en avant son efficacité dans la gestion de crise, et en noyant les citoyens chinois sous des contre-narrations multiples – et parfois contradictoires) ; retourner le stigmate (en démonétisant les critiques présentes dans les médias occidentaux et en construisant le récit d'une Chine au chevet du monde – quitte à manipuler les faits et les informations comme en témoigne notamment l'exemple italien) ; et discréditer l'adversaire (en accusant d'autres pays, en premier lieu les États-Unis, d'être responsables de la crise sanitaire). C'est dans ce dernier cadre que s'insère l'opération que nous avons baptisée « Infektion 2.0 » parce qu'elle se présente comme une sorte de réplique de l'opération « Infektion » du KGB dans les années 1980 par laquelle les services soviétiques avaient voulu faire croire à l'origine américaine du virus du sida.

L'opération chinoise de 2020 se déploie beaucoup plus rapidement, en l'espace d'un mois (contre quatre ans pour la version soviétique entre 1983 et 1987 – cette différence étant évidemment due à la viralité des réseaux sociaux). Elle implique très tôt le ministère chinois des Affaires étrangères qui diffuse l'idée que l'origine du virus n'est pas la Chine mais les États-Unis, en s'appuyant notamment sur le site canadien globalresearch.ca (connu pour jouer un rôle actif dans la « complosphère » et constituant une courroie de transmission des campagnes de désinformation russes) et sur les articles de Larry Romanoff, un retraité canadien installé à Shanghai.

Les motivations de Pékin pouvaient être diverses : volonté de détourner l'attention de la population chinoise vers un bouc émissaire évident ; contribuer ainsi de manière indirecte à la pérennité du régime ; faciliter la percolation du récit d'une Chine bienveillante en dénigrant les États-Unis ; favoriser l'affaiblissement du modèle démocratique qui fait écho au récit sur la « bonne » gouvernance sanitaire voire le modèle chinois de gestion de crise, etc. Cette opération a en outre le mérite de confirmer la russianisation/soviétisation des méthodes chinoises de désinformation puisqu'elle reprend point par point les étapes qui étaient déjà celles de l'opération du KGB à l'époque : une réaction prompte, une histoire difficile à imaginer (donc forcément vraie), fondée sur suffisamment d'éléments de véracité pour être crédible, où la main chinoise est très largement occultée, avec l'aide de quelques idiots utiles. Et, comme les Soviétiques, Pékin nie toute implication.

CONCLUSION
UN MOMENT MACHIAVÉLIEN

Dans le chapitre 17 du *Prince* (1532), Machiavel demande « S'il vaut mieux être aimé que craint, ou être craint qu'aimé ? ». Et il répond qu'« il est plus sûr d'être craint que d'être aimé[1] ». Cette posture est plus couramment associée à la Russie – en particulier à Vladimir Poutine[2] – qu'à la Chine. **Pendant longtemps, on a pu dire que la Chine cherchait davantage à être aimée que crainte** ; qu'elle voulait séduire, projeter une image positive d'elle-même dans le monde, susciter l'admiration. Nous l'écrivions nous-mêmes en janvier 2020, dans un article comparant la Chine et la Russie : « la Chine est plus préoccupée par son image morale (sa respectabilité) sur la scène internationale, le fait d'être un bon citoyen du monde » et donc « plus réticente à utiliser certaines méthodes présentant potentiellement un plus grand risque réputationnel », tandis que la Russie « non seulement se soucie moins de sa réputation (elle a moins à offrir mais aussi moins à perdre), mais au contraire cultive même l'image d'un État fort et audacieux sur les plans sécuritaires et militaires[3] », pour dénigrer l'adversaire et miner sa puissance d'attraction. C'est du moins l'interprétation russe du *soft power* (*мягкая сила*)[4]. Aujourd'hui, la différence entre la Chine et la Russie de ce point de vue est beaucoup plus mince.

Bien sûr, **Pékin n'a pas renoncé à « séduire et subjuguer »** (→ p. 145), à son attractivité et à son ambition de façonner les normes internationales, et il reste très important pour le PCC de ne pas « perdre la face » (丢脸-丢面子), de ne pas risquer de nuire à son image, dans de nombreux domaines. L'*ethos* chinois n'est pas devenu russe. Mais, en même temps, **Pékin assume de plus en plus d'« infiltrer et contraindre »** (→ p. 159). Il est indéniable, au vu des centaines de pages qui précèdent, que **ses opérations d'influence se sont considérablement durcies ces dernières années** et que **ses méthodes ressemblent de plus en plus à celles employées par Moscou**. Les raisons du tournant agressif de la diplomatie chinoise (qui est antérieur à la pandémie de Covid-19) sont révélatrices : les ambassadeurs s'adressent d'abord et avant tout à Pékin, ils sont dans une course au zèle pour gagner des faveurs (→ p. 237). Pékin assume donc cette position selon laquelle **défendre le Parti est plus important que gagner les cœurs et les esprits des populations locales** – qui sont de toute façon contraintes par la puissance économique chinoise. Autrement dit, le PCC témoigne d'**une volonté de susciter**

1. Nicolas Machiavel, *Le Prince* (1532), chap. XVII, in *Œuvres politiques de Machiavel*, trad. Périès, Paris, G. Charpentier, 1881, p. 71.

2. Voir par exemple le numéro *Machiavel ou Poutine* de la *Revue des deux mondes* de juin 2014.

3. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Paul Charon, « Russia as a hurricane, China as climate change: different ways of information warfare », *War on the Rocks*, 21 janvier 2020.

4. Maxime Audinet, « Un soft power d'État russe : la *mâgkaâ sila* », in J.-R. Raviot (dir.), *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?*, Paris, La Documentation française, 2016, p. 150-173 ; Yulia Kiseleva, « Russia's Soft Power Discourse: Identity, Status and the Attraction of Power », *Politics,* 35:3-4, 2015, p. 316-329 ; Vincent Charles Keating et Katarzyna Kaczmarska, « Conservative soft power: liberal soft power bias and the 'hidden' attraction of Russia », *Journal of International Relations and Development*, 2017, p. 1-27. Sur la comparaison des approches russes et chinoises du *soft power*, voir aussi Jeanne L. Wilson, « Russia and China Respond to Soft Power: Interpretation and Readaptation of a Western Construct », *Politics,* 35:3-4, 2015, p. 287-300.

non plus seulement l'admiration mais aussi la crainte, et c'est en cela – parce qu'il semble désormais convaincu qu'« il est plus sûr d'être craint que d'être aimé » – que l'on peut dire qu'**il est entré, depuis 2017 environ, dans un « moment machiavélien[5]** », dont le principal symptôme est la russianisation croissante des opérations chinoises.

I. La russianisation des opérations d'influence chinoises

En dépit d'une matrice idéologique commune, de transferts de compétences significatifs de l'URSS vers la Chine maoïste au moins jusqu'au début des années 1950 et d'opérations menées conjointement[6], **les stratégies informationnelles chinoises ont longtemps conservé des différences importantes** avec celles de son grand voisin. À titre d'exemple, Pékin a toujours semblé plus attaché à son image internationale favorisant de ce fait, le plus souvent (il y a des exceptions), la diffusion de messages positifs sur lui-même quand Moscou acceptait d'endosser le rôle de fauteur de troubles en attisant les conflits sociaux, politiques, ethniques ou religieux au sein du pays cible. Par ailleurs, les opérations de Pékin ciblent prioritairement les diasporas chinoises dans le monde alors que la Russie a des cibles plus générales et diversifiées. Enfin, et c'est une différence majeure de ces vingt dernières années, l'accès à la puissance de la RPC lui a permis d'exercer son influence sans être contrainte d'avoir systématiquement recours aux expédients des opérations secrètes, alors que la faiblesse endémique de la Russie fait des opérations informationnelles une arme asymétrique dont le pays peut difficilement se passer.

Dans un article de janvier 2020[7], nous avons toutefois suggéré qu'**une russianisation des opérations d'influence chinoises** était à l'œuvre. L'idée n'était pas nouvelle. Cela fait plusieurs années déjà que l'on parle sinon de « russianisation » des opérations chinoises, au moins d'un emprunt chinois aux tactiques russes. **Le parallèle avait été fait en 2018 au moment des élections municipales taïwanaises**, qui étaient la cible d'une « campagne d'influence de style russe[8] ». Ce qui avait d'ailleurs alerté certains observateurs : « le fait que Pékin utilise des outils d'ingérence politique à la russe devrait déclencher une alarme de sécurité nationale à grande échelle. Les capacités que Pékin perfectionne à Taïwan pourraient faire d'énormes dégâts si elles étaient appliquées aux États-Unis. La Chine les teste dans un pays qu'elle connaît bien mais se prépare à les utiliser dans le monde entier », écrivait de façon prémonitoire Josh Rogin dans *The Washington Post*[9]. Pékin a en effet testé des tactiques dans son environnement régional avant de les appliquer au reste du monde (→ p. 620), exactement comme Moscou l'avait fait quelques années plus tôt. **Le constat a été refait, et l'inquiétude renouvelée, en 2019, au moment des opérations visant Hong Kong ; et c'est en 2020, pendant la pandémie de Covid-19, que le monde entier a pris conscience du problème**.

Dans un premier temps, la couverture de la pandémie par les médias chinois était plutôt positive, dans le sens où elle promouvait l'effort chinois. Puis, à mesure que les pays occidentaux étaient touchés et que la Chine était accusée, ils sont passés à une posture plus offensive,

---

5. Notre « moment machiavélien » ne renvoie donc pas au débat sur l'interprétation républicaniste (sur laquelle voir : John Pocock, *The Machiavellian Moment: Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, PUF, 1975 ; Claude Lefort, *Le travail de l'œuvre Machiavel*, Gallimard, 1986 ; Quentin Skinner et Maurizio Viroli (dir.), *Machiavelli and Republicanism*, Cambridge University Press, 1990).

6. Par exemple pendant la guerre de Corée (→ p. 626). Voir Ricardo Barrios, « Virulent Rhetoric: Chinese State Claims of US Biological Warfare from the Korean War to COVID-19 », *Center for Advanced China Research*, 1er avril 2020.

7. Jeangène Vilmer et Charon, « Russia as a Hurricane, China as Climate Change », *op. cit.*

8. Chris Horton, « Specter of meddling by Beijing looms over Taiwan's elections », *The New York Times*, 22 novembre 2018.

9. Josh Rogin, « China's interference in the 2018 elections succeeded – in Taiwan », *The Washington Post*, 18 décembre 2018.

proposant une couverture négative de la gestion des autres, dans une démarche de comparaison des modèles, se servant de la pandémie comme d'une illustration du caractère chaotique et inefficace des démocraties. En utilisant différentes tactiques (« promotion de sites internet conspirationnistes, utilisation de trolls et de bots, diffusion de fausses nouvelles scientifiques dans les médias d'État chinois »), « Pékin s'est engagé dans **une campagne d'information agressive pour essayer de remodeler le récit mondial autour de la Covid**, pour faire en sorte que le monde considère la Chine comme le chef de file mondial de la réponse plutôt que comme la source de la pandémie[10] ».

Les tactiques utilisées par le gouvernement chinois dans ces épisodes successifs – la coordination entre les diplomates et les médias d'État, l'utilisation des médias sociaux occidentaux, le discrédit systématiquement jeté sur les médias occidentaux, la cooptation des médias conspirationnistes, les opérations clandestines sur les réseaux sociaux, etc. – **font dire à l'ASPI « que l'appareil de propagande du PCC suit de près les tactiques et l'impact de la désinformation russe** ». Le Global Engagement Center du département d'État américain fait le même constat : « nous voyons le PCC adopter des tactiques à la russe[11] ». Un nombre croissant de publications le souligne, partout dans le monde : **la russianisation des opérations chinoises fait désormais consensus**.

Développer ce parallèle et parler d'une « russianisation » des opérations chinoises **n'est pas présumer qu'il y aurait *une* approche russe, cohérente et homogène**. Avec Camille François, on peut regretter la facilité avec laquelle on reconnaît désormais partout le « *Russian playbook* » alors qu'« il s'apparente plutôt à une salade russe : pas très russe, et avec des ingrédients différents à chaque fois[12] ». Les acteurs russes, qui sont eux-mêmes divers et pas tous étatiques, expérimentent et s'adaptent, ils gardent ce qui fonctionne et l'améliorent, et ils ne sont évidemment pas les seuls à utiliser les mêmes tactiques. Le fait est cependant que celles-ci sont souvent décrites et étudiées – à tort ou à raison – comme étant « russes ».

Concrètement, la russianisation des opérations chinoises a trois composantes, que nous développerons dans les pages suivantes : **Pékin s'inspire de Moscou** dans plusieurs registres ; **il subsiste évidemment des différences** entre les deux ; et **il existe aussi un certain degré de coopération**.

A. L'inspiration russe

Pour les observateurs attentifs des opérations d'influence, il est désormais devenu évident que « La Chine étudie les activités russes depuis un certain nombre d'années et apprend des expériences russes. À bien des égards, ils deviennent meilleurs que les Russes[13] ». L'APL, par exemple, assume explicitement ce « modèle »[14].

10. Lea Gabrielle (coordinatrice du GEC), « Briefing With Special Envoy Lea Gabrielle, Global Engagement Center Update on PRC Efforts to Push Disinformation and Propaganda around COVID », US Department of State, 8 mai 2020.
11. *Ibid.*
12. Camille François, « Moving beyond fears of the 'Russian Playbook' », *Lawfare*, 15 septembre 2020.
13. J. Michael Cole, « A conversation about China's sharp power and Taiwan », Brookings Institution, 11 septembre 2018, p. 3.
14. Ou devrions-nous dire le retour à ce modèle tant le PCC a été influencé par le modèle soviétique.

Pour l'APL : la Russie comme modèle à imiter

En matière de manipulations des réseaux sociaux, la Russie constitue pour la Chine « un modèle à imiter[15] », depuis l'annexion de la Crimée en 2014, qui a été suivie de près en Chine, particulièrement au sein de l'APL. En 2014, un membre du département général de l'état-major de l'APL a ainsi écrit un article tirant **trois leçons de la « guerre de l'opinion publique » russe en Ukraine**[16] **: « prenez l'offensive en poussant votre récit en premier, présentez vos arguments juridiques et soutenez le tout avec du *hard power***[17] ». Plusieurs autres articles similaires ont paru les années suivantes, témoignant d'une claire volonté des militaires chinois d'apprendre de l'exemple russe[18].

En 2018, un article étudiant la manière dont RT a couvert les frappes américaines en Syrie recommandait d'« étudier la méthode de communication de RT [:] sans perdre "l'objectivité", nous pouvons influencer silencieusement les émotions et les inclinations du public et le rendre dépendant des informations de nos médias[19] ». **RT est régulièrement citée comme un modèle à suivre dans la littérature militaire chinoise**, en particulier pour son activité sur les réseaux sociaux : des analystes de l'Université de défense nationale comparent la chaîne russe à « un porte-avions de propagande », soulignant notamment sa performance sur YouTube[20].

Un autre article de 2018[21] s'intéresse à « la valeur de RT pour la désinformation, reflétant un changement dans la discussion de l'APL sur les utilisations offensives des médias sociaux[22] ». Il s'agit d'ailleurs de la première « évaluation positive et détaillée[23] » **de l'ingérence russe dans la campagne présidentielle américaine de 2016** : l'article souligne comment « les bots russes ont amélioré l'efficacité et réduit les coûts de la propagande, et [comment] RT a diffusé de la désinformation sur les réseaux sociaux pour semer la confusion[24] ». Quelques mois plus tard, un autre article se montre également **admiratif de la manière dont RT exploite les divisions au sein des sociétés occidentales, recommandant de faire de même** : « nous pouvons également exploiter pleinement les contradictions latentes entre différents pays et l'influence des factions d'opposition au sein des pays occidentaux pour empêcher les ennemis de se regrouper pour former un front anti-Chine, et pour souligner combien ses conflits interminables et sa difficulté à parvenir à un consensus contrastent avec notre unité[25] ».

---

15. Nathan Beauchamp-Mustafaga et Michael S. Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea: The Chinese Military's Use of Social Media for Influence Operations*, Johns Hopkins School of Advanced International Studies, Foreign Policy Institute, Policy Papers, 2019, p. 36 ; Elizabeth Chen, « China Learning From Russia's "Emerging Great Power" Global Media Tactics », The Jamestown Foundation, 12 avril 2021.

16. 朱宁宁 (Zhu Ningning), « 乌 克兰政局动荡中俄对乌舆论战谋略运用探析 » (An Analysis of Russia's Unfolding of Media Warfare Tactics Amid the Turbulent Political Situation in Ukraine), 军事记者 (*Military Correspondent*), 5, 2014.

17. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 36.

18. 李桥铭 (Li Qiaoming), « 从俄罗斯两场战事看现代战争新发展 » (Analysis of Modern Warfare Development Based on Russia's Two Conflicts), 解放军报 (*PLA Daily*), 16 août 2016 ; 邓秀梅 (Deng Xiumei), 严振华 (Yan Zhenhua) et 张佳璐 (Zhang Jiayu), « 乌克兰危机中的社交媒体战 » (The Social Media War in the Ukraine Crisis), 解放军报 (*PLA Daily*), 25 septembre 2015.

19. 刘力铭 (Liu Liming), « 在突发军事行动中抢占舆 论主导权: 以CNN和RT对美国空袭叙利亚的报道为例 » (Seizing Control of Public Opinion Guidance in Sudden Military Operations: Taking CNN and RT's Reporting on U.S. Airstrikes on Syria as an Example), 军事记者 (*Military Correspondent*), 26 septembre 2018.

20. 马建光 (Ma Jianguang), 张秀波 (Zhang Xiubo) et 张乃千 (Zhang Naiqian), « 俄罗斯布防网络媒 体新阵地 » (« Russia's New Front for Defending Internet Media »), 中国军 (*China Military Online*), 13 avril 2016.

21. 马超 (Ma Chao) et 孙皓 (Sun Hao), « 俄罗斯对外舆论传播的特点:以'今日俄罗斯'电视 台为列 » (The Characteristics of Russian Public Opinion Propagation: Taking "Russia Today" TV Station as an Example »), 军事记者 (*Military Correspondent*), 14 juin 2018.

22. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 38.

23. *Ibid.*, p. 94.

24. *Ibid.*, p. 95.

25. 刘力铭 (Liu Liming), « 在突发军事行动中抢占舆 论主导权: 以CNN和RT对美国空袭叙利亚的报道为例 » (Seizing Control of Public Opinion Guidance in Sudden Military Operations: Taking CNN and RT's Reporting on U.S. Airstrikes on Syria as an Example), 军事记者 (*Military Correspondent*), 26 septembre 2018.

Avant d'examiner en quoi précisément Moscou a pu inspirer Pékin, il faut ajouter que **l'inspiration est réciproque. Sur certains points, Moscou s'inspire aussi de Pékin**. C'est notamment le cas dans **la politique à l'égard de la diaspora**. Les Russes ont « la deuxième plus grande diaspora du monde après les Chinois[26] », et les deux en ont **une conception similaire, extensive et homogène**. La manière dont Pékin conçoit les « Chinois outre-mer », incluant non seulement les ressortissants mais aussi les descendants de Chinois, quelle que soit leur citoyenneté (nationalisme ethnique → p. 163), est similaire à la manière dont Moscou conçoit les « compatriotes de l'étranger » qui incluent non seulement les Russes mais aussi les russophones partageant une histoire et une culture communes. Comme le rappelle Mikhaïl Souslov, « la diaspora russe n'est pas une diaspora au sens strict du terme, et n'est même pas toujours "russe". Il s'agit pour l'essentiel d'une diaspora postsoviétique, c'est-à-dire d'une diaspora issue d'un État qui a disparu[27] ». Dans les deux cas, l'extension des « sujets » sur lesquels ces États revendiquent sinon une souveraineté, au moins une forme de contrôle, est très large. Ils ont également tendance à concevoir ces diasporas comme un bloc homogène, ce qui n'est évidemment pas le cas, en premier lieu parce qu'elles comprennent une proportion importante d'opposants. Les régimes cherchent en tout cas à les homogénéiser, avec plus ou moins d'efficacité. Ici, **la Russie fait moins bien que la Chine**. En effet, « bien que l'élite politique russe ait elle aussi toujours eu conscience du potentiel des "compatriotes russes", son rapport à ces populations est confus et incohérent[28] ». En l'occurrence, c'est donc plutôt la Russie qui s'inspire de la Chine, comme le reconnaît le président du Conseil de coordination des compatriotes russes de France[29].

Pour le reste, **Pékin a suivi Moscou dans plusieurs registres :**

• **1) en menant des opérations informationnelles clandestines sur les réseaux sociaux occidentaux** (Facebook, Twitter, YouTube), en utilisant des trolls, des faux comptes et des bots. Freedom House estime que **l'une des principales évolutions dans les opérations informationnelles chinoises depuis 2017 est le développement de « campagnes de désinformation à la russe sur les réseaux sociaux[30]** ». Elles auraient commencé « dès la mi-2017 » (l'opération de ce type la plus ancienne aurait commencé en avril 2017)[31] et se seraient intensifiées en 2019, année durant laquelle le gouvernement chinois a étendu ses pratiques aux plateformes occidentales : « Jusqu'aux manifestations de 2019 à Hong Kong, la plupart des preuves de propagande informatique chinoise étaient produites sur des plateformes nationales telles que Weibo, WeChat et QQ. Mais l'intérêt nouveau de la Chine pour une utilisation agressive de Facebook, Twitter et YouTube devrait inquiéter les démocraties[32]. » La campagne hongkongaise de 2019 a servi de test : « Pékin a commencé à expérimenter des opérations informationnelles clandestines sur Facebook, Twitter et YouTube, en

26. Mikhaïl Souslov, *Le « Monde russe » : la politique de la Russie envers sa diaspora*, Russie.Nei.Visions 103, Institut français des relations internationales (IFRI), juillet 2017, p. 5.
27. *Ibid.*, p. 10. Voir aussi Andis Kudors, « "Russian World" – Russia's Soft Power Approach to Compatriots Policy », *Russian Analytical Digest*, 81, 2010, p. 2-4.
28. Souslov, *Le « Monde russe »*, *op. cit.*, p. 5.
29. Cité par Maxime Audinet, *Une fabrique étatique du soft power : acteurs et pratiques de l'influence par la diplomatie publique en Russie post-soviétique*, thèse de doctorat en science politique, soutenue à l'université Paris Nanterre le 10 septembre 2020, p. 235.
30. Sarah Cook, *Beijing's Global Megaphone: The Expansion of Chinese Communist Party Media Influence since 2017*, Freedom House special report, janvier 2020, p. 2.
31. Tom Uren, Elise Thomas et Jacob Wallis, *Tweeting through the Great Firewall: Preliminary analysis of PRC-linked information operations against the Hong Kong protests*, ASPI, Report No. 25/2019, p. 29.
32. Samantha Bradshaw et Philipp N. Howard, *The Global Disinformation Order: 2019 Global Inventory of Organised Social Media Manipulation*, Computational Propaganda Research Project, Oxford Internet Institute, Université d'Oxford, https://bit.ly/3cDVvbe.

utilisant de fausses personnes et de fausses pages visant à discréditer les manifestants en les dépeignant comme violents[33]. »

Depuis 2019 (Hong Kong), encore plus depuis 2020 (pandémie), il y a un consensus pour dire que la Chine s'est engagée dans des campagnes agressives et clandestines, « à la russe ». Début 2020, de nombreuses études avaient déjà démontré que « des acteurs pro-Pékin mènent toute une gamme d'activités secrètes dans plusieurs pays et plusieurs langues. Ces campagnes visent à répandre des mensonges avérés, semer la discorde et la panique dans les sociétés, manipuler les perceptions de l'opinion publique ou saper le processus démocratique[34] ». **Pour l'instant, ces campagnes visent essentiellement l'étranger proche (Taïwan, Hong Kong), l'Australie et les États-Unis.** De ce point de vue, les Européens – qui sont soumis à des campagnes russes beaucoup plus visibles[35] – peuvent encore sous-estimer la menace que constituent les manipulations de l'information d'origine chinoise. Il est pourtant évident que, sans égaler peut-être l'intensité et la sophistication des efforts russes, les opérations chinoises dans le domaine informationnel visant l'Europe ou un pays européen se développeront à l'avenir.

• **2) en investissant massivement, ouvertement et agressivement ces réseaux sociaux** comme l'illustre notamment la « twitterisation » des diplomates dans le cadre de **la diplomatie du « loup guerrier »** – ce que les autorités russes, au contraire des chinoises jusqu'à présent, faisaient déjà.

• **3) en élargissant le domaine de la lutte, ne visant plus seulement les diasporas**. Traditionnellement, et c'était une différence classique d'approche entre Pékin et Moscou, le travail du Front uni dans les pays occidentaux se concentre sur la surveillance et le contrôle des Chinois de l'étranger, c'est-à-dire la suppression de la dissidence, le façonnement du discours dans les médias sinophones, et la mobilisation d'un maximum d'individus pour qu'ils agissent conformément aux intérêts de Pékin. Néanmoins, dans la dernière décennie (2010-2020), la cible du Front uni semble s'être élargie, en particulier aux élites non chinoises politiques, entrepreneuriales, médiatiques et académiques, des pays visés, comme l'écrit *Le Quotidien du peuple en ligne* : **les principales cibles sont « des personnes représentatives ayant une influence politique, un pouvoir économique, une position sociale et un statut académique élevés, ainsi que des dirigeants communautaires**[36] ».

L'extension du domaine de la lutte est particulièrement visible dans le domaine médiatique où Pékin est passé d'une focalisation sur les médias internationaux en Chine et dans l'environnement immédiat (Hong Kong, Taïwan) il y a une dizaine d'années à, désormais, **une tentative d'influencer et de censurer tous les médias partout dans le monde**. Depuis 2017, en particulier, « des tactiques utilisées jusqu'alors principalement pour coopter les médias de la diaspora chinoise et supprimer toute couverture critique dans les publications en langue chinoise à l'étranger sont maintenant appliquées – avec un certain effet – aux médias grand public locaux dans divers pays[37] ».

33. Laura Rosenberger, « China's Coronavirus Information Offensive », *Foreign Affairs*, 22 avril 2020.

34. Sarah Cook, « Welcome to the new era of Chinese disinformation », *China Media Bulletin*, mai 2020, p. 2.

35. Martin Svárovský, Jakub Janda et Veronika Víchová, *Handbook on Countering Russian and Chinese Interference in Europe*, European Values et Konrad Adenauer Stiftung, 2019, p. 15.

36. Texte original en chinois : « 海外统一战线工作对象是台湾同胞、港澳同胞、国外侨胞及一切热爱中华民族的人们。重点是政治上有影响、经济上有实力、社会上有声望，学术上有造诣的代表性人士和社团领袖 », dans « 海外统一战线工作 » (Travail de Front uni à l'étranger), 人民网 (*Le Quotidien du Peuple en ligne*) https://archive.vn/xLRQI. Cité par Clive Hamilton, « Chinese Communist Party Influence in Australian Universities », a lecture at the University of Queensland, Brisbane, 28 août 2019.

37. Cook, *Beijing's Global Megaphone*, *op. cit.*, p. 2.

• **4) en passant d'un discours positif sur soi à un discours négatif sur l'autre**. L'objectif de Pékin n'est plus seulement de promouvoir les discours positifs et d'empêcher les discours négatifs sur la Chine : dans les cas italien et serbe durant la pandémie, par exemple (→ p. 585), il y avait *en plus* une critique de l'UE (injustifiée en l'occurrence). On observe de plus en plus d'occurrences où **Pékin tente de « manipuler des conversations même sur des sujets non directement liés à la Chine**[38] », ce qui est relativement nouveau. Le Parti-État y va progressivement, **en brouillant la ligne entre ses objectifs défensifs et offensifs**[39] : il n'est pas toujours aisé de savoir s'il se défend ou s'il attaque, contrairement au Kremlin qui assume davantage le caractère offensif de ses opérations. Quoi qu'il en soit, Pékin estime désormais nécessaire « non seulement de défendre publiquement son propre système, mais de lancer une critique ouverte de la "démocratie occidentale" par l'intermédiaire de ses fonctionnaires et de sa machine propagandiste plutôt que de restreindre ce langage aux documents internes et aux discours du Parti[40] ».

• **5) en tentant de diviser et semer la discorde** au sein des pays cibles, comme en témoignent plusieurs opérations visant les États-Unis, dont cette campagne de SMS visant à créer la panique en mars 2020 (→ p. 386). À ce propos, « les responsables américains ont déclaré que la Chine, empruntant aux stratégies de la Russie, essayait d'**accroître les divisions politiques aux États-Unis**[41] ». Les États-Unis ne sont en aucun cas une exception : d'autres exemples dans le présent rapport montrent que Pékin tente de diviser au Canada, en Europe, en Corée du Sud et au Japon, notamment. En tentant de **séduire les mécontents**, ceux qui s'estiment laissés pour compte, comme les Premières Nations au Canada (→ p. 395) ou les mouvements indépendantistes, par exemple au Japon (→ p. 577), Pékin adopte une méthode couramment pratiquée par Moscou, qui soutient souvent les contestataires des pays cibles, par exemple le mouvement des Gilets jaunes en France[42].

Comme nous l'écrivions dans un précédent rapport au sujet de Moscou, la division n'est pas seulement interne (fracturer la société du pays cible), elle est aussi externe, en entretenant des tensions entre pays voisins ou alliés[43]. Plusieurs exemples dans le présent rapport montrent que **Pékin cherche aussi à diviser l'Europe, la relation transatlantique et la relation canado-américaine**, notamment.

• **6) en s'ingérant dans des élections**. Comme on l'a vu (→ p. 265), la Chine s'est ingérée dans au moins une dizaine d'élections en Asie, en Australasie et en Amérique du Nord. Aux États-Unis, APT31, aussi appelé Zirconium, un groupe de pirates soutenu par l'État chinois, a **tenté de pénétrer les courriels de la campagne Biden d'une manière similaire (hameçonnage) à celle qui avait permis à des officiers du GRU de mener l'opération des DNC Leaks contre Hillary Clinton** quatre ans plus tôt[44]. Ici, la Chine emboîte le pas à la Russie, et

38. Sarah Cook, « Recent wins and defeats for Beijing's global media influence campaign », *China Media Bulletin*, novembre 2020, p. 4.
39. Michael J. Mazarr *et al.*, *Hostile Social Manipulation: Present Realities and Emerging Trends*, RAND Corporation, 2019, p. 164-165.
40. Andrew Small et Dhruva Jaishankar, « 'For our enemies, we have shotguns': explaining China's new assertiveness », *War on the Rocks*, 20 juillet 2020.
41. Edward Wong, Matthew Rosenberg et Julian E. Barnes, « Chinese agents helped spread messages that sowed virus panic in U.S., officials say », *The New York Times*, 22 avril 2020.
42. Colin Gérard, Guilhem Marotte et Loqman Salamatian, « RT, Sputnik et le mouvement des Gilets jaunes : cartographie des communautés politiques sur Twitter », *L'Espace politique*, 40, 2020-1.
43. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escorcia, Marine Guillaume, Janaina Herrera, *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) du ministère des Armées, Paris, août 2018, p. 70.
44. David E. Sanger et Nicole Perlroth, « Chinese Hackers Target Email Accounts of Biden Campaign Staff, Google Says », *The New York Times*, 4 juin 2020 ; Tom Burt, « New Cyberattacks Targeting U.S. Elections », blogs.microsoft.com, 10 septembre 2020.

semble se placer dans une démarche d'imitateur (*copycat*), même si elle n'ira pas jusqu'au bout puisque conformément à son habitude elle *hack* sans *leak*. Un rapport du National Intelligence Council (NIC) estime que, contrairement à la Russie, la Chine n'a pas tenté d'interférer ou d'influencer les résultats de l'élection présidentielle américaine de 2020 pour différentes raisons dont le fait que, l'opposition à Pékin faisant l'objet à Washington d'un consensus bipartisan, il n'y avait de toute façon pas d'option pro-chinoise dans les résultats électoraux. Néanmoins, dans le même rapport, l'officier en charge du cyber émet une « opinion minoritaire » selon laquelle Pékin aurait malgré tout tenté de nuire à la candidature Trump par des actions sur les réseaux sociaux et dans les médias, d'une manière « calibrée pour éviter le retour de flamme », mais d'une façon qui satisfait la définition de l'« influence électorale »[45].

• **7) en diffusant des théories du complot**, y compris par des canaux officiels (diplomatiques), comme on l'a vu pendant la pandémie de Covid-19. En 2018, un article d'une revue de l'APL recommandait que, dans les cas où la Chine perdrait la bataille de l'opinion publique, des théories conspirationnistes soient injectées dans les médias occidentaux : selon son auteur, un étudiant du département de guerre de l'opinion publique de l'Université de défense nationale, **Pékin « devrait cultiver activement un groupe de médias et de think tanks ayant une petite audience "grise" pour y colporter des mensonges, et créer une base de données de sujets négatifs et de théories du complot**[46] », en mettant particulièrement l'accent « sur la méfiance des jeunes Occidentaux à l'égard des médias traditionnels, des politiciens et même des valeurs[47] ». Or, « utiliser les canaux officiels pour amplifier les théories du complot et semer le doute sur des faits établis dans le contexte d'événements politiques majeurs est une tactique souvent utilisée par Moscou[48] » ; « La récente promotion par la Chine de sites complotistes connus est une autre initiative tirée du modèle russe[49] ».

• **8) en utilisant l'étranger proche comme un terrain d'essai avant une application mondiale** : de la même manière que Moscou s'était d'abord rodé durant les révolutions de couleur au milieu des années 2000, puis en Géorgie (2008) et en Ukraine (2014), avant de s'en prendre aux démocraties occidentales, Pékin a commencé avec Taïwan et Hong Kong avant d'élargir au reste du monde, notamment (mais pas seulement) l'Australie, le Canada, les États-Unis et l'Europe. De l'Argentine au Danemark, on assiste déjà à une mondialisation des opérations chinoises.

• **9) en sous-traitant une partie des opérations informationnelles à des intermédiaires.** L'utilisation fréquente, côté chinois, des fermes de contenu (→ p. 361) délocalisées en Malaisie ou ailleurs fait écho à la pratique rodée, côté russe, des fermes à trolls, dont certaines sont également situées à l'étranger (par exemple, cette ferme à trolls ghanéenne dans la banlieue d'Accra sur laquelle a enquêté Graphika)[50].

• **10) en se rapprochant des extrêmes politiques**. Les liens de l'ambassade de Chine en Suède avec le parti nationaliste et populiste d'extrême droite Alternativ för Sverige et l'Institut Schiller, à la réputation sulfureuse, ont surpris. Comme en France lorsque *Le Quotidien du peuple*, organe du PCC, s'est appuyé sur Damien Viguier, l'avocat (lui-même condamné

45. NIC, *Foreign Threats to the 2020 US Federal Elections*, 10 mars 2021, version déclassifiée du 15 mars 2021 (https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/ICA-declass-16MAR21.pdf), p. 8.
46. 刘力铭 (Liu Liming), « 叙利亚内战中美俄的舆论博弈 与启示 » (Insights and the Public Opinion Game Between the U.S. and Russia in Syria's Civil War), 军事记者 (*Military Correspondent*), décembre 2018.
47. Beauchamp-Mustafaga et Chase, *Borrowing a Boat Out to Sea*, *op. cit.*, p. 95.
48. Jessica Brandt et Bret Schafer, « Five Things to Know About Beijing's Disinformation Approach », Alliance for Securing Democracy, GMF, 30 mars 2020. Voir notamment Ilya Yablokov, « Social networks of death: conspiracy panics and professional journalistic ethics in the post-Soviet Russia, *Quaderni*, 94, 2017/3, p. 53-62.
49. Rosenberger, « China's Coronavirus Information Offensive », *op. cit.*.
50. Ben Nimmo *et al.*, *IRA in Ghana: Double Deceit*, Graphika, mars 2020.

pour contestation de crimes contre l'humanité)[51] de l'idéologue d'extrême droite Alain Soral, pour discréditer la couverture de la Chine faite par le journal *Le Monde*[52] ; lorsque Égalité et réconciliation, l'association fondée par Alain Soral, relaie également la théorie conspirationniste chinoise selon laquelle le coronavirus aurait son origine dans le laboratoire américain de Fort Detrick[53] (→ p. 583) ; ou encore lorsque l'ambassade de Chine à Paris fait la promotion du livre sur les Ouïghours d'un auteur d'extrême gauche administrateur d'un site ayant « relayé des contenus conspirationnistes à plusieurs reprises[54] » (→ p. 330). Il y a d'autres exemples ailleurs, notamment en Italie où Pékin s'est aussi rapproché de l'extrême droite[55]. Selon un rapport d'avril 2021 du Soufan Center, depuis mars 2020 **la Chine serait l'acteur étatique « le plus impliqué dans l'amplification des récits QAnon[56] sur Facebook »**, devant la Russie : entre le 1er janvier et le 28 février 2021, par exemple, 58 % des publications QAnon sur Facebook auraient été originaires de Chine, quand moins de la moitié l'auraient été de Russie. Le rapport en déduit que « l'objectif de la Chine est très probablement de semer la discorde et la division au sein de la population américaine[57] ». Si ces données précises sont à prendre avec précaution, la méthodologie du rapport ayant été mise en cause (la provenance exacte des opérateurs des comptes Facebook impliqués étant invérifiable par qui que ce soit d'autre que Facebook)[58], le principe même d'une implication d'acteurs étatiques chinois dans l'amplification des récits QAnon reste plausible compte tenu du fait que Facebook, comme Twitter et Google, a fait état de manipulations d'origine chinoise à plusieurs reprises et que, comme nous l'avons vu, certaines de ces manipulations avaient bien pour objectif d'accroître les divisions au sein de la société américaine. Cette tendance relativement nouvelle est un autre symptôme de la russianisation de la pensée (et de la pratique diplomatique) chinoise, qui n'hésite plus à fréquenter les extrêmes locaux, comme la Russie le fait depuis longtemps.

Les motivations sont certes différentes : **en général, l'alignement sur la Chine est motivé par l'appât du gain, davantage que par la convergence de vues ou d'intérêts**, contrairement à l'alignement sur la Russie qui entretient une vraie proximité idéologique avec ces groupes (traditionalisme, souverainisme, euroscepticisme, etc.). Néanmoins, ce que fait la Chine au Xinjiang – mettre un million de musulmans dans des camps de concentration dans le cadre d'un nettoyage ethnique voire un génocide – peut séduire certaines franges de l'extrême droite.

C'est sans doute dans ce contexte de rapprochement avec les extrêmes politiques qu'il faut interpréter **certains signaux antisémites** dans le discours chinois. Outre qu'une partie des relais de ce discours sont des sites notoirement conspirationnistes et antisémites, comme celui que Larry Romanoff avait dès 2010 (→ p. 602), certains diplomates et journalistes chinois ont fait ces derniers temps quelques références troublantes. Le 24 mai 2020, l'ambassade de Chine en France publiait sur son compte Twitter une caricature (ci-dessous) largement perçue comme complotiste et antisémite (le drapeau israélien sur la faux de la Mort semblant désigner une alliance américano-israélienne pour semer la mort dans un certain nombre de pays et, en

51. Olivia Dufour, « Non, l'immunité de l'avocat n'est pas totale », *Gazette du Palais*, 16, 23 avril 2019, p. 5.
52. « French lawyer condemns Le Monde's stigmatization of China », People's Daily Online, 3 avril 2020, https://archive.vn/6iGfs.
53. « Pékin contre-attaque : le laboratoire militaire américain de Fort Detrick à l'origine du Covid ? » (source : voltairenet.org), Égalité et réconciliation, 29 juin 2021 (https://archive.vn/uNwtp).
54. https://www.conspiracywatch.info/le-grand-soir.
55. Martin Svárovský, Jakub Janda et Veronika Víchová, *Handbook on Countering Russian and Chinese Interference in Europe*, European Values et Konrad Adenauer Stiftung, 2019, p. 16.
56. Mouvance conspirationniste d'extrême droite d'origine américaine, qui a notamment joué un rôle dans l'assaut du Capitole par les pro-Trump le 6 janvier 2021, et qui se répand désormais dans le monde.
57. *Quantifying the Q Conspiracy: A Data-Driven Approach to Understanding the Threat Posed by QAnon*, The Soufan Center, avril 2021, p. 26.
58. David Gilbert, « No, Russia and China Didn't 'Weaponize' QAnon. It's a Homegrown Nightmare », *Vice*, 22 avril 2021.

l'espèce, à Hong Kong), avant de supprimer ce message et d'affirmer que son compte avait été « falsifié » – une explication qui n'a pas convaincu car, comme l'a noté Antoine Bondaz, la caricature en question continuait d'être « likée » par le compte de l'ambassade[59] (sans compter qu'elle sera republiée en avril 2021, par le compte de l'ambassade de Chine au Japon cette fois, avant d'être à nouveau supprimée – voir image ci-dessous). Autre exemple, également repéré par Antoine Bondaz : le 23 mars 2021 sur Weibo, le journaliste et écrivain Zheng Ruolin (郑若麟), un « vieil ami[60] » de Maxime Vivas (→ p. 330), attaque l'eurodéputé français Raphaël Glucksmann en soulignant que « toute sa famille est juive », avec un visuel figurant l'étoile de David (et en lui reprochant au passage d'être responsable de la mort de Samuel Paty puisqu'il aurait « attiré les réfugiés tchétchènes en France, et [que] c'est un terroriste tchétchène qui a décapité le professeur français » – voir image ci-dessous). Enfin, le 18 mai 2021, l'ambassade d'Israël en Chine réagissait à une émission de CCTV sur Gaza, estimant qu'elle faisait preuve d'« antisémitisme flagrant[61] ». Le présentateur avait notamment expliqué, en anglais, que « les Juifs dominent les secteurs de la finance et de l'Internet[62] ». Ces exemples sont pour l'instant isolés et rien n'indique une tendance – il s'agit sans doute simplement d'utiliser tous les leviers possibles contre les ennemis de la Chine, dans un discours désinhibé qui ne s'interdit désormais plus rien, mais ce levier en particulier pourrait recevoir un écho au sein de certains groupes antisémites en Russie, en Europe et en Amérique du Nord, notamment.







Sources : « L'ambassade de Chine en France affirme que son compte Twitter a été "falsifié" après un tweet polémique », *La Libre*, 25 mai 2020 ; https://www.sankei.com/article/20210430-4QVL4S364FMCTPP7KOBFEJBW7A/ ; https://twitter.com/AntoineBondaz/status/1374617640598126595/photo/2.

• **11) en instrumentalisant le spectre du terrorisme** dans son récit sur les Ouïghours. Non seulement le spectre du terrorisme mais aussi le mythe d'une population heureuse (les médias véhiculent de nombreuses images du bonheur quotidien au Xinjiang), et les attaques contre la propagande occidentale qui n'y connaît rien, ment et s'ingère : tout cela « reflète de nombreux éléments classiques de la désinformation russe, avec une touche chinoise[63] ».

59. https://twitter.com/AntoineBondaz/status/1264851073929445376.
60. Thaïs Chaigne, « Qui est Maxime Vivas, ce Français qui dénonce les "fake news" sur les Ouïghours et fait le bonheur de Pékin ? », *Libération*, 30 mars 2021.
61. https://twitter.com/IsraelinChina/status/1394653723901579264.
62. « Israel accuses Chinese state TV of 'blatant anti-Semitism' », AP, *The Times of Israel*, 19 mai 2021.
63. Brandt et Schafer, « Five Things to Know », *op. cit.*

• **12) en utilisant des « méthodes de gangster »**. Les pressions, intimidations, agressions, arrestations arbitraires, enlèvements, cambriolages, piratages, sabotages décrits dans ce rapport montrent que le Parti-État hésite de moins en moins à utiliser des « méthodes de gangster[64] », qui tranchent avec l'*ethos* que Pékin semblait vouloir projeter sur la scène internationale – celui d'une puissance bienveillante et pacifique – et se rapproche de l'image brutale qui, au contraire, n'a jamais semblé gêner Moscou.

En somme, il est clair désormais que **Pékin s'est approprié l'approche russe** pour discréditer « l'Occident », que Ben Nimmo dès 2015 résumait par **les « 4D[65] »** : ***dismiss*** (« si vous n'aimez pas ce que vos critiques disent, insultez-les »), ***distort*** (« si vous n'aimez pas les faits, déformez-les »), ***distract*** (« si vous êtes accusé de quelque chose, accusez quelqu'un d'autre de la même chose[66] »), ***dismay*** (« si vous n'aimez pas ce que quelqu'un d'autre prépare, essayez de lui faire peur »)[67].

La Chine est souvent présentée, contrairement à la Russie, comme ne faisant pas de campagnes de désinformation agressives dans le but d'exploiter les divisions d'une société, et n'ayant pas un champ d'application mondial (mais seulement régional). Ce serait d'ailleurs les deux seules cases qui lui manqueraient dans l'arsenal de la guerre hybride, selon cette infographie du Ukraine Crisis Media Centre (ci-dessous)[68]. Cela était peut-être vrai il y a quelques années, mais ça ne l'est plus aujourd'hui : comme le présent rapport espère l'avoir montré, **la Chine coche aussi ces deux cases. Elle les coche toutes. Elle a l'arsenal le plus complet de tous les États.**


HYBRID TACTICS OF RUSSIA, CHINA AND IRAN

Differences and similarities in the way authoritarian regimes of Russia, China and Iran conduct hybrid operations

TACTICS OF HYBRID WARFARE			
Development and active usage of state and state-affiliated media	●	●	
Troll factories and polarising campaigns in social media	●	●	●
Aggressive disinfo campaigns, aimed at exploiting societal cleavages		●	●
Active use of cultural centers / events to promote their agenda	●	●	
Disinformation campaigns aimed at creating a positive image of the country	●		●
Officially aiding weak and corrupt governments	●	●	
Targeting societies worldwide as opposed to focus on a specific region		●	
Use of big tech corporations to collect data for the regime	●		
Targeted attacks at dissidents and opponents of the regime	●	●	●

Enfin, il nous semble que **cette russianisation prend également la forme d'une soviétisation**. Autrement dit, elle pourrait ne pas concerner seulement les manipulations de l'information sur les réseaux sociaux, mais constituer aussi un retour à la tradition comme moyen de répondre

64. Reporters sans frontières, *Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*, 2019, p. 19.
65. Ben Nimmo, « Anatomy of an Info-War: How Russia's Propaganda Machine Works, and How to Counter It », *StopFake*, 19 mai 2015.
66. Figure argumentative connue sous le nom de métastase.
67. https://twitter.com/benimmo/status/670230827377295360.
68. « Hybrid Tactics of Russia, China and Iran », Ukraine Crisis Media Center, 22 décembre 2020.

aux détections de plus en plus fréquentes, dont témoigne le nombre exponentiel de rapports exposant des opérations. À l'image de certains djihadistes revenus aux ondes courtes pour échapper aux interceptions de leurs communications téléphoniques (GSM ou satellitaires), plus les observateurs scrutent et dénoncent les actions de la Chine sur les réseaux sociaux et internet, plus la tentation d'avoir recours à d'autres canaux de désinformation est puissante. En cela, le répertoire des mesures actives forgées par le **service A du KGB** constitue une source d'inspiration précieuse pour les acteurs chinois des opérations d'influence. Cette tendance, qui devrait croître dans les années à venir, est bien illustrée par l'opération que nous avons baptisée « Infektion 2.0 » qui mêle subtilement la désinformation sur les réseaux sociaux et le contrôle d'organisations de front.

B. Les différences qui subsistent

• **1) La Chine est plus complète**, non seulement parce qu'elle a des plateformes propres (WeChat, Weibo, TikTok) qui sont utilisées dans le monde entier, contrairement aux Russes qui dépendent des plateformes américaines (Facebook, Twitter, Instagram), mais aussi et surtout dans l'influence « hors ligne » : « Les activités en ligne de la Chine viennent fréquemment en soutien d'opérations d'influence hors ligne qui font largement appel à des réseaux en personne d'agents d'influence humains, à des médias d'État ouvertement attribués [à Pékin] et une "propagande grise" moins manifestement attribuable. Cette collection robuste et bien dotée d'outils [permet] à la Chine d'exécuter des opérations d'influence intégrées à une échelle que la Russie ne peut égaler[69]. » D'une manière générale, **Pékin a beaucoup plus de leviers, en particulier économiques, que Moscou**.

• **2) La Chine a aussi l'avantage d'une main-d'œuvre pléthorique**. « Les Russes comptent toujours beaucoup sur les bots, donc [les ordinateurs] qui propagent la désinformation, alors que les Chinois semblent continuer à utiliser des êtres humains, ce qui permet au contenu de réagir plus rapidement aux situations. [Les] informations originales sont générées par des êtres humains, puis elles sont diffusées par des systèmes informatiques, et tout cela pour saturer l'environnement, mais une chose est sûre, c'est que la Chine a beaucoup plus de personnes capables de produire du contenu de désinformation que la Russie[70]. » **Cet avantage comparatif est toutefois relativisé par l'usage croissant de l'intelligence artificielle** dans les opérations informationnelles, y compris dans la production de contenu.

• **3) En revanche, les manipulations de l'information russes sont plus sophistiquées**. Les opérations chinoises sur les réseaux sociaux occidentaux depuis 2017 témoignent d'un volume impressionnant mais d'un travail souvent bâclé, donc relativement facile à repérer, au contraire des Russes, plus soignés, qui ont **une connaissance beaucoup plus fine des écosystèmes médiatiques locaux et des opinions publiques**. Comme les officiers du KGB avant eux, les Russes « font des recherches ethnographiques (des agents de l'IRA ont voyagé aux États-Unis) et s'imprègnent des communautés dont ils prétendent être membres (tels que les militants de Black Lives Matter ou les sécessionnistes texans). Ils font l'effort de nouer des relations avec des influenceurs, pour s'assurer que des voix authentiques et influentes amplifient leur contenu[71] ». **Les Chinois, globalement, apprennent les langues mais pas les cultures et manquent de capacité d'adaptation** : « On voit des jeunes parlant très bien la langue mais se comportant de façon complètement inappropriée », nous confie un interlocu-

69. Renée Diresta *et al.*, *Telling China's Story: The Chinese Communist Party's Campaign to Shape Global Narratives*, Stanford Internet Cyber Policy Center, Hoover Institution, juillet 2020, p. 3.
70. Cole, « A conversation about China's sharp power », *op. cit.*, p. 3.
71. Diresta *et al.*, *Telling China's Story*, *op. cit.*, p. 44.

teur suédois[72]. *A contrario*, il semblerait que, dans les pays arabes (notamment les pays du Golfe et l'Algérie), les diplomates chinois non seulement maîtrisent parfaitement l'arabe – classique comme dialectal – mais sont également de fins connaisseurs des cultures locales[73].

• **4) La Russie a aussi une meilleure intégration entre le cyber et le reste** : ses cyberopérations font partie d'une campagne d'influence plus large (de *hack-and-leak* par exemple). Elles sont mises à profit dans une séquence impliquant non seulement le renseignement, mais aussi les médias, comme on l'a vu ces dernières années, notamment dans les cas des DNC Leaks et des Macron Leaks[74]. Pékin, au contraire, semble davantage segmenter (le cyber d'un côté, le reste de l'autre) : **les cyberopérations chinoises sont extrêmement nombreuses et sophistiquées, mais elles ne semblent pas (encore) intégrées à des opérations informationnelles plus larges alors même que certains acteurs tels que le MSE maîtrisent tout le répertoire**. Si la russianisation se poursuit, c'est donc ce qui devrait se profiler.

• **5) La Chine croit encore à l'attractivité de son modèle**. Les médias chinois, tout en attaquant les Occidentaux, font surtout **la promotion de la Chine et de son modèle de gouvernance**. CGTN et Xinhua ne se comportent pas comme RT et Sputnik. La Chine parle beaucoup plus d'elle-même que la Russie : plus de 50 % du contenu diffusé par les chaînes YouTube de CGTN et CCTV est focalisé sur la Chine, tandis que seulement 4 % du contenu diffusé par les chaînes YouTube de RT America et RT UK est focalisé sur la Russie[75]. Le site internet de RT en français n'a pas d'onglet consacré aux actualités russes, par exemple, au contraire de celui de CGTN en français qui place même son onglet « Chine » en première position dans son menu. En somme, **les médias chinois sont égocentrés**.

• **6)** La conséquence directe de cette différence de posture ne joue pas en faveur de la Chine : **les médias russes sont beaucoup mieux implantés dans les écosystèmes locaux, leurs sites sont beaucoup plus visités, et leurs comptes sur les réseaux sociaux génèrent beaucoup plus d'engagement** parce qu'ils parlent de sujets français en France, par exemple, et de sujets clivants (chômage, manifestations, crime, immigration, etc.), tandis que les médias chinois parlent surtout de Chine en France, ce qui passionne moins les internautes. **Autrement dit, la Chine surpasse de très loin la Russie dans le gonflage artificiel d'abonnés sur les réseaux sociaux mais les Russes sont plus efficaces, plus convaincants**. Ils ont donc, comparativement, plus d'impact sur les réseaux sociaux. Cela ne semble pas être la priorité des Chinois, plus soucieux de « démontrer à leurs supérieurs un engagement total en générant des niveaux élevés d'activité […], dont l'efficacité ou l'impact réel peut être secondaire[76] ». À ce titre, la campagne disciplinaire voulue par Xi Jinping a sans doute renforcé la propension des acteurs sur le terrain à privilégier la dimension quantitative des opérations au détriment de succès réels. Le risque est bien entendu qu'ils finissent par le comprendre et deviennent plus subtils, donc moins détectables et plus influents.

Pour résumer, Pékin a l'avantage dans certains domaines, Moscou dans d'autres, mais globalement il n'est pas faux de dire que « **La Chine a copié les tactiques de la Russie […] sans avoir les compétences de la Russie**[77] ». Cela ne veut pas dire, toutefois, que l'une est moins dangereuse que l'autre, en premier lieu parce que le potentiel de progres-

72. Entretien de l'un des auteurs à Stockholm, en février 2020.
73. Entretien des auteurs avec Fatiha Dazi-Héni à Paris, en février 2021.
74. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *The 'Macron Leaks' Operation: A Post-Mortem*, IRSEM/Atlantic Council, juin 2019.
75. Brandt et Schafer, « Five Things to Know », *op. cit.*
76. Diresta *et al.*, *Telling China's Story*, *op. cit.*, p. 44.
77. Edward Lucas, Jake Morris et Corina Rebegea, *Information Bedlam: Russian and Chinese Information Operations During Covid-19*, CEPA, mars 2021, p. 3.

sion chinois est considérable. En outre, il ne faut pas confondre le tout et la partie : **si l'on ne parle que des manipulations de l'information, la supériorité russe est évidente, mais si l'on élargit aux opérations d'influence en général, c'est l'inverse** parce que Pékin a la même tradition, celle des techniques du communisme raffinées tout au long du XXe siècle, et est en train d'acquérir la même expertise, voire de mieux faire dans certains domaines ; parce que la Chine a un poids économique et une attraction de l'accès à son marché qui font qu'il est plus difficile de lui dire non ; et enfin parce qu'elle a aussi une plus grande subtilité et **une apparence d'inoffensivité**. Ce que To dit du travail fait à l'égard des Chinois de l'étranger, le *qiaowu* (侨务), à savoir qu'il est « un outil efficace pour un contrôle et une manipulation comportementaux intensifs tout en paraissant bienveillant et utile[78] », vaut pour l'ensemble du travail de Front uni, et pour la plupart des opérations d'influence chinoises. Enfin, comme l'écrit Ryan Fedasiuk, « si les vingt dernières années sont une indication, les étrangers doivent **s'attendre à ce que les opérations d'influence du PCC continent de croître en taille et en sophistication**[79] ». Le Parti-État apprend vite et il a des moyens considérables.

C. La coopération

La coopération sino-russe, ou plutôt sino-soviétique, en matière de manipulations de l'information n'est pas nouvelle. Lorsqu'en 1949-1950 la propagande soviétique accusait les États-Unis de tester des armes biologiques contre les populations Inuit d'Alaska, cette fausse information avait été relayée par la propagande chinoise qui affirmait que les États-Unis collaboraient avec l'ancien responsable du programme d'armes biologiques japonais, et qu'ils se préparaient à utiliser ces armes contre la Chine. En 1952, durant la guerre de Corée, ce sont cette fois les Soviétiques qui relayaient la campagne de désinformation chinoise et nord-coréenne selon laquelle les États-Unis menaient une guerre bactériologique en déversant, par avion, des insectes infectés de microorganismes pouvant causer des maladies telles que la peste et le choléra. Et c'est avec l'aide des Soviétiques toujours qu'ils avaient truqué les preuves en créant deux fausses zones de contamination[80].

Aujourd'hui, les relations sino-russes se développent. Depuis plus d'une décennie, **les deux puissances n'ont cessé de se rapprocher** à mesure qu'elles s'éloignaient des États-Unis. Les conséquences de l'annexion de la Crimée et de la guerre du Donbass depuis 2014, c'est-à-dire la rupture avec l'Europe, ont également contribué au renforcement du partenariat entre Moscou et Pékin. Plus récemment, la pandémie de Covid-19 a aussi pu donner l'impression d'un « front commun » pour défendre la performance supposée du modèle autoritaire dans la gestion de crise, par rapport à ce que les médias des deux États décrivaient conjointement comme l'inefficacité, voire le chaos, dans les démocraties libérales. Quoique les spécialistes soulignent à l'envi la fragilité, ou à tout le moins le caractère quelque peu artificiel et peu pérenne, de cette entente profondément asymétrique – l'écart s'étant aussi creusé entre les deux –, il n'en reste pas moins que dans le champ des opéra-

78. James Jiann Hua To, *Qiaowu: Extra-Territorial Policies for the Overseas Chinese*, Leiden, Brill, 2014, p. 50.

79. Ryan Fedasiuk, « A Different Kind of Army: The Militarization of China's Internet Trolls », *China Brief*, 21:7, 12 avril 2021.

80. Milton Leitenberg, « China's False Allegations of the Use of Biological Weapons by the United States during the Korean War », Working Paper, 78, *Cold War International History Project*, mars 2016 ; Milton Leitenberg, « False Allegations of U.S. Biological Weapons Use during the Korean War », in Anne L. Clunan, Peter R. Lavoy, Susan B. Martin (dir.), *Terrorism, War, or Disease? Unraveling the Use of Biological Weapons*, Stanford University Press, 2008 ; « Wu Zhili, 'The Bacteriological War of 1952 is a False Alarm' », septembre 1997, History and Public Policy Program Digital Archive, Yanhuang Chunqiu 11, 2013, p. 36-39.

tions d'influence, et plus précisément le champ informationnel, les deux puissances entreprennent des rapprochements manifestes.

• **1) Une coopération médiatique**. Depuis 2015, il existe un Russia-China Media Forum au sein duquel, chaque année, des dizaines d'accords sont signés entre médias des deux pays. En 2017, Sputnik a signé des accords de coopération avec Xinhua, Guangdong radio et TV[81], et le *Global Times*[82] ; et Rossia Segodnia (RS, comprenant notamment Sputnik et RIA Novosti) avec Alibaba Culture Communication[83]. En 2018, RS et China Media Group (CMG, comprenant notamment CGTN et RCI) ont signé un partenariat de coopération stratégique, qui vise officiellement à **développer des productions communes** (reportages, production d'actualité) **et promouvoir sur leurs plateformes les contenus de l'autre partie**. Ils ont aussi mis en place une application qui diffuse des contenus traduits en russe ou en chinois et produits par les médias des deux pays (www.sinorusfocus.com). En 2019, des accords ont été signés entre RS et Huawei[84], et à nouveau Sputnik et Xinhua (cette fois pour partager des contenus en espagnol et en arabe)[85]. Autre type de décision prise dans le cadre de ces sommets, l'accord par Roskomnadzor, l'autorité russe de régulation des moyens de communication en général, d'une licence de diffusion sur les réseaux numériques et câblés russes à la version russophone de CGTN. Au niveau politique, côté russe, c'est le vice-ministre du Développement numérique et des Communications de masse Alexeï Voline qui semble en première ligne dans les négociations.

Par ailleurs, **des journalistes chinois sont, chaque année, conviés au programme de Young Leaders russe,** « Новое поколение » (Nouvelle génération), chapeauté par l'agence Rossotroudnitchestvo, en coopération avec Sputnik. Il s'agit de master-classes où des employés de RS forment aux « pratiques du journalisme international en Russie en matière de production multimédia et d'usage des médias sociaux[86] ».

Ce rapprochement est motivé par une conviction partagée sur la dimension compétitive de l'espace médiatique international et la nécessité, pour les médias russes et chinois, de **s'allier pour peser face aux poids lourds occidentaux** (essentiellement CNN et BBC), en adoptant une ligne « alternative ». Lors de la visite d'État de Xi Jinping à Moscou en juillet 2017, la rédactrice en chef de RT Margarita Simonian est intervenue devant les deux chefs d'État au Kremlin : elle y a assumé le cadre de la « guerre de l'information » et a appelé à accroître la coopération entre médias russes et chinois pour « la survie de nos ressources […] face au puissant journalisme *mainstream* occidental[87] ». L'un des interlocuteurs chez RT du chercheur Maxime Audinet en 2015 lui avait d'ailleurs confié que **plusieurs producteurs et journalistes de CCTV étaient venus observer les pratiques éditoriales de la chaîne russe et la construction de sa ligne « alternative » assumée, incisive et très offensive** à l'égard de l'Occident (dans le contexte de la crise ukrainienne en particulier)[88].

La pandémie de Covid-19 en 2020 a été une occasion supplémentaire d'appeler à la coopération entre médias russes et chinois pour faire front commun contre les critiques. Par

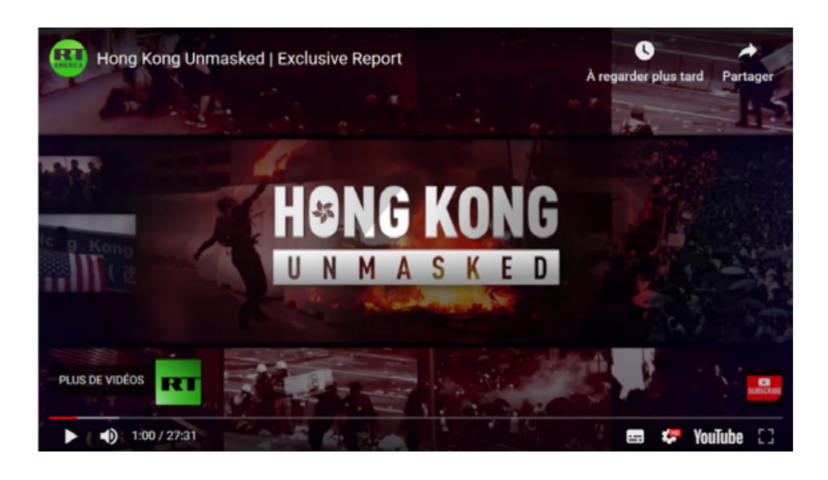
81. « Sputnik signs cooperation agreements with China's Xinhua, Guangdong agencies », Sputnik, 4 juillet 2017.
82. « Global Times begins cooperation with Sputnik », *Global Times*, 19 avril 2017.
83. « Sputnik News Agency, Alibaba Group sign memorandum of strategic cooperation », Sputnik, 6 septembre 2017.
84. « Huawei & Russian media group Rossiya Segodnya sign deal on strategic cooperation », RT, 4 septembre 2019.
85. Janaina Camara da Silveira, « Time for BRICS media groups to strengthen cooperation », *China Daily*, 1er novembre 2019.
86. Voir Audinet, *Une fabrique étatique du soft power*, *op. cit.*
87. « Симоньян: Ни одна война в последние годы не начиналась без поддержки прессы » (Simonian : pas une guerre récente n'a commencé sans le soutien de la presse), in RT na russkom, 4 juillet 2017, https://youtu.be/FX3Me2Yxv1Q.
88. Entretien avec Maxime Audinet, à Paris, en novembre 2020.

exemple, lors du 2020 China-Russia Online Media Webinar qui s'est tenu en ligne le 18 décembre 2020, Niu Yibing, le directeur adjoint de la Commission centrale pour la cybersécurité et l'informatisation (中央网络安全和信息化委员会), a appelé les médias numériques russes et chinois à « travailler ensemble pour raconter des histoires plus frappantes sur la lutte contre la pandémie, et pour **lutter conjointement contre les attaques et les provocations des pays occidentaux**[89] ».



2020 China-Russia Online Media Webinar (©Zhu Xingxin/chinadaily.com.cn)[90].

• **2) Une entraide sur les réseaux sociaux.** Lors de la crise hongkongaise de 2019, RT a diffusé un documentaire d'une trentaine de minutes, « Hong Kong Unmasked », qui conclut à l'implication du gouvernement américain par le truchement de think tanks, ONG et agences d'État, dont la CIA. Le documentaire a été publié sur YouTube le 29 novembre, où il a été visionné plus de 100 000 fois, avant d'être abondamment relayé sur Weibo et d'autres réseaux chinois[91].



« Hong Kong Unmasked | Exclusive Report », vidéo publiée par le compte RT America sur YouTube le 29 novembre 2019[92].

89. Ren Qi, « Chinese, Russian media have role in virus fight », *China Daily*, 19 décembre 2020 (https://archive.vn/lQ19L).
90. Source : https://global.chinadaily.com.cn/a/202012/19/WS5fdd3bb7a31024ad0ba9cc21.html.
91. https://www.youtube.com/watch?v=0CUgy-Hzyfo ; Simone McCarthy, « Russian TV production echoes China's line on Hong Kong protests », *South China Morning Post*, 9 décembre 2019 ; Jane Li, « Russia is Beijing's best ally in the disinformation war against Hong Kong », *Quartz*, 11 décembre 2019.
92. https://www.youtube.com/watch?v=0CUgy-Hzyfo&feature=emb_logo.

Le même jour, le site RIAFAN.ru, qui appartient au réseau des « fermes à trolls » de l'Internet Research Agency, a publié un article sur l'opposition hongkongaise particulièrement biaisé, contenant de nombreuses inexactitudes, dont de fausses citations de Joshua Wang[93].

D'une manière générale, **les sites de propagande chinois et russes, mais aussi iraniens, s'entraident, se citent les uns les autres, amplifiant les mêmes contenus anti-occidentaux d'une façon qui « semble circulaire**[94] ». « Depuis novembre 2019, trois des cinq organes d'information les plus retweetés (sans compter les médias soutenus par l'État chinois) ont été financés par les gouvernements iranien ou russe. PressTV, RT et SputnikNews étaient respectivement les troisième, quatrième et cinquième médias les plus retweetés[95]. » « En Italie, nous avons vu **des comptes de médias sociaux liés à la Russie amplifier des contenus promouvant les récits pro-chinois**, par exemple des tweets du ministère chinois des Affaires étrangères et du *Global Times*[96]. » Les services russes (GRU) semblent avoir contribué à amplifier des manipulations de l'information sur la pandémie, en particulier les théories conspirationnistes chinoises sur l'origine américaine du virus[97].

• **3) Une coopération dans la « lutte contre la désinformation ».** En septembre 2020, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a annoncé que son ministre et son homologue russe, Sergueï Lavrov, avaient atteint « un important consensus sur la lutte contre la désinformation ». Elle dénonce les pays qui, « dans le contexte de la Covid-19 », diffusent de la désinformation et invite à « respecter les faits ».





Sources : https://twitter.com/SpokespersonCHN/status/1304445728907952129 ; https://twitter.com/mlrchtr/status/1304822970368569345.

93. Fatima Tlis, « Russian 'Troll Farm' Posts Ersatz Report on Hong Kong Thanksgiving Rally », *Polygraph.info*, 3 décembre 2019.
94. Brandt et Schafer, « Five Things to Know », *op. cit.*
95. *Ibid.*
96. Gabrielle, « Briefing With Special Envoy », *op. cit.*
97. Julian E. Barnes et David E. Sanger, « Russian Intelligence Agencies Push Disinformation on Pandemic », *The New York Times*, 28 juillet 2020.

La Russie et la Chine étant largement considérées dans le reste du monde comme deux des plus grands producteurs de désinformation, cette annonce a suscité de nombreux commentaires ironiques. Pour les observateurs attentifs des opérations d'influence, elle a également été perçue comme **un aveu de coopération dans ce domaine, non pas pour « lutter » contre la désinformation, mais pour la produire**. C'est d'ailleurs ce que laisse penser l'utilisation par les Chinois de matériels narratifs dont usent habituellement les Russes. Ainsi, après la publication par le *Jyllands-Posten* des caricatures du drapeau de la RPC, les internautes chinois (dont le groupe Diba) ont moqué la « faiblesse » des Danois qui n'ont pu résister que 4 heures face à l'invasion allemande le 9 avril 1940, ce qui est un argument récurrent des campagnes de désinformation russes[98]. La présence de cette « référence » dans la campagne chinoise permet de supposer que les deux pays pratiquent des transferts de compétences.

• **4) L'usage de relais communs.** Conséquence du fait que, comme nous l'avons vu, le Parti-État n'hésite plus désormais à fréquenter les extrêmes politiques (→ p. 620), il lui arrive fréquemment de **puiser aux mêmes sources que Moscou**. La plupart de ses relais anti-américains sont connus pour être, corrélativement, pro-russes. Par exemple, pour nier l'oppression des Ouïghours et discréditer le chercheur allemand Adrian Zenz[99], ou encore nier l'origine chinoise du coronavirus, les autorités chinoises s'appuient volontiers sur **Max Blumenthal**, un journaliste américain, et son site **The Grayzone**, qui sont cités par la presse chinoise[100] comme par les porte-parole du ministère des Affaires étrangères[101]. Un article de Blumenthal publié dans The Grayzone le 18 février 2021[102] a ainsi été relayé sur Twitter par Zhao Lijian, porte-parole du ministère des Affaires étrangères[103], par CGTN qui pour l'occasion accorde un entretien à Blumenthal[104], et par un certain nombre d'ambassades, dont certaines ont même reproduit sur leur site l'article dans son intégralité[105]. Or, Blumenthal, qui a fondé son site un mois après un voyage à Moscou pour les dix ans de RT, était jusqu'alors surtout connu pour être un relais de la propagande russe (et un avocat de Bachar el-Assad)[106]. Son site The Grayzone a également été cité par la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères[107]. Il est désormais l'une des nombreuses sources communes de Pékin et Moscou.

• **5) Une coopération entre forces de sécurité ?** On peut supposer – sans toutefois pouvoir le prouver – que les médias et les diplomates des deux pays ne sont

98. Entretien de l'un des auteurs au Danemark, février 2020.
99. Sur ce thème en particulier, voir Albert Zhang, Jacob Wallis et Zoe Meers, *Strange bedfellows on Xinjiang: The CCP, fringe media and US social media platforms*, ASPI's International Cyber Policy Centre, mars 2021.
100. Au moins 252 fois dans les médias d'États *Global Times*, CGTN et Xinhua, et 61 fois dans le *Quotidien du peuple* entre décembre 2019 et février 2021, selon Zhang, Wallis et Meers (*ibid.*, p. 8). Voir par exemple Liu Xin, « Not anti-US, but speak for betrayed Americans: The Grayzone founder », *Global Times*, 25 avril 2020 (https://archive.vn/9zuh3) et « Founder of The Grayzone disputes conspiracy theories targeting China », CGTN, 27 avril 2020 (https://www.youtube.com/watch?v=uBp3oqTMRjs).
101. Voir par exemple « Conférence de presse du 1er avril 2020 tenue par la porte-parole du Ministère des Affaires étrangères Hua Chunying », ministère des Affaires étrangères de la RPC, 1er avril 2020 (https://archive.vn/zAuDc) ; « Foreign Ministry Spokesperson Wang Wenbin's Regular Press Conference on April 20, 2021 », ministère des Affaires étrangères de la RPC, 20 avril 2021 (https://archive.vn/wH3g8) ; « What's False and What's True on China-related Human Rights Matters », Office of the Commissioner of the Ministry of Foreign Affairs of the PRC in the Hong Kong special administrative region, 2 juillet 2020 (https://archive.vn/UUHb9).
102. Gareth Porter et Max Blumenthal, « US State Department accusation of China 'genocide' relied on data abuse and baseless claims by far-right ideologue », *The Grayzone*, 18 février 2021 (https://archive.vn/w9gKk).
103. https://twitter.com/zlj517/status/1363852209272676356.
104. https://archive.vn/Pk778.
105. Par exemple l'ambassade de la RPC en Belgique le 1er mars 2021 (https://archive.vn/qcxwX).
106. Sam Charles Hamad et Oz Katerji, « Did a Kremlin Pilgrimage cause Alternet blogger's Damascene conversion? », *Pulse*, 22 août 2017.
107. « Briefing by Foreign Ministry Spokeswoman Maria Zakharova, Moscow, February 26, 2021 », ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, 26 février 2021 (https://archive.vn/YHjLh).

pas les seuls à coopérer sur les opérations d'influence (qu'ils perçoivent comme de la contre-influence) et que les forces armées et les services de renseignement, notamment, échangent au moins des informations, peut-être des « bonnes pratiques », lorsqu'ils ont l'objectif commun d'affaiblir et de diviser des sociétés libérales. On peut d'autant plus le supposer que **cette coopération inter-services existe déjà** dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (sur la lutte anti-terroriste et les narcotrafics, notamment). Ce qui est certain, ce dont témoigne notamment la littérature militaire chinoise, c'est qu'il y a à tout le moins un intérêt chinois pour les tactiques russes et, à mesure que les Chinois progressent, un intérêt sans doute réciproque des acteurs russes pour les expériences chinoises.

II. Des succès tactiques, un échec stratégique

Machiavel disait qu'« il est plus sûr d'être craint que d'être aimé ». Mais il ajoutait aussitôt, en lecteur de Cicéron[108], que « le prince qui veut se faire craindre doit s'y prendre de telle manière que, s'il ne gagne point l'affection, il ne s'attire pas non plus la haine ; ce qui, du reste, n'est point impossible ; car on peut fort bien tout à la fois être craint et n'être pas haï[109] ». C'est précisément ce à quoi Pékin n'est pas parvenu.

Les opérations d'influence chinoises ont connu **des succès tactiques**. Pékin peut contraindre des entreprises privées comme des compagnies aériennes ou des chaînes d'hôtel à renommer leurs destinations (« Taïwan, Chine »), ou la NBA à présenter ses excuses après un tweet d'un dirigeant de club. Elle a aussi démontré sa capacité à infliger des coûts financiers (le blocage du site du *New York Times* en 2012 par mesure de rétorsion après un article qui n'avait pas été apprécié a fait chuter l'action du groupe de 20 % en 24 heures) ; et beaucoup de compagnies n'osent pas passer des publicités dans des médias critiques de la Chine de peur de sanctions, ce qui a comme effet d'appauvrir les médias critiques. Elle a ses petites victoires. Mais ne nous trompons pas : son offensive est **un échec stratégique**. L'influence de la Chine dans le monde a créé un mouvement de reflux contre elle qui est généralisé et croissant.

Ce n'est pas nouveau : **la Chine est son meilleur ennemi en matière d'influence.** On le voit **en Afrique**[110], où l'image de la Chine évolue : la lune de miel est terminée, elle est désormais critiquée comme prédatrice – ses projets ne bénéficiant pas à la population locale – et finalement aussi nuisible que l'étaient les puissances coloniales. À de nombreux endroits, comme au Mali, les populations sont exaspérées par le pillage des ressources naturelles, notamment de l'or, mais aussi par les conditions de travail offertes, les entrées illégales de travailleurs chinois et la pollution générée. Le fait que les dirigeants, bienveillants à l'égard de la présence chinoise, ne prennent généralement pas en compte les plaintes de la population à ce sujet contribue à la défiance à l'égard des élites et à la polarisation des sociétés. **La BRI aussi subit de nombreux revers** depuis quelques années, avec les mêmes récriminations (« les Chinois cherchent à saisir ce qu'ils peuvent, sans se soucier des salariés ou des entreprises locales. Ils agissent comme si nous étions une colonie. Nous ne nous laisserons pas faire », entend-on désormais au port grec du Pirée, racheté par Cosco depuis 2016)[111]. Le reflux est généralisé et il avait commencé avant le tournant agressif des dernières années. Désormais, **avec sa diplomatie du « loup**

108. Cicéron, *De Officiis*, Livre II, VII. L'auteur romain s'interroge sur l'usage de la crainte et de l'affection par les gouvernants, la seconde seule assurant la pérennité du pouvoir.

109. Machiavel, *Le Prince*, *op. cit.*, p. 72.

110. Luke Patey, « The Chinese model is failing Africa », *Financial Times*, 26 août 2018.

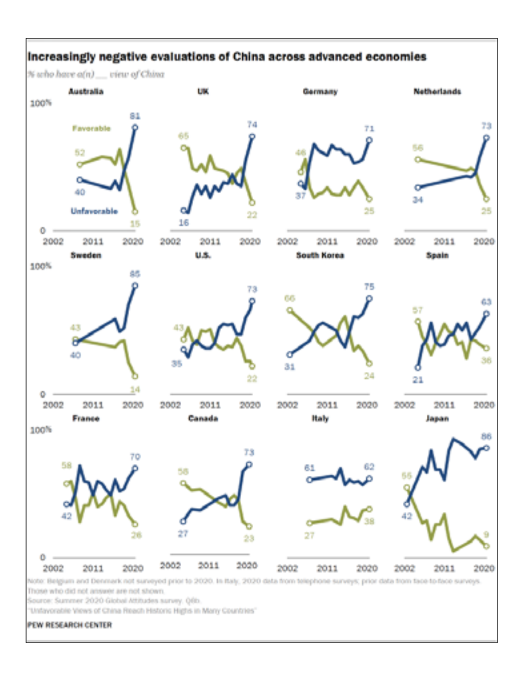
111. Marina Rafenberg, « Vent de fronde antichinois au port du Pirée », *Le Monde*, 11 mars 2021.

guerrier », ses manipulations de l'information et ses méthodes brutales, Pékin a définitivement changé son image. C'était couru d'avance : le PCC ne pouvait pas, dans le même temps, devenir aussi agressif que le Kremlin et maintenir sur la scène internationale son *ethos* d'acteur responsable à l'éveil pacifique.

Il se passe exactement ce que certains en Chine, plus lucides que d'autres, craignaient, notamment le CICIR, think tank du MSE, principal organe civil de renseignement. Début avril 2020, un rapport interne du CICIR présenté à Xi Jinping affirmait que **la pandémie pourrait susciter dans le monde entier la plus forte vague de sentiment anti-chinois depuis le massacre de Tian'anmen** en 1989, nourrir la résistance aux projets de la BRI et inciter Washington à accroître son soutien financier et militaire à ses alliés asiatiques – augmentant ainsi le risque de confrontation[112]. « Cette diplomatie du "loup guerrier" n'est pas durable et risque de nous isoler », prévenait au même moment Shi Zhan (施展), directeur du Centre de politique mondiale à l'université des affaires étrangères de Chine à Pékin[113].

Cette chute de la cote chinoise sur la scène internationale n'est, encore une fois, que le prolongement d'**une tendance entamée avant la pandémie**. Plusieurs affaires, comme l'espionnage du siège de l'Union africaine, la « diplomatie des otages » à l'égard du Canada mais aussi d'un nombre croissant d'États, les révélations sur les camps d'internement de Ouïghours (« China Cables »)[114] et la gestion de la crise hongkongaise ont également contribué à **la dégradation de l'image de Pékin depuis l'arrivée de Xi Jinping**.

Cette évolution est toutefois relative : c'est parmi les économies développées, surtout les États occidentaux (Europe et Amérique du Nord) et leurs alliés (Japon, Corée du Sud), que l'image de la Chine s'est fortement dégradée. Elle reste correcte, voire progresse dans les pays en développement. Cette polarisation reflète **le double discours de Pékin qui « joue la confrontation avec l'Ouest, et la séduction au Sud**[115] **»**, en Afrique, en Amérique latine et en Asie.



Source : Pew Research Center, 5 octobre 2020 (https://pewrsr.ch/3lETMoy).

112. « Internal Chinese report warns Beijing faces Tiananmen-like global backlash over virus », Reuters, 4 mai 2020.

113. S. Zhan, cité dans Frédéric Lemaître et Brice Pedroletti, « Chine : la diplomatie du "loup combattant" », *Le Monde*, 30 avril 2020.

114. Harold Thibault et Brice Pedroletti, « 'China Cables' : révélations sur le fonctionnement des camps d'internement des Ouïgours », *Le Monde*, 24 novembre 2019.

115. Mathieu Duchâtel, cité dans Sébastien Falletti, « Pékin veut conquérir la planète par le Sud », *Le Figaro*, 2 juin 2021, p. 11.

La dégradation a été graduelle mais semble s'être **accélérée depuis 2017-2018**, particulièrement en **Australie** (→ p. 538) et en **Suède** (→ p. 515) comme on l'a vu, mais aussi au **Canada** (→ p. 533) et ailleurs dans le monde. Aux **États-Unis**, l'élection de Trump en 2017 a catalysé une confrontation inéluctable et l'a présentée comme une nouvelle « guerre froide ». Les Américains mesurent désormais l'ampleur de l'influence chinoise chez eux. En juillet 2020, le directeur du FBI a expliqué que « le FBI ouvre un nouveau dossier de contre-espionnage lié à la Chine toutes les 10 heures environ. Sur les près de 5 000 affaires de contre-espionnage du FBI actuellement en cours dans le pays, près de la moitié sont liées à la Chine[116] ». Quelques mois plus tard, *Newsweek* révélait avoir « identifié environ 600 groupes aux États-Unis […] en contact régulier avec et guidés par le PCC[117] ». Pour le **Royaume-Uni**, la dégradation des relations – depuis « l'âge d'or » que célébrait David Cameron en 2015 à l'occasion de la visite à Londres de Xi Jinping[118] – s'est accélérée depuis 2019, d'abord avec la crise hongkongaise, particulièrement sensible pour les Britanniques qui ont rétrocédé leur ancienne colonie à la Chine en 1997 ; puis la crise sanitaire (Londres a reproché à Pékin son manque de transparence et la diffusion de fausses informations et a condamné le cyberespionnage des laboratoires britanniques en visant la Chine) ; et enfin le revirement de juillet 2020 en faveur de l'exclusion de Huawei des réseaux britanniques de 5G (l'ambassade chinoise a parlé d'une « erreur » de Londres qui devra en « payer les conséquences ») – une menace qui n'a visiblement pas dissuadé la Roumanie et l'Allemagne qui, en avril 2021, annonçaient également bannir Huawei de leur réseau 5G. Le 4 février 2021, l'Ofcom, régulateur britannique des médias, a retiré à CGTN son droit d'émettre au Royaume-Uni, au motif que ce n'est pas la chaîne elle-même, mais le PCC, qui exerce un contrôle éditorial sur les programmes – une décision qui a également contribué à détériorer la relation bilatérale[119]. Comme aux États-Unis, ce changement d'attitude à l'égard de la Chine est transpartisan donc durable et touche également l'opinion publique, de plus en plus méfiante à l'égard de Pékin.

En **France** aussi, la prise de conscience, quoique plus discrète, est néanmoins palpable, avec une nette accélération au premier trimestre 2021 (voir encadré).

Le réveil français

Comme ailleurs, **l'image de la Chine en France se dégrade depuis plusieurs années, en particulier depuis l'arrivée à Paris de l'ambassadeur Lu Shaye (2019), un diplomate « loup guerrier »** qui a contribué à rendre l'ambassade beaucoup plus agressive, notamment sur les réseaux sociaux, comme nous l'avons vu (→ p. 232). La pandémie de Covid-19 a aggravé cette tendance, l'ambassade, sur la défensive, multipliant les attaques – à l'image de son article d'avril 2020 sur « les personnels soignants des EHPAD » (ayant « abandonné », « déserté » et « laissant mourir leurs pensionnaires de faim et de maladie ») qui avait valu à l'ambassadeur d'être convoqué par le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (→ p. 234).
D'autres affaires ont contribué à mobiliser l'opinion française contre Pékin, dont la révélation, en novembre 2019, que **Huawei attaquait en diffamation la chercheuse Valérie Niquet** (→ p. 51), qui a immédiatement reçu de nombreuses expressions de soutien. **La persécution des Ouïghours**, de mieux en mieux documentée, a été un puissant accélérateur de prise de conscience, notamment grâce aux efforts du député européen Raphaël Glucksmann, qui pour cette raison est lui-même devenu l'une des cibles de l'ambassade[120]. En septembre 2020, le président Macron dénonçait pour la première fois publiquement « des pratiques inacceptables »

116. Christopher Wray, « The threat posed by the Chinese government and the Chinese Communist Party to the economic and national security of the United States », FBI, 7 juillet 2020.
117. Didi Kirsten Tatlow, « Exclusive: 600 U.S. Groups Linked to Chinese Communist Party Influence Effort with Ambition Beyond Election », *Newsweek*, 26 octobre 2020.
118. « China, Britain to benefit from 'golden era' in ties – Cameron », Reuters, 18 octobre 2015.
119. Alex Hern, « Chinese state broadcaster loses UK licence after Ofcom ruling », *The Guardian*, 4 février 2021.
120. « Vive altercation entre Raphaël Glucksmann et l'ambassade de Chine au sujet des Ouïghours », *L'Obs*, 14 octobre 2020.

au Xinjiang[121]. Au même moment, se multiplient **les reportages de plus en plus fréquents sur la puissance, l'influence ou l'espionnage chinois**, qui font l'objet en 2020 de plusieurs numéros ou hors-séries de magazines[122].

La mauvaise image de Pékin en France est mesurable : une enquête conduite en septembre-octobre 2020 montre que « 62 % des sondés exprim[e]nt un sentiment négatif ou très négatif […], largement consensuel et transpartisan », ce qui place **la Chine « à la deuxième place des pays les moins bien perçus en France, après la Corée du Nord, et devant la Russie »**[123]. Et certaines stars contribuent à la prise de conscience, comme le footballeur **Antoine Griezmann** qui, en décembre 2020, a annoncé la rupture de son contrat avec Huawei « suite aux forts soupçons selon lesquels [cette entreprise] aurait contribué au développement d'une "alerte Ouïgour" grâce à un logiciel de reconnaissance faciale[124] ».

En octobre 2020, un article de Laurence Defranoux dans *Libération* constatait **un « changement de ton » de la France vis-à-vis de Pékin**. Alors que « Longtemps, face à la propagande et aux tentatives de censure et d'intimidation de Pékin, la réponse en France a été feutrée, voire inexistante, tant étaient grandes les craintes de rétorsion économique », les choses commençaient visiblement à changer[125].

Dans les premiers mois de 2021, plusieurs indices témoignent de **l'accélération de la prise de conscience française**. Le 21 janvier, le ministère des Armées publie son ***Actualisation stratégique 2021***, qui met à jour l'analyse de l'environnement stratégique de la France depuis la publication de la *Revue stratégique* de 2017 : le document mentionne la Chine non seulement beaucoup plus souvent qu'en 2017, mais désormais davantage que la Russie, et la présente d'abord et avant tout comme un « rival stratégique[126] ». **Les reportages dans les médias sur l'agressivité croissante de Pékin se multiplient, visant un public de plus en plus large**, à l'image de « Chine, la grande offensive », un documentaire télévisé d'1 h 10 diffusé sur France 2 le 25 février. Le lendemain, une longue enquête de l'hebdomadaire *Le Point* montre « comment la Chine pousse ses pions à l'université[127] » et met notamment en cause Christian Mestre, ancien président de l'université de Strasbourg, qui quelques jours plus tard démissionne de son poste de déontologue de l'Eurométropole de Strasbourg (→ p. 403)[128]. Le 18 mars, le même journaliste du *Point*, Jérémy André, correspondant du journal à Hong Kong, récidive avec une autre enquête montrant « Comment Pékin profite de nos chercheurs[129] ». Ces démonstrations sont courantes en Australie, aux États-Unis, au Canada ou même au Royaume-Uni, comme nous avons pu le voir dans ce rapport, mais elles n'avaient jamais été faites de façon relativement détaillée dans le cas de la France.

La persécution des Ouïghours donne elle aussi lieu à une dénonciation de plus en plus insistante, de la presse qui n'hésite plus désormais à faire sa couverture sur « le génocide caché », comme le titrait *L'Obs* début mars[130], à la classe politique. **Dans plusieurs discours, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, dénonce des « pratiques injustifiables à l'encontre des Ouïghours**, et [un] système de surveillance et de répression institutionnalisé à grande échelle » (16 février) ; ou encore « les stérilisations forcées, les abus sexuels dans les camps, les disparitions, les détentions massives, le travail forcé, la destruction du patrimoine culturel, à commencer par les lieux de culte, la mise sous surveillance de la population » au Xinjiang, et il réitère son « appel insistant pour qu'une mission impartiale, indépendante et

---

121. Laurence Defranoux, « Macron condamne publiquement la répression des Ouïghours », *Libération*, 8 septembre 2020.

122. Par exemple *Espionnage : l'offensive chinoise*, *Le Figaro Magazine*, 3613, 17 juillet 2020 ; *La Chine démasquée*, *Les dossiers du Canard enchaîné*, 157, octobre 2020.

123. Marc Julienne *et al.*, *L'opinion publique française sur la Chine à l'ère du COVID-19 : la méfiance politique l'emporte sur les opportunités économiques*, « Sinophore Borderlands Europe Survey », Palacky University Olomouc, République tchèque, IFRI, 24 novembre 2020.

124. « Antoine Griezmann rompt son contrat avec Huawei, accusé de participer à la surveillance des Ouïgours », *Le Monde*, 10 décembre 2020.

125. Laurence Defranoux, « Vers la fin de la "diplomatie du paillasson" face à la Chine ? », *Libération*, 15 octobre 2020.

126. Ministère des Armées, *Actualisation stratégique 2021*, https://bit.ly/3aqJnrm. Voir aussi le fil Twitter d'Antoine Bondaz : https://twitter.com/AntoineBondaz/status/1355140803572752385.

127. Jérémy André, « Comment la Chine pousse ses pions à l'université », *Le Point*, 2532, 25 février 2021, p. 46-50.

128. « Démission du déontologue de l'Eurométropole de Strasbourg », *Les Échos*, 3 mars 2021.

129. Jérémy André, « Comment la Chine profite de nos chercheurs », *Le Point*, 2535, 18 mars 2021, p. 48-51.

130. « Ouïghours. Le génocide caché », *L'Obs,* 2940, 4-10 mars 2021.

transparente, d'experts internationaux, puisse se rendre dans le Xinjiang, le plus vite possible, sous la responsabilité de la Haute commissaire aux droits de l'Homme » (10 mars)[131].

Enfin, **une nouvelle étape est franchie lorsqu'en l'espace de quelques jours (15-22 mars), il a été révélé que l'ambassade de Chine avait fait pression sur des sénateurs pour qu'ils renoncent à un projet de visite à Taïwan et elle insulte le chercheur Antoine Bondaz** qui les défend, le qualifiant de « petite frappe », « hyène folle », ou encore « troll idéologique », ce qui a suscité des condamnations unanimes et une forte couverture médiatique – un épisode symptomatique de l'effet pervers (que nous avons qualifié d'« effet Bondaz ») de la diplomatie dite des « loups guerriers » (→ p. 235). Mais ce n'est pas tout : au même moment, Pékin annonce sa décision de sanctionner dix ressortissants européens, dont l'eurodéputé français Raphaël Glucksmann, en représailles à des sanctions de l'UE pour la persécution des Ouïghours. Pour l'ensemble de ces raisons (insultes et sanctions), le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères convoque le 22 mars l'ambassadeur chinois, qui ne se rend pas au rendez-vous, suscitant la colère de Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des affaires européennes : « La France ni l'Europe ne sont des paillassons. Quand on est convoqué, on se rend à sa convocation[132]. » Lorsque l'ambassadeur finit par se rendre au Quai d'Orsay le lendemain, il est reçu par Bertrand Lortholary, le directeur d'Asie, qui lui signifie que les « méthodes de l'ambassade, la tonalité de sa communication publique étaient parfaitement inacceptables et franchissaient toutes les limites communément admises pour une ambassade, où qu'elle se trouve[133] ». **Cette séquence de mars 2021 a été désastreuse pour l'image de la Chine en France et a contribué à accroître encore la prise de conscience des responsables politiques comme du grand public sur les pratiques inacceptables des autorités chinoises.**

Quelques mois plus tard, une autre séquence attire l'attention sur « **L'offensive de Pékin contre les libertés académiques** [qui] appelle des mesures défensives », comme l'explique le diplomate Pierre Buhler le 10 juin dans une tribune qui dénonce « une politique inquiétante de Pékin, qui constitue une menace pour l'enseignement supérieur et la recherche dans les pays démocratiques[134] ». Début juillet, **le Sénat lance une mission d'information sur les « influences étatiques extra-européennes dans le monde universitaire et académique français et leurs incidences[135] »**, qui rapidement auditionne Pierre Buhler[136] et a reçu depuis un grand nombre d'experts français et étrangers, dont les auteurs du présent rapport. Le rapporteur est le sénateur André Gattolin, très investi pour la défense des droits humains (ayant par exemple en 2019 affiché publiquement son soutien aux manifestations à Hong Kong[137]), co-président pour la France de l'Inter-parliamentary alliance on China (IPAC → p. 249) et lui-même un excellent connaisseur de la stratégie d'influence de la Chine en France[138]. Si la mission d'information s'intéresse à plusieurs pays, le rapporteur estime que la Chine représente « 80 % du problème[139] ». Le rapport des sénateurs, attendu pour la fin septembre 2021, devrait lui consacrer une place importante. Quelques semaines plus tard, un dossier de plusieurs articles sur « **l'entrisme chinois dans les facs françaises** » dans *Libération* (27 juillet 2021) fait réagir l'ambassade dans un communiqué accusant, comme d'habitude, toute critique de racisme et confirmant la loi de Godwin (elle se dit « révoltée » par ces articles « qui, d'un ton raciste, incitent publiquement au sentiment antichinois et sinophobe …]. Il est stupéfiant de découvrir

131. Intervention de Jean-Yves Le Drian dans le cadre du segment de haut niveau de la 46e session du Conseil des droits de l'homme, Genève, 16 février 2021 (https://bit.ly/3sdCamr) ; Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, en réponse à une question sur la situation des Ouïghours en Chine, au Sénat le 10 mars 2021 (https://bit.ly/3se4o06).

132. « Chine : la France et l'Europe “ne sont pas des paillassons” déclare Clément Beaune », *Le Figaro*, 23 mars 2021.

133. Christian Chesnot, « Qui est Lu Shaye, ambassadeur de Chine en France, “loup combattant” de la diplomatie chinoise ? », FranceInfo, 23 mars 2021.

134. Pierre Buhler, « L'offensive de Pékin contre les libertés académiques appelle des mesures défensives », *Le Monde*, 10 juin 2021, p. 29.

135. Voir http://www.senat.fr/commission/missions/influences_etatiques_extra_europeennes.html.

136. Le 13 juillet 2021, pour sa première audition en réunion plénière, dont le compte rendu est en ligne : https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20210712/miie.html.

137. « Manifestations à Hong Kong, un entretien avec le sénateur André Gattolin », *Asie Pacifique News*, 10 octobre 2019.

138. Qu'il a notamment décryptée dans un entretien pour New Tang Dynasty Télévision (NTD) diffusé le 5 novembre 2020 (https://ntdtv.fr/andre-gattolin-senateur-dechiffre-la-strategie-insidieuse-dinfluence-du-pcc-en-france/).

139. Béatrice Bouniol, « Ingérences étrangères à l'université, l'autre menace », *La Croix*, 27 juillet 2021, p. 9.

qu'au 21e siècle, certains utilisent toujours la propagande "à la nazie" pour prôner à grands coups médiatiques ce genre de racisme extrême[140] »).
En résumé, **la prise de conscience, en France, des risques posés par l'influence chinoise est vive et croissante depuis 2019, avec une nette accélération en 2020-2021. C'est dans ce contexte de « réveil français », qui semble désormais irréversible, que s'inscrit la publication du présent rapport en septembre 2021**.

Même les **pays d'Europe centrale et orientale**, qui sont traditionnellement le fer de lance de Pékin en Europe (→ p. 307), sont devenus frileux : le sommet des « 17+1 » du 9 février 2021 était en réalité un « 17-6 » puisque, face à Xi Jinping, six États européens ont choisi de n'être représentés qu'au niveau ministériel. Les raisons de cette perte d'appétence sont connues : « les promesses chinoises d'infrastructures ont déçu, les échanges commerciaux ont démesurément tourné à l'avantage de Pékin, la propagande chinoise, au début de la pandémie de Covid-19, a sérieusement terni l'image de l'empire du Milieu[141] ». Certains estiment désormais que le 17+1, qui était censé être une porte vers l'Europe pour Pékin, est devenu un « mécanisme zombie » qui pourrait progressivement se détricoter. **La Lituanie** a ouvert la voie en se retirant en mars 2021[142] et en appelant les onze autres membres européens à faire de même[143]. En septembre, le ministre lituanien des Affaires étrangères expliquait que le seul format dans lequel le rapport de force serait équilibré serait un 27+1, impliquant que les pays européens soient unis face à la Chine[144]. **La République tchèque** est un autre exemple : en dépit des relais importants dont dispose Pékin dans ce pays, en particulier dans les sphères politiques (à commencer par le président Miloš Zeman et plusieurs membres du gouvernement) et économiques (PPF → p. 269), l'influence chinoise est de plus en plus contestée et dénoncée, de la résistance du maire de Prague (→ p. 263) à la visite du président du Sénat à Taïwan (→ p. 264), en passant par l'exclusion de Huawei et ZTE des appels d'offres liés à la 5G, et à la publication des rapports de l'agence de cybersécurité (NUKIB) et du service de sécurité et de renseignement intérieur (BIS) dont les alertes régulières contribuent au débat.

Les uns après les autres, les États réévaluent leur relation avec Pékin et prennent des mesures législatives, économiques, politiques, pour s'en protéger. De plus en plus également, **ils se coordonnent pour « faire front »**. De ce point de vue, la journée du 22 mars 2021 a été assez exceptionnelle : les diplomates de 26 pays – non seulement le Canada mais aussi les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, etc. – se sont réunis devant le tribunal de Pékin où était jugé Michael Kovrig[145] – l'un des deux Canadiens victimes de la « diplomatie des otages » chinoise (→ p. 405). En même temps, l'Union européenne, le Royaume-Uni, le Canada et les États-Unis ont imposé des sanctions contre plusieurs responsables chinois impliqués dans la persécution des Ouïghours, dans un effort coordonné envoyant « un signal extrêmement clair de **l'unité de la communauté internationale** dans sa condamnation des violations des droits de l'homme au Xinjiang », selon les mots de Londres[146]. Il s'agissait en outre des **premières sanctions européennes en plus de 30 ans**, les dernières (embargo sur les armes)

140. « Les échanges culturels entre la Chine et la France ne peuvent souffrir aucune stigmatisation », Ambassade de la République populaire de Chine en République française, 2 août 2021, https://archive.vn/Jq57U.
141. Sylvie Kauffmann, « À l'appui de sa stratégie d'influence en Europe, Pékin dispose d'une arme redoutable : les vaccins anti-Covid-19 », *Le Monde*, 10 février 2021.
142. Eglė Krištopaitytė, « Does Lithuania withdraw from the 17+1 format ? The URM sees 'more purpose participating in a format with all EU countries' », 15MIN.LT EN, 25 mars 2021 (https://bit.ly/3sl3or7).
143. Stuart Lau, « Lithuania pulls out of China's '17+1' bloc in Eastern Europe », *Politico*, 21 mai 2021.
144. Teddy Ng, « Lithuania urges European Union to cut reliance on China », *South China Morning Post*, 4 septembre 2021.
145. Teng Jingxuan, « Michael Kovrig a subi son procès en Chine », *La Presse*, 22 mars 2021.
146. « Face aux sanctions occidentales contre son traitement des Ouïgours, la Chine hausse le ton », *Le Monde*, 23 mars 2021.

datant de 1989 – signe supplémentaire de la nette dégradation des relations. Et, toujours le même jour, les sanctions chinoises contre quatre entités et dix responsables européens ont également eu **l'effet d'accroître la solidarité européenne contre Pékin**, à tous les niveaux, y compris au sein de la société civile. Trois jours plus tard, les directeurs de 32 think tanks et instituts de recherche européens, situés dans une vingtaine de pays, ont signé une déclaration dénonçant les sanctions chinoises contre des chercheurs européens et le plus grand centre de recherche européen sur la Chine, MERICS (→ p. 282)[147].

Le résultat est paradoxal : **alors que l'une des stratégies du Parti-État est de diviser l'Europe, par son comportement il est en train de l'unifier contre lui**, et de perdre les leviers (comme le 17+1) dont il espérait jouir. De la même manière, alors que l'une des stratégies du Parti-État est de fragiliser la relation transatlantique, en faisant en sorte que les pays européens se tiennent à distance de la logique de « guerre froide » sino-américaine et adoptent plutôt une troisième voie, par son comportement il les rapproche de Washington – d'autant que, l'équipe américaine ayant changé, son discours sur la Chine est moins caricatural, donc plus acceptable. Comme le résume bien Sylvie Kauffmann, « **par maladresse ou par hubris, la Chine est en train de pousser les Européens dans les bras des Américains**[148] ». C'est, en somme, **de l'auto-sabotage**.

Ce ne sont pas que les États : les populations elles-mêmes prennent conscience du problème et, dans à peu près tous les pays, l'image de la Chine n'a jamais été aussi mauvaise qu'aujourd'hui[149]. **La Chine a un « problème d'impopularité**[150] ». Une étude européenne, conduite en septembre-octobre 2020, confirme une opinion majoritairement négative de la Chine, à l'exception notable de la Russie et de la Serbie[151]. En Australie, « la confiance en la Chine est au niveau le plus bas jamais enregistré dans le Lowy Institute Poll, avec seulement 23 % des Australiens déclarant qu'ils font assez ou beaucoup confiance à la Chine pour "agir de manière responsable dans le monde", une baisse de 29 points depuis 2018[152] ». Même en Corée du Sud, pays qui entretient des liens étroits avec la Chine, le niveau de mécontentement à son égard atteint 75 %[153].

Depuis 2020 environ, particulièrement depuis la pandémie au cours de laquelle la Chine s'est montrée encore plus agressive qu'à l'accoutumée, les analystes se demandent comment expliquer que Pékin adopte « **un comportement contre-productif**[154] ». Même si l'explication est connue – pour le Parti-État, la priorité n'est pas de convaincre les populations locales dans le monde mais d'assurer sa survie et le renforcement de son pouvoir en Chine –, il n'est pas certain qu'il en mesure pleinement les conséquences. **Son problème d'impopularité prend en effet des proportions telles qu'il pourrait indirectement affaiblir le Parti, y compris vis-à-vis de sa propre population.** C'est en tout cas le message qu'il serait utile de lui faire passer, pour l'intéresser davantage aux conséquences de ses actes.

147. « Statement by European Research Institute Directors », The Swedish Institute of International Affairs, 25 mars 2021 (https://bit.ly/3sl1kiR).

148. Sylvie Kauffmann, « Par maladresse ou par hubris, la Chine est en train de pousser les Européens dans les bras des Américains », *Le Monde*, 14 avril 2021.

149. Laura Silver, Kat Devlin et Christine Huang, « Unfavorable views of China reach historic highs in many countries », Pew Research Center, 6 octobre 2020.

150. Elisabeth Braw, « China's unpopularity problem », *Politico*, 6 novembre 2020.

151. Richard Q. Turcsanyi *et al.*, *European public opinion on China in the age of COVID-19: Differences and common ground across the continent*, « Sinophore Borderlands Europe Survey », Palacky University Olomouc, République tchèque, IFRI, 16 novembre 2020.

152. Natasha Kassam, *Lowy Poll Institute 2020*, juin 2020, p. 4.

153. Peter T. Charles, « Beijing's "Wolf Warriors" score own goals », *The Interpreter*, Lowy Institute, 22 janvier 2021.

154. Small et Jaishankar, « 'For our enemies, we have shotguns'», *op. cit.*

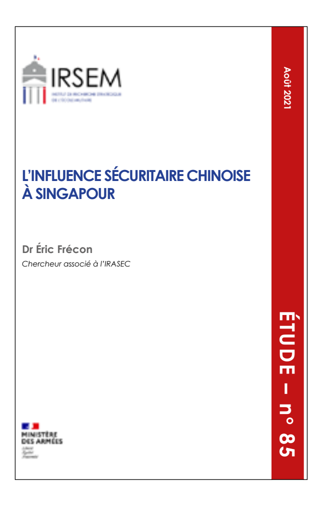
LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES UTILISÉS DANS CE RAPPORT

A2/AD : Déni d'accès et d'interdiction de zones
ACCWS : Academy of Contemporary China and World Studies (当代中国与世界研究院)
ACFROC : All-China Federation of Returned Overseas Chinese (中华全国归国华侨联合会)
ADIZ : Zone d'identification de défense aérienne
ANP : Assemblée nationale populaire (全国人民代表大会)
APL : Armée populaire de libération (中国人民解放军)
APRPC : Association pour la promotion de la réunification pacifique de la Chine (中国和平统一促进会)
APT : Menace persistance avancée (Advanced persistent threat)
ASIO : Australian Security Intelligence Organization
ASPI : Australian Strategic Policy Institute
ASSS : Académie des sciences sociales de Shanghai (上海社会科学院)
BAT : Bureau des Affaires taïwanaises (中共中央台湾工作办公室 ou 国务院台湾事务办公室)
BATX : Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi
BL : Bureau de liaison (联络局)
BL/DTP : Bureau de liaison du département de Travail politique de la CMC (中央军委政治工作部联络局)
BRI : Nouvelles routes de la soie
CAIFC : China Association for International Friendly Contact (中国国际友好联络会)
CAPCC : China Association for Promotion of Chinese culture (中华文化发展促进会)
CCPPC : Conférence consultative politique du peuple chinois (中国人民政治协商会议)
CCTV : China Central Television (中国中央电视台)
CDC : Centers for Disease Control and Prevention
CEFC : China Energy Fund Committee (中国能源基金委员会)
CEI : Communauté des États indépendants
CGTN : China Global Television Network (中国国际电视台)
CHBC : China Huayi Broadcasting Corporation (中国华艺广播公司)
CIA : Central Intelligence Agency (États-Unis)
CICIR : Chinese Institutes of Contemporary International Relations (中国现代国际关系研究院)
CIIS : China Institute of International Studies (中国国际问题研究所)
CMC : Commission militaire centrale (中央军事委员会)
CMG : China Media Group (中央广播电视总台)
CNA : Agence centrale de presse de Taïwan (中央通訊社)
CNR : Radio nationale chinoise (中央人民广播电台)

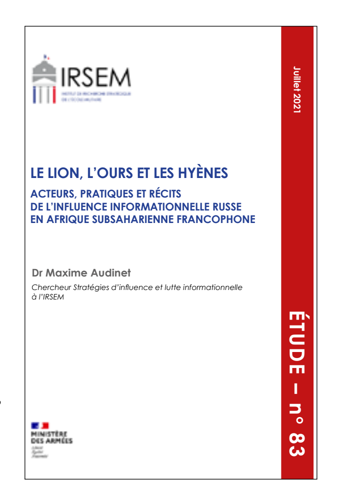
COM : Chinois outre-mer
CPAFFC : Chinese People's Association for Friendship with Foreign Countries (中国人民对外友好协会)
CRG : Center for Research on Globalization (GlobalResearch)
CRI : Radio Chine internationale (中国国际广播电台)
CSSA : Association des étudiants et chercheurs chinois (中国学生学者联合会)
CUSEF : China-United States Exchange Foundation (中美交流基金会)
DGP : Département général Politique (总政治部)
DGSE : Direction générale de la Sécurité extérieure (France)
DL : Département de Liaison (联络部)
DL/DGP : Département de Liaison du département général Politique de la CMC (中央军委总政治部联络部)
DLI : Département des Liaisons internationales (中央对外联络部)
DTFU : Département du Travail de Front uni (中央统一战线工作部)
DTP : Département de Travail politique (政治工作部)
ECOSOC : Conseil économique et social des Nations unies
EWI : East West Institute
FAAPL : Force aérienne de l'Armée populaire de libération (解放军空军)
FAO : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FPI : Fondation Prospective et Innovation
FSB : Service fédéral de sécurité (Russie)
FSS ou **FSSAPL** : Force de soutien stratégique de l'Armée populaire de libération (解放军战略支援部队)
GAFA : Google, Apple, Facebook, Amazon
GRU : Direction générale des renseignements de l'état-major des forces armées (Russie)
IC : Institut Confucius (孔子学院)
IRA : Internet Research Agency (Russie)
IRIS : Institut de Relations internationales et stratégiques
ISO : Organisation internationale de la normalisation
KGB : Comité pour la Sécurité de l'État (URSS)
KMT : Kuomintang (國民黨)
LJC : Ligue de la jeunesse communiste (中国共产主义青年团)
MAE : Ministère des Affaires étrangères
MG : Major général (少将)
MSE : Ministère de la Sécurité d'État (国家安全部)
MSP : Ministère de la Sécurité publique (公安部)
MTC : Médecine traditionnelle chinoise
NTDTV : New Tang Dynasty Television
OACI : Organisation de l'aviation civile internationale
OCSC : Overseas Chinese Service Center (华助中心)
ODD : Objectif développement durable de l'ONU
OMC : Organisation mondiale du commerce
OMS : Organisation mondiale de la santé
ONG : Organisation non gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
ONUDI : Organisation des Nations unies pour le développement industriel
ONUSIDA : Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida
OSINT : Renseignement de sources ouvertes
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord

PCC : Parti communiste chinois (中国共产党)
PDP : Parti démocrate progressiste (民進黨)
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
PNUE : Programme des Nations unies pour l'Environnement
R&D : Recherche et développement
ROC : République de Chine (Taïwan)
RPC : République populaire de Chine (中华人民共和国)
RSF : Reporters sans frontières
RT : Russia Today
SAR : Région administrative spéciale
SCRS : Service canadien du renseignement de sécurité
SRAS : Syndrome respiratoire aigu sévère
SVR : Service des renseignements extérieurs (Russie)
UDN : United Daily News
UE : Union européenne
UIT : Union internationale des télécommunications
UNESCO : Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques
VPN : Réseau privé virtuel
VTS : Voice of the Strait (海峡之声广播电台)
WRSA : Western Returned Scholars Association (欧美同学会)

AUTRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM SUR LES STRATÉGIES D'INFLUENCE



Éric Frécon, *L'influence sécuritaire chinoise à Singapour*, Étude de l'IRSEM n° 85, août 2021, 60 p.



Maxime Audinet, *Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence russe en Afrique subsaharienne francophone*, Étude de l'IRSEM n° 83, juillet 2021, 93 p.



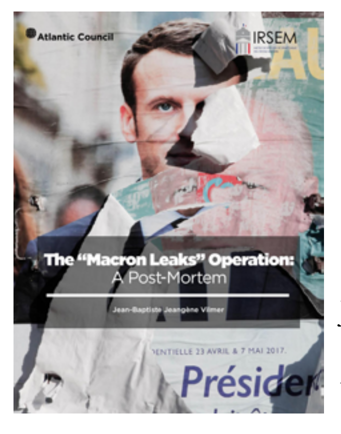
Camille Brugier, *La diplomatie des « loups guerriers » ou la nouvelle politique de légitimation du Parti communiste chinois*, Note de recherche n° 115, IRSEM, 12 avril 2021 (14 p.).



Céline Marangé et Maud Quessard, *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, Presses universitaires de France (avec le concours de l'IRSEM), janvier 2021 (448 p.).



Régis Genté, *Les leviers d'influence russe dans le Caucase du Sud*, Note de recherche n° 99, IRSEM, 25 mai 2020 (17 p.).



Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *The "Macron Leaks" Operation: A Post-Mortem*, IRSEM/Atlantic Council, juin 2019 (48 p.).



Kevin Limonier, *Diffusion de l'information russe en Afrique. Essai de cartographie générale*, Note de recherche n° 66, IRSEM, 13 novembre 2018 (21 p.).



Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Alexandre Escorcia, Marine Guillaume, Janaina Herrera, *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, CAPS/ IRSEM, août 2018 (212 p.), republié par La Documentation française en 2019.



Maud Quessard, *La diplomatie publique américaine et la désinformation russe : un retour des guerres de l'information ?*, Note de recherche n° 54, IRSEM, 30 avril 2018 (13 p.).



Céline Marangé, *Les Stratégies et les pratiques d'influence de la Russie*, Étude de l'IRSEM n° 49, mars 2017 (55 p.).

Pendant longtemps, on a pu dire que la Chine, contrairement à la Russie, cherchait davantage à être aimée que crainte ; qu'elle voulait séduire, projeter une image positive d'elle-même dans le monde, susciter l'admiration. Pékin n'a pas renoncé à séduire, à son attractivité et à son ambition de façonner les normes internationales, et il reste essentiel pour le Parti communiste de ne pas « perdre la face ». Mais, en même temps, Pékin assume de plus en plus d'infiltrer et de contraindre : ses opérations d'influence se sont considérablement durcies ces dernières années et ses méthodes ressemblent de plus en plus à celles employées par Moscou. C'est un « moment machiavélien » au sens où le Parti-État semble désormais estimer que, comme l'écrivait Machiavel dans *Le Prince*, « il est plus sûr d'être craint que d'être aimé ». Ce qui correspond à une « russianisation » des opérations d'influence chinoises.

Ce rapport s'intéresse à cette évolution, avec l'ambition de couvrir tout le spectre de l'influence, de la plus bénigne (diplomatie publique) à la plus maligne, c'est-à-dire l'ingérence (activités clandestines). Pour ce faire, il procède en quatre parties, présentant successivement les principaux concepts ; les acteurs mettant en œuvre ces opérations, notamment la base 311 de l'Armée populaire de libération ; les actions conduites par Pékin à l'égard des diasporas, des médias, de la diplomatie, de l'économie, de la politique, de l'éducation, des think tanks et en termes de manipulations de l'information, entre autres leviers ; et enfin quelques études de cas (Taïwan, Singapour, Suède, Canada, et les opérations ayant visé les manifestants hongkongais en 2019 ou cherché à faire croire à l'origine américaine de la Covid-19 en 2020). La conclusion revient sur cette « russianisation », qui a trois composantes : Pékin s'inspire de Moscou dans plusieurs registres, il subsiste évidemment des différences entre les deux, et il existe aussi un certain degré de coopération. Pour finir, le rapport évalue l'efficacité de cette nouvelle posture chinoise qui peut s'enorgueillir de certains succès tactiques, mais constitue un échec stratégique.

Auteurs : Paul Charon (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » de l'IRSEM) et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (directeur de l'IRSEM).

L'IRSEM est l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire du ministère des Armées.

www.irsem.fr
ISBN : 978-2-11-155493-1
Imprimé en France

